

PHILIPPE MAFFRE

CONSTRUIRE BORDEAUX AU XVIII^e SIÈCLE

LES FRÈRES LACLOTTE, ARCHITECTES EN SOCIÉTÉ
(1756 - 1793)

CONSTRUIRE BORDEAUX AU XVIII^e SIÈCLE
LES FRÈRES LACLOTTE, ARCHITECTES EN SOCIÉTÉ

720.944 714 MAFF C

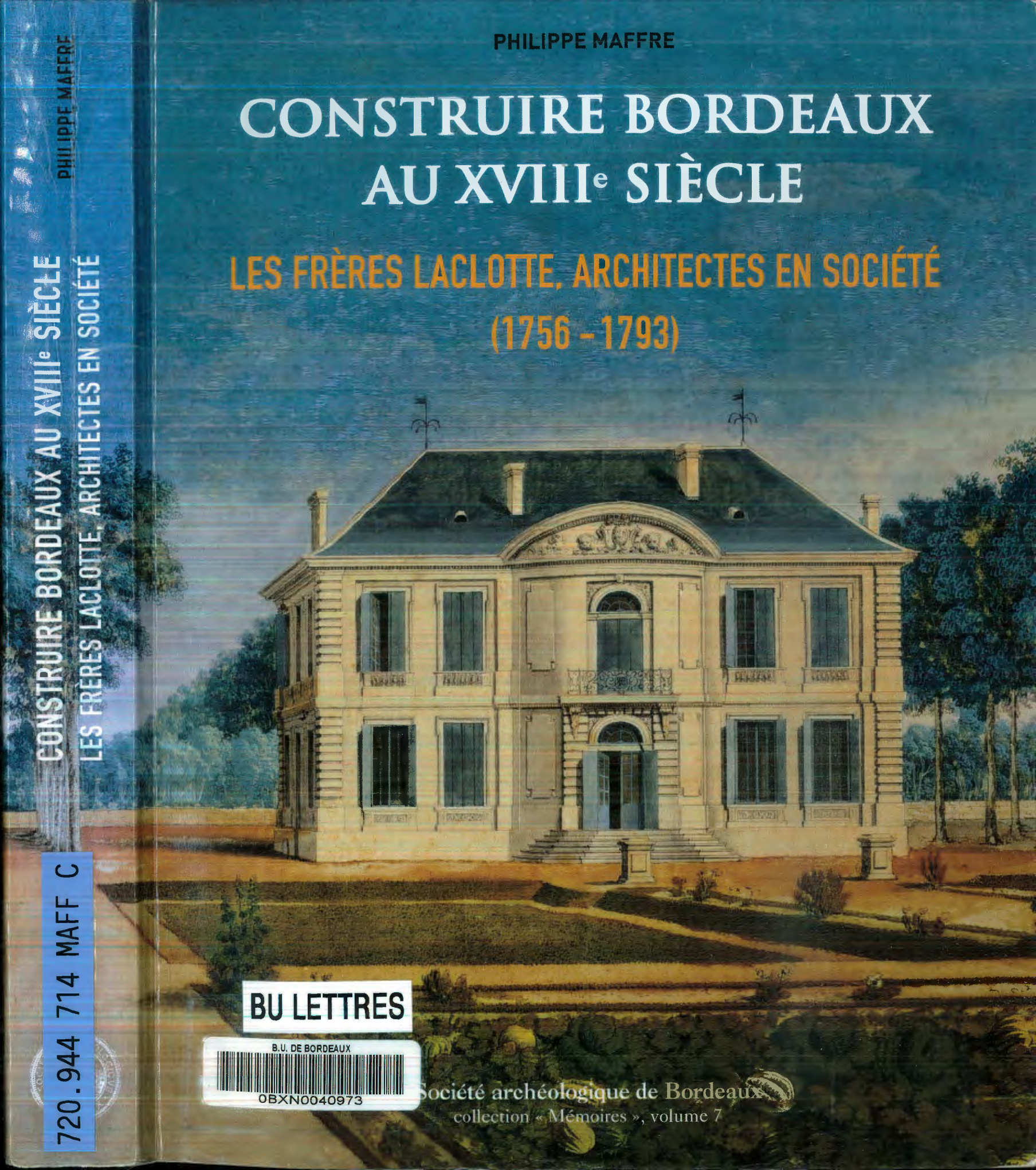
BU LETTRES

B. U. DE BORDEAUX



OBXN0040973

Société archéologique de Bordeaux
collection « Mémoires », volume 7



720.944 714 MAFFC

Philippe Maffre

« On naît Bordelais, on ne le devient pas », disait Paul Berthelot, publiciste à *La Petite Gironde*. Sont bien nés Bordelais les frères Laclotte et un peu plus tard Philippe Maffre, membre de la Société archéologique de Bordeaux, qui a soutenu en 1998 à l'université de Bordeaux III-Michel de Montaigne pour l'obtention du titre de docteur une thèse d'histoire de l'art intitulée « Les sociétés Laclotte (1756-1793) ». Alors ingénieur au Service régional de l'Inventaire et grâce au soutien de Jean-Claude Lasserre, son responsable, Philippe Maffre a pu exploiter ses enquêtes sur le terrain et ses recherches en archives en alimentant les nombreux dossiers du service de l'Inventaire et ses analyses concernant la construction à Bordeaux au XVIII^e siècle. Dans divers articles et publications, il a déjà contribué à une meilleure connaissance de cette riche période de la construction privée (*Le Bordelais néoclassique ; Maisons de campagne en Bordelais ; Le Port des lumières ; Bordeaux, les rues du centre historique*).

Girondin par nature, il a aussi livré quelques réflexions originales sur des sujets variés mais toujours bordelais ou régionaux (revues *Le Festin, Vieilles Maisons françaises*).

En couverture :

Antoine Gonzalès, Chênevert,
vue de l'élévation sur jardin, (détail),
gouache, 1782, coll. part.

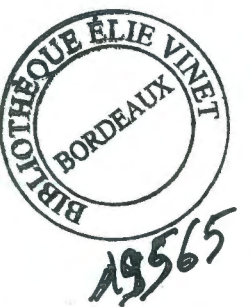
PHILIPPE MAFFRE

CONSTRUIRE BORDEAUX AU XVIII^e SIÈCLE

LES FRÈRES LACLOTTE,
ARCHITECTES EN SOCIÉTÉ
(1756 - 1793)

176 15 1 168

BORDEAUX



Ouvrage publié par la Société archéologique de Bordeaux
collection « Mémoires », volume 7

Visiteurs de passage ou vieux Bordelais, béotiens ou historiens de l'architecture, tous ceux qui ont arpenté notre ville s'accordent sur l'impressionnante unité architecturale, classique puis néoclassique, qui marque le Bordeaux du XVIII^e siècle, triomphant dans l'opulence de son commerce et qui y prolonge longtemps son influence.

Grâce à des historiens tels Charles Marrionneau, Paul Courtault ou François-Georges Pariset qui les ont étudiés, on connaît bien l'œuvre des grands architectes venus de Paris responsables des « embellissements » de la ville : les Gabriel architectes du Roi qui importent le grand style versaillais à la place Royale ; Victor Louis, l'architecte du duc de Richelieu et son Grand Théâtre. On connaît bien aussi d'autres architectes originaires de Paris ou encore Versailles venus à leur suite en Guyenne où ils ont fait carrière, qui à la place Royale, qui au palais Rohan, qui à des hôtels particuliers ou des maisons de campagne : les Portier, Bonfin ou Lhôte.

En revanche le présent ouvrage nous conduit hors des sentiers battus des grands maîtres. Car « nul n'est prophète en son pays » et à ce jour on savait peu ou presque rien des maîtres architectes, maîtres maçons ou entrepreneurs bordelais qui ont contribué à l'épanouissement de notre Bordeaux classique. Le travail de bénédictin de Philippe Maffre a abouti à une thèse universitaire, soutenue en 1998 et sanctionnée par l'obtention d'un doctorat, dont cet ouvrage est l'adaptation. Il lève un grand pan du voile sur les trois frères Laclotte qui sortent de l'oubli. La carte jointe en fin d'ouvrage témoigne de l'ampleur de leur œuvre et montre leur apport à l'édification de la ville nouvelle qui se déploie, en gros, du quartier Saint-Seurin à celui des Chartrons. Étienne Laclotte, ses frères et leurs sociétés ont contribué également à apporter un air nouveau dans des quartiers plus anciens et ont construit hors de la ville des châteaux et des maisons de campagne.

Enfin l'auteur démontre que, tout en s'adaptant aux habitudes et aux besoins locaux, ils ont été sensibles aux changements stylistiques et qu'ils ont joué un rôle jusqu'ici insoupçonné dans l'adoption à Bordeaux du nouveau style dit « à la grecque ».

Philippe Maffre ne s'attache pas seulement aux travaux des Laclotte, il met également au jour leurs liens professionnels familiaux originaux : les sociétés Laclotte et leurs collaborateurs, ainsi que les traits individuels de chacun des frères. Grâce à ses recherches, on sait maintenant à qui attribuer la plupart des demeures et des lotissements du Bordeaux classique de la deuxième moitié du XVIII^e siècle ; tous les amateurs et bien des propriétaires s'en réjouiront.

En 1873 Pierre Sansas et les pères fondateurs de la Société archéologique de Bordeaux avaient voulu que l'un de ses buts soit de « faire des publications destinées à rendre plus facile la connaissance des antiquités » en rendant accessibles les résultats de la recherche. Vocation confirmée et étendue par le professeur Pierre Paris en 1903 : il propose « des publications de longue haleine et plus importantes à côté du Bulletin » (l'ancêtre de notre Revue archéologique). La Société archéologique a largement répondu à ces vœux et s'honore de sa politique éditoriale qui a permis de publier des ouvrages essentiels pour la connaissance de l'art bordelais. Au mémorable ouvrage Les Vieilles Églises de la Gironde de J-A. Brutails publié en 1912 se sont ajoutés plus récemment La Grotte de Pair-non-Pair, L'Art du fer forgé en pays bordelais ou encore Bordeaux, le vitrail civil. Y trouve aujourd'hui place l'ouvrage de Philippe Maffre qui apporte une contribution décisive à la connaissance de l'architecture bordelaise et de notre paysage urbain et qui pour être savant, n'en est pas moins un guide agréable et précieux.

*Marie-France Lacoue-Labarthe,
présidente de la Société archéologique de Bordeaux,
Bordeaux, septembre 2013*

REMERCIEMENTS

Le présent ouvrage constitue la version contractée et allégée d'une partie de son appareil critique d'une thèse d'histoire de l'art soutenue en 1998 devant un jury présidé par Madame Félicie Perez, professeur à l'Université Lumière-Lyon 2 et composé de messieurs Philippe Loupès, professeur à l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, Christian Michel, professeur à l'Université Paris 10-Nanterre, rapporteur, Christian Taillard, professeur à l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3.

À Madame la présidente de la Société archéologique de Bordeaux et du département de la Gironde ainsi qu'aux membres de son bureau et enfin à l'ensemble des sociétaires de cette association savante je dois une profonde gratitude, sans eux cette publication ne se serait pas faite. Madame Catherine Duboy-Lahonde avait en son temps assuré et souffert la relecture de mon premier texte, Mesdames Hélène Avisseau, Marie-France Lacoue-Labarthe, Marie-Hélène Maffre, Nicole Palard et Marguerite Stahl, Messieurs Robert Coustet et Jean-Gabriel Puyraveau et Xavier Roborel de Climens se sont infligé ce pensum, je les en remercie.

Il m'est particulièrement agréable de pouvoir remercier ici Monsieur le professeur Taillard qui a accepté de diriger cette thèse mais aussi son prédécesseur, Monsieur le professeur Rabreau, tous deux n'ont jamais cessé de m'encourager dans cette entreprise. Une part de reconnaissance revient aussi à mes maîtres les professeurs François-Georges Pariset(†) et Paul Roudié(†) ainsi qu'à ceux qui étaient alors leurs assistants, Monsieur le professeur Robert Coustet et Françoise-Claire Legrand (†) qui m'ont initié à notre discipline et ont toujours manifesté de l'intérêt pour ces travaux.

Les conservateurs et personnel des dépôts d'archives et bibliothèque m'ont ouvert leur riches collections, autorisé à reproduire leur documents et fourni gracieusement les photographies de la plupart des documents graphiques qui illustrent cette thèse. Beaucoup sont devenus des amis et ce n'est pas sans émotion que je me vois aujourd'hui dans l'obligation de placer une croix à la suite de certains leurs noms. Je dois des remerciements particuliers à Jean-Paul Avisseau (†) et Madame Hélène Avisseau, Madame Hélène de Bellaigue, Messieurs Louis Bergès, Jean-Pierre Bériac, Pierre Botineau, Jean Cavignac (†), Georges Cuet, Christian Dubos, Pascal Geneste, Pierre Massé, Madame Danièle Neirinck, Monsieur Michel Ollion, Mesdames Hélène Prax, Danièle Robert et Saux, Bernard Théron (†) et Jean Valette (†), Madame du Vigneau.

Je dois une grande part de reconnaissance à Jean-Claude Lasserre (†), conservateur régional de l'Inventaire, qui a largement facilité la réalisation de ce travail et à son successeur Monsieur Éric Cron qui a autorisé l'utilisation de photographies conservées dans son service pour la présente publication ainsi enfin qu'à Monsieur Alain Rieu, conservateur régional des monuments historiques.

Au service régional de l'archéologie Laetitia Louis s'est chargée, sous la direction de Pierre Régaldo, de cartographier les données qui lui ont permis de dessiner les plans illustrant l'activité des Laclotte à Bordeaux, je les en remercie très sincèrement.

Un grand nombre d'érudits et chercheurs, des propriétaires d'édifices bâtis par les Laclotte m'ont fait l'amitié de m'aider, ainsi que les photographes qui ont permis d'illustrer le présent ouvrage. Je remercie particulièrement Messieurs Pierre Bardou, Robert Blécuta (†), Monsieur et Madame Alain Burgaud, Messieurs Olivier Caro, Bernard Chabot, Richard Chapon (†), Laurent Chavier, Pierrette Cordier (†), Messieurs Stéphane Coulaud, le commandant Coyne, Jacques des Courtils, Monsieur et Madame (†) Alphonse Denis, Messieurs Guy Dedieu, Michel Dubau, Monsieur et Madame Jean-Pierre Duval, Monsieur et Madame Jean-Louis Estadiou, Messieurs Marc Favreau, Bernard Gallinato, l'abbé Antoine Gally, Bertrand Guillot de Suduiraut (†), Sébastien Guillot de Suduiraut, Monsieur et Madame Michel Korber, Messieurs Olivier Lescor, Jacques Lisse, Vincent Monthiers, Richard (†), Xavier Roborel de Climens, Sylvain Schoonbaert, Jean-Paul Schneider, Yves Simone, Madame Marguerite Stahl, Messieurs Hervé Teisseire (†), Jean-Luc Tobie, Laurier Turgeon, l'abbé Jean-Claude Veissier, Pierre Vivez (†).

Enfin, à Monsieur Antoine Guilhem-Ducléon qui a accepté de photographier en couleur des édifices qui l'avaient été en leur temps en noir et blanc et qui a donc contribué à la réalisation du présent ouvrage j'adresse aussi des remerciements particuliers.

TABLE DES MATIÈRES

- 10 Abréviations
- 11 Avertissement
- 13 **Introduction** X
Tout un choix de Laclotte – Le Bordeaux des frères Laclotte – Des personnages et une production mal connus – Une fortune critique exécration
- 25 **PREMIÈRE PARTIE**
TRENTE-SEPT ANS D'ACTIVITÉS EN SOCIÉTÉ À BORDEAUX
- 27 **Chapitre I**
L'implantation des Laclotte à Bordeaux
Jean Laclotte père, à l'origine d'une réussite familiale – Une place originale dans la profession jusqu'à l'association avec Étienne – L'invention des premières sociétés Laclotte, une volonté patriarcale
- 33 **Chapitre II**
Trois maîtres maçons bordelais
La formation d'Étienne Laclotte et son hypothétique séjour parisien – Michel et Jean Laclotte : des formations inconnues – Trois notables de la paroisse Saint-Seurin – Pierre Laclotte, un négociant en bois ne dédaignant pas la spéculation immobilière – Des protections et amitiés choisies – Des qualités professionnelles et humaines reconnues et couronnées par l'exercice d'un rôle dans la « cité » – Michel Laclotte, architecte – Étienne et Jean Laclotte : des personnalités complémentaires ?
- 55 **Chapitre III**
L'organisation corporative du travail, la recherche d'une alternative par les Laclotte
- 55 **Les « Maîtres Maçons et Architectes de la Ville et Fauxbourgs de Bordeaux » :**
L'organisation de la profession – Les maîtres maçons bordelais – La formation
- 62 **L'affaiblissement de la corporation :**
L'opposition des compagnons – Les rapports avec les autorités – Le refus du monopole corporatif
- 68 **Le cas particulier des Laclotte, entre association et clientélisme :**
Des architectes en société, des associés agrégés – Une clientèle de compagnons – Un réseau d'obligés
- 72 **Chapitre IV**
Les sociétés Laclotte et leurs activités
- 73 **Une société familiale (1761-1772) :**
Une société verbale – Des collaborateurs occasionnels – La dissolution et le partage de la société Jean Laclotte
- 77 **Des sociétés professionnelles (1772-1793) :**
L'intégration à la société Jean Laclotte de Blaise Despujols – Les nouvelles sociétés de 1776 – Le coup de force de Jean Laclotte en 1778 : une dissolution toute théorique – Une société « tacite » – Les associés et sociétés « temporaires » – Le partage de 1793, les partages posthumes

- 87 **Chapitre V**
De multiples activités
- 87 **Des maîtres maçons entrepreneurs :**
Des travaux de plus ou moins d'importance – Des constructions sur les plans d'autres architectes
- 90 **Des affaires immobilières :**
Des annonces immobilières pour le compte de tiers – Des annonces locatives – Des opérations foncières mal expliquées
- 94 **Des affaires diversifiées :**
La tentation du commerce, la mobilisation de capitaux – La verrerie des Chartrons – Des carrières de pierre et un essai d'armement fluvial
- 98 **Des investissements sans grand rapport avec l'architecture :** Le jeu de paume du cours de Tourny – Le Théâtre Molière

101 **DEUXIÈME PARTIE**
UNE GRANDE VARIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS

- 103 **Chapitre I**
Les relations avec les chapitres bordelais, les travaux pour le clergé régulier, les établissements charitables et d'enseignement
- 104 **Le chapitre de Saint-André :**
Les travaux à la cathédrale – Les maisons canoniales – Les maisons du chanoine Desbiey : exemple isolé ou pratique courante ?
- 107 **Le chapitre de Saint-Seurin :**
La tribune d'orgue et les travaux à la collégiale – Les travaux aux bâtiments canoniaux – Les abords de la collégiale
- 111 **Les clients réguliers :** L'agrandissement du couvent des Feuillants – L'annexe de l'église Sainte-Croix au Pont-du-Guit – Les dames Carmélites – Les travaux pour l'abbaye de L'Isle
- 115 **Les établissements charitables et d'enseignement :**
L'hôpital de la Manufacture – L'hôpital Saint-André – L'hôpital des Incurables
- 118 **Le séminaire de la Mission :**
Les bâtiments du séminaire – Les maisons locatives de la Mission, rues du Palais-Gallien et Judaïque-Saint-Seurin

- 122 **Chapitre II**
La participation aux « embellissements » de Bordeaux
- 122 **L'achèvement du « Bordeaux de Tourny » :** La façade des quais – La maison Duffour place du Marché-Royal – La place Dauphine – Les abords de la place Dauphine – Le cours de Tourny – Les terrains des Jésuites – L'hôtel de Lalande et le lotissement de l'archevêché
- 134 **Les abords de la nouvelle salle de spectacle :** La place Richelieu – Le cours du Chapeau-Rouge – Les maisons du comte de Rolly – L'îlot dit « îlot Bonaffé » – Un programme pour la place de la Comédie ?
- 147 **Chapitre III**
Les lotissements Dumas et Mitchell
- 147 **L'entreprise des lotissements du Pavé des Chartrons :**
La limite méridionale du quartier des Chartrons – L'initiative de Pierre-Henri Dumas de Laroque – La maison « exemplaire » de Christophe Gernon – L'ambitieux projet de lotissement de François-Patrice Mitchell – Un apparent succès
- 154 **Les difficultés de François-Patrice Mitchell :**
Ralentissement des ventes, échec de la tentative de déménagement de la verrerie et procès familial – La séparation entre Mitchell et les frères Étienne et Jean Laclotte – Un lotissement inachevé et un nouveau propriétaire, des perspectives désormais à long terme – Patrice Mitchell de Larmandie et l'éviction de François-Patrice Mitchell
- 157 **Bilan des lotissements Dumas et Mitchell :** Une chronologie des constructions difficile à établir – Une spéculation entre particuliers, l'exemple des terrains de Jean Dumaine – Les sociétés Laclotte et les lotissements Dumas et Mitchell : une œuvre synthétique appréciée du public et des autorités – Peu de chantiers certains, beaucoup de chantiers probables
- 162 **Chapitre IV**
Les lotissements Hustin
- 163 **Le lotissement de Denis-Jacques-Ferdinand Hustin :**
Le projet de la rue Hustin – Le schéma général du lotissement Hustin et le débouché sur la rue Dumas – Le succès des terrains du cours de

- Tourney et l'hôtel des Laclotte – La difficile ouverture des rue et impasse Hustin, la reprise du lotissement en 1774 – Les constructions attribuables aux Laclotte – Les vestiges des maisons à façade uniforme – Les maisons de la rue Hustin et l'achèvement du lotissement
- 172 **Le lotissement de la rue Victoire-Américaine :**
Les derniers terrains de la faïencerie Hustin – L'achat des terrains Hustin et l'ouverture du lotissement – Des ventes et chantiers relativement rapides – Des façades stéréotypées, d'autres plus originales – Des maisons locatives, pour la plupart de qualité
- 179 **Chapitre V**
La rue Fondaudège et le lotissement Duplessy
- 179 **Du chemin du Médoc à la rue Fondaudège :** Le terrain Verthamon – L'extension du fonds, la construction de l'hôtel d'Augeard – Les maisons d'Étienne et Michel Laclotte
- 183 **Le lotissement des terrains Duplessy :**
La vente de la maison Duplessy et le projet de nouvelle voirie – L'acquisition Boissière-Brun, la patiente immixtion des Laclotte dans le lotissement et le percement de la rue portant leur nom – Des investissements à long terme – Un lotissement concerté dû aux Laclotte – Des constructions attribuables aux Laclotte – L'agrandissement du lotissement Duplessy aux terrains du Jardin des Plantes
- 195 **Chapitre VI**
De la place Dauphine à la place du Pradeau
- 196 **La rue Judaïque :**
Les premiers achats à la croix de Saint-Martin – Les Ordinants et le lotissement de Jean Laclotte – Le lotissement Castelnau d'Auros – L'hôtel de Castelnau d'Auros
- 206 **Les abords de la collégiale Saint-Seurin :**
La difficile ouverture de la rue Saint-Étienne – La place du Pradeau et la rue de la Concorde – Les premières constructions autour de la collégiale – Un lotissement « abandonné » par les Laclotte

- 212 **Chapitre VII**
Les quartiers occidentaux du faubourg Saint-Seurin
- 213 **Le plantier de Terre Nègre :**
Les premières opérations à Terre-Nègre – L'acquisition de 1778 – Les rues Bouchet et de Bel-Air – La rue Lufflade – Les derniers terrains des sablières
- 219 **Le quartier de la Trésorerie :**
Le domaine de Léonard Pick et les terrains Mondenard – Les premières ventes dans la rue Mondenard – L'ouverture des rues Sainte-Luce et Laclotte – L'opposition du 12 mai 1785 – L'ordonnance du 3 septembre 1787 et l'achèvement du lotissement – Les derniers terrains Mondenard et le rachat des droits féodaux – Les terrains de la rue Tronqueyre et du côté est de la rue de la Trésorerie – Des échoppes améliorées – D'hypothétiques sous-traitants, le mystère Bergerac
- 232 **Chapitre VIII**
De nombreux chantiers « ponctuels » dans la ville
- 233 **Les reconstructions au cœur de Bordeaux :**
Deux édifices à balcon sur trompe : les maisons Fourcade et Chamblan – Des constructions chronologiquement éloignées mais proches par leur décor : les maisons Ducos et Chatry – Des constructions contemporaines aux décors très différents : l'ancien hôtel Dalon et la raffinerie de Tanaÿs Boutet – Un exercice particulier, le petit hôtel de Jean Ravezies – Une maison de grands négociants dans la vieille ville : la maison Le Tellier – Un catalogue d'ornements : la maison de Jean Laclotte rue Porte-Dijaux – Les nombreuses maisons locatives de François Bonnaffé – Deux constructions détruites : les maisons Laloubie et Bernard
- 247 **Le cas particulier du quartier des Chartrons :**
La maison de Pierre Ferrière – La maison de Claude-Ange Domenge de Pic de Blays – La maison de Nicolas Barreyre – La maison de Jacques de Bethmann
- 252 **Des constructions isolées dans le faubourg Saint-Seurin :**
Le quartier de la rue du Palais-Gallien – La maison de Jean Dumaine – Les rues de la Taupe

- 255 **Chapitre IX**
Maisons de campagne et châteaux
Pique-Caillou à Mérignac – Le château du Burck à Mérignac – La maison Labottière, « *chemin du Médoc* » – Le château de Virazeil – Chênevert à Mérignac, ou la maison de Marie-Claire – Le bourdieu de Maucamp à Talence – Le château de La Tour à Cérons – Des projets et constructions non réalisés ou inachevés : le château de Laroque à Saint-Germain-de-la-Rivière, le Mayne d'Anice à Podensac – Le jeu aléatoire des attributions : Cholet et Margaut à Talence, la Dame-Blanche au Taillan

287 **TROISIÈME PARTIE****UNE ARCHITECTURE SPÉCIFIQUE ?**

- 289 **Chapitre I**
L'exercice d'une profession sous la surveillance des autorités
Les règlements municipaux, les ordonnances du Bureau des finances – Des conflits de compétence sous l'arbitrage du Parlement – La voirie : les empiétements ; les alignements ; les nouvelles voies ; les saillies – La mitoyenneté : le problème des *endronnes* ; les règlements de mitoyenneté – L'hygiène et la sécurité : les écoulements, la prévention des risques d'incendie ; la solidité des édifices ; la sécurité sur la voie publique – La police des chantiers
- 301 **Chapitre II**
Les matériaux et fournitures ✕
- 302 **Les matériaux de gros-œuvre :**
Pierres et *moilons*, des carrières géographiquement concentrées – Les pierres de la région de Bourg-sur-Gironde : les dimensions des différents blocs de pierre ; autres pierres provenant de Bourg et Roque-de-Tau, commercialisation des pierres du Bourgeois – Les pierres pour la moulure – Les pierres dures du Bordelais : les types de blocs de pierre dure ; commercialisation des pierres dures – Autres pierres utilisées en gros-œuvre : pierres du Bordelais ; pierres de démolition ; pierres importées d'autre régions – Marbres – Matériau de liaison – Les matériaux de terre : les tuiles ; les carreaux – Le bois : les bois de charpente ; les bois de plancher – Le métal

- 314 **Les matériaux et fournitures de second-œuvre :**
La pierre de sculpture – La terre cuite – Les bois de menuiserie – Le plâtre – Les enduits et peintures – Le verre à vitre – La serrurerie : serrurerie et quincaillerie, ferronnerie
- 323 **Chapitre III**
Des édifices ✕
Les commandes – La maçonnerie – Les articles annexes à la maçonnerie – L'échoppe, un habitat spécifiquement bordelais – Les petites maisons locatives : une alternative à l'habitat vertical ? – Les maisons particulières : les maisons à corps de bâtiment unique ; les maisons à deux corps de bâtiment ; les maisons à entrepôts ; les façades ; vers une spécialisation des niveaux et des pièces ; les « équipements » et les éléments de confort – Les hôtels : le respect de la tradition – La construction à la campagne
- 357 **Chapitre IV**
L'ornement et le décor d'architecture ✕
L'influence limitée des architectes des intendants – Les années d'association à trois : des tâtonnements – La parcimonieuse utilisation des ordres – La maison Labottière : une synthèse de la « manière » Laclotte vers 1775 – Le goût à la grecque – La tentation du néo-classicisme – Le décor intérieur
- 393 **Conclusion**
Le spectre honteux de la spéculation – Du succès au mépris : le malentendu – Une alternative à l'architecture académique – Un « bureau » aux talents multiples, parfaitement organisé et au service d'une large clientèle
- 404 **Annexes**
I. Pièces justificatives – II. Métrologie – III. Glossaire – IV. Viographie – V. Catalogue des maisons situées dans les anciennes paroisses de Bordeaux attribuables aux Laclotte
- 420 **Sources et bibliographie**
- 431 **Index**
- 439 **Table des illustrations**
- 444 **Plans de situation**

ABRÉVIATIONS

- A. D. : Archives départementales.
- A. D^{nes} : Archives diocésaines.
- A. M. : Archives municipales.
- Arch. nat. : Archives nationales.
- B. M. : Bibliothèque municipale.
- B. M. S. : registre des baptêmes, mariages, sépultures.
- B. N. : Bibliothèque nationale.
- M. S. : registre des mariages et sépultures.
- Rev. hist. Bordeaux : *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*.
- Soc. archéol. Bordeaux : *Société archéologique de Bordeaux*.

AVERTISSEMENT

Il a été retenu le principe de ne pas mettre à jour la bibliographie, bien que des travaux concernant l'architecture et l'urbanisme à Bordeaux aient été bien sûr publiés depuis 1999 dont certains considérables comme entre autres le *Bordeaux chef d'œuvre classique* de Jacques Sargos, le *Victor Louis* de Christian Taillard, la *Voierie bordelaise* de Sylvain Schoonbaert ou encore *Le Nouveau Viographe de Bordeaux* de Robert Coustet. Ces ouvrages n'apportent pas de nouveauté par rapport au propos concernant les Laclotte.

Les travaux cités le plus souvent en note, ouvrages, contributions, articles et catalogues ne sont signalés que par le nom de leur auteur et leur titre ou seulement par ce dernier s'il y a lieu. On trouvera leurs références bibliographiques complètes en Bibliographie.

Les dimensions sont exprimées en pieds de Bordeaux ou pieds de Roi et leurs divisions ou multiples. On les trouvera en annexe II converties en mesures métriques.

Les cours, places et rues sont cités le plus souvent sous le nom qu'ils portaient au XVIII^e siècle ; si leur nom actuel n'est pas mentionné dans le texte, on pourra se reporter à l'annexe IV dans laquelle ces voies sont présentées sous leurs deux noms.

Dans le texte ont été utilisés des noms communs d'usage local, tels que *bourdieu* ou *plantier*, qui n'ont pas de synonyme en français. Lorsqu'ils sont employés pour la première fois ils sont placés entre guillemets et expliqués dans le texte lui-même ou en note, éventuellement par un renvoi au glossaire. L'orthographe gasconne a été préférée à l'orthographe française pour certains autres noms communs, ils désignent pour l'essentiel des matériaux ayant fait l'objet de textes de la part des autorités royales, municipales et judiciaires. Leur équivalent français ne sert pas nécessairement à nommer la même chose. Cela est par exemple le cas pour le mot *parpin* qui définit un calibre de pierre et non comme le parpaing une forme de pierre.



INTRODUCTION

Tout un choix de Laclotte

Paul Roudié, toujours attentif aux travaux qui pouvaient éclairer l'histoire régionale, avait souhaité lorsqu'il occupait la chaire d'Histoire de l'art moderne et contemporain de l'Université de Bordeaux, que soit réalisée une étude sur les Laclotte.

Individus, famille, « tribu » n'hésitait pas à dire François-Georges Pariset¹, le patronyme de Laclotte recouvrait à l'évidence plusieurs personnages dont les chercheurs pensaient sans doute que l'identification n'apporterait pas grand-chose à l'histoire de l'architecture à Bordeaux. Les premières recherches révélaient l'existence de plusieurs Jean, deux Michel, Étienne, Joseph et Hyacinthe Laclotte, tous de la même famille et tous architectes. Elles ouvraient de trop vastes perspectives car ces personnages couvraient une période allant du dernier quart du XVII^e siècle à la première moitié du XIX^e siècle et leur aire d'activité s'étendait de Bordeaux à la Nouvelle-Orléans en passant par les Antilles. Trois d'entre eux présentaient pourtant les particularités d'appartenir à la même génération, d'être frères germains, pour reprendre l'expression du XVIII^e siècle, de ne s'être jamais éloigné de Bordeaux et enfin d'avoir exercé leur profession en société. Ils usèrent de cette pratique entre 1756 et 1793, c'est-à-dire globalement durant toute leur carrière, cette époque coïncidant avec les années de plus grande prospérité de Bordeaux. Il se trouvait là une concordance entre des circonstances familiales, chronologiques, professionnelles et conjoncturelles, qui permettait de se limiter à une étude semble-t-il non dénuée de cohérence, portant sur cette période et restreinte à ces personnages.

Le Bordeaux des frères Laclotte

Jusqu'en 1730 les plus anciennes paroisses de Bordeaux, groupées autour du castrum, sur la rive gauche de la « mer » comme on nommait la Garonne, forment un vaste demi-cercle qu'enserrent des remparts [2|4]. La dernière enceinte a englobé au sud la sauveté de Sainte-Croix que dominent les bâtiments de l'abbatiale et le Fort-Louis. Au nord le Château Trompette, isolé par d'immenses glacis conquis sur la ville, l'empêche de se réunir au faubourg maritime et marchand des Chartrons. À l'ouest c'est

¹ | Cours Xavier-Arnoz, lotissements Mitchell et Dumas (voir p. 152).

1. PARISET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle*, p. 639.

un autre château royal, le Fort du Hâ qui se dresse entre la cathédrale et la paroisse Sainte-Eulalie aux portes du terroir des graves de Bordeaux. Au nord-ouest en direction du Médoc, excentré et hors les murs, le faubourg Saint-Seurin ne forme qu'un village groupé autour de sa collégiale et mal relié à la cité par des franges de territoire à demi urbanisé. C'est dans ce faubourg que réside la famille Laclotte et autour précisément de 1730 qu'y naissent Étienne, Michel et Jean Laclotte, c'est-à-dire au moment où sont entrepris les grands chantiers d'urbanisme qui vont bouleverser la physionomie de la ville.

Camille Jullian, le premier, a brossé une fresque de ces embellissements ; à sa suite nombre d'historiens et historiens de l'art ont de nouveau décrit la transformation de ce que l'on caricature trop souvent comme une cité médiévale en une ville moderne pendant le second tiers du XVIII^e siècle, sous la houlette d'altruistes intendants, éclairés sans doute par les « Lumières » de ce siècle². Le professeur Rabreau a replacé cette transformation dans le contexte de la politique monarchique d'embellissement de toutes les villes du royaume entamée sous le règne de Louis le Grand³. Pourtant, comme aimait à le faire remarquer Paul Roudié, il avait fallu attendre que l'argent du grand commerce afflue dans la ville pour qu'elle attire toute la sollicitude du pouvoir royal par l'intermédiaire de ses représentants, commissaires départis ou intendants. Comme le soulignait le même Paul Roudié, les Jurats n'avaient pas attendu le XVIII^e siècle pour se soucier d'urbanisme ; ils avaient usé deux cents ans avant Tourny du procédé consistant à approprier les glacis d'enceintes devenus caducs en avenues ou promenades, qui passait toujours pour exemplaire aux yeux des hommes du XVIII^e siècle⁴. Louis Moréri qui écrit en 1759, alors que les grands travaux dits des intendants sont largement entamés, cite bien sûr les nouvelles places de la ville [3] mais recommande en premier lieu à la considération des visiteurs le cours du Chapeau-Rouge [5] et les « Fossés », l'actuel cours Victor-Hugo. Quant au quartier de la ville bâti pendant la Renaissance et au début du XVII^e siècle, aux rues alignées dans lesquelles se trouvaient quelques-uns des beaux hôtels de parlementaires, il avait été sacrifié en 1675 pour permettre l'agrandissement du Château Trompette⁵.

Quoi qu'il en soit de ces antécédents trop souvent négligés, il est vrai qu'entre 1730 et 1760 Bordeaux est dotée d'une façade monumentale sur le fleuve et d'une place royale, de grandes avenues la ceinturant et reliant entre elles les places établies au-devant des portes principales, d'un jardin public, de quelques percées permettant de pénétrer plus ou moins commodément dans les quartiers anciens, d'axes tracés dans les faubourgs et le long desquels ils sont censés devoir se développer. N'est-ce pas en ville d'apparence française plutôt que moderne qu'est alors convertie Bordeaux, et les deux termes sont-ils synonymes ? N'est-ce pas là la question que pose en 1815 l'ingénieur Pierrugues qui dénonce les erreurs commises dans la ville en matière d'urbanisme et propose de les corriger autant qu'il se peut faire⁶ ?

De 1760 environ à la Révolution, époque à laquelle les frères Laclotte vont travailler en société, Bordeaux, malgré les difficultés résultant pour l'essentiel des conflits opposant la France à l'Angleterre, connaît sa période de plus grande expansion économique et

2. JULLIAN, Camille. *Histoire de Bordeaux depuis les origines jusqu'en 1895...*, p. 547-571.

3. RABREAU, Daniel. Le « style ». In : *Le Port des Lumières...*, p. 87.

4. MORERI, Louis. *Le Grand Dictionnaire historique ou le mélange curieux de l'histoire sacrée et profane...*, vol. II, p. 157-158.

5. LACOUR, Pierre. « Explication du plan du Château Trompette... », p. 142-149. On trouvera dans cet article de Pierre Lacour jeune un plan du quartier du Chapeau-Rouge avec le tracé régulier de ses rues avant sa destruction.

6. PIERRUGUES, M. *Mémoire explicatif des projets d'alignement et d'embellissement...*, 1815.



2 | Hippolyte Matis, plan de Bordeaux en 1717.

démographique. La conséquence en est un développement urbain important que ne contrôlent plus, du moins financièrement, les administrations royale et locale. À partir de 1770 au moins, l'initiative semble abandonnée aux investisseurs privés. On a avancé pour expliquer ce fait de multiples raisons. Peut-on penser que les intendants avaient atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés ? La parure monumentale de la cité ne remplace pas les équipements qui lui font toujours cruellement défaut : l'organisation du port reste totalement empirique, Bordeaux ne possède pas de halle aux grains et ne peut faire face aux crises d'approvisionnement qu'en usant d'expédients. La désaffection des intendants pour les opérations d'urbanisme provient-elle du fait que les finances de l'État se trouvent dans une situation précaire ? On peut en douter dans la mesure où même du temps des Tourny l'État n'avait jamais déboursé un denier pour procéder à ces opérations, la ville les autofinçant, parfois de mauvaise grâce mais cédant à l'autorité, au moyen de la vente de ses propres terrains et au prix de l'indemnisation des particuliers expropriés. Les difficultés de la fin du règne de Louis XV en matière de relations extérieures, l'affaiblissement de l'autorité de l'État qui se traduit par l'ouverture de conflits avec le Parlement n'encouragent pas le pouvoir à intervenir comme par le passé

dans la politique d'aménagement urbain. De toute manière il ne se trouve plus dans les trois dernières décennies de l'Ancien Régime de terrains publics disponibles à Bordeaux. Si l'on excepte l'emplacement généreusement cédé par le Roi à la Ville pour l'édification du Théâtre et de l'îlot Louis, qui ne constituait qu'une petite partie de celui que Louis XIV avait confisqué un siècle plus tôt, ce sont uniquement des terrains privés sur lesquels sont entrepris les grands comme les plus modestes lotissements.

C'est une conjoncture difficile que doit affronter Bordeaux au moment où les Laclotte commencent à travailler en société. L'opposition du Parlement au second vingtième a ouvert une crise politique. La victoire de Port-Mahon glorifiée sur le socle

de la statue équestre de la place Royale n'en est pas moins restée sans lendemain, la guerre de Sept Ans touche durement l'activité commerciale et portuaire jusqu'en 1763. L'atonie n'est cependant pas totale, Joseph Vernet [6] arrive en 1757 pour peindre les deux portraits de la ville de sa série des grands ports du Royaume⁷. La même année, à l'intendant Aubert de Tourny succède son fils et le maréchal d'Eu devient l'éphémère gouverneur que va remplacer dès 1759 le maréchal de Richelieu. En 1758 les Labottière qui sont des familiers des Laclotte et surtout les plus grands libraires et imprimeurs de la ville, entreprennent la publication de leur journal d'annonces. L'intendant, la Ville et l'Académie trouvent enfin un accord au sujet de



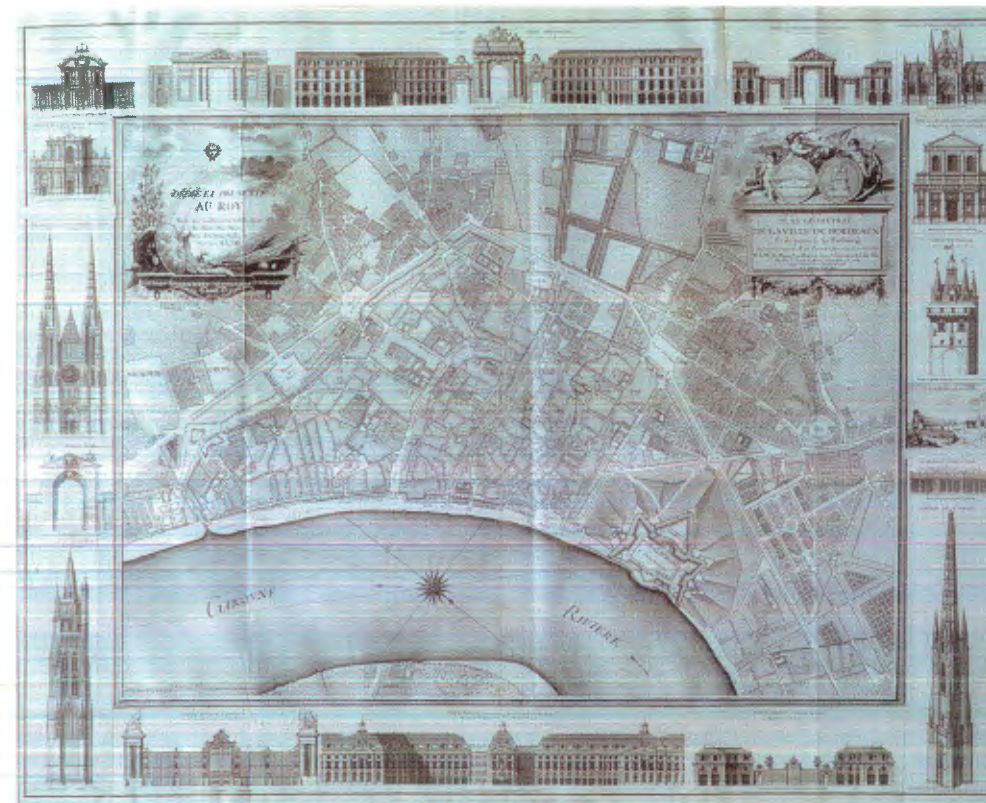
3 | Bassemon, *Vue de la Porte et de la Place de Bourgogne sur le Port de la Ville de Bordeaux*.

l'hôtel de cette institution ; il va permettre l'achèvement des allées de Tourny. Autour de la place Dauphine les derniers lotissements officiels n'avancent guère ; ce sont des bâtiments publics qui s'élèvent à défaut de maisons privées : la halle aux poids, l'amphithéâtre Saint-Côme et la porte de la Monnaie, œuvres de Portier, l'intendance restaurée par Jourdain. Le couvent des Dames de la Foi qui va fermer le côté septentrional de la place extérieure de Tourny peut-il être considéré comme un édifice privé ?

Successeur de Claude-Louis de Tourny décédé en 1760, Charles-Robert Boutin débute donc l'administration de sa généralité dans un délicat contexte. Il réussit malgré tout à relancer le lotissement de la rue Dauphine qui doit compléter le « tour de ville », il doit surveiller le départ de la ville des Jésuites qui laissent un vide important dans de nombreux domaines dont le moindre n'est pas celui de l'enseignement. Le nouvel intendant protège François-Dominique Barreau de Chefdeville, architecte original formé par Boffrand ; tous deux manifestent la volonté de rompre en matière d'esthétique publique avec ce qui a pu être défini comme le *style Portier*⁸. L'architecte meurt en 1765 sans avoir eu le temps d'imposer ses vues aux Bordelais. Pourtant une réalisation mal appréciée, due à un architecte local, indique bien un frémissement dans les mœurs décoratives du temps. La tribune d'orgue de l'église paroissiale Saint-Michel, édifiée par Jean Alary, reste baroque par son plan ovale, elle forme à la fois le support de l'orgue et le tambour, couvert d'une voûte plate à caisson central, de la porte occidentale de l'édifice. Le sculpteur Cessy réalise son décor : des panneaux aux angles rentrants ornent

7. BOYSSON, Bernadette de. « Claude-Joseph Vernet à Bordeaux », p. 29-49.

8. TAILLARD, Christian. *Bordeaux classique*..., p. 66.



4 | Jean Lattré, *Plan géométral de la ville de Bordeaux et des parties de ses faubourg*.

les parois du tambour, du côté de la nef de hauts pilastres à chapiteau ionique scandent les murs de la tribune, l'archivolte à fascies de la grande porte en plein-cintre repose sur des impostes ; à la traditionnelle grille de fer, Alary a préféré pour la tribune elle-même un garde-corps formé de balustres de pierre de section carrée⁹.

Sous l'administration des successeurs de Boutin, François Fargès et Hyacinthe Esmangart, malgré la crise des ressources alimentaires jointe à celle de la viticulture qui affecte en 1770 la province, malgré l'épreuve de force engagée par le chancelier Maupéou avec le Parlement, qui provoque des troubles, l'économie de la ville se redresse grâce principalement au rétablissement des échanges avec les Antilles. La suppression en 1769 du privilège de la Compagnie des Indes n'est pas étrangère à la prospérité bordelaise. Un vent de libéralisme souffle sur la ville, parfois dangereusement ; il atteint jusqu'aux milieux ouvriers qui supportent de plus en plus mal le carcan corporatif et le sort misérable que leur font souvent les maîtres. Le luxe s'installe dans le milieu du négoce, attirant les artistes étrangers à la ville, François Lhôte s'installe à Bordeaux en 1768, Perronneau y fait un nouveau séjour et peint alors plusieurs portraits de négociants parmi les plus éminents et ceux de membres de leur famille¹⁰. Dans le faubourg des Chartrons, autour du Château Trompette et du Jardin Public, comme dans la ville, s'élèvent de vastes demeures. L'acteur Le Kain qui séjourne en 1772 dans la ville décrit la dissolution des mœurs et la corruption qui règnent dans les milieux les plus favorisés où l'on s'adonne au jeu sans retenue¹¹.

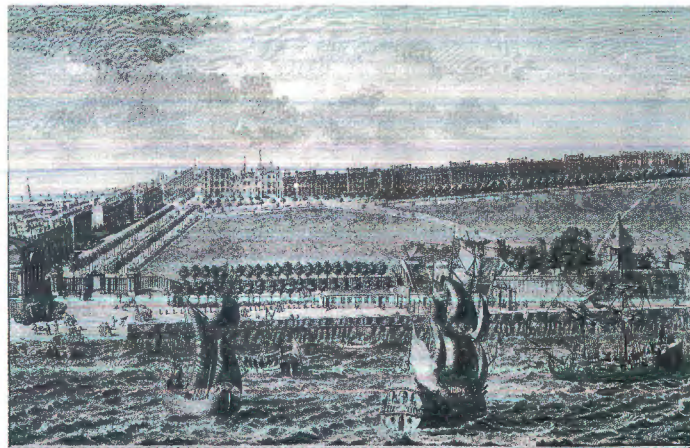
9. A. D. Gironde, G 2304, fol° 41 v° et 42, fol° 47 v°.

10. MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice. « Perronneau à Bordeaux », p. 51-129.

11. COURTEAULT, Paul. *Mademoiselle Clairon*...

Les desseins simultanés de deux grands seigneurs vont créer les conditions propices à de nouveaux bouleversements en matière d'architecture et dans une moindre mesure d'urbanisme. Son Altesse Ferdinand-Maximilien de Rohan remplace le modeste Monseigneur d'Audibert de Lussan. Au contraire de son prédécesseur, plus préoccupé d'action pastorale que de construction, ce prince que l'on peut pourtant qualifier d'archevêque non résident, décide dès son installation en 1770 de faire déplacer et réédifier le palais primatial. Il abandonne les initiatives artistiques plus spirituelles à des spécialistes de l'oraison, tels les Chartreux qui commandent en 1772 au peintre italien Jean-Antoine Berinzago la décoration de la voûte de leur chapelle. Au même moment le maréchal-duc de Richelieu, qui affirme son autorité et prend le pas sur l'intendant Esmangart lors de la mise en place du nouveau Parlement, s'assure le contrôle de la future construction de la salle de spectacle que nécessite la ville.

La construction du nouvel archevêché situé sur l'emplacement des jardins de l'ancien palais, et celle du théâtre sur une partie des glacis du Château Trompette le long du cours du Chapeau-Rouge, imposent pour leur financement des opérations immobilières d'envergure. Le prélat doit lotir de vastes terrains de la mense épiscopale et la ville ceux concédés par le Roi entre l'emplacement réservé au théâtre lui-même et le fleuve. Les abords du futur Palais Rohan sont réaménagés et les premiers lots vendus dès 1771, l'îlot Louis à partir de 1774. Si ce dernier ensemble constitue un succès



5 | Bassemon, *Vue de la Ville de Bordeaux et de ses promenades du côté du Château Trompette.*

commercial, le lotissement de l'archevêque ne connaît qu'un succès très mitigé. Seuls les emplacements situés entre la nouvelle résidence de l'archevêque et la place Dauphine, ainsi que ceux bordant le cours d'Albret ou placés dans ses abords immédiats trouvent facilement preneurs. À l'ouest de cette voie les immenses terrains qui devaient permettre à la ville de se développer considérablement restent invendus. Autour de 1775 ce sont plutôt les quartiers septentrionaux de la paroisse Saint-Seurin, au premier rang desquels celui des Chartrons, qui s'accroissent remarquablement.

La création d'une académie des arts qui tient son premier salon en 1771 et que dominant, dans le domaine de l'architecture, les personnalités de François Lhôte et Richard-François Bonfin, n'a pas empêché Monseigneur de Rohan et le gouverneur d'imposer des étrangers à la ville, le premier l'ingénieur Étienne et le second son architecte Victor Louis, pour édifier le palais et le théâtre. Pour parvenir à ses fins, le maréchal de Richelieu a dû écarter François Lhôte qui tenait prêt un projet de salle de spectacle, et faire enterrer ceux d'un nouvel hôtel de ville et d'un palais de justice qui tenaient à cœur aux Jurats et parlementaires. Ce sont les deux grands chantiers en cours qui sont censés donner le ton dans ces années 1775 plutôt que l'enseignement de l'Académie.

Avec la nomination de Nicolas Dupré de Saint-Maur en 1776, Bordeaux renoue avec la tradition des grands administrateurs. Il y arrive alors que Monseigneur de Rohan, dont l'achèvement du palais est confié à Richard-François Bonfin, rejoint le siège épiscopal de Cambrai. Il va falloir attendre jusqu'en 1781 pour que le remplace le futur Garde des sceaux Jérôme-Marie Champion de Cicé. Le nouvel intendant a le bonheur de voir se clore l'année même de son arrivée le conflit avec le « vrai » Parlement. Il s'emploie à régler le problème de la poursuite de la construction du Grand Théâtre et



6 | Joseph Vernet, *Vue du port de Bordeaux depuis le Château Trompette.*

de l'aménagement de ses abords, Victor Louis réalise alors plusieurs demeures pour des particuliers¹². Intendant et gouverneur inaugurent la salle de spectacle en 1780. Dès l'année qui a suivi sa nomination, le premier a dû faire face à de graves difficultés d'approvisionnement de sa généralité. Dans ces périodes de crises le contraste entre la ville et sa province paraît d'autant plus évident. Les populations ont de la peine à simplement subsister dans cette dernière alors que l'abondance caractérise la première. Le négociant Abraham Gradis abandonne lorsqu'il meurt en 1780 une fortune de dix millions de livres. Les dots de cent mille livres dans le négoce ne sont pas rares. La guerre d'Amérique n'entrave pas aussi radicalement que celle de Sept Ans le commerce des Antilles mais le ralentit néanmoins. Elle a l'heur d'apprendre aux armateurs bordelais la route de l'Océan Indien. Après la signature de la paix en 1782, ils ne l'abandonnent pas.

Les années qui suivent voient une reprise importante de la construction. Les lotissements se multiplient dans le faubourg Saint-Seurin qui s'aggrave définitivement à la ville entre le Jardin Public et la place Dauphine et qui s'étend à ce point vers le nord le long du fleuve que doit être créée une nouvelle paroisse. L'intendant Dupré tente de doter la région des équipements structurels qui lui font défaut. Sa proposition de canal de ceinture autour de Bordeaux, pour séduisante qu'elle soit, semble avant tout anecdotique. Plus sérieusement il met en œuvre l'amélioration des routes de la province, on reparle de la caserne du Hâ et d'une halle aux grains, le grand établissement des Vivres de la Marine est

12. TAILLARD, Christian. *Bordeaux classique...*, p. 145-186, 220-223.

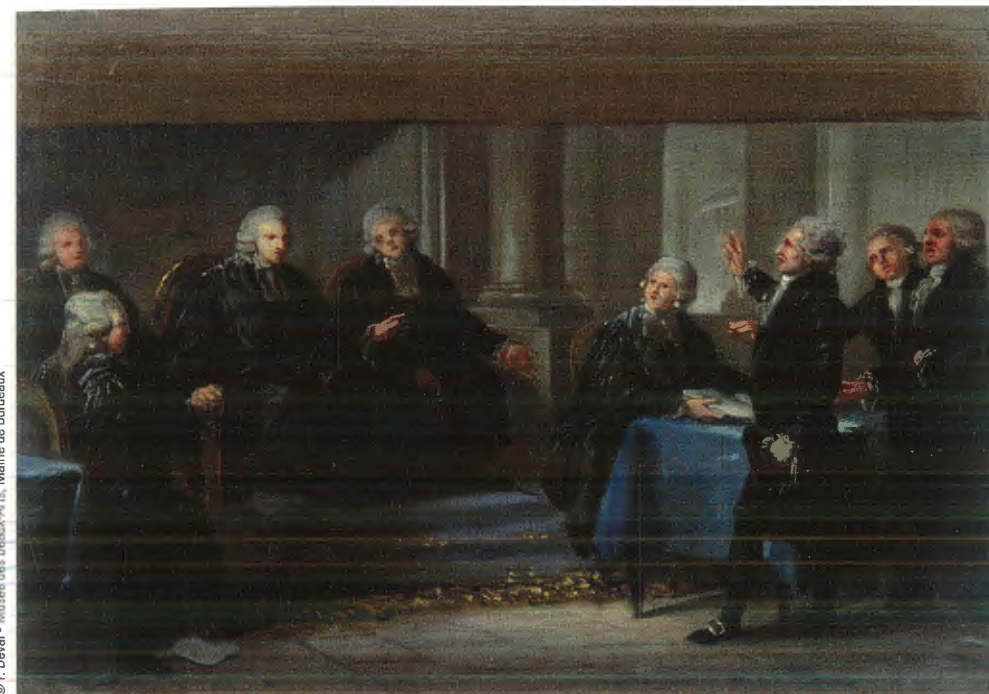
construit sous la direction de l'ingénieur Joseph Teulère¹³. Au dernier intendant de Guyenne nommé en 1785, François-Claude Le Camus, ne sont pas épargnés les orages annonciateurs de la Révolution. Une nouvelle crise viticole touche la quasi-monoculture bordelaise en 1786. Deux ans plus tard le nouvel affrontement entre le Parlement et le pouvoir tourne au désastre pour la monarchie. Pendant ce temps les échanges commerciaux atteignent des sommets, favorisés par certains traités avantageux, comme celui des vins avec l'Angleterre. Les élites jusque-là mercantiles se tournent enfin vers des activités secondaires : manufactures de toile, de faïence et même de porcelaine, raffineries, moulins industriels. Leur développement sera brisé net. Il était de toute manière trop tard pour espérer pouvoir rattraper le retard accumulé, à une époque où justement dans ce secteur les traités de commerce favorisaient considérablement l'Angleterre.

Cette économie en ébullition et en sursis favorise une activité artistique non moins intense. Ce sont les peintres Lonsing ou Wertmüller qui séjournent à Bordeaux ; auprès des grands négociants ils concurrencent sans mérite le peintre d'histoire et portraitiste local Pierre Lacour¹⁴ | 7 |. Des architectes comme Richard-François Bonfin et Louis Combes, qui a séjourné comme pensionnaire du Roi à Rome, se réclament bien de l'Antiquité mais ne manifestent pas résolument dans leurs ouvrages leur penchant pour le néo-classicisme. Autour du grand projet de place Louis-XVI qui doit remplacer le Château Trompette la bataille est vive et une fois de plus Victor Louis semble avec un grandiose projet devoir l'emporter, au détriment de l'inévitable François Lhôte toujours soutenu par l'Académie. Le lotissement géant reste réduit à la seule maison Gobineau. Plus prosaïquement ce sont les quartiers occidentaux du faubourg Saint-Seurin, Bacalan en aval des Chartrons, ou au sud de la ville Paludate dans lequel se concentrent les chantiers navals de la rive gauche, qui voient se multiplier les modestes lotissements.

Le contenu purement politique de la Révolution dans sa phase « constitutionnelle » n'est pas la cause directe du déclin économique souvent décrit. Cependant les mesures qui l'accompagnent dès 1790, jointes à la crise frumentaire latente, accélèrent très vite ce déclin. La baisse du commerce avec les Antilles, la rareté du numéraire et l'apparition des assignats, la désorganisation des marchés traditionnels qu'entrave bientôt le contrôle des prix, le désordre des cours des denrées coloniales concourent au repli de Bordeaux comme place commerciale internationale. La perte de Saint-Domingue en 1791 puis l'année suivante la reprise de la guerre et la radicalisation de la Révolution vont le consacrer. Le tragique épisode de la rébellion girondine de 1793 aggrave la situation. Les milieux liés au commerce et au trafic maritime, dont certains membres, même s'ils possèdent de l'argent hésitent à investir alors que l'avenir paraît incertain, ne constituent plus le moteur de l'expansion urbaine, non plus que les parlementaires. Les perspectives d'avenir de ces derniers ne sont pas non plus très brillantes, ils comprennent d'ailleurs si vite que leur institution reste désormais sans objet qu'ils la dissolvent d'eux-mêmes. Les nouvelles autorités n'ont pas les moyens de leurs ambitions, la presque totalité des projets reste lettre morte, seuls les très sévères tribunaux civil et criminel sont édifiés par Louis Combes sur l'emplacement des cours septentrionales de l'ancien archevêché. Ce n'est pas la mise sur le marché des immenses terrains saisis au détriment des établissements religieux et du clergé séculier, vendus très vite à bas prix, qui peut soutenir la spéculation immobilière.

13. Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France. Service régional de l'inventaire d'Aquitaine. 1^{er} canton de Bordeaux, Vives de la Marine, dossier.

14. Sur tous ces artistes et leurs activités à Bordeaux, lire les contributions de Bernadette de Boysson, Dominique Cante et Françoise Garcia in : *Le Port des Lumières. La peinture à Bordeaux 1750-1800...*



© F. Deval - Musée des Beaux-Arts, Marine de Bordeaux

7 | Pierre Lacour, *Les Juges et Consuls de la Bourse*.

Des personnages et une production mal connus

Quelles données permettent-elles de mieux connaître les Laclotte et de leur attribuer une place dans les événements qui ont conduit à l'extraordinaire développement du Bordeaux contemporain de leur période d'activité ?

Les éléments de biographie des Laclotte publiés à ce jour restent rares. L'archiviste Dast Le Vacher de Boisville a livré dès 1896 des renseignements se rapportant aux relations des Laclotte avec leur corporation, leurs dates de réception, celles de leur prestation de serment comme bayle ou lieutenant de bayle¹⁵. En 1960 Louis Desgraves accorde à Étienne Laclotte la qualité d'architecte mais fait de son frère Jean un entrepreneur¹⁶. Trois ans plus tard Jacques Gardelles met en évidence le rôle que tiennent deux générations de Laclotte en tant qu'architectes du chapitre de la cathédrale Saint-André¹⁷. En 1968 François-Georges Pariset donne à Étienne le rôle de chef de la « tribu » et précise qu'il travaille en société avec son frère Jean et d'autres architectes, dont Blaise Despujols¹⁸.

Dès 1785 Paul Pallandre signale qu'Étienne Laclotte a construit le célèbre hôtel de Lalande, actuel musée des Arts décoratifs de Bordeaux¹⁹. En 1892, 1901 et 1914 le chanoine Allain, Alexandre Gouget, Pierre-Aristide Ducaunnés-Duval et Jean-Auguste Brutails, auteurs des inventaires sommaires des séries G et H des Archives départementales de la Gironde, ont publié l'analyse de plusieurs documents permettant de connaître quelques-uns des travaux effectués par Étienne et Jean

15. *Archives municipales de Bordeaux. Tome sixième. Inventaire sommaire des registres de la Jurade...*

16. DESGRAVES, Louis. *Évocation du vieux Bordeaux...*, p. 299.

17. GARDELLES, Jacques. *La Cathédrale Saint-André de Bordeaux...*

18. PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 639.

19. PALLANDRE, Paul. *Description Historique...*, p. 129.

Laclotte pour le chapitre métropolitain, pour le chapitre de Saint-Seurin et pour les fabriciens de la paroisse Sainte-Croix. Les plus importants étaient l'édification de la tribune d'orgue de la collégiale Saint-Seurin et la construction d'une chapelle annexe à l'abbatiale de Sainte-Croix²⁰. Avant 1970, à l'exception de ces chantiers identifiés sans équivoque, les œuvres connues des Laclotte ne le sont pratiquement que par des attributions, parfois fausses²¹, et restent bien peu nombreuses. Personne ne conteste qu'ils sont bien les auteurs de l'imposante maison de campagne des frères Labottière, ce qu'atteste le récit d'une voyageuse allemande qui visite Bordeaux en 1785. Edmond Bonnaffé, descendant de François Bonnaffé, prétend en 1887 qu'Étienne Laclotte a édifié pour le compte de son aïeul l'îlot urbain qui porte encore son nom, situé à l'angle du cours du Chapeau-Rouge et de la rue Sainte-Catherine. Paul Courteault écrit en 1932 que les Laclotte ont bâti l'hôtel Mac Carthy en bordure du Jardin Public et rappelle qu'ils sont les auteurs de la belle tribune de l'orgue de la basilique Saint-Seurin²². En 1968 François-Georges Pariset reprend ces attributions. Il ajoute au maigre catalogue des constructions données aux deux frères les suites de maisons des rues Hustin et Victoire-Américaine à proximité du Jardin-Public²³, ainsi, par analogie, que celle située à l'entrée de la rue Judaïque sur son côté nord. Le même auteur admet que les Laclotte ont « *modélé le visage du quartier qui va de la place Gambetta à Saint-Seurin et au Jardin Public* » et qu'ils ont bâti de nombreuses échoppes²⁴ autour de la basilique Saint-Seurin.

À partir de 1970 plusieurs articles permettent d'ajouter à la production mal connue des Laclotte des édifices non négligeables. En 1970 Alain d'Anglade publie le contrat passé entre Étienne Laclotte et la comtesse de Raffin de Calvimont pour la reconstruction de son château de La Tour à Cérons²⁵. En 1976 François-Georges Pariset démontre que Jean Laclotte est l'architecte de la maison du consul du Danemark Friedrich Hanssen de Liliendal²⁶. L'année suivante Claude Frégnac, dans un ouvrage consacré aux châteaux d'Aquitaine, attribue à Étienne Laclotte l'édification de la belle maison de campagne de Chênevert à Mérignac²⁷. Éric Coutureau tire de son mémoire de maîtrise un article paru en 1981 dans la *Revue historique de Bordeaux* dans lequel il établit qu'Étienne Laclotte est l'auteur de plusieurs maisons du Pavé des Chartrons et surtout celui du dessin d'élévation de cet ensemble concerté²⁸. Dans son *Bordeaux classique* le professeur Taillard fait le point en 1987 sur les édifices construits par les Laclotte ou qui leur sont attribués²⁹. Dans la nouvelle *Histoire de Bordeaux* publiée en 1990 sous la direction du professeur Étienne, le professeur Poussou attire à son tour l'attention sur plusieurs réalisations des Laclotte : l'hôtel de Lalande, les rues à programme autour du Jardin Public, la maison Labottière.

20. Alexandre Gouget, Pierre-Aristide Ducaunnés-Duval et la chanoine Allain ainsi que Jean-Auguste Brutails qui dépouillèrent une grande partie des archives ecclésiastiques conservées aux archives départementales puis en publièrent les répertoires numériques furent les découvreurs de ces travaux.

21. Camille Jullian, à la suite de Louis Bertrand, attribue à Étienne Laclotte l'achèvement du palais épiscopal ainsi que la construction du couvent des Capucins de Bordeaux, François-Georges Pariset attribue quant à lui aux frères Laclotte la construction de l'église de Cantenac.

22. COURTEAULT, Paul. *Bordeaux cité classique*..., p. 171.

23. PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle*, p. 639.

24. Voir glossaire.

25. ANGLADE, Alain d'. *Devis des travaux exécutés au Château La Tour*...

26. PARISSET, François-Georges. *Hanssen de Liliendal, consul de Danemark à Bordeaux*...

27. FRÉGNAC, Claude. *L'Aquitaine des châteaux*..., p. 9.

28. COUTUREAU, Éric. *Le Pavé des Chartrons œuvre d'Étienne Laclotte*...

29. TAILLARD, Christian. *Bordeaux cité classique*..., p. 64, 65, 166-167, 171, 184-186, 188-192, 204-209.

Une fortune critique exécration

Les jugements portés non point tant sur leurs édifices que sur les hommes eux-mêmes sont d'une telle sévérité que l'on peut parler au sujet des Laclotte, sans crainte de faire un mauvais jeu de mot, d'une véritable infortune critique. Le premier à avoir donné le ton est Edmond Bonnaffé qui accuse à tort Étienne Laclotte d'avoir voulu écraser le Grand Théâtre par l'énorme masse de l'îlot Bonnaffé qui lui fait vis-à-vis, ceci par jalousie envers Victor Louis³⁰. La grossière légende est reprise sans examen sérieux par de nombreux auteurs au nombre desquels on peut s'étonner de compter Louis Desgraves, François-Georges Pariset, Jean Perreau et plus récemment encore les professeurs Butel et Poussou³¹. L'anathème est jeté sur les faux coupables de l'imprescriptible crime de lèse-majesté envers l'architecte du Théâtre. Pour François-Georges Pariset Étienne Laclotte n'est pas « *admis dans les milieux cultivés* », il usurpe « *le titre de maître architecte et entrepreneur de la ville* », il doit être considéré comme un « *spéculeur* »³². Il refuse même de reconnaître que les Laclotte peuvent avoir élevé l'hôtel de Lalande, estimant que sa « *noble distinction* » ne peut qu'être l'invention de François Lhôte auquel il l'attribue³³. Jean Perreau accuse Étienne Laclotte d'être jaloux de Victor Louis « *qu'il considérait comme un étranger imposé aux Bordelais, un concurrent et un intrus dans sa ville* »³⁴. Maurice Méaudre de Lapouyade pense que deux des frères Laclotte mettent le quartier du Jardin-Public « *en coupe réglée* »³⁵. Cette image de spéculateurs avides leur est tellement associée que faisant fi de la vérité historique plusieurs auteurs prétendent que les Laclotte acquièrent la chapelle des Jésuites de la rue du Mirail comme Bien National ! Qu'en est-il de l'expulsion de la Compagnie en 1763 ?

Les œuvres des Laclotte ne sont parfois guère traitées avec plus de ménagement. François-Georges Pariset qui souligne leur provincialisme se contente de les décrire brièvement sans leur reconnaître beaucoup de qualités. Tout juste admet-il du bout des lèvres que les salons de l'hôtel Mac Carthy sont parmi les plus beaux de la ville, que la maison Labottière « *résume l'idéal bordelais* ». Quant à l'instrument du crime, l'îlot Bonnaffé, il y voit un « *bloc immense, uniforme, presque industrialisé* ».

Les opinions ne sont cependant pas toutes défavorables. Paul Courteault loue l'élégance de la cour de l'hôtel Mac Carthy³⁶. Louis Hauteceur estime qu'Étienne Laclotte tout comme François Lhôte sont les auteurs de « *fort jolies maisons* »³⁷. La découverte d'Éric Coutureau concernant le lotissement du Pavé des Chartrons constitue une réhabilitation de fait d'Étienne Laclotte dans la mesure où ce fameux « *Pavé* » est l'une des réalisations les plus admirées de Bordeaux et passe pour l'une des plus réussies avec ses demeures à larges balcons sur trompe. Il faut cependant attendre 1984 pour que le professeur Taillard mette en doute pour la première fois l'authenticité de la légende de l'îlot Bonnaffé³⁸. À plusieurs reprises dans ses ouvrages il reconnaît quelque mérite à

30. BONNAFFÉ, Edmond. *Bordeaux il y a cent ans*..., p. 17.

31. POUSSOU, Jean-Pierre, BUTEL, Paul. « Une ville digne de sa fortune »... p. 193.

32. PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle*, p. 639.

33. PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle*, p. 641.

34. PERREAU, Jean. *Ces vieilles demeures*..., p. 62.

35. MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice. *Essai d'histoire des faïenceries de Bordeaux*...

36. COURTEAULT, Paul. *Bordeaux cité classique*..., p. 171.

37. HAUTECOEUR, Louis. *Histoire de l'architecture classique en France*. t. 4. *Seconde moitié du XVIII^e siècle. Le style Louis XVI. 1750-1792*..., p. 149.

38. TAILLARD, Christian. *Une création de Victor Louis à Bordeaux*..., p. 138.

certaines œuvres des Laclotte, au rang desquelles il ose même classer cet îlot Il ne considère cependant ces constructions que par rapport à celles de Victor Louis et ne manque pas de souligner que les Laclotte ne sont que des maîtres maçons, bordelais de surcroît ³⁹. Le professeur Rabreau évoque le premier en 1989 le rôle des Laclotte dans la diffusion du goût à la grecque à Bordeaux ⁴⁰. Le professeur Poussou veut bien voir enfin dans la maison Labottière une « *extraordinaire réussite* » ⁴¹.

De nombreuses questions se posaient donc lorsqu'a été entreprise cette recherche sur les Laclotte. De quels membres se composait cette famille si mal connue ? Quelle avait été la formation des frères Laclotte ? Quelle était la nature de leurs activités ? Quelle était leur place dans le milieu de la construction à Bordeaux ? Ont-ils été les âpres spéculateurs que l'on dépeint si complaisamment ? Étaient-ils les maîtres maçons besogneux dont on ne veut retenir que les œuvres majeures sans manquer de souligner qu'elles restent malgré tout relativement médiocres ? Ces questions ne pouvaient être résolues que par la consultation des fonds publics. Elle a volontairement été limitée aux dépôts d'archives bordelais, l'activité des Laclotte pour la période intéressée ne pouvant matériellement qu'avoir été concentrée dans cette ville et ses environs.

Les renseignements collectés permettent bien de penser que les Laclotte forment avant tout une famille que l'on pourrait qualifier de « clanique », comme l'avait deviné François-Georges Pariset. Cette famille se confond avec leur société, qui est capable de se suffire à elle-même en matière de financement de tous ses besoins, ce qui semble exceptionnel dans le milieu des artisans. Les Laclotte restent avant tout architectes ou maîtres maçons et à ce titre évoluent dans une corporation qu'ils dominent tout en essayant de s'affranchir de ses contraintes. Hommes d'affaires également, ils étendent leurs activités à toutes sortes de domaines plus ou moins liés au métier de la construction. D'une œuvre que l'on soupçonnait importante seule une partie a pu être identifiée, il faudrait encore beaucoup de temps pour vérifier le catalogue des édifices que l'on peut raisonnablement attribuer aux Laclotte. Leurs constructions sont-elles aussi rustiques et retardataires que l'on a bien voulu le souligner ? Les éléments qui permettent de l'affirmer sont-ils considérés sous un rapport convenable, comme il aurait pu se dire au XVIII^e siècle ? L'architecte est-il médiocre s'il arrive à s'adapter au déterminisme engendré par la conjonction des contraintes du métier, des matériaux qu'il doit assembler, des règlements et usages locaux, des goûts et besoins de sa clientèle en un moment et en un lieu donnés ? ■

39. TAILLARD, Christian. *Le Grand Théâtre de Bordeaux. Miroir d'une société...*, p. 186, 30.

40. RABREAU, Daniel. *Le « style »...*, p. 87.

41. POUSSOU, Jean-Pierre. *Une ville digne de sa fortune...*, p. 242.

PREMIÈRE PARTIE

TRENTÉ-SEPT ANS
D'ACTIVITÉS EN SOCIÉTÉ
À BORDEAUX



CHAPITRE I

L'IMPLANTATION DES LACLOTTE À BORDEAUX

JEAN LACLOTTE PÈRE, À L'ORIGINE D'UNE RÉUSSITE FAMILIALE – UNE PLACE ORIGINALE
DANS LA PROFESSION JUSQU'À L'ASSOCIATION AVEC ÉTIENNE – L'INVENTION DES
PREMIÈRES SOCIÉTÉS LACLOTTE, UNE VOLONTÉ PATRIARCALE

Jean Laclotte père, à l'origine d'une réussite familiale

Jean Laclotte qui naît au début du XVIII^e siècle descend d'une lignée de maçons venus du Rouergue pour s'établir à Bordeaux dans le dernier quart du XVII^e siècle¹. En 1726, à l'âge de vingt-cinq ans il appartient déjà à la compagnie des maîtres maçons de la ville². Il a sans doute été formé par René Roumilhac, l'un des maîtres maçons bordelais les plus connus à la charnière des XVII^e et XVIII^e siècles ou par l'un de ses parents, peut-être un Dardan ? Étienne Dardan, neveu de René Roumilhac, qui devient « *entrepreneur des ouvrages du Roi* »³ et à ce titre va participer aux grands travaux d'embellissement de la ville sous les intendances de Boucher puis des Tourny⁴ | 10 |, a épousé en 1717 la demi-sœur de Jean Laclotte qui est encore à cette époque qualifié « *d'écolier* », il a donc pu rentrer par la suite en apprentissage chez son beau-frère⁵.

8 | 70, quai des Chartrons,
maison Ferrière
(voir p. 249).

1. Son père Gabriel et son oncle, également prénommé Jean, quittent le diocèse de Rodez vers 1680 pour venir s'installer à Bordeaux. Entre 1698 et 1744 divers actes les concernant conservés dans les archives des paroisses de la ville les qualifient le premier de « *maître masson* » et de « *maître entrepreneur* », le second de « *masson* » ainsi que de « *tailleur de pierre* ». Jean appartient à la corporation des maîtres maçons de Bordeaux. Il meurt en 1713 dans la paroisse Saint-Michel.

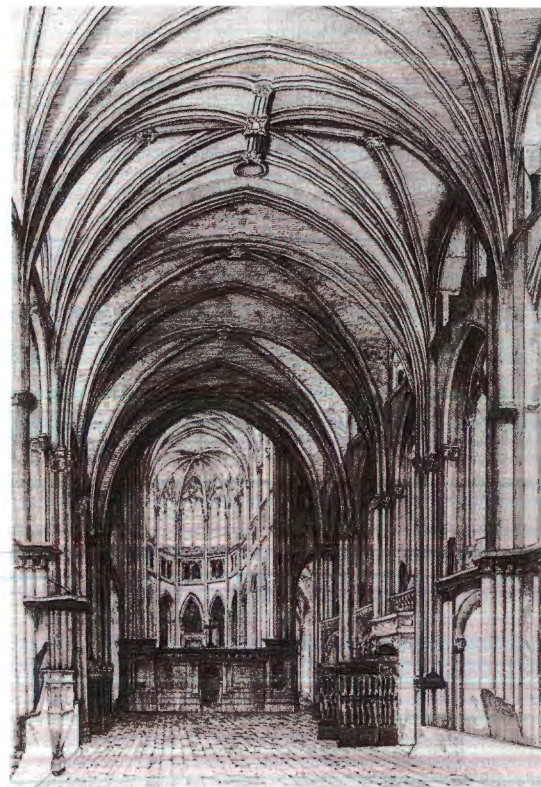
Gabriel n'est pas maître mais est capable de mener à bien la construction d'importants édifices comme par exemple la maison du négociant Abraham Dierx de Ras située sur le quai des Chartrons, reposant partiellement sur une voûte afin de laisser libre le débouché de la rue Raze. Contrairement à son frère, ce n'est point dans la cité que se fixe Gabriel Laclotte, mais dans le faubourg Saint-Seurin, où résident de nombreux artisans liés aux métiers de la construction. Il est en relation avec le maître maçon René Roumilhac. En 1699 il épouse Marguerite Lafosse, de la paroisse Saint-Michel. Un garçon et une fille vont naître de cette union : Jean en 1701 et Isabeau en 1705. Le fait que tous soient baptisés dans la collégiale Saint-Seurin semble indiquer que le couple réside bien dans ce faubourg. Les Petits Carmes des Chartrons y possèdent au sud de la rue Notre-Dame-Saint-Seurin, actuellement rue Delurbe, un vaste enclos situé entre la rue dite du Palais-Gallien, ou grande rue de Saint-Seurin, et les fossés de ville, dont le tracé correspondait à celui de l'actuel cours Clemenceau. En 1708 ils aliènent une partie de ce fonds ; le 28 avril, Gabriel Laclotte prend à fief nouveau un emplacement. Quatre générations au moins de Laclotte vont résider dans les deux maisons qu'il construit. Jusqu'en 1744, date de sa mort, il y habite avec sa famille, à laquelle se joint celle de son fils Jean lorsque ce dernier se marie.

2. A. M. Bordeaux, GG 760, B. M. S. de Saint-Seurin, 5 mars 1726. Il est ainsi qualifié dans l'acte de mariage établi par Monsieur Besons, vicaire de Saint-Seurin.

3. Étienne Dardan est désigné sous cette qualité lorsque le 4 juillet 1734 sa fille Marie entre au couvent des Ursulines de Bourg.

4. PARISET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle*, p. 538, 559 ; TAILLARD, Christian. *Bordeaux classique...*, p. 70-85. Étienne Dardan travaille entre 1730 et 1750 en tant qu'entrepreneur à la place Royale puis aux allées, à la petite place de Tourny et à la porte Saint-Germain.

5. A. D. Gironde, 3 E 7915-A, 7 février 1717. Il apparaît d'après ce contrat de mariage qu'Étienne Dardan, fils du maître maçon Joseph Dardan était originaire de Rancon en Limousin. Sa mère était la sœur de René Roumilhac.



9 | Intérieur de la cathédrale Saint-André à la fin du XVIII^e siècle.

Jean Laclotte se marie dans un tout autre milieu que celui des maîtres maçons. Son union avec Marie Jaubert est bénie le 5 mars 1726 à Saint-Seurin⁶. Lors de la signature du contrat de mariage, la future épouse vit chez sa mère et son parâtre, un imprimeur nommé Alexandre Jotevat. Sa dot est modeste, elle consiste en quelques meubles et un trousseau estimés à la somme de six cents livres ; quant au fiancé il n'apporte rien à la communauté⁷.

Entre 1728 et 1739 naissent de ce mariage sept enfants, tous de sexe masculin, dont cinq survivront : Étienne, Michel, Jean, Michel et Pierre respectivement nés les 7 septembre 1728, 6 juillet 1732, 29 novembre 1733, 11 mars 1736 et 7 octobre 1737⁸. Le second des enfants prénommés Michel meurt à l'âge de douze ans en 1749.

Jean Laclotte devient en 1735 l'architecte du chapitre de la cathédrale Saint-André⁹ [9]. Cette fonction lui assure l'exclusivité des travaux à réaliser pour le compte des chanoines de la primatiale. De 1735 à 1757 il consacre la plus grande part de son activité aux travaux et réparations que nécessitent la primatiale et surtout les très nombreuses constructions désignées sous le nom de « maisons canoniales »¹⁰. Le chapitre est alors propriétaire de nombreuses maisons, la jouissance de quelques-unes se trouve attribuée à chaque chanoine et leur revenu fait partie de ses bénéfices¹¹. Le chapitre loue, entretient, et souvent au XVIII^e siècle

fait rebâtir ces constructions, afin d'en augmenter la valeur et conséquemment le rapport. Ces habitations se trouvaient pour la plupart autour de la primatiale, elles disparurent lorsque l'on procéda au XIX^e siècle à son dégagement¹². D'autres se trouvaient dans le territoire de la sauve mais pouvaient aussi être à la campagne comme le « bourdieu » que font construire par Jean Laclotte en 1738 à Montferrand Guillaume Durand et Pierre Calendriny, respectivement syndic et receveur du chapitre ou comme celui du « plantier »¹³ de Saint-Genès dans les Graves qu'il répare en 1743.

Une place originale dans la profession jusqu'à l'association avec Étienne

Les travaux et chantiers conduits pour le chapitre semblent bien indiquer que Jean Laclotte possède un savoir-faire certain dans le domaine de l'architecture domestique. Pourtant sa clientèle semble se limiter pratiquement aux seuls chanoines de la cathédrale, du moins jusqu'en 1757, époque à laquelle il ne travaille plus seul. L'unique ouvrage connu qu'il effectue pour un particulier avant cette date n'est pas à proprement

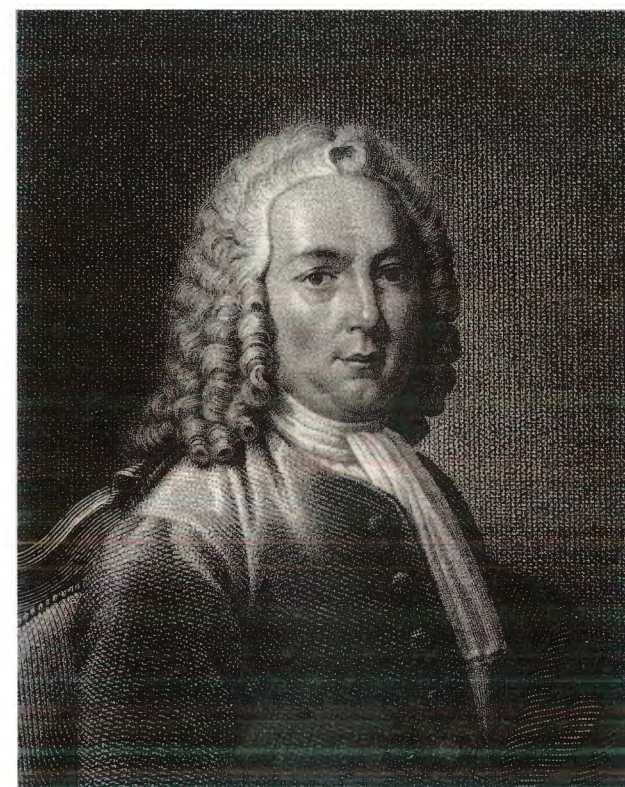
parler une construction. En 1743 il a dessiné les « plans, élévations, coupes et profils » d'une maison que doivent élever sur le quai des Chartrons trois maçons avec lesquels le négociant danois Friedrich Hanssen de Liliendhal a signé une convention¹⁴.

Il peut paraître étrange que, compte tenu de ses relations, en particulier avec son beau-frère Étienne Dardan, et compte tenu de l'époque à laquelle se déroule sa carrière, Jean Laclotte n'ait jamais participé aux grands chantiers entrepris par la Ville et les intendants. Deux documents au moins en font foi. « *L'État de la dépense Extraordinaire de la Ville de Bordeaux Occasionnée pour Différens Motifs* » et le « *Compte que rend à Monseigneur le Marquis de Tourny [...] Le Sieur Montégut Ingénieur de La Ville* », deux registres dans lesquels sont consignés les noms de tous les artistes, architectes, ingénieurs, maçons et manœuvres qu'employèrent les Jurats pour les grands travaux d'architecture et urbanisme entre 1743 et 1762, ignorent le nom de Jean Laclotte¹⁵.

Doit-on conclure que Jean Laclotte, absorbé par les tâches que lui confient les chanoines de la cathédrale, occupe une place à part dans sa profession ? Cela est d'autant plus vraisemblable que son attitude change radicalement à partir du moment où il s'associe avec son fils aîné.

Avec cet associé et à partir de 1758 il continue à travailler pour le chapitre, entreprenant d'importants travaux au siège de la seigneurie de Vertheuil en Médoc dont le chapitre était titulaire depuis le XVI^e siècle¹⁶. Il répare les églises paroissiales de Monbadon et Saint-Cibard dans le Puynormand près de Libourne, celles de Jau, Dignac et Loirac en Bas-Médoc¹⁷, autant de paroisses dont les chanoines de la cathédrale étaient curés primitifs ou décimateurs¹⁸.

À Bordeaux entre autres constructions civiles les deux maîtres édifient autour de 1760, dans le cadre des travaux d'embellissement de la ville, plusieurs maisons des allées de Tourny¹⁹ ou encore des quais²⁰. Pour ces constructions ils doivent évidemment se conformer aux élévations dessinées par l'architecte André Portier et imposées par l'Intendant et la Jurade²¹. Pour au moins deux d'entre elles, que fait bâtir sur les allées le secrétaire en la Chancellerie Jean-Baptiste-Alexandre Clock, ils n'ont même que peu de latitude quant à leur plan. Les façades et murs de refend sont déjà élevés jusqu'à hauteur du premier étage lorsqu'ils se chargent de les terminer.



10 | Pierre Lacour fils, Louis François Aubert, seigneur de Tourny.

6. A. M. Bordeaux, GG 760, 5 mars 1726.

7. A. D. Gironde, 3 E 9285, 31 décembre 1725.

8. A. M. Bordeaux, GG 761, 11 septembre 1728 ; GG 764, 6 juillet 1732 ; GG 764, 30 novembre 1733 ; GG 766, 11 mars 1736 ; GG 767, 7 octobre 1737.

9. GARDELLES, Jacques. *La Cathédrale Saint-André de Bordeaux...*, p. 42.

10. A. D. Gironde, G 3316 à 3323.

11. LOUPES, Philippe. *Chapitres et chanoines...* Sur le problème général des biens des chapitres on lira les trois premiers chapitres de la deuxième partie de la thèse du professeur Loupes, consacrés aux biens, aux revenus et aux charges.

12. A. D. Gironde, G 3316, G 3317, G 3321.

13. Voir glossaire.

14. PARISSET, François-Georges. *Hanssen de Liliendhal...*, p. 59.

15. A. M. Bordeaux, DD 25.

16. A. D. Gironde, G 305, délibération du chapitre de Saint-André.

17. A. D. Gironde, 1 B, Arrêts, 1761.

18. GOUGET, Alexandre, DUCAUNNES-DUVAL, Pierre-Aristide et chanoine ALLAIN. *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Gironde. Archives ecclésiastiques. Série G – Tome I...*, p. XXVIII-XXIX et XXXI.

19. PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle*, p. 561 note 26.

20. A. M. Bordeaux, DD 14 a ; DD 17 a et A. D. Gironde, 3 E 24398, avril 1761.

21. Sur ces deux lotissements lire VEDERE, Xavier. *Les Allées de Tourny...*, et DAMAS, Pierre. *La Façade de Tourny...*

Sans doute les Laclotte ont-ils plus de liberté en ce qui concerne les cinq maisons qu'ils élèvent, l'une sur les grandes allées de Saint-Seurin, l'actuel cours Georges-Clemenceau et les autres dans la rue des Remparts. La première doit se dresser sur un terrain acquis pour eux-mêmes de Jean-Baptiste-Alexandre Clock²², et les quatre autres sur des emplacements achetés à la ville par deux maîtres d'ouvrage : le boulanger Antoine Royé et le capitaine de navire Louis Canteloup²³. La construction des grandes allées de Saint-Seurin est aujourd'hui détruite, celles de la rue des Remparts font partie d'un ensemble uniforme qui regroupe huit maisons. Les Jurats n'avaient pourtant apparemment pas imposé de dessin d'élévation pour les édifices à bâtir sur les lots qu'ils vendaient là, contre le mur occidental de la cité qu'ils avaient condamné à disparaître.

Jean Laclotte avait été expert en 1757, avec son confrère Alary, pour estimer une maison appartenant à Antoine Royé et devant être démolie pour permettre l'aménagement des abords de la place Dauphine²⁴. Le maître boulanger, qui avait reçu deux des emplacements de la ville à titre d'indemnité, choisit Jean Laclotte, pour édifier ses deux nouvelles maisons, qui paraissent avoir été les premières de l'ensemble uniforme de la rue des Remparts. Construites sur cave, elles sont de plan double en profondeur, élevées de trois étages, toutes ouvrant sur la rue par une large baie en anse de panier formant l'entrée d'une boutique et par une étroite porte en plein-cintre. Celle-ci donne accès à un long couloir, lui aussi très étroit, de manière à empiéter le moins possible sur l'espace occupé par la boutique, qui conduit jusqu'à un escalier tournant à retours sans jour disposé sur le côté d'une modeste cour. Aux étages deux fenêtres couvertes en arc segmentaire éclairent les pièces du côté de la rue, et une seule de même forme celles du côté de la cour. Des refends horizontaux au rez-de-chaussée, le chambranle saillant des baies, orné de fascies ou d'un simple bandeau plat, auquel cas une grosse agrafe marque le centre du couvrement, un fort bandeau entre le rez-de-chaussée et les étages, une corniche au sommet du mur, des chaînes d'angle à bossages constituent tout le décor de la façade. [11]

D'autres maisons de ce type peuvent se voir sur le côté méridional de la place Pey-Berland et sur le côté septentrional de la rue des Frères-Bonie, soit l'ancienne rue du Peugue et son prolongement l'ancienne rue d'Albret²⁵, dans lesquelles Jean Laclotte père édifia plusieurs maisons pour les chanoines de Saint-André. Il semble, si ces maisons sont bien de lui, que l'architecte affectionnait ce modèle de construction, assez simple mais pratique quant au plan et sobre quant au décor, au point de l'avoir reproduit pendant au moins vingt ans.

Parmi les travaux effectués par Jean Laclotte en compagnie de son fils, deux commandes essentielles ont pu particulièrement aider à parfaire la formation de ce dernier, s'il en était besoin. La première est privée, il s'agissait de construire en 1756 la demeure du *bourdieu* viticole de Pique-Caillou à Mérignac appartenant à Martin Zachau, un négociant de La Hanse établi à Bordeaux, et la seconde « semi-publique » : les deux architectes devaient bâtir le dépôt d'archives de la compagnie des trente notaires de Bordeaux. Par arrêt du 2 juillet 1749 le Parlement avait ordonné à la communauté des notaires de Bordeaux de veiller à la conservation des minutes et registres anciens dont

ses membres restent les dépositaires, de les réunir et « d'en former un dépôt convenable ». Ce n'est que le 11 juillet 1757 que l'assemblée de la compagnie des notaires décide le principe de l'acquisition d'un terrain dans la ville pour y construire sa garde-note. Le 23 septembre suivant est acheté un emplacement dans la paroisse Saint-Michel, rue Leyteire. Les plans proposés par les Laclotte à la demande de la compagnie sont agréés par les syndics le 13 mars 1758. À partir de cette date les événements s'enchaînent rapidement : le devis est signé pour exécution le 10 avril de la même année, le 20 mai au cours d'une cérémonie présidée par le premier président Le Berthon on pose la première pierre du bâtiment, il est achevé en août 1759²⁶.

Ce dépôt des minutes notariales a disparu dans le courant du XIX^e siècle, les plans en sont perdus et seul le texte du devis pour sa construction donne quelques indications quant à ses caractéristiques architecturales. Le bâtiment se situait sur le côté oriental de la rue Leyteire juste avant son intersection avec celle des Petites-Carmélites, il était de forme rectangulaire très allongée, les architectes durent composer avec cette forme imposée par le parcellaire médiéval du quartier. Si sa largeur n'excédait pas cinq à six toises, sa longueur en atteignait une quinzaine, des maisons mitoyennes l'encadraient, une cour le séparait du jardin des Cordeliers, une autre cour de la rue. Depuis celle-ci on accédait à l'édifice par un portail monumental percé dans un mur de clôture et orné à l'intérieur comme à l'extérieur de sculptures dues au talent de Francin. Le programme iconographique imposé à l'artiste était le suivant : « *Le dessus du portail de leur garde-note représentant dans le fond de la voussure en architecture, l'intérieur de la garde-note, orné des cabinets représentant une étude pour renfermer des papiers, et sur le devant une femme tenant une clef d'une main et un cachet de l'autre, représentant la fidélité avec ses attributs, qui est un chien à ses côtés et un coffre fort qui designera la sûreté. Ensemble en dedans de la cour au dessus du portail une teste d'un jeune homme couronné de rozes représentant l'hymen, laquelle sera décorée des attributs convenables à cette divinité et allégoriques au mariage.* » Malgré les lacunes du devis dont il a été plus haut question, on peut deviner quelle était l'organisation générale du bâtiment, du côté de la cour d'entrée il présentait trois niveaux de « *cabinets* » éclairés par autant de travées de baies, la porte centrale du rez-de-chaussée ouvrait sur un vestibule qui conduisait jusqu'à l'escalier, monumental, et au-delà jusqu'à la salle des archives, voûtée d'arêtes, haute de près de six mètres, éclairée du seul côté oriental par « *un grand arseau de dix sept pieds de largeur sur dix huit pieds de hauteur* » ; une seconde salle, de consultation et de travail surmontait la première, éclairée bien sûr du même côté par deux grandes baies.



11 | Rue des Remparts, maisons d'Antoine Royé.

22. A. D. Gironde, 3 E 17571, 9 mai 1759.

23. A. D. Gironde, 3 E 5903, 29 août 1760 et 3 E 24400, 25 juin 1762.

24. A. M. Bordeaux, DD 16 a.

25. Lorsque l'on procéda au XIX^e siècle au dégagement de la cathédrale Saint-André, le côté septentrional de la rue du Peugue fut rasé ; plus récemment l'aménagement des abords du quartier Mériadec a entraîné la destruction du côté méridional de la rue d'Albret, alors appelée rue des Frères-Bonie.

26. GASTON, Jean. *La Communauté des notaires...*, p. 374-389. La plupart des documents utilisés par Jean Gaston pour retracer les épisodes de l'établissement de l'édifice sont, aux archives départementales de la Gironde, les registres de la série C concernant la corporation des notaires et ce qu'il appelle le fonds de Garde-note, aujourd'hui sous-série 6 E, liasse B2.

L'invention des premières sociétés Laclotte, une volonté patriarcale

C'est en 1756 lors de la signature du contrat de mariage d'Étienne Laclotte qu'apparaît pour la première fois dans cette famille la notion de société professionnelle²⁷. Ses parents s'engagent à ce qu'il soit, à partir du jour de son mariage, intéressé pour moitié avec Jean Laclotte son père pendant au moins six ans « *dans tous les travaux d'architecture et autres qu'ils feront ensemble* ».

En s'associant avec son fils l'architecte rompt avec le modèle du travail que régit le système des corporations. Un maître peut employer un, deux, quelques ou de nombreux compagnons et former des apprentis mais il reste seul responsable de son atelier.

Si l'on s'en tient à la lettre du contrat de mariage d'Étienne Laclotte la société constituée entre son père et lui-même n'existera qu'un peu plus de trois ans, jusqu'en avril 1761, date à laquelle meurt Jean Laclotte père. Cette société vit une conjoncture économique particulièrement difficile²⁸ ; elle s'exerce pourtant, on l'a vu, à toutes les formes de chantier que pouvait avoir à conduire un architecte et entrepreneur bordelais.

Par son testament²⁹ le maître maçon désire être enseveli le plus simplement possible, néanmoins dans la collégiale Saint-Seurin, honneur assez rare pour un simple artisan, que les chanoines lui accorderont quatre jours plus tard. C'est aux Minimes, les religieux les plus pauvres de la ville, qu'il confie le soin de dire cent messes pour le repos de son âme. À l'égard de ses biens, il en réserve la jouissance à son épouse, exhorte ses fils à honorer et respecter leur mère, à vivre en bonne intelligence avec elle et entre eux, sous peine de réduire à la simple légitime la part de celui qui manquerait à ses volontés. Il exige que continue à vivre et soit élevée sous son toit jusqu'à son mariage l'enfant naturelle de son fils aîné. Pour la liquidation des comptes de la société créée entre lui et ce même fils, il défend, s'il s'élevait des difficultés, d'en appeler à quelque juridiction, mais ordonne que l'on s'en remette à l'arbitrage, qui ne sera pas susceptible d'appel, de ses deux amis les maîtres charpentiers Burguet et Briol.

Sinon ses termes autoritaires, il n'y aurait rien eu que de très banal dans ce testament de Jean Laclotte, s'il n'avait obligé par volonté expresse ses trois fils architectes à travailler en société, société dont il exige qu'elle soit fondée le jour même où il dicte son testament sur son lit de mort. N'ayant eu sans doute qu'à se féliciter de son association avec Étienne et encouragé par cette réussite, le vieux maître maçon met en place une stratégie originale. Sans doute faut-il remarquer qu'il ne provoque que bien involontairement ce qui pourrait passer pour un bouleversement des habitudes de la profession. Lorsqu'il pose les bases de cette stratégie, Jean Laclotte se soucie avant tout du devenir de sa famille. Celle-ci constitue le cadre dans lequel il a toujours vécu, il a par exemple habité dans la maison de son père et sous son autorité jusqu'à ce que ce dernier meure en 1744, âgé de quatre-vingt-six ans. À la veille de sa propre mort, il désigne implicitement son fils aîné Étienne pour lui succéder à la tête de sa famille et le charge de veiller à sa cohésion. Sans doute pense-t-il qu'une association professionnelle, que les liens fraternels ne pourront que resserrer, favorisera la réussite de ses fils et leur permettra de mieux affronter les vicissitudes du temps. ■

27. A. D. Gironde, 3 E 17566, 28 mars 1756 ; voir pce just. I.

28. Sur les conséquences pour Bordeaux de la Guerre de Sept Ans qui éclate en 1756, voir les lignes de François Crouzet sur la conjoncture bordelaise in : PARISET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle*, p. 287 et suiv.

29. A. D. Gironde, 3 E 13246, 28 avril 1761 ; voir pce just. II.

CHAPITRE II

TROIS MAÎTRES MAÇONS BORDELAIS

LA FORMATION D'ÉTIENNE LACLOTTE ET SON HYPOTHÉTIQUE SÉJOUR PARISIEN – MICHEL ET JEAN LACLOTTE : DES FORMATIONS INCONNUES – TROIS NOTABLES DE LA PAROISSE SAINT-SEURIN – PIERRE LACLOTTE, UN NÉGOCIANT EN BOIS NE DÉDAIGNANT PAS LA SPÉCULATION IMMOBILIÈRE – DES PROTECTIONS ET AMITIÉS CHOISIES – DES QUALITÉS PROFESSIONNELLES ET HUMAINES RECONNUES ET COURONNÉES PAR L'EXERCICE D'UN RÔLE DANS LA « CITÉ » – MICHEL LACLOTTE, ARCHITECTE – ÉTIENNE ET JEAN LACLOTTE : DES PERSONNALITÉS COMPLÉMENTAIRES ?

La formation d'Étienne Laclotte et son hypothétique séjour parisien

Entre la naissance d'Étienne Laclotte en 1728 et sa réception dans la corporation des maîtres maçons de la ville de Bordeaux à près de vingt-neuf ans le 6 juin 1757¹, peu de choses sont connues de sa vie. Tout juste sait-on grâce au testament de son père qu'il a eu en 1752 une fille naturelle qu'élèvent ses parents. En 1756 il est fiancé à Denise Michel, la fille d'un maître tonnelier de Bordeaux, leur contrat de mariage est signé le 28 mars. Les Michel constituent pour leur fille une dot de mille livres en argent et de huit cents livres en mobilier ; les Laclotte promettent à leur fils une somme de mille cinq cents livres. Ce n'est pourtant que près de deux ans plus tard, le 24 janvier 1758, qu'Étienne Laclotte épouse Denise Michel dans la collégiale Saint-Seurin².

À cette époque Étienne a donc près de trente ans, il a été admis dans sa corporation depuis plus de six mois, sa formation est sans doute achevée depuis longtemps. Fils de maître il a pu apprendre la taille, le trait, la moulure et la stéréotomie chez son père ou chez l'un de ses nombreux parents et amis également maîtres, tels son oncle et parrain Étienne Dardan ou encore Michel Voisin, ou Mathieu Valance et Joseph Mirail qui assistent son père dans ses derniers moments. Avant de rentrer en apprentissage il a vraisemblablement fréquenté l'école, il sait lire et écrire, les sommations qu'il dicte à ses notaires, dans un style très personnel, semblent indiquer qu'il manie la langue avec aisance. À Sophie de La Roche, grande admiratrice de Montesquieu, qu'il rencontre en 1785, il confie que le Président en personne l'aurait envoyé à Paris se perfectionner dans son art³. La chose paraît

1. Archives municipales de Bordeaux. Tome sixième. Inventaire sommaire des registres de la Jurade..., p. 269.

2. MELLER, Pierre. *L'État-civil des familles bordelaises*..., p. 116.

3. MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice. *Impressions d'une Allemande à Bordeaux en 1785*..., p. 186.

plausible ; des liens existaient, on l'a vu, entre son père et les Montesquieu. Le doyen de Saint-Seurin, propre frère du Président, ne pouvait pas ne pas connaître la famille Laclotte, au moins à travers les Dardan, Étienne Dardan étant l'architecte de son chapitre. Il se pourrait d'ailleurs que ce soit le doyen Montesquieu qui ait pris l'initiative d'adresser le jeune Laclotte à son frère qui résidait régulièrement à Paris vers la fin de sa vie.

Cet épisode parisien, dont la durée est inconnue, n'a pu avoir lieu après 1755, date de la disparition du grand juriste et philosophe, mais sans doute plutôt quelques années avant puisqu'en 1756 ses parents font don à Étienne par préciput des frais de sa réception à la maîtrise « *pour le récompenser des services qu'ils ont reçu de luy et des travaux qu'il a fait à leur profit* ». Ceci semble bien indiquer qu'il est au service de son père depuis déjà quelque temps. Pas plus que sa date et sa durée, ne sont connues les conditions de ce séjour dans la capitale. Étienne ne semble pas avoir été élève d'un académicien ni avoir concouru pour les prix de l'Académie royale⁴. Son père attaché aux milieux corporatifs a-t-il préféré qu'il soit placé chez un maître maçon parisien ?

Michel et Jean Laclotte : des formations inconnues

De Michel et Jean les cadets d'Étienne de quatre et cinq ans, la formation reste encore plus mal connue que celle de leur frère. Tout comme lui ils ont pu être placés en apprentissage chez l'un des confrères, parent ou ami de leur père. Lorsque celui-ci s'associe avec Étienne, Michel et Jean sont âgés de vingt-six et vingt-cinq ans, leur apprentissage se trouve donc pour le moins largement entamé. Entre ce moment et le décès de leur père ils ont pu se perfectionner sur les chantiers conduits par celui-ci et leur aîné. Le fait semble avéré pour au moins l'un de ces chantiers. Le 1er avril 1761, moins d'un mois avant la mort de Jean Laclotte père, c'est Michel Laclotte qui signe avec Antoine Ladugie, un négociant de la paroisse Saint-Pierre, un marché pour la construction de deux maisons de part et d'autre de la Porte Cailhau. Michel exerçait dès cette date des responsabilités importantes dans l'entreprise de ses père et frère, bien que ne comptant pas au nombre des associés, puisqu'il précise dans ce document être l'auteur des plans et devis soumis à l'approbation du maître d'ouvrage⁵. Par ailleurs le testament de son père, rédigé quelques jours plus tard, confirme bien que Michel et son cadet Jean avaient atteint un niveau de pratique de leur métier suffisant pour accéder à la maîtrise, le vieil architecte les considérait « *en état de gagner leur vie* »⁶.

À partir du 28 avril 1761, date de la signature de leur contrat d'association⁷, le jeune maître architecte et les deux « *aspirants à la maîtrise* », qui peuvent donc être encore considérés comme des apprentis, dirigent ensemble tous leurs chantiers. Ils achèvent les maisons d'Antoine Ladugie sur les quais et les quatre autres maisons également commencées du vivant de leur père pour le maître boulanger Antoine Royé et le capitaine Louis Canteloup, faisant partie de l'ensemble uniforme situé à l'entrée de la rue des Remparts sur son côté occidental⁸.

Tout comme Étienne Laclotte a eu la possibilité de construire avec son père la maison de campagne de Pique-Caillou avant de devenir maître, ses frères peuvent dans les mêmes conditions travailler à l'édification du château du Burck, dans la paroisse de Mérignac, situé à proximité immédiate de Pique-Caillou.

Avant encore leur réception dans le cercle des maîtres, Michel et Jean Laclotte construisent en 1763, pour le compte d'une Madame Béchade, « *deux maisons neuves attenantes* » rue du Puits-Descazaux⁹. Ces constructions jumelles se dressent encore aux numéros 10 et 12 de cette rue. Bien que d'une ampleur beaucoup plus développée que les maisons édifiées dans la rue des Remparts, elles leur ressemblent par leur plan et leur organisation générale. Construites également sur des caves, elles s'élèvent sur quatre niveaux. Deux très larges et hautes ouvertures en anse de panier donnent accès aux boutiques contiguës. Les portes d'entrée se caractérisent toujours ici par leur étroitesse, qu'accentue encore leur hauteur. Aux étages, en façade, les frères Laclotte semblent s'affranchir des solutions décoratives qu'ils observaient jusque-là. Sur toute la largeur du premier court un balcon reposant sur de puissants supports de fer carré en forme de S. Toutes les baies, rectangulaires, possèdent un chambranle mouluré à crossettes, une agrafe ornée de glyphes marque le centre du couvrement [12]. Toujours en 1763 les trois frères rebâtissent à l'entrée de la rue Sainte-Croix, l'actuelle rue Camille-Sauvageau, la demeure d'un sieur Laville¹⁰. On ne peut rien en dire car elle a disparu au XIX^e siècle lorsque fut créée la place destinée à dégager l'église Saint-Michel.

C'est donc alors qu'ils travaillent depuis plusieurs années avec leur frère que Michel et Jean Laclotte accèdent à la maîtrise. Jean, le plus jeune, est reçu en 1764, il prête son serment de maître le 17 mai¹¹. Quant à Michel il semble subir en 1765 avec succès les épreuves lui permettant d'intégrer la compagnie des architectes puis satisfaire aux formalités de la réception, mais il ne prête jamais le serment en jurade et refuse très vite la tutelle de la corporation avec laquelle il était en conflit depuis 1762¹².



12 | 12 rue du Puits-Descazaux, façades des maisons de Madame Béchade.

4. PÉROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie. *Les Prix de Rome. Concours de l'Académie royale d'architecture au XVIII^e siècle...* Le nom d'Étienne Laclotte n'apparaît pas parmi ceux des concurrents au Grand prix, ni aux concours d'émulation dans les années 1745 à 1755, période pendant laquelle aurait pu se situer son séjour à Paris.

5. A. D. Gironde, 3 E 24398, 1^{er} avril 1761.

6. A. D. Gironde, 3 E 13246, 28 avril 1761, pce just. II.

7. A. D. Gironde, 3 E 13246, 28 avril 1761 ; voir pce just. III.

8. A. D. Gironde, 3 E 24400, 25 juin 1762. Obligation chez Faugas par Antoine Royé en faveur d'Étienne Laclotte de trois mille six cents livres restant dues « *pour la construction de deux maisons commencées à bâtir par le feu sieur Laclotte jusques au res de chaussée à son décès continuées et finies par ledit Sieur Laclotte fils comparant scituées sur les remparts de Porte Dijaux dans les anciens fossés de ville* ».

9. A. D. Gironde, 3 E 20560, 4 juillet 1763. Les voisins protestent ce jour-là par sommation contre les désordres que le chantier des Laclotte pourrait créer.

10. A. D. Gironde, 3 E 20560, 9 juillet 1763. Étienne Laclotte protestait à cette date de la fragilité de l'un des murs mitoyens qu'il était dans l'impossibilité d'utiliser.

11. Archives municipales de Bordeaux. Tome sixième. Inventaire sommaire des registres de la Jurade..., p. 271.

12. Voir infra, paragraphes : « Michel Laclotte architecte », « Le refus du monopole corporatif ».



13 | 16 place des Martyrs-de-la-Résistance, maison de Jean Laclotte.

Trois notables de la paroisse Saint-Seurin

Contrairement à ce qui avait été le cas pour Étienne, ses deux frères se marient avant de devenir maîtres. Le 20 septembre 1762 Jean épouse à Saint-Seurin Marie Dessans¹³, quant à Michel il se marie le 8 février de l'année suivante, lui aussi dans la collégiale, avec sa cousine Marie Dardan, fille de son oncle Étienne¹⁴. Lors des deux mariages les témoins, si l'on excepte le négociant Pierre-François-Hercule d'Arvor qui assiste Michel, sont tous des membres de professions du bâtiment : les maîtres architectes François Dardan et Mathieu Valance, le maître menuisier Jean-Baptiste-Elies Verdelet, le charpentier Burguet jeune. Michel compte au nombre des témoins de Jean tandis qu'Étienne est l'un des siens. Les parents de Marie Dardan constituent en faveur du ménage de Michel une dot en argent de six mille livres¹⁵.

L'épouse de Jean, fille unique d'un maître sacquier de la rue Judaïque-Saint-Seurin¹⁶, lui apporte en dot son héritage à venir et dans l'immédiat une maison de la rue du Fau aux Chartrons, qu'elle reçoit en avancement d'hoirie, ainsi qu'un mobilier d'une valeur de douze cents livres¹⁷.

Quelques jours avant que ne soit signé le contrat de mariage de Jean, sa mère loue aux chanoines de Saint-Seurin une maison et son jardin, faisant l'angle des rues Tronqueyre et des Religieuses, au chevet de la collégiale¹⁸. Bien qu'elle en conserve l'usufruit, elle laisse à la disposition de Michel et d'Étienne les deux petites maisons de la rue Notre-Dame, héritées de Jean Laclotte père. Dans

son nouveau domicile, elle réside en compagnie du ménage de Jean, qu'elle s'est engagée à loger pour une durée minimale de huit ans.

Quelques semaines après le mariage de Michel décède son beau-père Étienne Dardan. Pendant plusieurs années les nouveaux époux résident avec leur mère et belle-mère dans la maison des Dardan rue Fondaudège¹⁹. Jean quitte en 1772 le domicile de sa mère, rue des Religieuses, et construit pour sa famille à quelques dizaines de pas une maison rue Judaïque-Saint-Martin²⁰ | 13 |. Elle se dresse à la place d'une autre vieille maison, acquise cinq ans plus tôt grâce au remploi d'un nouvel avancement d'hoirie de deux milliers de livres consenti par Madame Dessans à sa fille²¹. Étienne ne quittera jamais la grande demeure du numéro 54 de la rue Fondaudège qu'il élève entre 1767 et 1769, sur l'emplacement de vieilles constructions achetées au marchand Bernard Cluzan²² | 14 |.

13. A. M. Bordeaux, GG 775, B. M. S. de Saint-Seurin, 20 septembre 1762.

14. A. M. Bordeaux, GG 775, B. M. S. de Saint-Seurin, 8 février 1763.

15. A. D. Gironde, 3 E 24401, 12 décembre 1762.

16. On désignait sous le nom de sacquiers les fabricants de sacs, ils étaient réunis en corporation.

17. A. D. Gironde, 3 E 5495, 22 novembre 1761.

18. A. D. Gironde, 3 E 5495, 16 novembre 1761.

19. Du 12 mai 1763 au 26 mars 1772, Michel Laclotte publie plusieurs annonces dans les *Annonces, affiches et avis divers*, il donne pour adresse celle de « Madame la veuve Dardan, rue Font-d'Audege à Saint-Seurin ».

20. La portion de la rue Judaïque-Saint-Seurin comprise entre la croix de Saint-Martin, face à l'actuelle rue Pierre-Charron et le cimetière de Saint-Seurin était alors désignée sous ce nom, elle correspond grossièrement à l'extrémité orientale de l'actuelle place des Martyrs-de-la-Résistance.

21. A. D. Gironde, 3 E 13252, 9 janvier 1767.

22. A. D. Gironde, 3 E 13252, 24 mars 1767.



Après avoir abandonné la société fondée avec ses frères, Michel Laclotte s'installe lui aussi dans une maison de la rue Fondaudège, construite sur un fonds acheté à un tailleur de pierre²³, elle porte aujourd'hui le numéro 90 de cette rue et se situe près de son intersection avec celle de la Trésorerie | 15 |. Il va y rester jusqu'en 1778, date à laquelle il s'établit définitivement place Fondaudège, l'actuelle place Charles-Gruet. Jean va résider six ans dans sa maison de la rue Judaïque-Saint-Martin. Fidèle au quartier de la rue Judaïque il s'installe en 1778 à l'angle de cette voie et de la rue du Palais-Gallien dans une grande maison, intégrée à l'ensemble uniforme de la place Dauphine, il l'a achetée aux Ordinants pour lesquels il l'avait lui-même bâtie en 1772²⁴. Très vite après, sur des terrains acquis de ces mêmes Pères de la Mission il construit à l'entrée de la rue Judaïque sur son côté septentrional une suite de maison uniformes ; à partir de 1785 environ et jusqu'à la fin de sa vie il habite l'une d'entre elles.

Les changements de domicile des frères Laclotte se justifient en premier lieu par la nécessité de se loger plus commodément en raison de la naissance de nombreux enfants dans les trois ménages. Entre 1759 et 1777 plus de vingt-cinq enfants naîtront aux foyers des trois architectes²⁵, dont dix-huit vivront. Étienne est le père de Michel, Pierre-Benjamin, Michel-Marcelin, Marie et Jeanne-Théoliste²⁶. Michel a six enfants : Jean dit

23. A. D. Gironde, 3 E 5922, 14 mars 1770.

24. A. D. Gironde, G 998, pce 12.

25. A. D. Gironde, 4 E 669 à 682.

26. Parmi les cinq enfants vivants d'Étienne, Marie, Pierre-Benjamin et Jeanne-Théoliste sont baptisés à Bordeaux les 30 septembre 1762, 26 octobre 1771 et 27 août 1775.



14 | 54 rue Fondaudège, maison d'Étienne Laclotte.

15 | 90 rue Fondaudège, maison de Michel Laclotte.

Hyacinthe, Joseph, Marie, Marguerite, Denise et Jean²⁷. Jean le cadet se montre plus prolifique avec sept descendants : Marie-Nancy, Jean-Armand, Pierre, Denise, Marie-Jenny, Anne-Denise et Théodore²⁸. Si Étienne Laclotte avait bâti une grande maison dès 1767 ou 1768, Jean avait été bien moins prévoyant et ses deux premiers domiciles de la rue Judaïque étaient bien insuffisants pour loger son importante famille.

Les raisons qui obligent Michel à déménager pourraient avoir une cause autre que « démographique ». Après 1772, date de son départ de la société fondée avec ses frères, ses affaires sont loin d'être aussi florissantes que celles de ces derniers. Les difficultés financières le conduisent à vendre en quelques années les biens immobiliers acquis alors qu'il collaborait avec Étienne et Jean. Dès 1773 il se sépare d'une grande demeure située rue Fondaudège²⁹, en 1775, toujours à la recherche de capitaux il vend à pacte de rachat son domicile à son plus jeune frère Pierre³⁰, incapable de le rembourser il aliène cette maison en 1778³¹. Entre temps, en 1776, il a délaissé à ses deux frères architectes les parts d'un jeu de paume qu'ils possédaient en commun à proximité du Jardin Public, à charge pour ceux-ci de rembourser les dettes qu'il avait contractées du serrurier Dumaine et du négociant David Nuñez³².

Michel Laclotte, dont le niveau de fortune et d'activité professionnelle n'atteignaient pas, loin s'en faut, celui de ses deux frères³³, laisse une succession chargée de dettes. Il n'en avait pas moins vécu bourgeoisement tout au long des quelque vingt ans que dura sa modeste carrière « solitaire », soutenu vraisemblablement par Étienne et Jean, mais aussi par la famille de son épouse. Des biens représentant une valeur de cent mille livres reçus en 1772 lorsqu'il a quitté ses frères, il ne reste plus rien en 1793, non plus que de ceux de sa femme. Dès 1771 il a été le premier des frères Laclotte à acquérir une maison de campagne dans la paroisse de Blanquefort, qu'il doit payer plus de vingt mille livres et à laquelle il apporte des améliorations assez considérables³⁴. Il la revend en 1793 pour en acheter une autre à Saint-Christophe, dans la région de la Double, près de Libourne³⁵, ne renonçant jamais à cette marque évidente d'appartenance à la classe aisée que constituait en Bordelais la possession d'un *bourdieu*. Sa situation ne lui permet pourtant pas ce luxe et Marie Dardan, sa veuve, se voit dans l'obligation dès après sa mort de demander au tribunal du district de Bordeaux l'autorisation de vendre ce domaine de Bois-Pertuis pour apurer les quarante mille livres de dettes qu'elle-même et ses enfants avaient héritées³⁶.

Sans doute meilleur apôtre de l'architecture que bon gestionnaire, Michel Laclotte a su transmettre à ses deux fils, sinon la fortune qu'il aurait pu gagner, du moins le goût de son métier. Hyacinthe et Joseph l'exerceront tous deux à Bordeaux, le premier après avoir

séjourné aux États-Unis³⁷. L'armée de la jeune nation l'y a engagé en tant qu'ingénieur. Il a le temps de participer en 1806 à la construction du théâtre de la Nouvelle-Orléans, avant de regagner sa patrie³⁸. À la mort de leur père, Marie et Marguerite Laclotte sont mariées à Claude Marcou, propriétaire d'une plantation à Saint-Domingue et à Michel Métayer. La plus jeune des trois sœurs, encore célibataire, vit avec sa mère³⁹.

Les esprits prompts à considérer les frères Laclotte comme les spéculateurs les plus avisés de la paroisse Saint-Seurin, sinon de Bordeaux, pourront imaginer que Jean et Étienne trouvèrent avantage à s'installer, le premier dans le quartier de la rue Judaïque et le second dans celui de la rue Fondaudège. Il faut convenir que ces positions stratégiques, sur les deux axes autour desquels se développe le plus activement la ville dans les trente dernières années de l'Ancien Régime, leur permettent d'être informés des éventuelles transactions immobilières qui peuvent se dérouler là. Il faut aussi convenir du fait qu'ils ne restent étrangers qu'à de très rares lotissements entrepris sur ce territoire.

Quoi qu'il en soit, leur industrie, le succès rencontré dans le public par leurs constructions, leur sens des affaires et sans doute leur habileté commerciale, permettent à Étienne et Jean Laclotte de s'élever bien au-dessus de la condition de simples artisans. Le patrimoine d'environ un million de livres qu'ils possèdent à la fin de l'Ancien-Régime les met à l'abri des vicissitudes qu'a dû affronter leur frère, il les place parmi les habitants de Bordeaux les plus aisés⁴⁰. On ne les comparera évidemment pas aux parlementaires et officiers de haut rang, non plus qu'aux représentants les plus opulents du grand commerce maritime. Cependant la fortune de ces négociants repose sur des capitaux fluctuants, stocks de marchandises soumis aux aléas du marché, billets à ordre, billets d'assurance, participations dans des aventures « à la grosse », bien peu peuvent prétendre obtenir un crédit comparable à celui dont jouissent les deux architectes, garanti par des biens immobiliers immédiatement réalisables.

Le train de vie des deux frères n'a pourtant rien de somptuaire, leurs maisons de Bordeaux sans être dénuées de confort ne sont pas des palais. Contrairement à Michel, ils attendent l'année 1785 pour faire l'acquisition de deux petits *bourdieux*, l'un portant le nom de Gaillot, dans la paroisse de Tauriac en Bourgeais, où les appellent fréquemment des affaires relatives à l'approvisionnement en pierres de leurs chantiers, et l'autre situé à Bruges⁴¹. Ce n'est qu'en 1796 qu'Étienne Laclotte acquiert du négociant Joseph Boyer la maison de Pique-Caillou, qu'il a construite avec son père près de quarante ans plus tôt⁴² | 16 |. Elle restera sa maison de campagne jusqu'à sa mort en 1812⁴³. En sus de cette belle

27. Parmi les six enfants vivants de Michel, Joseph, Marie, Marguerite, sont baptisés à Bordeaux, les 28 octobre 1768, 15 mars 1770, 25 mai 1772.

28. Parmi les sept enfants vivants de Jean, Pierre, Denise et Anne-Denise sont baptisés à Bordeaux, les 23 septembre 1767, 10 août 1774 et 2 août 1776.

29. A. D. Gironde, 3 E 6233, 11 octobre 1773.

30. A. D. Gironde, 3 E 20584, 9 juillet 1775.

31. A. D. Gironde, 3 E 23426, 26 mars 1778.

32. A. D. Gironde, 3 E 20586, 20 septembre 1776.

33. A. M. Bordeaux, HH 134, 25 janvier 1790. La contribution patriotique versée par les trois frères à la fin de leur carrière et enregistrée sur le registre de la corporation peut donner une idée des différences existant entre eux à la fin de leur carrière. Étienne paie deux mille cinq cents livres, Jean deux mille livres et Michel seulement trois cents livres. Les architectes versent en moyenne deux cent cinquante livres.

34. A. D. Gironde, 3 E 48546, 5 novembre 1771 ; 3 E 19197, 5 mars 1793.

35. A. D. Gironde, 3 E 19199, 22 août 1793. L'achat de ce domaine d'une soixantaine de journaux fut conclu par acte sous-seing privé le 20 juillet 1793 ; un mois plus tard, Michel Laclotte étant décédé, le contrat était annexé à la reconnaissance de dette consentie par son épouse et ses héritiers en faveur d'Étienne Laclotte qui avait avancé à son frère une partie de l'argent nécessaire.

36. A. D. Gironde, 6 L 39, jugement du tribunal du district de Bordeaux du 22 messidor an II (10 juillet 1794).

37. A. D. Gironde, 4 M 681. Hyacinthe Laclotte, architecte, obtient son passeport le 4 fructidor an XII (22 août 1804). Il déclare « aller à la Louisiane pour y exercer son art ».

38. WILSON, Samuel Jr. *The Architecture of Colonial Louisiana*..., p. 334.

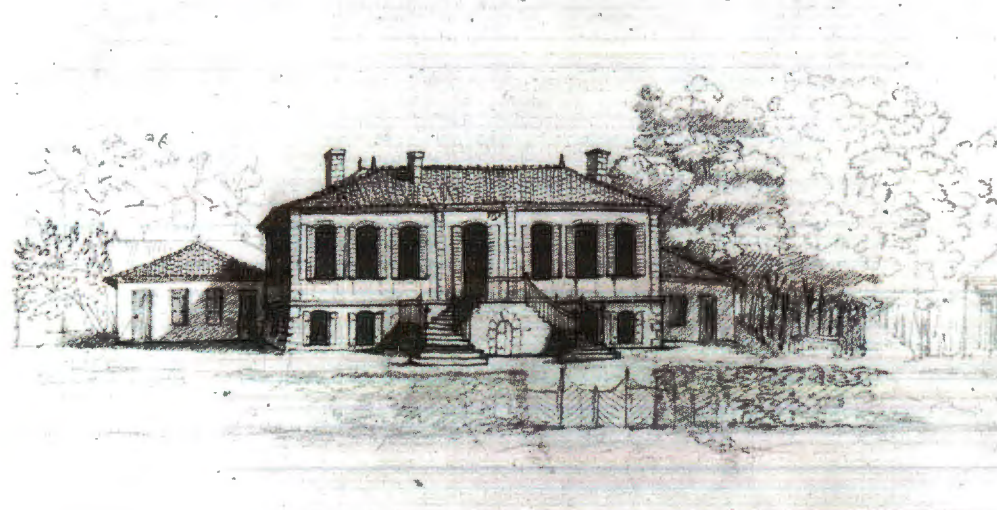
39. Michel Laclotte, qui ne pouvait décidément rien faire comme tout un chacun, n'est pas mort à Bordeaux, ni à Saint-Christophe-de-Double, sa succession, dépourvue d'actifs n'a pas donné lieu à déclaration. Il faut donc se contenter de situer la date de sa mort dans l'intervalle du 20 juillet au 22 août 1793.

40. A. D. Gironde, 3 E 31355, 11 avril 1793. Le partage de la société des deux frères intervint un an avant le décès de Jean Laclotte. Chacun reçut une masse de trois cent soixante mille livres mais bien d'autres biens restèrent indivis.

41. A. D. Gironde, 3 E 25 301, 24 octobre 1785 ; 3 E 21598, 19 décembre 1785. La première de ces maisons était achetée à la famille Duvergier, de petits notables de Bourg, et la seconde à un marchand de Bruges par voie d'échange.

42. A. D. Gironde, 3 E 31369, 7 prairial an IV (26 mai 1796). Monsieur Boyer l'avait acquise de Madame Schröder qui l'avait vendue au nom et comme tutrice de ses enfants mineurs, celle-ci la tenait de Madame Zachau. Elle consistait alors « en maison pour le propriétaire, logement de cultivateurs, chai, cuvier, chai à bois, écurie, remise, parc, grange et autres édifices, cour, jardin, bois de futaye, ozerée, vignes à larère, terres labourables, le tout en un tenant... »

43. A. D. Gironde, 4 E 940, n° 133, acte 1361. La déclaration du décès date du 6 décembre 1812 : « L'an mil huit cent douze, le six décembre il a été remis un verbal fait par le Commissaire aux décès, duquel il résulte que Étienne Laclotte, aîné, âgé d'environ quatre vingt sept ans, natif de Bordeaux, architecte, époux de Denise Michel, demeurant rue Fondaudège n° 27, fils de feu Jean Laclotte, aussi architecte et Marie Jaubert, est décédé ce matin à deux heures. Sur la déclaration d'Étienne Beraud, architecte, rue d'Albret, n° 21, et Pierre Pouble, commis négociant, rue du Port, n° 4, témoins majeurs, qui ont signé audit verbal - déposé aux archives du Bureau Civil - L'adjoint au maire E. Labroue. »



16 | Mérignac, château de Pique-Caillou, élévation sur le jardin.

propriété viticole, d'un rapport important⁴⁴, Étienne Laclotte laisse un patrimoine immobilier composé de plus de trente maisons et immeubles ainsi que de quelques terrains dans la ville⁴⁵. De mauvaises affaires faites sous la Révolution avaient pourtant entamé la fortune du vieil architecte, le notaire chargé de liquider sa succession, confondue avec celle de Denise Michel son épouse, le rappellera en préambule de cette opération en 1828⁴⁶.

Seul le fils aîné d'Étienne Laclotte, Michel choisit de devenir comme son père architecte. Formé en partie à l'Académie royale, où il reçoit l'enseignement de Mique⁴⁷, il va accomplir une très honorable carrière à Bordeaux. Ses deux autres fils, Pierre-Benjamin et Michel-Marcelin vont choisir la profession de négociant. Le premier épouse en 1788 sa cousine germaine Jeanne Laclotte, fille de Pierre Laclotte⁴⁸. L'aînée des filles d'Étienne Laclotte se marie en 1780 avec Jean-Baptiste Béraud, négociant, fils du maître architecte Nicolas Béraud⁴⁹ ; la plus jeune, Jeanne-Théoliste, devient pendant la Révolution l'épouse de l'orfèvre Léon Bernard, l'un des futurs fondateurs du premier musée de la ville, dont Pierre Lacour puis le grand André-François Vincent peindront le portrait⁵⁰.

Lorsqu'il décède en 1794⁵¹, Jean Laclotte aurait dû laisser un patrimoine à peu près équivalent à celui de son frère Étienne. Inexplicablement, quand son épouse se décide à déclarer sa succession, plus de deux ans plus tard, la fortune du ménage n'est plus que de cent cinquante mille livres⁵². Les deux enfants qui se sont mariés du vivant de leur père,

44. Les archives de la société de courtage Tastet-Lawton, heureusement et soigneusement conservées, révèlent qu'à l'époque du décès d'Étienne Laclotte, le vin de Pique-Caillou se négociait à un prix sensiblement équivalent à celui des meilleurs crus du Médoc.

45. A. D. Gironde, 3 Q 4511, f° 191 à 193. Déclaration de succession d'Étienne Laclotte en 1813.

46. A. D. Gironde, 3 E 45689, 25 janvier 1828.

47. PEROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie. *Les Prix de Rome...*, p. 188. Michel Laclotte est à Paris élève de Mique, il remporte le prix d'émulation d'avril 1784.

48. A. D. Gironde, 3 E 20609, 13 mai 1788. Les deux époux constituent en dot chacun la somme de vingt-quatre mille livres et Pierre Laclotte associe pour moitié son neveu et gendre dans son négoce de bois.

49. A. D. Gironde, 3 E 20594, 19 octobre 1780. Les parents de la mariée lui constituent une dot de vingt-deux mille livres, le marié se constituant quant à lui celle de quinze mille livres.

50. A. D. Gironde, 3 E 31355, 24 mars 1793. Jeanne-Théoliste Laclotte reçoit en dot vingt-quatre mille livres, Léon Bernard apporte quarante mille livres à la communauté et sa maison du cours du Chapeau-Rouge.

51. A. D. Gironde, 4 E 786, f° 32 v°, acte 618. La déclaration du décès date du 11 floréal an II (30 avril 1794) : « Est mort hier à midi Jean Laclotte âgé de soixante ans architecte époux de Marie Dessans rue de la délivrance N 42 temoins declarants Salomon marin âgé de vingt deux ans citoyen rue du dix aout N... et pierre fauchey âgé de quarante ans pâtissier rue de la délivrance N 48 nous étant assure du décès Bordeaux le honze floréal l'an deux Republicain. P. Fauchey, Malavergne off. public ».

52. A. D. Gironde, 3 Q 2, 7 thermidor an IV (25 juillet 1796), f° 70 v° et 71.

Denise avec l'officier de marine Jean-Baptiste Izard en 1784⁵³, et Anne-Denise avec le négociant Pierre-Auguste Pannetier, quelques jours avant la mort de son père en 1794⁵⁴, n'ont pourtant reçu que des dots très raisonnables : la première douze mille livres et la seconde une petite maison rue Saint-Étienne. Elles ne peuvent avoir entamé la masse des biens de leurs parents.

Jean Laclotte disparu, sa famille se trouve décimée en quelques années. Le jour même où elle déclare la succession de son époux Marie Dessans déclare aussi celle de trois de ses enfants, morts en deux ans : Marie-Nancy, Jean-Armand et Madame Izard. Lors de son propre décès en 1813, ne vivent plus que Madame Pannetier et le cadet de la famille, Théodore⁵⁵. Quatre ans plus tard celui-ci est seul à partager avec les enfants d'Étienne Laclotte les biens qui restent encore indivis entre les successeurs des deux architectes. Théodore qui a choisi la carrière militaire sert dans la cavalerie, il est dit dans cet acte « chef de bataillon, officier de l'ordre royal de la Légion d'honneur »⁵⁶.

Pierre Laclotte, un négociant en bois ne dédaignant pas la spéculation immobilière

Il n'a pas paru inutile d'évoquer ici la personne de Pierre, le plus jeune des frères Laclotte, qui reste toute sa vie proche de sa famille. Les liens naturels l'unissant à ses frères ne pouvaient qu'être renforcés par l'exercice d'une profession qui le conduit à fréquenter le milieu de la construction. À partir de 1765 il devient négociant en bois et s'établit grâce au capital que lui constituent ses aînés contre l'abandon de sa part dans la succession de leurs père et mère⁵⁷. Commerçant avisé il sait aussi s'engager dans les affaires immobilières avec discernement. Le produit de la vente de la maison construite par son père et son frère cours de Tourny au négociant et consul du roi de Danemark à Bordeaux, Friedrich Hanssen de Liliendalh⁵⁸, lui permet d'acquérir trois emplacements de la ville sur la rue des Remparts en juin 1772. Sur la moitié de ceux-ci il fait édifier par ses frères une maison qui lui coûte treize mille livres⁵⁹. Il obtient du Bureau des finances une ordonnance pour son alignement dès le mois de septembre suivant⁶⁰. En 1778 cette maison est revendue vingt mille livres à Marthe Dubergier, veuve de Jean de Sèze, écuyer et avocat au Parlement. Le jour même de la vente, Pierre achète une grande partie du vaste enclos dit de Miramond, du nom de ses anciens propriétaires, situé dans le quartier portuaire de Paludate⁶¹, achat qu'il complètera en 1781 par celui du terrain resté aux Miramond⁶². Il entreprend immédiatement de le lotir, tirant en deux ans à peine, au prix de trente-six livres la toise, près de quarante mille livres d'un fonds qui lui en avait coûté trente mille, conservant une part de ce fonds et devenant propriétaire d'une maison de campagne à Talence, l'un de ses acquéreurs n'ayant pu honorer ses engagements et le dédommageant au moyen de l'abandon de ce *bourdieu*. Les acquéreurs d'emplacements à bâtir dans ce quartier alors recherché étaient pour la plupart des négociants, constructeurs de navires et autres maîtres cordiers⁶³.

53. A. D. Gironde, 3 E 5624, 12 avril 1784.

54. A. D. Gironde, 3 E 31359, 5 ventôse an II (23 février 1794).

55. A. D. Gironde, 3 E 31437, 3 juin 1813.

56. A. D. Gironde, 3 E 24160, 24 décembre 1817.

57. A. D. Gironde, 3 E 5913, 10 juillet 1765.

58. A. D. Gironde, 3 E 13257, 7 février 1772.

59. A. D. Gironde, 3 E 13257, 16 juillet 1772.

60. A. D. Gironde, C 4229, 21 septembre 1772.

61. A. D. Gironde, 3 E 13263, 4 février 1778 ; 2 F 66. Sous cette dernière cote est conservé le plan de l'enclos Miramond.

62. A. D. Gironde, 3 E 24072, 12 février 1781.

63. A. D. Gironde, 3 E 21709, 15 août 1778 ; 3 E 20663, 23 août 1778 ; 3 E 21709, 28 août 1778 ; 3 E 20665, 14 juin 1780 ; 3 E 24072, 12 février 1781 ; 2 F 66.

En 1784, Pierre Laclotte obtient de l'abbaye de Sainte-Croix la concession à titre de location perpétuelle de trois maisons et vastes magasins en bordure du grand cours Saint-Jean, ainsi que d'un emplacement de vingt-quatre pieds de large sur cent soixante-neuf toises de long, longeant la corderie de Jean Ravezies⁶⁴. Avec ce maître cordier, dont Étienne et Jean Laclotte viennent de construire la maison deux ans auparavant, il va prolonger la rue Saint-Charles jusqu'aux glacis du Fort Louis.

Du lotissement Miramond, de plan orthogonal, perpendiculaire au grand chemin qui longeait le fleuve, ne reste plus rien aujourd'hui. Il a été détruit lors de la construction de la gare du Midi à l'emprise de laquelle il correspond exactement. Son tracé, avec pour axe principal la rue Miramond, est nettement visible sur le plan dit de Pierrugues. Quant à la rue Saint-Charles, elle a été détruite lors de l'extension du marché des Capucins au milieu du XX^e siècle. Les frères de Pierre Laclotte intervinrent-ils dans l'une et l'autre de ces opérations immobilières ? Le fait est plus que probable, mais rien ne permet de l'affirmer.

De son mariage avec Catherine Beziat, Pierre Laclotte a quatre filles, deux prénommées Jeanne, puis Denise et Marie. La cadette épouse en 1781 un riche colon de Saint-Domingue, Pierre Ramondon, qui lui fait cadeau lors du mariage de cent mille livres, lesquelles s'ajoutent aux vingt-quatre mille que lui donnent ses parents⁶⁵. Deux de ses sœurs restent célibataires et l'une des « Jeanne » épouse en 1788, comme il a été dit, son cousin Pierre, fils de son oncle Étienne. Cette union resserre selon toute vraisemblance les relations d'affaires qui existent entre les frères, d'autant que Pierre devient désormais l'associé de son gendre.

Pierre Laclotte survit à ses trois aînés, décédant seulement en 1825, âgé de quatre-vingt-huit ans, laissant pour héritiers ses deux filles non mariées et un petit-fils issu du mariage de sa fille Marie, alors décédée, avec Monsieur Ramondon⁶⁶.

Des protections et amitiés choisies

Étienne et Jean Laclotte avaient eu la chance d'hériter la clientèle non négligeable de leur père ; par leur sérieux ils la développent considérablement. Grâce sans doute à leurs compétences professionnelles mais aussi à leur prudente modestie, ils savent conserver et attirer la confiance de nombreux clients privés mais aussi « institutionnels ». Les chapitres de Saint-André et Saint-Seurin les prennent pour architectes attitrés, ainsi que le séminaire de la Mission, les hôpitaux de la Manufacture et Saint-Louis, celui de Saint-André. Les deux catégories de clients sont d'ailleurs étroitement liées. Ainsi par exemple travaillent-ils pour la famille du chanoine d'Arche avec lequel ils ont souvent à traiter les problèmes concernant les bâtiments du chapitre⁶⁷. Est-ce le courtier Pierre Ferrière dont ils ont bâti la grande maison du quai des Chartrons en 1766 qui les a introduits à l'hôpital de la Manufacture dont il est administrateur ? Parmi les seize membres du bureau de cet hôpital, outre le courtier Ferrière, les conseillers de Lalande et Dumas de Laroque, le négociant Charles Brun et sans doute le président de Lavie deviendront leurs clients.

La fréquentation des chanoines, celle des administrateurs des institutions charitables, ne semble bien sûr pas sans conséquences heureuses pour leur activité, mais les relations existant entre les Laclotte et ces éminentes personnalités de la ville ne paraissent pas se limiter aux stricts rapports entre maîtres d'ouvrages et exécutants. Plus

que de simples praticiens les Laclotte peuvent être considérés comme des conseillers, ils réussissent à créer un climat de confiance entre eux-mêmes et leurs clients. Ainsi en 1780 le chanoine Majance de Camiran interroge Étienne sur un problème de mitoyenneté et s'en remet à son jugement : « *Je vous prie mon cher Laclotte de me faire savoir tout de suite, ce que j'ay à répondre, et quelle conduite je dois tenir relativement au verbal que m'ont envoyé les bayles des architectes pour la maison qui fait le coin de la place Saint-André. Ils prétendent accorder la mitoyenneté du mur qui nous appartient et nous obliger à en payer la reconstruction. Cependant si vous le croyez juste et conforme aux règles il faudra bien s'y conformer. Nous nous en rapportons entièrement à vous.* »⁶⁸ On objectera bien sûr que le chanoine escompte une intervention de l'architecte auprès de ses pairs de la corporation, il faut pourtant admettre que les termes de la lettre trahissent une bienveillante confiance de l'expéditeur envers son destinataire.

Il faut sans doute ici modérer le jugement sévère de François-Georges Pariset qui à propos d'Étienne Laclotte écrit : « [Il] ne sera jamais admis dans les milieux cultivés. Il appartient à une tribu qui s'élève dans le cours du siècle, devenu maître en 1757, prenant le titre de maître architecte de la Ville, il faut le considérer comme un spéculateur... »⁶⁹ En premier lieu il semble difficile d'admettre qu'Étienne Laclotte puisse songer à usurper un titre auquel il n'a pas droit. Rien n'indique qu'il est un homme d'apparence. Dans son inventaire après décès ce ne sont point des gilets de soie qui constituent le plus précieux de ses objets personnels, comme il est le cas pour son malheureux confrère Lhôte⁷⁰, mais de l'argenterie, dont il ne fait pas étalage puisqu'elle est conservée dans la chambre de son épouse⁷¹. S'il prend dans quelque circonstance « le titre de maître architecte de la Ville », ce n'est point pour laisser croire qu'il jouit d'un office municipal. L'appartenance à sa corporation lui donne comme à tous ses confrères la qualité de « maître-maçon-architecte, juré-expert, contrôleur des bâtiments, intendant de maçonnerie de la Ville ».

Ne pas être admis dans un milieu laisse supposer qu'on a cherché à y pénétrer, tout permet d'imaginer qu'Étienne Laclotte ne s'est jamais imposé ce pensum. Il est un chef de famille nombreuse plus que de tribu, son soutien lui impose un travail incessant, dont fait partie la spéculation immobilière. Beaucoup d'autres architectes s'y essayent à la même époque, à commencer par Messieurs Bonfin et Lhôte, les distingués ingénieurs de la ville et du Bureau des finances, sans autant de succès il est vrai. Apparemment étrangers aux querelles qui occupent les coterie d'architectes sans travail et sans affaires à conduire, les Laclotte n'ont guère le goût non plus que le temps de s'engager dans des débats sur l'esthétique, connaissant à l'évidence celle qui plaît à leurs clients. Si tant est que le cercle des académiciens bordelais constitua un milieu cultivé, ce qui reste à prouver, quelle raison l'un ou l'autre des frères Laclotte aurait-il eu de le fréquenter ? Certainement pas celle d'espérer en retirer un enrichissement professionnel, ce qui était pourtant la raison d'être de cette académie.

Le milieu « inculte » dans lequel évoluent les Laclotte est donc, on l'a évoqué, celui des chanoines qui leur ouvre les portes de familles parlementaires telles que les Montesquieu, les Majance ou les d'Arche, celui des bonnes volontés dévouées aux indispensables œuvres de la cité. C'est dans ce milieu qu'ils rencontrent le premier président Leberthon d'Aiguille ou encore les présidents de Lavie et d'Augeard, les

64. A. D. Gironde, 3 E 20669, 16 décembre 1784 ; 2 F 1005. Sous cette dernière cote est conservé le plan du terrain baillé à fief.

65. A. D. Gironde, 3 E 20596, 23 octobre 1781.

66. A. D. Gironde, 3 E 31441, 23 novembre 1825.

67. A. D. Gironde, 2 E 64 A ; 2 E 64 B ; 2 E 65 A ; 2 E 65 B.

68. A. D. Gironde, G 3331.

69. PARISET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e*, p. 639.

70. La connaissance de ce détail de l'inventaire après décès de François Lhôte est due à l'obligeance de Jean-Pierre Bériac qui a découvert ce document aux Archives nationales.

71. A. D. Gironde, 3 E 31434, 14 décembre 1812.

conseillers Dumas ou Lalande. Au cercle de leurs proches, présents lors des baptêmes puis des mariages de leurs enfants, dont ils n'écartent pas leur propre famille qu'ils aident à « s'élever » avec eux, ils intègrent les frères Labottière, les grands éditeurs et libraires de Bordeaux⁷², Jean-Philippe Weltner, l'un des négociants les plus avisés de la place⁷³, le consul de l'Empire Jean-Jacob de Bethmann⁷⁴, l'orfèvre amateur d'art Léon Bernard qui épouse la fille d'Étienne, ou encore Georges Sabarot, sans doute l'un des architectes bordelais contemporains des Laclotte les plus talentueux, qui va périr tragiquement sous la Terreur⁷⁵. Cette liste regroupe aussi bien des catholiques que des protestants, tous zélés, les deux frères pratiquent pour le moins une certaine tolérance. Il faudrait la compléter par les noms de bien des personnages encore, la plupart possédant un certain niveau d'éducation, non habitués à se pencher uniquement sur des livres de compte, contrairement à la majorité des fournisseurs d'ouvrage de ces années prospères de Bordeaux, dont certains architectes parmi les plus connus étaient condamnés à rechercher les grâces. On se contentera de faire de nouveau appel au témoignage de Sophie de La Roche, reconnue comme l'un des brillants esprits de son temps et dont on connaît le raffinement intellectuel, « elle savait le français, le latin et le grec, et avait lu tous nos grands écrivains ». Lorsqu'elle fait la connaissance d'Étienne Laclotte par l'entremise des Bethmann, chez qui elle réside lors de son voyage à Bordeaux en 1785, elle apprécie à ce point la conversation et la compagnie de l'architecte qu'elle passe deux jours à visiter la ville sous sa conduite⁷⁶.

Des qualités professionnelles et humaines reconnues et couronnées par l'exercice d'un rôle dans la « cité »

Que les mérites professionnels des Laclotte aient été appréciés par leurs contemporains ne fait aucun doute, l'importance du nombre de commandes de toutes natures qu'ils reçoivent, le succès de leurs lotissements, suffisent amplement à le démontrer. La satisfaction de leurs clients se marque même quelquefois par la remise de cadeaux de valeur non négligeable. Étienne Laclotte conserve pour douze mille livres de présents en argent lorsque les deux frères mettent fin à leur association en 1793⁷⁷.

Ce ne sont pas uniquement des qualités professionnelles mais également des qualités humaines que l'on s'accorde à leur reconnaître. En 1774 le bureau de la Manufacture, présidé par Monseigneur Leberthon, demande l'octroi à titre gratuit de lettres de bourgeoisie en faveur d'Étienne Laclotte « en considération des services par lui rendus aux pauvres »⁷⁸. La ville accède sans difficultés à cette prière l'année suivante, soulignant sans équivoque les mérites de l'architecte⁷⁹. Jean acquiert lui aussi cette qualité quelques années plus tard⁸⁰.

Au sein de leur corporation, Jean et Étienne Laclotte assument les charges de bayle, adjoint et répartiteur à plusieurs reprises, honorant sans défaut la confiance des maîtres et les représentant parfois dans des circonstances solennelles ou exceptionnelles⁸¹.

Bourgeois dans le sens juridique, mais également dans l'acception du terme qui désignera une classe sociale, les Laclotte ne sont pas indifférents aux idées nouvelles qui agitent cette classe. Dans une ville comme Bordeaux, alors cosmopolite et aux activités essentiellement mercantiles, elles reçoivent un écho particulièrement vif. Leur position sociale qui les pousse vers ces idées, l'aisance avec laquelle ils évoluent dans les milieux traditionnels, ne serait-ce que corporatistes ou encore ecclésiastiques, les désignent comme des interlocuteurs privilégiés pour des autorités plongées dans l'expectative lorsque se déclenche la crise qui mènera à la Révolution. L'épreuve de force engagée entre la monarchie et les parlements, la résistance têtue de celui de Bordeaux conduisent malgré la capitulation du pouvoir à une situation quasi insurrectionnelle durant l'été 1788. Le comte de Fumel, commandant la place militaire, ancien locataire de Jean et Étienne Laclotte⁸², s'adresse à ce dernier pour s'informer des dispositions dans lesquelles se trouvent les ouvriers du bâtiment qui constituent le gros des défenseurs du Parlement, présenté dans la circonstance comme le garant des libertés des humbles⁸³.

Au mois de mars 1789 les maîtres maçons députent Étienne Laclotte à l'assemblée générale du Tiers État de la sénéchaussée⁸⁴. Au moyen d'élections, le nombre des Bordelais se trouve réduit à quatre-vingt-dix à l'issue des travaux de cette assemblée, parmi lesquels figure l'architecte. Ce sont ces « Quatre-vingt-dix » qui, érigés en comité à partir du mois de juillet, suppléent les institutions chancelantes et administrent de fait la cité jusqu'aux élections organisées en février 1790, assurant ce qui était l'essentiel aux yeux de ses habitants, c'est-à-dire l'approvisionnement en subsistances⁸⁵. Étienne Laclotte obtient une majorité de suffrages lors du dépouillement du scrutin pour l'élection des notables qui doivent former le nouveau corps de ville⁸⁶.

L'intérêt d'Étienne Laclotte pour la chose publique ne se dément pas sous le régime constitutionnel. En février 1791 il est admis dans la société des Amis de la Constitution de Bordeaux, club dont le nom indique qu'il était favorable à la monarchie et duquel sont issus les députés Girondins. Son fils Michel appartenait depuis le mois précédent à cette société et son fils Michel-Marcelin va la rejoindre le mois suivant⁸⁷. Que Jean Laclotte ne se mêle pas de la vie politique semble assez logique, son caractère semble-t-il discret, son état de santé précaire doivent l'en écarter. La chose est plus étonnante de la part de Michel, dont l'aversion pour son ancienne corporation, la volonté de travailler en toute liberté marquent bien le sentiment libéral. Peut-être que des problèmes de santé l'accablent lui aussi, ou plus simplement ses soucis financiers.

Bons analystes de la situation économique d'une ville dont la principale ressource, le commerce, se trouve déstabilisée par les événements, ou simplement prudents, les Laclotte ne s'aventurent pas dans les opérations spéculatives qu'entraîne la mise en vente

72. Sur la prépondérance des Labottière dans le milieu des libraires et éditeurs à Bordeaux dans la seconde moitié du XVIII^e siècle lire : MAC LEOD, Jane. *A Social Study of Printers and Booksellers in Bordeaux...*

73. A. D. Gironde, 3 E 13273, 21 janvier 1788. Jean-Philippe Weltner, originaire de Lübeck, a laissé un testament, daté du 6 octobre 1773 et ouvert à sa mort en 1788 qui constitue un véritable manifeste pour l'exercice prudent de la profession de négociant. Il laisse en héritage la devise « Ora et Labora » ainsi qu'une fortune d'un million et demi de livres, dotant sa famille et de nombreux établissements charitables tant catholiques que protestants, à Bordeaux et dans sa patrie. Sur ce personnage voir également : Henninger, Wolfgang. *Johan-Jacob von Bethmann...*, p. 24, 48, 58, 113, 177, 187, 194, 265, 309, 550, 561, 581.

74. Sur ce personnage lire : Henninger, Wolfgang. *Johan-Jacob von Bethmann...*

75. Sur cet architecte lire : MOUILLESEAU, Jean-Pierre. *Georges Sabarot (1744-1794). Architecte bordelais...*

76. MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice. *Impressions d'une Allemande à Bordeaux en 1785...*, p. 187-189.

77. A. D. Gironde, 3 E 31355, 11 avril 1793.

78. A. D. Gironde, Archives hospitalières, Hôpital de la Manufacture, E 22.

79. A. M. Bordeaux, BB 1355, f^o 147. Procès-verbal de la délibération des Jurats du 4 avril 1775 : « Le sieur Étienne Laclotte aîné, maître architecte, habitant de cette ville, a été reçu bourgeois d'icelle en considération des services qu'il a rendus en sa qualité d'architecte de l'Hôpital de la Manufacture, et sur le désir marqué par le bureau d'administration, que la ville voulait bien récompenser et encourager de plus en plus son zèle, et a ledit Laclotte prêté le serment, conformément au statut du cas requis et accoutumé, après avoir fait enquête de ses bonnes vie et mœurs, devant M. Bourgade jurat à ce député. »

80. À partir de 1780 Jean Laclotte apparaît dans les actes notariés nanti du titre de bourgeois de Bordeaux.

81. Voir « Les maîtres maçons bordelais ».

82. A. D. Gironde, 3 E 13262, 7 juin 1776. Les Laclotte construisirent un hôtel sur le cours du Jardin-Public entre 1769 et 1771. Lorsqu'ils le vendirent en 1776, Joseph de Fumel en était locataire.

83. « Journal des provinces », publié dans *Sud-Ouest-Dimanche* du 10 juillet 1988 : « L'effervescence est immense à Bordeaux depuis que le premier président Leberthon a osé y rentrer « secrètement » le mois dernier, enfreignant l'ordre d'exil qui l'avait relégué avec ses pairs à Libourne. Mais la liesse des premiers jours est quelque peu assombrie par des rumeurs de troubles. Le commandant de la ville, présumant que les compagnons de tous métiers ne seraient pas les derniers à les fomenter, a convoqué le sieur Laclotte, architecte de grand renom, particulièrement bien placé pour connaître l'état d'esprit des charpentiers et des tailleurs de pierre qui constituent les deux associations les plus agissantes de Bordeaux[...] ».

84. A. D. Gironde, C 1757, p. 171.

85. Sur ces événements lire les lignes de Pierre Bécamps dans PARISET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e*, p. 373 et suiv.

86. A. M. Bordeaux, D 84, délibération de la Jurade, 1^{er} avril 1790.

87. A. D. Gironde, 12 L 13, p. 127, 147, 172. Registre des séances de la Société des Amis de la Constitution, admission des Laclotte les 22 janvier, 26 février et 22 mars 1791.

des biens du clergé. Peut-être y répugnent-ils ; ils achètent simplement quatre petites maisons pour un montant inférieur à quinze mille livres, encore doit-on noter qu'elles proviennent des Petits Carmes et des Bénédictines, deux couvents qui ne figuraient pas parmi leurs anciens clients⁸⁸. Étienne va encore emporter les enchères d'une grande maison sur le quai des Chartrons⁸⁹ et d'un *bourdieu* au Bouscat⁹⁰, respectivement distraits des propriétés des Annonciades et des Carmes, pour un montant global de cent cinquante mille livres, mais il agit là pour le compte des négociants Desclaux et Schüler. Les Laclotte ne font jamais l'acquisition de biens d'émigrés et Étienne qui seul traverse la période révolutionnaire, ses frères étant décédés, observe à partir de la Convention une attitude plus que discrète.

Michel Laclotte, architecte

Il est malaisé, sinon présomptueux de vouloir cerner la personnalité d'hommes aussi anonymes que les frères Laclotte, qui ont vécu voilà deux siècles, et sur lesquels les renseignements collectés restent dans leur quasi-totalité dépourvus de tout caractère personnel. De ces personnalités, celle de Michel Laclotte apparaît pourtant à l'évidence comme la plus remarquable par son indépendance. En 1761, alors qu'il n'est pas encore marié, il manifeste sa volonté d'émancipation vis-à-vis de sa famille, il a quitté la maison de son père rue Notre-Dame-Saint-Seurin avant même la mort de ce dernier⁹¹. Son mariage en 1763 avec Marie Dardan et son installation au domicile de sa belle-mère lui permettent sans doute de s'affranchir de la tutelle familiale. Il cède malgré tout aux volontés posthumes de son père en s'associant avec ses frères.

Le grand malheur de Michel Laclotte réside dans le fait qu'il veut être « architecte ». C'est parce qu'il est architecte et non maître maçon qu'il néglige de présenter son chef-d'œuvre, qu'il estime édifier des constructions et non assembler des pierres, qu'il refuse l'autorité de la corporation des maîtres maçons, qu'il refuse de payer les impositions des maîtres maçons puisqu'il exerce une autre profession que la leur, qu'il quitte enfin en 1768 cette corporation avec les membres de laquelle il ne veut pas que l'on puisse le confondre.

Si Michel Laclotte avait été « un maître maçon se prenant pour un architecte » comme les autres, l'affaire serait restée simple. Elle se complique pour lui qui exerce avec succès son métier mal défini en compagnie de ses frères. Ces deux maîtres maçons ou architectes semblent peu enclins à se pencher sur le contenu philosophique du substantif architecte, ni sur sa stricte définition par un procédé sémantique. Continuer donc à travailler avec deux maîtres maçons, fussent-ils ses frères, pouvoir être soupçonné de profiter de leurs affaires et conséquemment de vivre dans leur ombre n'est pas convenable pour un vrai architecte préoccupé d'architecture. Il semble bien que Michel Laclotte pousse son raisonnement obstinément élitiste jusqu'à sa conséquence logique, qui le conduit à se séparer de ses frères en 1772.

Ce ne doit cependant pas être la seule raison. La volonté d'exercer des responsabilités ou simplement son caractère indépendant poussent-ils Michel Laclotte à exercer seul cette profession d'architecte qu'il entend donc ne pas confondre avec

celle de maître maçon ? Alors qu'il travaille avec son père, c'est lui qui conclut le contrat pour la construction des maisons d'Antoine Ladugie. Peut-être a-t-il l'ambition d'occuper une place plus importante dans la société fondée avec Étienne et Jean, il les représente lors des signatures d'actes notariés, c'est lui qui répond par exemple à la sommation adressée par les voisins de leur chantier de la rue du Puits-Desciaux⁹². Dès cette époque il recherche des capitaux, a-t-il déjà l'intention de travailler seul ? À peine son oncle et beau-père est-il décédé qu'il tente de faire réaliser certains de ses biens aux Chartrons : « À vendre une maison, située sur le grand chemin de Bacalan, à la Croix-Marron, vis-à-vis la chapelle, consistant en deux grandes chambres basses, cour, puits, corridor, deux greniers, un grand chay de cent quinze pieds de longueur sur vingt-deux de largeur, faisant façade sur la rivière, lequel chay est bien garny de gravier & de poutres, pour faire un grenier. Plus cinq échoppes faisant façade aux magasins du Chapitre Saint-Seurin, & le tout au même endroit & bâti à neuf : S'adresser à M. Laclotte, & à Madame la veuve Dardan, rue Font-d'Audege à Saint-Seurin, & à M. Barberet, Notaire, vis-à-vis Saint-Remy. »⁹³ Peu avant de quitter ses frères, il essaye de nouveau de vendre ces immeubles⁹⁴.

D'un naturel exigeant, Michel Laclotte ne ménage personne, c'est en termes sévères qu'au début de sa carrière il somme ses voisins de la rue Fondaudège d'avoir à effectuer des travaux de mitoyenneté⁹⁵. L'expérience et les échecs ne le modèrent pas. Il emploie un langage tout aussi dur, quelques mois avant sa mort, envers son frère Étienne auquel il doit pourtant beaucoup d'argent, pour lui réclamer le règlement de sa part d'une vente de fonds communs, alors que celle-ci n'est même pas enregistrée⁹⁶. Pourtant il ne paraît pas s'imposer à lui-même les principes de rigueur qu'il exige des autres. Contrairement aux accords qui régissent le fonctionnement de la société familiale, il ne la fait pas bénéficier de toutes les commandes qui lui sont personnelles, ainsi en 1765 il reconstruit seul la maison qui forme l'angle nord-est de la grande place de Bourg-sur-Gironde⁹⁷.

Des talents particuliers justifient-ils les prétentions de Michel ? Il se peut qu'il soit à l'origine de la mise en œuvre des balcons sur trompe qui caractérisent un grand nombre des édifices datant de l'époque de l'association entre les trois frères. En 1763, au début de cette association, ils édifient probablement la grande maison qui se trouve à l'angle des rues du Parlement-Saint-Pierre et des Capérans⁹⁸ [17]. Elle est contemporaine de celles qu'ils construisent alors pour Madame Béchade rue du Puits-Desciaux. Les éléments de décor des façades sont semblables. Elles se différencient par les balcons du premier étage, qui reposent les uns sur des supports de fer et l'autre sur une trompe. Jusque là jamais cette dernière solution n'a été utilisée. Elle va l'être systématiquement pour la célèbre série des grandes maisons de négociants du Pavé-des-Chartrons entreprise en 1769. Par la suite, sinon dans ce lotissement, ses frères abandonnent pratiquement ce type de support.

Dès son indépendance consacrée, la carrière de Michel Laclotte prend un tour nouveau et quelque peu pathétique. Ses affaires sont apparemment rares. Il a semble-t-il renoncé à toute activité d'entrepreneur. Il est vrai que son départ de la corporation lui interdit légalement de bâtir, du moins dans les limites de la juridiction de la Ville. Il construit bien en 1779 une maison pour le chirurgien Laffitte rue Notre-Dame aux

88. MARION, Marcel, BENZACAR, Joseph, CAUDRILLIER. *Département de la Gironde. Documents relatifs à la vente des Biens Nationaux...*, p. 403, 413 ; 3 E24921, 27 novembre 1790 ; A. D. Gironde, 3 E 31366, 2 messidor an III (20 juin 1795). Deux de ces maisons seront revendues sans bénéfice à Dominique Pujol, un portefaix des Terres de Bordes.

89. MARION, Marcel, BENZACAR, Joseph, CAUDRILLIER. *Département de la Gironde. Documents relatifs à la vente des Biens Nationaux...*, p. 396.

90. MARION, Marcel, BENZACAR, Joseph, CAUDRILLIER. *Département de la Gironde. Documents relatifs à la vente des Biens Nationaux...*, p. 544.

91. A. D. Gironde, 3 E 24398, 1er avril 1761. Lorsqu'il signe le marché pour la construction des maisons d'Antoine Ladugie, Michel déclare demeurer dans la paroisse Saint-Michel.

92. A. D. Gironde, 3 E 20560, 4 juillet 1763.

93. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 12 mai 1763.

94. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 26 mars 1772.

95. A. D. Gironde, 3 E 7543, 9 octobre 1768.

96. A. D. Gironde, 3 E 31352, 11 juillet 1792.

97. A. D. Gironde, 3 E 25681, 23 mars, 31 mai, 3 et 16 juin 1765. Les textes établissant que Michel Laclotte est l'auteur de cette maison ont été découverts par Monsieur Lisse.

98. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 12 mai 1763. Cette maison était proposée au public à cette date par les trois architectes.



17 | Angle des rues du
Parlement-Saint-Pierre
et des Capérans.

Chartrons, mais Étienne et Jean en sont officiellement les architectes⁹⁹. L'année précédente il a tenté de trouver des capitaux pour achever l'édification d'une maison dans la ville mais rien ne prouve qu'il agissait là en tant que maître d'œuvre¹⁰⁰. Les circonstances sans doute l'obligent à réaliser épisodiquement quelque opération sous le couvert de ses frères, sinon dans leur ombre. En 1783 il se dit « *maître architecte* » lorsqu'il vend au maître charpentier Pierre Coutaud un emplacement dans la rue Bardineau¹⁰¹. L'année suivante il dessine pour ses frères le plan d'un autre lotissement.

Michel Laclotte procède quelquefois à des opérations d'expertise, qui restent indicatives et n'ont pas réellement de caractère officiel. Ainsi en 1775 il dresse un devis des réparations à effectuer dans trois maisons ayant appartenu à une défunte dame Duffour¹⁰². En 1793 il intervient en compagnie de Blaise Despujols comme arbitre dans le partage amiable de la société de Jean et d'Étienne¹⁰³. S'essaye-t-il au métier de marchand de biens ? Il fait régulièrement paraître des avis dans les *Annonces, affiches et avis divers* puis après 1780 dans le *Journal de Guienne* qui lui succède. Beaucoup concernent les terrains du lotissement qu'il avait commencé avec ses frères et dont il semble chargé de l'achèvement pour le compte de la famille Mitchell, d'autres proposent des immeubles situés dans les divers quartiers de la ville. En 1772 il vend une maison occupée par le faïencier Bayard rue Sainte-Croix,

en 1777 un hôtel de cent quarante pieds de façade, dans la paroisse Saint-Christoly, en 1786 associé au maître maçon Rogeat des maisons rue du Palais-Gallien et rue Croix-de-Seguey, l'année suivante une autre maison près de la place Fondaudège¹⁰⁴.

Des activités d'architecte de Michel Laclotte n'est conservée que la trace d'un modeste chantier ; le 10 mars 1787 il reçoit de Monsieur de Sentout cent quarante livres « *pour les plans* » faits pour son château de Jonqueyre à Camarsac. Les travaux projetés semblent avoir été effectivement réalisés car entre les mois de juin 1787 et de janvier 1790, l'entrepreneur Saugue reconstruit la clôture du jardin, en surhausse le portail, refait le puits, voûte la tour, ouvre des fenêtres et en ferme d'autres, construit l'entablement du chai et des « *boutiques* » dans le cuvier, pave l'entrée de la cour, enfin le menuisier Jelineau lambrisse le salon du logis¹⁰⁵.

Étienne et Jean Laclotte : des personnalités complémentaires ?

Quoique les sources donnent plus de renseignements sur Jean et Étienne Laclotte que sur leur frère Michel, il reste malaisé d'imaginer quels personnages pouvaient être les deux architectes. Il semble évident qu'une grande complicité unit les deux frères. Leur association permanente, l'imbrication totale de leurs affaires en apportent la preuve. Cette complicité remonte-t-elle à leur enfance ? Étienne, de cinq ans l'aîné de Jean, se

sent-il investi d'un devoir de protection vis-à-vis de son jeune frère ? Ce dernier répond aux surnoms de « Petitou » ou « Petiton », diminutif gascon destiné sans doute à souligner la faiblesse de sa constitution. Cet état de fait devait être notoire, l'usage de le désigner par son diminutif ne se restreint pas au cercle familial, il lui sert pratiquement parfois de patronyme. Ainsi en 1769 un certain Piveteau le nomme Petiton dans la sommation qu'il lui adresse¹⁰⁶. Jean lui-même n'hésite d'ailleurs pas à utiliser son surnom en public, il fait paraître par exemple en 1788 une annonce dans le but de vendre deux maisons de campagne, il faut s'adresser pour se renseigner à « *Mrs Laclotte aîné et Petiton, Architectes* »¹⁰⁷.

Au début de l'association entre les deux frères, Jean rédige souvent les devis à soumettre à l'approbation des clients, c'est lui qui représente la société lorsque sont signés des actes chez leurs notaires. À partir des années 1776-1777 Étienne assume une partie de ces tâches ou les délègue aux nouveaux associés qui les ont rejoints. À partir de 1782 Jean semble éprouver de graves difficultés. Il n'a pas encore cinquante ans et déclare « *ne pouvoir vacquer en seul à ses affaires* », ceci « *pour cause de douleurs et autres incommodités* ». Cet état de santé le conduit à confier à son épouse, qui va le seconder activement jusqu'à sa mort, le soin de gérer leurs affaires¹⁰⁸. Sans doute souffre-t-il d'arthrose ou de rhumatismes, en tout cas d'une maladie qui lui interdit de se déplacer et le diminue considérablement. Les plans et coupe d'une maison qu'il dessine en 1786 sont tracés d'une main mal assurée¹⁰⁹. En 1794 il ne peut même pas signer le contrat de mariage de sa fille.

Étienne Laclotte au contraire de son frère doit être un homme vigoureux. Sa longévité le laisse supposer, il atteint l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Il exerce son autorité sur les chantiers, parfois dans des conditions difficiles. Les ouvriers du bâtiment ne brillent pas toujours par leur urbanité. En 1766 un différend l'oppose à des porte-pièces qui tentent de soulever leurs compagnons contre leurs employeurs¹¹⁰ ; en 1773 il intervient pour séparer deux de ses maçons qui se battent sur un chantier de la rue des Menuts¹¹¹. Étienne n'hésite pas à se déplacer pour surveiller l'extraction des pierres de leur carrière de Bourg. Lorsque son frère devient incapable de remplir certaines tâches, il doit redoubler d'activité mais parvient à le suppléer, apparemment sans trop de difficultés. Est-il l'homme un peu fruste que nous décrivent certains historiens ? Il ne manque pourtant pas de délicatesse. Jamais dans les différents accords qui sont passés entre les deux frères, des partages pour la plupart, il n'est fait mention du fait qu'Étienne accomplit dans leur société plus que sa part de travail.

La forte tradition de cohésion familiale, dans le respect de laquelle leur père les a élevés et dont il entendait qu'elle s'étende jusqu'à leur vie professionnelle, est sans doute la cause de l'entente qui règne entre eux. Des affinités particulières peuvent aussi les rapprocher. Cette solidarité ne reste pas limitée. Ils ne manquent jamais à leurs obligations envers tous les membres de la famille, installant leur plus jeune frère dans son négoce et le favorisant dans ses affaires¹¹², soutenant leur frère Michel en effaçant certaines de ses dettes et en lui prêtant de l'argent lorsqu'il est, trop souvent, nécessaire. L'entraide s'exerce entre les générations. Étienne, Michel, Jean et Pierre Laclotte pensionnent leur mère

106. A. D. Gironde, 3 E 5920, 8 mai 1769.

107. *Journal de Guienne*, n° du 16 février 1788.

108. A. D. Gironde, 3 E 20598, 18 novembre 1782. Jean Laclotte constitue son épouse, Marie Dessans pour sa « *procuratrice generale et speciale* ».

109. A. D. Gironde, 5 L 201.

110. A. D. Gironde, 12 B 329, 19 novembre 1766.

111. A. D. Gironde, 12 B 346, 12 août 1773.

112. A. D. Gironde, 3 E 24426, 27 mars 1775. Dans une sommation, le conseiller Claude-Ange Domenge de Pic de Blay's reproche à Étienne et Jean Laclotte de s'être procuré le bois nécessaire au chantier qu'ils ont entrepris pour son compte à l'angle de la rue Borie, chez leur frère Pierre qui l'a facturé à un cours bien plus élevé que celui du marché.

99. Le maître d'ouvrage reconnaît devoir plus de quatre mille livres à Étienne et Jean Laclotte pour solde de la maison que leurs ouvriers ont bâtie sous la direction de leur frère Michel.

100. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 21 mai 1778.

101. A. D. Gironde, 3 E 48569, 13 et 16 mai 1783.

102. A. D. Gironde, 3 E 13260, 2 septembre 1775.

103. A. D. Gironde, 3 E 31355, 11 avril 1793.

104. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 13 août 1772, n° du 6 février 1777 ; *Journal de Guienne*, n° du 15 décembre 1786, n° du 15 août 1787.

105. A. D. Gironde, 2 E 2610 b.

jusqu'à son décès, Étienne soutient son gendre le négociant Jean Béraud en lui prêtant des sommes importantes sans intérêts en 1783¹¹³. Pierre associe son neveu et gendre dans ses affaires lors de son mariage, Étienne achètera en 1809 à son fils Marcelin un vaste dépôt, dit « *Magasin de Lantillac* », situé paroisse Sainte-Croix dans le quartier de la Manufacture¹¹⁴.

De nombreux indices laissent supposer qu'ils ne pratiquent pourtant pas d'exclusive à l'égard des étrangers au cercle de famille. On citera simplement quelques exemples, parmi beaucoup d'autres, de leur sollicitude à l'égard de ce qu'il était convenu au XVIII^e siècle d'appeler les « petites gens ». En 1770, alors que les frères Laclotte n'ont pas encore acquis de fortune, Étienne prolonge de dix-huit mois le délai accordé à Jeanne Pouchard pour le remboursement d'une dette de cinq cents livres, qu'il lui avait précédemment consentie sans intérêts, pour l'aider « *dans ses besoins urgents et ceux de sa famille* »¹¹⁵. En 1783 ce sont mille livres qu'Étienne prête dans les mêmes conditions à Anne Bouscatier pendant quinze mois¹¹⁶. Quatre ans plus tard la dette d'un carrier de Tauriac qui n'arrive pas à rembourser les deux frères est rééchelonnée pour au moins la troisième fois¹¹⁷. Certaines transactions peuvent aller jusqu'à paraître charitables. En 1779 pour mille deux cents livres les Laclotte vendent dans le faubourg Saint-Seurin un grand terrain et bâtissent dessus une petite maison pour Mathieu Moulinet, un ancien vigneron devenu aveugle ; d'une probité qui n'a d'égale que sa modestie, le vigneron s'acquitte dès le mois de mars suivant du prix de sa maison¹¹⁸. En 1788 dans le même quartier, c'est à un « *marchand d'oublies* » qu'ils cèdent un emplacement pour seulement cent soixante-huit livres¹¹⁹.

L'année précédente le *Journal de Guienne* a publié dans sa rubrique « *Bienfaisance* » le récit des malheurs d'un bouvier du Médoc ayant perdu tous ses biens à la suite d'un incendie, qu'un voisin charitable a aidé en lui prêtant une paire de bœufs pour qu'il puisse exercer son métier à Bordeaux. Les Laclotte l'emploient à faire des charrois de pierres pour leur compte et le logent dans la verrerie qu'ils possèdent aux Chartrons « *lorsque la saison le permet* »¹²⁰. La générosité d'Étienne Laclotte doit être connue, le *Bulletin du Museum* publie l'aventure qui lui arrive pendant l'hiver 1803 : « *Le 6 pluviôse an XI le citoyen Laclotte père, architecte de Bordeaux, fut recevoir chez un négociant deux mille quatre cents livres. Cette somme était dans deux sacs : en ayant laissé un par inattention à Tourni, près d'une borne où il s'était arrêté pour se reposer, ce sac contenant douze cents livres lui fut rapporté le même jour par un décrotteur nommé Maroucle, né près d'Auville, département du Cantal.* » L'étourdi récompense cette action et la signale à la préfecture qui la fait publier dans les journaux de la ville¹²¹.

Dans le milieu des artisans les Laclotte montrent l'exemple de la solidarité. Ils abandonnent parfois des travaux à des maîtres moins favorisés qu'eux. À Pierre Chevay, qui a été reçu dans la corporation la même année qu'Étienne et n'a pas laissé un grand nom dans l'histoire de Bordeaux¹²², ils louent pour quelques livres symboliques une maison impasse Marboutin¹²³. Pour le paiement de travaux ils patientent souvent plus

que de raison. Le cordonnier Cousseilhat devait payer la maison qu'ils lui construisent dans la rue des Remparts six mois après son achèvement en 1772¹²⁴. À la fin de l'année 1774 il doit encore les trois quarts de son prix et Étienne Laclotte consent à étaler sa dette sur six ans ; en 1783 à la mort du cordonnier, cette dette n'est toujours pas éteinte et les architectes doivent s'opposer le 5 juin de cette année à la vente de la demeure par ses héritiers¹²⁵. En 1776 ils construisent rue Saint-Fort celle du plâtrier Jacques Abadie¹²⁶, en raison d'accords familiaux Philippe Minoy, maître arrimeur et beau-frère de l'artisan doit en payer une partie, en 1782 Étienne Laclotte qui n'est toujours pas réglé accepte encore de patienter et déclare avoir reçu en paiement partiel une barrique de vin¹²⁷.

Il semble évident que les rapports entre les Laclotte et la majorité des artisans restaient basés sur la confiance qu'ils s'accordaient mutuellement ; ils ne contrôlaient même pas les comptes des opérations qui les liaient professionnellement. La transaction intervenue entre eux et le sculpteur Pierre Basset en 1788 constitue un parfait exemple de cet état d'esprit. Le jour même où les deux frères et leur associé Despujols vendent un emplacement au sculpteur, dans leur lotissement de la rue Victoire-Américaine, tous conviennent « *qu'étant venus à compte des différentes fournitures, travaux et ouvrages chacun de son état qu'ils se sont mutuellement faits jusqu'à ce jour, il s'est trouvé après mur examen, calcul et vérification, que toutes deductions et compensations faites ledit sieur Basset, étoit et restoit débiteur desdits sieurs Laclotte de la somme de quinze mil livres, qu'il a promis et s'est obligé de leur payer...* »¹²⁸. Sept ans plus tard, en 1795, Pierre Basset doit encore sur cette somme près de treize mille livres. Son cas n'est pas exceptionnel et dans le récapitulatif que dresse Étienne Laclotte de ses créances à cette époque, il ne se trouve pas moins de quatre-vingt-dix personnes ou institutions qui lui doivent deux cent soixante et onze mille livres, dont certaines comme l'ancien maire Saige ou le procureur général Dudon ont perdu leur tête¹²⁹. On peut donc raisonnablement supposer que l'architecte ne persécutait pas ses débiteurs.

Il ne serait bien sûr pas réaliste de prétendre que les frères Laclotte étaient d'angéliques philanthropes. Leur réussite ne pourrait s'expliquer s'ils n'avaient fait preuve de la rigueur nécessaire à la bonne marche de leurs affaires. Des propriétaires qui les engagent pour valoriser leur bien-fonds au moyen d'un lotissement ils n'hésitent pas à réclamer la juste rémunération de leur savoir-faire et l'exécution des termes de l'accord qui les lie. Le faïencier Denis-Jacques-Ferdinand Hustin qui tarde à respecter ses engagements l'apprend à ses dépens. En 1774 sa lenteur entrave la vente des lots qu'ils ont tracé sur les terrains lui appartenant. Jean et Étienne l'admonestent vertement par une sommation dans laquelle ils déclarent : « *Il n'est personne qui ne sache dans le public que c'est à le bien dire au zelle et aux représentations des sieurs Laclotte que M. Hustin a obligation d'avoir retiré mieux de cent mille livres d'un jardin qui lui coutait huit cent livres d'entretien.* »¹³⁰

La stricte observation des accords établis est exigée, et le différend ayant surgi entre les architectes et le manufacturier ne va pas empêcher les premiers de réaliser un autre lotissement sur des terrains achetés à sa veuve et à ses fils, non plus que prêter des fonds à l'un d'entre eux sous la Révolution, mais avec l'intérêt légal¹³¹. Ils n'hésitent pas à

113. A. D. Gironde, 3 E 24889, 10 janvier 1783.

114. MARION, Marcel, BENZACAR, Joseph, CAUDRIILLIER. *Département de la Gironde. Documents relatifs à la vente des Biens Nationaux...*, p. 507.

115. A. D. Gironde, 3 E 5932, 2 septembre 1770.

116. A. D. Gironde, 3 E 20601, 11 mars 1784.

117. A. D. Gironde, 3 E 20607, 3 avril 1787.

118. A. D. Gironde, 3 E 49559, 12 juillet 1779.

119. A. D. Gironde, 3 E 48583, 11 mars 1788.

120. *Journal de Guienne*, n° du 24 février 1787.

121. *Bulletin du Museum*, n° du 15 ventôse an XI (6 mars 1803), p. 123.

122. TAILLARD, Christian. *Bordeaux classique...*, p. 111, 114-115. Guillaume Chevay est l'entrepreneur des portes d'Aquitaine et de Bourgogne ainsi que de la Halle aux Poids entre 1751 et 1756. Il pourrait être le père de ce Pierre Chevay.

123. A. D. Gironde, 3 E 20586, 25 juin 1776.

124. A. D. Gironde, 3 E 20575, 15 avril 1771 ; voir pce just. IV.

125. A. D. Gironde, 3 E 20582, 31 décembre 1774 ; 3 E 20599, 5 juin 1783.

126. A. D. Gironde, 3 E 20585, 11 février 1776.

127. A. D. Gironde, 3 E 20598, 27 novembre 1782.

128. A. D. Gironde, 3 E 20613, 15 avril 1788.

129. A. D. Gironde, 3 Q 1347, 23 juin 1795.

130. A. D. Gironde, 4 J 599, 24 janvier 1774.

131. A. D. Gironde, 3 E 31364, 22 germinal an III (11 avril 1795). À Jean-Baptiste Hustin, ancien officier, Étienne Laclotte prête deux mille livres.

recourir aux possibilités que leur offre la coutume de Bordeaux pour recouvrer de mauvaises créances. Le tonnelier Guillaume Ducoing leur achète le 16 février 1784 une petite maison rue des Vignes, paroisse Saint-Michel, pour sept mille livres payables dans l'année. Celle-ci écoulée et l'artisan n'ayant pas honoré sa promesse, les Laclotte sentant qu'il en est incapable utilisent à son encontre la procédure du retrait lignager. Dans cette affaire, Pierre-Benjamin Laclotte, le fils d'Étienne, « *habile a retrayer* », sert de prête-nom pour récupérer la maison en question¹³².

Étienne Laclotte peut se montrer sévère, voire méprisant. En connaisseur de la comédie italienne il compare un maître traiteur nommé Artau-Lacroix au « *seigneur Arlequin qui pressé de payer le vin qu'il avoit bu, soutenoit qu'il étoit aigre et ne valloit par le diable* ». Ce personnage refuse en 1770 de payer les travaux de construction de sa maison, sous prétexte de malfaçons. Comme Apelle son cordonnier, Étienne le renvoie à son métier : « *Il est aisé de connoître que ce pâtissier ne se connoît pas en architecture* ». Enfin s'appuyant sur les expertises réclamées par les parties et donnant raison aux architectes, il dénonce sa malhonnêteté non sans humour : « *Le relevé qui vient d'être fait des principales plaintes du S. Lacroix, en fait voir on le repete tout le vuide et le ridicule, et il voudroit par un tel plat de sa composition et qui ne sauroit être du gout des comparants les payer de la somme considerable qu'il leur doit pour solde* »¹³³.

C'est sur un ton moins badin qu'il s'adresse à ses relations dont il estime qu'elles renient leurs engagements. En 1775 ou 1776, en compagnie de son frère et de Jean Richefort il a bâti deux maisons place Dauphine, l'une pour le compte de François Lhôte, ingénieur-architecte du Bureau des finances et académicien, l'autre pour celui de son ami le maître serrurier Jean Dumaine. En décembre 1776 il somme Lhôte de payer les deux mille cinq cent quarante-cinq livres qu'il leur doit encore, dont ce dernier s'était reconnu débiteur le 26 septembre 1776, mais qu'il refuse de payer alors, sous prétexte qu'il est détenteur d'oppositions envers Richefort¹³⁴. Pour des raisons non élucidées, une brouille intervient également entre les deux frères et Dumaine à propos de sa maison de la place Dauphine, il refuse lui aussi d'en acquitter le juste prix, dans une sommation Étienne lui signifie que « *la monoye qu'il propose pour se libérer envers eux ne vaut pas, ne luy en deplaise, la limaille de fer qui salit sa boutique* »¹³⁵. Adoptant une attitude radicale, il cesse toute relation avec Lhôte et ne désignera plus désormais l'académicien que sous le titre « *d'inspecteur des pavés* » ; il poursuit Dumaine de sa vindicte jusqu'après sa mort¹³⁶. Jean plus accommodant reprendra, peut-être à tort, contact avec l'un et l'autre de ses adversaires d'un jour. Pour le maître serrurier il construit en 1779 deux maisons rue du Palais-Gallien¹³⁷, avec François Lhôte il en bâtit une autre pour le négociant Camescasse cours du Chapeau-Rouge en 1781¹³⁸.

Des faits épars, quelques suppositions sont sans doute de peu d'utilité pour tenter d'évoquer ce que fut la vie des frères Laclotte. Les regrets restent d'autant plus vifs de n'y pas parvenir que des anecdotes, des détails permettent parfois d'approcher le

132. A. D. Gironde, 3 E 20606, 11 avril 1785. Ayant probablement son origine dans le droit carolingien la procédure du retrait lignager autorisait les ayants droit d'un vendeur à faire annuler la vente, dans un délai pouvant aller jusqu'à plusieurs années, à condition de dédommager l'acheteur à hauteur du prix payé par celui-ci. Dans ce cas de figure Pierre-Benjamin se contenta bien sûr d'annuler la créance de sept mille livres consignée entre ses mains par son père.

133. A. D. Gironde, 3 E 20574, 10 septembre 1770.

134. A. D. Gironde, 3 E 20586, 13 décembre 1776.

135. A. D. Gironde, 3 E 20 585, 23 mai 1776.

136. A. D. Gironde, 6 L 53, 25 ventôse an III (15 mars 1795). L'affaire ne se réglera que pendant la Révolution, avec les héritiers de Dumaine.

137. Voir note précédente. Au nombre des griefs d'Étienne Laclotte à l'endroit de Jean Dumaine figure le fait qu'il n'avait jamais non plus fini de payer les maisons construites rue du Palais-Gallien.

138. DUCAUNNES-DUVAL, Gaston. *Une maison construite par l'architecte Lhôte...*



18 | 54 rue Fondaudège, maison d'Étienne Laclotte, détail.

quotidien de ces personnages, si lointains mais qu'une fréquentation assidue a presque rendus familiers. On imagine Jean Laclotte désolé à la veille de la Noël 1789 de la perte de sa chienne¹³⁹, son frère Étienne amateur de café qu'il peut facilement se procurer sur le port, comme tous les Bordelais de son temps¹⁴⁰.

Quels peuvent être les goûts, les habitudes de ces notables qui conservent de leur rude milieu d'origine une simplicité évidente et un sens aigu du concret. Seul existe l'inventaire après décès d'Étienne. Sa maison de Bordeaux contient un abondant et confortable mobilier, tentures et rideaux, dans les pièces principales meubles en acajou, vaisselle et linge en quantité, argenterie ; autant d'éléments que l'on retrouve dans les demeures des Bordelais ayant atteint un niveau de fortune comparable au sien. Il ne possède pas de tableaux, sinon ce que l'on appelle à Bordeaux des « trumeaux », mais une série de statues de marbre. Aux murs sont accrochées de nombreuses glaces. Les mêmes remarques valent pour le mobilier de sa maison de campagne, toutefois beaucoup plus simple. Ici les statues qui ornent la salle de billard sont de plâtre. Ce billard qui constitue le seul élément luxueux de l'ameublement avec les tables à plateau de marbre, la présence de tables à jeu pourraient indiquer qu'Étienne Laclotte ne dédaignait pas les distractions à la mode en son temps. On peut s'étonner de l'absence de bibliothèque à Bordeaux comme à Mérignac, comme de celle des instruments de dessin qu'il avait reçus en présent durant sa carrière et qui ne figurent pas dans l'inventaire de son argenterie. Avait-il déjà donné ses livres, s'il en eut, et ces objets avant sa mort ? Son fils architecte, Michel en était bien sûr le récipiendaire « naturel ».

Sur les presque treize mille francs que représente l'ensemble des effets mobiliers de sa succession, plus de la moitié équivalait aux vins conservés dans les chais de Pique-Caillou¹⁴¹. Point de chevaux ni d'équipage rue Fondaudège ou à Pique-Caillou, il les a

139. *Journal de Guéenne*, n° du 25 décembre 1789. À la rubrique « *Chiens perdus* » on peut lire l'annonce suivante : « *Le 22 du courant, on a perdu, dans la grande rue du Palais Gallien, près celle de Rolland, une petite chienne bichonne, ayant les oreilles rousses et une tache de même couleur sur le dos. La ramener rue Judaique-Saint-Seurin, à M. Laclotte, qui donnera une récompense honnête.* »

140. Étienne Laclotte possédait à Bordeaux et à Pique-Caillou des poêles à torréfier le café.

141. A. D. Gironde, 3 E 31434, 18 décembre 1812.



19 | 11 rue Judaïque, dernier domicile de Jean Laclotte.

cartouches en coquille ornent au second étage l'agrafe des baies. Pour sa seconde maison intégrée à l'ensemble de la place Dauphine, il n'hésite pas, en dehors de la mode, à la décorer de mascarons d'inspiration rocaille. Tout se passe chez Jean Laclotte comme si son inclination apparente pour l'ornement s'était atténuée, l'âge et la maladie venant. On regrettera la disparition du décor intérieur de ces maisons, qui aurait apporté des enseignements supplémentaires sur le goût des frères Laclotte. Quant à la maison de Michel, place Fondaudège, poursuivie comme son propriétaire par la malchance, elle a été détruite au XIX^e siècle et se dressait sur partie de l'emplacement de l'hôtel du marquis de Bryas. ■

vendus dès le début de la Révolution¹⁴², le vieil architecte parcourt sans doute les deux lieues qui séparent ses deux maisons en voiture de louage. Ses ânes servent-ils à autre chose qu'aux travaux du domaine viticole ?

De ce qui fut indiscutablement personnel aux frères Laclotte ne subsistent plus que leurs maisons. Représentent-elles quelque chose de ceux qui les occupèrent ? Celle d'Étienne, aux puissantes proportions, à trois niveaux et trois travées de baies rectangulaires à chambranle à fascies, dont celle du centre en avant-corps, se distingue par la sévérité de sa façade. Le décor se concentre sur le balcon qui court au premier étage sur toute la largeur de la façade : garde-corps de fer chantourné, consoles ornées dans leur partie supérieure d'une rose, puis de cannelures rudementées et enfin d'une pomme de pin à la base [18]. Fondue dans l'ensemble concerté des maisons à balcon continu qui se dresse à l'entrée de la rue Judaïque la demeure de Jean Laclotte se caractérise par sa discrétion [19]. Elle contraste avec la fantaisie qui dès l'abord signalait à l'attention les deux premiers domiciles de l'architecte. À côté de Saint-Seurin, sa première demeure, haute et étroite s'agrémentait au premier étage d'un balcon sur trompe aux angles adoucis, à grille également chantournée. Des tables décorées de guirlandes en très fort relief surmontent les portes-fenêtres ouvrant sur ce balcon, des masques joufflus se détachant de

142. A. D. Gironde, 3 Q 1347, 23 juin 1795.

CHAPITRE III

L'ORGANISATION CORPORATIVE DU TRAVAIL, LA RECHERCHE D'UNE ALTERNATIVE PAR LES LACLOTTE

LES « MAÎTRES MAÇONS ET ARCHITECTES DE LA VILLE ET FAUXBOURG DE BORDEAUX » : L'ORGANISATION DE LA PROFESSION – LES MAÎTRES MAÇONS BORDELAIS – LA FORMATION

L'AFFAIBLISSEMENT DE LA CORPORATION : L'OPPOSITION DES COMPAGNONS – LES RAPPORTS AVEC LES AUTORITÉS – LE REFUS DU MONOPOLE CORPORATIF

LE CAS PARTICULIER DES LACLOTTE, ENTRE ASSOCIATION ET CLIENTÉLISME : DES ARCHITECTES EN SOCIÉTÉ, DES ASSOCIÉS AGRÉGÉS – UNE CLIENTÈLE DE COMPAGNONS – UN RÉSEAU D'OBLIGÉS

Les « Maîtres Maçons et Architectes de la Ville et Fauxbourgs de Bordeaux »

L'organisation de la profession

Selon les « *Statuts des Maîtres Maçons et Architectes de la Ville et Fauxbourgs de Bordeaux* », l'organisation des hommes de l'art bordelais en « *frairie* » ou « *compagnie* » dotée de règles corporatives remonte au moins au XVI^e siècle¹. Henri IV l'avait entérinée au mois de septembre 1594 par l'octroi de lettres patentes. De nouvelles lettres patentes, de Louis XIII puis Louis XIV, confirment les statuts de la maîtrise en novembre 1615, octobre 1620, puis le 2 juin 1673. La Jurade enregistre ces dernières dès le mois de juillet 1673, mais non le Parlement. Pour mettre fin aux difficultés qu'éprouvent les maîtres maçons à obtenir réparation devant certaines juridictions, cela est chose faite le 3 juin 1733² [21].

Les « *Statuts* », en vingt articles réglementent l'exercice de la profession et les relations à l'intérieur de celle-ci, sans toutefois doter la compagnie de pouvoirs d'arbitrage en cas de conflits, conflits qui doivent donc être portés devant les juridictions ordinaires. Une redevance hebdomadaire retenue par les maîtres sur la solde des compagnons qu'ils emploient alimente la « *boite* » ou caisse de la frairie, ainsi que les droits perçus lors de la

1. *Statuts des Maîtres Maçons et Architectes de la Ville et Fauxbourgs de Bordeaux*..., p. 4.

2. Si les statuts de la corporation des maîtres maçons ne figurent effectivement pas dans l'édition des *Anciens et Nouveaux Statuts de la Ville et Cité de Bordeaux* de Simon Millanges en 1612, ils sont bien publiés dans celle de Simon Boé en 1701, avant donc que le Parlement ne les enregistre.

réception des nouveaux maîtres, les amendes infligées aux contrevenants aux statuts et les « *dons extraordinaires* ». Quatre syndics ou bayles administrent cette caisse, l'assemblée des maîtres les renouvelle chaque année par moitié à l'issue des vêpres de la veille de l'Ascension dans la chapelle du couvent des Carmes.

Les règles de confraternité rendent les maîtres solidaires entre eux, leur faisant obligation de partager la besogne, d'exécuter les contrats de construction et d'apprentissage passés par un maître malade ou décédé, de pourvoir dans ce dernier cas à l'éducation de ses enfants. Pour espérer devenir maîtres les impétrants doivent prêter serment de fidélité aux statuts, résider à Bordeaux ou dans ses faubourgs, vivre de manière honorable et satisfaire aux obligations prévues pour la réception qui n'a lieu qu'au terme d'un long apprentissage suivi d'une épreuve théorique et pratique. Les statuts garantissent aux maîtres le monopole de la construction³.

Les statuts de la confrérie des maîtres maçons ressemblent donc dans l'esprit à ceux de toutes les corporations d'artisans actives à Bordeaux sous l'Ancien Régime⁴. Ces associations à la fois d'entraide, sous le patronage d'un saint ou la protection d'un couvent, et professionnelles possèdent leurs propres règles héritées du passé. Comme la plupart de leurs confrères les Laclotte les respectent, même s'ils prennent conscience de leur désuétude. Peut-être s'en accommodent-ils d'autant mieux que leur famille occupe une position dominante dans le « métier ». Comme leur père avant eux l'avait fait, ils assument les charges électives que cette situation privilégiée leur fait une obligation de ne pas refuser. Au même titre que leurs confrères, ils se considèrent selon leur propre mot comme des « *ouvriers* »⁵. En vingt ans, entre 1764 et 1784, Étienne et Jean Laclotte occupent vingt fois les charges de bayle, adjoint aux bayles et répartiteur de la capitation. En 1764 Étienne devient une première fois bayle⁶, en compagnie de son confrère François Roux avec qui il travaille alors sur un chantier commun ; il est de nouveau élu en 1769, cette fois avec son frère, puis encore en 1775, 1776 et 1779⁷. Jean Laclotte devient donc bayle avec Étienne en 1769, répartiteur pour la capitation l'année suivante, de nouveau bayle et adjoint en 1771 et 1772⁸. Il occupe encore l'une ou l'autre de ces fonctions en 1773, 1774 et 1776⁹, puis après une interruption de cinq ans, en 1781, 1783 et 1785¹⁰.

On pourrait penser, en comparant les fréquences avec lesquelles Jean et Étienne Laclotte exercent des charges dans leur compagnie, que le premier participe plus que le second à ses activités. Il se pourrait qu'en réalité Jean ait été le « délégué » de la famille dans la corporation, mais certains faits laissent penser qu'Étienne était loin d'y être indifférent. Il représente par exemple avec son frère l'ensemble des maîtres le 30 mai 1771 lors de la cérémonie de bénédiction des bannières des communautés par le nouvel archevêque Monseigneur Mériadec de Rohan dans sa primatiale¹¹. Il reste sourcilieux quant à l'application des règles que l'on pourrait appeler de confraternité et fait en 1782 mettre à

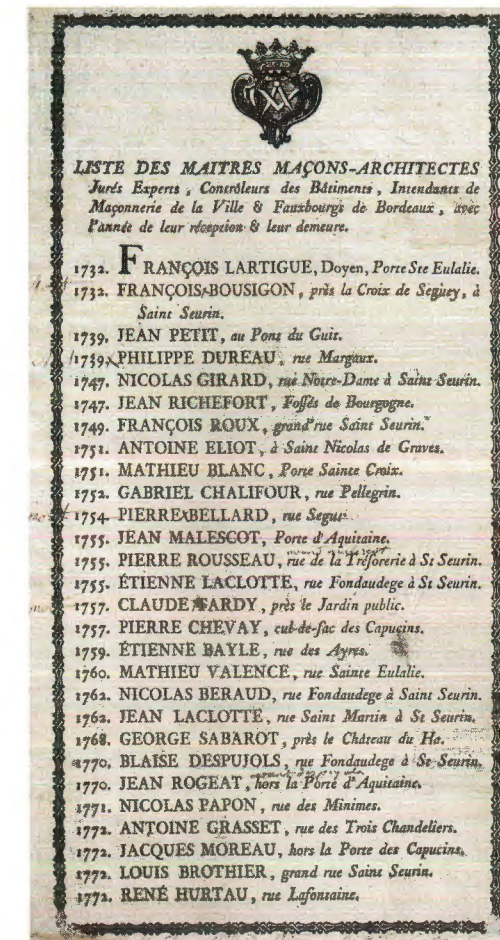
l'amende ses confrères Papon, Roux, Béraud et Brothier, dont les trois premiers sont pourtant proches de lui, car il a remarqué leur absence à la messe de requiem célébrée après le décès de Marie Jaubert sa mère¹². Il faut enfin noter que dans des circonstances exceptionnelles c'est encore à lui que s'adresse la corporation, vraisemblablement en raison de son autorité personnelle. En 1771 l'élection des bayles n'a pu être enregistrée en raison de l'émotion provoquée dans la ville par le renvoi du Parlement. Une nouvelle élection doit avoir lieu au mois de novembre et des maîtres confirmés sont choisis dont Étienne Laclotte¹³. En 1789 ses confrères lui donnent la préférence pour les représenter à « *l'assemblée du Tiers État qui doit se tenir en l'Hotel de Ville* »¹⁴.

Les maîtres maçons bordelais

En 1765, alors que les frères Laclotte travaillent en société depuis quatre ans, l'éphémère contrôleur général L'Averdy ordonne une enquête sur la communauté des maîtres maçons de Bordeaux. Diligentée par les services de l'Intendance, elle rappelle son fonctionnement, les modalités de l'admission à la maîtrise, les difficultés qui surgissent régulièrement entre maîtres et compagnons, toutes informations qui pourraient concerner n'importe quelle autre corporation. Son principal intérêt réside dans une statistique révélant qu'il existe à cette date trente-quatre maîtres mais dont « *à peine 4 ont-ils de l'occupation* » selon le rédacteur du rapport, qui précise encore que seulement dix apprentis travaillent alors chez ces maîtres¹⁵.

Il faut en vérité modérer le sombre tableau dressé pour le ministre. La situation des maîtres maçons, tributaires des maîtres d'ouvrage, ne pouvait pas au sortir de la Guerre de Sept Ans être particulièrement brillante. Le métier n'attire donc pas de nombreux aspirants. La plupart des maîtres maçons habitent dans le faubourg Saint-Seurin, c'est le cas des Laclotte, ou dans la partie méridionale de la paroisse Sainte-Eulalie comme le doyen Lartigue. Près de là, hors les portes d'Aquitaine et des Capucins vers Saint-Nicolas-des-Graves et dans la sauveté de Sainte-Croix réside un troisième groupe de maîtres peu connus¹⁶.

La paix assurée, la forte reprise du négoce et du port entraîne celle de toutes les activités dans la ville. La construction ne fait pas exception et le nombre des architectes ou entrepreneurs s'accroît dans de fortes proportions. Entre 1768 et 1780 dix-huit maîtres maçons sont reçus, pour la seule année 1776 on compte les réceptions de François Girard, Jacques Roux, Jean Chalifour fils, Jean-Baptiste Béraud fils aîné, Martin Brothier fils et Jean Martin. Tous sont fils de maître à l'exception du dernier, futur associé des Laclotte. Entre 1781 et la Révolution ce sont vingt-deux nouveaux membres qui rejoignent la corporation, de 1783 à 1787 au moins trois maîtres sont reçus chaque année. En 1787 ils



20 | Liste des maîtres maçons de Bordeaux.

3. Statuts des Maîtres Maçons et Architectes de la Ville et Faubourgs de Bordeaux..., p. 6-11.

4. On lira sur ce sujet en général : GALLINATO, Bernard. Les Corporations à Bordeaux à la fin de l'Ancien Régime : vie et mort d'un mode d'organisation du travail.

5. A. D. Gironde, 3 E 20577, 17 janvier 1772. Dans une affaire concernant le recouvrement d'une créance posthume de Jean Laclotte père, les opposant encore à son débiteur en 1772, Étienne Laclotte dénie à celui-ci le droit de prétendre que son père avait pu dessiner les plans de sa maison par amitié, les architectes n'étant que des ouvriers vivant de leur travail et ne comptant pas d'amis dans le milieu des négociants qu'ils ne fréquentaient pas. L'argument est bien sûr de circonstance, les Laclotte comptaient beaucoup de relations et sans doute quelques amis parmi les négociants, il dénote cependant une certaine lucidité sur leur état.

6. Archives municipales de Bordeaux. Tome sixième. Inventaire sommaire des registres de la Jurade..., p. 271.

7. A. D. Gironde, C 1757, p. 4, 55, 66, 98.

8. A. D. Gironde, C 1757, p. 4, 12, 18.

9. A. D. Gironde, C 1757, p. 35, 43 ; Archives municipales de Bordeaux. Tome sixième. Inventaire sommaire des registres de la Jurade..., p. 274.

10. A. D. Gironde, C 1757, p. 111, 135, 152.

11. A. D. Gironde, C 1757, p. 19.

12. A. D. Gironde, C 1757, p. 131.

13. Archives municipales de Bordeaux. Tome sixième. Inventaire sommaire des registres de la Jurade, p. 273.

14. A. D. Gironde, C 1757, p. 171.

15. A. D. Gironde, C 4466, pce 18.

16. A. D. Gironde, C 1757, 2^e de couverture. Une « Liste Des Maîtres Maçons-Architectes Jurés Experts, Contrôleurs des Bâtimens, Intendants de Maçonnerie de la Ville & Faubourgs de Bordeaux, avec l'année de leur réception & leur demeure. » collée sur le livre des délibérations de la corporation renseigne précieusement sur les architectes en activité à Bordeaux en 1772.

sont au nombre de neuf ! Les fils de maître ne forment plus la majorité des nouveaux architectes et pendant ces années 1780 seul Étienne Béraud reçu en 1787 appartient à une famille de maçons bordelais, de la parentèle des Laclotte¹⁷. À la veille de la Révolution, les lieux de résidence des architectes restent le faubourg Saint-Seurin, où ils ne se trouvent pas moins d'une quinzaine, et la paroisse Sainte-Eulalie¹⁸. En 1789 cinquante-cinq maîtres sont en activité dans la ville¹⁹, ils ne suffisent pas à assurer la direction des innombrables chantiers qui s'y ouvrent. Les transgressions des règlements de police, de sécurité, de voirie, les conflits avec les compagnons qui tentent de se substituer à eux en sont les preuves les plus évidentes. Tous ces architectes doivent donc travailler très régulièrement mais la consultation des archives permet de penser que leurs affaires n'ont rien à voir en importance avec celles des Laclotte. Des noms apparaissent plus souvent que d'autres, il faut citer les membres de dynasties de maîtres tels les Roux, Chalifour, Béraud ou Brothier, Valence mais aussi Sabarot, Papon, Durand, Poirié, Burguet, Dufau ou encore Bergerac.

La corporation ne constitue plus à la fin du XVIII^e siècle un corps très cohérent, la solidarité semble mal jouer entre les plus puissants et les plus modestes des maîtres. La lecture des procès-verbaux des délibérations et réunions de la confrérie montre à quel point sont fréquentes les disputes, et quel climat d'animosité règne parfois dans les assemblées. Ce n'est qu'en 1789, à la veille de leur disparition en tant que tels que les maîtres se retrouvent unis, autour doit-on noter des Laclotte. Une première fois ils soutiennent leur proposition de présenter en Parlement une requête visant à obtenir la suppression d'un article de la coutume de Bordeaux dont ils estiment qu'en raison des nouvelles règles de construction il n'a plus lieu d'être appliqué²⁰. Une seconde fois leurs suffrages se portent, on l'a vu, unanimement sur le nom d'Étienne Laclotte pour les représenter à l'assemblée du Tiers État. Il n'est pourtant plus temps pour les maîtres de se constituer en simple groupe de pression. Leurs habitudes corporatistes, tout aussi surannées que certains de ces articles de la Coutume qu'ils dénoncent, ont trop longtemps entravé l'organisation rationnelle de la profession. Leur compagnie ne peut résister à l'esprit de « liberté » né de la Révolution. La loi Le Chapelier va entériner la disparition du monopole qui théoriquement les privilégiait.

La formation

La réception à la maîtrise ne pouvait avoir lieu, selon les statuts de la corporation, qu'au terme d'un service de six ans pour les apprentis, et de deux ans pour les compagnons, effectué chez un maître dans les deux cas. Par contrat devant notaire le maître s'engage envers l'apprenti, éventuellement représenté par un tuteur cosignataire du contrat, à lui « *montrer et enseigner tout ce qui dépend du métier de maçon* » pendant une durée de trois ans. L'apprenti s'engage quant à lui à se montrer honnête, soigneux avec le matériel, ponctuel et attentif à l'enseignement de l'architecte. En cas de rupture du contrat il doit se faire remplacer par un apprenti aussi « *fort et avancé dans l'ouvrage et métier de maçon* ». En 1768 quatre apprentis, Thomas Lasserre, Antoine Grillon, Jean Audebert et Pierre Mondin signent, les trois premiers le 19 novembre et le dernier quatre

jours plus tard, un contrat de ce type avec Michel Laclotte, agissant pour ses frères. Ils doivent se nourrir, loger et blanchir eux-mêmes mais reçoivent un salaire journalier d'un franc bordelais la première année et de dix-huit sols les années suivantes²¹. Ces apprentis, le premier et le dernier originaires de la paroisse Saint-Seurin et les deux autres de celle de Gradignan, ont déjà effectué une période probatoire chez les Laclotte au service desquels ils se trouvent respectivement depuis les 19 juin, 20, 28 juillet et 8 septembre 1767, soit plus d'un an avant de s'engager définitivement dans la carrière de maçon.

Les Laclotte ne signent apparemment plus entre 1768 et 1775 de nouveaux contrats pour la formation d'apprentis, à moins qu'ils n'aient pris la forme de conventions verbales ou de sous-seings privés. L'instruction de ces « élèves » constitue une charge supplémentaire et l'importance des activités des Laclotte ne leur laisse peut-être pas le temps de s'occuper de manière satisfaisante de l'apprentissage de jeunes garçons au sein de leur entreprise. Le 27 août 1775 ils prennent comme apprenti un nommé Jean Lerbet qui, près d'un an plus tard, dénonce la convention qui le lie à Jean Laclotte, lequel s'est engagé « *non seulement de montrer et enseigner aud. apprentif le métier de tailleur de pierre, mais encore tout ce qui dépend dud. métier, comme trait, moulure et autres ouvrages, et luy donner aussy, quinze sols par jour ouvrable, à compter dud. jour douze may mil sept cent soixante quinze, jusques et compris le douze may dernier, et dix huit sols aussy par jour ouvrable pour le reste du temps dud. apprentissage* ». L'apprenti reproche à l'architecte de l'avoir confié à des appareilleurs qui ne lui apprennent qu'à tailler des « *quarrés* » et de n'avoir pas été augmenté à l'issue de sa première année d'activité²². Représenté par son associé Blaise Despujols, Jean Laclotte, qui a vraisemblablement oublié jusqu'à l'existence de Lebreton reconnaît ses torts par acte responsif et lui promet de parfaire son apprentissage, il lui demande également de se montrer plus assidu sur les chantiers où il est employé²³.

Aucun des apprentis formés sous contrat notarié par les Laclotte ne devient maître. En revanche l'un au moins de leurs « élèves », dont le lien qui l'unit à eux n'est pas défini, parvient à la maîtrise en 1785. Il s'agit de Jean Salomon²⁴. Avant de devenir maître, ce compagnon travaille pour les Laclotte chez qui il est vraisemblablement en formation. Les 12 avril 1783 et 12 avril 1785 il signe deux reçus « *faizant pour M. Jean Laclotte* ». Après sa réception Salomon continue un temps d'exercer sa profession chez les Laclotte, en 1788 Jean précise qu'il avait dirigé les travaux d'édification de deux maisons rue Porte-Dijeaux²⁵.

Selon les termes des « *Statuts* », à l'issue de son apprentissage l'aspirant doit subir un examen consistant en une épreuve de stéréotomie, dite « *chef d'œuvre* » ou « *essai de trait* », et une épreuve de dessin dite « *essai de main* ». Il doit les exécuter, dans un délai dont la durée n'est pas fixée, au domicile de l'un des bayles. Nicolas Papon les réalise en 1770 chez Jean Laclotte²⁶, ainsi que « *François Bartet* » comme l'écrit le rapporteur de la réunion de la corporation au cours de laquelle lui est imposé son chef-d'œuvre²⁷, qui doit être en réalité Jean Barthez, reçu cette année-là²⁸. Jusque dans les années 1770 l'usage était pour l'aspirant de choisir un parrain parmi les maîtres non bayles en exercice, Étienne Laclotte est par exemple celui de Nicolas Papon ; cette pratique tombe en désuétude peu après cette date.

17. Étienne Béraud était le filleul d'Étienne Laclotte, la fille de ce dernier, Marie, avait épousé en 1780 le négociant Jean Béraud fils du maître architecte Nicolas Béraud et frère d'Étienne.

18. *Statuts des Maîtres Maçons et Architectes de la Ville et Fauxbourgs de Bordeaux*, suppl. non pag. comportant une « *Liste des Maîtres-Maçons-Architectes, Jurés-Experts, Contrôleurs des Bâtiments, Intendants de Maçonnerie de la Ville & Fauxbourgs de Bordeaux, avec l'année de leur réception.* »

19. A. D. Gironde, C 1757, p. 169 et 183. Aux maîtres mentionnés dans la liste citée ci-dessus s'ajoutaient Claude Clochar et Michel Rochefort reçus en 1788 et 1789.

20. A. D. Gironde, C 1757, p. 177.

21. A. D. Gironde, 3 E 7453, 19 et 23 novembre 1768.

22. A. D. Gironde, 3 E 7481, 25 juin 1776.

23. A. D. Gironde, 3 E 7481, 26 juin 1776.

24. L'un des deux exemplaires des *Statuts des Maîtres Maçons et Architectes de la Ville et Fauxbourgs de Bordeaux*, conservé aux Archives départementales a appartenu à l'architecte Charles Durand ; il a recopié sur cet ouvrage les annotations d'un autre exemplaire ayant lui-même appartenu au maître maçon Jean-Nicolas Menot. Selon ces annotations Jean Salomon qui demeurait rue des Glacières serait mort dès 1797.

25. A. D. Gironde, H Carmélites 19, 12 avril 1783, 12 avril 1785, 2 avril 1787, 12 janvier 1788.

26. A. D. Gironde, C 1757, p. 15.

27. A. D. Gironde, C 1757, p. 156.

28. *Statuts des Maîtres-Maçons et Architectes de la Ville et Fauxbourgs de Bordeaux*, suppl. non pag.

Le chef-d'œuvre et le dessin achevés sont soumis à l'approbation d'un jury composé des quatre bayles de la corporation, de quatre maîtres et d'un jurat délégué par les autorités municipales. Les fils et gendres de maîtres restent dispensés de l'épreuve de dessin. Charles Durand, petit-fils de maître, architecte de la ville et l'un des fondateurs au XIX^e siècle de la Société des architectes de Bordeaux, publiait en 1878 la liste partielle des épreuves de dessin soutenues entre 1770 et 1780 par les aspirants à la maîtrise²⁹. Les sujets les plus variés leur sont imposés : édifices culturels aussi bien que civils, domestiques, votifs, militaires, voire simples édicules ou éléments d'architecture. En 1770 Nicolas Papon doit dessiner une chapelle sépulcrale octogone, avec un porche dorique, décorée à l'intérieur d'un ordre ionique, avec quatre mausolées ; en 1779 et 1781 Durand et Cannaud esquissent le « *frontispice* » d'une église conventuelle décoré d'un ordre dorique, et Jean Jeanneau en 1784 celui d'une église en rotonde et partie de son plan. En 1771 les maîtres attendaient de Jacques Gastambide qu'il rende le projet d'une fontaine publique d'ordre dorique. Quatorze ans plus tard ils se montrent plus exigeants en demandant à Jean Cassaigne « *un plan circulaire de bains à l'usage des Romains et l'élévation géométrale du projet* ». Portique dorique terminé par un attique avec allégories triomphales, porte pour une ville de guerre ou un arsenal d'artillerie, porte de ville avec accouplement de colonnes ioniques et fronton triangulaire, décoration d'une pyramide ornée de trophées érigée à la mémoire d'un homme illustre ou encore façade d'un palais, dessins respectivement demandés entre 1784 et 1788 aux aspirants Jean Lasmolle, Bernard Burguet, François Barthez, Poirier et Clochar peuvent paraître quelque peu chimériques car on imagine que les futurs maîtres maçons avaient peu de chance de construire de semblables monuments dans leur carrière à venir. Les examinateurs peuvent se montrer plus raisonnables. En 1775 Mathurin Tardy doit dresser les plans, coupes et élévations d'un hôtel pour loger un président à mortier. En 1778 Fulcran Croizet doit rendre le dessin d'une porte dorique et en 1782 Jean Mouret réaliser la coupe d'un escalier dans un carré long, voûté en vis de Saint-Gilles.

On remarque bien sûr que tous ces sujets présentent des analogies avec ceux qui sont mis au concours à Paris par l'Académie royale d'architecture, tant pour les prix d'émulation que pour le grand prix annuel³⁰. Cette similitude n'a rien d'étonnant, les relations sont suivies entre Paris et Bordeaux. La presse publie bien sûr les sujets des concours de l'Académie, des architectes parisiens ou introduits à Paris travaillent à Bordeaux. Certains Bordelais qui n'ont pas choisi la voie de la formation corporative étudient chez des architectes parisiens. Entre 1778 et 1786 Godefroy, Péchade, Michel Laclotte, Guy-Louis Combes et Arnaud Corcelles fréquentent l'Académie royale³¹. Ces jeunes gens restent en relation avec leur ville et leur milieu d'origine. Le cas est avéré pour le fils d'Étienne Laclotte mais aussi pour Arnaud Corcelles dont on doit remarquer que les familles se connaissaient fort bien. Ils ne devaient pas manquer d'informer régulièrement leurs parents des sujets de leurs études.

On ne saurait assurément comparer les épreuves souffertes par les futurs pensionnaires de l'Académie de France à Rome et celles imposées aux aspirants à la simple maîtrise bordelaise. Il est d'autant plus regrettable que les architectes de la corporation n'aient pas su se montrer sinon plus originaux, du moins plus spécifiquement

bordelais dans le choix de leurs sujets de concours. Tout juste remarque-t-on le projet d'un hôtel sur un plan irrégulier pour un riche négociant demandé à François Durieux en 1786 et correspondant bien à une commande susceptible d'être passée localement. Que penser en revanche du civique pensum infligé en 1789 à Jean Richefort qui devait imaginer rien moins qu'un « *bâtiment pour la tenue des États généraux* », lui qui a priori aurait dû être dispensé de l'épreuve de dessin, étant fils de maître.

On plaidera l'indulgence en faveur des maîtres maçons en soulignant que les « académiciens » bordelais, lorsqu'ils se mettent en tête d'organiser eux-mêmes concours et salons, ne sont pas plus originaux que ces maîtres maçons qu'ils regardent avec tant de condescendance, se contentant de singer les sujets de l'Académie royale³². Les sujets des épreuves de la corporation ont le mérite d'être formulés sans emphase et l'on exige du candidat vraisemblablement plus une parfaite connaissance de la technique de la maçonnerie que de talent devant une planche à dessin. Entre autres exemples, les bayles demandent en 1779 à Gabriel Durand « *une pyramide conique établie en tour ronde terminée en octogone érigée pour une fontaine publique dont son soubassement sera d'aplomb. Il sera fait un escalier en forme de fer à cheval en dehors, voûté et suspendu, commençant par marches massives. La voute commençant par une trompe dans l'angle, dont un imposte sera rempante et l'autre de niveau, et sera terminée aussy par une trompe qui servira de palier d'arrivée pour rentrer au dessus d'une voute faite comme il sera cy après expliqué. Laditte trompe naîtra d'une platebande dont les voussours formeront les naissances de la ditte trompe. La platebande en dedans formera une voussure de Saint-Antoine rachetant une voute sphérique. Sera pareillement fait trois portes pour rentrer sous la ditte voute divisée en parties égales avec une pareille voussure de Saint-Antoine à chaque. Au dessus de la voute sera terminé le soubassement, de là partira la ditte pyramide qui sera établie sur son plan rond observant que la ligne de pente de la ditte pyramide soit tangente à la première assise de l'établissement du rez de chaussée, et se terminera à son sommet en octogone tant par dedans que par dehors. Dans la ditte pyramide sera pratiqué une révolution d'escalier, voûtée à jour et terminée par une trompe formant un palier d'arrivée. Et ledit jour sera suivant toujours la direction du cône, et la ditte voute suivra les angles de l'octogone. A l'arrivée dudit escalier sera fait un balcon saillant en dehors suporté par une trompe en tour ronde. Sera fait quatre ouvertures au dessus du soubassement dont une porte et trois croisées avec leurs voussures de Saint-Antoine par dedans élevées à leur proportion. Celles qui rencontreront la voute seront rempantes et racheteront la ditte voute. Les plate bandes seront toujours droites quoique la voussure soit rempante* »³³.

Il n'est pas étonnant que Gabriel Durand, après avoir triomphé de telles difficultés, se soit joué de celles que lui posa la construction quelques années plus tard du célèbre Fort Boyard. Par l'imposition d'une épreuve particulièrement difficile, voulait-on le punir d'être né à Mathieu-sur-Mer en Normandie et non à Bordeaux et d'être un élève de Louis ? Le chef-d'œuvre réclamé à Nicolas Papon pour sa réception dans la communauté en 1770, « *une trompe en tour ronde rempante par tetes egalles coupée par pieces et morceaux* » avait été infiniment moins complexe³⁴.

La réception définitive dans la corporation reste subordonnée à l'acceptation par serment des statuts de la frairie et à la délivrance de lettres par la Jurade. À l'époque où Étienne et Jean Laclotte sont admis dans la corporation, il semble qu'une période de deux ans doit s'écouler avant que les nouveaux maîtres ne soient officiellement reconnus

29. DURAND, Charles. *La Corporation des maîtres maçons et architectes de Bordeaux. La Société des architectes de Bordeaux*, p. 47-49.

30. PEROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie. *Les Prix de Rome. Concours de l'Académie royale d'architecture au XVIII^e siècle*. Pour se convaincre de l'influence des sujets donnés à Paris sur le choix de ceux qu'imposaient les maîtres à Bordeaux on lira particulièrement l'« *Index des programmes* » publié p. 251-252.

31. PEROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie. *Prix de Rome. Concours de l'Académie royale d'architecture au XVIII^e siècle*, p. 158, 161, 169-171, 183, 188, 190, 191, 193, 198, 201.

32. TAILLARD, Christian. *Théorie et pratique de l'architecture selon l'Académie des Arts de Bordeaux 1768-1793*.

33. A. D. Gironde, C 1757, p. 101-102.

34. A. D. Gironde, C 1757, p. 15.

par les autorités municipales. Le premier, qui a été reçu en 1755, ne prête serment devant la Jurade que le 6 juin 1757, Jean, reçu quant à lui en 1762 se soumet à la même formalité le 17 mai 1764³⁵.

Les statuts prévoient encore le versement de sommes de vingt-quatre livres aux œuvres de la Ville et de douze livres à la « boîte », réduites de moitié pour les fils et gendres de maîtres. Les frais de banquet sont prohibés. Si le montant de l'indemnité prévue pour la prestation de serment en faveur de la ville reste bien encore au XVIII^e siècle de vingt-quatre livres, celui qu'exigent les maîtres a été considérablement revalorisé à la même époque. En 1756 lors de son mariage, les parents d'Étienne Laclotte s'engagent à payer pour lui les frais de réception dans la corporation qu'ils estiment à cinq cents livres³⁶. Les cent dix maçons non maîtres de Bordeaux écrivent le 29 septembre 1764 au contrôleur L'Averdy pour dénoncer les maîtres qui exigent d'eux des frais exorbitants, qu'ils chiffrent à trois mille livres, pour la réception à la maîtrise³⁷. Les bayles de la communauté protestent le 10 mars de l'année suivante que le prix de la réception à la maîtrise n'est pas fixé à mille écus comme le prétendent les compagnons mais reconnaissent que les charges qui pèsent sur la communauté, imposées la plupart par l'État, la contraignent à accepter les dons gratuits que veulent bien faire les nouveaux maîtres. Jean Laclotte, Nicolas Béraud et Joseph Dardan, reçus en 1762³⁸, déclarent en annexe à cette réponse avoir volontairement donné de l'argent pour la caisse de la frairie³⁹.

L'affaiblissement de la corporation

Comme toutes les corporations d'artisans de toutes les villes du Royaume, celle des maîtres maçons de Bordeaux doit affronter dans les dernières années de l'Ancien Régime l'opposition des milieux économiques « libéraux », parfois appuyés par les autorités locales. On sait quelle était leur puissance dans une ville dont le moteur économique restait avant tout le commerce. L'hostilité aux jurandes n'a alors rien de nouveau. Le professeur Roudié, dans son introduction à la publication d'une enquête sur les corporations bordelaises en 1521, décrit comment celles-ci devaient déjà faire face au XVI^e siècle à l'hostilité des édiles et de la bourgeoisie marchande dans des villes comme Bordeaux et Lyon, ce qui « pourrait faire supposer que les villes qui vivaient essentiellement du négoce, et de ce fait étaient largement ouvertes aux marchandises et aux gens, furent plus tôt que les autres sensibles aux avantages de la libre initiative et de la concurrence »⁴⁰. Pas plus au XVIII^e siècle qu'au XVI^e siècle les corporations n'entendent renoncer sans lutter à leurs avantages et prérogatives ; les conflits qui opposent les maîtres bordelais à leurs compagnons, aux autorités et à ceux qui plus généralement refusent leur monopole ont été récemment décrits par Bernard Gallinato⁴¹. Les problèmes rencontrés par la frairie des maîtres maçons alors que les frères Laclotte en sont membres, ou ennemi déclaré pour l'un d'entre eux, ne diffèrent en rien de ceux que rencontrent les autres corporations de la cité.



21 | Armoiries de la corporation des maîtres maçons architectes de la ville de Bordeaux.

L'opposition des compagnons

Depuis les années 1740, un vent de fronde souffle parmi les maçons qui tentaient de s'organiser pour lutter contre l'autorité des maîtres. En 1743 il a fallu deux arrêts successifs du Parlement, les 28 juin et 23 décembre, reprenant les arrêts plus anciens des 2 mai 1675 et 1^{er} juin 1720, pour leur interdire de se grouper ou de s'organiser à leur tour en corps de métier indépendant et pour défendre « à tous Religieux, Communautés, même à tous Curés, tant de la présente Ville que fauxbourgs d'icelle, de recevoir chez eux lesdits Compagnons Maçons à titre de dévotion & Confrairie, ni de leur prêter aucune Chapelles ou autres lieux pour faire leurs assemblées... »⁴².

Au début de l'année 1766 les compagnons réussissent à obtenir du Parlement un arrêt qui leur permet provisoirement de s'assembler pour élire un syndic et des répartiteurs pour la rédaction du rôle de la capitation et de l'industrie. Dès le mois de juin suivant, sur la plainte des bayles de la corporation, un nouvel arrêt annule le précédent et rappelle la validité des arrêts des 2 mai 1675, 1^{er} juin 1720, 8 juin et 23 décembre 1743⁴³. L'établissement des rôles de la capitation et de l'industrie de tout le métier est laissé à la discrétion des maîtres qui imposent les compagnons à leur convenance, de manière à alléger leurs propres redevances. Ce n'est pas là le moindre des griefs de ces compagnons.

Les « Statuts » garantissent aux maîtres le monopole de la construction et interdisent aux compagnons d'entreprendre quelque chantier d'importance sinon « réparer, hausser ou accommoder » un édifice. L'interprétation de ces derniers termes peut être bien entendu différente selon que l'on se place du côté des maîtres ou de celui des compagnons. On l'a vu, les architectes tentent de limiter leur propre nombre et d'interdire l'accès des compagnons à la maîtrise en exigeant des frais de réception prohibitifs. Ils s'emploient de plus à dissuader les particuliers de les faire travailler à la journée ou au prix-fait. C'est du moins ce dont les accusent les compagnons en 1764⁴⁴.

Lors de l'instruction de l'enquête ordonnée par le contrôleur L'Averdy en 1765, les maîtres répondent le 10 mars sur ce dernier grief. Ils font observer qu'en exerçant simplement le droit et devoir de visite et contrôle des bâtiments, que leur octroient les lettres patentes du 17 mars 1734, ils ont régulièrement constaté que les maçons non maîtres se montraient incapables de bâtir correctement⁴⁵.

Par lettre du 9 octobre 1765, L'Averdy charge l'Intendant de transmettre une fin de non recevoir aux maçons non maîtres. Sans s'arrêter aux abus des maîtres dénoncés par les compagnons, il estime que les plaintes de ces derniers « n'ont d'autre fondemens qu'une inquiétude déplacée, et le désir d'avoir la faculté de tenir entre eux des assemblées contre la disposition des réglemens »⁴⁶.

Cette conclusion ne va pas dans le sens d'un apaisement du climat entre les deux parties et les conflits ne vont jamais cesser entre elles. En 1766 par exemple les Jurats s'informent sur une « émotion » survenue chez les ouvriers des Laclotte qui ont refusé de lui rembourser l'avance, qu'il leur avait faite, de la dispense du service de la milice⁴⁷. Les incidents peuvent être plus graves, en juillet 1775 les maîtres assemblés décident

35. Archives municipales de Bordeaux. Tome sixième. Inventaire sommaire des registres de la Jurade..., p. 269 et 271.

36. A. D. Gironde, 3 E 17566, 28 mars 1756.

37. A. D. Gironde, C 4466, pce 8.

38. A. D. Gironde, C 1757, 2^e de couverture.

39. A. D. Gironde, C 4466, pce 10.

40. ROUDIE, Paul. *La Jurade et les métiers bordelais au XVI^e siècle...*, p. 163.

41. GALLINATO, Bernard. *Les Corporations à Bordeaux à la fin de l'Ancien Régime : vie et mort d'un mode d'organisation du travail.*

42. Arrêts de la Cour de Parlement des 28 juin et 23 décembre 1743, qui défendent les assemblées aux Compagnons Maçons.

43. Arrêt de la Cour de Parlement du 20 juin 1766, qui défend aux Compagnons de nommer entr'eux un Syndic & des Répartiteurs pour la rédaction du Rôle de leur Capitation et Industrie.

44. A. D. Gironde, C 4466, pce 8.

45. A. D. Gironde, C 4466, pce 10.

46. A. D. Gironde, C 4466, pce 16.

47. A. D. Gironde, 12 B 329, 18 novembre 1766.

de porter devant le Lieutenant criminel une affaire ayant opposé Georges Sabarot à un compagnon nommé La Réjouissance d'Orléans, suite à une altercation survenue entre celui-ci et le neveu et apprenti de Sabarot. Les maîtres représentent que « *depuis quelque temps les entreprises que ne cessent de se faire les compagnons tailleurs de pierre deviennent non seulement désavantageuses à chaque maître en particulier mais encore au public en ce que les ouvrages ne peuvent se consommer* ». Ils attribuent la fréquence des problèmes rencontrés dans le libre exercice de leur profession au fait que « *les entreprises des ouvriers prennent leurs sources dans ce qu'ils sont divisés sous différentes espèces de compagnonnage ce qui occasionne entre eux on peut le dire une guerre presque continuelle au point que lorsqu'il se rencontrent se font des batteries senglantes et qui deviennent aujourd'hui d'autant plus fréquentes qu'ils en viennent aux mains jusquemême dans les chantiers ou ils ne devoient être que pour s'occuper de leur travail...* »⁴⁸.

Plus significatives quant à la réalité de l'autorité que la corporation conserve encore à la fin de l'Ancien Régime semblent les nombreuses constructions qu'édifient au mépris des règlements de simples compagnons qui se déclarent « entrepreneurs ». Ces contraventions aux lois s'accomplissent au vu et su de tout un chacun, et quasi officiellement puisque certains de ces compagnons passent marché devant notaire avec leurs maîtres d'ouvrage. On citera par exemple le contrat conclu en 1784 entre un sieur Lafiteau et Louis Gaudin jeune « *entrepreneur en maçonnerie* » pour la construction d'une maison rue Planterose⁴⁹, ou en 1787 entre le négociant Jean Roulle et le maçon Jean Bella pour la construction d'une autre maison rue Mercière près de la porte d'Aquitaine⁵⁰.

Les rapports avec les autorités

Les rapports qu'entretiennent la Jurade et la corporation au XVIII^e siècle ne manquent pas d'une certaine ambiguïté. La ville a longtemps tenu le rôle à la fois de protecteur et d'autorité de tutelle pour les corporations. En cas de conflit avec les Jurats, les architectes ont la possibilité de demander l'arbitrage de l'administration royale et du Parlement. La corporation n'a d'existence légale que parce que le Roi l'a autorisée par lettres patentes, et parce que le Parlement a enregistré ces lettres. L'essentiel des pouvoirs que l'on peut qualifier d'officiels dont jouissent les maîtres ne lui a pas été attribué par l'autorité municipale. C'est le Parlement qui les reconnaît comme experts dans les affaires relevant de leur art. C'est le Roi qui leur a octroyé en 1734 un droit de contrôle sur toutes les constructions dans la ville et dans sa banlieue, les instituant de fait auxiliaires du Bureau des finances. Ce Bureau choisit de plus parmi eux son « *inspecteur* ». Si les maîtres acceptent encore de prêter serment en Jurade et par là de respecter vis-à-vis d'elle les formes d'une certaine dépendance, ils n'en ont pas moins conquis une certaine autonomie et n'estiment plus relever quant à leur légitimité de la seule ville.

La crise du pouvoir judiciaire ouverte en 1770 prive les maîtres de leur soutien principal. Dès avant que le chancelier Maupéou n'ait fait subir aux cours de Bordeaux le sort de celles de Paris, les Jurats entreprennent de s'attaquer aux prérogatives de la compagnie. La manœuvre est sans doute trop hâtive. Par une ordonnance du 15 janvier 1771, le corps de ville tente d'imposer des règles techniques de construction et surtout

charge l'architecte Richard-François Bonfin, qui n'appartient pas à la corporation, d'en contrôler l'application. Les édiles écartent donc la frairie du rôle que lui a confié le Roi depuis 1734⁵¹. Cette dernière contre-attaque immédiatement et ses bayles, dont Jean Laclotte, obtiennent juste avant le renvoi du Parlement un arrêt qui annule en partie l'ordonnance municipale. Le texte commet exclusivement les syndics de la profession aux fins de visiter tous chantiers en cours dans la ville deux fois par mois. Il fixe également à vingt-cinq ans l'âge minimum requis pour qu'un maître puisse faire des expertises. La cour ordonne enfin la transcription de son arrêt sur les registres de la ville⁵². Le lendemain du jour où le Parlement rend ce dernier arrêt, les Jurats qui refusent apparemment d'accepter leur défaite, défendent par appointment aux architectes, en se référant aux statuts de leur corporation, de « *faire aucun sous-marché, céder leur entreprise, ni autrement de quelle manière que ce soit aux Maçons non Maîtres* ». Ils enjoignent de plus ces maîtres de « *faire, ou faire faire par Ouvriers suffisants et capables, tous les ouvrages & travaux qu'ils entreprendront bien & dûment conditionnés, suivant les règles de l'Art...* »⁵³. C'est là une manière de souligner le laxisme et la mauvaise foi des maîtres qui ne peuvent être aux yeux des Jurats juges et parties lorsqu'ils acceptent de sous-traiter certains chantiers avec des compagnons. Cet appointment va être observé aux dépens des Laclotte ; en 1777 ils sont condamnés pour avoir bâti un édifice pendant une période prohibée et pour se défendre ils rejettent sur des maçons la responsabilité de l'accident survenu sur leur chantier. L'affaire donne lieu à un nouvel appointment des Jurats qui défendent « *tant audit Laclotte qu'à tous autres maîtres maçons et architectes de la présente ville de faire sous aucun prétexte que ce puisse être des sous marchés avec leurs appareilleurs et autres leur ordonnant d'exécuter par eux memes les plans et devis qui leur seront remis par les particuliers...* »⁵⁴.

La charge de la Jurade tout juste achevée, les Trésoriers de France s'en prennent à leur tour à la corporation. Le Bureau des finances engage au mois de mai 1771 un architecte venu de Paris, François Lhôte, comme inspecteur « *des pavés, des alignemens et de la voyerie* » en lieu et place du vieux maître bordelais François Bousigon⁵⁵. Comble de l'humiliation, à la demande de Lhôte le Bureau fait effectuer quelques semaines plus tard une visite domiciliaire chez son prédécesseur, dans le but d'y découvrir des plans d'alignement qu'il aurait pu dissimuler⁵⁶. L'affaire ne reste vraisemblablement pas sans suite, les maîtres ont dû obtenir justice et la création d'un second poste réservé à l'un d'entre eux puisque, alors même que Lhôte est toujours en fonction en 1778, le maître maçon bordelais Antoine Grasset prête le serment d'inspecteur du Bureau des finances pour la voirie en remplacement de son confrère Mathieu Valance⁵⁷. On remarque d'ailleurs que dans les documents émanant du Bureau, Lhôte n'est jamais désigné sous le nom d'architecte, mais plutôt comme inspecteur ou ingénieur.

48. A. D. Gironde, C 1757, p. 56-57.

49. A. D. Gironde, 3 E 20374, 18 mai 1784.

50. A. D. Gironde, 3 E 26619, 24 février 1787.

51. Ordonnance de MM. les Maire, Sous-Maire & Jurats, Gouverneurs de Bordeaux, Juges Criminels & de Police du 15 janvier 1771, portant Règlement pour la construction des Maisons dans la Ville & Fauxbourgs de Bordeaux.

52. Arrêt de la Cour de Parlement du 9 avril 1771, Concernant les Maîtres Maçons & Architectes, portant des nouveaux Règlements sur les Bâtisses.

53. Appointment de MM. les Maire, Lieutenant-de-Maire & Jurats, Gouverneurs de Bordeaux, Juges Criminels & de Police du 10 avril 1771.

54. A. D. Gironde, C 1757, p. 77 ; A. D. Gironde, 3 E 48577, 22 décembre 1786. La mauvaise habitude ne fut pas cependant perdue par les Laclotte qui continuèrent à recourir à ce procédé. En 1786 des ouvriers durent témoigner devant notaire que la construction d'un chai avait été « *depuis le commencement jusqu'à son entière perfection dirigée et faite sous les yeux de Jean Laclotte Jeune, Maître architecte juré de cette ville* ».

55. A. D. Gironde, C 4218, 18 mai 1771.

56. A. D. Gironde, C 4218, 28 août 1771.

57. A. D. Gironde, C 4218, 18 mai 1778.

Le refus du monopole corporatif

En proie à une crise interne dans la mesure où elle contrôle de plus en plus difficilement les compagnons qui sont théoriquement soumis à sa « juridiction », en butte aux attaques d'ennemis institutionnels, la corporation des maîtres maçons doit faire face dans la seconde moitié du XVIII^e siècle à un mouvement latent de refus de son monopole de la construction. Sans être d'origine philosophique, il ne semble pourtant pas uniquement lié à de strictes questions d'intérêts. À la fin de l'Ancien Régime semble définitivement admis le principe de distinction entre « *architectes maîtres* » et « *architectes-artistes et ingénieurs* ». Ces derniers personnages se comptent sur les doigts d'une main à Bordeaux. Il s'agit de Messieurs « *Brémontié, ingénieur en chef des Ponts & Chaussées, Bonfin, ingénieur, architecte de la ville, Lhôte, ingénieur, architecte de la voyerie, Lartigue, architecte, Dufar, ingénieur, architecte de l'ordre de Malte* »⁵⁸.

Le professeur Taillard a mis en évidence le mépris dans lequel les architectes membres de l'Académie des Arts de Bordeaux, créée en 1768, tiennent les maîtres maçons. Il n'a d'égal que celui dans lequel les tiennent eux-mêmes les académiciens de Paris. Le choix de certains parents qui envoient leur fils suivre l'enseignement de l'Académie royale d'architecture et de maîtres aussi prestigieux que Mique, comme il a été signalé plus haut, semble indiquer que la formation dispensée par les académiciens bordelais n'avait pas, à leurs yeux du moins, plus grande valeur que celle des maîtres maçons. Ce rejet de l'enseignement traditionnel, même de la part d'un maître comme Étienne Laclotte qui envoie son fils à Paris, exprime bien l'essoufflement du système de formation corporatif. Il réduit l'horizon des aspirants aux limites de la ville, voire de la province, ce qui n'est plus satisfaisant dans ces années précédant la Révolution. Les académiciens du cru ne proposent aucune solution sérieuse pour pallier sa faillite.

Les architectes académiciens « bordelais » considèrent qu'ils exercent un art libéral qu'il ne peut être question de comparer à l'art mécanique des maîtres maçons. Leur activité est essentiellement intellectuelle, au contraire de celle des maîtres qui reste à leurs yeux purement manuelle⁵⁹. Des « grandes » figures de l'Académie seul Lartigue, devenu professeur de manière non expliquée, est originaire de Bordeaux, Bonfin, l'architecte de la ville et Lhôte, celui du Bureau des finances viennent tous deux de Paris. Non seulement ils refusent le monopole de la corporation mais ils déniaient aux maîtres maçons de Bordeaux la qualité même d'architectes. Ces artisans, pour la plupart extrêmement modestes, travaillent dans une ville qu'ils ont vu s'enrichir considérablement en trois à quatre décennies, devenir cosmopolite, et dont les élites cherchent à imiter le goût de la capitale. Même si les architectes « parisiens » qui se fixent à Bordeaux sont loin de posséder le talent des Gabriel, Barreau ou Louis, ils n'en possèdent pas moins un certain prestige qui leur permet de regarder les maîtres de haut. François Lhôte, le chef de file de l'Académie, tient ces derniers à sa merci grâce au pouvoir que lui donne sa fonction d'ingénieur de la voirie au Bureau des finances. Il n'est guère que les Laclotte qui peuvent se permettre de lui rendre le mépris qu'il affiche à l'endroit des membres de la corporation, Étienne ne s'en prive pas après l'affaire les ayant opposés en 1776. La corporation n'a pas cependant que des adversaires parmi les praticiens venus de Paris ou

d'autres provinces. Gabriel Durand, qui travaille sur le chantier du nouveau théâtre dans l'équipe de Victor Louis, s'intègre parfaitement au milieu bordelais traditionnel, les maîtres l'ont reçu dans leur compagnie en 1779.

C'est à vrai dire au sein de leur propre camp, et plus étonnamment encore dans la plus puissante des familles de la corporation que les maîtres maçons rencontrent leur ennemi le plus acharné en la personne de Michel Laclotte, dont il faut rappeler ici pour mémoire qu'il est fils d'un maître, frère de deux maîtres, gendre et neveu d'un maître, beau-frère d'un autre maître. Entre 1762 et 1768 il s'oppose violemment aux bayles des architectes avant de rompre toute relation avec eux. L'opposition de Michel Laclotte à la corporation est exemplaire en ce sens qu'il en rejette les deux fondements, il ne supporte pas son autorité et il lui conteste son monopole, tout comme les Jurats, les maçons non maîtres et les « *architectes-artistes* ».

En 1762, alors qu'il utilise déjà abusivement le titre de maître depuis au moins l'année précédente, il somme les bayles de le laisser passer sa maîtrise, estimant qu'ils retardent son examen par un abus de pouvoir caractérisé⁶⁰. A ces mêmes bayles qui l'assignent devant les Jurats le 17 janvier 1764 pour le contraindre à passer l'épreuve de la maîtrise ou à renoncer à l'exercice du métier d'architecte, Michel répond pour le moins agressivement. Il leur reproche de « *se décorer du titre de maître architecte* » et de le désigner par mesure vexatoire sous le nom de maçon. Il affirme que leur assignation ne peut être « *considérée que comme une véritable tracasserie* ». Enfin plus grave encore, il rompt avec la corporation en développant l'argument que reprennent plus tard les académiciens. Il refuse la confusion entre architecte et maître maçon et « *declare et réitere bien intelligiblement que de meme qu'il n'a pas fait de suite de son premier dessein de parvenir a leur metrise, il y renonce tres expressement, et purement et simplement* » mais « *les supplie humblement de ne plus trouver mauvais qu'il s'occupe a l'etude de l'architecture, liberté qui luy est naturelle comme a tous les hommes, ou de s'adonner a telles autres sciences, arts et combinaisons, ce qui doit etre très indifferant auxd. bayles desqu'encore une fois le comparant n'entreprendra rien sur leur profession de maitres maçons* »⁶¹. Malgré ces propos définitifs, les relations de Michel Laclotte avec la corporation semblent être devenues plus sereines, il semblerait qu'il ait finalement passé sa maîtrise et soit rentré dans la compagnie⁶². Pourtant le 16 juin 1768 il démontre sans ambiguïté et en termes violents qu'il reste totalement réfractaire à l'esprit corporatiste. Il dénonce l'arbitraire des bayles qu'il accuse d'avoir « *par une passion des plus marquées* » porté ses impositions annuelles pour l'industrie et la capitation à cent huit et quarante livres alors que les deux années précédentes il n'avait payé que douze et cinq livres. Il leur reproche de ne l'avoir jamais appelé dans les assemblées et de tenir à l'écart les maîtres les plus modestes. Il conclut qu'il doit abandonner la maîtrise et somme son beau-frère Dardan, bayle cette année-là, « *de cesser à l'avenir de le porter dans aucuns de rolles* » et « *de luy payer et rembourser au plus tard dans trois jours la somme de trois cent lievres qu'ils ont [les bayles] exigé de luy pour sa presentation, et environ pareille somme qu'ils luy ont fait consommer pour autres fraix lors de sa. réception* »⁶³.

60. A. D. Gironde, 3 E 24401, 24 et 28 juillet 1762.

61. A. D. Gironde, 3 E 20561, 19 janvier 1764.

62. Le nom de Michel Laclotte ne figure pourtant ni dans la « *Liste Des Maîtres Maçons-Architectes Jurés Experts, Contrôleurs des Bâtiments, Intendants de Maçonnerie de la Ville & Fauxbourgs de Bordeaux, avec l'année de leur réception & leur demeure.* » publiée en 1772, ni dans la « *Liste des Maîtres-Maçons-Architectes, Jurés-Experts, Contrôleurs des Bâtiments, Intendants de Maçonnerie de la Ville & Fauxbourgs de Bordeaux, avec l'année de leur réception.* » publiée en 1787. Selon toute vraisemblance Michel Laclotte ne prêta jamais serment de maître devant les Jurats.

63. A. D. Gironde, 3 E 7451, 16 juin 1768.

58. *Almanach de commerce, d'arts et métiers pour la ville de Bordeaux, précédé de l'état actuel des Corps administratifs, Judiciaires, & c. pour l'année 1791*, p. 67.

59. TAILLARD, Christian. *Théorie et pratique de l'architecture selon l'Académie des Arts de Bordeaux, 1768-1793*, p. 141.

Le cas particulier des Laclotte, entre association et clientélisme

Des architectes en société, des associés agrégés

Au farouche individualisme qui règne dans une communauté théoriquement régie par des règles de confraternité, qu'ils observent par ailleurs scrupuleusement, Étienne et Jean Laclotte substituent des formes originales de collaboration avec certains de leurs confrères, avec des compagnons, voire avec des artisans qui appartiennent à d'autres corps de métier liés au bâtiment. C'est en premier lieu en famille, comme l'avait voulu leur père qu'ils s'appliquent à réunir leurs talents et se groupent en société jusqu'en 1772.

Après cette date on peut considérer que les Laclotte ne sont plus tout à fait des architectes comme les autres maîtres bordelais. Grâce à leur habileté et sans doute à leurs compétences, ils ont déjà développé leurs affaires de façon considérable. Ils ajoutent aux activités traditionnelles de leur métier celle, entre autres, de lotisseur, qu'ils ne vont cesser d'exercer jusqu'à la Révolution. L'importante charge de travail qu'entraînent ces occupations les conduit en permanence à collaborer avec des associés. Après le départ de Michel de leur société, Étienne et Jean Laclotte continuent à travailler ensemble, ils sont rejoints dès 1772 par Blaise Despujols, puis à partir de 1776 par leur jeune confrère Jean Martin et brièvement par Barthélemy Sansine.

Les Laclotte ne choisissent pas nécessairement les gens avec qui ils doivent travailler à l'intérieur de la corporation. Blaise Despujols et Jean Martin, leurs associés que l'on peut considérer comme permanents en sont bien membres mais Michel Laclotte qui épisodiquement fait des vacations pour ses frères a quitté la compagnie des maîtres avec fracas en 1768. Antoine Despujols, associé éphémère des Laclotte et de son frère Blaise, n'est pas maître à Bordeaux. Barthélémy Sansine n'a jamais présenté son chef-d'œuvre, ses associés lui laissent pourtant signer des contrats et diriger des chantiers. Il est simple compagnon mais effectue le travail que théoriquement les Laclotte auraient dû accomplir eux-mêmes ; son cas ne semble pas isolé, en 1777 d'autres maçons conduisent pour leur compte la construction des chais du négociant Duffourg⁶⁴.

Certains personnages, sans être associés aux Laclotte, paraissent évoluer dans leur mouvance. Gabriel Bergerac, père du maître maçon Jean-Baptiste Bergerac, est bourgeois de Bordeaux et se dit « *entrepreneur de ponts et chaussées* ». En 1788 Étienne et Jean lui revendent une partie des terrains qu'ils possèdent rue de la Trésorerie dans le faubourg Saint-Seurin et lui prêtent de l'argent pour sans doute l'aider à réaliser une opération immobilière⁶⁵. En 1792 c'est à Jean Salomon qui, aspirant à la maîtrise, travaille pour leur compte, qu'ils revendent un terrain dans le même quartier⁶⁶. Au plus fort de la Révolution, Étienne continuera à entretenir des relations d'affaires avec Jean-Baptiste Bergerac, dont le père est mort en 1790, lui vendant de nouveaux terrains et des maisons, toujours dans le même quartier⁶⁷.

Une clientèle de compagnons

Durant toute leur existence, les « sociétés » Laclotte restent pour le moins informelles, ne possédant évidemment pas ce que l'on nomme aujourd'hui un siège social. Dans les très nombreuses annonces que publient les architectes et leurs associés,

ils donnent pour adresse leur propre domicile, éventuellement l'adresse du notaire chargé de dresser les actes de la vente ou de la location proposée. Des remises, des écuries, suffisent à entreposer leur matériel de chantier, leurs voitures et quelques matériaux, à abriter les chevaux ou autres animaux de trait qui servent aux charrois. Elles se situent à partir des années 1770 dans le lotissement qu'ils conduisent à proximité de la rue Fondaudège, près du domicile d'Étienne⁶⁸. Sans doute deviennent-elles trop exiguës, à moins que Jean Laclotte ne désire également disposer d'un dépôt à proximité de son propre domicile, puisque dans la décennie suivante il loue rue des Lauriers d'autres écuries et greniers à foin⁶⁹.

Quant aux ouvriers des Laclotte, tout laisse à penser qu'ils ne sont pas des employés permanents mais des prix-fauteurs ou compagnons qu'ils recrutaient ou renvoyaient au gré de leurs besoins en main-d'œuvre. Ce système d'offre et de demande qui régissait les rapports entre maîtres et compagnons et entretenait la précarité de l'emploi chez ces derniers n'était pas, comme il a déjà été évoqué, sans provoquer de problèmes. Parmi la foule des anonymes qu'ont employés les Laclotte durant leur carrière, les noms de quelques-uns sont malgré tout connus. Le patronyme de certains n'évoque rien de particulier, on songe à tous ceux pour qui il est un simple prénom mais encore aux Laforêt, Momelat, Bara, Cazeau, Castilhon ou autres Rousseau. D'autres noms, qui sont les plus nombreux et en réalité souvent des surnoms, fleurissent le compagnonnage : Ladouceur, La Liberté, Carabin, Legros, Jolicœur, Lodève, Lapensée, Besou, Lajeunesse, Grand-Gascon, L'Espérance, Francœur, Laroze, Pistolle, Saintonge, Périgord, Blayais, Lageroflée⁷⁰.

Ces compagnons sont en général étrangers à la ville ; Carabin, Legros et Bara viennent respectivement de Compey, Lavau et Saint-Martin-Château en Poitou⁷¹. Ils n'y résident en général que peu de temps. Certains comme Laforêt, Momelat, Ladouceur et La Liberté, tous quatre tailleurs de pierre, travaillent pour leur compte en société. Les Laclotte n'hésitent pas à leur confier des ouvrages à la tâche ; pour les plus importants, il s'agit par exemple d'édifier, par les derniers cités la maçonnerie d'une maison de négociant de l'îlot Louis, ils sont dirigés par leur appareilleur Sansine⁷². Comme ce dernier, les ouvriers les plus spécialisés sont fixés à Bordeaux ; on remarque dans l'entourage des Laclotte les noms connus dans la ville des maçons François Roumilhac, Léonard Desbordes, Joseph Camirieux, François Béraud, du tailleur de pierre Antoine Dieudavou⁷³.

Étant donné le nombre et l'importance de leurs chantiers, les Laclotte, Despujols et Martin ne peuvent pas contrôler toutes les activités de leur société. C'est donc on le soupçonne tout un monde de maçons qui gravite autour d'eux, constituant une véritable clientèle. Ils se les attachent en leur donnant bien sûr du travail mais aussi en leur permettant d'accéder à ce qui peut alors passer dans ce milieu pour une certaine aisance. Un rapide examen de la liste très significative des acheteurs de terrains dans des lotissements que l'on pourrait qualifier de populaires, comme ceux des quartiers de la rue de la Trésorerie ou de Terre-Nègre, révèle la présence d'un nombre important de ces ouvriers, vraisemblablement employés pour la plupart par les Laclotte. On trouve ainsi le

64. Appointement de MM. les Maire, Lieutenant-de-Maire & Jurats, Gouverneurs de Bordeaux, Juges Criminels & de Police du 18 juillet 1777.

65. A. D. Gironde, 3 E 20609, 8 février 1788 ; 3 E 20609, 30 mars 1788.

66. A. D. Gironde, 3 E 48597, 10 juin 1792.

67. A. D. Gironde, 3 E 19199, 1^{er} août 1793 ; 3 E 19205, 8 pluviôse an III ; 3 E 19208, 4 ventôse an IV.

68. Annonces, affiches et avis divers, n° du 16 juillet 1778. Ce jour-là, le notaire Duprat y propose des emplacements à vendre « joignant les écuries des sieurs Laclotte ».

69. A. D. Gironde, 3 E 20604, 3 septembre 1785. Protestation de Jean Laclotte contre le sieur Mamousse qui lui loue ces locaux et a prétendu qu'ils se trouvaient en mauvais état lorsque l'architecte lui en a rendu les clés peu avant cette date.

70. A. D. Gironde, 3 E 20588, 10 novembre 1777 ; 3 E 48577, 22 décembre 1786 ; 3 E 48582, 25 octobre 1787 ; G 3331, octobre 1781 ; G 3335, 31 mai 1788.

71. A. D. Gironde, 3 E 48577, 22 décembre 1786.

72. A. D. Gironde, 3 E 20588, 10 novembre 1777.

73. A. D. Gironde, 3 E 48582, 25 octobre 1787 ; 3 E 20611, 9 février 1789.

maçon Jean Duclou et les tailleurs de pierre Jean et Pierre Delbalat, Jean Audubert, Jean Cazaux, François Salmon, Nicolas Maumelat, François Pompidou, qui achètent des terrains à bâtir rues Paulin, Lufflade et Naujac entre 1785 et 1790, pour des sommes étonnamment modiques ou en échange de travaux⁷⁴. Près de la collégiale Saint-Seurin ce sont encore les maçons Jean Girard, Jean Forestier, Jean Rousseau et Joseph Goudenat, l'appareilleur Jean-Nicolas Menot, les tailleurs de pierre Jean Baptiste et Pierre Cadrey qui acquièrent des lots dans les mêmes conditions avantageuses de 1785 à 1792⁷⁵.

Un réseau d'obligés

La clientèle des Laclotte ne se restreint pas aux seuls maçons, elle s'étend à des maîtres et compagnons de tous les métiers liés au bâtiment, avec lesquels ils entretiennent des relations professionnelles. Ainsi toujours parmi les acquéreurs de terrains des lotissements situés dans les quartiers occidentaux de Saint-Seurin rencontre-t-on le « *demolisseur de vieilles maisons* » Pierre Audureau qui achète deux terrains⁷⁶, les serruriers Jacques Bigot, Jean-Baptiste Labroille et Jean Lufflade, ce dernier va laisser son nom à une rue⁷⁷. Dans ces mêmes lotissements les menuisiers sont particulièrement représentés, on rencontre les noms de François Delpy, Jean Lasserre, Jacques Granon, Jean Robert et Eymond Lacassaigne⁷⁸. Les frères Piffon, vitriers, et leur confrère Antoine Dangas⁷⁹, le couvreur Étienne Augé, le carreleur Guillaume Boygé, le plâtrier Pierre Claude, le peintre Philippe-Charles Gilain, le charpentier Arnaud Robert comptent encore au nombre des acquéreurs de lots⁸⁰. Certains d'entre eux s'acquittent du montant de leur achat en « *ouvrages de leur métier* », comme le charpentier de haute futaie Pierre Vidal, le menuisier Jean Fairau ou le serrurier Jean Damoy⁸¹. Ce système de paiement en travaux sera encore plus usité sous la Révolution, alors qu'Étienne liquide les affaires encore communes avec les héritiers de son frère, la crise fiduciaire ne doit pas être étrangère à cette pratique.

Cette liste de noms, comme de métiers, n'est bien sûr pas exhaustive, les multiples quittances, les sommations que les artisans adressent aux Laclotte, par lesquelles ils les interpellent, généralement au titre de tiers, dans des affaires les opposant entre eux, permettent de soupçonner l'importance du nombre de personnes travaillant avec les deux architectes, et qui sont souvent leurs obligés, ainsi que la diversité des professions auxquelles ils font appel. Ainsi aux noms de charpentiers déjà cités il faut ajouter par exemple ceux de Jean Bonnain, auquel Jean Laclotte prête en 1778 quatre cents livres « *remboursable dans le cours de quatre années et ce en ouvrages de charpenterie dans les maisons et autres édifices que fera bâtir ledit sieur Laclotte* », de François Baour auquel Étienne Laclotte donne en 1794 un grand terrain rue Tronqueyre pour le dédommager des sommes qu'il lui doit pour des travaux antérieurs⁸². Au couvreur Léonard Emeric, c'est

toujours en échange de travaux que les Laclotte cèdent en 1789 un emplacement avec une maison commencée de bâtir, sur un terrain qu'ils avaient pris à fief en 1781 du président d'Augeard près du Pont du Guit⁸³. Pour le plâtrier Jacques Abadie ils construisent une maison rue Saint-Fort sur l'emplacement de deux vieilles échoppes ; sur son prix l'artisan doit leur régler huit cent quarante livres en ouvrages⁸⁴.

Il faudrait encore évoquer les « *marchands pierriers* » qui sont en relation avec les Laclotte, comme Alexis Marie, de Cérons, qui en 1770 leur demande de se substituer à son confrère Laurent Clavet, de Béguey, qui lui doit de l'argent, ou Pierre Seguin, de Bayon près de Bourg, qui leur emprunte de l'argent en 1773⁸⁵. Un créancier de Pierre Conchon « *entrepreneur de la faction de puits et sortie des terres de caves* », s'adresse à eux, également en 1773, pour se faire payer des sommes que celui-ci lui paraît lui devoir⁸⁶. Le maréchal-ferrant Poirié leur fait la même demande en 1762 car leur charretier bien nommé Soucy reste son débiteur, tout comme le marchand de fourrage Pouzet vis-à-vis de son confrère Noël Deséans en 1774⁸⁷. Ce Pouzet semble coutumier des indécidables car l'année suivante il oublie de livrer aux deux frères le fourrage qu'ils ont payé d'avance pour les bêtes qui assurent les charrois de matériau sur leurs chantiers⁸⁸.

D'autres membres de métiers, que l'on peut considérer comme plus nobles, apparaissent dans l'entourage des Laclotte. En 1774 leur frère Pierre loge un « *peintre d'oreur* » dans sa maison du cours de Tourny⁸⁹, en 1786 le peintre Thomire séjourne à Bordeaux⁹⁰, il habite dans un appartement de Jean Laclotte, rue Judaïque⁹¹. Quant au sculpteur Gué qui travaille pour les architectes, il lui arrive la même mésaventure qu'aux artisans déjà cités, et ses employeurs doivent en 1772 le suppléer pour régler son cordonnier qui lui réclame quelque arriéré de compte⁹². En 1787 le « *sculpteur en marbre* » André Queva s'engage à réaliser dans les trois ans pour quatorze mille livres d'ouvrages de sculpture, montant du prix d'un terrain et d'une maison proches du Jardin Public, que lui vend Étienne Laclotte⁹³. Quant à son confrère Pierre Basset, ses comptes avec les Laclotte montent à plusieurs dizaines de milliers de livres lorsqu'il leur achète un emplacement rue Victoire-Américaine en 1790⁹⁴.

74. A. D. Gironde, 3 E 21598, 18 décembre 1785 ; 3 E 21600, 21 août 1786 ; 3 E 21603, 19 janvier 1788 ; 3 E 21603, 20 janvier 1788 ; 3 E 48583, 28 mars 1788 ; 3 E 48593, 17 janvier 1790.

75. A. D. Gironde, 3 E 21598, 28 décembre 1785 ; 3 E 48583, 29 avril 1788 ; 3 E 48584, 1^{er} juin 1788 ; 3 E 48593, 17 janvier 1790 ; 3 E 31350, 13 janvier 1792 ; 3 E 21606, 23 novembre 1789 ; 3 E 21607, 22 mars 1790.

76. A. D. Gironde, 3 E 20686, 9 décembre 1776 ; 3 E 20589, 14 février 1778.

77. A. D. Gironde, 3 E 21584, 26 juillet 1775 ; 3 E 21585, 22 octobre 1776 ; 3 E 5623, 14 février 1784 ; 3 E 21603, 14 janvier 1788.

78. A. D. Gironde, 3 E 5623, 14 février 1784 ; 3 E 21596, 11 août 1784 ; 3 E 21596, 30 novembre 1784 ; 3 E 19337, 1^{er} mars 1785 ; 3 E 21604, 10 août 1788.

79. A. D. Gironde, 3 E 20587, 18 janvier 1777 ; 3 E 20587, 19 janvier 1777 ; 3 E 21596, 16 octobre 1784.

80. A. D. Gironde, 3 E 48553, 20 février 1778 ; 3 E 21601, 24 janvier 1787 ; C 4236, 9 juin 1787 ; 3 E 21606, 26 novembre 1789 ; 3 E 31351, 1^{er} mai 1792.

81. A. D. Gironde, 3 E 21596, 25 novembre 1784 ; 3 E 31337, 11 février 1788 ; 3 E 31350, 4 février 1792.

82. A. D. Gironde, 3 E 7488, 21 mars 1778 ; 3 E 31359, 20 pluviôse an II (8 février 1794).

83. A. D. Gironde, 3 E 20611, 9 février 1789.

84. A. D. Gironde, 3 E 20 585, 11 février 1776.

85. A. D. Gironde, 3 E 13059, 16 février 1770 ; 3 E 20580, 26 août 1773.

86. A. D. Gironde, 3 E 7472, 24 juillet 1773.

87. A. D. Gironde, 3 E 5907, 9 juillet 1762 ; 3 E 7475, 9 juillet 1774.

88. A. D. Gironde, 3 E 20584, 21 juin 1775.

89. A. D. Gironde, 3 E 7474, 1^{er} mars 1774. Ce peintre loue pour cinq cents livres par an une échoppe rue de la Taupe, aujourd'hui Lafaurie-de-Monbadon, à l'arrière de la maison de Pierre Laclotte, mais il a le droit d'emprunter la grande entrée du cours de Tourny pour y accéder.

90. PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 661. Thomire peint à cette époque le portrait de l'avocat Douat. Les Laclotte ont construit pour lui en 1777 une maison cours du Chapeau-Rouge.

91. *Journal de Guienne*, n° du 1^{er} décembre 1786.

92. A. D. Gironde, 3 E 13061, 21 mai 1772.

93. A. D. Gironde, 3 E 17870, 12 avril 1787.

94. A. D. Gironde, 3 E 20613, 15 avril 1790.

CHAPITRE IV

LES SOCIÉTÉS LACLOTTE ET LEURS ACTIVITÉS

UNE SOCIÉTÉ FAMILIALE (1761-1772) : UNE SOCIÉTÉ VERBALE – DES COLLABORATEURS OCCASIONNELS – LA DISSOLUTION ET LE PARTAGE DE LA SOCIÉTÉ JEAN LACLOTTE

DES SOCIÉTÉS PROFESSIONNELLES (1772-1793) : L'INTÉGRATION À LA SOCIÉTÉ JEAN LACLOTTE DE BLAISE DESPUJOLS – LES NOUVELLES SOCIÉTÉS DE 1776 – LE COUP DE FORCE DE JEAN LACLOTTE EN 1778 : UNE DISSOLUTION TOUTE THÉORIQUE – UNE SOCIÉTÉ « TACITE » – LES ASSOCIÉS ET SOCIÉTÉS « TEMPORAIRES » – LE PARTAGE DE 1793, LES PARTAGES POSTHUMES

L'exercice permanent de leur profession en « société » ne constitue pas la moindre des originalités de la carrière des Laclotte. À une époque de forte expansion du commerce international à Bordeaux, les exemples ne manquent pas de négociants et d'armateurs se groupant de manière à partager les risques des expéditions « à la grosse » ou ceux des assurances maritimes¹. Ils ont pu inspirer Jean Laclotte père qui dès 1756 organise son entreprise sur le modèle d'une société commerciale comptant deux associés, pratique juridique jusque là inconnue dans le milieu des artisans bordelais et en particulier dans celui des maîtres maçons. L'association qu'il impose à ses fils fonctionne en un premier temps comme le voulait Jean Laclotte père, sous l'autorité d'Étienne, mais elle ne résiste pas aux velléités d'indépendance de Michel et peut-être aux premiers grands succès professionnels des trois frères au début des années 1770. Par la suite dans les sociétés Laclotte qui se succèdent de 1772 à 1793 sont admis des « étrangers » à la famille. Autour de Jean et d'Étienne se constituent et se dissolvent des associations d'intérêts.

S'il n'est pas malaisé de déterminer les dates auxquelles sont fondées les successives sociétés Laclotte, qui exercent le plus souvent sous les raisons sociales de « *Jean Laclotte* » ou « *Jean Laclotte frères* », ni même de dresser un tableau de leurs principales activités, il semble plus difficile, en l'absence de documents, d'analyser les structures juridiques précises de ces sociétés non plus que d'en connaître les bilans financiers. Quatre textes seulement permettent de constater que les traités liant les Laclotte entre eux ou à leurs associés reprennent les statuts communs à la plupart des sociétés commerciales du

temps². Les Laclotte ne négligent pas de mentionner les noms des associés, la proportion des parts de chacun dans la société, éventuellement les clauses particulières régissant les rapports entre les associés, l'objet de cette société, sa durée prévue, les articles concernant la tenue des livres de compte. Ils ignorent en revanche obstinément l'ordonnance sur le commerce du mois de mars 1673 qui fait obligation de déposer au greffe de la Juridiction Consulaire les actes de constitution ou de dissolution de sociétés, ainsi que les actes modifiant la constitution ou les statuts de ces sociétés³.

Une société familiale (1761-1772)

Une société verbale

La première société Jean Laclotte, constituée entre Jean Laclotte père et son fils aîné n'arriva pas au terme des six années auxquelles avait été fixée sa durée par son initiateur. La veille de sa mort le 28 avril 1761, celui-ci dicte son testament à son notaire Jacques Guy ; à l'égard de ses fils il fait un dernier acte d'autorité en exigeant « *...que ses trois premiers enfans s'associent ensemble pour six années à compter du jour de son décès dans leur art et mettier d'architecte par portions egalles a part et profit et qu'ils entretiennent regulierement et de bonne foy ladite société dont il sera passé acte entre eux...* »⁴. La veille de la mort de leur père Étienne, Jean et Michel Laclotte ont signé l'acte constitutif de la société qui doit les conduire à travailler ensemble pour une période de six ans.

Les termes du « *traité* » liant les trois frères restent simples mais relativement contraignants. Les associés s'obligent à pratiquer leur métier exclusivement dans le cadre de la société, toute affaire ayant un rapport quelconque avec ce métier leur est commune. Les dépenses domestiques des trois frères qui résident chez leur mère rue Notre-Dame, les profits et les pertes de la société sont partagés à parts égales. Étienne qui tient la caisse et le livre des comptes est chargé d'en établir tous les six mois la balance et de la présenter à ses frères. Une telle association présente plusieurs avantages. Comme cela était le cas pour Étienne lors de son association avec son père, il devient inutile pour ses frères d'acquérir les coûteux outillage, matériel et équipement nécessaires à l'exercice de leur métier, dont il est prévu qu'ils doivent rester communs. Il leur devient possible de se consacrer à cet exercice et de parfaire leur formation sous le couvert de leur frère aîné qui seul à cette date possède la qualité de maître. La nouvelle société conserve son caractère intrinsèquement familial. Ses statuts doivent avoir été sinon rédigés du moins imaginés par Jean Laclotte père. Ils règlent en réalité de façon officielle une situation déjà existante entre les membres de la famille. Michel et Jean Laclotte respectivement âgés de vingt-neuf et vingt-huit ans à la mort de leur père ont commencé à travailler en sa compagnie et avec leur frère aîné dès avant cette époque.

Bien plus que quelques biens, dont l'usufruit revient d'ailleurs à son épouse, c'est donc avant tout un métier, une réputation et une clientèle que Jean Laclotte lègue à ses fils. Toute la décennie pendant laquelle ils travaillent ensemble, les trois frères n'abandonnent jamais le type d'activités qu'avait exercé leur père. Pour des particuliers ils édifient ou réparent de nombreuses maisons, hôtels, chais et entrepôts. C'est en 1762 qu'Antoine Royé les a chargés d'élever ses deux bâtisses de la rue des Remparts. Pour

1. Sur la notion juridique de société commerciale au XVIII^e siècle : *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, vol. 31, p. 228-231 et *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale...*, vol. LVIII, p. 480-501.

2. A. D. Gironde, 3 E 17566, 28 mars 1756 ; 3 E 13246, 28 avril 1761 ; 3 E 7480, 7 janvier 1776 ; 3 E 20585, 6 novembre 1776.

3. Les actes concernant les sociétés Laclotte auraient dû se trouver dans les « *sentences et inventaires* » du greffe de la Juridiction Consulaire entre 1756 et 1791, conservés aux Archives départementales de la Gironde sous les cotes 7 B 94 à 7 B 129.

4. A. D. Gironde, 3 E 13246, 28 avril 1761, voir pce just. II.

les avocats au Parlement Fourcade et Perreau ils ont construit en 1763 la grande demeure faisant l'angle des rues du Parlement-Saint-Pierre et des Capérans⁵, pour Madame Béchade ses deux maisons mitoyennes rue du Puits-Descaux et enfin la maison Laville à l'entrée de la rue Sainte-Croix. À partir de 1765 est entreprise l'édification de la vaste demeure du courtier Jean Ferrière, quai des Chartrons⁶. Pour le maître sellier Chamblan ils construisent plusieurs maisons à l'angle des rues du Loup, Judaïque en ville et des Trois-Canards. Le chantier est en cours en août 1766⁷. La même année les Laclotte n'abandonnent pas le quartier des Chartrons et semblent même y concentrer une large part de leurs activités, ils ouvrent un chantier rue Borie⁸ et bâtissent deux maisons mitoyennes sur le quai, l'une pour Madame Saige, l'autre pour le négociant Pierre Sauvage⁹. À partir de 1769 ils entreprennent sur ce même quai, pour le conseiller au Parlement Claude-Ange Domenge de Pic de Blays, la construction d'une nouvelle maison, de « *pavillons* » et de chais¹⁰. Dans la ville est rebâtie rue de la Rousselle la maison du négociant Ducos¹¹, d'importants travaux sont effectués dans l'hôtel que possède cours de l'Intendance le directeur général du domaine Pierre Dublan¹². En 1770 Étienne, Jean et Michel Laclotte construisent une grande maison sur le côté occidental de l'actuel cours Clemenceau, possédant une sortie sur la rue de la Taupe¹³, pour l'ancien jurat et négociant Nicolas Barreyre une autre maison est élevée sur le quai des Chartrons¹⁴, ainsi que celle du négociant Martin rue de la Fusterie¹⁵. L'année suivante est achevée rue des Remparts une autre grande maison destinée au maître cordonnier Clément Cousseilhat¹⁶. Toujours en 1771 débute l'édification de la demeure d'un sieur Drouillard¹⁷, et celle de l'hôtel de Lavaissière de Verdizan, tous deux situés sur la place Dauphine¹⁸. Au printemps de cette même année les trois frères bâtissent une maison pour le compte de l'hôpital Saint-André rue Saint-Fort¹⁹, et pour celui de l'hôpital de la Manufacture un ensemble de cinq échoppes situé dans l'angle nord-est du carrefour formé par le croisement des rues de la Taupe et de la Petite-Taupe²⁰. Pour un autre hôpital, celui de Saint-Louis ou des Incurables, qui se trouvait à proximité de la place d'Aquitaine, ils effectuent encore en 1771 d'importants travaux²¹. Pour leur frère Pierre, les Laclotte construisent une maison rue des Remparts en 1772²², dans le même temps ils bâtissent des chais derrière la maison du négociant Jean Black sur le quai des Chartrons²³.

À côté de tous ces travaux effectués pour le compte de simples particuliers ou d'institutions comme les divers hôpitaux de la ville, la société constituée par les trois frères se consacre à des chantiers commandés par des religieux, tant séculiers que

réguliers. Le 5 mai 1761, soit quelques jours après la mort de leur père, « les Laclotte » lui succèdent dans la fonction d'architecte du chapitre de Saint-André²⁴. Habiles à jouer de leurs alliances ils renforcent leur position privilégiée vis-à-vis du clergé. Le 15 mai Étienne devient architecte du chapitre de Saint-Seurin²⁵, en remplacement de son parrain Étienne Dardan qui n'était autre que son oncle et le beau-père « posthume » de son frère Michel. Pour les chanoines de la cathédrale la société entretient les maisons canoniales. Entre 1762 et 1772 onze d'entre elles seront réparées, certaines reconstruites partiellement²⁶. Le chapitre de Saint-Seurin confie lui aussi l'entretien de ses maisons, peu nombreuses, aux Laclotte²⁷; pour lui ils réalisent en 1771 l'une de leurs œuvres les plus célèbres, la tribune d'orgue de la collégiale²⁸. En 1772 ils commencent la construction d'un nouveau bâtiment pour le séminaire de la Mission qui se trouve à l'angle des rues Judaïque-Saint-Seurin et du Palais-Gallien²⁹.

À ses débuts la société Laclotte exerce, on le voit, des activités semblables à celles de tous les maîtres maçons et architectes bordelais, sans doute avec un peu plus de bonheur quant à la quantité des affaires qui lui reviennent. Elle participe timidement aux lotissements que l'on pourrait qualifier d'institutionnels, en ce sens qu'ils sont initiés par les autorités municipales ou royales, on pense aux maisons construites sur le cours de Tourny ou encore rue des Remparts. À partir du milieu des années 1760 les opérations d'urbanisme sont abandonnées pour leur aspect financier à l'initiative privée, sous la surveillance bien sûr du Bureau des finances. Entre 1764 et 1769 les Laclotte donnent les plans des trois importants lotissements entrepris par le conseiller Pierre-Henri Dumas de Laroque, puis par son voisin le gentilhomme verrier Patrice Mitchell et enfin par le faïencier Denis-Jacques-Ferdinand Hustin, lotissements qui bordaient au nord et à l'ouest les glacis du Château Trompette. Entre 1764 et 1772, donc avant la dissolution de leur société, ils construisent là plusieurs édifices dont la maison de Christophe Gernon, un jeu de paume et un hôtel jouxtant le Jardin Public³⁰.

Favorablement installés dans le faubourg Saint-Seurin dont dépendait l'actif quartier des Chartrons, y entretenant des relations très étroites avec son seigneur direct, le chapitre de Saint-Seurin, les Laclotte ne peuvent que participer, d'une manière ou d'une autre, à la dynamique créée par la nouvelle conjoncture. Aux entrées et le long des deux grandes voies qui traversent la paroisse, la rue Judaïque-Saint-Seurin que prolonge la rue Capdeville et la rue Fondaudège, ils constituent entre 1763 et 1771 un capital foncier en acquérant des terrains libres, des vignes, des jardins, de vieilles maisons, échoppes ou masures³¹. Ils vont construire là leurs propres demeures et des maisons destinées à être louées³².

5. Cette maison proposée en location par ses propriétaires et par les Laclotte présente trois travées en façade sur la rue du Parlement, haute de deux étages elle possède au premier un large balcon sur trompe.

6. Archives de la famille Ferrière.

7. A. D. Gironde, 12 B 329, 11 août 1766.

8. A. D. Gironde, 12 B 329, 18 novembre 1766.

9. A. D. Gironde, 3 E 13252, 16 juin 1767.

10. A. D. Gironde, 3 E 24426, 27 mars 1775.

11. A. D. Gironde, 3 E 21701, 4 juillet 1774.

12. A. D. Gironde, 3 E 6229, 10 août 1769.

13. A. D. Gironde, 3 E 20578, 18 septembre 1770.

14. A. D. Gironde, 3 E 24426, 27 mars 1775.

15. A. D. Gironde, 3 E 20586, 11 juillet 1776.

16. A. D. Gironde, 3 E 20575, 15 avril 1771, pce just. IV.

17. COUDROY DE LILLE, Pierre. *Documents sur un hôtel particulier bordelais...*, et A. D. Gironde, 3 E 7466, 14 novembre 1771.

18. A. D. Gironde, 3 E 7466, 14 novembre 1771.

19. A. D. Gironde, 13 B 245, 10 décembre 1771 ; C 4228, 10 mai 1771.

20. A. D. Gironde, 13 B 245, 10 décembre 1771 ; C 4228, 13 mai 1771 ; 2 Fi 1516, 10e carte.

21. A. D. Gironde, Archives hospitalières, Hôpital des Incurables, E 3.

22. A. D. Gironde, 3 E 13257, 16 juillet 1772 ; C 4229, 21 septembre 1772.

23. A. D. Gironde, 3 E 13061, 18 et 25 juillet 1772.

24. GARDELLES, Jacques. *La Cathédrale Saint-André...*, p. 47 et note 59. D'après Jacques Gardelles, Jean Laclotte aurait succédé à son père comme architecte du chapitre le 5 mai 1761, or Jean ne sera reçu maître qu'en 1764, il doit donc s'agir plutôt d'Étienne qui continue à travailler sous la raison sociale de « Jean Laclotte ».

25. A. D. Gironde, G 1017, f° 99 v°.

26. A. D. Gironde, G 3324, 2 juin et 11 novembre 1762, octobre 1762 ; G 3325, décembre 1764 ; G 3326, 24 décembre 1767 ; G 3327, 14 juillet 1771 ; G 3328, 10 mars 1772.

27. A. D. Gironde, G 1017, pce 43.

28. COURTEAULT, Paul. *Bordeaux cité classique...*, p. 90 ; DESGRAVES, Louis. *Evocation du vieux Bordeaux...*, p. 386 ; PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 647.

29. A. D. Gironde, G 1005, pce 85.

30. Voir infra p. 159-160, 170, 177-178.

31. A. D. Gironde, 3 E 24 403, 2 octobre 1763 ; 3 E 13571, 30 avril 1766 ; 3 E 13252, 24 mars 1767 ; 3 E 5916, 2 mai 1767 ; 3 E 13252, 25 septembre 1767 ; 3 E 7452, 3 juillet 1768 ; 3 E 5919, 29 septembre 1768 ; 3 E 20592, 31 octobre 1769 ; 3 E 7464, 29 septembre 1770 ; 3 E 20577, 23 octobre 1771.

32. Lors du partage de la société Jean Laclotte, qui interviendra le 18 décembre 1772, Étienne et Michel recevront les maisons qu'ils habitent rue Fondaudège et Jean, celle de la rue Judaïque-Saint-Seurin, toutes les trois construites sur des emplacements acquis par cette société et d'autres maisons louées à cette date à divers particuliers.

Des collaborateurs occasionnels

Non seulement les Laclotte travaillent à trois pendant plus de dix ans, mais dès le début de leur carrière ils n'hésitent pas à collaborer ponctuellement avec certains de leurs confrères. En 1763 ils entreprennent d'édifier le corps de bâtiment septentrional du couvent des Feuillants en bordure de la rue des Ayres. François Roux, architecte reçu maître en 1749, qui réside comme eux dans la paroisse Saint-Seurin les assiste pour agrandir cet établissement religieux³³.

Aux alentours de 1770 les noms de Jean Chalifour et d'Étienne Bayle, deux maîtres maçons respectivement reçus en 1747 et 1759, sont associés à celui des Laclotte. En compagnie des trois frères ils proposent dans les *Annonces, affiches et avis divers* un terrain situé rue Raze aux Chartrons, puis trois maisons dans la rue Neuve et la rue des Faures³⁴. Ces annonces semblent bien indiquer que les cinq architectes possèdent des intérêts en commun. Sont-ils simplement commerciaux ou concernent-ils des entreprises plus en rapport avec leur état ? L'une au moins des maisons est dite « *toute neuve* », pourquoi se seraient-ils chargés de la vendre si quelque autre architecte l'avait bâtie ?

La dissolution et le partage de la société Jean Laclotte

L'acte de partage du 18 décembre 1772, qui règle les modalités de la séparation entre Jean et Étienne Laclotte d'une part et Michel Laclotte d'autre part, entérine la dissolution de leur société intervenue dès le 10 février précédent à la demande expresse du seul Michel³⁵. Il peut sembler pour le moins étonnant de constater que l'initiative de cette séparation soit le fait de celui des trois frères qui paraît le moins apte à travailler seul, et même en théorie tout simplement à travailler, puisqu'il n'est plus maître depuis quatre ans en 1772 et ne manifeste plus aucune envie de réintégrer la corporation. Ce qui ne posait pas de difficulté tant qu'il travaillait sous une raison sociale commune avec ses frères, tous deux maîtres et membres de la corporation, allait devenir autrement plus compliqué dès lors qu'il se séparait d'eux.

Le partage du 18 décembre 1772 permet d'établir un véritable bilan des activités passées de la société en liquidation et clarifie la situation familiale des Laclotte. En préambule il est rappelé que Pierre Laclotte, le plus jeune des frères établi dans le négoce du bois, a été dédommagé depuis 1765 de tout ce qui pouvait lui revenir de la succession de ses père et mère et n'a plus rien à voir avec les objets de cette succession qui entrent dans le partage de la société de ses aînés. En conclusion il est également rappelé que les biens provenant de la succession et partagés entre les trois frères restent en usufruit à leur mère, à laquelle ils s'engagent de plus à verser solidairement une rente viagère. La masse des acquêts se trouve partagée en trois lots chacun d'une valeur approximative de cent mille livres. En ce qui concerne les immeubles Michel reçoit les deux maisons de la rue Notre-Dame provenant de son père mais reconstruites par les soins de la société, deux autres maisons de la rue Fondaudège louées au négociant Daleau et à une dame de Ferussac et enfin son *bourdieu* de Blanquefort. Jean Laclotte devient propriétaire d'un hôtel de la rue Fondaudège loué au président d'Augeard et d'une maison qu'il habite rue Judaïque-Saint-Seurin. Étienne conserve sa maison de la rue Fondaudège et quatre petites maisons rue des Capucins. Les trois frères restent indivis dans la propriété d'un

jeu de paume. Étienne et Jean le restent également dans celle du grand hôtel voisin du Jardin-Public et des emplacements d'un lotissement entrepris pour le compte du verrier Mitchell, d'un terrain situé dans le plantier de Terre-Nègre à Saint-Seurin, des « *matériaux, en pierre, chau, sable, plâtre, poutres, solivaux, planches & autres garnitures de chantiers* » de l'ancienne société. Michel reçoit en outre une somme de vingt-deux mille cinq cents livres et abandonne tous ses droits sur les affaires de la société pouvant provoquer à l'avenir quelque profit ou perte.

Des sociétés professionnelles (1772-1793)

L'intégration à la société Jean Laclotte de Blaise Despujols

Dans l'acte du partage intervenu entre les frères Laclotte apparaît le nom de Blaise Despujols. Il s'engage à régler à Michel Laclotte une somme de trois mille quatre cent cinquante livres représentant le tiers « *des chevaux, attelages, voitures, échaffauds, effets & ustencilles* » de la société. Jean et Étienne deviennent alors les associés de Blaise Despujols avec qui ils forment une « *société verbale de compte à tiers relative aux diverses entreprises de leur état* »³⁶. Blaise Despujols, bien qu'il porte un nom répandu dans la ville ne semble pas être né à Bordeaux³⁷ ; il avait été reçu maître dans la corporation des architectes en 1770³⁸.

La question peut se poser de savoir quel rôle exact Despujols tint dans la société Laclotte. Son nom n'apparaît jamais dans les contrats de vente de terrains ou de maisons. Pendant les quatre premières années de leur association avec Blaise Despujols, les Laclotte semblent abandonner leurs activités traditionnelles ; pour les chanoines de Saint-Seurin ils ne font plus que de menus travaux, en 1773 dans la collégiale et en 1775 dans la maison du chanoine d'Arche³⁹. Pour le chapitre de la cathédrale ils se contentent en 1774 de réparer la maison du prévôt⁴⁰. Des maisons pour quelques particuliers sont édifiées à cette époque, dont certaines ne sont pas négligeables : la demeure champêtre des frères Labottière en 1773, l'année suivante la maison du courtier Faurie⁴¹, une grande maison à trente-six cheminées place du Marché-Royal⁴², en 1775 celles d'une dame Boulon à l'entrée de la rue du Canon⁴³, celles aussi de Jean Dumaine et de François Lhôte, toutes deux place Dauphine et celle du jurat Métivier fossé des Tanneurs⁴⁴. L'attention des associés semble se porter essentiellement sur les lotissements en cours et les investissements qui vont leur permettre de réaliser de futures opérations immobilières.

Tandis que de nouvelles constructions sont élevées dans les lotissements gérés pour le faïencier Hustin et le verrier Mitchell en bordure des glacis du Château Trompette, les Laclotte achètent à la fin de l'année 1773 des terrains de l'ancien noviciat des Jésuites en face de l'église Sainte-Croix, et au début de 1774 des parts de l'ancienne église Saint-

33. A. D. Gironde, H Feuillants, liasse 30.

34. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 31 août 1769, n° du 4 juillet 1771, n° du 12 mars 1772.

35. A. D. Gironde, 3 E 20578, 18 décembre 1772.

36. A. D. Gironde, 3 E 31356, 7 juin 1793.

37. Aucun registre des trois baptistères de la ville ne conserve la trace de sa naissance, pas plus que celle de son frère Antoine.

38. *Statuts des Maîtres Maçons et Architectes de la Ville et Fauxbourgs de Bordeaux...*, suppl. non pag. ; A. D. Gironde, C 1757, 2^e de couverture.

39. A. D. Gironde, G 1534, 27 février 1773 ; 2 E 65-a.

40. A. D. Gironde, G 3328, 12 juin 1774.

41. A. M. Bordeaux, DD 13 b, 18 octobre 1774.

42. A. D. Gironde, 5 L 201.

43. A. D. Gironde, 3 E 20585, 15 février 1776.

44. A. D. Gironde, 3 E 20584, 9 novembre 1775.

Jacques de la rue du Mirail⁴⁵. Toujours en 1774 les Laclotte se rendent acquéreurs de vastes lots de l'ancienne propriété Duplessy en cours de démantèlement, située du côté nord de la rue Fondaudège⁴⁶, poursuivant ainsi leur politique d'acquisition de terrains en bordure des deux axes traversant la paroisse Saint-Seurin, les rues Capdeville et Fondaudège. Enfin le long du chemin Paulin, qui dans la partie occidentale du faubourg relie ces deux axes, ils complètent leur emprise sur le quartier en commençant à se rendre propriétaires de nouveaux terrains⁴⁷.

Les nouvelles sociétés de 1776

Le 7 janvier 1776 Jean Laclotte s'associe avec l'un de ses jeunes confrères de la ville nommé Jean Martin⁴⁸. Ce jeune architecte réside dans la paroisse Saint-Seurin, il n'est reçu maître que le 5 mai de cette même année 1776⁴⁹. Il pourrait être originaire du Languedoc⁵⁰. La nouvelle société doit théoriquement durer trois ans, Jean Laclotte se réserve toutefois la possibilité de l'interrompre le 1^{er} février 1777, à la date du premier anniversaire de la prise d'effet du contrat qui lie les deux hommes. Ceux-ci s'associent pour moitié dans le tiers de la société possédée par Jean Laclotte avec son frère Étienne et Blaise Despujols. La nouvelle répartition des intérêts dans la société Laclotte ainsi créée ne va pas durer plus d'un mois. Le 8 février 1776 est passée une convention verbale entre Jean Laclotte, Jean Martin, Étienne Laclotte, Blaise Despujols et Barthélemy Sansine afin de former une nouvelle société pour une durée de trois ans dans laquelle « *il seroit pris trois dousiemes d'interet par led. S. Étienne Laclotte aîné, cinq dousiemes par lesd. sieurs Despujols et Sansine, deux dousiemes par led. S. Martin et autant par luy S. Jean Laclotte* »⁵¹. Contrairement à ce qu'affirme Jean Laclotte dans la déclaration qui permet de connaître l'existence de cette convention verbale entre les cinq associés, Barthélemy Sansine n'est pas maître maçon. Il se présentera bien à la maîtrise en 1778 mais les bayles l'accusent alors de faire exécuter son chef d'œuvre par « *des mains étrangères* » et il n'est pas admis dans la corporation⁵². Les Laclotte doivent le connaître depuis longtemps car dès 1766 ils l'emploient déjà sur leurs chantiers, il est alors qualifié de « *maître tailleur de pierre* », terme qui doit désigner un appareilleur⁵³.

L'apparition de ces nouveaux associés n'a bien sûr rien de fortuit, elle correspond à une période d'intense activité pour les Laclotte. Ils ne doivent plus pouvoir assumer seuls ou même aidés par Blaise Despujols leurs chantiers et opérations immobilières. En outre Jean Laclotte n'est plus alors en pleine possession de tous ses moyens physiques. Dans le contrat passé avec Jean Martin il délègue explicitement les activités les plus pénibles de leur métier à ce dernier : « *Demeure convenû que led. sieur Martin veillera en seul les ouvriers que lesd. presents associés employeront durant leur dite société, aura soin qu'ils travaillent assiduellement et journellement et ne détruisent ny ne detournent aucuns matériaux sans qu'il puisse sous aucun pretexte obliger led. sieur Jean Laclotte à prendre la même peine, qu'autant que bon semblera à ce dernier* ».

45. A. M. Bordeaux, DD 24, 23 décembre 1773 ; A. D. Gironde, 3 E 31350, 30 mars 1792.

46. A. D. Gironde, 3 E 20582, 22 septembre 1774.

47. A. D. Gironde, 3 E 20579, 11 décembre 1772 ; 3 E 20 580, 25 avril 1773.

48. A. D. Gironde, 3 E 7480, 7 janvier 1776.

49. A. D. Gironde, C 1757, p. 64.

50. A. D. Gironde, C 1757, p. 187. En 1790 Jean Martin refuse la charge de premier bayle de la corporation, prétextant du fait que des affaires de famille le rappellent à Montpellier.

51. A. D. Gironde, 3 E 20 585, 6 novembre 1776.

52. DURAND, Charles. *La Corporation des maîtres maçons et architectes de Bordeaux. La Société des architectes de Bordeaux*, p. 48, 53.

53. A. D. Gironde, 12 B 329, 18 novembre 1766.

De 1776 jusqu'au milieu de 1778 la société Laclotte, qui possède toujours des chantiers dans le lotissement Mitchell, clôt heureusement son intervention dans le lotissement du faïencier Hustin par la vente d'un hôtel jouxtant le Jardin-Public au conseiller Denis Mac Carthy⁵⁴. Pour le chapitre de Saint-André des travaux importants de dallage du sol de la primatiale sont menés à bien entre septembre 1776 et octobre 1777⁵⁵. Les terrains achetés le long de la rue Paulin, dans le quartier de Terre-Nègre, commencent à être commercialisés, du 22 octobre 1776 au 28 avril 1778 douze d'entre eux se vendent⁵⁶, dont quatre au moins avec une maison bâtie ou à bâtir par les Laclotte⁵⁷. De la même manière les emplacements de l'ancien domaine Duplessy situés dans un quartier en voie d'urbanisation entre le Jardin Public et la rue Fondaudège trouvent sans peine preneurs⁵⁸. Les Laclotte y construisent certaines maisons pour leur compte ou pour celui de tiers⁵⁹. Dans le lotissement destiné à financer la construction de la nouvelle salle de spectacle, dit « *îlot Louis* », ils élèvent les demeures du courtier Mocquart et des négociants Lafite et Douat⁶⁰. D'autres ouvrages sont entrepris dans la ville, modestes comme la maison du maître plâtrier Abadie rue Saint-Fort, celle du charpentier de marine Joseph Douat rue Chantecrit ou les chais du négociant Duffour aux Chartrons⁶¹, importants comme la demeure du chirurgien Raymond Tastet cours d'Albret ou celle du grand négociant Jacques de Bethmann quai des Chartrons⁶². Dans le même temps les investissements ne s'interrompent pas : au début de l'année 1776 Étienne et Jean Laclotte, associés au verrier André Lignac, achètent un vaste emplacement à l'extrémité septentrionale du faubourg des Chartrons où ils vont construire une verrerie pour leur propre compte⁶³, à la fin de 1777 ils font l'acquisition de nouveaux terrains du lotissement Duplessy⁶⁴.

Le coup de force de Jean Laclotte en 1778 : une dissolution toute théorique

Dès le 6 novembre 1776 Jean Laclotte, dans une sommation adressée à son frère par l'intermédiaire du notaire Barberet, annonce son désir d'interrompre à partir du 1^{er} février 1777 sa participation à la société qui depuis neuf mois à peine liait les cinq associés⁶⁵. Cette sommation pourtant claire reste lettre morte. Le 19 mai 1778 dans une nouvelle sommation, Jean Laclotte rappelle sa déclaration précédente restée sans effet car « *des circonstances particulières et plus encore les sollicitations de ses associés l'ont néanmoins déterminé à continuer lad. société...* » Il manifeste de nouveau sa volonté de mettre fin à la société, dont Barthélemy Sansine ne fait déjà plus partie et déclare « *le plus absolument possible et pour la dernière fois, auxd. S. Laclotte aîné, Despujols et Martin que ladite société sera et restera réziliée et annulée à son égard à compter du premier juin prochain* », enfin il exige la liquidation et le partage des acquis et pertes de la société avec nomination d'arbitres si nécessaire⁶⁶.

54. A. D. Gironde, 3 E 13 262, 7 juin 1776.

55. A. D. Gironde, G 3329, 20 septembre 1776 et 9 octobre 1777.

56. A. D. Gironde, 3 E 21 585, 22 octobre 1776 ; 3 E 20 586, 9 décembre 1776 ; 3 E 20 587, 11 janvier 1777 ; 3 E 20 587, 18 janvier 1777 ; 3 E 20 587, 19 janvier 1777 ; 3 E 20 587, 4 mai 1777 ; 3 E 7487, 24 décembre 1777 ; 3 E 20 589, 8 janvier 1778 ; 3 E 20 589, 14 février 1778 ; 3 E 48 553, 20 février 1778 ; 3 E 24 995, 16 mars 1778 ; 3 E 7489, 28 avril 1778.

57. A. D. Gironde, 3 E 20 587, 18 janvier 1777 ; 3 E 20 587, 19 janvier 1777 ; 3 E 20 589, 8 janvier 1778 ; 3 E 7489, 28 avril 1778.

58. A. D. Gironde, 3 E 20 585, 14 mars 1776 ; 3 E 5582, 2 mai 1776 ; 3 E 7485, 7 mai 1777 ; 3 E 20 588, 7 juillet 1777 ; 3 E 20 588, 19 juillet 1777 ; 3 E 20 588, 16 décembre 1777.

59. A. D. Gironde, 3 E 7492, 18 mars 1779 ; 3 E 20 586, 7 septembre 1776 ; 3 E 20 588, 16 décembre 1777 ; 3 E 20 589, 28 avril 1778.

60. A. D. Gironde, 3 E 20 586, 14 novembre 1776 et 3 E 20 588, 10 novembre 1777.

61. A. D. Gironde, 3 E 20 585, 11 février 1776 ; 3 E 20 592, 19 janvier 1778 ; C 1757, p. 77.

62. A. D. Gironde, 3 E 20 588, 5 juillet 1777 ; C 4230, 16 février 1778.

63. A. D. Gironde, 3 E 15 485, 13 février 1776.

64. A. D. Gironde, 3 E 20 588, 16 décembre 1777.

65. A. D. Gironde, 3 E 20 586, 6 novembre 1776.

66. A. D. Gironde, 3 E 20 589, 19 mai 1778.

Les raisons qui poussent Jean Laclotte à se séparer de ses associés peuvent être de deux ordres. En premier lieu il est toujours souffrant et son état de santé a dû empirer depuis 1776, ne lui permettant peut-être plus d'assumer son rôle au sein de l'entreprise. En second lieu, et le motif principal de ses velléités de rupture pourrait se trouver là, il s'apprête à acquérir et à lotir les terrains du séminaire des Ordinants qui se trouvent en bordure de la rue Judaïque. Il signe d'ailleurs un contrat avec les pères de la Mission dès le 9 septembre 1778⁶⁷.

Il semble effectivement que de la fin d'année 1778 jusqu'à celle de 1782 les deux frères exercent des activités séparées. Étienne travaille à titre personnel pour les chanoines de la cathédrale, réparant des maisons canoniales⁶⁸ et effectuant à plusieurs reprises de petits travaux à la cathédrale⁶⁹. Seul toujours ou associé à Blaise Despujols, mais les documents ne le précisent pas, l'aîné des Laclotte conduit de nombreux ouvrages. En 1779 il reconstruit la maison des frères Delaroze rue Sainte-Catherine⁷⁰, la même année pourrait avoir été commencée la construction du château de Chênevert pour le négociant Raymond Viard. D'importants chantiers s'ouvrent dans divers quartiers, aux Chartrons le local du négociant François Bonnaffé⁷¹, dans le lotissement Duplessy la grande maison du professeur d'éducation Bullotte⁷². En ville, entre les rues de la Devise et du Parlement, Étienne réédifie entièrement la vaste demeure des chevaliers Petit⁷³, près du couvent des Capucins dans un lotissement ouvert par son jeune frère Pierre il élève le bel hôtel du maître cordier Jean Ravezies⁷⁴. De la même manière, à la même époque Jean Laclotte mène apparemment seul ou peut-être avec Jean Martin quelques chantiers et affaires. Il effectue de nombreux travaux pour les bâtiments du séminaire de la Mission⁷⁵. Dans son nouveau lotissement entrepris au-devant de cet établissement il bâtit plusieurs demeures, et à proximité de là, rue du Palais-Gallien, les deux maisons de Jean Dumaine. Enfin il se réserve les transactions concernant le lotissement de la rue Paulin à Terre-Nègre, y vendant trois terrains nus⁷⁶, ainsi qu'un quatrième avec la promesse d'y bâtir une échoppe⁷⁷. Cependant la maladie semble rendre Jean incapable d'assurer certaines des tâches que lui impose son métier. Ainsi ne se déplace-t-il sans doute que très peu, et ignorant par exemple l'état de son lotissement de Terre-Nègre il vend par erreur en septembre 1782 à Pierre Barthez, négociant de la rue de la Rousselle, un terrain nu de la rue Paulin, « *sur la foi de ce que lui rapportait un de ses maîtres ouvriers* ». En réalité une maison se trouve en partie construite dessus⁷⁸. Un mois plus tard il constitue son épouse « *pour sa procuratrice generale et speciale* », déclarant « *pour cause de douleurs et autres incomodités ne pouvant vacquer en seul a ses affaires* »⁷⁹.

Vraisemblablement en raison de ces difficultés, les relations d'affaire entre les deux frères Laclotte sont loin d'être devenues inexistantes. Quatre des maisons du lotissement des Ordinants leur appartiennent en commun à la fin de l'année 1782⁸⁰. Sans doute les

ont-ils construites ensemble et le cas ne paraît pas exceptionnel. En 1779 aidés de leur frère Michel qui a conduit les travaux, ils ont bâti la demeure du chirurgien Jean Laffitte, rue Notre-Dame aux Chartrons. Leurs intérêts restent en outre étroitement liés, ils vendent conjointement un terrain et une maison construite par leurs soins dans le lotissement Duplessy⁸¹, ainsi qu'une maison située rue Sainte-Croix qui provenait de la succession de leur grand-oncle Jean⁸². Ils investissent enfin de concert dans plusieurs biens immobiliers, se rendant acquéreurs du vaste hôtel des XVI^e et XVII^e siècles de la famille d'Alon, situé rue des Bahutiers⁸³, d'un emplacement près du pont du Guit dans la paroisse Sainte-Croix⁸⁴, d'un autre emplacement du lotissement Duplessy⁸⁵, d'un domaine jouxtant la Trésorerie de Saint-Seurin⁸⁶. À Terre-Nègre, Étienne Laclotte, Blaise Despujols et Jean Martin achètent quant à eux des vignes proches des terrains de Jean, mêlant leurs intérêts futurs à ceux de ce dernier⁸⁷.

Une société « tacite »

Le 23 novembre 1782 intervient un compromis entre Jean et Étienne, à la suite duquel il est convenu de nommer des experts pour définir exactement ce qui appartient à l'un et l'autre des frères dans leurs biens et affaires communs⁸⁸. Ce compromis constitue en réalité une capitulation pour Jean, qui renonce pratiquement à son indépendance, il reconnaît que ses rapports avec son frère ont toujours été empreints de bonne foi et que « *nonobstant le rezilliment de la société qui étoit entre eux pour les ouvrages et entreprises de leur état, l'intérêt que prend ledit sieur Étienne Laclotte aîné dans celle faite depuis et qui continue entre luy et les sieurs Despujols et Martin a été et est également tant pour luy que pour ledit sieur Jean Laclotte puiné.* » S'il y eut expertise comme prévu, elle ne donna lieu à aucun partage et il paraît clair que jusqu'à la mort de Jean Laclotte en 1794 subsiste entre les deux frères une société que l'on pourrait qualifier de « tacite », aucun traité ou contrat ne régit leur communauté d'intérêts⁸⁹. Au cours des onze ans pendant lesquels va durer cette société, Étienne et Jean se lancent, le plus souvent avec succès, dans de multiples entreprises, sans négliger d'en achever d'autres ni délaisser leurs activités traditionnelles.

Durant cette période les Laclotte reprennent les travaux pour leur clientèle ecclésiastique. Pour le chapitre de Saint-André ils travaillent à la cathédrale surtout après l'incendie de 1787⁹⁰, et entretiennent les maisons canoniales⁹¹. Pour le chapitre de Saint-Seurin ils transforment une maison canoniale et réparent des entrepôts à Bacalan⁹². Toujours pour le clergé ils interviennent ponctuellement dans la paroisse Sainte-Croix, où ils construisent une chapelle, annexe de l'abbatiale⁹³. Dans le Médoc à Ordonnac ils effectuent des travaux pour les chanoines augustins de l'abbaye de l'Isle⁹⁴. Pour les Carmélites de Bordeaux ils réalisent en 1785 deux maisons dans la rue Porte-Dijéaux⁹⁵.

67. A. D. Gironde, 3 E 7490, 9 septembre 1778.

68. A. D. Gironde, G 3330, 20 juin 1778 ; G 3381, 5 juin 1781.

69. A. D. Gironde, G 3331, 5 avril 1780, 6 mars 1781 et octobre 1781.

70. A. D. Gironde, 3 E 19 331, 12 juin 1779.

71. A. D. Gironde, 3 E 20 594, 16 décembre 1780.

72. A. D. Gironde, 3 E 13 070, 11 avril 1781.

73. A. D. Gironde, 3 E 19 335, 30 septembre 1782.

74. A. D. Gironde, 3 E 20 597, 6 et 21 janvier 1782.

75. A. D. Gironde, G 3330, 27 août 1778 ; G 3331, pces s. d. [1780].

76. A. D. Gironde, 3 E 26 604, 8 mai 1779 ; 3 E 7501, 29 avril 1782 et 3 E 5615, 4 septembre 1782.

77. A. D. Gironde, 3 E 48 559, 12 juillet 1779.

78. A. D. Gironde, 3 E 5615, 4 septembre 1782.

79. A. D. Gironde, 3 E 20 598, 18 novembre 1782.

80. A. D. Gironde, 3 E 20 598, 23 novembre 1782.

81. A. D. Gironde, 3 E 7496, 16 juin 1780 ; 3 E 15 031, 8 janvier 1781.

82. A. D. Gironde, 3 E 24 887, 20 janvier 1781.

83. A. D. Gironde, 3 E 21 721, 8 mai 1780.

84. A. D. Gironde, 3 E 20 611, 23 mars 1781.

85. A. D. Gironde, 3 E 20 595, 24 mars 1781.

86. A. D. Gironde, 3 E 21 714, 13 juin 1781.

87. A. D. Gironde, 3 E 7500, 23 décembre 1781.

88. A. D. Gironde, 3 E 20 598, 23 novembre 1782.

89. *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*..., vol. 31, p. 230-231.

90. A. D. Gironde, G 3334, 21 mars 1786 ; G 3338, 31 mai 1788.

91. A. D. Gironde, G 3334, 10 janvier et 26 avril 1786 ; G 3335, 23 juin 1788.

92. A. D. Gironde, G 1022, f° 180 v° ; G 1022, f° 181 ; G 1022, f° 275 v°.

93. A. D. Gironde, H 1114, 2 janvier 1784, 30 avril 1784, 21 août 1784, 15 mars 1786.

94. A. D. Gironde, 3 E 31 360, 9 prairial an II.

95. PERRIN, Joël. *Le Couvent des Grandes Carmélites*..., p. 114, 115.

Ils construisent pour eux-mêmes une autre maison mitoyenne de celles des Carmélites l'année suivante⁹⁶. D'autres chantiers « individuels » sont alors entrepris, le vieil hôtel d'Alon transformé en deux grandes maisons est revendu en 1784⁹⁷. Entre 1786 et 1791 Madame de Lachapelle commande des travaux et la construction de quatre maisons rue de la Taupe, ainsi que les plans d'un château viticole à Podensac⁹⁸. Le terrain acheté au président d'Augeard en 1781 près du Pont du Guît est revendu en 1789 « avec une maison commencée de bâtir »⁹⁹. La même année est construite la maison du serrurier Lacoste rue du Grand-Cancéra¹⁰⁰. De 1789 à 1790 Étienne Laclotte réédifie pratiquement en entier le château de La Tour à Cérons pour la comtesse de Calvimont¹⁰¹. Des travaux sont exécutés pour le ministère de la Guerre au Château Trompette¹⁰².

Les activités des deux frères se poursuivent dans les lotissements déjà en cours. Dans celui des Mitchell sur le cours de Tourny, avant 1784 sont édifiées les maisons de Jean Despase et d'Edme Gueu¹⁰³, en 1785 la somptueuse demeure de Pierre Desclaux se trouve en cours de construction sur le Pavé des Chartrons¹⁰⁴, en 1787 Jean Martin signe le marché pour bâtir avec ses associés la grande maison du négociant Guillaume Rozat¹⁰⁵. À Terre-Nègre entre 1783 et 1789 de nouveaux et vastes terrains en vigne ou sablière deviennent propriété des Laclotte, bordant les rues Paulin et de la Croix-de-Seguey, les futures rues Naujac, Lufflade et Poudensan y sont ouvertes¹⁰⁶. Dans le même temps, dix-neuf emplacements du lotissement sont vendus¹⁰⁷, dont un sur lequel était bâtie une échoppe¹⁰⁸ et trois autres sur lesquels les Laclotte devaient construire deux échoppes et une maison¹⁰⁹. Près de la rue Fondaudège, de nouveaux terrains sont adjoints à l'ancienne propriété Duplessy, acquis de la ville ou de particuliers¹¹⁰. Là ce sont au moins cinq maisons que construisent et vendent les deux frères dont les bureaux et remises se trouvent installés rue du Réservoir¹¹¹. Dans le secteur de la rue Judaïque, où ils ont déjà construit plusieurs maisons, les Laclotte favorisent l'opération du lotissement de la rue de Castelnau-d'Auros commencée depuis 1774 par le baron de Castelnau d'Auros, ils lui achètent un emplacement en 1784, en font vendre d'autres alors qu'ils sont vraisemblablement en train d'édifier l'hôtel des Castelnau à l'angle des rues Judaïque-Saint-Seurin et Castelnau-d'Auros¹¹².

Le plus grand lotissement qui va occuper la société Laclotte depuis 1783 jusqu'à sa dissolution pendant la Révolution, s'ouvre entre les rues Paulin et de la Trésorerie alors que dans le même temps les Laclotte travaillent activement à la construction de

nombreuses maisons de rapport pour le compte du grand négociant François Bonnaffé¹¹³. L'opération immobilière et d'urbanisme va consister à relier ces deux anciens chemins du faubourg Saint-Seurin par trois nouvelles rues à peu près parallèles, les actuelles rues Sainte-Luce, Mondenard et Duranteau, traversant un secteur jusque là semi-rural. En une dizaine d'années les Laclotte vont adjoindre au petit domaine de campagne qu'ils avaient acheté à Léonard Pick en 1781, divers fonds acquis de plusieurs particuliers et du chapitre de Saint-Seurin, tous situés en bordure de la rue de la Trésorerie¹¹⁴. L'ensemble ainsi constitué coûte une soixantaine de milliers de livres à la société. Revendu au fur et à mesure en petites parcelles à bâtir ou en de plus grands terrains destinés à des « sous-investisseurs », il lui rapporte en une cinquantaine de transactions près du double, sans que l'on prenne en compte tous les marchés induits pour la construction de maisons par les deux architectes¹¹⁵.

À peine lancées ces opérations, l'opportunité s'offre de relier le futur quartier de la Trésorerie à celui se trouvant aux abords immédiats de la collégiale Saint-Seurin. En 1783 les chanoines ont obtenu du Roi la permission d'aliéner des bâtiments et terrains entourant leur collégiale. Le chapitre s'accorde avec les Laclotte pour lotir l'espace situé au nord de l'église et y percer la rue Saint-Étienne, aménager à l'ouest la place du Pradeau et la mettre en relation avec la rue de la Trésorerie en ouvrant celle de la Concorde¹¹⁶. Après bien des tractations et la soumission de trois plans successifs d'aménagement au Bureau des finances, les opérations de lotissement peuvent enfin commencer en 1787¹¹⁷. Sur l'espace acquis du chapitre pour vingt mille livres les Laclotte bâtissent rue Saint-Étienne une vingtaine de petites maisons qu'ils proposent à la vente dès le début de l'année 1788, pour dix à vingt mille livres selon leur taille et leur emplacement¹¹⁸. Place du Pradeau, autour du parvis de la collégiale ils proposent également plusieurs maisons et terrains qui trouvent sans peine acquéreur¹¹⁹.

Les associés et les sociétés « temporaires »

Alors qu'ils travaillaient encore avec leur frère Michel les Laclotte n'avaient pas hésité à collaborer ponctuellement avec leurs confrères François Roux, Étienne Bayle et Jean Chalifour ; en 1776 c'est avec Jean Richefort qu'ils construisent les maisons de la place Dauphine pour Jean Dumaine et François Lhôte. Quelques années plus tard les Laclotte publient une annonce, associés de nouveau à Étienne Bayle auquel s'est joint cette fois François Girard qui a été reçu maître en 1776 ; ils vendent une grande maison sur le cours d'Albret¹²⁰. L'avaient-ils bâtie ensemble ? Michel Laclotte lui-même qui s'est pourtant volontairement retiré de leur société, travaille épisodiquement pour ses frères.

Sans qu'il soit possible de préciser quelle fut la nature de la relation d'affaire qui existait entre les Laclotte et le jeune architecte Jean Salomon, on peut affirmer que celui-ci travailla avec, ou pour, les Laclotte entre 1787 et 1788. Au début de cette dernière année Jean Laclotte signait un reçu concernant le paiement partiel par les Carmélites de la construction de deux maisons situées rue Porte-Dijeaux, il y mentionnait les « peynes

96. PERRIN, Joël. *Le couvent des Grandes Carmélites*..., p. 115 ; A. D. Gironde, C 4236, 13 juin 1786.

97. A. D. Gironde, 3 E 21 721, 19 août 1784.

98. A. D. Gironde, 3 q 1347, 23 juin 1795.

99. A. D. Gironde, 3 E 20 611, 9 février 1789.

100. A. D. Gironde, 3 E 31 343, 22 février 1790.

101. ANGLADE, Alain d'*Devis des travaux exécutés au Château La Tour*...

102. A. D. Gironde, 3 E 31 360, 9 prairial an II.

103. A. D. Gironde, 3 E 35 899, 25 février 1783 ; 3 E 21 596, 20 septembre 1784.

104. MEAUDRE DE LA POUYADE, Maurice. *Impressions d'une Allemande à Bordeaux en 1785*..., p. 186.

105. A. D. Gironde, 3 E 35 906, 28 juin 1787.

106. A. D. Gironde, 3 E 5622, 22 décembre 1783 ; 3 E 21 601, 3 mai 1787 ; 3 E 21 604, 4 juillet 1788 ; 3 E 21 605, 18 juin 1789.

107. A. D. Gironde, 3 E 21 594, 26 mai 1783 ; 3 E 5624, 9 avril 1784 ; 3 E 21 598, 18 décembre 1785 ; 3 E 48 577, 24 janvier 1786 ; 3 E 21 599, 2 février 1786 ; 3 E 21 600, 21 août 1786 ; 3 E 21 600, 27 août 1786 ; 3 E 21 601, 24 janvier 1787 ; 3 E 48 583, 7 janvier 1788 ; 3 E 21 603, 19 janvier 1788 ; 3 E 21 603, 20 janvier 1788 ; 3 E 21 603, 20 janvier 1788 ; 3 E 48 583, 11 mars 1788 ; 3 E 48 583, 28 mars 1788 ; 3 E 21 604, 10 août 1788 ; 3 E 48 585, 4 décembre 1788 ; 3 E 48 587, 19 juin 1789 ; 3 E 21 607, 24 avril 1790.

108. A. D. Gironde, 3 E 48 585, 4 décembre 1788.

109. A. D. Gironde, 3 E 21 594, 26 mai 1783 ; 3 E 21 598, 18 décembre 1785 ; 21 603, 14 janvier 1788.

110. A. D. Gironde, 3 E 17 875, 15 janvier 1783 ; 3 E 21 714, 18 mai 1783 ; 3 E 20 603, 1^{er} mars 1785.

111. A. D. Gironde, 2 E 1806, 10 juin 1784 ; 3 E 20 605, 16 mars 1786 ; 3 E 17 870, 12 avril 1787 ; *Journal de Guienne*, n° du 16 mai 1787 et A. D. Gironde, 3 E 48 582, 22 décembre 1787.

112. A. D. Gironde, 3 E 21 596, 26 août 1784 ; 3 E 21 599, 3 avril 1786 ; C 4231, 18 février 1785.

113. Voir infra : « Les nombreuses maisons locatives de François Bonnaffé ».

114. A. D. Gironde, 3 E 21 594, 26 août 1783 ; 3 E 21 596, 28 août 1784 ; 3 E 21 596, 23 novembre 1784 ; 3 E 20 714, 6 avril 1786 ; 3 E 17 873, 11 février 1788 ; 3 E 21 607, 2 avril 1790.

115. Voir infra : « Les premières ventes dans la rue Mondenard » et paragraphes suivants.

116. A. D. Gironde, G 1022, f° 31 et 32 ; G 1022, f° 73 et 74 ; G 1022, f° 75 à 77 ; G 1022, f° 115.

117. A. D. Gironde, 3 E 21 599, 31 mars 1786 ; 3 E 21 599, 3 avril 1786 ; C 4 221, 13 mars 1786 ; C 4221, 6 septembre 1786 ; C 4221, 22 août 1787.

118. *Journal de Guienne*, n° du 14 février 1788 et n° du 28 février 1788.

119. A. D. Gironde, 3 E 20 609, 28 mars 1788 ; 3 E 21 605, 3 juin 1789 et 3 E 21 607, 24 avril 1790.

120. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 19 août 1779, n° du 2 septembre 1779.

et soins du Sieur Salomon s'étant tenu continuellement dans la bâtisse pour faire faire les ouvrages »¹²¹. En 1792 le jeune architecte est toujours en relation avec les deux frères qui lui vendent un terrain à l'angle de la rue Mondenard¹²².

Si l'on excepte Jean Salomon et Barthélemy Sansine, qui ne reste pas dans la société Laclotte plus de deux ans, les associés très temporaires des deux frères ne sont pas des hommes de l'art ou des praticiens de l'architecture mais plutôt des partenaires financiers. Ainsi c'est associés aux négociants Moreau et Ducos que les Laclotte acquièrent en 1774 les terrains de l'église Saint-Jacques rue du Mirail¹²³. En 1778 Jean Laclotte se rend locataire perpétuel des emplacements du séminaire de la Mission rue Judaïque en compagnie de plusieurs artisans réunis pour la circonstance¹²⁴, dix ans plus tard il se joint à Jean Bersier, le « suisse de la salle de spectacle », pour faire l'acquisition de nouveaux terrains rue Judaïque-Saint-Seurin à l'angle de la rue des Lauriers¹²⁵.

Le cas de la société formée en 1784, sans doute verbalement, pour mener à bien l'affaire du lotissement des terrains de la faïencerie Hustin paraît plus complexe. Jean Martin qui pourtant travaille encore avec Étienne et Jean Laclotte en est exclu, Blaise Despujols est associé pour moitié avec les deux frères, et dans sa moitié, pour moitié avec son frère Antoine¹²⁶. Ce dernier n'est pas maître à Bordeaux, il se dit dans son testament « architecte du Roy, grand voyer à la Martinique, habitant maintenant à Bordeaux, rue Fondaudège, paroisse Saint-Seurin »¹²⁷. Sans doute fut-il l'associé le plus éphémère des Laclotte puisqu'il meurt au printemps 1785, laissant à son frère tous les bénéfices qui lui reviennent dans le lotissement en cours, en même temps que la tutelle de son fils mineur, dont les biens se trouvaient pour l'essentiel aux Antilles. Un cinquième personnage apparaît dans l'affaire, il s'agit de Michel Laclotte qui dresse le plan de distribution des emplacements de la rue Victoire-Américaine¹²⁸, sans doute n'agit-il qu'en simple dessinateur car son nom n'apparaît plus dans aucune des quelques vingt-cinq tractations que nécessitera la commercialisation des terrains et maisons du lotissement entre 1785 et 1790¹²⁹. Officiellement Blaise Despujols se sépare de ses associés le 30 avril 1786 alors que la réalisation de ce lotissement est en cours. En réalité une collaboration de fait continuera à exister entre les trois hommes et il faut attendre le 7 juin 1793 pour qu'intervienne la liquidation des comptes encore courant de la société ayant existé entre les trois hommes, dans laquelle « comme la justice, la bonne foi et surtout la bonne intelligence ont sans cesse dirigé les parties, elles n'ont jamais tenu ni comptes ni livres de commerce »¹³⁰.

Le partage de 1793, les partages posthumes

Au début de la Révolution l'état de santé, déjà mauvais, de Jean Laclotte semble s'être quelque peu aggravé. Le 3 novembre 1791 il constitue Marie Dessans son épouse pour sa « procuratrisse générale et spéciale », constitution qu'il renouvelle quatre mois plus tard¹³¹.

Les opérations d'expertise en vue du partage des biens communs à Étienne et Jean se trouvent, sans doute très vite, confiées à Blaise Despujols et Michel Laclotte. Le notaire Pierre Maillères règle la liquidation qu'entérine le 11 avril 1793 un acte passé en son étude, où Marie Dessans représente son mari alors dans l'incapacité de se déplacer¹³².

La valeur des biens de la société à partager, largement minorée par les deux experts, est estimée à sept cent mille livres ; en sont exclus la masse des dettes qu'équilibre celle des créances, l'église Saint-Jacques, la verrerie des Chartrons, les terrains et sablières de Terre-Nègre, une carrière de pierre à Bourg dont la gestion est laissée à Étienne. Certains détails semblent prouver que les deux frères opéraient en « société générale de tous biens »¹³³. Jean a pris dans la caisse commune de la société douze mille livres pour doter sa fille, cette somme est compensée par le fait qu'Étienne a reçu à titre de présents durant le cours de la société « divers objets d'argenterie » qu'il conserve.

Chacun des lots attribués aux associés représente une somme de trois cent cinquante mille six cent cinquante livres. Celui d'Étienne comprend la maison qu'il habite rue Fondaudège et la maison mitoyenne, la maison située au coin de la place Dauphine, autrefois occupée par Jean, un magasin rue du Réservoir jouxtant celui de Jean Martin, une maison rue Victoire-Américaine, deux remises rue du Réservoir, trois maisons et un magasin rue Saint-Étienne, un magasin rues du Réservoir et Saint-Laurent, des échoppes rue Tronquyre et la moitié d'un grand enclos dans la même rue, une boucherie rue du Tribunal¹³⁴, deux maisons et un emplacement rue de la Trésorerie, une maison rue Saint-Jean, cinq maisons rue des Capucins, deux maisons acquises de la Nation¹³⁵, la moitié des emplacements que possède encore la société dans le lotissement Duplessy, le *bourdieu* portant le nom de Gaillot, situé dans la paroisse de Tauriac près de Bourg et voisin de leur carrière, acquis en 1785 de la famille Duvergier, une maison rue Roulleau, trois maisons et une échoppe non situées, enfin des matériaux d'une valeur de onze mille quatre cents livres. Le lot de Jean comprend la maison où se trouve son domicile rue Judaïque, une maison mitoyenne, une maison et boulangerie dans la même rue, l'autre moitié des emplacements restants du lotissement Duplessy, une boulangerie dans la même rue, une maison, une échoppe et une écurie rue Laclotte, une remise et une écurie rue Hustin, une manufacture de chapeaux rue du Réservoir, trois maisons et un magasin rue Saint-Étienne, une maison rue du Tribunal, des échoppes rue Tronquyre et la moitié d'un grand enclos dans la même rue, une boulangerie et une maison attenante rue de la Trésorerie, un emplacement dans la même rue, deux maisons et un magasin rue Mondenard, une remise et une maison attenante, une échoppe et une boulangerie rue Saint-Jean, une maison rue Roulleau, une maison aux Chartrons, une échoppe rue Paulin et un bien de campagne situé à Bruges, acheté par la société en 1785.

À l'exception des maisons de la rue des Capucins acquises par les frères Laclotte au début de leur carrière et des maisons de la rue Fondaudège revenant dans le partage à Étienne, construites vers 1770, l'essentiel des biens provient des opérations effectuées en société générale après 1780. Dans le préambule à l'ouverture de la liquidation de la succession d'Étienne Laclotte, Maître Alcide Gautier, le notaire chargé de celle-ci,

121. A. D. Gironde, H Carmélites 19, 12 janvier 1788.

122. A. D. Gironde, 3 E 48 597, 10 juin 1792.

123. A. D. Gironde, 3 E 31 350, 30 mars 1792.

124. A. D. Gironde, 3 E 7490, 9 septembre 1778 ; G 998, pce 11.

125. A. D. Gironde, 3 E 7490, 14 août 1788.

126. A. D. Gironde, 3 E 21 596, 5 octobre 1784.

127. A. D. Gironde, 3 E 21 597, 11 mai 1785.

128. ROUSSELOT, M., *Documents concernant la famille et la faïencerie de Jacques Hustin*..., planche III.

129. Voir infra : « Des ventes et chantiers relativement rapides ».

130. A. D. Gironde, 3 E 31 356, 7 juin 1793.

131. A. D. Gironde, 3 E 48 596, 3 novembre 1791 ; 3 E 48 597, 3 mars 1792.

132. A. D. Gironde, 3 E 31 355, 11 avril 1793.

133. *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*..., vol. 31, p. 229.

134. Sur le « PLAN DE LA VILLE/DE BORDEAUX/ET DE SES FAUX-BOURGS/Dressé selon les Nouvelles Divisions qu'il présente/Et les Nouveaux Etablissements qui y ont été formés/À PARIS/Chez Jean, rue Jean de Beauvais, N° 32/An 1 808 » qui comporte une liste de noms donnés à des rues à l'époque de la Révolution ne figure pas celui de la rue du Tribunal.

135. MARION, Marcel, BENZACAR, Joseph, CAUDRILLIER. *Département de la Gironde. Documents relatifs à la vente des Biens Nationaux*..., p. 413. Le 4 juillet 1791 Étienne Laclotte avait acheté ces deux maisons près du Pont de Pinette, « provenant » des religieuses Bénédictines.

résumera de façon concise l'histoire de la société en écrivant : « *Étienne Laclotte avait formé une société avec Jean Laclotte son frère et les sieurs Martin et Despujols. Ceux-ci s'étant séparés, les deux frères continuèrent en commun les mêmes affaires qui en peu d'années prospérèrent considérablement* »¹³⁶.

À la mort de Jean Laclotte survenue le 19 avril 1794¹³⁷, les affaires communes aux deux frères sont loin d'être réglées. Un premier partage censé liquider la communauté de la propriété des maisons de la rue de la Trésorerie, des terrains de l'église Saint-Jacques, devenu « *Théâtre de Molière* », et des sablières de Terre-Nègre intervient, un mois avant le décès d'Étienne, entre ce dernier et sa belle-sœur Marie Dessans agissant pour elle-même et représentant Joseph-Édouard Laclotte son petit-fils mineur, fils de feu Pierre Laclotte, Jean-Théodore Laclotte son fils, Denise Laclotte sa fille, épouse de Monsieur Pannetier. Si les sablières et les maisons sont bien alors partagées, le théâtre reste indivis¹³⁸. Il faut attendre 1817 pour que l'ancienne église Saint-Jacques et les terrains attenants soient définitivement répartis entre les descendants de Jean Laclotte, et les héritiers d'Étienne. Ceux-ci se trouvent au nombre de cinq : Michel Laclotte fils de l'aîné, ingénieur-architecte, Pierre-Benjamin et Michel-Marcelin Laclotte, négociants, Marie Laclotte, veuve du négociant Jean-Baptiste Béraud et enfin Jeanne-Théoliste Laclotte, épouse de l'orfèvre Léon Bernard¹³⁹. Un an plus tard tous ces mêmes héritiers de Jean et Étienne Laclotte liquident définitivement leurs affaires encore communes lorsqu'ils procèdent à la vente de la verrerie de la rue Chantecrit. ■

136. A. D. Gironde, 3 E 45 689, 25 janvier 1828.

137. 10 floréal an II du calendrier républicain alors en vigueur.

138. A. D. Gironde, 3 31434, 4 novembre 1812.

139. A. D. Gironde, 3 E 24160, 24 décembre 1817.

CHAPITRE V

DE MULTIPLES ACTIVITÉS

DES MAÎTRES MAÇONS ENTREPRENEURS : DES TRAVAUX DE PLUS OU MOINS D'IMPORTANCE – DES CONSTRUCTIONS SUR LES PLANS D'AUTRES ARCHITECTES

DES AFFAIRES IMMOBILIÈRES : DES ANNONCES IMMOBILIÈRES POUR LE COMPTE DE TIERS – DES ANNONCES LOCATIVES – DES OPÉRATIONS FONCIÈRES MAL EXPLIQUÉES

DES AFFAIRES DIVERSIFIÉES : LA TENTATION DU COMMERCE, LA MOBILISATION DE CAPITAUX – LA VERRERIE DES CHARTRONS – DES CARRIÈRES DE PIERRE ET UN ESSAI D'ARMEMENT FLUVIAL

DES INVESTISSEMENTS SANS GRAND RAPPORT AVEC L'ARCHITECTURE : LE JEU DE PAUME DU COURS DE TOURNY – LE THÉÂTRE MOLIERE

Que les Laclotte soient avant tout des maîtres maçons ne fait aucun doute, mais ils ne répugnent jamais à exercer l'activité d'entrepreneur. Ce faisant ils n'ont apparemment pas le sentiment de « déroger », qu'il s'agisse de réaliser de simples travaux, parfois de bien peu d'importance, ou de construire quelque édifice sur les plans d'un autre architecte. Ils ne se contentent pas non plus de n'être que les promoteurs de leurs lotissements ou de ceux qu'ils construisent pour le compte de tiers. Vente et revente de terrains, maisons et biens de campagne, locations les transforment en marchands de biens. Leurs opérations ne se limitent pas au seul domaine de l'immobilier, ils commercent, recherchent des capitaux et investissent dans des affaires qui regardent leur métier mais peuvent aussi en être éloignées.

Des maîtres maçons entrepreneurs

Des travaux de plus ou moins d'importance

L'exécution de travaux et de réparations ne représente pas la moindre des besognes auxquelles se consacrent les Laclotte. Le meilleur exemple en est la continuelle activité qu'ils déploient en faveur de leur clientèle ecclésiastique. Pour l'essentiel elle leur demande de maintenir en état d'innombrables édifices. Les religieux ne sont pas les seuls clients institutionnels des Laclotte pour ce type de travaux. En 1770 Étienne Laclotte reçoit ainsi du trésorier de la Bourse mille livres d'acompte à valoir sur la somme

de quinze mille trois cents livres portée au devis du « *surhaussement de la plateforme* »¹. Sans doute s'agit-il de la plate-forme constituée par la partie du quai en avancement sur la Garonne, de même plan et doublant la surface de la place Royale. Pendant la Révolution ce sont quatre mille cinq cents livres qui restent dues aux Laclotte pour des travaux exécutés au Château Trompette. Étienne Laclotte donne procuration à l'orfèvre Antoine Sicard, qui se rend à Paris, pour effectuer toute démarche utile auprès de l'administration de la dette publique afin de recouvrer cette créance².

On peut supposer que la plupart des ouvrages accomplis pour des particuliers sont de peu d'importance. Certains documents paraissent en tout cas le confirmer. Ainsi les Laclotte forment-ils des oppositions contre divers personnages pour des sommes n'excédant pas un millier de livres : contre le maître menuisier Dupuy en 1771, le négociant irlandais Boyd en 1772, contre un sieur Constantin l'année suivante, entre autres exemples³. Ces mêmes années ils reçoivent mille sept livres pour les modifications apportées au chai de Monsieur de Sentout quai des Chartrons et trois mille deux cents livres pour celles de la maison du maître tailleur Gautier-Laplante rue Corbin dans la paroisse Saint-Christoly⁴. Ce sont encore mille livres que coûte au négociant Caduc la reconstruction de la façade de sa maison de la rue de Pont-Long et son réaménagement en 1776⁵.

D'autres interventions sur des édifices déjà existants semblent autrement plus radicales sinon structurelles. Ainsi en 1769 Pierre Dublan charge les Laclotte de réformer son hôtel du cours du Chapeau-Rouge, situé à l'angle de la rue des Piliers-de-Tutelle. Il s'agit là de reprendre en sous-œuvre deux façades, le portail d'entrée, de percer des ouvertures, faire communiquer des niveaux, construire des remises dans la cour, une terrasse sur des pièces voûtées, une nouvelle cave, un escalier extérieur « *en fer à cheval* » et autres détails⁶.

Généralement ces interventions sont beaucoup plus onéreuses. La présidente du Roy de Suduiraut, veuve du premier magistrat de la Cour des Aydes doit acquitter en 1777 la somme de dix mille livres pour la seule reconstruction d'une aile de son hôtel de la rue du Temple⁷, il est vrai que cette aile paraît importante, elle contient deux escaliers. En 1780 le négociant Pierre Sauvage ambitionne de faire agrandir son chai des Chartrons selon un devis de vingt-quatre mille livres. Il vend ce chai, alors que les travaux ne sont pas achevés, au négociant François Bonnaffé. Le devis prévoit l'exhaussement d'un entrepôt, sa prolongation, la construction d'un logement de service pour doubler celui qui existait déjà et celle d'une maison en façade sur le fleuve⁸. Pour le nouveau propriétaire de ces bâtiments, François Bonnaffé, Étienne Laclotte agrandit en 1782 un autre chai sur le quai des Chartrons, reconstruit les façades et réunit les deux maisons mitoyennes que le négociant vient d'acheter à ses confrères Paul Laroque et Pierre Laffargue⁹. Deux ans plus tard il transforme l'hôtel des Talleyrand sur le cours de l'Intendance, que François Bonnaffé a acquis en 1782. À la suite d'un procès intervenu

pour régler une querelle successorale entre les Pichon-Longueville et les Talleyrand, le vieil édifice avait dû être délaissé par les premiers en faveur des seconds en 1737. Ils le conservent quarante-cinq ans avant de s'en défaire pour deux cent dix mille livres en faveur du grand négociant¹⁰. Quelle a pu être la nature de ces transformations ? En l'absence de documents et sachant que la vieille demeure construite par les Pichon-Longueville a été convertie en grand magasin à la fin du XIX^e siècle, puis restaurée vers 1980, on imagine qu'il est bien difficile de distinguer s'il subsiste quoi que ce soit de l'intervention des Laclotte. Si l'on admet l'exactitude des représentations de l'hôtel au début du XIX^e siècle¹¹, cette intervention ne modifia pas, ou peu, son aspect extérieur. La façade sur le cours, à trois niveaux et huit travées couronnées de merlons maniéristes, conservait son allure du XVII^e siècle. Seule la suppression des meneaux et traverses qui devaient diviser à l'origine les grandes baies de l'étage noble pourrait correspondre à la campagne de travaux des Laclotte, qui affecta sans doute plutôt l'intérieur de l'édifice.

Il n'est pas exceptionnel que de tels travaux soient entrepris par des propriétaires qui désirent changer la distribution et le décor de leur habitation. Ainsi Jean Despase de Bernones fait-il procéder en 1783 à des améliorations dans sa maison du cours de Tourny. Là sont aménagés un office et un cellier, posés des lambris dans des salons et créés des placards, percées des portes de communication, modifiées la distribution et la décoration, agrandi un appartement, construites des écuries dans la cour et modifiées les clôtures de celle-ci, pour un montant de dix mille livres¹². L'année suivante le négociant Vialle fait transformer la façade, modifier les niveaux, exhausser le comble et reconstruire l'entrée de sa maison du quai des Chartrons « *à Malvirade paroisse Saint-Remy* »¹³.

Tout laisse à penser que les Laclotte mènent souvent à bien de tels chantiers ; ils ne font malheureusement pas l'objet d'engagements contractuels, sinon verbaux ou non enregistrés, et leur nombre comme leur importance restent inconnus.

Des constructions sur les plans d'autres architectes

Du vivant de leur père les Laclotte avaient bâti des maisons sur les projets d'autres architectes, comme par exemple celle de Jean-Baptiste-Alexandre Clock sur les allées de Tourny. Ils n'abandonnent pas totalement cette pratique dans la suite de leur carrière, acceptant d'intervenir au seul titre d'entrepreneurs dans la construction de certains édifices. Cependant la rareté de ce type de chantier, à moins que leur existence soit tout particulièrement mal documentée, semble indiquer qu'ils ne les recherchent pas outre mesure.

En 1774 le courtier Faurie fait édifier l'une des maisons uniformes de la place Richelieu, qui composent la façade sur le fleuve de l'îlot Louis. Pour cette grande demeure à rez-de-chaussée, entresol et trois étages, le descriptif extrêmement précis en ce qui concerne la qualité des matériaux et leur mise en œuvre, porte sur la réalisation des fondations, de la maçonnerie, des carrelages, de la charpente et des planchers ainsi que des ouvrages en plâtre. Aucune latitude n'est laissée aux architectes qui doivent se conformer aux plans de Richard-François Bonfin, ils sont rémunérés à l'issue des travaux, qui ne doivent pas excéder la durée d'un an, sur la base d'un toisé pour chacun des articles¹⁴.

1. A. D. Gironde, 7 B 20, f° 2, 18 janvier 1771.

2. A. D. Gironde, 3 E 31360, 9 prairial an II (28 mai 1794).

3. A. D. Gironde, 3 E 20577, 30 mars 1771 ; 3 E 20577, 6 février 1772 ; 3 E 20579, 13 janvier 1773.

4. A. D. Gironde, 2 E 2610 b, 13 janvier 1771 ; 3 E 15400, 24 avril 1772.

5. A. D. Gironde, 7 B 1199.

6. A. D. Gironde, 3 E 6229, 10 août 1769.

7. Ce document est connu grâce à l'obligeance de Bertrand Guillot de Suduiraut qui le possédait dans ses archives familiales. Ces dernières ont été déposées par ses soins aux archives de Bordeaux. A. M. Bordeaux, fonds Guillot de Suduiraut, DY-10.

8. A. D. Gironde, 3 E 20594, 10 novembre 1780.

9. A. D. Gironde, 3 E 20598, 2 août 1782.

10. PERREAU, Jean. *Ces vieilles demeures...*, p. 55. L'acte de vente signalé par Jean Perreau, signé le 23 septembre 1782 est conservé aux Archives départementales de la Gironde sous la cote 3 E 20598.

11. RECHE, Albert. *Naissance et vie des quartiers de Bordeaux...*, p. 25.

12. A. D. Gironde, 3 E 35899, 25 février 1783 ; voir pce just. VI.

13. A. D. Gironde, 3 E 13073, 24 mai 1784.

14. A. M. Bordeaux, DD 13 b.

Place Dauphine, lorsqu'ils bâtissent en compagnie de Jean Richefort en 1775 la maison de Jean Dumaine et de François Lhôte, à propos de laquelle survient leur brouille, les Laclotte ont évidemment l'obligation d'élever une façade conforme à celles qui existent déjà. De plus il serait peu plausible de croire que l'architecte parisien leur ait laissé quelque liberté pour distribuer et décorer les appartements de cette maison.

À la même époque, sur les terrains du jardin de la faïencerie Hustin qu'ils lotissent pour le compte de ce manufacturier, les deux architectes auraient bâti l'imposante demeure du négociant Paul Nairac, sur les plans de Victor Louis¹⁵. Ils avaient passé un accord pour la construction d'une maison sur un lot appartenant à Jean-Patrice Dupuy en bordure du cours de Tourny. Son propriétaire le revend en 1773 à l'écuyer Henri Pick. Celui-ci le cède l'année suivante à Paul Nairac, toujours assorti de sa clause concernant l'édification d'une maison par les Laclotte. Cette dernière n'avait plus de sens dans la mesure où le négociant avait réuni deux lots mitoyens sur lesquels il envisageait d'élever une construction bien plus importante que celle prévue sur le seul terrain de Jean-Patrice Dupuy. Ecartés par Nairac qui leur préfère l'architecte de la nouvelle Comédie, les Laclotte se seraient vu dédommager par l'attribution du chantier du grand hôtel entre cour et jardin qui se dresse aujourd'hui encore à l'angle de la rue Hustin et du cours.

Gaston Ducaunnés-Duval, et plusieurs auteurs à sa suite, ont signalé la construction en 1781 par Jean Laclotte de la demeure du négociant Camescasse, portant actuellement le numéro 12 du cours du Chapeau-Rouge, sur les « plans, coupes, profils et élévations dressés par M. Lhote, ingénieur-architecte ». Il y a tout lieu de penser qu'il joue strictement là encore le rôle d'entrepreneur¹⁶.

Des affaires immobilières

La manière même dont les Laclotte exercent leur profession, commercialisant une bonne part des constructions qu'ils élèvent, qu'elles soient isolées ou intégrées à un lotissement, que ces lotissements soient initiés par des tiers ou par eux-mêmes, ne peut que les conduire à se convertir en marchands de biens. En sus de la lecture des nombreux actes passés chez leurs notaires, il suffit pour s'en convaincre d'entreprendre celle des très nombreuses annonces qu'ils font paraître dans la presse pour proposer ces constructions au public. Pour le seul lotissement des terrains du verrier Patrice Mitchell, ils en publient vingt-sept, pour celui de la rue Victoire-Américaine dix-neuf, entre autres exemples. Beaucoup d'autres annonces laissent deviner qu'ils proposent des maisons ou immeubles qu'ils ont construits ou réparés, ou des terrains dans la vente desquels ils sont intéressés. Ils peuvent aussi agir seulement en tant qu'intermédiaires. Ils achètent enfin des maisons ou emplacements pour simplement les revendre.

Des annonces immobilières pour le compte de tiers

Les Laclotte, seuls ou en compagnie de particuliers ou encore de notaires publient donc de nombreuses annonces dans la presse. Lorsqu'ils agissent en tant que simples courtiers et qu'intervient une vente consécutive à la parution de l'une de ces annonces, ils ne se trouvent jamais concernés par celle-ci. Ces annonces renseignent généralement l'éventuel acheteur sur le quartier dans lequel se trouve l'immeuble à vendre. Certaines

le taisent pourtant comme celle qui en 1787 propose cette maison « dans un des plus beaux quartiers de la ville »¹⁷. Une plus ou moins brève description permet de se faire une idée de la nature de la construction, parfois de son âge, et plus rarement des conditions d'acquisition. Pour une maison de la rue Saint-Paul vendue en 1764 il est simplement signalé qu'elle possède une issue sur les remparts de l'hôpital Saint-André¹⁸, celle située dans un « beau quartier » a deux façades, des caves, des magasins susceptibles d'être transformés en appartements, on consent des facilités pour son paiement.

En juillet 1771 c'est une demeure de la rue Neuve, profonde de soixante-douze pieds, bâtie sur des caves et à deux corps de bâtiment que proposent les architectes. Elle n'est toujours pas vendue en mars de l'année suivante puisque l'annonce qui la concerne paraît de nouveau à cette date. Il est cette fois précisé qu'il s'agit d'une construction « neuve », mais non point « toute neuve » comme cette autre maison de la rue des Faures dont disposent également les Laclotte le même jour, élevée aussi sur caves, avec des magasins, haute de deux étages et d'un comble¹⁹. Dans un secteur semi-rural, sur le chemin de Pessac, se trouve la maison de quarante-quatre pieds de façade et soixante-douze pieds de profondeur, à six pièces et quatre cabinets, avec deux chais, sur laquelle Étienne et Jean Laclotte donnent en 1774 tous renseignements utiles²⁰. Deux annonces sont nécessaires en 1779 pour expliquer les avantages présentés par une belle maison neuve, à balcon, faisant face à l'archevêché, nantie d'une écurie et d'une remise. À proximité de là, on peut acquérir la même année sur le cours d'Albret une petite maison et l'emplacement qui la jouxte de quatre-vingt-trois pieds de façade sur le cours, ils sont proches du ruisseau des Savonneuses, et agrément décisif, tout à côté d'un regard de fontaine. « M. Laclotte jeune, Architecte, rue Judaique, presque vis à vis la Croix de Saint-Martin » fournit des explications sur cet objet²¹. Son frère aîné renseigne quant à lui en 1786 sur une demeure ayant issue dans les rues Porte-Dijaux et des Carmélites, à plusieurs corps de bâtiment, vastes appartements et un jardin, que l'on peut acquérir en totalité ou en partie²².

Rue de la Croix-de-Seguey, Étienne Laclotte tente de faire vendre au printemps 1789 une maison occupée par un ferblantier. Son ornement le plus avantageux semble être le jardin qui ne mesure pas moins de cent quarante-cinq pieds de long. À l'automne, elle n'est pas encore vendue et la même annonce paraît dans le *Journal de Guienne*, sans plus de succès selon toute vraisemblance puisque au début de l'année 1790 Étienne et Jean Laclotte, ainsi que les notaires Nauville et Darrieux, la proposent de nouveau au public. Ils précisent cette fois qu'elle possède des caves et deux niveaux comportant chacun trois pièces²³.

Les annonces concernant des biens de campagne restent très rares. En 1788 les deux frères recherchent un acquéreur pour un domaine éloigné de deux lieues de Bordeaux et dans une belle situation, produisant un excellent vin, avec une maison de maître, un logement de cultivateur, des chais, granges et écuries, ainsi qu'une seconde maison à proximité. Est-ce le même bien qui fait l'objet d'une nouvelle annonce quelques mois plus tard, où il est précisé que sa superficie atteint cent journaux et que son propriétaire l'échangerait contre une autre propriété ou une métairie dans la vallée de la Garonne, entre La Réole et Agen²⁴ ?

15. TAILLARD, Christian. *Une création de Victor Louis à Bordeaux...*, p. 134, 138.

16. DUCAUNNÉS-DUVAL, Gaston. *Une maison construite par l'architecte Lhote...*, p. 278-279; DESGRAVES, Louis. *Evocation du vieux Bordeaux...*, p. 299; PERREAU, Jean. *Ces vieilles demeures...*, p. 66-67.

17. *Journal de Guienne*, n° du 26 mars 1787.

18. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 8 mars 1764.

19. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 4 juillet 1771, n° du 12 mars 1772.

20. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 15 septembre 1774.

21. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 19 août 1779, n° du 2 septembre 1779, n° du 11 novembre 1779.

22. *Journal de Guienne*, n° du 11 mai 1786.

23. *Journal de Guienne*, n° du 22 juin 1789, n° du 23 septembre 1789, n° du 25 janvier 1790.

24. *Journal de Guienne*, n° du 16 février 1788, n° du 20 août 1788.

Il est aisé de deviner que parfois les Laclotte sont impliqués dans des transactions, ou du moins qu'ils ont intérêt à ce qu'elles se fassent. André Belleville, entrepreneur de spectacles et ordonnateur des réjouissances bordelaises pendant un demi-siècle, tente d'exploiter à partir de 1772, près des allées d'Albret, entre les portes d'Albret et Sainte-Eulalie, un établissement de plaisir comme on appelait alors les Wauxhall et autres Tivoli²⁵. Les Laclotte l'avaient-ils édifié eux-mêmes ou n'y possédaient-ils que des intérêts ? Toujours est-il qu'ils se préoccupent de sa vente en 1777, ainsi que de celle des terrains qui en dépendent, propres à être lotis. L'annonce qu'ils publient alors ne connaît pas plus de succès que l'établissement lui-même, puisque l'année suivante ils doivent renouveler leurs propositions en se montrant beaucoup plus diserts. On apprend que la maison Belleville se compose de deux grandes salles, dont l'une est superbement ornée de glaces, de lustres dorés et de girandoles, de quinze chambres ou pièces détachées, toutes à cheminées, de deux superbes caves très saines pouvant contenir cent cinquante tonneaux de « vin en sole »²⁶ et encore de deux glaciers garanties par des arbres. Pour cet immeuble et les emplacements alentour dont Belleville entend déléguer le prix à ses créanciers, ceux-ci sont prêts à subroger l'acquéreur dans tous leurs droits, privilèges et hypothèques. Nul doute qu'au nombre de ces créanciers se trouvent les deux frères, qui doivent faire passer une troisième annonce dans laquelle ils précisent que les grandes salles, dont l'une peut contenir cinq cents personnes, sont garnies de meubles, que les rideaux se trouvent aux fenêtres et que la cuisine reste équipée de ses vingt-cinq fourneaux, fours, étuves, tables pour travailler, bancs, billots et autres effets²⁷.

Les biens vendus ne se limitent pas aux seules constructions, en 1769 en compagnie de leurs confrères Bayle et Richefort et de Maître Rauzan, les Laclotte proposent un grand terrain rue Raze aux Chartrons, « où les vins du haut ont droit d'entrée », ce qui constitue son atout le moins négligeable²⁸. En 1787 les éventuels acheteurs de baraques de bois, sur le glacis du Château Trompette, du côté des Chartrons, doivent s'adresser à Étienne Laclotte ; ceux que tentent quatre échoppes en ruine, propres à être converties en un terrain à bâtir de cent trente-cinq pieds de profondeur, place Fondaudège, seront renseignés chez son frère Jean²⁹.

Des annonces locatives

Leur réputation sans doute, leur position sûrement font que les particuliers s'adressent aux Laclotte pour de simples locations. On ne s'étonne pas de les voir publier une annonce pour ce particulier qui en 1769 recherche vainement un appartement ou une maison ayant trois belles pièces « avec quelques bouges pour ses domestiques, une petite cave & chay à bois, ainsi qu'une remise vaste à deux voitures, une écurie à trois chevaux & un grenier à foin ; la remise, écurie & grenier à foin attenans à la maison, ou du moins à portée ». L'impétrant louerait cet article rare pour un an et s'il s'y plaisait pour plus longtemps³⁰.

Il s'agit peut-être d'une maison canoniale dont Jean Laclotte propose la location en 1778, près de l'église Saint-Seurin, précisant qu'elle est presque neuve et comporte des pièces lambrissées au rez-de-chaussée et à l'étage. En mai 1786, il dispose d'un

appartement qui semble se trouver dans sa maison de l'angle de la place Dauphine et de la rue Judaïque³¹, son frère offre quelques jours plus tard le rez-de-chaussée et le premier étage d'une maison « en bon air » rue Castelnau-d'Auros. Tous deux signalent la possibilité de louer dans le faubourg des Chartrons, près de la rue Borie, une grande demeure aux appartements « *parquetés et boisés* », capable d'accueillir deux familles et flanquée d'un chai surmonté de greniers³². En 1790, près de chez lui, Jean Laclotte offre encore à louer à deux reprises, en avril et mai, une maison « dont l'intérieur est bien orné », située dans « *l'enclos de Monsieur de Grassi* », ainsi qu'un appartement rue de la Trésorerie³³.

Des opérations foncières mal expliquées

Quelques rares tractations opérées par les deux architectes paraissent peu compréhensibles. Elles portent sur des sommes minimales, à l'exception de celles qu'ils acceptent de conduire en servant de prête-noms. La maison de la rue des Vignes qu'ils avaient dû reprendre à son acheteur par le moyen du retrait lignager en 1785 avait été acquise pour deux mille livres en 1780. Il se pourrait que cet achat n'ait été fait que pour rendre service à Michel Laclotte, la propriétaire lui devant une somme à peu près équivalente³⁴. Ils la revendent en 1784 sans bénéfice, le nouvel acheteur désirant cependant consacrer cinq mille livres à son amélioration³⁵.

En 1789 Jean Laclotte vend pour la somme étonnamment faible de mille cinq cents livres, à deux artisans, le maître couvreur Léonard Emeric et le tailleur de pierre Antoine Dieudavou, un emplacement de cent douze toises carrées rue Pradelle près du pont du Guit avec une petite maison « *commencée de bâtir* ». Il l'avait pris à fief nouveau du président d'Augeard huit ans plus tôt en compagnie de son frère³⁶. Des accords non écrits liaient-ils les architectes et les deux artisans, pour que ces derniers bénéficient d'une telle faveur ?

Pendant la Révolution ce sont au moins deux affaires qu'Étienne Laclotte traite pour sans doute rendre service à des proches. En janvier 1792 il achète à Martin Montmain, graveur, un bien de campagne situé au Bouscat dans le faubourg Saint-Seurin. Cette acquisition est faite tant pour lui que ses ayants droit ou pour « *un ami élu ou à élire, ce qu'il se réserve de faire dans le délai de six mois* ». Ce n'est pourtant que l'année suivante qu'il déclare avoir agi pour le négociant des Chartrons Arnaud-Roger Basse³⁷. À Jean-Louis Baour, le grand négociant du cours du Chapeau-Rouge, il vend en 1785 une maison de la rue des Portanets achetée un mois plus tôt de Bruno Lhoste, l'ancien directeur de la Monnaie de Bordeaux³⁸. En ces temps où l'on se trouve promptement soupçonné d'agiotage ou de « négociantisme », peut-être valait-il mieux que deux personnages aussi en vue dans le monde de la finance ne soient pas en relation directe pour traiter une affaire.

25. LAGRAVE, Henri, MAZOUER, Charles, REGALDO, Marc. *La vie théâtrale à Bordeaux...*, p. 159-160.

26. Voir glossaire.

27. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 10 juillet 1777, n° du 8 mai 1778, n° du 28 mai 1778.

28. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 31 août 1769.

29. *Journal de Guienne*, n° du 6 mai 1787, n° du 24 juin 1787.

30. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 2 février 1769.

31. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 15 janvier 1778 ; *Journal de Guienne*, n° du 11 mai 1786.

32. *Journal de Guienne*, n° du 17 mai 1786, n° du 24 août 1787.

33. *Journal de Guienne*, n° du 9 avril 1790, n° du 16 mai 1790.

34. A. D. Gironde, 3 E 48560, 5 juillet 1780.

35. A. D. Gironde, 3 E 5623, 8 février 1784.

36. A. D. Gironde, 3 E 20611, 9 février 1789.

37. A. D. Gironde, 3 E 31350, 2 janvier 1792 ; 3 E 31355, 29 avril 1793.

38. A. D. Gironde, 3 E 13087, 29 ventôse an III (19 mars 1795) ; 3 E 13087, 8 floréal an III (27 avril 1795).

Des affaires diversifiées

La tentation du commerce, la mobilisation de capitaux

Dans une cité où le commerce représente une bonne part de l'activité économique, tout un chacun, disposant de quelque capital même modeste, se sent l'âme d'un négociant. L'exemple le plus caricatural de ces « trafiquants » dont est conservé le souvenir reste sans doute Pierre Lalle, cordonnier-négociant-armateur-cabaretier dont les négoce et armement prospèrent entre 1780 et 1785 avant de sombrer dans une belle faillite³⁹. Les Laclotte n'échappent pas à cette fatalité bordelaise du mercantilisme. Certains objets de leur commerce restent toutefois en rapport avec leur profession première. Ainsi en 1774 mettent-ils en vente des cheminées en marbre provenant d'Italie⁴⁰ et en 1777, par l'intermédiaire du négociant Castaing qui leur est associé pour la circonstance, des tuffeaux de Nantes⁴¹. D'autres marchandises s'apparentent plus à la décoration qu'à l'architecture, mais il faut en convenir, les deux domaines ne sont pas totalement étrangers. En 1786 ce sont les meubles de l'un de ses appartements de la rue Judaïque que propose Jean Laclotte au public⁴², quant à son frère Étienne il se fait fort quatre ans plus tard de céder à un prix modéré « un pied de table richement décoré, sculpté par M. Lecomte »⁴³.

Le parfum des Îles de l'Amérique qui flotte sur Bordeaux ne peut pas laisser indifférents les Laclotte. En 1783 Étienne investit dans l'armement du navire *Le Lion* et dans une part de sa cargaison ; signe de son crédit dans le milieu du grand négoce, François Bonnaffé en personne se porte garant pour lui dans cette entreprise⁴⁴. Est-elle en rapport avec la protestation que l'architecte adresse en octobre de la même année au négociant Ahrenberg qui lui doit le prix des « boucauds »⁴⁵ de café qu'il lui a fait livrer⁴⁶ ? Qu'Étienne Laclotte se soit engagé dans ce type d'armement, qui n'a plus d'aventure que son nom officiel, en cette fin du XVIII^e siècle où une relative sûreté des routes maritimes, et surtout le système des assurances limitent les risques de perte, au moins en tant de paix, n'a rien de très étonnant. Il avait depuis longtemps l'habitude des affaires financières et parvenait à mobiliser des capitaux avec une certaine facilité.

En 1762, par exemple, au début de sa carrière en société avec ses frères, il avait accepté le 25 juin, de la part du maître boulanger Royé la promesse du versement de trois mille six cents livres pour le final paiement des deux maisons construites rue des Remparts. Dès le 16 octobre suivant il revend cette créance au maître sellier Chamblan, celui-ci ayant besoin de fonds pour financer l'édification par les Laclotte de ses maisons de la rue du Loup en 1766 ; c'est alors Jean-Baptiste-Alexandre Clock, autre client et proche des architectes qui reprend la créance, laquelle se trouve encore en sa possession à sa mort, quatre ans plus tard⁴⁷.

De la même manière, lorsqu'en 1771 Clément Couseilhac désire faire construire une maison sur le terrain qu'il possède rue des Remparts, Étienne Laclotte imagine, là encore pour financer les travaux, de faire acquérir à pacte de rachat le terrain en question par Nicolas Barreyre, un autre de ses clients⁴⁸.

Plutôt que d'immobiliser des sommes dont ils pourraient avoir par ailleurs l'utilité, les Laclotte proposent aux propriétaires de terrains dont l'acquisition les intéresse des arrangements proches de ceux dont usent les artisans à leur égard. Ainsi en 1772 ils

achètent à Thérèse Cazaux un terrain en bordure du chemin Paulin contre six cents livres seulement et la promesse de lui bâtir une échoppe sur un autre terrain lui appartenant à proximité du Palais Gallien⁴⁹.

Contrats d'obligations, transports de créances, ventes à pacte de rachat, paiement en travaux, les Laclotte ne dédaignent aucune des possibilités leur permettant de trouver l'argent nécessaire à la bonne marche de leurs affaires. En désespoir de cause ils possèdent de toute manière les relations et une signature assez solide pour obtenir des liquidités dans les délais les plus brefs. En 1787 par exemple, la marquise d'Alphonse leur prête sans constitution la somme de seize mille livres pour un usage non déclaré⁵⁰.

La Révolution qui a suscité la vocation de nombre d'affairistes et spéculateurs, laisse comme il a déjà été dit les Laclotte relativement indifférents. Ils n'acquièrent que très peu de Biens nationaux mais ne négligent pas les opportunités qui se présentent de s'affranchir des impositions d'origine féodale qui pèsent encore sur divers immeubles leur appartenant. Étienne Laclotte rachète à la Nation en 1791 les droits de lods et ventes attachés aux anciens domaines de Mondenard et de Pick, dans la mouvance du chapitre de Saint-Seurin, sur lesquels il a entrepris un vaste lotissement, ce qui lui permettra désormais de vendre les emplacements qui lui restent francs de ces droits⁵¹. Ce sont encore ces droits de lods et ventes sur une remise, une écurie, un magasin et un grenier à foin qu'il possède impasse Hustin, également dans la mouvance du chapitre de Saint-Seurin, ainsi que la rente perpétuelle due pour une maison acquise aux Chartrons en 1752 par son père qu'il rachète en 1792⁵².

La verrerie des Chartrons

Peut-être est-ce pour échapper aux contraintes mercantiles et corporatistes du marché et de la profession du verre que les Laclotte décident de se lancer dans l'aventure de la construction d'une verrerie. Pour ce faire ils doivent naturellement chercher un gentilhomme verrier qui accepterait de s'associer avec eux, puisque lui seul peut obtenir l'autorisation d'exploiter ce type d'établissement industriel. Ils le trouvent en la personne d'André Lignac, qui depuis 1768 cherchait à s'installer dans le Bordelais pour exercer son industrie et qui le 7 février 1774 a obtenu la permission de créer un établissement pour la fabrication « des bouteilles et autres ouvrages de verre »⁵³. En 1776 André Lignac, Jean et Étienne Laclotte achètent à Marie-Flore Merlet, veuve de l'avocat au Parlement Antoine de Chantecrit, des terrains situés aux Chartrons pour une somme de quatre mille quatre cents livres. Chacun possède le tiers de ce fonds situé à mi-chemin du sentier qui devait former la rue Chantecrit et reliait le quai des Chartrons au Grand chemin du Roi, l'actuel cours Balguerie-Stuttenberg⁵⁴. Du traité, s'il exista, qui unit les trois hommes, les termes restent inconnus. Il devait donner à la nouvelle société une forme proche de celle dite « en commandite ». La verrerie fonctionne certainement avant 1787 mais c'est seulement à cette date qu'une petite annonce parue dans la rubrique « *Bienfaisance* » du *Journal de Guienne* en donne la preuve⁵⁵. Que des vitres destinées aux maisons édifiées par

39. A. D. Gironde, 7 B 1574 à 1582.

40. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 10 février 1774.

41. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 18 décembre 1777.

42. *Journal de Guienne*, n° du 1^{er} décembre 1786.

43. *Journal de Guienne*, n° du 7 juin 1790.

44. A. D. Gironde, 6 B 157, 25 juin 1783.

45. Voir glossaire.

46. A. D. Gironde, 3 E 20600, 30 octobre 1783.

47. A. D. Gironde, 3 E 17589, 10 septembre 1770. Cette créance figure dans l'inventaire après décès de Monsieur Clock.

48. A. D. Gironde, 3 E 20575, 15 avril 1771.

49. A. D. Gironde, 3 E 5925, 28 février 1772.

50. A. D. Gironde, 3 E 35906, 1^{er} mars 1787.

51. A. D. Gironde, 3 E 31349, 2 et 30 décembre 1791.

52. A. D. Gironde, 3 E 31531, 16 avril et 11 mai 1792.

53. A. D. Gironde, C 1597.

54. A. D. Gironde, 3 E 15485, 13 février 1776.

55. *Journal de Guienne*, n° du 24 février 1787. Publication du récit des malheurs d'un bouvier du Médoc ayant perdu tous ses biens à la suite d'un incendie et qu'un voisin charitable a aidé en lui prêtant une paire de bœufs pour qu'il puisse exercer son métier à Bordeaux. Étienne Laclotte l'emploie à faire des charrois de pierres pour son compte et le loge dans sa verrerie des Chartrons.

les Laclotte aient été fabriquées dans leur verrerie semble plus que vraisemblable. La production ne se limite cependant pas à ces seules vitres. En 1791 Étienne Laclotte somme son client Monsieur Planeau de régler une livraison de bouteilles sorties de ses fours⁵⁶.

André Lignac semble avoir été un directeur très capable, le rapport du subdélégué Copmartin destiné à l'intendant Esmangart, lorsqu'il avait sollicité l'autorisation de s'installer, lui avait été très favorable. Il précise que Lignac, né à Nérac d'une famille fortunée, de très ancienne bourgeoisie, est le neveu de Delhoste, verrier privilégié de cette ville, qui lui a appris l'art qu'il exerce avec talent et probité dans son établissement du Quercy⁵⁷. Il s'acquitte parfaitement de sa tâche et aucun différend ne survient entre les architectes et le verrier au cours des seize ans pendant lesquels dure leur association.

Après 1790 la présence d'un gentilhomme verrier n'est évidemment plus une condition nécessaire à l'exploitation de la manufacture, qui fonctionne désormais sous les noms de Laclotte et Lignac⁵⁸. L'association avec les Laclotte se prolonge cependant jusqu'en 1792, le 4 février de cette année Étienne, agissant en son propre nom et pour son frère Jean rachète les parts de leur associé qui désire se retirer dans sa région d'origine⁵⁹. Les deux frères conservent la verrerie en indivision jusqu'à la mort de Jean en 1794. Étienne reste lui-même indivis avec ses neveux jusqu'à sa propre mort en 1812. Les héritiers des deux architectes se décident à vendre la verrerie des Chartrons en 1818. Le prix élevé de quarante mille francs acquitté par les acheteurs, Messieurs Beyès et Compagnie, prouve qu'il s'agit d'une affaire industrielle d'importance certaine⁶⁰. À cette époque elle est louée depuis deux ans au verrier William Mitchell qui y a transféré sa propre verrerie du Pavé des Chartrons⁶¹.

Lors de la vente de 1818 l'établissement est dépeint assez précisément : « Une verrerie située à Bordeaux à l'extrémité de la rue Chantecrit, ayant sa principale entrée par un portail pratiqué sur la façade de la rue qui n'a point de nom et qui fait encoignure avec la rue Chantecrit. Le principal corps de bâtiment de cet établissement est placé presque au centre d'une grande cour clôturée de murs sur trois côtés et du quatrième par un autre corps de bâtiment. Il est composé dans son rez de chaussée de plusieurs pièces et passages voutés, et au dessus au niveau du premier étage d'un grand atelier ou halle de verrier où sont placés les fourneaux. Le corps de bâtiment à la droite de la cour sur la ligne longeant la rue Chantecrit est composé d'une écurie, de sept chambres à cheminée, de deux magasins, d'une pillerie, d'une cendrière, d'une forge, de plusieurs greniers et en fin de toutes les pièces utiles à une verrerie. » Cette description correspond bien au plan-masse figurant sur le plan de Pierrugues et surtout à la représentation gravée par Eugène Cabillet du corps de bâtiment industriel⁶². Celui-ci était de plan rectangulaire, à un étage, flanqué de deux ailes plus basses en rez-de-chaussée surélevé. Des croupes couvraient ces ailes basses tandis qu'une énorme cheminée en forme de tronc de cône surmontait le corps principal. Du côté de la façade représentée par Cabillet, sans doute la principale, entre les volées d'un grand escalier en fer à cheval, sous un corps de portique soutenu par des piliers rectangulaires on accédait aux salles du rez-de-chaussée. À l'étage, sur la large terrasse couvrant ce corps de portique s'ouvraient trois portes en plein-cintre à archivolt ornée de bossages. Les ailes basses prenaient le jour par des baies également en plein-cintre. Une corniche à modillons couronnait cette élévation et un gradin assurait la liaison avec la grosse cheminée [22].

56. A. D. Gironde, 3 E 31349, 17 novembre 1791.

57. A. D. Gironde, C 1796.

58. *Almanach de commerce, d'arts et métiers* [...] pour l'année 1791..., p. 125.

59. A. D. Gironde, 3 E 31350, 4 février 1792.

60. A. D. Gironde, 3 E 31463, 14 décembre 1818.

61. A. D. Gironde, 3 E 31449, 8 avril 1816.

62. CABILLET, Eugène. *Album des édifices et maisons remarquables de Bordeaux...*

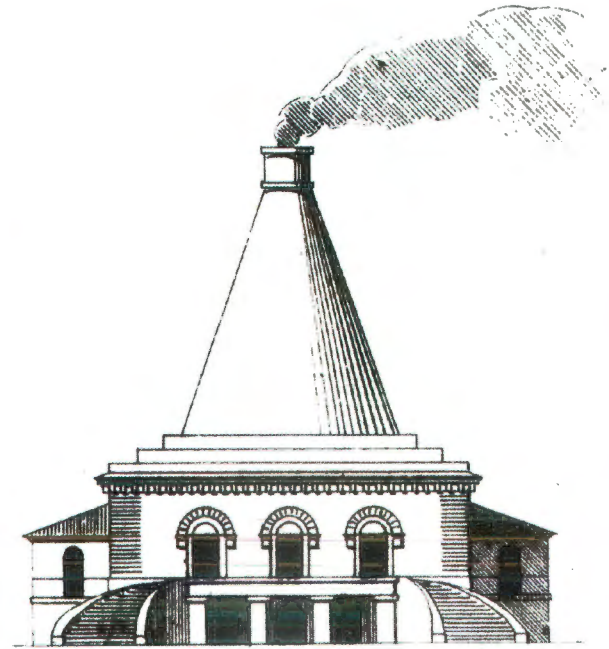
Si l'on se fie à la forme de cette verrerie, il faut penser qu'elle était bâtie sur le modèle des verreries anglaises d'où les fumées s'échappaient par une large et haute cheminée centrale, au contraire des verreries françaises d'où l'évacuation de ces mêmes fumées était assurée par des ouvertures latérales⁶³.

Des carrières de pierre et un essai d'armement fluvial

Peut-être poussés par des problèmes d'approvisionnement, comme il est le cas pour le verre, les Laclotte doivent résoudre celui d'un matériau dont ils se montrent gros consommateurs : la pierre. Ils se rendent exploitants, sinon acquéreurs d'une carrière. Malheureusement la location du fonds dans lequel elle était ouverte, qui appartenait à un certain Peychaud, se fit sans doute verbalement ou par sous-seing privé à une date qui n'est donc pas connue. Au moment de la dissolution de la société entre Jean et Étienne Laclotte en 1793, cette carrière reste en activité pour leur compte⁶⁴. On peut supposer qu'elle est importante puisqu'elle nécessite la présence de trente ouvriers, avec lesquels le contremaître rentre en conflit en 1786. Ce différend, porté devant le juge de Bourg a révélé son existence⁶⁵. Elle se trouvait à La Lustre, lieu-dit de la paroisse de Tauriac, dans laquelle Étienne Laclotte possède depuis 1785 son petit *bourdieu* de Gaillot. Sans doute séjourne-t-il dans ce modeste domaine, au-delà du peu de rapport et de l'agrément qu'il lui peut procurer, pour surveiller la bonne marche de sa carrière et la qualité des pierres que l'on en extrait.

Quoique important cet investissement ne suffit pas à fournir en pierre leurs chantiers puisque, toujours en 1786 les deux frères achètent pour six cents livres dans la paroisse d'Asque, à la limite orientale du territoire fournissant la pierre de Bourg, « toute la pierre et moëllon » qui se trouve « dans un local ou carrière » de quatre-vingts pieds sur quarante-trois appartenant à Jean Giraud, un cordonnier du lieu⁶⁶.

Pour acheminer leurs pierres, les Laclotte restent soumis à l'arbitraire du puissant groupe que constituent les gabarriers. Il monopolise le trafic des marchandises sur la Garonne, la Dordogne et la Gironde. Pour tenter sans doute de réduire les coûts du transport de leur volumineuse et pesante matière première, ils acquièrent en 1784, en compagnie de leur associé Blaise Despujols, la moitié des parts d'une gabarre de vingt tonneaux. En même temps ils s'assurent l'exclusivité des services de son patron, un marin de Cours-en-Bourgeais, pour le convoi de leurs pierres de Bourg à Bordeaux⁶⁷. L'expérience d'armement ne dure qu'un peu plus de deux ans puisque les parts de l'embarcation sont revendues au début de l'année 1787⁶⁸.



22 | Eugène Cabillet, verrerie de la rue Chantecrit à Bacalan.

63. *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers...*, vol. 35, p. 145-146. Si le principe des verreries anglaises était déjà diffusé par l'ouvrage de vulgarisation que constitue l'*Encyclopédie*, il est vraisemblable qu'un spécialiste tel qu'André Lignac le connaissait en 1776 et, sa supériorité étant reconnue, qu'il s'en soit inspiré pour édifier sa propre fabrique.

64. A. D. Gironde, 3 E 31355, 11 avril 1793.

65. A. D. Gironde, B Juridiction de la prévôté de Bourg, 31 mars 1786 : procédure engagée par Jean Vergnette contre certains « ouvriers pierriers ». Ce personnage qui déclare avoir trente ouvriers sous ses ordres se dit « conducteur des carrières de M. Laclotte, architecte de la ville de Bordeaux ».

66. A. D. Gironde, 3 E 48578, 3 juillet 1786.

67. A. D. Gironde, 3 E 21596, 28 octobre 1784.

68. A. D. Gironde, 3 E 21600, 24 janvier 1787.

Des investissements sans grand rapport avec l'architecture

Le jeu de paume du cours de Tourny

La construction d'une verrerie, l'achat de carrières, celui d'une gabarre, restaient liés à l'activité principale des Laclotte. Certains de leurs investissements peuvent cependant paraître bien peu en rapport avec leur occupation principale. On ne citera ici que pour mémoire la manufacture de chapeaux de la rue du Réservoir qui échoit à Jean Laclotte lors du partage de leur société en 1793. Les termes de ce partage ne sont pas très explicites ; cette fabrique leur appartient-elle vraiment ou n'en possèdent-ils que les murs ? Les deux hypothèses sont plausibles mais il faut cependant noter qu'il n'est fait référence à cette entreprise que dans ce seul document. Elle n'apparaît plus dans ceux qui concernent la succession de Jean.

Alors qu'ils s'attachent à la mise en valeur des vastes terrains que possède, sur le Pavé des Chartrons et de part et d'autre du cours de Tourny, le verrier Patrice Mitchell, Étienne, Jean et Michel Laclotte obtiennent le 13 septembre 1770 des Jurats de Bordeaux la permission de construire et d'ouvrir « *un jeu de paume sur le terrain ci-devant appartenant au S. Michel contigus au bâtiment de l'academie du manege et non ailleurs, à la charge par les suppliants et tous autres qui tiendront led. jeu de se conformer aux ordonnances de police concernant l'exercice du jeu de paume...* »⁶⁹. Munis de cette autorisation, les trois frères achètent le 1^{er} octobre suivant à Patrice Mitchell pour cinq mille six cents livres un vaste lot de quarante-huit pieds de large sur cent soixante-huit pieds de profondeur en bordure du cours de Tourny et jouxtant le manège d'équitation⁷⁰. Le jeu et ses dépendances sont en chantier en 1771⁷¹, il est terminé à la fin de cette année⁷², alors qu'il a été loué dès le 28 octobre 1770 au maître paumier Jean Gosse, venu de Nantes pour en assurer la direction⁷³.

Durant l'été 1771 Jean Gosse, Pierre Gueytron, marchand de Saint-Seurin-de-Cadourne et Laurent Galtier s'associent pour exploiter ce jeu de paume, le premier pour la moitié et les deux autres pour un quart chacun. Le loyer annuel payé par les trois associés aux architectes se monte à trois mille cinq cents livres pour les trois premiers exercices d'exploitation. En outre les associés se chargent de « *meubler et mettre les jeux en état d'être donnés, soit pour les pommes, raquettes, billards, cafés, rafraichissements & liqueurs, linges, tapisseries & glaces* ». Ils s'engagent à faire promulguer un règlement en forme d'ordonnance rendue par les Jurats, « *qui fixera l'heure que l'exercice du jeu de paume pourra commencer & devra finir, et les jours qu'il ne pourra être tenu, qui établira led. jeu à l'instar de ceux de Paris & autres principales villes du Royaume, qui permettra d'en fermer les portes & refuser l'entrée lors que des compagnies choisies voudront y être seules, qui en interdira l'entrée aux domestiques, aux ouvriers avec l'habit de leur état et aux gens sans aveu, et qui pourvoira d'ailleurs à tout ce que MM. les magistrats verront de leur haute prudence & sagesse pour le meilleur ordre, la décence & la tranquillité desd. jeux et exercices* ». Enfin il est décidé à cette date que le bâtiment de façade sera exhaussé d'un étage⁷⁴.

En 1774 le maître menuisier Pinaud se substitue aux deux associés de Jean Gosse. Dès le 3 juin Étienne et Jean Laclotte se plaignent, dans une protestation consignée chez Maître Barberet, du fait avéré que le nouvel associé du paumier organise des rencontres qui ne sont pas littéralement sportives dans les salons du jeu de paume. On peut y rencontrer des « *femmes du monde* », apparemment d'un monde qui ne plaît pas aux Laclotte⁷⁵. Nonobstant le côté

moral de la chose, les architectes craignent que la mauvaise réputation que pourrait acquérir le lieu ne conduise les Jurats à le fermer. Sa valeur locative en serait affectée. En 1775 le menuisier prétend faire baisser le loyer du jeu de paume et les Laclotte doivent le sommer d'exécuter ses engagements⁷⁶ ; enfin l'année suivante est résilié le bail pour la part de Pinaud, qui doit se retirer moyennant le versement d'une indemnité de cinq mille livres en faveur des Laclotte⁷⁷.

Malgré ces quelques vicissitudes, le jeu de paume des Laclotte s'est révélé être une bonne affaire. L'achat des terrains sur lesquels il se dressait a coûté cinq mille six cents livres, sa construction entre l'automne 1770 et l'été 1771 n'a pas pu excéder une vingtaine de milliers de livres, il était vaste mais de structure extrêmement simple. Sa location d'un montant annuel de trois mille cinq cents livres pendant seize ans a rapporté cinquante six mille livres, l'entretien des bâtiments restant à la charge des locataires⁷⁸. De ce bénéfice il faut déduire le rachat opéré en 1776 pour douze mille cinq cents livres par la société formée entre Jean et Étienne Laclotte des parts du jeu appartenant à leur frère Michel, et quelques frais de justice entre 1774 et 1776 pour évincer l'indélicat Pinaud. Juste après qu'ils aient signé en 1788 un nouveau bail de neuf ans beaucoup moins favorable pour eux puisque le nouveau loyer annuel se trouvait ramené à deux mille quatre cents livres⁷⁹, les frères Laclotte vendent leur immeuble à Étienne-Théodore Dumoulin, conseiller au Parlement de Bretagne pour la somme de quarante cinq mille livres⁸⁰. Au total c'est donc pour chacun un revenu annuel d'environ quinze cents livres, ce qui est loin d'être ridicule, que rapporte pendant quinze ans le jeu de paume du cours de Tourny à Jean et Étienne Laclotte.

Le Théâtre Molière

En 1811, dans une lettre adressée au préfet de la Gironde, à propos d'une réclamation de l'entrepreneur de spectacles Belleville, le comte Lynch, maire de Bordeaux, déclarait que « *le théâtre de Molière est l'ancienne église du collège des Jésuites, qu'un Sieur Laclotte, architecte, acquit comme domaine national dans les premières années de la révolution, et dont il fit une salle de spectacle, abandonnée du public et des acteurs depuis plusieurs années* »⁸¹.

Le maire de la ville étale là sa méconnaissance de l'histoire du collège des Jésuites, qui se trouvait effectivement à proximité de l'ancien prieuré Saint-James, mais qui bien entendu possédait sa propre chapelle. Plus au fait de cette histoire, Arnaud Detcheverry, historien des théâtres de Bordeaux, rappelle en 1860 que le théâtre Molière était en effet établi dans l'antique chapelle de ce prieuré, fondé par le duc d'Aquitaine Guillaume IX, confié à des Hospitaliers de Saint-Jacques, réédifié en 1553, donné en 1574 aux Jésuites et restauré par leurs soins à la fin du XVI^e siècle⁸². Emporté par ses opinions hostiles à la Révolution qu'il assimile à une « *tourmente, qui transforma les églises en écuries, et les caves en églises* », cet auteur fait la même erreur que le comte Lynch. Il pense qu'Étienne Laclotte a acheté la vieille chapelle comme Bien national. Trompé par ces témoignages, Louis Desgraves se méprend de la même manière⁸³.

Ces historiens semblent avoir oublié que les expulsion et spoliation de la Compagnie de Jésus se déroulèrent sous la monarchie et non la Révolution. La simple consultation de la presse du XVIII^e siècle permet de savoir que le prieuré et ses dépendances furent vendus par les autorités royales. Le journal des annonces des frères Labottière prévient en

69. A. D. Gironde, 3 E 20574, 28 octobre 1770.

70. A. D. Gironde, 3 E 20574, 1^{er} octobre 1770.

71. A. D. Gironde, 5 L 201. Le serrurier Bigot y travaille alors sous la direction de Jean Laclotte.

72. A. D. Gironde, 3 E 20576, 30 juin 1771.

73. A. D. Gironde, 3 E 20574, 28 octobre 1770.

74. A. D. Gironde, 3 E 20576, 30 juin 1771.

75. A. D. Gironde, 3 E 20582, 3 juin 1774.

76. A. D. Gironde, 3 E 20584, 13 décembre 1775.

77. A. D. Gironde, 3 E 20585, 30 mars 1776.

78. A. D. Gironde, 3 E 20574, 28 octobre 1770 ; 3 E 20576, 30 juin 1771 ; 3 E 20585, 30 mars 1776.

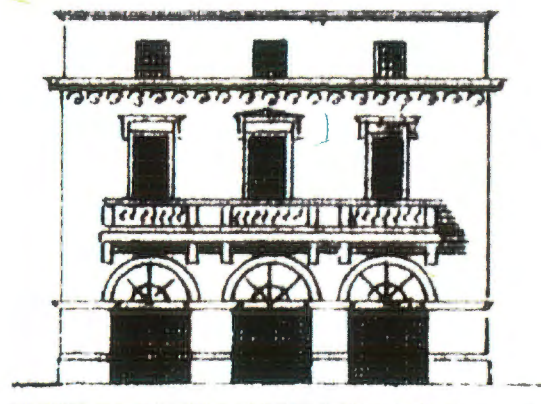
79. A. D. Gironde, 3 E 20609, 1^{er} mars 1788.

80. A. D. Gironde, 3 E 23443, 16 mai 1788.

81. A. D. Gironde, 167 T 4.

82. DETCHEVERRY, Arnaud. *Histoire des théâtres de Bordeaux...*, p. 283-289.

83. DESGRAVES, Louis. *Evocation du vieux Bordeaux...*, p. 242.



23 | Eugène Cabillet, façade du Théâtre Molière.

février 1774 que « la reception des enchères concernant la vente de l'emplacement & bâtiment de l'Eglise Saint-Jacques, située rue du Mirail, continuera de se faire vendredi prochain, 25 du présent mois de février, & il sera procédé ledit jour à trois heures de relevée, ainsi que l'adjudication d'iceux, s'il y a lieu, en faveur du plus offrant & dernier enchérisseur, par Monseigneur l'Intendant [...] »⁸⁴.

Le 4 mars suivant Étienne et Jean Laclotte associés à Messieurs Moreau et Ducos se rendent sous le nom de ce dernier acquéreurs de l'ancien prieuré pour la somme de cinquante-deux mille quatre cents livres. Ils le conservent en indivision jusqu'en 1792, année durant laquelle les deux architectes rachètent à leurs associés les quatre sixièmes des parts qu'ils possèdent encore⁸⁵.

Dès le 18 janvier 1792 Marguerite Toussaint, Narcisse Granger, René Brochard, Pierre Lamery et Anne Galton, tous comédiens louent aux sieurs Laclotte et compagnie « une nouvelle salle de spectacle qu'ils vont faire construire à leurs fraix dans l'emplacement de la ci devant eglise Saint Jacques située en cette ville rue du Mirail, à laquelle seront seulement employés l'interieur de ladite eglise ce qui en formoit les chapelles et le clocher » pour une durée de neuf ans et un loyer de trente mille livres. Il est précisé dans le contrat que la salle doit être construite par les Laclotte, à l'exception de la machinerie de la scène, dont la charge leur incombe et que les comédiens leur rembourseront jusqu'à concurrence de huit cents livres, mais qu'ils « ne seront tenus à la fourniture d'aucun meubles, décorations, habits formant le magasin ou autres, lustres, girandoles, lampions, cordes, poulies, contrepoids, ni de rien de ce qui sert à l'exploitation du theatre ou à l'habillement des acteurs »⁸⁶.

De la nature de cette salle de spectacle rien n'est connu. Elle devait pour l'essentiel être construite en bois. Le dessin de sa façade sur la rue du Mirail a été heureusement gravé vers 1820 par Eugène Cabillet. Presque aussi haute que large, elle comportait trois travées de baies sur trois niveaux. Au rez-de-chaussée s'ouvraient des baies en plein-cintre à châssis de tympan en éventail, à l'étage des portes-fenêtres rectangulaires ouvraient sur un large balcon à garde-corps formé d'une balustrade et reposant sur de grosses consoles. Enfin au-dessus d'une corniche à modillons, de petites fenêtres presque carrées éclairaient l'étage d'attique⁸⁷ | 23|.

Selon Raymond Céleste, historien des théâtres de Bordeaux sous le Directoire, le théâtre Molière ouvre bien en 1792 pour fermer ses portes à la fin du mois de novembre 1793. Sa troupe émigre au Grand Théâtre. Il ouvre à nouveau en mai 1795 et ferme dès 1797 pendant deux mois avant qu'une nouvelle société par actions, ne prenne en charge son fonctionnement. En octobre 1799 il devient la salle d'une société d'amateurs. Ce que Raymond Céleste, apparemment ennemi de ce qui allait devenir la vie associative, condamne par les mots cruels : « C'était un rendez-vous de petits bourgeois »⁸⁸.

Si l'on se fie aux dires du comte Lynch, Étienne Laclotte afferme de nouveau la salle en 1811 en faveur d'entrepreneurs ayant le projet d'y donner des bals. Elle est revendue en 1817 par ses héritiers et ceux de son frère et aurait été rendue au culte vers 1860. Elle sert aujourd'hui d'entrepôt. ■

84. Annonces, affiches et avis divers, n° du 24 février 1774.

85. A. D. Gironde, 3 E 31350, 30 mars 1792.

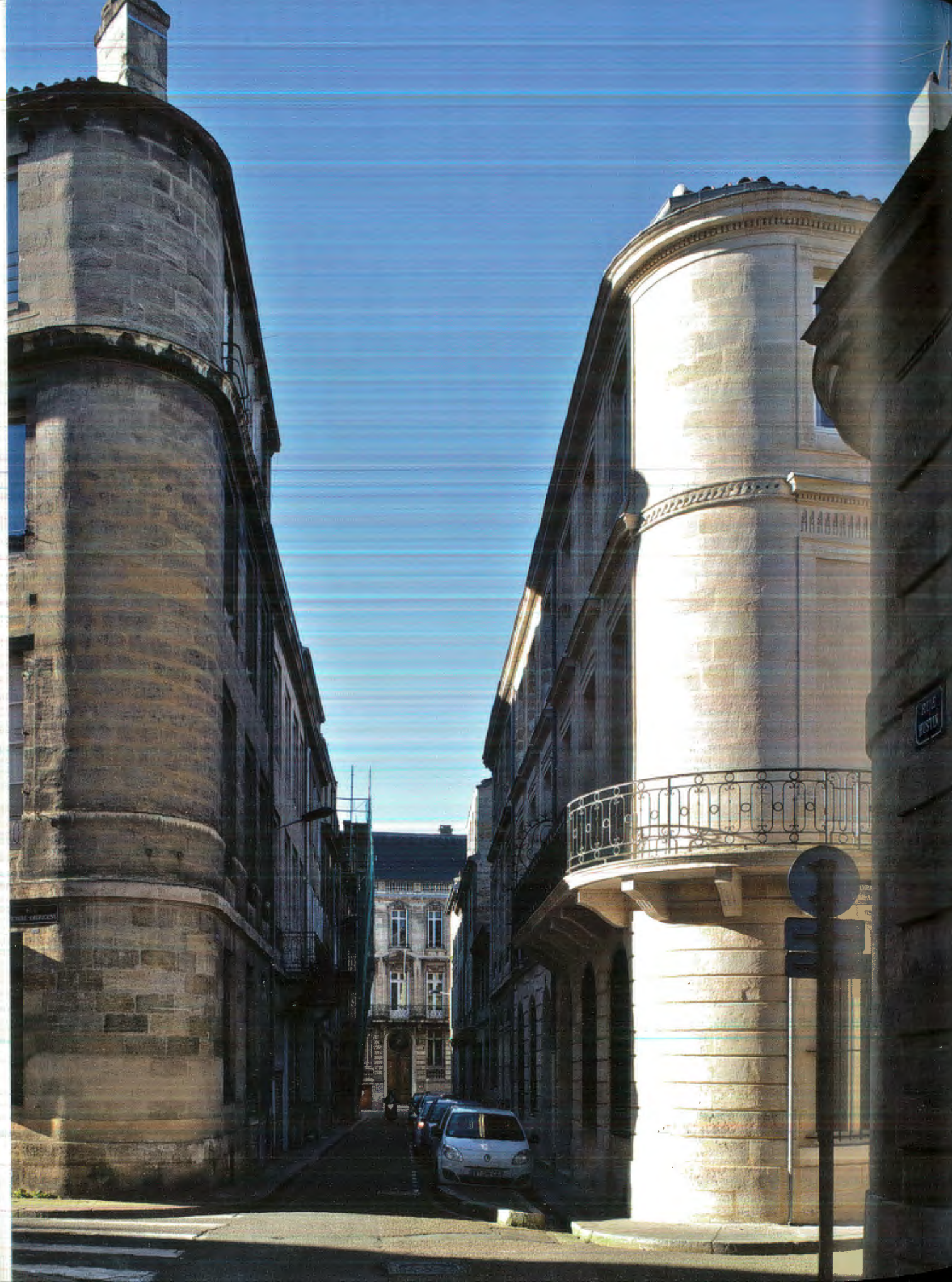
86. A. D. Gironde, 3 E 31350, 18 janvier 1792.

87. CABILLET, Eugène. *Album des édifices et maisons remarquables de Bordeaux...*

88. CELESTE, Raymond. *Les théâtres de Bordeaux sous le Directoire...*, p. 14-15.

DEUXIÈME PARTIE

UNE GRANDE VARIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS



CHAPITRE I

LES RELATIONS AVEC LES CHAPITRES BORDELAIS, LE CLERGÉ RÉGULIER, LES ÉTABLISSEMENTS CHARITABLES ET D'ENSEIGNEMENT

LE CHAPITRE DE SAINT-ANDRÉ : LES TRAVAUX À LA CATHÉDRALE – LES MAISONS CANONIALES – LES MAISONS DU CHANOINE DESBIEY, UN EXEMPLE ISOLÉ OU UNE PRATIQUE COURANTE ?

LE CHAPITRE DE SAINT-SEURIN : LA TRIBUNE D'ORGUE ET LES TRAVAUX À LA COLLÉGIALE – LES TRAVAUX AUX BÂTIMENTS CANONIAUX – LES ABORDS DE LA COLLÉGIALE

LES CLIENTS RÉGULIERS : L'AGRANDISSEMENT DU COUVENT DES FEUILLANTS – L'ANNEXE DE L'ÉGLISE SAINTE-CROIX AU PONT DU GUIT – LES DAMES CARMÉLITES – LES TRAVAUX POUR L'ABBAYE DE L'ISLE

LES ÉTABLISSEMENTS CHARITABLES ET D'ENSEIGNEMENT : L'HÔPITAL DE LA MANUFACTURE – L'HÔPITAL SAINT-ANDRÉ – L'HÔPITAL DES INCURABLES – LE PENSIONNAT DU COLLÈGE DE GUYENNE

LE SÉMINAIRE DE LA MISSION : LES BÂTIMENTS DU SÉMINAIRE – LES MAISONS LOCATIVES DE LA MISSION RUES DU PALAIS-GALLIEN ET JUDAÏQUE-SAINT-SEURIN

Au début de la décennie 1760-1770 les frères Laclotte deviennent les architectes des deux chapitres bordelais de Saint-André et Saint-Seurin, ils le resteront jusqu'à la fin de l'Ancien-Régime. Le fait d'avoir pu servir les deux compagnies simultanément reste d'autant plus remarquable que depuis le Moyen Âge celles-ci entretiennent des rapports difficiles. Leur rivalité porte sur la primauté de l'une ou l'autre, quant à l'ancienneté de l'église à laquelle elles sont attachées. Les « *honorables et discrètes personnes* » ont le bon goût de ne pas exiger l'exclusivité des talents de leurs architectes. L'œcuménisme est tel qu'en 1775 Étienne Laclotte effectue d'importants travaux dans une maison que le chanoine d'Arche, du chapitre de Saint-André, loue au chanoine Boyer, du chapitre de Saint-Seurin¹. La clientèle du chapitre cathédral, prestigieuse, pourrait à première vue passer pour plus intéressante que celle du chapitre de Saint-Seurin. Si effectivement les travaux effectués pour le collège sont rares, les compensations financières que les Laclotte retirent de leur fonction sont loin d'être secondaires. On pense bien sûr aux conditions fiscales très favorables que consentent les chanoines aux Laclotte et à leurs clients mais aussi à la demande qui est faite aux architectes de s'associer à la mise en valeur des terrains qui environnent la collégiale.

24 | Angle des rue Hustin et
impasse Victoire-
Américaine (voir p. 167).

1. A. D. Gironde, 2 E 65-a.

Le chapitre de Saint-André

Le 5 mai 1761, une semaine après la mort de son père, Étienne Laclotte lui succède dans sa charge d'architecte du chapitre de la cathédrale. Les chanoines lui accordent une large confiance, n'hésitant pas à le consulter pour des affaires qui a priori ne concernent pas un simple exécutant. Les cordiales relations entretenues avec le chapitre semblent avoir eu un revers, celui d'écarter les Laclotte des commandes des « ennemis » de la compagnie. On le sait, les relations de celle-ci avec les prélats qui se sont succédé à l'époque moderne sur le siège métropolitain furent toujours tendues, pour des questions d'intérêt. Les archevêques, qui font réédifier leur palais urbain et travailler sans cesse à leurs différentes maisons de campagne, pendant la période où les chanoines emploient les Laclotte, ne font jamais appel à eux. Lorsqu'en 1775 Maximilien-Mériadec de Rohan envisage de doter la cathédrale d'une façade occidentale monumentale, c'est au professeur de dessin de l'Académie qu'il s'adresse². De manière plus significative encore, les Laclotte semblent avoir été exclus de la spéculation initiée par ce même prélat pour financer la construction de son palais.

En 1769 la rivalité qui existe entre les religieux de l'abbaye de Vertheuil et le chapitre, à propos de l'exercice de la justice dans cette paroisse, coûte aux Laclotte la perte du chantier de la reconstruction de l'église de Cantenac. Consultés sur cette affaire ils donnent un projet d'édifice de plan en croix latine, accompagné d'un toisé et d'un devis, qu'agrée l'archevêque et son vicaire général, le chanoine Boudin, ainsi que les paroissiens du lieu³. Pour des raisons à ce jour inconnues, les plans d'une église à collatéraux dus à l'architecte René Monpontet leur sont préférés⁴.

Les travaux à la cathédrale

Le chapitre avait en charge, totalement ou en partie, l'entretien de nombreuses églises, tant dans la ville que dans les divers archiprêtrés du diocèse. Les Laclotte n'interviennent que rarement sur ces édifices. En 1765 ils construisent deux « *grands vitraux* » sur la façade de l'église Saint-Projet⁵. Sans doute faut-il entendre par là les deux baies qui se trouvent à la base de la tour et que l'on destinait à recevoir des verrières. Le chantier n'est pas de bien grande envergure. Dix ans plus tard les architectes du chapitre conduisent les travaux qu'exige l'état du sanctuaire et de la sacristie de l'église de Pompignac⁶. Cet édifice de l'Entre-deux-Mers ne garde plus de trace de cette intervention.

L'essentiel de l'activité des architectes pour le chapitre reste, en ce qui concerne les édifices religieux, consacré à la cathédrale Saint-André. Jacques Gardelles a souligné leur rôle essentiel dans la réalisation des réparations dont elle a régulièrement besoin à la fin du XVIII^e siècle, tout du moins celles qui incombent au chapitre, ceci depuis le milieu de l'épiscopat de Monseigneur de Rohan jusqu'à la fin de celui de Monseigneur Champion de Cicé⁷.

À partir de la fin de l'année 1776 les Laclotte ont entrepris de paver, « *en dallottes proprement taillées* », toute la surface du transept entre les portails méridional et septentrional. L'année suivante ils pavent le « *tour de la cathédrale entre les piliers* »⁸. En 1780 les chanoines réédifient les piliers qui soutiennent la grille condamnant l'accès à la porte percée dans le flanc septentrional de la nef, connue sous le nom de portail royal⁹. En 1781 le trumeau du portail du croisillon nord qui ne suffit plus à supporter son tympan est renforcé par deux corbeaux, la même année sont réparés le pavage du chœur et celui de la partie occidentale de la nef, ainsi que « *le vieux Batiment adossé à l'église du côté de la porte Royale* ». Il doit s'agir de l'ancienne maison de l'œuvre. Entre les mois de décembre 1780 et d'octobre 1781, Étienne Laclotte « *réédifie les vitraux de l'église Saint André* ». On peut penser qu'il refait les remplages de baies supportant des vitraux. En 1786 de menues réparations à la première chapelle rayonnante septentrionale, et l'ouverture d'une porte dans le mur de la nef pour accéder au mécanisme de l'horloge coûtent au chapitre une centaine de livres¹⁰.

Le 27 août 1787 un incendie détruit presque entièrement les combles du chevet et la toiture du transept. On se lamente bien sûr sur l'importance des dégâts. Pourtant ni la fabrique ni l'archevêque, qui demandent à Bonfin de réfléchir sur le parti à prendre, ne se décident à entreprendre quelque action efficace¹¹. Le chapitre ordonne des opérations d'urgence et conservatoires. Pendant dix mois entre 1787 et 1788, vingt-six ouvriers des Laclotte s'emploient à déblayer les matériaux brûlés, à construire un mur « *de séparation* », vraisemblablement destiné à interdire l'accès des parties découvertes de la cathédrale, à rehausser l'un des murs du transept pour recevoir une future charpente¹².

À la Révolution les Laclotte cessent toute activité sur le chantier de la cathédrale.

Les maisons canoniales

Jean Laclotte père avait réparé ou même réédifié bon nombre des maisons que possédait le chapitre de Saint-André, situées pour la plupart aux alentours de la primatiale, et toutes dans le périmètre de la sauve. Ses fils continuent à les maintenir en bon état locatif, ce qui les occupent bien plus que la cathédrale elle-même¹³.

Peu après avoir été reçu architecte du chapitre, Étienne Laclotte, durant l'année 1762, construit deux maisons dans la rue Caguemule. Cette voie aujourd'hui disparue longeait le côté méridional du cloître de la cathédrale¹⁴. Toujours à peu près à la même époque¹⁵, les Laclotte réédifient la façade d'une maison canoniale de la rue d'Albret¹⁶ et celle d'une autre habitation du chanoine d'Antraigues. En 1764 sont refaites les cheminées de la même maison de la rue d'Albret, celles d'une autre maison jouxtant la tour Pey-Berland et enfin celles de la résidence du chanoine d'Arche place Saint-André¹⁷. Il faut attendre 1767 pour retrouver dans les comptes du chapitre deux mémoires concernant de petites réparations effectuées par Étienne Laclotte aux résidences de

2. GARDELLES, Jacques. *La Cathédrale Saint-André de Bordeaux...*, p. 44.

3. A. D. Gironde, G 667. Ces deux documents ne sont pas datés, le second n'est pas complet.

4. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 8 juin 1769.

5. A. D. Gironde, G 2839.

6. A. D. Gironde, G 3329.

7. GARDELLES, Jacques. *La Cathédrale Saint-André de Bordeaux...*, p. 42, 47-48, 50.

8. A. D. Gironde, G 3329, 9 octobre 1777.

9. A. D. Gironde, G 3330, 5 avril 1780.

10. A. D. Gironde, G 3334, 21 mars 1786.

11. GARDELLES, Jacques. *La Cathédrale Saint-André de Bordeaux...*, p. 49 et 89.

12. A. D. Gironde, G 3335, 31 mai 1788.

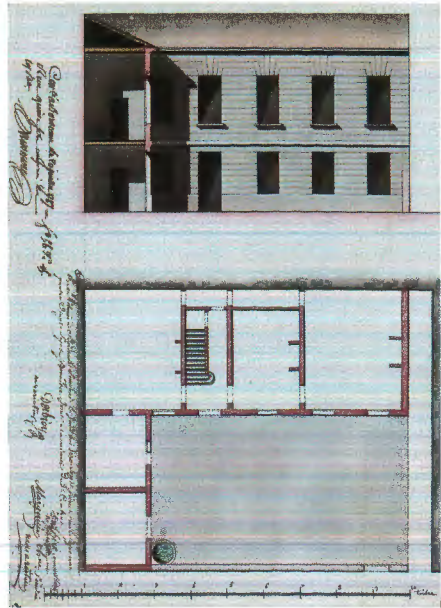
13. GARDELLES, Jacques. *La Cathédrale Saint-André de Bordeaux...*, p. 42.

14. A. D. Gironde, G 3324, 2 juin et 11 novembre 1762.

15. Deux mémoires adressés au chanoine Dechambert ne portent pas de date mais sont classés dans les liasses G 3324 et G 3325, avec les mémoires, factures et devis du chapitre qui couvrent la période 1762 à 1764.

16. La moitié méridionale de cette voie, qui prolongeait la rue Caguemule jusqu'au cours d'Albret, et fut rebaptisée rue des Frères-Bonie, a disparu lors de l'aménagement du quartier de l'Hôtel-de-Ville.

17. La place Saint-André se trouvait à l'est du chevet de la cathédrale, lors du dégagement de l'édifice au XIX^e siècle les constructions qui la bordaient ont été détruites.



25 | Plan au rez-de-chaussée et élévation principale d'une maison du chanoine Desbiey rue des Mottes.

l'abbé Dudon, rue des Trois-Conils, et du chanoine d'Arche, place Saint-André¹⁸. En 1772 l'état de la demeure que loue au chapitre le chirurgien Raymond Tastet, située sur la petite place Saint-André¹⁹, exige que l'on procède à des travaux pour un montant de deux cent vingt livres. En 1774 Étienne Laclotte démolit et reconstruit une cheminée, pose aussi un évier dans la maison du prévôt de la sauveté de Saint-André. Il refait la porte d'entrée et répare un bénitier dans le bâtiment abritant la psalette du chapitre, il « *reçape* » les murs du logis de Monsieur d'Arche et ceux de la cave d'une maison voisine du séminaire des Irlandais²⁰. En 1778 Étienne Laclotte se charge de détruire les deux murs de façade d'une maison de la rue Judaïque-en-ville²². Il les reconstruit pour trois cents livres. Trois ans plus tard c'est une boulangerie appartenant aux chanoines qu'il réédifie presque entièrement, y compris son four, pour sept cents livres. Une autre boulangerie est réparée en 1786, ainsi qu'une maison rue des Trois-Conils, « *régie* » par le chanoine Duval. Enfin en 1788 l'entretien de l'habitation de la rue d'Albret exige de nouveaux travaux, ces dernières interventions ponctuelles, réalisées par Étienne Laclotte et Blaise Despujols, ne rapportent que des sommes négligeables²⁴.

Les maisons du chanoine Desbiey, un exemple isolé ou une pratique courante ?

La majorité des biens du clergé, tant régulier que séculier, étant soumise au statut de main morte, leur aliénation nécessitait l'obtention de lettres patentes. Certains religieux obtiennent à Bordeaux au XVIII^e siècle ces permissions exceptionnelles. On connaît bien le cas du lotissement dit de l'archevêché, qui devait produire les fonds nécessaires à l'édification du nouveau palais primatial. Il existait des pratiques plus modestes et plus subtiles, auxquelles se livra au moins l'un des chanoines de Saint-André sur des maisons canoniales.

Jean-François-Hugues Dutems réside à Paris. Chanoine, archidiacre de la cathédrale de Bordeaux, lecteur du Roi, vicaire général du diocèse de Cambrai, il bénéficie du maigre revenu de deux vieilles maisons canoniales. La première se trouve rue des Mottes²⁵ et la seconde place Saint-André. Le 17 juillet 1787 Philippe-Louis Marginier, syndic du chapitre, est chargé de louer « *le terrain, fondement, batimens et dependances en état de vétusté situés rue des mottes dont jouit par option ledit sieur Dutems* ». Il baille à loyer la maison en question, devant Maître Darrieux. Le preneur se trouve être un autre chanoine de leur compagnie : Louis-Mathieu Desbiey. Il s'engage à payer annuellement à l'abbé Dutems, et à ses successeurs dans son canonicat, la somme de trois cents livres pendant cinq ans, et à l'issue de cette période, celle de quatre cents livres pendant trente ans. Au chapitre, l'abbé Desbiey s'engage également à verser deux cents livres tous les ans pendant ces mêmes trente années²⁶.

18. A. D. Gironde, G 3326, 24 décembre 1767.

19. Cette place disparue lors du dégagement de la cathédrale se trouvait au-devant du croisillon sud du transept de l'édifice.

20. A. D. Gironde, G 3327 ; G 3328, 14 juillet 1771 ; G 3329, 10 mars 1772.

21. Cet établissement se trouvait sur le côté oriental de la place Saint-André.

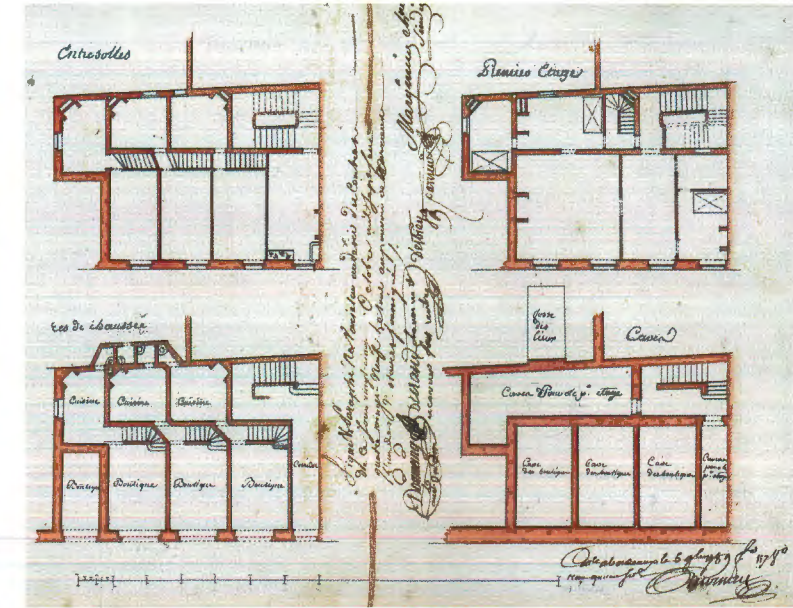
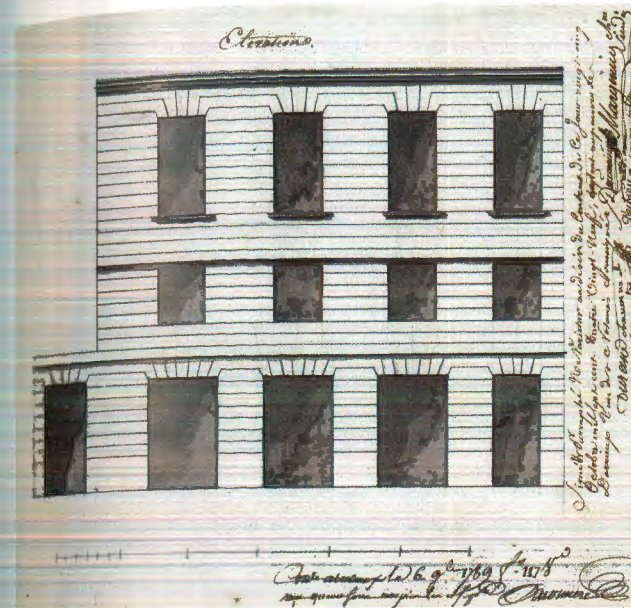
22. Il s'agit de la rue rebaptisée rue de Cheverus.

23. A. D. Gironde, G 3330, 20 juin 1778 ; G 3331, 5 juin 1781.

24. A. D. Gironde, G 3334, 10 janvier 1786, 26 avril 1786 ; G 3335, 23 juin 1788.

25. Cette voie prolongeait la rue Caguemule sur le côté méridional de la cathédrale.

26. A. D. Gironde, 3 E 24716, 17 juillet 1787.



Le local baillé est assez important pour qu'y soient édifiés deux bâtiments. Le premier abrite deux « *échoppes à boutiques* » et une remise, le second une maison précédée d'une cour. Les échoppes ne consistent chacune qu'en une salle ouverte sur la rue, surmontée d'une pièce à laquelle on accède par un escalier de bois. La maison paraît beaucoup plus intéressante. Deux murs de clôture et deux corps de bâtiment de plan simple en profondeur, dont l'un est nettement plus étroit que l'autre, circonscrivent une cour rectangulaire. Le corps principal formant le fond de la cour se compose selon les termes du devis « *d'une cuisine, d'un escalier, d'un salon à manger et d'une salle de compagnie* ». Le petit corps attenant et en retour d'équerre, communiquant au rez-de-chaussée avec la cuisine, comporte une pièce à lavoir avec un chai à bois et un cellier à vin. L'escalier rampe-sur-rampe est de la largeur de trois pieds hors-œuvre pour chaque montée. Le premier étage compte dans le grand corps de logis le même nombre de pièces que le rez-de-chaussée. Au-dessus du chai à bois et du cellier, l'emplacement doit être distribué « *de manière à en tirer le meilleur parti possible* ». Cette maison prend le jour par des travées de baies rectangulaires, un bandeau plat sépare les niveaux, un simple appui saillant décore les fenêtres de l'étage. Sur les parois, de minces refends dessinent des bossages continus et soulignent l'appareillage, à crossettes en escalier, des plates-bandes des baies de l'étage [25] [26] [27].

Le chapitre de Saint-Seurin

« *Au milieu du XVIII^e siècle, plus de mille cinq cents maisons et échoppes attestent l'urbanisation du faubourg. La population s'élève alors à treize mille trois cent soixante-dix habitants et approche des vingt mille à la fin de l'Ancien Régime. Plus peuplé qu'Agen ou Bayonne, tel apparaît au XVIII^e siècle le faubourg-sauveté-seigneurie du chapitre Saint-Seurin, ensemble complexe et original à la personnalité affirmée : mi-rural, mi-manufacturier, avec sa population de vigneron, d'artisans, de bourgeois, sous la houlette de chanoines qui lui donnent cet aspect paisible, ce ton de quiétude et de bienséance qu'il a en grande partie conservé* »²⁷. Le professeur Loupès a en quelques mots décrit l'état du faubourg Saint-Seurin

27. LOUPÈS, Philippe. *Chapitres et chanoines...*, p. 100.

26 | Élévation principale de la maison à bâtir pour le chanoine Desbiey place Saint-André.

27 | Plans des caves, du rez-de-chaussée, de l'entresol et de l'étage de la maison à bâtir pour le chanoine Desbiey place Saint-André.

au moment où les Laclotte deviennent les architectes du chapitre qui l'administre. C'est le 15 mai 1761, dix jours après sa désignation par le chapitre de la cathédrale comme son architecte, que les chanoines de la collégiale Saint-Seurin reçoivent à leur tour Étienne Laclotte « *pour architecte dans les ouvrages que le chapitre aura besoin de faire faire* »²⁸.

Les travaux qu'exécutent les Laclotte pour le chapitre entre 1761 et la Révolution sont rares, mais de leurs relations avec les chanoines durant cette période ils vont tirer de substantiels avantages. Le territoire de la sauve est extrêmement vaste. C'est dans sa partie septentrionale, vers le Jardin Public et au-delà vers les Chartrons, ainsi que dans sa partie orientale le long des voies conduisant vers Caudéran et Le Bouscat, que va principalement croître la ville de Bordeaux. Les Laclotte vont être les premiers, en raison de leur position, à profiter de cette croissance. Le revenu du chapitre s'accroît avec l'augmentation de l'activité immobilière, car il perçoit les lods et ventes, cet impôt sur les mutations de propriété. Aux Laclotte en est consentie presque systématiquement une remise par le chanoine receveur²⁹.

La tribune d'orgue et les travaux à la collégiale

L'une des œuvres les plus connues des Laclotte, et sans doute la plus anciennement identifiée, est la tribune d'orgue de la collégiale Saint-Seurin, édifiée en 1771³⁰. Le devis, soumis à l'approbation du chapitre le 8 septembre 1771 et conservé dans les archives du chapitre, ne mentionne toutefois pas la totalité des travaux exécutés pour l'édification de la tribune³¹. Il néglige de parler des voûtes que les architectes ont dû établir pour couvrir les espaces compris entre les grosses piles soutenant la partie centrale de la tribune et les murs latéraux de l'église.

La partie occidentale de la collégiale comporte un clocher-porche, au-devant et de part et d'autre duquel ont été établies une nouvelle façade et des salles latérales. Ces dernières ouvrent sur la nef par deux grands arcs brisés, engagés dans des demi-colonnes adossées aux murs-gouttereaux de l'édifice, et vers l'intérieur retombant sur de hautes et grosses colonnes. C'est contre cet ensemble que les Laclotte sont chargés de bâtir la tribune d'orgue qui manquait aux chanoines. Les architectes établissent deux massifs de maçonnerie adossés et liés aux deux grosses colonnes soutenant les arcs des salles latérales, en pierre dure pour l'assise et pierre de Bourg jusqu'à hauteur de la naissance des voûtes. Ces épais massifs reposent sur des fondations de douze pieds de profondeur et dix pieds de large, à chaînes de pierre dure. Ils reçoivent sur leur face regardant la nef, édifiée en pierre de Taillebourg, « *un ordre dorique, avec des acouplemens de pilastres canelés, ornés de la base et chapiteau* ». Il s'agit de deux paires de pilastres à cannelures, à chapiteau et base extrêmement plats. La tribune elle-même, onnée dans sa partie centrale, repose sur trois voûtes. Au milieu, la plus large, en berceau en anse de panier, porte l'instrument. Les voûtes latérales, en berceau à lunettes permettent le libre passage vers les pièces encadrant le porche. Un corps de moulures, reprenant le profil des chapiteaux des pilastres, court sur le front de la tribune qui supporte un garde-corps de fer forgé à larges panneaux au dessin chantourné [28]. Il s'accorde avec la sculpture tourmentée du buffet de l'orgue, réalisé par le menuisier du chapitre, Boyer et les sculpteurs bordelais Cessy et Cabirol³².

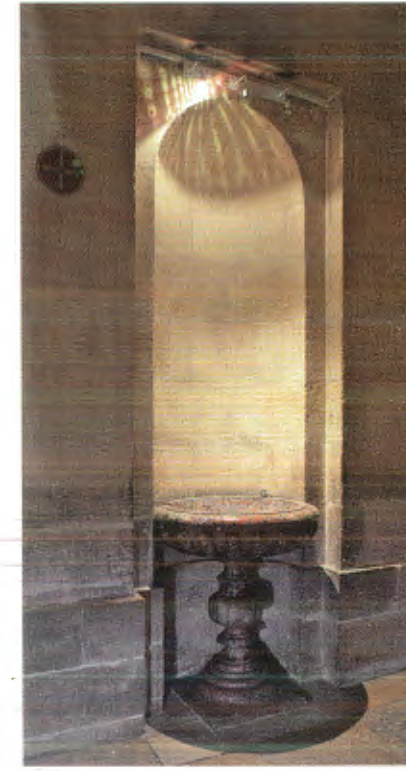
28. A. D. Gironde, G 1017, f° 99 v°.

29. A. D. Gironde, 3 E 20583, 5 mai 1775. Cette pratique est clairement énoncée lorsque ce type de remise est consenti aux Laclotte dans l'affaire du lotissement Duplessy : le chanoine receveur, Monsieur Boyer a promis aux Laclotte la remise de la moitié des lods et ventes « avec la politesse et bonté qui lui sont naturelles » et « tel qu'il l'accordait ordinairement... »

30. COURTEAULT, Paul. *Bordeaux cité classique...*, p. 90 ; DESGRAVES, Louis. *Évocation du vieux Bordeaux...*, p. 386.

31. A. D. Gironde, G 1531, pce 62.

32. A. D. Gironde, G 1531, pce 80 ; G 1533, pce 4.



Quelques mois après avoir élevé cette tribune d'orgue, les frères Laclotte interviennent de nouveau dans la collégiale. Entre les massifs de maçonnerie qu'ils viennent de construire pour supporter la tribune qui déterminent un espace prolongeant le porche à la manière d'un tambour, le chapitre leur demande de refaire le pavage du sol, et dans ces mêmes massifs de procéder à la pose de bénitiers se faisant face. Ils établissent deux niches de plan semi-circulaire et voûtées en cul-de-four qui accueillent des vasques godronnées montées sur un pied en balustre, en marbre rouge³³ [29].

En août 1774 c'est le maître maçon Brothier qui se substitue aux Laclotte pour réparer et hausser le clocher de la collégiale de treize pieds³⁴. Il est probable que surchargés de tâches les Laclotte ont recommandé eux-mêmes au chapitre de s'adresser à Louis Brothier, leur confrère et voisin de la rue Notre-Dame.

Les travaux aux bâtiments canoniaux

Comme leurs confrères du chapitre de la cathédrale, les chanoines de Saint-Seurin disposaient de maisons canoniales mais leur nombre était très réduit. De ces dix-sept habitations, pour la plupart modestes, beaucoup se trouvent dans la rue du Palais-Gallien³⁵, d'autres autour de l'enclos du cimetière jouxtant le flanc méridional de la collégiale et dans la rue Tronqueyre, l'actuelle rue Rodrigues-Perreire. Les Laclotte interviennent sur ces constructions encore moins que sur l'église. Tout juste peut-on

28 | 29 | Collégiale Saint-Seurin : tribune de l'orgue et bénitier.

33. A. D. Gironde, G 1534, pce 41.

34. A. D. Gironde, G 1533, pce 58.

35. LOUPES, Philippe. *Chapitres et chanoines...*, p. 121.

noter qu'entre les 17 et 24 mai 1764 Étienne visite huit maisons canoniales, en compagnie du charpentier Burguet et de deux chanoines à ce députés, afin d'estimer les réparations qu'elles nécessitent³⁶.

Alors qu'en 1787 le chapitre s'apprête à faire subir aux abords de la collégiale de véritables bouleversements, il envisage de regrouper dans un même bâtiment le parquet et la prison de sa prévôté, la psalette où étaient instruits les enfants de chœur et choristes de la collégiale, ainsi que les pressoirs. Le 2 juillet Étienne Laclotte, qu'accompagnent des chanoines députés à ces fins, visite une grande maison canoniale susceptible d'être transformée dans ce sens³⁷. Près d'un an plus tard, par délibération du 13 juin 1788³⁸, la compagnie accepte le plan et les devis des Laclotte et ordonne la réalisation de cet ensemble. Il faisait face à la collégiale et devait former le côté occidental de la nouvelle place du Pradeau. Il se pourrait que les sept mille livres réclamées à la Nation en 1794 par Étienne Laclotte, comme créancier du chapitre, correspondent au paiement final de cet important chantier³⁹.

Les abords de la collégiale

À partir de 1781 les chanoines de Saint-Seurin pensent à modifier les abords de la collégiale, tout en valorisant les grands terrains compris entre celle-ci et le doyenné, qui occupait à peu près l'emplacement formant le côté méridional de l'actuelle place des Martyrs-de-la-Résistance. Leur projet d'urbanisme, peut-être, sinon sans doute, inspiré et dessiné par les Laclotte, est immédiatement combattu par l'architecte de la ville et par celui du Bureau des finances qui présentent un contre-projet. Il est prétendument destiné à préserver les intérêts du Public mais défend en fait ceux des Jurats, des Trésoriers de France et surtout de leurs deux employés. Bonfin et Lhôte pensaient bâtir la presque totalité de l'espace, ne prévoyant qu'une petite place au-devant du portail sud de la collégiale, leur dessein entraînait l'alignement de plusieurs maisons canoniales⁴⁰. La compagnie offensée porte l'affaire devant le Parlement. Avant même que l'issue n'en soit connue, elle obtient en 1783 les lettres patentes enregistrées en avril 1784 nécessaires à l'aliénation de ses terrains⁴¹.

Le procès pendant leur interdisant de disposer des fonds situés au sud de leur église, les chanoines décident sans attendre d'ouvrir, au nord, une rue qui relierait le chemin de Capdeville à la rue Tronquyre. En 1785 ils reçoivent les propositions d'Étienne et de Jean Laclotte qui se font fort d'acheter au chapitre les terrains utiles au percement de la voie qui doit prendre le nom de Saint-Étienne⁴². Le 30 octobre 1785 les chanoines agréent l'offre des deux frères qui s'engagent à prendre à fief nouveau l'espace convenu⁴³. Il faut attendre le printemps 1786 pour que l'acte soit passé entre le chapitre et ses architectes⁴⁴, quelques jours après que le Bureau des finances eut accepté le plan des Laclotte⁴⁵.

36. A. D. Gironde, G 1017, pce 43.

37. A. D. Gironde, G 1022, f° 181.

38. A. D. Gironde, G 1022, f° 275 v°.

39. A. D. Gironde, 3 E 31360, 9 prairial an II.

40. A. D. Gironde, G 1432, pce 9.

41. A. D. Gironde, G 1022, f° 31 et 32.

42. A. D. Gironde, G 1022, f° 73 et 74.

43. A. D. Gironde, G 1022, f° 75-77.

44. A. D. Gironde, 3 E 21599, 31 mars 1786.

45. A. D. Gironde, C 4221, 13 mars 1786.

L'année suivante le Conseil d'État, jugeant en appel le différend entre la ville et le chapitre, rend un arrêt favorable à ce dernier⁴⁶. C'est au dégagement du parvis de la collégiale par l'établissement de la place du Pradeau, ainsi qu'à l'urbanisation des environs de la prévôté, au nord de la nouvelle rue Saint-Étienne, que préfèrent s'attacher les chanoines plutôt que de reprendre le projet de 1781. Vraisemblablement sur le conseil des Laclotte, dont les lotissements des rues de la Trésorerie et Mondenard jouxtent la prévôté, les chanoines décident d'ouvrir la rue aujourd'hui appelée de la Concorde. Elle devait longer le mur occidental et croiser la rue Saint-Étienne avant de déboucher dans la rue de la Trésorerie. Le Bureau des finances entérine le projet immédiatement⁴⁷. Les deux architectes sont bien sûr associés à la mise en œuvre de ce plan, d'autant qu'il fallut les indemniser pour les terrains que leur faisait perdre l'intersection de la rue de la Concorde avec « leur » rue Saint-Étienne, ce qui fut fait en 1788 par la concession de nouveaux lots sur la place du Pradeau et le long de la nouvelle rue⁴⁸.

Les clients réguliers

L'agrandissement du couvent des Feuillants

Dans un article consacré au couvent des Feuillants de Bordeaux Paul Roudié a rappelé l'histoire de cet établissement depuis sa fondation à l'extrême fin du XVI^e siècle jusqu'au début du XVIII^e siècle⁴⁹. Il occupait à l'est des fossés des Tanneurs, un enclos de forme à peu près triangulaire, limité au nord par une ligne de maisons particulières faisant façade sur la rue des Ayres, à l'est par la rue des Feuillants et à l'ouest par la rue Saint-Antoine, qui décrivant un coude reliait ces deux voies. Un dessin datant de 1707 montre quel était l'état des bâtiments à cette époque. Groupés au nord de la chapelle et du cloître, tous de hauteur différente, ils ne possédaient aucune cohérence ou ordonnance architecturale.

La vétusté de cet ensemble conventuel décide ses occupants à le faire reconstruire dès 1741⁵⁰. Le 26 août de cette année, l'architecte François Bousigon s'accorde avec le prieur du couvent pour entreprendre cette tâche. Le nouveau couvent se dresse en bordure de la rue Saint-Antoine. Son élévation principale à l'est donne sur une vaste cour qu'un mur de clôture sépare de la rue des Feuillants. Un corps de bâtiment perpendiculaire au premier occupe le côté sud de cette cour et flanque les chapelles septentrionales et le clocher de l'église conventuelle, intégralement conservée.

Très vite le nouveau couvent, « *construit dans un bon goût* », doit paraître trop exigu puisqu'au début de l'année 1763 Étienne Laclotte et son confrère François Roux remettent un « *Devis des ouvrages de maçonnerie et excavations des terres que les Révérends Pères Feuillants desiront faire faire pour la construction d'une aille joignant le grand battiment, et autre battiment qui fait façade a la rue des Ayres* ». Ce devis est accepté par les frères Bernard de Saint-Cyprien et Bernard de Sainte-Anne, respectivement prieur et syndic des Feuillants, qui le signent le 1^{er} avril de cette même année⁵¹. Le plan qui l'accompagne, visé pour

46. A. D. Gironde, G 1342, pce 11.

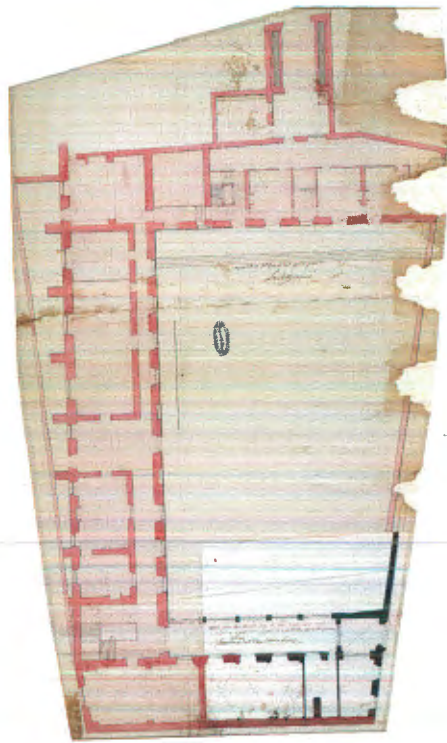
47. A. D. Gironde, C 4221, 27 août 1787.

48. A. D. Gironde, 3 E 21603, 24 avril 1788.

49. ROUDIE, Paul. *Le Couvent des Feuillants de Bordeaux au XVIII^e siècle...*

50. BERNADAU, Pierre. *Annales politiques, littéraires et statistiques de Bordeaux...*, p. 103 : « Le 26 août 1741 les Jurats posent en cérémonie la première pierre du couvent des Feuillants, rebâti à cause de la vétusté de l'ancien. Ils y furent invités à dîner l'acceptèrent. Cette maison est construite dans un bon goût. Il est surprenant qu'on ait laissé subsister le vieux mur de façade de l'église ».

51. A. D. Gironde, H Feuillants, liasse 30.



30 | Plan du couvent des Feuillants de Bordeaux avec le projet de son agrandissement.

exécution, représente à la fois les constructions édifiées par François Bousigon et celles que se proposent d'élever François Roux et les Laclotte pour les compléter ⁵² [30]. Les entrepreneurs se chargent des seuls articles de la maçonnerie, du pavage et du carrelage.

Selon le plan dressé par Étienne Laclotte et le marché qui l'accompagne, sur le côté nord de la cour du couvent se trouvent encore de vieilles bâtisses et une écurie ayant issue rue des Ayres. Roux et les Laclotte les détruisent et les remplacent par un nouveau corps de bâtiment, rectangulaire allongé et greffé à l'ouest sur le grand corps de bâtiment construit par Bousigon en 1741. Ils réédifient également l'écurie faisant façade sur la rue des Ayres.

Le chantier est prestement conduit. Le nouvel ensemble forme une large cour en U, ouverte vers la rue des Feuillants dont il reste bien sûr toujours séparé par un mur de clôture. Les seules élévations visibles, sur la cour et sur la rue des Feuillants, reprennent très exactement le modèle de celles de l'édifice de Bousigon.

Si les élévations de ces constructions sont toujours à peu près encore en l'état, l'architecture intérieure de l'ensemble se trouve aujourd'hui totalement bouleversée. Seuls subsistent les deux escaliers. Les pièces voûtées du rez-de-chaussée ne sont plus qu'un souvenir, ainsi que les divisions des étages occupés par les dortoirs. Comme tous les édifices abritant des congrégations, le couvent des Feuillants est devenu un Bien

national à la Révolution. L'État y installa le premier lycée de Bordeaux. Louis Combes procéda à son appropriation en établissement d'enseignement ⁵³.

Après la translation du lycée dans l'ancien collège des Jésuites et lors de la construction en 1882 de la faculté des Lettres les vestiges du monastère ont été affectés à la ville qui les a transformés en école primaire ⁵⁴.

L'annexe de l'église Sainte-Croix au Pont-du-Guit

Séparée de Bègles par l'Estey-Majou, la paroisse Sainte-Croix correspondait, à peu près semble-t-il, à la sauve-té placée sous la juridiction de l'abbaye bénédictine dont elle portait le nom. Elle s'étendait en bordure de la Garonne, jouxtant à l'ouest et au sud les paroisses Saint-Michel et Saint-Nicolas-des-Graves. Le cours d'eau appelé « Estey » ⁵⁵ de Bègles coupait le territoire paroissial en deux parties. Cette petite rivière coulait du sud vers le nord depuis Bègles et s'infléchissant vers l'ouest, formait une boucle avant de se jeter dans la Garonne entre l'abbaye Sainte-Croix et l'hôpital de la Manufacture. Si pendant la belle saison son franchissement, soit en barque soit sur des ponts flottants ne posait pas de problèmes, il en allait tout autrement pour la période automnale et hivernale. L'estey drainait en effet une partie des palus ⁵⁶ situés en arrière du bourrelet alluvial bordant la Garonne. Sous l'effet de fortes pluies, combiné à celui des marées, il



31 | Jaudoin, Pont du Guit.

pouvait quitter son lit et transformer ses abords en un véritable marais et devenait alors infranchissable. Cette situation, qui pouvait se prolonger pendant plusieurs jours voire plusieurs semaines, ne semble pas avoir été exceptionnelle. Les habitants de la rive « isolée » de Sainte-Croix se trouvaient alors dans l'incapacité de se rendre aux offices, et plus généralement restaient privés des secours de la religion.

Les membres de la fabrique décident en 1784 de remédier à leur isolement en construisant non seulement une chapelle naturellement placée sous le vocable de Saint-Benoît, mais aussi un cimetière qui leur serait réservé. Ils choisissent un emplacement situé la rive occidentale de l'estey. À cet endroit appelé Pont-du-Guit, car une passerelle de bois avait été jetée là sur le cours d'eau, celui-ci n'atteignait jamais une largeur excessive, même en temps de crue. Pour rendre absolument sûr son franchissement vers la nouvelle église, les fabriciens décident également de remplacer cette passerelle par un véritable pont en pierre.

Le 2 janvier 1784 le grand ouvrier de la fabrique accepte pour exécution le devis que lui propose Étienne Laclotte ⁵⁷. Le premier article du marché prévoit la construction d'un pont en dos d'âne dont le tablier, bordé de parapets à hauteur d'appui, repose sur une voûte de pierre de Bourg en berceau, longue de douze pieds et large de vingt. Le cours d'eau n'a donc rien d'un fleuve dans son cours supérieur, mais ses rives manquent de stabilité. Pour les fixer Étienne Laclotte édifie des « bajoyers » en pierre de Figuiers, dans lesquels il peut ancrer son ouvrage par de fortes culées. Quatre chasse-roues protègent les parapets aux extrémités du pont. Craignant de rencontrer des difficultés pour fonder les culées du pont et ses bajoyers, Étienne Laclotte, qui ne connaît pas la nature exacte du sol se réserve le droit de réviser à la hausse son devis dans le cas où il

52. A. D. Gironde, II Fi 67. Ce document représente le plan au rez-de-chaussée du monastère des Feuillants signé nevarietur Laclotte aîné et Frère Bernard de Saint-Cyprien, sans doute est-il l'un des plans annexés au devis du 1er avril 1763, auxquels il est fait référence dans ce même devis.

53. A. D. Gironde, 92 T 1.

54. A. D. Gironde, 8 T 3 B.

55. Voir glossaire.

56. Voir glossaire.

57. A. D. Gironde, H 1114.

serait obligé de stabiliser le terrain à l'aide d'un treillis de chêne, comme il avait l'habitude de procéder pour bâtir sur des terrains instables.

La chapelle se trouve dans l'enclos du cimetière qui domine l'estey et qu'entourent quatre murs de moellons élevés de huit pieds au-dessus du sol, à chaînes et chaînes d'angle en pierre de taille sur le sommet desquels se trouvent des tuiles creuses destinées à les protéger des infiltrations d'eau. Deux portes s'ouvrent dans la clôture, dont l'une à deux vantaux. Long de trente pieds et large de vingt l'édifice cultuel s'adosse au mur occidental de la clôture, une sacristie de même largeur et longue de six pieds le prolonge. Ses murs sont en moellons à l'exception de celui de l'élévation principale, en pierre de Bourg, sommé d'un fronton. On pénètre dans sa nef par une porte également à deux vantaux, barrée d'une traverse d'imposte que surmonte un châssis vitré défendu par une grille chantournée. Au-dessus de la sacristie une baie libre dont la forme n'est pas précisée abrite une cloche. La couverture à longs pans, de tuiles creuses, repose sur une poutre faîtière et par des fermes sur les murs-gouttereaux sommés d'une simple corniche en forme de « *cordon* », vraisemblablement un quart-de-rond, et d'une génoise.

Deux fenêtres hautes éclairent l'intérieur de cette chapelle, au sol revêtu de pavés de Barsac. On se rend dans la sacristie par deux portes percées dans le mur de *parpin*⁵⁸ qui la sépare du sanctuaire. Elle prend le jour par trois petites fenêtres dites « *demi-croisées* ».

La chapelle Saint-Benoît ne reste pas ouverte au culte plus de sept ans. Elle est vendue comme Bien national en l'an V à un négociant de Libourne qui l'a utilisée comme entrepôt et sans doute très vite détruite⁵⁹. Seul le pont jeté par Étienne Laclotte sur l'Estey de Bègles resta en l'état jusqu'à sa destruction lors de l'agrandissement de la gare du Midi à la fin du XIX^e siècle. Le dessinateur Jaudoin a donné une représentation de ce petit ouvrage qui correspond bien à la description contenue dans le devis de 1784⁶⁰ | 31 |.

Les dames Carmélites

Attirées à Bordeaux par le cardinal de Sourdis, les Carmélites purent s'y installer en 1610 grâce aux libéralités des frères Marc-Antoine et Jacques de Gourgues. Logées d'abord dans un hôtel du quartier des Jacobins, les religieuses ont acquis un vaste emplacement, en bordure du futur cours de l'Intendance, afin d'y bâtir leur couvent⁶¹.

Au printemps de 1783 les Carmélites demandent à Jean Laclotte de reconstruire le « *fond* » de l'une de leurs maisons, adossé vraisemblablement aux dépendances de l'hôtel du Gouvernement puisque cette tâche les oblige à effectuer de menus travaux de mitoyenneté aux écuries de « *Monseigneur le Maréchal* »⁶². À partir de 1787 ce sont deux maisons que les dames Carmélites font édifier par les deux frères. Le 13 juin 1787, Jean Laclotte obtient la permission de reconstruire une maison rue Porte-Dijeaux, dont la façade doit se trouver à l'alignement de ces « *maisons neuves* » des Carmélites⁶³. Elles sont alors en chantier sous la direction de Jean Salomon, l'élève des Laclotte, qui les achève dans l'année. Elles n'existent plus aujourd'hui dans leur état d'origine.

58. Voir glossaire.

59. MARION, Marcel, BENZACAR, Joseph, CAUDRILLIER. *Département de la Gironde. Documents relatifs à la vente des Biens Nationaux...* p. 483, n° 1109.

60. A. M. Bordeaux, Recueil Jaudoin, planche XXIX.

61. Sur l'installation des Carmélites à Bordeaux et la construction de leur couvent lire : DUCAUNNES-DUVAL, Gaston. *Le Couvent des Grandes Carmélites à Bordeaux...* et PERRIN, Joël. *Le Couvent des Grandes Carmélites de Bordeaux...*

62. A. D. Gironde, H Carmélites 19.

63. A. D. Gironde, C 4236, 13 juin 1787.

Les travaux pour l'abbaye de L'Isle

L'abbaye Saint-Pierre de L'Isle se situe dans la paroisse d'Ordonnac en Médoc. Selon l'abbé Baurein qui écrit en 1784, toute forme de régularité en était absente depuis les troubles des Guerres de Religion. Les chanoines de saint Augustin, qui l'avaient fondée au XI^e siècle, l'avaient alors désertée⁶⁴. De 1759 à la Révolution, sous l'abbatiate commendataire de l'évêque de Bazas, Jean-Baptiste-Amédée de Grégoire de Saint-Sauveur, l'établissement dont le revenu, loin d'être négligeable, atteint alors cinq mille cinq cents livres⁶⁵, n'est plus occupé que par les fermiers qui assurent son exploitation⁶⁶.

Le prélat, ou son prieur claustral, qui lui non plus ne réside pas à Ordonnac, s'adresse aux Laclotte à l'extrême fin de l'Ancien Régime afin qu'ils effectuent des travaux pour l'abbaye. Leur nature n'est pas connue mais ils ont dû être relativement importants puisque sous la Révolution Étienne Laclotte réclame à l'État six mille cinq cents livres pour solde de leur compte. L'examen des maigres vestiges de l'abbaye, juchés sur une butte dominant d'anciens marécages, permet tout juste de conclure qu'au XVIII^e siècle on recouvrit de toitures à croupes de tuile creuse ce qui restait des constructions médiévales, et que de nouvelles ouvertures furent percées dans les parties supérieures des murs de la salle capitulaire transformée en remise.

Les établissements charitables et d'enseignement

L'hôpital de la Manufacture

Grâce aux dons et legs cumulés de citoyens bordelais aussi charitables que fortunés, l'hôpital de la Manufacture fut fondé en 1639 sur le modèle des ateliers de charité⁶⁷. Par la suite, deux établissements destinés à accueillir les orphelins et les enfants exposés lui furent rattachés. « La Manufacture » se trouvait dans un faubourg industriel, à l'est de l'abbaye Sainte-Croix. Elle formait la limite entre le quartier qui portait le nom de l'abbaye bénédictine et celui de Paludate où se concentraient les chantiers navals et les activités en dérivant, auxquelles certains des ateliers de l'hôpital se trouvaient associés.

Commencée sur les plans de Le Mercier à la demande d'Henri de Sourdis, la construction de l'hôpital se poursuit sous la direction de maîtres maçons qui les respectent plus ou moins⁶⁸. À partir des années 1770 Étienne Laclotte paraît remplir très officiellement le rôle d'architecte de la Manufacture. Le bureau des administrateurs, réuni le 2 avril 1774 chez le président Le Berthon, le désigne clairement comme « *architecte de la maison* »⁶⁹.

En 1771 Étienne Laclotte construit cinq maisons de rapport pour la Manufacture, rue de la Taupe. Les permissions et alignements pour ces édifices sont demandés au Bureau des finances par l'administrateur Dubergier le 13 mai 1771⁷⁰. Ces cinq maisons se trouvent au sud de l'intersection des rues de la Petite-Taupe et de la Taupe, occupant sur le côté

64. BAUREIN, abbé Jacques. *Variétés bordelaises...* Nouvelle édition..., vol. I, p. 291-292.

65. GOUGET, Alexandre, DUCAUNNES-DUVAL, Pierre-Aristide et chanoine ALLAIN. *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Gironde. Archives ecclésiastiques. Série G - Tome I...*, p. XV.

66. BERCHON, Ernest. *L'Abbaye de L'Isle en Médoc...*, p. 27.

67. GUITARD, Eugène-Humbert. *Un grand atelier de charité sous Louis XIV. L'hôpital de la Manufacture de Bordeaux...*, p. 85-152.

68. BOUTRUCHE, Robert (sous la direction de). *Bordeaux de 1453 à 1715...*, p. 446-447. Les lignes sur la Manufacture sont dues à Paul Roudié dans son chapitre « *La Vie artistique au XVIII^e siècle* ».

69. A. D. Gironde, Archives hospitalières, Hôpital de la Manufacture, E 22.

70. A. D. Gironde, C 4228, 13 mai 1771.

oriental de cette dernière un espace long de cent trente-sept pieds⁷¹. Toutes ont été reconstruites dans le courant du XIX^e siècle. Seule celle qui porte le numéro 42 de l'actuelle rue Lafaurie-de-Monbadon permet de deviner comment se présentait cet ensemble, au moins en élévation, et en supposant que toutes ces maisons aient été construites sur le même modèle. Au rez-de-chaussée s'ouvrent deux larges baies couvertes en anse de panier, aujourd'hui transformées en fenêtres rectangulaires, et une porte latérale en plein-cintre, conservée celle-ci en l'état, barrée d'une traverse d'imposte déterminant un tympan orné d'une grille de fer chantournée. Un gros bandeau plat règne entre ce rez-de-chaussée et le premier étage qu'éclairent trois fenêtres rectangulaires à large chambranle en ressaut, à appui saillant, sous lequel l'allège présente un tableau en faible relief. La maison semble avoir été exhaussée au XX^e siècle mais les baies du second étage présentent pourtant les mêmes caractéristiques. À la fin de 1771 Étienne Laclotte reçoit treize mille livres pour son chantier de la rue de la Taupe, « *a compte de ce qu'il lui reste deub de la construction des maisons qu'il a Baty a St Seurin suivant sa quittance* », les mentions des premiers paiements pour le même objet ne semblent malheureusement pas conservées⁷².

Entre 1772 et 1778 Étienne Laclotte continue à travailler pour l'établissement, il reçoit quelques milliers de livres pour des travaux non précisés sinon l'édification d'une maison non localisée⁷³. Après 1778 Étienne Laclotte semble remplacé par son confrère Jean Chalifour⁷⁴. Ce n'est qu'en 1786 qu'il travaille de nouveau pour l'hôpital. À partir du 15 mai il bâtit une maison située « *au Puits-Dèscaux* », enfin le 30 décembre 1788, Étienne Laclotte présente un mémoire des petits travaux effectués pour le compte de l'hôpital en 1786, 1787 et 1788. Pendant ces trois années, outre la construction de la maison de la rue du Puits-Descaux, il a procédé à des réparations pour des maisons de rapport de l'hôpital⁷⁵.

L'hôpital Saint-André

L'hôpital le plus considérable de Bordeaux, qui occupait au nord de la primatiale un vaste espace au cœur de la sauveté de Saint-André, avait été fondé à l'extrême fin du XIV^e siècle par le chantre de la cathédrale Vital Carles⁷⁶. Au cours des siècles, de nombreux legs ou donations ont enrichi son patrimoine. Il possédait dans Bordeaux et ses faubourgs des immeubles de toute nature dont la location constituait une bonne part de ses revenus.

À Saint-Seurin, dans la rue Putoye aujourd'hui Saint-Fort, les Laclotte construisent pour l'hôpital l'une de ces maisons de rapport. L'alignement pour cette modeste habitation d'artisan est obtenue le 10 mai 1771 du Bureau des finances⁷⁷. Presque entièrement reconstruit et exhaussé au XIX^e siècle, ce petit édifice porte aujourd'hui le numéro 12 de la rue⁷⁸, il ne conserve d'origine que son rez-de-chaussée que sépare des étages un très fort bandeau plat. Le seul décor d'architecture consiste en profonds refends soulignant l'appareillage des lits de pierre et des plates-bandes des trois baies rectangulaires. Deux fenêtres éclairent la salle côté rue, une porte donne accès au couloir latéral. Sous la baie centrale s'ouvre une descente de cave en très forte saillie.

71. A. D. Gironde, 2 Fi 1516, 5^e carte. Ce plan terrier du faubourg Saint-Seurin en 1747 permet un repérage des maisons ou emplacements.

72. A. D. Gironde, Archives hospitalières, Hôpital de la Manufacture, E 41.

73. A. D. Gironde, Archives hospitalières, Hôpital de la Manufacture, E 41 à 44.

74. A. D. Gironde, Archives hospitalières, Hôpital de la Manufacture, E 42.

75. A. D. Gironde, Archives hospitalières, Hôpital de la Manufacture, E 44.

76. Sur cet établissement lire : COURTEAULT Paul. *Le Vieil Hôpital Saint-André de Bordeaux...*

77. A. D. Gironde, C 4228, 10 mai 1771.

78. A. D. Gironde, 2 Fi 1516, 10^eme carte.



32 | Auguste Bordes,
L'Hôpital des Incurables.

L'hôpital des Incurables

L'hôpital, ou hospice des Incurables avait succédé à l'ancien hôpital Saint-Julien qui se trouvait dès sa création au Moyen Âge hors les murs, dans le faubourg dont il portait le nom, qui ne fut jamais intégré dans l'enceinte de la ville. Les libéralités de Monsieur de Bigot puis de Madame de Gombaud permirent la fondation des Incurables entre 1742 et 1752⁷⁹. Comme l'indique son nom, on recueillait dans cet établissement les malades dont la guérison ne paraissait pas envisageable.

À la fin du XVIII^e siècle, l'hôpital des Incurables occupe un grand enclos compris entre le mur de ville au nord, la place d'Aquitaine à l'ouest, la rue des Incurables au sud, et une ligne de maisons dont la façade se trouvait sur l'actuelle rue Leyteire à l'est. Il se composait vers la place d'Aquitaine d'un groupe de constructions de forme rectangulaire auquel succédait vers l'est un ensemble de corps de bâtiment perpendiculaires à la rue des Incurables, où se trouvait la façade de l'établissement, déterminant trois cours. Enfin vers le nord, contre le mur de ville, un simple mur de clôture séparait deux grandes cours |32|. L'aspect des bâtiments sur la rue des Incurables est connu par deux représentations du XIX^e siècle. Celle d'Eugène Cabillet ne semble pas très fidèle ; le dessinateur a figuré les constructions de face, en les symétrisant afin de leur conférer l'ordonnance qu'elles ne possédaient pas⁸⁰. Plus exacte paraît être une aquarelle d'Auguste Bordes ; elle représente l'ensemble des bâtiments vus d'est en ouest vers 1840. Étienne Laclotte bâtit en 1770 pour l'hôpital des Incurables « *une façade et des murs de clôture attenants* »⁸¹. Bien que le toisé qui en fait foi ne soit pas très explicite⁸², on peut penser que la façade en question est celle du corps de bâtiment à un étage et travée unique. Les baies à large chambranle saillant et plat sont couvertes en arc segmentaires, sous l'appui, lui-

79. FERET, Edouard. *Statistique générale*. 1...., p. 881.

80. CABILLET, Eugène. *Album des édifices et maisons remarquables de Bordeaux...*

81. A. D. Gironde, Archives hospitalières, Hôpital des Incurables, E 3.

82. Comme tous les documents de ce type ce toisé détaille avant tout les quantités de matériaux utilisées sans trop préciser leur mise en œuvre.

même saillant, un tableau en ressaut orne l'allège. En outre il élève deux murs, l'un reliant la nouvelle façade à l'ancienne et l'autre au mur d'enceinte de la ville. Le premier pourrait être le grand mur sur la rue des Incurables, reliant les deux corps de bâtiment entre eux avant que ne soit construite la chapelle. Quoi qu'il en soit, l'ensemble a été détruit à la fin du XIX^e siècle pour faire place à la nouvelle faculté de Médecine et de Pharmacie.

Le séminaire de la Mission

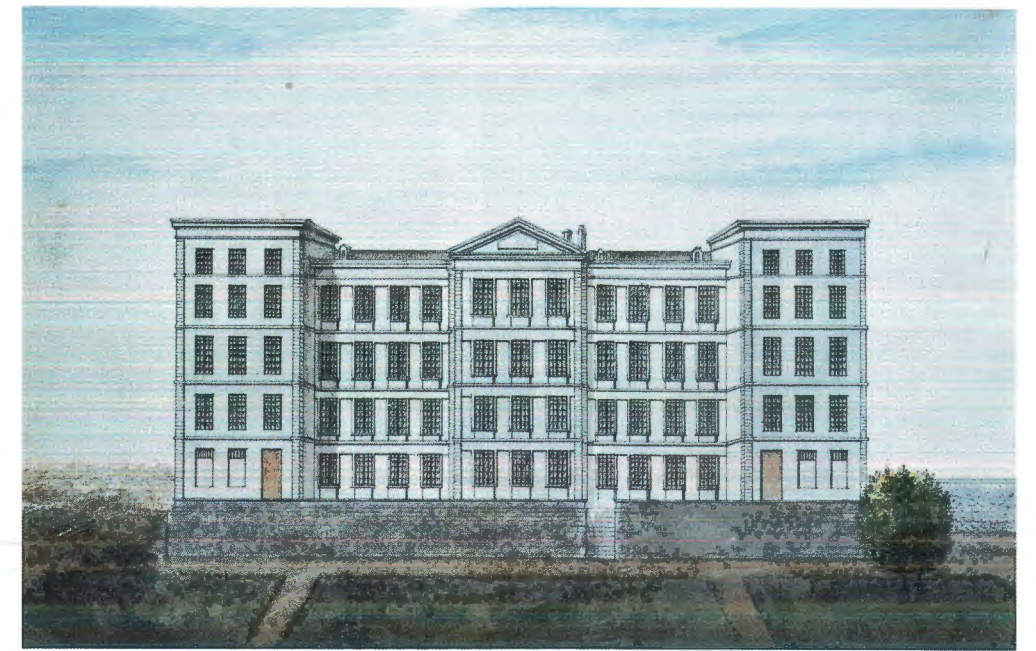
Les bâtiments du séminaire

Monseigneur Louis d'Anglure de Bourlemont fit appel en 1682 à la congrégation de la Mission fondée par saint Vincent-de-Paul pour diriger le grand séminaire de Bordeaux. La tâche des Ordinants fut à tel point réussie que dès 1720 ils envisageaient de quitter l'antique maison noble de Monadey, dans la rue du Petit-Cancéra, où les avait installés le prélat ; elle n'était plus assez grande pour abriter leurs nombreux élèves. En 1722 ils firent l'acquisition d'un vaste enclos situé à l'angle des rues Judaïque-Saint-Seurin et du Palais-Gallien. Le nouveau séminaire, bâti sur les plans d'un frère lazariste entre 1729 et 1739, possédait son entrée principale sur la rue du Palais-Gallien⁸³. Les constructions formaient une grande cour rectangulaire. La rue du Palais-Gallien la limitait à l'est, deux corps de bâtiment en occupaient les côtés ouest et nord. Ce dernier donnait sur une terrasse dominant de grands jardins. Enfin, au sud, une clôture séparait cette cour des maisons, échoppes et terrains libres qui bordaient la rue Judaïque, appartenant à des particuliers et au séminaire.

La suzeraineté des terrains sur lesquels se trouvait le séminaire était partagée entre les chanoines de Saint-Seurin et l'abbé de Sainte-Croix, selon une ventilation complexe. Les hommages rendus par les Ordinants à ces seigneurs montrent clairement que l'établissement subit des agrandissements entre 1770 et la Révolution, époque pendant laquelle Jean Laclotte était son architecte. Malheureusement, les archives de la Mission conservées dans le dépôt départemental sont très lacunaires.

En 1777 il semble qu'une nouvelle construction vient d'être élevée puisque l'année suivante Jean Laclotte présente un état des journées employées à la réparation du séminaire. En 1780 Jean Laclotte fait hausser le mur du jardin et un mur de clôture sur la rue du Palais-Gallien, en 1782 il remet au supérieur de la Mission plusieurs reçus de paiement pour divers travaux effectués depuis le 30 juin 1778 dans l'établissement. Le 21 janvier 1784 un accord intervient entre Jean Laclotte et Jean-François Poncin, procureur du séminaire, afin d'apurer les comptes entre les parties⁸⁴. Entre les 31 août 1784 et 2 août 1785 de nouvelles réparations sont entreprises au séminaire et dans le bien de campagne qu'il possède dans les paroisses de Pessac et Talence, devenu aujourd'hui le célèbre château viticole de La Mission-Haut-Brion⁸⁵. En mars 1787 et septembre 1788 les Laclotte perçoivent enfin des honoraires pour la réparation de l'autel de la chapelle, la construction d'une sacristie et d'autres petits travaux⁸⁶.

À la veille de la Révolution le séminaire se compose de deux grands corps de bâtiment parallèles entre eux, se greffant sur un troisième corps de bâtiment au nord, et dominant le jardin. L'ensemble de ces constructions détermine à l'ouest une cour de



forme irrégulière et à l'est une cour trapézoïdale que séparent de la rue du Palais-Gallien d'étroites constructions encadrant le portail principal du séminaire. Une seconde entrée donne accès depuis la rue Judaïque-Saint-Seurin dans la première cour citée, elle consistait en un passage ménagé sous l'une des maisons faisant façade sur cette voie |33|.

Quelle peut être la part prise par Jean Laclotte dans l'agrandissement de l'ancien séminaire de la Mission qui se dresse encore aujourd'hui derrière les immeubles bordant les rues Judaïque et du Palais-Gallien ? Si l'on compare la description du séminaire vers 1750 donnée par l'abbé Bertrand à son état actuel, Jean Laclotte aurait au moins complété la cour en construisant son grand corps de bâtiment oriental. Il a respecté l'ordonnance des façades déjà existantes, les reprenant à l'identique. Ces vastes et monotones constructions à quatre niveaux ne présentent que des ouvertures rectangulaires à large chambranle saillant. Les lucarnes éclairent le comble couvert d'une toiture à brisis d'ardoise. Du plan original des constructions du séminaire ne reste rien, tant ses diverses affectations ont entraîné de modifications. Il semble que les parties hautes aient été refaites, le comble et sa couverture ne sont pas antérieurs à la seconde moitié du XIX^e siècle. Une aquarelle d'Auguste Bordes représente la façade de l'ancien séminaire sur le jardin sans ces couvertures |34|.

Les maisons locatives de la Mission rues du Palais-Gallien et Judaïque-Saint-Seurin

L'essentiel des constructions réalisées par Jean Laclotte pour le compte de la Mission consiste en plusieurs maisons « périphériques » du séminaire. Les relations de l'architecte avec les Ordinants datent au moins de 1772. Le 11 avril de cette année le séminaire obtient du Bureau des finances une ordonnance d'alignement pour la maison qu'il se propose de bâtir à l'angle des rues Judaïque et du Palais-Gallien, qui va s'intégrer dans l'ensemble concerté de la place Dauphine et pour laquelle il faut observer « d'établir sur l'angle un pavillon semblable à celui qui est établi en retour de rue Pontlong »⁸⁷. Un document

33 | 15 rue Judaïque, passage vers le séminaire de la Mission.

34 | Auguste Bordes, élévation sur le jardin du séminaire de la Mission.

83. BERTRAND, Louis. *Histoire des séminaires de Bordeaux et de Bazas. Tome Premier. Séminaires de Bordeaux avant la Révolution...*, p. 278 et suiv.

84. A. D. Gironde, G 3364.

85. A. D. Gironde, G 1006, pce 115.

86. A. D. Gironde, G 1007, pces 29 et 198.

87. A. D. Gironde, C 4229, 11 juin 1772.

conservé dans les archives de la Mission et intitulé « *Cahier des fraix de la batisse du seminaire rié du palais Gallien* » rappelle, à partir du 30 mai 1772, les dépenses occasionnées par l'édification de cet immeuble. « *Mr Laclotte entrepreneur* » reçoit la somme de quatorze mille sept cent vingt-huit livres, d'autres artisans sont rémunérés par les Ordinants dans le même temps : le charpentier Lafaye, le terrassier Rousseau, les menuisiers Serres et Parisien, le couvreur Guillé, un peintre et un serrurier non nommés, le vitrier Goro, des scieurs dirigés par Serres, le paveur Bergerac⁸⁸. Bâti sur caves, l'édifice comporte au dessus du rez-de-chaussée un entresol, un étage carré et un étage de comble. Il présente trois travées sur la rue du Palais-Gallien et trois travées en avant-corps sur la rue Judaïque-Saint-Seurin, suivies d'une travée à l'alignement des autres maisons de cette dernière voie. À l'angle adouci des deux façades, une niche, creusée à hauteur d'appui et voûtée en cul-de-four devait contenir une statue ou relique, elle rappelait l'ermitage médiéval d'une « recluse » dont le souvenir restait encore vivace au XVIII^e siècle [35]. L'aspect des deux façades est conforme à celui imposé pour toutes les maisons de la place Dauphine. Un contraste discret existe entre les décorations sculptées des deux élévations. Sur la rue du Palais-Gallien ce sont bien des agrafes en forme de cartouche encadré de guirlandes qui se trouvent sur les fenêtres de l'étage et les lucarnes du comble, comme sur tous les édifices de la place Dauphine. Au contraire, sur la rue Judaïque des agrafes résolument dissymétriques du plus bel effet rocaille ornent les baies de ces mêmes niveaux. Elles s'accordent d'ailleurs parfaitement avec le dessin tourmenté des garde-corps des balcons, à angle adouci, qui se développent au niveau de l'entresol et de l'étage de la dernière travée sur cette rue, reliant de manière originale le « pavillon » à l'alignement des façades qui suivent [36]. Malgré les apparences, l'édifice abrite deux maisons séparées par un mur de refend axial, perpendiculaire à la rue Judaïque-Saint-Seurin, que l'on distingue parfaitement au centre des baies de la seconde travée sur cette rue. La façade principale de la maison où habita Jean Laclotte se trouve sur la rue du Palais-Gallien, sa large porte d'entrée rectangulaire s'inscrit dans l'embrasement en plein-cintre de la dernière travée dans cette rue. Celle de la seconde maison, presque cachée, est au niveau de l'étroite dernière travée sur la rue Judaïque-Saint-Seurin, en décrochement par rapport au pavillon. L'installation de commerces au rez-de-chaussée de l'édifice et sa transformation en immeuble de rapport ont totalement bouleversé sa distribution d'origine. Une cour, ménagée dans l'angle diagonalement opposé à celui visible de la place Dauphine, permet d'éclairer les escaliers placés en fond de vestibule qui assurent la desserte des étages.

Le 18 juin 1774 c'est un « *État ou toisé des ouvrages de maçonnerie que maître Laclotte a fait faire pour la construction de plusieurs maisons et appartenante à Messieurs du Grand Séminaire située a la Croix de l'Epine fauboure St Seurin* » que remet Jean Laclotte. Là encore le chantier revient à une quinzaine de milliers de livres. Une lettre adressée au directeur du Domaine par le supérieur de la Mission, quant au droit d'amortissement de ces maisons, révèle qu'elles étaient au nombre de trois et se trouvaient de part et d'autre du portail du séminaire, deux au sud et une au nord, soit à la suite de la maison de l'angle de la place Dauphine⁸⁹. Seule celle qui porte aujourd'hui le numéro 5 de la rue du Palais-Gallien peut laisser deviner quelle était la nature de ces étroites constructions qui fermaient la cour orientale du séminaire. Elles comportaient trois travées et comptaient au moins un étage. Au rez-de-chaussée, dont de profonds refends marquent ce qui reste visible du parement, s'ouvrait la porte centrale en plein-cintre qu'encadraient deux baies.

88. A. D. Gironde, G 1005, pce 85.

89. A. D. Gironde, G 3346.



Leur forme est ignorée car des devantures de boutiques en verre les ont aujourd'hui remplacées. Séparé du rez-de-chaussée par un bandeau plat, l'étage prenait le jour par des fenêtres à chambranle mouluré à couverture en arc segmentaire. Elles sont à l'heure actuelle transformées en portes-fenêtres donnant sur des balconnets à garde-corps de fonte. Le second étage paraît n'avoir été construit qu'au XIX^e siècle. Là encore il est bien difficile d'imaginer quelle était la distribution originale de cette maison ; elle comportait huit pièces dont deux se trouvaient au-dessus de l'entrée du séminaire, si l'on en croit un bref descriptif qui accompagne le contrat de location consenti par les Ordinants en faveur d'Arnaud Lebrun le 24 juillet 1782⁹⁰. Cette particularité était partagée par la maison voisine qui possédait également deux pièces surmontant le passage conduisant à la cour du séminaire⁹¹. Les pièces du dossier d'un différend ayant opposé sous l'Empire l'un des propriétaires de ces maisons à l'administration de la Monnaie révèlent qu'un fronton monumental surmontait le passage⁹². En ce qui concerne les deux autres demeures placées de part et d'autre de celle portant le numéro 7 de la rue du Palais-Gallien, la première, au nord, a été reconstruite de très belle manière au début du XIX^e siècle ; la seconde, au sud, fut abattue lors de l'appropriation de l'hôtel de la Monnaie en hôtel des Postes, époque à laquelle a sans doute également disparu le corps de passage. ■

35 | Maison du séminaire de la Mission formant l'angle nord-ouest de la place Gambetta.

36 | Rue Judaïque, façades du lotissement de la Mission.

90. A. D. Gironde, G 998, pce 18.

91. A. D. Gironde, G 998, pce 19.

92. A. D. Gironde, 7 P 163.

CHAPITRE II

LA PARTICIPATION AUX « EMBELLISSEMENTS »
DE BORDEAUX

L'ACHÈVEMENT DU « BORDEAUX DE TOURNY » : LA FAÇADE DES QUAIS – LA MAISON DUFFOUR PLACE DU PARLEMENT – LA PLACE DAUPHINE – LES ABORDS DE LA PLACE DAUPHINE – LE COURS DE TOURNY – LES TERRAINS DES JÉSUITES – L'HÔTEL DE LALANDE ET LE LOTISSEMENT DE L'ARCHEVÊCHÉ.

LES ABORDS DE LA NOUVELLE SALLE DE SPECTACLE : LA PLACE RICHELIEU – LE COURS DU CHAPEAU-ROUGE – LES MAISONS DU COMTE DE ROLLY – L'ÎLOT DIT « ÎLOT BONNAFFÉ » – UN PROGRAMME POUR LA PLACE DE LA COMÉDIE ?

Dans sa synthèse sur l'activité artistique à Bordeaux au XVIII^e siècle, couvrant l'époque comprise entre l'intendance de Claude Boucher et la Révolution, François-Georges Pariset a distingué deux périodes : « *Le Bordeaux de Boucher et Tourny* » et le « *Bordeaux de Victor Louis* », retenant 1770 comme date charnière entre elles¹. Durant la première de ces périodes les autorités royales imposent leurs choix en matière d'urbanisme et d'esthétique, et la municipalité s'y rallie bon gré mal gré. Les Laclotte participent à l'achèvement des grands programmes lancés sous les intendants : façade des quais, place Dauphine et allées de Tourny, qui se poursuivent bien au-delà de 1770. Après cette date deux entreprises d'importance voient le jour : l'archevêché de Monseigneur de Rohan et le Grand Théâtre. Autour s'élèvent de nouveaux lotissements. Les Laclotte sont très peu concernés par celui de l'archevêque. Ils contribuent par contre à donner son aspect au quartier de la nouvelle comédie.

L'achèvement du « Bordeaux de Tourny »

La façade des quais

Il ne saurait être question de reprendre ici l'histoire de la construction de la façade des quais. On rappellera simplement que le projet d'établissement d'une ligne d'édifices à élévation uniforme au-devant de l'ancien rempart faisant face à la grève remontait à l'intendance de Claude Boucher qui souhaitait prolonger vers l'amont du fleuve l'îlot des maisons construit par Gabriel joutant l'hôtel des Fermes. Son dessein est réalisé à partir de 1750 par Tourny et son architecte Portier qui lancent la construction des place et porte

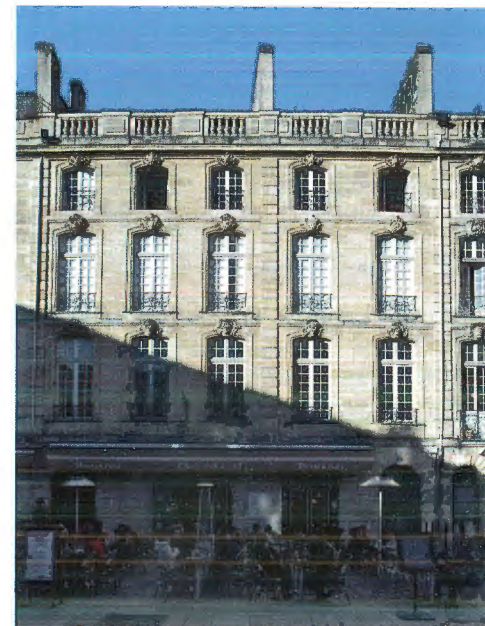
de Bourgogne, à l'extrémité des « fossés », et les relient par cette fameuse façade, d'un côté à la porte de la Grave, et de l'autre à la place Royale.

Sur le quai, les acheteurs doivent élever des façades conformes au dessin d'élévation de Portier. À chaque travée, dans une grande embrasure en plein-cintre, à clé décorée d'un mascarón, ouverte dans un parement à refends, s'inscrivent au rez-de-chaussée une ouverture rectangulaire et au niveau de l'entresol une fenêtre couverte en arc segmentaire. Le premier étage prend le jour par une haute fenêtre rectangulaire, à chambranle mouluré à crossettes et plate-bande ornée d'une agrafe centrale. Une banquette² ou demi-banquette³ de fer chantourné forme le garde-corps de l'ouverture. À l'exception de cet élément, absent de la fenêtre du second étage, le décor de celle-ci est absolument semblable. Au-dessus de la corniche sobrement moulurée, une lucarne éclairant le comble s'ouvre dans le brisis de la toiture. Les façades des deux maisons que les Laclotte construisirent entre les mois d'avril et d'octobre 1761⁴ pour le négociant Antoine Ladugie de part et d'autre de la Porte-Cailhau sont conformes à ce modèle.

La maison Duffour place du Marché-Royal

Les rues Saint-Rémi et Royale encadrent le « pavillon » de la place Royale. Si la première conduisait dès l'origine en droite ligne jusqu'à la Porte Dijéaux, la seconde ne menait que vers un îlot urbain compris entre les rues Costignan, des Écuries, des Lauriers et du Parlement. Le percement de la rue Royale entraîna le sacrifice de cet îlot en 1754 pour ouvrir la perspective souhaitée par Gabriel ; on lui substitua alors une place à programme qui prit le nom de place du Marché-Royal et porte aujourd'hui celui de place du Parlement. Les élévations uniformes dues à Portier comptent toutes quatre niveaux. Au rez-de-chaussée des baies en plein-cintre s'ouvrent dans un appareil à refends. Un large bandeau plat sépare ce niveau du premier étage qui prend le jour par des baies à chambranle mouluré, couvertes chacune d'un arc segmentaire orné d'un mascarón central, le décor des baies des deuxième et troisième étages est absolument semblable à celui des fenêtres du premier, toutes présentent un garde-corps en forme de banquette. Une balustrade couronne ces élévations au-dessus d'une corniche.

Sur le côté méridional de la place, la maison portant aujourd'hui le numéro 8 se distingue par ses dimensions. Cet édifice a été construit en 1773 pour le négociant Martin Duffour⁵. Elle peut être identifiée à la maison de la place du « *Grand Marché Royal* » pour laquelle en 1774 le serrurier Jacques Bigot livre sur l'ordre des Laclotte des barres de fer destinées à armer trente-six cheminées⁶ | 37|. Son originalité ne réside bien sûr pas dans sa façade, qui n'a de remarquable que sa largeur égale à cinq travées, mais dans son organisation générale. Elle compte deux corps de bâtiment, le premier de plan double en profondeur, le second qui comprend l'escalier, disposé latéralement et éclairé du côté de la cour. Le rez-de-chaussée, qui abritait de vastes magasins se trouve entièrement voûté et de ce fait le sol de la cour a dû être établi à hauteur de l'étage.



37 | 16 place du Parlement, façade de la maison Duffour.

1. PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 533-676.

2. Voir glossaire.

3. Voir glossaire.

4. A. D. Gironde, 3 E 24398, 1er avril 1761.

5. ERDOCIU, Cécile. *La Place du Parlement...*, p. 112.

6. A. D. Gironde, 5 L 201.

La place Dauphine

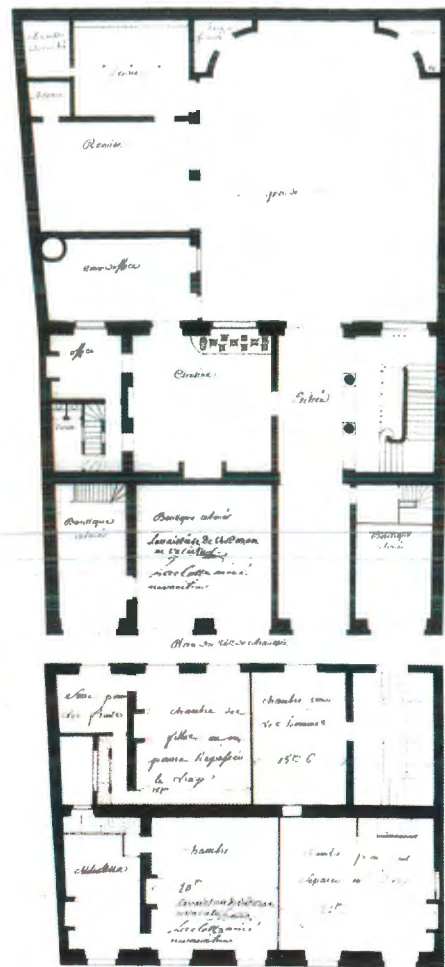
Tout comme la façade des quais, la place Dauphine a fait l'objet de plusieurs études⁷. Premier équipement urbain destiné à établir une liaison décente entre la ville elle-même et le faubourg Saint-Seurin, alors en pleine expansion, cette place quadrangulaire se situe à l'angle nord-ouest de l'ancien castrum. Ce carrefour urbain, dont la création fut décidée en 1746, devait être entouré de maisons dotées d'une façade à programme dont le dessin est dû encore une fois à l'architecte Portier, fidèle collaborateur du marquis de Tourny.

Ce n'est que tardivement que les Laclotte s'associent à la construction de cet ensemble dont les premiers lots se sont vendus en 1747. En 1769 Étienne Laclotte se porte acquéreur le 9 mars d'un premier emplacement, puis le 31 mars suivant du terrain mitoyen. Il agit pour le compte du conseiller de Lavaissière de Verduzan, qui les destine à y élever son hôtel⁸. Sur ces emplacements, situés presque à l'angle de la rue de Pont-Long, les Laclotte construisirent effectivement la maison du parlementaire, elle porte aujourd'hui le numéro 28 de la place ; il n'en reste que la façade depuis 1995. L'édifice est cependant connu grâce à plusieurs plans dressés par Étienne Laclotte et approuvés par son client pour exécution⁹ | 38 |.

Son élévation sur la place se remarque par sa largeur. Elle compte en effet cinq travées, au contraire de celle des autres demeures qui n'en comptent que deux ou trois. L'hôtel comportait un premier corps de bâtiment sur caves, de plan double en profondeur, élevé d'un rez-de-chaussée, d'un entresol, d'un étage et d'un comble. Ils prenaient le jour d'un côté sur la place et à l'opposé sur une cour. Elle était limitée au nord par l'immeuble mitoyen, à l'ouest par le fond de la parcelle et au sud par un second corps de bâtiment, en rez-de-chaussée, n'ayant ses issues que sur cette cour. Ce petit corps de bâtiment bas abritait une

petite cour d'office, qui restait découverte, une remise, une écurie et ses annexes : sellerie et chambre du cocher. Derrière les murs en arc de cercle qui adoucissaient les angles du fond de la cour, se trouvaient encore des latrines et une serre à fumier. Au rez-de-chaussée du corps principal, les pièces donnant sur la place consistaient en trois boutiques, destinées à être louées. À hauteur de la deuxième travée septentrionale, la porte cochère ouvrait sur un passage entre deux de ces boutiques, et au-delà sur un vestibule à droite duquel se trouvait le grand escalier et à gauche une très vaste cuisine flanquée de son office, ouvrant tous les deux sur la petite cour de service. L'étroit escalier lui aussi de service jouxtait l'office.

Le grand escalier communiquait avec le vestibule par une large baie libre que soutenaient deux colonnes. Il consistait en un ouvrage suspendu, tournant à gauche, à jour central, seule ses trois premières volées reposaient sur un mur d'échiffre. Chaque révolution comprenait une longue volée droite séparée de deux volées courtes en retour d'équerre par des repos. La cage était éclairée du côté de la cour. Malgré une certaine étroitesse, que



38 | Plans du rez-de-chaussée et de l'entresol de l'hôtel de Lavaissière de Verduzan.

7. DUCAUNNES-DUVAL, Gaston. *La Formation de la place Dauphine...* ; PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 562-564, 579-580 ; TAILLARD, Christian. *Bordeaux classique...*, p. 97-104.
8. A. M. Bordeaux, DD 16 b, adjudications des 1^{er} novembre 1763, 9 et 31 mars 1769.
9. COUDROY DE LILLE, Pierre. *Documents sur un hôtel particulier bordelais...*

compensait le faible développement du jour central permettant d'obtenir des marches assez larges, cet escalier ne manquait pas d'ampleur. Le dessin de sa rampe en fer chantourné ne péchait pas par sa simplicité | 39 |.

Trois salles se trouvaient à l'entresol au-dessus des boutiques, elles communiquaient avec ces dernières par deux petits escaliers, vraisemblablement en charpente. Du côté de la cour étaient les chambres des domestiques | 38 |. Les plans de l'étage noble et du comble sont perdus. Leur distribution fut modifiée au début du XX^e siècle lorsqu'une fabrique de produits chimiques appropria l'immeuble en siège social et administratif.

La construction a dû commencer en février 1770. Le 15 de ce mois en effet, le maître d'ouvrage règle un premier acompte à l'architecte. Quatre versements suivront jusqu'en avril 1771¹⁰. L'édifice n'est pas encore terminé à cette date. En novembre, Jean Laclotte doit sommer le puisatier Heberard d'achever le creusement du puits¹¹.

Dans cette sommation, Jean Laclotte lui reproche sa négligence à l'endroit des chantiers de l'hôtel de Verduzan et de la maison Drouillard, également située place Dauphine. Cette demeure est-elle en construction sur les deux emplacements qu'avaient acquis au début de l'année les « *sieurs Jean Laclotte frères* »¹². Toujours en 1771, au mois de juillet, les architectes proposent en location une vaste demeure¹³. S'agit-il de la maison Drouillard ? Si, comme on peut le supposer, cette maison se trouve sur le côté occidental de la place Dauphine, qui fut le dernier réalisé, elle pourrait correspondre à celle qui porte le numéro 32, seule à deux corps de bâtiment pouvant correspondre à la description de l'annonce. Elle se trouvait dans les années 1780 en possession de Jean-Baptiste Cellier-Soissons, qui fait édifier alors par les Laclotte une autre maison rue Victoire-Américaine.

Il faut rester tout aussi imprécis quant aux maisons édifiées en compagnie de Jean Richefort pour le serrurier Dumaine et pour François Lhôte. L'absence d'un plan précis, la très dommageable disparition des archives de Maître Papein, le notaire de la ville, rendent très difficile la localisation de ces deux édifices.



39 | Place Gambetta, escalier de l'hôtel de Lavaissière de Verduzan.

10. Archives privées.
11. A. D. Gironde, 3 E 7466, 14 novembre 1771.
12. A. M. Bordeaux, DD 16 b. Le 15 mars 1771 les jurats adjugeaient aux Laclotte deux emplacements sur la place Dauphine, marqués « D & E » et des travaux de démolition d'échoppes à raison de quatre-vingt-cinq livres la toise carrée. La maison construite sur ces emplacements n'appartient jamais aux Laclotte, ce qui permet de penser qu'ils avaient acquis le terrain, comme dans le cas de celui de Monsieur de Verduzan, pour quelqu'un qui désirait y construire un immeuble.
13. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 18 juillet 1771.



40 | Rue des Remparts, ensemble des maisons uniformes sur le côté occidental de la rue.

Les abords de la place Dauphine

La création de la place Dauphine s'est accompagnée de l'aménagement de ses abords. Deux nouvelles portes dessinées par Portier viennent remplacer en 1747 et 1753 les anciens ouvrages qui fermaient la ville aux extrémités du cours de l'Intendance et de la rue Porte-Dijaux. Cette dernière se dresse au centre d'une petite place carrée qu'encadrent au nord et au sud des maisons semblables en élévation à celles de la place Dauphine. En retour vers le sud s'ouvre la rue des Remparts qui, comme l'indique son nom longe le vieux mur de la cité. Pour financer en partie la réalisation de la nouvelle place, les Jurats aliènent ce mur et la zone, jusque-là non constructible, qui s'étendait au-devant de lui. Les acheteurs s'engagent à bâtir des maisons sur le côté occidental de la rue et à démolir la fortification au-delà de laquelle se situe le fond de leur parcelle.

Les Laclotte avaient ici bâti entre 1759 et 1762, du vivant de leur père et sans doute sous sa conduite, quatre habitations. Elles se situent à l'entrée de la rue des Remparts, sur son côté occidental et font partie d'un ensemble uniforme de huit maisons à peu près conservé en l'état [40]. Jean, Étienne et Michel Laclotte ont construit au moins deux autres de ces maisons en 1771 et 1772, la première pour le maître cordonnier Clément Cousseilhac et la seconde pour leur frère Pierre¹⁴. Elles ne diffèrent en rien de celles qui avaient été élevées à partir de 1759, tant par leur aspect extérieur que par leurs plans. Il est précisé dans le devis de la construction de celle de Pierre Laclotte que l'emplacement avait été acheté le 6 juin 1772, le 21 septembre le Bureau des finances lui accordait les alignement et permission¹⁵.

Au contraire de la Porte Dijaux, bâtie en pierre, la porte Dauphine consistait en une grille monumentale. Elle joignait les deux corps d'immeuble formant les angles, adoucis qui se trouvent à l'entrée du cours de l'Intendance. Dans l'angle nord Étienne et Jean Laclotte édifient pour une dame Boulin, la dernière des maisons « formant la tour ronde près de la Porte Dauphine ».

De plan rectangulaire, cette maison est perpendiculaire au cours de l'Intendance sur lequel elle ne présente qu'une travée en arc de cercle, alors qu'elle en compte quatre sur la rue du Canon. Les élévations sont conformes, quant à leur décoration, au dessin donné par Portier pour les maisons de la place Dauphine. Cette étroite construction n'a rien conservé de son plan original. Tout laisse à penser que son escalier se trouvait en fond de parcelle, au niveau de la dernière travée de la rue du Canon [41]. Le serrurier Jacques Bigot travaille en 1775 à son achèvement, l'année suivante Madame Boulin reconnaît devoir aux Laclotte sept mille huit cents livres pour le montant du prix de ce

14. A. D. Gironde, 3 E 13257 IX.

15. A. D. Gironde, C 4229, 21 septembre 1772.

chantier dont elle n'a acquitté que mille livres¹⁶. Le petit édifice est inclus dans la masse des biens des deux frères, décrite lors du compromis qui doit régler leurs affaires communes en 1782¹⁷. Ils l'ont certainement racheté ou récupéré par voie de justice. Toujours est-il qu'ils cherchent à le vendre dès 1779, il faut pourtant attendre jusqu'en 1790 pour que le maître limonadier Grenet s'en rende acquéreur¹⁸.

Le cours de Tourny

La réalisation de la place Dauphine, celle de la place extérieure de Tourny qui complétait les allées du même nom, au-delà de la porte Saint-Germain, condamnaient à la démolition le mur de ville qui se dressait entre elles. Sur ses glacis, qui le séparaient du faubourg Saint-Seurin, sont tracées en droite ligne les grandes allées de Saint-Seurin, qui vont vite prendre le nom de cours de Tourny.

À proximité de la place circulaire, Jean Laclotte père a acheté en 1759 l'emplacement sur lequel une maison est en construction à sa mort ; ses fils vont la terminer en 1762. Elle présentait des dimensions singulières, le fonds mesurait trente-sept pieds de façade sur une profondeur limitée à vingt-deux pieds, le mur de ville le séparait de la partie faisant retour, sur la rue de la Corderie, d'un immeuble bas situé sur la place intérieure de Tourny et appartenant à Jean-Baptiste-Alexandre Clock. Là néanmoins, les architectes réussissent à bâtir une habitation « consistant en trois pièces basses, petite cour, caves, deux appartements à même distribution, greniers au dessus »¹⁹. Pierre Laclotte se trouve en possession de cette maison en 1772 lorsqu'il la vend à Friedrich Hanssen de Liliendahl²⁰. Rien ne subsiste de ce petit bâtiment qui peut être identifié comme celui portant le numéro 82 de l'actuel cours Clemenceau ; il a été reconstruit au début du XX^e siècle.

Du même côté de ce cours de Tourny, les Laclotte édifient vraisemblablement la demeure de l'huissier au Parlement Pierre-Géraud Ramonat, sur l'emplacement qu'ils achètent pour son compte en 1769²¹. La description qui en est faite lorsque ce dernier la revend douze ans plus tard à François Monnel de Mondésir permet de savoir qu'elle était bâtie sur caves, ne comportait au rez-de-chaussée qu'un vestibule, une salle et une cuisine donnant sur une cour équipée d'un puits et ne s'élevait que d'un seul étage où se trouvait l'appartement²². Aucun immeuble du cours ne possède aujourd'hui moins de deux



41 | Cours de l'Intendance, maison de Madame Boulin formant l'angle de la rue de la Vieille-Tour.

16. A. D. Gironde, 5 L 201 ; 3 E 20585, 15 février 1776.

17. A. D. Gironde, 3 E 20598, 23 novembre 1782.

18. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 12 août 1779, n° du 16 septembre 1779 ; A. D. Gironde, 3 E 23457, 31 mars 1790.

19. A. D. Gironde, 3 E 5536, 28 août 1767.

20. A. D. Gironde, 3 E 13257, 7 février 1772.

21. A. D. Gironde, 2 C 181, f° 177, 22 juillet 1769.

22. A. D. Gironde, 3 E 21714, 25 avril 1781.



42 | 57 cours Clemenceau, façade de la maison de Pierre Laclotte, détail : garde-corps du balcon.



43 | 57 cours Clemenceau, façade de la maison de Pierre Laclotte.

étages, celui de l'huissier devait se situer lui aussi dans la partie de cette voie proche de la place Tourny et compte parmi ceux, nombreux ici, qui ont été modifiés ou reconstruits au XIX^e siècle.

Du côté opposé du cours de Tourny, côté faubourg Saint-Seurin, parfois appelé allées extérieures de Saint-Seurin, Pierre Laclotte fait édifier une grande demeure sur un terrain s'étendant de la rue de la Grande-Taupe jusqu'aux allées. Elle porte aujourd'hui le numéro 53 du cours Clemenceau. Le chantier est en cours en 1770. En 1772 le maître d'ouvrage reconnaît devoir encore à ses frères une partie du prix de cette maison dont la construction est achevée²³. Il va la conserver jusqu'à la Révolution, époque à laquelle il la vend à Louis-Joseph-Gaspard d'Estournel²⁴.

Le petit corps de bâtiment qui faisait façade rue de la Taupe a été reconstruit au XIX^e siècle. Le corps de bâtiment principal, sur le cours, de plan double en profondeur, compte cinq niveaux. Bien que sensiblement modifiée, sa façade est conservée à peu près en état. Elle compte trois travées de baies rectangulaires. Aux ouvertures du rez-de-chaussée, à l'exception de la porte placée latéralement, on a substitué une large devanture vitrée. L'étage noble prend le jour par des portes-fenêtres ouvrant sur un balcon courant sur toute la largeur de la façade, soutenu par de fortes consoles. Une grille de fer forgé forme le garde-corps de ce balcon, elle porta en son centre le monogramme de Pierre Laclotte [42]. Chaque porte-fenêtre présente un chambranle mouluré à crossettes, une table la surmonte, décorée d'entrelacs. Ce sont des fenêtres qui éclairent les deuxième et troisième étages. Une table, également ornée d'entrelacs et sommée d'une corniche surmonte chacune de celles du deuxième étage. Un bandeau plat entre deux réglots, une frise nue et une corniche à denticules coiffent cette élévation qu'encadrent des chaînes d'angle à bossages [43].

23. A. D. Gironde, 3 E 20578, 18 septembre 1772.

24. PERREAU, Jean. *Trente demeures bordelaises...*, p. 90.

Les terrains des Jésuites

L'expulsion des Jésuites du Royaume en 1763, qui précédait la dissolution de la Compagnie de Jésus de quelques années, entraîna la liquidation de leurs biens, en Guyenne comme dans toutes les provinces. À Bordeaux, certains de ces biens revinrent à la ville, d'autres à l'État, qui les aliénèrent en partie. Le collège de la Madeleine, sur les fossés de l'Hôtel-de-Ville, abrita à partir de 1770 l'administration des Trésoriers de France²⁵, dans la maison professe on transféra le nouveau Collège de Guyenne. Les deux autres grands établissements de la Société de Jésus et leurs dépendances furent vendus, le noviciat par les Jurats, et le prieuré Saint-James ou Saint-Jacques par l'Intendant.

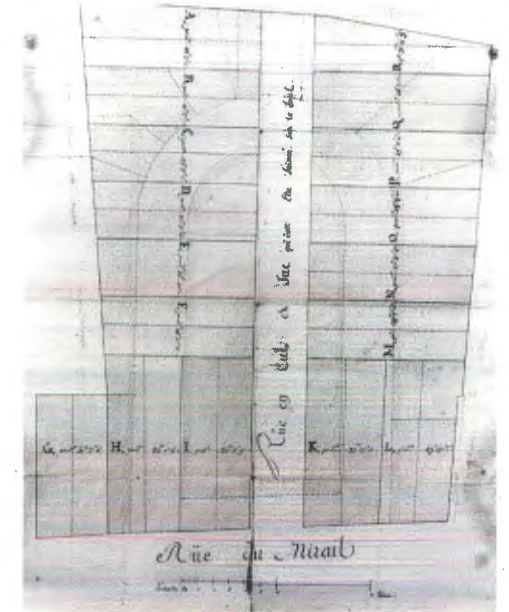
À deux reprises, en 1771 et 1772, les Laclotte tentent d'acquérir sans succès deux emplacements puis six échoppes dépendant de l'ancien noviciat que la ville propose aux enchères. L'année suivante ils réussissent enfin, dans de semblables conditions, à acheter six emplacements de la même provenance, sans doute pour le compte d'un tiers²⁶. Rien ne permet d'affirmer qu'ils bâtirent là quelque construction.

L'affaire du prieuré Saint-Jacques a déjà été évoquée à propos du Théâtre Molière. Associés à deux négociants, les Laclotte achètent en 1774 la chapelle Saint-Jacques, située sur le côté oriental de la rue du Mirail, ainsi que les terrains qui l'entourent au nord, au sud et à l'est. Cette même année il fut envisagé de détruire le vieux sanctuaire et d'édifier des maisons sur son emplacement. Le plan de ce projet de lotissement, qui resta sans suite, avait été dressé par Étienne Laclotte²⁷ [44]. Ce n'est qu'en 1792 que les deux frères rachètent les parts de leurs associés et transforment l'église en théâtre. Le partage, survenu en 1817 entre leurs héritiers, du fonds acheté plus de quarante ans auparavant s'accompagne d'un plan sur lequel on constate que les terrains autour du théâtre restent alors vierges de toute construction²⁸.

L'hôtel de Lalande et le lotissement de l'archevêché

Si n'était le témoignage de Paul Pallandre, contemporain des Laclotte, aucun document ne permettrait d'affirmer que ce sont bien ces architectes qui construisirent le vaste hôtel du conseiller Pierre de Raymond de Lalande²⁹. Quel lien existait-il entre ce dernier et les deux frères ? Aucun apparemment, sinon le fait qu'en 1778 le conseiller de Lalande est l'un des membres du bureau de l'hôpital de la Manufacture dont Étienne Laclotte est l'architecte.

Au printemps 1778 le Bureau des finances autorise le parlementaire à construire son hôtel sur l'îlot qui lui appartient entre les rues Bouffard, Boulan, de Castelmoron et de Verteuil³⁰. L'emplacement en question a été acquis trois ans auparavant du prince Maxi-



44 | Projet de lotissement des terrains de l'église Saint-Jacques rue du Mirail.

25. BERNADAU, P. *Le viographe bordelais...*, p. 285.

26. A. M. Bordeaux, DD 24, 22 avril 1771, 27 mai 1772, 23 décembre 1773.

27. A. M. Bordeaux, II-116. Document communiqué par Monsieur Christian Taillard.

28. A. D. Gironde, 3 E 24160, 24 décembre 1817.

29. PALLANDRE, Paul. *Description Historique...*, p. 129.

30. A. D. Gironde, C 4232, 18 mai 1778.



45 | 46 | 39 rue Bouffard, hôtel de Lalande : demi-lune et porte cochère ; corps de passage depuis l'intérieur de la cour.

milien-Mériadec de Rohan ³¹. Il fait partie de l'ensemble des biens avoisinant l'archevêché qu'aliène à cette époque le prélat. C'est sans doute pour payer la construction de son nouvel hôtel que le conseiller quant à lui vend en 1777 son vieil hôtel de la paroisse Sainte-Eulalie ³².

La nouvelle demeure, bâtie selon le principe des hôtels entre cour et jardin, possède son entrée rue Bouffard. Le corps de passage présente sur cette voie une élévation aveugle, animée d'un jeu de chaînes à bossages encadrant des tables rentrantes à panneaux rectangulaires à crossettes, et coiffée d'une corniche à denticules supportant une balustrade. En son centre s'ouvre une demi-lune [45]. Le corps de logis à l'ouest, un mur de clôture au nord et une aile de communs au sud délimitent la cour pavée de grès. Ces deux derniers éléments se raccordent au corps de passage formant avec lui une demi-ellipse [46]. Des arcs en anse de panier rythment les murs à refends, aveugles ou dans lesquels s'inscrivent d'étroites baies au nord. Seuls sont ouverts celui de la demi-lune et un autre au sud, ce dernier permettrait d'accéder à une seconde cour, aujourd'hui couverte, à droite de laquelle se trouvaient les remises à voitures et à gauche les écuries. Contre le flanc méridional du corps de logis se prolonge l'aile des communs qui a dû autrefois abriter les offices et cuisines groupés autour d'une troisième petite cour, aujourd'hui couverte.

Le plan du corps de logis bâti sur des caves, double en profondeur, allie simplicité et logique dans la distribution. Deux grandes pièces sur la cour et deux sur le jardin, communiquant toutes entre elles et pour celles placées au sud avec les communs, composent la partie réception de l'hôtel. Dans deux ailes en retour du côté de la cour, sont placés, au nord le vestibule d'entrée dans lequel prend naissance l'escalier d'honneur en pierre, suspendu, tournant à droite, à rampe d'appui de ferronnerie imitant une balustrade rampante enguirlandée [47], au sud un escalier de service. Au-delà du vestibule une grande antichambre dessert les salons [48]. L'étage, où se trouvaient les appartements privés, reprend sensiblement la même organisation.

L'élévation sur cour compte cinq travées de baies rectangulaires. À la base de chacune de ces travées s'ouvre un jour de cave. Au rez-de-chaussée, une table couronnée par une corniche surmonte chaque fenêtre à chambranle saillant et appui mouluré. Les fenêtres de l'étage présentent un semblable chambranle, sous leur appui se trouvent des balustres. Des chaînes d'angle à forts bossages soulignent la verticalité des ailes en retour, larges et profondes d'une unique travée. La porte du vestibule, celle également de l'escalier de service s'ouvrent sur le côté de chaque aile et se font donc face. Au-dessus de chacune, ainsi qu'au-dessus des fenêtres du rez-de-chaussée de ces ailes, des consoles

31. TAILLARD, Christian. *Bordeaux classique...*, p. 206.

32. A. D. Gironde, D 9. Expédition de l'acte de vente passé le 28 janvier 1777 chez le notaire Perrens.

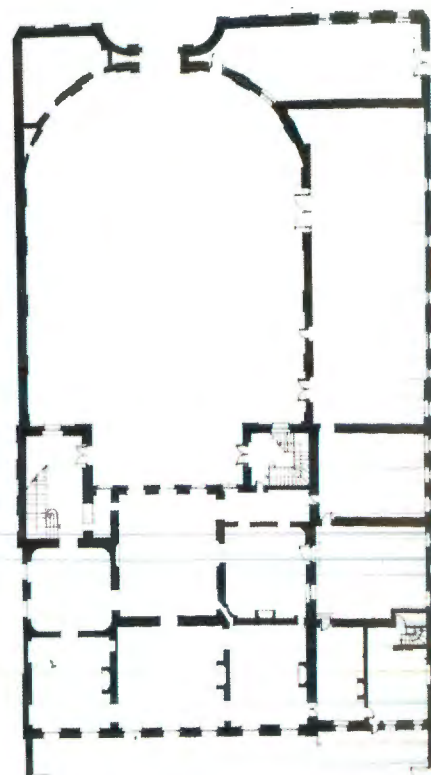


encadrent une table à guirlande et soutiennent un fronton triangulaire. Sous l'appui de ces fenêtres s'ouvrent des descentes de cave. À l'étage des ailes, les fenêtres ont un chambranle à crossettes. Une frise nue et une corniche, peu large mais très saillante complètent cette élévation, accentuant l'angle de l'égout du toit d'ardoise très pentu qui coiffe l'ensemble et dans lequel s'ouvrent quatre lucarnes [49]. L'élévation opposée, sur les jardins, plate, à sept travées, rassemble les mêmes solutions décoratives.

À l'intérieur, les lambris et décor de l'étage ne sont plus ceux mis en place par les Laclotte. Ceux du rez-de-chaussée sont heureusement conservés dans leur presque totalité. Lambris d'appui et de hauteur s'organisent en simples panneaux rectangulaires à cadres moulurés. Toutes les portes à deux vantaux présentent également des panneaux de même forme. Selon la pièce dans laquelle elles se trouvent, elles sont surmontées d'une table, ornée de rinceaux ou nue, et d'une corniche. Leur chambranle peut être rectangulaire ou à crossettes, dans le grand salon des dessus-de-porte en grisaille les surmontent [50]. Sur la hotte des cheminées dont certaines évoquent résolument la manière rocaille et d'autres l'art néo-classique, se dressent des miroirs à cadre en plein-cintre. Dans la salle à manger le conduit du poêle en faïence placé dans une niche couverte en cul-de-four prend la forme d'un tronc de palmier de couleur blanche, auquel s'adossent des amours de terre cuite brune.

Abandonné par les Lalande durant la Révolution, l'édifice est devenu Musée d'art ancien à partir de 1925, puis Musée des arts décoratifs en 1950.

49 | 39 rue Bouffard, hôtel de Lalande, élévation principale.



51 | 63 cours d'Albret, maison de Madame Tastet, façade.

En août 1773 et février 1774, le chirurgien Raymond Tastet achète de la compagnie qui commercialise les terrains de l'archevêché deux lots sur la contre-allée occidentale du cours d'Albret, en bordure du Peugue³³. En juillet 1777 les Laclotte somment sa veuve Marie Coussans de payer le prix de la construction de la maison édifiée sur ces terrains³⁴. Sans doute est-ce cette même maison qu'ils cherchent à vendre en 1779 et qu'ils décrivent comme une « *belle maison neuve, avec un balcon, en face de l'archevêché, hors et près de la porte Ferdinand, occupée par un serrurier, avec écurie & remise* ». Elle porte aujourd'hui le numéro 63 du cours d'Albret. Transformée en un grand magasin et dépôt de meubles, elle n'a pas conservé son plan d'origine à deux corps de bâtiment. La façade sur le cours comptait trois travées et trois étages. Au rez-de-chaussée ne subsiste que la porte latérale en plein-cintre à chambranle mouluré. Les autres ouvertures sont remplacées par une grande devanture de verre. À l'étage noble un balcon à garde-corps de fer chantourné occupe toute la largeur de l'édifice. Des portes-fenêtres ouvrent sur ce balcon, toutes à chambranle à crossettes et surmontées chacune d'une table à cannelures. Les baies des étages présentent également des chambranles à crossettes |51|.

De la maison que les Laclotte bâtissent sur l'emplacement qu'ils achètent en 1785 à Claude-Alexandre Rodesse, l'homme d'affaires des archevêques pour leur lotissement, il n'est rien possible de dire³⁵. Elle se trouvait rue Roulleau ; Étienne Laclotte la reçoit en avril 1793 dans son lot lors du partage de la société des deux frères. Elle a disparu lorsque la rue Roulleau, qui reliait la rue Saint-Sernin à la rue de Gasc, a été détruite dans les années 1960-1970 lors de l'aménagement du quartier dit de l'Hôtel-de-Ville.

33. A. D. Gironde, 3 E 26543, 14 août 1773 et 14 février 1774. Les deux actes sont conservés à la date du 14 août 1773.

34. A. D. Gironde, 3 E 20588, 5 juillet 1777.

35. A. D. Gironde, 3 E 26601, 1^{er} septembre 1785.

Page précédente :

47 | 39 rue Bouffard, hôtel de Lalande, escalier d'honneur.

48 | Plan du rez-de-chaussée de l'hôtel de Lalande.

50 | 39 rue Bouffard, hôtel de Lalande, grand salon.

Les abords de la nouvelle salle de spectacle

La place Richelieu

Dès 1773 le Roi avait accordé à la ville, en même temps que les terrains sur lesquels se dresse la nouvelle salle de spectacle, ceux qui la jouxtent à l'est vers la rivière dont la vente devait servir à financer sa construction. Victor Louis dessine alors un lotissement de forme rectangulaire, aligné sur le côté méridional du théâtre, divisé en quarante-trois lots, séparé du côté ouest de la future salle de spectacle par l'étroite rue de la Comédie. Son côté septentrional, sur l'actuelle rue Esprit-des-Lois, faisait à l'origine face au Château Trompette.

Les premiers emplacements vendus, en façade sur le fleuve, le sont au mois d'août 1774. L'un des acheteurs, le courtier royal André Faurie, choisit les Laclotte pour édifier le gros-œuvre de sa future maison³⁶. L'entrepreneur se charge des fondations, de toute la maçonnerie y compris les cheminées, à l'exception de celles qui devaient être de marbre, des pavages, carrelages, planchers, de la charpente et des travaux de plâtrerie.

À la fois demeure et entrepôt de courtage, l'édifice est mitoyen de la célèbre maison Boyer-Fonfrède, qui forme l'angle de la place Richelieu et du cours du Chapeau-Rouge. Il se compose de deux corps de bâtiment séparés par une cour établie à la hauteur du sol de l'étage noble. Le premier, de plan double en profondeur, fait façade sur la place et le second à l'opposé de la cour est de plan simple. L'ensemble s'élève sur des caves. Les magasins voûtés au rez-de-chaussée du grand corps de bâtiment se prolongent sous la cour jusqu'au second corps de bâtiment. Ils sont alors plus élevés car seul le premier corps de bâtiment possède un entresol. Les deux corps de bâtiment comportent trois étages carrés et un comble. Dans cette grande maison tout est de l'invention de Richard-François Bonfin qui vérifie le chantier régulièrement. Quant à sa façade sur la place, elle devait être « *exactement exécutée conformément à l'élévation et décoration arrêtée pour les maisons en face de la nouvelle grille* ». Cette grille fermait l'accès au quai entre le corps de garde du Château Trompette et l'hôtel de la Bourse.

Les maisons élevées derrière la grille en question, et celle d'André Faurie ne fait pas exception, présentent effectivement des façades uniformes. Il est généralement admis que Victor Louis serait l'auteur des élévations uniformes des maisons de la place Richelieu. En réalité rien ne permet de l'affirmer avec certitude. L'architecte parisien lui-même, s'il revendique bien la création sur cette place des maisons Boyer-Fonfrède et Lamolère, ignore les maisons qu'elles encadrent³⁷. L'antériorité de la construction de la demeure du grand négociant pourrait servir d'argument mais elle n'est pas établie. Des nombreux dessins de Louis la concernant encore conservés, aucun ne représente tout ou partie de la façade et un seul porte la date de 1774³⁸. L'emplacement sur lequel voulait construire Boyer-Fonfrède n'ayant été acheté qu'au mois d'août, il est fort possible, sinon probable, que les plans datent plutôt de la fin de 1774. Ils sont donc au mieux contemporains de ceux de la maison voisine, bâtie pour le courtier Faurie. Le devis établi par les Laclotte pour l'édification de cette dernière précise que « *Laqueduc qui recevra les tuyaux des lieux et les égouts d'eaux du derrière de la maison sera disposé pour se rejoindre avec*

celui que doit faire Monsieur Fonfrède dans lequel il ira se jeter ». Le futur, quant à cette disposition, concerne bien les deux édifices. Alors que la construction de la maison Faurie est avancée, les fouilles de la maison mitoyenne ne sont pas entamées.

On remarque dans ces élévations de la place Richelieu la présence d'éléments architecturaux ou de décor peu usuels dans l'œuvre de Louis. En premier lieu il faut souligner l'utilisation alternative des embrasures en plein-cintre et des baies rectangulaires aux rez-de-chaussée et entresol des demeures. C'est la première fois qu'apparaît à Bordeaux ce principe d'alternance. Il faut remarquer que cette alternance ne se retrouve dans les constructions de Louis que pour la maison Gobineau, allées de Tourny. Elle est postérieure de plus de dix ans aux demeures de la place Richelieu³⁹. On note encore que contrairement à son habitude, Louis aurait ici utilisé, au lieu d'une balustrade des garde-corps de fer forgé pour le balcon de l'étage noble, ainsi que pour les fenêtres du deuxième étage. La banalité du dessin de ces garde-corps contraste d'ailleurs avec l'invention et la qualité de celui de la rampe de l'escalier, ou encore de la grille du vestibule de la maison Boyer-Fonfrède. Enfin on chercherait vainement dans les édifices dus à Victor Louis un entablement aussi étrange que celui qui couronne l'ensemble des maisons de la place Richelieu. Son inspiration paraît très vaguement dorique ; au-dessus de l'architrave à fascies se développe une frise ornée de patères entre lesquelles prennent place les consoles à glyphes qui soutiennent une maigre corniche.

N'est-on pas en droit de se demander si la concurrence qui exista entre Bonfin et Louis pour donner une façade à l'extrémité du nouveau lotissement, ne fut pas plus qu'une simple péripétie, et si l'architecte de la ville ne réussit pas à imposer quelque une de ses vues, même si la totalité de son projet est loin d'avoir été retenue ?

Le cours du Chapeau-Rouge

La chronologie des ventes des lots de l'îlot Louis est clairement établie⁴⁰. Les Laclotte participent pour des clients aux enchères des terrains des glacis du Château-Trompette. Au mois de septembre 1776 Étienne obtient l'adjudication de trois terrains, dont il déclare faire l'acquisition pour les négociants Douat, Lanoix et Pierre Lafite⁴¹. Le deuxième de ces personnages prétend en avril de l'année suivante qu'induit en erreur par son architecte il a présumé de ses capacités à faire bâtir une maison de l'importance de celles qui se dressent sur le cours du Chapeau-Rouge, il propose la revente de son lot⁴².

Sur les deux autres emplacements acquis par l'intermédiaire d'Étienne Laclotte se dressent aujourd'hui deux maisons mitoyennes, bâties par les Laclotte, elles portent aujourd'hui les numéros 17 et 19 du cours du Chapeau-Rouge. À la fin de l'année 1777 Barthélemy Sansine, alors l'un des associés de la société Laclotte, fait « *ravaler et réagréer tant à l'intérieur qu'à l'extérieur* » les murs alors déjà édifiés des deux demeures des négociants, comme ils leur avaient promis⁴³.

Les maisons Douat et Lafite sont larges de trois travées et hautes d'un rez-de-chaussée et de trois étages carrés. Toutes deux se composaient de deux corps de bâtiment, le premier en façade sur le cours de plan double en profondeur et le second entre deux cours, de plan simple. Dans la maison Lafite le vestibule latéral conduit au-delà de la cour

36. A. M. Bordeaux, DD 13 b.

37. LOUIS, Victor. *Salle de spectacle de Bordeaux...*, pl. I^{re}.

38. TAILLARD, Christian. *Victor Louis. 1731-1800...*, t. 3, p. 798-803. Numéros 153 à 160 du « *Catalogue graphique des œuvres de Louis* ».

39. TAILLARD, Christian. *Victor Louis. 1731-1800...*, t. 2, p. 414, note 22.

40. TAILLARD, Christian. *Un lotissement de prestige à Bordeaux au XVIII^e siècle...*

41. A. M. Bordeaux, DD 23, 29 avril, 5 septembre 1776.

42. A. D. Gironde, C 1214, 12 avril 1777.

43. A. D. Gironde, 3 E 20588, 10 novembre 1777.



52 | 19 cours du Chapeau-Rouge, façade de la maison Douat.

vers l'escalier contenu dans le second corps de bâtiment. Au contraire, dans la maison Douat, dont tout le rez-de-chaussée est occupé par des magasins et entrepôts, c'est un vestibule central qui menait jusqu'à un dégagement de plan circulaire dans lequel prenait naissance l'escalier d'honneur. Cette originale disposition a disparu, la demeure ayant été au XX^e siècle intégrée à l'ensemble de l'ancienne préfecture de la Gironde, au prix d'un remaniement intégral. Elle est cependant connue pour avoir été publiée avant cette campagne de travaux, et passe pour un modèle de « maison d'armateur »⁴⁴.

Au rez-de-chaussée de cette maison Douat, de part et d'autre de la grande porte centrale à chambranle à crossettes que surmonte une longue table à denticules, s'ouvrent des baies couvertes en arc segmentaire qui ne semblent pas remonter au XVIII^e siècle. De petites baies carrées éclairent l'entresol. Les portes-fenêtres de l'étage noble donnent sur un balcon à garde-corps en fer forgé reposant sur de grosses consoles, chacune ornée d'une rose dans sa partie supérieure, de cannelures dans sa partie concave et de gouttes à sa base, à l'exception des deux consoles centrales à enroulement. Une corniche que soutiennent de hauts modillons surmonte chacune des portes-fenêtres latérales. Au-dessus de celle du centre, de semblables modillons portent un fronton triangulaire et encadrent une frise de feuilles de chêne. Aux étages supérieurs, chaque baie s'inscrit dans un ressaut. Un bandeau plat sépare le deuxième étage du troisième. Portée par un entablement une balustrade à dés somme cette haute élévation | 52 |.

La maison Lafite est moins haute que sa voisine et de proportions plus réduites. Des baies rectangulaires éclairent le rez-de-chaussée et l'entresol, sauf dans la partie centrale où les ouvertures de ces niveaux s'inscrivent dans une grande embrasure en plein-cintre. Ici encore, sur le large balcon que portent des consoles donnent trois portes-fenêtres, à chambranle à crossettes. Un fronton triangulaire, des corniches, tous soutenus par des modillons encadrant des tables à entrelacs, surmontent respectivement la porte-fenêtre centrale et les portes-fenêtres latérales. Entre les fenêtres latérales des étages supérieurs, à chambranle à crossettes, se trouvent des tables à regulæ. Entre celles de même forme de la travée centrale, qui s'inscrit dans un ressaut, est disposée une table décorée d'un médaillon à profil de personnage casqué entouré de guirlandes, encadrée de modillons et surmontée d'une corniche. L'entablement est ici aussi composé d'une architrave à fascas, d'une frise nue et d'une corniche à modillons, il porte une balustrade | 53 |.

Ces deux édifices ne sont pas les seuls que construisirent les Laclotte sur le cours. En avril 1776 le négociant Mathurin Moquart a acquis un lot sur cette voie⁴⁵. Elle porte le numéro 7 du cours du Chapeau-Rouge. Appartenant à Magdeleine Raymond la maison mitoyenne vers l'est est déjà bâtie, elle présente de graves défauts architectoniques qui interdisent aux Laclotte d'entreprendre le chantier. Le futur mur mitoyen, dont les fondations sont insuffisantes, est déjà fendu en plusieurs endroits et fissuré sur une hauteur de plus de vingt-cinq pieds, « il est encore de fait que les énormes platebandes carrées

44. Bordeaux - Album..., vol. IV, pl. 16.
45. A. M. Bordeaux, DD 23, 29 avril 1776.



de la cage de l'escalier de lad. veuve qui correspond à la même partie de mur et qui ne se soutiennent presque que par le fer dont elles sont liées, ont commencé de pousser led. mur en dehors »⁴⁶. On remédie sans doute bien vite à ces désordres puisqu'en 1777 le serrurier Jacques Bigot œuvre à cette construction qu'il appelle joliment la maison de « Monsieur Moka »⁴⁷. Au début de l'année suivante elle est vraisemblablement achevée.

Cette grande demeure compte elle aussi deux corps de bâtiment, séparés par une cour, le premier de plan double en profondeur et le second de plan simple, entre deux cours, contenant l'escalier d'honneur. Le corps de bâtiment faisant façade sur le cours du Chapeau-Rouge, large de trois travées, s'élève d'un rez-de-chaussée, d'un entresol et de trois étages carrés. Les ouvertures du rez-de-chaussée et de l'entresol s'inscrivent dans de grandes embrasures en plein-cintre, ouvertes dans le mur à refends. Au-dessus des portes-fenêtres à chambranle à crossettes du premier étage se trouvent des tables à cannelures qu'encadrent de gros modillons en volute soutenant une corniche. Ces portes-fenêtres ouvrent sur le balcon continu à garde-corps de fer chantourné qui repose sur d'épaisses consoles à enroulement et gouttes à leur base. Aux deuxième et troisième étages, on retrouve des baies à chambranle à crossettes à garde-corps en demi-banquette. Des tables à entrelacs somment les fenêtres du second étage. Comme pour les maisons Douat et Lafite, sous la balustrade masquant la toiture règne un large entablement à fascas, frise nue et corniche à modillons | 54 |.

46. A. D. Gironde, 3 E 20586, 14 novembre 1776.
47. A. D. Gironde, 5 L 201.



53 | 17 cours du Chapeau-Rouge, façade de la maison Lafite.

54 | 7 cours du Chapeau-Rouge, façade de la maison Moquart.

C'est comme Mathurin Moquart le 29 avril 1776 que les frères Pierre et Jean-Louis Baour acquièrent les deux emplacements désignés sous les numéros 24 et 26 du plan de distribution dessiné par Victor Louis⁴⁸, large ensemble de quarante pieds et six pouces⁴⁹. Sachant les relations d'affaires qui liaient les Laclotte aux Baour et au vu des ressemblances évidentes qui existent tant dans la forme que dans le décor d'architecture entre les maisons Douat, Lafite, Moquart et Baour on peut légitimement se demander si les Laclotte ne sont pas les auteurs de ce dernier édifice.

La maison des frères Baour s'élève au-dessus de caves voûtées d'un rez-de-chaussée, d'un entresol, de trois étages carrés et d'un comble [55]. Elle compte cinq travées de baies, les trois travées centrales formant avant-corps. La porte d'entrée en plein-cintre s'élève sur presque toute la hauteur du rez-de-chaussée et de l'entresol, elle est couverte d'un arc en plein-cintre à extrados orné de fascies reposant sur des impostes prolongés de part et d'autre par un bandeau plat qui sépare les deux niveaux. Des fenêtres dont la forme tend vers le carré, à appui orné de cannelures rudementées, éclairent l'entresol, celles des travées latérales extrêmes ont un chambranle en forme de bandeau plat. Au rez-de-chaussée des baies rectangulaires encadrent la porte centrale tandis qu'au bas des travées latérales extrêmes s'ouvrent des baies couvertes elles aussi d'arcs en plein-cintre à extrados à fascies reposant sur des impostes. Ces ouvertures s'inscrivent dans un mur à profonds refends déterminant des bossages en table. L'étage noble prend le jour par des portes-fenêtres, celles de l'avant-corps ouvrent sur un balcon continu soutenu par de fortes consoles en volute terminée par des gouttes, entre ces supports se développe une ligne de denticules. Les baies latérales donnent sur un balconnet, le garde-corps de ces éléments en surplomb consiste en une grille de fer chantourné. La mouluration qui se développe sur le chambranle de chacune de ces portes-fenêtres forme des crossettes puis définit entre des angles rentrants au niveau de la plate-bande une table ornée de rinceaux qui se développe autour d'une manière d'anthémion central figurant un mufle de lion. Des consoles à cannelures rudementées pour les baies latérales ou en volutes pour les baies de l'avant-corps encadrent ces tables et semblent soutenir un fronton triangulaire pour la porte-fenêtre centrale et des corniches à denticules pour les autres ouvertures ; au-dessus de celles de l'avant-corps, dont la mouluration est plus complexe, règnent des guirlandes reposant sur un médaillon central, celui de droite clairement identifiable figure un Mercure. On retrouve la même hiérarchisation pour les baies du deuxième étage qui consistent en fenêtres rectangulaires à chambranle à crossettes et à garde-corps formé d'une demi-banquette⁵⁰ de fer chantourné : au-dessus des baies de l'avant-corps des corniches à denticules plus développées reposent sur des consoles en volutes encadrant des tables en ressaut ornées chacune d'une rose centrale et de rameaux, tandis qu'au-dessus des fenêtres latérales règne simplement une corniche au-dessus d'une table de mêmes forme et décor. Au troisième étage enfin les baies toutes semblables tendent là encore vers le carré, elles ne possèdent pour tout décor qu'un encadrement à crossettes. Au-dessus d'une architrave à fascies se développent une large frise nue et une corniche à denticules. Au-dessus encore de cet entablement se trouve une balustrade interrompue de dés de largeur égale à celle des trumeaux.

48. A. M. Bordeaux, DD 23.

49. Environ 13, 15 mètres.

50. Voir glossaire.

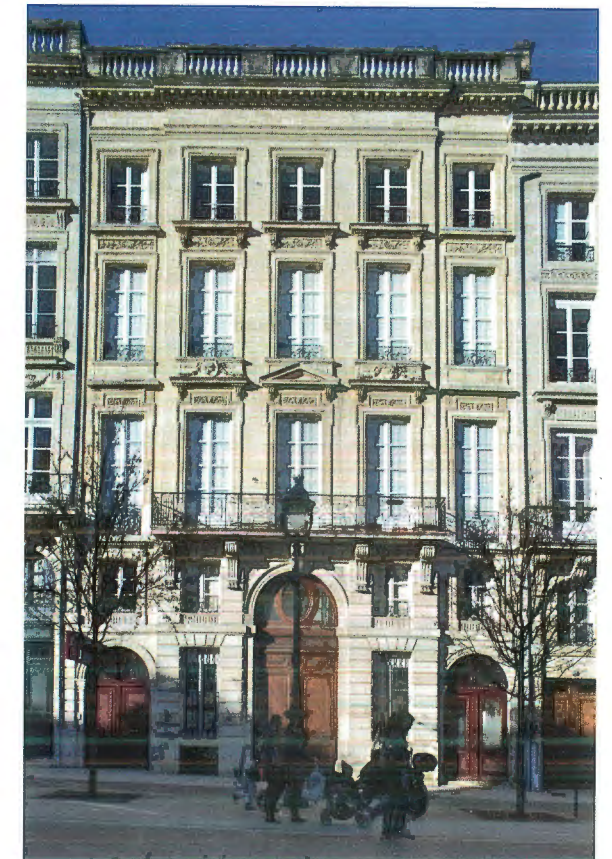
Comme la plupart des maisons de l'Îlot Louis, la maison Baour comprend deux corps de bâtiment. Le premier est de plan double en profondeur, une cour le sépare d'un second corps de bâtiment de plan simple quoique très profond éclairé par une étroite seconde cour qu'encadrent deux petits appendices. Situés sur les côtés ouest et est de la cour d'honneur de petits corps de bâtiment relient entre eux les corps principaux, on note qu'existe à partir de l'entresol une différence de hauteur de trois marches entre le premier corps de bâtiment et les autres. Au contraire du premier corps de bâtiment et du petit corps oriental qui comptent trois étages, les autres corps n'en comptent que deux.

La grande porte d'entrée centrale ouvre sur un large corridor conduisant jusqu'à la grande cour dallée de pierres. Les portes latérales permettaient d'accéder aux comptoirs et bureaux ; à partir de ceux situés côté ouest, par un passage voûté d'arêtes on accédait directement au rez-de-chaussée du second corps de bâtiment où se trouvaient également des locaux consacrés aux activités de négoce. Contrairement à ce qui était la règle pour beaucoup de maisons de négociants la fonction commerciale ne s'étendait pas à l'entresol qui était ici indépendant du rez-de-chaussée. Un escalier en apparence modeste, dont l'accès est commandé par une belle porte de fer au dessin chantourné mais rigoureusement symétrique et agrémenté d'ornements de tôle emboutis et découpés, prend naissance sur le côté occidental du corridor, il devient escalier d'honneur tournant à retours avec jour central dans une cage de grand développement à partir de l'entresol et s'interrompt au second étage. Un second escalier se développe dans le petit corps de bâtiment oriental de la cour, il dessert lui aussi les premiers niveaux et permet d'accéder en sus au troisième étage du corps de bâtiment sur le cours.

L'entresol et les étages abritaient des appartements. Les pièces de réception se trouvaient à l'étage noble du premier corps de bâtiment, au même niveau dans le second corps de bâtiment et aux étages supérieurs se trouvaient les appartements privés composés de chambres avec leur antichambre et garde-robes. La plupart du temps les domestiques dont le service est permanent, tels que les femmes ou valets de chambre, logeaient avec la personne au service de laquelle ils étaient attachés ; les autres domestiques étaient abrités dans des « galetas » ou « bouges » sous les toits.

Les maisons du comte de Rolly

On sait quelle lutte a opposé de 1774 à 1779 Victor Louis au Bureau des finances, et surtout à la Jurade, pour imposer autour de son théâtre les alignements et l'environnement architectural qui lui paraissaient les plus convenables. Poussés par leurs architectes respectifs, Lhôte et Bonfin, sur fond d'arbitrage de Soufflot mal informé et peu intéressé, ces autorités l'empêchent de parvenir à réaliser son projet⁵¹. Il fait cependant construire à la distance qui lui semble appropriée les maisons qui font face à la salle de spectacle et



55 | 9 cours du Chapeau-Rouge, façade de la maison Baour.

51. TAILLARD, Christian. *Bordeaux classique...*, p. 177-181.

56 | Place de la Comédie, maisons Rolly et Gombault.



réussit plus ou moins à donner le dessin de leur élévation. Les deux premières, à l'angle de la place de la Comédie vers les allées de Tourny, ont été sans doute bâties sur ses plans pour un riche propriétaire et maître de forge, Sacriste de Rolly.

Ces deux demeures aujourd'hui réunies et transformées en un établissement hôtelier ne conservent rien de leur plan d'origine. Élevée d'un rez-de-chaussée, d'un entresol et de trois étages carrés, chacune compte sur la place trois travées. On retrouve la haute embrasure ouverte dans un mur à profonds refends, dans laquelle s'inscrivent la baie rectangulaire du rez-de-chaussée et celle en plein-cintre de l'entresol. À l'étage noble des portes-fenêtres à chambranle légèrement saillant, surmontées d'une table ornée de cannelures et d'une corniche, donnent sur un balcon continu à garde-corps de fer forgé. Il repose sur de grosses consoles alternativement jumelées et isolées, ornées ou non d'une pomme de pin à leur base selon qu'elles se trouvent dans les écoinçons ou au sommet de l'arc de l'embrasure. Des tables décorées de rinceaux et sommées d'une corniche surmontent les fenêtres du deuxième étage, également à garde-corps de fer, une guirlande qui couvre la plate-bande et chute jusqu'au tiers supérieur des piédroits masque partiellement le chambranle saillant. De hauteur réduite, les baies du dernier étage présentent pour tout décor un garde-corps de fer et un chambranle saillant. Une architrave à fascies, une frise nue, une corniche à denticules et une balustrade scandée de dés couronnent ces élévations [56].

Il semble, contrairement à l'idée généralement admise, que l'une au moins des deux maisons du comte de Rolly n'a pas été bâtie pour celui-ci en 1779, mais pour son gendre Monsieur de Gombault, deux à trois ans plus tard par les frères Laclotte. En 1784 les héritiers du comte vendent en effet deux maisons pour rembourser une rente en faveur des Feuillants de Bordeaux et quatorze mille quatre cent trente livres « à valoir sur plus forte somme que le sieur de Gombault devoit au sieur Laclotte a cause de la maison qu'il vient de lui faire Batir sur ladite place de la Nouvelle Comédie »⁵². Les maisons construites pour

52. A. D. Gironde, 3 E 13269, 1^{er} décembre 1784.

compléter la façade de la place de la Comédie à la suite des « maisons Rolly » vers le cours de l'Intendance furent bâties au début du XIX^e siècle, sans que le côté septentrional de celui-ci soit à l'alignement du côté sud du théâtre, comme l'avait souhaité Victor Louis.

L'îlot dit « îlot Bonnaffé »

La construction de l'ensemble des hautes maisons qui forme l'îlot urbain compris entre le cours du Chapeau-Rouge, les rues Sainte-Catherine, de la Maison-Daurade et des Piliers-de-Tutelle, est traditionnellement attribuée à Étienne Laclotte et daterait des années 1780 à 1782. Tous les auteurs s'accordent pour reconnaître que les terrains sur lesquels est édifié l'îlot ont été achetés en 1780 par François Bonnaffé [57]. Pourtant celui-ci n'acquiert que trois maisons, de deux propriétaires : Lemoine et Latour. Le premier cède une maison faisant l'angle des rues Sainte-Catherine et de la Maison-Daurade, ainsi qu'une autre, mitoyenne de la première, rue Sainte-Catherine, et possédant une petite façade cours du Chapeau-Rouge⁵³. Le second vend une bâtisse mitoyenne de celle de Lemoine sur le cours du Chapeau-Rouge et, au revers de celle de ce même propriétaire, ayant une façade sur la rue de la Maison-Daurade. Les architectes de François Bonnaffé, Étienne Laclotte et Blaise Despujols, viennent constater l'état de délabrement de cette maison⁵⁴. Rien d'autre dans l'îlot abusivement appelé Bonnaffé n'appartenait à ce personnage, ni ne lui appartenait jamais.

Les travaux de la maison Bonnaffé ne purent être entrepris avant le printemps 1782. La vente consentie par Lemoine s'assortissait en effet de la condition de maintenir dans les lieux, pendant deux ans, le locataire de sa maison ayant une façade cours du Chapeau-Rouge. Lorsque Jacques de Bergeron, le voisin de François Bonnaffé, dont la demeure longeait ses possessions et s'étendait du cours du Chapeau-Rouge à la rue de la Maison-Daurade, vend celle-ci le 5 mai 1782 au négociant Jean-Élie Gautier, il est question dans l'acte de « la maison que fait actuellement construire Monsieur Bonnaffé »⁵⁵. Au milieu de l'année 1783 François Bonnaffé ne réside pas encore dans son hôtel⁵⁶. En revanche il est construit, meublé et habité en 1785 lorsque Madame de La Roche le visite et décrit une partie des appartements⁵⁷.

Bâti sur deux niveaux de caves voûtées en berceau, l'hôtel Bonnaffé s'élève d'un rez-de-chaussée, d'un entresol, de trois étages carrés et d'un étage de comble. Il occupe la partie occidentale de l'îlot auquel il a donné son nom. Sur le cours, la rue Sainte-Catherine et la rue de la Maison-Daurade sa largeur est de six travées. Les ouvertures des étages de la travée occupant l'angle abattu du cours du Chapeau-Rouge et de la rue Sainte-Catherine



57 | Simon-Bernard Lenoir (d'après), François Bonnaffé et sa famille.

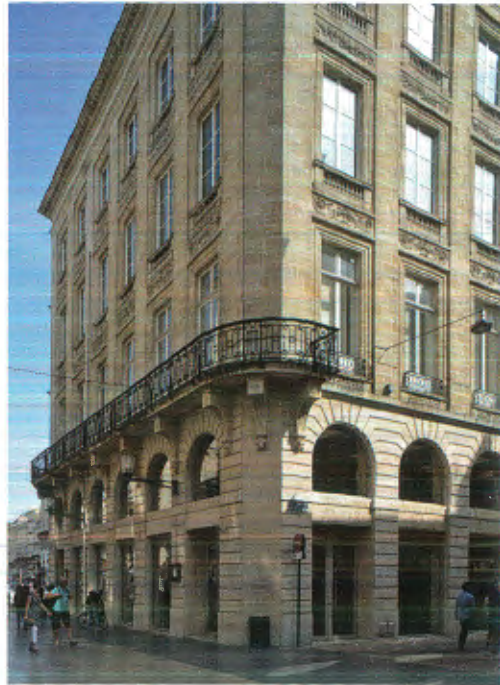
53. A. D. Gironde, 3 E 20593, 16 février 1780.

54. A. D. Gironde, 3 E 20593, 27 février 1780.

55. A. D. Gironde, 3 E 13267, 2 mai 1782.

56. A. D. Gironde, 6 B 157, 25 juin 1783. Lorsqu'il se porte caution pour Étienne Laclotte dans une affaire d'armement de navire, le négociant habite rue du Chay-des-Farines.

57. MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice. *Impressions d'une Allemande à Bordeaux...*, p. 265-266.



58 | Rue Sainte-Catherine, maison Bonnaffé, façade.

sont feintes. Toutes les travées sont à peu près semblables entre elles. Ici à nouveau se retrouvent à la base les hautes embrasures, dans lesquelles s'inscrivent la baie rectangulaire du rez-de-chaussée et celle en plein-cintre de l'entresol, ouvertes dans un mur à refends. Les portes-fenêtres du premier étage possèdent un chambranle mouluré, au-dessus de leur plate-bande règne une table ornée de rinceaux et encadrée de très hauts modillons en volute sur lesquels repose une corniche à denticules. Ces modillons et cette corniche sont absents des baies qui ouvrent sur les rues Sainte-Catherine et de la Maison-Daurade. Toutes les portes-fenêtres donnent sur un balcon continu, à garde-corps de fer forgé, que soutiennent des consoles ornées d'une rose dans leur partie supérieure, puis de cannelures rudementées et enfin d'un mufle de lion à la base. Ce balcon s'interrompt avant la première travée sur la rue de la Maison-Daurade, conséquemment des fenêtres succèdent de ce côté aux portes-fenêtres. Des entrelacs décorent les tables saillantes se trouvant sous leur appui. Les fenêtres du deuxième étage présentent un dispositif décoratif à peu près semblable à celui de ces portes-fenêtres, avec les mêmes différences pour celles situées sur les rues Sainte-Catherine et de la Maison-Daurade. Des balustres se trouvent sous leur appui et l'on retrouve des entrelacs qui agrémentent ici les

tables surmontant ces baies. De semblables balustres sous l'appui des fenêtres du troisième étage constituent avec le chambranle mouluré l'essentiel de leur décor. Une architrave à fascies, une frise nue, une corniche à denticules et modillons, enfin une balustrade interrompue de dés au-dessus des trumeaux, complètent ces élévations [58]. Seule la partie inférieure de la travée formant l'angle abattu du cours et de la rue Sainte-Catherine, en raison de son étroitesse, a reçu un traitement différent de toutes les autres : deux baies rectangulaires éclairent le rez-de-chaussée et l'entresol.

« La maison est très belle. Elle est en façade sur trois rues et entourée d'un grand balcon. Juste à l'entrée, au pied de l'escalier se trouve une jolie statue. Cet escalier, dont l'évolution est superbe, va, dans toute sa largeur, jusqu'au troisième étage. Il est très doux à monter ». Par ces mots Madame de La Roche débute sa description de la demeure de François Bonnaffé, elle la poursuit par des éloges sur la décoration et la distribution de l'étage noble⁵⁸. Des dispositions originales du rez-de-chaussée de l'hôtel, aujourd'hui loué à des commerces, rien ne subsiste, sinon le vestibule sur le cours du Chapeau-Rouge. Il conduit jusqu'au grand escalier de plan presque carré, suspendu, tournant à droite, à jour central, à rampe de fer chantournée, montant bien jusqu'au troisième étage.

De toutes les pièces décrites par la visiteuse allemande ne subsiste en l'état à l'étage noble que celle « fort luxueuse » servant d'antichambre au grand salon donnant sur la place de la Comédie. Il s'agit d'une salle de plan rectangulaire prolongée par une partie semi-ovale. Les lambris consistent en panneaux rectangulaires à cadres moulurés aux angles rentrants. La corniche de plâtre qui les coiffe comporte une ligne de perles, des cannelures rudementées, de nouveau des perles et un chapelet. Les portes donnant sur l'ancienne salle à manger, qui jouxte ce salon du côté de la rue Sainte-Catherine, sont à deux battants, couronnées d'une corniche soulignée d'une ligne d'oves.

58. MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice. *Impressions d'une Allemande à Bordeaux...*, p. 265-266.

L'examen d'un plan contemporain permet d'imaginer quelle pouvait être à chaque étage l'organisation de cette vaste construction. Du palier on accédait par un vestibule dans une grande pièce éclairée par des baies ouvrant sur la rue Sainte-Catherine. Deux autres pièces l'encadraient, placées en angle et prenant le jour l'une sur la rue Sainte-Catherine et le cours du Chapeau-Rouge, l'autre sur la rue Sainte-Catherine et celle de la Maison-Daurade. Sur cette dernière voie et sur le cours, une ou deux autres pièces faisaient suite aux pièces d'angle. On accédait à celles donnant sur la rue de la Maison-Daurade par un petit couloir communiquant avec le vestibule principal.

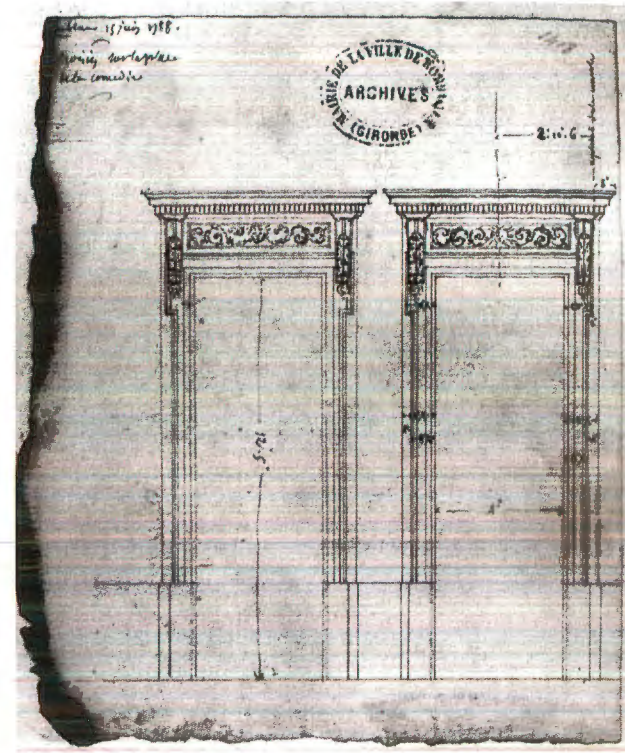
Un escalier de service disposé contre le grand escalier avec lequel il pouvait communiquer au niveau de certains repos monte également jusqu'au troisième étage. Il ne semble pas pensable que le vaste escalier emprunté par Madame de La Roche ait jamais été éclairé, comme il est le cas aujourd'hui, par une verrière au XVIII^e siècle. Sa cage carrée mesure environ huit mètres de côté, la portée de cette verrière aurait été trop importante. Tout au plus pouvait-il être couvert par une lanterne dans sa partie centrale, elle ne pouvait que constituer un éclairage d'appoint. Il semble qu'à l'angle des deux escaliers, entre les pièces situées du côté de la rue de la Maison-Daurade et les étroits couloirs permettant de s'y rendre, se trouvait une petite cour qui permettait d'éclairer, grâce à la présence de baies tous les éléments l'entourant. La présence de cet espace a facilité la construction des pièces de service, nécessitant toutes des écoulements d'eau, qui l'occupent aujourd'hui. Les parties hautes de l'édifice ont été modifiées dans des proportions qu'il est difficile de définir.

Qu'en est-il de la chronologie de la construction de l'îlot improprement appelé Bonnaffé ? Sa construction n'est donc pas commencée avant 1782, et contrairement à ce qui a pu être avancé, elle s'est faite d'ouest en est, c'est-à-dire de la rue Sainte-Catherine vers la rue des Piliers-de-Tutelle. Sur l'emplacement de la vieille demeure vendue au négociant Gautier par le conseiller de Bergeron, le premier fait édifier une maison mitoyenne de celle de François Bonnaffé.

L'hôtel Bonnaffé est bâti depuis quatre ans, et la maison Gautier déjà construite, lorsqu'en 1787 le frère de François Bonnaffé, prénommé Marc, le directeur de la Monnaie de Bordeaux Antoine Dutemple et la veuve de Pierre Dublan, ancien directeur du Domaine, acquièrent du fils de ce dernier, Louis-Gabriel-Auguste Dublan, le vieil hôtel qu'il possède là⁵⁹, qu'avaient réparé en 1769 les frères Laclotte. Lorsque l'ensemble de l'îlot est achevé en 1788 ou 1789, trois nouvelles maisons font suite à l'hôtel Bonnaffé et à la maison Gautier, toutes larges en façade de trois travées sur le cours du Chapeau-Rouge et la rue de la Maison-Daurade. La dernière possède bien sûr une troisième façade, à l'extrémité orientale de l'îlot sur la rue des Piliers-de-Tutelle. Elles appartiennent respectivement à Marc Bonnaffé, Antoine Dutemple et Madame Dublan.

On retrouve un même parti général d'élévation pour les trois maisons de l'îlot construites après 1787. Elles présentent cependant sur le cours de discrètes différences avec l'hôtel Bonnaffé et la maison Gautier. La plus notable réside dans le fait qu'a été utilisée l'alternance d'embrasures en plein-cintre dans lesquelles s'inscrivent les baies du rez-de-chaussée et de l'entresol, et de baies rectangulaires. Sur la rue des Piliers-de-Tutelle, l'architecte s'est démarqué plus encore du dessin original. Il utilise ce type d'alternance, mais en introduit une nouvelle au niveau des ouvertures des premier et deuxième étages. À chacune des portes fenêtres ou fenêtres, que surmonte une table à rinceaux ou entrelacs encadrée de consoles portant une corniche, en succède une à simple

59. A. D. Gironde, 3 E 20382, 23 juin 1787.



59 | Cours du Chapeau-Rouge, îlot Bonnaffé, détail du traitement de l'angle de l'hôtel Bonnaffé à l'intersection des rues Sainte-Catherine et de la Maison-Daurade.

60 | Place de la Comédie, dessin d'une fenêtre de l'étage noble de la maison Dublan.

feuillure pour tout chambranle, dominée par une haute et large table affleurée qu'ornent de grands rinceaux.

Ces quelques observations peuvent laisser penser que deux architectes au moins ont œuvré à l'édification de l'îlot Bonnaffé, le second n'ayant pas respecté exactement le dessin donné par le premier. Que celui-ci soit Étienne Laclotte, seul ou en compagnie de son frère, fait peu de doute. Aux raisons plus haut évoquées, on ajoutera que certains éléments du décor d'élévation peuvent être rapprochés de ceux qui caractérisent d'autres constructions des deux frères, on pense en particulier au dessin de la grille du balcon, semblable à celui utilisé pour les garde-corps de plusieurs maisons de la rue Fondaudège, aux tables à entrelacs, présentes entre autres exemples sur la façade de la maison de Pierre Laclotte cours de Tourny, aux consoles soutenant le balcon qui seraient identiques à celles qui portent celui de la propre maison d'Étienne Laclotte, s'il n'était à sa base la présence du mufle de lion qui remplace une pomme de pin [59]. On aimerait voir là une allusion à l'affaire commune d'armement du navire portant le nom de cet animal que conduisent François Bonnaffé et l'architecte en 1783. Les Laclotte élèvent-ils également la maison Gautier ? Cela semble vraisemblable si l'on considère le peu de différences existant quant au décor entre les deux édifices.

Quant au second architecte qui aurait achevé en 1788 et 1789 l'îlot Bonnaffé, il pourrait être François Lhôte. Un dessin daté du 5 juin 1788 représente les « croisées sur la place de la Comédie » de la maison Dublan⁶⁰ [60]. Bien que non signé, ce projet pour les baies de l'étage noble de cette demeure appartient incontestablement à la série des dessins de François Lhôte que conservent les Archives municipales de Bordeaux. Si cet

60. A. M. Bordeaux, XXI-1/1.



61 | Cours du Chapeau-Rouge, îlot Bonnaffé, détail du traitement de l'angle de la maison située à l'intersection du cours et de la rue des Piliers-de-Tutelle.

artiste ne brille pas par la simplicité des plans qu'il donne à ses constructions, ni par la commodité de leur distribution, il faut reconnaître que ses qualités d'ornemaniste sont supérieures à celles des Laclotte. La comparaison des détails, ne serait-ce qu'extérieurs, qui fondent la différence des parties de l'îlot qui lui sont attribuables, avec ceux réalisés par ces mêmes Laclotte, lui est avantageuse. On rappellera pour mémoire l'alternance des embrasures en plein-cintre et des baies du rez-de-chaussée et de l'entresol qui tempèrent l'uniformité des hautes élévations. Cette alternance est ici accentuée avec bonheur aux étages sur la rue des Piliers-de-Tutelle par la solution adoptée pour les baies. Il faut noter encore la présence, au sommet de l'arc des embrasures en plein-cintre, de claveaux saillants. Pour la maison Dublan, qui forme l'extrémité orientale de l'îlot, on doit remarquer la présence d'un tore de feuilles de chêne enrubanné courant sous le balcon, de crossettes au chambranle des portes-fenêtres, on les distingue très bien sur le dessin des Archives municipales. Si l'on compare le traitement du balcon de l'hôtel Bonnaffé, à l'angle des rues Sainte-Catherine et de la Maison-Daurade, à celui qui lui est diagonalement opposé dans l'angle de l'îlot, il n'est pas niable que la solution trouvée par François Lhôte paraît nettement plus satisfaisante. Il a disposé des consoles jumelées, sur le cours et la rue des Piliers-de-



62 | Cours du Chapeau-Rouge, îlot Bonnaffé.

Tutelle, reliées par le tore de feuilles de chêne, soutenu ici par une trompe car il forme saillie et épouse la courbe du balcon adouci en quart de cercle⁶¹ | 61|. Les Laclotte se sont contentés d'abattre l'angle et d'y établir une console supplémentaire qui s'accorde moins bien avec la forme là aussi adoucie du balcon | 62|.

Un programme pour la place de la Comédie ?

Il est d'usage à Bordeaux de désigner l'espace qui s'étend entre le porche du Grand Théâtre et les maisons construites pour le comte de Rolly, qui lui font face à l'ouest, sous le nom de place de la Comédie. Cet espace ouvre largement au nord sur les allées de Tourny et l'actuel cours du XXX-Juillet. On peut considérer que les grands immeubles de l'îlot Bonnaffé qui se dressent sur le côté méridional du cours du Chapeau-Rouge ferment cette « place ». Victor Louis avait essayé d'en maîtriser l'aménagement sans réussir à imposer totalement ses vues. Le problème a été soulevé à propos des maisons du comte de Rolly.

Pour les mêmes raisons qui peuvent faire penser que Victor Louis n'est pas l'unique auteur des façades des maisons de la place Richelieu, il est permis de se demander s'il est seul responsable du dessin de celles de Messieurs de Rolly et de Gombault qui ne correspond pas exactement à celui qu'avait imaginé l'architecte parisien. À l'évidence ces constructions présentent en façade des caractères communs avec les élévations, sur le cours du Chapeau-Rouge, de l'îlot Bonnaffé : au rez-de-chaussée et à l'entresol, grandes embrasures en plein-cintre s'ouvrant dans un appareil à profonds refends horizontaux, étage noble à portes-fenêtres donnant sur un balcon continu, surmontées d'une table et d'une corniche comme les fenêtres du deuxième étage, décor plus discret pour les baies du dernier niveau, balustrade masquant la toiture. Les professeurs Coustet et Taillard qui ont mis en évidence ces analogies les expliquent par un jeu croisé d'influences. Pour le premier Victor Louis aurait été plagié « *effrontément* » par Laclotte. Ne peut-on se demander s'il n'exista pas tout simplement un projet d'ensemble, peut-être, ou sans doute, inspiré de celui de Louis pour la place de la Comédie, imposé sous la double pression des Jurats et des Trésoriers de France. Les architectes en présence ont pu se soumettre à un cahier des charges ne leur laissant de liberté que dans le détail d'ornementation. Ceci pourrait expliquer que le dessin de Louis pour les façades des maisons de Messieurs de Rolly et de Gombault n'ait pas été exactement suivi. Pourquoi les Laclotte ne seraient-ils d'ailleurs pas les auteurs de son « adaptation » ? Il est impossible de distinguer quelque détail qui permettrait d'affirmer que les deux maisons en question ne sont pas de la même main. Si les Laclotte ont été les entrepreneurs choisis pour les construire toutes deux, ce qui n'est pas inconcevable car l'on se souvient qu'ils avaient collaboré quelques années plus tôt avec Louis pour édifier l'hôtel Nairac, pourquoi n'auraient-ils pas modifié les élévations dans le sens que souhaitaient les autorités ou même le maître d'ouvrage lui-même ? Ceci expliquerait aussi que seule la partie de l'îlot Bonnaffé qui ferme le côté de la place de la Comédie, jusqu'au droit de la colonnade du théâtre respecte strictement ce présumé programme ; au-delà des libertés sont prises à son égard. ■

61. COUSTET, Robert. *L'activité de Victor Louis à Bordeaux...*, p. 110. Le professeur Coustet a le premier signalé l'originalité du traitement de cet angle, l'attribuant à Laclotte et jugeant « *mesquine* » la trompe ici établie.

CHAPITRE III

LES LOTISSEMENTS DUMAS ET MITCHELL

L'ENTREPRISE DES LOTISSEMENTS DU PAVÉ DES CHARTRONS : LA LIMITE MÉRIDIONALE DU QUARTIER DES CHARTRONS – L'INITIATIVE DE PIERRE-HENRI DUMAS – LA MAISON « EXEMPLAIRE » DE CHRISTOPHE GERNON – L'AMBITIEUX PROJET DE LOTISSEMENT DE FRANÇOIS-PATRICE MITCHELL – UN APPARENT SUCCÈS

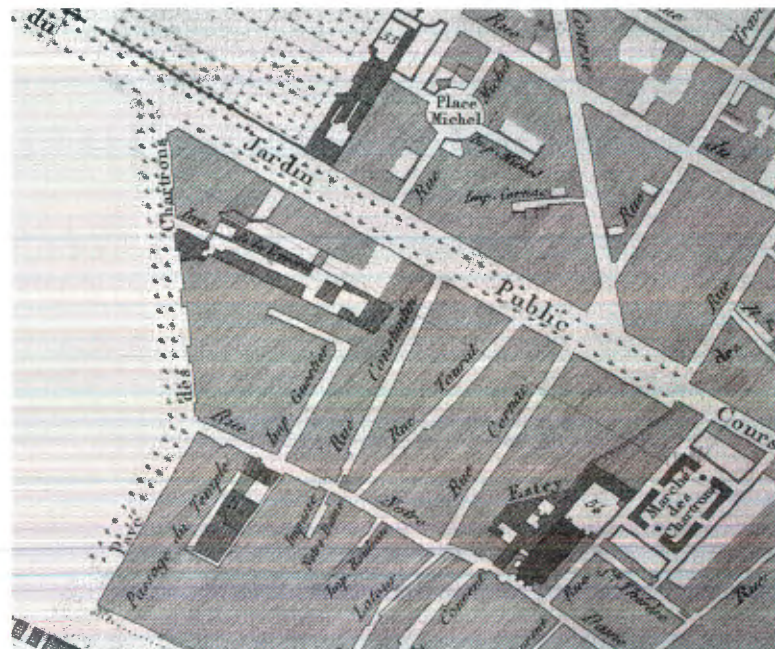
LES DIFFICULTÉS DE FRANÇOIS-PATRICE MITCHELL : RALENTISSEMENT DES VENTES, ÉCHEC DE LA TENTATIVE DE DÉMÉNAGEMENT DE LA VERRERIE ET PROCÈS FAMILIAL – LA SÉPARATION ENTRE MITCHELL ET LES FRÈRES ÉTIENNE ET JEAN LACLOTTE – UN LOTISSEMENT INACHEVÉ ET UN NOUVEAU PROPRIÉTAIRE, DES PERSPECTIVES DÉSORMAIS À LONG TERME – PATRICE MITCHELL DE LARMANDIE ET L'ÉVICTION DE FRANÇOIS-PATRICE MITCHELL

BILAN DES LOTISSEMENTS DUMAS ET MITCHELL : UNE CHRONOLOGIE DES CONSTRUCTIONS DIFFICILE À ÉTABLIR – UNE SPÉCULATION ENTRE PARTICULIERS, L'EXEMPLE DES TERRAINS DE JEAN DUMAINE – LES SOCIÉTÉS LACLOTTE ET LES LOTISSEMENTS DUMAS ET MITCHELL : UNE ŒUVRE « SYNTHÉTIQUE » APPRÉCIÉE DU PUBLIC ET DES AUTORITÉS – PEU DE CHANTIERS CERTAINS, BEAUCOUP DE CHANTIERS PROBABLES

L'entreprise des lotissements du Pavé des Chartrons

La limite méridionale du quartier des Chartrons

Le quartier des Chartrons reste à la fin du premier tiers du XVIII^e siècle tourné vers son port et coupé de la ville au nord et en aval de laquelle il se situe. Seuls les quais et les longues promenades qui contournent le Château Trompette l'y relient malcommodément. Le long des glacis septentrionaux de la forteresse et par conséquent au sud des Chartrons, court le chemin de la Fausse-braie. Pavé par le soin des intendants il devient à cette époque le Pavé des Chartrons. Diverses maisons et entrepôts le bordent entre le quai et la rue Notre-Dame, puis un petit fief possédé par la famille Dumas et enfin à sa suite des biens appartenant à plusieurs particuliers : Messieurs Duplessis, Mitchell, Pudeffer et Bequey. Ces deux derniers possèdent respectivement à l'extrémité de l'allée les bâtiments formant le siège de l'antique seigneurie de Pradets



63 | Plan du quartier de la Faïencerie et de la place Mitchell.

et un vaste « *bourdieu* ». Les terres dépendant de la maison noble couvrent une soixantaine de journaux, s'étendant vers le sud jusqu'au jardin de la faïencerie Hustin, vers l'ouest sur l'emplacement de l'actuel Jardin Public jusqu'au chemin de Figueyrau, et vers le nord jusqu'à la rue indifféremment appelée Montfort ou Tourat¹. La seigneurie de Pradets, morcelée, appartient alors à trois coseigneurs : Messieurs Pudeffer, Dumas de Laroque et Tourat. En 1736 le gentilhomme verrier irlandais Pierre Mitchell, propriétaire des terrains sur lesquels sont installées ses demeure et manufacture, entre le Pavé et la rue Tourat, achète le *bourdieu* de son voisin Bequey formant une partie de la mouvance de Pradets². En 1739, un an avant sa mort, il acquiert la maison noble elle-même et ce

qui restait de sa directe, soit l'espace compris entre sa verrerie et la propriété acquise trois ans plus tôt de Monsieur Bequey³.

En 1746 et 1748 la ville « décide », sous l'influence autoritaire de Louis-Urbain de Tourny, la création du cours Saint-André, l'actuel cours de Verdun, et celle du Jardin Public⁴. Le premier est destiné à relier, de la manière sinon la plus prestigieuse du moins la plus décente possible, le quartier des Chartrons à la ville et le second à doter celle-ci d'un agrément qui lui fait défaut jusque là. Au-delà de son incontestable utilité, la réalisation de ce programme bouleverse totalement la géographie des possessions de la famille Mitchell, puisque le cours Saint-André doit les traverser du sud au nord et le Jardin Public s'étendre sur trois mille sept cent soixante-six toises carrées de la partie occidentale de leur seigneurie de Pradets. Les Jurats proposent à Jeanne Hicky, veuve de Pierre Mitchell, et à ses enfants de les indemniser par voie d'échange en leur cédant la même surface de terres située au nord du Jardin Public et deux bandes de terrain longeant le futur cours Saint-André⁵. L'intendant intervient en personne pour imposer l'échange par ordonnance le 26 août 1752. Les Mitchell reçoivent de la ville un ensemble de quatre mille quatre cent quatre-vingt-six toises carrées, « *bien disposé pour Etre distribué en Emplacements à bâtir des maisons* » et la promesse de l'abandon d'une pièce de terre triangulaire formant l'angle des cours Saint-André et du Pavé⁶. Cette opération, combinée à l'achat d'autres terrains qu'a effectué Jeanne Hicky de Monsieur Cornac, qui se trouvaient au nord de la vieille maison noble et s'étendaient vers la rue Tourat, la met à la tête d'un capital foncier considérable, traversé par le cours Saint-André | 63 |.

1. A. D. Gironde, G 2943.

2. A. D. Gironde, 3 E 24960, 14 février 1736.

3. A. D. Gironde, 3 E 24963, 28 février 1769.

4. PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 574-576.

5. A. D. Gironde, 2 Fi 69. Ce « *Plan pour servir à l'échange à faire Entre la ville de Bordeaux Et Made Michelle pour le prolongement du jardin public* ».

6. A. D. Gironde, G 2943, pce justif. VII.



L'initiative de Pierre-Henri Dumas de Laroque

Dès 1739 Pierre Mitchell avait envisagé de construire des maisons en bordure du Pavé et avait à cette fin obtenu « *une permission du Roy* »⁷ ; la mort avait contrarié son projet. C'est au conseiller Pierre-Henri Dumas de Laroque | 64 | que revient l'initiative d'entreprendre le lotissement qui va doter le Pavé des Chartrons de sa monumentale façade regardant le Château Trompette. Les frères Laclotte en dressent en 1764 un plan de distribution en quatorze lots, les dix premiers perpendiculaires au Pavé, dont sept possèdent une issue sur l'impasse, les derniers étant perpendiculaires à la rue Notre-Dame⁸ | 65 |.

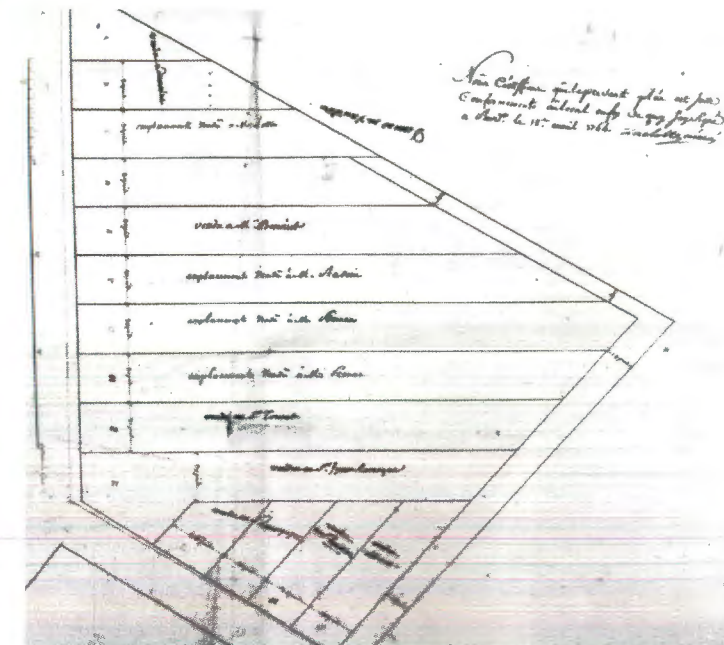
Le lotisseur a obtenu dès 1762 l'autorisation du Roi de construire en bordure du Pavé. Les termes de la lettre d'accord signée de Choiseul et datée du 28 août de cette année restent sinon ambigus du moins sujets à interprétations : « *Sur le compte que j'ay rendu au Roy Monsieur de la proposition que vous avés faite de bâtir sur un terrain qui vous appartient le long de l'allée de Tourny dans les environs du Chau Trompette a Bordeaux, Sa Majesté a bien voulu vous en accorder la permission, a condition que vous vous renfermerés dans l'allignement convenable pour laisser au Cours la largeur qu'il doit avoir et que votre Batiment sera conforme pour la hauteur et la Decoration a ceux qui ont déjà été construits dans cette partie [Je suis bien parfaitement Monsieur votre tres humble et tres obeissant serviteur] Le duc de Choiseul* »⁹.

L'autorisation accordée par Choiseul concerne-t-elle ces installations commerciales, concerne-t-elle les maisons qui bordent la rue entre les possessions des Dumas et le quai ? Quant au modèle qui est imposé par le ministre, fait-il référence à ces mêmes maisons ou à la verrerie de Mitchell, ou plus simplement encore aux maisons des allées de Tourny qui étaient à cette époque en voie d'achèvement, au nord-ouest du Château Trompette, et les seules « *dans cette partie* » ?

7. A. D. Gironde, G 2943.

8. COUTUREAU, Éric. *Le Pavé des Chartrons...*, p. 94-95, 106.

9. Cette lettre mentionnée par E. Coutureau était jointe au plan de distribution des terrains.



64 | Jean-Baptiste Perronneau, *Le Conseiller Dumas de Laroque*.

65 | Plan de distribution des terrains de Pierre-Henri Dumas de Laroque.

Il n'est pas possible de croire que le conseiller Dumas a jamais eu l'intention de s'établir aux Chartrons. Ce lieu n'était ni convenable ni commode pour un parlementaire. Il réside rue de l'Observance en 1764 mais a déménagé dans la rue du Hâ, proche de la cathédrale, lorsqu'en 1768 il propose par voie d'annonce des entrepôts à louer sur le Pavé directement ou par l'entremise des Laclotte¹⁰. Le quartier est alors loin de présenter le caractère résidentiel et prestigieux qu'il acquerra au XIX^e siècle. Le droit d'entrée des baux consentis par Pierre-Henri Dumas sont inférieurs de moitié au prix des terrains que vend la ville à la même époque autour de la place Dauphine par exemple. Parmi les acheteurs du conseiller Dumas se remarquent les noms de négociants connus comme Richard Gernon, Isaac Laroque ou Pierre Penne, mais aussi ceux de Jean Ravezies, un négociant de Paludate familier des Laclotte, du courtier Abraham Lawton et du négociant et co-seigneur de Pradets Jean Tourat¹¹, du maître serrurier Jean Dumaine¹². Tous semblent avoir agi dans un but spéculatif, et sans avoir formé le projet de venir s'installer là personnellement. Isaac Laroque, pour ne citer qu'un exemple, réside rue Denise à Bacalan au nord des Chartrons, il y meurt sans avoir jamais habité sa maison de l'angle du Pavé¹³. Les débuts du lotissement sont difficiles, aucun des preneurs du conseiller Dumas n'a encore édifié de demeure sur son emplacement près de cinq ans après l'avoir acquis.

La maison « exemplaire » de Christophe Gernon

La première maison construite sur le Pavé des Chartrons est celle de Christophe Gernon. Sa façade va servir de modèle pour toutes les autres. Cet édifice ne se trouve pas dans le lotissement de Pierre-Henri Dumas, mais sur un terrain situé entre ce lotissement et la verrerie des Mitchell¹⁴. Monsieur Gernon avait acquis ce fonds en 1766 et l'avait agrandi en 1769¹⁵, juste avant de faire entreprendre la construction de sa maison par les frères Laclotte. Gernon leur adresse le 11 juillet 1769 une sommation par laquelle il proteste contre l'abandon du chantier de sa demeure¹⁶.

L'édifice en question porte aujourd'hui le numéro 49 du cours Xavier-Arnozan. Il comporte deux étages carrés et compte cinq travées en façade sur le cours. Au rez-de-chaussée, chaque baie, porte ou fenêtre, s'inscrit dans une haute embrasure en plein-cintre. Au premier étage trois portes-fenêtres s'ouvrent sur un balcon aux angles adoucis, à garde-corps de fer chantourné, reposant sur une trompe en demi-berceau. La décoration de ces portes-fenêtres consiste en un chambranle mouluré à crossettes, chacune est surmontée d'une table affleurée ornée d'une guirlande qu'encadrent des modillons à glyphes soutenant une forte corniche. Ce sont des banquettes de fer au dessin semblable à celui du balcon qui forment le garde-corps des deux hautes baies disposées de part et d'autre des portes-fenêtres. Les cinq fenêtres du niveau supérieur sont pourvues d'un même chambranle à crossettes, une agrafe en volute d'où émergent deux retombées de guirlande orne la plate-bande qui couvre chaque baie. Au-dessus de l'entablement à fascies, frise nue et corniche à modillons, se dresse un étage de comble construit au XIX^e siècle. À l'origine une balustrade masquait la toiture, interrompue de dés au-dessus des trumeaux [66].

10. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 17 mars 1768.

11. A. D. Gironde, 2 C 474, f° 159.

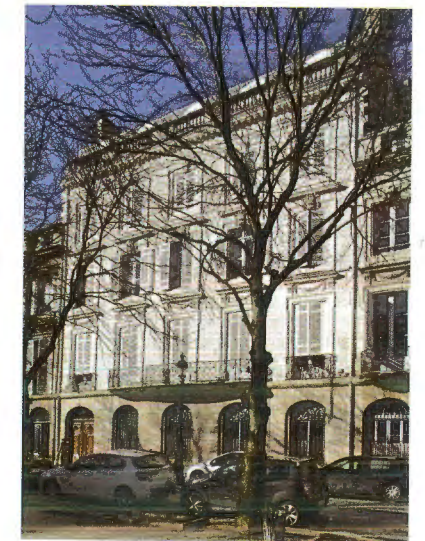
12. A. D. Gironde, 2 C 475, f° 5 v°.

13. CHURRUCÀ de CAMPO-REY, M. de, MAFFRE, Philippe. *Consulado general de España. Burdeos...*, p. 30-31.

14. COUTUREAU, Eric. *Le Pavé des Chartrons...*, p. 97.

15. A. D. Gironde, 3 E 13254 (1), 27 janvier 1769.

16. A. D. Gironde, 3 E 13249, 11 juillet 1769.



La partie centrale de cette maison présente toutes les caractéristiques des maisons du Pavé qui s'élevaient de deux étages carrés à l'origine, et pour la plupart n'étaient larges que de trois travées. La composition doit pour l'essentiel son aspect archaïque, mais aussi tout son intérêt sinon son charme, à la présence du balcon sur trompe, quelquefois onnée, courant sur toute la largeur de la façade [67]. À l'exception de cet élément on retrouve tout le répertoire décoratif qu'utilisent les Laclotte pour d'autres constructions contemporaines. La forme anachronique du balcon pourrait être le fait de la volonté du maître d'ouvrage, rien n'autorise à penser que Monsieur Gernon n'avait pas d'idées ou de goûts en matière d'architecture. Quoiqu'il en soit, la façade de sa maison a bien servi de référence pour celles des maisons qui vont s'édifier ici à sa suite.

Le seul devis et contrat pour la construction d'une demeure du Pavé connu à ce jour date de 1775, il concerne la maison du négociant Daniel Duprat, les parties précisent qu'il se trouvera sur la « *façade du côté du glacis du château [...] un balcon à tombeau* » et que les façades seront « *élevées et décorées conformément à celle de Monsieur Gernon* »¹⁷. C'est donc encore la demeure bâtie en 1769 qui sert de modèle, alors qu'à cette époque d'autres sont élevées, ne serait-ce que la maison mitoyenne de celle de Duprat, appartenant au négociant Jauge, bâtie sur un terrain acheté en 1773, et à laquelle il est fait référence dans ce devis¹⁸.

L'ambitieux projet de lotissement de François-Patrice Mitchell

Dans le temps où s'élève la maison de Christophe Gernon des tractations ont lieu entre les Jurats et François-Patrice Mitchell qui se trouve désormais à la tête de la verrerie royale et du patrimoine foncier qui en dépend. Il obtient de la ville la disposition du petit terrain triangulaire formant l'angle du cours Saint-André et du Pavé des Chartrons qui avait été promis à sa mère en 1752. En échange il s'engage à y édifier un petit corps de bâtiment en rez-de-chaussée, qui servira de corps de garde à cette extrémité du glacis pour le guet du Château Trompette. Mitchell doit construire cet édifice « *avec son entrepreneur suivant les formes définies par le nouveau projet de décoration* » et y disposer dans l'angle abattu une fontaine « *pour l'usage du public* »¹⁹.

17. COUTUREAU, Eric. *Le Pavé des Chartrons...*, p. 98 ; voir pce justif. V.

18. Jauge achète son terrain en 1773.

19. ROUSSELOT, M. *Documents relatifs aux embellissements de Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 311 à 314.

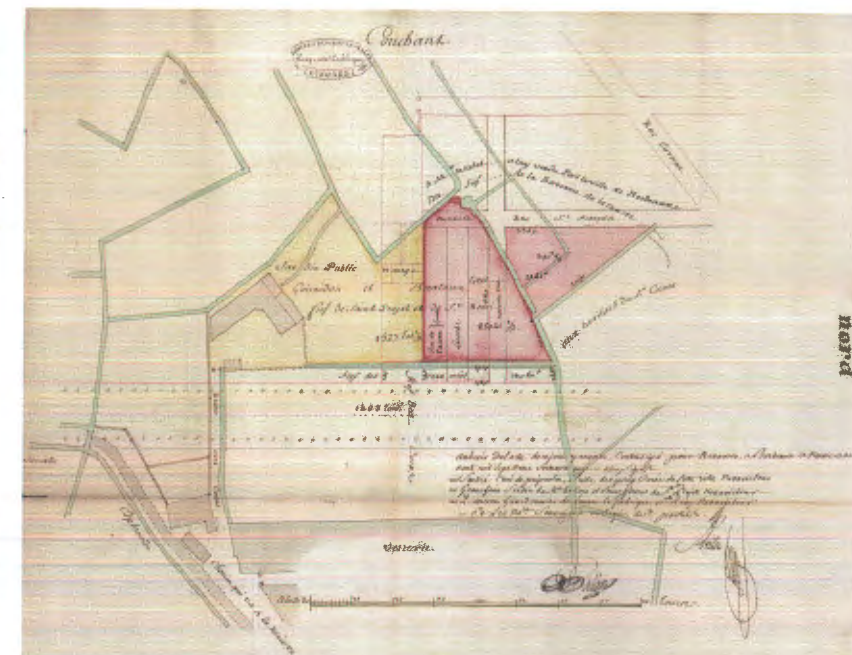
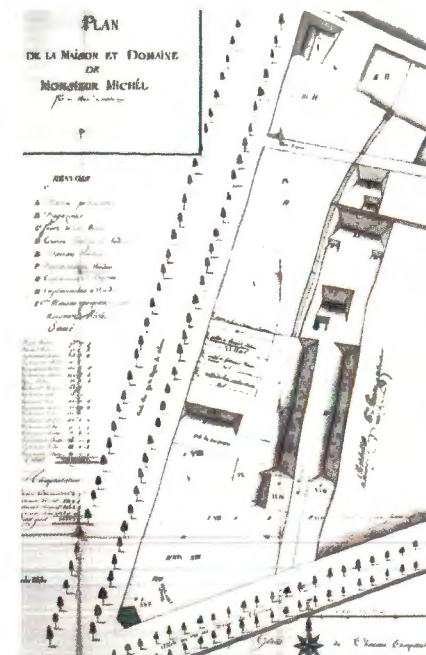
68 | 49, cours Xavier-Arnozan, maison Gernon.



De ce « projet » le dessin est aujourd'hui ignoré, nous n'en connaissons que la réalisation. En quoi était-il nouveau ? Sept ans plus tôt le duc de Choiseul avait autorisé le conseiller Dumas à construire en bordure du glacis, faisant référence à des constructions déjà élevées près du Château Trompette. Si l'on considère l'allure générale du Pavé [1] qui se présente comme une suite de demeures à trois niveaux, rythmée par la disposition en avant-corps à intervalle régulier de certaines de ces demeures marquées de chaînes d'angle à bossages, on retrouve globalement le concept de la façade des allées de Tourny. La source du Pavé pourrait donc être cette réalisation déjà ancienne modernisée ici par la substitution d'un véritable second étage carré au comble à brisis couvrant les maisons des allées. La hauteur restait à peu près la même, imposée par les servitudes d'ordre stratégique conséquentes de la présence de la forteresse. Quant à « l'entrepreneur » de François-Patrice Mitchell, il est clair qu'il s'agissait des Laclotte. C'est donc à leurs vues, résumées dans l'édifice construit pour Gernon [68] que l'on s'était rallié dès cette époque.

Le dessein du maître verrier est de réaliser un vaste lotissement, une annonce immobilière publiée au début de l'année 1771 le résume tout entier. Les noms des protagonistes de cette opération d'envergure y apparaissent sans ambiguïté : « *Emplacements près le Jardin Public, à côté de la Verrerie, faisant face, tant sur le pavé des Chartrons, à l'alignement des maisons bâties, que sur la grande allée qui conduit depuis le derrière des Chartrons jusqu'à la rue Montfort, à vendre... Autres emplacements, vis-à-vis les premiers, à la suite du Manège, en deux parties ; la première faisant face sur la grande allée, & de l'autre côté, sur la rue qui conduit à la porte du Jardin ; & la seconde, de l'autre côté de cette même rue, aussi à vendre : s'adresser à M. Mitchell, Ecuyer, propriétaire de la Verrerie royale, ou à MM. Perrens & Barberet, Notaires en ville, ou MM. Guy & Rideau, Notaires aux Chartrons, chez lesquels on trouvera les plans de distributions déposés : on peut également s'adresser à MM. Laclotte frères, maîtres Architectes. On pourra prendre chez M. Mitchell, à toute heure, communication des mêmes plans, les différentes indications qu'on a données, ne sont que pour la plus grande commodité du public* »²⁰.

20. Annonces, affiches et avis divers, n° du 21 février 1771.



Patrice Mitchell se propose de vendre tous les fonds constitués au milieu du siècle par ses père et mère. L'ambition du verrier semble être, au-delà du bénéfice qu'il escompte retirer de cette opération, de financer le transfert de sa verrerie vers la zone portuaire plus septentrionale de Bacalan. Dans la partie orientale du lotissement il projette de diviser en six lots le vaste triangle formé par l'intersection du Pavé et des allées, à la suite du corps de garde. Ces lots font à la fois façade sur les deux voies. Deux autres emplacements encadrent la verrerie et plusieurs autres bordent le cours Saint-André et la rue Tourat. À plus long terme il prévoit le percement d'une première rue prenant sur le cours entre le Pavé et la rue Tourat, ce doit être la rue Constantin, et celui d'une seconde rue prenant depuis le Pavé sur l'emplacement de la verrerie et rejoignant la rue Constantin, elle doit porter tout naturellement le nom de rue de la Verrerie²¹ [69].

En ce qui concerne la partie occidentale du nouveau lotissement le projet consiste à distribuer autour de deux rues se croisant à angle droit tout l'espace compris entre le Manège d'équitation qui fermait au nord le Jardin Public, le cours Saint-André et le revers des maisons particulières faisant façade sur la rue de la Course et la rue de la Grille, aujourd'hui du Jardin Public²² [70].

Un apparent succès

En octobre 1770 les Laclotte achètent à Patrice Mitchell le terrain bordant le Jardin Public et le cours Saint-André sur lequel ils vont bâtir leur jeu de paume. Les ventes ne se succèdent cependant pas à un rythme élevé. En 1771 cinq emplacements étaient vendus, dont celui jouxtant la maison de Christophe Gernon, il devait former l'angle oriental de la future rue de la Verrerie, le négociant ne laisse à personne le soin de l'acheter²³. En

21. A. D. Gironde, 3 E 13258, 12 juin 1773. En annexe à l'acte de vente de l'un des lots à deux issues était joint un « Plan / De La Maison et Domaine / De / Monsieur Michel / fait au Mois Doctobre 1772 ».

22. A. D. Gironde, G 2943, pce 11. Cette partie occidentale du lotissement est représentée schématiquement sur un plan annexé à un accord réglant un problème de fief survenu entre les « Quinze curés » de Bordeaux et d'autres seigneurs fonciers le 9 août 1771.

23. A. D. Gironde, 3 E 13256, 5 juillet 1771.

69 | Plan de la propriété de Patrice Mitchell.

70 | Plan des terrains Mitchell situés dans les fiefs de la mouvance des Quinze curés de Bordeaux, des bénéficiers de Saint-Projet et de l'œuvre de Saint-Rémy.

1772 trois lots seulement trouvent preneurs, mais deux sont les plus grands de ceux ayant à la fois une issue sur le Pavé et l'autre sur le cours. Leurs acquéreurs sont encore deux opulents négociants : Pierre Desclaux et Jean Lafon²⁴. Dans le bail consenti en faveur de ce dernier, Mitchell fait clairement référence aux constructions déjà réalisées sur le Pavé et lui demande de se conformer « à l'ordre de décoration qui est observé dans les autres bâtiments qui l'avoisinent le long des allées ou glacis du château Trompette » dans le cas où il construirait une maison²⁵. Le propriétaire tente l'année suivante de relancer son lotissement au moyen de la publication d'annonces²⁶. Il obtient apparemment le résultat escompté puisqu'en 1773 dix terrains sont vendus ou baillés à fief. Parmi ces terrains l'un jouxtant le jeu de paume et l'autre lui faisant suite sont acquis par Étienne et Jean Laclotte²⁷, en outre trois des beaux emplacements à double issue revenaient à de grands noms du négoce des Chartrons : Pierre Penne, Daniel Duprat et les frères Étienne et Théodore Jauge²⁸.

Fort de ces premiers succès et bénéfices François-Patrice Mitchell croit pouvoir envisager en 1773 la construction de son propre hôtel, sur l'emplacement de l'ancienne maison noble de Pradets, c'est à dire le terrain qui fait suite au corps de garde, proche de l'angle du Pavé et du cours Saint-André. Pour édifier cette maison Mitchell s'est assuré le concours d'artisans en leur vendant des terrains sur le cours²⁹. Ces acheteurs s'engagent à régler en grande partie le prix de leur acquisition en travaux à effectuer et « marchandises » à livrer dans la maison que Mitchell est « sur le point de construire sur un emplacement, sur ladite allée de Tourny à lui appartenant, joignant le corps de garde [...] aux prix qui seront fixés et Régles par le Sieur Laclotte architecte... »³⁰.

Les difficultés de François-Patrice Mitchell

Ralentissement des ventes, échec de la tentative de déménagement de la verrerie et procès familial

Alors même que son opération spéculative semble sur la voie de la réussite, Mitchell se trouve confronté à des difficultés. En premier lieu les ventes se ralentissent, quatre terrains seulement sont vendus en 1774 et 1775, un seul en 1776 comme en 1777. Presque tous sont de peu de valeur, situés dans la partie la moins « noble » du lotissement. En 1777 Mitchell tente de relancer les ventes en proposant un nouveau plan de distribution de la partie occidentale du lotissement. Il pense créer une place ovale, l'actuelle place Mitchell, sur laquelle pourrait être établi un marché avec en son centre une fontaine, à l'intersection des rues Saint-François et Mitchell³¹. Il envisage aussi de céder tous ses terrains à qui serait intéressé par l'ensemble³². Dans le même temps le verrier mène des négociations pour l'acquisition d'un local à Bacalan pour y établir sa manufacture³³. L'opération présenterait l'avantage de moderniser sa verrerie dont a pris fin le privilège, et de faire face à la concurrence de nouveaux verriers³⁴. Elle libérerait aussi de vastes espaces dans la partie de son lotissement appréciée de la clientèle la plus fortunée et permettrait le percement de la rue de la Verrerie et l'achèvement de la rue Constantin. L'Intendant, auquel s'est adressé Mitchell

refuse de proroger le monopole de la fabrication des bouteilles dont il jouissait mais encourage, en vain, le projet de déménagement de la verrerie qui n'aboutit pas³⁵.

L'une des raisons de cet échec réside dans le fait que depuis 1770 François-Patrice Mitchell soutient un procès contre ses neveux Patrice Mitchell de Larmandie et sa sœur. Après 1775 s'y ajoutent un second procès intenté par les héritiers du négociant irlandais Byrne, auquel Mitchell avait emprunté plusieurs dizaines de milliers de livres, et enfin un troisième contre Christophe Gernon avec qui il a une querelle de fief.

Les tuteurs de Patrice Mitchell de Larmandie, alors mineur, ont fait casser le 8 mars 1768 par un arrêt de la grand chambre du Parlement le testament de ses grands-parents Pierre Mitchell et Jeanne Hicky. Ils réclament depuis cette date pour lui et sa sœur la moitié de leur patrimoine³⁶.

La séparation entre Mitchell et les frères Étienne et Jean Laclotte

Manifestement à partir de 1777 les relations semblent cesser entre Mitchell et Étienne et Jean Laclotte. Les annonces publiées dans les *Annonces, affiches et avis divers* entre 1777 et 1780³⁷, puis après cette date dans le *Journal de Guienne* ne font plus référence qu'au seul Michel Laclotte, séparé de ses frères depuis 1772. Deux événements survenus en 1776 pourraient avoir provoqué une brouille entre le gentilhomme verrier et les deux architectes, l'un pouvant être conséquent de l'autre. Le 13 février les Laclotte associés à un autre gentilhomme verrier, André Lignac, ont acquis les terrains de la rue Chantecrit dans le but d'y construire leur verrerie. Le 6 septembre suivant François-Patrice Mitchell baille à fief nouveau son emplacement du Pavé et le corps de garde qu'il jouxte, avec la permission de bâtir au-dessus de celui-ci, à Anne-Louis-Frédéric Pichon de Trémondrie contre un droit d'entrée de sept mille livres³⁸. Les Laclotte se trouvent désormais privés d'un chantier des plus importants.

Un lotissement inachevé et un nouveau propriétaire, des perspectives désormais à long terme

À partir de 1777 c'est Michel Laclotte qui avec les notaires Joseph et Jacques Guy, Jean-Joseph Collignan et Martin Rauzan semble s'occuper de la vente des terrains restants sur le cours de Tourny, la rue Constantin et autour de la place Mitchell dont il « jette les fondements »³⁹. Le lotissement ne connaît plus alors le même succès qu'à ses débuts. La conjoncture reste trop nettement défavorable, la guerre d'Amérique éclate en 1778, elle freine l'activité maritime et par là tout le commerce et plus généralement l'activité économique de Bordeaux. François-Patrice Mitchell doit assurer pour vendre ses emplacements qu'ils se trouvent dans un endroit « ... où aboutissent les plus belles avenues » et que leur situation « ... ne laisse aucun lieu de douter qu'ils forment un très beau quartier, dont la valeur augmentera successivement, à mesure qu'il s'établira ; ce dont on peut déjà justifier par la comparaison des premières ventes avec ceux des dernières ». Il se pourrait de plus que le procès en cours entre les Mitchell, que ne peuvent pas ignorer les investisseurs potentiels de Bordeaux, ait suscité

24. A. D. Gironde, 3 E 23418, 4 et 10 août 1772.

25. COUTUREAU, Éric. *Le Pavé des Chartrons...*, p. 98.

26. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 9 juillet 1772.

27. A. D. Gironde, 3 E 20579, 16 avril 1774.

28. A. D. Gironde, 2 C 477, f° 167, f° 173 et 173 v°, f° 178 v°.

29. COUTUREAU, Éric. *Le Pavé des Chartrons...*, p. 97, et p. 97 note 16.

30. A. D. Gironde, 3 E 13258, 25 juillet 1773.

31. Ces rues portent aujourd'hui les noms de Ernest-Godard et Henri-Rödel.

32. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 2 octobre 1777 et n° du 4 décembre 1777.

33. A. D. Gironde, C 310.

34. Sur ces nouvelles verreries voir A. D. Gironde, C 1596 et 1597.

35. A. D. Gironde, C 2485.

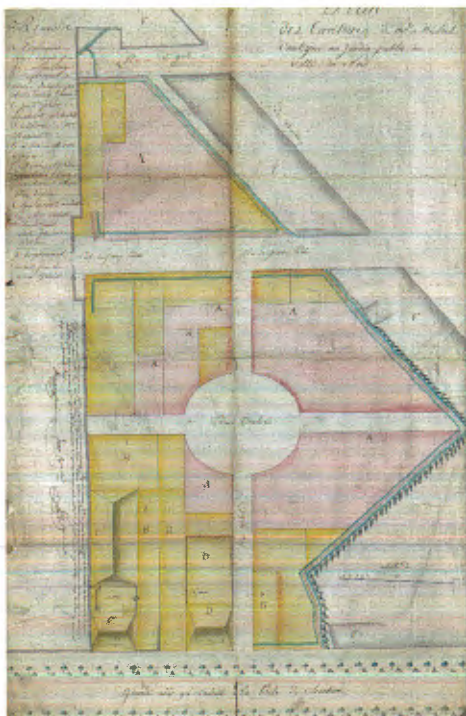
36. A. D. Gironde, 1 B Arrêts, 1599.

37. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 2 octobre 1777, n° du 4 décembre 1777, n° du 9 août 1778, n° du 20 août 1778, n° du 18 mai 1780.

Journal de Guienne, n° du 9 juillet 1785, n° du 27 juillet 1785, n° du 26 août 1785, n° du 27 novembre 1785, n° du 2 février 1786, n° du 12 juin 1786, n° du 24 août 1786, n° du 5 septembre 1786, n° du 8 janvier 1787, n° du 12 février 1787, n° du 16 août 1787, n° du 18 mars 1788, n° du 31 mars 1788.

38. ROUSSELOT, M. *Documents relatifs aux embellissements de Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 314-317.

39. *Journal de Guienne*, n° du 9 juillet 1785, n° du 27 juillet 1785, n° du 2 février 1786, n° du 24 août 1786.



71 | Plan des terrains Mitchell situés au nord du Jardin public.

une certaine défiance à l'endroit des affaires de François-Patrice Mitchell. On craint beaucoup à cette époque à juste titre le risque de retrait lignager, bien que le vendeur affirme qu'il « ... donnera suite des deniers pour la sûreté des acquisitions »⁴⁰.

Patrice Mitchell de Larmandie et l'éviction de François-Patrice Mitchell

Dans l'affaire opposant Mitchell à ses neveux, la grand chambre du Parlement ordonne par arrêt du 26 janvier 1782 le partage des biens délaissés par Pierre Mitchell et son épouse. La même juridiction nomme des experts le 12 août 1784 pour y procéder⁴¹. Les experts désignés sont les notaires Martin Rauzan, Jacques Baron et Joseph Guy. Au terme de leurs opérations d'expertise ils rendent leurs conclusions à la fin du mois d'août de l'année suivante. Il apparaît que François-Patrice Mitchell reste redevable de près de quatre-vingt mille livres envers ses neveux. Il doit abandonner sa verrerie et pratiquement tous les terrains encore libres de son lotissement⁴². Le 28 août une transaction entre les parties entérine la cession de ces biens par François-Patrice Mitchell en faveur de son neveu de Larmandie⁴³.

À cette époque sont vendus et construits ou en cours de construction tous les terrains faisant façade sur le Pavé et le cours, à l'exception de celui sur lequel devait s'élever la maison de Mitchell et de celui qui lui est mitoyen. Tous deux appartiennent au négociant Raymond Viard⁴⁴. D'ouest en est à leur suite se dressent les maisons des négociants Meinicken, Jauge, Lafon et Desclaux. Sur le cours de Tourny et à la suite des précédentes est construite la maison du négociant Balguerie, elle jouxte le « cul-de-sac » qui permet un accès direct à la verrerie. À la suite encore de celui-ci se trouvent les terrains vendus aux artisans qui devaient travailler à l'hôtel de Mitchell. Beaucoup d'emplacements des rues Tourat et Constantin ont trouvé acquéreur mais la présence des bâtiments de la verrerie interdit l'extension de cette dernière voie en direction de la rue Notre-Dame⁴⁵. Dans la partie du lotissement située contre le Jardin Public les terrains ayant une façade sur le cours de Tourny et jouxtant le jeu de paume, ainsi qu'à leur suite ceux qui se trouvent aux deux angles de la rue Mitchell qui conduit vers la place du même nom sont non seulement vendus mais partiellement construits. Ils appartiennent respectivement aux Laclotte, au négociant Edme Gueu, à un officier de dragons, Monsieur Hosten, enfin à deux propriétaires nommés Meyraud et Gernard dont les maisons encadreront l'entrée de la rue Mitchell⁴⁶ [71].

Michel Laclotte continue jusqu'à la Révolution à intervenir dans la vente des terrains pour le compte du nouveau propriétaire qui ne change rien aux plans de distribution dressés du temps de son oncle⁴⁷.

40. Annonces, affiches et avis divers, n° du 18 mai 1780.

41. A. D. Gironde, 1 B Arrêts, 1599.

42. A. D. Gironde, 3 E 13270, 31 mai 1785.

43. A. D. Gironde, 2 C 214, f° 25 à 26.

44. A. D. Gironde, 3 E 23438, 9 mai 1782.

45. On trouvera le résumé des ventes dans le contrôle des actes des notaires : 2 C 187, 21 avril 1771 ; 2 C 188, 5 juillet, 3 août, 7, 8 et 20 novembre 1771 ; 2 C 189, 9 mai 1772 ; 2 C 190, 4 et 10 août 1772 ; 2 C 191, 16 avril et 12 juin 1773 ; 2 C 192, 16 avril, 12 juin, 1^{er}, 18 et 25 juillet, 1^{er} août 1773 ; 2 C 193, 21 février 1774 ; 2 C 194, 28 juin et 2 juillet 1775 ; 2 C 195, 8 et 20 mai 1775 ; 2 C 196, 8 août et 12 septembre 1775 ; 2 C 198, 6 septembre 1776 ; 2 C 199, 13 et 15 décembre 1777.

46. A. D. Gironde 2 Fi 1811.

47. A. D. Gironde, 3 E 35905, 3 février et 27 avril 1786. À ces dates Michel Laclotte vend, comme représentant de Patrice Mitchell de Larmandie, deux emplacements de la place Mitchell, le premier à l'entrepreneur Joseph Fauconier, le second au charretier Bernard Bourdarot.

Bilan des lotissements Dumas et Mitchell

Une chronologie des constructions difficile à établir

Peu d'édifices des lotissements Dumas et Mitchell sont précisément datés en dehors du jeu de paume, des maisons de Christophe Gernon et Daniel Duprat, de la grande demeure de Pierre Desclaux, de celle du négociant Rozat. Une chronologie des chantiers qui se sont succédé ou qui se déroulent simultanément sur les deux fonds reste extrêmement difficile à établir. Les actes de vente des terrains qui pourraient donner quelque indication ont tous disparu. La raison en est que ces actes consistaient en baux à fief nouveau. Sous la Révolution, lorsque l'État proposa aux preneurs de ces baux le rachat des droits féodaux dont leurs fonds se trouvaient grevés, ils eurent l'obligation de fournir leurs originaux comme pièce justificative pour pouvoir procéder audit rachat. Il faut donc se contenter de renseignements très fragmentaires, glanés dans les actes notariés, rédigés le plus souvent à l'occasion de la revente de certains lots ou de la vente de maisons construites sur ces lots.

En 1769 Jean Dumaine n'a encore rien construit sur les deux emplacements qu'il a acquis en 1764 puisque cette même année il en revend quelques toises à Christophe Gernon⁴⁸. En 1774 une maison est bâtie sur son terrain le plus oriental, elle jouxte les caves et le bâtiment élevé « jusqu'au premier cordon » qu'il vend à pacte de réméré à Christophe Gernon⁴⁹. On apprend dans le même acte que la maison voisine est alors aussi construite, et sans doute depuis un certain temps, puisque son propriétaire, le négociant Feger l'a achetée à Abraham Lawton. Lorsqu'en 1783 Christophe Gernon vend son terrain au négociant Louis Lanoix, il s'y trouve une maison entièrement bâtie⁵⁰. On sait que lorsque les Laclotte entreprennent la maison de Duprat en 1775, celle de son voisin Jauge est déjà élevée. En 1784 Étienne et Jean Laclotte vendent au négociant Edme Gueu la maison bâtie par leurs soins sur le terrain à la suite du jeu de paume, qu'ils ont acheté en 1773⁵¹. Jean Despase, seigneur de Bernones, possède depuis 1778 le terrain qui jouxte cette maison, en 1783 il commande des travaux aux Laclotte pour modifier la maison qu'il a construite dans l'intervalle⁵². Sur le cours Saint-André la maison Balguerie, bordant au sud le cul-de-sac conduisant à la verrerie aurait été construite avant 1772, tout comme la maison lui faisant face à l'opposé du même cul-de-sac. La presse fournit pour un cas isolé un renseignement assez précis, en 1784 en effet, Monsieur Viard propose en location une maison construite, si l'on en croit les termes de l'annonce qu'il publie en septembre⁵³, sur les deux terrains de l'extrémité du Pavé, avant le corps de garde, qu'il a acquis en 1782⁵⁴.

Une spéculation entre particuliers, l'exemple des terrains de Jean Dumaine

Les deux lotissements Dumas et Mitchell ont donné lieu à un nombre important de transactions qu'il serait fastidieux d'énumérer. Leur évocation n'est pourtant pas inutile dans la mesure où elle tend à démontrer que la spéculation immobilière tenait dans le milieu bordelais des affaires une place non négligeable. Ce sont avant tout des particuliers qui s'essayèrent là au mécanisme parfois dangereux de la capitalisation immobilière. Le

48. A. D. Gironde, 3 E 13254 (1), 27 janvier 1769.

49. A. D. Gironde, 3 E 13259, 1^{er} juin 1774.

50. A. D. Gironde, 3 E 21716, 6 février 1783.

51. A. D. Gironde, 3 E 21596, 20 septembre 1784.

52. A. D. Gironde, 3 E 35899, 25 février 1783 ; voir pce just. VI.

53. Journal de Guienne, supplément au n° du 23 septembre 1784.

54. A. D. Gironde, 2 C 482, f° 56 v° et 57, 2^{de} pagination.

cas des terrains achetés par Jean Dumaine en 1764 constitue un excellent exemple de ce fait. Le maître serrurier a payé deux terrains six mille sept cent quarante livres à Pierre-Henri Dumas de Laroque. Il revend à pacte de rachat le 1^{er} juin 1774 celui sur lequel sont bâties des caves et un chai à Christophe Gernon pour seize mille livres, cette vente devient définitive en 1777. Le nouveau propriétaire fait achever la maison et la cède en 1783 pour soixante-deux mille livres, sachant que le prix de l'édification de cette maison, sur l'un des plus petits lots du Pavé n'a en aucun cas pu excéder vingt-cinq mille livres⁵⁵. Dumaine vend en 1776 également à pacte de rachat pour vingt-trois mille livres la maison édifiée sur son second terrain. Il la rachète pour le même prix en 1781 et en 1783 trouve pour cet immeuble un acquéreur disposé à payer la somme de trente-neuf mille livres⁵⁶.

Certains acheteurs de lots, puis de maisons bâties sur ceux-ci, réussissent donc à en retirer des bénéfices spéculatifs substantiels ; d'autres paraissent moins avisés ou moins intéressés. Pichon de Trémondrie acquiert en 1776 le terrain que s'était réservé François-Patrice Mitchell pour sept mille livres et le lot voisin de François Penne, pour six mille livres⁵⁷. Il ne revend ces deux terrains que pour le prix de dix-huit mille livres à Raymond Viard en 1782⁵⁸. D'autres encore, pressés par l'état de leurs affaires revendent leur lot sans bénéfice, à l'exemple de Daniel Duprat qui doit s'en séparer pour cinq mille sept cents livres en faveur de Georges-Daniel Meinicken à charge pour ce dernier de faire édifier la maison pour la construction de laquelle a été passé un marché avec les Laclotte.

Les sociétés Laclotte et les lotissements Dumas et Mitchell : une œuvre « synthétique » appréciée du public et des autorités

De la longue « aventure » des lotissements Dumas et Mitchell, commencée au début de leur carrière et qui n'est toujours pas achevée à la Révolution, alors que leur société s'est transformée à plusieurs reprises, les frères Laclotte ont pour l'essentiel retiré une certaine considération de la part de leurs contemporains et quelques succès dus au fruit de leur métier.

Les Laclotte semblent avoir synthétisé dans les lotissements Dumas et Mitchell et particulièrement sur le Pavé des Chartrons ce que l'on doit convenir d'appeler l'architecture des maisons de négociants. Il est difficile aujourd'hui d'imaginer avec précision ce qu'étaient ces demeures car toutes ont été modifiées dans le courant des XIX^e et XX^e siècles. Malheureusement le caractère résidentiel acquis par le quartier les a coupées de leur fonction marchande et a entraîné la disparition des entrepôts qui leur étaient associés.

À l'origine la plupart de ces maisons comportaient deux corps d'habitation principaux, dont l'un sur la rue, séparés par une cour éclairant la partie postérieure du premier et antérieure du second et reliés par un troisième corps de moindre importance, latéralement disposé et perpendiculaire aux premiers. Il contenait l'escalier desservant les étages ou les couloirs reliant les corps de bâtiment si l'escalier se trouvait dans l'un d'entre eux. Le second de ces corps de bâtiment pouvait abriter un escalier plus modeste, destiné au service. À la suite de cet ensemble résidentiel se trouvaient les magasins et entrepôts d'architecture beaucoup moins soignée. Ceux des maisons du lotissement Dumas pouvaient posséder un accès direct sur l'impasse Guestier.

55. À titre de comparaison la maison projetée pour Daniel Duprat et bâtie pour Georges-Daniel Meinicken par les Laclotte, l'une des plus belles du cours, comportant deux corps de bâtiment, devait coûter trente-six mille livres en 1775.

56. A. D. Gironde, 3 E 21704, 30 avril 1781 ; 3 E 13268, 6 février 1783.

57. A. D. Gironde, 2 C 479, f° 94 v° ; 3 E 13261, 15 janvier 1776.

58. A. D. Gironde, 2 C 482, f° 56 v° et 57, 2^e pagination.

Nombre de cours séparant les corps de bâtiment se trouvent aujourd'hui couvertes, l'apparition de l'éclairage zénithal a souvent eu pour conséquence la modification, voire le déplacement de leurs escaliers, les parties hautes de la plupart ont été aménagées, lorsqu'elles n'ont pas été tout simplement exhausées, entre autres transformations les plus évidentes. L'exemple de la grande maison d'Isaac Laroque est à cet égard très caractéristique ; habitée sous la Restauration par l'industriel David Johnston, elle est transformée en hôtel particulier par l'architecte Arnaud Corcelles qui en change totalement les structure et décor intérieurs en 1816⁵⁹.

Il semble évident que les maisons construites par les Laclotte ou leurs imitateurs rencontrèrent un vif succès chez leurs usagers, preuve sans doute de leur parfaite adaptation à leur destination⁶⁰, mais il est aussi vrai que leur aspect extérieur satisfaisait tout autant ces mêmes usagers et ceux de la voie publique. En 1785 un guide conduit Sophie de La Roche admirer le Pavé des Chartrons et plus spécialement la maison que construit à cette date Étienne Laclotte pour Pierre Desclaux⁶¹.

On ne reviendra pas ici sur l'esthétique des façades imposée par les Laclotte, le principe d'uniformité adopté pour le Pavé expliquant justement l'archaïsme de celles qui sont édifiées après 1775 [72]. Quant aux autorités, par la plume du subdélégué de Bordeaux en 1778, elles jugent plutôt favorablement le quartier et le Pavé, duquel elles auraient voulu expulser la verrerie de Mitchell, d'autant plus « *que les maisons considérables que l'on a bâti dans le voisinage du lieu où ladite verrerie est presentement établie, la Beauté que ce quartier à acquise et la Continuation des Batiments reguliers qu'on élève graduellement dans cette partie très passagere et très bien habitée, ont déjà fait considerer cette verrerie comme un obstacle à l'ordre de decoration...* »⁶².

Peu de chantiers certains, beaucoup de chantiers probables

Des maisons construites dans les lotissements Dumas et Mitchell, on sait avec certitude que celles de Messieurs Gernon, Meinicken et Desclaux, sur le Pavé, celle de Guillaume Rozat sur le cours de Tourny le furent par les Laclotte. Sur les trois premières on ne saurait rien ajouter de plus que ce qui a été dit dans les généralités concernant les maisons de négociants du Pavé et les avatars qu'elles connurent aux XIX^e et XX^e siècles. La demeure de Guillaume Rozat, construite en 1787 avec la collaboration de leur associé Jean Martin, destinée à l'origine au grand courtier Pierre Merman, présentait en plan et structure des caractéristiques assez proches de celles de ce type d'édifice, elle s'en distingue par sa sobre façade à trois niveaux et trois travées de baies, en plein-cintre au rez-de-chaussée et rectangulaires aux étages, avec au premier un balcon central reposant sur de grosses consoles [73].



72 | Cours Xavier-Arnoz, vue d'ensemble de quatre façades de maisons du lotissement Dumas.

59. CHURRUCIA de CAMPO-REY, M. de, MAFFRE, Philippe. *Consulado general de España. Burdeos...*

60. *Bordeaux - Album*. Bordeaux : Municipalité de Bordeaux, 1892, vol. IV, pl. 15. Lorsque la ville de Bordeaux publiera en 1892 son prestigieux « Album » destiné à présenter ses activités et son histoire, c'est une maison du Pavé dont les plans seront donnés en exemple au public pour lui montrer ce que pouvait être « l'habitation d'un négociant en vins ».

61. MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice. *Impressions d'une Allemande à Bordeaux en 1785...*, p. 186.

62. A. D. Gironde, C 2485, pce 5.



73 | 76 cours de Verdun, élévation sur le cours de la maison Rozat.



74 | Cours de Verdun, élévation sur le cours du jeu de paume construit par les Laclotte.

Pour leur propre compte les trois frères Laclotte bâtissent le vaste jeu de paume qui se dressait contre le manège d'équitation et faisait façade sur le cours de Tourny. Cet édifice mis en chantier à la fin de l'année 1770 devait consister en une « *salle d'exercice du jeu de paume* » de cent pieds de long et trente-sept pieds de large, et en quatre « *salles basses* » de vingt-deux pieds carrés, deux du côté de la rue et deux du côté d'une cour les séparant de l'aire de jeu, à laquelle on accédait par un couloir axial de six pieds de large. Aux angles de la cour étaient disposés quatre « *cabinets* » de dix pieds carrés⁶³. Dès l'été 1771 il fut décidé que le bâtiment de façade comporterait un étage de même plan que le rez-de-chaussée, soit « *quatre chambres avec à chacune une cheminée avec un coridor* »⁶⁴. Ce bâtiment de façade existe toujours au numéro 29 de l'actuel cours de Verdun, il présente une large façade à cinq travées de baies rectangulaires, un balcon occupe au premier étage toute la largeur de la façade, il est exhaussé d'un second étage qui pourrait avoir été établi, tout comme le balcon, en 1788, après que Jean et Étienne Laclotte eurent vendu l'établissement [74]. Il ne reste rien aujourd'hui de son plan original, non plus que de la salle de jeu, transformée de nos jours en garage, mais qu'Albert de Luze a pu voir encore à peu près intacte avant 1933⁶⁵.

L'étroite demeure à deux étages et comportant trois travées de baies rectangulaires qui se dresse à côté de l'ancien jeu de paume et porte le numéro 31 du cours de Verdun a également été construite par les Laclotte, entre 1773 et 1784, dates de l'achat à Mitchell du terrain sur laquelle elle fut bâtie et de sa vente à Edme Gueu, bourgeois de Bordeaux « *avec le chay, Ecurie et grenier à foin, qui sont sur le derrière [...] et qu'ils ont faite Bâtir et pratiquer* ». Également modifiée au XIX^e siècle, cette construction ne présente plus ses dispositions d'origine ; ses bâtiments annexes ne pouvant être élevés au-dessus du rez-de-chaussée car ils auraient obstrué les baies éclairant l'intérieur de la salle du jeu de paume mitoyenne, on accédait à son écurie par une ruelle donnant dans l'actuelle rue Henri-Rödel.

⁶³. A. D. Gironde, 3 E 20574, 28 octobre 1770. Le jeu de paume et ses annexes, à construire, sont décrits dans le contrat de location consenti par les Laclotte en faveur du paumier Jean Gosse.

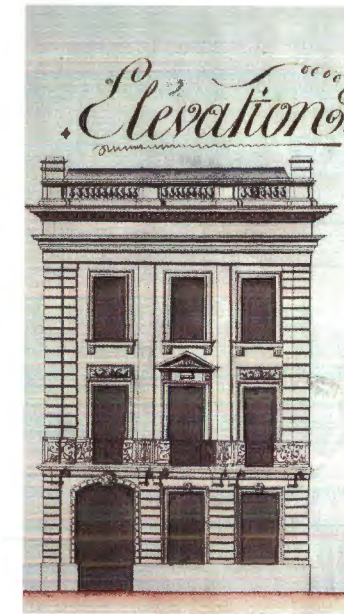
⁶⁴. A. D. Gironde, 3 E 20576, 30 juin 1771.

⁶⁵. LUZE, Albert de. *La magnifique histoire du jeu de paume...*, p. 160-163.

La participation des Laclotte en tant qu'entrepreneurs à l'urbanisation des terrains de Dumas et des Mitchell reste mal connue en raison de l'absence de sources, mais trop de noms de leurs clients apparaissent là pour que l'on puisse douter de son importance. On pense bien sûr aux Gernon, Ravezies, Dumaine, Laroque, Viard et autres Penne. Malheureusement, pour essayer de préciser leur rôle on en reste réduit à se livrer à de simples spéculations, parfois étayées par quelque indice.

Étant admis que Christophe Gernon fit édifier sa première demeure par les Laclotte en 1769, et nonobstant le mouvement d'humeur resté sans suites judiciaires que provoqua chez lui la lenteur de son chantier, il ne semble pas abusif de penser que ce même Christophe Gernon ait pu faire appel aux mêmes architectes pour faire bâtir les deux autres maisons qu'il posséda sur le Pavé. Pareillement il serait étonnant que Jean Dumaine ait fait appel à d'autres maîtres maçons que les Laclotte, qui construisaient ses maisons de la place Dauphine et de la rue du Palais-Gallien dans le temps même où il fit élever celle du Pavé des Chartrons. En ce qui concerne les Viard et les Penne, qui possédaient des maisons sur cette voie dans les années 1780 et connaissaient les Laclotte, il est établi qu'en 1782 la veuve de Pierre Penne vendit à François et Raymond Viard un terrain à l'angle du cours de Tourny et de la rue Constantin avec obligation d'exécuter le marché et devis de construction qu'elle avait peu de temps auparavant passé avec Étienne Laclotte⁶⁶. La même clause est incluse dans le contrat de la vente consentie l'année suivante par Jean Despase en faveur de Jean-Baptiste Hosten de sa grande maison à deux corps de bâtiment du cours de Tourny, dans laquelle les Laclotte doivent réaliser pour plus de dix mille livres de travaux. Des plans et coupes de cette maison réalisés en 1790⁶⁷, après qu'elle a été revendue par Monsieur Hosten à une Dame Faure-Lacaussade en 1792⁶⁸, donnent une idée très précise de ses décors intérieurs et de son jardin [75].

Il ne saurait être question de se risquer à des attributions trop hasardeuses, se basant sur les seules comparaisons stylistiques entre les édifices, néanmoins l'observation de certaines maisons permet de penser que leur auteur est unique. Ainsi l'immeuble qui se dresse au numéro 86 du cours de Verdun reproduit fidèlement celui construit en 1787 pour Guillaume Rozat, seule la présence d'un balcon continu au premier étage l'en différencie. Là encore l'absence de documentation ne permet pas de savoir laquelle de ces constructions précéda l'autre [76]. ■



75 | Élévation de la maison Despase (33 cours de Verdun), Archives nationales.

76 | 86 cours de Verdun, élévation.

⁶⁶. A. D. Gironde, 3 E 13267, 20 septembre 1782.

⁶⁷. Arch. nat. F13 / 1400 AB

⁶⁸. A. D. Gironde, 3 E 41187, 30 janvier 1864.

CHAPITRE IV

LES LOTISSEMENTS HUSTIN

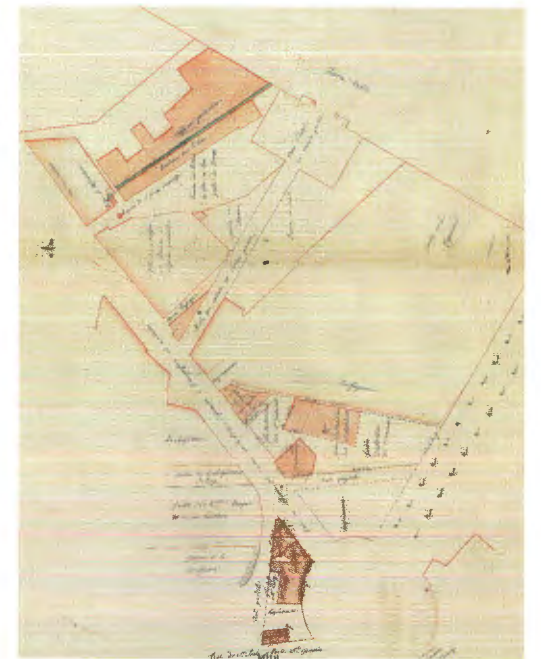
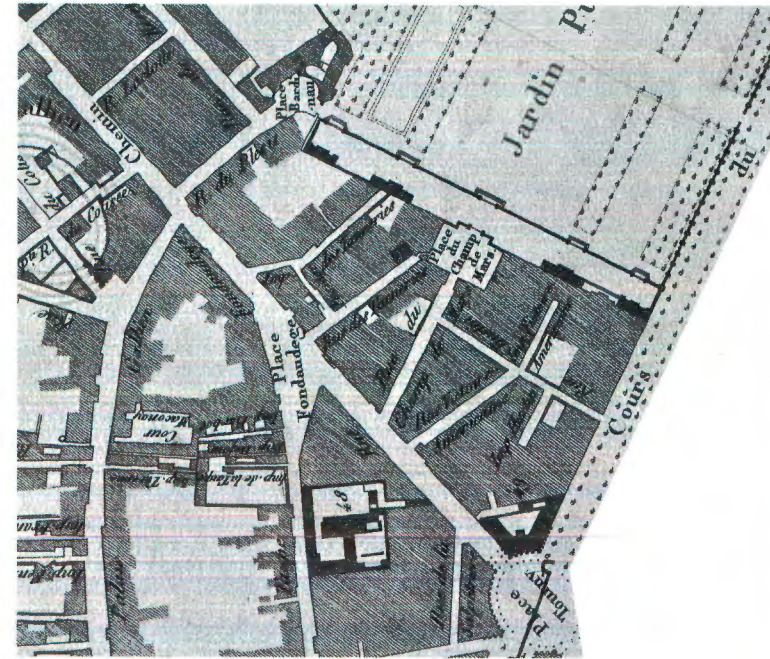
LE LOTISSEMENT DE DENIS-JACQUES-FERDINAND HUSTIN : LE PROJET DE LA RUE HUSTIN – LE SCHÉMA GÉNÉRAL DU LOTISSEMENT HUSTIN ET LE DÉBOUCHÉ SUR LA RUE DUMAS – LE SUCCÈS DES TERRAINS DU COURS DE TOURNY ET L'HÔTEL DES LACLOTTE – LA DIFFICILE OUVERTURE DES RUE ET IMPASSE HUSTIN, LA REPRISE DU LOTISSEMENT EN 1774 – LES CONSTRUCTIONS ATTRIBUABLES AUX LACLOTTE – LES « VESTIGES » DES MAISONS À FAÇADE UNIFORME – LES MAISONS DE LA RUE HUSTIN ET L'ACHÈVEMENT DU LOTISSEMENT

LE LOTISSEMENT DE LA RUE VICTOIRE-AMÉRICAINNE : LES DERNIERS TERRAINS DE LA FAÏENCERIE HUSTIN – L'ACHAT DES TERRAINS HUSTIN ET L'OUVERTURE DU LOTISSEMENT – DES VENTES ET CHANTIERS RELATIVEMENT RAPIDES – DES FAÇADES STÉRÉOTYPÉES, D'AUTRES PLUS ORIGINALES – DES MAISONS LOCATIVES, POUR LA PLUPART DE QUALITÉ

Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle c'est à l'extérieur de la ville, au-delà de ses fossés et face à la porte de Médoc, que débute le « *grand chemin de Soulac* » ou « *du Médoc* » qui traverse la vaste paroisse Saint-Seurin dans sa partie septentrionale et conduit tout droit jusqu'à la « *Croix de Seguey* ». Le « *chemin de la palu des Chartrons* » lui est perpendiculaire, il longe les glacis occidentaux du Château Trompette et relie mal commodément à la ville le quartier industriel des Chartrons¹. À cette époque sont ouvertes les allées de Tourny. La petite place du même nom les prolonge au-devant de la nouvelle porte du Médoc qui prend alors le nom de Saint-Germain. Elles inscrivent la vieille route du Médoc, qui leur fait immédiatement suite, dans une nouvelle perspective urbaine. Quant au chemin de la palu il devient en 1746 le cours Saint-André vite rebaptisé cours de Tourny. Sur son côté occidental, face à la forteresse on commence dès 1748 à établir le vaste jardin régulier qui doit prendre le nom de Jardin Royal puis Jardin Public.

Dans sa portion la plus proche de la cité, le chemin de Soulac est usuellement désigné sous le nom de rue Fondaudège. L'angle du cours de Tourny et de la rue Fondaudège dessine un arc de cercle, formant la portion nord-ouest de la place ovale de

1. Sur la topographie des environs de la place Tourny avant 1750 voir A. D. Gironde C 1187 et ROUSSELOT, M. *Documents concernant la famille et la faïencerie de Jacques Hustin...*, planche II.



Tourny. Là est construit le nouveau couvent des Dames de la Foi en 1758 ; il devient avant même son achèvement hôtel de la Marine. Sur le côté nord de la rue Fondaudège s'élèvent d'est en ouest quelques échoppes et modestes maisons, ainsi que les bâtiments de la faïencerie privilégiée de Denis-Jacques-Ferdinand Hustin, puis la propriété de la famille Dumas. Dans cette dernière a été ouverte la rue Dumas, aujourd'hui rue du Professeur-Demons. Elle conduit jusqu'à la place du Champ-de-Mars sur laquelle s'ouvre la porte méridionale du nouveau Jardin Public, dite Porte Royale [77]. Au-delà de ces terrains Dumas, en cours de lotissement vers 1760, se trouve un vaste ensemble de tanneries et la maison de campagne des Duplessy-Michel, célèbre pour ses agréments jardiniers et décoratifs. Sur le cours de Tourny, entre l'hôtel de la Marine et le Jardin Public, on rencontre successivement les jardins du négociant Jean Dubourdieu, l'enclos de la faïencerie avec l'hôtel Hustin, puis ce qui reste de son jardin depuis que la ville l'a exproprié pour construire les terrasses du Jardin Public² [78].

Le lotissement de Denis-Jacques-Ferdinand Hustin

Le projet de la rue Hustin

Le début d'urbanisation du quartier par la volonté des administrations royale et municipale, l'exemple du lotissement presque forcé des terrains bordant la rue Dumas et la place du Champ-de-Mars, qui jouxtent à l'ouest les installations industrielles et le jardin de Hustin, doivent fatalement conduire le faïencier à entreprendre lui aussi une opération immobilière. Ce sont des circonstances économiques difficiles qui précipitent cette entreprise. En 1762 a pris fin l'exclusivité de la fabrication de faïence dont jouit depuis 1714 l'établissement des Hustin. L'installation à Bordeaux et dans la province de nouvelles

77 | Alentours de la place Tourny, extrait du plan de Pierrugues.

78 | Plan du quartier de la faïencerie Hustin en 1752.

2. A. D. Gironde, 2 Fi 1516, 6^e carte. Plan du quartier de la faïencerie daté de 1752.

faïenceries entraîne son déclin immédiat. Denis-Jacques-Ferdinand Hustin se retrouve surtout riche d'un capital foncier, que les autorités ont largement contribué à valoriser.

L'enclos dans lequel se trouve le jardin du faïencier est circonscrit par un mur qui à l'est borde le cours de Tourny, longe au sud la maison des Hustin et rejoint la rue Dumas, à l'ouest forme la limite des terrains ou maisons ayant leur issue sur cette voie et au nord forme la séparation d'avec le Jardin Public. Hustin envisage au début de l'année 1768 le percement d'une rue, en bordure de la clôture méridionale de son jardin, qui relierait le cours de Tourny à la nouvelle rue Dumas et à partir de laquelle il pourrait distribuer ses propres terrains en différents lots. Ces terrains se trouvent aux abords immédiats du Château Trompette. Hustin doit solliciter pour mener à bien son projet une permission du ministre de la guerre. Cette sollicitation transite par Messieurs de Roquepique *« Ingénieur en chef des châteaux de Bordeaux »* et d'Eyrignac *« Directeur des fortifications de la province de Guienne et de Pirenées »*. Elle reçoit une réponse favorable en date du 31 mai 1768, signée du duc de Choiseul, qui rappelle cependant que les constructions à élever près de la faïencerie ne peuvent pas excéder une certaine hauteur et restent susceptibles d'être détruites à la réquisition de l'autorité militaire³. Puisque les plans du lotissement ont pu être soumis avant le mois de mai 1768 à l'approbation du Ministre, il est plus que vraisemblable que le projet de Hustin était arrêté dès le début de cette année ou même à la fin de 1767. Un différend survenu ultérieurement entre le faïencier et les Laclotte permet d'établir sans ambiguïté que les trois frères en sont les auteurs, et que leur rôle ne s'arrête pas au seul dessin de distribution du lotissement.

Le schéma général du lotissement et le débouché sur la rue Dumas

Bien que les plans du lotissement soient aujourd'hui perdus, il est facile d'imaginer, à la lumière des documents notariés et grâce à l'examen de la topographie actuelle des lieux, quelle pouvait être sa configuration originelle. Le long du cours de Tourny se trouve au sud de l'hôtel de la faïencerie un lot isolé. Au nord du même édifice et au-delà de la rue à percer, on compte cinq emplacements. Les quatre premiers sont profonds de près de deux cents pieds et larges de cinquante sur le cours, à l'exception du quatrième qui n'est large que de trente-deux pieds. Le cinquième et dernier terrain, également large d'une cinquantaine de pieds s'étend le long du Jardin sur une longueur de deux cent soixante-dix pieds. Les quatre premiers emplacements devaient tous posséder une issue sur une impasse perpendiculaire à la rue Hustin et donc parallèle au cours, qui prendrait le nom de Victoire, l'un des prénoms de Madame Hustin. Le cinquième emplacement formant le fond de l'impasse ouvrait lui aussi à l'extrémité de cette petite voie. Sur le côté occidental de la future impasse et septentrional de la future rue devaient être distribués, dès quelles seraient ouvertes, de nouveaux terrains.

L'existence même de la rue Ferdinand, rebaptisée Hustin, reste soumise à l'achat par le lotisseur du terrain formant son débouché sur la rue Dumas. Il avait été aisé pour les frères Laclotte d'intégrer au projet du lotissement ce terrain de trente-trois pieds de façade sur la rue Dumas et de soixante-quatorze pieds de profondeur, car il leur appartenait. Ils en avaient fait l'acquisition le 25 septembre 1767 de Jean-Baptiste Nau-Ducros, lieutenant en la Table de Marbre du Palais, une partie du prix était payable en travaux de maçonnerie, à effectuer au désir du vendeur⁴.

3. A. D. Gironde 3 E 24413, 14 décembre 1768.

4. A. D. Gironde, 3 E 13252, 25 septembre 1767.

Le 31 janvier 1769 un échange intervient entre Étienne, Michel et Jean Laclotte d'une part et Denis-Jacques-Ferdinand Hustin d'autre part. Les trois frères reçoivent le grand emplacement de trois cent cinquante-deux toises carrées faisant façade sur le cours de Tourny, bordant le Jardin Public et formant le fond de l'impasse. Ils cèdent leur terrain de la rue Dumas, nécessaire à Hustin pour ouvrir sa rue, d'une valeur de deux mille quarante-trois livres et lui paient la somme de seize mille deux cent cinquante-huit livres⁵.

Le succès des terrains du cours de Tourny et l'hôtel des Laclotte

Dès la fin de l'année 1768, c'est-à-dire avant même que Hustin n'acquière le terrain des Laclotte sur la rue Dumas, la presque totalité de ses emplacements sur le cours est vendue. Le 14 décembre le trésorier de France Jean-Patrice Dupuy, une dame Dupuy et Jean Langouran, secrétaire du Roi en la chancellerie du parlement de Navarre, achètent respectivement l'emplacement faisant l'angle de la rue Hustin et du cours de Tourny et les deux à sa suite⁶. C'est un autre trésorier de France, Jean-Louis Peyronnet qui fait le 31 décembre 1768 l'acquisition du dernier lot jouxtant celui des Laclotte⁷. Le terrain isolé situé au sud de l'hôtel de la faïencerie a été vendu avant le 13 février 1769 à Dominique-François Leblanc-Nougués, secrétaire du Roi en la chancellerie du Parlement, puisque ce jour-là il l'agrandit d'un autre emplacement de vingt-huit pieds de façade sur *« l'allée de Tourny »*, qu'il achète à Jean Dubourdieu, le voisin de Hustin⁸. À cette date le succès du lotissement paraît d'ores et déjà assuré, il attire on le voit les investissements d'une clientèle d'officiers qui, sans être aussi prestigieuse que celle des parlementaires, n'en valorise pas moins ce nouveau quartier.

C'est une demeure précisément digne d'un parlementaire que les Laclotte entreprennent de bâtir sur leur terrain bordant le Jardin Public, elle porte aujourd'hui le numéro 25 du cours de Verdun. Elle est en chantier dans le courant de l'année 1771 car le serrurier Jacques Bigot y travaille⁹. Elle est sur le point d'être terminée à la fin de cette même année puisque le 14 novembre Jean Laclotte somme le puisatier Heberard d'achever la construction de ses puits car sans ces ouvrages les trois frères ne peuvent disposer de l'édifice¹⁰. Cet hôtel, connu sous le nom de Mac Carthy, le conseiller au Parlement qui en fut le premier acquéreur, est disposé entre cour et jardin. Depuis la contre-allée du cours de Tourny un corps de passage donne accès à la cour, sur le côté nord de laquelle se trouvent des dépendances en rez-de-chaussée. Au fond de cette cour se dresse le corps de logis à étage, un balcon courant sur toute la largeur de la façade permet d'accéder aux terrasses couvrant l'aile de communs et le corps de passage. L'édifice présente une élévation sur une cour de service à l'ouest, au fond de laquelle se trouvaient les écuries, à l'extrémité de l'impasse Hustin. Une élévation latérale, longue de près de soixante-sept pieds et dont la partie centrale forme avant-corps, donne sur le Jardin Public. Cette « troisième façade » ouvre donc entre le *« caffè »* et le *« peristyle »*, deux constructions municipales de même profondeur et adossées aux deux cours de l'hôtel. En vertu d'une délibération prise en Jurade le 30 décembre 1771, le terrain rectangulaire, long de quatre-vingt-neuf pieds et large de vingt-trois, qui s'étend entre une ligne tracée au droit des deux bâtiments du Jardin et l'hôtel est concédé par la ville

5. A. D. Gironde, 4 J 599.

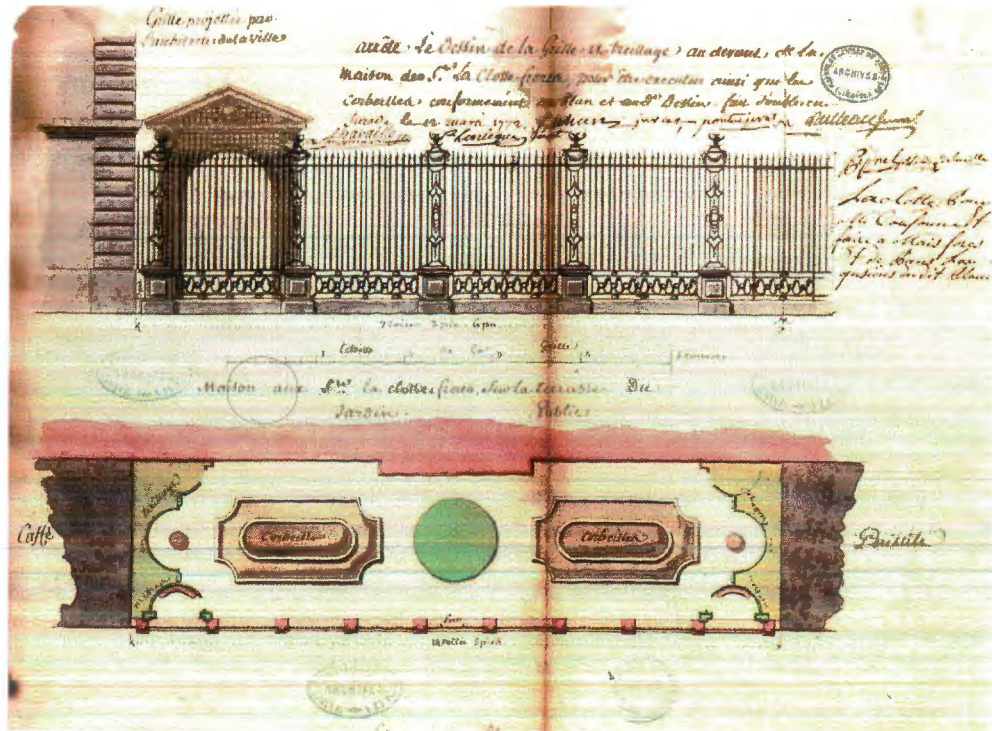
6. ROUSSELOT, M. *Documents relatifs aux embellissements de Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 331-335.

7. A. D. Gironde, 3 E 13253, 31 décembre 1768.

8. A. D. Gironde, 3 E 17587, 13 février 1769.

9. A. D. Gironde, 5 I 201.

10. A. D. Gironde, 3 E 7466, 14 novembre 1771.



79 | Cours de Verdun, dessin du jardin de l'hôtel Mac Carthy.

en faveur de son premier locataire, le président de Lalanne. Cette cession et le droit d'accès direct au Jardin Public sont assorties néanmoins de l'obligation pour son bénéficiaire de le faire clôturer et de le transformer en « *jardin fluriste* »¹¹. Aux extrémités de ce jardin, des fabriques de treillage masquaient les murs du café et du péristyle contre lesquels elles s'adossaient. De part et d'autre d'un boulingrin circulaire, deux longs parterres de gazon aux angles rentrants et adoucis comportaient chacun une grande corbeille centrale. Du côté du Jardin Public, chaque fabrique présentait une élévation à baie en plein-cintre surmontée d'un fronton triangulaire. Au-devant une grille reposant sur un socle très bas fermait le jardin, formée d'une succession de simples « *hallebardes* ». Des piliers reposant sur des dés de pierre, consistant chacun en un fût métallique orné de cœurs et entrelacs, couronné d'un chapiteau et amorti par les trois croissants entrelacés symboles de la cité, divisaient cette grille en neuf travées. Dans la travée centrale un étroit guichet commandait l'accès au Jardin Public¹². Le plan et l'élévation de ce jardin et de sa clôture sont paraphés le 12 mars 1772 par les Jurats, par Bonfin, l'architecte de la ville et par les Laclotte qui s'engagent à s'y conformer¹³ [79]. Les attributions divergent selon les auteurs quant à la paternité de ces plans¹⁴. Sont-ils de Richard-François Bonfin ou des Laclotte ? Le document laisse peu de place au doute quant à l'identité de l'inventeur de la grille, elle est bien dite « *projetée par l'architecte de la Ville* ». Quant à l'ensemble du projet de jardin il paraît bien des Laclotte. Quoi qu'il en soit, les Laclotte confièrent la fabrication de la grille à Jean Dumaine¹⁵.

11. PERREAU, Jean. *Trente demeures bordelaises...*, p. 35-36.
12. A. D. Gironde, 4 J 602.
13. A. M. Bordeaux, XXII-D/11.
14. LACQUE-LABARTHE, Marie-France. *Fer forgé en Pays Bordelais...*, p. 244-245 ; PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 640.
15. A. D. Gironde, 6 I 53.

Après l'avoir loué au président de Lalanne, pour qui fut créé le jardin, puis au comte de Fumel, les Laclotte vendent leur hôtel en 1776 au conseiller Mac Carthy¹⁶ [80]. Les textes des actes de vente de la maison par les Laclotte à Denis Mac Carthy, puis par ce dernier à Madame Dufaure de Lajarthe, deux ans plus tard¹⁷ permettent de préciser que sept statues en agrémentaient les abords, trois en marbre blanc disposées dans les parterres du petit jardin et quatre autres en pierre de Taillebourg dont l'emplacement n'est pas précisé. Au rez-de-chaussée du logis se trouvaient deux salons et une salle à manger, l'office, mais aussi une chambre à coucher et son cabinet de toilette. L'appartement du premier étage se composait de trois chambres, dont l'une donnant sur le Jardin Public, avec chacune leur antichambre et au moins un cabinet de toilette. De tout cet ensemble, remanié dans la seconde moitié du XIX^e siècle, ne subsiste plus grand-chose en dehors de son organisation générale. Le corps de passage a été transformé en corps de bâtiment à étage. Le logis a été exhausé ; de ses élévations tant sur la cour que sur le jardin, à trois niveaux et cinq travées chacune, ne paraissent d'origine que les baies et embrasures du rez-de-chaussée, toutes en plein-cintre. Les ouvertures des étages, à chambranle orné de rais-de-cœur, celles du premier surmontées de corniches soutenues par de grosses consoles agrémentées d'épaisses guirlandes, l'entablement éclectique, les bas-reliefs d'inspiration « *rocaille* » qui ornent la travée en avant-corps sur le jardin, alourdissent considérablement l'aspect général du corps de logis. Malgré toutes ces transformations, la cour d'entrée garde encore grande allure avec son balcon périphérique soutenu par de grandes consoles à glyphes, et au fond, encadré d'un Bacchus et d'un Amour posés sur de hauts socles cylindriques, son beau degré rectangulaire à angles adoucis, conduisant au rez-de-chaussée de la demeure.

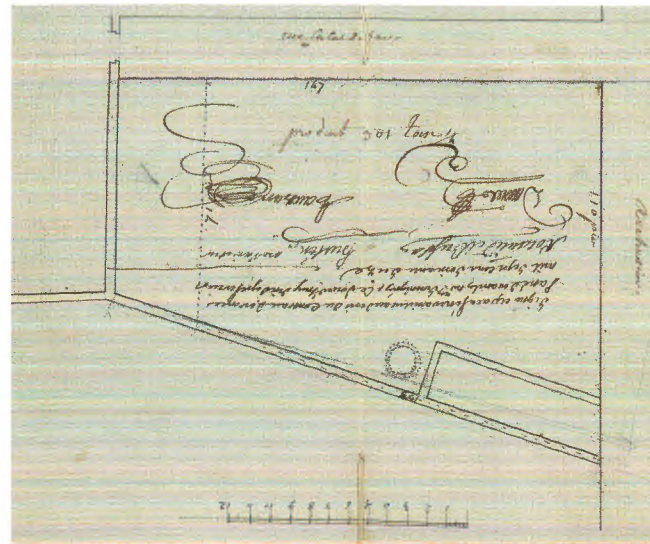
La difficile ouverture des rue et impasse Hustin, la reprise du lotissement en 1774

À la fin de 1773 Denis-Jacques-Ferdinand Hustin n'a toujours pas ouvert les deux voies qui doivent permettre la distribution du lotissement, privant les terrains du cours de Tourny de l'issue secondaire dont il était convenu qu'ils disposeraient, et interdisant par là à leurs propriétaires de réaliser leurs projets de construction. Certains des premiers acquéreurs commencent à les revendre. Ainsi dès le 8 mars 1773, Madame Dupuy devenue baronne de Poissac a revendu son terrain à l'écuyer Henri Pick. Jean-Patrice Dupuy le propriétaire de l'emplacement voisin, sur lequel il se proposait pourtant de faire édifier une maison par les Laclotte, le cède également à Henri Pick le 28 juin 1773¹⁸. Entre temps, le 21 avril 1773, Jean-Louis Peyronnet qui a également passé un marché avec les Laclotte pour la construction d'une maison sur son emplacement voisin de leur hôtel, le cède au négociant Simon-Pierre Rocaute de Bussac¹⁹.

16. A. D. Gironde, 3 E 13262, 7 juin 1776.
17. PERREAU, Jean. *Trente demeures bordelaises...*, p. 34-35.
18. TAILLARD, Christian. *Une création de Victor Louis à Bordeaux...*, p. 138, 140.
19. A. D. Gironde, 3 E 21698 (2), 21 avril 1773.



80 | Cours de Verdun, cour de l'hôtel Mac Carthy.



81 | Plan des terrains Hustin situés à l'angle de la rue Hustin et de l'impasse Victoire.

À ce moment, seul l'hôtel des Laclotte est donc construit, sur les deniers de leur première société dissoute entre temps, et loué faute d'avoir pu être vendu, car on n'y peut accéder, de même qu'à ses dépendances, que par le corps de passage depuis le cours. Cet état de fait décide Jean et Étienne Laclotte à adresser au faïencier une sommation le 24 janvier 1774. Son préambule est très clair. Ils déclarent : « *Il n'est personne qui ne sache dans le public que c'est à le bien dire au zelle et aux représentations des sieurs Laclotte que M. Hustin a obligation d'avoir retiré mieux de cent mille livres d'un jardin qui lui coutait huit cent livres d'entretien.* » Les deux frères dénoncent le préjudice que leur fait subir Hustin en n'ayant point « *encore ouvert ny tracé* » la rue Hustin et l'impasse du même nom, « *ce deffaut est une des principales causes qui ne leur ont pas permis de vendre ledit hôtel, sans revenu pour eux jusqu'à ce jour, et qui*

les oblige de le louer... ». Ils proposent à Hustin, auquel ils doivent encore une partie du prix de leur terrain, un arrangement à l'amiable et finalement le somment de « *faire ouvrir et piquetter sans autre delay ladite rue Ferdinand et ladite impasse ou cul de sac qui doit aboutir ou terminer audit hôtel édifié par les sieurs Laclotte sur ledit emplacement à eux vendu...* »²⁰.

Les voies permettant l'achèvement du lotissement sont ouvertes dans le premier semestre de 1774, toutes deux sont larges de dix-huit pieds. Le désenclavement enfin réalisé du lotissement va relancer les ventes. Le 8 juin 1774 Léonard Majance de Camiran devenait propriétaire d'un emplacement de soixante-cinq pieds de façade sur l'impasse Hustin²¹. Celui qui lui est contigu, large de cent quarante-sept pieds sur cette impasse et de cent dix pieds en retour sur la rue, est acquis le 17 février 1776 par Simon-Pierre Rocaute de Bussac²² [81].

Les constructions attribuables aux Laclotte

Il faut revenir sur la sommation adressée à Hustin par Jean et Étienne Laclotte le 24 janvier 1774 pour préciser quelle part prirent les deux frères dans l'ensemble de l'opération immobilière menée par Denis-Jacques-Ferdinand Hustin. Dans cette adresse un peu vigoureuse, les architectes réclament au faïencier près de mille trois cents livres d'honoraires. D'après ce document, les Laclotte sont en ce qui concerne le projet architectural du lotissement Hustin non seulement les auteurs de son plan de distribution, mais aussi ceux des élévations des maisons le composant. À la demande de Hustin, entre le milieu de l'année 1768 et le début de 1769, ils font accepter par l'autorité militaire et le Bureau des finances leurs vues sur l'aménagement de l'espace libéré par l'aliénation du jardin de l'hôtel du faïencier. Dans le même temps ils trouvent des clients et passent les marchés qui doivent assurer la réussite de cet ensemble concerté. Tous les documents concernant les maisons sur le cours de Tourny laissent en effet penser que les Laclotte se proposaient de construire là une façade uniforme puisque les ventes étaient faites sous la condition de se conformer au projet de décoration approuvé par les autorités.

Pourtant les constructions qui se dressent actuellement sur le cours de Verdun sont loin de présenter une grande homogénéité. En premier lieu il faut considérer que l'énorme bâtisse de la fin du XIX^e siècle qui se dresse à côté de l'hôtel des Laclotte et le domine de sa masse n'existait pas, c'est ce dernier qui formait l'extrémité de l'ensemble projeté et le lien avec le Jardin Public vers lequel était tournée son élévation latérale. À l'opposé, à l'angle du cours et de la rue Hustin, Paul Nairac obtint, grâce à son entregent et à la faveur des attermolements de Hustin, qui retardèrent de cinq ans la mise en œuvre du programme imaginé par les Laclotte, la permission d'édifier son vaste hôtel entre cour et jardin sur les plans de Victor Louis²³. Les Laclotte bâtirent selon toute vraisemblance cet hôtel entre 1775 et 1777, au titre d'entrepreneurs²⁴. En ce qui concerne les édifices situés entre les hôtels Nairac et Mac Carthy et portant les numéros 19, 21 et 23 de l'actuel cours de Verdun, les deux premiers correspondent à deux maisons construites pour Jean Langouran. Elles ont été construites après le mois d'avril 1773 et au moins pour la première avant le milieu de l'année 1777, il est sûr que la seconde était achevée au plus tard en 1780²⁵. Il est probable que toutes deux furent bâties en même temps, sûrement par les Laclotte. Rien ne permet de douter que les deux frères édifièrent bien également la maison du négociant Rocaute de Bussac²⁶.

Les « vestiges » des maisons à façade uniforme

Tout permet de penser que les maisons Langouran et Rocaute de Bussac furent bien édifiées sur un même schéma général, bien que les modifications qu'elles subirent aux XIX^e et XX^e siècles ne soient pas de nature à le mettre en évidence. Restaurée assez sévèrement, la maison portant le numéro 19 du cours de Verdun ne présente pratiquement plus de caractères communs avec ses voisines des numéros 21 et 23. L'appropriation en établissement bancaire de celle portant le numéro 21 a entraîné la mise en place d'un parement de marbre qui masque l'appareil du mur sur toute la hauteur du rez-de-chaussée. La seconde comporte quatre niveaux, à l'évidence le troisième étage n'a été construit qu'au XIX^e siècle. Malgré cela et en dépit de la présence d'une large devanture vitrée au rez-de-chaussée, elle est la moins mal conservée et permet d'imaginer ce que les Laclotte avaient prévu pour les façades de cet ensemble concerté. Les élévations sur le cours présentaient trois travées de baies rectangulaires sur trois niveaux. Ces travées, inscrites chacune dans un ressaut donnent pratiquement aux trumeaux valeur de pilastres, illusion que renforce la présence d'un entablement dorique semblant reposer sur le sommet de ces trumeaux. Une table ornée en bas-relief d'un mufle de lion encadré de rinceaux surmonte les portes-fenêtres à chambranle discrètement mouluré du premier étage. Au numéro 21, ces baies ouvrent sur des balconnets, au 23 sur un balcon continu. Une guirlande repose sur la plate-bande de chaque fenêtre du second étage, ses retombées émergent au niveau des angles rentrants de leur chambranle également mouluré. Ces hautes baies sont nanties d'un garde-corps en forme de demi-banquette [82]. Sans constituer un véritable avant-corps, la travée centrale de la maison Rocaute de Bussac a été valorisée de manière originale. Le balcon s'élargit au-devant de la porte-fenêtre, au-dessus de celle-ci une table ornée de cannelures s'inscrit entre les modillons et la corniche à denticules qu'ils supportent. Sur la corniche repose un gros cartouche nu auquel s'adossent

20. A. D. Gironde, 4 J 599.

21. A. D. Gironde, 3 E 24424, 8 juin 1774.

22. A. D. Gironde, 3 E 21704, 17 février 1776.

23. TAILLARD, Christian. *Une création de Victor Louis à Bordeaux...*

24. TAILLARD, Christian. *Une création de Victor Louis à Bordeaux...*, p. 134 et 138.

25. A. D. Gironde, 3 E 21698 (2), 21 avril 1773 ; A. D. Gironde, 3 E 20595.

26. A. D. Gironde, 3 E 21698 (2), 21 avril 1773.



82 | 21 et 23 cours de Verdun, façades des maisons Langouran et Rocaute de Bussac.

83 | 21 et 23 cours de Verdun, façades des maisons Langouran et Rocaute de Bussac, détail : premier et deuxième étages.



deux personnages en ronde-bosse portant une « lorica » et coiffés d'un bonnet phrygien, autant qu'on en puisse juger car ces sculptures sont en fort mauvais état **[83]**.

Le plan du rez-de-chaussée et celui du premier étage de cette maison Rocaute de Bussac, heureusement conservés, permettent d'avoir une idée de l'organisation originale de ces maisons du cours de Tourny **[84]**. Elles présentaient deux corps de bâtiment de plan double en profondeur, séparés par une cour, un long jardin leur faisait suite ²⁸, éventuellement une remise et une écurie se trouvaient placées à son extrémité, ayant leur accès sur l'impasse Hustin ²⁹. Les deux corps de bâtiment abritaient des appartements, salons et salle à manger au rez-de-chaussée, les chambres et antichambres aux étages.

Les maisons de la rue Hustin et l'achèvement du lotissement

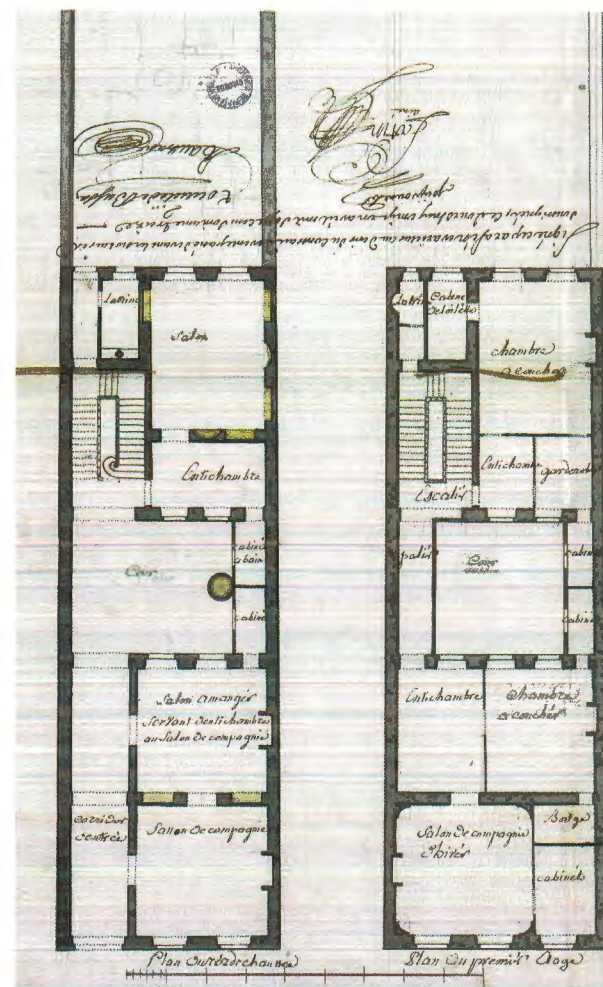
En l'absence de documents précis, et faute d'avoir pu trouver l'exemple d'une maison dont les plans n'ont pas été modifiés depuis l'époque de sa construction, il est difficile de beaucoup s'étendre sur celles vraisemblablement construites pour Simon-Pierre Rocaute de Bussac sur le terrain qu'il avait acquis en bordure de la rue Hustin et à l'angle de l'impasse du même nom. Ces constructions ne peuvent être antérieures à 1776, date de l'achat de l'emplacement, et ne peuvent être postérieures à 1784. Le 20 avril de cette année elles sont désignées sur un plan du quartier de la faïencerie dressé par Michel Laclotte comme les « maisons de Mme la veuve Rouquaute et autres particuliers » ³⁰. On remarque que les façades sur rue des constructions en question présentent une

²⁷. Voir note précédente.

²⁸. Un projet de jardin régulier, composé de parterres aux angles rentrants et adoucis, est griffonné à la mine de plomb sur le plan du rez-de-chaussée.

²⁹. A. D. Gironde, 3 E 24431, 26 août 1777. Lorsque Jean Langouran loue sa maison mitoyenne de l'hôtel Nairac, il promet de faire parachever l'écurie et la remise qui occupent toute la largeur du fond du terrain destiné à former le jardin.

³⁰. ROUSSELOT, M. *Documents concernant la famille et la faïencerie de Jacques Hustin...*, planche III.



certain uniformité et semblent bien avoir été édifiées par un même architecte. Elles pourraient s'intégrer au « *plan general et elevation de toutes les façades* » dont parlaient les Laclotte dans leur sommation à Hustin. Toutes comportent trois niveaux, les baies en plein-cintre du rez-de-chaussée s'ouvrent dans un parement à refends, au premier étage les fenêtres ou portes-fenêtres, selon qu'elles donnent ou non sur un balcon, toutes rectangulaires, possèdent un large chambranle à fascies. Une table saillante les surmonte, elle-même coiffée d'une forte corniche. Les baies du second étage, de même forme, sont encadrées de même manière que celles du premier. De larges corniches à denticules complètent ces élévations. La maison se trouvant à l'intersection des deux voies, en angle adouci, présente un décor particulièrement soigné. Son balcon tournant repose sur de longues consoles, des cannelures ornent les tables au-dessus des portes-fenêtres, à hauteur de corniche desquelles court sur l'angle une frise d'entrelacs **[85]**.

84 | Plan des rez-de-chaussée et premier étage de la maison Rocaute de Bussac.

85 | Rue Hustin, maison à l'angle de l'impasse Hustin.



86 | Rue Victoire-Américaine.

rue Fondaudège. De part et d'autre de cette rue seraient distribués les terrains à bâtir. Comme il a été procédé lors de l'opération initiée par Denis-Jacques-Ferdinand Hustin, il s'agit encore une fois de percer une impasse parallèle à la nouvelle rue, qui va doter les maisons situées sur son côté oriental d'une seconde issue. On songe à associer au projet le chirurgien Métivier qui possède une petite maison à l'angle oriental du débouché de la future voie, entre la rue Fondaudège et l'« endronne » plus haut citée.

Le projet doit être assez avancé dès la fin de 1783. Il a déjà été soumis au Bureau des finances et rendu public. Le 14 février 1784 Métivier s'y oppose par devant les Trésoriers de France, estimant insuffisante l'indemnité qui lui est proposée en dédommagement de l'alignement que devrait subir sa maison située sur la nouvelle rue. Étienne Laclotte, déjà en charge du dossier, lui reproche d'avoir refusé l'opération qui lui était proposée. Elle lui aurait permis de reconstruire à peu de frais sa maison selon le plan de décoration prévu pour le nouveau lotissement. Il souligne que son intransigeance va priver la rue de l'embellissement d'un débouché symétrique, ce qui lui semble contraire au bien public. Enfin il rejette les prétentions financières du plaideur que guide selon lui la simple cupidité. La tentative de Métivier n'aboutit pas puisque le 19 mai 1784 une ordonnance du Bureau des finances homologue le projet de percement de la rue reliant les rues Hustin et Fondaudège³¹. Sans doute s'agit-il du plan dressé par Michel Laclotte le 20 avril précédent. Y figurent non seulement les voies à ouvrir dans l'ancien enclos de la faïencerie mais aussi le plan de distribution des terrains³⁴ [86].

31. MEAUDRE DE LA POUYADE, Maurice. *Essai d'histoire des faïenceries de Bordeaux...*, p. 31.

32. Voir glossaire.

33. A. D. Gironde, C 4792, pce 60.

34. ROUSSELOT, M. *Documents concernant la famille et la faïencerie de Jacques Hustin...*, planche III. Ce plan est conservé aux Archives municipales de Bordeaux sous la cote XXII-A/15.

Le lotissement de la rue Victoire-Américaine

Les derniers terrains de la faïencerie Hustin

Denis-Jacques-Ferdinand Hustin meurt en 1778, avant que ne soit achevé le lotissement qu'il avait entrepris en 1768³¹. Ses deux fils et héritiers ont alors embrassé la carrière militaire et ont confié l'administration de la faïencerie à leur mère Marie-Magdeleine-Victoire Eynaud. La production est tombée à un volume si négligeable que dès 1783 la fermeture paraît inéluctable. La famille Hustin entre de nouveau en relation avec les Laclotte. Ils envisagent ensemble de lotir tout le fonds de la faïencerie, n'en exceptant que leur demeure de l'angle du cours de Tourny et de la rue Hustin, sa cour et les dépendances qui lui font suite.

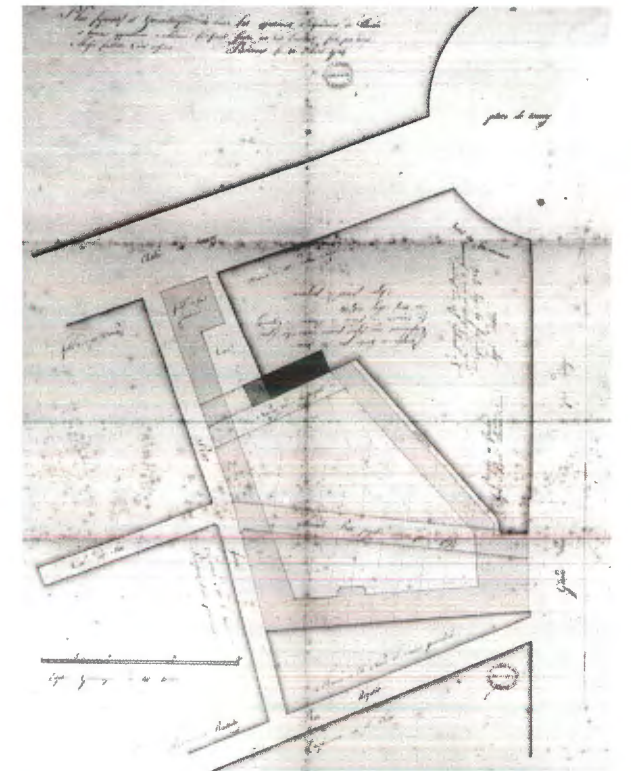
Les terrains à lotir forment un pentagone limité au nord par le mur de clôture de la manufacture bordant la rue Hustin, à l'ouest par la ligne des jardins des maisons de la rue Dumas, au sud et au sud-est par la rue Fondaudège et une « endronne »³² séparant la propriété Hustin des maisons ayant leur façade sur la rue Fondaudège, à l'est par les hôtels Leblanc-Nougués et Hustin. L'opération immobilière envisagée consiste à ouvrir une rue de vingt-deux pieds de large perpendiculaire à la rue Hustin et joignant celle-ci à la

L'achat des terrains Hustin et l'ouverture du lotissement

Se souvenant sans doute des difficultés survenues en 1769 quant à l'achèvement du premier lotissement Hustin, les Laclotte se rendent acquéreurs de tous les terrains de la faïencerie disponibles qui représentent une surface considérable, de près de deux mille trois cents toises carrées, et donc un prix conséquent de cent soixante mille livres. Sans doute capables de supporter une telle charge financière³⁵, mais vraisemblablement désireux de partager les risques, Étienne et Jean préfèrent réaliser l'opération en association avec les frères Blaise et Antoine Despujols. Ils s'assurent grâce aux relations privilégiées qu'ils entretiennent avec le chapitre de Saint-Seurin des réductions d'impositions féodales sur les mutations de propriété. Les chanoines leur promettent le 6 septembre 1784 la remise de la moitié des lods sur les terrains vides qu'ils achèteront aux frères Hustin, et la remise du tiers de ces mêmes lods sur les « bâtisses » construites sur ces terrains par leurs futurs acheteurs³⁶.

Assurés des avantages fiscaux promis par le chapitre et déjà vraisemblablement de la vente de certains emplacements³⁷, Jean et Étienne Laclotte, Antoine et Blaise Despujols, « *maîtres architectes, en compagnie* », se portent acquéreurs de « *la majeure partie des emplacements, terrain et bâtiments actuellement occupés par la manufacture de faïence, situés à Bordeaux, quartier de Fondaudège, paroisse Saint Seurin* », que leur cèdent le 5 octobre 1784 Joseph-Nicolas-Ferdinand Hustin, représenté par sa mère, et Jean-Baptiste-Marie Hustin de Lugajac³⁸. La vente reste soumise, outre le règlement d'une somme de cent soixante mille livres, à plusieurs conditions. La plus contraignante les oblige à ouvrir dans un délai de trois mois les rue et impasse qui prendront respectivement les noms de Victoire-Américaine et Hustin, à les rendre praticables³⁹, à procéder à leur distribution en emplacements et dans un délai d'un an à « *faire bâtir l'Etendue des façades desdites Rues, sinon dans toute leur hauteur, du moins jusqu'au premier Cordon* »⁴⁰.

Le lotissement tel qu'il a été présenté aux Trésoriers de France prévoit un partage en vingt-cinq emplacements [87]. L'examen des constructions se dressant sur les rue et impasse Hustin et la rue Victoire-Américaine, celui du parcellaire au moyen des cadastres du milieu du XIX^e siècle et actuel, la lecture enfin des actes de vente des terrains permettent de conclure que dès avant sa commercialisation le lotissement a subi une modification de plan. En réalité trois emplacements au lieu de deux furent ménagés en façade sur la rue Fondaudège et quatre sur la rue Hustin depuis l'angle de la rue Victoire-



87 | Plan des terrains Hustin destinés au percement de la rue Victoire-Américaine.

35. A. D. Gironde, 3 E 21721, 19 août 1784 ; 3 E 21596, 20 septembre 1784.

36. A. D. Gironde, G 1022, f° 15 v° à 16 v°.

37. Trois ventes seront effectuées dans les deux semaines suivant la date de l'achat des terrains de la famille Hustin.

38. A. D. Gironde, 3 E 21596, 5 octobre 1784. Acte signalé dans : TAILLARD, Christian. *Bordeaux classique...*, p. 191 note 213.

39. A. M. Bordeaux, XXII-A/16. Plan de nivellement de ces voies, daté de 1785.

40. A. D. Gironde, 3 E 21596, 28 octobre 1784.

Américaine en allant vers la rue Dumas. Si le côté ouest de la rue Victoire-Américaine compte bien sept emplacements, il n'y en a que huit au lieu des dix prévus à l'origine sur le côté opposé et deux seulement semblent posséder une sortie sur l'impasse Hustin. Dans cette dernière se trouvent deux petits emplacements. Entre son angle et celui de la rue Victoire-Américaine trois lots font façade sur la rue Hustin.

Des ventes et chantiers relativement rapides

Dès le 12 octobre 1784 Blaise Despujols et Étienne et Jean Laclotte vendent l'emplacement de la rue Hustin le plus proche de la rue Dumas à Nicolas-Jean Dumeau, bourgeois et négociant de Bordeaux. Le 16, les associés publient une annonce dans le *Journal de Guienne*, signalant la mise en vente des lots⁴¹. Les 19 et 29 octobre et le 1er décembre 1784 le courtier Pierre Pasquet Jeune, le maître apothicaire Jean Dubédat et Jean-Baptiste Thomas Cellier-Soissons, « *commandant les milices à Saint Domingue* », se portent respectivement acquéreurs de deux emplacements et d'une maison à bâtir. Tous se situent sur le côté occidental de la rue Victoire-Américaine. Obligation est faite de commencer à construire jusqu'à hauteur du premier étage avant le 5 janvier 1785, pour les deux premiers lots au moins⁴².

Les 17 février et 10 mars 1785 deux des emplacements, toujours du côté ouest de la rue Victoire-Américaine, sont cédés le premier au courtier Joseph Arvengas⁴³, le second à Messire Jean-Baptiste-François de Morin⁴⁴. Ce dernier s'engage à faire bâtir une maison par les architectes. Dès cette époque les constructions commencent à s'élever, puisque par contrat les acheteurs avaient promis d'entreprendre leurs chantiers au tout début de l'année. Les 8 et 18 février le Bureau des finances donne les alignements et autorise l'entreprise des maisons Cellier-Soissons et Arvengas^{45,46}.

La fin de l'année 1785 va voir un net ralentissement des ventes. La nouvelle action intentée par Monsieur Métivier contre les promoteurs du lotissement en est-elle la cause ? S'appuyant sur la déclaration du Roi du 14 mai 1737, le Bureau des finances, par une nouvelle ordonnance du 13 avril 1785 confirme l'approbation du plan homologué le 19 mai 1784 et déboute le chirurgien⁴⁷. Un événement imprévu va modifier les structures de la société formée entre les Laclotte et les Despujols. Antoine Despujols décède en effet le 11 mai 1785, léguant par testament daté du même jour tous ses intérêts dans le lotissement de la rue Victoire-Américaine à son frère Blaise⁴⁸.

À partir de 1786, un second notaire, Joseph Barberet semble intervenir dans les ventes dont jusque-là Maître Nauville avait l'exclusivité de fait. Un emplacement est vendu en tout début d'année et l'autre à la fin, le premier au négociant Emery Masson, sur le côté oriental de la rue Victoire-Américaine, le second à Bernard Lacombe, officier de dragons⁴⁹. Dans le deuxième semestre de l'année suivante ce sont au moins quatre terrains qui trouvent preneurs. Toujours sur le côté est de la rue, Marie Legendre en acquiert un le 6 août⁵⁰. À peu près dans le même temps Dominique-François Leblanc-Nougués, dont l'hôtel est mitoyen de celui des Hustin sur le cours de Tourny, a acheté deux emplacements sur la rue

Hustin, entre l'angle de la rue Victoire-Américaine et celui de l'impasse Hustin. Le 27 septembre il reçoit la permission du Bureau des finances d'y bâtir deux « *maisons à balcon* »⁵¹. Enfin le 13 octobre le courtier Joseph Grenier devient propriétaire du petit lot situé à l'angle ouest de la rue Victoire-Américaine et de la rue Hustin⁵².

Après les trois premières années durant lesquelles les ventes se sont succédé sur un rythme relativement élevé, une seule transaction intervient en 1788, Marguerite Grenaille, veuve du capitaine de navire Jean Salleau achète l'emplacement situé à l'angle oriental des rues Hustin et Victoire-Américaine⁵³. En 1787 Bernard Lacombe met en vente la maison construite sur l'emplacement qu'il a acheté l'année précédente, puis essaie sans succès de la louer jusqu'en octobre 1788⁵⁴, de guerre lasse il décide de s'y installer⁵⁵. Il faut attendre 1789 pour que reprennent les ventes du lotissement. Les 22 mars et 29 avril, le maître menuisier Jean Lasserre et le courtier Nicolas Larré achètent deux emplacements faisant façade sur les côtés est et ouest de la rue Victoire-Américaine⁵⁶. Le 13 juin un nouvel emplacement sur la rue Hustin devient propriété du capitaine de navire Martial Cadusseau qui s'engage à y faire élever « *tout de suite* » une maison⁵⁷. Le 18 un autre capitaine de navire, Pierre Chartier, acquiert le terrain situé à l'angle de la rue Hustin et de la nouvelle impasse⁵⁸. Le 19 septembre le lot contigu au nord à celui de Lasserre est vendu à Bernard Marchand, consul de la Bourse de Bordeaux⁵⁹. Le 1er octobre Jeanne Noailles, veuve du marbrier Pierre Clochar, achète un emplacement rue Hustin, dont le plan est annexé à l'acte de vente⁶⁰.

Les ventes s'achèvent au début de la Révolution ; le 22 février 1790 Nicolas Larré adjoint au lot qu'il avait acquis l'année précédente celui qui le jouxte au sud⁶¹. Les 17 mars, 15 avril et 3 octobre 1790, Michel Sanfourche-Laroze, greffier en chef de la Juridiction Consulaire, Pierre Basset, maître sculpteur, qui a l'habitude de travailler avec les Laclotte et Pierre Roudey, bourgeois de Bordeaux, achètent trois emplacements sur le côté est de la rue Victoire-Américaine⁶². Les actes notariés concernant l'acquisition de ces derniers terrains permettent à la lecture des « *confronts* » d'établir que le premier jouxtait au sud un lot précédemment acheté par Pierre Laclotte. Le dernier emplacement de la rue Hustin, le plus proche de la rue Dumas, sera vendu au plâtrier Joseph Ladevèze, le 27 juillet 1793⁶³.

Des façades stéréotypées, d'autres plus originales

Il avait fallu six ans pour vendre la quasi totalité des lots, les Laclotte et Blaise Despujols s'en réservant quatre. À la veille de la Révolution la plupart des maisons du lotissement sont sans doute construites. On remarque d'évidentes différences entre ces demeures, qui forment deux groupes distincts. Le premier englobe les constructions se

41. *Journal de Guienne*, n° du 16 octobre 1784.

42. A. D. Gironde, 3 E 21596, 19 et 29 octobre 1784, 1^{er} décembre 1784, pce just. VII.

43. A. D. Gironde, 3 E 21597, 17 février 1785, 10 mars 1785.

44. MOUILLESEAU, Jean-Pierre. *Recherches sur l'activité du bâtiment au XVIII^e siècle à Bordeaux*. t. 2..., p. 8.

45. A. D. Gironde, C 4231.

46. COURTEAULT, Paul. *Notes de viographie bordelaise. La rue et l'impasse Victoire...*, p. 280.

47. A. D. Gironde, C 4792.

48. A. D. Gironde, 3 E 21597, 11 mai 1785.

49. A. D. Gironde, 3 E 21599, 9 janvier 1786 ; 3 E 20606, 12 décembre 1786.

50. A. D. Gironde, 3 E 20608, 6 août 1787.

51. A. D. Gironde, C 4237, 27 septembre 1787.

52. A. D. Gironde, 3 E 20608, 13 octobre 1787.

53. A. D. Gironde, 3 E 20609, 3 mars 1788.

54. *Journal de Guienne*, n° du 17 février 1787, n° du 19 août 1787, n° du 24 août 1787, n° du 27 août 1787, n° du 11 septembre 1787, n° du 3 octobre 1787, n° du 15 octobre 1787, n° du 24 novembre 1787, n° du 20 février 1788, n° du 11 avril 1788, n° du 25 avril 1788, n° du 4 juin 1788, n° du 1^{er} août 1788, n° du 8 août 1788, n° du 31 août 1788.

55. *Journal de Guienne*, n° du 6 octobre 1788 : « *Changement de domicile. Mrs Lacombe frères, ci-devant rue de la Douane, demeurent à présent rue Victoire-Américaine, près le Bureau des Classes.* »

56. A. D. Gironde, 3 E 20611, 22 mars 1789 ; 3 E 31340, 29 avril 1789.

57. A. D. Gironde, 3 E 21729, 13 juin 1789.

58. A. D. Gironde, 3 E 31341, 18 juin 1789.

59. A. D. Gironde, 3 E 17879, 19 septembre 1789.

60. A. D. Gironde, 3 E 23136, 1^{er} octobre 1789.

61. A. D. Gironde, 3 E 31343, 22 février 1790.

62. A. D. Gironde, 3 E 31343, 17 mars 1790 ; 3 E 20613, 15 avril 1790 ; 3 E 31345, 3 octobre 1790.

63. A. D. Gironde, 3 E 31357, 27 juillet 1793.



88 | 89 | Rue Victoire-Américaine, vue d'ensemble de maisons depuis la rue Hustin.

90 | Rue Victoire-Américaine, vue d'ensemble des maisons depuis la rue Fondaudège.

trouvant sur le côté occidental de la rue Victoire-Américaine, et en retour à leur suite dans les rues Fondaudège et Hustin ; le second comprend les maisons du côté oriental de la rue Victoire-Américaine et celles élevées rue Hustin jusqu'à l'impasse Hustin.

Les édifices du premier groupe se caractérisent en façade par la sobriété de leur décor d'architecture. Largues de trois travées, ils comptent quatre niveaux. Au rez-de-chaussée, la porte d'entrée en plein-cintre et les fenêtres rectangulaires s'inscrivent dans un parement à bossages continus, des refends soulignent l'appareil clavé des plates-bandes des fenêtres. Les maisons en façade sur la rue Fondaudège, à boutique et certaines sur la rue Victoire-Américaine, au rez-de-chaussée desquelles se trouvait une remise, s'ouvrent par de larges baies en anse de panier. Entre les baies, de fortes consoles, en volute aplatie dans leur partie supérieure et en forme de corbeau orné de glyphes et terminé par des gouttes dans leur partie inférieure, soutiennent un large balcon continu. Les portes-fenêtres du premier étage donnant sur ce balcon présentent un large ressaut pour tout chambranle, tout comme les fenêtres des deuxième et troisième étages. Une table affleurée surmonte les premières tandis que des balustres ornent leur allège. Une architrave à fascies, une frise nue et une large corniche complètent ces élévations. La présence du balcon continu, courant sur toutes les façades des maisons et divisé par des grilles hérissées de chardons, homogénéise ce bel ensemble |88|89|90|. Les maisons portant les numéros 13, 15 et 17 de la rue Victoire-Américaine, qui sont les trois dernières vers la rue Hustin, présentent des différences notables.

Bien que des caractères architecturaux et décoratifs communs apparentent entre elles les maisons qui se dressent sur le côté oriental de la rue Victoire-Américaine et celles disposées en retour sur la rue Hustin, elles sont loin de présenter la même unité que celles qui leur font face. L'absence ici du balcon continu contribue fortement à individualiser ces édifices. À l'exception des demeures portant les numéros 6 et 8 de la rue, hautes de trois étages carrés, les autres s'élèvent sur trois niveaux ; la plupart comptent un étage d'attique qui pourrait être en réalité un étage de comble. Il semble

en effet que les toitures comportaient à l'origine un brisis dont la charpente, le lattis et les ardoises ont été supprimés. Au rez-de-chaussée les baies présentent les mêmes caractéristiques et les mêmes variantes que celles des maisons déjà évoquées. Aux étages elles sont toutes rectangulaires, dépourvues de décor et s'ouvrent dans un parement à minces refends. Trois édifices seulement sont pourvus de balcons aussi larges que leur façade, sur lesquels s'ouvrent des portes-fenêtres⁶⁴. La plupart des autres ont un balcon central, les portes-fenêtres qui y donnent accès sont sommées d'un fronton, triangulaire ou cintré, reposant sur des modillons.

Des maisons locatives, pour la plupart de qualité

Toutes ces demeures aux dimensions modestes, elles n'excèdent pas vingt-quatre pieds de largeur pour la plupart, construites pour un prix moyen plutôt élevé d'une trentaine de milliers de livres, ne sont pas fondamentalement différentes les unes des autres. Elles pouvaient indifféremment servir d'immeuble de rapport comme de maison individuelle, au prix sans doute d'un minimum de travaux. À cet égard le cas de la construction appartenant à Bernard Lacombe, dans laquelle il finit par s'installer, peut passer pour exemplaire. Elle est décrite quatorze fois entre les 19 août 1787 et 31 août 1788 dans le *Journal de Guienne* lorsque aidé par les Laclotte il la propose en location. Les annonces publiées reprennent à peu près toujours les mêmes termes : « *Maison neuve à balcon, rue Victoire-Américaine, près l'hôtel de la Marine, ayant 13 pièces parquetées & plafonnées, cuisine, chambres de domestiques, avec caves, greniers, cour, puits, &c. S'ad. à Mrs Lacombe frères, rue de la Douane...* »⁶⁵, ou bien encore « *Maison neuve à balcon, rue Victoire-Américaine, propre pour deux ménages ou trois, composée de pièces parquetées & plafonnées, chambres de domestiques, avec cour, puits, &c...* »⁶⁶.

Quatre documents permettent de rendre compte de ce que pouvait être à l'origine l'organisation, les éléments de confort et de décoration internes de ces édifices ; les deux premiers, absolument identiques sont les devis et marchés de construction annexés aux actes de vente des terrains Cellier-Soissons et Morin en date des 1^{er} décembre 1784 et 10 mars 1785⁶⁷. Les deux autres documents consistent en une élévation principale et une coupe de la maison située de l'autre côté de cette rue, et construite sur le terrain acquis le 9 janvier par Emery Masson⁶⁸.

Les maisons Cellier-Soissons et Morin, construites sur caves voûtées se composent de deux corps de bâtiment parallèles à la rue et séparés par une cour. Le premier, de plan double en profondeur, couvert d'une toiture à longs pans, élevé de quatre niveaux, abrite aux étages les appartements comptant neuf pièces principales, l'étage noble se caractérise par la présence d'un « *balcon saillant de pierre dure [...] dans le même goût que les balcons que lesdits Sieurs Laclotte ont fait aux maisons qu'ils ont bâti sur la rue Judaique à Saint Seurin* ». Dans le second corps de bâtiment, de plan simple, à deux niveaux, couvert en appentis, se trouvent l'écurie, un grenier à foin et des latrines. Au-delà de la porte d'entrée, le corridor disposé latéralement conduit vers l'escalier placé sur le côté de la cour entre les deux corps de bâtiment et les desservant tous les deux. Jouxant le corridor, une remise

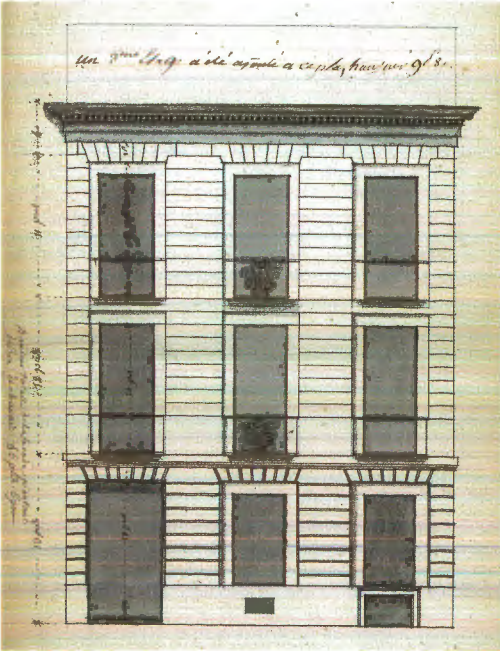
64. Ils étaient au nombre de quatre, mais l'un d'entre eux a été récemment détruit rue Hustin pour laisser place à une construction à mur-écran de verre et métal en façade.

65. *Journal de Guienne*, n° du 11 avril 1788.

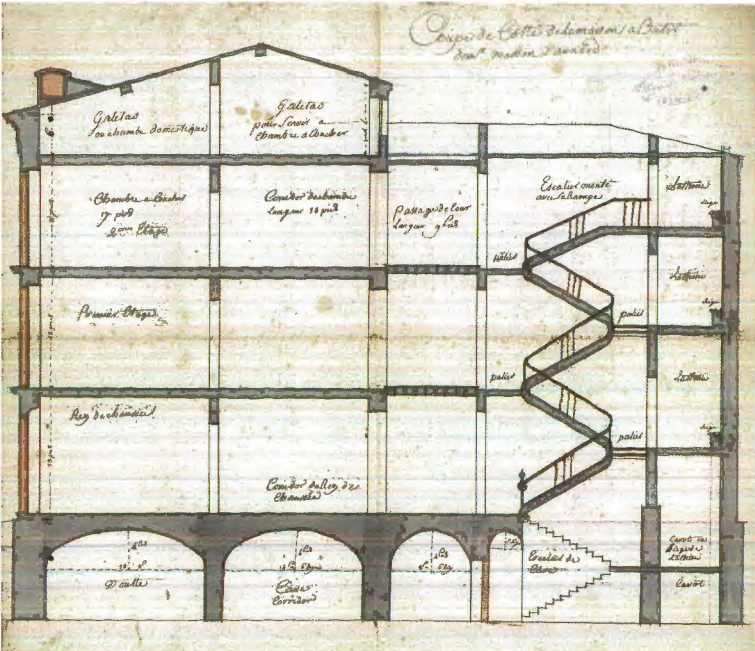
66. *Journal de Guienne*, n° du 1^{er} août 1788.

67. MOUILLESEAU, Jean-Pierre. *Recherches sur l'activité du bâtiment au XVIII^e siècle à Bordeaux*. t. 2., p. 8-19 et pce just. VII.

68. A. D. Gironde, 4 J 570, pces 57 et 58.



91 | Rue Victoire-Américaine, élévation de la maison Masson.



92 | Rue Victoire-Américaine, coupe de la maison Masson.

du côté de la rue et une cuisine à sa suite du côté de la cour, un passage pour conduire les animaux vers l'écurie, occupent tout le rez-de-chaussée du premier corps de bâtiment. La maison Masson, construite sur un terrain peu profond, comportait elle aussi deux corps de bâtiment, séparés par une cour réduite aux dimensions d'un puits de jour. Le premier, de plan double en profondeur ne devait être à l'origine élevé que de deux étages [91], il fut décidé en cours de construction de lui en rajouter un troisième. Il présente à peu de chose près les mêmes dispositions que celles du corps principal des immeubles Cellier-Soissons et Morin, mais ce sont des appartements desservis par le corridor latéral qui se trouvaient au rez-de-chaussée. Le second corps de bâtiment se dressant au fond de la cour contient l'escalier et des latrines. Un troisième et étroit corps de bâtiment édifié sur le côté de cette cour relie entre eux les deux autres, il abritait à chaque niveau un couloir [92].

À l'imitation de ceux des maisons de campagne les sols de ces maisons sont d'une rusticité certaine, le rez-de-chaussée pavé de pierre dure, à l'exception de la cuisine carrelée, les appartements aux étages également carrelés ; seul le salon de compagnie au premier étage était parqueté. Faut-il voir dans ce fait un rapport avec la destination de ces demeures ? La plupart devant être louées on peut imaginer que leur propriétaire tenait à ce que les équipements soient des plus résistants. Ceci n'exclut pas tout raffinement. Dans la maison Cellier-Soissons comme dans la maison Morin toutes les pièces sont « plafonnées » et ornées de corniches en plâtre y compris la cuisine et l'écurie, les cheminées construites en marbre et en pierre fine, la hotte décorée de cadres. Des armoires murales se trouvent dans le salon à manger comme dans les chambres. Bien entendu certaines demeures ne possèdent pas de dépendances aussi importantes que des écuries, étant bâties comme la maison Masson sur des lots trop exigus, certaines autres n'ont pas même de puits dans leur cour ⁶⁹.

69. Un droit de puisage était vendu avec le terrain acheté le 6 août 1787 par Marie Legendre. A. D. Gironde, 2 Fi 1516, 6e carte. Plan du quartier de la faïencerie daté de 1752.

CHAPITRE V

LA RUE FONDAUDÈGE ET LE LOTISSEMENT DUPLESSY

DU CHEMIN DU MÉDOC À LA RUE FONDAUDÈGE : LE TERRAIN VERTHAMON – L'EXTENSION DU FONDS, LA CONSTRUCTION DE L'HÔTEL D'AUGEARD – LES MAISONS D'ÉTIENNE ET MICHEL LACLOTTE

LE LOTISSEMENT DES TERRAINS DUPLESSY : LA VENTE DE LA MAISON DUPLESSY ET LE PROJET DE NOUVELLE VOIRIE – L'ACQUISITION BOISSIÈRE-BRUN, LA PATIENTE IMMIXTION DES LACLOTTE DANS LE LOTISSEMENT ET LE PERCEMENT DE LA RUE PORTANT LEUR NOM – DES INVESTISSEMENTS À LONG TERME – UN LOTISSEMENT CONCERTÉ D'ÀUX LACLOTTE ? – DES CONSTRUCTIONS ATTRIBUABLES AUX LACLOTTE – L'AGRANDISSEMENT DU LOTISSEMENT DUPLESSY AUX TERRAINS DU JARDIN DES PLANTES

Le chemin du Médoc, future rue Fondaudège, constituait depuis le XVIII^e siècle la limite septentrionale de la partie urbanisée du faubourg Saint-Seurin. Au siècle suivant, entre cette voie depuis la porte du Médoc jusqu'au Palais Gallien, les remparts nord de la ville et la grande rue du Palais-Gallien s'était formé un quartier industriel desservi par deux axes principaux se croisant à angle droit : les rues de la Taupe et de la Petite-Taupe, aujourd'hui rues Lafaurie-de-Monbadon et Huguerie. Après les premiers travaux d'embellissement de la ville, la suppression de sa muraille et son ouverture créèrent les conditions favorables au développement de ce lieu jusque-là excentré. Il se retrouvait au voisinage immédiat des prestigieuses allées de Tourny, du Jardin-Public ainsi que de la place Dauphine, pôles du nouvel urbanisme pensé par les intendants. Les Laclotte, qui vivent dans la rue Notre-Dame-en-Ville, parallèle à celle de la Petite-Taupe et donc au cœur de ce quartier, ne manquent pas de saisir rapidement tout l'intérêt qu'il y aurait à participer à sa transformation. À moins qu'un heureux hasard ne soit à l'origine d'un succès qui n'était pas au départ recherché.

Du chemin du Médoc à la rue Fondaudège

Le terrain Verthamon

En 1763 Étienne, Jean et Michel Laclotte font l'acquisition d'un fonds consistant en « une chambre, boutique, chay, jardin et place vuide au devant », situé « sur le grand chemin de la Fondaudège », jusque-là possédé par Louis de Verthamon-Saint-Fort¹. On peut supposer qu'il possédait une façade sur la rue Fondaudège d'une dizaine de toises tandis que sa profondeur en atteignait quarante. Les constructions qui se trouvaient dessus étaient sans

1. A. D. Gironde, 3 E 24403, 2 octobre 1763.



93 | 24 rue Fondaudège, façade.

valeur. Ce terrain n'était pas perpendiculaire à la rue, mais disposé obliquement, selon un angle voisin de quarante-cinq degrés. Il se trouve sur le côté méridional de la rue, à mi-chemin entre la place extérieure de Tourny et le débouché de la rue de la Taupe dans la rue Fondaudège, à l'endroit où cette première voie prenait le nom de place Fondaudège. On peut se demander quel motif a poussé les trois frères à opérer cette transaction. Au sortir de la plus désastreuse des guerres, les fondements de la prospérité bordelaise se trouvent plus qu'ébranlés. Les perspectives de développement de la cité ne paraissent pas très sûres. L'opportunité leur fut peut-être offerte par Pierre Vernet, ami de leur père et parrain de Jean Laclotte, son atelier et sa demeure en étaient mitoyens.

En 1766 après avoir abattu les vieilles échoppes qui se trouvaient là, les trois frères entreprennent sur leur fonds la construction d'une grande maison, adossée à celle de Pierre Vernet. Elle porte aujourd'hui le numéro 24 de la rue Fondaudège. Sa façade large de sept toises étant dans l'alignement de la rue et son mur occidental perpendiculaire à celle-ci, elle est de plan triangulaire. Bâtie sur des caves, cette maison s'élève d'un rez-de-chaussée et de trois étages carrés. Elle est large de cinq travées de baies toutes rectangulaires à l'exception de la porte en plein-cintre à chambranle mouluré et clé ornée d'une agrafe. Au rez-de-chaussée de profonds et larges refends soulignent les assises de pierre et les claveaux des plates-bandes des fenêtres. Au premier étage un balcon à garde-corps de fer, formé d'une succession de motifs verticaux,

est établi au-devant des trois travées centrales. Quatre consoles le supportent, décorées dans leur partie supérieure de feuilles d'acanthé, puis de besants, et de glyphes à leur base. Une table fouillée, ornée d'une guirlande, encadrée de modillons à glyphes qui soutiennent une corniche, surmonte chacune des ouvertures de cet étage. Sous l'appui des fenêtres latérales se trouve une ligne de balustres et au-dessus une étroite grille de fer. Au deuxième étage les cinq baies sont toutes semblables, à chambranle mouluré, plate-bande à clé centrale ornée de glyphes, et toujours surmontées d'une corniche qui repose sur des modillons à besants et glyphes. Ici ils encadrent une table formée d'un tore de feuilles de laurier enrubanné. Au dernier niveau les fenêtres présentent simplement un chambranle mouluré, comme pour celles du deuxième étage c'est une demi-banquette qui forme leur garde-corps. Une grosse corniche à mouluration très simple couronne cette façade [93].

En 1772 la maison, louée au négociant Daleau, devient la propriété de Michel Laclotte². Son escalier souffre d'un défaut d'éclairage et les Laclotte conviennent qu'il faudra établir au-dessus de cet élément « *une lanterne afin de le mieux éclairer* ». Sans doute s'agit-il de l'un de ces lanternons en charpente, qu'ils n'avaient pas l'habitude d'édifier, mais dont l'usage n'était pas inconnu à Bordeaux.

L'extension du fonds, la construction de l'hôtel d'Augeard

Le tailleur d'habits Étienne Camardon possédait une vieille échoppe, mitoyenne du côté ouest de la maison Daleau et jouxtant à l'ouest le jardin restant aux Laclotte. En 1767 elle est frappée d'alignement par le Bureau des finances. Le 2 mai de cette année, l'artisan cède aux Laclotte son échoppe³. L'achat de cette échoppe permet aux

Laclotte de désenclaver leur jardin. Elle se trouvait de plus juste en face de la rue Dumas, le long de laquelle commencent à s'élever de belles demeures, et vis-à-vis de la Porte Royale du Jardin Public. Enfin les trois architectes n'ignorent pas le projet du lotissement Hustin qui ne va pas manquer de valoriser considérablement le quartier.

Par un heureux hasard, à moins que l'opération n'ait été mûrement réfléchie, en 1768 l'échoppe mitoyennes de celle des Laclotte se trouve aussi frappée d'alignement. Elle appartient au président de Carton, membre du Bureau des finances, qui ordonne justement les alignements. Les architectes l'achètent le 3 juillet 1768⁴. Ils disposent ainsi d'un terrain presque carré, de sept à huit toises de côté, que prolonge obliquement leur jardin. Celui-ci est mitoyen par le fond d'une échoppe dont la façade donne sur la place Fondaudège. Nouveau concours de circonstances ou habile manœuvre des Laclotte, dès le mois de septembre suivante cette échoppe est mise en vente par son propriétaire. À peine un an plus tard celle qui la jouxte se trouve elle aussi mise en vente. Les architectes s'empressent de les acheter⁵. Le nouvel ensemble ainsi constitué possède désormais une façade sur la rue Fondaudège et une autre sur la place du même nom. Les architectes y construisent un hôtel dont le logis fait façade sur la rue Fondaudège, tandis que ses écuries et remises donnent sur la place Fondaudège. Entre les deux est aménagé un « *parterre* », ou jardin d'agrément. Louée très vite après sa construction au président d'Augeard, cette demeure est restée connue sous son nom.

De proportions inhabituelles pour les productions des Laclotte, mais aussi plus généralement bordelaises, la façade sur rue de l'hôtel d'Augeard est à peu près aussi haute que large. Encadrée de chaînes d'angle à bossages, elle compte cinq travées de baies rectangulaires. Les trois travées centrales forment avant-corps. De hautes ouvertures rectangulaires, barrées chacune d'une traverse, éclairent le rez-de-chaussée et l'entresol. Seule la porte d'entrée, au centre, est en plein-cintre, à chambranle mouluré à clé ornée d'une agrafe, et s'élève sur presque toute la hauteur de ces deux niveaux. Toutes ces baies s'ouvrent dans un mur à profonds refends déterminant des bossages en table. L'étage noble prend le jour par des portes-fenêtres, celles de l'avant-corps ouvrent sur un balcon continu soutenu par de fortes consoles en forme de corbeau orné de glyphes et terminé par des gouttes. Les baies latérales donnent sur un balconnet, le garde-corps de ces éléments en surplomb consiste en une grille de fer chantourné. Toutes possèdent un chambranle saillant et mouluré à crossettes, que surmonte une longue table, décorée pour les trois baies centrales de guirlandes, et pour les baies latérales d'une coquille encadrée d'arabesques. Chaque table est sommée d'une corniche qui forme l'appui de la fenêtre du second étage. Des cinq baies de ce niveau, à chambranle mouluré à crossettes et banquette de fer, seules celles de l'avant-corps présentent une plate-bande à agrafe sculptée. Au-dessus d'une architrave à fascies se développe une large frise nue dans laquelle s'ouvrent les petites baies du comble à surcroît. De hauts modillons à glyphes les encadrent, ils portent une corniche large et en forte saillie [94].



94 | 26 rue Fondaudège, façade de l'hôtel d'Augeard.

2. A. D. Gironde, 3 E 20578, 18 décembre 1772.

3. A. D. Gironde, 3 E 5916, 2 mai 1767.

4. A. D. Gironde, 3 E 7452, 3 juillet 1768.

5. A. D. Gironde, 3 E 5919, 29 septembre 1769 et 3 E 20572, 31 octobre 1769.

Les maisons d'Étienne et Michel Laclotte

Dans le temps même où ils acquièrent les vieilles bâtisses sur lesquelles ils vont construire l'hôtel d'Augeard, les Laclotte s'intéressent à trois autres terrains, situés eux aussi du côté méridional de la rue Fondaudège, les premiers entre la place Fondaudège et le débouché de la Grande rue du Palais-Gallien, le dernier jouxtant l'édifice antique.

Le 24 mars 1767 ils achètent deux des trois grandes échoppes que possède le marchand Bernard Cluzan en bordure de la rue et le vaste jardin qui en dépend⁶. Deux ans plus tard, ce propriétaire leur cède sa troisième échoppe⁷. Entre temps à la place des deux premières, Étienne a eu le temps d'édifier la demeure qu'il va habiter jusqu'à sa mort. Elle porte aujourd'hui le numéro 54 de la rue Fondaudège. Il construit une maison

mitoyenne sur son nouvel emplacement, celle située dans la rue au numéro 52. En 1770 enfin, c'est un tailleur de pierre, Guillaume Poivert, qui vend aux trois frères un jardin de trente pieds de large, faisant façade sur la rue Fondaudège et s'étendant perpendiculairement à celle-ci « jusqu'au mur du Palais Gallien ». Son prix est payable au moyen de la construction de deux échoppes sur des terrains attenants⁸. Sur cet emplacement sont bâties deux maisons jumelles.

L'austérité de la façade à trois niveaux et trois travées de la maison d'Étienne Laclotte a déjà été évoquée | 14 |. Cette demeure

ne comportait qu'une vaste salle au rez-de-chaussée, côté rue, éclairée par deux fenêtres, ainsi qu'une cuisine, donnant sur le jardin. Aux étages une grande chambre se trouvait côté jardin, tandis qu'une chambre à deux fenêtres et une autre à une seule fenêtre occupaient le côté de la rue.

La façade de la maison voisine a été pratiquement réédifiée au XIX^e siècle, de même que celle de la maison vendue à Jean Marchais-Langagnerie, qui compte aujourd'hui trois étages. Sa jumelle est à peu près conservée en état, elle ne manque pas d'originalité. Large de deux travées et haute de deux étages elle présente, malgré sa date de construction, des baies couvertes en arc segmentaire, à chambranle mouluré. Des corps de moulures séparent les niveaux entre eux. Au rez-de-chaussée le parement du mur est à bossages, aux étages à bossages continus. Des modillons à glyphes et besants soutiennent les appuis très saillants des fenêtres du premier étage | 95 |.



95 | Rue Fondaudège, façade de la maison de Michel Laclotte, détail.

6. A. D. Gironde, 3 E 13252, 24 mars 1767.

7. A. D. Gironde, 3 E 6229, 15 août 1769.

8. A. D. Gironde, 3 E 5922, 14 mars 1770.

Le lotissement des terrains Duplessy

La vente de la maison Duplessy et le projet de nouvelle voirie

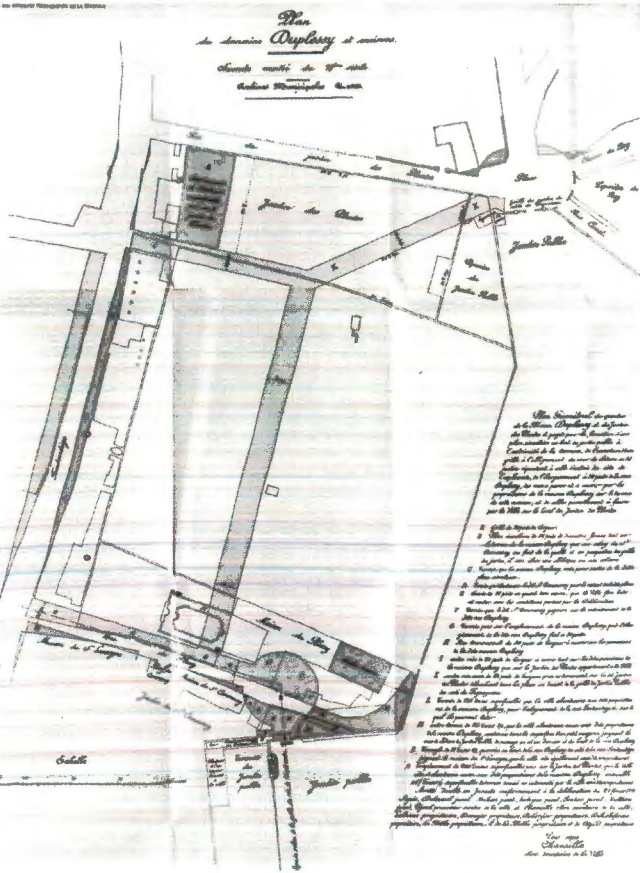
L'ingénieur du Roi et architecte Pierre Michel-Duplessy fit bâtir vers 1680 sa maison de campagne dans un enclos de quelques journaux, en bordure et au nord du chemin du Médoc, qui le séparait des vastes ruines du Palais Gallien, et à l'ouest du chemin rural de Pradets, future rue Duplessy, qui conduisait vers la seigneurie du même nom, située à l'entrée du quartier des Chartrons. Dans le dernier tiers du XVIII^e siècle, les héritiers de l'architecte doivent pour des raisons économiques se résoudre à se séparer du petit domaine de leur aïeul.

À cette époque, la création de la place et des allées de Tourny, qui relie désormais la rue Fondaudège au cœur de la cité, celle du Jardin Public et du Jardin des Plantes, qui sont limitrophes de la maison Duplessy au nord et à l'ouest, l'entreprise du lotissement du jardin de la faïencerie Hustin, ont bouleversé la topographie du quartier, et surtout conféré une valeur nouvelle à la vieille maison de campagne et aux vastes terrains qui en dépendent.

Le 8 juillet 1769 Jeanne-Marie-Françoise de Chazot, veuve de Claude « Duplessy Michel », et ses deux héritières, Elisabeth mariée à François-Eymeric de Cursol et Jeanne-Victoire, vendent par indivis « toutes les maisons, jardins, verger, parterre, échoppes et emplacement, appartenances et dépendances [...] situés dans le fauxbourg Saint Seurin de la présente ville, confrontant du midi avec la grande rue Fondaudège, dudit fauxbourg Saint Seurin, du nord avec le Jardin public, muraille appartenante aux lieux vendus, entre deux du levant avec la rue duplessy anciennement nommée la rue de pradets, et du couchant avec le jardin des plantes, et ruelle qui y conduit, fermée par une porte sur la rue Fondaudège, muraille appartenante en entier aux lieux vendus ». De la maison de Pierre Michel, bâtie au bord de la rue qui porte aujourd'hui le nom de ses descendants, n'existe aucune représentation. Elle consistait en un corps de logis couvert d'une toiture à brisis, son ornement le plus célèbre était une galerie abritant des collections et une bibliothèque. Une cour d'honneur la précédait, une autre cour, de commons celle-ci, la séparait des jardins et du vignoble. Des bâtiments agricoles se dressaient le long de la rue Fondaudège⁹. Les lieux désignés dans l'acte de vente correspondent à la presque totalité de l'espace compris à l'heure actuelle entre la clôture du Jardin Public au nord, la rue Fondaudège au sud, la rue Duplessy à l'est, et à l'ouest une ligne parallèle à l'actuelle rue Francis-Martin, dont l'ancien nom de rue du Jardin-des-Plantes indique qu'elle longeait alors cet établissement, ligne prolongée jusqu'au Jardin Public. L'ensemble vendu, situé pratiquement en entier dans la censive du chapitre de Saint-Seurin, est cédé pour la somme de cent mille livres à une compagnie de onze spéculateurs¹⁰. Le négociant Marc Kirwan, les avocats au Parlement Laurent Lalanne, Alexis Dubergier et Guillaume Duvergier, le contrôleur des Guerres Pierre-Simon Brun deviennent chacun propriétaire d'un dixième du vieux domaine, deux autres avocats, les frères Simon-Antoine-Delphin et Alexis de Lamothe, en acquièrent solidairement un dixième et demi, tout comme le négociant Jean Valetton de Boissière et son gendre Pierre-Nicolas de Lisleferme. Enfin un dernier avocat et écuyer, Pierre de Cazalet s'est associé au receveur des Fermes Pierre-Éloi Doazan pour acheter les deux dixièmes restants.

9. SARTHOULET-MASSAT, Madeleine. *Pierre Michel, sieur Duplessy*. ..., p. 136.

10. A. D. Gironde, 3 E 21579, 8 juillet 1769. Document signalé et analysé dans : ROUSSELOT, M. *Documents relatifs aux embellissements de Bordeaux au XVIII^e siècle*..., p. 362-363.



96 | Plan du domaine Duplessy.

Dès le début de l'année 1770, les onze possesseurs indivis et le procureur de la ville se concertent sur la possibilité d'ouvrir de nouvelles voies dans la propriété des premiers. Il faut s'entendre pour arriver à trouver une solution qui servirait aussi bien leurs intérêts que ceux du public. Le 14 août sont exposées en Jurade les offres faites par le corps de ville aux propriétaires de Duplessy, ainsi que les demandes formulées par ces derniers, en échange de la transformation d'une surface non négligeable de leur terrain en rues¹¹. Le 21 février 1771 les Jurats, « réunis en conclave », approuvent le plan d'aménagement du nouveau quartier, ainsi qu'une convention en quinze points réglant les transferts de propriété qu'il appelle. La réalisation du futur lotissement doit entraîner l'élargissement de la rue Duplessy à vingt-quatre pieds, la création de deux places circulaires aux portes du Jardin Public, les actuelles places Bardineau et de Longchamps, le percement d'une voie de trente pieds de large dans le prolongement de la rue de la Trésorerie. Il s'agit de la rue Saint-Laurent qui va rejoindre la place de Longchamps. Enfin une autre rue de même largeur, celle du Réservoir, va relier cette rue Saint-Laurent à la rue Duplessy. D'est en ouest elle partage en deux les fonds à lotir. En contrepartie de la cession des terrains nécessaires à l'ouverture de ces places et rues, la ville

délaisse aux propriétaires de Duplessy près de quatre cent soixante-dix toises carrées. Elles se répartissent en une bande de terrain en bordure de la rue Fondaudège, un lot de forme complexe situé entre la place Bardineau et le Jardin Public, sur lequel va être plus tard construit l'hôtel de Lisleferme, et un dernier terrain, situé entre les rues Saint-Laurent et du Jardin des Plantes, distrait de ce Jardin des Plantes que la ville s'engage à transférer dans les meilleurs délais vers un lieu non encore déterminé¹² | 96 |.

L'acquisition Boissière-Brun, la patiente immixtion des Laclotte dans le lotissement et le percement de la rue portant leur nom

La mise en œuvre de ces plans se heurte à une difficulté majeure. La situation de la maison Duplessy, placée sur le côté occidental de la rue du même nom, ne permet le percement de la rue du Réservoir qu'à la condition de sacrifier son beau jardin régulier. Ceci entraînerait l'isolement de la fontaine qui en orne la partie méridionale, entre la rue Fondaudège et celle du Réservoir, dont le nom se justifiait par la présence d'un vaste réservoir destiné à alimenter cette fontaine. Depuis 1767 le célèbre restaurateur Bardineau est locataire de la maison Duplessy, il y a installé son établissement sur un grand pied¹³. Il l'a de plus agrandi d'une « *salle neuve* », au nord du principal corps de bâtiment¹⁴.

11. ROUSSELOT, M. *Documents relatifs aux embellissements de Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 363-365.
12. ROUSSELOT, M. *Documents relatifs aux embellissements de Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 365-368 et pl. II.
13. SARTHOULET-MASSAT, Madeleine. *Pierre Michel, sieur Duplessy...*, p. 136.
14. Cette salle est clairement indiquée sur le plan.

Il n'est donc pas plus possible de chasser Bardineau que de le priver d'un jardin qui forme l'un des attraits de son établissement, du moins tant que son bail n'arrive pas à son terme, fixé au mois de mai 1774.

Cet état de fait bloque les opérations de lotissement jusqu'à cette date. De toute manière la partition en onze lots d'égale valeur d'une propriété telle que Duplessy pose de tels problèmes que ses divers propriétaires reconnaissent que le partage ne peut se faire de manière satisfaisante sans admission d'étrangers. Ils décident d'un commun accord de régler la question en procédant à une vente sur licitation. Le 26 mars 1774 Jean Boissière et Pierre-Simon Brun se portent acquéreurs, pour la somme de soixante-dix mille livres, de la maison Duplessy, de son jardin et de tous les terrains de l'ancienne propriété qui vont se trouver au nord de la rue du Réservoir, après son ouverture¹⁵.

Loin de mettre un terme à la location de leur nouvelle maison, Boissière et Brun semblent avoir concédé un nouveau bail en faveur de Bardineau. C'est du moins ce que l'on peut penser, sachant qu'en 1775 Étienne Laclotte réalise des travaux dans cette demeure pour le compte du restaurateur¹⁶. Avant cette date ce même Étienne, qui réside à quelques pas de là, rue Fondaudège, et qui en 1773 édifie la petite maison qui fait l'angle oriental des rues Duplessy et Fondaudège pour le négociant Jean Lavergne¹⁷, n'a pas pu ignorer les menées des spéculateurs sur le domaine, ni manquer de s'y intéresser. Le 22 septembre 1774 en compagnie de son frère Jean il achète, pour la somme de quatorze mille cinq cents livres, aux associés Cazalet et Doazan leurs terrains propres et les parts de l'indivision régnant encore entre les copropriétaires de Duplessy, après la soustraction du lot adjudgé à Jean Valetton de Boissière et Pierre-Simon Brun. Les premiers consistent en deux emplacements de cinq cent cinq toises carrées, faisant façade sur la rue Fondaudège, et les secondes en deux dixièmes de tous les autres terrains restant encore à partager, situés pour l'essentiel en bordure de la rue Saint-Laurent¹⁸.

Comme à l'accoutumée, dans le cas de transactions immobilières effectuées sur le territoire de la paroisse Saint-Seurin par les architectes du chapitre, ce dernier leur accorde la remise de la moitié des lods et ventes. Cela pour une fois pose des difficultés, car le fermier du Domaine entend quant à lui recevoir la taxe revenant à son administration sur la totalité des lods et ventes. Un malentendu sur le sujet occasionne un différend entre les Laclotte et le chanoine Boyer¹⁹. On en vient même à communiquer par sommations, mais l'affaire reste cependant sans suite, elle est trop négligeable pour provoquer une véritable brouille entre le chapitre et les Laclotte²⁰.

Plus tard, alors que le tracé définitif des voies desservant le lotissement a été adopté, et celui-ci mis en œuvre par ses différents propriétaires au moyen de la vente de certains de leurs terrains, les Laclotte prennent de nouveaux intérêts dans l'affaire. Le 16 décembre 1777 ils acquièrent de Messieurs Boissière, de Lisleferme et de Lamothe un emplacement qui s'étend de la rue Fondaudège à celle du Réservoir. Il leur en coûte trois mille deux cents livres²¹. Enfin, en 1781 et 1785, ils deviennent propriétaires des lots que deux de leurs « associés » conservent encore à ces époques. Guillaume Duvergier cède pour

15. ROUSSELOT, M. *Documents relatifs aux embellissements de Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 370-372.
16. A. D. Gironde, 6 I 53. D'après une sentence arbitrale du 25 ventôse an III, Dumaine avait livré la ferrure de quatorze paires de contrevents sur l'ordre d'Étienne Laclotte pour la maison Duplessy et pour le compte de Bardineau.
17. A. D. Gironde, 3 E 7473, 25 novembre 1774.
18. A. D. Gironde, 3 E 20582, 22 septembre 1774.
19. Il s'agit du chanoine Antoine Boyer ou Boyé qui fut receveur du chapitre de Saint-Seurin entre 1769 et 1790, voir A. D. Gironde, G 1482 à 1519.
20. A. D. Gironde, 3 E 20583, 5 mai 1775.
21. A. D. Gironde, 3 E 20588, 16 décembre 1777.

la somme de sept mille cinq cents livres celui qu'il a acheté en 1769, également situé entre les rues Fondaudège et du Réservoir²² ; quant à Pierre-Simon Brun auquel ne reste que la moitié du sien, de quarante pieds de façade sur la rue du Réservoir, il s'en sépare pour quatre mille quatre cents livres²³. Ces terrains encadrent et jouxtent celui que les Laclotte ont précédemment acquis de Cazalet et Doazan.

Les limites du fonds propre constitué patiemment par les frères Laclotte auraient pu être précisées aisément si le plan de partage du lotissement, qui se trouvait joint à l'acte du premier achat qu'ils firent du terrain de Messieurs Doazan et Cazalet, n'avait pas disparu du registre des minutes de Maître Barberet, dans lequel il se trouvait conservé. On peut néanmoins deviner, à la lecture des confronts des actes de vente des lots composant ce lotissement, que ce fonds occupait une large partie du terrain rectangulaire compris entre les rues Fondaudège, Duplessy, du Réservoir et Saint-Laurent. C'est au centre que les deux frères vont ouvrir l'étroite rue qui porte leur nom et joint à la rue Fondaudège celle du Réservoir. La permission, qu'ils n'ont pas manqué de demander et d'obtenir pour ce faire, n'est malheureusement pas conservée dans le fonds du Bureau des finances. Elle est toutefois accordée avant le 10 juin 1784, à cette date Étienne et Jean vendent un terrain « avec un commencement de bâtisse », situé à l'angle de cette nouvelle voie et de la rue du Réservoir²⁴.

Des investissements à long terme

La vente des terrains du lotissement Duplessy, indivis entre les acquéreurs ou appartenant en propre aux Laclotte, s'est échelonnée sur une vingtaine d'années. Il faut cependant noter que lors de la liquidation de la dernière société ayant existé entre Jean et Étienne, intervenue en avril 1793, cette société conservait encore dans le quartier des biens non encore vendus ni partagés. Il s'agissait de plusieurs emplacements, de deux magasins, deux remises et une manufacture de chapeaux rue du Réservoir, d'une boulangerie rue Duplessy, et enfin rue Laclotte d'une maison, une écurie et une échoppe²⁵, cette dernière est vendue en 1795 au tailleur de pierre François Sibert²⁶.

Dans les premières années ce sont principalement des voisins et des artisans qui s'intéressent au lotissement. Ils préfèrent apparemment sa partie occidentale, entre les rues Saint-Laurent et du Jardin-des-Plantes. Les terrains y sont de taille réduite, et leur prix peu élevé. En 1777, le marchand Jean Dumeau, qui habite l'angle des rues Fondaudège et du Jardin-des-Plantes, achète pour mille six cents livres deux emplacements de près de soixante-dix toises carrées. Ils font façade sur cette dernière rue et jouxtent sa propre maison²⁷. Le 7 juillet de la même année, le maître boulanger-canaulier Jean Pagès acquiert pour mille quatre cents livres un emplacement, large de vingt pieds et s'étendant de la rue Saint-Laurent à celle du Jardin-des-Plantes²⁸. Quelques jours plus tard, c'est au tour du maçon Pierre Lachaume de devenir propriétaire pour six cent quatre-vingt-dix livres d'un autre emplacement, de vingt pieds de large et profond de soixante-

trois, situé sur le côté occidental de la rue Saint-Laurent²⁹. Toujours en 1777 et le 16 décembre, l'appareilleur Jean Burdon, dit Lapierre, ainsi qu'un autre maçon nommé André Vauzelle, font chacun l'acquisition pour six cent soixante livres d'un terrain de vingt pieds de façade sur la rue Saint-Laurent et profond de soixante-trois pieds³⁰.

Dans la partie orientale du lotissement, rue Fondaudège et vers la rue Duplessy, où se trouvent les lots les plus importants, les nouveaux propriétaires sont plutôt des spéculateurs. La plupart tirent leurs revenus du commerce. Pour deux mille deux cents livres, le négociant des Chartrons Guillaume Pick achète en 1775 un emplacement. Large de vingt et un pieds et profond de cinquante, il se trouve à l'angle des rues Duplessy et Fondaudège³¹. En 1776 est vendu au grand négociant Jean-Jacques Heusler, pour quatre mille trois cent quatre-vingt-neuf livres, un vaste terrain de quarante-six pieds de façade sur la rue Duplessy³², il va le céder en 1781 à son voisin, le maître de pension Joseph Bullotte. En mai 1776, Françoise Thomas-Martin acquiert pour trois mille cinq cent quatre-vingt-sept livres un emplacement large de vingt-huit pieds. Il s'étend de la rue Fondaudège à la rue du Réservoir³³. Sept ans plus tard, après y avoir fait bâtir une maison, cette personne l'échange avec Michel Laclotte contre une autre maison de la rue Notre-Dame³⁴. Le 16 décembre 1777, le négociant Isaac Tarteiron paie deux mille huit cent quatre-vingts livres un terrain de quatre-vingts toises carrées. Sa façade, large de quarante pieds, se trouve sur la rue Fondaudège³⁵. Il fait construire là deux maisons de rapport. Michel Villard, un autre négociant fait démolir la vieille maison, ancienne dépendance de Duplessy en bordure de la rue Fondaudège, qu'il a achetée en 1778 à Pierre-Simon Brun. Il lui substitue de nouvelles constructions³⁶.

Les terrains les plus difficiles à vendre semblent avoir été ceux de la rue du Réservoir. Le premier ne l'est qu'en décembre 1777 ; et il faut noter qu'il se situe à l'angle de la rue Saint-Laurent. Il s'agit d'un emplacement carré de quarante pieds de côté, qui coûte au maître carreleur Pierre Saussier la somme de mille quatre-vingt-treize livres³⁷. À partir de 1778, le lotissement Duplessy, comme tous ceux entrepris à cette époque, souffre du ralentissement général des affaires lié à la crise américaine. L'un des propriétaires, peut-être s'agit-il des Laclotte, propose un lot au public par voie de presse³⁸. Jean Laclotte offre l'année suivante à deux reprises « plusieurs maisons neuves et emplacements » rue Fondaudège³⁹. Il faut attendre deux ans pour que reprennent les ventes, et elles ne se succèdent pas à un rythme bien élevé. En janvier 1781 les Laclotte cèdent un terrain situé à l'angle oriental des rues Saint-Laurent et Fondaudège, sur lequel est bâtie une boulangerie et ses annexes, pour la somme de dix-huit mille cinq cents livres⁴⁰. Si l'acquéreur se trouve être bien sûr un maître boulanger, Jean Barreau, la plupart des autres acheteurs du lotissement sont maîtres dans des corporations liées au bâtiment ; ils réalisent

22. A. D. Gironde, 3 E 20595, 24 mars 1781.

23. A. D. Gironde, 3 E 20603, 1er mars 1785.

24. A. D. Gironde, 3 E 24282, 10 juin 1784.

25. A. D. Gironde, 3 E 31355, 11 avril 1793.

26. A. D. Gironde, 3 E 31364, 11 floréal an III (29 avril 1795).

27. A. D. Gironde, 3 E 7485, 7 mai 1777.

28. A. D. Gironde, 3 E 3 E 20588, 7 juillet 1777.

29. A. D. Gironde, 3 E 20588, 19 juillet 1777.

30. A. D. Gironde, 3 E 20588, 16 décembre 1777.

31. A. D. Gironde, 3 E 20584, 25 septembre 1775.

32. A. D. Gironde, 3 E 20585, 14 mars 1776.

33. A. D. Gironde, 3 E 5582, 2 mai 1776.

34. A. D. Gironde, 3 E 217191, 14 juillet 1783.

35. A. D. Gironde, 3 E 20588, 16 décembre 1777.

36. A. D. Gironde, 3 E 20589, 28 avril 1778.

37. A. D. Gironde, 3 E 20588, 16 décembre 1777.

38. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 16 juillet 1778 : « Emplacement de cent à cent quinze pieds de profondeur, sur vingt-un de largeur, rue du Réservoir, derrière le jardin de Bardineau, & joignant les écuries des sieurs Laclotte, à vendre : s'adresser à M. DUPRAT, Notaire, rue Sainte Catherine. »

39. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 12 août 1779, n° du 16 septembre 1779.

40. A. D. Gironde, 3 E 15031, 8 janvier 1781.

là des investissements prudents. Le 16 juin 1780 le maître charpentier de haute futaie Arnaud Robert est devenu propriétaire d'un terrain faisant façade sur les rues Fondaudège et du Réservoir, large de vingt pieds et long de cent, pour mille cinq cents livres⁴¹. À la fin de l'année 1782, c'est le maître menuisier Jean Jatz qui achète rue du Réservoir un lot de vingt et un pieds de large et profond de soixante-douze pieds, il lui en coûte mille deux cent soixante livres⁴². En mai 1783 le maître charpentier Pierre Coutaud achète à son tour l'emplacement voisin, de mêmes dimensions. Michel Laclotte, qui l'avait précédemment acquis des copropriétaires de ses frères, le lui cède pour seulement onze cents livres⁴³. L'année suivante, Marie-Louise, qui n'a pas de nom de famille et que son notaire désigne sous la qualité de « *négresse libre* », achète l'emplacement situé à l'angle oriental des rues du Réservoir et Laclotte, une maison y est alors en partie construite⁴⁴.

Après 1785 les frères Laclotte ne vendent plus dans le lotissement Duplessy qu'une échoppe, d'une valeur de sept mille livres avec le fonds, bâtie par leurs soins dans la rue portant leur nom, au maître cordonnier Pierre Fauchey⁴⁵, ainsi qu'un emplacement de vingt pieds de large s'étendant entre les rues Fondaudège et du Réservoir, cédé pour trois mille livres à leur ami et associé l'architecte Jean Martin⁴⁶. Si à cette époque la vente des lots semble marquer définitivement le pas, il règne dans le quartier une activité importante en ce qui concerne la construction. Les investisseurs des années précédentes se décident à bâtir sur leurs terrains. Le Bureau des finances accorde en février 1785 à Jean Jatz les permission et alignement pour construire une maison sur son terrain de la rue du Réservoir⁴⁷. Pierre Coutaud est autorisé deux ans plus tard à élever une petite maison sur le lot voisin⁴⁸. Les acquéreurs de terrains appartenant aux Laclotte ne sont pas les seuls à entreprendre des constructions. En 1786, François-Hilaire de Bacalan fait édifier deux maisons rue du Réservoir, autorisation lui en a été octroyée l'année précédente⁴⁹. Au printemps de 1787, un propriétaire du lotissement propose en location par deux fois, dans le *Journal de Guienne*, une maison neuve située rue du Réservoir⁵⁰. À la même époque, Pierre-Romain-Nicolas de Lisleferme reçoit la permission de faire élever une grande bâtisse à trois façades ; elle se trouve à l'angle formé par les rues du Réservoir et Duplessy et la place Bardineau, pour cette construction il doit respecter l'alignement courbe donné par le Bureau des finances⁵¹.

Un lotissement concerté dû aux Laclotte ?

La question peut se poser de savoir s'il exista un projet d'ensemble concerté pour le lotissement Duplessy, du moins dans sa partie occidentale. Les archives des Trésoriers de France n'en gardent pas la trace, mais certains indices pourraient le laisser supposer.

En 1776 les Laclotte louent au maître boulanger Pierre Foucaud la boulangerie, située à l'angle des rues Saint-Laurent et Fondaudège, qu'ils viennent d'édifier⁵². Le

18 mars 1779 le maître boulanger-canaulier Jean Pagès reconnaît leur devoir quatre mille cent trente-sept livres pour le prix de la construction de sa maison, qui porte aujourd'hui le numéro 9 de la rue Saint-Laurent, bâtie sur un terrain acheté l'année précédente⁵³. En 1784 Étienne et Jean Laclotte s'engagent à achever la bâtisse entreprise sur le terrain vendu à Marie-Louise⁵⁴. Trois ans plus tard c'est encore à un boulanger, Jean Barreau, qu'ils vendent l'échoppe et l'écurie bâties par eux rue Saint-Laurent⁵⁵. Les deux frères ne se contentent pas de construire sur des fonds leur appartenant ou vendus par leurs soins. En 1775 le serrurier Jacques Bigot travaille pour eux à la maison du nommé Charles Arnuche et à celle qui lui est mitoyenne⁵⁶. Il s'agit des numéros 125 et 127 de la rue Fondaudège. Cette dernière maison se trouve édifiée sur un terrain acheté à Messieurs Boissière, de Lisleferme et de Lamothe le 20 février 1775⁵⁷. La même année, le 16 décembre, le vigneron Guillaume Barbot acquiert des mêmes propriétaires un emplacement de vingt pieds de large sur quarante de profondeur, du côté oriental de la rue Saint-Laurent. Les Laclotte s'engagent à y construire une petite maison⁵⁸. Cet édifice n'étant élevé sur la rue que de onze pieds, ils peuvent s'engager à le construire avant la fin du mois de mars suivant. L'ordonnance municipale du 15 janvier 1771, qui interdit de travailler pendant l'hiver, ne concerne que les constructions excédant douze pieds de hauteur. En 1778 les Laclotte reconnaissent avoir reçu d'Isaac Tarteiron quatorze mille cinq cents livres pour prix de l'édification de deux petites maisons sur le lot qu'il a acquis en 1777⁵⁹. Il s'agit de celles qui portent les numéros 129 et 131 de la rue Fondaudège, voisines de la boulangerie louée à Pierre Foucaud.

On observe des caractères architecturaux et décoratifs communs à ces édifices, dont les auteurs avérés sont les Laclotte, mais également à certains autres, dont rien n'interdit de penser qu'ils ont été aussi bâtis par eux. À l'angle des rues Saint-Laurent et Fondaudège la boulangerie de Foucaud, les maisons d'Isaac Tarteiron sont ou étaient toutes à trois travées et un étage. Les fenêtres de cet étage, toutes de dimensions égales, présentent un chambranle mouluré à fascies, une fine corniche surmonte certaines. Tous les rez-de-chaussée ont été modifiés plus ou moins récemment. Plus loin dans cette même rue Fondaudège, aux numéros 113, 115 et 117, les deux premières maisons encadrant l'entrée de la rue Laclotte, ouverte sur les terrains des deux frères, on retrouve à l'étage des fenêtres semblablement décorées. Au numéro 117 le rez-de-chaussée est conservé dans son état d'origine au-dessus des premières assises, de profonds refends délimitent des bossages continus et soulignent l'appareillage de la plate-bande couvrant la porte, ainsi que celui de la baie en anse de panier qui forme l'ouverture de la boutique, ici heureusement préservée. On retrouve ce même type de baies aux étages de certaines maisons de la rue du Réservoir. Quant aux bossages en table et aux refends marquant les plates-bandes qui couvrent les portes et fenêtres des rez-de-chaussée, on observe également leur présence sur nombre de maisons du lotissement, comme celles de Marie-Louise ou de Jean Pagès.

S'il exista un projet de lotissement concerté, ou si plus simplement se manifesta la volonté de construire des habitations dans un même « esprit » de décoration, ils ont été abandonnés, vraisemblablement en raison de la lenteur avec laquelle ont été vendus les

41. A. D. Gironde, 3 E 7496, 16 juin 1780.

42. A. D. Gironde, 3 E 15420, 18 décembre 1782.

43. A. D. Gironde, 3 E 48569, 13 et 16 mai 1783.

44. A. D. Gironde, 3 E 7496, 10 juin 1784.

45. A. D. Gironde, 3 E 20605, 15 avril 1786.

46. A. D. Gironde, 3 E 20605, 16 mars 1786.

47. A. D. Gironde, C 4231, 4 février 1785.

48. A. D. Gironde, C 4235, 20 avril 1787.

49. A. D. Gironde, C 4234, 20 décembre 1785.

50. *Journal de Guienne*, n° du 8 et du 16 mai 1787.

51. A. D. Gironde, C 4236, 9 juin 1787.

52. A. D. Gironde, 3 E 20586, 7 septembre 1776.

53. A. D. Gironde, 3 E 7492, 18 mars 1778.

54. A. D. Gironde, 3 E 7496, 10 juin 1784 et 2 E 1606.

55. A. D. Gironde, 3 E 48582, 22 décembre 1787.

56. A. D. Gironde, 5 I 201.

57. A. D. Gironde, 2 C 478.

58. A. D. Gironde, 3 E 20660, 16 décembre 1775.

59. A. D. Gironde, 3 E 20589, 28 avril 1778.

lots de Duplessy. Les Laclotte eux-mêmes lorsqu'ils construisent leurs dernières maisons dans le lotissement ne respectent plus les modèles qu'ils semblent avoir donnés dans les années 1770. En germinal an II, Étienne Laclotte rachète à Jeanne Cazenave, veuve du boulanger Jean Fauché, la maison construite par ses propres soins l'année précédente à l'angle occidental des rues Fondaudège et Saint-Laurent⁶⁰. Cette grande bâtisse à trois niveaux présente deux travées en façade sur la rue Fondaudège et sept en retour sur la rue Saint-Laurent. Pour tout décor, un tableau rectangulaire orné de larges et profondes cannelures règne au-dessus de chacune des hautes et étroites baies des étages, toutes encadrées d'un bandeau plat. L'année suivante il vend une échoppe de la rue Laclotte au tailleur de pierre François Sibert⁶¹, aucune des constructions se trouvant dans cette voie ne possède de décor d'architecture semblable à celui des premières maisons bâties dans le lotissement.

Des constructions attribuables aux Laclotte

Étienne et Jean Laclotte ne se contentent pas d'édifier de modestes maisons dans le lotissement Duplessy. Bien sûr, dans sa partie la plus élégante, l'hôtel le plus prestigieux du quartier est bâti vers 1780 par l'architecte de la ville, Richard-François Bonfin, pour Nicolas de Lisleferme⁶². C'est probablement ce même Bonfin qui élève, en 1787 et pour le même maître d'ouvrage, la belle maison qui forme le coin des rues du Réservoir et Duplessy et de la place Bardineau. Cependant plusieurs autres constructions importantes peuvent être attribuées aux Laclotte. En premier lieu, on l'a vu, ils sont probablement responsables de l'agrandissement et de la transformation de la maison Duplessy en « *maison Bardineau* », à laquelle travaillait sous leurs ordres le serrurier Dumaine en 1775.

Au mois de septembre 1780, le « *professeur d'éducation* » Jacques-Joseph Bullotte, maître de pension dont l'établissement d'enseignement attire les enfants des familles les plus en vue de la ville⁶³, achète, moyennant le versement d'une rente viagère annuelle de trois cent quarante-huit livres à Jean Boissière, un terrain de près de cent trente toises carrées, long de plus de soixante pieds sur la rue Duplessy⁶⁴. Le 11 avril suivant, il emprunte vingt-cinq mille livres à Jean Boissière, qu'il remet le jour même à Jean Laclotte « *à compte et à valoir sur le prix de l'entreprise faite par ledit Sieur Laclotte verbalement convenue entre luy et ledit Sieur Bullotte, d'une grande maison située audit bourg Saint Seurin, rue Duplessy, près le Jardin Public que ledit Sieur Laclotte est à meme d'édifier et construire pour ledit sieur Bullotte...* »⁶⁵. Cette construction, qui porte aujourd'hui le numéro 7 de la rue Duplessy jouxtait la fontaine de l'ancienne maison de campagne, elle était en partie édifiée sur son réservoir.

Toujours en 1781, Jacques-Joseph Bullotte se rend acquéreur de deux emplacements, voisins de celui sur lequel il fait édifier sa demeure. Il s'agit de ceux qu'avait achetés en 1776 Jacques Heusler. Il les lui cède contre une rente viagère annuelle de trois cent sept livres⁶⁶. Entre 1781 et 1785, le maître de pension commande aux Laclotte la

construction de deux maisons sur ces emplacements, maisons de moyenne importance puisqu'elles devaient coûter vingt-cinq mille livres chacune. Pressé par des difficultés financières, Bullotte est contraint en avril 1785 de revendre ces deux emplacements, ceci afin d'éteindre la rente contractée en faveur de Jacques Heusler. Ses acheteurs, les négociants Jacques et Gabriel-Nicolas Cochon, ainsi que leur beau-frère aussi négociant, Jean-Baptiste Sabourin, reprennent par contrat ses engagements envers les Laclotte, concernant les maisons à bâtir⁶⁷. À peine un peu plus d'un mois après la vente, une ordonnance du Bureau des finances autorise la construction des habitations de Sabourin et des Cochon⁶⁸. Ce sont celles qui portent aujourd'hui les numéros 3 et 5 de la rue Duplessy.

Faubourien et excentré lors de sa création, le lotissement Duplessy est devenu au XIX^e siècle l'un des quartiers les plus prisés de Bordeaux. Proche du cœur de la ville, dans son extension contemporaine, que tout un chacun s'accorde à situer dans le fameux « triangle » que délimitent les cours de l'Intendance, Clemenceau et les allées de Tourny, placé aussi à proximité du Jardin Public et de la place des Quinconces, ce quartier possédait tous les atouts pour se transformer en un des lieux les plus résidentiels de la ville. Cette transformation n'a malheureusement pas eu que des conséquences heureuses sur les édifices, qu'ils soient prestigieux ou modestes, qui le composaient à l'origine. Exhaustement des maisons destinées lors de leur construction à de simples artisans et qu'il fallut agrandir, remise au goût du jour des décors intérieurs mais aussi des façades, pour ne parler que des transformations les plus visibles, ont affecté la quasi totalité des constructions. De celles destinées à des artisans, seules les maisons de Jean Fauché et de Jean Pagès, aux numéros 135 de la rue Fondaudège et 9 de la rue Saint-Laurent, paraissent extérieurement à peu près dans leur état initial, bien que la dernière ait été exhauscée d'un niveau. Quant aux « belles » maisons de la rue Duplessy, elles n'ont pas plus été épargnées. La maison Bardineau disparut à l'occasion d'une opération immobilière menée par Jean-Nicolas de Lisleferme, Pierre-Nicolas de Lisleferme et l'architecte Joseph Thiac, qui fut à l'origine du percement de l'actuelle rue Émile-Zola⁶⁹. La grande demeure de Monsieur Bullotte n'est restée sa propriété que jusqu'en 1788. De nouveau en proie à des difficultés, il la revendit pour soixante mille livres à trois propriétaires : Pierre-Romain-Nicolas de Lisleferme, Hilaire de Bacalan son beau-frère et Jean Laclotte⁷⁰. Sa façade a été réédifiée dans la seconde moitié du XIX^e siècle et plus rien de celle-ci ne rappelle une œuvre des Laclotte. La maison voisine, des frères Cochon, a connu à la même époque un sort identique. Elle était semble-t-il jumelle de celle de leur beau-frère Sabourin, qui semble heureusement moins « restaurée » que ses voisines. Elle comporte trois travées de baies rectangulaires et s'élève aujourd'hui sur quatre niveaux. Au rez-de-chaussée seule la porte d'entrée, latérale, est en plein-cintre et inscrite dans un ébrasement concave. À l'étage trois hautes portes-fenêtres donnent sur un balcon continu, soutenu par de fortes consoles en forme de corbeau orné de glyphes et terminé par des gouttes. Des tables saillantes, à regulæ et couvertes de frontons cintrés surmontent ces portes-fenêtres en ressaut à chambranle mouluré. De semblables chambranles se retrouvent aux fenêtres du second étage. Celle du centre a été transformée dans la seconde moitié du XIX^e siècle en porte-fenêtre, ouvrant sur un balcon dont la mise en place entraîna la suppression du fronton

60. A. D. Gironde, 3 E 20622, 3 germinal an II (23 mars 1794).

61. A. D. Gironde, 3 E 31364, 11 floréal an III (29 avril 1795).

62. TAILLARD, Christian. *Bordeaux classique...*, p. 227-229.

63. LABADIE, Ernest. *Origines de la presse bordelaise...*, p. 43-44.

64. A. D. Gironde, 3 E 13069, 28 septembre 1780.

65. A. D. Gironde, 3 E 13070, 11 avril 1781.

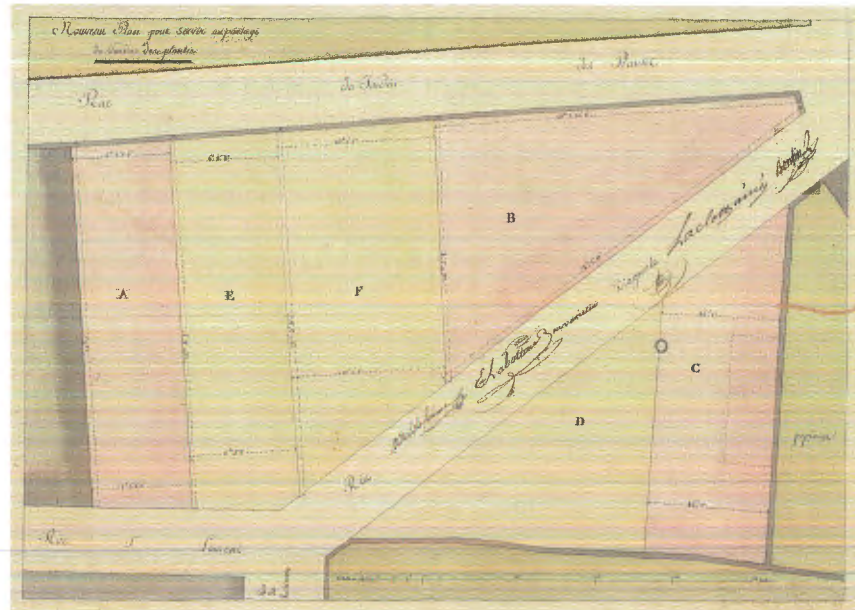
66. A. D. Gironde, 3 E 13070, 26 mai 1781.

67. A. D. Gironde, 3 E 17867, 11 avril 1785.

68. A. D. Gironde, C 4233, 31 mai 1785.

69. A. D. Gironde, 3 E 13086, 8 prairial an III (27 mai 1795).

70. BROUILLARD, Roger. *Les logis de Lacombe à Bordeaux...*, p. 122 note 1.



97 | 3 rue Duplessy, façade de la maison Sabourin.

98 | Plan de partage du Jardin des plantes.

de la baie qu'il surmonte. Au-dessus d'un entablement éclectique, le comble couvert d'un toit à brisis prend le jour par des lucarnes, tous ces éléments doivent dater de la même époque que le balcon du second étage [97].

L'agrandissement du lotissement Duplessy aux terrains du Jardin des Plantes

On se souvient que dès 1771 les autorités municipales avaient accepté le principe du déplacement du Jardin des Plantes. Sa présence interdisait le percement de la partie septentrionale de la rue Saint-Laurent. Ce déplacement et l'ouverture de la rue Saint-Laurent intervinrent vraisemblablement assez tôt. Pourtant les terrains de l'ancien jardin ne furent vendus aux enchères par la ville que le 5 janvier 1783. Les adjudicataires indivis de ce fonds, séparé en deux parties par la rue Saint-Laurent, sont au nombre de cinq. Les négociants Isaac Mirieu de Labarre et Étienne Labottière en achètent chacun un quart, tandis que les architectes Étienne Laclotte et Richard-François Bonfin, ainsi que Jean Valeton de Boissière, se rendent chacun acheteur d'un sixième. Quelques mois après cette adjudication, les nouveaux propriétaires des terrains du jardin procèdent officiellement à leur partage. À l'ouest de la rue Saint-Laurent sont délimités, entre cette voie et la rue du Jardin-des-Plantes qui forment un triangle du côté de la place de Longchamps, quatre terrains. Ils font suite à ceux déjà cédés par la ville en 1771, le long de la rue Fondaudège. Ils deviennent respectivement propriété de Messieurs Labottière, Bonfin, Laclotte et Mirieu de Labarre. À l'est de cette même rue Saint-Laurent, dans le triangle qu'elle détermine avec les clôtures du Jardin Public et celles de la propriété Boissière-Lisleferme sont tracés deux lots. Ils reviennent l'un à Jean Valeton de Boissière et l'autre plus proche du Jardin Public à Étienne Labottière [98]. Ce partage qui prend effet dès 1784 n'est entériné par traité devant notaire que durant l'été 1788. L'accord est signé entre les divers acquéreurs ou leurs ayants droit. Dans l'intervalle en effet, François Lhôte a acheté son terrain à Isaac Mirieu de Labarre, tandis que les enfants de Pierre-Romain de Lisleferme ont hérité celui de feu leur grand-père Valeton de Boissière ⁷¹.

71. A. D. Gironde, 3 E 17875, 31 juillet 1788.

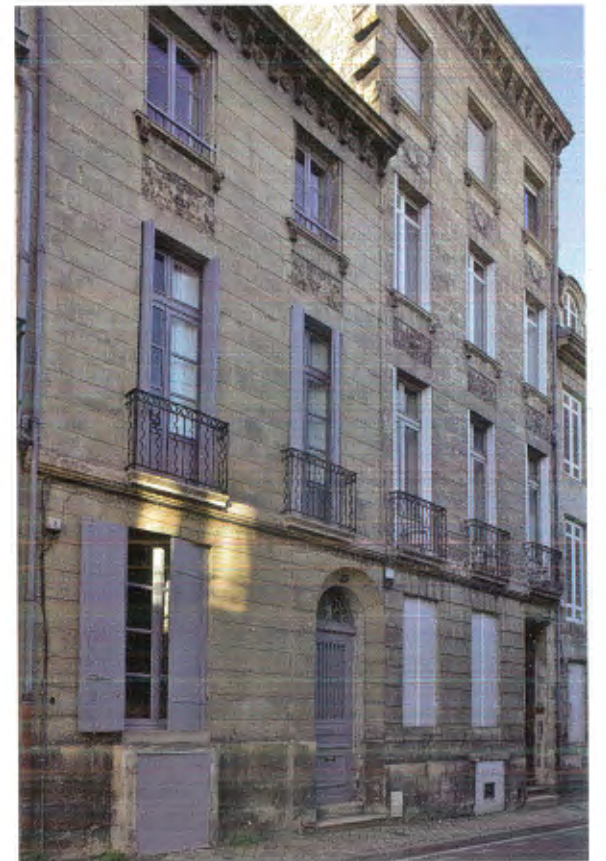
Avant même que ne soit passé cet acte il semble que plusieurs constructions s'élevaient déjà sur les emplacements faisant façade sur la rue Saint-Laurent. Lors de sa signature, Étienne Labottière déclare résider dans cette dernière rue. Le 12 avril 1787, Étienne Laclotte vend pour trois mille cinq cents livres à André Queva, « sculpteur en marbre », un lot large de trente-huit pieds compris entre les rues Saint-Laurent et du Jardin-des-Plantes. Pour la somme de dix mille cinq cents livres, dont quatre mille doivent être payées par Queva dans les trois ans « en ouvrages de son état », il s'engage à y construire une maison ⁷². L'entreprise a pu débuter dès le 8 mai suivant, le Bureau des finances rend ce jour-là à son sujet une ordonnance d'alignement ⁷³. La maison Queva doit s'élever entre la vaste demeure appartenant à François Lhôte, dite « le Pavillon », et celle plus modeste du courtier Ferrière. Toutes deux sont déjà bâties à cette date. La première, connue aujourd'hui sous le nom de maison Lur-Saluces, du nom de ses propriétaires, correspond apparemment à la description qu'en donnait Lhôte pendant la Révolution, alors qu'il cherchait à la vendre : « ... une maison à trois étages, pavillon & jardin orné de charmille, gazons, jet d'eau & statues, & c. Le tout en un tenant isolé par deux rues & joignant la porte du jardin public du côté de l'allée des Noyers » ⁷⁴. L'immeuble de Monsieur Ferrière ne comporte que trois travées de baies rectangulaires en façade, seule la porte est en plein-cintre et s'ouvre dans une ébrasement concave de même forme. Deux des trois fenêtres de l'étage sont aujourd'hui transformées en portes-fenêtres donnant sur des balcons. L'étage de comble couvert d'une toiture à brisis a été également modifié, il prend le jour par des lucarnes couvertes en arc segmentaire.

Sur le lot vendu à André Queva se dressent aujourd'hui deux maisons portant les numéros 21 et 23 de la rue Saint-Laurent [99]. Celle de gauche ne compte que deux travées. Sous la fenêtre rectangulaire du rez-de-chaussée s'ouvre une descente de cave en forte saillie aux angles adoucis. La présence d'un ébrasement concave caractérise la porte d'entrée en plein-cintre. Au-dessus des premières assises montant jusqu'à hauteur d'appui, le parement du mur est à refends. Au premier étage, deux très hautes portes-fenêtres donnent sur de petits balcons, des tables fouillées ornées de griffons affrontés, sculptés en très bas relief, les surmontent. Au second étage l'appui mouluré et saillant des fenêtres repose sur des consoles en volutes. De gros modillons, eux aussi en forme de volute agrémentée d'écailles, entre lesquels se trouvent des patères, soutiennent une corniche très importante. La maison voisine présente des différences de structure notables : large de trois travées elle s'élève sur quatre niveaux. Le parement du mur a reçu le même traitement à refends. Au rez-de-chaussée s'ouvrent deux fenêtres et une porte, toutes trois rectangulaires, la descente de cave reste ici au nu du mur. On retrouve aux premier et deuxième étages des baies et leur décor semblables à ceux déjà décrits. Les fenêtres du

72. A. D. Gironde, 3 E 17870, 12 avril 1787.

73. A. D. Gironde, C 4236, 8 mai 1787.

74. Journal de Guéenne, n° du 5 août 1789 ; Journal de Commerce, de Politique & de Littérature, n° du 20 avril 1792.



99 | 21 et 23 rue Saint-Laurent, façade de la maison d'André Queva.

deuxième étage sont cependant plus hautes, de nouvelles tables fouillées les surmontent, ornées de couronnes de laurier. Des fenêtres semblables à celles du deuxième étage, mais moins hautes, éclairent le troisième étage. Au-dessus les mêmes modillons, patères et corniche complètent cette élévation.

Sur la foi d'une analyse stylistique basée essentiellement sur l'observation des vestiges des décors intérieurs de ces maisons, il a pu être conclu que celle portant le numéro 21, pourrait dater du début du XIX^e siècle, alors que sa voisine remonterait bien à 1787⁷⁵. Pourtant l'unité du matériau, l'unité et l'unicité du décor d'architecture peuvent laisser légitimement penser que les deux bâtisses furent élevées à la même époque, elles ne formaient alors qu'un seul immeuble. On pourrait s'étonner de voir un artisan faire bâtir une si grande demeure. L'acte notarié concernant sa construction précise bien qu'il s'agit là d'une maison et de ses dépendances. André Queva y exerçait son activité de statuaire, une partie des bâtiments abritait son atelier qui était important. On pourrait également s'étonner du fait qu'un édifice de cette relative importance n'ait coûté qu'une dizaine de milliers de livres. Le contrat ne contient aucune précision, mais il paraît vraisemblable que seul le gros-œuvre devait être fourni par les Laclotte, d'autant plus que le délai de moins de trois mois fixé pour la construction était extrêmement court. Au début du XIX^e siècle, sans doute alors que Queva avait abandonné ses activités, l'immeuble fut effectivement transformé en deux maisons séparées. C'est à cette époque que l'on bâtit l'escalier du numéro 21 qui se trouve entre les pièces en premier jour, adossé au mur mitoyen du numéro 23 et éclairé zénithalement par une verrière. C'est alors aussi, que l'on ouvrit la descente de cave du 23, alors que l'une de ses fenêtres se trouvait transformée en porte d'entrée, ce qui explique son excessive étroitesse. Ces deux maisons ne comptaient alors que deux étages, c'est en tout cas ainsi qu'elles sont décrites dans le cahier des charges de la vente sur licitation qui intervint en 1835 pour permettre à Queva de régler ses importantes dettes. L'ensemble n'ayant pu être vendu en un seul lot malgré le désir du tribunal, Monsieur Fabre, gendre du sculpteur failli, put racheter l'actuel numéro 21. Quant à la maison voisine, elle échut à un autre adjudicataire qui la fit exhausser sans doute peu après cette date⁷⁶.

L'habitude a été prise de désigner sous le nom de « *petit hôtel* » Labottière la maison d'Étienne Labottière, qui porte actuellement le numéro 13 de la rue Saint-Laurent, pour le distinguer de la maison de campagne voisine de ses cousins. L'hôtel d'Étienne fut édifié à une date inconnue, qui ne peut qu'être postérieure à janvier 1784, lorsque les adjudicataires du terrain de l'ancien Jardin des Plantes en firent le partage et antérieure à juillet 1788, lorsqu'ils entérinèrent ce partage, puisque son propriétaire y résidait alors.

Les frères Laclotte entretenaient avec les frères Labottière des relations amicales, rien ne prouve qu'elles s'étendaient à Étienne Labottière, négociant et cousin des deux derniers nommés. Elles existaient sûrement au niveau des affaires puisque les trois hommes s'étaient entendus au moins pour partager les terrains achetés en commun. Il semble qu'Étienne Labottière s'adressa à François Lhôte pour concevoir son petit hôtel, un dessin daté de 1786 conservé aux archives municipales le montre clairement⁷⁷. Sans doute ici encore les Laclotte agirent-ils comme entrepreneurs pour édifier cette demeure entre cour et jardin. ■

75. CALVIGNAC, Marie-Hélène. *Recherches sur les sculpteurs ornementistes Queva (1754-1844) et Bonino (1767-1852)*..., vol. 1, p. 34.

76. A. D. Gironde, Hypothèques, bureau de Bordeaux, transcriptions, vol. 672, n° 14.

77. A. M. Bordeaux, recueil 146, n° 138. Ce dessin a été découvert et identifié par Sylvain Schoonbaert.

CHAPITRE VI

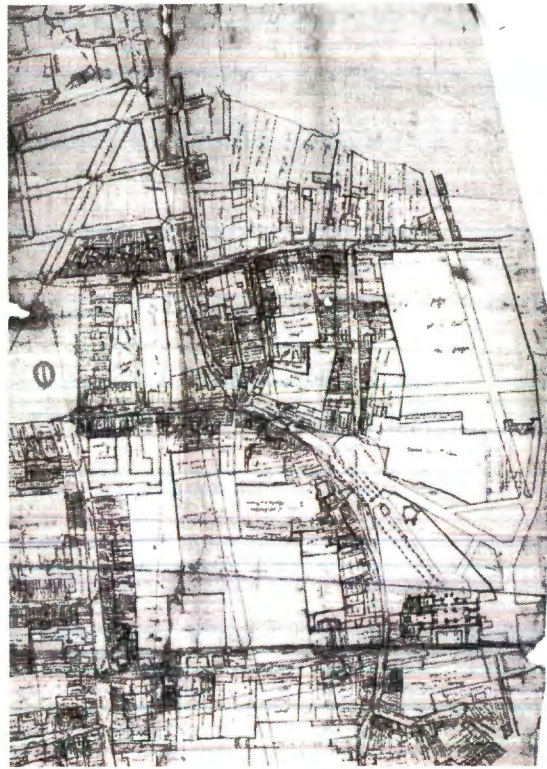
DE LA PLACE DAUPHINE
À LA PLACE DU PRADEAU

LA RUE JUDAÏQUE : LES PREMIERS ACHATS À LA CROIX DE SAINT-MARTIN – LES ORDINANTS ET LE LOTISSEMENT DE JEAN LACLOTTE – LE LOTISSEMENT CASTELNAU D'AUROS – L'HÔTEL DE CASTELNAU D'AUROS

LES ABORDS DE LA COLLÉGIALE SAINT-SEURIN : LA DIFFICILE OUVERTURE DE LA RUE SAINT-ÉTIENNE – LA PLACE DU PRADEAU ET LA RUE DE LA CONCORDE – LES PREMIÈRES CONSTRUCTIONS AUTOUR DE LA COLLÉGIALE – UN LOTISSEMENT « ABANDONNÉ » PAR LES LACLOTTE

La rue Judaïque-Saint-Seurin constituait, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le seul accès direct au site de la collégiale et de ses annexes. Elle ne se prolongeait donc pas comme aujourd'hui en droite ligne vers l'ouest, mais bifurquait à partir de la croix de Saint-Martin, petit édicule situé au débouché de la rue du même nom et signalant la présence d'une chapelle. Face à ce débouché de la rue Saint-Martin, elle suivait le tracé de la partie orientale de l'actuelle place des Martyrs-de-la-Résistance, pour aboutir au cimetière de Saint-Seurin. L'emprise de ce cimetière correspondait à peu près à celle des allées Damour. Entre 1770 et la Révolution cette voie va être profondément transformée. De la croix de l'Épine, qui marquait son intersection avec la rue du Palais-Gallien, jusqu'à la collégiale, elle n'était bordée que de terrains libres et de quelques échoppes et modestes maisons. L'achèvement de la place Dauphine, le lancement du lotissement de l'archevêché, dont la rue de Pont-Long qui lui était parallèle marquait la limite septentrionale, l'urbanisation des environs de la collégiale Saint-Seurin rompent son isolement.

D'ancien chemin rural, la rue Judaïque-Saint-Seurin devient l'axe de pénétration privilégié vers la ville depuis ces nouveaux quartiers. En quelques années les fonds qui la bordent prennent une toute autre valeur. Entre 1772 et 1785 plusieurs opérations immobilières sont entreprises. Les Pères de la Mission qui possèdent à proximité de la place Dauphine de grands terrains sur le côté nord de la rue Judaïque-Saint-Seurin cherchent à en tirer profit, activement secondés par Jean Laclotte. Du côté opposé de la rue, le baron de Castelnau d'Auros fait édifier son hôtel par les Laclotte sur une partie du vaste fonds qu'il possède là et qui s'étend jusqu'à la rue de Pont-Long, il y perce la rue qui



100 | Faubourg Saint-Seurin, le quartier de la collégiale dans les années 1780, plan de Brion.

La rue Judaïque

Les premiers achats à la croix de Saint-Martin

Le 30 avril 1766 Jean Laclotte achète « *deux chambres basses et hautes* » ainsi qu'une « *bassecour* » mitoyenne qui se situent sur le côté septentrional de la rue Judaïque-Saint-Seurin près de la croix de Saint-Martin². Sur ces fonds l'architecte bâtit une maison dans laquelle il va résider avec sa famille quelques années. Il obtient du Bureau des finances l'ordonnance pour son alignement le 15 juin 1772³, le chantier débute immédiatement puisque dès le 1^{er} juillet Jean Laclotte exige de l'un de ses voisins qu'il reconstruise son mur mitoyen, trop fragile pour supporter la construction neuve⁴. Son balcon sur trompe et ses nombreux ornements caractérisent la façade du nouveau domicile de Jean Laclotte |101|. Il se composait de deux corps de bâtiment, le premier à trois étages, de plan double en profondeur, contenant un escalier latéral éclairé sur la cour et au-delà de cette cour un corps de bâtiment sans étage abritant des remises, donnant sur une impasse qui aboutissait sur la place Saint-Seurin.

1. MAFFRE, Philippe. *Le Lotissement Dufrêne...*
2. A. D. Gironde, 3 E 13591, 30 avril 1766.
3. A. D. Gironde, C 4229, 15 juin 1772.
4. A. D. Gironde, 3 E 20578, 1^{er} juillet 1772.

Les Ordinants et le lotissement de Jean Laclotte

Jean Laclotte avait édifié en 1772 les deux maisons faisant le coin des rues du Palais-Gallien et Judaïque-Saint-Seurin pour le compte du séminaire de la Mission. Marc-Antoine-Chrysostome Brousse, supérieur de la Mission, et Jacques Nowlan son syndic vendent le 2 juillet 1778 la première de ces maisons à Jean Laclotte et la deuxième au maître tapissier Antoine Marsan. Par le même acte, le maître pâtissier-rôtisseur Jean Courtois acquiert quant à lui une petite bâtisse qui leur faisait suite sur le côté nord de la rue Judaïque-Saint-Seurin⁵. À la même époque l'architecte construit, sur les terrains du séminaire et pour le compte de cet établissement, une grande demeure faisant façade sur la rue Judaïque-Saint-Seurin. Le 9 septembre suivant les religieux consentent un bail, ou locaterie perpétuelle, en faveur de Jean Laclotte associé pour moitié au serrurier François Wleschman, moyennant une modeste rente foncière annuelle. Il concerne les terrains faisant suite vers l'ouest aux maisons vendues deux mois plus tôt et s'étendant jusqu'à la maison qu'est en train d'édifier l'architecte pour les bailleurs⁶. Moins d'un an plus tard, alors que s'achève ce chantier, les Ordinants se décident à céder les terrains et l'échoppe, qui toujours vers l'ouest, font suite à leur nouvelle maison. Il est procédé selon le même principe de locaterie perpétuelle, en faveur de Jean Laclotte, du maître tourneur Bernard Larché dit « Beaulieu » et du maître menuisier Joseph Serres. En guise de droit d'entrée dans cette locaterie, les trois hommes s'engagent à agrandir d'une travée la demeure que vient de terminer Jean Laclotte pour les Ordinants. Cette travée doit contenir une remise, une chambre pour un cocher, une écurie, quatre chambres et quatre greniers. Les nouveaux tenanciers doivent également promettre de laisser libre un passage, large de douze pieds et fermé par deux portails. Il leur est loisible d'élever une construction au-dessus de ce passage. Ils s'engagent enfin à assurer toutes les évacuations d'eau du séminaire en faisant construire un aqueduc à cet effet. Enfin ils acceptent de prendre comme modèle, pour les maisons à bâtir, l'élévation principale de celle déjà construite pour les Ordinants. Le terrain baillé longe la rue Judaïque-Saint-Seurin sur quatre-vingt-deux pieds. Jean Laclotte prend à fief la partie jouxtant le passage réservé pour les Ordinants, sur une longueur de quarante-quatre pieds, il se réserve le droit de construire au-dessus du passage. Ses associés se contentent des lots à la suite⁷.

En un an à peine Jean Laclotte a constitué un fonds d'une importance considérable, situé littéralement à deux pas de la place Dauphine. Il est vrai qu'il n'en est pas seul propriétaire, mais il garde la maîtrise du futur lotissement dont il possède la majeure partie des terrains.

Certains indices laissent penser que le chantier est rapidement mené à son terme, et il fait peu de doute que les Laclotte l'ont entièrement dirigé. Durant l'été 1780 Jean Laclotte somme son associé François Wleschman de vérifier avec lui des travaux que le serrurier s'est



101 | Allées Damour, façade de la maison de Jean Laclotte, détail.

5. A. D. Gironde, G 998, pce 12.
6. A. D. Gironde, 3 E 7490, 9 septembre 1778.
7. A. D. Gironde, G 998, pce 11.



102 | 17 rue Judaïque, escalier.

Ces constructions comportent deux corps de bâtiment, le premier sur la rue, de plan double en profondeur, le second de plan simple au-delà d'une cour, reliés par un escalier disposé latéralement. Dans la cour prennent jour les pièces postérieures du premier corps de bâtiment, celles du second corps qui ne peuvent être éclairées du côté du séminaire selon les conventions passées avec la Mission, et enfin la cage de l'escalier. On accède à cet escalier par le couloir latéral qui, au-delà de la porte d'entrée, longe les deux pièces en enfilade occupant le rez-de-chaussée du premier corps de bâtiment. Les trois niveaux supérieurs de ce corps de bâtiment principal comptent une grande pièce, ou deux pièces du côté de la rue et une antichambre du côté de la cour, un vestibule la jouxtant assure la distribution des deux ou trois salles et ouvre sur le palier. Le second corps de bâtiment ne compte qu'une pièce par niveau, située à hauteur de demi-étage, son accès se fait depuis un repos de l'escalier. L'escalier de la maison des Laclotte qui couvre partiellement le passage vers le séminaire est heureusement conservé en l'état d'origine. Il s'agit d'un ouvrage suspendu dont seule la première volée repose sur un mur d'échiffre, tournant à droite, à jour central étroit | 102 |.

8. A. D. Gironde, 3 E 7496, 14 août 1780.

9. A. D. Gironde, 2 C 203, f° 2 ; G 998, pce 17.

10. A. D. Gironde, 3 E 5610, 15 janvier 1782.

engagé à faire pour des maisons de la rue Judaïque-Saint-Seurin et qu'il a négligé d'exécuter⁸. Deux mois plus tard la maison du séminaire est entièrement achevée. Les Ordinants la louent pour la partie principale à un officier de cavalerie, Joseph du Tour, et à Jean Laclotte pour la partie en augmentation dont l'édification constituait en 1779 l'une des conditions d'entrée dans la locaterie⁹. Au début de l'année 1782, des bâtiments appartenant aux Laclotte sont construits, ils empiètent de trois pieds et demi sur le terrain réservé au séminaire, du côté du nord. Les parties acceptent cet état de fait et l'entérinent le 15 janvier par acte public¹⁰.

D'est en ouest, à la suite de l'immeuble formant le pavillon d'angle de la place Dauphine, le nouveau lotissement se composait des maisons d'Antoine Marsan, Jean Courtois, François Wleschman, de l'une de celles des Laclotte jouxtant celle des Ordinants, puis à nouveau de deux maisons appartenant aux Laclotte et enfin de celle de Joseph Serres. La modeste habitation de Bernard Larché n'est pas encore reconstruite à cette date. Toutes ces maisons, bâties sur des caves voûtées en berceau, sont hautes de quatre niveaux, à l'exception de la première citée comme appartenant aux Laclotte, qui n'en compte que trois. Elles sont larges de deux ou trois travées, sauf celle des Ordinants qui en compte six, et celle des Laclotte mitoyenne du passage vers le séminaire qui comporte une travée supplémentaire, au-dessus de ce passage.

En façade sur la rue Judaïque-Saint-Seurin les maisons présentent au rez-de-chaussée une porte latérale en plein-cintre ouvrant sur le couloir conduisant à l'escalier et une large baie de même forme donnant accès à une boutique. À ces grandes ouvertures sont aujourd'hui substituées des devantures en verre. Seule la maison des Ordinants possède une porte centrale. Entre les baies, de fortes consoles, à profil en volute plate reposant sur un corbeau orné de glyphes et terminé par des gouttes, dont beaucoup ont été sciées lors de la construction des devantures, soutiennent un large balcon courant sur toute la largeur de la façade du lotissement. Des grilles hérissées de chardons le divisent. Les portes-fenêtres du premier étage qui donnent sur ce balcon ont un chambranle à fascies formant ressaut, un dessus-de-porte à table saillante et gros bandeau en guise de corniche. Un corps de moulure sépare les deuxième et troisième niveaux dont les grandes baies à semblable chambranle et dessus-de-fenêtre sont pourvues chacune d'une demi-banquette de fer montant jusqu'à hauteur d'appui. Au-dessus de ces niveaux une baguette, une frise nue et une épaisse et très saillante corniche somment l'élévation | 103 | 104 |.

Derrière la façade uniforme du lotissement existaient des maisons de tailles très différentes, qui pouvaient comporter ou non un local commercial au rez-de-chaussée ; en 1787 Jean Laclotte en louait une dont ce niveau était aménagé en appartement¹¹. Si le propriétaire en avait la possibilité, ces appartements pouvaient s'étendre sur plusieurs travées. En 1784 le baron de Castelnau d'Auros déclarait être locataire des Laclotte pour une maison et partie d'une autre rue Judaïque-Saint-Seurin¹² ; il est vraisemblable qu'il louait aux Laclotte leur maison jouxtant et couvrant le passage vers le séminaire, et qu'il sous-louait la travée rajoutée à la maison des Ordinants par ces architectes et louée par eux. Le grand salon du premier étage de cette demeure conserve de simples mais beaux lambris de hauteur, semblant dater de l'époque de la construction, compartimentés en panneaux rectangulaires. Le registre supérieur a été agrémenté de sculptures antiques au début du XIX^e siècle | 105 |.

Le lotissement Castelnau d'Auros

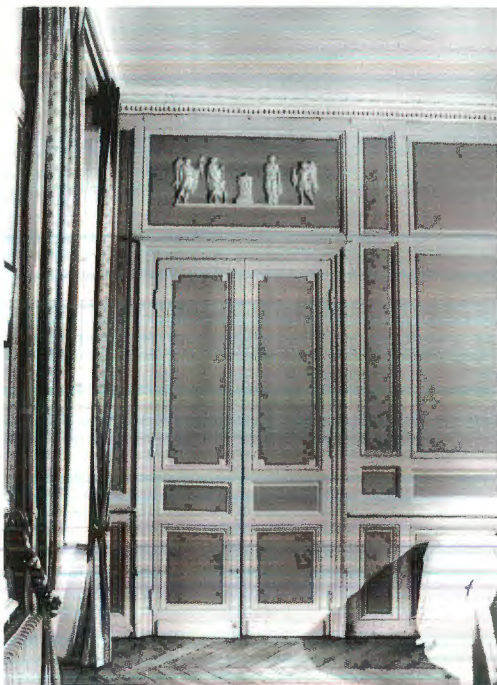
Depuis 1753 Pierre de Castelnau, baron d'Auros, capitaine au régiment de Saluces, avait hérité d'une tante un vaste enclos situé entre les rues Judaïque-Saint-Seurin et de Pont-Long, placé au revers des terrains sur lesquels il était prévu par les autorités que



103 | 104 | Rue Judaïque, ensemble du lotissement.

11. *Journal de Guienne*, n° du 3 septembre 1787 : « Maison, Appartemens à louer. Appart. de 4 pièces, au premier étage, avec balcon ; salon, cuisine, cour, puits, dégagement, cave, & c., au rez-de-chaussée. On vendra les meubles de cet appartement, & on pourra louer en entier la maison, qui a deux autres étages. S'adr. à M. Laclotte, Architecte, rue Judaïque-Saint-Seurin. »

12. A. D. Gironde, 3 E 21596, 26 août 1784.



105 | 17 rue Judaïque, lambris.

s'élèveraient les maisons formant le côté occidental de la place Dauphine¹³. Ce fonds contenait diverses échoppes en bordure des deux voies, ainsi que des terrains libres relevant tous de la seigneurie de Saint-Seurin¹⁴. On sait avec quelles difficultés s'édifiait la place Dauphine, surtout dans sa partie occidentale. En mars 1769, les Jurats décident d'accélérer le processus de construction de l'ensemble, menaçant d'annuler les ventes consenties aux propriétaires qui n'entreprendraient pas leurs travaux avant un mois¹⁵. Dès lors le quartier qui se trouvait immédiatement derrière la place acquérait un intérêt nouveau. Les Laclotte ne s'y trompent pas qui, dès le 3 août 1769, publient une annonce proposant à la vente un ensemble foncier qui ne peut être que celui du baron de Castelnau d'Auros¹⁶.

C'est seulement quelques années plus tard, de sa propre initiative mais sans doute toujours conseillé par les Laclotte, que Pierre de Castelnau entreprend de valoriser son important patrimoine foncier. En 1777 il obtient des Trésoriers de France l'autorisation d'ouvrir une rue large de vingt pieds, qui porte son nom et relie en droite ligne les rues Judaïque-Saint-Seurin et de Pont-Long¹⁷. Dès 1776 les Laclotte ont reconstruit la façade de la maison du négociant Caduc sur la rue de Pont-Long et consolidé son élévation latérale qui donnait sur le « jardin de Monsieur de Castelnau »¹⁸. D'aspect étrangement archaïque

la maison Caduc présente au rez-de-chaussée une large baie en anse de panier et une étroite porte en plein-cintre. La première donne accès à une vaste boutique et, au-delà, à sa réserve. La seconde ouvre sur un long couloir conduisant à l'escalier tournant situé dans l'angle de la construction. La maison comporte à l'étage une grande chambre côté rue, éclairée par trois portes-fenêtres à chambranle à crossettes, chacune surmontée d'une table à regulæ, donnant sur autant de balconnets de plan ondé, à garde-corps de fer. Un « cabinet » ou antichambre faisait suite à cette chambre. Au second étage se trouvent deux chambres [106].

L'année même où les Laclotte travaillent à la maison Caduc, le serrurier Jacques Bigot livre sur leur ordre pour le chantier du baron de Castelnau un important matériel destiné à parachever plusieurs maisons ; il s'apprête à utiliser par exemple quarante barres de fer pour armer autant de cheminées¹⁹. La consultation du plan dit de Brion, qui doit dater de 1780 en ce qui concerne ce quartier de la ville, permet de constater que l'officier avait fait édifier avant cette date quatre maisons sur la rue Judaïque-Saint-Seurin placées pour la dernière à l'angle de la nouvelle rue Castelnau-d'Auros. Il avait aussi fait élever le grand immeuble faisant face sur la rue Castelnau à la maison Caduc, et la maison voisine de cette dernière dont la sépare une venelle²⁰ [107].

13. A. D. Gironde, 3 E 21732, 17 février 1790.

14. A. D. Gironde, 2 Fi 1516, 7^e carte. Dans ce plan terrier de Saint-Seurin datant de 1742, ces fonds sont indiqués comme tenus par Monsieur Duloup. Il s'agit d'une erreur de graphie ; ils étaient en effet entre les mains de Joseph de Loupes de Castera, époux de Jacqueline de Castelnau qui en devint propriétaire à sa mort au titre de reprise sur les acquêts de leur communauté.

15. Lire sur ce sujet la synthèse du professeur Taillard dans : TAILLARD, Christian. *Bordeaux classique...*, p. 100-105.

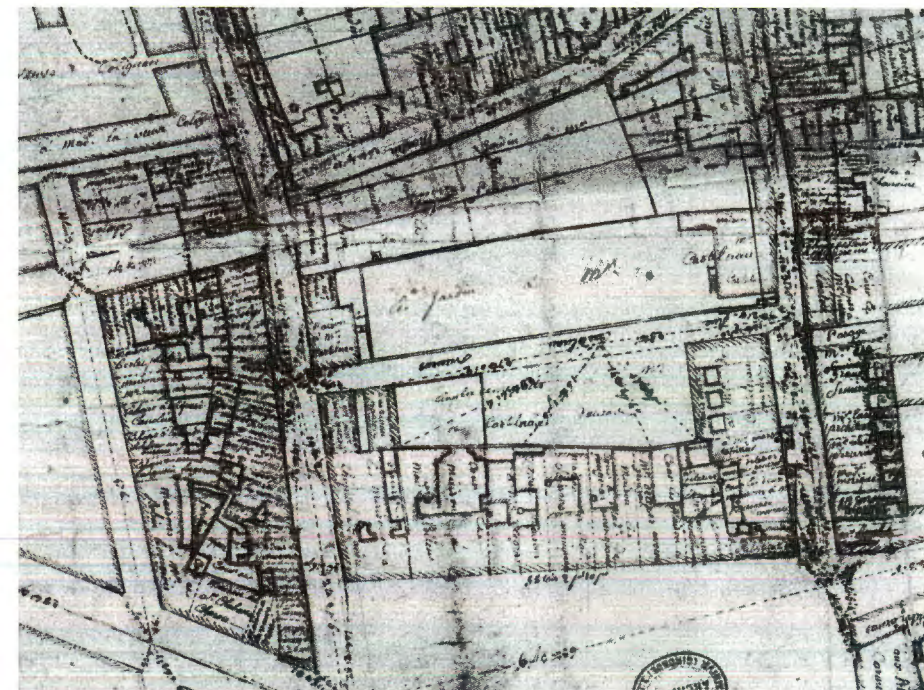
16. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 3 août 1769 : « À vendre un enclos, propre à faire un très-bel hôtel, situé dans la grande rue Saint-Seurin, contenant plusieurs échoppes, ayant 115 pieds de façade & 360 pieds de profondeur : s'adresser à M. Cheyron Notaire, au coin de rue Dieu, ou à M. Laclotte, Architecte à Saint-Seurin. »

17. A. D. Gironde, C 4231, 18 février 1785. Cette autorisation n'est pas conservée dans les archives du Bureau des finances mais elle est rappelée dans la demande d'ordonnance pour l'alignement de l'hôtel de Castelnau sur les rues Judaïque et Castelnau-d'Auros en 1785.

18. A. D. Gironde, 7 B 1199.

19. A. D. Gironde, 5 L 201.

20. A. M. Bordeaux, Recueil 86, planche 7.



L'immeuble à l'angle ouest des rues Castelnau-d'Auros et de Pont-Long a été récemment abattu ; il avait subi d'importants remaniements au XIX^e siècle. La maison voisine de celle de Caduc, portant au-delà de la venelle le numéro 22 de la rue Castelnau d'Auros, compte trois niveaux et trois travées. Dans le mur à larges refends du rez-de-chaussée s'ouvrent deux fenêtres et la porte latérale. Le chambranle des baies des deux étages est mouluré. Une grosse corniche à puissants modillons constitue l'élément de décor le plus spectaculaire.

La suite des maisons portant aujourd'hui les numéros 12 à 18 de la rue Judaïque n'a pas été épargnée par les « restaurations ». Ces petits édifices tous semblables, à deux travées, se composaient d'un premier corps de bâtiment de plan double en profondeur et d'un second corps de plan simple, séparés par une cour sur le côté de laquelle se trouvait l'escalier qui les reliait. La plupart des façades sont modifiées. Seule la maison de l'angle de la rue Castelnau-d'Auros permet d'avoir une idée de la manière dont se présentaient les façades de ce petit lotissement. Au rez-de-chaussée s'ouvrent, dans le mur à refends, des baies en anse de panier. À l'étage, les fenêtres rectangulaires ne comportent pour tout élément de décor qu'une corniche, formée d'un simple gros bandeau [108].

En 1784 Étienne et Jean Laclotte acquièrent de Pierre de Castelnau un emplacement sur le côté oriental de la rue Castelnau-d'Auros. Ils s'engagent à élever immédiatement une maison²¹. Cette construction à trois travées, deux étages carrés et étage d'attique se situe au numéro 20 de la rue Castelnau-d'Auros. On a récemment élargi la baie centrale du rez-de-chaussée pour la transformer en porte de garage ; les proportions des baies des étages, toutes rectangulaires et à chambranle en ressaut, ont été modifiées par l'installation de volets roulants, contenus dans un boîtier extérieur. Le balcon se développant sur toute la largeur du premier étage constitue l'ornement essentiel de cet édifice. À garde-corps de fer chantourné, il repose sur des consoles décorées dans leur partie supérieure d'un disque, puis de glyphes et de gouttes.

21. A. D. Gironde, 3 E 21596, 26 août 1784.

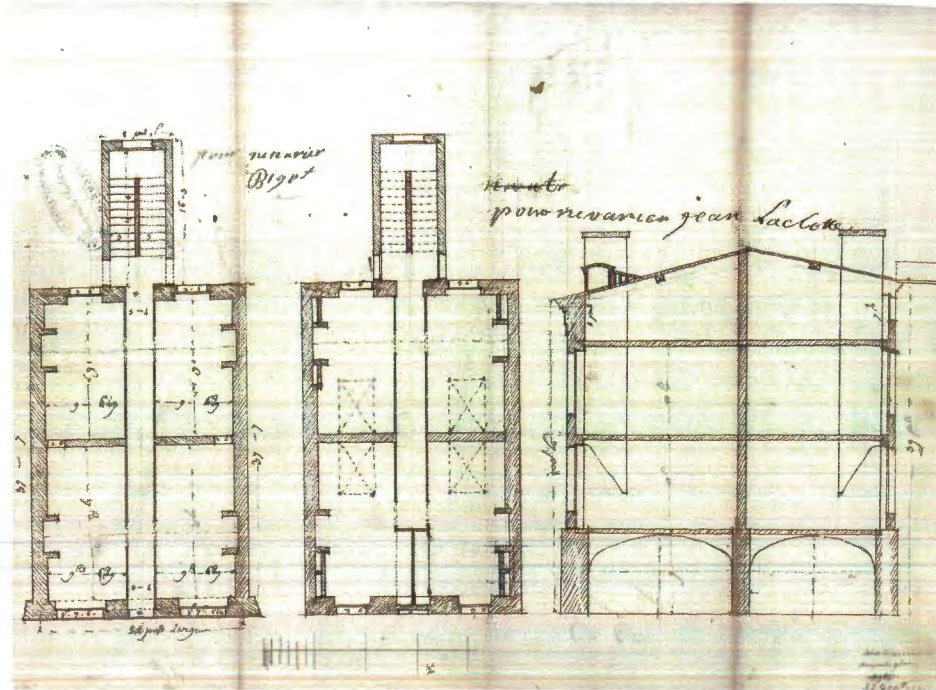
106 | Rue Georges-Bonnac, élévations principale et latérale de la maison Caduc.

107 | Rues Judaïque et Castelnau-d'Auros, détail du plan de Brion.



108 | Rue Judaïque, maisons du baron de Castelnau à l'angle de la rue de Castelnau.

109 | Plan et coupe de la maison de Jacques Bigot.



Jean Boulín, planteur de la paroisse de « *La Plaine du Nord* » dans l'île de Saint-Domingue, avait acquis le 2 juillet 1784 le lot joutant au nord celui des Laclotte²². Tout semble indiquer que les Laclotte sont les auteurs de cette construction, située au numéro 18 de la rue Castelnau-d'Auros. Haute de deux étages, elle compte trois travées de baies rectangulaires à chambranle en ressaut. Sur presque toute la largeur du rez-de-chaussée s'ouvre aujourd'hui une porte de garage. Une corniche à denticules couronne cette élévation.

Le 3 avril 1786 le serrurier Jacques Bigot achète le jour même à Pierre de Castelnau un terrain rue Castelnau-d'Auros et signe avec les deux architectes un marché pour y faire construire une maison²³. Cette maison se trouvait sur le côté occidental de la rue, elle est aujourd'hui détruite mais connue non seulement par le marché passé en 1786 mais aussi par ses plans²⁴. Il s'agissait d'un édifice de plan rectangulaire, bâti sur deux caves disposées parallèlement à la rue et voûtées en berceau, élevé d'un rez-de-chaussée et d'un étage, à quatre pièces par niveau, réparties de part et d'autre d'un couloir central. En l'absence d'un dessin d'élévation il n'est pas possible d'imaginer quel était le décor d'architecture de cette petite maison. Les Laclotte avaient pris soin de ménager une fausse baie au centre de la façade sur la rue à l'étage, qui complétait la travée amorcée au rez-de-chaussée par la porte d'entrée |109|.

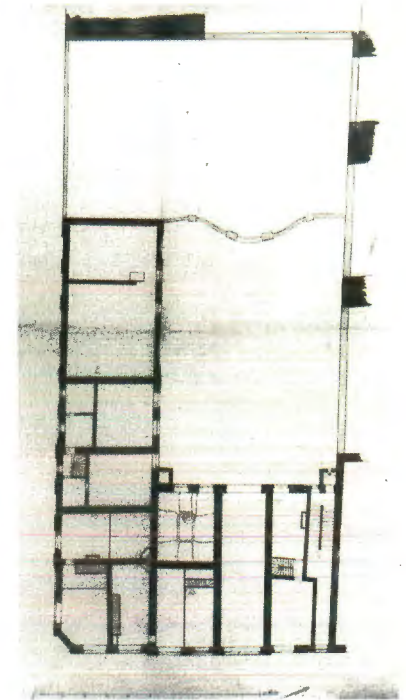
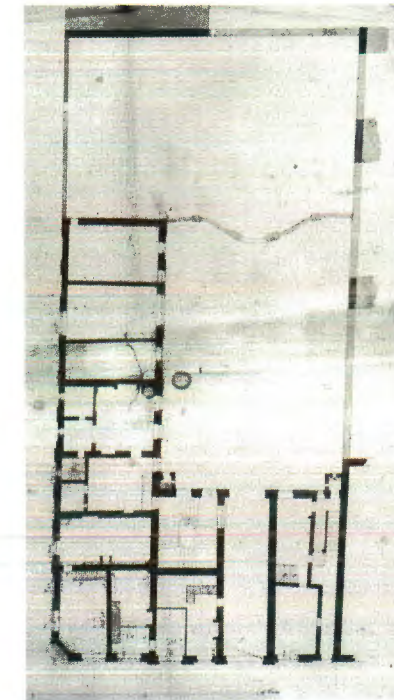
L'hôtel de Castelnau d'Auros

Tandis que s'élèvent des constructions sur leur lotissement, les Castelnau envisagent de faire édifier un hôtel sur la partie de leur terrain faisant façade à la fois sur la rue Judaïque-Saint-Seurin et sur le côté ouest de celle de Castelnau-d'Auros. En quelques semaines, entre

les 28 février et le 26 août 1784 ils se procurent une somme voisine de cinquante mille livres en vendant neuf emplacements sur le côté oriental de la rue Castelnau-d'Auros²⁵. L'année suivante, le 18 février, Pierre de Castelnau demande au Bureau des finances la permission de faire bâtir une maison sur cet emplacement, large de soixante-douze pieds sur la rue Judaïque-Saint-Seurin et de cent trente-six sur la rue Castelnau-d'Auros, chacune des façades devant posséder sept « ouvertures » et en son centre un avant corps de six pieds en saillie et large de trente-quatre. Dès le lendemain la permission est accordée, accompagnée d'une ordonnance d'alignement préconisant la construction à l'angle des deux voies d'un « *pan coupé de quatre pieds d'étendue* »²⁶.

Au mois de septembre 1787 Jean Laclotte cherche à louer des appartements dans la maison « *occupée ci-devant par Mme la baronne de Castelnau-Dauros* »²⁷, ce qui semblerait indiquer qu'à cette date est achevé le nouvel hôtel. Il serait étonnant que les Castelnau se soient adressé à un autre architecte que les Laclotte pour bâtir leur demeure. Les plans du rez-de-chaussée et de l'entresol de celle-ci, son élévation principale sont conservés²⁸. Les premiers ressemblent incontestablement quant à leur facture aux autres rares plans connus dressés par les Laclotte. La troisième est un dessin au trait minutieux qui pourrait avoir été réalisé dans l'atelier des Laclotte, si ce n'est par eux, peut-être par l'un de leurs élèves ou associés.

L'hôtel de Castelnau se compose d'un corps de bâtiment à quatre niveaux et de plan double sur la rue Judaïque et d'un second corps de même hauteur, simple en profondeur et perpendiculaire au premier en bordure de la rue Castelnau-d'Auros. Des écuries, couvertes d'un demi-étage où logeaient les valets, prolongeaient à l'origine ce second corps, ainsi que le mur du jardin qui s'étendait au-delà de la cour déterminée par les deux corps de bâtiment et l'immeuble mitoyen, cour dont le séparait une clôture ondulée percée en son centre d'un portail monumental. Le rez-de-chaussée abritait des boutiques louées à des particuliers avec leurs annexes à l'entresol ; la baie latérale droite de l'avant-corps, plus large que les autres, servait de porte cochère ouvrant sur le passage conduisant à la cour et aux écuries |110|. L'escalier à jour central, tournant à gauche, à volées droites reposant sur des voûtes en demi-berceau et à trois repos entre les paliers, reposant sur des trompes, dessert uniquement les appartements de l'étage noble et du second²⁹ |111|. Le plan ondulé de ses marches contraste avec la sobriété de sa rampe d'appui de fer, constituée de « S » étirés et d'aplomb surmontés d'une ligne de postes |112|.



110 | **111** | Hôtel de Castelnau d'Auros : plan au rez-de-chaussée et plan à l'entresol.

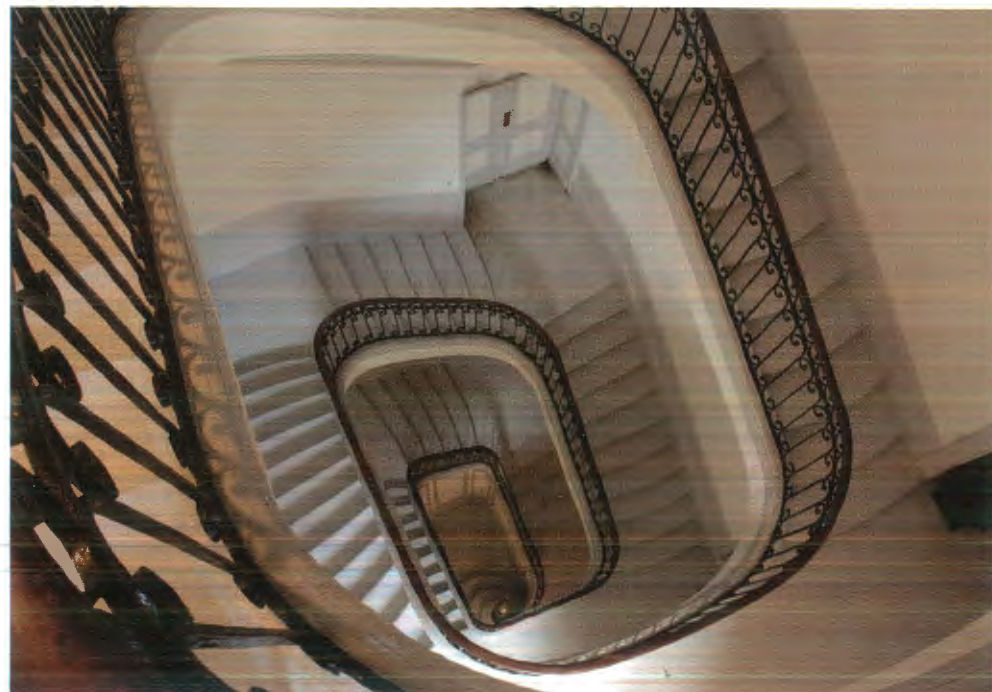
25. A. D. Gironde, 3 E 21595, 28 février, 27 mars, 30 mars, 1^{er} avril, 16 avril, 19 avril 1784 ; 3 E 21596, 2 juillet et 26 août 1784.

26. A. D. Gironde, C 4231, 18 et 19 février 1785.

27. *Journal de Guéenne*, n° du 3 septembre 1787.

28. A. D. Gironde, 5 J 95.

29. L'examen du plan de l'entresol permet de constater que l'on ne peut accéder à ce niveau depuis le grand escalier.



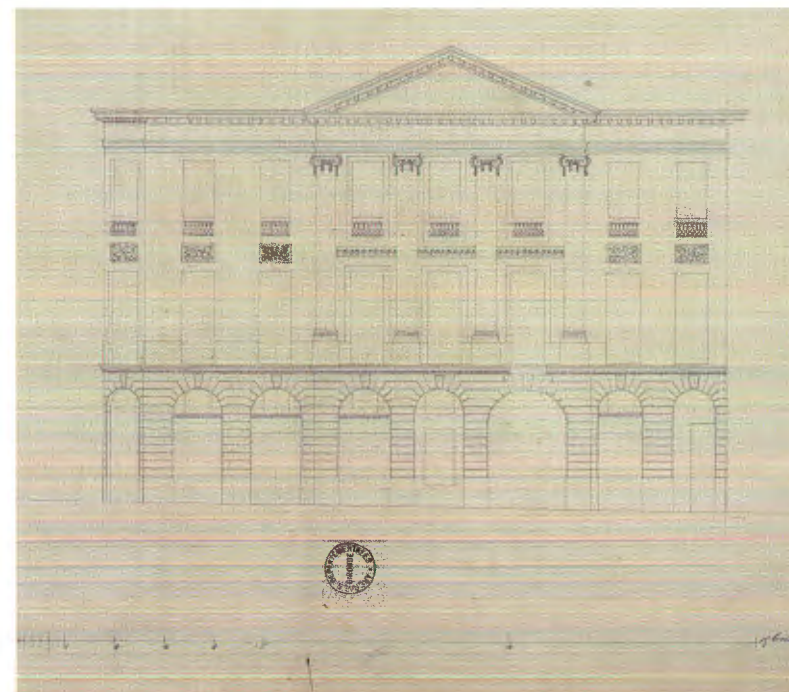
112 | Rue Judaïque, escalier de l'hôtel de Castelnau d'Auros.



113 | Rue Judaïque, parquet au premier étage de l'hôtel de Castelnau d'Auros.

Aux étages, réaménagés en 1835, rien ne subsiste du décor et des dispositions d'origine sinon les grandes divisions : chacun comportait, outre la pièce située dans l'angle de l'édifice, deux autres pièces sur la rue Castelnau-d'Auros et deux pièces sur la rue Judaïque-Saint-Seurin, en arrière desquelles, éclairés par des baies donnant sur la cour, se trouvaient le grand escalier à l'angle des deux corps de bâtiment, une grande salle et un escalier de service rampe-sur-rampe. Quelques éléments du décor sont heureusement conservés, des sols en particulier, permettant de se faire une idée de sa qualité | **113** |.

Chacune des façades compte sept travées, dont les trois centrales se trouvent en avant-corps, une huitième travée les relie dans l'angle abattu de l'édifice. Chaque travée se compose d'une baie en plein-cintre, s'ouvrant dans un appareil à bossages continus, éclairant le rez-de-chaussée et l'entresol et de deux portes-fenêtres rectangulaires à garde-corps de fer forgé, correspondant aux étages des appartements. Une corniche à denticules sépare les deux niveaux inférieurs des étages, entre les fenêtres de ces étages règnent des tableaux décorés de rameaux de chêne. Ces ornements ne constituent pas la seule concession au goût à la grecque, au même emplacement, mais entre les baies des étages des avant-corps, se trouve une frise de postes. Au-dessus de l'entablement qui coiffe chacune des élévations, composé d'une architrave à fascies, d'une frise nue et d'une corniche à modillons, un fronton triangulaire couvre l'avant-corps ; il semble soutenu par des pilastres colossaux à chapiteau ionique qui sur toute la hauteur des étages marquent les angles et séparent les travées de cet avant-corps | **114** |. Ces élévations correspondent bien au projet conservé dans le fonds Durand, on doit cependant noter que sur ce dessin le garde-corps des baies de l'étage noble n'est pas représenté et que celui des baies du second étage consiste en balustres | **115** |. L'architecte et le maître d'ouvrage ont finalement préféré faire usage de grilles de fer si appréciées à Bordeaux | **116** |.



114 | Rue Judaïque, façade de l'hôtel de Castelnau d'Auros.

115 | Rue Judaïque, élévation principale de l'hôtel de Castelnau d'Auros.

116 | Façade de l'hôtel de Castelnau d'Auros, détail : une baie du second étage.



Pendant la Révolution les Castelnau vendent l'hôtel puis le rachètent avant de l'aliéner définitivement en 1835 en faveur d'une société qui fit bâtir un cirque sur l'emplacement des jardins et d'une partie de la cour³⁰⁻³¹. À la salle de spectacle on substitua avant la dernière guerre une grande salle de cinéma que précédait une longue galerie sur la rue Castelnau-d'Auros, aménagée à l'emplacement du rez-de-chaussée et de l'entresol de l'édifice.

30. A. D. Gironde, 3 E 25074, 28 septembre 1835.

31. A. D. Gironde, 5 J 95. Tous les plans, devis et marchés concernant la transformation de l'édifice sont dressés, visés et vérifiés par Gabriel-Joseph Durand.

Les abords de la collégiale Saint-Seurin

La difficile ouverture de la rue Saint-Étienne

Entre 1781 et 1784 une lutte oppose les chanoines de Saint-Seurin à la ville au sujet d'une partie des terrains compris entre leur église et le doyenné, qui forment aujourd'hui la place des Martyrs-de-la-Résistance. La compagnie proposait un projet de lotissement de l'ancien cimetière et des terrains au-devant de la façade occidentale de la collégiale. Officiellement au nom du bien public la ville s'oppose à cette entreprise d'urbanisation et propose un contre-projet vraisemblablement inspiré par son architecte et par le Bureau des finances ³² | 117 |. Les chanoines protestent en Parlement de l'incompétence de la Jurade en ce qui concerne la voirie dans leur sauve-té. Tandis que le procès reste pendant ils s'occupent d'avancer leurs affaires. Des lettres patentes du Roi datées du mois de juillet 1783 autorisent le chapitre à « faire faire à son église les réparations dont elle avoit le plus grand besoin [...] faire construire des maisons canoniales pour les chanoines qui n'en avoient pas [...] construire des maisons qui contribueront à l'embellissement de la ville et du quartier... » ³³.

Les chanoines faisant preuve de pragmatisme s'apprêtent donc à ouvrir une rue qui joindrait en droite ligne le chemin de Capdeville à la rue Tronqueyre à travers des terrains dont personne ne peut leur contester les propriétés et directivité puisqu'il s'agit de ceux situés entre le cloître et la prévôté. Par arrêt du 16 février 1784, le parlement de Bordeaux ordonne une enquête de commodo et incommodo « à l'effet de constater les avantages ou inconvénients qui peuvent se rencontrer dans la vente des maisons et terrains appartenant au Chapitre de l'Église Collégiale de Saint-Seurin les Bordeaux situés aux environs de son Église » ³⁴. Les témoins interrogés par le conseiller enquêteur sont Jean Laclotte, maître architecte, Michel Laclotte, architecte, Guillaume Baudric, marchand, Pierre Marsan, marchand tapissier, tous habitants du faubourg et tous ne voyant aux embellissements projetés que des avantages pour le bien public et celui des chanoines ³⁵.

Le 26 octobre les chanoines fixent à l'issue d'une délibération les limites des possessions qu'ils aliéneraient : « les vieux bâtiments, et terrains situés, vers le levant, nord et partie du couchant, du cloître dans un alignement à prendre depuis le côté septentrional de la porte ouverte dans la rue Tronqueyre jusqu'à la salle capitulaire, et le long du mur septentrional du cloître jusques et compris la partie du Pradeau renfermée dans le plan d'ouverture, de la nouvelle rue au nord de l'église ». Il faut attendre le 18 juillet 1785 pour que le chapitre s'autorise à recevoir les propositions d'achat faites par Étienne et Jean Laclotte ³⁶. Quatre jours plus tard le chapitre agréé l'offre des frères Laclotte qui proposent de prendre à fief nouveau la partie des terrains vendus par le chapitre, soit un terrain d'environ trois cent quatre-vingt-seize toises carrées, moyennant vingt mille livres de droit d'entrée, une rente foncière et directe de quatre livres et douze sols, la mitoyenneté de tous les murs qu'ils édifieront du Pradeau à la rue Tronqueyre, l'acquisition pour leur compte de deux échoppes qui séparent les terrains cédés de la rue Tronqueyre et la réparation de tous les murs qui clôtureront les possessions restant au chapitre ³⁷. Saisis, les Trésoriers de France approuvent par ordonnance du 13 mars 1786 le plan de percement de la rue Saint-

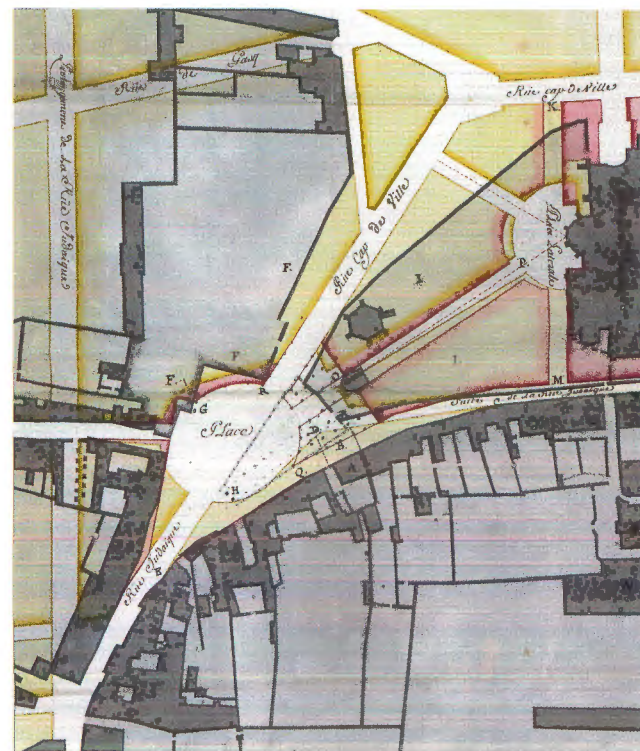
Étienne ³⁸. Le 27 mars suivant une délibération du chapitre autorise le prévôt de Saint-Seurin à vendre aux Laclotte les terrains de la prévôté nécessaires à l'ouverture de la rue Saint-Étienne, à la condition qu'ils fassent auparavant l'acquisition des maisons dont la démolition assurera le débouché de cette future rue dans la rue Tronqueyre ³⁹.

Un léger nuage va obscurcir les relations des Laclotte et du chapitre pendant l'été 1786. Mal habitués aux affaires de la spéculation et peu enclins à la patience, les chanoines décident le 24 juillet de sommer les architectes d'honorer leurs engagements en démolissant les vieux chais dont ils ont fait l'acquisition et qu'ils ont pour l'heure remplis de foin, ce qui fait courir aux bâtiments restant au chapitre et qui les jouxtent un grave risque d'incendie ⁴⁰.

La place du Pradeau et la rue de la Concorde

Le 6 septembre 1786 le chapitre soumet aux Trésoriers de France un plan visant à obtenir la modification de celui des terrains aliénés et à aliéner. Il envisage en effet sans attendre de dégager le parvis de la collégiale qu'encombrent de petites constructions, de le régulariser en créant un dégagement rectangulaire de quarante toises de largeur fermé par des constructions nouvelles au nord et à l'ouest, vers où serait ouverte une rue face au portail de l'église ⁴¹. Le Bureau des finances s'oppose à ce changement et le 2 mars 1787 accorde par ordonnance aux chanoines la possibilité d'ouvrir leur place mais sur une largeur n'excédant pas vingt toises ⁴². Au printemps 1787 intervient enfin la décision du Conseil d'État devant lequel a été porté en appel le procès entre le chapitre et la Jurade, son arrêt rendu le 16 juin autorise la réalisation du plan présenté par le premier, déboute la Jurade de ses prétentions sur le faubourg et confirme qu'elle ne possède dans l'étendue de la sauve-té aucune compétence de voirie, il défend enfin que le plan d'urbanisme proposé par la ville soit exécuté sous aucun prétexte ⁴³.

Malgré l'arrêt du Conseil qui leur était plus que favorable et qui les laissait libres d'user des terrains de l'ancien cimetière comme ils l'entendaient, les chanoines n'avaient plus en 1787 pour priorité de mettre en chantier leur projet de 1781. Ils préférèrent se consacrer à l'achèvement de la place du Pradeau et à l'aménagement des alentours de la prévôté. À cette époque les Laclotte poussent activement la réalisation du grand lotissement qui par les rues Sainte-Luce, Mondenard et Saint-Jean va relier la rue de la Trésorerie au chemin Paulin. Depuis cet ensemble désormais en voie d'urbanisation, il faut encore pour se rendre à Saint-Seurin faire le détour par l'extrémité méridionale de la rue



117 | Allées Damour, projet de la Ville pour l'aménagement des abords de la collégiale.

32. A. D. Gironde, G 1342, pce 9.

33. A. D. Gironde, G 1022, f° 31 et 32 ; G 1342, pce 4.

34. A. D. Gironde, G 1342, pce 1.

35. A. D. Gironde, G 1342, pce 2.

36. A. D. Gironde, G 1022, f° 73 et 74.

37. A. D. Gironde, G 1022, f° 75 à 77.

38. A. D. Gironde, C 4221, 13 mars 1786.

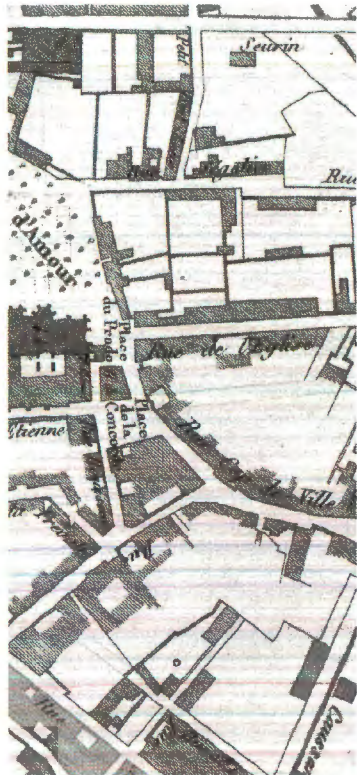
39. A. D. Gironde, G 1022, f° 115.

40. A. D. Gironde, G 1022, f° 143.

41. A. D. Gironde, C 4221, 6 septembre 1786.

42. A. D. Gironde, C 4221, 2 mars 1787.

43. A. D. Gironde, G 1342, pce 11.



de la Trésorerie et le chemin de Capdeville ou par la rue Tronqueyre, et le percement de la rue Saint-Étienne ne change rien au problème. Les deux frères sont-ils totalement étrangers à la résolution que prennent les chanoines d'ouvrir une nouvelle rue ? On peut en douter. Cette voie perpendiculaire à celles de la Trésorerie et de Saint-Étienne déboucherait directement sur la place du Pradeau au droit de la façade occidentale de la collégiale. L'idée est présentée au Bureau des finances qui approuve par ordonnance en août 1787 l'ouverture de la rue alors désignée sous le nom de petite rue de la Prévôté, aujourd'hui de la Concorde ⁴⁴.

Quel était le bénéfice, sur le plan urbain, de ces transformations ? La rue Saint-Étienne, parallèle au bas-côté nord de l'église, et la petite rue de la Prévôté perpendiculaire à la première, les deux se croisant à l'angle nord ouest de l'édifice, mettent désormais en communication tous les quartiers du faubourg. Depuis la rue Judaïque on peut toujours se rendre jusqu'à la rue Capdeville ou bifurquer vers celle de la Prévôté, depuis ces deux voies il est possible d'emprunter sans détour la rue Tronqueyre puis des Religieuses pour atteindre la rue du Palais-Gallien. Enfin la création de la place du Pradeau régularise le parvis, quelque peu anarchique jusque-là, de la collégiale et l'ouverture dans le côté occidental de cette place d'une large rue rectiligne favorise la future urbanisation d'un quartier qu'interdisait jusque-là la présence des maisons canoniales et des grands jardins qui en dépendaient et faisaient face au portail occidental de l'église | 118 |.

Les premières constructions autour de la collégiale

Avant même que le dossier de la rue de la Concorde ne soit instruit, des constructions commencent à s'élever autour de la collégiale. Le 23 mai 1787 Marguerite Poupain, veuve du chirurgien Louis Vitrac, qui avait acquis des chanoines un emplacement sur la future place du Pradeau ⁴⁵, obtenait l'autorisation de bâtir une maison par ordonnance des Trésoriers de France, alors que les pente et alignement de cette place n'étaient pas encore déterminés ⁴⁶.

Les premiers travaux commencent donc alors que les terrains de la partie méridionale de la rue Saint-Étienne ne sont pas encore partagés. Le 1er avril 1788 le chapitre autorise l'abbé Batanchon, l'un de ses membres, à faire toiser les lieux, il craint que la confusion aidant, les Laclotte n'empiètent sur ses fonds ⁴⁷. Une semaine plus tard les chanoines proposent la cession d'emplacements aux deux frères, pour compenser la perte qu'ils ont éprouvée de ceux sur lesquels est ouverte la petite rue de la Petite-Prévôté ⁴⁸. Le 24 du même mois un procès-verbal précise les limites des nouveaux terrains concédés par le chapitre aux deux architectes. Ils couvrent l'espace compris entre la rue de la Petite-Prévôté, les deux lots faisant façade sur la place du Pradeau, la rue Capdeville, et l'extrémité de la rue Saint-Étienne, qui forme aujourd'hui le côté sud de la place Lucien-Victor-Meunier ⁴⁹.

À la fin du mois de février Jean Laclotte avait prévenu le public qu'il faisait bâtir « près l'église Saint-Seurin, 20 maisons, de 10, 12 & 20 000 livres », maisons qu'il commer-

44. A. D. Gironde, C 4221, 27 août 1787.

45. A. D. Gironde, 3 E 48579, 7 octobre 1786.

46. A. D. Gironde, C 4236, 23 mai 1787.

47. A. D. Gironde, G 1022, f° 212.

48. A. D. Gironde, G 1022, f° 213.

49. A. D. Gironde, 3 E 21603, 24 avril 1788.



119 | 8 et 10 rue Saint-Étienne, façades.



120 | 8 et 10 rue Saint-Étienne, détail

cialisait lui-même ⁵⁰. Il s'agit bien sûr de celles de la rue Saint-Étienne que les deux frères mettaient en chantier au sortir de l'hiver. Sur ces vingt maisons annoncées n'en existent aujourd'hui que neuf. La Révolution interrompt vraisemblablement la construction de l'ensemble et certainement sa vente car lorsqu'en 1793 les deux frères partagent leurs avoirs, chacun possède trois maisons et un magasin rue Saint-Étienne ⁵¹. L'une de ces maisons est donnée peu avant sa mort par Jean Laclotte à sa fille Dénise à l'occasion de son mariage, il s'agit de celle qui fait l'angle méridional des rues Tronqueyre et Saint-Étienne ⁵². Elle est mitoyenne de celle édifiée sur le terrain vendu trois ans plus tôt au maître charpentier Antoine Segonne, jouxtant la cour du chapitre ⁵³.

Sans être exactement semblables, ces constructions présentent des caractères communs. Toutes sont construites sur des caves. Elles comptent un rez-de-chaussée, un étage carré et un étage d'attique. Les deux premiers sont de plan semi-double. Tous les escaliers sont latéraux, à rampe-sur-rampe. En façade, le mur du rez-de-chaussée peut ou non présenter des refends | 119 | 120 | 121 |. Les baies des deux premiers niveaux des maisons situées sur le côté méridional de la rue présentent pour tout ornement une feuillure, elles conservent leurs contrevents d'origine. Celles de l'étage sont des portes-



121 | 1 rue Saint-Étienne, détail.

50. *Journal de Guienne*, n° du 14 et 26 février 1788.

51. A. D. Gironde, 3 E 31355, 11 avril 1793.

52. A. D. Gironde, 3 E 31359, 5 ventôse an II (23 février 1794).

53. A. D. Gironde, 3 E 21607, 24 avril 1790.



122 | Angle des rues Saint-Étienne et Tronquère.

fenêtres donnant sur un balconnet à garde-corps de fer qui repose sur un bandeau soutenu par des modillons plats. Au-dessus de la large console à denticules, l'étage d'attique, peu développé, prend le jour par de petites baies presque carrées | 119 | 120 | 121 | 122 |. Au nord, sur le côté opposé de la rue, les constructions restent absolument dépourvues de décor. Un bandeau plat et une corniche séparent respectivement le rez-de-chaussée de l'étage, et celui-ci de l'important étage d'attique. Sur le bandeau plat repose le garde-corps métallique des portes-fenêtres | 121 | 122 |.

Quelques jours avant que ne soit réglé le problème de l'indemnité consécutive à l'ouverture de la rue de la Concorde revenant aux Laclotte, les deux frères vendent à Henry Pechet, « *commis pour les détails du dehors* » des négociants Lienau & Schröder, un emplacement de trente-quatre pieds sur vingt-quatre faisant l'angle de la place du Pradeau et de la rue Capdeville. La vente, conclue pour quatre mille livres, s'assortit d'un droit de puisage dans la maison voisine appartenant aux Laclotte⁵⁴. Cette dernière maison n'est toujours pas achevée plus d'un an plus tard, puisque lorsque les architectes se défont en faveur de Denis Mac Carthy pour onze mille quatre cent vingt livres de l'ensemble du terrain qui leur avait été attri-

bué à titre d'indemnité entre la place du Pradeau et la rue Saint-Étienne, ils en exceptent la maison vendue à « *Monsieur Peychiers* » et sa voisine en cours de construction, qui est celle de Marguerite Poupain⁵⁵.

Ces deux petits édifices semblent donc bien avoir été bâtis par les deux frères. Ils s'élèvent d'un étage et d'un comble couvert d'une toiture à brisis d'ardoise. L'ouverture de vitrines de boutiques plus larges que les baies d'origine a modifié l'aspect des rez-de-chaussée, mais la composition générale reste lisible. Six travées de baies rectangulaires, dont l'une à l'angle de la rue Capdeville forme un pan abattu, se dressent sur le côté nord du parvis de la collégiale. Un bandeau plat sépare le rez-de-chaussée de l'étage, au-dessus d'un entablement à frise nue et corniche sobrement moulurée de grandes lucarnes éclairant le comble. Les quatre travées de gauche correspondent à la maison Pechet, elle est profonde de trois travées, aux baies de mêmes forme et nature sur la rue Capdeville. Chaque niveau comporte une pièce à l'angle de la place et de cette rue, et une seconde pièce prenant le jour sur la place, l'escalier rampe-sur-rampe à mur-noyau entre les deux assure un double rôle de distribution verticale et horizontale. La façade de la maison voisine ne présente que deux travées principales sur la place | 123 |. Sur la rue de la Concorde elle en compte trois, au rez-de-chaussée, la porte, centrale, est en plein-cintre. L'escalier, latéral, semblable à celui de la maison voisine est à rampe-sur-rampe, éclairé sur la rue et la cour.

54. A. D. Gironde, 3 E 20609, 28 mars 1788.

55. A. D. Gironde, 3 E 21605, 3 juin 1789.



123 | Place du Pradeau, maisons sur le côté nord.

Un lotissement « abandonné » par les Laclotte

De leur propre chef ou à l'initiative des religieux, pour des raisons dans les deux cas inexplicables, les Laclotte restent étrangers aux opérations d'ouverture de la rue de l'Église-Saint-Seurin, qui fait face au portail de la collégiale et porte aujourd'hui le nom de rue Georges-Mandel.

Ce sont deux architectes, dont l'un au moins est bien connu des Laclotte avec qui il est en affaires, François Heuste et Jean-Baptiste Bergerac⁵⁶, associés au charpentier de haute futaie Louis Darqué, qui prennent à fief des chanoines, le 5 avril 1789, la vieille maison canoniale et les plus de onze cents toises carrées sur lesquelles s'étendent vers l'ouest ses jardins, compris entre ceux d'un particulier au sud et ceux de la psalette au nord. À l'emplacement de cette maison que les acquéreurs s'engagent à démolir, et sur ses jardins, doit être ouverte la rue de l'Église-Saint-Seurin. Pour le règlement de cette acquisition les trois investisseurs s'engagent à édifier dans la nouvelle rue trois maisons canoniales⁵⁷. En 1791 ils se partagent ces terrains et rachètent les droits féodaux qui y restent attachés⁵⁸.

Il est plus que probable que la Révolution compromit la réalisation des plans des chanoines dans leur intégralité. La vente des Biens nationaux de première origine a bien sûr entraîné des transferts de propriété considérables dans cette partie du faubourg, où la plupart des terrains et constructions appartenaient aux chanoines. ■

56. Voir infra : « Le mystère Bergerac : d'hypothétiques sous-traitants ».

57. A. D. Gironde, 3 E 21609, 27 mars 1791.

58. A. D. Gironde, 3 E 21609, 27 mars 1791 ; 3 E 21610, 11 juin 1791.

CHAPITRE VII

LES QUARTIERS OCCIDENTAUX
DU FAUBOURG SAINT-SEURIN

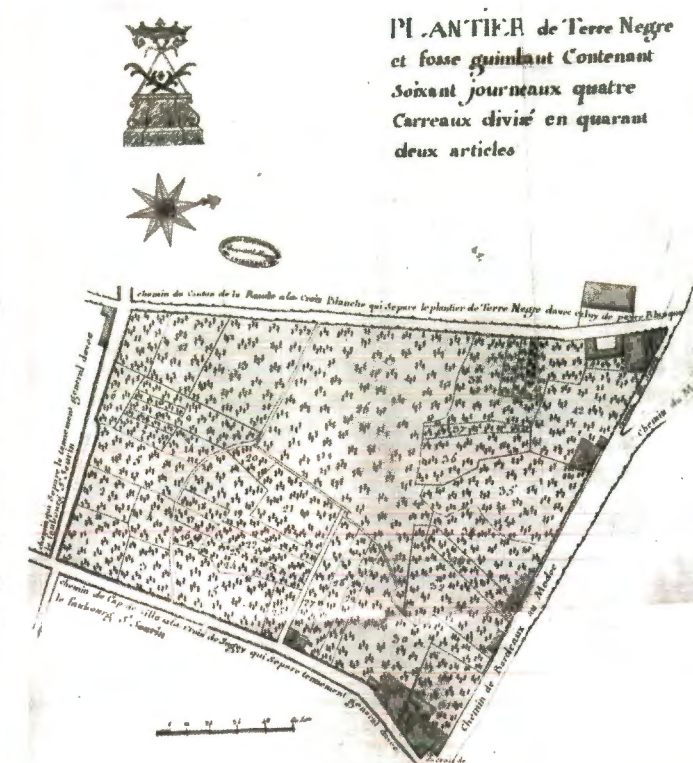
LES PLANTIERS DE TERRE-NÈGRE ET DE NAUJAC : LES PREMIÈRES OPÉRATIONS À TERRE-NÈGRE – L'ACQUISITION DE 1778 – LES RUES BOUCHET ET DE BEL-AIR – LA RUE LUFFLADE – LES DERNIERS TERRAINS DES SABLIERES

LE QUARTIER DE LA TRÉSORERIE : LE DOMAINE DE LÉONARD PICK ET LES TERRAINS MONDENARD – LES PREMIÈRES VENTES DANS LA RUE MONDENARD – L'OUVERTURE DES RUES SAINTE-LUCE ET LACLOTTE – L'OPPOSITION DU 12 MAI 1785 – L'ORDONNANCE DU 3 SEPTEMBRE 1787 ET L'ACHÈVEMENT DU LOTISSEMENT – LES DERNIERS TERRAINS MONDENARD ET LE RACHAT DES DROITS FÉODaux – LES TERRAINS DE LA RUE TRONQUEYRE ET DU CÔTÉ EST DE LA RUE DE LA TRÉSORERIE – DES ÉCHOPPES « AMÉLIORÉES » – D'HYPOTHÉTIQUES SOUS-TRAITANTS, LE MYSTÈRE BERGERAC

Vers 1770 deux grandes voies mènent du cœur du faubourg Saint-Seurin jusqu'aux deux principaux villages qui en dépendent. La rue Judaïque, que prolonge le chemin de Capdeville, conduit vers Caudéran, celle de Fondaudège est elle-même prolongée par le chemin du Médoc qui atteint Le Bouscat. Trois voies de traverse les relient. En s'éloignant de la ville vers l'ouest, il s'agit de la rue du Palais-Gallien, qui passe devant la porte orientale de l'édifice antique dont elle porte le nom, de celle de la Trésorerie, qui passe à l'opposé devant la porte occidentale de l'amphithéâtre, et enfin du chemin de Paulin. Seule la rue du Palais-Gallien est véritablement urbaine, les deux autres voies se trouvent en territoire semi-rural | 124 |.

Les lignes écrites par Louis Desgraves pour présenter les faubourgs méridionaux de Bordeaux tels qu'ils se présentaient au tout début du XIX^e siècle, leurs « *échoppes basses, aux façades garnies de treilles, s'ordonnent le long des chemins de Pessac et de Saint-Genès, des routes de Bayonne et de Toulouse* »¹, conviendraient tout aussi parfaitement, au nom des voies près, pour décrire ce qu'était devenue à la même époque la partie du faubourg Saint-Seurin située entre les rues de la Trésorerie et Paulin. Pendant un peu plus de trente ans, les Lacotte participent activement à doter ce territoire de cet aspect

1. DESGRAVES, Louis, DUPEUX, Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XIX^e siècle...*, p. 11.



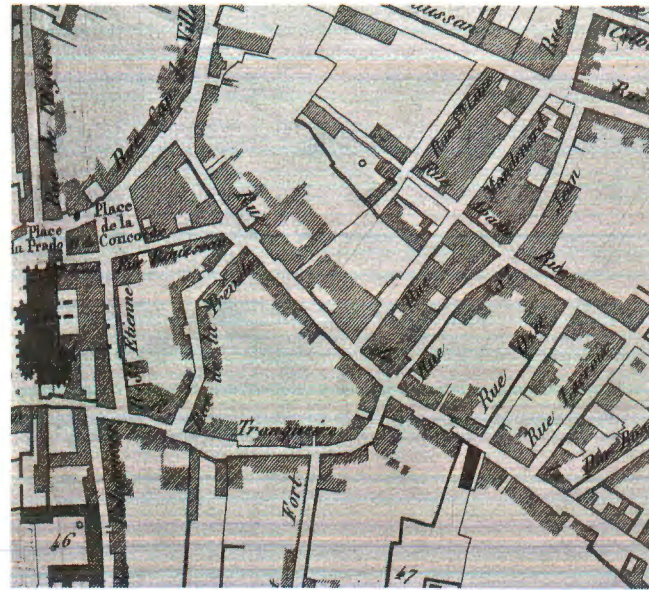
si particulier à la proche banlieue bordelaise. Ils commencent leur entreprise le long du chemin de Paulin, en lotissant la rue de la Franchise et en participant à l'ouverture d'autres voies le long de ce chemin. Ce sont les rues Bouchet, aujourd'hui Émile-Fourcand, et de Bel-Air, devenue la rue Naujac. Enfin, à la veille de la Révolution, ils rejoignent dans la partie septentrionale du chemin de Paulin d'autres lotissements, entrepris par des tiers, vers la rue Lufflade. Entre-temps, l'occasion leur a été donnée de percer de nouvelles rues, appelées Mondenard et Sainte-Luce, débouchant dans l'ancien chemin de Paulin, devenu la rue du même nom, qu'ils peuvent ainsi relier à la rue de la Trésorerie et conséquemment aux abords immédiats de la collégiale Saint-Seurin | 125 |.

Les plantiers de Terre-Nègre et de Naujac

Le chemin de Paulin constituait la dernière voie transversale reliant directement les routes conduisant vers les villages les plus éloignés de la très vaste paroisse et seigneurie de Saint-Seurin. À l'angle des chemins de Paulin et du Médoc se trouvait le « plantier », ou tènement de « Terre-Nègre et Fosse-Guimbaut ». Il formait un quadrilatère. Au sud le bordait le chemin de Saint-Jean ou de Caudéran, qui a pris aujourd'hui le nom de rue Mondenard. À l'ouest le chemin de Terre-Nègre formait sa limite, il joignait celui de Saint-Jean au chemin de Soulac qui bornait lui-même le plantier au nord. Ce chemin de Soulac n'était qu'une branche du chemin du Médoc, inclinant vers le sud-ouest au-delà de la croix de Seguey, connu aujourd'hui sous le nom de rue Ulysse-Gayon. À l'est enfin, le chemin de Paulin constituait la frontière de ce territoire. À l'est de ce chemin s'étendait un second plantier, appelé de Naujac. Sa limite orientale était constituée par la rue de la Trésorerie,

124 | Plan du faubourg Saint-Seurin.

125 | Plan du plantier de Terre-Nègre.



126 | Quartier de la rue Paulin et la rue de la Trésorerie, extrait du plan de Pierrugues.

Les premières opérations à Terre-Nègre

Entre 1771 et 1773 Étienne et Jean Laclotte se rendent propriétaires de fonds considérables dans le plantier de Terre-Nègre. Presque tous proviennent de la succession d'un maître dinandier dont les filles se défont en partie en leur faveur. Le 23 octobre 1771, Marie-Thérèse Cazaux leur vend contre la promesse de la construction d'une échoppe à proximité du Palais Gallien, une grande vigne située en bordure du chemin de Paulin. Deux ans plus tard Jean Laclotte achète à Marguerite Cazaux une sablière jouxtant vers le nord la vigne qu'il avait acquise de sa sœur. Cette dernière lui cède quelques mois plus tard une seconde vigne, de plus de mille toises carrées de surface à l'angle de la rue Paulin et du chemin de Caudéran. Entre-temps, le 28 février 1772, cinq autres sœurs, Anne, Anne-Mimi, Anne-Poulette, Anne-Nanette et Marie-Anne-Finette Doussous lui abandonnent une autre vigne, joignant celle des sœurs Cazaux mais située à l'intérieur du plantier, sans issue sur le chemin de Paulin³.

Ces achats à Terre-Nègre ont-ils été effectués dans un dessein spéculatif ? Au début des années 1770 le plantier reste très isolé. Il paraît plus vraisemblable que les architectes cherchent là à acquérir des sablières qui ne seraient pas trop éloignées de leurs chantiers urbains. Cela réduirait d'autant les coûts de transport de ce matériau. Toutefois le long du chemin du Médoc, devenu dans sa partie la plus proche de la ville la rue Fondaudège, l'entreprise des lotissements Hustin vers 1770, puis Duplessy à partir de 1774 semblait indiquer que la partie occidentale du faubourg serait à plus ou moins longue échéance urbanisée à son tour. Étienne et Jean Laclotte prennent l'initiative en 1775 de proposer à la vente, pour des prix très modérés, des lots bordant le chemin de Paulin, tout en se réservant les terrains dont ils extraient du sable, à l'intérieur du plantier de Terre-Nègre.

La clientèle attirée par ces emplacements éloignés de la ville se compose presque exclusivement d'artisans. Ceux-ci souhaitent pour la plupart construire là de petites maisons, ou échoppes locatives. Ils ne songent généralement pas à y habiter, la plupart résidant en ville où ils exercent leur métier. Seuls peut-être les compagnons travaillant dans

au nord et au sud le longeaient respectivement les chemins de Saint-Jean et le chemin du Médoc. Terre-Nègre reste encore en 1770 couvert de vignes. Le maître tonnelier Jean Lescat et la veuve Roux y possèdent chacun un *bourdieu*, le premier à l'angle des chemins de Terre-Nègre et de Soulac, la seconde à l'angle des chemins de Paulin et du Médoc. Une vingtaine d'autres tenanciers se partagent, avec ces deux « gros » engagistes, les quelque soixante journaux sur lesquels s'étend le tènement. Des sentiers le parcourent, qui permettent l'accès aux parcelles de vignes. L'un d'entre eux, plus large et perpendiculaire au chemin de Paulin, est connu sous le nom de ruelle de Terre-Nègre. Il va devenir la rue de La Franchise² | 126 |. Quant au plantier de Naujac, plus proche de la ville, il est déjà à cette époque beaucoup plus morcelé, surtout vers la rue de la Trésorerie.

le bâtiment peuvent s'installer vers Terre-Nègre, en raison de la proximité relative des nombreux chantiers du faubourg Saint-Seurin.

Sur le côté ouest de la future rue Paulin, depuis l'angle du chemin de Caudéran jusqu'à la ruelle de Terre-Nègre, où se trouvent la majorité des terrains des Laclotte possédant une issue sur le chemin, ceux-ci dessinent des lots d'une vingtaine de pieds de large. Entre le début de l'année 1775 et celui de 1778 ils vendent là une quinzaine de terrains pour des sommes variant de cent à trois cents livres, certaines de ces ventes sont assorties de la promesse de bâtir sur le terrain une chambre ou échoppe⁴, auquel cas le prix atteint un millier de livres. Ce sont bien des artisans qui acquièrent ces lots : le tailleur de pierre Bertrand Lasseveno, l'arrimeur Bertrand Mazeau, le serrurier Jacques Bigot, le « *journallier demolisseur de vieilles maisons* » Pierre Audureau, le cordonnier Arnaud Raymond, les frères homonymes Pierre et Pierre Piffon, tous deux maîtres vitriers, le tonnelier Girard Laffon, Marie Grillon, épouse d'un charpentier, le maître couvreur Pierre Augé, Jeanne Pinasseau, veuve du tailleur de pierre François Planche⁵.

En 1778 ne restent plus aux Laclotte que trois terrains à vendre sur la rue Paulin. Deux deviennent l'année suivante la propriété de Jeanne Lambertie, veuve d'un marin, et celle du vigneron « *privé de la vue* » Mathieu Moulinet, pour qui sera bâtie une échoppe⁶. Le dernier lot trouve preneur en 1782, son acheteur est le négociant Pierre Barthez qui a la surprise de trouver sur son terrain une construction dont Jean Laclotte ne se souvenait plus de la présence et qu'il lui abandonne pour deux mille livres⁷.

L'acquisition de 1778

Le succès des terrains de la rue Paulin a privé les Laclotte d'une partie de leurs sablières. En 1778 ils reconstituent des fonds à Terre-Nègre, dans l'intérieur du plantier et en bordure de la ruelle de Terre-Nègre, mais aussi sur le côté oriental de la rue Paulin, à peu près face à cette ruelle, dans le plantier de Naujac. C'est une nouvelle fois Marie-Thérèse Cazaux qui leur vend quatre vignes, le 26 mars de cette année, en échange de trois cents livres et de la construction de deux échoppes et deux chambres rue de la Trésorerie⁸.

Ces vignes sont exploitées en sablières pendant au moins quatre ans avant que ne commencent les ventes d'emplacements qui mesurent ici dix-huit pieds de large. Entre avril 1782 et janvier 1787, le rouleur Jean Broc, le « *confisseur* » Jacques Deshayes un autre rouleur de la Douane, Arnaud Amanieu, le tailleur de pierre Jean Audubert et le carreleur Guillaume Boyé, le maître serrurier Antoine Payen achètent des terrains sur lesquels certains prévoient de construire une échoppe⁹.

Les rues Bouchet et de Bel-Air

Le percement d'une voie joignant à la rue Paulin celle de la Trésorerie, dont le débouché sur le côté oriental de la rue Paulin dans le plantier de Naujac se situerait sur les fonds acquis par Jean Laclotte de Marie-Thérèse Cazaux le 26 mars 1778, était en

4. Voir glossaire.

5. A. D. Gironde, 3 E 20583, 25 février 1775 ; 3 E 20660, 27 avril 1775 ; 3 E 21584, 26 juillet 1775 ; 3 E 21585, 22 octobre 1776 ; 3 E 20586, 9 décembre 1776 ; 3 E 20589, 14 février 1778 ; 3 E 20587, 11 janvier 1777 ; 3 E 20589, 8 janvier 1778 ; 3 E 20587, 18 et 19 janvier 1777 ; 3 E 20587, 4 mai 1777 ; 3 E 7487, 24 décembre 1777 ; 3 E 48553, 20 février 1778 ; 3 E 24995, 16 mars 1778.

6. A. D. Gironde, 3 E 26604, 8 mai 1779 ; 3 E 48559, 12 juillet 1779.

7. A. D. Gironde, 3 E 5615, 4 et 30 septembre 1782.

8. A. D. Gironde, 3 E 20589, 26 mars 1778.

9. A. D. Gironde, 3 E 7501, 29 avril 1782 ; 3 E 21593, 26 mai 1783 ; 3 E 48577, 24 janvier 1786 ; 3 E 21600, 21 août 1786 ; 3 E 21601, 24 janvier 1787 ; 3 E 20386, 7 juin 1787.

2. A. D. Gironde, G 1206.

3. A. D. Gironde, 3 E 5925, 23 octobre 1771 ; 3 E 20579, 25 avril 1773 ; 3 E 20580, 11 décembre 1773 ; 3 E 20577, 28 février 1772.

projet depuis cette dernière date. Dès le 28 avril suivant, l'architecte avait cédé pour une centaine de livres au vigneron Jean Duprat un terrain de quarante-deux pieds de façade sur soixante de profondeur, dans le cul-de-sac qu'il venait d'ouvrir là, promettant d'y construire deux échoppes pour un peu plus de mille livres¹⁰. Les choses restèrent en l'état jusqu'en 1781. Le 19 mai de cette année, huit des propriétaires du plantier de Naujac se réunissent autour du trésorier de France Charles-Marie Foucault de Beauregard : Denis Bongrand, Jean Laclotte, Nicolas-Joseph Bouchet, Mathieu Dubernet, Pierre Ripousseau, Pierre Fouquet, Jean Jarrige et François Desaidès. Lors de cette réunion, ils s'accordent pour partager leurs terrains ; ils les répartissent équitablement de part et d'autre de la future rue de vingt-quatre pieds de large qu'ils ont l'intention d'ouvrir dans le plantier du Grand-Naujac, afin de transformer le cul-de-sac en véritable rue ; ils signent ce jour-là une convention à ces fins, qu'homologue par ordonnance le Bureau des finances¹¹. La nouvelle voie appelée Bouchet, actuelle rue Émile-Fourcand, doit permettre de désenclaver le quartier en cours d'urbanisation. Ce n'est pourtant que près de sept ans plus tard que Jean Laclotte vend deux emplacements dans cette rue, au pâtissier Raymond Soucaret et au maître menuisier Jean Fairau¹². Finalement au début de la Révolution les Laclotte échangent les terrains qu'ils possèdent encore rue Bouchet à deux menuisiers associés pour la circonstance, Eymond Lacassaigne et Michel Depleurs contre des travaux de leur état¹³.

Bien auparavant, le 23 décembre 1781, Étienne Laclotte, Blaise Despujols et Jean Martin achètent pour trois mille livres au forgeron Antoine Despoüis une longue bande de terrain plantée en vigne, perpendiculaire à la rue Paulin. Elle fait façade à l'est sur une largeur de soixante pieds et jouxte au sud et à l'ouest des fonds appartenant déjà aux architectes¹⁴. Grâce à cet achat, le principe de l'ouverture par les associés d'une nouvelle rue appelée de Bel-Air, reliant la rue Paulin au chemin de Terre-Nègre, aujourd'hui rue Ernest-Renan, est sans doute très vite acquis.

La rue de Bel-Air restait cependant difficile d'accès et dans un quartier excentré, il faut attendre 1785 pour que les ventes d'emplacements la bordant puissent débiter. À cette époque les propriétaires du plantier de Naujac dont les possessions font face à la nouvelle voie tracée par les Laclotte, sont tout disposés à en céder des parcelles afin que puisse être prolongée cette dernière vers le Palais Gallien. Elle doit prendre le nom de rue Naujac et sa largeur doit atteindre vingt-quatre pieds. Cette nouvelle liaison entre les rues Paulin et de la Trésorerie, doublant la rue Bouchet, ne peut qu'améliorer la desserte de cette partie du faubourg.

L'inévitable Monsieur Bouchet possède le terrain sur lequel doit être formé le débouché de la rue. Fort de sa position privilégiée, il désire tirer de son fonds le meilleur parti possible et fait traîner l'affaire. Alors que la toise carrée se négocie dans le plantier à une dizaine de livres, il en retire finalement le double pour son terrain, prix que s'engage personnellement à lui payer François Lhôte, l'architecte du Bureau, qui officiellement désire seulement débloquer la situation. Il ne doit cependant pas manquer de songer à participer à la future spéculation. Le 19 juillet 1785 l'accord entre les parties est signé sous la forme d'un traité. Une ordonnance des Trésoriers l'entérine le 7 septembre suivant¹⁵.

10. A. D. Gironde, 3 E 7489, 28 avril 1778.

11. A. D. Gironde, 3 E 21598, 6 août 1785. L'ordonnance citée à cette date dans deux actes de vente différents n'est malheureusement pas conservée dans les archives du Bureau des finances.

12. A. D. Gironde, 3 E 31337, 9 et 11 février 1788.

13. A. D. Gironde, 3 E 31359, 27 nivôse an II (16 janvier 1794).

14. A. D. Gironde, 3 E 7500, 23 décembre 1781.

15. A. D. Gironde, C 4220, 7 septembre 1785.

Les Laclotte profitent de l'affaire, heureusement conclue par leur allié involontaire François Lhôte. Ils se retrouvent désormais en belle position, disposant face au débouché de la nouvelle rue Naujac des fonds situés entre la rue de Bel-Air et celle de la Franchise. Ils les commercialisent en un premier temps sous la forme de lots larges de vingt et un pieds. À la fin de l'année 1785 puis en août de l'année suivante, ils vendent à Pierre et Jean Delbalat, deux frères tailleurs de pierre¹⁶, puis au tonnelier Pierre Dubois¹⁷ des terrains profonds d'une soixantaine de pieds pour des sommes de six cents livres et, pour les premiers, le marché pour la construction d'une nouvelle échoppe.

Il faut ensuite attendre plus de deux ans pour que commencent les ventes dans la nouvelle rue. En août 1788 le maître menuisier Eymond Lacassaigne achète un lot de quarante pieds de profondeur. Il promet de bâtir immédiatement une maison sur son nouvel emplacement¹⁸. Au début du mois de décembre suivant, Jeanne Samaran, veuve du maître boulanger Géraud Abadie, acquiert le terrain placé à l'angle sud-est des rues Paulin et Naujac, ainsi que celui qui lui fait suite dans la rue Paulin, pour y établir son jardin. Les Laclotte doivent y bâtir une échoppe¹⁹. En 1789 une première entorse est faite à la règle des lots de vingt et un pieds de large. Le marchand de la rue Paulin, François Abiges, en obtient un de soixante-deux pieds²⁰. Pour pouvoir exploiter leurs sablières qu'ils doivent agrandir en 1787 et 1789 par l'achat de vignes nouvelles²¹, et que la vente de nouveaux terrains isole au milieu du plantier, les Laclotte acquièrent en 1788, à pacte de rachat pour dix ans, une bande de terre qui leur permet de s'y rendre depuis le chemin du Médoc²² ; elle prendra le nom de chemin des Sablières.

De 1790 à 1794 les ventes s'interrompent totalement. Pendant cette période il semble vraisemblable que les deux frères ont renoncé à rechercher des clients. Lorsque les transactions reprennent deux mois avant la mort de Jean, les lots se vendent moins de dix livres la toise carrée, soit deux fois moins que le prix demandé aux clients des années 1788 et 1789.

La rue Lufflade

Avant la fin de l'année 1784, Jean Laclotte avait construit deux échoppes et un puits pour Bernard Peyraguey, un vigneron riverain de la rue Paulin. Une partie du prix de ces travaux lui restait due à cette époque. Le 22 décembre de cette année l'agriculteur cède à l'architecte, pour apurer sa dette, une vigne située à l'est de la rue Paulin, dans sa partie septentrionale et plus précisément dans le plantier du Grand-Naujac²³. Quelques années plus tard deux propriétaires de ce plantier, les demoiselles Poudensan, ouvrent une rue perpendiculaire au chemin du Médoc et parallèle à la rue Paulin ; elle doit se prolonger jusqu'au nouveau terrain des Laclotte. Ces derniers ont alors la possibilité d'ouvrir à leur tour dans ce terrain une rue perpendiculaire à la rue Paulin, elle rejoindrait celle qui porte aujourd'hui le nom de Poudensan. Cette nouvelle rue, percée sur le côté nord de leur acquisition par les Laclotte, est par la suite prolongée²⁴.

16. A. D. Gironde, 3 E 21598, 18 décembre 1785.

17. A. D. Gironde, 3 E 21600, 27 août 1786.

18. A. D. Gironde, 3 E 21604, 10 août 1788.

19. A. D. Gironde, 3 E 48585, 4 décembre 1788.

20. A. D. Gironde, 3 E 48587, 19 juin 1789.

21. A. D. Gironde, 3 E 21601, 3 mai 1787 ; 3 E 21605, 18 juin 1789.

22. A. D. Gironde, 3 E 21604, 4 juillet 1788.

23. A. D. Gironde, 3 E 5622, 22 décembre 1784.

24. La rue Lufflade joint aujourd'hui la rue Paulin à la rue de Maleret qui est parallèle aux rues Paulin et Poudensan, son prolongement au-delà de la rue Poudensan est postérieur à 1818, il ne figure pas sur le plan dit de Pierrugues, il figure sur le plan cadastral de 1850.

Elle s'appelle rue Lufflade, du nom du serrurier qui le premier y fait construire une maison. Cet artisan achète le 14 janvier 1788 un lot de vingt pieds en façade sur la rue Paulin, et de quarante-deux pieds sur la rue Lufflade. Il passe le jour même un marché avec les Laclotte pour la construction de sa maison à une seule pièce par étage, accompagnée d'un petit jardin. Elle ne lui revient pas à plus de cinq mille livres²⁵. De l'édifice tel qu'il se présentait ne reste plus grand-chose, sa porte de boutique est transformée en fenêtre rectangulaire, des baies de mêmes forme et nature ont été percées sur la rue Lufflade, le jardin a laissé place à un second corps de bâtiment, légèrement moins élevé que le premier, prenant le jour par deux travées de baies également rectangulaires à chambranle mouluré, un enduit de ciment revêt l'ensemble de la maison.

Quelques jours avant de traiter avec Jean Lufflade, les Laclotte avaient vendu à Jean Broc, rouleur leur ayant déjà acheté un terrain rue Paulin en 1782, un autre emplacement de vingt pieds de façade sur trente-six de profondeur, situé dans un cul-de-sac. Ils venaient d'ouvrir cette petite voie à l'extrémité orientale de leur fonds, elle prolonge sur quelques mètres la rue Poudensan²⁶. Une semaine plus tard, les 19 et 20 janvier 1788, ils cèdent à Jean Cazaux, François Salmon et Jean Ducloux, deux tailleurs de pierre et un maçon, trois lots larges de vingt pieds et profonds respectivement de trente à quarante pieds, tous situés sur le côté sud de la rue Lufflade. Il en coûte à ces artisans de trois cents à cinq cents livres²⁷. Au mois de mars suivant sont vendus deux autres terrains, le premier, rue Lufflade, au tailleur de pierre Nicolas Maumelat pour huit cents livres, il mesure également vingt pieds de large pour une profondeur de quarante-sept pieds. Le second n'est large que de quatorze pieds et profond de dix-huit, il se trouve dans le cul-de-sac prolongeant la rue Poudensan et devient la propriété du « *marchand d'oublies* » Bernard Leveillé pour seulement cent soixante-huit livres²⁸. En mars 1790 le tailleur de pierre Pierre Cadret acquiert deux emplacements dans le cul-de-sac, de vingt et quatorze pieds de façade pour cinquante et trente-quatre pieds de longueur. Dans les huit cents livres qu'il doit payer est compris un droit de puisage au puits que les Laclotte viennent de construire, à l'angle du cul-de-sac et de la rue Lufflade²⁹. Enfin le lot qui se trouve face à ce puits est acquis par le marin Arnaud Casse, le 24 avril suivant³⁰. Rien ne permet de penser que les petites constructions, datant d'ailleurs pour la plupart du XIX^e siècle, qui se dressent sur ces divers emplacements ont pu être bâties par les Laclotte.

Les derniers terrains des sablières

Après la mort en avril 1794 de Jean Laclotte, Étienne se charge de liquider pour son propre compte et celui des héritiers de son frère les terrains « *des Sablières* ». Ces terrains pour la plupart situés rue de Bel-Air sont toujours acquis par des artisans du bâtiment. Les corporations ayant disparu, ils ne sont plus désignés sous leur qualité de maître ou de compagnon, certains sont d'anciens clients des Laclotte. En vendémiaire an III, un lot enclavé dans les sablières est cédé, payable en ouvrages de menuiserie, au menuisier

Jean Fairau³¹. À partir de 1795 le prix du terrain remonte à peu près à son cours d'avant la Révolution. Le 3 pluviôse an III, pour mille cent cinquante livres le maçon Léonard Deborde achète un terrain sur lequel se trouve une vieille échoppe, large de vingt-quatre pieds et profond de quatre-vingt-quatre, tandis que Jean Baillif, « *fabricant en fayance* », en acquiert deux, mitoyens, de quinze toises sur vingt-trois, et douze toises sur neuf³². Le 6 fructidor an III, c'est au vigneron Jean Duprat qu'Étienne Laclotte et la veuve de son frère vendent un terrain de cent douze toises carrées, s'étendant de la rue de Bel-Air au nord à celle de la Franchise au sud³³. Les 1^{er}, 29 et 30 frimaire an IV, le tailleur de pierre François Sibert, le plâtrier René Peyrelade, les maçons Léonard Deborde et Michel Perron, ainsi qu'un autre tailleur de pierre, Jean Delbalat, achètent respectivement des terrains de quatre-vingt-sept, soixante-huit, cinquante-sept, cent dix-sept et quatre-vingt-dix-neuf toises carrées, faisant façade au nord sur la rue de Bel-Air et au sud sur celle de la Franchise³⁴.

À partir de 1796 les ventes semblent cesser. Les terrains qui restent aux Laclotte sont enclavés à l'intérieur du plantier de Terre-Nègre, et donc moins intéressants quant au prix qu'il était possible d'en tirer. Étienne Laclotte continue vraisemblablement à les utiliser comme sablières, en attendant que se concrétisent les projets d'achèvement de la rue de la Franchise et de prolongement de la rue Bouchet, toutes deux jusqu'à la rue de Terre-Nègre.

C'est finalement en 1812 qu'Étienne Laclotte et sa belle-sœur Marie Dessans, représentant Joseph-Édouard Laclotte son petit-fils mineur, fils de feu Pierre Laclotte, Jean-Théodore Laclotte son fils et Denise Laclotte sa fille, se partagent les derniers terrains des sablières. Leur surface est loin d'être négligeable. Ils s'étendent encore sur plus de mille deux cents toises carrées. Ils se situent pour l'essentiel entre les rues de la Franchise et le « toujours » futur prolongement de la rue Bouchet. Le plan en est dressé et annexé à cet acte de partage³⁵.

Le quartier de la Trésorerie

Jusqu'en 1781 seul le petit chemin de Saint-Jean relie, en formant un coude, la partie méridionale de la rue de la Trésorerie au chemin de Paulin. Il débouche face aux sablières que, depuis 1775, les Laclotte ont entrepris de convertir en emplacements à bâtir, au fur et à mesure qu'elles s'épuisent. À cette date se présente à eux l'opportunité de se lancer dans une opération spéculative d'envergure. Elle va leur permettre d'urbaniser toute la zone située au nord de la Trésorerie, comprise entre le chemin de Paulin et la rue de la Trésorerie. Cet édifice de la Trésorerie était la résidence du chanoine de Saint-Seurin revêtu de la dignité de trésorier du chapitre. Il a donné son nom à la rue sur le côté occidental de laquelle se trouvait sa principale entrée.

25. A. D. Gironde, 3 E 21603, 14 janvier 1788.

26. A. D. Gironde, 3 E 48583, 7 janvier 1788.

27. A. D. Gironde, 3 E 21603, 19 et 20 janvier 1788.

28. A. D. Gironde, 3 E 48583, 28 mars 1788.

29. A. D. Gironde, 3 E 21607, 22 mars 1790.

30. A. D. Gironde, 3 E 21607, 24 avril 1790.

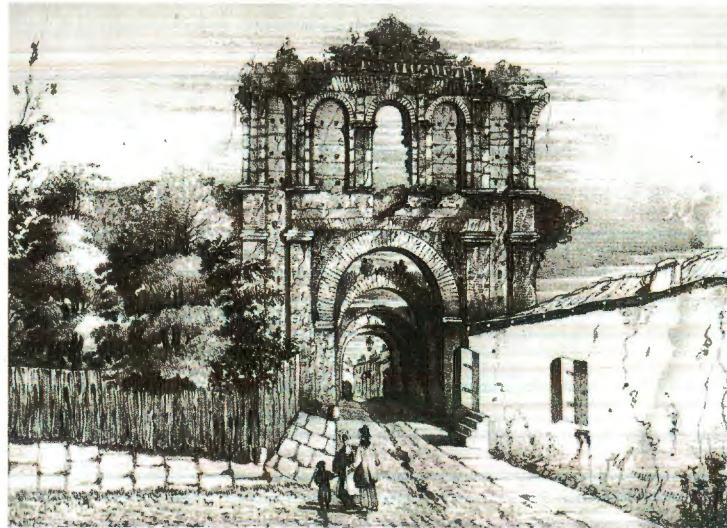
31. A. D. Gironde, 3 E 31362, 17 vendémiaire an III (8 octobre 1794).

32. A. D. Gironde, 3 E 31363, 3 pluviôse an III (22 janvier 1795).

33. A. D. Gironde, 3 E 31366, 6 fructidor an III (23 août 1795).

34. A. D. Gironde, 3 E 31367, 1^{er} frimaire an IV (22 novembre 1795), 29 frimaire an IV (20 décembre 1795), 30 frimaire an IV (21 décembre 1795).

35. A. D. Gironde, 3 E 31434, 4 novembre 1812.



127 | Bernard Chauve, une échoppe aux abords du Palais Gallien.

Le domaine de Léonard Pick et les terrains Mondenard

En 1771, 1778 et 1780, les Laclotte avaient eu l'occasion de travailler dans la rue de la Trésorerie. Dans sa partie la plus septentrionale, devant la porte du Palais Gallien | 127 |, ils avaient bâti trois échoppes et deux chambres pour le compte de Marie-Thérèse Cazaux³⁶. Dans sa partie la plus méridionale, à l'angle du chemin de Capdeville, ils avaient reconstruit deux maisons appartenant à Madame de Mondenard. Celle-ci possédait d'autres fonds en bordure de cette rue, sur le même côté que la Trésorerie, entre cette dernière et le chemin de Saint-Jean³⁷. Au printemps de 1781 Étienne et Jean Laclotte achètent pour vingt-cinq mille livres à Léonard

Pick, seigneur de Preignac, un petit domaine viticole, pratiquement abandonné, aux bâtiments « *menaçant une chute prochaine par vétusté* » et aux « *vignes négligées et très dégarnies* »³⁸. Des murs de clôture séparent ce *bourdieu* des rues Saint-Jean et Paulin au nord et à l'ouest. Au sud une « *allée de muriers blancs* » forme sa limite avec les possessions d'un sieur Duffourg. À l'est il est séparé de la rue de la Trésorerie par la Trésorerie elle-même, puis par les terrains et échoppes de Madame de Mondenard. En arrière de ces derniers se trouve la faïencerie Barbut. Sa seule façade sur cette rue de la Trésorerie se trouve entre ces constructions et l'angle de la rue Saint-Jean. Il faut en outre préciser qu'un petit jardin de la Trésorerie formait une enclave dans le nouveau bien des Laclotte.

En 1783, sur le côté sud du chemin de Saint-Jean, désormais dénommé « *rue* » Saint-Jean, les deux architectes commencent à vendre des lots larges d'une vingtaine de pieds. Au mois de mars ils en cèdent un à Jeanne Mailhol, pour cent livres, et au mois d'avril un second, de même largeur, aux sœurs Guiraud et Jeanne Clau. Sur ce lot ils s'engagent à construire une échoppe pour deux mille livres³⁹.

Cette petite maison n'est pas la seule construction élevée dès cette époque par les Laclotte sur leurs nouvelles possessions, ils viennent d'achever celle qui la jouxte à l'ouest. Tandis que ces chantiers sont en cours, des tractations doivent avoir eu lieu entre les architectes et leurs voisins. Ils tentent de les persuader de participer à l'aménagement du quartier. Leur dessein est de percer d'est en ouest au milieu de leur domaine une première voie en droite ligne entre les rues Paulin et de la Trésorerie. Il leur faut pour cela acquérir des Mondenard un terrain qui leur permettrait d'en former le débouché dans la rue de la Trésorerie. Cela est chose faite le 26 août, date à laquelle Arnaud de Mondenard et son épouse leur vendent quarante et une toises carrées afin que puisse être ouverte la rue qui doit porter leur nom. Cette vente est conclue pour quatre mille cent quarante livres, à raison de cent livres la toise carrée. On est loin ici des prix modestes des premières transactions dans la rue Saint-Jean⁴⁰.

36. A. D. Gironde, 3 E 5925, 23 octobre 1771 ; 3 E 20589, 26 mars 1778.

37. A. D. Gironde, 3 E 21589, 6 mars 1780.

38. A. D. Gironde, 3 E 21714, 13 juin 1781.

39. A. D. Gironde, 3 E 21593, 28 mars 1783 ; 3 E 19335, 17 avril 1783.

40. A. D. Gironde, 3 E 21594, 26 août 1783.

Les Laclotte pensent ensuite agrandir le passage large de huit pieds, « *reservé pour le droit d'échelle* », qui sépare la Trésorerie des possessions des Mondenard et de la faïencerie Barbut, puis à le prolonger à travers leur fonds jusqu'à la rue Paulin. Cette opération est destinée à ouvrir la future rue Sainte-Luce. Ils songent enfin à ouvrir une voie transversale, qui joindrait la rue Saint-Jean à celle de Sainte-Luce, mais cette ouverture reste subordonnée à l'achat de l'enclave formée par le petit jardin de la Trésorerie. Enfin ils espèrent convaincre leur voisin Duffourg de prolonger cette voie à travers son bien jusqu'à la rue Capdeville vers le sud. Un accord verbal entre les parties avait théoriquement abouti dans ce sens puisque dès le 23 août, soit trois jours avant que ne soit traitée l'affaire du terrain des Mondenard, un plan d'aménagement dans ce sens a été approuvé par le Bureau des finances⁴¹.

Les premières ventes dans la rue Mondenard

Sans même attendre l'autorisation des Trésoriers de France, les Laclotte ont ouvert dans la partie occidentale de leurs terrains un cul-de-sac, large de vingt-quatre pieds et débouchant dans la rue Paulin, destiné à devenir la rue Mondenard lorsqu'il serait prolongé jusqu'à la rue de la Trésorerie. Ils commencent à vendre des lots larges d'une vingtaine à une quarantaine de pieds et s'étendant entre ce cul-de-sac et la rue Saint-Jean. L'essentiel de leur clientèle se compose d'artisans, maîtres pour la plupart. Ainsi le 14 février 1784, trois maîtres menuisiers, Joseph Serres, Jean Lasserre et Delpy, en compagnie du maître serrurier Jean-Baptiste Labroille, se retrouvent chez le notaire Duprat. Ils achètent des lots de quarante pieds sur soixante-dix, pour mille huit cent soixante-six livres, à l'exception du menuisier Delpy dont le terrain large de seulement vingt pieds mais long de quatre-vingt-dix, ne coûte que mille deux cents livres. Les prix pratiqués là atteignaient vingt-trois à vingt-quatre livres la toise carrée⁴². En mars, avril et juillet, quatre nouveaux lots trouvent preneur à des prix sensiblement équivalents. Le perruquier Jean Mares en acquiert un de vingt et un pieds sur cent six, l'appareilleur Arnaud Béraud de vingt pieds sur soixante-treize, le menuisier Jean Robert de trente et un pieds sur soixante et l'officier de marine Jean Lamothe de vingt-trois pieds sur quatre-vingt-dix. Celui de Jean Robert se trouve à l'angle des rues Paulin et Saint-Jean⁴³.

Après avoir obtenu l'ordonnance du Bureau des finances autorisant l'ouverture des rues projetées, les Laclotte mettent fin, en septembre, au procès qu'a engagé contre eux en 1773 Marie Miaille, épouse du maître cloutier Jean Boutetie, grâce à la cession en sa faveur d'un terrain de quarante-huit pieds de profondeur, large de vingt et un en façade sur la rue Mondenard, assortie de la promesse de construire dessus une échoppe⁴⁴.

Immédiatement après avoir « obtenu » le marché de cette construction, ce sont encore deux lots respectivement larges de vingt et un et vingt-quatre pieds, et profonds de quatre-vingt-dix et quatre-vingt-cinq pieds, entre la rue Saint-Jean et la future rue Mondenard, que vendent les Laclotte à la marchande Catherine Fissou et au maître vitrier Antoine Dangas pour les sommes de mille quatre cent quarante et onze cent quatre-vingt-dix livres⁴⁵.

41. L'ordonnance autorisant l'ouverture des rues projetées n'est pas conservée mais citée dans une autre ordonnance du 3 septembre 1787.

42. A. D. Gironde, 3 E 5623, 14 février 1784.

43. A. D. Gironde, 3 E 15494, 9 mars 1784 ; 3 E 5623, 22 mars 1784 ; 3 E 5624, 9 avril 1784 ; 3 E 21596, 28 juillet 1784.

44. A. D. Gironde, 3 E 21596, 17 septembre 1784.

45. A. D. Gironde, 3 E 21596, 25 septembre et 16 octobre 1784.

L'ouverture des rues Sainte-Luce et Laclotte

Par une délibération du 19 novembre 1784 le chapitre de Saint-Seurin autorise le chanoine Batcave à aliéner le petit enclos du jardin de la Trésorerie enclavé dans le fonds des Laclotte. Quatre jours plus tard ceux-ci en deviennent engagistes perpétuels, moyennant un droit d'entrée de mille deux cents livres et une rente annuelle de soixante livres⁴⁶. Cette nouvelle acquisition va permettre aux deux frères d'ouvrir la rue Sainte-Luce et la voie transversale qui la joint à la rue Saint-Jean, cette dernière, en attendant une dénomination définitive, porte dans les actes notariés les noms de « *rue Laclotte* », « *rue projetée* » ou « *rue Abadie* ». Immédiatement de nouveaux terrains, situés ceux-là entre les rues Mondenard et Sainte-Luce, commencent à être commercialisés. Les prix atteignent le triple de ceux pratiqués jusque-là dans le nouveau quartier. Le charpentier de marine Jean Arnaud doit payer deux mille trois cent vingt-huit livres un lot de vingt-deux pieds de large sur la rue Sainte-Luce et seulement profond de quarante et un pieds. Son confrère Pierre Vidal, charpentier de haute futaie, devient propriétaire d'un autre lot de semblable largeur et long de soixante-quinze pieds, pour mille cinquante livres, mais il s'engage en plus à faire des travaux pour les Laclotte, en outre les deux artisans promettent de « *bâtir incessamment* » sur leurs emplacements⁴⁷. La même clause est imposée aux négociants François Bernard, Guillaume Laroque et Pierre Fegère qui achètent au mois de novembre le terrain faisant l'angle sud-est de l'intersection des rues Laclotte et Sainte-Luce, pour cinq mille sept cent soixante-neuf livres⁴⁸. La dernière vente de 1784 est consentie en faveur du menuisier Jacques Granon, elle concerne un lot de cinquante-trois pieds de profondeur dont la façade se trouve rue Saint-Jean, il s'engage lui aussi à y construire une maison dans les plus brefs délais. Son prix très modéré de sept cent quarante-deux livres peut laisser supposer qu'un arrangement verbal, concernant des travaux de menuiserie, lie cet artisan et les Laclotte⁴⁹. Le rythme des transactions ne se ralentit pas en 1785. À la fin du mois de janvier, Jean Guichenay-Labarthe, ancien procureur au Parlement, cousin germain de Madame de Mondenard, achète pour plus de sept mille livres un terrain triangulaire. Il se situe sur le côté méridional de la rue Mondenard, contre la faïencerie Barbut, les possessions de sa parente le séparent de la rue de la Trésorerie⁵⁰. Le surlendemain, Antoine Coustou « *musicien attaché à la salle de spectacle* » se porte acquéreur d'un lot situé entre la faïencerie et la rue Laclotte, s'étendant de la rue Mondenard à la rue Sainte-Luce, pour mille quatre cent quatre-vingts livres. Il s'engage également à construire une maison « *incessamment* ». Le 10 février suivant, son confrère Antoine-Joseph Haute devient pour le même prix propriétaire de l'emplacement voisin, de même dimension⁵¹. Le 1^{er} mars, Jean Robert qui avait acheté un an auparavant un lot situé à l'angle des rues Saint-Jean et Paulin, lui adjoint celui qui le jouxte à l'angle des rues Paulin et Mondenard, pour seulement cinq cent soixante-seize livres. Le même jour, Thérèse-Pauline Larré acquiert le terrain large de vingt pieds situé entre les rues Mondenard et Saint-Jean sur le côté est de la rue Laclotte. Les Laclotte promettent d'y bâtir une échoppe à chaque extrémité, le tout lui coûtera cinq mille deux cents livres⁵².

46. A. D. Gironde, 3 E 21596, 23 novembre 1784.

47. A. D. Gironde, 3 E 21596, 25 novembre 1784.

48. A. D. Gironde, 3 E 21596, 27 novembre 1784.

49. A. D. Gironde, 3 E 21596, 30 novembre 1784.

50. A. D. Gironde, 3 E 21597, 29 janvier 1785.

51. A. D. Gironde, 3 E 21597, 31 janvier et 10 février 1785.

52. A. D. Gironde, 3 E 19337, 1^{er} mars 1785.

Ce sont encore deux autres chambres, situées sur le même terrain, l'une ayant sa façade rue Saint-Jean et l'autre rue Mondenard, et déjà « *elevées jusqu'au cordon* », que le « *nègre libre* » Laurent Tarquin achète le 2 mai suivant, pour deux mille livres⁵³. Ces deux édifices ont été reconstruits au XIX^e siècle et restaurés très récemment.

L'opposition du 12 mai 1785

Alors que se succèdent les ventes de terrains, des difficultés se font jour entre les Laclotte et leurs voisins impliqués dans l'affaire du lotissement jouxtant la Trésorerie. Les Mondenard, tout comme Barbut, se plaignent du fait que les Laclotte auraient empiété indûment sur leurs possessions, afin de pouvoir ouvrir les rues Sainte-Luce et Mondenard. Tous qui conviennent avoir l'intention de compléter, à plus ou moins long terme, l'opération entreprise par les deux frères, les accusent donc de les priver de fonds qu'ils envisagent à leur tour de vendre sous la forme de terrains à bâtir. Quant à Duffourg, il refuse de se séparer d'une seule toise de son domaine, bloquant le projet de prolongement de la rue Laclotte jusqu'à celle de Capdeville. Tous ces personnages introduisent une opposition le 12 mai 1785 devant le Bureau des finances⁵⁴. Duffourg meurt peu de temps après ; malgré les remontrances des Trésoriers de France, quant à l'utilité pour le bien public de réaliser le dessein des Laclotte, ses héritiers restent sur sa position et il faut bien renoncer à ce projet. Les architectes, conciliants, proposent de réduire de vingt-quatre à vingt pieds la largeur des rues du lotissement, afin que les Mondenard et Barbut bénéficient de l'usage de quelques toises carrées supplémentaires. Le Bureau ordonne une enquête dont il confie l'instruction à son ingénieur, François Lhôte.

À la suite de ce différend, et tandis que l'ingénieur du Bureau s'informe des mesures à adopter pour le résoudre, les achats semblent un temps cesser. L'un des acquéreurs, l'officier de marine Jean Lamothe, revend même son emplacement aux Laclotte en septembre, pour le même prix de mille livres qu'il l'avait payé un an plus tôt⁵⁵. Le cas reste cependant isolé, et les ventes de lots reprennent bien vite ainsi que les chantiers des constructions qui commencent à s'élever sur le lotissement. Le 7 septembre François Clemenceau, domestique de Madame Hustin, a acquis pour trois mille cinq cents livres « *deux chambres basses avec chacune leur grenier, situées l'une à côté de l'autre* », que les Laclotte achèvent alors de bâtir. Elles jouxtent une échoppe appartenant aux architectes⁵⁶. Durant le mois de décembre ce sont encore deux petits emplacements des rues Laclotte et Saint-Jean qui sont vendus aux frères Toulouse, charpentier et vigneron domiciliés à Eysines, ainsi qu'à l'appareilleur Jean-Nicolas Menot pour six cents livres⁵⁷. Le 29 décembre le maître tonnelier Léonard Germain consacre trois mille cinq cents livres à l'acquisition d'une bande de terrain, large de quarante pieds, contre les possessions des héritiers Duffourg, entre les rues Laclotte et Paulin⁵⁸.

Pendant toute l'année 1786 les ventes se poursuivent activement. Le tonnelier Gérard Lafon, le peintre François Lullé-Dejardin achètent des emplacements rue Laclotte et rue Mondenard. Ils les payent respectivement six cents et sept cent quarante livres, plus des

53. A. D. Gironde, 3 E 21597, 2 mai 1785.

54. A. D. Gironde, C 4221, 12 mai 1785.

55. A. D. Gironde, 3 E 21598, 21 septembre 1785.

56. A. D. Gironde, 3 E 21598, 7 septembre 1785. Si l'on en croit les confronts précisés dans l'acte dressé par M^e Nauville, ces constructions se seraient trouvées sur le même terrain que celui vendu à Thérèse-Pauline Larré le 1^{er} mars 1785. Il s'agit vraisemblablement d'une erreur du notaire ou des contractants, le Contrôle des actes ne mentionne pas l'annulation de la vente consentie en faveur de Madame Larré, ni celui du marché pour l'édification de ses deux échoppes.

57. A. D. Gironde, 3 E 21598, 26 et 28 décembre 1785.

58. A. D. Gironde, 3 E 21598, 29 décembre 1785.



128 | Angle des rues Goya et Duranteau, maison du chirurgien de marine Louis Desgranges.

travaux de peinture à exécuter pour les Laclotte⁵⁹, le tonnelier recevra du Bureau l'autorisation de construire l'année suivante⁶⁰. À côté de ces artisans, de nouveaux clients, plus fortunés semblent s'intéresser au lotissement. Les marchands Léger Brugeille et Arnaud Bert acquièrent des terrains pour deux mille quatre cents livres et sept mille livres, respectivement situés rue Mondenard et dans le cul-de-sac formé par l'extrémité méridionale de la rue Laclotte, au-delà de la rue Sainte-Luce⁶¹. Le négociant Pierre Barthez s'engage à construire une maison sur le lot de vingt et un pieds sur soixante qu'il achète dans la rue Saint-Jean pour seulement cinq cents livres⁶². On peut penser que cette cession à un prix si modéré va favoriser l'obtention par les Laclotte de l'entreprise de la maison, d'autant que Pierre Barthez n'est pas un inconnu pour eux. Ils lui ont déjà bâti une autre maison rue Paulin⁶³.

Auparavant pour neuf mille livres, un autre marchand, Géraud Abadie, est devenu propriétaire de la maison que viennent de construire les deux frères à l'angle des rues Mondenard et Laclotte. Le chirurgien de marine Louis Desgranges paye quatre mille livres celle qui fait l'angle de cette même rue Laclotte et de la rue Saint-Jean, consistant « en deux chambres basses et deux hautes, cour, petit chay »⁶⁴. Les élévations de la première de ces maisons, à un étage, comportant trois travées de baies rectangulaires sur la rue Laclotte et deux travées de baies de même forme sur la rue Mondenard, sont aujourd'hui recouvertes d'un enduit épais qui masque tout le décor

d'architecture d'origine, s'il y en eut. La seconde a été remaniée au XIX^e siècle, de l'édifice bâti par les Laclotte ne paraissent conservées que les façades dans leur partie inférieure. Les premières assises en léger ressaut forment l'unique décoration de ces élévations, deux fenêtres et une descente de cave s'ouvrent sur la rue Laclotte, deux fenêtres et une porte sur la rue Saint-Jean, toutes rectangulaires. Une baie en plein-cintre occupait presque toute la largeur du pan coupé qui forme l'angle des deux rues, elle est aujourd'hui obstruée | 128 |.

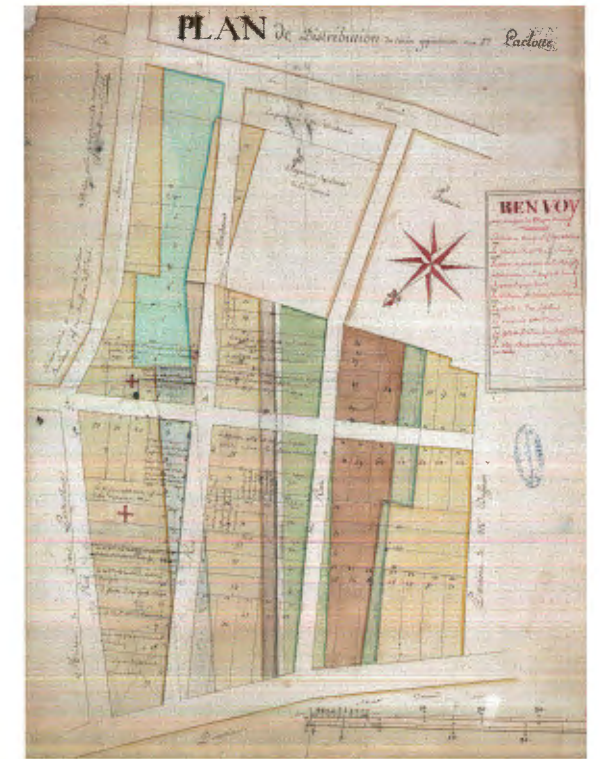
L'ordonnance du 3 septembre 1787 et l'achèvement du lotissement

Trois emplacements seulement ont été vendus en 1787 pour un millier de livres, l'un aux sœurs Clau jouxtant leur échoppe, construite en 1783 rue Saint-Jean, et les deux autres au plâtrier Jacques Semenaud rue Laclotte⁶⁵, lorsque le Bureau des finances informé par l'enquête de François Lhôte et suivant ses conclusions, rend le 3 septembre son ordonnance d'alignement des rues du lotissement. Sans tenir compte des oppositions des Mondenard, non plus que de Barbut, il autorise l'ouverture des rues Mondenard, Sainte-Luce et Laclotte, et ordonne que leur largeur soit maintenue à vingt-quatre pieds⁶⁶. Il existe aux Archives départementales de la Gironde un plan des rues ouvertes

par les Laclotte, des îlots qu'elles déterminent, et à l'intérieur de ceux-ci des soixante-treize emplacements qu'ils se proposaient de commercialiser ; sur certains de ces emplacements figurent la date de leur vente, le nom de leur acheteur et parfois celui du notaire chez lequel a eu lieu la transaction⁶⁷ | 129 |. On a pu voir dans ce dessin la représentation du lotissement tel que le Bureau des finances en avait autorisé la réalisation. On doit pourtant noter que les largeurs des voies ne coïncident pas avec celles ordonnées par les Trésoriers, que beaucoup d'erreurs figurent quant au tracé même des emplacements et aux renseignements concernant leur vente. Ce plan mal documenté ne semble précis, pour autant que l'on puisse le vérifier, qu'en ce qui concerne l'indication en couleur de la ventilation des fiefs des différents seigneurs, tous ecclésiastiques, sur lesquels s'étendait l'ensemble des terrains du lotissement.

Le nouveau plan de voirie ne semble pas avoir eu d'influence particulière sur la commercialisation des terrains encore disponibles. Tout juste peut-on remarquer que jusqu'à les Laclotte avaient cédé des lots situés pour l'essentiel dans la partie occidentale du lotissement, éloignée des lieux contentieux, et ne risquant pas d'être modifiée par la décision des Trésoriers de France, désormais ils peuvent vendre les emplacements se trouvant entre la rue portant leur nom et celle de la Trésorerie. Seulement cinq de ces emplacements sont écoulés en 1788, à des prix très variables selon leur situation. Les acheteurs sont pour la plupart des artisans. Le maître tailleur Jean Marmiesse acquiert pour moins de neuf cents livres deux lots rue Mondenard⁶⁸, les compagnons maçons Jean Girard et Jean Forestier payent chacun sept cent vingt-trois livres des emplacements de vingt pieds sur vingt et un, tous deux sur le côté nord de la rue Mondenard⁶⁹, Jean Latomberie, bourgeois de Bordeaux demeurant rue de la Trésorerie, achète pour seulement deux cent cinquante-trois livres un petit terrain voisin de celui sur lequel Guichenay-Labarthe a fait construire une maison rue Mondenard⁷⁰.

Les premiers événements de la Révolution ne semblent avoir aucune incidence sur le rythme auquel se succèdent les ventes. Le prix des terrains paraît se fixer aux alentours de vingt à vingt-cinq livres la toise carrée, il attire toujours une même clientèle d'artisans. À la fin de 1789 le tailleur de pierre Jean-Baptiste Cadrey et le peintre Philippe-Charles Gilain peuvent, pour sept cent trente-trois et mille quatre cent cinquante livres, disposer d'emplacements larges de vingt-deux pieds et respectivement profonds de soixante et cent trois pieds, dans les rues Laclotte et Mondenard⁷¹. Au début de l'année suivante ce sont des terrains de même largeur, tous situés rue Sainte-Luce, profonds de cinquante à soixante pieds, et d'une valeur de cinq cent quatre-vingts à sept cent trente-trois livres, qu'achètent les tailleurs de pierre François Pompidou et Pierre Berthés, ainsi que le maçon Jean Rousseau⁷².



129 | Rues Sainte-Luce, Mondenard et Saint-Jean, projet de plan de distribution des terrains acquis par les Laclotte.

59. A. D. Gironde, 3 E 21599, 2 et 5 février 1786.

60. A. D. Gironde, C 4237, 27 septembre 1787.

61. A. D. Gironde, 3 E 19184, 25 mars 1786 ; 3 E 48578, 21 août 1786.

62. A. D. Gironde, 3 E 21600, 8 décembre 1786.

63. A. D. Gironde, 3 E 5615, 4 et 30 septembre 1782.

64. A. D. Gironde, 3 E 48577, 20 mars 1786 ; 3 E 24287, 12 octobre 1786.

65. A. D. Gironde, 3 E 19339, 26 février 1787 ; 3 E 21601, 30 mai 1787.

66. A. D. Gironde, C 4221, 3 septembre 1787.

67. A. D. Gironde, 2 Fi 75.

68. A. D. Gironde, 3 E 48583, 27 février et 9 avril 1788.

69. A. D. Gironde, 3 E 48583, 29 avril 1788 ; 3 E 48584, 1^{er} juin 1788.

70. A. D. Gironde, 3 E 21603, 3 avril 1788.

71. A. D. Gironde, 3 E 21606, 23 et 26 novembre 1789.

72. A. D. Gironde, 3 E 48589, 17 et 31 janvier 1790.

Les derniers terrains Mondenard et le rachat des droits féodaux

Le 2 avril 1790, Rose Laborde, veuve d'Arnaud de Mondenard, se sépare des derniers terrains qu'elle possède encore en bordure de la rue de la Trésorerie. Ils s'étendent sur une centaine de toises carrées, entre cette rue et la faïencerie, Jean Laclotte les acquiert pour la somme de quatre mille trois cent vingt livres⁷³. Pourtant bien placés, à la limite du nouveau quartier et peu éloignés de l'église Saint-Seurin, les nouveaux emplacements dont disposent ainsi les deux frères ne trouvent pas acquéreur aussi vite que l'on aurait pu s'y attendre ; un seul est vendu en 1790, de vingt et un pieds de large et profond de cinquante, au maître d'équipage Jean Roumegoux, pour six cents livres⁷⁴.

À la fin de l'année 1791, Étienne Laclotte profite de l'opportunité qui lui est offerte de racheter à la Nation les droits de lods et ventes attachés aux fonds acquis de Léonard Pick et des Mondenard. Ceci lui permet désormais de vendre les lots dont il dispose encore francs de ces droits⁷⁵. La mesure paraît avoir eu quelque portée, entre les mois de janvier et février suivants cinq emplacements, toujours au prix de vingt à vingt-cinq livres la toise carrée, trouvent preneurs. Ils n'excèdent pas une surface de vingt-cinq à trente toises ; deux se situent rue Saint-Jean, un rue Mondenard et deux autres sur la rue de la Trésorerie. Ces deux derniers sont acquis par un prêtre, Martial Duranthon, pour neuf cent vingt livres, et par le maître serrurier Jean Damoy pour deux mille deux cents livres, somme que lui devaient les Laclotte pour des ouvrages réalisés précédemment pour leur compte⁷⁶.

Aux heures difficiles de la Révolution les terrains continuent à se vendre, les prix augmentent apparemment, le seuil des trente livres la toise carrée est régulièrement dépassé, mais sans doute faut-il voir là les effets de l'inflation plutôt que d'un engouement soudain pour le quartier. Des prix plus bas sont d'ailleurs consentis aux clients qui paient en « métallique » ou en « ouvrages de leur état » plutôt qu'en assignats. Arnaud Robert et François Tremblé achètent des emplacements de trente et douze toises carrées, pour mille cent seize et quatre cent quarante-sept livres, tous deux faisant façade sur la rue Abadie⁷⁷, nouveau nom donné à la rue Laclotte, les architectes ayant peut-être jugé plus prudent de cesser d'associer leur patronyme à une opération immobilière, en des temps où spéculation et agiotage peuvent être trop facilement confondus.

À l'exception du tourneur bergeracois Jean Fauconey, qui achète au printemps 1793 un lot de dix-sept toises carrées sur le côté occidental de la rue Abadie, pour six cent trente-sept livres⁷⁸, ce sont, pendant les premières années de la Révolution, exclusivement des entrepreneurs et artisans bordelais du bâtiment qui deviennent propriétaires des derniers emplacements du lotissement. À l'architecte et ancien élève des Laclotte Jean Salomon est vendu deux mille livres le terrain formant l'un des angles occidentaux des rues Mondenard et Abadie⁷⁹, les appareilleurs Léonard Deborde et Marc Belle, le maçon Jean Duclou, les tailleurs de pierre Pierre Berthés, René Salmon, le frère de ce dernier, l'entrepreneur de bâtisses François Salmon acquièrent des emplacements de vingt-cinq à quarante-cinq toises de superficie, tous situés rue Mondenard, pour des sommes variant de six cent trente à mille six cents livres⁸⁰.

73. A. D. Gironde, 3 E 21607, 2 avril 1790.

74. A. D. Gironde, 3 E 48590, 27 juillet 1790.

75. A. D. Gironde, 3 E 31349, 2 et 30 décembre 1791.

76. A. D. Gironde, 3 E 31350, 13 et 20 janvier 1792 ; 3 E 13276, 3 février 1792 ; 3 E 31350, 4 février 1792.

77. A. D. Gironde, 3 E 31351, 1^{er} et 22 mai 1792.

78. A. D. Gironde, 3 E 31355, 29 avril 1793.

79. A. D. Gironde, 3 E 48597, 10 juin 1792.

80. A. D. Gironde, 3 E 31354, 3 février et 25 juillet 1793 ; 3 E 31358, 27 septembre et 18 novembre 1793.

Sur le côté nord de la rue Sainte-Luce, des lots de trente-six et soixante-sept toises reviennent à deux autres tailleurs de pierre, Jean Bergeron et François Pompidou, pour huit cent quatre-vingts et deux mille quatre cent vingt-six livres⁸¹. Enfin à Gabriel Bergerac et à son fils Jean-Baptiste, respectivement entrepreneur des ponts et chaussées et entrepreneur de bâtisses, dont le premier est déjà en affaires avec les Laclotte, sont cédés deux terrains aux deux extrémités du lotissement, l'un de vingt-trois toises rue de la Trésorerie, au prix de deux mille trois cent quatre-vingt-trois livres, l'autre de seize toises rue Paulin, pour sept cent trente-six livres⁸².

Les terrains de la rue Tronqueyre et du côté oriental de la rue de la Trésorerie

En 1784 les Laclotte ont arrêté, en compagnie des chanoines de Saint-Seurin, le projet d'aménagement des abords de leur collégiale [130]. Le dessein avoué de cette entreprise, en matière d'urbanisme, est de joindre la rue Tronqueyre à celle de Capdeville, par une voie qui longerait le flanc septentrional du cloître capitulaire. À la veille de se lancer dans cette opération se présente pour eux l'occasion d'acquérir, à l'angle méridional de cette rue Tronqueyre et de la rue de la Trésorerie, un ensemble de constructions faisant face à leur nouveau lotissement des rues Sainte-Luce, Mondenard et Saint-Jean. Il s'agit de trois petites maisons, trois échoppes et « quelques autres chambres », propriété jusque-là de Pierre Routey, un commis de la poste aux lettres. Il s'en défait contre la somme de dix mille livres⁸³.

Le plan de cet ensemble, dressé en 1812 lors de son partage en lots entre Étienne Laclotte et les héritiers de son frère Jean, montre à l'évidence que les deux frères l'avaient conservé dans l'état où ils l'avaient acheté. L'examen des percements au rez-de-chaussée, tant sur la rue de la Trésorerie que sur la rue Tronqueyre, indique l'absence de quelque ordonnancement que ce soit. Certains bâtiments tombent alors en ruine. Toutes les « chambres » situées en bordure de la rue de la Trésorerie sont sur le point d'être démolies pour permettre l'alignement de cette voie⁸⁴. Le plan de redressement de la rue de la Trésorerie existait dès 1784 et si les architectes avaient reconstruit les maisons acquises de Routey, le Bureau des finances aurait exigé qu'elles le soient en respectant les alignements projetés, en outre de nouvelles bâtisses ne seraient pas tombées en ruine moins de vingt ans après leur édification.

En 1786 Hyacinthe Pénicaut, doyen des avocats au Parlement, vend à proximité de là le fonds considérable hérité de son oncle « breton » Yves Tournaire. Les Laclotte l'acquièrent pour dix-sept mille livres. Sa forme complexe le rend difficile à exploiter. Il forme d'une part l'angle des rues Tronqueyre et de la Trésorerie, opposé à celui qu'ils possèdent déjà, et, au-delà de maisons et échoppes sur les deux rues appartenant à divers particuliers, il consiste en constructions disparates qui font façade sur quatre-vingt-dix pieds rue de la Trésorerie et sur soixante-huit pieds rue Tronqueyre jusqu'à l'angle de la



130 | Godefroy Engelmann, Vue de l'église de Saint-Seurin à Bordeaux.

81. A. D. Gironde, 3 E 31358, 27 septembre 1793.

82. A. D. Gironde, 3 E 19199, 1^{er} août 1793 ; 3 E 19208, 4 ventôse an IV (23 février 1796).

83. A. D. Gironde, 3 E 21596, 28 août 1784.

84. A. D. Gironde, 3 E 31434, 4 novembre 1812.

rue Saint-Fort. Divers jardins en dépendent, plus ou moins imbriqués dans ceux des maisons et échoppes voisines⁸⁵.

En février 1788, les Laclotte revendent à l'entrepreneur Gabriel Bergerac, pour la modeste somme de mille livres, une partie des fonds acquis de Hyacinte Pénicaud. Ils conservent toutefois la quasi-totalité des terrains et bâtisses bordant la rue de la Trésorerie et la rue Tronqueyre⁸⁶. Entre-temps, le Bureau des finances a autorisé Jean Laclotte à bâtir sur une longueur de cinquante-quatre pieds le long de la rue la Trésorerie⁸⁷.

Toujours en février 1788, Jean Laclotte fait l'acquisition de Pétronille Guillebot et Marie Heliès sa nièce, d'une « *chambre, petit chai et une petite place de cour en un tenant* », enclavés dans ses propres possessions et possédant une façade sur la rue de la Trésorerie, pour la somme de deux mille quatre cents livres⁸⁸. Selon le procédé habituel il en revend le mois suivant une partie à Gabriel Bergerac, moyennant mille cinq cents livres⁸⁹. En 1789 c'est au maître paveur Louis Jouannet que les deux frères cèdent, pour mille huit cent cinquante livres, un petit terrain de dix-huit pieds sur trente-sept à l'angle des rues de la Trésorerie et Tronqueyre, provenant de l'acquisition Pénicaud⁹⁰.

Quelques semaines avant le décès de Jean Laclotte, Étienne, chargé de la liquidation des dettes actives restant communes avec son frère, vend un vaste emplacement à François Baour, charpentier de haute futaie demeurant grande rue Saint-Jean. Il est voisin, rue de la Trésorerie, des bâtiments qui lui appartiennent et présente également un accès par la rue Tronqueyre. La valeur de huit mille cinq cents livres de cet emplacement correspond à la somme que lui doivent les Laclotte pour des ouvrages exécutés précédemment pour leur compte⁹¹. Un an plus tard, Étienne Laclotte se sépare des quatre dernières échoppes lui restant de l'acquisition faite en 1788 des fonds Pénicaud, situées rue Tronqueyre jusqu'à l'angle de la rue Saint-Fort. Une fois de plus son acheteur se trouve être Jean-Baptiste Bergerac, qui paye huit mille livres pour ces bâtisses⁹².

Des échoppes « améliorées » et d'autres constructions

Plus encore que le quartier de la rue Paulin, celui de la Trésorerie a acquis au XIX^e siècle un caractère résidentiel. Les échoppes et chambres ont disparu, à une ou deux exceptions près, des rues de la Trésorerie, Sainte-Luce, Mondenard et Saint-Jean. Les jardins de ces petites constructions, qui lorsqu'elles occupaient un angle de rue étaient latéraux, ont eux aussi disparu. Elles différaient légèrement des échoppes de la rue Paulin, essentiellement en raison de la présence d'une pièce aménagée sous leur toiture, occupant la moitié de leur surface. Des maisons généralement à un étage les remplacent, là encore on peut remarquer sur la façade de certaines la présence d'un épais bandeau entre les niveaux, en réalité une ancienne corniche, qui indique qu'il s'agit d'échoppes exhausées.

Les Laclotte se contentèrent-ils d'édifier dans ce quartier de la Trésorerie ce type de maison dont les actes notariés prouvent qu'elles sont bien leur œuvre ? Le fait semble d'autant moins probable que plusieurs des rares façades du XVIII^e siècle conservées dans le lotissement ne sont pas sans rappeler certaines réalisations contemporaines des deux

85. A. D. Gironde, 3 E 20605, 6 avril 1786.

86. A. D. Gironde, 3 E 20609, 8 février 1788.

87. A. D. Gironde, 3 E 4236, 9 juin 1787.

88. A. D. Gironde, 3 E 17873, 11 février 1788.

89. A. D. Gironde, 3 E 20609, 30 mars 1788.

90. A. D. Gironde, 3 E 21605, 9 février 1789.

91. A. D. Gironde, 3 E 31359, 20 pluviôse an II (8 février 1794).

92. A. D. Gironde, 3 E 19205, 8 pluviôse an III (27 janvier 1795).



131 | 43 rue Mondenard, maison du vitrier Dangas.

132 | 51 rue Mondenard, maison de l'appareilleur Arnaud Béraud.

frères. Les maisons du maître vitrier Dangas, de l'appareilleur Arnaud Béraud, aux numéros 43 et 51 de la rue Mondenard, entre autres exemples, paraissent de la main d'un même architecte.

La maison du vitrier est large de trois travées et s'élève de deux étages. Toutes les baies sont rectangulaires. À l'étage un fronton cintré, que soutiennent deux hauts modillons en volute, surmonte la porte-fenêtre centrale. Elle donne sur un balcon à garde-corps de fer chantourné qui repose sur deux puissantes consoles. L'appui saillant des fenêtres latérales du second étage est soutenu par d'étroits modillons | 131 |. La maison d'Arnaud Béraud présente un rez-de-chaussée surélevé et un étage carré. Le sous-sol est éclairé du côté de la rue par deux baies placées sous l'appui des fenêtres du rez-de-chaussée. Un degré précède la porte d'entrée. Un bandeau plat court entre le rez-de-chaussée et l'étage, interrompu dans la partie centrale par un balcon. Deux consoles, à face ornée d'un disque et de stries, soutiennent cet ouvrage à garde-corps formé d'une succession de hauts rectangles entre lesquels s'inscrivent des cercles, couronnés d'une ligne de postes. Sur ce balcon ouvre une porte-fenêtre. L'entablement couronnant la façade consiste en une frise et une corniche à modillons | 132 |.

Bien que de modestes dimensions, ces maisons se rapprochent, par leur composition générale et certains détails de décor, d'autres édifices bâtis par les Laclotte, par exemple pour Guillaume Rozat cours de Tourny, ou pour Jean Laclotte lui-même rue Porte-Dijéaux en 1787. L'auteur de la maison Dangas reste inconnu, celui de la maison d'Arnaud Béraud est l'appareilleur lui-même, qui la revend peu après l'avoir bâtie⁹³. Arnaud Béraud est le fils du maître architecte Nicolas Béraud et le frère de deux autres maîtres Jean-Baptiste et Étienne, sa famille connaît depuis longtemps celle des Laclotte, son frère Jean vient d'épouser en 1780 la fille aînée d'Étienne Laclotte. Sans doute aspire-t-il à la maîtrise, et sans doute aussi est-il en apprentissage chez ce dernier ? En

93. A. D. Gironde, 3 E 41091, 16 février 1841.

133 | Angle des rues Mondenard et Paulin, maison de Jean-Baptiste Bergerac.



134 | 54 rue Albert-Barraud, façade.



1787 un acte notarié le désigne sous la qualité de « *maçon appareilleur des entreprises du sieur Laclotte* »⁹⁴. Non maître, Arnaud Béraud n'a pas qualité pour construire des maisons de l'importance de celle qu'il a élevée, officiellement pour son propre compte, rue Mondenard. Compte tenu des liens familiaux comme professionnels qui l'unissent aux Laclotte, il est difficile de croire qu'il serait venu exercer illicitement le métier d'architecte sur l'un de leurs lotissements. Il paraît plus raisonnable d'imaginer qu'il travailla en réalité sous leur direction. La question reste posée de savoir quel rôle a joué ici Arnaud Béraud.

Le mystère Bergerac : d'hypothétiques sous-traitants

Plus mystérieuse encore reste la nature des relations entre les frères Laclotte et les Bergerac. À cinq reprises, en février et mars 1788, puis en 1793, 1794 et 1796, ces derniers acquièrent des premiers des terrains rues Mondenard, Paulin et de la Trésorerie pour une valeur de plus de treize mille livres. En mars 1788, le jour même où les Laclotte vendent à Gabriel Bergerac un emplacement rue de la Trésorerie pour mille cinq cents livres, ils lui en prêtent neuf mille deux cents pour un emploi non précisé⁹⁵.

Sur les terrains acquis à l'angle de la rue Paulin, comme cela avait été le cas pour Arnaud Béraud, Jean-Baptiste Bergerac édifie une maison qu'il revend après sa construction en 1796⁹⁶. Cet édifice, qui existe encore ressemble très étrangement à ceux qu'avaient construits en 1788 et 1789 les Laclotte dans la rue Saint-Étienne, à proximité de la collégiale Saint-Seurin, ou encore à ceux construits pour le chanoine Desbief près de la cathédrale. On retrouve sur cette maison à étage de minces refends, soulignant les lits de pierres et les hauts claveaux des plates-bandes des baies du rez-de-chaussée, l'étroit bandeau entre les niveaux, les appuis saillants des baies de l'étage reposant sur de minces modillons et enfin la corniche à denticules | 133 |.

94. A. D. Gironde, 3 E 48582, 25 octobre 1787.

95. A. D. Gironde, 3 E 20609, 30 mars 1788.

96. A. D. Gironde, Hypothèques, transcriptions, 1^{er} bureau de Bordeaux, vol. 1615, acte n° 30.

Rue de la Trésorerie se dressaient, il y a encore une vingtaine d'années, plusieurs maisons qui ont été détruites pour laisser place à un ensemble de hauts immeubles collectifs. L'une de ces maisons au moins peut être identifiée comme l'une de celles que le Bureau avait autorisé Jean Laclotte à bâtir en 1787, elle portait le numéro 54 de la rue de la Trésorerie, devenue rue Albert-Barraud après la dernière guerre | 134 |. Bien que modifié dans ses parties hautes, cet édifice à deux travées de baies rectangulaires avait conservé son balcon au premier étage, courant sur toute la largeur de la façade, à garde-corps de fer chantourné mais à la composition scrupuleusement symétrique, reposant sur trois grosses consoles en forme de corbeau dont la face est ornée dans sa partie supérieure d'un disque en ressaut puis dans sa partie concave de trois glyphes que terminent autant de gouttes. Au rez-de-chaussée, dans le mur à parement marqué de profonds refends horizontaux, s'ouvraient entre les consoles la porte d'entrée à gauche et à droite une fenêtre surmontant une descente de cave, inscrites dans une embrasure rectangulaire.

Cette construction au balcon et solutions décoratives très proches de ceux utilisés à la même époque par les Laclotte, comme par exemple pour la maison située au numéro 18 de la rue Castelnau-d'Auros, se distingue nettement de l'ensemble de celles qui lui faisaient suite. Il s'agissait d'habitations à un étage carré surmonté d'un étage d'attique, ce dernier sans doute ajouté au XIX^e siècle. De minces refends soulignaient l'appareil du rez-de-chaussée comme de l'étage, un fort bandeau plat séparait ces deux premiers niveaux et une grosse corniche à modillons l'étage carré de l'attique. Chaque travée comportait au rez-de-chaussée une ouverture, fenêtre ou porte, rectangulaire. À l'étage, des balustres ornaient l'allège de chaque baie, pour certaines des refends soulignaient les claveaux de la plate-bande, d'autres étaient surmontées d'une table fouillée, décorée de grands rinceaux | 135 |.

Avant qu'elles ne soient exhaussées au milieu du XIX^e siècle, et réunies de manière à ne plus former qu'une seule habitation, l'hôtel de Carayon-Latour, ces maisons appartenaient en 1791 à la veuve de Gabriel Bergerac. Lorsqu'elle les vendit cette année-là pour une somme de quarante mille livres, la moitié en revint à Jean et Étienne Laclotte, ce qui excédait largement le prix du terrain payé par l'entrepreneur aux deux frères en 1788⁹⁷, additionné du montant du prêt qu'ils lui avaient consenti en 1788. Étaient-elles bien l'œuvre des seuls Bergerac ? Au vu des grandes ressemblances qui existent entre les édifices construits à la même époque par ces Bergerac et par les Laclotte, dans le quartier de la Trésorerie, ne peut-on se demander si les premiers n'ont pas agi comme auxiliaires, sinon sous-traitants des seconds ? ■



135 | Angle des rues Turenne et Albert-Barraud, maisons de Jean-Baptiste Bergerac.

97. A. D. Gironde, 3 E 21609, 11 juin 1791.

CHAPITRE VIII

DE NOMBREUX CHANTIERS PONCTUELS
DANS LA VILLE

LES RECONSTRUCTIONS AU CŒUR DE BORDEAUX : DEUX ÉDIFICES À BALCON SUR TROMPE : LES MAISONS FOURCADE ET CHAMBLAN – DES CONSTRUCTIONS CHRONOLOGIQUEMENT ÉLOIGNÉES MAIS PROCHES PAR LEUR DÉCOR : LES MAISONS DUCOS ET CHATRY – DES CONSTRUCTIONS CONTEMPORAINES AUX DÉCORS TRÈS DIFFÉRENTS : L'ANCIEN HÔTEL DALON ET LA RAFFINERIE DE TANAY'S BOUTET – UN EXERCICE PARTICULIER : LE PETIT HÔTEL DE JEAN RAVEZIES – UNE MAISON DE GRANDS NÉGOCIANTS DANS LA VIEILLE VILLE : LA MAISON LE TELLIER – UN CATALOGUE D'ORNEMENTS : LA MAISON DE JEAN LACLOTTE RUE PORTE-DIJEUX – LES NOMBREUSES MAISONS LOCATIVES DE FRANÇOIS BONNAFFÉ – DEUX CONSTRUCTIONS DÉTRUITES : LES MAISONS LALOUBIE ET BERNARD

LE CAS PARTICULIER DU QUARTIER DES CHARTRONS : LA MAISON DE PIERRE FERRIÈRE – LA MAISON DE CLAUDE-ANGE DOMENGE DE PIC DE BLAYS – LA MAISON DE NICOLAS BARREYRE – LA MAISON DE JACQUES DE BETHMANN

DES CONSTRUCTIONS ISOLÉES DANS LE FAUBOURG SAINT-SEURIN : LE QUARTIER DE LA RUE DU PALAIS-GALLIEN – LA MAISON DE JEAN DUMAINE – LES RUES DE LA TAUPE

La participation à l'achèvement des grands chantiers officiels, les travaux pour le clergé, les institutions charitables et d'enseignement, les lotissements conduits pour leurs clients ou pour leur propre compte et induisant la construction d'édifices divers n'ont jamais détourné les Laclotte de l'activité qui faisait l'ordinaire de la grande majorité de leurs confrères. Tout au long de leur carrière, ils ne cessent d'élever, dans toutes les paroisses de la ville, des édifices individuels de plus ou moins grande importance. Il faut rappeler ici les mots de Bernadau, qui leur attribue la construction du quart des maisons qui sont élevées de leur temps¹. Sans perdre de vue qu'elle provient d'un auteur gascon, la réflexion démontre bien que l'importance du nombre des chantiers conduits par les Laclotte a frappé leurs contemporains. Ils travaillent aussi bien dans Bordeaux intramuros, où leurs constructions présentent une grande diversité, que dans le quartier des Chartrons, presque exclusivement pour des négociants et dans le faubourg Saint-Seurin en dehors de leurs lotissements.

1. BERNADAU, Pierre. *Le viographe bordelais*..., p. 131 : « MM. Laclotte frères et fils, architectes renommés à Bordeaux dans le dernier siècle, habitaient sur la place Fondaudège. Un quart des maisons construites de leur temps à Bordeaux, et même plusieurs beaux hôtels, l'ont été par leur soins et sur leurs plans. »

Les reconstructions au cœur de Bordeaux

Bien que supplantés par celui des Chartrons dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, les vieux quartiers mercantiles de la Rousselle et du Grand Marché, à cheval sur les paroisses Saint-Éloi et Saint-Pierre, sont loin d'avoir perdu toute vitalité. Nombre de négociants y résident encore à cette époque. Par exemple François Bonnaffé, l'un des plus opulents d'entre eux, ne quitte pas la rue du Chai-des-Farines avant 1783. La communauté « portugaise », groupée autour des fossés de l'Hôtel de Ville, y concentre une grande part des activités bancaires et la totalité de celles de change. La Jurade comme le Parlement et les nombreuses juridictions qui en dépendent, mais aussi l'Amirauté, la Justice consulaire et encore les Fermes, fixent dans ces paroisses et dans celle de Saint-Rémi une foule de parlementaires, d'officiers de tous rangs et d'employés. La paroisse Sainte-Eulalie, aux portes de la ville, ouverte sur le territoire des Graves, reste riche en couvents et appréciée en tant que résidence de tout un monde d'artisans, dont beaucoup appartiennent à celui du bâtiment. Celle plus méridionale de Saint-Michel a perdu de sa superbe mais n'a pas abdiqué toute activité commerciale et reste tournée vers le port ; on y trouve par exemple la majorité des raffineries de sucre, mais aussi beaucoup d'entreprises de salaison, des négociants en produits liquides. Dans la sauveté voisine de Sainte-Croix, autour de l'abbaye bénédictine, d'autres artisans, travaillant pour la marine, tels les constructeurs de navires et les cordiers, trouvent l'espace que nécessitent leurs installations. Ils emploient là de nombreux ouvriers. On ne saurait passer sous silence le cas de la sauveté de Saint-André, mais il en a déjà été longuement parlé à propos des chanoines de la cathédrale.

Tous ces quartiers sont bien loin de souffrir d'une quelconque désaffection ; il suffit pour en être sûr de constater le nombre considérable de maisons qui s'y construisent ou reconstruisent durant la période où travaillent les Laclotte. Malheureusement il n'a été possible de retrouver que peu d'édifices dont ils sont sûrement les auteurs. Leur repérage n'a parfois pas été possible. Ainsi en est-il de la maison que les Laclotte ont bâtie en 1770 pour un sieur Martin rue de la Fusterie qui n'est pas encore payée six ans plus tard², de celle qu'ils élèvent rue des Menuts pour le négociant Lamy en 1773, sur le chantier de laquelle doit se rendre Étienne Laclotte pour mettre fin à l'altercation qui oppose deux de ses ouvriers³.

D'autres édifices sont aujourd'hui détruits. À l'extrémité de la rue Bouquière et « près du grand marché », aucune maison ne peut être identifiée à celle que les Laclotte réédifient en 1779 pour Catherine Despujols, à qui ils donnent quittance de dix mille livres pour le paiement d'une partie du montant de ces travaux⁴. En 1789 les architectes bâtissent la maison et l'atelier du maître serrurier Lacoste⁵, elle se trouvait contre les écuries du vieil hôtel des Saige, rue du Cancéra, dans l'îlot compris entre cette voie, les rues Arnaud-Miqueu, de la Merci et Sainte-Catherine qui a presque entièrement disparu pour faire place à un grand magasin.

De minces indices permettent de risquer des attributions. Avant 1775 les Laclotte ont reconstruit pour un jurat, Métivier, sa demeure de la place « *Chaufneuf au bout du fossé des Tanneurs* »⁶. À sa mort à la fin de cette année, ils s'opposent à la vente d'aucun de ses

2. A. D. Gironde, 3 E 20586, 11 juillet 1776.

3. A. D. Gironde, 12 B 346, 12 août 1773.

4. A. D. Gironde, 3 E 21711, 5 mai 1779.

5. A. D. Gironde, 3 E 31343, 22 février 1790.

6. La place du « Chafau-Neuf » se trouvait à l'intersection des rues Sainte-Eulalie et de Ségur et des Fossés des Tanneurs, ces voies portent respectivement aujourd'hui les noms de rues Paul-Louis-Lande, de Cursol et de cours Pasteur.



136 | Angle du cours Pasteur et de la rue de Cursol, maison Métivier.

remplacée par une porte couverte en arc segmentaire. Au premier étage sur cette rue deux portes-fenêtres à chambranle à crossettes donnent sur un balcon sur trompe aux angles adoucis, à garde-corps de fer chantourné, qui occupe toute la largeur de l'édifice. Deux gros modillons à glyphes encadrent une table saillante et soutiennent l'appui de chaque fenêtre du deuxième étage, également à chambranle à crossettes. Sous les baies du dernier niveau, presque carrées et toujours à chambranle à crossettes, se trouvent des tables saillantes à regulæ. Le très large entablement comporte une frise nue, une corniche moulurée et une génoise **137**. Les baies de l'élévation sur la rue des Capérans sont toutes couvertes en arc segmentaire et à chambranle saillant dépourvu de toute mouluration. Au rez-de-chaussée, entre la première et la seconde travée s'ouvre une étroite porte de même forme à traverse d'imposte. Elle donnait accès à l'origine à l'escalier, placé entre les deux corps de bâtiment qui composaient cette maison, éclairé d'un côté par des baies ouvrant sur la cour qui les séparait et de l'autre par les fenêtres donnant sur la rue des Capérans. Cette disposition est aujourd'hui abandonnée. L'escalier du XVIII^e siècle est détruit, des pièces occupent son ancien emplacement à tous les niveaux, un nouvel ouvrage l'a remplacé, construit dans l'ancienne cour, on y accède par un couloir que commande une nouvelle porte d'entrée bâtie dans l'embrasure de l'une des baies du rez-de-chaussée du côté de la rue du Parlement, dont l'ouverture a été réduite.

biens tant qu'ils ne seront pas payés des six mille sept cent soixante-quinze livres leur restant dues sur le prix de cette maison⁷. Sans doute s'agit-il de celle qui fait l'angle septentrional des actuels cours Pasteur et rue de Cursol **136**. En façade tout son décor d'architecture la rapproche des maisons construites en 1770 pour Nicolas Barreyre aux Chartrons ou pour Pierre Laclotte sur le cours de Tourny.

Deux édifices à balcon sur trompe : les maisons Fourcade et Chamblan

En 1763 les frères Laclotte, qui demeurent encore rue Saint-Seurin, vendent pour le compte de l'avocat au Parlement Fourcade la grande maison neuve qui se dresse à l'angle occidental des rues du Parlement et des Capérans⁸. Tout, dans sa forme comme dans son décor, indique qu'ils doivent être les architectes de cette belle demeure. Haute de trois étages elle compte deux travées en façade sur la rue du Parlement et quatre sur la rue des Capérans ; l'importance des trumeaux lui confère une grande ampleur sur ces deux voies. À l'origine deux grandes baies en anse de panier, donnant sans doute accès à des boutiques, ouvraient au rez-de-chaussée sur la rue du Parlement, l'une d'entre elles se trouve aujourd'hui partiellement obstruée et



C'est grâce à de l'argent prêté par Jean-Baptiste-Alexandre Clock, dont on connaît les relations qu'il entretenait avec les Laclotte, que le maître sellier Jean Chamblan peut entreprendre une spéculation foncière de relative importance. Il acquiert le 5 août 1764 de son voisin le conseiller Joseph de Bigot de vieilles bâtisses « faisant le canton de la rue du Loup et de celle de Porte Basse » et donnant pour partie sur la rue des Trois-Canards⁹. Sur ce vaste fonds le sellier entreprend de faire bâtir six maisons par les frères Laclotte. C'est ce qui ressort de la lecture du rapport de l'enquête instruite par la Jurade en 1766 à la suite de l'accident, survenu alors que l'on creusait les fondations de ces immeubles, lors duquel se blesse un ouvrier¹⁰.

Aux mois de juin et de juillet 1767 sont proposées en location deux grandes maisons, à deux corps de bâtiment chacune, séparés par une cour. L'une possède une sortie sur la rue des Trois-Canards, des écuries et un grenier à foin¹¹. Les immeubles construits pour le maître sellier doivent donc être terminés dès le printemps de 1767. Sa propre habitation occupe à la suite des deux maisons locatives l'angle sud-est des rues du Loup et Porte-Basse, deux autres lui font suite dans cette dernière.

Si la rue du Loup a conservé son nom et son tracé, il n'en est pas de même pour les autres voies du quartier. La rue Porte-Basse prolongeait la rue Judaïque-en-ville jusqu'à celle des Trois-Canards. Les deux premières, élargies et alignées, portent



137 | Angle des rues du Parlement et des Capérans, maison Fourcade.

138 | Angle des rues du Loup et de Cheverus, maison Chamblan, façade.

7. A. D. Gironde, 3 E 20584, 9 novembre 1775.

8. Annonces, affiches et avis divers, n° du 12 mai 1763.

9. PERREAU, Jean. *Trente demeures bordelaises...*, p. 139.

10. A. D. Gironde, 12 B 329, 11 août 1766.

11. Annonces, affiches et avis divers, n° du 4 juin, n° du 16 juillet 1767.

aujourd'hui le nom de rue de Cheverus, elles débouchent dans le cours d'Alsace-Lorraine qui suit dans sa partie occidentale le tracé de l'ancienne rue des Trois-Canards. Son percement a nécessité la démolition des maisons riveraines de cette dernière, celle bâtie là pour le maître sellier par les Laclotte a subi le sort commun. Ses maisons de la rue de Cheverus ont été reconstruites au XIX^e siècle et celles de la rue du Loup très modifiées à la même époque. Seul subsiste en état, et vient d'être restauré soigneusement, son propre domicile.

Bâtie sur caves, haute de deux étages carrés et d'un étage d'attique, cette construction est large d'une travée sur la rue du Loup |138|, d'une autre travée, qu'encadrent des chaînes d'angle à bossages, dans l'angle abattu établi à l'intersection des deux rues et de trois travées sur la rue de Cheverus. Toutes les baies du rez-de-chaussée, dont le parement est traité en bossages continus, consistent en larges ouvertures couvertes en anse de panier. L'artisan devait tenir boutique et atelier à ce niveau. Seule, au bas de la travée centrale de l'élévation sur la rue Porte-Basse, se trouve une porte en plein-cintre, elle conduit par un étroit corridor vers l'escalier, établi côté cour, qui dessert les étages. Entre le rez-de-chaussée et le premier étage règne un bandeau plat. Les fenêtres des étages ont toutes un chambranle mouluré. Celles du premier se caractérisent par la présence d'un appui et d'un tableau d'allège saillants. Dans l'angle abattu se trouve, à ce niveau, une porte-fenêtre donnant sur un balcon sur trompe aux angles adoucis, à garde-corps de fer chantourné. À la place de l'étage d'attique qui surmonte l'entablement à mince architrave, frise nue et corniche à mouluration très simple, pourrait en réalité avoir existé un brisis. Cet « attique » se trouve en fort retrait par rapport à la corniche.

Des constructions chronologiquement éloignées mais proches par leur décor : les maisons Ducos et Chatry

En 1767 les Laclotte sont chargés par le négociant Virazel de reconstruire la maison qu'il possède rue de la Rousselle. Ils dressent alors les plans de cet ouvrage mais l'opposition du conseiller de Minvielle, propriétaire de l'édifice mitoyen, retarde le chantier. Ce n'est qu'en 1769, après la mort du négociant, que Jean-Étienne Ducos, son ancien associé devenu son héritier, peut faire exécuter par les architectes le projet qu'ils avaient donné deux ans auparavant¹². Ce sont deux maisons qui semblent avoir été bâties sur l'emplacement de la vieille demeure du négociant Virazel, elles portent aujourd'hui les numéros 74 et 72 de la rue de la Rousselle. Bien que toutes deux hautes de trois étages et larges de deux travées, elles présentent en façade de notables différences. Au rez-de-chaussée de la première s'ouvrent dans le mur à refends une porte en plein-cintre et la large baie en anse de panier d'un magasin. Entre le rez-de-chaussée et le premier étage court un bandeau qu'interrompent deux balconnets, placés devant des portes-fenêtres rectangulaires à chambranle à crossettes. Les baies des deuxième et troisième étages sont de même forme et à semblable chambranle. Sous leur appui saillant et mouluré une table fouillée orne leur allège. On retrouve au rez-de-chaussée de la seconde maison les deux ouvertures couvertes d'arcs en plein-cintre et en anse de panier, ainsi qu'aux étages les baies rectangulaires à chambranle à crossettes ; mais ici les portes-fenêtres du premier étage donnent sur un balcon sur trompe, sous l'appui des fenêtres des niveaux supérieurs règnent des tables fouillées décorées d'entrelacs. Ceux des tables des baies du deuxième étage ont la particularité d'être composés de cercles de diamètre alternativement double l'un de l'autre |139|.

12. A. D. Gironde, 3 E 21701, 4 juillet 1774.



Dix ans plus tard c'est pour le courtier Chatry que les Laclotte bâtissent la demeure qui porte actuellement le numéro 11 de la rue des Menuts¹³. Elle compte trois travées et s'élève de trois étages. Une devanture en bois masque l'ouverture, si elle subsiste encore, de l'entrée de la boutique du rez-de-chaussée de cette construction, à droite subsiste la porte en plein-cintre qui donne accès au couloir et conduit vers l'escalier. Au premier étage trois portes-fenêtres donnent sur un balcon reposant sur des consoles ornées de glyphes qui occupe toute la largeur de la façade. Son garde-corps de fer, au centre duquel figure le monogramme FC, est dû au talent du serrurier Dumaine. Toutes les baies des étages sont rectangulaires, à chambranle à crossettes. Au-dessus de chacune des portes-fenêtres du premier étage se trouve une table ornée de larges entrelacs ; on retrouve au-dessus des fenêtres du deuxième étage de semblables tables, mais ici les entrelacs sont formés de petits cercles alternant avec de longues ellipses verticales. L'entablement de cette façade consiste en une architrave à fascies, une étroite frise et une corniche à denticules |140|.

Des constructions contemporaines aux décors très différents : l'ancien hôtel Dalon et la raffinerie de Tanaÿs Boutet

Étienne et Jean Laclotte avaient acquis en 1780 de Denis Mac Carthy une vaste construction à trois corps de bâtiment ayant des issues à la fois sur la rue des Trois-Chandeliers et sur celle des Bahutiers¹⁴. Cet immeuble avait été la résidence urbaine de la famille Dalon. Mal entretenu et en mauvais état il ne présentait d'intérêt que par l'ampleur du terrain qui en dépendait. Une cour et des écuries furent établies sur la rue des

13. A. D. Gironde, 6 L 53. D'après une sentence arbitrale intervenue entre Étienne Laclotte et les héritiers de Jean Dumaine, les Laclotte sont les auteurs de cette maison dont Dumaine a fourni la serrurerie.

14. A. D. Gironde, 3 E 21712, 8 mai 1780.



141 | 29 et 31 rue des Bahutiers, maisons Laclotte, façades.

Trois-Chandeliers, le grand corps de bâtiment du début du XVIII^e siècle qui occupe la partie médiane du fonds fut restauré et réaménagé et enfin les architectes construisirent en façade sur la rue des Bahutiers deux grandes maisons jumelles qui portent aujourd'hui les numéros 29 et 31 de cette voie. Ainsi « revalorisé » l'ancien hôtel Dalon était revendu par les Laclotte en 1784 pour la somme considérable de quatre-vingt-quinze mille livres à Bertrand Monaix, docteur en médecine¹⁵.

Grâce à l'espace important dont ils disposaient dans ce quartier pourtant caractérisé par son parcellaire en lanière, les Laclotte purent donner à leurs deux maisons de la rue des Bahutiers une exceptionnelle largeur. Les deux constructions, convenant à des marchands ou des artisans, abritent au rez-de-chaussée une boutique en façade et des magasins du côté de la cour. Le long de ces boutiques et magasins, les couloirs mitoyens que commandent les portes d'entrée conduisent aux escaliers suspendus et tournant l'un à droite, l'autre à gauche, mitoyens également, éclairés par de hautes baies en plein-cintre sur la cour. Ils desservent aux étages les appartements composés de deux pièces sur la rue et une sur la cour, ainsi que d'une dernière petite salle contenue dans une étroite et courte aile en retour d'équerre.

En façade sur la rue, chacun de ces édifices au décor extrêmement dépouillé compte trois travées de baies et s'élève de trois étages. Au rez-de-chaussée la porte d'entrée en plein-cintre et une

fenêtre de même forme sous laquelle s'ouvre une descente de cave encadrent une très large baie couverte en anse de panier. Un fort bandeau règne entre ce niveau et le premier étage. Au centre de ce dernier une porte-fenêtre rectangulaire à chambranle saillant donne sur un balconnet à garde-corps de fer au dessin géométrique, complété dans sa partie supérieure par une ligne de postes. Un fronton cintré à base ornée de denticules et reposant sur deux consoles somme cette porte-fenêtre. Deux fenêtres rectangulaires l'encadrent, à garde-corps en forme de banquette et appui saillant à denticules. Au deuxième étage est repris le principe de concentration du décor sur la baie centrale, à chambranle saillant, surmontée d'une corniche que soutiennent des consoles. Les fenêtres latérales et les trois baies du dernier étage ne présentent aucun ornement. L'entablement est dépourvu d'architrave, réduit à une frise nue surmontée d'une corniche à denticules | 141 |.

Les 17 décembre 1761 et 30 juillet 1780, Étienne et Jean Laclotte reconnaissent tenir à fief de l'abbé de Sainte-Croix la maison, dont ils étaient propriétaires depuis la mort de leur père qui l'avait lui-même héritée de son oncle Jean, située à l'angle oriental de la rue Sainte-Croix aujourd'hui appelée Camille-Sauvageau et de la rue Nérigeau¹⁶. Ils la vendent en 1781 pour sept mille livres à Tanaïs Boutet, un raffineur de sucre, propriétaire de la maison qui la jouxtait à l'est. Celui-ci déclare dans l'acte vouloir substituer aux deux anciennes bâtisses une nouvelle construction, ceci explique sans doute la modicité du prix pour lequel il obtint celle des deux architectes¹⁷.

15. A. D. Gironde, 3 E 21721, 19 août 1784.

16. A. D. Gironde, H 807, f° 105 v° ; H 808, f° 161.

17. A. D. Gironde, 3 E 24887, 20 janvier 1781.

Ce gros édifice cumulait les fonctions d'habitation et d'entrepôt plutôt que de véritable établissement industriel, car il semble peu vraisemblable que le sucre ait été raffiné à cet endroit. Le rez-de-chaussée, voûté, est entièrement occupé par des magasins, à l'exception de sa partie occidentale, le long de la rue Nérigeau, où se trouve le grand vestibule d'entrée menant jusqu'au monumental escalier suspendu qui se développe sur deux étages, éclairé par des demi-croisées. Cet ouvrage relie les deux corps de bâtiment parallèles à la rue Sainte-Croix, le premier de plan double en profondeur, et le second, de plan simple, que sépare une cour établie au-dessus des magasins.

La façade principale de l'édifice se trouve sur cette rue Sainte-Croix. Dans le parement à refends du rez-de-chaussée s'ouvrent de droite à gauche la porte d'entrée en plein-cintre précédée d'un petit degré de deux marches, deux larges baies en anse de panier et une embrasure de mêmes forme et dimension dans laquelle s'inscrivent une fenêtre et sous celle-ci une descente de cave. Un fort bandeau plat sépare ce niveau des premier et second étages qui comptent six travées de baies rectangulaires. Les deux baies centrales du premier sont des portes-fenêtres donnant sur un balcon régnant au-dessus des deux grandes ouvertures du rez-de-chaussée. Comme les fenêtres qui les encadrent, leur chambranle est mouluré, des tables rectangulaires affleurées aux angles rentrants les surmontent, sous l'appui saillant de ces fenêtres l'allège forme une autre table saillante. L'appui saillant des fenêtres du second étage semble constituer une corniche au-dessus des baies du niveau inférieur, leur chambranle est également mouluré. Une architrave à fascies, une frise nue dans laquelle s'ouvrent trois petits jours éclairant le comble et une corniche à denticules forment l'entablement de cette élévation | 142 |.

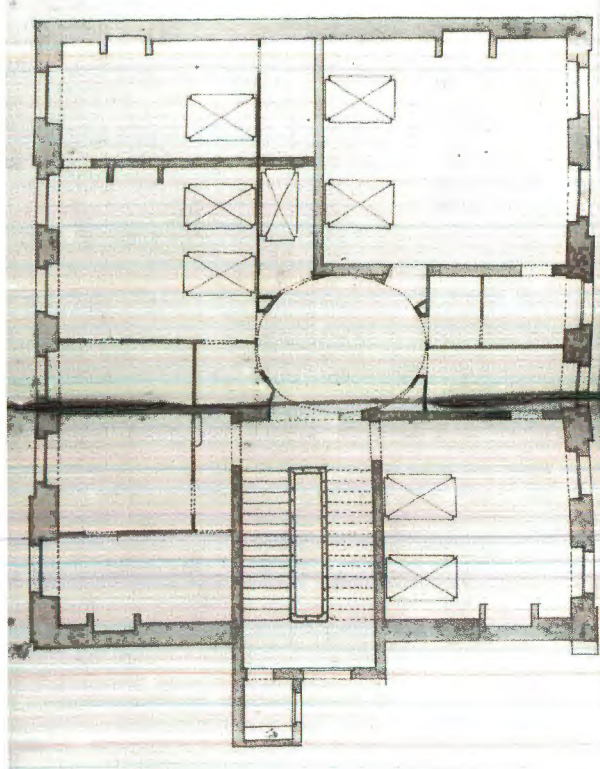
Un exercice particulier : le petit hôtel de Jean Ravezies

Le 20 décembre 1781, Étienne Laclotte signe avec le négociant Charles Brun un marché pour la construction d'une grande maison dans la rue Saint-Charles, que s'approprient à lotir, à proximité de la Porte des Capucins dans la paroisse Sainte-Croix, son frère Pierre et le maître cordier Jean Ravezies. Quelques jours plus tard le commerçant renonce à l'acquisition du terrain sur lequel devait s'élever sa demeure ; il le revend à Jean Ravezies, sous la condition que ce dernier exécuterait le marché passé avec Étienne¹⁸. Détruit, entre autres immeubles, vers 1950 pour permettre l'agrandissement du marché des Capucins, le petit hôtel de Jean Ravezies est connu grâce aux devis et plans joints à la tractation intervenue entre ce dernier et Charles Brun. Le texte ne concorde pas exactement avec les plans annexés, la différence la plus notable réside dans la représentation de deux avant-corps latéraux du côté de la façade principale, alors qu'il n'en est parlé que d'un seul dans le devis, celui-ci reste par ailleurs muet quant à la manière d'éclairer les combles.

18. A. D. Gironde, 3 E 20597, 6 et 21 janvier 1782.



142 | Angle des rues Camille-Sauvageau et Nérigeau, maison Boutet.



143 | Rue Saint-Charles, plan de l'étage de l'hôtel de Jean Ravezies.

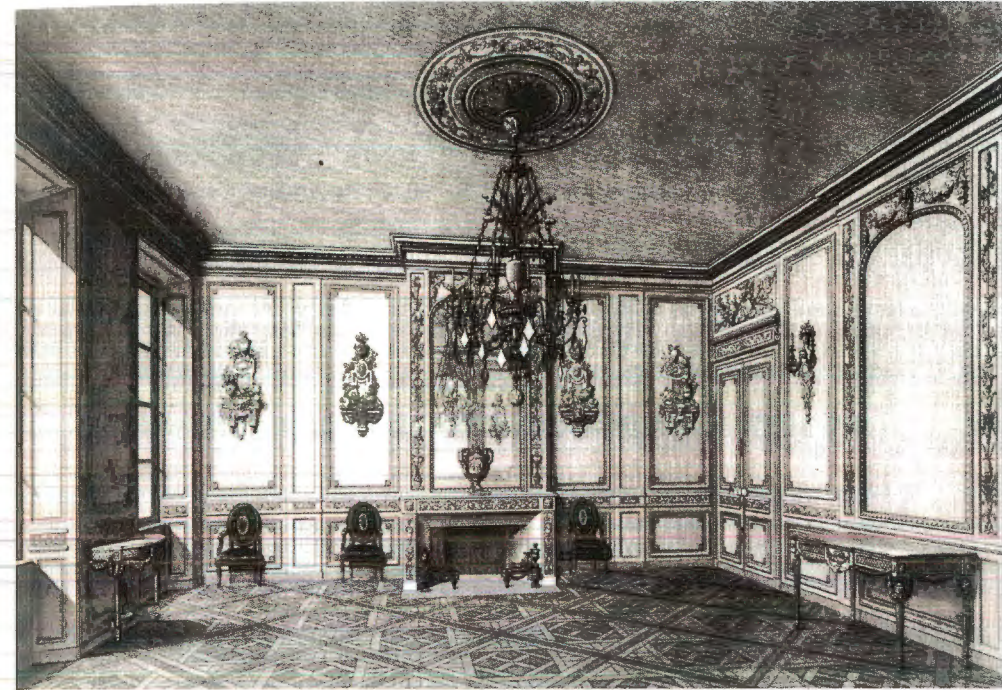
Au corps de logis à étage, presque carré, de plan double en profondeur, faisait suite sur la droite un corps de bâtiment en rez-de-chaussée, trapézoïdal, abritant une écurie, des remises et chambres de domestiques, une dépense, une souillarde et des latrines. L'ensemble était bâti sur des caves et très légèrement surélevé, prolongé du côté du jardin par une terrasse bordée d'une balustrade et desservie par un degré. Le corps de logis était large en façade sur la rue comme sur le jardin de six travées, aux avant-corps latéraux de la façade sur rue répondait un avant-corps central large de deux travées sur le jardin. Face au très large vestibule d'entrée, éclairé par deux baies et disposé sur le côté droit du bâtiment, une grande ouverture libre conduisait vers l'escalier tournant à jour central ; sur le côté gauche une porte donnait accès au grand salon prenant le jour par trois fenêtres sur la rue, il communiquait avec une dernière pièce de la largeur de l'avant-corps gauche. La salle à manger, une salle correspondant à l'avant-corps central et la cuisine située derrière l'escalier, ouvraient toutes par deux baies sur le jardin, celles de la salle centrale consistaient en portes-fenêtres. À l'étage se retrouvait sensiblement la même organisation, cependant la distribution se faisait à partir d'un vestibule central de plan ovale, auquel on accédait depuis l'escalier qu'éclairait

une fenêtre percée dans le mur latéral, au-dessus du petit corps de bâtiment bas | 143 |. Le plan du comble n'est pas connu.

Un relevé effectué par un érudit juste avant la destruction de l'hôtel du maître cordier permet de se faire une idée de l'aspect de sa façade sur la rue¹⁹. Le petit corps de bâtiment latéral présentait deux embrasures en plein-cintre. À l'époque à laquelle fut fait le dessin l'une était aveugle, alors que sur le plan du XVIII^e siècle elle servait de porte charretière, dans l'autre s'inscrivait une petite baie rectangulaire. Le corps de logis comportait bien six travées et les travées latérales formaient avant-corps. À l'exception de baies en plein-cintre au rez-de-chaussée des avant-corps, toutes les autres étaient rectangulaires. Une corniche surmontait chaque fenêtre du rez-de-chaussée et des balustres se trouvaient sous l'appui de celles de l'étage. À ce niveau ce sont des portes-fenêtres qui ouvraient sur le balcon à garde-corps de fer et reposant sur de grosses consoles, établi au-devant de chacun des avant-corps. Une frise nue, une corniche à denticules et une balustrade sommaient cette façade. Des lucarnes ouvertes dans le toit à brisis éclairaient le comble. Au-dessus des avant-corps régnaient des frontons triangulaires, ils pourraient avoir été rajoutés après la date de la construction de la maison, leurs proportions, leur emplacement, au-devant des lucarnes latérales, s'accordaient mal avec les parties hautes de l'édifice.

Si comme dans beaucoup de constructions de cette importance la plupart des pièces étaient « plafonnées et plâtrées », deux d'entre elles, la salle à manger et le grand salon, recevaient une décoration particulièrement soignée. Aux cheminées de marbre mises ici

19. Ce relevé a été effectué par Monsieur Guillaume vers 1950.



144 | Rue Saint-Charles, hôtel de Jean Ravezies, vue du salon.

en place s'ajoutaient des lambris de hauteur à panneaux ornés de sculptures, ils dissimulaient dans la salle à manger deux placards, le parquet du salon était en acajou. Armand Bardie signalait en 1910 la qualité de ces lambris²⁰ ; avant lui, César Daly en personne l'avait remarquée, et dès 1880 il publiait quatre gravures représentant des détails du décor du salon de Jean Ravezies, ainsi qu'une vue d'ensemble de cette même pièce²¹. Compartimentés en lambris d'appui et de hauteur séparés par une frise ininterrompue de rinceaux, ces boiseries consistaient en panneaux rectangulaires aux angles rentrants ornés d'une rose, à cadres finement moulurés, une frise nue et une corniche à denticules les couronnaient. Un large élément en avant-corps faisant face aux fenêtres, ainsi que le trumeau de la cheminée étaient couverts en arc segmentaire, encadrés d'étroits panneaux décorés de thyrses et surmontés de guirlandes. On distingue parfaitement sur la gravure de Daly le parquet polychrome d'acajou, à compartiments²² | 144 |. Lorsque la demeure a été démolie en 1950 les lambris de ce salon ont été transportés au Musée des Arts décoratifs de Bordeaux et installés dans l'une des salles de l'étage.

Une maison de grands négociants dans la vieille ville : la maison Le Tellier

Au début de l'année 1783, les frères Le Tellier, négociants, achètent aux frères Petit, écuyers et également négociants, la très grande maison que ceux-ci sont sur le point de faire reconstruire par les frères Laclotte, suivant un marché conclu le 30 septembre précédent. Les premiers s'engagent à respecter ce marché, ils se substituent aux seconds en tant que maîtres d'ouvrage²³. La vaste demeure que doivent modifier les Laclotte fai-

20. BARDIE, Armand. *Notes sur les boiseries du XVIII^e siècle à Bordeaux...*, p. 11.

21. DALY, César. *Motifs historiques...*, vol. 2, Louis XVI, pl. 6 à 10.

22. DALY, César. *Motifs historiques...*, vol. 2, Louis XVI, pl. 6.

23. A. D. Gironde, 3 E 19335, 14 janvier 1783.



145 | Rues de la Devise et du Parlement, maison Le Tellier, façade sur la rue du Parlement.

sait façade à la fois sur la rue de la Devise et sur celle du Parlement. Il s'agit pour les architectes de la transformer en deux corps de bâtiment à trois étages, de plan double en profondeur, le premier large de cinq travées sur la rue de la Devise et le second de deux travées sur la rue du Parlement, séparés par une cour dont le sol se situait au niveau du premier étage et sur le côté de laquelle se trouvait un escalier suspendu. Le rez-de-chaussée abritait des magasins que reliait entre eux sous la cour une salle voûtée. Les appartements, dont les pièces principales étaient au nombre de neuf, occupaient les étages, on y accédait depuis les entrées situées sur les deux rues par deux vestibules latéraux conduisant jusqu'à l'escalier. La maison des Le Tellier est aujourd'hui partagée en deux immeubles indépendants et n'a pas conservé ses dispositions originales.

La façade sur la rue du Parlement | 145 | a été récemment restaurée. On a rétabli une grande baie en anse de panier au rez-de-chaussée, à droite de laquelle se trouve la porte en plein-cintre. Au premier étage restent conservés deux balcons à garde-corps de fer chantourné. L'élévation du grand corps de bâtiment sur la rue de la Devise semble n'avoir subi aucune modification. Au rez-de-chaussée, dans le parement à refends, deux portes en plein-cintre donnant accès l'une au couloir l'autre au magasin, encadrent trois fenêtres de même forme. Sous l'appui des deux fenêtres latérales sont ménagées des descentes de cave, tandis qu'un simple jour se trouve sous celle du centre. Au premier étage, qu'un bandeau sépare du rez-de-chaussée, contrairement à ce qui était prévu dans le marché passé entre les Laclotte et les Petit, ce sont de simples banquettes qui se trouvent au-devant des baies, et non des balcons. Des tables à regula surmontent ces fenêtres à chambranle à crossettes, elles-mêmes sommées de corniches qui forment l'appui des ouvertures du deuxième étage. Celles-ci, comme celles du dernier niveau, presque carrées, présentent également un chambranle à crossettes, une agrafe à glyphes orne le centre de leur couverture. L'entablement consiste en une simple corniche.

Un catalogue d'ornements : la maison de Jean Laclotte rue Porte-Dijeaux

En 1786 Jean Laclotte avait échangé l'une de ses maisons de la rue Judaïque-Saint-Seurin, près de la croix de Saint-Martin, contre celle que possédait rue Porte-Dijeaux Madame Desplats, veuve du substitut du procureur général au Parlement Pierre-Joseph Bourgade²⁴. Le 13 juin 1787 il obtient la permission de reconstruire cet édifice de vingt-deux pieds de large dans l'alignement des façades des maisons qu'il est alors en train de bâtir pour les Carmélites²⁵. Il est achevé au printemps suivant car au mois de mai Jean Laclotte propose à vendre ou à louer une « *grande maison neuve, à deux corps de logis, rue Porte-Dijeaux, près le gouvernement, ayant rez-de-chaussée, 1°, 2° & 3° étages, avec jardin* »²⁶.

Cette maison porte le numéro 89 dans la rue Porte-Dijeaux. Elle est large de trois travées et haute de trois étages, auxquels il faut ajouter aujourd'hui un étage d'attique, elle se compose d'un corps de bâtiment de plan double en profondeur et d'un second

corps de bâtiment simple, séparés par une étroite cour sur le côté de laquelle s'élève l'escalier, suspendu, tournant à gauche, à jour étroit, à première volée reposant sur un mur d'échiffre. Soutenant la main-courante de cet ouvrage alternent dans ses parties droites des supports en forme de « S » étirés et des panneaux à décor chantourné dans ses parties tournantes.

La façade sur la rue Porte-Dijeaux, dont la lecture est perturbée par la présence au rez-de-chaussée d'une devanture vitrée de boutique, se présente comme un véritable catalogue des solutions décoratives que peuvent fournir les Laclotte à cette époque. La forte verticalité de la construction, qu'accentue la position en léger avant-corps de la travée centrale, est modérée par la présence, à tous les étages, de refends horizontaux. Au premier étage, que sépare du rez-de-chaussée un gros bandeau, deux baies rectangulaires à banquettes encadrent une porte-fenêtre de même forme ouvrant sur un balconnet ; un fronton cintré la surmonte, soutenu par des consoles entre lesquelles règne une table ornée de rinceaux. Au deuxième étage se retrouve, au-dessus de la fenêtre centrale à chambranle à crossettes, une table à rinceaux que couronne une corniche. Le seul élément privilégiant la baie centrale du troisième étage consiste là encore en un chambranle à crossettes. L'entablement comporte une ligne de denticules puis une grosse corniche à modillons. Au-dessus de l'étroit attique se trouve une seconde corniche. De part et d'autre des couronnements des fenêtres centrales des premier et deuxième étages courent des bandeaux décorés de postes | 146 |.

Le contraste entre l'ornementation quelque peu chargée de cette façade et la modestie de sa taille ne rebuta pas Sylvestre-Auguste de Narbonne-Pelet, l'année suivant sa construction il acquit la demeure²⁷.

Les nombreuses maisons locatives de François Bonnaffé

En 1780, François Bonnaffé acquiert pour soixante-quinze mille livres du conseiller Pierre-Joseph de Laboyrie, baron d'Embes et de la Bassannes, un hôtel vétuste s'étendant de la rue Saint-Rémi à celle de la Maison-Daurade, jouxtant à l'ouest la Maison Daurade elle-même et à l'est une vieille maison appartenant au négociant Antoine Limonas ainsi que diverses constructions faisant façade sur la rue Courbin²⁸. En août 1780 il obtient du Bureau des finances l'alignement pour quatre maisons qu'il se propose de faire bâtir sur l'emplacement de l'hôtel du conseiller Laboyrie.

Contrairement à ce qu'espérait François Bonnaffé à l'automne 1781, le chantier de ces maisons n'est pas achevé l'été suivant. Il est même retardé jusqu'en 1783 car le mur de la maison d'Antoine Limonas ne peut pas supporter la mitoyenneté de la dernière des constructions que se propose d'élever là le grand négociant. Le mur commun doit être réédifié à frais partagés, cependant, malgré la clarté des règlements, malgré l'ordonnance rendue en ce sens par les Trésoriers de France, Antoine Limonas refuse obstinément de remplir ses obligations. Sans doute a-t-il saisi le parti avantageux qu'il peut tirer de la situation. De François Bonnaffé, il obtient en juin 1783 la somme inespérée de dix-huit



146 | 89 rue Porte-Dijeaux, maison de Jean Laclotte, façade.

24. A. D. Gironde, 3 E 24287, 9 septembre 1786.

25. A. D. Gironde, C 4236, 13 juin 1787.

26. *Journal de Guienne*, n° du 18 mai 1788.

27. A. D. Gironde, 3 E 15500, 2 juillet 1789.

28. A. D. Gironde, 3 E 20593, 23 février 1780.

mille livres, en échange de sa mesure²⁹. L'exemple fait très vite école, le très distingué marquis de Verthamon d'Ambloy, à qui ne répugne pas l'argent du commerce, et qui possède derrière son hôtel de la rue de la Maison-Daurade des terrains sur la rue Courbin, en cède une partie pour deux mille six cents livres à François Bonnaffé³⁰. Mitoyenne de ceux-ci, faisant l'angle des rues Saint-Rémi et Courbin se dressait à la suite de l'ancienne maison d'Antoine Limonas celle de Madame Dorimond et de sa fille. Cette dernière n'était autre que l'épouse de l'architecte Joseph Dardan, ami et parent de l'architecte de François Bonnaffé. Intervient-il dans la transaction ? Toujours est-il que dès le mois de septembre 1784, les dames Dorimond cèdent aux prières du négociant ; en échange de seize mille livres, elles lui abandonnent leur bien³¹. Après la démolition du fragile édifice, une nouvelle maison sera bâtie sur son emplacement.

Ce sont non point quatre, comme l'avait pensé François Bonnaffé, mais cinq maisons qui sont bâties sur les emplacements acquis du baron de Laboyrie : deux rue de la Maison-Daurade³² et trois rue Saint-Rémi ; à la suite de celles-ci, deux autres sont édifiées, dont la dernière forme l'angle de la rue Courbin, sur les emplacements cédés par le marquis de Verthamon, Antoine Limonas et les dames Dorimond. Le professeur Coustet a le premier attribué ces maisons de la rue Saint-Rémi aux Laclotte ; il les juge des « *imitations sèches et stéréotypées* » de constructions de Victor Louis³³. Il faut modérer ce jugement en tenant compte du fait que le maître d'ouvrage exigea là, selon toute vraisemblance, que ces énormes édifices de rapport ne comportent pas d'excès décoratifs qui en auraient augmenté le prix, lequel se trouvait déjà extrêmement élevé puisque celui des seules maisons prévues en 1781 atteignait sept cent mille livres³⁴.

Ces grandes bâtisses, larges de trois travées, construites sur de hautes caves, comptent chacune deux corps de bâtiment de plan double en profondeur séparés par une cour. Le second, entre deux cours, contient l'escalier, suspendu, tournant, à retours et à jour central. Des couloirs de circulation relient entre eux les deux corps de bâtiment, disposés dans deux autres petits corps sur les côtés de la cour. Toutes s'élèvent d'un rez-de-chaussée, d'un entresol et de trois étages carrés, ainsi que d'un comble habitable. Aujourd'hui transformées pour la plupart en immeubles de rapport, elles étaient à l'origine des maisons individuelles, louées à des négociants. Caves et rez-de-chaussée pouvaient être utilisés comme magasins ou sous-loués. Le nombre de pièces est réduit à quatre par niveau. Les pièces de réception se trouvent à l'étage noble, les appartements privés, composés de chambres et de leur antichambre sont dans les étages supérieurs. Les élévations de ces maisons sont pratiquement semblables. Pour chaque travée, les baies rectangulaires éclairant le rez-de-chaussée et l'entresol s'ouvrent dans un appareil à refends, elles sont réunies dans une embrasure rectangulaire. Au premier étage les portes-fenêtres à chambranle en ressaut donnent sur le balcon continu que soutiennent de grosses consoles, à enroulement puis corbeau orné de cannelures sur sa face et de stries sur ses joues, enfin



147 | Rue Saint-Rémi, maisons locatives de François Bonnaffé, façades.

148 | Rue du Pont-de-la-Mousque, maisons locatives de François Bonnaffé, façades.

149 | Rue Sainte-Catherine, maisons locatives de François Bonnaffé, façades.

de gouttes. Aux fenêtres des étages supérieurs on retrouve un chambranle en ressaut, sous l'appui mouluré se trouvent des balustres. Au-dessus de l'entablement, à larges fascies et corniche à denticules, des lucarnes s'ouvrent dans la toiture à brisis [147]. Les maisons de la rue du Pont-de-la-Mousque diffèrent de celles de la rue Saint-Rémi par un seul détail : ce ne sont point des embrasures rectangulaires dans lesquelles s'inscrivent les baies des deux premiers niveaux, mais des embrasures alternativement rectangulaires et en plein-cintre [148].

En 1782 les circonstances permettent à François Bonnaffé d'acquérir un vaste fonds voisin des vieilles maisons qu'il avait achetées deux ans plus tôt et à la place desquelles il s'appropriait à faire bâtir l'hôtel dans lequel il allait résider à l'angle du cours du Chapeau-Rouge et de la rue Sainte-Catherine. Cette année-là l'ancien hôtel des Pichon-Longueville, situé cours de l'Intendance, proche de l'angle de la rue Sainte-Catherine, lui était vendu par ses propriétaires indivis. L'hôtel cernait littéralement la maison du négociant Guillon qui forme l'angle du cours de l'Intendance et de la rue Sainte-Catherine. Sur le cours le corps de logis principal la précédait, tandis qu'à l'est d'autres bâtiments lui faisaient suite dans la rue. Enfin des écuries et dépendances diverses lui faisaient face sur le côté sud de la petite rue de l'Intendance, aujourd'hui rue Saige.

Il a déjà été expliqué que François Bonnaffé aurait fait restaurer par les Laclotte l'hôtel Pichon, il semblerait qu'il n'en ait conservé qu'une partie, faisant abattre celles qui possédaient une façade sur la rue Sainte-Catherine, ainsi que ses dépendances donnant sur la petite rue de l'Intendance, pour les remplacer par de nouvelles constructions. S'il est difficile de juger de l'intervention de ces architectes sur le vieil édifice lui-même, tout semble indiquer qu'ils sont bien les auteurs des maisons bâties là entre 1785 et 1787, face au propre hôtel du négociant et peu après son achèvement. Au début de l'année 1785, le Bureau des finances accorde la permission et les alignements à François Bonnaffé pour construire ou reconstruire cinq maisons sur les rues Sainte-Catherine et de l'Intendance³⁵. Deux ans plus tard, au moins deux de ces maisons sont achevées, François Bonnaffé les propose au public en location³⁶. Si l'annonce publiée par le négo-

29. A. D. Gironde, 3 E 20600, 5 juin 1783. Dans cet acte de vente sont résumées les péripéties qui retardèrent l'entreprise des maisons de François Bonnaffé.

30. A. D. Gironde, 2 C 566, f° 12 v° et 13 r°. L'acte de vente signalé dans l'enregistrement aurait été passé chez Maître Barberet, il n'est plus conservé dans les minutes de ce notaire.

31. A. D. Gironde, 3 E 20602, 10 septembre 1784.

32. Ces maisons se situent aujourd'hui dans la portion de cette voie qui a pris le nom de rue du Pont-de-la-Mousque.

33. COUSTET, Robert. *L'activité de Victor Louis à Bordeaux...*, p. 113.

34. La copie d'un document communiqué par Bertrand Guillot de Suduiraut, il s'agit d'une lettre écrite par François Bonnaffé à son frère et datée du 27 octobre 1781, révèle ce détail : « ... les 5 maisons que je fais Edifier ne seront finies que letay prochain quoy qu'il ny ait rien de negligé. Elles me consomment un argent immanse et me reviendront a environ sept cent m. l. Je me flatte quelles m'en rendront environ 5 %, etant dans le cartier le plus vivant de la ville, ce quy me mest dans le cas de choisir les locataires quy se presentent en foule... »

35. A. D. Gironde, C 4231, 4 février 1785.

36. *Journal de Guienne*, n° du 27 juillet 1787 : « Maisons, appartemens à louer. 2 maisons neuves, à l'entrée de la rue Sainte-Catherine, Porte-Médoc, comp; chacune de boutique, arrière-boutique, cour, cuisine, entresol, 3 pièces aux 1°, 2° & 3° étages, avec grenier. S'ad. à M. Bonnaffé, propriétaire ; place de la Comédie. »

çant est fiable, on peut supposer que ces maisons ne comportaient qu'un corps de bâtiment, de plan double en profondeur, entre la rue Sainte-Catherine et une cour. Ces édifices, aujourd'hui tous transformés, ne conservent rien de leur organisation d'origine. Ils sont au nombre de quatre dans cette dernière rue, dont l'un fait l'angle avec l'actuelle rue Saige, tous larges de deux travées et hauts de trois étages carrés sur un rez-de-chaussée et un entresol. En façade ils sont peu différents des maisons construites pour François Bonnaffé rue du Pont-de-la-Mousque : à la base, même alternance des embrasures en plein cintre et des baies rectangulaires, même balcon continu que divisent des grilles à chardons, mêmes baies rectangulaires aux étages. Ici cependant leur chambranle n'est pas en ressaut, mais saillant et mouluré, et l'allège est dépourvue de balustres. L'entablement se compose d'une architrave à fascies, d'une frise nue et d'une corniche à denticules | 149 |.

Deux constructions détruites : les maisons Laloubie et Bernard

Pour un marchand de la ville, répondant au patronyme de Laloubie, les trois frères Laclotte réédifient en 1772 une maison située à l'angle des rues du Mû et du Poisson-Salé ; ce fut vraisemblablement là leur dernier chantier commun. La rue du Poisson-Salé correspondait à la portion de l'actuelle rue Sainte-Catherine située entre la rue des Ayres et l'actuel cours d'Alsace-Lorraine. Celui-ci emprunte, du débouché de cette rue jusqu'au quai, le tracé de l'ancienne rue du Mû. Les opérations d'élargissement et d'alignement qui aboutirent à réunir en une seule rue, dénommée Sainte-Catherine, toutes celles qui joignaient la place de la Comédie à celle d'Aquitaine, appelée aujourd'hui de la Victoire, le percement entre 1865 et 1870 du cours d'Alsace-Lorraine, ont entraîné la disparition de la maison Laloubie.

Le marché, passé pour la somme modeste de quatre mille livres entre ce dernier et les trois architectes, s'il ne permet pas de savoir comment se présentait dans le détail ce petit édifice, donne cependant des indications quant à sa forme³⁷. Au contraire de l'ancienne maison, la nouvelle comportait des caves, elle s'élevait de trois étages comprenant chacun deux pièces. Rue du Poisson-Salé elle ne comptait qu'une seule travée de baies, celle du premier étage donnait sur un balcon, à côté de celle du rez-de-chaussée était percée une descente de cave. Sur la rue du Mû s'ouvraient deux travées de « *demy croisées* », des fenêtres à un seul vantail. De ce côté, on accédait dans une boutique par une large baie dont la forme n'est pas précisée, elle comportait un tympan au-dessus d'une traverse dormante et fermait par une porte à vantaux brisés. Ce local occupait tout le rez-de-chaussée à l'exception de l'espace occupé par l'escalier qu'éclairaient les fenêtres de l'une des deux travées sur la rue du Mû, à châssis coulissants.

Avec Gabriel-Simon Delaroze, capitaine de navire et négociant représentant ses frères Augustin, Jacques-Philippe et Guillaume, le premier exerçant la même profession que son frère contractant et les derniers étant propriétaires au Moka-Neuf à Saint-Domingue, Étienne Laclotte signe le 12 juin 1779 un marché pour la reconstruction partielle de la grande maison que possèdent indivisément les Delaroze rue Sainte-Catherine. Alors que les travaux sont en cours d'exécution, au mois d'août suivant, les quatre frères vendent leur demeure au négociant François Bernard³⁸.

37. A. D. Gironde, 3 E 6233, 30 octobre 1772.

38. A. D. Gironde, 3 E 19331, 7 août 1779.

La rue Sainte-Catherine reliait au XVIII^e siècle les places de la Comédie et Saint-Projet, sur ce qui n'est plus qu'une courte section de l'actuelle rue Sainte-Catherine. Aucune maison ne semble y correspondre à celle que racheta en cours de construction le négociant. À la fin du XIX^e siècle, de très nombreux édifices ont été rebâties en bordure de cette voie, il est vraisemblable que celui du négociant faisait partie du nombre.

Cette maison, construite entre la rue et une cour, ne comportait qu'un seul corps de bâtiment de plan double en profondeur, couvert d'une toiture à longs pans. Haute de cinquante-neuf pieds, la façade large de trois travées, s'élevait d'un rez-de-chaussée, d'un entresol et de trois étages carrés. Sur toute la largeur du premier étage était établi un balcon à garde-corps de fer reposant sur des consoles. Des banquettes également en fer barraient les baies de l'entresol et du deuxième étage. Cette façade était décorée « *avec chambranle, corniches, frises et architraves* ». En outre les Laclotte percèrent ou reprirent toutes les baies de l'élévation sur la cour, adjoignirent une seconde cave du côté de la cour à la première qui ne s'étendait à l'origine que sous la partie la plus proche de la rue. De nouveaux planchers et plafonds furent posés ou les anciens réajustés. Les architectes divisèrent en rez-de-chaussée et entresol l'ancien rez-de-chaussée, où fut créée une boutique et ses réserves. La porte d'entrée, latérale, à travers d'imposte, conduisait vers l'escalier. Chaque étage abritait un appartement avec son entrée indépendante, réaménagé par la mise en place de cloisons de brique et plâtre. Il fallut établir un petit corps de bâtiment latéral dans la cour pour y installer des cuisines à tous les niveaux. De nouvelles menuiseries, portes et cheminées, vinrent équiper les appartements. Malgré son importance, ce chantier ne revint à Bernard qu'à la somme de seize mille trois cents livres.

Le cas particulier du quartier des Chartrons

Situé au nord de Bordeaux, le quartier des Chartrons, usuellement et abusivement appelé faubourg, ne constituait en réalité qu'une partie de celui de Saint-Seurin et restait par nature exclu de l'enceinte de la cité³⁹. Il ne fut longtemps formé que d'une ligne de maisons et d'entrepôts qui s'allongeaient vers l'aval du fleuve au fur et à mesure de son expansion. Cette configuration linéaire s'explique par le fait que les résidents de ce quartier, dont la vocation marchande remontait au Moyen Âge, trouvaient quelque avantage à s'établir près de la Garonne, mais aussi en raison de la présence de zones marécageuses, insalubres et inconstructibles qui s'étendaient au-delà du bourrelet alluvial sur lequel ils étaient installés. Les opérations d'assèchement de ces marais ne furent entreprises qu'à partir du XVII^e siècle et permirent une extension considérable du quartier qui restait cependant à moitié rural et surtout « *marginalisé* ».

En effet, à la suite des guerres de la Fronde qui marquèrent la minorité de Louis XIV et de plusieurs révoltes qui éclatèrent au début de son règne à Bordeaux, le roi fit transformer entre 1653 et 1691 le vieux château-fort qui défendait la ville vers l'aval en une énorme forteresse destinée tout autant à surveiller les Bordelais qu'à protéger leur port. La construction de ce fameux Château Trompette eut pour conséquence de maintenir et d'aggraver l'isolement du faubourg qui dès le début du XVIII^e siècle participa malgré ce

39. Sur le faubourg au XVIII^e siècle lire : CHAUVREAU, Paule. *La Formation topographique du quartier des Chartrons...* ; COUSTET, Robert. *D'une architecture du vin...* ; CHURRUCA de CAMPO-REY, M. de, MAFFRE, Philippe. *Consulado general de España. Burdeos...* ; COUSTET, Robert. *L'urbanisme viticole de Bordeaux...*

handicap à la prospérité de la cité en devenant l'un de ses centres économiques les plus actifs. Le commerce international s'y concentra même, en raison de la relative facilité avec laquelle les navires de gros tonnage pouvaient rester à quai, éventuellement à couple, parfois sur plusieurs rangs, dans cette partie de la rade la moins malcommode et la plus profonde.

Par les rues qui sont perpendiculaires au quai, ou depuis la ville par le cours Saint-André et la rue Notre-Dame, on pouvait accéder au cœur des Chartrons où se multipliaient les entrepôts et où vivait toute une population d'artisans, ouvriers et employés, liée aux activités maritimes et commerciales. Pour elle on réalisait au XVIII^e siècle des lotissements⁴⁰, dont la modestie des maisons qui les composent contraste avec l'ampleur des vastes demeures des négociants et armateurs qui trafiquaient avec les Pays du Nord et les villes d'Allemagne, l'Afrique, l'Amérique et les Antilles. Ces grandes maisons forment sur le quai une façade spontanée, sans ordonnance, mais non dénuée de grandeur.

Dans ce quartier où ils paraissent très actifs dès le début de leur carrière, la trace de nombreux chantiers des Laclotte, qui là encore n'ont pu être repérés, reste conservée. En 1766 un incident oppose Étienne Laclotte à plusieurs de ses ouvriers sur un chantier de la rue Borie⁴¹, l'année suivante il construit avec ses frères la maison de Madame Saige « aux Chartrons » et ils exigent du couvreur Jean Minvielle qu'elle soit achevée⁴². En même temps Pierre Sauvage les assigne par deux fois pour non respect du délai de livraison de sa maison « des Chartrons »⁴³. En 1772 le négociant Jean Black, qui fait construire par les Laclotte des chais derrière sa maison du quai des Chartrons, reçoit les plaintes de ses voisins inquiets des travaux entrepris qui mettent en danger les locaux qu'ils occupent⁴⁴. En 1774 le maître serrurier Bigot travaille pour les architectes dans une maison à douze cheminées de la rue Barreyre⁴⁵. S'agit-il du même bâtiment dont l'année suivante le négociant François-Xavier Duprat, au nom de son épouse, trésorière des Pauvres de la paroisse Saint-Rémi, rend les Laclotte responsables de la lenteur de son édification ? Il dénonce la négligence qu'ils portent à achever les ouvrages à faire à une maison appartenant aux Pauvres située rue Barreyre et dont les travaux sont commencés depuis le 22 août 1774⁴⁶.

En 1777 les Laclotte sont assignés par l'autorité municipale pour avoir bâti deux grands chais pour le négociant Duffourg, dans la rue portant son nom située à l'extrémité septentrionale du quartier des Chartrons, en dehors de la période autorisée, ces ouvrages s'étaient effondrés en cours de construction⁴⁷. Au mois de septembre de cette année, ils envisagent d'acheter au négociant ces constructions⁴⁸, sans doute est-ce pour le compte d'un tiers car elles n'intégreront pas leur patrimoine.

Il faut situer après 1776 la réédification de la maison qu'un Monsieur Dupuy achète à cette date au négociant Jacques Dierx. Elle se trouve sur le quai et lui a coûté vingt mille livres⁴⁹. La maison que détruisent les Laclotte sur ce chantier était-elle celle édifiée pour Abraham Dierx de Ras en 1708 par leur grand-père Gabriel Laclotte ? Quant à la

nouvelle elle a également été reconstruite. En 1778, c'est pour le charpentier de marine Joseph Douat que les Laclotte s'engagent à bâtir une maison rue Chantecrit, à proximité de leur verrerie, à l'extrémité septentrionale des Chartrons⁵⁰.

La maison de Pierre Ferrière

Grâce aux archives de la famille Ferrière, dont les membres ont exercé jusqu'à nos jours le courtage maritime, il est établi que la maison portant le numéro 70 du quai des Chartrons fut bâtie par les frères Laclotte en 1765 et 1766. Pierre Ferrière signa un marché à cet effet avec Étienne Laclotte et avec le sculpteur Cessy, qui s'engage à réaliser les ornements de la façade de cette grande demeure. L'élévation sur le quai, large de cinq travées, compte trois étages carrés. Au rez-de-chaussée, chaque baie, porte ou fenêtre, s'inscrit dans une haute embrasure en plein-cintre qui monte jusqu'à la naissance de la trompe portant le balcon, aux angles adoucis, qui se développe sur toute la largeur de l'édifice. Au premier étage cinq portes-fenêtres ouvrent sur ce balcon. La mouluration qui se développe sur leur chambranle forme des crossettes puis définit au niveau de la plate-bande une table aux angles rentrants à laquelle paraît accrochée une guirlande de fleurs. Une corniche coiffe chacune de ces tables. C'est une table fouillée ornée d'une autre guirlande, mais celle-là de feuilles, qui surmonte chaque fenêtre du deuxième étage, à chambranle également à crossettes. Au dernier niveau les baies sont pourvues d'un même chambranle à crossettes, leur plate-bande s'orne d'une agrafe en volute, ornée de glyphes à la base, une couronne de laurier y semble suspendue. L'entablement se compose d'une large frise nue et d'une corniche à mouluration très simple. Une balustrade très ajourée masque la toiture [8 | 150].

Les mêmes archives de la famille Ferrière indiquent que l'intérieur de la maison a été réformé sévèrement en 1835, puis de nouveau au tout début du XX^e siècle.

La maison de Claude-Ange Domenge de Pic de Blay's

Les Laclotte s'engagent dans une véritable aventure lorsqu'ils acceptent de construire en 1769 pour le conseiller au Parlement Claude-Ange Domenge de Pic de Blay's, sur le quai des Chartrons et à l'angle de la rue Borie, une maison suivie d'un chai à deux « pavillons ». L'histoire de ce chantier, qui ne peut s'achever que cinq ans plus tard, est résumée par le parlementaire dans l'offre en consignation de la somme de mille deux livres qu'il estimait devoir encore aux architectes en 1775, pour solde de tous comptes⁵¹. Dans ce document, véritable chapelet de reproches à l'encontre des Laclotte, le maître d'ouvrage déclare regretter d'avoir écouté l'ami qui lui conseilla de prendre les trois frères pour entrepreneurs. Il se plaint de leur négligence coupable, qui a fait retarder de plusieurs mois le début des travaux, il les accuse de lui avoir facturé des matériaux au dessus du cours pratiqué par leurs confrères, et particulièrement le bois qu'ils ont commandé à leur frère Pierre. La liste des griefs serait close si là encore, par la négligence des Laclotte, son immeuble n'avait brûlé le 18 juillet 1770.



150 | 70 quai des Chartrons, maison Ferrière, façade.

40. Sur ces lotissements lire : GIRVEAU, Bruno. *Inventaire des maisons d'un îlot des Chartrons...* ; COUTUREAU, Eric. *Le développement urbain du faubourg des Chartrons...*

41. A. D. Gironde, 12 B 329, 18 novembre 1766.

42. A. D. Gironde, 3 E 13252, 16 juin 1767.

43. A. D. Gironde, 3 E 13252, 2 décembre 1766 et 16 juin 1767.

44. A. D. Gironde, 3 E 13061, 18 et 25 juillet 1772.

45. A. D. Gironde, 5 L 201.

46. A. D. Gironde, 3 E 35890, 18 mai 1775.

47. A. D. Gironde, C 1757, p. 77. L'appointement de la Jurade condamnant les architectes est inscrit dans le livre des délibérations de leur corporation à la date de 11 août 1777.

48. A. D. Gironde, 3 E 15027, 15 septembre 1777.

49. A. D. Gironde, 3 E 35901, 18 mars 1784. Le maître d'ouvrage déclare avoir fait l'emploi du prix d'une autre maison par lui vendue à l'effet de reconstruire celle acquise le 6 février 1776.

50. A. D. Gironde, 3 E 20592, 19 janvier 1778.

51. A. D. Gironde, 3 E 24426, 27 mars 1775.



151 | 74 quai des Chartrons, maison Domenge de Pic de Blays, façade.

balcon à garde-corps de fonte, qui ne semble pas antérieur à la fin du XIX^e siècle. Les fenêtres du deuxième étage, également à chambranle à crossettes, sont quant à elles sommées d'une table à regula, puis d'une corniche. Le troisième étage est également éclairé par des fenêtres à chambranle à crossettes. Elles sont de dimensions plus réduites. Un entablement à fascies, frise nue et corniche très fine couronne cette monumentale élévation | 151 |.

La maison de Nicolas Barreyre

Issu d'une famille de capitaines de navire et négociants depuis longtemps installée aux Chartrons, Nicolas Barreyre y possédait de vastes fonds en bordure de la rue qui porte son nom et sur le quai lui-même. Avant 1770 il demeurait dans la maison construite sur de hautes voûtes au-dessus du débouché de cette rue. À cette date il souhaite faire réédifier la vieille demeure qui la jouxte du côté sud et lui appartient également. En août de cette année les Laclotte entreprennent sa démolition. Le voisin de Nicolas Barreyre, Pierre Malecot, proteste de ce que cette opération menace la solidité de sa propre maison, dont il reconnaît cependant que sa vétusté est cause de sa fragilité⁵². Pour se prémunir contre une éventuelle action en justice de ce voisin, le négociant décline toute responsabilité et déclare que le chantier ne relève que de la responsabilité d'Étienne

52. A. D. Gironde, 3 E 13255, 7 août 1770.

Laclotte⁵³. En décembre le chantier doit être pratiquement achevé. Nicolas Barreyre vend au maître vitrier Pierre Lafon un emplacement rue Barreyre pour quatre cent soixante-huit livres et lui demande de le payer en travaux de vitrerie pour la maison qu'il « *fait actuellement construire sur la rivière, près la rue Barreyre* ». Les Laclotte seront chargés de payer à l'artisan le surplus du prix de ces ouvrages s'ils dépassent celui convenu pour la vente. En même temps il vend à André Gressier, ancien officier d'infanterie, sa maison située rue Barreyre « *supportée par l'arceau sur ladite rue* », mitoyenne de celle « *qu'il vient de faire construire à neuf* »⁵⁴.

Le nouveau domicile de Nicolas Barreyre porte aujourd'hui le numéro 81 du quai des Chartrons. Il consiste en un premier corps de bâtiment en façade sur le quai, de plan double en profondeur, et en un second corps de plan simple, au-delà de la cour couverte jusqu'au premier étage, contenant l'escalier suspendu, tournant, à retours, à jour central. Au-delà d'une étroite seconde cour, s'étendent des entrepôts, aujourd'hui transformés en garages à voiture.

Sur le quai, l'élévation de la maison est large de trois travées de baies rectangulaires. Au rez-de-chaussée ne subsiste que la porte d'entrée en plein-cintre placée latéralement. Aux deux autres ouvertures on a substitué une large porte rectangulaire qui sert pour l'accès des voitures au garage. Au premier étage, des portes-fenêtres ouvrent sur un balcon courant sur toute la largeur de la façade, à garde-corps de fer chantourné, soutenu par six consoles. Une table saillante décorée d'entrelacs et une corniche surmontent chaque porte-fenêtre à chambranle mouluré à crossettes. Les fenêtres qui éclairent les derniers niveaux, sont toutes rectangulaires à chambranle mouluré à crossettes et à garde-corps de fer en forme de banquette, une table saillante ornée de rinceaux règne au-dessus de celles du second étage. Une large frise nue et une étroite corniche coiffent cette façade qu'encadrent des chaînes d'angle à bossages | 152 |.

La maison de Jacques de Bethmann

Le 16 février 1778, Jacques de Bethmann obtient du Bureau des finances la permission et l'alignement pour les chais et la maison qu'il veut reconstruire sur le quai des Chartrons, cette dernière avec « *un balcon à l'étage sur toute sa largeur* »⁵⁵. Cette maison se trouve avant celle qui fait l'angle du quai et de la rue Poyenne. Rien ne prouve que cette demeure a été bâtie par les Laclotte, mais sa forme générale, ses éléments de décor laissent supposer qu'ils en sont bien les auteurs. On sait de plus que le consul du Saint-Empire entretient des relations avec les architectes. Relations qui ne sont pas simplement d'affaires, Jacques de Bethmann est par exemple témoin lors de la signature du contrat de mariage de Marie Laclotte, fille d'Étienne, avec le négociant Jean Béraud⁵⁶.

53. A. D. Gironde, 3 E 13255, 10 août 1770.

54. A. D. Gironde, 3 E 13255, 17 décembre 1770.

55. A. D. Gironde, C 4230, 16 février 1778.

56. A. D. Gironde, 3 E 20594, 19 octobre 1780.



152 | 81 quai des Chartrons, maison Barreyre, façade.



153 | 105 quai des Chartrons, maison Bethmann, façade.

Comme la plupart des maisons du quai des Chartrons, celle des Bethmann comprend un premier corps de bâtiment, de plan double en profondeur. Au rez-de-chaussée des magasins voûtés se prolongent sous une cour jusqu'à un second corps de bâtiment, au-delà ils rejoignent de grands entrepôts. Le vestibule, latéral, mène jusqu'à l'escalier établi dans le second corps de bâtiment. À partir de ses paliers, aux étages, des couloirs relient entre eux les deux corps. La façade sur le quai compte trois travées, elle est haute de deux étages. Au rez-de-chaussée s'ouvrent trois baies, l'une au centre est en anse de panier, les deux autres en plein-cintre. Au premier étage, trois portes-fenêtres à chambranle à crossettes donnent sur un balcon aux angles adoucis, reposant sur une trompe en demi-berceau. Au garde-corps du XVIII^e siècle en a été substitué un nouveau, formé de simples barreaux. Une corniche surmonte chacune des portes-fenêtres, soutenue par deux gros modillons ornés de coquilles et guirlandes, inscrits dans les angles rentrants du chambranle. Les fenêtres du second étage présentent le même type de chambranle, entre les angles supérieurs rentrants duquel se déploie une guirlande. L'entablement à fascies, frise nue et corniche à modillons soutient une balustrade. On a récemment modifié les toitures de cette maison, en établissant une terrasse couverte d'un auvent en arrière de cette balustrade | 153 |.

Des constructions isolées dans le faubourg Saint-Seurin

Le quartier de la rue du Palais-Gallien

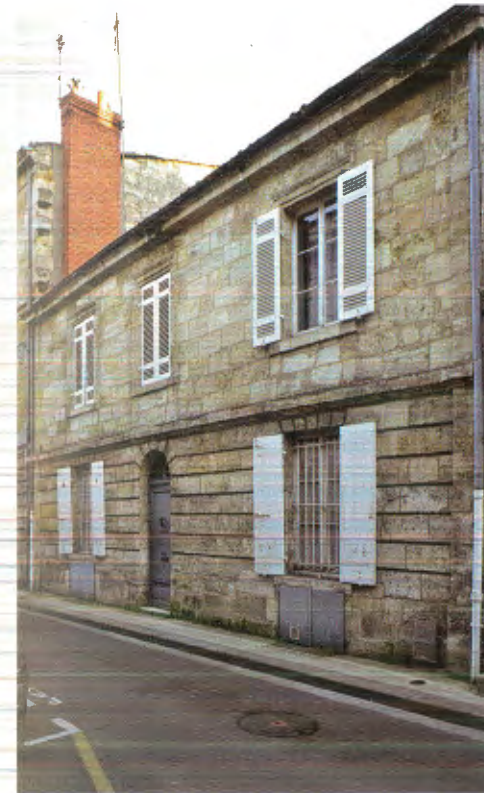
Dans le cœur du faubourg Saint-Seurin, le quartier de la rue du Palais-Gallien, il est certain que les Laclotte ont construit des maisons, sans doute modestes, à l'image de celle qu'ils édifient pour leur propre compte à la place d'une vieille bâtisse achetée aux sœurs Marie et Jeanne Miaille en 1773⁵⁷. Grâce à un plan terrier de la seigneurie de Saint-Seurin, de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, on peut identifier cette maison à celle qui se trouve aujourd'hui au numéro 123 de la rue du Palais-Gallien⁵⁸. Large de trois travées et haute d'un étage carré, de plan double en profondeur, elle a perdu aujourd'hui son organisation d'origine. La présence au rez-de-chaussée d'une devanture de boutique perturbe la lecture de sa façade sur la rue. Il est toutefois possible de constater que les baies de ce niveau s'ouvraient dans un appareil à refends. À l'étage subsistent les trois baies rectangulaires, à chambranle mouluré, chacune sommée d'une corniche à denticules.

De la taille et d'une destination semblables à celles des petites maisons construites par les Laclotte dans ce quartier du Palais Gallien pour les hôpitaux de la Manufacture et Saint-André, celle dont ils bâtissent le gros-œuvre pour le plâtrier Jacques Abadie⁵⁹,

57. A. D. Gironde, 3 E 20580, 2 septembre 1773.

58. A. D. Gironde, 2 Fi 1516, 9^e carte.

59. A. D. Gironde, 3 E 20585, 11 février 1776.



154 | 22 rue Saint-Fort, maison Abadie, façade.

155 | 72 rue du Palais-Gallien, maison Dumaine, façade.

heureusement conservée en état, semble très représentative des maisons locatives du faubourg. Elle porte aujourd'hui le numéro 22 de la rue Saint-Fort. Haute d'un étage, de plan double en profondeur, elle compte deux pièces par étage, séparées par un couloir central. Son décor est très simple. Toutes les baies sont rectangulaires à l'exception de la porte en plein-cintre. Un bandeau plat sépare le rez-de-chaussée, à profonds refends horizontaux, de l'étage aux fenêtres à chambranle mouluré | 154 |.

La maison de Jean Dumaine

Des deux maisons que construit Jean Laclotte pour le serrurier Jean Dumaine rue du Palais-Gallien, n'existe plus que celle qui se situe aujourd'hui au numéro 72 de cette rue, un peu avant l'angle de la rue Huguerie | 155 |. C'est un édifice de plan double en profondeur, qui possédait de petites dépendances, remise et écurie, au-delà d'une vaste cour. On accédait à ces dépendances par un passage latéral traversant toute la maison, jouxtant le vestibule d'entrée central. Ce dernier conduit à l'escalier, disposé côté cour.

En façade sur la rue, deux grandes baies en anse de panier, dont l'une correspond au passage vers la cour, encadrent la porte d'entrée, au centre, de forme rectangulaire. À l'étage noble, trois portes-fenêtres à chambranle à crossettes, ouvrent pour les baies latérales sur des balconnets dont la base est formée par le bandeau plat séparant les niveaux et pour la baie centrale sur un balcon. Les consoles en forme de corbeau, ornées de glyphes et gouttes qui soutiennent ce balcon encadrent au rez-de-chaussée la porte d'entrée. Des modillons, décorés dans leur partie supérieure de pointes de diamant, soutiennent au-dessus de chaque porte-fenêtre une corniche moulurée ; entre eux, la table est ornée de guirlandes de feuilles de chêne pour les baies latérales, de rinceaux



156 | 51, 53 et 55 rue Lafaurie-de-Monbadon, maisons de Madame de Lachapelle, façades.

pour la porte-fenêtre. Un corps de moulures semblable à ces corniches les prolonge sur toute la largeur de la façade entre ce niveau et le deuxième étage. Les fenêtres éclairant ce dernier présentent un chambranle à crossettes. Au-dessus de la frise nue et de la très grosse corniche qui forment l'entablement se développe une haute balustrade, aux dés aussi larges que les trumeaux qu'ils dominent. La travée centrale tout entière forme léger avant-corps.

Les rues de la Taupe

Dans une lettre adressée aux administrateurs du district de Bordeaux le 23 juin 1795, Étienne Laclotte expose qu'il est créancier de la « *veuve Lachapelle* », pour « *lui avoir dirigé et construit cinq maisons* ». D'après cette lettre, à laquelle sont jointes des factures, deux de ces maisons sont situées petite rue de la Taupe, et les trois autres dans la rue de la Taupe, les actuelles rues Huguerie et Lafaurie-de-Monbadon ; elles auraient été bâties autour de 1786, pour le prix d'une vingtaine de milliers de livres chacune⁶⁰.

La consultation du plan de Brion permet d'établir que les deux maisons de la rue Huguerie étaient les quatrième et cinquième maisons qui s'élèvent à la suite de l'angle nord-ouest du

croisement des rues de la Taupe et Huguerie. Ces édifices, récemment reconstruits s'intégraient-ils à l'ensemble des maisons bâties là par François Lhôte ?

Les trois maisons de la rue de la Taupe existent encore, elles portent les numéros 51, 53 et 55 de la rue Lafaurie-de-Monbadon. Elles sont de plan double en profondeur, à escalier disposé du côté de la cour, comptent trois travées chacune et s'élèvent de trois étages, à l'exception de celle qui se trouve au centre, haute seulement de deux étages. Au rez-de-chaussée, la porte d'entrée rectangulaire et une fenêtre de même forme encadrent une large baie en anse de panier. Un fort bandeau règne entre ce niveau et le premier étage. Trois portes-fenêtres à chambranle mouluré ouvrent sur un balconnet reposant sur une allège portée par des modillons plats. Chacune est surmontée d'une table fouillée ornée de feuilles d'acanthé. Des modillons en volute et décorés de piastres sur leur face encadrent cette table. Ceux des baies latérales soutiennent des corniches, ceux de la baie centrale soutiennent un fronton triangulaire. On retrouve aux deuxième et troisième étages de grandes fenêtres à chambranle mouluré et allège saillante reposant sur des dés, à garde-corps de fer, montant très haut puisque ces baies s'ouvrent à la manière de portes-fenêtres. L'entablement comprend une architrave à fascies, une frise nue et une corniche à modillons | 156 | ■

60. A. D. Gironde, 3 Q 1347.

CHAPITRE IX

MAISONS DE CAMPAGNE ET CHÂTEAUX

PIQUE-CAILLOU À MÉRIGNAC – LE CHÂTEAU DU BURCK À MÉRIGNAC – LA MAISON LABOTTIÈRE, « CHEMIN DU MÉDOC » – LE CHÂTEAU DE VIRAZEIL À VIRAZEIL – CHÊNEVERT À MÉRIGNAC, OU LA MAISON DE MARIE-CLAIRE – LE BOURDIEU DE MAUCAMP À TALENCE – LE CHÂTEAU DE LA TOUR À CÉRON – DES PROJETS ET CONSTRUCTIONS NON RÉALISÉS OU INACHEVÉS : LE CHÂTEAU DE LAROQUE À SAINT-GERMAIN-DE-LA-RIVIÈRE, LE MAYNE D'ANICE À PODENSAC – LE JEU ALÉATOIRE DES ATTRIBUTIONS : CHOLET ET MARGAUT À TALENCE, LA DAME-BLANCHE AU TAILLAN

Étienne Laclotte avait édifié autour de 1760, en compagnie de son père, les bâtiments du *bourdieu* de Pique-Caillou, puis sans doute avec ses frères le château du Burck, tous deux situés dans la paroisse de Mérignac. Les trois hommes eurent-ils l'occasion de bâtir d'autres constructions de ce type au début de leur carrière et d'acquérir quelque réputation dans ce domaine particulier ? Cela paraît d'autant plus vraisemblable qu'en 1767, un personnage aussi fortuné que le banquier Samuel Peixotto convient avec eux, le 22 juin, qu'ils « *leveroient un plan du bien et maison que ledit sieur Peixotto possède à Talence et qu'ils ajouteroient le dessein des agremens qu'il conviendrait faire dans ledit bien et d'une maison que ledit sieur Peixotto entendoit faire bâtir dans ledit bien...* », le tout dans un délai de deux semaines. Les Laclotte n'ont toujours pas produit ces plans au mois d'octobre suivant, ni les devis qu'ils devaient leur joindre. Le fait que Peixotto n'appartienne pas à leur clientèle traditionnelle suffit-il à expliquer cette négligence ? Le financier dénonce alors la convention par une sommation à laquelle les architectes ne prennent pas la peine de répondre¹.

Malgré cet incident, la carrière des Laclotte, dans ce secteur si particulier d'activité, ne s'arrête pas là. Pour des négociants, parlementaires ou officiers, ils bâtissent plusieurs demeures de campagne, et même des châteaux. Malheureusement peu de ces édifices sont documentés, beaucoup sont dénaturés voire détruits. On peut soupçonner que les quelques constructions qui ont pu être repérées ou attribuées, ne recouvrent qu'une faible partie de l'ensemble de l'œuvre des architectes dans ce domaine. Comment imaginer,

1. A. D. Gironde, 3 E 24984, 1^{er} octobre 1767.

par exemple, qu'ils n'étaient pas les auteurs de la maison et des jardins du domaine aujourd'hui disparu de « Lübeck », aux limites du Bouscat et de Bruges, qu'avait fait construire à grands frais leur ami Jean-Philippe Weltner² ? Comment aussi imaginer que bien loin de là, aux confins du Périgord, les travaux entrepris dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle au château du Fraysse, alors propriété du président d'Augeard, ne sont pas le fait des Laclotte ?

Pique-Caillou à Mérignac

Martin Zachau ou Zacau, négociant hanséate, a acheté au milieu du siècle le domaine de Pique-Caillou à Mérignac³, il commande en 1756 à Jean Laclotte père la reconstruction de la maison qui se trouve au centre de ce domaine. Les relations de l'architecte avec ce commerçant apparemment prospère, mais qui n'en fait pas moins

une retentissante faillite en 1758⁴, doivent être un temps assez chaleureuses puisque Zachau, qui n'a toujours pas fini de régler le prix de l'édifice en 1771, prétend que par amitié et contre l'octroi d'un prêt destiné à améliorer ses affaires « derrengées », Jean Laclotte a simplement donné le dessin de la demeure, sans s'occuper du chantier lui-même. En réalité Étienne, qui était présent à l'époque des faits, proteste que son père, dont les affaires n'ont jamais souffert d'aucun désordre, a effectué « *différents voyages à Mérignac* », en aucun cas par amitié pour Zachau, qu'il a dessiné les plans, coupes et profils de Pique-Caillou et conduit sa construction, commencée en juillet 1756, inter-

rompue en novembre, reprise de mai à décembre 1757, puis de nouveau en février 1758, jusqu'à la faillite, « *bien réelle celle là du sieur Zachau* ». L'appareilleur Jean Rogeat, le charpentier Brion, le couvreur Rozat et le serrurier Prunier, que Jean Laclotte a employés sur le chantier, sont prêts à témoigner de la véracité des affirmations d'Étienne⁵.

Pique-Caillou est une maison de plan rectangulaire, deux pavillons d'angle déterminent une large cour, au-devant de sa façade principale. L'ensemble, à l'exception des voûtes, est bâti en *moillons*. Le rez-de-chaussée, de plan simple en profondeur, composé de trois salles communiquant directement entre elles, repose sur un sous-sol partiellement souterrain, à fruit pour sa partie dégagée. Deux escaliers extérieurs conduisent au rez-de-chaussée, ils comptent deux volées, la première à deux montées parallèles, et la seconde, au-delà de repos, à deux montées convergentes. Chacun, placé au centre de l'une des longues façades, aboutit à un large palier sur lequel s'ouvre une porte-fenêtre, livrant passage vers le salon central. Sept baies du côté de l'élévation postérieure, et cinq du côté de la cour, y compris les portes-fenêtres, éclairent les trois pièces de ce niveau.

2. A. D. Gironde, 3 E 13273, 21 janvier 1788.

3. LEROUX, Alfred. *La colonie germanique de Bordeaux...*, p. 60, 64, 115, 118.

4. HENNINGER, Wolfgang. *Johan-Jacob von Bethmann...*, p. 42, 43, 48, 50, 150, 316, 549.

5. A. D. Gironde, 3 E 20577, 17 janvier 1772.



158 | Mérignac, château de Pique-Caillou, élévation sur jardin.

Toutes ces ouvertures sont couvertes en arc segmentaire et encadrées d'un bandeau plat, les fenêtres présentent un appui saillant. Un panneau aux angles rentrants et adoucis orne presque toute la surface de chaque trumeau, côté cour. Des chaînes d'angle et des chaînes encadrant les portes-fenêtres, toutes à bossages, complètent ce décor |157 |158 |.

Les salles du sous-sol, une cuisine, une cave, un cellier, se situent du côté de l'élévation postérieure, on peut s'y rendre depuis un couloir longitudinal établi côté cour auquel des portes, de part et d'autre de l'escalier, permettent d'accéder. Couvertes de voûtes en berceau ou de voûtes d'arêtes plates, elles prennent le jour par des baies en arrière de certaines desquelles, pour laisser pénétrer la lumière, les architectes ont dû établir des lunettes |159 |.

Un attique masque la toiture à croupes de tuiles creuses de la demeure, les pavillons d'angle comptent un étage carré et un étage de comble abrité sous une toiture à brisis en ardoises. Cet attique, comme les niveaux supérieurs des pavillons, sont des ajouts du XIX^e siècle. Un dessin du début du XIX^e siècle conservé à la bibliothèque municipale de Bordeaux montre qu'à l'origine une simple génoise couronnait les élévations du logis, quant aux pavillons ils étaient en rez-de-chaussée et couverts de tuiles⁶ |16 |. Le salon

6. B. M. Bordeaux, fonds Delpit, LXIII, f° 40.

160 | Mérignac, château de Pique-Caillou, salle centrale.



159 | Mérignac, château de Pique-Caillou, lunette au rez-de-chaussée.

central a conservé ses lambris, compartimentés en panneaux d'appui rectangulaires et panneaux de hauteur plus complexes, dont le motif principal consiste en un haut cadre mouluré, également rectangulaire, mais dont la partie supérieure s'agrément d'un mouvement de contre-courbes obtenu par la rencontre d'un arc segmentaire et d'angles rentrants adoucis. Dans ce lambris s'intègrent les portes à deux vantaux conduisant vers les salles latérales, on retrouve sur ces vantaux les mêmes panneaux, sur une échelle réduite. Aux quatre angles de la pièce se trouve une encoignure de plan en quart de cercle |160|.

Malgré les difficultés financières rencontrées par Martin Zachau, Pique-Caillou resta sa propriété puis celle de son épouse après sa mort. En 1773 le peintre et décorateur d'origine parisienne Théliol, qui travaillera au chantier du Grand Théâtre, y peint en gris à l'huile le « *grand salon de compagnie de 92 pieds de pourtour sur 18 pieds de haut* », ainsi que « *quatre grandes encoignures* » pour le compte de la veuve du négociant⁷.

7. A. D. Gironde, 2 E 2708.



Le château du Burck à Mérignac

Aucune preuve n'indique formellement que le château du Burck a bien été édifié par les Laclotte mais des indices le laissent supposer. Son propriétaire, Jean-Baptiste-Alexandre Clock avait utilisé à de nombreuses reprises les services de Jean Laclotte puis de ses fils. Leurs relations semblent avoir dépassé le simple rapport liant un maître d'ouvrage et ses architectes. Jean Laclotte père entretenait l'imposant hôtel des Pontac, dit Maison Daurade, sur les fossés du Chapeau-Rouge, que Philippe Clock avait acquis en 1744, il bâtit pour son frère et héritier deux maisons des allées de Tourny, lui rachète en 1759 l'un des emplacements qu'il avait acquis de la ville deux ans auparavant. À partir de 1762 Étienne Laclotte se substitue à son père dans ses activités de conseil et d'architecte auprès du secrétaire du Roi. Ce dernier joue auprès des trois frères, jusqu'à sa mort en 1770, le rôle d'un véritable banquier, leur faisant l'avance de divers billets à terme qu'ils recevaient en paiement partiel d'ouvrages pour tiers⁸.

Il semble probable que la construction du Burck |161| a débuté du vivant même de Jean Laclotte père, ou immédiatement après sa disparition, on y trouve en effet des ressemblances avec Pique-Caillou, bien que sa structure soit très différente. Il consiste en un corps de bâtiment central à étage, de plan simple en profondeur au rez-de-chaussée et semi-double à l'étage, couvert d'une toiture à croupes d'ardoise, flanqué d'ailes basses de plan simple à toitures à croupes, mais de tuiles creuses, que dissimulent des balustrades scandées par de larges dés régnant au-dessus des trumeaux. À l'origine ces ailes faisaient retour sur une longueur de trois travées perpendiculairement à l'élévation principale, déterminant au-devant d'elle une cour rectangulaire. On a au XIX^e siècle prolongé l'aile orientale tandis qu'était reconstruite et élargie dans des proportions considérables celle qui lui fait face. Le corps de bâtiment principal compte cinq travées

8. A. D. Gironde, 3 E 17589, 30 juin 1770.

161 | Mérignac, château du Burck, élévation sur jardin.



162 | Mérignac, château du Burck, élévation postérieure.

163 | Mérignac, château du Burck, élévation d'une aile basse.

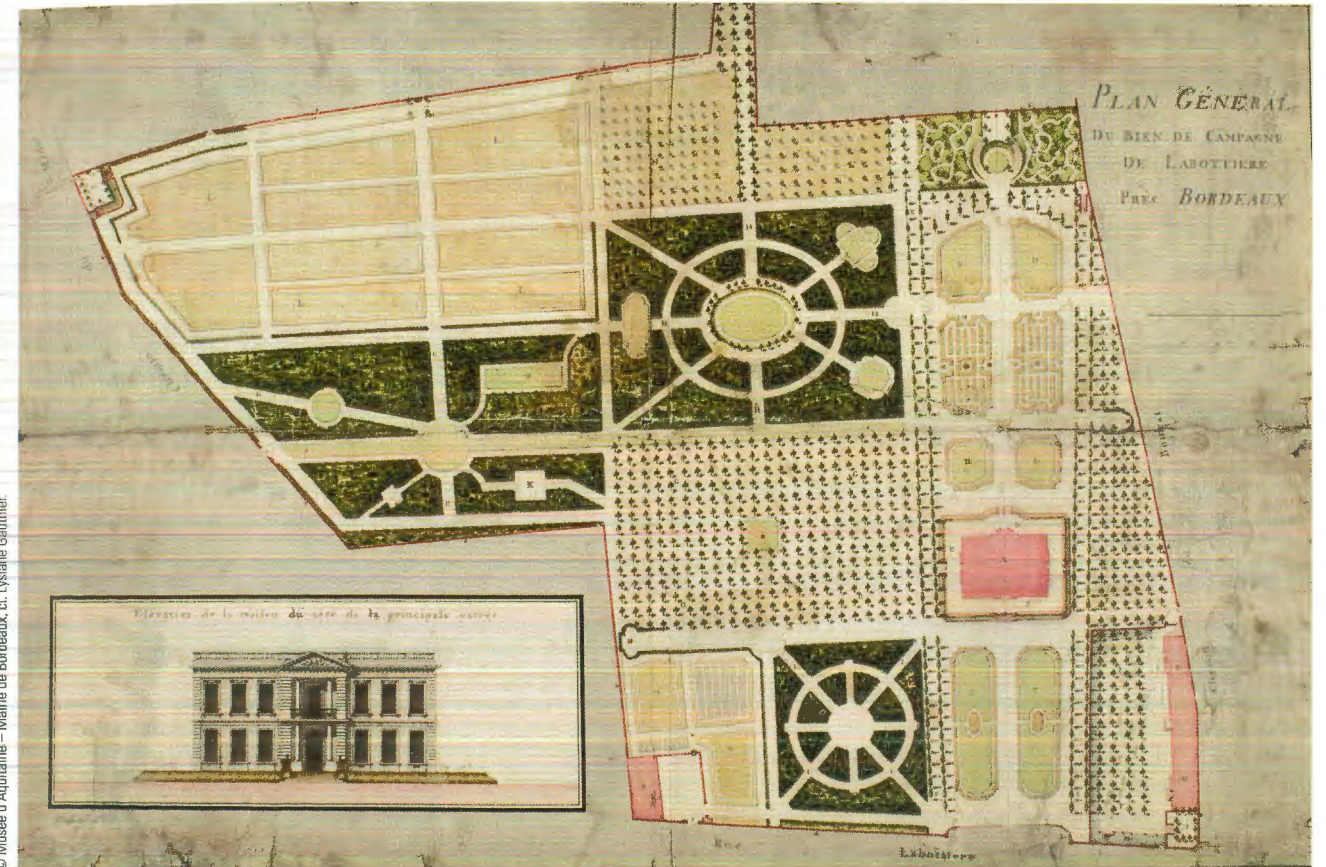
164 | Mérignac, château du Burck, escalier.

de baies sur chacune de ses longues façades, au rez-de-chaussée alternent des fenêtres et portes-fenêtres, à l'opposé de la cour les ailes basses présentaient cinq baies **163** |, elles ne prenaient le jour que par une seule ouverture du côté de la façade postérieure de la demeure. Deux chaînes et les chaînes d'angle, à bossages, encadrent les travées latérales extrêmes du corps principal qui forment très léger avant-corps **162** |.

Au rez-de-chaussée se trouvent deux salons et un « *salon à manger* », en enfilade, les ailes basses abritaient des appartements privés ainsi que l'office, la cuisine et un logement pour les domestiques, à l'étage le couloir établi du côté du jardin desservait les trois chambres et l'antichambre éclairées du côté de la cour. Depuis l'un des anciens salons, seule pièce ne prenant le jour que du côté de la cour, on accède à l'escalier, tournant à retours sans jour, placé dans l'angle droit de la demeure, du côté de l'élévation postérieure⁹.

La liste des solutions décoratives analogues utilisées au Burck et à Pique-Caillou serait longue à dresser, citons les ouvertures couvertes d'un arc segmentaire et encadrées d'un bandeau plat, les fenêtres à appui saillant, le dessin de la rampe de fer forgé des escaliers et ses supports verticaux couronnés des mêmes éléments d'amortissement **164** |, le dessin des lambris dans les salons où ils sont encore conservés, il n'est pas jusqu'aux souches de cheminées ornées de bossages qui ne soient semblables. L'influence de la « *manière* » de Jean Laclotte père est ici évidente.

9. Les pièces nommées dans l'inventaire après décès de Jean-Baptiste-Alexandre Clock ont aujourd'hui changé de destination. Le château du Burck n'est plus habité domestiquement, il appartient à la mairie de Mérignac qui y abrite les sièges d'associations.



© Musée d'Aquitaine - Mairie de Bordeaux, cl. Lysiane Gauthier.

La maison Labottière, « *chemin du Médoc* »

La famille Labottière possédait, depuis au moins le milieu du XVIII^e siècle, un petit domaine viticole situé aux limites de la ville, dans la paroisse de Saint-Seurin, au nord du faubourg du même nom, en bordure de l'ancien « *chemin du Médoc* »¹⁰. De la maison qui se trouvait en son centre, quasiment rien n'est connu, sinon qu'elle était de modestes dimensions. Au début du dernier tiers du XVIII^e siècle, ses propriétaires, les frères Jacques et Antoine Labottière, ordonnent sa reconstruction. Des liens d'amitié unissent les Labottière aux Laclotte, naturellement le choix des premiers se porte sur les seconds pour assurer cet ouvrage¹¹. L'attribution au seul Étienne Laclotte de la création de la nouvelle maison Labottière se fondait sur le récit du voyage à Bordeaux en 1785 de Madame de La Roche¹². Lors d'une restauration conduite en 1965 par Raymond Duru, alors architecte des Bâtiments de France, la découverte sous une colonne de cet édifice d'une plaque commémorative a permis de le dater précisément de 1773, et de l'attribuer

165 | Plan du domaine de Labottière au début du XIX^e siècle.

10. ROUDIE, Paul. *Les avatars des maisons de campagne de la banlieue de Bordeaux...*, p. 148, 152, 154-155 ; POUSSOU, Jean-Pierre. *Les structures foncières et sociales des vignobles de Caudéran et du Bouscat en 1771...*, p. 211-212. Le plan de l'ancien domaine publié dans ces deux articles est extrait d'un terrier du chapitre de Saint-Seurin, conservé aux Archives départementales de la Gironde sous la cote G 1206.

11. COURTEAULT, Paul. *Bordeaux cité classique...*, p. 170 ; DESGRAVES, Louis. *Évocation du vieux Bordeaux...*, p. 350.

12. MEAUDRE DE LA POUYADE, Maurice. *Impressions d'une Allemande à Bordeaux en 1785...*, p. 188 : « L'architecte Laclotte nous conduisit partout. C'est lui qui a construit la maison et dessiné le parc. Il eut autant de plaisir à nous voir contempler son œuvre, si pleine de goût, que nous en trouvâmes à la contempler. »

à Étienne et Jean Laclotte. Le texte de cette plaque de cuivre est le suivant : « - AEDES EX TRUCTAE - / - SUMPTIBUS - / FRATRUM. LABOTTIERE / - THYPOGRAPHORUM - / NEC-NON-BIBLIOPOLARUM / DUCTU / LACLOTTE, ARCHITECTI / ANNO. DOMINI. MDCCLXXIII ».

Cette demeure, appelée de nos jours « hôtel Labottière » en raison de son implantation en milieu urbain, se trouvait donc à l'époque de son édification dans un secteur semi-rural, un grand jardin avait constitué l'agrément principal de l'ancienne retraite champêtre. Certains de ses éléments furent conservés ; de plus le sacrifice de vignes et l'achat d'une partie d'un *bourdieu* voisin¹³ permirent son extension et sa recomposition. Le souvenir du domaine de « Monplaisir »¹⁴, tel que l'a connu et sommairement décrit Madame de La Roche, est conservé grâce à un dessin de l'architecte Jean-Baptiste Dufart¹⁵. Ce document doit dater du tout début du XIX^e siècle, peut-être de 1803, lorsqu'un certain Monsieur Labille ouvrit là un établissement de danse portant le nom de « *Fêtes champêtres, À Idalie* »¹⁶.

L'entrée du domaine se faisait depuis l'actuelle rue Labottière par un portail percé dans une demi-lune. Deux longs parterres de gazon encadrant une allée de front et encadrés d'allées de côté puis de contre-allées, bordées semble-t-il de peupliers, déterminaient une vaste perspective au-devant de la nouvelle demeure. Au delà de cette dernière une seconde perspective longue de plus de trois cents pieds, organisée autour de parterres de gazon et parterres de compartiments très « fleuris », buttait sur un vertugadin de part et d'autre duquel se développait un labyrinthe. À l'ouest de cet ensemble cohérent en lui-même s'étendait tout un complexe jardinier, composé de plantations d'arbres alignés, ainsi que de bois plus épais, coupés d'allées en étoiles, au sein desquels se trouvaient ménagés des cabinets de verdure | 165 |.

La maison repose sur un large socle formé d'un terrassement rectangulaire, aux angles adoucis, bordé d'un talus planté de gazon, desservi au centre de chacun de ses côtés par un degré rentrant de six marches. De plan rectangulaire, elle s'élève sur deux niveaux et une toiture à croupes de tuiles creuses la coiffe, masquée par la balustrade qui couronne ses élévations. Les élévations principale et postérieure, au nord et au sud, occupent les longs côtés du rectangle. La composition de chaque élévation paraît totalement indépendante des trois autres, nonobstant bien sûr l'apparente homogénéité du répertoire du décor d'architecture. En raison de sa position dans son environnement la maison pouvait être abordée par n'importe lequel de ses côtés, la hiérarchisation des façades n'a donc ici que peu de sens.

L'élévation principale, au sud, présente sept travées de baies rectangulaires, à l'exception de la porte d'entrée, à chambranle mouluré, appui et allège saillants au rez-de-chaussée, à chambranle mouluré aux angles supérieurs rentrants, appui saillant reposant sur des consoles et plate-bande ornée d'une guirlande à l'étage. La travée centrale plus large forme avant-corps, des chaînes à bossages l'encadrent, elle ouvre au rez-de-chaussée par un porche dans œuvre ; deux colonnes toscanes reposent sur des socles cubiques qui se dressent de part et d'autre et légèrement au-devant de la porte d'entrée, en plein-cintre, qui s'inscrit dans un encadrement rectangulaire simulant des piédroits et une

13. A. D. Gironde, 3 E 20579, 21 avril 1773.

14. A. D. Gironde, 3 E 23150, 13 nivôse an III (2 janvier 1795). Le domaine est désigné sous ce nom dans l'acte de vente consenti par les Labottière à cette date.

15. Ce dessin provenant de l'ancienne collection Coulon est aujourd'hui conservé au Musée d'Aquitaine.

16. DESGRAVES, Louis. *Évocation du vieux Bordeaux...*, p. 351.



plate-bande clavée à refends. Une loggia que ferme un garde-corps de ferronnerie au dessin chantourné surmonte le porche à l'étage | 192 |. Deux colonnes, celles-ci à chapiteau ionique, encadrent et précèdent la baie qui en commande l'accès. Cette porte-fenêtre possède les mêmes éléments de décor que toutes les autres baies de ce niveau. Des chaînes d'angle à bossages, un bandeau plat séparant les deux niveaux et un entablement, à frise nue et corniche à modillons très saillante que surmonte une balustrade scandée par des dés et reposant sur un large socle, complètent cette élévation. Au-dessus de la travée centrale règne un fronton triangulaire à modillons dans le tympan duquel deux amours ailés présentent un parchemin sur lequel figure le monogramme des Labottière | 166 |.

La façade opposée compte également sept travées, mais de ce côté les trois travées centrales forment un avant-corps de plan en arc de cercle | 167 |. À l'exception des trois baies du rez-de-chaussée de cet avant-corps, toutes trois en plein-cintre, les autres ouvertures sont rectangulaires. À l'étage de l'avant-corps, un balcon repose sur de fortes consoles, son garde-corps de fer au dessin également chantourné semble dû au talent du maître serrurier Bigot, de même que toutes les ferronneries de la demeure¹⁷. L'élévation occidentale comporte cinq travées de baies ou fausses-baies rectangulaires. Seule la baie centrale du rez-de-chaussée est en plein-cintre, les trois travées centrales forment avant-corps | 168 | ; la

166 | Maison Labottière, élévation principale.

17. A. D. Gironde, 5 L 201.



167 | Maison Labottière, élévations postérieure et latérale droite.



168 | **169** | Maison Labottière : élévations latérales gauche et droite.

Elevation de la maison du côté de la principale entrée

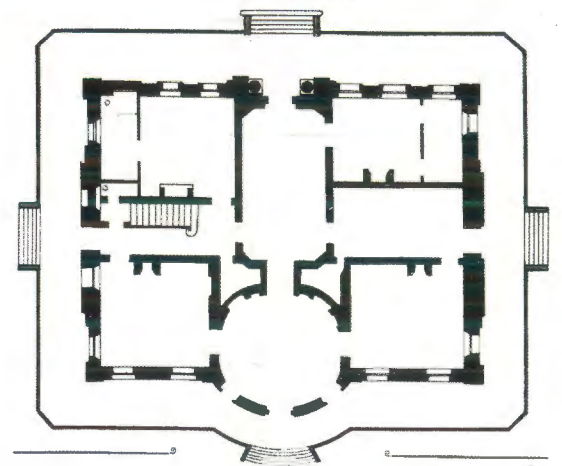


170 | Maison Labottière, élévation principale au début du XIX^e siècle.

façade orientale présente une semblable organisation mais de ce côté toutes les ouvertures sont rectangulaires comme celles de l'élévation opposée ; celles du rez-de-chaussée s'ouvrent dans un appareil à bossages en tables **169** |.

Bien que l'intérieur de Labottière ait été restauré, on peut supposer que son plan général n'a que peu varié depuis l'époque de sa construction **171** |. Un vestibule axial aux angles abattus conduit vers le salon ovale qui correspond à l'avant-corps en arc de cercle ; depuis celui-ci on accède aux deux pièces qui l'encadrent. À l'est du vestibule se trouvent encore deux salles et à l'opposé une seule, séparée de la pièce qui communique avec le salon par un second vestibule, perpendiculaire au premier, dans lequel prend naissance l'escalier tournant, à volées droites et rampe de fer forgé. À l'étage la distribution reste semblable à celle du rez-de-chaussée. De la décoration originale pourrait subsister celle du salon ovale, aux murs compartimentés en faux-lambris d'appui et de hauteur. On retrouve là les solutions habituelles utilisées par les Laclotte, telles que les trumeaux en plein-cintre, mais aussi des panneaux ornés de grotesques d'une préciosité inusitée chez ces architectes.

Les jardins originaux de Labottière ont aujourd'hui entièrement disparu, de même que le belvédère qui se trouvait au tout début du XIX^e siècle sur la toiture de l'édifice et permettait vraisemblablement de les admirer¹⁸ **170** |. Les propriétaires successifs du domaine les ont aliénés aux XIX^e et XX^e siècles. Du milieu du XIX^e siècle jusqu'en 1904 l'édifice abrita un collège de Jésuites puis fut rendu à un usage plus conforme à sa destination première. Entre les deux guerres mondiales il servit de résidence quelques années à Pierre Ferret, l'un des architectes alors les plus originaux et actifs de Bordeaux. Rien ne permet d'affirmer que ce dernier est l'auteur de sa réhabilitation mais les éléments rapportés du décor intérieur, les pavillons d'entrée qui pastichent heureusement des édicules du XVIII^e siècle prouvent qu'intervint là un restaurateur de qualité, soucieux de respecter l'œuvre originale des Laclotte.



171 | Maison Labottière, plan au rez-de-chaussée.

¹⁸. Dans l'angle du plan dressé par Dufart se trouve une représentation de l'élévation principale de la maison Labottière, ce belvédère découvert y est nettement visible mais il semble peu vraisemblable que cet élément date de 1774.



172 | Virazeil, château de Virazeil, élévation sur le jardin.

Le château de Virazeil

Ce n'est plus une simple maison de campagne, et elle se trouve fort éloignée de Bordeaux, en amont sur la rive droite de la Garonne, à proximité de la ville de Marmande, que possédait le président d'Augeard et qu'il tenait de son père. Le château de Virazeil, siège d'une baronnie, avait appartenu aux Marmande-Caumont-Beauville, puis aux Pellegrue-Foix-Caumont, qui construisirent au XVI^e siècle un vaste manoir au pied de la colline où se trouvait la forteresse primitive. C'est ce dernier que le président d'Augeard, devenu titulaire de la baronnie, détruisit partiellement pour le remplacer vers 1770 par l'actuel édifice. À l'occasion d'une enquête menée en 1983 par le Service régional d'inventaire d'Aquitaine, il avait paru pertinent d'attribuer la construction de cette vaste demeure aux frères Laclotte et de la dater de la fin du troisième quart du XVIII^e siècle¹⁹. Les liens existant entre le président d'Augeard, qui a laissé son nom à l'hôtel construit par ces architectes rue Fondaudège dans lequel il logeait, les nombreuses caractéristiques architecturales et décoratives qui rapprochent ce château d'autres constructions des Laclotte contemporaines, on peut penser en particulier à l'hôtel du conseiller de Lalande rue Bouffard, paraissaient justifier cette attribution. La découverte d'un contrat passé en juin 1774 entre le propriétaire de Virazeil et des maîtres couvreurs de Marmande pour la pose de sa couverture, vint confirmer cette datation²⁰ ; celle, par le professeur Taillard, d'un billet à ordre consenti par Jean Laclotte en faveur du notaire marmandais Saint-Marcq, daté du 27 mars 1774 « *au château de Virazeil* », prouve la présence de l'un des frères Laclotte sur ce chantier alors en voie d'achèvement²¹.

19. Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France. Service régional de l'inventaire d'Aquitaine. Canton de Marmande, Virazeil, château, dossier.

20. A. D. Lot-et-Garonne, 5 J 629, répertoire Mausacré, 25 juin 1774.

21. A. D. Gironde, 3 E 23421, 4 janvier 1775.



173 | Virazeil, château de Virazeil, élévation sur la cour.

Situé à l'est du village de Virazeil, le château du même nom est établi sur une terrasse naturelle à mi-pente du coteau qui domine la vallée du Trec |172|. Depuis la route parallèle à ce cours d'eau, une longue allée mène vers le nord jusqu'à l'ensemble des bâtiments qui s'organisent en cour à peu près carrée. Les restes de l'ancien château occupent son côté nord et la nouvelle demeure son côté sud. À l'est et à l'ouest des constructions récentes ou récemment réédifiées ferment cette cour. Les anciens jardins occupaient le flanc du coteau au sud de cet ensemble.

Le corps de logis, construit sur un sous-sol partiellement souterrain, à fruit pour sa partie dégagée, de plan rectangulaire et double en profondeur, s'élève d'un rez-de-chaussée surélevé, d'un entresol qui ne s'étend pas sur toute sa surface, d'un étage carré et d'un comble à surcroît. Une toiture à croupes d'ardoise à forte pente et égout retroussé le couvre, d'où émergent de hautes souches de cheminée.

L'élévation septentrionale |173|, sur la cour, compte sept travées de baies rectangulaires, toutes à chambranle à crossettes, à l'exception de ceux des fenêtres latérales du rez-de-chaussée. Les deux travées qui encadrent les trois travées centrales sont en léger ressaut, les travées latérales extrêmes forment avant-corps. Au rez-de-chaussée de la partie centrale, des consoles plates ornées de glyphes soutiennent l'appui saillant des fenêtres. Au même niveau, les baies des travées en ressaut sont des portes que surmontent une table à regula et une corniche. D'autres corniches règnent entre les fenêtres des avant-corps. Le large entablement comporte deux fascies, un petit corps de moulure, une frise nue et une forte corniche. De petites lucarnes, à l'aplomb du mur, donnent peu de jour au comble, l'une au sommet de la travée centrale, deux autres au-dessus des ressauts et les dernières au-dessus des avant-corps. On accède aux portes du rez-de-chaussée par deux escaliers droits, parallèles à cette façade et dans le prolongement des avant-corps, à large main courante de pierre soutenue par des balustres de section carrée. Deux portes pour accéder aux caves s'ouvrent dans les murs d'échiffre de ces escaliers. À la base des travées des avant-corps des jours couverts en arc segmentaire éclairent ces caves.

L'élévation méridionale, sur le jardin, comporte neuf travées de baies rectangulaires ; les trois travées centrales forment un large avant-corps couvert d'un fronton triangulaire. Pour les baies des six travées latérales est reprise une décoration semblable à celle des fenêtres de la partie centrale de la façade sur cour. À la base de ces travées s'ouvrent des jours de cave couverts en arc segmentaire. Toutes les ouvertures de l'avant-corps possèdent également un encadrement à crossettes, celle située au centre du rez-de-chaussée est une porte fenêtre. Comme pour les deux fenêtres qui l'encadrent, une corniche la surmonte, soutenue par des consoles à glyphes. De ce côté, quatre lucarnes éclairent le comble. À l'origine un escalier à volée double à montées convergentes donnait accès à la porte du rez-de-chaussée, sa rampe était semblable à celles des escaliers de la façade sur cour | 174 |, ce dispositif a été modifié par l'établissement, plutôt inesthétique, d'une rampe menant au terrassement qui monte jusqu'à hauteur de ce rez-de-chaussée, au-devant d'une moitié de cette façade sur jardin.

Les élévations occidentale et orientale, symétriques, présentent quatre travées. Un fronton triangulaire coiffe les deux travées centrales qui forment avant-corps. Le traitement du décor des baies est ici plus simple. Seul le chambranle des fenêtres de l'étage est à crossettes, celui des baies du rez-de-chaussée est simplement saillant, comme leur appui, une table en ressaut coiffée d'une corniche les surmonte | 175 |.

L'ensemble du rez-de-chaussée s'organise autour des deux grandes pièces, qu'éclairaient au nord les trois fenêtres centrales et au sud les baies de l'avant-corps. Elles ont été réunies en une seule salle, mais devaient dès l'origine communiquer très largement entre elles. De chaque côté de celle située au sud, côté jardin, se trouve un salon prenant le jour par deux fenêtres. À l'opposé se trouvent, de part et d'autre de la pièce centrale, une salle jouxtant un escalier de service, et le vestibule dans lequel prend naissance l'escalier d'honneur. Il s'agit d'un ouvrage en pierre, suspendu, tournant à droite, à rampe de ferronnerie | 176 |. Il semble qu'à l'origine se trouvaient, toujours au rez-de-chaussée, une pièce à chacun des angles du château, deux communiquant avec les salons latéraux et les deux autres contenues dans les avant-corps de la façade sur cour. Elles encadraient deux autres salles plus vastes, correspondant aux avant-corps des élévations est et ouest ; un entresol les sépare de l'étage, établi uniquement au niveau des avant-corps. La transformation de Virazeil en établissement accueillant des handicapés a entraîné des changements de plan. Des cloisons subdivisent les anciennes pièces du côté ouest. L'étage

174 | Virazeil, château de Virazeil, élévation postérieure photographiée en 1964.



ne conserve pas non plus son plan initial, il est compartimenté en chambres prenant le jour chacune par une fenêtre et desservies par un très long couloir central qu'éclaire à chacune de ses extrémités l'une des baies des avant-corps des élévations latérales. Au centre, éclairé du côté de la cour, a été ménagé un vaste dégagement.

Du décor intérieur ne subsistent que les lambris de hauteur des deux pièces principales du rez-de-chaussée, simplement compartimentés en panneaux rectangulaires à cadres moulurés. Dans ces mêmes pièces se trouvent deux belles cheminées, l'une de marbre blanc, l'autre de marbre rose. Les piédroits de la première s'ornent de fines sculptures en bas-relief, figurant un carquois et une torche entrecroisés, puis plus bas des flèches également entrecroisées, l'ensemble forme une chute que retient un ruban. Des feuilles d'acanthé encadrent le linteau qu'agrémentent une frise de rinceaux et dans sa partie centrale une corbeille de fruits. La décoration de la seconde cheminée est concentrée pour l'essentiel sur les piédroits à cannelures rudementées.

Alphonse Blaquièrre, petit-fils de Michel Laclotte « *fils de l'ainé* », et arrière-petit-fils d'Étienne Laclotte, fut l'un des plus importants architectes de Bordeaux au XIX^e siècle. La famille d'Achille Monginoux, lui-même architecte et successeur de l'agence Blaquièrre, possède quelques dessins qui proviennent vraisemblablement des Laclotte. Deux d'entre eux, qui semblent bien dater du XVIII^e siècle et sont cotés en toises, concernent les « *fontaine et escalier de M. de Virasel près de Marmande* ». Le premier de ces dessins réunit un « *Plan de l'escalier projeté à la seconde terrasse p^r descendre au jardin* » et un « *Profil de l'escalier ou l'on voit les marches, la voute du réservoir qui est sous l'escalier avec*

175 | Virazeil, château de Virazeil, élévation latérale.

176 | Virazeil, château de Virazeil, le grand escalier photographié en 1964.

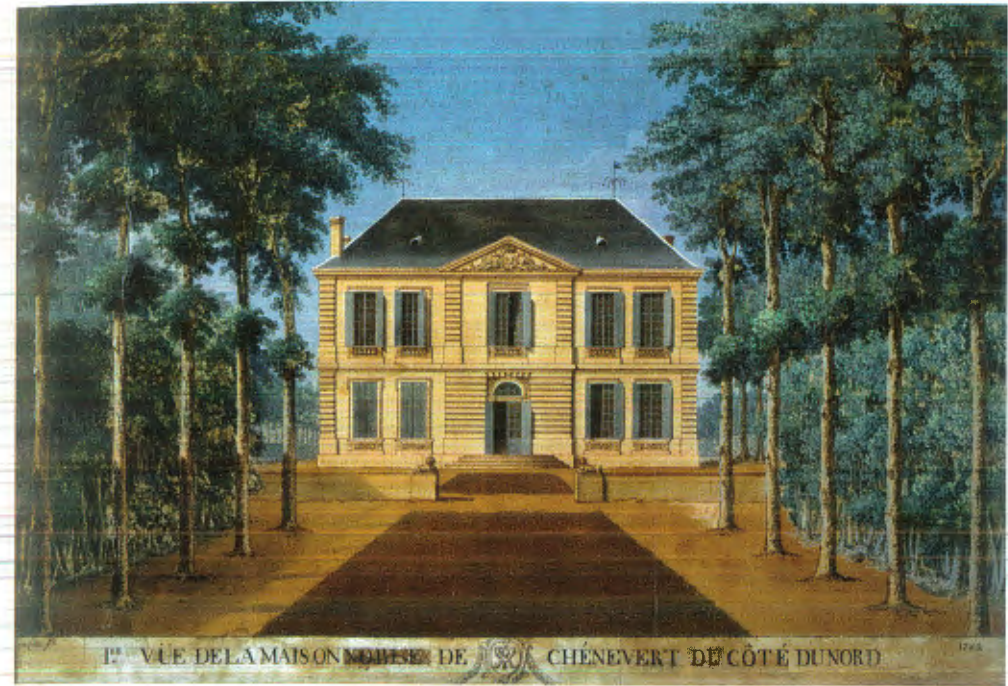
la porte d'entrée ». Il représente un large talus gazonné, en forme de cône tronqué, adossé au terrassement qui se trouve au sud du château. De son sommet, qui forme un repos semi-circulaire, descendent trois degrés rentrants de chacun quinze marches. Le premier est axial et, de part et d'autre, les deux autres forment avec lui un angle de quarante-cinq degrés environ. De cet ensemble, ceinturé par un demi-rond-point, partent une allée de front gazonnée en son centre et des allées de traverse de même nature longeant le terrassement, chacune dans le prolongement de l'un des degrés. Entre ce terrassement et les allées de traverse sont ménagées des plates-bandes, et entre les trois allées elles-mêmes s'étendent les carreaux du jardin. Le « *profil* » est en fait une coupe des escaliers sous lesquels se trouvait le « *réservoir* » : une salle voûtée en berceau. Sur le second dessin figurent ces mêmes éléments au-devant de la terrasse, mais à une plus grande échelle, l'allée de front au devant de la terrasse se prolonge jusqu'à une pièce d'eau circulaire ; au-delà s'étend une charmille de plan carré, que découpent en carrés deux allées orthogonales avec un rond-point central, jusqu'à une source artificielle. L'eau sourd d'un rocher et se déverse dans un bassin circulaire occupant le petit côté d'une prairie, en forme de trapèze isocèle, que contournent des allées et bordent des couverts de charmes. De ces projets quelque chose fut-il réalisé ? Cela semble probable, car si l'escalier aujourd'hui en place ne rappelle en rien celui qui devait permettre de se rendre dans le jardin dans le projet du XVIII^e siècle, la pièce d'eau circulaire qui lui faisait face existe bel et bien, le bassin en maçonnerie ne retient cependant plus l'eau.

Chênevert à Mérignac, ou la maison de Marie-Claire

Le *bourdieu* de Chênevert, situé dans la paroisse de Mérignac, s'étendait au début du XVIII^e siècle sur une soixantaine de journaux. En 1749 les Jurats de Bordeaux l'érigèrent en maison noble, arrière-fief de la baronnie municipale de Veyrines, en faveur du courtier de commerce Jean Lafore. Moins de trente ans plus tard, le 30 septembre 1778 très exactement, ses héritiers s'en séparaient en faveur de Raymond Viard²². Celui-ci devenait donc à cette date propriétaire de « *la maison noble de Chênevert consistant en maison pour le maître, logement des paysans, chay, cuvier, écuries, remises, parcs, fournière et autres bâtiments, cour où il y a un puits, parterre, jardin, viviers* », ceci pour la somme de trente six mille livres. La relative modestie du prix acquitté par Raymond Viard s'explique sans doute par le fait qu'au moment de la transaction « *les bâtiments ont besoin de fortes et très promptes réparations particulièrement la maison du maître dans sa charpente et couverture qu'il est indispensable de faire refaire tout de suite pour la rendre étanche et habitable* »²³.

Raymond Viard est un armateur et négociant de la ville, fils de Jean Viard négociant et bourgeois de Bordeaux. Il vit dans une aisance certaine et s'est constitué une dot de cent quarante mille livres lorsqu'il a épousé, un an et demi avant d'acquérir Chênevert, Marie-Claire Seignoret, native de Saint-Pierre de la Martinique, fille de Noël-Joseph Seignoret, négociant sous concordat, qui verse au ménage de sa fille une pension annuelle de mille deux cents livres²⁴.

La reconstruction de Chênevert sous la forme que nous lui connaissons encore aujourd'hui dut être entreprise dès après l'acquisition faite par le négociant, elle est attribuée à Étienne Laclotte²⁵. Cette attribution s'appuie sur la tradition mais aussi sur les



177 | Mérignac, Chênevert, vue de l'élévation principale en 1782.

analogies que présente Chênevert avec d'autres constructions des Laclotte, on pense particulièrement à la maison des frères Labottière à Saint-Seurin. Comment le négociant serait-il entré en relation avec les Laclotte ? Savait-il qu'ils avaient bâti les deux châteaux voisins du Burck et de Pique-Caillou ? Leurs relations sont avérées seulement après la date de construction présumée de Chênevert. En 1782 Raymond Viard fait travailler les Laclotte cours de Tourny et achète deux emplacements du Pavé des Chartrons dans le lotissement qu'ils conduisent pour Patrice Mitchell.

Chênevert se trouve au sud de la paroisse de Mérignac, en bordure de l'ancien chemin rural devenu l'avenue des Eyquems, qui mène jusqu'à la haute tour autrefois siège de la baronnie de Veyrines. Cet édifice médiéval se dresse à peu de distance de la limite occidentale de l'enclos principal du domaine au centre duquel Raymond Viard fit édifier sa nouvelle maison de campagne. Les communs se dressent sans doute à l'endroit où se trouvait précédemment l'ancienne maison noble de Chênevert. En rez-de-chaussée et couverts de toitures à croupes de tuiles creuses, ils regroupaient les « *logement de paysan, serre chaude pour les orangers, buanderie, fournière, cuvier, chay à vin, cavot, petit chay, chay à bois, grange à foin, écurie, pigeonnier et volière* »²⁶. À quelques dizaines de mètres à l'est de la cour rectangulaire qu'ils forment se dresse la maison, en pierres de taille, de plan massé mais encore rectangulaire, comportant un étage carré, couverte d'une haute toiture d'ardoises à croupes et égout retroussé.

Des chaînes d'angle à bossages marquent les extrémités de l'élévation septentrionale [177], qui compte cinq travées de baies rectangulaires à chambranle mouluré à crossettes et appui saillant reposant sur des consoles plates à cannelures rudentées encadrant l'allège ornée de rosaces au rez-de-chaussée et de balustres à

22. A. D. Gironde, 3 E 23427, 30 septembre 1778.

23. Voir note précédente.

24. A. D. Gironde, 3 E 23422, 29 mars 1776.

25. FREGNAC, Claude. *L'Aquitaine des châteaux...*, p. 9. Cette attribution a été publiée pour la première fois dans cet ouvrage.

26. A. D. Gironde, 3 E 13275, 30 avril 1790.



178 | Mérignac, Chênevert, élévations postérieure et latérale droite.

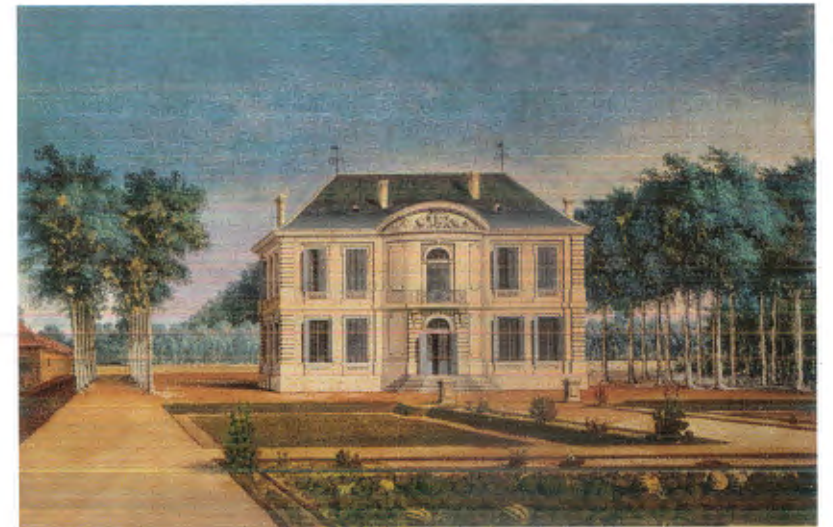
l'étage. Un bandeau plat sépare les deux niveaux. La travée centrale plus large forme avant-corps, un degré convexe la précède, elle présente un appareil à bossages continus et des chaînes d'angle saillantes. Au rez-de-chaussée la porte d'entrée, à couverture en anse de panier et traverse d'imposte possède un châssis de tympan en éventail défendu par une grille au dessin tourmenté. Elle s'inscrit dans une embrasure rectangulaire elle-même couverte d'une plate-bande appareillée à bossages, dans les écoinçons on note la présence d'un décor de feuilles de chêne. Une corniche à denticules couronne cette élévation, un large fronton triangulaire, historié d'un cartouche à monogramme se détachant sur un cuir découpé et un fond de feuillage, surmonte l'avant-corps.

Les élévations latérales de l'édifice présentent également des chaînes d'angle à bossages, un bandeau plat séparant les niveaux, mais ne comptent que trois travées de baies à décor absolument identique à celui des fenêtres de la façade principale. L'élévation sur le jardin [178] reprend les dispositions générales de cette dernière et toujours le même décor pour les ouvertures, mais ici l'avant-corps que précède un degré à pans est beaucoup plus développé. Il est à trois pans au rez-de-chaussée et de plan en arc de cercle à l'étage, comme le fronton cintré qui le coiffe, historié de la même manière que celui de l'avant-corps de l'élévation opposée. Les portes-fenêtres couvertes en anse de panier s'inscrivent ici encore dans une embrasure rectangulaire elle-même couverte d'une plate-bande appareillée à bossages, elles s'ouvrent dans un appareil à bossages, de grands panneaux rectangulaires à angles rentrants les encadrent. La porte-fenêtre de l'étage ouvre sur un large balcon à garde-corps de fer forgé, que soutiennent deux fortes consoles en volutes ornées de piastres, feuilles d'acanthe et de chêne. Sur toute la largeur de cet avant-corps, au simple bandeau plat régnant ailleurs entre les niveaux se substitue une moulure à denticules.

Le plan de Chênevert allie la simplicité et la commodité qui caractérisent, ou devraient caractériser, celui de toutes les maisons de campagne pour lesquelles l'architecte n'est pas confronté à un problème de limitation d'espace. L'édifice est de plan semi-double. Côté jardin, l'avant-corps correspond à une vaste pièce aux angles abattus qu'encadrent deux autres grandes pièces avec lesquelles elle communique directement²⁷. À l'opposé un large couloir forme vestibule dans sa partie centrale, il permet d'accéder aux salons et à l'escalier tournant d'un beau développement, placé en angle, qui conduit aux six chambres de maîtres de l'étage.

Si l'on en croit un texte daté de 1790, la maison rustique de Raymond Viard n'était dénuée ni d'agréments ni de commodités. Sans détailler le décor d'architecture lui-même, dont on peut penser que l'essentiel a été conservé jusqu'à ce jour, le tapissier qui dressa alors l'inventaire du mobilier nota, en dehors des belles cheminées de marbre qui ornent les pièces principales mais dont la forme et le dessin rappellent des ouvrages du milieu du XVIII^e siècle, la présence d'éléments de ce décor particulièrement remarquables. Ainsi dans la « *salle d'entrée* » son attention fut-elle attirée par la « *peinture à la fresque, très riche [...] deux grandes glaces incrustées avec leurs cadres très riches de seize pouces sur quatre vingt quatre* » ainsi que « *quatre armoires d'encoigneure* ». Dans le « *sallon à manger* » se trouvait également une « *peinture à la fresque* » et dans le grand salon « *un beau papier de Paris avec ses baguettes [...] une grande glace de trente sur soixante dix pouces avec un cadre doré riche, un grand trumeau riche cadre doré et la glace de trente six pouces de hauteur sur trente six pouces de largeur et une paire de bras de cheminée à trois branches très riches* »²⁸.

Grâce à deux portraits de Chênevert, des gouaches datées de 1782 et intitulées « *Vue de la maison noble de Chênevert du côté du nord* » et « *Vue de la maison noble de Chênevert du côté du midi* », il est possible de savoir comment se présentaient alors les abords immédiats de la demeure²⁹ [177 | 179 | 180]. Des charmilles l'encadraient et l'isolaient, une large avenue de front ornée d'un tapis de gazon dans sa partie centrale précédait la façade principale, tandis qu'au-devant de l'élévation postérieure se trouvait un jardin régulier articulé autour de deux vastes boulingrins ouvrant une perspective sur un grand vivier, vivier de dimensions assez importantes puisque l'on y pouvait naviguer sur un canot à voiles³⁰. L'auteur de ces dessins est le peintre Antoine Gonzales, décorateur attitré du Grand Théâtre de Bordeaux, qui excellait dans la représentation des architectures, il ne serait pas étonnant qu'il soit également l'auteur des « *peintures à la fresque* », en réalité de faux lambris peints à la colle, qui ornent deux des salles de Chênevert.



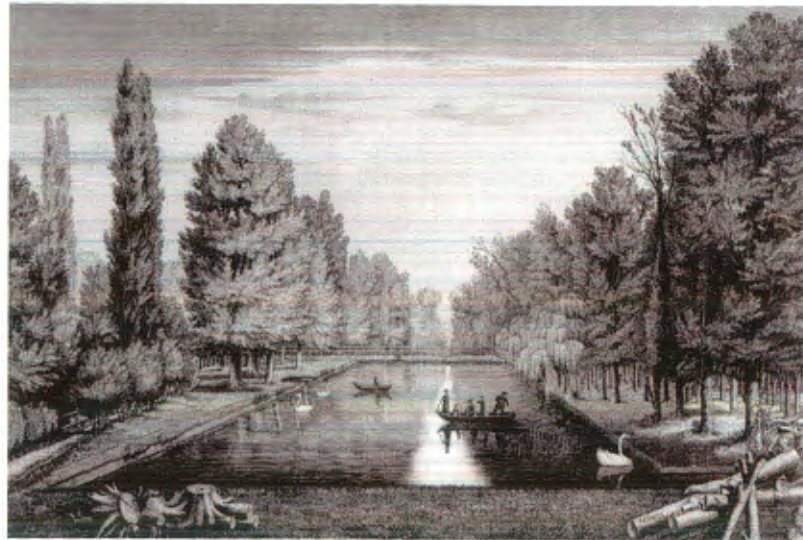
179 | Mérignac, Chênevert, vue de l'élévation sur le jardin en 1782.

27. L'une de ces pièces a été subdivisée.

28. Cet inventaire figure en annexe à un acte de vente du 30 avril 1790, il est repris à quelques détails près dans un second acte de vente du 26 pluviôse an VI.

29. Ces portraits conservés dans une collection particulière ont été publiés dans *Maisons de campagne en Bordelais (XVI^e-XIX^e)*..., p. 51 et pl. V.

30. A. D. Gironde, 3 E 13275, 30 avril 1790.



180 | Mégnac, Chênevert, le vivier en 1903.

ger assez marqué mais le grand vivier était heureusement conservé³¹ | 180 |. Les acquéreurs de Chênevert à la congrégation des Frères ont remis en état la maison et ses jardins dans l'esprit du XVIII^e siècle en s'inspirant des deux gouaches réalisées à l'époque de Raymond Viard par Antoine Gonzales. Grâce à ses propriétaires et sans doute également grâce à la qualité de son vignoble réuni à celui de Pique-Caillou, dont ne le sépare qu'un chemin, l'ancienne maison noble, son jardin et ses terres restent conservés pratiquement dans leur intégrité.

Le bourdieu de Maucamp à Talence

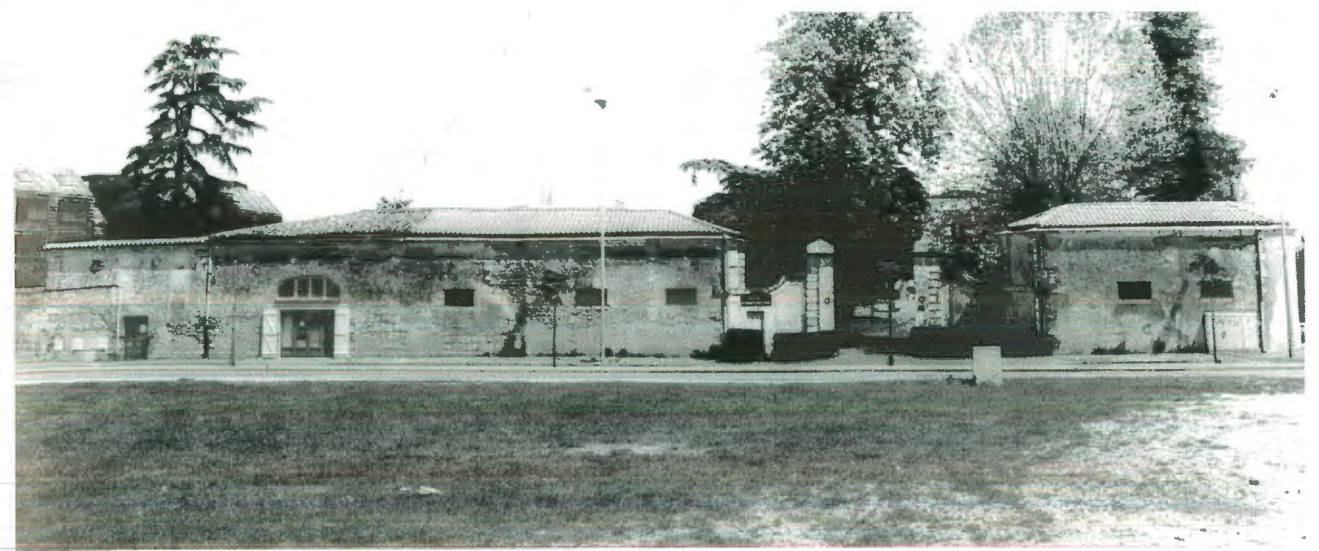
C'est parce qu'il ne pouvait remplir ses engagements financiers à l'égard de Pierre Laclotte que Joseph Martin se vit obligé de lui céder en 1782 la propriété de Maucamp, qu'il possédait jusque-là dans Talence³². Lors de la cession, réalisée sur la base d'une valeur de quarante-mille livres, elle est décrite comme « un bourdieu ou bien de campagne appelé de Maucamp situé dans les graves de Bordeaux sur la paroisse de Talence consistant en batimens de maitre et de valets, chay, cuvier, remise, ecurie, jardin ou il y a un puits et une montre solaire, bosquets et vignes... ». Elle se trouvait à l'est du chemin conduisant du nord vers le sud, de la route de Bayonne jusqu'à la grande seigneurie de Thouars. Dans ce quartier aujourd'hui entièrement urbanisé existe encore cette maison, à l'angle de l'avenue de Thouars et de la rue Paul-Verlaine, de hautes constructions la cernent à l'est et au nord, des terrains de sport lui font face à l'ouest. Privée de ses terres, devenue un immeuble collectif, elle est divisée en appartements, tout comme ses dépendances.

Il y a tout lieu de penser que ce sont ses frères qui transformèrent la maison de Pierre Laclotte, relativement modeste si l'on en juge par son prix d'achat, en cette grande demeure de campagne, originale dans sa forme et atypique dans leur production.

Le corps de logis à l'est, l'aile basse abritant les anciens bâtiments agricoles au nord, une demi-lune ouvrant sur le chemin entre deux pavillons à l'ouest et une clôture au sud délimitent une cour à peu près carrée. La demi-lune est constituée par les côtés concaves

31. Collection particulière.

32. A. D. Gironde, 3 E 24076, 27 août 1782.



181 | Talence, Maucamp, la demi-lune et les pavillons d'entrée.

des pavillons latéraux et par des murs de clôture, ornés de tables dans lesquels sont percées à gauche une porte et à droite une fausse porte. Ils encadrent la porte charretière, à vantaux et couverture de fer, dans ce dernier se lit le monogramme du plus jeune des frères Laclotte. Le pavillon de gauche jouxte l'aile des communs. Le pavillon de droite s'arrondit à l'angle de l'avenue de Thouars et de la rue Verlaine. Des toitures à croupes de tuile creuse couvrent ces deux pavillons construits en *moilons* enduits | 181 |. Le mur de clôture méridional est également en *moilons*, à l'exception de son assise supérieure faite de pierres dures, taillées en demi-cercle pour éviter l'infiltration des eaux.

L'aile des communs, basse, construite en *moilons* enduits, couverte d'un toit à longs pans de tuile mécanique, présente à son extrémité sur la rue deux portes couvertes en anse de panier, dont l'une est aujourd'hui bouchée, assez larges pour permettre le passage de voitures. Elles donnaient vraisemblablement accès au cuvier. Le chai devait se trouver dans la moitié du bâtiment opposée à celle qui fait façade sur la cour, et dans cette dernière devaient être logés les domestiques, elle prend le jour par une série de percements non ordonnancés, tous couverts en arc segmentaire.

C'est également en *moilons* qu'est bâtie la demeure elle-même, une restauration tout aussi récente qu'inopportune l'a privée de tout enduit. Cette opération présente cependant l'avantage de révéler que les Laclotte se livrèrent là à une reconstruction sur la base de la vieille maison acquise par leur frère, on distingue en particulier l'existence d'anciens percements bouchés au rez-de-chaussée, et une ligne de rupture très visible dans la maçonnerie laisse penser qu'elle ne comportait pas d'autre niveau. La nouvelle demeure, de plan rectangulaire très allongé, s'élève d'un étage carré, elle comporte un pavillon central entre deux corps de bâtiment symétriques et légèrement moins élevés, le premier couvert en pavillon et les seconds de toitures à croupes, tous de tuile creuse.

Du côté de l'élévation sur cour, des chaînes à bossages encadrent le pavillon et marquent le centre et les extrémités des corps latéraux. Entre ces chaînes qui délimitent cinq travées, s'ouvrent, au rez-de-chaussée des baies couvertes en arc segmentaire et à l'étage des baies rectangulaires. Au rez-de-chaussée du pavillon la porte d'entrée est en plein-cintre à agrafe en forme de volute de laquelle tombent deux petites guirlandes. À l'étage de ce même pavillon une porte-fenêtre ouvre sur le balcon, à garde-corps de fer

au dessin très simple, il repose sur deux très hautes consoles décorées sur leur face de piastres. Deux ailerons raccordent le pavillon aux parties basses couronnées d'une simple corniche.

Pour la façade sur le jardin sont reprises la même organisation que celle de la façade sur cour et les mêmes baies, tant pour le pavillon que pour les corps latéraux. Ici on compte cependant neuf travées, car entre les chaînes à bossages se trouvent non plus une mais deux travées. Cette différence s'explique par le fait que dans cette construction de plan semi-double, toutes les pièces donnent sur le jardin, à l'opposé ne se trouvent que deux longs couloirs de circulation. L'escalier à rampe-sur-rampe et la cuisine se trouvent à l'extrémité septentrionale de la bâtisse, éclairés par des fenêtres non ordonnancées, toutes couvertes en arc segmentaire ; on peut accéder à la seconde par une porte de même forme.

Le château de La Tour à Cérons

Au début du XX^e siècle l'éditeur de cartes postales Meyrieux de Cérons commercialisait une photographie du château de La Tour, qu'accompagnait le commentaire suivant : « *Propriété des Calvimont. Une tour du XVI^e siècle, une très belle façade sur terrasse due à Laclotte en 1789...* » Là encore cette attribution traditionnelle fut confirmée en 1969, lorsque Alain d'Anglade publia le devis, daté du 28 mai 1789, qui détaille la nature des travaux réalisés par Étienne Laclotte entre 1789 et 1790. Ils permirent de donner à cette demeure l'aspect qu'elle conserve encore à peu près de nos jours³³.

Le château de La Tour se situe au nord-est de l'actuel village de Cérons, dont le sépare la route nationale 113. Il occupe, à proximité de l'église paroissiale, une éminence qui domine les palus de la Garonne. L'ancien château est connu grâce à un dessin datant de 1635 environ du Flamand Herman Van der Hem qui le représente vu depuis la rivière³⁴. On distingue bien la façade orientale et le côté nord d'une grande maison de plan rectangulaire, à toiture à longs pans très pentue, à un étage carré et étage de comble éclairé par des lucarnes passantes, cantonnée de tours cylindriques et à proximité de laquelle se dressait un gros colombier. Étienne Laclotte reçut en 1789 mission de transformer la vieille bâtisse en une maison de campagne d'aspect moins sévère. Sa propriétaire, Madame de Raffin de Calvimont, entendait consacrer trente mille livres à cette entreprise.

Il s'agissait pour l'architecte de combiner une nouvelle maison à un étage carré et étage de comble, en construisant une façade neuve à l'est du côté du fleuve et en réformant dans le même style les façades méridionale sur le jardin et septentrionale sur la cour. Il fallait enfin accoler contre l'ancienne élévation occidentale, dans le prolongement de la façade nord, un corps de bâtiment qui contiendrait la cuisine au rez-de-chaussée et une chambre à l'étage, ainsi que la cage de l'escalier. Le marché prévoyait également le réaménagement de l'intérieur de la demeure et la mise au goût du jour de son décor, mais il ne disait rien d'une grosse tour cylindrique sur l'angle sud-ouest de la demeure qui fut conservée.

L'élévation principale est au sud, du côté des jardins, elle se caractérise par la présence de la grosse tour d'angle élevée de trois niveaux, couverte d'un dôme circulaire d'ardoise coiffé d'un belvédère. Cette façade compte quatre travées de baies rectangu-

lares qui s'ouvrent dans un parement à minces refends. Les baies du rez-de-chaussée sont dépourvues de toute décoration, celles de l'étage présentent un appui saillant que soutiennent des modillons. Au-dessus de l'entablement, à frise nue et corniche à modillons, s'ouvrent dans le brisis de la toiture d'ardoise des lucarnes à devant rectangulaire couvert d'une corniche. Une fenêtre au rez-de-chaussée et deux à l'étage sont de fausses-baies. Un porche hors-œuvre, formé de quatre colonnes soutenant un balcon, a été construit au-devant de la porte d'entrée au XIX^e siècle, et la fenêtre donnant sur le balcon transformée en porte-fenêtre.

Pour le parement du mur, l'entablement, les fenêtres de l'étage et les devants de lucarnes de l'élévation dominant la Garonne, qui compte sept travées, sont reprises les solutions décoratives de l'élévation méridionale. Au rez-de-chaussée alternent des baies rectangulaires à chambranle mouluré, appui saillant et allège creusée d'une table rectangulaire, couvertes ou non d'une forte corniche reposant sur de petites consoles en volute. L'une d'entre elles est une porte | 182 |.

L'élévation nord, également large de sept travées de fenêtres rectangulaires, ne comporte pour tout décor que son parement à refends. Le comble ne couvre que la partie orientale de cette élévation.

L'élévation occidentale ne possède aucune ordonnance, une fenêtre éclaire au rez-de-chaussée la cuisine, et une autre la cage de l'escalier, entre les deux niveaux. Contre la tour a été construit au XIX^e siècle un petit corps de bâtiment en rez-de-chaussée.

Au rez-de-chaussée le nouveau château ne compte que trois pièces : un petit salon, une salle-à-manger et un grand salon. Le premier est éclairé au sud et à l'est par deux fenêtres, la seconde du seul côté est par deux fenêtres encadrant la porte-fenêtre et le dernier par trois fenêtres à l'est et deux au nord. Toutes ces pièces donnent donc sur la terrasse qui domine la rivière. À l'opposé elles communiquent avec le couloir axial qui du sud au nord conduit de la porte précédée du porche jusqu'à l'office qu'encadrent le grand salon et la cuisine. Une petite pièce contre la tour, communiquant avec la salle circulaire qu'elle abrite et l'escalier tournant à gauche, à jour central et rampe de fer constituée d'une ligne de « S » étirés | 183 | ouvrent à l'ouest sur ce couloir.

Le grand salon conserve des éléments anciens de décoration. Une aigle aux ailes déployées orne le linteau de la cheminée de marbre blanc. Les lambris ne comportent que des panneaux à cadres rectangulaires, jusqu'à hauteur d'appui. Au-dessus, dans de hauts cadres également rectangulaires s'inscrivent des cadres moins élevés à couverture en plein-cintre ou à angles rentrants adoucis, au-dessus encore règnent des tables oblongues à encadrement complexe. Ces derniers éléments ne paraissent pas pouvoir dater de l'époque de la reconstruction du château par Étienne Laclotte. Leur dessin



182 | Cérons, château de La Tour, élévation sur la Garonne.

33. ANGLADE, Alain d'. *Devis des travaux exécutés au Château La Tour...*, p. 177-181. Ce devis est conservé aux Archives départementales de la Gironde sous la cote 2 E 512 c.

34. B. N., Fonds Destailleurs, A 32 124 F. L. 260.



183 | 184 | Cérons, château de La Tour : l'escalier et la porte du jardin.

s'accorde mal avec la simplicité du reste du décor d'architecture de l'édifice. De plus le contrat passé entre l'architecte et la comtesse de Calvimont ne prévoyait que la pose de lambris « *a hauteur d'apui* » pour cette pièce.

Des travaux supplémentaires furent effectués, en particulier la construction d'une porte monumentale donnant accès à un escalier qui conduit du jardin vers les palus | 184 |. Il s'agit d'une baie en plein-cintre que ferme une grille de fer et qu'encadrent deux pilastres, un entablement à architrave à fascies, frise nue et un fronton triangulaire brisé la surmontent. Une grosse boule d'amortissement posée sur une base pyramidale s'inscrit dans l'échancrure du fronton de la base duquel un énorme claveau saillant et passant descend jusqu'au niveau de l'architrave.

Si Étienne Laclotte remplit bien sa part du contrat passé avec Madame de Raffin, celle-ci manqua à ses engagements. Elle n'effectua les premiers paiements que les 10 mars et 1^{er} avril 1792 et restait redevable envers l'architecte de douze mille huit cent soixante livres. Elle fut condamnée à les payer, en l'audience du tribunal du district de Bordeaux du 4 octobre 1792, en vain d'ailleurs, puisqu'elle avait choisi la voie de l'émigration. La Nation se substitua à elle pour effectuer le règlement, après avoir inscrit Étienne Laclotte au grand livre de la dette publique³⁵.

35. A. D. Gironde, 2 E 512 c. Copie du règlement de l'audience du tribunal du district de Bordeaux du 4 octobre 1792.



Des projets et constructions non réalisés ou inachevés : le château de Laroque à Saint-Germain-de-la-Rivière, le Mayne d'Anice à Podensac

185 | Saint-Germain-de-la-Rivière, château de Laroque, belvédère.

En voyage dans sa province, l'inspecteur des Manufactures de Guyenne François-de-Paule Latapie écrit dans son journal de tournée, à la date du 30 mai 1778, alors qu'il vient de visiter la paroisse de Saint-Germain sur la rive droite de la Dordogne, entre Libourne et Saint-André-de-Cubzac : « À droite de ce coteau de Saint-Germain, M. Dumas, conseiller au parlement de Bordeaux, a commencé de bâtir un château qui sera très beau s'il répond aux terrasses et aux deux pavillons qui sont achevés de construire. Le pavillon de la droite est accompagné d'un petit portique à colonnes sous lequel est un puits d'où l'on tire de l'eau par une jolie machine.³⁶ » | 185 |

La construction des édicules décrits par l'inspecteur, réalisés pour le conseiller Dumas de Laroque, aux abords du château seigneurial dont il a pris le nom, n'étaient que le préalable à la réédification complète de la demeure et à une recomposition du domaine. Le conseiller dut renoncer à cet ambitieux dessein. La tradition encore une fois, transmise ici de génération en génération par les Dumas, qui possèdent encore de nos jours le château de Laroque, rapporte que les Laclotte sont les auteurs du projet du

36. COSME, Léon. *Journal de tournée de François-de-Paule Latapie...*, p. 495.

nouveau château et de ses jardins. On ne s'étonnera pas de cette attribution si l'on se rappelle qu'en 1764 les deux frères dessinaient le plan du lotissement entrepris par le parlementaire sur le Pavé des Chartrons, à son entière satisfaction, et qu'ils avaient probablement bâti la majorité des maisons de ce lotissement.

Pour des raisons inconnues, vraisemblablement financières, seuls les jardins furent construits. Ils s'étagaient en terrasses sur le flanc du coteau, à forte dénivellation, qui domine la Dordogne. Quelle était leur nature au XVIII^e siècle ? Rien ne permet de le savoir précisément. Un plan du début du XIX^e siècle, conservé à Laroque, montre bien que sur une première terrasse de forme à peu près semi-circulaire, située à l'est du château et à la même hauteur que lui, existait un jardin à structure régulière. On en distingue bien les carreaux. Un petit pavillon carré, qui existe toujours, se trouvait à son extrémité orientale. On y pénètre par une porte en plein-cintre à chambranle rectangulaire à clé pendante, des chaînes à bossages marquent ses angles, au-dessus de son entablement un attique très développé le couronne.

Depuis cette terrasse, un escalier à volée double conduit vers un belvédère sans couverture, de plan semi-circulaire. Il ouvre sur le paysage, vers la rivière, par une colonnade constituée de six colonnes baguées, à chapiteau toscan. Elle soutient un entablement à frise nue et corniche à modillons, une balustrade scandée de dés couronnés de boules d'amortissement le surmonte. Cinq niches voûtées en cul-de-four sont creusées dans la paroi du belvédère. Des pilastres de même forme et nature que les colonnes les encadrent, ils soutiennent un entablement et son couronnement, identiques à ceux de la colonnade, mais de plan bien sûr semi-circulaire.

À l'ouest du belvédère et en contrebas, au pied du château, se trouve un nymphée, lui aussi sans couverture, de plan rectangulaire, excavé dans la roche. Son bassin est rectangulaire et une balustrade le sépare d'un second bassin en léger contrebas qui lui sert de déversoir. Il affecte la forme d'un rectangle que prolongent sur chacun de ses petits côtés un demi-cercle d'un diamètre inférieur à la longueur de ceux-ci. Ce bassin alimente à son tour le grand vivier qui lui est perpendiculaire.

À Podensac, pour Madame de Lachapelle qui possédait, à la limite méridionale de cette paroisse des Graves, un domaine viticole appelé le Mayne d'Anice, Étienne Laclotte édifie au début de la Révolution des dépendances qui consistent en « *un grand chai et une remise* ». Il donne également les plans d'une nouvelle demeure. Les circonstances en empêchèrent la construction³⁷. Ces plans sont perdus et il n'est pas possible de savoir ce qu'aurait pu être cet édifice, sinon qu'il devait comporter des « pavillons ». Il aurait eu également une taille respectable puisque trente milliers d'ardoises étaient déjà livrés à Podensac pour recouvrir ces seuls pavillons une fois achevés³⁸.

À la place de la bâtisse que devait édifier Étienne Laclotte se trouve une maison qui doit dater des années 1830, de plan rectangulaire, en rez-de-chaussée. Des ailes plus étroites la prolongent. Avec les dépendances anciennes elle forme une cour en U, ouverte à l'opposé du chemin en bordure duquel elle se trouve, chemin qui relie le village de Podensac à l'important hameau d'Expert situé dans la commune voisine de Cérons.

37. A. D. Gironde, 3 Q 1347, 23 juin 1795. A cette date, Madame de Lachapelle étant décédée et ses héritiers « absents », l'architecte réclamait aux administrateurs du district de Bordeaux mille cinq cents livres d'honoraires pour la conduite du chantier des dépendances et pour l'établissement des plans de la maison.

38. A. D. Gironde, 3 Q 1347, 23 juin 1795. Cette précision figure dans un « *État général des comptes et payemens que Laclotte aîné a fait pour les maisons qu'il a fait construire pour la Citoyenne Lachapelle...* » joint à sa lettre de réclamation au district. Cette quantité de tuiles conviendrait pour couvrir une surface de cent vingt toises carrées, qu'il faut réduire considérablement si la couverture de ces pavillons était de forme complexe.

La remise comme le chai, bâtis avant l'interruption des travaux, ont la silhouette très caractéristique des bâtiments viticoles, ils sont rectangulaires, étroits et très allongés, construits en *moilons* et chacun couvert d'une toiture à croupes de tuiles creuses. La remise se trouve le long du chemin, elle est aujourd'hui transformée en logements. Son élévation du côté de la voie est aveugle, les percements ouverts sur la cour ne sont pas antérieurs au XIX^e siècle. Le chai lui est perpendiculaire, sur la cour seule une grande porte permettait de livrer la vendange dans la partie où se trouvait le pressoir. Les autres ouvertures sont d'étroits jours que l'on retrouve percés dans l'élévation opposée, côté campagne. Ils permettent d'aérer le chai où est conservé le vin dans des barriques, sans que pénètrent la lumière, le froid et la chaleur, qui lui seraient dommageables.

Le jeu aléatoire des attributions : Cholet et Margaut à Talence, la Dame-Blanche au Taillan

Il serait tentant d'attribuer aux Laclotte nombre de maisons de campagne qui, par leur plan, par des détails de décoration, ressemblent à l'une ou l'autre des demeures dont il est certain, ou dont il y a tout lieu de penser, qu'ils sont les auteurs. En 1977 les chercheurs du Service régional de l'inventaire s'interrogeaient sur la présence dans la commune de Sainte-Croix-du-Mont d'un groupe d'édifices originaux pour cette région, caractérisés par la présence sur leur élévation principale d'un balcon sur trompe³⁹. De ces trois châteaux viticoles, nommés Bertranon, Jean Lamat et Le Pavillon, les deux premiers cités présentent en outre la particularité de posséder un pavillon central couvert d'un toit d'ardoise, en pavillon brisé. À ces deux maisons, qui ressemblent fort à celle que possédait Michel Laclotte à Blanquefort⁴⁰, sont de plus liés les noms de deux familles bien connues des Laclotte, celui de Labottière pour la première et de Clock pour la seconde. La tentation serait grande de les rapprocher de la production de ces architectes mais les indices restent cependant trop ténus.

Les renseignements restent encore plus vagues sur le château de Cholet à Talence, mais son plan se rapproche beaucoup de celui du Burck à Mérignac. Dans leurs proportions, dans leur détail, tous ses éléments de décor se rapprochent de ceux d'autres constructions des Laclotte. Dès 1968 François-Georges Pariset soulignait les analogies existant entre plusieurs constructions dispersées dans la banlieue bordelaise et la maison des frères Labottière à Saint-Seurin, il proposait de les attribuer à Étienne Laclotte. Il ne citait malheureusement de ce groupe que la maison dite Grand-Lebrun à Caudéran, elle se situe au-delà des boulevards et à proximité du Parc Bordelais⁴¹. Proche effectivement par son plan de la maison Labottière, mais sans doute postérieure à celle-ci quant à sa date d'édification, elle présente un répertoire décoratif d'une telle complication et si éloigné de celui qui est usuel aux Laclotte, que tout laisse penser qu'ils n'en sont pas les auteurs. Au nombre des édifices auxquels faisait allusion François-Georges Pariset, il faut compter le château Margaut, qui, à Talence, se dresse tout au bord de la route de Bayonne. Paul Roudié soulignait lors d'un colloque son heureux sauvetage par la municipalité de Talence, tout en déplorant la disparition partielle de ses

39. Commission régionale d'inventaire d'Aquitaine. *Cadillac, aspects connus et inconnus...*

40. La maison de Cambon, le bourdieu de Michel Laclotte à Blanquefort est aujourd'hui très modifiée mais a conservé sa silhouette de maison à pavillon central ; de la même manière qu'au château Bertranon, trois baies en plein-cintre s'ouvrent au rez-de-chaussée comme à l'étage de ce pavillon couvert également d'un toit d'ardoise en pavillon brisé.

41. PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 640 note 35.



187 | Talence, Cholet,
élévation sur jardin.



186 | Talence, Cholet,
élévation sur cour.

deux ailes de communs⁴². On rajoutera à ces édifices, présumés bâtis par les Laclotte, le château du Taillan, bien que son état actuel laisse à peine deviner, sinon pour l'une de ses façades, quel pouvait être son aspect à la fin du XVIII^e siècle.

À l'ouest et en bordure de la rue Vieille-Tour à Talence, un ancien chemin rural de traverse reliant selon un tracé globalement nord-sud la route de Bayonne à celle d'Arcachon, se dresse le château de Cholet. Le vignoble et les terres qui en dépendaient jouxtaient

celles du domaine que possédaient dans la paroisse voisine de Pessac les Ordinants de Bordeaux, célèbre aujourd'hui sous le nom de château de la Mission-Haut-Brion.

L'enchère de trente-cinq mille livres qu'offrit l'ancien consul de la Bourse Guy Cholet pour l'acquisition du *bourdieu* que possédait à Talence Élie Duneau, que le Parlement avait saisi à son préjudice, fut acceptée le 30 août 1771⁴³. C'est vraisemblablement pour ce personnage, et peu après qu'il s'en soit rendu adjudicataire, que fut bâtie l'imposante demeure à laquelle son nom reste attaché. Si les Laclotte sont bien les architectes de la maison et de ses dépendances, telles qu'elles se présentaient à la fin du XVIII^e siècle, rien ne permet de savoir comment ils pouvaient se trouver en relation avec son propriétaire. Le simple fait que Jean et Étienne Laclotte travaillaient régulièrement pour les Pères de la Mission, les plus proches voisins de Cholet, pourrait-il suffire avoir créé quelque lien ?

42. ROUDIE, Paul. *Les avatars des maisons de campagne de la banlieue de Bordeaux...*, p. 160-161.

43. A. D. Gironde, B, arrêt du Parlement, 30 août 1771.

L'ensemble des constructions forme un long quadrilatère, perpendiculaire à la rue Vieille-Tour, organisé en deux cours en U disposées tête-bêche, la première d'honneur, ouverte vers le sud, la seconde de communs ouverte vers le nord. Depuis la rue, une demi-lune donne latéralement accès à la première cour au fond de laquelle se trouve le corps de logis, à un étage carré, que prolonge une petite aile en retour d'équerre, de même hauteur, qui forme le côté droit de la cour. À l'opposé se trouve un corps de bâtiment, également à étage, percé au rez-de-chaussée d'un large passage ouvrant par des baies en plein-cintre sur les deux cours. Il donne donc accès à la cour des communs, que bordent encore deux corps de bâtiment bas, et que ferme au nord un mur de clôture dans lequel s'ouvre entre deux piliers une porte charretière. À la fin du XIX^e siècle, Cholet est devenu un établissement religieux. Les corps de bâtiment qui abritaient les communs ont été transformés, celui qui sépare les deux cours ne comptait à l'origine qu'un étage, il a été exhaussé et transformé dans sa partie occidentale en chapelle. Le domaine a aujourd'hui perdu tout caractère viticole, à la place des vignes sont aujourd'hui construits les nombreux bâtiments qui abritent l'administration du Centre hospitalier universitaire de Bordeaux.

Sur la cour d'honneur, le corps de bâtiment principal présente un avant-corps central, large d'une travée, marqué par la présence de chaînes d'angle à bossages. À gauche de cet avant-corps, il compte quatre travées de baies rectangulaires, toutes à chambranle à crossettes et appui saillant. À droite ne se trouvent que deux travées, puis l'aile en retour, longue et large de deux travées de baies absolument semblables à celles déjà décrites. La porte d'entrée, au rez-de-chaussée de l'avant-corps, est comme à Labottière ou à Chênevert, en plein-cintre et inscrite dans un encadrement rectangulaire simulant des piédroits et une plate-bande clavée à refends. Des chaînes à bossages marquent ici encore les angles de l'édifice et ceux de l'aile en retour | 186 |.

L'élévation opposée sur le jardin compte neuf travées, celle du centre formant comme à l'opposé avant-corps. Les baies sont semblables à celles de la façade sur cour. On retrouve les chaînes d'angle à bossages, la porte en plein-cintre au bas de l'avant-corps, mais à l'étage c'est une porte-fenêtre qui ouvre sur un balcon sur trompe à garde-corps de fer chantourné | 187 |. Les élévations latérales ne présentent d'ouvertures qu'à l'étage de l'aile en retour.

Au rez-de-chaussée de l'édifice, de plan simple en profondeur, de part et d'autre du vestibule axial qui occupe la largeur de l'avant-corps, se trouvent trois salles à l'est, toutes communiquant entre elles, la troisième étant contenue dans l'aile en retour, et à l'ouest deux autres salles. La plus proche du vestibule ne prend le jour que du côté de la cour en raison de la présence, côté jardin, de l'escalier. Celui-ci, tournant à gauche, à retours, à jour central très étroit | 188 |, conduit jusqu'au couloir de l'étage de plan semi-double, établi également côté jardin et desservant les pièces toutes situées côté cour.

Trois des pièces de Cholet conservent leurs lambris et cheminées. Quoique plus rustiques, comme il sied pour une maison de campagne, que ceux de l'hôtel de Lavaissière de Verduzan, dont ils pourraient être à peu près contemporains⁴⁴, ces lambris consistent en panneaux rectangulaires à cadres moulurés et chantournés, seuls les trumeaux des cheminées présentent des cadres sur lesquels apparaissent des éléments végétaux.



188 | Talence, Cholet,
l'escalier.

44. Cet hôtel est construit place Dauphine par les Laclotte en 1771, à l'époque où Guy Cholet achète sa maison de campagne.

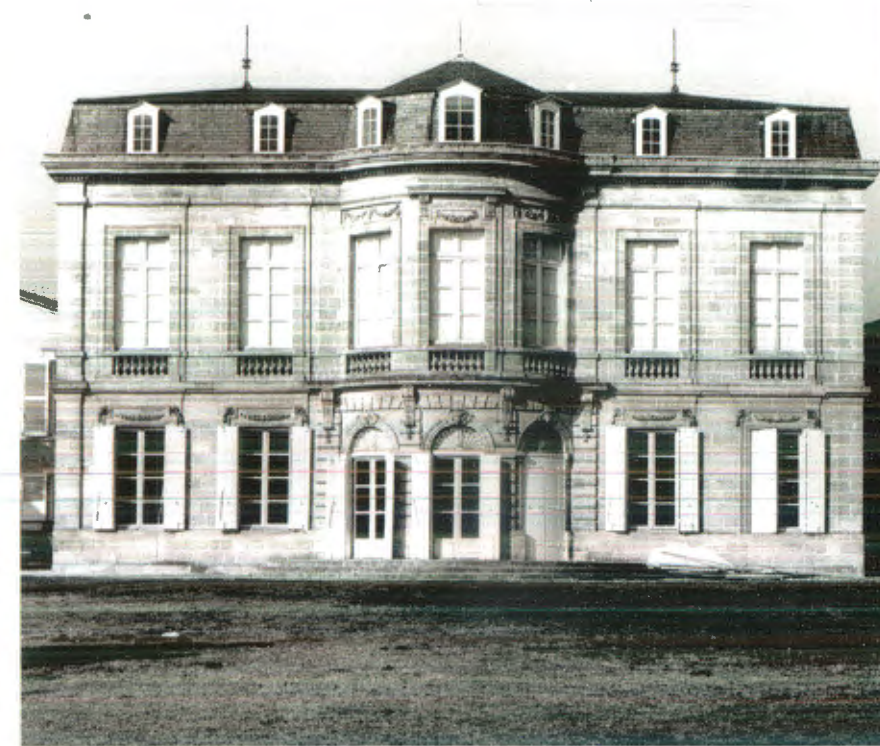
Le beau château de Margaut à Talence repose, non comme Labottière sur un large socle taluté, mais à l'imitation de Chênevert sur une simple assise de réglage. De plan rectangulaire, cette maison s'élève d'un rez-de-chaussée, d'un étage carré et d'un étage de comble que couvre une toiture à brisis en ardoise. À l'ouest deux ailes de communs, à étage de comble, couvertes de toits de tuiles creuses à longs pans, parallèles entre elles et perpendiculaires à l'élévation principale du logis, dessinent avec celui-ci une cour en U ouverte sur la route. À l'est ne subsistent des jardins que les maigres vestiges de ce qui a pu être une garenne.

L'élévation principale compte cinq travées de baies rectangulaires, celle du centre plus large forme avant-corps, son parement est traité en bossages continus. Les baies des travées latérales sont à chambranle saillant à crossettes au rez-de-chaussée, mouluré à l'étage. Dans la travée centrale, un degré rectangulaire de trois marches précède la porte d'entrée en plein-cintre qui s'inscrit dans un encadrement rectangulaire simulant des piédroits et une plate-bande clavée à refends. Des balustres se trouvent sous l'appui de la fenêtre de l'étage, les angles supérieurs rentrants de son chambranle déterminent une table ornée d'une guirlande, deux gros modillons à glyphes l'encadrent, supportant la corniche à denticules qui la surmonte. Un bandeau plat sépare les deux niveaux, remplacé sur toute la largeur de l'avant-corps par une corniche à denticules. Au-dessus d'un entablement à frise nue et d'une corniche à denticules très épaisse, le comble prend le jour par d'étroites lucarnes [189].

Les élévations latérales sont symétriques, larges de trois travées de baies rectangulaires à simple chambranle mouluré, au rez-de-chaussée de chacune de ces élévations l'ouverture occidentale est une porte. À l'est la façade sur le jardin présente sept travées dont les trois centrales forment un avant-corps en arc de cercle au-devant duquel est un degré convexe. À l'exception des trois portes-fenêtres du rez-de-chaussée de cet avant-corps, chacune couverte d'un arc en plein-cintre à clé ornée d'un mascarons, inscrite comme toujours dans un encadrement rectangulaire simulant des piédroits et une plate-bande clavée à refends, les autres baies de cette élévation sont rectangulaires. Aux angles supérieurs rentrants du chambranle des fenêtres du rez-de-chaussée semble accrochée une guirlande, comme c'est le cas aux fenêtres de l'étage de Labottière. Comme à l'étage de l'avant-corps de la façade principale, mais aussi comme à Chênevert, se trouvent des balustres sous l'appui des baies à chambranle mouluré de l'étage, des tables ornées de guirlandes surmontent celles de l'avant-corps, celle du centre est elle-même sommée d'une corniche. Au bandeau séparant les niveaux est substituée autour de l'avant-corps une autre corniche que soutiennent quatre grosses consoles à cannelures rudementées, disposées de part et d'autre des baies. L'entablement est semblable à celui des autres élévations, le nombre de lucarnes ouvertes dans le brisis égal à celui des travées [190].

Le plan de Margaut est extrêmement simple, l'entrée depuis la cour donne accès à un large vestibule, à sa droite se trouvent l'escalier et une petite pièce, à sa gauche une unique grande salle. Face au vestibule, côté jardin, un grand salon ovale correspond à l'avant-corps, deux autres salons l'encadrent, ces trois salles communiquent directement entre elles. À l'étage est reprise la même distribution, le comble est de plan double avec couloir.

Le décor intérieur d'architecture, d'une très grande qualité, a pu être conservé et restauré par la municipalité propriétaire de la demeure. Cheminées et lambris reprennent des modèles d'inspiration rocaille. Ils ne sont pas antérieurs à la seconde moitié du XIX^e siècle. Margaut semble avoir subi à cette époque une importante campagne de travaux, commandée par un maître d'ouvrage amoureux du règne de Louis XV. C'est sans doute en même temps que furent mis en place les mascarons des baies du rez-de-chaussée de l'élévation sur le jardin, des reprises de maçonnerie au niveau des arcs qui portent ces mascarons, leur style lui-même, indiquent qu'ils ne sont pas d'origine.



À l'extrême sud du Médoc, le président de Lavie possédait la seigneurie du Taillan située dans la paroisse du même nom. Ce très fortuné parlementaire fit vraisemblablement vers 1780 reconstruire la vaste demeure qui en était le siège, sur un pied qui ne trahissait pas une grande modestie. À son sujet l'abbé Baurein, chevalier de Malte et savant feudiste, écrivait en 1784 : « le château de M. le Président de Lavie est placé près le quartier de l'Allemagne, et s'y fait remarquer de loin »⁴⁵.

Que le président de Lavie ait connu Étienne Laclotte ne fait pas de doute, il siégeait au bureau de l'hôpital de la Manufacture et fut parmi ses membres qui intervinrent auprès de la Jurade pour que soient octroyées des lettres de bourgeoisie à l'architecte en 1775. Quoique très modifié par les successeurs du président, au premier rang desquels il faut placer son gendre le marquis de Bryas, puis à la fin du XIX^e siècle un négociant en vins bordelais, le château du Taillan existe toujours. Il est connu sous le nom de château de la Dame-Blanche et se trouve dans le quartier de la Belgique, qui n'est autre que celui de l'Allemagne, rebaptisé au début du siècle, pour des questions de politique étrangère, du nom d'une nation amie. Établi sur le plateau qui domine la jalle⁴⁶ du Taillan, il se trouve au centre d'un grand parc clos de murs.

Le corps de logis de plan rectangulaire, très allongé, compte un étage. Une aile plus basse, de même forme, également à étage lui est perpendiculaire. Si l'on en croit un document ancien, une autre aile lui faisait face à la veille de la Révolution ; avec la demeure

189 | 190 | Talence, Margaut : élévation principale et élévation postérieure.

45. BAUREIN, abbé Jacques. *Variétés bordelaises...* Nouvelle édition..., vol. II, p. 148.

46. Voir glossaire.

191 | Le Taillan, château du Taillan ou de la Dame-Blanche, élévation postérieure.



elles formaient une cour ouverte en U⁴⁷. Mais la disparition de cette aile ne constitue pas la transformation la plus sévère subie par la maison du président de Lavie. Un très large porche à colonnes a été établi au-devant de l'élévation sur la cour, l'intérieur décoré dans le goût néo-classique pour le marquis de Bryas, vraisemblablement par Gabriel-Joseph Durand⁴⁸, sans doute auteur du grand vestibule à l'italienne⁴⁹, a souffert de nouveaux aménagements à la fin du XIX^e siècle, les jardins eux-mêmes ont été alors refaits et un petit corps de bâtiment, abritant un jardin d'hiver, accolé à l'une des élévations latérales. Du château du XVIII^e siècle ne subsiste plus en l'état que l'élévation sur le jardin.

Cette longue façade ne compte pas moins de onze travées, les trois travées centrales forment un avant-corps en arc de cercle que précède un étroit degré convexe de deux marches. Des chaînes à bossages séparent toutes les travées et marquent les angles de l'élévation. À l'exception des trois portes-fenêtres du rez-de-chaussée de l'avant-corps, en plein-cintre, à agrafe en forme de volute, et s'ouvrant dans un parement à bossages continus, toutes les fenêtres du rez-de-chaussée et de l'étage sont rectangulaires. Comme dans un grand nombre de constructions des Laclotte, en ville et autour de 1780, une table saillante à regulæ surmonte ces baies au rez-de-chaussée. Un bandeau plat sépare les niveaux, il se transforme en appui saillant au devant de chacune des fenêtres de l'étage. L'entablement comporte une architrave à fascies, une frise nue et une corniche à denticules, elle est coiffée d'une balustrade interrompue de dés au-dessus des trumeaux, et sur la largeur de l'avant-corps, d'un attique amorti de hauts vases | 191 | ■

47. Archives privées : PLAN GEOMETRAL ET TERRIER / de la terre et Seigneurie du Taillan en Médoc / en 1789.

48. A. D. Gironde, 5 J 106. Gabriel-Joseph Durand était l'architecte du marquis de Bryas, il édifia son hôtel de la place Fondaudège à Bordeaux.

49. On entendra par ce terme l'acception vulgairement admise de pièce élevée sur au moins deux étages et formant un vaisseau. Il faut y apporter semble-t-il des réserves, le professeur Coustet et Monsieur Fonquernie, inspecteur général des Monuments historiques, estiment que la pièce à l'italienne se caractérise par la présence d'un « décor mural » qui s'élève « sur la hauteur de deux étages ». Sur cette définition plus restrictive lire : COUSTET, Robert, FONQUERNIE, Bernard. *Mort et résurrection de la Maison Carrée d'Arles...*, p. 182.

TROISIÈME PARTIE

UNE ARCHITECTURE
SPÉCIFIQUE ?



CHAPITRE I

L'EXERCICE D'UNE PROFESSION SOUS LA SURVEILLANCE DES AUTORITÉS

LES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX, LES ORDONNANCES DU BUREAU DES FINANCES – DES CONFLITS DE COMPÉTENCE SOUS L'ARBITRAGE DU PARLEMENT – LA VOIRIE : LES EMPIÈTEMENTS ; LES ALIGNEMENTS ; LES NOUVELLES VOIES ; LES SAILLIES – LA MITOYENNETÉ : LE PROBLÈME DES « ENDRONNES » ; LES RÈGLEMENTS DE MITOYENNETÉ – L'HYGIÈNE ET LA SÉCURITÉ : LES ÉCOULEMENTS ; LA PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ; LA SOLIDITÉ DES ÉDIFICES ; LA SÉCURITÉ SUR LA VOIE PUBLIQUE – LA POLICE DES CHANTIERS

Durant tout le XVIII^e siècle à Bordeaux, les maîtres maçons, architectes et entrepreneurs de bâtisses sont tenus d'observer certaines règles, la plupart héritées des XVI^e et XVII^e siècles dont certaines s'appliquent dans tout le Royaume. Divers règlements de police et de voirie municipaux, des textes de même origine concernant la construction, des décisions de justice ou arrêts du Parlement et ordonnances du Bureau des finances régissent l'activité de la construction. Ils ne sont pas sans conséquence sur la forme même des édifices et évoluent entre 1760 et la Révolution.

La Jurade, le Bureau des finances et le Parlement dont souvent les compétences se recoupent, tentent de régler les problèmes de voirie, de mitoyenneté, de sécurité et d'hygiène publiques liés à l'architecture. Apparemment bien éloignés des grandes options urbanistiques et stylistiques, ces règlements et ordonnances n'en participent pas moins à façonner le visage de la cité. Entre autres exemples, la seule limitation des saillies sur la voie publique n'induit-elle pas dans une certaine mesure la modénature du décor des façades dans la ville ?

Les règlements municipaux, les ordonnances du Bureau des finances

Le premier règlement général applicable, quant à la voirie et aux constructions dans la ville et ses faubourgs, reste connu sous le nom de « *Statuts en cinquante-cinq articles rédigés par autorité publique le 14 juillet 1542* ». Ce texte fut élaboré et publié dans la coutume de Bordeaux sous le titre des « *Edifices et maçonnerie* », à la demande de la Jurade qui veillait à l'application de ses divers articles. Il codifiait des usages locaux et intégrait certaines dispositions des édits royaux et arrêts du Conseil les plus récents en matière

192 | Maison Labottière,
élévation principale,
travée centrale
(voir p.263).

de voirie. Les « *Statuts* » visaient à interdire tous les encombrements et empiétements sur la voie publique, à limiter les saillies trop importantes au-dessus de cette même voie. Ils contenaient un règlement de copropriété des « endronnes » et un règlement de mitoyenneté, concernant aussi bien les maisons que les jardins. Ils esquissaient une réglementation du problème de l'écoulement des eaux usées.

L'édit de décembre 1607 « *contenant l'ordre et reiglement que le Roy veut estre observé en la fonction et droicts de l'office de grand Voyer* » précisait les pouvoirs attribués à ce personnage dont l'office avait été créé par un édit de 1599. En matière de voirie et de surveillance de la sûreté des rues et chemins, il lui confiait la charge de réprimer l'encombrement des voies publiques par des particuliers, de quelque manière que ce soit, mais aussi les empiétements permanents sur ces mêmes voies. Le même édit lui attribuait le pouvoir de réglementer les alignements et les saillies, soumis à permission et perception de taxes. Il le chargeait enfin du contrôle du pavage des espaces publics, tant par les particuliers que par les communautés. Cet édit de portée générale recoupait la plupart des articles concernant la voirie des « *Statuts* » de Bordeaux. Il superposait à l'autorité municipale celle du pouvoir royal. La situation ainsi créée va provoquer quelque confusion, surtout après la réunion de l'office de grand Voyer au domaine de la couronne. Ses attributions se trouvent transférées au Bureau des finances des diverses généralités par l'édit royal de février 1626, que confirment définitivement les dixième, onzième et douzième articles de l'édit de Neufchâtel de mai 1635 portant création des intendants.

Au tout début du XVIII^e siècle, une ordonnance du Bureau des finances en vingt articles reprend encore une fois en les précisant les points essentiels du règlement de 1542, y ajoutant de nouvelles dispositions en matière de pavage des rues, et rappelant surtout l'exclusivité de la compétence du Bureau pour l'attribution des permissions d'alignements et saillies. Cette ordonnance est censée servir de règlement définitif. Certains de ses points doivent être rappelés par de nouvelles ordonnances émanant de la même autorité en 1707 le 14 février puis en 1727 le 31 mai, preuve la plus évidente que ces points restent mal observés. Vers le milieu du siècle ce ne sont plus quelques articles mais l'ensemble du texte que ne respectent plus, ou du moins peu, les architectes et particuliers. Dans le troisième quart du siècle, il doit faire l'objet de quatre nouveaux rappels, toujours sous la forme d'ordonnances du Bureau des finances les 23 mars 1750, 31 janvier 1752, 16 juin 1754 et 31 juillet 1773.

Des conflits de compétence sous l'arbitrage du Parlement

Par l'intermédiaire du Bureau des finances qui se compose de membres cooptés dans leur corps d'officiers, les Trésoriers de France contrôlent théoriquement les opérations d'urbanisme et plus généralement l'ensemble des chantiers qui s'ouvrent dans la ville. Face à eux, la Jurade n'a pas renoncé à ses prérogatives sur le territoire de la « *Ville* » dont elle a en charge l'administration. Elle croit pouvoir en 1754 publier un règlement de voirie qu'une ordonnance du Bureau casse immédiatement pour incompétence, s'appuyant sur un arrêt du Conseil du 20 février 1704. En 1760, par un arrêt du 29 août sur la voirie le Parlement soutient pourtant la Jurade, rappelant la permanence de la validité du règlement municipal de 1542 et ignorant superbement les textes du Bureau des finances, pourtant abondants sur le sujet. Avec l'ordonnance municipale du 15 janvier 1771, « *portant Règlement pour la construction des Maisons* » s'engage une lutte croisée entre les Jurats, le Parlement et le Bureau des finances dont la corporation des maîtres maçons fait plus ou moins les frais.

La voirie

Les empiétements

Tous les textes réglementant la voirie, quelle que soit leur origine et de quelque époque qu'ils datent, ont en premier lieu pour objectif de réprimer les empiétements réalisés par les particuliers sur la voie publique. Ceux-ci sont essentiellement le fait des commerçants et artisans qui depuis leurs échoppes déploient étals et établis sur la rue. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ces pratiques ne sont pas tombées en désuétude au XVIII^e siècle puisque le Bureau des finances, par ses ordonnances de 1704, 1727, 1752 et 1754, mais également le Parlement par son arrêt de 1760, doivent rappeler leur prohibition. Plus dangereuse paraît l'habitude prise par les Bordelais de creuser sous la chaussée des caves, pour agrandir celles qu'ils possèdent déjà sous leur maison, et de les éclairer par des claires-voies de pierre, voire de bois. Tout aussi fâcheuse paraît cette autre habitude de creuser dans la rue des degrés rentrants pour accéder directement dans leur sous-sol. Là encore, pendant longtemps, les autorités ne réussissent pas à faire procéder au comblement de ces ouvrages, leur interdiction ne cesse d'être renouvelée jusqu'en 1760.

Les alignements

Est-ce dans un souci d'efficacité que le pouvoir royal confiait en 1626 au Bureau des finances le soin de contrôler l'ouverture des nouvelles rues et de veiller aux alignements des façades sur la voie publique, opérations dont les « *Statuts* » donnaient jusque-là la maîtrise aux Jurats ? Le seul succès enregistré par les Trésoriers de France est le transfert dans la caisse du Bureau des droits de permission. Pas plus que les autorités municipales ils ne réussissent au sein de la vieille ville à développer un urbanisme sinon rationnel du moins cohérent, ni à obtenir la rectification du tracé des anciennes rues. La preuve en est que le Bureau souligne le 10 août 1750 les imperfections de la voirie dans la cité ; il prend l'initiative d'ordonner que soit dressé « *un plan exact de la présente Ville de Bordeaux, dans toute son étendue, pour ce plan fait, lesdites déféctuosités être corrigées, rectifiées & déterminées sur icelui, & les corrections être effectuées toutes les fois & quantes qu'il en sera question* ».

Sans le mettre en rapport avec l'ordonnance des Trésoriers de France, Ernest Labadie a signalé l'existence de ce plan¹. Il est aujourd'hui conservé dans la collection des documents figurés des Archives départementales et reste peu utilisé en raison de ses dimensions exceptionnelles, de quatre mètres sur deux mètres et demi². Il est achevé avant même la fin de l'année 1750, puisque, dès le 27 novembre, une nouvelle ordonnance prévoit la mise en œuvre du redressement et de l'alignement des rues dont a été constaté le tracé irrégulier, ou dans lesquelles se trouvent des saillies, d'après « *l'observation du plan dressé à la suite de l'ordonnance du 10 août 1750* ».

Selon Jean-Louis Harouel, l'intendant Tourny, il s'agit du marquis Louis-Urbain, surpris lors de son arrivée en 1743 à Bordeaux par l'état anarchique des alignements, aurait décidé « *de surveiller lui-même l'attribution des permis de construire* »³. Le brouillon d'une lettre de Tourny datée du 19 novembre 1743 et adressée au Bureau des finances, conservé dans les papiers de l'Intendance, témoigne effectivement de l'étonnement du nouvel intendant. Au cours de ses promenades dans la cité, il a pu constater que même les plus

1. LABADIE, Ernest. *La Topographie de Bordeaux à travers les siècles...*, p. 48, n° 59.

2. A. D. Gironde, 2 Fi 1531.

3. HAROUEL, Jean-Louis. *L'Embellissement des villes...*, p. 55.

grandes rues souffraient de défauts d'alignement⁴. Tourny pourrait bien être à l'origine de la démarche des membres du Bureau quant à la réalisation du plan. Peut-on supposer que cet intendant surveilla effectivement les alignements dans la ville ? La présence dans ses archives de dizaines de plans d'alignement et de nivellement de rues de Bordeaux, dont la place serait plus logiquement dans celles des Trésoriers de France, pourrait le laisser penser⁵.

L'énergique administration de Tourny ne change cependant pas les mauvaises habitudes des Bordelais. Comme toutes les autres règles, celles concernant les alignements doivent sans cesse faire l'objet de rappels jusqu'en 1773. Le 31 juillet de cette année une nouvelle ordonnance fait défense « *aux propriétaires, architectes, maçons et autres ouvriers de creuser des fondations de façade sur rue dans la Ville et ses faubourgs sans avoir en main l'ex-pédition des ordonnances d'alignement* ». On l'a vu, les Laclotte respectent scrupuleusement pour leurs clients les règles imposées par les autorités. Ils les respectent également lorsqu'ils entreprennent leurs propres lotissements. La trace de certaines des opérations les plus importantes menées par Étienne et Jean Laclotte se retrouve dans les archives du Bureau des finances, malheureusement conservées de manière très fragmentaire⁶. Dans ces papiers figurent l'ordonnance homologuant le projet de percement en 1784 de la rue Victoire-Américaine, celles autorisant l'ouverture de la rue Naujac à Terre-Nègre, de la rue Saint-Étienne près de Saint-Seurin, ainsi que de la rue Mondenard. Dans le lotissement Duplessy, les profils des pentes des rues du Réservoir et Saint-Laurent, consacrant leur ouverture officielle, ne sont accordés qu'en 1785. On retrouve les noms des Laclotte ou de leurs clients dans certaines permissions et ordonnances d'alignement : celles accordées en 1772 pour la maison de Jean Laclotte à l'angle de la place Dauphine et pour celle de son frère Pierre rue des Remparts. Plus tard les mêmes autorisations sont données en 1778 à Pierre de Raymond de Lalande pour son hôtel de la rue Bouffard, en 1785 au négociant François Bonnaffé pour ses maisons de la rue Sainte-Catherine et de la petite rue de l'Intendance, la même année au baron de Castelnau pour son hôtel de la rue Judaïque, en 1786 à Jean Laclotte pour sa maison de la rue Porte-Dijéaux.

Les nouvelles voies

Étrangement aucun texte précis ne semble avoir fixé la largeur des rues. Si l'on considère qu'il restait difficile d'aligner les anciennes, il aurait été utopique de prétendre en modifier la largeur. Pourtant, dans les quartiers nouveaux, le Bureau des finances aurait pu imposer plus aisément des règles. Les deux premières voies ouvertes par les Laclotte dans l'enclos de la faïencerie Hustin ne sont larges que de dix-huit pieds, la rue Victoire-Américaine atteint quant à elle vingt-deux pieds et l'impasse Hustin vingt pieds. En 1785 le baron de Castelnau reçoit l'autorisation d'ouvrir la rue portant son nom en respectant une largeur de vingt pieds. En 1786 on pense réduire à vingt pieds la largeur des rues du lotissement de la Trésorerie qui devaient initialement en mesurer vingt-quatre, mais le 3 septembre 1787 une nouvelle ordonnance exige le retour au premier projet. Il semble donc que la décision de donner telle ou telle largeur à une voie nouvelle reste à la discrétion du Bureau, en fonction sans doute du quartier dans lequel elle se situe, de la

nature et de l'importance de la circulation qu'elle doit accueillir, du type d'édifices qui vont la border. L'arrêt du Parlement du 29 août 1760 avait cependant imposé une contrainte visant à améliorer la facilité de la circulation et la visibilité. Il exigeait que l'angle des maisons construites à l'intersection de deux rues soit abattu ou adouci. Ainsi le Bureau impose le 18 février 1785 au baron de Castelnau pour son hôtel de l'angle des rues Judaïque et Castelnau-d'Auros d'observer « *a l'encoignure un pan coupé de quatre pieds d'étendue* ». Ce sont des pans de dimensions à peu près semblables que l'on rencontre à l'entrée de la rue Sainte-Catherine, dans l'angle de la maison Bonnaffé, ou encore dans celui du corps de garde du Pavé des Chartrons. Cependant tous les angles sont loin de présenter une telle importance, certains peuvent même n'être que symboliques, comme dans le lotissement du quartier de la Trésorerie à Saint-Seurin. Dans des quartiers élégants comme celui des rues Hustin et Victoire-Américaine, l'angle adouci d'une demeure peut s'orner au premier étage d'une frise d'entrelacs, ou donner lieu à une savante projection au niveau de la corniche. Enfin un architecte, qui pourrait bien être l'un des frères Laclotte, a utilisé une solution plus originale à l'angle de la rue du Palais-Gallien et de l'impasse Turenne, future rue du même nom, en choisissant de réaliser un angle droit à l'étage d'une maison, reposant par l'intermédiaire d'une trompe sur le pan coupé réglementaire du rez-de-chaussée.

Les saillies

Si les encorbellements, dont les « *Statuts* » de 1542 avaient interdit la construction, étaient bien passés de mode deux siècles plus tard, il n'en était pas de même des nombreuses saillies que les Jurats qualifiaient de « *pratiques ou décoratives* ». La largeur des avant-toits ne devait pas excéder un pied, sauf autorisation spéciale dans les rues les plus larges, et celle des corniches un demi-pied. Le Bureau des finances, lorsqu'il succéda aux Jurats, soumit à taxation la construction des avant-corps, la mise en place des bornes au-devant des façades et celle des auvents. Pour la plupart des maisons construites en ville par les Laclotte et comportant un avant-corps central, celui-ci n'excédait pas un demi-pied de profondeur et ne nécessitait donc pas l'obtention d'une autorisation, on pense à l'hôtel d'Augeard, à la maison de Dumaine rue du Palais-Gallien, à la propre maison d'Étienne Laclotte entre autres exemples. Pierre de Castelnau d'Auros est par contre obligé de demander en 1785 la permission d'établir des avant-corps sur les façades de son hôtel de la rue Judaïque. Quant au courtier Moquart, dont la maison sur le cours du Chapeau-Rouge a été construite par les Laclotte, craignant tout comme ses voisins que le rez-de-chaussée de sa demeure ne soit dégradé par les voitures, il prie le Bureau en 1778 de lui accorder l'autorisation de placer des bornes au-devant, ce qui est accordé le 27 février.

L'ordonnance de 1704 interdit que l'on construise des entrées de cave qui ne soient pas à l'aplomb des murs, limite la saillie des enseignes à trois pieds et celle des auvents à deux pieds et demi. Loin d'avoir renoncé à ces derniers au milieu du XVIII^e siècle, les commerçants ont tendance à en augmenter la largeur, afin d'installer le plus de marchandise possible sous leur abri. En 1750 encore, l'Intendant est saisi par les bouchers du Grand-Marché et les marchands de grain de la rue du Pont-Saint-Jean, qui entendent protester jusqu'au près du Conseil contre la rigueur de l'ordonnance du Bureau leur interdisant de s'approprier l'espace public⁷.

4. A. D. Gironde, C 2403.

5. A. D. Gironde, C 1233, 1234.

6. A. D. Gironde, C 4217 à C 4237, C 4791 à 4793. Malgré des lacunes, les demandes d'alignements et d'ouverture de rue sont mieux conservées pour la période 1780 à 1789.

7. A. D. Gironde, C 2402 et 2403.

Les douzième et treizième articles de l'arrêt du Parlement de 1760 sur la voirie limitent à deux pieds la hauteur des bornes et chasse-roues placés au-devant des maisons, leur largeur à neuf pouces dans le bas et six dans le haut, y compris la partie engagée dans le mur puisque leur saillie sur la voie ne pouvait excéder six pouces dans le bas et quatre dans le haut. Ils exigent en outre qu'ils soient à angles abattus et distants d'au moins quinze pieds les uns des autres. Quant aux maisons situées à l'angle de deux rues, non seulement ils interdisent qu'on y place des bornes en saillie afin de les protéger, mais exigent que les angles soient plutôt armés de fer. Le quatorzième article de ce texte confirme l'usage de la règle des six pouces de saillie maximum autorisée pour les « *jam-bages des portes, pilastres & autres ornemens d'Architecture [...] et tous autres objets d'avancement* ».

Les balcons constituent dans la lettre de la réglementation des ornements soumis à cette règle des six pouces. En réalité elle n'est respectée que pour les banquettes et les balconnets. Si l'on en juge par la dimension des grands balcons qui subsistent, qu'ils reposent sur une trompe ou des consoles, architectes et particuliers préfèrent les assimiler à des auvents et leur donner une largeur au moins égale à deux pieds et demi. Dans les quartiers anciens, des abus sont commis lorsque l'on reconstruit des maisons.

Dans celui des Chartrons par exemple, la tendance est à l'hypertrophie des balcons. Pour éviter ce genre d'inconvénients, le Bureau des finances ordonne le 31 juillet 1773 que les réédifications de façades soient soumises à permission de la même manière que les constructions neuves. Jacques de Bethmann demande et obtient en 1778 une ordonnance d'alignement et la permission d'établir un balcon sur toute la largeur de la maison qu'il fait reconstruire par les Laclotte quai des Chartrons⁸.

La mitoyenneté

Le problème des endronnes

L'usage à Bordeaux, comme dans beaucoup de villes méridionales, fut longtemps de construire les maisons voisines en évitant qu'elles ne possèdent un mur mitoyen, et conséquemment de laisser entre elles un espace, désigné sous le nom d'« endronne⁹ ». Dès le XVI^e siècle les Jurats avaient essayé de les interdire, et au moins d'en faire assurer l'entretien et condamner l'accès depuis la rue par une clôture. Le problème n'était pas simple car le statut de ces étroits terrains restait ambigu. Théoriquement une « signalisation », héritée du Moyen Âge, indiquait, selon que la face plane de corbeaux placés sur les murs était ou non tournée vers le sol, si l'« endronne » appartenait à l'un des voisins ou leur était commune. Ces éléments avaient souvent disparu, ou leur état prêtait à confusion. En matière de propriété, les revendications ne manquaient pas, elles étaient facilement abandonnées lorsque les autorités voulaient imposer des travaux d'entretien aux revendicateurs.

Au XVIII^e siècle les rues de Bordeaux conservaient encore de nombreuses « endronnes », génératrices de querelles juridiques et surtout de défauts d'alignement. En 1753, le Parlement tenta en légiférant de régler la question de manière radicale. Dans son arrêt en douze articles du 30 mai, il déclare « endronne » l'espace séparant les maisons

voisines dont la largeur n'excède pas trois pieds, il supprime le principe de l'existence de ces « endronnes » et ordonne leur suppression progressive, fixant les modalités de cette action.

En cas de reconstruction d'une maison, la superficie de l'« endronne » doit être utilisée, moyennant une indemnisation le Parlement donne au nouveau bâtisseur la propriété de la moitié du mur de l'édifice restant en l'état, à condition que ce mur soit assez solide pour supporter les servitudes de mitoyenneté, ce que les architectes jurés doivent déterminer. Si le mur se trouve trop faible, il doit être reconstruit en entier aux frais du seul nouveau bâtisseur, qui doit céder la moitié de la propriété du mur sans contrepartie. Dans le cas avéré où le bâtisseur de la nouvelle maison n'est pas le propriétaire de l'« endronne », son voisin doit, moyennant dédommagement, en céder la propriété ; dans le cas où l'« endronne » est commune, il est forcé de céder sa moitié dans les mêmes conditions. Les évacuations et installations y conduisant que peuvent comporter l'« endronne » doivent être détournées vers la rue, aux frais de celui qui bâtit. Dans le cas où deux propriétaires d'une « endronne » veulent bâtir en même temps, le mur mitoyen est fondé au milieu de l'« endronne ». Dans le cas où le nouveau bâtisseur veut édifier une maison plus haute que celle de son voisin, il est tenu d'équiper cette dernière des écoulements nécessaires à l'évacuation des eaux qui pourraient ruisseler de sa propre toiture.

Le Parlement réussit par ce texte à réduire le « mitage » des élévations des rues les plus anciennes de Bordeaux. Les nombreuses maisons reconstruites pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, en respectant les termes de son arrêt, dans les sauvetés de Sainte-Croix et Saint-André, dans les paroisses Saint-Michel, Saint-Pierre, Sainte-Eulalie, Saint-Éloi, Saint-Christoly, Saint-Rémi, témoignent sans équivoque de cette réussite. Pourtant, obtenir la disparition totale des « endronnes » restait un objectif ambitieux. Il est loin d'être atteint à la fin de l'Ancien Régime ; en 1815 l'ingénieur des Ponts et Chaussées Pierrugues, auteur sous l'Empire d'un projet global d'urbanisme pour Bordeaux, se plaint de la nuisance esthétique que provoque la présence des trop nombreuses « endronnes » subsistant dans les rues de la ville¹⁰.

Les règlements de mitoyenneté

Si dans son arrêt de 1753 le Parlement avait bien anticipé l'organisation des futures mitoyennetés, en prévoyant que les nouvelles maisons devraient posséder des murs latéraux à cheval sur la limite des terrains, dont les éventuels futurs voisins seraient dans l'obligation de racheter la moitié, et que ces maisons devraient présenter des murs de façade à chaînes d'angle munies de pierres d'attente, il n'avait rien dit sur les anciennes mitoyennetés. Le règlement sur les « *murailles communes* » des « *Statuts* » de 1542 s'appliquait donc encore. Chaque voisin restait propriétaire de la moitié du mur mitoyen, il pouvait en user pour exhausser sa maison, à la condition que cette moitié de mur puisse supporter sans risque pour le voisin cet exhaussement. En 1763, Étienne Laclotte qui reconstruit à neuf une maison rue Sainte-Croix, proteste auprès de son client du manque de solidité de l'un des murs mitoyens qui ne pourra pas être utilisé sans danger¹¹ ; en 1769 les Laclotte, qui construisent rue de la Rousselle une maison à trois étages pour le négociant Ducos, sont contraints, en raison de l'opposition du conseiller de Minvielle, propriétaire de la demeure voisine, de renoncer à édifier le dernier niveau¹².

8. A. D. Gironde, C 4230, 16 février 1778.

9. On trouve le mot « endronne » orthographié de diverses manières, celle choisie ici est utilisée à Bordeaux dans les textes officiels de la Jurade comme du Bureau des finances et du Parlement. Dans ces mêmes textes ce mot est de genre féminin.

10. PIERRUGUES, M. *Mémoire explicatif des projets d'alignement et d'embellissement proposés pour la ville de Bordeaux...*, p. 91.

11. A. D. Gironde, 3 E 20560, 9 juillet 1763.

12. A. D. Gironde, 3 E 21701, 4 juillet 1774.

Il est loisible aux copropriétaires d'un mur mitoyen d'y engager poutres ou corbeaux des trois quarts de leur épaisseur au maximum, de poser des solives sur son sommet, d'y adosser des cheminées mais non de les engager et uniquement en des endroits où il n'en était point déjà adossées sur le revers, d'y adosser également des latrines, fours ou écuries à la condition d'avoir doublé la muraille d'un contre-mur d'un pied d'épaisseur. Sur ces articles, deux affaires opposent les Laclotte à des adversaires. Ils ont construit la maison du maître serrurier Lacoste rue du Grand-Cancera, en doublant là où les « *Statuts* » l'exigeaient le mur mitoyen des écuries de la maison voisine appartenant à Madame Saige. Leur client ayant démoli le contre-mur, des infiltrations affaiblissent la paroi et conséquemment les voûtes de l'écurie qui menacent de s'effondrer en 1789. Impliqué, Étienne Laclotte protestant de sa bonne foi, prend fait et cause pour la plaignante, contre son propre client¹³. La même année, les deux frères ayant adossé des cheminées sur le mur mitoyen de la maison qu'ils bâtissent rue Castelnau-d'Auros contre celle de Madame de Ragueneau, sont condamnés à dédommager cette dame. Suite à cette condamnation, ils font adopter par délibération de la corporation, le 29 mai, la décision de présenter une requête en Parlement visant à faire supprimer le vingt-huitième article de la Coutume de Bordeaux. Les maîtres maçons estiment que le règlement qu'il impose sur les cheminées est ancien, sans objet et contraire aux intérêts du public¹⁴. L'argument paraît d'autant plus recevable que l'arrêt du Parlement du 9 avril 1771, donné lui-même à la requête des maîtres architectes de Bordeaux représentés par Laclotte, Malescot, Valance et Béraud, fait obligation d'édifier pour les nouvelles constructions, ce que sont celles de la rue Castelnau-d'Auros, des murs mitoyens d'une épaisseur minimale de vingt et un pouces qui garantit largement de tout dommage le voisin d'une cheminée simplement adossée et non engagée.

Les querelles les plus fréquentes entre voisins proviennent du problème de la clôture des jardins. Là encore le texte de référence restait celui des « *Statuts* », il datait d'une époque où les jardins urbains étaient rares. Il visait essentiellement à organiser la mitoyenneté des jardins dans les faubourgs à moitié ruraux comme celui de Saint-Seurin. Nul n'était tenu de protéger son jardin d'une clôture. Si un propriétaire voulait en construire une, il le devait faire sur son propre fonds, auquel cas son voisin n'y pouvait adosser aucune construction, pas même une treille, à moins d'en racheter la mitoyenneté ou de la doubler. En 1768 et 1769, les Laclotte doivent par trois fois s'opposer par sommation aux entreprises de leurs voisins des rues Notre-Dame et Fondaudège qui construisent des latrines adossées à des clôtures bâties sur leurs terrains¹⁵.

L'hygiène et la sécurité

Les écoulements, la prévention des incendies

Les Bordelais vivent encore au XVIII^e siècle dans la hantise des épidémies, dysenterie et paludisme, qu'ils désignent indifféremment encore sous le nom de « peste ». Les marais baignant au nord et à l'ouest les quartiers les plus récents d'une ville qui était loin d'avoir la forme idéale d'un amphithéâtre, et qui souffrait donc d'un manque de drainage naturel, entretenaient effectivement le risque de ces épidémies. L'essentiel du travail des praticiens du Bureau des finances consiste à calculer les pentes à donner aux

différentes voies de la cité pour assurer l'écoulement des eaux, tant usées que pluviales, que l'on ne songe évidemment pas à l'époque à séparer les unes des autres. L'ouverture de nouvelles rues complique d'ailleurs singulièrement la tâche du Bureau, il doit corriger le profil des anciennes afin qu'il puisse assurer le drainage d'une quantité d'eau plus importante¹⁶. En ce qui concerne les particuliers, les articles dix-sept à dix-neuf des « *Statuts* » leur font obligation de poser des conduits aux éviers pour amener les eaux jusqu'à l'écoulement de la rue, depuis l'intérieur des maisons, et leur interdit la pose de ces conduits en façade. Ces articles constituent la seule réglementation en vigueur. Quant aux conduits menant les matières aux « *caves de latrines* », comme l'on appelait les fosses, qui n'avaient rien de septiques, les premiers doivent être en terre cuite vernissée et les secondes voûtées, tous doublés de contre-murs en brique. L'arrêt du Parlement du 9 avril 1771, qui interdit de les engager dans les murs mitoyens, fixe l'épaisseur des contre-murs respectivement à quatre et neuf pouces, pour tenter d'éviter des infiltrations qui ne manquaient pas de se produire puisque le sol des caves ne bénéficiait d'aucune précaution d'étanchéité. On ne saurait citer ici toutes les actions en justice intentées dans la ville à cause du nauséabond problème du déversement des fosses dans les caves voisines, elles faisaient, sinon le bonheur, du moins l'ordinaire des procureurs des diverses juridictions. Les Laclotte, s'ils ont été experts dans ce genre d'affaires, comme tous leurs confrères un jour ou l'autre, ne furent apparemment jamais impliqués directement pour malfaçon de cet élément souterrain dans leurs propres constructions ; ils suivaient d'ailleurs, si l'on en croit leurs marchés, les instructions des autorités¹⁷. Exceptionnellement, en 1774, ils n'ont pas à prévoir ce type de cave pour la maison du courtier Faurie, sous laquelle comme sous ses voisines de la place Richelieu, passe un collecteur d'évacuation se jetant directement dans le fleuve très proche de là. Dix ans plus tard, pour les latrines de la cathédrale, Étienne Laclotte et Blaise Despujols remplacent ou renforcent par une couche de plomb le doublage classique en brique¹⁸.

Bien sûr, certains articles des textes réglant les rapports de mitoyenneté ont pour but de réduire les risques de propagation des incendies, mais curieusement les mesures spécifiques visant à prévenir ce fléau urbain ne semblent pas avoir préoccupé outre mesure les autorités bordelaises. À tel point qu'il faut attendre une ordonnance spéciale de la Jurade du 7 mars 1756, destinée à « *suppléer l'omission des Statuts dans les moyens de prévenir les risques d'incendie* ». Elle interdit la construction de cheminées dont les âtres ou foyers reposeraient sur des poutres et rend obligatoire la destruction de celles qui se trouvent dans ce cas. Quinze ans plus tard, le Parlement, toujours dans son ordonnance du 9 avril 1771, oblige les architectes à faire dépasser de quatre pieds au-dessus du faîtage de la charpente toutes les souches de cheminées bâties en briques.

La solidité des édifices

La multiplication des nouveaux édifices dans la seconde moitié du XVIII^e siècle entraîne celle des accidents survenus en raison du manque de solidité de certains d'entre eux. Les Jurats s'émouvent de cet état de fait et par leur ordonnance du 15 janvier 1771 prohibent l'emploi des pierres tendres du Bourgeois, jugées trop fragiles, pour la construction des chaînes d'angle. Ils rendent obligatoire celui de pierres plus dures, provenant

13. A. D. Gironde, 3 E 31343, 22 février 1790.

14. A. D. Gironde, C 1757, p. 177.

15. A. D. Gironde, 3 E 7453, 9 octobre 1768 ; 3 E 7457, 3 octobre 1769.

16. A. D. Gironde, C 4217 à 4221. On trouve dans ces quatre liasses d'archives du Bureau des finances de nombreuses ordonnances de pavage des rues avec l'indication des pentes à observer.

17. Dans les devis et marchés des Laclotte postérieurs à 1771, il est simplement mentionné la construction de « *contre murs en brique et ciment* ».

18. A. D. Gironde, G 3335, 31 mai 1788.

toutefois de la même région. Ils interdisent également l'utilisation des pierres tendres de dix pouces d'épaisseur pour la construction de la façade postérieure des maisons, autres que les échoppes, jugeant que seules des pierres dures ou des maçonneries de *moilons* d'une épaisseur de vingt-deux pouces peuvent supporter un étage. L'arrêt du Parlement du 9 avril suivant renforce ces mesures de sécurité. Il fait obligation d'édifier les murs de façade de deux pieds d'épaisseur, condamnant par là les maçons à n'utiliser que des doublerons, des pierres ou des demi-pierres. Les Laclotte, toujours si l'on se fie à leurs devis et marchés, satisfont largement aux normes exigées par ces textes, non seulement ils respectent les épaisseurs prescrites pour les murs, mais ils fondent leurs façades sur des bases larges d'au moins trois pieds et montent leurs premières assises en pierre dure de Bourg, voire de Barsac. Pour le château de la comtesse de Calvimont à Cérons, donc hors de la juridiction de la ville, ils édifient des murs de façade en pierre tendre de seulement vingt-trois pouces d'épaisseur, mais reposant sur un « *socle* » de pierre dure de deux pieds de large. Pour des maisons modestes, telles que des échoppes, ils ne donnent au mur de façade sur la rue que vingt-et-un pouces d'épaisseur, et utilisent, comme le permettent les autorités, des *parpins* pour la façade sur le jardin. Eventuellement ils renforcent particulièrement les fondations de ces murs, afin qu'ils soient capables dans le futur de « *supporter le surhaussement d'un étage* »¹⁹.

Afin d'éviter la fragilisation des murs mitoyens, le Parlement avait rappelé, toujours dans son arrêt d'avril 1771, qu'il restait interdit d'y creuser des placards de plus de sept pouces de profondeur. Cette disposition limite considérablement le volume de ce genre d'ouvrages. Afin de l'augmenter, les Laclotte, comme certains autres de leurs confrères, les construisirent de part et d'autre des cheminées, elles-mêmes simplement adossées, avançant leurs portes jusqu'au droit de leur hotte. C'est par exemple le cas dans les chambres et le « *salon à manger* » de la maison Cellier-Soissons, rue Victoire-Américaine.

La sécurité sur la voie publique

La majorité des règlements concernant les empiétements et saillies ont bien sûr pour but principal d'améliorer la sécurité du public dans les rues. La surveillance des pavages, et plus généralement de l'état des chaussées participe de ce même souci, de même que l'interdiction d'encombrer les voies, sans cesse renouvelée tant par les Jurats que les Trésoriers. Si ces derniers points ne concernent pas directement les maîtres maçons, ils sont par contre intéressés au premier chef par les articles de l'ordonnance du Bureau des finances du 16 juin 1704. Elle enjoint aux propriétaires de « *faire rétablir et réparer incessamment leurs maisons ou autres édifices qui sont en péril éminent* », elle interdit d'équiper de contrevents, à moins qu'ils ne soient « *en coulisse* », les fenêtres dont l'appui ne se trouve pas au moins à la hauteur de dix pieds, et elle prohibe la présence de souches de cheminée « *en façade* » et d'écoulements d'évier sur la rue depuis les étages. Elle fixe enfin à quinze pieds au-dessus du niveau du sol de la rue la hauteur à laquelle doivent être accrochées les enseignes. De plus, obligation est faite aux particuliers possédant un auvent sur la rue menaçant ruine et entretenant sur leurs fenêtres des pots ou caisses contenant des fleurs, de réparer ou ôter les premiers et de supprimer les seconds.

Sans doute au début du XVIII^e siècle était-il fréquent d'équiper les fenêtres situées au rez-de-chaussée de contrevents, plutôt que de grilles et volets, comme l'habitude fut prise par la suite. Dès le 14 février 1707 le Bureau des finances rappelait le huitième ar-

ticle de l'ordonnance du 16 juin 1704 et prohibait de nouveau la présence de contrevents à une hauteur inférieure à dix pieds, sinon « *en Coulisse & Plaqués contre la muraille au dessous de cette hauteur* ». Les mêmes recommandations doivent être faites en 1727, par l'ordonnance du Bureau du 31 mai qui renouvelle celles de 1704 et 1707.

La police des chantiers

L'ensemble des règles constituant une véritable police des chantiers, dont l'origine comme la surveillance de l'observation incombait aux Jurats et aux Trésoriers de France, visait à la fois à assurer la sécurité du public mais aussi celle des professionnels exerçant sur ces chantiers. Dès 1542 la ville avait soumis à autorisation la pose d'échafaudages et fixé sa durée maximale à quarante jours. Le quarante-septième article des « *Statuts* » interdisait aux maçons, comme d'ailleurs aux maîtres d'ouvrage et propriétaires, d'encombrer les rues par le dépôt de matériaux, et leur faisait obligation de laisser un passage suffisant pour y pouvoir circuler pendant la durée du chantier et d'en emporter tous les débris, une fois le chantier achevé. L'édit du Roi de décembre 1607 avait confirmé ces dispositions, l'ordonnance du Bureau des finances du 16 juin 1704 les reprend en les précisant, de même que celles de 1750, 1752, 1754 et 1773. Il est toléré de déposer pendant la durée d'un chantier les gravats et décombres en provenant, mais d'un seul côté de la rue et à trois pieds au moins du « *ruisseau* ». En outre, obligation est faite aux entrepreneurs édifiant ou réparant une maison, de demander au Bureau une permission pour l'établissement d'échafaudages ou étais entraînant le rétrécissement provisoire de la rue, et de remettre en état le pavage de la chaussée à l'issue du chantier.

Ce ne sont point les Jurats ou les Trésoriers de France qui prennent en défaut les Laclotte sur ces problèmes d'encombrement de la voie publique liés à l'existence d'un chantier, mais le prévôt de la juridiction de Saint-Seurin. Il appelle en 1771 Étienne Laclotte à comparaître devant le juge civil, criminel et de police pour se voir déclaré contrevenant aux règlements de police, pour « *au mépris d'iceux avoir négligé de faire emporter les décombres, terres et taillances de pierre, qu'il se perpétue de laisser depuis six mois par devant les bâtisses qu'il a fait* » dans la rue Saint-Fort et la rue de la Taupe²⁰. La faute n'est pas bien grave, et en tout cas bien moins dangereuse pour le public que la pratique de certains maçons qui jettent depuis les étages les décombres de leur chantier directement sur la chaussée. Les Jurats ont dû en 1762 interdire par ordonnance cet usage et obliger les maçons à utiliser des paniers pour descendre ces décombres, afin d'éviter les accidents que l'on imagine²¹.

L'ouverture d'un chantier pour la reconstruction d'une maison dans un quartier anciennement urbanisé constituait un danger pour le voisinage. En 1763 Michel Laclotte et ses deux frères réédifient les deux maisons Béchade rue du Puits-Descazaux, les voisins, Monsieur Gadailh et le président de Malleret tentent de faire suspendre les travaux dont ils prétendent qu'ils causent des désordres chez eux. En 1770 Pierre Malecot, bourgeois de Bordeaux et voisin de Nicolas Barreyre quai des Chartrons, proteste contre ce dernier dont les Laclotte reconstruisent la maison, la demeure de Malecot, qui est vieille, menace selon lui de s'écrouler. Ces incidents, dont les parlementaires ont tous les jours à juger des conséquences, leur inspirent l'article de l'arrêt du 9 avril 1771 interdisant de démolir aucune maison ou mur mitoyen sans en avertir les voisins et sans convoquer les

19. A. D. Gironde, 3 E 19337, 1^{er} mars 1785.

20. A. D. Gironde, 13 B 245, 11 décembre 1771.

21. Archives municipales de Bordeaux. Tome sixième. Inventaire sommaire des registres de la Jurade..., p. 270.

syndics de la corporation des maîtres maçons pour dresser un état des lieux destiné à garantir le voisinage contre d'éventuels dommages. Les Laclotte peuvent d'autant moins ignorer ce texte qu'il a été élaboré à la demande même des bayles de la corporation, dont l'un se trouve être alors Jean Laclotte. Pourtant, en 1772 les voisins du négociant Jean Black, dont ils réédifient les chais, derrière sa maison du quai des Chartrons, se plaignent de leur entreprise qui met en péril leurs propres locaux commerciaux.

Plus que les édifices ce sont les hommes eux-mêmes qui restent exposés aux accidents survenant sur les chantiers. Entre mars et juin 1747, trois accidents successifs survenus dans de nouveaux lotissements, rue des Menuts, rue Saint-Antoine et allées de Tourny, ont provoqué la mort par étouffement de trois manœuvres et maçons. Les Jurats émus de cette malheureuse série de catastrophes, font obligation par ordonnance à tous les architectes, entrepreneurs et autres personnes faisant travailler à des fouilles de caves et tranchées, de prendre toutes les précautions pour empêcher les éboulis des terres et prévenir les accidents qui arrivent « *aux pauvres Manœuvres* », sous peine d'amende et de privation de la maîtrise pour les architectes²². En 1766 les Jurats enquêtent sur les blessures causées à un manœuvre par l'éboulement des fosses de fondations d'une maison, sur le chantier conduit par les Laclotte à l'angle des rues du Loup et Porte-Basse pour le sellier Chamblan. Jean et Michel Laclotte, interrogés par la justice sur leurs responsabilités dans cet accident, conviennent du fait que les étais de ces fondations étaient largement insuffisants, ce dont ils ont fait la remarque à plusieurs reprises et en vain au nommé Béarnais, avec lequel Jean Chamblan a directement traité pour ce travail qu'ils n'avaient pas à surveiller.

Par leur ordonnance du 15 janvier 1771, les Jurats imposent certaines mesures sur les chantiers de la ville. Il est désormais défendu aux propriétaires et architectes d'élever au-dessus de douze pieds quelque bâtiment, en *moilon* ou en pierre de taille, pendant les mois de décembre, janvier et février, pour éviter pendant ces mois pluvieux tout risque d'effondrement. La suspension à la fin du mois de novembre de l'édification des murs excédant cette hauteur, et leur couverture en tuile deviennent obligatoires. Cette mesure est loin d'être inutile, l'année qui suit sa prise d'effet, minées par les infiltrations d'eau de pluie, les voûtes des caves de la maison que construisent les Laclotte pour leur frère Pierre rue des Remparts s'écroulent, entraînant la chute de « *certaines des principaux murs* »²³. L'événement a lieu cette fois au milieu du mois d'octobre, soit pendant une période où les législateurs n'ont pas prévu l'interdiction des chantiers, même si le mauvais temps pouvait laisser prévoir la survenue de difficultés. Les Laclotte sont pourtant au moins une fois pris en faute et sanctionnés pour n'avoir pas observé l'ordonnance de 1771. Le 18 juillet 1777, les Jurats condamnent Étienne et Jean Laclotte à cinq cents livres d'amende, pour contravention « *aux ordonnances arrêts et reglemens concernant les batimens et notamment a l'ordonnance de la magistrature du quinze janvier mil sept cens soixante et onze...* » Ils avaient auparavant été assignés « *pour avoir batty en temps d'hyver et prohibé par les ordonnances deux grans chais appartenants au sieur Duffourg scitués rue Dufourg au faubourg des Chartrons, lesquels chais ont meme croullé par leur mauvaise construction...* ». L'appointement des Jurats rendu contre les deux frères est lu en réunion des maîtres maçons et architectes et inscrit au livre des délibérations de la communauté. ■

22. Ordonnance de MM. les Maire, Sous-Maire & Jurats, Gouverneurs de Bordeaux, Juges Criminels & de Police du 9 juin 1747.

23. A. D. Gironde, 3 E 20578, 14 octobre 1772.

CHAPITRE II

LES MATÉRIAUX ET FOURNITURES

LES MATÉRIAUX DE GROS-ŒUVRE : PIERRES ET *MOILONS*, DES CARRIÈRES GÉOGRAPHIQUEMENT CONCENTRÉES – LES PIERRES DE LA RÉGION DE BOURG-SUR-GIRONDE : LES DIMENSIONS DES DIFFÉRENTS BLOCS DE PIERRE ; AUTRES PIERRES PROVENANT DE BOURG ET ROQUE-DE-TAU ; COMMERCIALISATION DES PIERRES DU BOURGEOIS – LES PIERRES POUR LA MOULURE – LES PIERRES DURES DU BORDELAIS : LES TYPES DE BLOCS DE PIERRE DURE ; COMMERCIALISATION DES PIERRES DURES – AUTRES PIERRES UTILISÉES EN GROS-ŒUVRE : PIERRES DU BORDELAIS ; PIERRES DE DÉMOLITION ; PIERRES IMPORTÉES D'AUTRE RÉGIONS ; MARBRES – MATÉRIAU DE LIAISON – LES MATÉRIAUX DE TERRE : LES TUILES ; LES CARREAUX – LE BOIS : LES BOIS DE CHARPENTE ; LES BOIS DE PLANCHER – LE MÉTAL

LES MATÉRIAUX ET FOURNITURES DE SECOND-ŒUVRE : LA PIERRE DE SCULPTURE – LA TERRE CUITE – LES BOIS DE MENUISERIE – LE PLÂTRE – LES ENDUITS ET PEINTURES – LE VERRE À VITRE – LA SERRURERIE : SERRURERIE ET QUINCAILLERIE ; FERRONNERIE

On se plaît souvent à souligner combien la qualité des constructions bordelaises du XVIII^e siècle doit à la nature même de la pierre dont elles sont bâties. Ce jugement s'appuie avant tout sur l'observation des façades des édifices et demeures de la ville. Plusieurs auteurs et chercheurs se sont penchés sur les problèmes de l'origine, du transport, de la taille ou du prix du matériau minéral de base. En ce qui concerne les pierres de qualité propre à la sculpture, les bois d'œuvre et de menuiserie, les pavés ou dalles, les matériaux de terre cuite, le plâtre, le verre à vitre ou la serrurerie les renseignements restent beaucoup plus fragmentaires. Comme tous les architectes et maîtres maçons de Bordeaux, les frères Laclotte ont utilisé des matériaux régionaux pour la plupart de leurs entreprises, mais ils ont dû aussi en acquérir provenant d'autres provinces, voire de pays étrangers, lorsqu'ils faisaient défaut dans la production locale. Si l'approvisionnement des chantiers bordelais en pierres, *moilons*, pavés, dalles, extraits pour la plupart des carrières bordant la Garonne ou la Dordogne, n'a jamais vraiment posé de problème d'ordre quantitatif, certains matériaux, tels que le bois ou le verre à vitre, paraissent avoir été fournis exclusivement par le commerce qui les importait. L'existence du florissant négoce en bois de Pierre Laclotte constituerait, s'il en est besoin, la preuve que les forêts de la Guyenne et des provinces circonvoisines ne suffisaient pas à fournir assez de bois aux charpentiers de la ville, comme aux constructeurs de navires. En 1761, lorsqu'ils bâtissent les maisons du négociant Ladugie sur les quais et jouxtant la Porte-Cailhau, les Laclotte n'utilisent pratiquement que des matériaux locaux, par la suite ils recourent de plus en plus

fréquemment à des produits extérieurs à la région. En 1775 ils posent du pavé de Caen à l'entresol de la maison du courtier Faurie place Richelieu, en 1783 les cheminées de l'habitation des frères Le Tellier, rue de la Devise, doivent être construites en pierre de Fumel ou de Taillebourg, comme celles du château de La Tour à Cérons, tandis que le verre à vitres des fenêtres de cette demeure provient de « *Lion* ». Ce phénomène indique bien sûr une vitalité toujours croissante de l'activité du bâtiment, il semble aussi et malheureusement souligner que les détenteurs de capitaux à Bordeaux préférèrent obstinément se tourner vers des activités de commerce plutôt que de tenter l'aventure de la fabrication de produits manufacturés ; la transformation des matériaux bruts en produits finis reste la spécialité des très nombreux artisans de la cité et de ses faubourgs.

Les matériaux de gros-œuvre

Pierres et *moilons*, des carrières géographiquement concentrées

Les carrières d'où sont acheminés la plupart des pierres de taille et *moilons* sur les chantiers bordelais de la seconde moitié du XVIII^e siècle sont connues depuis longtemps, il s'agit des gisements calcaires de l'éocène et de l'oligocène de la rive droite de la Gironde puis de la Dordogne, situés depuis Gauriac en aval de la ville de Bourg-sur-Gironde jusqu'à celle de Cubzac en amont, de ceux également de l'oligocène de la rive droite de la Garonne entre Langoiran et Baurech, et des affleurements des mêmes nature et période fournissant la pierre dite de Langon, qui se trouvent en réalité sur les deux rives à Saint-Macaire, Preignac, Barsac, Cérons, voire Cadillac et même Béguey.

Les pierres de la région de Bourg-sur-Gironde

Les carrières des bords de Dordogne fournissent deux qualités de pierre. Les plus dures et conséquemment les plus recherchées, portent le nom de pierres de Bourg, elles sont extraites dans les paroisses de Tauriac, Prignac, Saint-Gervais, Saint-André et Cubzac ; les secondes, plus tendres, dites de la Roque-de-Tau ou de Roquepigeon, proviennent des paroisses de Gauriac, Bayon, Camillac et Bourg. Parmi les carrières de pierres dites de Bourg, celles de Saint-Laurent méritent une mention spéciale ; situées entre Bourg et Saint-André, elles fournissent une pierre dont la dureté et le grain exceptionnels sont réputés équivalents à ceux de la pierre de Saintonge. Le nom de « *pierre de Figuier* », matériau très souvent utilisé par les Laclotte, spécialement pour la mise en place de chaînes dans les fondations et pour les voûtes des caves, pourrait désigner une qualité de pierre semi-dure de Bourg, ou une provenance géographique et si tel est le cas, ces carrières particulières n'ont pu être localisées.

L'extraction du matériau se fait à partir de puits ou de galeries percés au-dessus ou dans le flanc de la falaise dominant l'estuaire ou la rivière. Elle peut également être pratiquée dans des « *clottes* » ou excavations à ciel ouvert, le plus souvent situées dans les vallons creusés dans le plateau calcaire par les petits affluents de la Dordogne ou de la Gironde. Les carriers sont rarement propriétaires des fonds qu'ils exploitent, ils les louent pour une période assez longue, d'une dizaine d'années en général, et seulement après avoir obtenu une autorisation du Roi consécutive à une visite du lieu par un ingénieur du Roi qui juge de l'opportunité d'y ouvrir une carrière¹. Ils extraient le maximum de

matériau dans ce laps de temps. Les pierres de Bourg restent très appréciées pendant la période où les successives sociétés Laclotte sont actives, elles en usent à un point tel qu'Étienne se rend locataire d'une carrière, qu'il fait exploiter en 1786 par le « *conducteur de carrière* » Jean Vergnette. Elle se trouve à proximité de son *bourdieu* de Gaillot, à La Lustre près de Bourg | 193 |.

L'emploi des pierres du Bourgeois est systématique dans tous les chantiers du XVIII^e siècle à Bordeaux, on la trouve dans les fondations sous forme de *moilons* et de pierres de taille pour les chaînes, les voûtes des caves, les façades, les murs de séparation et ceux des cages d'escalier. Son usage est si répandu que, pour des raisons de sécurité, les Jurats légifèrent par ordonnance quant à sa mise en œuvre le 15 janvier 1771, prohibant l'usage de la pierre de Roque-de-Tau, jugée trop fragile, pour les chaînes d'angle et rendant celui des pierres de Bourg obligatoire « *en une première assise de demi-pierres et une seconde de doublerons et blocs alternativement.* » De même ils interdisent l'utilisation des *parpins* de Roque-de-Tau pour construire les murs des élévations postérieures des maisons de plus d'un étage et imposent celle de *parpins* de Bourg ou de maçonnerie de *moilons*.

Les dimensions des différents blocs de pierre

Les noms de doubleron, pierre, demi-pierre, corbeau, bloc, *parpin*, *demi-parpin* désignent des pierres taillées, de dimensions différentes. Plusieurs de ces dénominations existent dès le XV^e siècle mais elles servent alors à définir la forme générale des divers blocs de pierre et non leurs cotes bien précises². Les Jurats de Bordeaux fixent en 1542 les dimensions du doubleron à un pied carré sur deux pieds de long, celles de la demi-pierre à un pied sur un pied et demi et deux pieds de long, celles de la pierre à deux pieds carrés sur un pied d'épaisseur, celles du corbeau à un pied carré sur trois pieds de long³. Ces mesures imposées aux marchands pierriers comme aux maîtres maçons s'entendent bien sûr en pied de ville, ce pied bordelais étant long de treize pouces de pied de Roi. Elles semblent avoir toujours été conservées officiellement, mais les marchands ne les respectent pas scrupuleusement puisque dans la première moitié du XVIII^e siècle les arrêts du Parlement des 9 juin 1714, 12 août 1724 et 30 janvier 1750 sont publiés pour en rappeler la validité.

Le 26 mai 1751 le Parlement fixe des jauges différentes pour les pierres de Bourg et celles de Roque-de-Tau. Pour les premières le doubleron doit mesurer « *vingt-six pouces de longueur sur un pied de hauteur et un pied d'épaisseur* », et la demi-pierre « *vingt-six pouces de longueur sur un pied de hauteur et dix-huit pouces d'épaisseur* ». Les doublerons de Roque-de-Tau doivent mesurer « *vingt-deux pouces de longueur sur un pied de hauteur et onze pouces d'épaisseur* » et les demi-pierres de la même origine « *vingt-deux pouces de longueur sur un pied de hauteur et dix-huit pouces d'épaisseur* ». Ces mesures peuvent paraître compliquées, sinon curieuses, en réalité elles semblent exprimées en pied de Roi, bien que le texte par lequel elles sont imposées ne soit pas explicite sur ce point. Si la réduction de la section des blocs ne pose pas de difficulté, celle de leur longueur



193 | Bourg-sur-Gironde, site des carrières de La Lustre.

1. Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale..., vol. VII, p. 471-481 et suppl. vol. IV, p. 418-443 : sur le statut des carrières et leur fonctionnement.

2. ROUDIE, Paul. L'activité artistique à Bordeaux..., p. 46.

3. Anciens et Nouveaux Statuts de la Ville et Cité de Bordeaux..., p. 117.

aurait été plus problématique pour des raisons techniques, on peut imaginer sans peine que beaucoup d'instruments de levage et de transport, à commencer par les brouettes, voitures et gabarres, doivent avoir été construits en fonction du calibrage des pierres à partir d'un module de deux pieds bordelais, soit vingt-six pouces de pied de Roi, module qui est conservé temporairement, sans doute pour des raisons de commodité professionnelle.

Le 17 mars 1767 les dimensions du doubleron se trouvent de nouveau modifiées, sa section réduite à un pied sur onze pouces et sa longueur à vingt-deux pouces, en outre le Parlement crée un collège, composé de quatre syndics des marchands de pierre, deux pour Bourg et deux pour Roque-de-Tau et des bayles de la corporation des maîtres maçons, chargé de surveiller la conformité des matériaux livrés à Bordeaux. Dès le 25 avril de l'année suivante, les fréquentes contraventions au nouveau règlement constatées et dénoncées par les bayles des maîtres maçons amènent la même juridiction à adjoindre à ce collège quatre chefs de carrière ou maîtres de « clottes » responsables de la jauge des pierres au départ du port de Bourg.

Le Parlement commet le 9 avril 1771 les syndics des maîtres maçons aux fins de jauger la pierre provenant de Bourg avant qu'elle puisse quitter le port et être utilisée sur les chantiers bordelais. De nouveaux arrêts des 18 février 1778, 12 juillet 1783 et 9 mars 1785 rappellent les arrêts antérieurs et maintiennent l'obligation de respecter les dimensions des pierres utilisables à Bordeaux et celle de les faire vérifier au départ de Bourg et à l'arrivée à Bordeaux. Ces fréquents arrêts semblent bien indiquer que pas plus les uns que les autres ne sont respectés par les professionnels de la pierre.

Autres pierres provenant de Bourg et Roque-de-Tau

Il existe à l'époque où exercent les Laclotte d'autres catégories de pierres que celles ayant suscité autant de textes de la part des législateurs, utilisées sur les chantiers de la ville. Les « blocs » mesurent un pied carré sur deux pieds et six pouces de longueur. On peut rencontrer le terme de « doublin », il semble désigner la demi-pierre mise en œuvre dans un parement et donc constituer plutôt un terme de stéréotomie ; celui de « cartier » paraît quant à lui définir toute pierre taillée. Le *parpin* et le *demi-parpin* se distinguent par leur épaisseur de dix pouces, voire onze pouces pour le premier et cinq pouces ou six pouces pour le second ; ils ne sont apparemment pas livrés en l'état mais proviennent de la recoupe de pierres plus épaisses sur les chantiers mêmes où l'on en use. Le *moilon* de Bourg comme de Roque-de-Tau reste par définition une pierre non taillée et non calibrée.

Commercialisation des pierres du Bourgeois

Depuis la carrière où il est débité le matériau brouetté jusqu'à la route gagne le port de Bourg par charroi. Là, des marchands pierriers en font l'acquisition avant de l'expédier vers Bordeaux⁴. Le transport se fait par gabarres, navires à voile dont le tonnage excède rarement vingt tonneaux, spécialisés dans la navigation sur les rivières et l'estuaire⁵. Les marchands restent les véritables maîtres de ce trafic pendant toute la période moderne. À partir de ce moment, et jusqu'à la fin du siècle, l'expansion économique et démographique de Bordeaux bénéficie à tous les métiers du bâtiment et en amont à leurs

fournisseurs. Le cas de Martin Lataste paraît significatif du niveau social qu'ont pu, un temps, atteindre les détenteurs de ce commerce de la pierre. Simple marchand à l'origine, il édifie une véritable fortune et établit plus qu'honorablement ses sept enfants, dont l'un aux Antilles comme planteur. Martin Lataste a pour clients les Laclotte, ses livres de compte attestent qu'il leur vend, entre 1760 et 1776, pour près de quarante-trois mille livres de matériau⁶.

Dès le début du XVIII^e siècle, le Parlement, pour prévenir les manœuvres des « *em-paroleurs* » ou spéculateurs, a arrêté le 9 juin 1714 que les pierres doivent faire l'objet d'un commerce transparent, tant sur le port de Bourg que sur celui de Bordeaux, et rappelé la règle municipale des « *Statuts* » selon laquelle seuls les maçons, à l'exclusion de tous autres particuliers, peuvent s'en rendre acquéreurs. Le 5 mai 1724 il fixe le prix du cent de doublerons de pierre de Bourg et de Roque-de-Tau respectivement à trente-cinq et vingt-cinq livres. Cette décision de l'autorité judiciaire ne réussit pas à enrayer la spéculation, qui devient plus importante à mesure que croît la demande au milieu du siècle. L'arrêt du Parlement du 30 janvier 1750 renouvelle l'interdiction faite aux particuliers d'acquérir les pierres d'œuvre exposées à la vente sur le port de Bordeaux. L'année suivante, le 26 mai un nouvel arrêt fixe de nouveaux prix, le cent de doublerons de Bourg se vend désormais quarante livres et celui de Roque-de-Tau vingt-quatre livres. Le 5 avril 1758 c'est aux architectes et entrepreneurs qu'il faut faire défense de se rendre acquéreurs de pierres proposées au-dessus de leur valeur officielle, c'est-à-dire celle décidée en Parlement depuis 1751. Excédés par les abus des marchands pierriers, Messieurs du Parlement se « révoltent » en 1767, ils confirment le 17 mars les prix précédemment décidés et pour la première fois font obligation aux carriers de Roque-de-Tau de n'extraire que du matériau de qualité irréprochable et aux marchands de le contrôler par l'intermédiaire de leurs syndics. Les pierres livrées à Bordeaux peuvent en effet ne pas être exemptes de défauts puisque dans le marché passé en 1774 entre Étienne Laclotte et le courtier Faurie pour la construction de sa maison de la place Richelieu, ce dernier exige par contrat que les pierres utilisées soient non gélives, ébousinées, sans « *epauffure* », sans « *moye* » et sans « *filet* ». En outre, encore en 1767, sur la plainte des maîtres maçons qui affirment « *que les Pierriers ou Marchands de Roque de Tau & de Bourg, ne voyaient [n'envoyaient ?] plus que de la pierre qui n'était pas de la jauge fixée par les Arrêts rendus à ce sujet, & souvent d'une qualité très défectueuse* », le Parlement homologue par son arrêt du 7 août un rapport d'Étienne Laclotte et Jean Richefort, rédigé à la demande du procureur du Roi, favorable à l'ouverture de carrières de pierre dans les paroisses de Cambes, Beaurech, La Tresne, Lormont et ordonne cette ouverture « *qui serait d'autant plus avantageuse pour le public* ».

Las ! les mesures coercitives comme l'ouverture de nouvelles carrières étant incapables de freiner la spéculation, l'autorité cède finalement à la pression mercantile. Le 14 août 1771 le Parlement consent à hausser le prix du doubleron de Bourg jusqu'à quarante-six livres le cent rendu sur le port de Bordeaux. Sans doute alléchés par les profits dont ils voient bénéficier les seuls marchands, les carriers et conducteurs des carrières de Roque-de-Tau introduisent en 1778 une action en Parlement visant à obtenir la suppression de la taxe sur la pierre et la liberté du prix de ce matériau que fixerait fatalement le seul jeu de l'offre et de la demande. Ils sont bien entendu déboutés mais le prix du cent de doublerons provenant de ce lieu est porté à vingt-sept livres le 18 février. Un nouvel arrêt du 12 juillet 1783, rendu vraisemblablement nécessaire par la permanence

4. CAVIGNAC, Jean. *Carrières et carriers du Bourgeois au XVIII^e siècle...*, p. 212-219.

5. BEAUDOUIN, François. *Bateaux des fleuves de France...*, p. 66-67.

6. CAVIGNAC, Jean. *Martin Lataste, marchand pierrier et propriétaire à Bayon...*, p. 2-20.

constatée d'abus, confirme les tarifs fixés pour le prix des pierres. Si l'on en croit la conversation rapportée en 1785 par Sophie de La Roche entre Étienne Laclotte et le négociant Desclaux, dont la maison est alors en construction, le doubleron de Bourg se vend à ce moment douze sols dans la ville, soit deux sols et six à sept deniers au-dessus de sa valeur officielle⁷. Le Parlement a en effet autorisé cette année-là par son arrêt du 9 mars la vente du cent de doublerons de Roque-de-Tau à vingt et une livres « *pris sur les lieux* » et trente livres « *rendu sur le port* » de Bordeaux et celle du cent de doublerons de Bourg à trente-huit livres « *pris sur le bord de la Dordogne* » et quarante-huit livres « *aussi rendu sur le port de Bordeaux* ». Les Laclotte ont décidé d'acquérir vers cette époque leur carrière de Tauriac ; disposer de leur propre matériau les met à l'abri des manœuvres spéculatives des marchands, ce qu'aucun autre architecte de la place ne peut alors se permettre.

Les données sont plus rares, sinon inexistantes, quant aux *moilons*, seul l'arrêt de 1785 précise que la cale des bateaux les transportant devra être de trois quarts de toise cubique, soit à peu près trois mètres cubes un tiers, et le prix de ce chargement de quinze livres. Ce problème de la cale des navires transportant aussi bien les pierres taillées que les *moilons* peut paraître secondaire. Il faut cependant considérer que pour les grosses transactions entre marchands et architectes, les quantités s'expriment en cargaison et non en pièces. La manière de charger les bateaux, en déséquilibrant volontairement le chargement, peut donner lieu à des fraudes. Pour veiller au respect de la cale est institué par le Parlement le 17 mars 1767 un contrôle de celle-ci, confié à un collège composé des syndics des marchands de pierre et de ceux des architectes. Peut-être est-ce pour se protéger de ce type de fraude, ou simplement pour réduire les coûts d'acheminement des pierres de leur carrière, que les Laclotte et leurs associés tentent leur expérience d'armement fluvial.

Les pierres pour la moulure

La meilleure pierre de Bourg supporte d'être taillée pour former les moulures des corniches, le décor des encadrements de baies, les consoles des balcons, les balustres, amortissements et autres ornements ; la simple observation des façades sur rue de nombre de maisons du XVIII^e siècle suffit à s'en convaincre, on ne remarque pas de rupture de qualité entre la pierre utilisée pour édifier le mur proprement dit et celle utilisée pour ces divers éléments. Cependant, pour les demeures les plus luxueuses les pierres de décor ne proviennent généralement pas du Bourgeois. Pour la maison Faurie, les Laclotte utilisent de la pierre de Saintonge et de la pierre de Rauzan, pour l'hôtel Ravezies de la pierre de Saint-Germain. Il faut cependant remarquer que dans le cas de ces deux édifices une partie du mur de façade est construite de la même pierre que celle utilisée pour les éléments de décor. Cette pierre de Saint-Germain provient des carrières situées dans les paroisses de Saint-Germain et Fonsac, sur la rive droite de la Dordogne en aval de Libourne. L'inspecteur des manufactures Latapie mentionne ses qualités en 1778⁸.

Les pierres dures du Bordelais

Les architectes, entrepreneurs et maçons bordelais du XVIII^e siècle désignent sous le nom de « *pierre dure* » des matériaux de qualité réputée supérieure provenant des carrières des environs de Langon et Cadillac et de la partie septentrionale de l'Entre-deux-Mers. Parmi ces dernières, seules celles de Rauzan fournissent encore des pierres considérées

comme de gros-œuvre, à l'époque de l'activité des Laclotte. Les pierres de Langon viennent de Saint-Macaire, Cérons, Barsac et Preignac, celles de Cadillac sont extraites dans cette paroisse et celle de Béguey qui la jouxte. Toutes donnent des pierres de taille de la plus grande valeur « *en raison du haut degré de cohésion que présentent les bancs coquilliers qui les composent* »⁹.

Comme les gisements du Bourgeois, ceux-ci peuvent être exploités à partir de puits et galeries, comme à Saint-Macaire et Cadillac, ou à ciel ouvert comme cela se pratique à Barsac ou encore à Cérons. Les pierres d'appareil que l'on en retire encore au XVIII^e siècle ne sont plus guère utilisées que pour les premières assises des façades sur rue de maisons particulièrement soignées. Les Laclotte construisent en pierre de Rauzan le « *soubassement* » du couvent des Feuillants en 1763, et en pierre de Cadillac ou de Béguey celui de la maison Faurie en 1774. Ils usent essentiellement de ce matériau pour édifier des escaliers, qu'il provienne de Cérons, de Cadillac, de Béguey, ou de Barsac. Pour sa dureté il reste avant tout apprécié comme revêtement de sol dans les édifices publics tels que les églises, mais aussi dans les cours, les vestibules et certaines pièces en rez-de-chaussée de constructions privées ; il peut également servir à la fabrication de « *bornes* », comme l'on appelle les chasse-roues.

Les types de blocs de pierre dure

En l'absence de réglementation sur les dimensions des pierres dures de gros-œuvre classiques, on doit supposer qu'elles sont les mêmes que celles des pierres du Bourgeois, avec lesquelles elles sont d'ailleurs destinées à être mises en œuvre. Celles réservées aux escaliers, appelées *marcchepieds* [194], se débitent à la longueur désirée par le maître d'œuvre ; depuis le XVI^e siècle il est obligatoire qu'elles mesurent un pied de large pour un demi-pied de haut. Le 5 mai 1724 le Parlement admet que leur largeur peut varier de douze à treize pouces et leur hauteur de sept à huit pouces. Les deux mêmes textes fixent la surface du pavé de Barsac [195] à un pied carré, sans préciser son épaisseur, tandis que celle de la « *dallote* » du même lieu doit être de quatre pouces pour une surface de deux pieds carrés.

Les pierres de Preignac semblent beaucoup moins appréciées, malgré leur dureté, que leurs voisines immédiates de Cérons et Barsac, peut-être du fait de la difficulté que l'on doit éprouver à les tailler, elles peuvent trouver un usage en maçonnerie de gros-œuvre sous forme de *moilons*, les Laclotte en utilisent au début de leur carrière pour les travaux du couvent des Feuillants.

Commercialisation des pierres dures

Sur les modalités du transport et de la commercialisation proprement dites de ces pierres dures, les données sont beaucoup moins abondantes que pour celles de Bourg et Roque-de-Tau. Les carrières de Langon comme celles de Cadillac se trouvent à proximité de la Garonne sur laquelle chaque village a au moins un port. Le transport vers Bordeaux par voie fluviale reste le moyen le plus rapide et le plus économique. On peut imaginer que les pierres du nord de l'Entre-deux-Mers connaissent une certaine désaffection en



194 | *Marchepied* en pierre de Barsac dans un vestibule de maison du cours Xavier-Arnozan.

195 | *Dallote* en pierre de Barsac dans un vestibule de maison du cours Xavier-Arnozan.

7. MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice. *Impressions d'une Allemande à Bordeaux en 1785...*, p. 186.

8. COSME, Léon. *Journal de tournée de François-de-Paule Latapie...*, p. 495.

9. MANES, Guillaume. *Statistique des carrières...*, p. 178-179.

tant que matériau de gros-œuvre au XVIII^e siècle, leur charroi jusqu'à la Garonne sur plusieurs lieues, par des chemins précaires et à travers le plateau au relief accidenté, doit en faire considérablement croître le prix. On peut aisément établir que le prix de la pierre de Barsac est déjà beaucoup plus élevé que celui de la pierre de Bourg puisqu'en 1724, vendu à la pièce, le doubleron de Barsac revient à vingt-cinq sols, tandis que celui de Bourg n'ex-cède pas sept sols. Le marchepied de Barsac se négocie quant à lui à la longueur et son prix est fixé à huit sols le pied par l'arrêt du 5 mai. En ce qui concerne les matériaux de sol, du même Barsac, et toujours par arrêt du 12 août 1724, la « *dallotte* » doit se vendre trente-cinq sols pièce et le pavé « *tout taillé* » six livres la brasse carrée. Il faut remarquer que la « *brasse de Pavéur* », plus longue que celle « *de maçonnerie* », mesure cinq pieds et deux pouces et demi de Roi¹⁰. En 1774 le pavé de Cérons, en œuvre, posé par Étienne Laclotte dans la maison Faurie, coûte douze livres la brasse carrée.

Autres pierres utilisées en gros-œuvre

Pierres du Bordelais

Les nouvelles carrières dont le Parlement a autorisé l'ouverture en 1767 pour tenter de briser le quasi-monopole de la fourniture des pierres de gros-œuvre que détiennent alors carriers et marchands de Bourg se trouvent en amont de Bordeaux, à Cambes, Beaurech et La Tresne, trois localités de la rive droite de la Garonne et dont la dernière nommée possédait un port important, ainsi qu'à Lormont, village également situé sur la rive droite, mais légèrement en aval de la ville et en relation très étroite avec elle. La grande route royale de Paris y aboutissait et son port commandait le plus important passage sur la rivière vers Bordeaux. Les pierres de ces nouvelles carrières ne connaissent pas le succès de celles auxquelles elles sont censées se substituer, les Laclotte eux-mêmes ne les mentionnent jamais dans leurs devis et marchés, pas même comme matériau de substitution. Ces carrières souterraines ont en réalité surtout été exploitées au XIX^e siècle et l'on en tire essentiellement du *moilon*, elles donnent « *des pierres assez grossières et de dureté moyenne* »¹¹.

Pierres de démolition

Pour certaines constructions ou reconstructions, il peut se faire que l'architecte récupère une partie des pierres de la démolition de l'édifice qui se trouvait à l'emplacement sur lequel il entreprend le nouveau chantier. Les Laclotte intègrent de vieux matériaux dans les fondations du couvent des Feuillants ; la ville leur fait obligation de détruire une partie de l'enceinte romaine lorsqu'ils bâtissent la maison Cousseilhat rue des Remparts, ils utilisent des fragments de blocs dans le nouveau bâtiment. Ils agissent de même lorsqu'ils agrandissent le chai de François Bonnaffé aux Chartrons. Il demeure difficile de savoir quelle importance a cette part de récupération de matériau dans l'ensemble de la construction, sans doute doit-elle rester assez négligeable et représenter peu de chose par rapport à son prix total. La seule donnée disponible sur l'achat par Étienne Laclotte de pierres de démolition est postérieure à la période étudiée ici. Elle concerne l'acquisition qu'il fait, en compagnie de l'architecte Bourgeat, de huit cents mètres cubes de *moilons* provenant de la démolition d'une partie du château de l'archevêque à Lormont en l'an III, pour une somme de six mille deux cent soixante-quinze francs.

10. *Almanach de commerce, d'arts et métiers [...] pour l'année bissextile mil sept cent quatre-vingt-quatre...*, p. 208.

11. MANES, Guillaume. *Statistique des carrières...*, p. 174.

Pierres importées d'autres régions

Bien que l'usage de faire venir d'autres régions des pierres de gros-œuvre ne semble pas avoir été très répandu, il peut se faire que pour des constructions à caractère quelque peu somptuaire, dont les propriétaires souhaitent que le parement de leur façade soit particulièrement soigné, les Laclotte soient obligés d'acheter du matériau inusité à Bordeaux. On sait que traditionnellement les pierres considérées comme les plus belles dans la région sont celles de Saintonge, en raison de leur grain très fin et surtout de leur couleur blanche¹². Ainsi pour sa demeure de la place Richelieu, André Faurie désire que le mur de façade sur la place soit monté en « *pierre blanche de Mesché* ». Curieusement, pour une maison aussi modeste que celle du vigneron Guillaume Barbot rue Saint-Laurent, les Laclotte utilisent comme matériau de gros-œuvre, pour les assises inférieures du mur de la façade sur rue, une pierre habituellement réservée à la sculpture, celle de Taillebourg en Saintonge.

Les pierres de la Loire ne sont pas inconnues des Laclotte, ils utilisent du tuffeau de Saumur pour bâtir les étages du mur de la façade du côté glacis du Château Trompette, de la maison de Daniel Duprat sur le Pavé des Chartrons. Il doit exister un marché pour ce type de pierre puisqu'en 1777 Étienne Laclotte propose à la vente « *cent à deux cents tuffeaux pierre de Nantes* »¹³. Certains matériaux jouissent d'une bonne réputation assez loin de leur région de production, André Faurie exige la pose de pavés de Caen dans ses magasins entresolés et sa salle à manger.

Il faut encore ranger dans la catégorie des pierres de gros-œuvre les ardoises, utilisées en couverture. Les Laclotte s'en servent dans leurs constructions. Pour les toitures à brisis, ils conservent une couverture de tuile dans sa partie supérieure, ne revêtant d'ardoises que le seul brisis. C'est par exemple le cas pour les maisons Ladugie sur les quais ou pour le château de La Tour à Cérons, ainsi que pour les maisons de la place du Pradeau devant la collégiale Saint-Seurin. Les ardoises peuvent également servir de simple protection pour les jouées de lucarnes, telles celles qui éclairent les toitures des modestes maisons Bigot et Lufflade. Certains édifices, rares, peuvent également posséder une couverture entièrement d'ardoise, on pense bien sûr en premier lieu à l'hôtel de Lalande ou à Chênevert. Aucun élément ne permet de connaître dans quelles conditions ces couvertures sont réalisées par les Laclotte, qui de toute manière doivent sous-traiter ces ouvrages avec des couvreurs. Les ardoises utilisées doivent vraisemblablement provenir d'Anjou pour ces couvertures de grande qualité.

Marbres

Bien qu'ils l'aient peu utilisé les Laclotte connaissaient bien sûr l'existence du marbre. Le Roi lui-même possédait des dépôts où étaient entreposés des blocs de ce matériau. Il consentait à en vendre aux particuliers et parfois même interdisait que l'on

12. ROUDIE, Paul. *L'activité artistique à Bordeaux...*, p. 45.

13. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 18 décembre 1777.



196 | Dallage en marbre dans le vestibule d'une maison du quartier de la collégiale Saint-Seurin.



197 | Dallage en marbre dans le vestibule d'une maison du quartier de la rue Fondaudège.



198 | Dallage en marbre dans un vestibule de maison du cours Xavier-Arnoz.

en achetât tant que le sien restait disponible à la vente¹⁴. Ces marbres provenaient pour la plupart des Pyrénées mais l'on en importait des pays du Nord avec lesquels commerçait le port, en particulier de Suède et Danemark¹⁵. Les Laclotte dallèrent de marbre rouge et blanc les entrées d'une maison du lotissement Duplessy | **197** | et d'une maison du cours Xavier-Arnoz | **198** |, ainsi qu'une maison du maître serrurier Dumaine. Le marbre est dans les deux premiers cas mis en œuvre en rectangles concentriques alternativement rouge blanc ou en damier et dans le dernier en damier noir et blanc | **196** |.

Matériau de liaison

Le matériau de liaison le plus usité par les Laclotte consiste en un mortier ou « *mortié* » maigre, composé d'un tiers de chaux et deux tiers de sable ; il sert à la liaison des pierres de taille et surtout bien évidemment à celle des *moilons*, mais également à la pose des sols en pavés et « *dallotes* ». Les fours destinés à la calcination des pierres calcaires et à l'obtention des chaux commune et grasse se trouvent bien sûr à proximité des carrières, à condition que celles-ci ne soient pas éloignées d'une source d'approvisionnement en combustible, soit au XVIII^e siècle de bois et forêts. Les régions de Podensac, dans les Graves sur la rive gauche de la Garonne, et de Fronsac sur la rive droite de la Dordogne, sont les principaux centres de production de chaux¹⁶. Elle se transporte et se vend en barrique, mesure exclusivement bordelaise, contenant environ cent pots aussi bordelais, ou l'équivalent d'à peu près deux cent trente de nos litres¹⁷. Le Parlement a fixé le 5 mai 1724 le prix de cette barrique de chaux à trois livres, mais il est vraisemblable qu'il doit être beaucoup plus élevé à l'époque des entreprises des Laclotte. En ce qui concerne le sable servant à confectionner les mortiers il provient des « *graves* », terres graveleuses présentes dans tout le Médoc et en amont de Bordeaux, le long de la rive gauche de la Garonne, dans lesquelles se trouvent des dépôts sableux. Le plus proche de ces dépôts se trouve dans la paroisse de Saint-Seurin,

à l'ouest de la rue Paulin à l'intérieur du plantier de Terre-Nègre dont les Laclotte acquièrent entre 1771 et 1773 une grande partie. Ils l'exploitent de manière originale, lotissant sa périphérie et conservant la partie centrale en sablières. Eventuellement, lorsqu'ils vendent un terrain contenant encore du sable, ils se réservent le droit de le retirer pendant un certain temps¹⁸. À la veille de la Révolution, les terrains étant tous vendus, Jean Laclotte fait l'acquisition d'une pièce de vigne en bordure du « *grand chemin de Blanquefort* », l'actuelle rue Croix-de-Seguey, pour pouvoir accéder aux sablières qui sont encore en activité¹⁹. La toponymie a conservé le souvenir de ces dépôts de sable après l'abandon de leur exploitation et le petit terrain qui en permettait la desserte s'appelait au XIX^e siècle « *passage des Sablières* ». On le voit donc, les Laclotte ne manquent pas de sable et sans doute peuvent-ils éviter de recourir à l'expédient en usage sur les chantiers de leurs confrères qui consiste à mêler à leur mortier les résidus de la coupe des pierres, pratique prohibée par les Jurats le 15 janvier 1771, mais tolérée par le Parlement. Ils s'y résolvent pourtant une fois au moins, mêlant un tiers de « *peruche* » aux deux tiers de sable et chaux du mortier de la maison de Guillaume Barbot. Le sable peut par ailleurs être utilisé seul comme matériau de liaison, il sert de support et de joint aux pavés « *de bloquage* » assemblés par simple blocage comme le laisse supposer leur nom.

Les matériaux de terre

Les tuiles

Les textes concernant la fabrication et la commercialisation des tuiles font étrangement défaut dans les archives antérieures à l'époque contemporaine. On sait par tradition orale que des tuileries existent en Bordelais, la couverture en tuile creuse étant la plus habituelle dans cette région. Gironde, aujourd'hui Gironde-sur-Dropt, est sans doute le seul centre tuilier important, les autres fabriques ne doivent consister qu'en petites unités et être géographiquement dispersées. Les Laclotte font référence dans les contrats cités ici en pièces justificatives à une qualité de tuiles qu'ils appellent « *de la soye* » ou « *de la Says* », il pourrait s'agir de produits fabriqués dans la vallée de la Saye, rivière formant la limite du Libournais et du Cubzaguais, dont la carte de Belleyme signale que des tuileries en nombre assez important s'y trouvent. Il pourrait également s'agir de tuiles du quartier de la Souys, situé sur la rive droite de la Garonne, face à la paroisse de Saint-Michel et à la sauveté de Sainte-Croix. Quoiqu'il en soit la tuile constitue un matériau peu coûteux, le 5 mai 1724 le Parlement a fixé son prix à dix-huit livres le millier. La pose de ce matériau doit, comme il a été dit précédemment pour les ardoises, faire l'objet de sous-traitance avec les couvreurs et les articles le concernant dans les contrats sont peu explicites ; en 1774 cependant, une toise carrée de toiture, soit environ cent vingt tuiles mises en œuvre, revenait à six livres et sept sols. Il est possible de rencontrer l'expression « *tuile mouillée* », elle semble signifier que les tuiles ne sont pas simplement posées mais utilisées en maçonnerie avec un mortier, par exemple pour la construction des génoises, auxquelles à la fin du XVIII^e siècle on préférera les corniches de pierre. L'usage de la tuile plate n'est pas inconnu des Laclotte, ils en couvrent le brisis de la toiture de la maison du maître cordier Ravezies.

14. A. D. Gironde, C 2376.

15. A. D. Gironde, C 2395.

16. MANES, Guillaume. *Notes sur les divers emplois de la pierre calcaire...*, p. 86-87.

17. *Almanach de commerce, d'arts et métiers [...] pour l'année bissextile mil sept cent quatre-vingt-quatre...*, p. 209-210.

18. A. D. Gironde, 3 E 20660, 27 avril 1775.

19. A. D. Gironde, 3 E 21605, 4 juillet 1788.



199 | Carreaux de terre cuite à l'étage d'une maison rue Saint-Étienne.

Les carreaux

Tout comme pour les tuiles, les données manquent sur la fabrication des carreaux de terre cuite. Ils constituent également un matériau bon marché, vendu lui aussi par millier dont le prix est en 1724 le même que celui de la tuile. Grâce à certains devis et marchés, il apparaît clairement que les plus appréciés sont ceux de Gironde [199]. On peut les mettre en œuvre bruts ou « *passés* », c'est-à-dire polis à la poudre de grès, et posés sur un bain de mortier, généralement en rez-de-chaussée ou sur un plancher aux étages. Gironde n'est pas le seul centre de fabrication de ces carreaux, on en produit à Preignac et à Virelade, ainsi qu'à Cérons, mais ces derniers semblent avoir été considérés comme de mauvaise qualité.

Le bois

Le bois de gros-œuvre, donc utilisé pour les charpentes et planchers, provient essentiellement des Pyrénées et de l'Europe septentrionale. Les Laclotte comme tous leurs confrères architectes ne construisent pas les charpentes eux-mêmes, les règlements leur font obligation d'employer des maîtres charpentiers, on sait par exemple qu'Étienne travaille du vivant de son père avec Brion à Pique-Caillou, que Corcelles collabore pour les maisons Chamblan rue du Loup et pour le château du Burck avec les trois frères.

Les bois de charpente

Traditionnellement les marchands de bois d'œuvre bordelais s'approvisionnent dans le nord de l'actuel département de la Gironde, le Périgord et les Pyrénées ; au XVIII^e siècle cette dernière région fournit pratiquement de manière exclusive les poutres et chevrons que nécessite la couverture des maisons nouvellement construites dans la ville. De 1760 à 1775, ce bois, généralement du chêne, est d'ailleurs désigné sous les noms de « *bois de montagne* » ou encore de « *bois de rach de montagne* ». Ils indiquent à l'évidence la provenance du matériau mais aussi la manière dont il est exploité. Rach signifie en gascon la souche, on peut penser que les arbres destinés à fournir du bois de charpente sont recépés de manière à donner des troncs hauts et droits, dépourvus de branches secondaires.

À partir des années 1775 ces mêmes bois des Pyrénées ne sont pratiquement plus appelés que « *bois de radeau* » ou de « *raz d'eau* ». Cette dénomination fait sans équivoque référence au mode de transport utilisé pour conduire les bois « *de montagne* » jusqu'à Bordeaux. Les archives heureusement conservées pour la période comprise entre 1784 et la Révolution de la maison de commerce Fonade, spécialisée dans le négoce en bois, permettent d'appréhender quelle est l'importance du trafic par flottage. Les bois sont concentrés à Toulouse où se forment des trains de radeaux, ou « *solles* » ; là les « *radeliers* » attendent des conditions favorables de navigabilité du fleuve pour les convoier vers l'aval. Les arrivages restent tributaires des saisons et des conditions climatiques, il fallait donc être capable de constituer des stocks de bois de manière à éviter la fluctuation de son prix. Il est vendu aux charpentiers par tonneau et par « *pied cube* », mesures théoriques dont la première correspondait en mesure de Roi à un cube de quatre pieds, huit pouces et neuf lignes deux tiers d'arête²⁰. Poutres et chevrons ne semblent pas avoir été calibrés rigoureusement. Les charpentiers les taillent sans doute en

fonction de la résistance qui leur paraît nécessaire pour chaque cas particulier de construction. Les contrats peuvent mentionner simplement que ces éléments doivent avoir « *la grosseur convenable* ».

Si l'on en croit les devis dressés par les Laclotte, la quasi-totalité des charpentes construites pour leur compte l'est en chêne. Néanmoins pour des bâtiments modestes tels que les échoppes, ils n'hésitent pas à utiliser un bois aussi commun que le pin. Cependant la règle n'est pas intangible, pour les échoppes des frères Piffon à Terre-Nègre, la poutre faîtière doit être en « *chêne d'hollande* ». Plusieurs villes des Provinces-Unies, Amsterdam, Sardam, Edam, Hoorn, Enkhuis monopolisent le commerce du bois de chêne de Westphalie, du Brandebourg, de Pologne et d'Allemagne. Les planches de chêne « *nommées communément planches de Dantzig, de Berlin, de Hambourg & c.* » proviennent donc des pays du nord de l'Europe mais sont si fréquemment achetées sur le marché hollandais qu'elles ont pris le nom de « bois de Hollande »²¹. Ce type de bois reste généralement réservé à des constructions soignées, ainsi pour la maison Faurie est mise en place une charpente en « *bois dhollande de la meilleure qualité appelé bois de Riga ou Dantzic* ». Ces noms de Riga et Dantzic indiquent bien que l'on importe à Bordeaux le bois de chêne des forêts des pays Baltes et de Pologne qui est expédié depuis le grand port de Livonie, alors russe, et depuis Gdansk. Transite-t-il systématiquement par la Hollande ? Rien ne le prouve ni ne l'infirme.

Pour compléter les charpentes avant de les couvrir, on cloue sur les chevrons un ensemble de voliges appelé indifféremment « *lattis* », « *latte-feuille* » et même « *lambris* ». Dans la plupart des cas ce voligeage est en planches de pin simplement refendues ; plus rarement on assemble entre elles ces planches de pin préalablement « *languettées et bouvetées* ». Le charpentier utilise surtout cette technique s'il réalise les voliges dans des bois plus nobles, dits « *du Nord* » ou « *de Nerva* ».

Les bois de plancher

Bien que l'utilisation de bois de montagne pour les solives, que l'on appelle « *soliveaux* », « *souliveaux* », « *lambourdes* » ou encore « *poutrelles* », se soit quelque peu maintenue entre 1760 et 1780, il semble bien que la construction des planchers se fait presque exclusivement avec les bois appelés bois du Nord ou bois de sapin du Nord.

Le rôle de port de redistribution de Bordeaux, qui met la ville en relation avec toute l'Europe septentrionale, a été maintes fois décrit. L'exemple des négociants « *Bluth et Hopffner* » installés à Bordeaux, mais originaires de Hambourg, et spécialisés dans le commerce des produits coloniaux, du bois et de l'acier, dont les archives couvrent une période comprise entre 1734 et 1776, illustre parfaitement la nature de ces relations. Les denrées coloniales des Îles de l'Amérique importées à Bordeaux par ces marchands et armateurs font l'objet d'échanges contre des bois d'œuvre et du fer avec leurs correspondants du nord de l'Europe. Parmi ceux-ci on relève les noms de négociants d'Anclam, Brême, Fribourg, Gustrow, Hambourg, Itzehoe, Lübeck, Rostock, Stralsund, Wismar, Wolsgast en Allemagne, de Dantzic et Stettin en Pologne, de Stockholm en Suède, ainsi que de Reval et Riga en Estonie et Lettonie²². Ces bois sont on le voit d'origines fort diverses : hanséatique, polonaise et scandinave. Dans la plupart des devis et marchés de construction, les architectes ne mentionnent que leur origine septentrionale. Pour les parquets en revanche, ils précisent presque systématiquement

20. Almanach de commerce, d'arts et métiers [...] pour l'année bissextile mil sept cent quatre-vingt-quatre..., p. 209.

21. CÔVENS, Johannes, MORTIER, Cornelis. Dictionnaire de marine..., p. 112 à 114.

22. A. D. Gironde, 7 B 1001 et suiv.

que du bois de Nerva sera mis en œuvre. Ce matériau, désigné par le nom du port par lequel il transite, doit être selon toute vraisemblance du sapin de Finlande et de Russie occidentale. Le port de Narva, transcrit en français en Nerva, alors dans l'Empire Russe, se trouve dans le nord de l'Estonie sur le golfe de Finlande²³.

Les marchands de bois vendent théoriquement aux charpentiers les solives et planches par « *solive* », unité de mesure volumétrique correspondant à trois pieds cubiques²⁴. En réalité le plancher en œuvre se vend à la surface, c'est ce qui ressort de la lecture du devis de construction de la maison Faurie. Les Laclotte le facturent là « *trente huit livres par toise carrée de planchers doubles [...]. vingt sept livres par toise carrée des planchers simples des galetas.* » Il semble que ni les épaisseur et largeur des planches ni celles des solives ne sont standardisées. Cependant on rencontre le plus fréquemment dans les devis ici cités en annexes des soliveaux de « *cinq pouces de largeur sur six de hauteur* », de « *huit pouces de hauteur sur six de largeur* », de « *9 sur sept pouces d'equarrissage* », de « *huit pouces de hauteur sur six pouces d'épaisseur* », de « *quatre pouces et demi sur quatre pouces* ». Sur les « *planches* », comme on appelle les lames de parquet, un seul renseignement apparaît quant à leur épaisseur qui atteint « *un pouce et demy* ».

Il faut terminer ce chapitre sur le bois en évoquant l'acajou, ce matériau importé des Iles de l'Amérique ou de Guyane, que l'on réserve plutôt à la fabrication de meubles qu'à celle de parquets, sinon parcimonieusement, en l'utilisant en incrustation. Si l'on en croit pourtant le marché passé pour la construction de l'hôtel Ravezies en 1782, il arrivait que tout un parquet soit réalisé dans ce bois précieux.

Le métal

Les devis des Laclotte restent pratiquement muets sur l'utilisation des pièces de métal en gros-œuvre. L'usage du plomb pour doubler ou confectionner des éléments d'écoulement des eaux ne leur est cependant pas inconnu, ils s'en servent pour les toitures des édifices les plus importants, tels que les maisons Ladugie, Duprat, Rozat, Cellier-Soissons, Ravezies, Delaroze, Le Tellier. Il faut aussi noter que ce sont des étriers, ou « *etriers* » de fer qui assemblent les solives soutenant les parquets aux poutres dans les étages des maisons Faurie et Le Tellier. Il ne fait pas de doute que les Laclotte se servent de crampons, de corbeaux, de barres pour armer l'appareillage des murs de pierre de taille, les balcons et les cheminées, les livraisons que fait le serrurier Jacques Bigot de ces objets sur certains de leurs chantiers en font foi, comme ceux par exemple de la maison Boulin à la Porte Dauphine en 1775, de l'hôtel de Castelnau en 1785, de la maison Moquart cours du Chapeau-Rouge en 1777. Ces pièces, qui ne demandent pas un travail bien difficile se vendent au poids à raison de cinq à six sols la livre dans les années 1770 à 1780. Toujours d'après les papiers de ce même Bigot, il ne semble pas que les serruriers procurent d'autre métal que du fer sur les chantiers, les descentes et écoulements de plomb n'apparaissent pas, seuls les crampons servant à les fixer sont mentionnés, sans doute doivent-ils être fournis et posés par les couvreurs.

23. BRUZEN DE LA MARTINIERE. *Le grand dictionnaire géographique...*, vol IV, p. 491.

24. *Tableau des anciennes mesures du département de la Gironde...*, p. 8.

Les matériaux et fournitures de second-œuvre

La pierre de sculpture

L'essentiel de la décoration sculptée se concentre sur les cheminées des appartements. Les Laclotte comme leurs confrères utilisent volontiers un matériau local fort connu pour sa dureté et son grain très fin, appelé « *pierre fine de Bouchet* ». Cette pierre est connue depuis le XVI^e siècle et le professeur Roudié a localisé la carrière particulière dont elle provient dans la paroisse de Grézillac²⁵. On fait également appel à des pierres d'autres régions, dont la compacité est supérieure à celle des pierres du Bordelais. La cheminée du « *salon à manger* » de la maison de Daniel Duprat sur le Pavé des Chartrons doit être construite en pierre du Périgord. Le matériau dont usent le plus souvent les Laclotte pour les manteaux de cheminée dans les demeures de qualité paraît avoir été la pierre de Taillebourg en Saintonge ; cependant pour les pièces d'apparat, les propriétaires lui préfèrent à l'évidence le marbre, du moins dans le dernier quart du siècle.

Durant la même période, à défaut de marbre, les Laclotte utilisent aussi une pierre qu'ils font venir de la moyenne vallée de la Garonne et qu'ils désignent sous les noms de « *pierre grise* », « *pierre grise de Fumel* » ou « *pierre dure de Fumel* ». Elle provient en réalité de la paroisse de Boussac à proximité de Fumel, dans l'actuel département du Lot-et-Garonne. De la carrière à ciel ouvert dont on l'extrait, elle est transportée jusqu'au port de Condat sur le Lot, d'où il est aisé de l'expédier vers Bordeaux. L'inspecteur des manufactures Latapie qui visite la carrière en 1778 remarque la facilité avec laquelle il est possible de sculpter cette pierre et l'originalité de ses couleurs²⁶. Selon son journal cette pierre se vend, l'année où il se rend à Boussac, « *trente sols le pied cube à Condat et quarante-huit sols rendue à Bordeaux* ». Plus généralement il semble que ce type de pierre ne se négocie pas en volume. Les cheminées se vendent plutôt à la pièce et en œuvre, si l'on se fie aux rares mentions qui les concernent dans les contrats. En 1763 une cheminée de pierre de Bouchet coûte cent vingt livres, en 1774 une cheminée en pierre de Taillebourg revient à cent livres. Les manteaux de cheminée en marbre doivent coûter plus cher, d'autant que si beaucoup sont en marbre des Pyrénées et taillés sur place, du moins peut-on le supposer car la ville ne manque pas de marbriers, certains peuvent provenir de beaucoup plus loin. Les Laclotte stockent un temps des « *cheminées de marbre d'Italie* » qu'ils proposent par annonce à la vente au public en 1774²⁷.

La terre cuite

Aucune mention n'a permis de savoir d'où proviennent les briques mises en œuvre par les Laclotte dans leurs chantiers. Sans risque de beaucoup se tromper, on peut cependant supposer que, par la nature même de la matière première dont elles sont faites, leur origine géographique doit être à peu près semblable à celle des tuiles. Les dimensions des briques sont réglementées depuis le XVI^e siècle, elles doivent mesurer « *huit pouces de longueur, & quatre pouces de largeur, & un pouce d'épais* », il s'en trouve de plus grandes au XVIII^e siècle, les Laclotte en posent en 1775 de neuf pouces. En 1724 le Parlement établit par son arrêt du 5 mai le prix du millier de briques à huit livres, il est vraisemblable qu'il est beaucoup plus élevé entre 1760 et la Révolution et qu'il ne cesse d'augmenter, comme celui de tous les matériaux.

25. ROUDIE, Paul. *L'Activité artistique à Bordeaux...*, p. 45-46.

26. COSME, Léon. *Journal de tournée de François-de-Paule Latapie...*, p. 377.

27. *Annonces, affiches et avis divers*, n° du 10 février 1774.

Quelles que soient leurs dimensions, les briques servent essentiellement à trois usages. En premier lieu tous les maîtres maçons et entrepreneurs les utilisent pour les foyers des cheminées et leurs « tuyaux », en raison bien sûr de leur capacité à résister à des températures élevées. En second lieu elles forment le matériau le plus usité au XVIII^e siècle pour l'édification des cloisons, ayant définitivement supplanté le bois. Enfin on en construit les contre-murs qu'une disposition réglementaire obligeait à établir dans les caves, le long des descentes de latrines et contre les murs mitoyens auxquels s'adossaient des cheminées.

Ces descentes de latrines sont le plus souvent des manchons de terre cuite s'emboîtant les uns dans les autres, vernissés à l'intérieur. Ils sont fabriqués à Sadirac dans l'Entre-deux-Mers, où se trouve un important centre de production de poterie, connu depuis le Moyen Âge. Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, on les trouve cités dans tous les devis et marchés. Vers la fin du siècle, les mentions concernant ces tuyaux de terre deviennent plus rares, les Laclotte en placent dans la maison de leur frère Pierre rue des Remparts. L'absence de leur mention dans les devis signifie peut-être que l'usage en reste implicite et ne mérite pas d'être spécifié, ou au contraire qu'on l'abandonne à cette époque.

Un ouvrage récemment paru sur les poteries de Sadirac ne mentionne pourtant pas, ce qui paraît pour le moins étonnant, la fabrication de ces objets particuliers pendant le XVIII^e siècle, il semble que la production massive est alors plutôt consacrée aux moules à sucre et aux épis de faîtage²⁸.

Les bois de menuiserie

Ce ne sont point des bois différents de ceux dont se servent les charpentiers que mettent en œuvre les menuisiers dans les constructions des Laclotte. Ils ne s'en distinguent précisément que par leur mise en œuvre.

Les menuisiers se servent du bois de chêne presque systématiquement pour la confection des « *croisées à petit bois* », expression désignant à la fois le dormant et les vantaux des fenêtres. Ils fabriquent également en chêne, éventuellement « *de Hollande* », les portes d'entrée des demeures les plus luxueuses, comme celles des négociants Ladugie sur les quais, Duprat sur le Pavé des Chartrons, Le Tellier rue du Parlement. En règle générale, les traverses d'imposte des portes d'entrée, dites « *impostes* » dans les devis, doivent faire preuve d'une grande solidité et sont presque toujours faites de chêne, ainsi que les portes de certaines ouvertures annexes dont on exigeait qu'elles soient aussi des plus solides, comme celles des entrées de cave. Ce bois peut encore servir de simple élément raidisseur, des traverses de chêne renforcent certains contrevents ou portes en planches de sapin.

Le chêne acquis sous forme de planches ou solives chez les marchands de bois doit être taillé aux dimensions appropriées par les menuisiers sur les chantiers ; il semble cependant qu'il existait une norme au moins pour la section des pièces destinées à former la menuiserie des fenêtres. Le dormant mesurait trois pouces sur deux pouces et demi, le « *chassis à verre* », soit le bâti des vantaux est épais de vingt et une lignes et le petit bois de dix-huit lignes.

Le sapin fournit l'essentiel du bois de menuiserie. Les vantaux de fenêtres à petit bois en sapin restent toutefois exceptionnels et réservés aux maisons les plus modestes ou aux échoppes ; par contre tous les compléments de l'huissierie des fenêtres, qu'ils soient internes ou externes, c'est-à-dire volets ou contrevents, droits ou brisés, paraissent avoir toujours été faits de sapin, éventuellement « *du Nord* », « *de Narva* » ou « *d'Hollande* ». Il en est de même pour les portes d'entrée, sauf celles citées précédemment,

qu'elles soient à vantail unique ou à deux vantaux, pour les portes dites « *portails* » des magasins et boutiques donnant sur la rue, pour les portes des remises et portes sur cour. Là encore il est quelquefois précisé que le sapin provient de Narva. Un seul devis précise que l'épaisseur de la porte doit atteindre vingt et une lignes, soit près de deux pouces. Celle des portes de communication est beaucoup moins importante, mais le matériau utilisé reste toujours le sapin, y compris pour les chambranles et lorsque la porte est double, pour les panneaux qui garnissent l'embrasure. Pour les lambris d'appui comme de hauteur, pour les placards intégrés parfois à ces lambris il existe toujours une mention précisant que le sapin dont ils sont construits doit provenir du Nord ou de Narva.

Le plâtre

Il n'existait pas à Bordeaux et en Bordelais, non plus que dans les régions voisines, de production de plâtre. Les plâtriers de la ville sont donc dépendants du commerce pour leur approvisionnement. Dans la première partie de la carrière des frères Laclotte ils n'utilisent ce matériau que pour la confection des moulures ornant les hottes des cheminées ou comme liant pour la construction des foyers de cheminée et des cloisons en briques, ainsi que pour enduire ces dernières, pratiques qu'ils n'abandonneront d'ailleurs pas par la suite. Vers le milieu des années 1770 apparaissent les plafonds et leurs ornements annexes tels que corniches et rosaces en plâtre, ainsi plus rarement que les murs enduits de plâtre. Camille Jullian note que le prix du plâtre quadruple entre 1774 et 1780²⁹ ; les deux phénomènes pourraient être liés.

On distingue le gros plâtre du plâtre fin ; le premier sert de liant pour les cloisons et de garnissage entre les liteaux des plafonds, le second d'enduit qui recouvre le premier et que l'on réservait également pour les corniches et moulures. Il faut veiller à la bonne qualité de ces revêtements de plâtre, qui peuvent être endommagés par l'apparition de « *gerçures* ». Il semble que le plâtre se vend en œuvre, à la toise carrée, cette dernière coûte en 1774 douze livres pour les plafonds et seize pour les cloisons, dont la surface se compte d'un seul côté.

Les enduits et peintures

On l'a vu dans les lignes qui précèdent, l'usage de revêtir les murs de plâtre à l'intérieur des constructions reste encore dans le dernier tiers du XVIII^e siècle extrêmement rare, au moins dans celles élevées par les Laclotte. En revanche ils enduisent presque systématiquement ces murs, qu'ils soient en pierres de taille ou en *moilons*, d'un mortier de chaux et sable. Rien n'indique que ce mortier est différent de celui dont ils se servent pour les opérations de gros-œuvre, une mention au moins le confirme ; il est appliqué au « *bouclier* », qui semble être une taloche, afin de présenter la surface la plus lisse possible. Sur cet enduit sont appliquées deux couches d'un blanc ou d'un lait de chaux à la colle.

Les devis dressés par les Laclotte restent assez discrets sur le chapitre de la peinture. Tout au plus ils révèlent que toutes les menuiseries et ferronneries sont peintes à l'huile à deux voire à plusieurs couches. Les peintres n'ont pas de corporation, il semble que ce sont des ouvriers au service des entrepreneurs qui exécutent les travaux les plus simples de peinture des lambris et ferronneries. Pour des décorations plus élaborées les particuliers font appel à des peintres comme les frères Dejardin, qui se déclarent eux-mêmes « *peintres-entrepreneurs* » et se chargent en 1776 de la peinture de la maison du négociant Jean Caduc rue de Pont-Long après que les Laclotte l'ont reconstruite. Ces travaux de peinture, que l'on évalue à la

28. REGALDO, Pierre, FESCIA-BORDELAIS, Sylvie, HANUSSE, Claire. *Recueil de textes sur l'artisanat céramique à Sadirac...*

29. JULLIAN, Camille. *Histoire de Bordeaux...*, p. 344.

toise carrée, semblent avoir coûté très cher, les marchés conclus par ce propriétaire avec les Laclotte s'élèvent pour la maçonnerie à deux mille livres et avec les Dejardin pour la peinture à plus de cinq cents livres, encore faut-il préciser que dans ce prix se trouve inclus celui d'une glace de soixante-douze livres³⁰. Les archives partiellement conservées du peintre et marchand de couleurs Jean-Antoine Théliol ou Thélyol, bourgeois de Paris venu s'installer à Bordeaux en 1760, fournissent de rares informations sur le marché de la peinture entre cette date et 1780. L'orpiment ou orpin, qui sert à la fabrication des couleurs jaune et rouge coûte vers 1770 selon sa qualité de quinze à trente sols la livre, la gomme arabique vingt-six sols, l'indigo six livres, l'ocre jaune trois à quatre sols, le vert de vessie huit livres, les « cendres bleues » sept livres, le bleu de Prusse une livre, le cinabre près de six livres. Le gris, qui semble tellement apprécié dans cette période se vend « broyé à l'huile » six sols la livre, le blanc d'Espagne qui rentre dans la composition des peintures coûte trois à cinq livres, selon la qualité là encore. Le vernis dont on enduit les lambris après les avoir peints revient quant à lui à six livres la « bouteille », dont la contenance n'est malheureusement pas précisée.

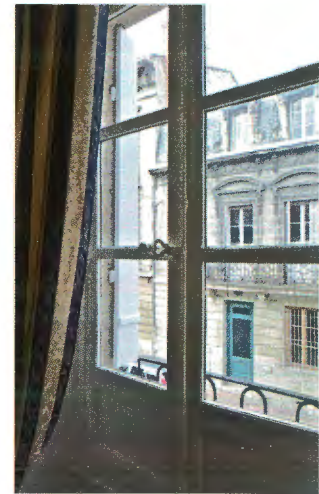
Le verre à vitre

L'approvisionnement en verre à vitre pose à Bordeaux un problème épineux. L'habitude de plus en plus fréquente prise au XVIII^e siècle d'embouteiller le vin provoque une désaffection presque généralisée des gentilshommes verriers pour la fabrication du verre plat. La production de leurs entreprises se tourne vers celle des bouteilles, qu'ils ne parviennent même pas à fournir en quantité suffisante. Le déficit en verres de toutes sortes reste tel à la fin du siècle que les maîtres verriers de Bordeaux s'émeuvent de la signature du traité de commerce du 26 septembre 1786 entre la France et la Grande-Bretagne. Ils protestent contre cet accord avec un pays dont ils pensent que les produits verriers pourraient, malgré une taxe de douze pour cent de leur valeur, rentrer en France à un prix bien inférieur à celui des verres français. Ils dénoncent l'arrivée de plusieurs chargements anglais de ces produits, déjà annoncés sur le port de Bordeaux³¹.

Plusieurs verriers ont pourtant dans le courant du siècle tenté de reprendre ou de créer des manufactures de verre plat. La verrerie de Bourg, qu'ont établie en 1725 Balthazar Foubert, Laurent de Sartres et Hugues Reignault de Charancé, devient « verrerie royale » en 1728 et reçoit la permission de fabriquer avec privilège pour trente ans des verres à vitre, du cristal et des bouteilles. Acquis en 1754 par la veuve du président d'Augeard, cet établissement obtient prorogation de ses permissions et privilèges pour vingt ans. En 1760 le verrier Jean Guilhem l'achète à son tour et son privilège est prolongé pour trente ans³². Dans les années 1760, la grande verrerie libournaise du Flamand van de Brande fabrique du verre à vitre³³, mais lorsque l'inspecteur des manufactures de Guyenne la visite en 1788, cette fabrication semble interrompue. En 1762 le négociant Pierre Meller a tenté d'établir à Bordeaux une verrerie spécialisée dans le verre à vitre, apparemment sans succès. Toujours en 1762, le Lorrain Charles de Bigot, ancien employé de van de Brande, adresse plusieurs placets à l'Intendant dans le but d'obtenir la permission d'ouvrir une verrerie à Bacalan pour la fabrication du verre à vitre, c'est finalement à Saint-Macaire qu'il s'installe la même année comme directeur d'une verrerie où se fabrique uniquement du verre de ce type, l'existence des verreries privilégiées lui interdisant la fabrication des bouteilles, mais

l'expérience s'interrompt en 1769. Quand en 1764 il accède à la direction de la verrerie royale des Chartrons qu'a fondée son père en 1723, François-Patrice Mitchell essaye, mais lui aussi sans succès, de produire du verre à vitre. André Lignac, gentilhomme verrier de Douelle en Quercy tente de s'établir dans la région en 1768, année où il a demandé la permission de s'installer à Langon pour fabriquer du verre à vitre. Le journal de tournée de François-de-Paule Latapie porte témoignage de l'existence depuis 1778 d'une grande verrerie à Bazas où se produit du verre plat sous la direction d'un nommé Latapy. L'inspecteur signale en 1785 que son homonyme « fait mal ses affaires et qu'il a affermé sa verrerie où l'on ne fait plus que des bouteilles noires alors qu'on y avait fabriqué du verre à vitre sans grande réussite »³⁴.

Les essais infructueux détournent les verriers de la fabrication, coûteuse et hasardeuse quant à ses débouchés en raison de la concurrence, d'un matériau dont le besoin va pourtant croissant. Les maîtres vitriers de la ville dépendent donc de la production des provinces de tradition verrière. Les architectes, parmi lesquels les Laclotte, les obligent d'ailleurs à poser des carreaux de verre de qualité que les fournisseurs éphémères de la région se montrent incapables de réaliser, si l'on en juge par la méfiance dont témoignent certains maîtres d'ouvrage qui refusent la pose de carreaux défectueux à cause de la présence de fêlures ou de bulles d'air. Les carreaux les plus appréciés doivent posséder deux propriétés : être grands et exécutés « à double feu »³⁵. À l'évidence plus les carreaux sont grands, moins les vantaux sur lesquels ils doivent être placés comportent de petits-bois, et plus l'éclairage est important | 200 | 201 |. La technique du double feu tend aussi à optimiser la lumière que peut laisser passer le verre lui-même, elle consiste à enfourner deux fois un même bain de la matière vitreuse destinée à fabriquer les carreaux, afin d'en chasser les « bouillons » ou bulles d'air qui nuisent à leur transparence. Les verriers normands maîtrisent cette technique et leurs produits se trouvent sur le marché bordelais, sous la dénomination de « carreaux de verre de Rouen à double feu ». La simple consultation des répertoires numériques des archives départementales de l'actuelle Seine-Maritime révèle en effet que la généralité de Rouen possède de multiples verreries, dont il est difficile de savoir lesquelles fabriquent du verre à vitre³⁶. Dès le début des années 1780 semble apparaître un verre, de qualité supérieure à celle du verre usuel, dénommé « glace » dans les contrats ; le devis de la construction de la maison Ravezies précise que toutes ses fenêtres devront être vitrées de glace à l'exception de celles de la cuisine « qui seront en careaux ». Le nom générique de « glace de verre de Bohême », que l'on peut rencontrer dans certains devis des Laclotte, ne désigne pas comme on a pu le croire un verre provenant des manufactures de cette région de l'Europe orientale mais plus simplement un verre présentant une telle transparence et un si faible degré de réfraction, qu'il approche la qualité de celui qui s'y fabrique. En France on produit ce type de matériau dans le Lyonnais³⁷.



200 | Fenêtres à grands carreaux de verre soufflé dans une maison rue Saint-Étienne.

201 | Fenêtres à grands carreaux de verre soufflé dans l'hôtel Montaigne rue du Mirail.

30. A. D. Gironde, 7 B 1199.

31. A. D. Gironde, C 1597.

32. MAUFRAS, Emile- *Histoire de la ville de Bourg-sur-Gironde...*, p. 360-362.

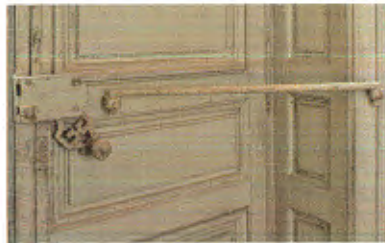
33. A. D. Gironde, C 1596.

34. COSME, Léon. *Notice de la généralité de Bordeaux...*, p. 492, 329, 279-280.

35. *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers...*, vol. 35, p. 185.

36. ROBILLARD de BEAUREPAIRE, Charles de. *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Seine-Inférieure...*, C 159, 917, 2140, 2404.

37. GAUTHIER, M. *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Rhône...*, C13, 14 : archives de l'Intendance sur les manufactures du Lyonnais entre 1744 et 1789, mention des verreries de Givors, de Grigny, de Pierre-Bénite « pour les verres de Bohême », de Rive-sur-Gier, de Roanne.



202 | Système de blocage de porte dit *arboutan*.

203 | Rue Bouffard, hôtel de Lalande, marteau en *gibecière*.

Les Laclotte font poser du « *verre de Lyon* » aux fenêtres du château de La Tour à Cérons, sans doute s'agit-il du même verre que celui dit de Bohême. Le verre se vend au pied carré, il faut noter que le pied de vitrier mesure seulement six pouces et dix lignes de pied de Roi, en 1764 le pied carré de verre de Rouen se vend six sols, posé sur son châssis, cloué et fixé par un mastic composé de deux tiers de blanc d'Espagne et d'un tiers de céruse.

À l'époque où exercent les Laclotte, le milieu des vitriers bordelais semble assez restreint et dominé par la famille Piffon ; en 1784 sur les trente maîtres vitriers de la ville, six portent le nom de Piffon³⁸. Ils sont en relation avec les frères Laclotte, qui construisent en 1777 deux échoppes pour Pierre et Pierre Piffon à Terre-Nègre. Peut-être est-ce pour échapper aux contraintes mercantiles et corporatistes du marché et de la profession du verre que les Laclotte décident de se lancer dans l'aventure de la construction de leur propre verrerie vers 1780, verrerie qui fonctionne avec le succès que l'on sait.

La serrurerie

L'article concernant la serrurerie, inclus dans la plupart des devis de construction que rédigent les Laclotte, est souvent l'un des plus détaillés, il reste pourtant difficile à comprendre car malheureusement rédigé dans un vocabulaire qui doit sans nul doute désigner des objets très précis, mais se révèle quelque peu vernaculaire. Le précieux traité de serrurerie de Gustave Oslet, et principalement le chapitre des « *Ferments divers employés en construction* » permet d'éclaircir des termes souvent imprécis, surtout en matière de ce qu'il est convenu de nommer quincaillerie³⁹.

Serrurerie et quincaillerie

Le « *chambranle* » ou « *dormant* », en réalité le dormant de la menuiserie de chaque baie, est fixé à la maçonnerie par des « *pattes* » métalliques, scellées dans celle-ci et sur lesquelles il est cloué ou plus rarement vissé.

Les vantaux des « *croisées* » sont fixés sur le dormant et se meuvent grâce à des « *fiches à broche* », mot désignant des paumelles dont l'axe est indépendant des deux pièces cylindriques, l'une fixée au dormant et l'autre au vantail, dans lesquelles il s'emboîte et qu'il relie. Dans le cas où la fenêtre comporte des volets, ceux-ci sont généralement « *brisés* », de manière à pouvoir se replier dans l'embrasement de la baie, ils sont alors articulés au moyen de « *fiches de brisure* » comme sont appelées les charnières. Chaque volet est fixé au vantail qu'il doit occulter et peut pivoter pour ce faire grâce à des « *fiches à vase* », paumelles en deux parties, l'une fixée au volet et l'autre au vantail, dont la supérieure prolongée d'un axe s'emboîte sur l'inférieure.

C'est à l'aide d'une espagnolette que l'on manœuvre et que l'on maintient fermés les vantaux de la fenêtre. Dans les « *agrafes* » ou « *agrafes* », anneaux vissés dans le châssis de l'un des vantaux, la barre verticale de cette espagnolette pivote sur elle-même, si la fenêtre comporte des volets, de petits ailerons de fer plat soudés sur cette barre, les « *panetons* », bloquent le volet contre le châssis vitré lorsque l'on ferme la fenêtre. L'espagnolette peut être pourvue d'un verrou qui en condamne l'utilisation. Cependant ce dispositif de sûreté reste plutôt réservé aux espagnolettes destinées à la fermeture des

contrevents, que l'on préfère aux volets pour clore les fenêtres en rez-de-chaussée, les portes-fenêtres donnant sur un jardin ou une cour, ou encore les fenêtres et portes-fenêtres au rez-de-chaussée d'une maison de campagne. Ces contrevents sont pourvus de pentures nommées dans les devis « *bandes* », elles permettent de les faire reposer et pivoter sur des gonds d'ailleurs appelés « *gonds à repos* » fichés dans le piédroit de la baie. En sus de leur espagnolette et d'un verrou simple, les contrevents peuvent être bloqués par des dispositifs supplémentaires, les « *loqueteaux* » et les « *verrous à ressort* ». Les premiers consistent en petits loquets placés en haut du contrevent et se bloquant, grâce à la poussée d'un ressort, dans un trou percé dans le linteau de la baie, les seconds sont des serrures primitives dont un taquet à ressort bloque le pêne pourvu à cet effet d'une encoche.

Tant pour les vantaux de certaines fenêtres que pour ceux des « *demi-croisées* », qui n'en comportent qu'un, ou pour leur contrevent, existent des systèmes de fermeture simples comme les targettes, voire simplistes comme les crochets.

La plupart des portes d'entrée et des « *portails* » de boutiques et magasins reposent sur des gonds par l'intermédiaire de pentures, exceptionnellement de « *fiches à gond* », pièces ancrées sur la partie latérale de la porte et qui se terminent par un œil destiné à s'emboîter dans le gond. Les fermetures de boutiques, bien évidemment plus larges que les portes ordinaires, sont articulées et se replient grâce à leurs pentures pourvues de charnières.

Toutes ces portes se verrouillent à l'aide de serrures fixées par des pattes. Les plus simples, dites à « *demi-tour* » ou « *à clainche* », ne consistent qu'en un bec-de-cane, les serrures de maître « *à deux tours* » sont des ouvrages complexes, à bec-de-cane et à un ou plusieurs pènes mus par une clé. Par souci de sécurité peuvent être posés des targettes, des verrous, des loquets, des « *arboutans* » |202|. Ces arcs-boutants sont de grands et forts crochets fixés au mur d'ébrasement de la porte et s'engageant dans un anneau fixé lui-même à la porte pour en interdire la manœuvre. Pour les maisons à la campagne, où ce souci de sécurité reste moins important, les portes donnant sur l'extérieur, généralement des portes-fenêtres, peuvent être munies de serrures « *à bascule* » que l'on peut ouvrir de l'extérieur, lorsque le pêne n'est pas enclenché, par un bouton placé au centre de la porte vis-à-vis de la serrure, la traversant et relié au bec-de-cane par un levier. Le marteau ou heurtoir forme l'indispensable complément de la serrure de la porte de la maison de ville. Les Laclotte le désignent dans leurs devis sous les noms de marteau ou « *frapoir* » ou « *martinet* », qui peut être « *à olive* » lorsqu'il consiste en une simple pendeloque terminée par un ornement en forme d'olive ; d'autres peuvent être également appelés « *en gibecière* » |203| en raison de leur forme qui rappelle celle de cet objet.

Les pièces de serrurerie destinées à fixer, à faire mouvoir et à fermer, s'il y a lieu, la menuiserie intérieure des maisons ne diffèrent pas de celles déjà citées, sinon bien sûr par leur taille plus réduite. Les battants des portes de communication et des « *armoires* » intégrées aux lambris sont équipés de paumelles plutôt que de gonds, et tout à fait exceptionnellement de couplets. Les serrures les plus appréciées semblent être sans conteste les serrures à tour et demi, certaines se manœuvrent à l'aide d'un bouton, d'autres à l'aide d'un « *bâton* » qui est le nom donné alors à la béquille, mais on place aussi des serrures bénardes, c'est-à-dire pouvant s'ouvrir par une clé d'un côté comme de l'autre de la porte, des serrures à bascule ou des serrures très primitives à pêne dormant et même de simples loquets. Certaines portes sont là encore condamnées à l'aide de targettes ou de verrous.

Les archives de Jacques Bigot nous permettent d'avoir quelque idée des prix de la quincaillerie et de la serrurerie pratiqués dans les années 1770 à 1780. Les gros objets de quincaillerie comme les pentures et les gonds, ainsi que ceux de serrurerie comme les arcs-boutants se vendent au poids de cinq sols et six deniers à six livres la livre, les articles plus

38. *Almanach de commerce, d'arts et métiers [...] pour l'année bissextile mil sept cent quatre-vingt-quatre...*, p. 208, 298.

39. OSLET, Gustave. *Traité de serrurerie, quincaillerie et petite charpenterie en fer...*, p. 100-163.



204 | Banquette.

205 | Demy-banquette.

délicats se vendent à la pièce, ainsi les paumelles coûtent douze sols. Comme les clous, les boulons et les vis, ils sont fournis aux artisans, en l'occurrence les menuisiers, qui les utilisent sans le secours du serrurier. Les objets intéressant directement cet artisan sont posés par lui-même, il les facture à la pièce et en œuvre ; les plus simples, tels les loquets et targettes ne reviennent pas à plus de deux livres, ainsi que les serrures peu complexes comme celles dites à demi-tour qui ne dépassent pas trois livres. Pour des serrures plus complexes à tour et deux tours, le prix atteint huit à neuf livres, et même dix-huit pour une serrure à bascule. Des mécanismes difficiles à réaliser et à poser comme les espagnolettes peuvent se vendre de quinze à dix-huit livres selon la taille de la fenêtre à équiper et monter jusqu'à vingt-six livres pour une espagnolette de porte-fenêtre. Une ferrure complète d'armoire vaut jusqu'à vingt-quatre livres, une ferrure de buffet à hauteur d'appui huit livres.

Ferronnerie

La ferronnerie mentionnée dans les devis des Laclotte concerne essentiellement les éléments annexes des portes, des escaliers, ainsi que des fenêtres et balcons. Beaucoup précisent que la porte d'entrée sera surmontée d'un « *grillage de fert chantourné* », ce qui signifie qu'entre la traverse du chambranle et le linteau ou la plate-bande couvrant cette porte doit être installée une grille d'imposte. Parfois, pour des raisons de sécurité ce sont des fenêtres qui doivent être défendues par une grille, comme celles de la chapelle Saint-Benoît, au Pont du Guit, dont les barres passent dans des traverses de dix lignes de section et que double un « *petit fer maillé* » sur un châssis de même métal.

Les mots « *rampe* » ou « *rempe* » signifient la rampe d'appui d'un escalier, c'est-à-dire le garde-corps et la main-courante qu'il supporte. Le terme « *balcon* » désigne le garde-corps du balcon, la « *banquette* » | 204 | est le garde-corps établi au-devant d'une fenêtre jusqu'à hauteur d'appui, la « *demy-banquette* » | 205 | est le garde-corps placé également jusqu'à hauteur d'appui mais dans l'embrasure de la fenêtre. Pour les balconnets, que connaissent les Laclotte, ils en établissent au premier étage de la maison du négociant Caduc, rue de Pont-Long, leur garde-corps ne semble pas posséder de nom différent de celui du balcon. C'est encore une fois aux archives de Jacques Bigot, qu'il faut se référer pour se faire une idée des prix que peuvent coûter ces ouvrages, beaucoup plus importants que ceux de serrurerie et de quincaillerie, à l'époque où ce serrurier travaille avec les Laclotte, entre autres architectes. La grille d'imposte d'une grande maison peut valoir jusqu'à quatre-vingts livres, les grilles pour défendre les fenêtres se vendent au poids à huit sols la livre. La « *rampe* » se vend quant à elle à la toise linéaire, cinquante livres cette toise pour les parties rampantes et quarante pour les paliers. Il en est de même pour les « *balcon* », « *banquette* » et « *demy-banquette* » qui reviennent respectivement à cinquante, trente et vingt et une livres la toise. Dans le prix d'une maison, la part de la serrurerie est loin d'être négligeable : pour la maison Moquart cours du Chapeau-Rouge, dont on peut estimer le coût total à une quarantaine de milliers de livres, la seule serrurerie monte à quatre mille cinq cents livres. ■

CHAPITRE III

DES ÉDIFICES

LES COMMANDES – LA MAÇONNERIE – LES ARTICLES ANNEXES À LA MAÇONNERIE – L'ÉCHOPPE, UN HABITAT SPÉCIFIQUEMENT BORDELAIS – LES PETITES MAISONS LOCATIVES : UNE ALTERNATIVE À L'HABITAT VERTICAL ? – LES MAISONS PARTICULIÈRES : LES MAISONS À CORPS DE BÂTIMENT UNIQUE ; LES MAISONS À DEUX CORPS DE BÂTIMENT ; LES MAISONS À ENTREPÔTS ; LES FAÇADES ; VERS UNE SPÉCIALISATION DES NIVEAUX ET DES PIÈCES ; LES « ÉQUIPEMENTS » ET LES ÉLÉMENTS DE CONFORT – LES HÔTELS : LE RESPECT DE LA TRADITION – LA CONSTRUCTION À LA CAMPAGNE

Les commandes

Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle à Bordeaux se perd pratiquement l'usage, pour le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, de signer devant notaire le marché qui fixait la nature, la forme, les qualités des matériaux de la construction, que le premier s'engageait à bâtir pour le second et auquel étaient souvent annexés des plans et dessins d'élévation. Ce marché réglait également les délais à respecter par l'entrepreneur, ainsi que les modalités du paiement incombant au donneur d'ordre. Les Laclotte ne passent de semblables contrats notariés que pour les édifices les plus modestes. Ainsi en est-il pour les chambres et échoppes du serrurier Jacques Bigot, des vitriers Pierre Piffon, des sœurs Jeanne et Guiraud Clau et de Thérèse Larré, toutes construites entre 1775 et 1785 dans les quartiers occidentaux de la paroisse Saint-Seurin autour des rues Paulin et de la Trésorerie. Ils agissent de même pour les petites maisons du marchand Laloubie rue du Mû, du vigneron Guillaume Barbot rue Saint-Laurent, du plâtrier Jacques Abadie rue Saint-Fort et du serrurier Jean Lufflade rue Lufflade respectivement bâties en 1772, 1775, 1776 et 1788.

Sur les vingt-neuf devis et marchés convenus entre les Laclotte et leurs clients, encore conservés dans les archives, outre les huit cités ci-dessus, seuls cinq autres sont passés devant un notaire. Ils intéressent des constructions d'importance : les maisons du négociant Antoine Ladugie à la Porte Cailhau en 1761, celles du maître cordonnier Clément Cousseilhac et de Pierre Laclotte rue des Remparts en 1771 et 1772, celles enfin de Messieurs Cellier-Soissons et de Morin rue Victoire-Américaine en 1784 et 1785.

Sept devis ayant fait l'objet d'une convention verbale, ou d'un sous-seing privé, sont en outre déposés chez un notaire. Le maître d'ouvrage s'appropriant à revendre son bien avant que ne soit achevée la construction ou exécutés les travaux commandés aux

architectes, le nouveau propriétaire se substitue alors au vendeur. Le devis annexé à la vente garantit qu'il a bien pris connaissance de l'ouvrage qu'il s'engage à faire poursuivre. Ces documents concernent la maison Duprat sur le Pavé des Chartrons en 1775, celle des frères Delaroze rue Sainte-Catherine en 1779, le petit hôtel Ravezies rue Saint-Charles en 1782, enfin les maisons des frères Le Tellier rue du Parlement en 1783 et de Guillaume Rozat cours de Tourny en 1787. Deux de ces documents décrivent les travaux qui doivent transformer le « *chai* » de Pierre Sauvage aux Chartrons en 1780, ainsi que la grande maison de Jean Despase de Bernones sur le cours de Tourny en 1783.

Trois devis encore, ou marchés pour des travaux se sont trouvés dans des minutes notariales. Ils servent de pièce justificative à un contrat. À la quittance que signent ses architectes lorsqu'ils reçoivent de Pierre Dublan le final paiement des travaux effectués dans son hôtel du cours du Chapeau-Rouge est annexé leur descriptif. Les modifications que doit réaliser en 1778 Jean Laclotte à la maison des Ordinants, rue Judaïque, subordonnent la validité de la *locaterie* que lui consentent ces religieux, le descriptif fait partie intégrante du contrat. Enfin, c'est contre l'édification de son échoppe de la rue Mondenard, dont le marché est joint à l'accord, que Marie Miaille abandonne en 1784 le procès qui reste pendant entre elle-même et les frères Laclotte.

Il n'est donc apparemment pas rare qu'un document contractuel unisse les deux parties concernées par la construction d'une maison, mais plus rare que ce document soit signé devant un notaire. Malheureusement les sous-seings privés ont trop souvent disparu. C'est par hasard que ceux concernant l'agrandissement du couvent des Feuillants en 1763, l'édifications de la tribune d'orgue de Saint-Seurin en 1771, de la maison Faurie en 1774, de la chapelle du pont du Guit en 1784 et de la maison de Jacques Bigot rue Castelnau-d'Auros en 1786, sont aujourd'hui parvenus dans des dépôts publics d'archives. Ceux qui se rapportent à des ouvrages religieux ainsi que celui concernant le château de La Tour proviennent des versements effectués sous la Révolution, les archives de Jacques Bigot sont les pièces justificatives du procès ouvert pour sa succession et conservés dans des papiers de justice ; quant à celui de la maison Faurie il provient d'un fonds privé déposé aux Archives municipales de Bordeaux.

La plupart des contrats consistent en devis. Le plus fréquemment, lorsqu'il s'agit de la construction ou reconstruction complète d'un édifice d'importance, ils comportent des articles portant sur la maçonnerie, la charpente, la couverture, la menuiserie, les plâtres, la serrurerie, la vitrerie et enfin la peinture. Pour le plus complet d'entre eux, qui règle les modalités de la construction des maisons d'Antoine Ladugie, est même prévue la sculpture des mascarons et agrafes des baies, sous une rubrique intitulée « *Excutterie* ». De modestes maisons peuvent faire cependant l'objet de devis assez détaillés, c'est le cas de celles des serruriers Barbot et Lufflade, ou encore de celle du marchand Laloubie. Pour certaines, le maître d'ouvrage, presque toujours un artisan, exclut certains travaux qu'il effectue sans doute lui-même ou fait faire par ses confrères des corps de métier concernés. Ainsi pour la petite maison construite pour le plâtrier Jacques Abadie, Étienne Laclotte précise-t-il « *qu'il ne se charge point de ce qui concerne les menuiseries, serrurerie, vitrage et plâtrage, que ledit Abadie se réserve de faire faire à sa main* ». Le devis présenté au serrurier Jacques Bigot pour sa maison de la rue Castelnau-d'Auros ne prévoit que les travaux de maçonnerie, charpente et couverture.

Par leur nature même, sur laquelle il sera revenu plus bas, les échoppes ne donnent pratiquement lieu qu'à des travaux de maçonnerie et de charpente, ceux de menuiserie, couverture, serrurerie et peinture se trouvent tellement réduits qu'ils ne sont parfois même pas mentionnés dans le marché.

Dans certains cas, qui ne semblent pas avoir été rares, les Laclotte ne traitent qu'une partie du chantier. Des maîtres d'ouvrage préfèrent passer des marchés séparés avec les divers corps de métier, sans confier le rôle de maître d'œuvre à leur architecte. Les Feuillants ne commandent aux Laclotte que le gros-œuvre de l'aile qu'ils ajoutent à leur couvent, de même que le courtier Faurie pour sa grande maison de la place Richelieu, dont le maître d'œuvre paraît être Richard-François Bonfin, ainsi encore que le traiteur Artau-Lacroix. Cette pratique semble pouvoir conduire à fractionner les travaux de maçonnerie eux-mêmes, le cas est avéré au moins une fois. En 1766 les Laclotte déclarent que le sellier Chamblan a fait exécuter par un autre entrepreneur l'excavation des fondations nécessaires à la construction des maisons qu'ils édifient pour lui rue du Loup. La majorité des devis de construction comme de travaux se transforment de fait en marchés forfaitaires. Au contraire, ceux qui ne concernent que la maçonnerie prévoient généralement un règlement après réalisation d'un toisé effectué à l'issue du chantier. Les Feuillants comme le courtier Faurie se rallient à ce procédé.

Devis et marchés se concluent généralement par l'engagement de l'architecte à livrer au maître d'ouvrage l'édifice dans des délais convenus. Celui-ci promet en contrepartie de le payer suivant un calendrier très précis. Il arrive pourtant que ces délais ne soient pas fixés, sans doute font-ils l'objet d'une promesse verbale. Ainsi, lorsqu'en 1775 les Laclotte s'apprêtent à bâtir les deux échoppes de Jacques Bigot, ils n'évoquent pas la date de leur livraison, le maître serrurier quant à lui promet de les payer en travaux de serrurerie « *à la première réquisition* ». La même absence de mention de quelque délai est observée quant à la construction de la tribune d'orgue de Saint-Seurin, de l'aile du couvent des Feuillants, des maisons Rozat et Laloubie, de l'hôtel Ravezies, aux travaux de l'hôtel Dublan, du chai de François Bonnaffé et de la maison Despase. Dans ces derniers cas, les commanditaires doivent régler le prix des ouvrages « *au fur et mesure qu'ils s'avanceront* » ou « *à leur entière perfection* ».

Ces délais de livraison, lorsqu'il y est fait référence, restent bien sûr relatifs à l'importance des chantiers à réaliser. Les échoppes et chambres doivent être livrées deux à trois mois après le début de la construction. Ce laps de temps peut atteindre quatre à six mois pour des maisons aussi modestes que celles de Jacques Abadie, Guillaume Barbot, Jacques Bigot ou Jean Lufflade. Il est réduit à deux mois en ce qui concerne la maison des Ordinants de la rue Judaïque, mais les travaux sont déjà fort avancés lorsque le contrat est signé entre Jean Laclotte et les Pères de la Mission. Pour des maisons de cette importance, et lorsque les Laclotte se chargent de leur entière construction, il leur est accordé le plus souvent un délai d'une année. Ils s'engagent ainsi à édifier en douze mois l'hôtel Ravezies, les maisons Duprat aux Chartrons, Cellier-Soissons rue Victoire-Américaine ou encore Delaroze rue Sainte-Catherine. Pour sa demeure, exceptionnellement grande et soignée de la place Richelieu, André Faurie ne leur accorde pas plus de temps, mais il s'agit là de ne bâtir que son gros-œuvre. Quant au paiement, il peut là encore s'effectuer après l'achèvement des travaux, en une seule fois, ou en deux termes : le premier toujours lors de la remise des clés et le second un an plus tard. Certains préfèrent échelonner le règlement en trois ou quatre versements. Le premier intervient alors au commencement de l'entreprise. La solution la plus originale est trouvée par les frères Delaroze, ils se proposent de payer seize mille trois cents livres de la manière suivante : « *quatre mille neuf livres en commençant, quatre mille neuf livres au second étage, quatre mille trois cents neuf livres à la remise des clefs et trois mille neuf cents soixante treize livres six mois après cette dernière époque* ».

La maçonnerie

Sans être évasifs, les articles des devis ou marchés qui traitent éventuellement de charpente et couverture, menuiserie et serrurerie, vitrerie et peinture, se contentent pour l'essentiel de définir les quantités et qualités des matériaux et fournitures devant être employés. La seule obligation de les mettre en œuvre suffisait à déterminer leur emplacement, dimension et forme dans l'édifice. Quel qu'ait été le soin apporté à leur rédaction, les documents ne restent précis qu'en ce qui concerne la maçonnerie. Il faut entendre cette dernière dans un sens très large. Elle comprend les opérations de fouilles et déblaiements des terres, la construction des fondations et des voûtes des sous-sols, éventuellement de celles des pièces du rez-de-chaussée, l'édification des murs des façades et mitoyens, de refend, de séparation, des escaliers et des cheminées, la mise en place des sols de pierre et de carreaux, l'établissement des cloisons de brique, l'application des enduits tant intérieurs qu'extérieurs s'il y a lieu.

La nature, la profondeur et la largeur des fondations varient évidemment en fonction de l'importance des édifices qu'elles doivent soutenir, de même que de la qualité du terrain dans lesquelles elles doivent être établies. Ainsi pour fonder des constructions comme le pont du Guit, ou la demeure du courtier Faurie, dans des sols dont la résistance leur est inconnue, les Laclotte se réservent-ils la possibilité de réviser les devis en augmentation. Dans le premier cas ils craignent que les rives du cours d'eau que doit enjamber l'ouvrage ne soient trop fragiles, dans le second ils ont sans doute à l'esprit toutes les spectaculaires difficultés rencontrées par Victor Louis pour réaliser les fondations du théâtre, voisin de leur chantier.

Les devis encore conservés, rédigés par les Laclotte, permettent de penser que leurs constructions les plus importantes reposent généralement sur un radier de maçonnerie en *moilons* ou sur un « grillage » de chêne. Ce grillage est en fait un treillis, lui aussi garni de *moilons* liés par un mortier. Cette seconde solution s'impose si le sol leur paraît trop meuble. Ils précisent qu'ils l'utiliseront pour la maison Faurie si tel est le cas, ils l'adoptent pour la maison de Daniel Duprat, et aussi pour celle de leur frère rue des Remparts. Les murs de fondation sont presque tous construits également en maçonnerie de *moilons*, consolidés par des chaînes en pierre de taille espacées de quatre à huit pieds. Leur épaisseur varie en fonction de celle des murs qu'ils doivent supporter, mais sans que la différence soit très considérable. Ceux de la petite maison à un étage de Jacques Bigot, rue Castelnau-d'Auros, atteignent trois pieds, ceux de la demeure à cinq niveaux d'André Faurie ne dépassent pas quatre pieds. Leur hauteur n'est pas très significative car elle est fonction de celle que l'on a voulu donner aux caves ; les fondations des murs édifiés pour le château de La Tour à Cérons, à étage et étage de comble, et qui ne possède pas de niveau en sous-sol, sont profondes de neuf à dix pieds pour une largeur de trois pieds.

En ce qui concerne les murs des élévations principale et postérieure, ainsi que mitoyens, il a été expliqué dans le chapitre consacré à la solidité des édifices que deux arrêts du Parlement ont fixé à partir de 1771 la nature du matériau dont ils doivent être construits, ainsi que leur épaisseur. Les Laclotte respectent scrupuleusement les normes édictées. Dans le cas de la maison Faurie ils portent l'épaisseur du mur de façade jusqu'au premier étage à deux pieds et quatre pouces au lieu des deux pieds réglementaires, mais ils la réduisent aux étages à vingt-trois pouces, soit un de moins que celle autorisée, sans doute en raison du fait qu'ils emploient là de la pierre de Saintonge, un matériau de qualité très supérieure à la pierre de Bourg que visaient les dispositions édictées par le Parlement. Ces règles semblent d'ailleurs tellement admises que même pour des édifices

importants comme la maison Cellier-Soissons, les hôtels Ravezies ou Rozat, construits dans les années 1780, l'épaisseur des murs n'est même plus mentionnée dans le devis. Elle est pourtant précisée en 1788 dans celui que dressent les architectes pour la maison du serrurier Lufflade à l'angle de la rue Paulin, ses petites dimensions leur permettent d'établir des murs dont la largeur ne dépasse pas vingt et un pouces.

Les murs-de-refend et murs de séparation, ceux qui abritent de petits ouvrages hors-œuvre tels que des latrines, n'excèdent jamais l'épaisseur d'un *parpin*. L'habitude semble tellement généralisée de bâtir les murs-de-refend en *parpin* que les deux mots sont synonymes, par exemple dès 1761 dans le marché passé pour la construction des maisons Ladugie à la Porte Cailhau. Des pierres de semblable gabarit sont utilisées pour édifier les murs-de-refend de l'aile que les Laclotte ajoutent au couvent des Feuillants, ceux des maisons de Clément Cousseilhat et de leur frère Pierre rue des Remparts, ceux des maisons du négociant Rozat cours de Tourny et de Jacques Bigot rue Castelnau-d'Auros. Si l'édifice est particulièrement élevé, comme la maison Cellier-Soissons rue Victoire-Américaine, la partie basse du mur-de-refend est bâtie en *parpin* de Bourg, et sa partie haute en *parpin* de Roque-de-Tau plus tendre, mais ceci ne constitue pas une règle intangible : pour la maison Duprat sur le Pavé des Chartrons qui n'est pas particulièrement petite, le mur-de-refend n'est bâti qu'en *demi-parpins*.

Ces *demi-parpins* paraissent plus souvent réservés par les Laclotte à l'édification des murs de séparation, ainsi en est-il de ceux qui isolent le corridor des boutiques situées au rez-de-chaussée des maisons de leur frère et de Clément Cousseilhat rue des Remparts ou encore des frères Delaroze rue Sainte-Catherine, de ceux qui forment le couloir central des petites maisons de Jacques Abadie et de Jacques Bigot au rez-de-chaussée comme à l'étage, de celui également qui isole la cuisine du château de la comtesse de Calvimont. Pour des constructions plus importantes ces simples murs de séparation peuvent pourtant être élevés en *parpin*, c'est le cas de celui qui clôt la sacristie de la chapelle Saint-Benoît au pont du Guit, ou de celui qui sépare le corridor de la maison Duprat de son chai, de tous ceux aussi de la maison de Guillaume Rozat. Les Laclotte connaissent bien sûr l'usage des cloisons de brique. Au début de leur carrière, ils en mettent en place en 1771 et 1772 dans les maisons qu'ils bâtissent rue des Remparts ou en 1775 dans celle de Daniel Duprat. À partir de 1780 environ, ils les substituent plus souvent aux murs de séparation en *parpin* ou *demi-parpin*. On en trouve dans les maisons Delaroze en 1779, Ravezies en 1782, Le Tellier en 1783, Bigot en 1786, Rozat en 1787, Lufflade en 1788, dans le château de La Tour en 1789. Plus légères, ces parois revêtues de plâtre sont aussi plus faciles à mettre en forme pour créer des angles adoucis dans certaines pièces ou des alcôves, c'est le cas dans les maisons des frères Delaroze et de Jean Despase ou dans le petit hôtel de Jean Ravezies.

Les escaliers sont généralement mal décrits dans les devis rédigés par les Laclotte, ils peuvent même ne faire l'objet que d'une simple mention indiquant leur hauteur. Ainsi dans la maison Laloubie est-il seulement prévu de faire « quatre étages d'escalier en pierre dure compris celui de la cave », dans celle des frères Le Tellier de démolir l'ancien ouvrage et de lui en substituer un nouveau au même endroit « suspendu, qui montera trois étages ». Le plus souvent est précisée la qualité de la pierre qui doit être utilisée, pierre de Cérons ou de Cadillac dans la plupart des cas. La forme des marches peut également être évoquée, pratiquement toutes doivent présenter un « boudin » par-devant, c'est-à-dire que leur giron doit être adouci par un astragale, et être délardées par-dessous. Que ces escaliers soient dans-œuvre ou hors-œuvre, suspendus ou rampe-sur-rampe, ils s'inscrivent dans des cages élevées en *parpin*, ou *demi-parpin* pour les moins hauts, leur noyau s'ils en possèdent est bâti à l'aide de ces mêmes pierres.

Les articles annexes à la maçonnerie

On ne reviendra pas ici sur les cheminées, dallages et carrelages que posaient les maîtres maçons et dont il a déjà été parlé dans le chapitre concernant les matériaux. Des premières on retiendra simplement que, sans doute pour les différencier des monumentales cheminées adossées, ou très faiblement engagées, qui se construisaient au XVII^e siècle et au début du siècle suivant, les Laclotte désignent celles qu'ils bâtissent par le qualificatif de « *à la moderne* ». Elles sont quant à elles plus résolument incorporées dans le mur, c'est-à-dire autant que le permettent les règlements.

Il faut par contre évoquer plus longuement le sujet des enduits. Ceux, de chaux et sable qu'appliquent les Laclotte sur les parois intérieures semblent avoir été d'un usage courant, là encore jusque dans les années 1780, époque à laquelle les maîtres d'ouvrage paraissent leur préférer le plâtre, du moins dans les maisons les plus confortables, pour les pièces de réception et les chambres.

Les enduits extérieurs posent un problème bien plus complexe, qui n'est pas sans rapport avec celui de la décoration. Pour la maison Faurie place Richelieu sont mises en œuvre des « *pierres blanches de Mesché* » en Saintonge et de Rauzan, pour celle de Jean Ravezies est exclusivement utilisée de la pierre de Saint-Germain. Sur le Pavé des Chartrons, Daniel Duprat exige que la façade de sa maison regardant le Château Trompette soit édifiée en tuffeau de Saumur. Aucun enduit ni badigeon n'est appliqué sur ces façades de qualité. À l'évidence le public bordelais de la fin du XVIII^e siècle affectionne un matériau de façade le plus compact et le plus clair possible. La couleur blanche apporte a priori la preuve que l'on a utilisé un matériau de qualité, elle prend donc vite une valeur esthétique qui synthétise cet a priori.

Un enduit de mortier composé de chaux et de sable ou un badigeon de lait de chaux à la colle revêt l'élévation principale de la majorité des autres maisons importantes. Cela se trouve être le cas en 1761 des deux maisons encadrant la Porte Cailhau du négociant Antoine Ladugie, qui s'intègrent au programme de façade uniforme des quais, c'est aussi celui dix ans plus tard des demeures du cordonnier Clément Cousseilhat et de Pierre Laclotte rue des Remparts qui font elles aussi partie d'un ensemble concerté. En 1775 tous les murs de la maison de Guillaume Barbot rue Saint-Laurent, dans le lotissement Duplessy, sont enduits et blanchis, de même que ceux des grandes maisons reconstruites rues Sainte-Catherine et du Parlement pour les frères Delaroze et les frères Le Tellier. La façade de la maison Cellier-Soissons, bâtie en 1784 rue Victoire-Américaine, est également enduite et blanchie d'un lait de chaux à deux couches.

La présence de ces enduits et badigeons appelle plusieurs remarques. En premier lieu, il est significatif de constater qu'ils sont présents sur des maisons de taille plutôt importante, construites pour partie en pierre de Bourg, et pour les premières assises ainsi que les éléments saillants tels que descentes de cave, balcons et corniches en pierre dure de Barsac ou Rauzan. On peut donc penser que l'enduit sert à masquer les différences de couleur et de compacité entre les divers matériaux utilisés. La présence d'enduits ou badigeons sur les façades des maisons appartenant à un ensemble concerté tendrait à le confirmer. Enfin on ne peut exclure que le fait de blanchir et lisser la surface de la pierre ne pouvait que la faire ressembler à celle utilisée pour bâtir les façades de pierre claire des plus belles demeures.

Il apparaît dans les devis qu'aucun enduit ne revêt les façades des constructions les plus modestes. Cela est le cas pour la maison du plâtrier Jacques Abadie rue Saint-Fort, du serrurier Bigot rue Castelnau-d'Auros et de son confrère Lufflade rue Paulin, pour les

échoppes de Jacques Bigot, des frères Piffon à Terre-Nègre et des sœurs Clau, ainsi que pour celles de Thérèse Larré et de Marie Miaille rue Mondenard, toutes présentant pourtant des murs de façade bâtis en pierre de Roque-de-Tau, réputée de qualité moyenne et à porosité beaucoup plus importante que celle des pierres de Bourg. On pourrait imaginer que la nécessité d'enduire ces murs est tellement évidente que la clause concernant cette opération reste implicite et non énoncée dans les contrats. Un texte de l'économiste anglais Arthur Young, de passage à Bordeaux en 1787, vient infirmer cette supposition : « *Les maisons que l'on bâtit dans tous les quartiers de la ville, témoignent trop clairement sa prospérité pour que l'on puisse s'y méprendre ; les extrémités sont toutes composées de nouvelles rues, avec d'autres encore plus nouvelles, tracées et en partie bâties. Ces maisons sont en général petites ou moyennes, faites pour des gens d'une classe inférieure : elles sont toutes de pierres blanches, et ajoutent, à mesure qu'elles s'achèvent à la beauté de la ville. Je m'informai depuis quand ces nouvelles rues avaient été tracées, et je trouvai qu'il y avait en général quatre ou cinq ans, c'est à dire depuis la paix, et la couleur des pierres des rues qui les suivent indique que l'esprit de bâtir avait cessé pendant la guerre. Depuis la paix tout a marché avec beaucoup d'activité.* » Young évoque ici les lotissements de maisons modestes du faubourg Saint-Seurin, interrompus pendant la durée de la Guerre d'Indépendance entre 1777 et 1783 et repris à l'issue de celle-ci¹. Il souligne la différence de couleur entre les élévations des maisons construites avant le conflit et celles en cours d'édification lors de sa visite à Bordeaux. En sept à huit ans les premières ont eu le temps de s'assombrir, en raison sans doute de la formation du calcin, ce qui ne se serait pas ou moins remarqué si l'on avait pris soin de les enduire ou badigeonner. Tout semble indiquer que le souci de qualité du matériau n'entre pas en compte pour ces petits édifices, auxquels une simple corniche, une grille d'imposte confèrent une élégance jugée suffisante.

L'échoppe, un habitat spécifiquement bordelais

« *Échoppes* » et « *chambres* » forment la majorité des constructions qu'élèvent les Laclotte dans le quartier de la rue Paulin entre 1775 et 1788. Grâce aux marchés passés avec plusieurs maîtres d'ouvrage il est possible de savoir en quoi consistaient ces petits bâtiments dont le prix ne dépasse jamais deux mille livres.

Construits sur des emplacements larges de dix-huit à vingt pieds, ils sont de plan à peu près carré et toujours suivis d'un jardin de plus ou moins d'importance. En raison de l'épaisseur de leurs murs qui atteint vingt à vingt et un pouces et de leur faible hauteur, les façades n'excèdent pas dix pieds, les murs en pierre de Roque-de-Tau sont dépourvus de fondations. Le sol consiste en carreaux de terre cuite posés sur un bain de mortier. Sur une charpente de chêne extrêmement rustique, formée d'une poutre faîtière et de chevrons appuyés sur les murs, repose la toiture de tuile creuse à deux pans ou en appentis dont l'avant-toit peut être fermé par une génoise ou soutenu par une grosse corniche. On entre dans l'unique pièce par une porte sur la rue, à laquelle fait face une autre porte permettant de se rendre dans le jardin. Une seule fenêtre du côté de la rue assure l'éclairage. Sous cette baie se trouve un évier, il constitue avec la cheminée, le seul équipement de l'édifice. Tout l'intérieur, à l'exception des huisseries peintes, est badigeonné d'un lait de chaux. Quant aux chambres, celles que bâtissent les Laclotte en 1778 pour Marie-Thérèse Cazaux rue de la Trésorerie ne diffèrent en rien des échoppes de la rue Paulin, si l'on en croit le marché passé pour leur édification.

1. YOUNG, Arthur. *Voyages en France...*, p. 156.

En 1997 a été publiée une étude très documentée sur l'échoppe bordelaise. Elle concerne pour l'essentiel les échoppes bâties durant la seconde moitié du XIX^e siècle autour des boulevards, qui confèrent à ces quartiers périphériques cette physionomie si particulière de « banlieue basse » qui frappe le visiteur dès qu'il s'éloigne du centre de la ville². Son auteur, s'est cependant interrogé sur l'origine de cet habitat. Il a voulu voir quelque parenté entre l'échoppe bordelaise et l'atelier d'artisan ou de marchand qui porte lui-même ce nom. Pourtant en dehors de leur homonymie peu de choses les rapprochent. Plus intéressante paraît la constatation qu'il fait de l'analogie existant au XVIII^e siècle entre l'échoppe et la « chambre », mot qui sert à nommer usuellement la petite maison de paysan. Il pressent, à juste titre, qu'un seul et même type de construction est indifféremment désigné sous l'un ou l'autre de ces noms. Il semble vraisemblable que par simple corruption, le nom d'échoppe s'impose définitivement à la fin du XVIII^e siècle, puisque l'édifice désormais désigné sous ce nom est bien une chambre [206].

Du modeste habitat paysan des faubourgs que constituait donc à l'origine la chambre, l'échoppe conservait encore au XVIII^e siècle la structure et un fonds réduit à la forme symbolique de jardin. Doit-elle son nouveau nom au fait que la majorité des maîtres d'ouvrage qui les faisaient construire se trouvaient être des artisans ? Quoi qu'il en soit sa forme n'est pas restée figée. Dès la fin de leur carrière, les Laclotte en construisent qui diffèrent de celles qu'ils avaient élevées jusqu'en 1778.

Les échoppes bâties en 1783 pour les sœurs Clau, profondes de vingt pieds, présentent des murs de pierre de Roque-de-Tau épais de vingt et un pouces et hauts de dix pieds côté rue et de seize pieds côté jardin, ainsi que des murs latéraux en *parpins* également de Roque-de-Tau. Des carreaux carrés de terre cuite recouvrent leur sol. La toiture de tuile creuse, en appentis, repose sur des chevrons appuyés sur le sommet des murs et sur une poutre centrale, côté rue une génoise ferme l'avant-toit. Un évier et une cheminée se trouvent dans l'unique pièce dont les baies consistent en une porte et une fenêtre ouvrant sur la rue, une porte donnant sur le jardin. Du côté de ce jardin, sur dix pieds de profondeur, une poutre soutient un plancher qui divise la pièce en deux niveaux sous la partie la plus élevée de l'appentis. Un escalier droit en charpente permet d'accéder à cette « *souspente* » ou « *rochelle* ». Au fond du jardin une « *loge* », elle aussi en pierre de Roque-de-Tau et couverte en appentis, abrite une fosse de latrines que surmonte un siège percé en charpente. Les deux autres échoppes bâties deux ans plus tard pour Pauline Larré sont identiques à celles des sœurs Clau, tout comme celles que construisent à la même époque et dans le même quartier d'autres architectes. Ainsi en est-il de l'échoppe qu'édifie en 1788 Jean-Baptiste Rochefort pour le poulieur Jean Grillet rue Peyreblanque.

La petite maison, toujours désignée par le nom d'échoppe, bâtie entre temps pour Marie Miaille en 1784 est moins rustique que ces dernières constructions. Ses murs gouttereaux en pierre de Roque-de-Tau, hauts de dix pieds côté rue et de huit côté jardin, épais de vingt et un pouces, reposent sur des fondations de deux pieds. Elle comporte une pièce en façade, profonde de dix-huit pieds, ouvrant sur la rue par une porte large de trois pieds, haute de huit, et par une baie en plein-cintre large de six pieds, destinée à former l'entrée d'une boutique. Un mur-de-refend, percé d'une porte sépare cette première salle d'une seconde, dénommée « *chai* », profonde de douze pieds, éclairée par une fenêtre et ouvrant sur le jardin par une porte. Seule la salle principale est carrelée en

2. TRIBALAT, Jacques. *L'Échoppe bordelaise...*



206 | Chambre ou échoppe dans le lotissement Mondenard.

carreaux de terre cuite et comporte une cheminée ainsi qu'un évier, enfin sur une profondeur de neuf pieds, au-devant du mur de refend, un plancher soutenu par des chevrons appuyés sur une poutre transversale forme la « *rochelle* » à laquelle on accède grâce à une échelle. Sur le mur de refend, sur les poutres intermédiaires de pin qui lui sont parallèles et sur le sommet des murs repose la toiture de tuile creuse à deux pans dont une génoise clôt l'avant-toit côté rue.

Il ne subsiste plus une seule de ces très modestes maisons. Lorsque le quartier dans lequel elles se trouvaient s'est définitivement urbanisé dans la seconde moitié du XIX^e siècle et a commencé à acquérir un caractère résidentiel, toutes ont été reconstruites ou exhaussées pour être transformées en maisons à étage. Sur leurs façades on voit parfois un gros bandeau entre les niveaux, il s'agit en réalité de l'ancienne corniche qui sommit l'élévation de ces modestes habitations. Leur seul décor lorsqu'elles en possédaient semble avoir consisté en de simples refends qui soulignaient les lits de pierre de la façade, il reste visible au rez-de-chaussée de certaines maisons situées sur le côté occidental de la rue Paulin, au nord de son intersection avec la rue Mondenard, là où les Laclotte bâtirent les premières échoppes.

Les petites maisons locatives : une alternative à l'habitat vertical ?

C'est dans la partie la plus urbanisée du faubourg Saint-Seurin et près de la collégiale que les Laclotte bâtissent des maisons aux dimensions réduites qui présentent des éléments de confort supérieurs à ceux des simples échoppes. Elles sont réalisées pratiquement pour la même clientèle. Peu de ces maisons sont connues par les textes et encore moins sont conservées, mais il est probable qu'il en fut édifié un nombre non négligeable dans les quartiers avoisinant le Palais Gallien et la rue de la Trésorerie. Presque toutes ces constructions sont locatives, destinées à loger non point les artisans maîtres aisés, voire les négociants qui les font construire, mais plutôt de petits marchands,

des employés du grand commerce ou des administrations, elles peuvent abriter deux appartements mais jamais plus, comme celle de Jacques Bigot rue Castelnau-d'Auros, et leurs locataires jouissent à part égale du jardin, certaines comportent une boutique. Pour ces Bordelais modestes mais qui répugnent à résider dans des immeubles à loyer, on est en droit de se demander si ces maisons ne constituent pas une alternative à ce type d'habitat, répandu à la même époque dans d'importantes cités, au premier rang desquelles il faut bien entendu citer Paris, mais qui était quasiment absent de Bordeaux. Ces logements individuels peuvent être groupés autour de très grandes cours communes et non pavées, dont la plupart n'existent plus ; seul le square Passicos, dont l'entrée se trouve rue de La Trésorerie témoigne encore de ce type de groupement d'habitations dans le faubourg Saint-Seurin.

Les plus humbles de ces édifices ne coûtent pas dans l'absolu beaucoup plus cher qu'une échoppe. On peut rapprocher les mille deux cents livres que paient aux Laclotte les frères Piffon, pour une échoppe rue Paulin en 1777, des deux mille trois cents livres acquittées trois ans plus tôt par le vigneron Guillaume Barbot, pour sa maison faisant l'angle des rues Saint-Laurent et du Réservoir. De plan carré, mesurant vingt pieds de côté, bâtie sur une « soute », c'est-à-dire une cave non voûtée couverte d'un plancher, elle ne compte qu'une unique pièce contenant une rochelle, un toit en arêtier la couvre. Pour seuls équipements elle comporte une première cheminée placée dans la soute carrelée et une seconde au rez-de-chaussée. Presque contemporaine puisque bâtie en 1776 la maison du plâtrier Abadie ne revient qu'à trois cents livres de plus que celle de Guillaume Barbot. De plan rectangulaire, à un étage, couverte d'un toit à longs pans elle est construite sur l'emplacement de deux anciennes échoppes et se trouve sur un fonds encaissé par rapport au niveau de la rue. Un couloir central sépare les deux pièces qui occupent chaque niveau et qu'éclairent chacune une fenêtre en façade. Toutes les quatre possédaient une cheminée et un évier. L'escalier était en charpente.

Ce genre de plan rencontra sans doute quelque succès, les Laclotte l'utilisaient encore dix ans plus tard pour bâtir rue Castelnau-d'Auros l'habitation du serrurier Jacques Bigot aujourd'hui détruite. Rectangulaire, large de vingt-quatre pieds et profonde de trente-sept, bâtie sur deux caves disposées parallèlement à la rue et voûtées en berceau, elle s'élevait d'un étage et d'un comble en surcroît couvert d'une toiture à deux pans. Chaque niveau comportait un couloir axial desservant quatre pièces, deux côté rue et deux côté jardin, chacune éclairée par une fenêtre, à l'exception de celles du comble du côté de la rue qui prenaient le jour par une lucarne. Bâtie pour abriter deux appartements, la construction comprenait au rez-de-chaussée deux cuisines, à grande cheminée et évier, les deux autres pièces de ce niveau, ainsi que les chambres de l'étage possédaient également toutes une cheminée qu'encadraient à l'étage des placards. La cage de l'escalier rampe-sur-rampe se trouvait hors-œuvre côté jardin, de manière sans doute à ce que les appartements disposent d'un maximum de place, une baie en façade sur le jardin et deux baies latérales assuraient son éclairage | 109 |.

Cet escalier rampe-sur-rampe, qui peut paraître archaïque est régulièrement utilisé par les Laclotte, jusque dans les années qui précèdent la Révolution. Sans doute est-ce en raison de son peu d'encombrement et de la facilité avec laquelle il peut être éclairé dans les édifices de plan rectangulaire et simples en profondeur. Il se trouve alors presque toujours face à l'entrée, soit latéralement comme dans la petite maison du chanoine Desbiey rue des Motes en 1788 | 25 |, soit au centre pour certaines de la série construite entre 1788 et 1790 rue Saint-Étienne et place du Pradeau, dans les habitations de Marguerite Poupain et d'Henry Pechet.

Ce type de disposition ne paraît pas toutefois être systématique. À la même époque, les Laclotte adoptent une solution très différente pour la maison à étage que fait construire le serrurier Lufflade à l'angle de la rue Lufflade et de la rue Paulin, où se trouvait sa façade. Bâtie sur une soute, elle n'était profonde que de vingt-trois pieds. Elle possède à sa suite sur la rue Lufflade un petit jardin que clôture un mur haut de six pieds. L'élévation principale rue Paulin présentait au rez-de-chaussée une baie en plein-cintre ou en anse de panier donnant accès à une pièce unique, une boutique, qu'une cloison séparait d'un couloir ouvrant sur la rue par une porte ; il conduisait vers l'escalier en charpente menant à l'étage, éclairé par une petite fenêtre percée dans l'élévation sur la rue Lufflade, par ailleurs aveugle et seulement « décorée » de « *croisées feintes* ». La pièce de l'étage prenait le jour par deux fenêtres, comme la boutique elle était équipée d'une cheminée de pierre. Par une simple trappe on pouvait se rendre dans le comble éclairé par une lucarne et couvert d'une toiture en arêtier.

Les maisons particulières

Il serait vain de rechercher des modèles dont serait directement issue la structure générale des maisons particulières construites par les Laclotte, tout autant que de tenter d'identifier des traités, bien qu'ils n'en aient sans doute pas ignoré l'existence, dans lesquels ils auraient pu trouver quelque inspiration dans ce domaine. Leur savoir-faire est essentiellement traditionnel, adapté aux besoins d'une clientèle locale. Tous les maîtres maçons bordelais construisent d'ailleurs de la même manière ces maisons, à un seul ou deux corps de bâtiment, presque toujours caractérisées par la présence en rez-de-chaussée de locaux commerciaux de plus ou moins grande importance. Il suffit pour s'en assurer d'observer les maisons construites dans le cœur de la ville ou de comparer les marchés ou devis conclus ou dressés par les Laclotte avec de semblables documents rédigés par leurs confrères.

Que la forme de ces constructions soit usuelle semble faire peu de doute. Les lignes écrites par Jacques Bernard sur la maison bordelaise du XVI^e siècle, appelée en gascon « *oustau* »³, pourraient tout aussi bien décrire la maison du XVIII^e siècle. Sa possession conditionnait l'accès à la « *citoyenneté* », elle était le siège de la maison de commerce au rez-de-chaussée et abritait les appartements et trésors domestiques de son propriétaire aux étages. La lecture des articles consacrés à « *la maison de ville à la Renaissance* », qui fit l'objet d'un colloque à Tours en 1977, prouve que dans toutes les régions à climat tempéré existaient déjà à cette époque des maisons à corps de bâtiment unique et tour d'escalier dans la cour, ou à deux corps de bâtiment reliés entre eux par des galeries à partir de cette même tour⁴. Les Laclotte bâtirent durant toute leur carrière de semblables maisons. Elles sont bien sûr d'un type plus évolué, à cage d'escalier hors-œuvre pour les premières, et escalier dans-œuvre et galeries ou escalier entre deux pour les secondes, mais dans leur structure générale ne s'en démarquent pas et ne témoignent pas d'un renouvellement. On les retrouve dans les plans publiés par Le Muet un siècle et demi avant que ne travaillent les Laclotte à édifier des maisons particulières ou des maisons de marchands.

Faut-il voir un simple archaïsme dans ce fait ou la preuve que ces maisons restent parfaitement adaptées d'une part à leur destination et d'autre part au parcellaire en lanière dont les architectes doivent bien s'accommoder ? Le phénomène n'est pas particulier à

3. BOUTRUCHE, Robert (sous la direction de). *Bordeaux de 1453 à 1715...*, p. 140-141.

4. *La maison de ville à la Renaissance...*, p. 273-310.

Bordeaux, d'autres villes le connaissent, y compris hors du Royaume. Le chapitre que consacre Gian-Luigi Maffei à la « *casa in linea* » entre la fin du XV^e siècle et le XIX^e siècle, dans sa savante analyse de l'habitat urbain à Florence, décrit des constructions bien proches par leur structure de celles de Bordeaux, abstraction faite de leurs proportions souvent monumentales et de leur hauteur rarement inférieure à quatre niveaux⁵.

On pourra estimer que l'existence des escaliers entre deux corps de bâtiment, éclairés par des baies libres, ou celle des galeries ou coursières prenant le jour de semblable manière, y compris dans des maisons d'une certaine qualité, constitue pourtant bien un anachronisme au XVIII^e siècle. L'usage de ces escaliers et galeries n'est pas non plus perdu dans d'autres villes méridionales : deux chercheurs de l'Inventaire l'ont montré pour Montpellier dans leur étude sur la demeure classique dans cette ville⁶. Bien que n'existe pas de recherche publiée sur le sujet on peut affirmer que de tels éléments existent à Bayonne, autre cité du littoral atlantique et port d'estuaire comme Bordeaux. Doit-on imaginer que leur persistance est liée à la clémence du climat ? À Nantes, cité très comparable à Bordeaux et Bayonne mais plus septentrionale, certaines maisons de négociants et marchands du quai de la Fosse, qui datent de la première moitié du XVIII^e siècle présentent des dispositions assez semblables : des coursières relient aux étages les corps de bâtiment. Mais à partir du milieu du siècle ce principe est abandonné. Des négociants et officiers aisés, voire très aisés, font alors bâtir les belles demeures de l'Île Feydeau. Elles paraissent proches par leur importance de celles qu'ont pu construire les Laclotte dans le quartier du cours de Tourny, mais ne présentent pas les mêmes dispositions. Lorsqu'elles ont deux corps de bâtiment, au lieu d'être reliés par un escalier à mur noyau et à longues volées, ceux-ci le sont par un troisième corps de bâtiment, étroit, au centre duquel se trouve l'escalier suspendu, à jour central, de plan carré⁷. Le phénomène n'est pas limité aux maisons de l'Île Feydeau, d'autres situées ailleurs dans la ville possèdent de ces escaliers clos⁸.

Des innombrables maisons construites par les Laclotte dans la ville et dans le faubourg Saint-Seurin, bien peu sont parvenues jusqu'à notre époque dans leur état d'origine. Il faut se contenter de l'observation de rares exemples et de la lecture des documents d'archives pour tenter d'esquisser une typologie de ces constructions, et de distinguer si apparaît quelque évolution dans la manière dont bâtirent ces architectes au cours de leur carrière.

On précisera en premier lieu et pour ne plus avoir à y revenir par la suite que pratiquement toutes ces maisons sont bâties sur des caves voûtées en berceau et régnaient dans la quasi-totalité des cas sous l'ensemble de l'édifice, exceptionnellement sur plusieurs niveaux, l'immense maison Bonnaffé par exemple en compte deux. Leurs divisions correspondent à celles des niveaux supérieurs. Ces caves possèdent au moins un accès intérieur, la plupart du temps constitué par une volée d'escalier située sous l'escalier de l'édifice lui-même. Pour la manutention des marchandises, bois de chauffage lorsque la maison n'est pas assez grande pour posséder un bûcher en étage, ou objets destinés à être stockés en sous-sol, est ménagée, généralement sous l'une des fenêtres de la façade, une descente de cave à chambranle saillant, sa largeur égale trois pieds et demi, soit quelques pouces de plus que la hauteur d'une barrique bordelaise dont elle permet le passage. Ce même module semble être utilisé pour déterminer la largeur des portes mettant en communication les différentes caves s'il s'en trouve plusieurs.

5. MAFFEI, Gian-Luigi. *La Casa fiorentina* ..., p. 273-297.

6. SOURNIA, Bernard, VAYSETTES, Jean-Louis. *Montpellier : la demeure classique...*

7. BIENVENU, Gilles, LELIEVRE, Françoise. *L'Île Feydeau...*

8. Sur les plans de ces maisons lire : LELIEVRE, Pierre. *Nantes au XVIII^e...*, p. 239, 254-264.

Les maisons à corps de bâtiment unique

Les maisons dont les dimensions sont les plus réduites ne comportent qu'un seul corps de bâtiment, généralement de plan double en profondeur, construit entre la rue et une cour, et leur hauteur n'excède pas trois à quatre niveaux. Entre autres exemples sont représentatives de ce cas la série des maisons Royé, Canteloup, Cousseilhac et Laclotte, toutes construites rue des Remparts par les Laclotte seuls ou avec leur père entre 1761 et 1772 sur un modèle il est vrai unique, puis celle d'Étienne Laclotte rue Judaïque, celle du négociant Caduc rue de Pont-Long et celles bâties sur l'emplacement de la rue des Bahutiers en 1782. À l'exception de l'habitation de l'architecte, toutes ces constructions abritent en rez-de-chaussée un local commercial et sa réserve. Disposé latéralement et séparé de ceux-ci par un mur, le couloir conduit jusqu'à l'escalier commandant l'accès aux étages. Ceux-ci ne comptent que deux pièces dans les maisons les plus étroites. Ces constructions sont aussi les plus anciennes et leur escalier est établi dans un appendice hors-œuvre, héritier de la tour d'escalier, c'est ainsi que se présentent celles qui forment la suite de la rue des Remparts. Au contraire les maisons plus larges, mais aussi plus récentes, comme celle d'Étienne Laclotte ou les maisons de la rue des Bahutiers, comportent au moins deux pièces du côté de la rue, tandis qu'à l'opposé s'en trouve une troisième jouxtant la cage de l'escalier dans-œuvre. Cette disposition n'exclut d'ailleurs pas la présence d'un appendice hors-œuvre, rue des Bahutiers un corps de bâtiment étroit sur le côté de la cour abrite de petites pièces annexes, dont au rez-de-chaussée une dépense et au premier étage la cuisine.

Lorsque la parcelle se trouve dépourvue de profondeur alors que la construction doit être importante, le manque d'espace conduit les architectes à ne bâtir qu'un seul corps de bâtiment. Il est conséquemment plus élevé. Ainsi rue Sainte-Catherine, l'immeuble de rapport des frères Delaroze construit en 1779 s'élève de cinq niveaux ; à chaque étage les cuisines sont rejetées là aussi dans une étroite aile en retour d'équerre disposée sur le côté de la cour, le palier de l'escalier dans-œuvre fait office de vestibule distribuant à la fois les appartements et ces cuisines.

Les maisons à deux corps de bâtiment

Partout où la place le permet les maîtres d'ouvrage comme sans doute les architectes préfèrent bâtir des demeures à deux corps de bâtiment que sépare une cour. Le premier est de plan double en profondeur et le second de plan simple, l'idéal est bien entendu que ce dernier soit disposé entre deux cours. Là encore, dans les maisons de largeur réduite, situées dans la partie ancienne de la ville, comme celle du négociant Ducos rue de la Rousselle, le corps de bâtiment en façade ne comporte aux étages qu'une grande pièce côté rue et une pièce côté cour, au rez-de-chaussée se retrouve le couloir latéral longeant un local commercial ouvrant sur la rue, suivi de sa réserve donnant sur la cour. Le couloir conduit vers l'escalier rampe-sur-rampe établi sur le côté de la cour et reliant les deux corps de bâtiment entre eux, de larges baies libres en anse de panier rampantes, ouvertes dans le mur de cage faisant façade sur la cour comme dans le mur noyau, assurent son éclairage. Les maisons de ce genre, dont l'escalier bénéficie d'un éclairage optimum se trouvent être celles placées à l'angle de deux rues, comme celles du jurat Métivier fossés des Tanneurs et rue de Ségur ou de l'avocat Fourcade rues du Parlement et des Capérans. Leur escalier, placé entre la cour et la rue perpendiculaire à la façade reçoit le jour des deux côtés.

Ce type de plan à deux corps de bâtiment et escalier entre les deux ne reste pas réservé aux seuls édifices les moins importants. Pour aussi simple et primitif qu'il semble, il est utilisé par les Laclotte durant tout le temps où ils travaillent et ils doivent l'apprécier

puisqu'ils l'adoptent lorsqu'ils bâtissent pour leur propre compte les maisons de la rue Judaïque et de la rue Porte-Dijéaux en 1778 et 1787. Leurs clients ne le rejettent pas non plus, la maison Masson rue Victoire-Américaine qui date de 1786 ne se présente pas autrement [91]. La formule se trouve cependant modernisée pour ces dernières constructions : l'escalier est ici à jour central et éclairé sur chaque palier par une large baie en plein-cintre. Cela est souvent le cas dans les maisons de la rue Judaïque, les étages du second corps de bâtiment se trouvant moins élevés d'un demi-étage que ceux du premier corps, on y accède alors par une porte ouvrant sur le repos placé entre deux paliers.

Sur le Pavé des Chartrons voisinent des demeures bâties sur le schéma dont il vient d'être parlé et d'autres qui se composent pareillement de deux corps de bâtiment, mais dont l'escalier dans-cœvre se trouve dans le second, au-delà de la cour qui les sépare. Un très long couloir latéral y conduit depuis la rue, placé dans un troisième petit corps de bâtiment perpendiculaire aux deux autres, il est éclairé par des baies ouvrant sur la cour. Aux étages la liaison entre les deux corps de bâtiment se fait depuis chaque palier par un couloir contenu dans un troisième petit corps de bâtiment perpendiculaire aux deux premiers et prenant lui aussi le jour du côté de la cour. Cette solution, qui peut paraître plus confortable, car l'escalier est placé dans-cœvre, présente pourtant le défaut d'en réduire l'éclairage dans des proportions importantes. Elle a paru tellement représentative aux auteurs



207 | Plans d'une maison de négociant du cours Xavier-Arnozan.



208 | Escalier central à cage carrée dans une maison du quartier de la rue Fondaudège.

du monumental et bel ouvrage publié en 1892 sous les auspices de la municipalité de Bordeaux et consacré à la ville, qu'ils présentèrent alors les plans d'une maison pour laquelle elle avait été adoptée comme ceux d'une maison type de négociant bordelais⁹ [207].

La formule des demeures à deux corps de bâtiment n'est pas figée et les Laclotte l'utilisent en l'adaptant au mieux à la situation et aux dimensions du terrain sur lequel ils construisent. Dans la partie du lotissement Hustin qui borde le cours de Tourny et où la place ne manque pas, ils construisent vers 1775 pour le négociant et armateur Rocaute de Bussac une demeure à deux corps de bâtiment, tous deux de plan double en profondeur. Le second étant suivi d'un jardin a pu être aisément éclairé ; il contenait côté cour un escalier tournant à jour central, à partir des paliers duquel ce ne sont point des couloirs mais des coursives qui rejoignent le corps de bâtiment de façade. Le garde-corps de ces coursives, qui semble consister en balustres laisse supposer qu'elles étaient largement ouvertes [84]. Toujours sur le cours de Tourny, mais en 1787 et dans le lotissement Mitchell, les Laclotte et Jean Martin construisent encore une maison à deux corps de bâtiment, celle du négociant Guillaume Rozat, mais ici chacun contient son propre escalier ; les deux corps ne sont reliés directement entre eux qu'au niveau du rez-de-chaussée qui abrite des magasins voûtés se prolongeant jusque sous la cour dont le sol se trouve à hauteur de celui du premier étage. Cette manière de disposer des magasins occupant tout le rez-de-chaussée d'une maison à deux corps de bâtiment avec cour à l'étage n'est pas exceptionnelle, elle répond aux besoins de certains maîtres d'ouvrage qui doivent stocker des marchandises : les Laclotte l'utilisent dès 1774 pour la maison du courtier Faurie place Richelieu, mais ils ne sont pas les auteurs de son plan, peut-être s'en sont-ils souvenu pour construire celle de Guillaume Rozat, mais aussi celle des négociants Le Tellier rue de la Devise. Pour les grandes maisons Moquart, Douat et Lafite dans l'îlot Louis, elle est légèrement modifiée : ce sont des bureaux et des magasins à leur suite qui se trouvent au rez-de-chaussée des deux corps de bâtiment.

9. Bordeaux - Album..., vol. IV, pl. 15.

Peut-on considérer comme une maison à deux corps de bâtiment un type de maison très vaste à très large escalier central de plan carré couverte d'une seule toiture ? Au rez-de-chaussée comme aux étages la circulation entre les pièces situées sur le jardin et celles situées à l'opposé sur la rue se faisait par les paliers d'un côté et par des couloirs de l'autre côté disposés derrière le mur de cage. Ces grands escaliers aujourd'hui éclairés grâce à des verrières devaient l'être à l'origine par des lanternes. Il existait plusieurs de ces constructions dans le quartier de la rue Fondaudège | 208 |.

Les maisons à entrepôts

Les maisons du Pavé des Chartrons ne se distinguent en rien des autres maisons à deux corps de bâtiment construites par les Laclotte, si n'était pour certaines d'entre elles, essentiellement celles situées entre les rues Notre-Dame et de la Verrerie, la présence à leur suite d'entrepôts de grande taille, possédant un accès postérieur par l'impasse Gues-tier. L'habitude a été prise de considérer ce genre de maison du Pavé comme l'archétype de la maison de négociant. De l'organisation intérieure de ces édifices que l'on a trop souvent et abusivement qualifiés d'hôtels il faut remarquer qu'elle devait à la fois assurer des fonctions domestiques et marchandes, au contraire des véritables hôtels de l'aristocratie, qu'elle soit d'ailleurs terrienne, parlementaire ou même du négoce, desquels ces fonctions marchandes restaient « par nature » exclues ou pour le moins parfaitement autonomes. Dans les maisons du Pavé des Chartrons tout comme dans celles du cours de Tourny, dans le lotissement Mitchell ou encore dans celles du quai des Chartrons qui ne s'en distinguent que par leur taille souvent considérable, voisinent les bureaux, les appartements et les entrepôts, tous communiquant entre eux. Dans les hôtels on cherche à gagner des espaces libres, à se ménager le luxe d'un jardin. Quai des Chartrons, au cours du XVIII^e siècle, le processus est inverse, en quelques années on sacrifie les vignes qui croissent en arrière des maisons et des chais qui leur font suite, pour construire des entrepôts qui permettent de stocker les quantités de plus en plus importantes de marchandises qui transitent par le port | 209 |.

Ces entrepôts sont appelés usuellement « *chais* », sans doute en référence aux anciens bâtiments viticoles qui se trouvaient aux Chartrons jusqu'au début du XVIII^e siècle, et peut-être à ceux dans lesquels on conservait dans la rade le vin prêt à l'embarquement, attendant les conditions administratives et climatiques adéquates pour être expédié en énormes quantités vers les Îles Britanniques à l'époque lointaine du Duché¹⁰. Les chais du XVIII^e siècle n'ont plus en réalité de chais que le nom, on y entrepose tout ce qui peut se vendre ou s'acheter. Le vin ne représente plus selon François Crouzet que le quart des expéditions bordelaises dans les années 1770 et 1780¹¹. C'est improprement que l'on persiste à présenter ces maisons à entrepôts comme les habitations idéales des négociants en vin, elle ne le deviendront qu'au XIX^e siècle, pour quelques-unes d'entre elles seulement, sur les deux cents que comptent le Pavé et le quai des Chartrons. Le terme de chai semble même désigner l'ensemble de la maison à entrepôt, du moins sur le quai des Chartrons. Lorsque les Laclotte travaillent aux chais de Claude-Ange Domenge de Pic de Blays ou de François Bonnaffé, ils agrandissent l'entrepôt et modifient ou réédifient les « *pavillons* ». Ces pavillons sont en réalité la maison. Ses propriétaires ne l'habitent d'ailleurs pas nécessairement. Lorsqu'ils sont de grands négociants, ils le louent ou y logent un ou plusieurs commis.

10. RENOUD, Yves (sous la direction de), *Bordeaux sous les rois d'Angleterre...*, p. 253-255.

11. PARISSET, François-Georges (sous la direction de), *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 255.



209 | 31 et 33 cours de Verdun, maisons Gueu et Despase, façades.

Les entrepôts possèdent un accès postérieur ; il donne sur des impasses ou des cours qui communiquent avec la rue parallèle au quai. Les plus grands s'étendent sur plusieurs dizaines de toises, la plupart ne sont pas voûtés, c'est le cas de ceux construits ici par les Laclotte, certains sont bâtis sur des caves, au moins partiellement. Les mieux placés, comme celui du conseiller Domenge de Pic de Blays situé à l'angle du quai et de la rue Borie, peuvent avoir plusieurs entrées latérales. Entre les entrepôts peuvent s'élever plusieurs pavillons, celui de Domenge n'en comptait pas moins de trois.

Ces maisons à entrepôts du quai des Chartrons présentent une particularité qui n'a rien d'architectural, elle explique un déficit d'équipement du port et la vanité des efforts entrepris par les édiles bordelais pour substituer un véritable quai à la grève malcommode des Chartrons qui choquait tant les voyageurs. Depuis le Moyen Âge les demeures situées en bordure du fleuve étaient vendues avec leur « *ime-mer* », c'est à dire la bande de terrain d'une largeur égale à leur propre largeur qui s'étendait au-devant d'elles jusqu'à la limite des basses eaux du fleuve de laquelle était excepté le passage public qui longeait ce dernier.

Les façades

La composition des façades des maisons qu'élèvent les Laclotte dans la ville appelle plusieurs remarques. Dans les années 1760 ils édifient le plus fréquemment des façades qui ne comptent que deux travées, et qui de plus se présentent comme si l'ordonnancement ne concernait que les étages. Au rez-de-chaussée s'ouvre en effet une large baie, le plus souvent en anse de panier et une porte placée latéralement, qui ne se trouve pas à la verticale de la travée qui la surmonte. C'est le cas pour la série des maisons de la rue des Remparts déjà maintes fois citée, on retrouve la même dissymétrie au rez-

de-chaussée des maisons Béchade rue du Puits-Descazaux et Ducos rue de la Rousselle, bâties en 1763 et 1769 | 12 | 139 |.

À partir de la fin des années 1760, les Laclotte semblent s'orienter vers une solution nouvelle et bâtissent plus volontiers des façades à trois travées. Ainsi en est-il dans le faubourg Saint-Seurin de la propre maison d'Étienne Laclotte en 1768, de celle de leur frère Pierre cours de Tourny en 1770, des belles maisons du Pavé des Chartrons à partir de la même date, de la maison Caduc rue de Pont-Long en 1776, des trois maisons des fossés du Chapeau-Rouge faisant partie de l'îlot Louis en 1777, de celles encore des négociants Langouran et Rocaute de Bussac, Despase, Gueu et Rozat, toutes élevées entre 1775 et 1787 dans les lotissements Hustin et Mitchell, et toutes faisant façade sur le cours de Tourny | 14 | 42 | 68 | 106 | 52 | 53 | 54 | 82 | 209 | 73 |. On remarque bien sûr que ces constructions se trouvent dans des quartiers nouveaux, où la place n'est pas comptée. Dans des quartiers plus anciens, où ils doivent prendre en considération les contraintes d'un parcellaire étroit, la disposition traditionnelle à deux travées est souvent conservée, la maison de Jean Laclotte près de la croix de Saint-Martin, qui date de 1772 correspond à ce cas de figure | 3 |. Pourtant, preuve sans doute que leur inclination les porte à adopter de préférence pour leurs constructions urbaines un rythme ternaire même dans les parties les plus anciennes de la ville, lorsqu'ils sont appelés à réédifier une demeure, les Laclotte la dotent bien d'une façade à trois travées, du moins chaque fois qu'ils en ont la possibilité. Ils choisissent cette solution pour celles du jurat Métivier fossé des Tanneurs en 1775, du courtier Chatry rue des Menuts en 1778, du serrurier Dumaine rue du Palais-Gallien en 1779 | 136 | 140 | 155 |. La porte de cette dernière n'est plus latérale mais centrale ; cette formule est rarement adoptée par les Laclotte mais ils l'avaient déjà utilisée dès 1767 pour leur maison voisine de l'hôtel d'Augeard rue Fondaudège | 93 |.

Cette habitude d'élever des maisons à trois travées ne constitue cependant pas une règle intangible et le programme imposé par le maître d'ouvrage, ou la configuration du terrain conduisent parfois les architectes à donner une largeur plus importante à la construction qui leur est commandée, quel que soit le quartier dans lequel elle se trouve. En 1769 la grande demeure de Christophe Gernon sur le Pavé des Chartrons compte cinq travées et non trois comme ses voisines. L'immeuble qui abrite le domicile du raffineur Tanaÿs Boutet et sa raffinerie de sucre, celui également dans lequel réside et travaille dans son atelier le sculpteur André Queva, le premier construit en 1781 rue Camille-Sauvageau et le second en 1787 rue Saint-Laurent, présentent des façades larges de six et cinq travées | 142 | 99 |. Le vieil hôtel de la rue de la Devisse acquis en 1782 par les négociants Le Tellier et transformé en maison comprenant des magasins en rez-de-chaussée compte aussi en façade cinq travées, tout comme celle de Pierre Ferrière sur le quai des Chartrons, sa voisine élevée pour Claude-Ange Domenge étant quant à elle large de quatre travées | 145 | 150 | 151 |. Les Laclotte ne répugnaient pas à donner quelque ampleur à ces façades et celles du jeu de paume ainsi que de leur maison du 24 de la rue Fondaudège comptaient toutes deux cinq travées et se caractérisaient elles aussi par la présence de la porte centrale.

À partir de 1778 apparaît dans le lotissement du terrain des Ordinants rue Judaïque, un goût pour un nouveau type de façade auquel les Laclotte vont rester fidèles jusqu'à la fin de leur carrière. Dans des suites d'habitations, ils uniformisent les élévations sur rue à tel point qu'il est bien difficile de distinguer combien de travées compte chacune d'elles. Ceci se vérifie donc rue Judaïque mais aussi dans la série des maisons construites pour François Bonnaffé à partir de 1782 dans la rue Saint-Rémi, et sur le côté occidental de la rue Victoire-Américaine à partir de 1785 | 36 | 147 | 90 |. Dans cette dernière rue voi-

sinent d'ailleurs les deux tendances puisque sur son côté oriental les maisons contemporaines de celles dont il vient d'être parlé comptent presque toutes trois travées en façade, quant à elles clairement identifiables.

À cette époque, soit dans les années 1780, la mise en place de balcons très spécifiques, toujours à hauteur du premier étage, accentue les différences entre ces deux types de façades. Auparavant, lorsqu'ils commencent à bâtir celles qu'ils composent avec trois travées, les Laclotte ne renoncent pas immédiatement à la solution du balcon occupant toute la largeur de la façade. Les maisons d'Étienne Laclotte rue Fondaudège et de son frère Pierre cours de Tourny sont à cet égard très représentatives. Elles datent de 1768 et 1770, leur balcon dérive de ceux qu'ils avaient l'habitude de faire reposer sur une trompe, comme ceux des demeures du Pavé des Chartrons, mais il s'en différencie par des supports en forme de consoles | 14 | 43 |. Jusque vers 1778, ils conservent cette manière de procéder ; on peut l'observer sur les maisons du chirurgien Raymond Tastet, du négociant Rocaute de Bussac, du courtier Chatry | 51 | 82 | 140 |. Par la suite, pour ce type de maisons ils prennent l'habitude de ne placer de balcon qu'au-devant de la baie centrale de l'étage, privilégiant presque systématiquement la travée médiane de la façade. La façade de l'habitation de Dumaine bâtie en 1779 rue du Palais-Gallien en constitue sans doute le premier exemple, le même principe est repris entre 1780 et 1787 pour celle des deux maisons des Laclotte rue des Bahutiers, de Guillaume Rozat cours de Tourny | 155 | 141 | 73 | de presque toutes celles construites sur le côté oriental de la rue Victoire-Américaine. Quant aux balcons des suites de maisons à façade uniforme, contrairement à ce qui avait été adopté pour le Pavé des Chartrons où ils restaient « individuels », dans les nouveaux lotissements ils courent au premier étage sur toute la longueur de l'ensemble, l'espace n'étant divisé que par des grilles hérissées de chardons, comme rue Judaïque ou rue Victoire-Américaine sur son côté occidental | 90 |.

Là encore on ne peut affirmer que la règle ne souffre pas de transgression. Sans doute les Laclotte doivent-ils composer avec les goûts et désirs de leurs clients, les balcons des maisons d'Edme Gueu et Jean Despase, construites en 1782 et 1783 occupent toute la largeur de leur façade | 209 | ; en 1782 toujours, les frères Le Tellier font supprimer les balcons qui devaient précéder les baies du premier étage de leur maison de la rue de la Devisse | 145 | ; en 1786 la maison Masson rue Victoire-Américaine comporte de simples balconnets | 91 |, tout comme en 1787 celle d'André Queva | 99 |, c'est bien un balcon central qui se trouve sur la façade à six travées de l'immeuble de Tanaÿs Boutet mais il n'occupe que la largeur de deux travées | 142 |. Le succès des balcons sur trompe ne se dément pas dans le milieu du négoce, la demeure édifiée pour le négociant et consul Jacques de Bethmann quai des Chartrons en 1778 | 153 |, celles qui se construisent jusqu'à la Révolution sur le Pavé des Chartrons en sont toutes pourvues.

Vers une spécialisation des niveaux et des pièces

Il faut une nouvelle fois distinguer dans les constructions édifiées par les Laclotte celles qui abritent à la fois un local commercial ou professionnel et un logement et celles qui consistent strictement en habitations. Dans les premières, qu'elles soient à un ou deux corps de bâtiment, la quasi-totalité du rez-de-chaussée est consacrée aux activités mercantiles. Cet état de fait se vérifie aussi bien dans les maisons comportant des boutiques, comme celles de la suite de la rue Judaïque, que dans celles destinées à des courtiers, voire des négociants, telles que les maisons Rozat ou Le Tellier. Des entorses à la règle existent cependant, dans des constructions aussi dissemblables que les maisons à boutiques de la rue des Remparts et celles des grands négociants de l'îlot Louis. Dans



210 | Plans de la maison
Lafite, cours du Chapeau-
Rouge.

les plus petites, la cuisine se trouvait au rez-de-chaussée entre la boutique et la cour dans laquelle se trouvait le puits, la partie domestique empiétait donc sur le local professionnel. Au contraire, dans les grandes demeures de l'îlot Louis, aux magasins et entrepôts occupant le rez-de-chaussée s'ajoutent les bureaux qui se situent à l'entresol. Quoi qu'il en soit de leurs dimensions, l'habitude pratiquement systématique pour ces constructions à usage « mixte », chez les Laclotte comme chez les autres architectes, consiste à placer le vestibule d'entrée latéralement. Cette solution permet de ne pas fragmenter l'espace consacré aux activités commerciales et semble préférable à celle du couloir central, qu'ils purent utiliser au moins dans le cas de l'une des maisons de l'îlot Louis, ses grandes dimensions permettant de rendre acceptable cette fragmentation ¹² | 210 |, mais aussi dans des constructions plus modestes comme leur maison jouxtant l'hôtel d'Augeard rue Fondaudège, ou celle du serrurier Dumaine rue du Palais-Gallien, qui il est vrai ne comportaient pas de rez-de-chaussée « commercial ».

Comme il a déjà été expliqué, les maisons du type de celles de la rue des Remparts, qui sont parmi les plus anciennes bâties par les Laclotte, ne comprennent aux étages qu'une pièce côté rue et une autre côté cour, communiquant directement entre elles et pouvant servir à n'importe quel usage. Aucune précision quant à leur destination n'est mentionnée dans les devis de construction ; sans fonctions définies elles sont indifféremment dénommées « *chambres* ». Ce n'est que dans des édifices beaucoup plus grands et plus récents qu'apparaît la notion de spécialisation des pièces, outre les chambres et leur antichambre dont l'usage est loin d'être abandonné, les maisons du courtier Faurie et du négociant Rozat, des négociants Duprat et Le Tellier, construites entre 1774 et 1787, possèdent toutes une salle à manger et un salon de compagnie. Ces pièces se situent bien sûr aux étages. Pièce enfin dont la spécificité est, tout comme celle de la boutique ou des magasins et de la cuisine, clairement établie bien avant celle des autres salles : le bouge. Le plus fréquemment il se trouve dans les galetas, mais s'il loge un domestique dont le service est permanent il jouxte une chambre et dans ce cas n'est souvent même pas éclairé.

12. *Bordeaux - Album...*, vol. IV, pl. 16.

La superposition des niveau « commercial », niveau de réception et niveau ou niveaux privés caractérise les maisons de marchands ou négociants, ou encore les maisons dont le rez-de-chaussée au moins est destiné à abriter un commerce. On ne reviendra pas sur l'organisation on ne peut plus simple de celles qui ne comptent qu'un seul corps de bâtiment. Dans celles qui en comportent deux, au premier étage du corps de façade on accède depuis le palier de l'escalier, en suivant un couloir latéral, à un salon prenant le jour côté rue. Dans les plus grandes maisons, un « cabinet », qui consiste en réalité en un second salon plus petit également situé côté rue, prolonge le premier, avec lequel il forme enfilade. Ce salon ou cette enfilade communiquent avec la salle à manger disposée côté cour soit directement, soit par l'intermédiaire d'une petite pièce en second jour pouvant ouvrir sur le couloir. Au même niveau, dans le second corps de bâtiment peut se trouver la cuisine. Si l'on a préféré conserver cette dernière au rez-de-chaussée, auquel cas elle donne sur la cour où sont placés l'évier et le puits, le premier corps de bâtiment peut n'être occupé que par des salons et la salle à manger se situer dans le second corps ; un deuxième couloir, sur le côté de la cour la relie alors à ces salons. Les deux solutions sont représentées, dans la grande maison des Lacotte de la rue Judaique pour la première, dans certaines des demeures du Pavé des Chartrons pour la seconde, et précisément dans l'exemple publié en 1892 comme représentatif de l'habitation d'un négociant, déjà cité | 207 |.

Au deuxième étage est reprise sensiblement la même organisation, le couloir conduit jusqu'à une antichambre commandant une chambre de maître qui prend le jour sur la rue. Une autre chambre donne sur la cour ; si une pièce en second jour la sépare de la première, celle-ci peut abriter une garde-robe, un bouge, exceptionnellement un cabinet de toilette. Le second corps de bâtiment peut contenir une dernière chambre mais plus généralement s'y trouvent des bouges, latrines, l'escalier de service conduisant aux combles où peuvent aussi loger des domestiques, parfois un bûcher pour les cheminées de l'étage.

Sans schématiser à outrance, on peut avancer que les divisions et plans des demeures particulières dépourvues de locaux commerciaux sont proches de ceux des maisons qui en possèdent mais que la principale différence réside dans le fait que le niveau de réception se trouve ici au rez-de-chaussée. Le meilleur exemple en ce qui concerne les maisons à un corps de bâtiment est sans doute la propre maison d'Étienne Lacroix. Le vestibule conduit jusqu'à l'escalier derrière lequel se trouve la cuisine et commande latéralement un grand salon côté rue que prolonge un second salon plus petit ouvrant sur le jardin. Aux étages ce sont deux chambres côté rue, dont la plus petite occupe le même espace que le vestibule du rez-de-chaussée, et une chambre côté jardin que desservent les paliers de l'escalier.

Bien que plus grandes, les demeures mitoyennes de Jean Despase et Edme Gueucours de Tourny présentent les mêmes caractéristiques, elles s'en différencient par l'absence de jardin auquel sont préférées une grande cour et des écuries. Une ruelle fermée d'une grille donnant sur la rue Mitchell elle-même perpendiculaire au cours permet d'y accéder. Certaines des maisons du côté oriental de la rue Victoire-Américaine, dont le fond de parcelle borde l'impasse Victoire étaient semblablement pourvues d'écuries vers lesquelles cette petite voie livrait passage. Dans cette même rue Victoire-Américaine, mais sur son côté occidental, il n'avait pas été possible d'aménager un passage postérieur vers les écuries pour les demeures qui en possédaient, comme les maisons Morin ou Cellier-Soissons. Le rez-de-chaussée est occupé par une remise et la cuisine à sa suite, jouxtant un passage destiné à se rendre vers l'écurie.

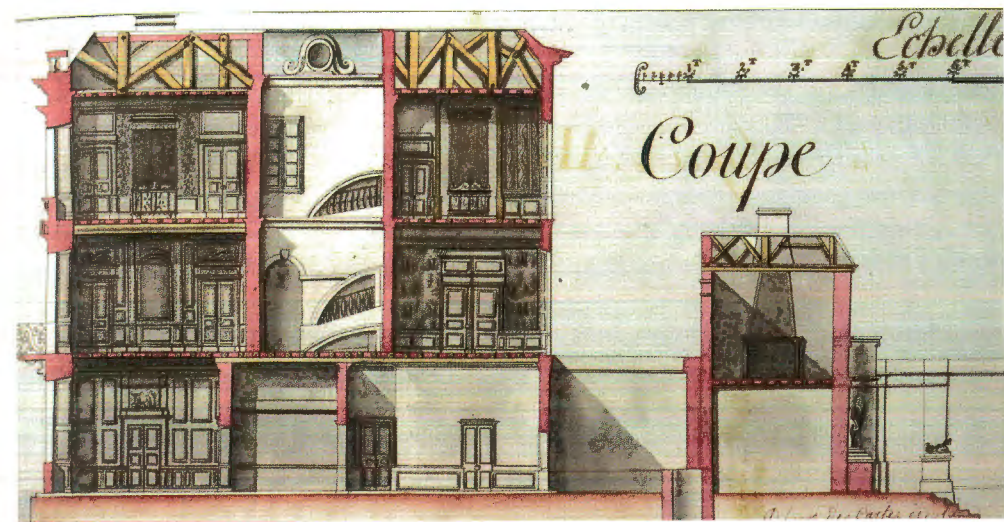
Toutes les maisons « sans commerce » à deux corps de bâtiment construites par les Laclotte le furent dans le faubourg Saint-Seurin, dans les lotissements Hustin et Mitchell. Dans les moins importantes, comme celle d'Emery Masson elle aussi située rue Victoire-Américaine, les appartements sont concentrés dans le premier corps tandis que le second très étroit ne contient que des latrines [92]. Les plus grandes peuvent atteindre des dimensions imposantes et leur organisation est autrement plus complexe. La mieux connue, grâce aux plans datant de l'époque même de son édification est celle du négociant et armateur Rocaute de Bussac sur le cours de Tourny. Ses deux corps séparés par une large cour sont doubles en profondeur et suivis d'un jardin. Le rez-de-chaussée du premier contient un salon de compagnie et une salle à manger communiquant entre eux, l'un éclairé côté rue et l'autre côté cour, dans le second corps de bâtiment une antichambre précède un deuxième salon de compagnie donnant sur le jardin. À l'étage les appartements des maîtres se composent dans le premier corps d'une antichambre jouxtant une chambre, toutes deux situées sur la cour ; depuis la première on accède à un « *salon d'hiver* » et à un cabinet attenant, tous deux ouvrant sur un balcon côté rue. Entre le cabinet et la chambre, communiquant avec cette dernière se trouve un minuscule bouge pour domestique. Une antichambre et une garde-robe côté cour, une grande chambre côté jardin forment le deuxième appartement situé dans le second corps [84].

Les « équipements » et les éléments de confort

La cheminée, qui confère à la salle qui en est pourvue, ce qui est pratiquement le cas de toutes, la qualité de « *pièce à feu* », constitue l'élément de confort le plus répandu. Les Laclotte ont pour habitude de construire manteau et piédroits en pierre de Bourg de la meilleure qualité, c'est-à-dire de Bouchet ou de Roque-de-Tau. Pour les maisons les plus soignées comme celles d'André Faurie place Richelieu, Daniel Duprat sur le Pavé des Chartrons ou Jean-Baptiste Cellier-Soissons rue Victoire-Américaine, ces mêmes manteaux et piédroits peuvent être en pierre de Taillebourg dans les chambres et en marbre dans les pièces de réception. Le foyer est le plus souvent carrelé et ses parois en brique, il n'est jamais question dans les contrats conservés de poser de plaque métallique sur son contre-cœur. Quant à la hotte, si jusqu'à la fin des années 1770 son décor est sculpté, après cette époque lui est substitué un décor de plâtre fin, c'est le cas dans les maisons Delaroze en 1779, Le Tellier en 1783 ou Cellier-Soissons en 1784.

La cheminée de cuisine occupe une place à part dans les éléments d'équipement. Large et profond, son foyer présente souvent unâtre surélevé, on y peut faire cuire les aliments mais aussi conserver à l'abri de l'humidité certains condiments et épices. Dans de nombreux cas, les clients des Laclotte ne se contentent pas d'un moyen aussi rustique qu'une cheminée pour la préparation des repas et leur demandent d'adjoindre à celle-ci un « *fourneau* », nom sous lequel ils désignent un four potager, il s'en trouve dans les cuisines des maisons Cousseilhac, Duprat, Rozat, Laloubie, Le Tellier ainsi que Delaroze ; chez les plus raffinés, comme Jean Despase, un four à pâtisserie complète cette installation [211]. Toujours placée à proximité du puits, donc de la cour, la cuisine pouvait dans les plus grandes demeures posséder une annexe appelée « *souillarde* » dans laquelle se trouve l'évier, les maisons Despase, Cellier-Soissons, Rozat, Le Tellier en possédaient. Parfois, comme dans la maison des Laclotte rue Judaïque, l'évier se trouve tout simplement dans la cour.

L'écoulement de ces évier se fait la plupart du temps vers la rue au moyen d'un petit canal creusé sur le côté du corridor d'entrée et couvert en bois, cela est le cas dans la maison de Jean Despase par exemple. Exceptionnellement un aqueduc souterrain, comme



211 | 33 cours de Verdun, coupe de la maison Despase, Archives nationales.

il en existait sous les maisons de la place Richelieu ou de la rue Judaïque, peut recueillir les eaux usées, ainsi que les rejets produits par l'utilisation des latrines dont toutes les maisons sont pourvues. En l'absence quasi généralisée de ces aqueducs, ces rejets s'écoulaient dans une fosse voûtée et doublée en brique, supposée être étanche, creusée sous les caves. Dans les demeures les plus confortables comme celles de Jean Despase ou du négociant Rocaute, toutes deux situées sur le cours de Tourny, apparaissent des « *chambres de bains* » et cabinets de toilette, mais elles semblent constituer des exceptions [84].

La destination des salles et pièces placées en rez-de-chaussée, boutiques, magasins, cuisines, souillardes et autres dépenses, sans oublier bien sûr les couloirs d'entrée, contraint systématiquement les architectes à daller leur sol de pierre ou à les carrelers. De toute manière la désastreuse influence du climat océanique, particulièrement sensible à Bordeaux, justifiait à elle seule cette pratique, tant les parquets souffraient d'un excès d'humidité. Certains maîtres d'ouvrage, pour des maisons ne comportant pas de locaux commerciaux au rez-de-chaussée, tiennent cependant à faire poser des parquets à ce niveau puisqu'il abrite les pièces de réception. Le plancher de la salle à manger de Jean Despase est posé « *sur terre* ». Lors de la démolition d'immeubles bordelais du XVIII^e siècle, il a pu être constaté que les architectes et charpentiers prenaient soin d'enduire de brai ou goudron les lambourdes supportant les planchers posés en rez-de-chaussée, ainsi que le revers des planches elles-mêmes. Rien ne prouve que les Laclotte utilisaient cette technique imitée de celle pratiquée par les charpentiers de marine bordelais. Rien ne prouve non plus qu'ils l'ignoraient, ce qui serait d'autant plus étonnant que leur frère négociant en bois se trouvait en contact permanent avec les milieux de la construction navale. Les parquets restent pourtant en règle générale réservés aux étages, pour les pièces de réception, lorsqu'elles s'y trouvent, ce qui constitue un cas on l'a vu presque commun, et pour les chambres. Encore doit-on noter que certains autres maîtres d'ouvrage préfèrent pour des salles très fréquentées un revêtement plus résistant. Le « *salon à manger* » de Daniel Duprat, situé au premier étage de sa maison du Pavé des Chartrons est carrelé. Carrelés également sont presque toujours les galetas construits par les Laclotte. Plus qu'un manque de considération pour les occupants de ces galetas, il faut sans doute voir dans cette pratique une précaution contre les incendies, destinée à isoler plus ou moins efficacement il est vrai la charpente du reste de l'édifice.

Les lambris ne peuvent pas être considérés comme de simples éléments de décor. Dans des pièces aux murs enduits de plâtre fin peint et verni, des accidents peuvent survenir à ce revêtement coûteux et fragile, naturellement dans la partie basse des parois, les plus exposées. On pose, pour pallier ce risque de dégradation, des lambris d'appui. Jean Despase fait mettre en place en 1783 de ces lambris sur des murs plâtrés dans pratiquement toute sa demeure, à l'exception des pièces dans lesquelles il fait aussi poser des lambris de hauteur [211]. Ces derniers semblent plus répandus dans les pièces de réception, telles que salle à manger et salon, leur coût élevé les fait réserver aux demeures les plus cossues, celles de Jean Despase qui n'était décidément pas ennemi du luxe, mais aussi du négociant Duprat ou des frères Le Tellier en comportent. Leurs qualités décoratives sont indéniables et ils présentent l'avantage de former un bon isolant thermique. Enfin certains panneaux de ces lambris de hauteur peuvent dissimuler des portes et surtout des placards, les deux existent chez Jean Despase toujours, et de semblables rangements dans les maisons Cellier-Soissons et Morin rue Victoire-Américaine.

Les hôtels : le respect de la tradition

Pour eux-mêmes vers 1770 autour du Jardin Public, puis par la suite pour des parlementaires, officiers ou négociants, les Laclotte bâtissent plusieurs hôtels de plus ou moins grande importance, aussi bien entre cour et jardin que sur rue. La différence entre ces hôtels et les grandes maisons de négociants ou armateurs est parfois bien ténue et certaines de ces dernières, comme les maisons Lafite et Douat cours du Chapeau-Rouge sont parfois bien plus vastes que certains hôtels, tel celui du cordier Jean Ravezies. Ce qui distingue ceux-ci, même de petite taille, des grandes maisons, réside dans le fait qu'ils comportent des dépendances, au nombre desquelles apparaissent des écuries et dans presque tous les cas un jardin. Enfin, même si une partie de ces hôtels peut être louée à des personnes qui s'y livrent à une activité mercantile, jamais celui qui y réside, fut-il négociant, n'y exerce son métier.

Ici encore, comme cela est le cas pour les maisons, il faut remarquer que se perpétuent des schémas traditionnels. On trouvera difficilement à Bordeaux des exemples d'hôtels, même là où le terrain le permet, c'est-à-dire dans les quartiers nouveaux comme autour du cours de Tourny, construits à la manière d'un pavillon, isolé et entouré de jardins, ménageant des effets de perspective autant qu'il se peut faire, comme il s'en édifie à Paris dans le dernier tiers du XVIII^e siècle. Il faudrait multiplier les exemples de ces édifices ; les plans très représentatifs des hôtels de Marigny, de Sainte-Foix, de Breteuil, de Verrières ou encore de Montsaugé, publiés par Michel Gallet, suffisent amplement à illustrer le propos¹³. Tout se passe à Bordeaux comme si l'exemple parisien était réfuté par les maîtres d'ouvrage. Ceux qui forment la clientèle des Laclotte ne font pas exception. Seules, mais leurs dimensions sont fort réduites, les deux demeures édifiées vers 1780, l'une à proximité du cours d'Albret et l'autre en bordure de cette voie pour le financier Duffour, qui réside à Paris, connues sous les noms d'hôtels Lessance et Saint-Marc, peuvent évoquer les maisons dont il vient d'être parlé. Tout laisse d'ailleurs à penser que leur architecte n'est pas bordelais, quant à leur forme elle paraît tellement exotique que lorsque le marquis de Saint-Marc acquiert en 1787 celle à laquelle il laissera son nom, il s'empresse de la faire transformer et lui rend, nonobstant son décor très original, l'apparence traditionnelle d'un hôtel entre cour et jardin¹⁴.

13. GALLET, Michel. *Demeures parisiennes...*, p. 20, 28, 32, 36, 40.

14. Le marquis de Saint-Marc, personnage brillant, habitué de la cour, littérateur, collectionneur averti, ne peut pourtant pas être soupçonné de n'avoir pas connu l'architecture contemporaine étrangère à Bordeaux.

Depuis le XVII^e siècle, la forme des hôtels bordelais paraît en effet définitivement fixée. Une seule cour assume à la fois les fonctions de cour d'honneur et de service. Cette cour est circonscrite par le corps de logis de plan en U à un ou deux étages et fermée par un mur de clôture percé d'une porte cochère monumentale. Le jardin se situe bien sûr à l'opposé de la cour. Les dépendances et services se trouvent au rez-de-chaussée des ailes en retour, dans le meilleur des cas peut exister une cour de service, ou basse-cour, comme dans l'hôtel de Ragueneau rue du Loup. L'étroitesse du parcellaire bordelais ne peut seule expliquer ce parti d'organisation. Il n'est guère que le palais archiépiscopal au XVIII^e siècle, et plus précisément à l'époque de l'activité des Laclotte, qui à l'imitation des grands hôtels parisiens comporte une cour d'honneur indépendante, séparée des cours de service et des écuries. Les Laclotte, comme leurs confrères Victor Louis pour l'hôtel du négociant Nairac, ou François Lhôte pour celui du conseiller Basquiat, tous deux édifiés en 1775, se conforment quant à eux à la tradition.

Il est vrai que l'hôtel de Lalande, bâti sur le même schéma, comportait une cour des écuries et une cour des offices, mais elles étaient de dimensions extrêmement réduites. Seuls éléments nouveaux introduits par les architectes par rapport à la cour rectangulaire du XVII^e siècle, les ailes en retour sont remplacées par des avant-corps sur lesquels se greffent les ailes basses de communs. Face au logis, l'extrémité de cette cour est de forme semi-elliptique. Cette dernière formule, délibérément délaissée à Bordeaux, même dans des hôtels aussi importants que ceux du président Le Comte et du premier président Le Berthon, construits au milieu du XVIII^e siècle sans doute par Portier, qui n'ignore rien des modes de son temps, n'a pourtant rien de bien « moderne ». Dès 1679 Jules Hardouin-Mansart l'avait utilisée à Versailles pour la cour de l'hôtel de Noailles¹⁵, tout comme Boffrand au tout début du XVIII^e siècle pour l'hôtel d'Argenton à Paris¹⁶. Dans le cas de l'hôtel de Lalande, cette forme de cour répond à la demi-lune de l'entrée, ce principe est lui aussi d'autant mieux et depuis longtemps connu qu'utilisé dans des réalisations aussi célèbres que les hôtels de Soubise ou de Matignon, bâtis par Delamaire et Courtonne en 1716 et 1720. S'il avait suffi que les gravures de ces édifices soient diffusées dans toute la France, d'autres facteurs pouvaient contribuer à les faire connaître. En ce qui concerne par exemple l'hôtel de Matignon, une partie de la famille Stuer, possessionnée en Guyenne entretenait d'étroits rapports avec les Stuer de Paris ; elle ne pouvait manquer de connaître cette demeure.

Édifié en 1775 l'hôtel de Lalande possède un plan très caractéristique. Les pièces de réception se trouvent au rez-de-chaussée et les appartements privés à l'étage auquel on accède par un escalier suspendu, tournant à jour central, contenu dans l'un des deux avant-corps latéraux [48], on remarque que cette solution était elle aussi utilisée depuis longtemps dans l'architecture des demeures françaises, à l'hôtel de Matignon déjà cité, par exemple. Dans l'hôtel de Lalande le vestibule d'entrée se trouve également dans l'avant-corps contenant l'escalier, puis une antichambre latérale lui faisant suite commande l'accès aux salons en enfilade donnant tous sur le jardin. C'est la très grande salle à manger qui occupe la partie centrale du rez-de-chaussée de l'hôtel côté cour.

Les Laclotte sont-ils seuls responsables de cette soumission aveugle à la tradition ou leur est-elle imposée par leurs maîtres d'ouvrage ? Un exemple au moins semblerait indiquer que cette dernière hypothèse mérite examen. Plus original en effet et pouvant lui aussi être considéré comme un hôtel entre cour et jardin, l'hôtel Mac Carthy qui date

15. HAUTECOEUR, Louis. *Histoire de l'architecture classique en France*. t. 2. *Le règne de Louis XIV...*, p. 590-591.

16. GALLET, Michel, GARMS, Jörg (sous la direction de). Germain Boffrand. 1667-1754. *L'aventure d'un architecte indépendant*. Paris : Délégation à l'action artistique de la ville de Paris, 1986., p. 31, 36.

de 1770, de plan massé, présente la particularité d'être construit entre deux cours, l'une d'honneur ouvrant sur le cours de Tourny, l'autre de service contenant les écuries auxquelles on accédait depuis l'impasse Hustin. Son « *parterre* », ou petit jardin régulier, est disposé latéralement. Naturellement ses salons, auxquels on accédait depuis un vestibule axial, donnaient sur ce jardin, que seule une simple grille séparait du Jardin Public. Cette disposition semble bien prouver que les Laclotte peuvent trouver des alternatives aux plans types lorsque la configuration d'un terrain est difficile et qu'ils n'ont pas à tenir compte des exigences d'un maître d'ouvrage. Il faut rappeler qu'à l'origine ils avaient bâti cet hôtel pour eux-mêmes.

Les hôtels Lavaissière de Verduzan place Dauphine et de Castelnau d'Auros rue Judaïque-Saint-Seurin, élevés en 1770 et 1785, tous deux par les Laclotte possèdent également des caractéristiques communes évidentes. Ces deux hôtels sur rue comportent un corps de bâtiment principal, de plan double en profondeur, qui compte deux étages, au-dessus d'un entresol. Le logis de l'hôtel de Castelnau d'Auros placé à l'angle de deux rues est de plan en L, mais sur la rue la moins importante il est de plan simple. Dans ces deux constructions, le rez-de-chaussée et l'entresol en façade sur la voie publique sont loués à des commerçants qui disposent là d'une boutique, d'une arrière-boutique et d'une réserve à laquelle conduit un étroit escalier. Il n'existe bien sûr pas de communication entre ces locaux et les niveaux supérieurs [38 | 110]. Une porte cochère s'ouvre dans l'élévation principale, commandant l'accès au passage destiné à laisser circuler les voitures entre la cour et la rue, il traverse donc le corps de bâtiment de façade. À son extrémité il communique avec le vestibule placé latéralement, dans lequel prend naissance l'escalier desservant les étages et prenant le jour par la cour. La formule devait donner satisfaction, les entrées et accès aux appartements des hôtels Dublan et Saige ne sont pas aménagés d'une autre manière. Sur le côté de la cour se dresse l'aile des dépendances, plus basse que le logis, de plan simple en profondeur. Au-delà de cette cour, dans l'hôtel de Castelnau où la place le permet se trouve un jardin, celui de Lavaissière n'en possède pas. Lorsque l'espace manque et que le terrain n'est pas régulier, il faut résoudre le problème de la répartition des corps de bâtiment de la manière la moins malcommode possible, ceux de l'hôtel d'Augeard bâti en 1769 s'organisent autour d'une cour ovale, François Lhôte reprendra le principe en 1777 pour l'hôtel Dublan cours Georges-Clemenceau. Les mêmes problèmes amènent leur résolution par de semblables solutions, l'idée de ce genre de cour n'était ni de l'invention des Laclotte, ni non plus très neuve, dès le milieu du XVIII^e siècle Le Pautre avait ordonné l'hôtel de Beauvais autour d'une cour très semblable.

L'hôtel d'Augeard ne présente pas cette seule originalité, son corps de bâtiment principal, sur la rue Fondaudège, est dépourvu de porte cochère. Les écuries, dont le sépare le jardin sont reléguées dans un corps de bâtiment annexe faisant façade sur la place Fondaudège. Le petit hôtel du maître cordier Jean Ravezies rue Saint-Charles, de plan rectangulaire et double en profondeur, n'est quant à lui élevé que d'un étage, ses dépendances consistent en un corps de bâtiment bas, percé d'une porte cochère sur la rue, par où pénétraient chevaux et voitures.

Comme dans les hôtels entre cour et jardin, la division entre pièces de réception et appartements privés est très stricte dans la plupart de ces hôtels sur rue. L'étage noble est au-dessus de l'entresol, les appartements au deuxième étage. Les salons forment enfilade, pour les appartements privés on reste fidèle au principe de l'antichambre commandant l'accès aux chambres. Dans l'hôtel des barons de Castelnau d'Auros, de plan en L, c'est à chaque étage une grande antichambre placée en angle qui distribue les

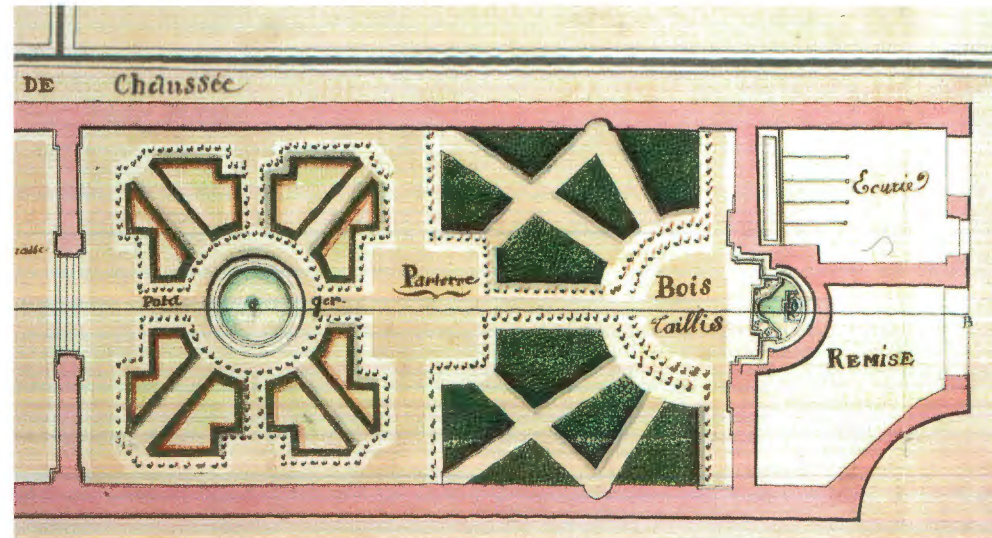
pièces réparties dans les deux corps de bâtiment. L'hôtel Ravezies fait exception, les salons et la salle à manger se trouvent au rez-de-chaussée, deux d'entre eux sont prolongés par une terrasse qui domine le jardin. À l'étage, dans lequel on se rend par un escalier latéral, c'est un vestibule central ovale qui distribue les différentes chambres [143].

L'aspect de tous ces hôtels, qu'ils soient entre cour et jardin ou sur rue, frappe par son austérité. Ne faut-il pas là encore se référer à la tradition pour tenter de l'expliquer ? Sans doute les maîtres d'ouvrage, sinon les architectes eux-mêmes restent-ils attachés au souvenir de la vieille maison patricienne, « *Poustau* » seigneurial, espace fermé dans la cité à l'image du palais italien. L'intendant de Guyenne donne lui-même l'exemple de cet attachement. Il vit comme dans une forteresse dans la demeure qui a remplacé le vieux château de Puy-Paulin, que dominant encore deux puissantes tours romaines, lointain héritage des Bordeaux, Foix-Grailly et Foix-Candale, bradé au Roi lors de la désastreuse liquidation de la succession du dernier duc d'Epéron, petit-fils de Marguerite de Foix. Le fait n'est sans doute pas fortuit. Avec les frais engagés au XVIII^e siècle pour faire sans cesse réaménager et décorer l'hôtel du représentant du pouvoir royal¹⁷, il aurait été possible de faire édifier, comme dans nombre d'autres généralités, un nouvel et élégant hôtel.

Les hôtels construits par les Laclotte ne font pas exception à cette convenance. De l'hôtel de Lalande on ne peut apercevoir, si la porte cochère est ouverte, que la façade sur cour. Celle du premier ne présente au spectateur que des fenêtres, comme s'il était dépourvu d'entrée. Les seuls hôtels bordelais qui se peuvent voir à loisir sont encore une fois celui de l'archevêque dont la clôture de la cour est constituée d'une série de baies en plein-cintre, et l'hôtel Lessance au corps de passage soutenu par une double colonnade. Des hôtels sur rue de Lavaissière et de Castelnau d'Auros, seules sont visibles la façade anonyme du premier que rien ne distingue des maisons voisines sinon sa largeur, et l'interminable succession des hautes travées régulières du second. On suppose les appartements « réfugiés » dans les étages, isolés du commun par les rez-de-chaussée et entresol sur lesquels ils se juchent. Ces demeures, dont les habitants semblent cultiver un goût exacerbé de la discrétion sont bien sûr dépourvues de balcon. Peut-on là encore imputer le fait aux architectes ? Ils n'ignorent pas les réalisations de Victor Louis ou François Lhôte, auteurs des hôtels Saige et Dublan, aux belles façades à balcons : dès avant la construction de ces derniers ils avaient placé un long balcon reposant sur des consoles à l'étage noble de leur propre hôtel loué au président d'Augeard. C'est à peine si leurs clients consentent à la présence d'un avant-corps afin de conférer quelque animation aux longues façades de leur maison, d'une saillie très limitée s'il est sur la rue, comme dans le cas de l'hôtel de Castelnau. Au contraire de ce qu'explique Jean-Marie Pérouse de Montelos, pour qui les Parisiens sacrifient une part de leur intimité aux nouvelles tendances de l'architecture, tout laisse à penser que les Bordelais la défendent farouchement. Sinon l'archevêque, qui consent à laisser voir son jardin à travers des grilles, tous ceux qui en possèdent un dans la cité se le réservent jalousement. Mais le prince de Rohan n'est-il pas parisien, contrairement à ce qu'indique son nom, et surtout homme public ? Les jardins du conseiller de Lalande ou du baron de Castelnau, clos de hauts murs, restent invisibles du public, rien ne permet de douter qu'ils demeurent strictement privés. Cours Saint-André, le jardin de la maison Despase qui s'apparente à un véritable hôtel est tout à fait invisible du public, malgré ses petites dimensions il réunit une terrasse qu'ornent des statues, un potager, un parterre et un bois-taillis, tous

17. A. D. Gironde, C 1193 à 1198.

212 | 33 cours de Verdun,
plan du jardin de la maison
Despase, Archives
nationales.



réguliers, enfin une fontaine adossée au mur des écuries [212]. Le jardin voisin de l'hôtel Mac Carthy, dont le cas a été évoqué, fait exception, mais pour le voir il faut pénétrer dans le Jardin Public dont un « *chasse-gueux* » interdit l'entrée aux importuns. Ce principe du jardin privé donnant sur la perspective d'un autre plus vaste est pourtant repris six ans après la construction de l'hôtel Mac Carthy par Lhôte pour celui de l'hôtel de Poissac qui fait face au jardin de l'archevêque ; mais ici l'architecte n'est pas bordelais et le conseiller de Poissac mal enclin à dissimuler sa fortune.

Ce serait un lieu commun de souligner que les équipements et éléments de confort qui se peuvent trouver dans les hôtels étaient égaux sinon supérieurs à ceux dont bénéficient les plus grandes maisons dont il a été déjà parlé dans le chapitre les concernant. Aux cheminées, pour lesquelles on préfère le marbre dans les salles de réception, comme dans l'hôtel Ravezies, peuvent s'ajouter les poêles, tel celui très spectaculaire de la salle à manger de l'hôtel de Lalande. La vaste cuisine de l'hôtel de Castelnau possède évidemment son four potager, qui compte cinq feux, son puits s'ouvre dans la pièce même [110]. Les plans originaux manquent pour savoir si les salles de bain et cabinets de toilette font partie des pièces appréciées des occupants d'hôtels particuliers. Celui que bâtissent les Laclotte pour leur propre compte en bordure du Jardin Public possède au moins deux cabinets, Jean Ravezies n'a pas jugé utile d'en faire équiper sa demeure... Même si elles se situent au rez-de-chaussée comme dans les hôtels de Lalande ou Ravezies, les pièces de réception sont systématiquement parquetées, parfois en bois précieux et en parquet Versailles ; quant aux lambris, leur pose paraît avoir été également coutumière, au moins dans ces mêmes pièces de réception. C'était le cas dans celles des hôtels Ravezies, de Lalande, Mac Carthy, de Castelnau, d'Augeard.

Des jardins dont il a été plus haut question peu de chose sinon rien n'est connu. Ils participent à l'agrément de la demeure et la surface restreinte de la plupart ne doit pas permettre d'en cultiver une partie en potager. Du seul qui était assez grand pour ce faire, celui du baron de Castelnau, le souvenir n'est pas conservé. Le jardin de l'hôtel Mac Carthy consiste en parterres et corbeilles, des fabriques de treillage l'encadrent [79]. Faut-il en conclure que les Laclotte sacrifient au genre du jardin régulier pour leurs jardins urbains ? Il faut tenir compte du fait qu'un espace aussi étroit ne permettait pas d'envisager d'établir là quelque élément paysager, de plus le Jardin Public avec lequel

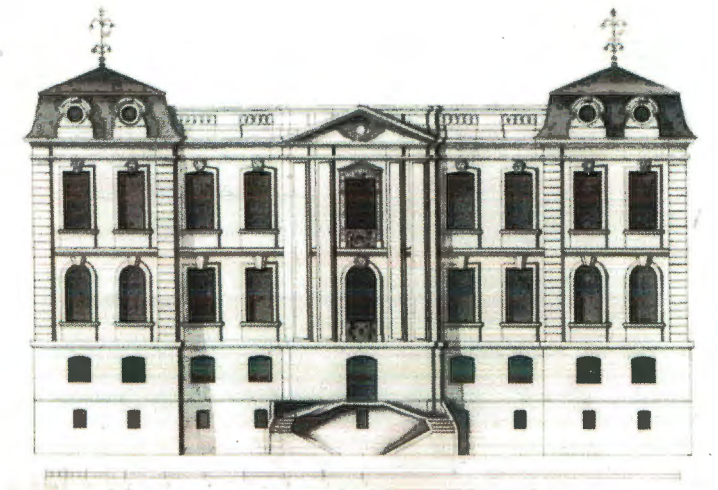
devait s'accorder l'esthétique de celui de l'hôtel Mac Carthy composait lui-même au XVIII^e siècle un ensemble régulier. Le jardin du conseiller de Lalande était quant à lui planté d'un quinconce d'arbres.

La construction à la campagne

Étienne Laclotte pourrait avoir donné un projet de construction du château de Coimères en Bazadais¹⁸. S'il en est bien l'auteur ce dessin peut être considéré comme son premier essai d'une entreprise de ce genre puisqu'il date de 1765 environ. Visiblement peu ou mal inspiré pour un programme de cette ampleur, l'architecte, se référant à des modèles du passé, a créé un édifice hybride, de plan rectangulaire très allongé, la façade sur le jardin haute de quatre niveaux ne compte pas moins de neuf travées [213]. On trouve là ce qui pourrait être une combinaison de deux façades d'édifices construits par Bullet sous le règne de Louis XIV : l'hôtel de Vauvray et le château d'Issy, le tout posé sur un épais soubassement¹⁹. Les volumes sont fragmentés à l'envi, en apparence tout du moins puisque l'avant-corps central et les pavillons latéraux coiffés de hautes toitures à brisis ne correspondent pas en plan à des divisions bien nettes. Les pièces de réception et les appartements privés répartis aussi bien côté cour que côté jardin communiquent entre eux par de petits couloirs dépourvus d'éclairage. Les solutions décoratives sont multiples, enfin le moyen de résoudre habilement le problème que posait l'existence d'une importante dénivellation n'a pas été trouvé, la mise en place de deux étages de soubassement mal liés aux jardins par un escalier étriqué créant un effet pour le moins inesthétique.

Établi comme devait l'être Coimères sur une dénivellation, comme ce dernier de plan rectangulaire, mais beaucoup moins allongé, et globalement de plan double en profondeur, le château de Virazeil, dont la construction est postérieure de dix ans au projet de Coimères, présente un aspect autrement plus heureux que son prédécesseur qui n'est resté, par chance pourrait-on dire, qu'à l'état de dessin. Le problème de la dénivellation est ici résolu par l'établissement d'un vaste terrassement qui supporte la demeure et domine le jardin auquel le reliait un monumental escalier.

Banal exemple de demeure « classique », Virazeil pourrait être décrit, si l'on considère sa façade sur le jardin par les mots que Louis Hauteœur consacre aux châteaux bâtis à la fin du XVII^e siècle, qui ne sont plus « *qu'une longue maison sans pavillons extrêmes, qu'anime seul un faible avant-corps* », propos illustré par la représentation de la façade du château d'Ennery construit vers 1680²⁰, jumelle, si n'était le couverture en arc segmentaire des baies du rez-de-chaussée, de celle de Virazeil. Pour l'élévation du côté de la cour il faut remarquer qu'une fois de plus la fragmentation des volumes semble gratuite, destinée certes à créer un effet architectonique mais sans lien avec le plan de l'édifice,



213 | Coimères, projet
d'élévation sur le jardin du
château de Coimères.

18. COUDROY DE LILLE, Pierre. *Élévation et plan d'un château dessinés par l'architecte Étienne Laclotte...*

19. HAUTEŒUR, Louis. *Histoire de l'architecture classique en France. t. 2. Le règne de Louis XIV...*, p. 691, 694.

20. HAUTEŒUR, Louis. *Histoire de l'architecture classique en France. t. 2. Le règne de Louis XIV...*, p. 697-698.

la présence de la haute toiture d'ardoise à croupes la modère heureusement. On ne peut que noter la ressemblance de Virazeil, quant à son aspect extérieur, avec l'hôtel de Lalande qui lui est postérieur de quatre ans, mais dans ce dernier le contenu est accordé à la forme, dans les avant-corps latéraux sont placés les escaliers. Que penser enfin des avant-corps des élévations latérales de Virazeil ? Est-ce la lecture de Briseux qui recommandait la présence de cet élément au centre de ces élévations qui a poussé les Laclotte à en établir absolument, au prix de l'utilisation d'un rythme binaire et non ternaire sous un fronton triangulaire ? On voudra voir là une coquetterie plutôt qu'une incorrection [175].

Contemporain ou de peu postérieur à Virazeil, le château du Taillan, du moins ce qu'il en reste de l'époque à laquelle les Laclotte l'ont construit, peut être rapproché par son allure générale de Virazeil. Grande demeure rectangulaire également, elle s'en distingue cependant par la présence au centre de son élévation sur le jardin non plus d'un simple avant-corps coiffé d'un fronton, mais d'un avant-corps de plan semi-circulaire, enfin et cette différence n'est pas la moindre par sa toiture de tuile, à croupes, très plate et masquée par une balustrade. Du reste de l'édifice, il serait difficile de dire quoi que ce soit, tant il a été remanié au XIX^e siècle. Malgré sa qualité de château seigneurial et sa taille, Le Taillan s'apparente plus aux maisons de campagne construites autour de Bordeaux qu'à un château.

Comme tous leurs confrères, les Laclotte eurent à intervenir sur ces édifices si nombreux et divers que sont les *bourdieux*, ces maisons rurales qui se trouvaient sur le territoire même de la ville de Bordeaux, dans ses faubourgs et sa banlieue. La multiplication à partir du début du XVIII^e siècle des « *villas suburbaines* », comme on se plaît à les qualifier, sans doute par référence à celles de Rome, n'est évidemment pas un phénomène spécialement bordelais, il s'amplifie dans la seconde moitié de ce même siècle. Daniel Rabreau dans sa préface à l'ouvrage consacré aux maisons de campagne en Bordelais²¹ n'a pas négligé de lier ce mouvement de construction aux mœurs et aux goûts du temps, au désir d'accorder mode de vie et aspirations philosophiques initié par les encyclopédistes.

En tout état de cause, il faut admettre que les maisons de campagne bordelaises ne peuvent être comparées aux maisons de plaisance et folies, construites pour le seul divertissement de leurs propriétaires, aux splendides parcs dans lesquels se multiplient fontaines, nymphées et fabriques à l'antique ou exotiques²². Bien que des caractères architecturaux les rapprochent des *bastides* provençales les plus modestes, leurs abords sont loin d'en avoir l'exubérance décorative²³⁻²⁴. Seules celles des banquiers Peixotto et Raba à Talence et des frères Labottière à Saint-Seurin, dont les jardins furent réaménagés au prix du sacrifice de vignes, peuvent leur être assimilées, dans l'esprit plus que dans la forme. Pratiquement tous ces domaines avaient à l'origine et conservaient dans les dernières décennies du XVIII^e siècle une finalité exclusivement viticole, ils doivent être d'ailleurs considérés comme les ancêtres des châteaux viticoles. Le terme de *bourdieu*, synonyme de domaine viticole, ne s'entendait que dans la région, au XIX^e siècle on lui préféra par commodité celui de « château ». Les esprits chagrins et prompts à dénoncer les exagérations se gaussèrent longtemps de l'expression, qui leur paraissait pour le moins prétentieuse puisqu'ils s'entêtaient à penser qu'elle désignait la demeure, il est vrai souvent modeste, qui forme le centre de l'exploitation viticole ; ils aimaient transformer en

gasconnade ce qui n'était qu'un gasconisme. Depuis quelques années le malentendu se dissipe et il est couramment admis que le mot « château » s'emploie pour parler d'un domaine et de son chef d'exploitation, si humble soit-il.

Le « château » a pu être assimilé à « *une architecture de domination* », dans le domaine à la fois politique, économique et symbolique²⁵. Cette architecture paraît pertinente, en ce qui concerne le Bordelais pour des franges de territoire assez éloignées de la ville et fait abstraction du principe de la féodalité qui régit l'organisation foncière, mal il est vrai à cette époque, selon lequel personne n'est propriétaire de sa terre. La valeur politique de ces maisons reste plus que limitée. Leur nombre est d'autant plus important qu'autour de la ville, dans le territoire des seigneuries qui forment sa banlieue, comme celles de Saint-Seurin, d'Ornon ou encore de Veyrines, mité par la présence d'alleux, les seigneurs ecclésiastiques et les jurats qui se partagent sa suzeraineté favorisent la multiplication des petits domaines, n'hésitant pas à les ériger en fiefs, absolument dépourvus de tout droit, sinon l'exemption de menues redevances et celui de s'en qualifier seigneur pour son tenancier. Les candidats ne manquent pas, parmi les négociants fortunés, à ce genre d'achat. Il permet de satisfaire l'ambition de ces hommes d'affaires qui est d'accéder à la jouissance d'une terre, si petite soit-elle, et d'acquérir une charge anoblissante, ceci pour imiter la structure patrimoniale des fortunes des parlementaires les plus importants, conseillers et présidents, qui forme le modèle qu'ils s'efforcent d'atteindre. L'exemple du domaine du Burck est à cet égard très significatif, son histoire est liée à l'ascension de la famille des banquiers et négociants flamands Clock. Le simple bois du « *Burch* », de la mouvance de la Tour de Veyrines, devient en l'espace d'un demi-siècle le fief des Clock du Burck, dont le dernier représentant sous l'Ancien Régime arbore fièrement les cloches de ses armes parlantes, et, s'il avait atteint l'âge de la majorité avant que n'éclate la Révolution, aurait exercé la charge de conseiller au Parlement achetée par son père.

Quant à la valeur économique de ces domaines, sans être négligeable elle ne paraît pas avoir été très importante. Si un petit vignoble permet l'entretien d'une modeste maison et de retirer, les bonnes années, quelque bénéfice, il est loin de suffire à celui d'une demeure bâtie sur un grand pied. Le négociant Jean-Philippe Weltner, pourtant millionnaire en livres, recommande à son héritier de ne pas imiter la folle entreprise qu'il a faite en construisant sa « campagne » du Bouscat²⁶.

On se gardera de penser que ces belles constructions ornant le domaine ont donc au moins une portée symbolique. Ce qui a été dit pour les hôtels, dont on laisse voir le moins d'éléments possible est tout aussi valable pour les *bourdieux*. Ils restent la plupart du temps cachés aux yeux du public, le relief plat de la banlieue favorise cette discrétion. Tout comme autour de certaines villes méridionales ou d'Italie, on y chemine entre des murs de clôture qui n'ont rien de symbolique, que percent, ici une porte cochère comme à Chênevert, là une demi-lune comme à Maucamp, tous deux dus aux Laclotte. Rappelons les mots de l'abbé Baurein, prononcés à l'endroit du Taillan, ils résument l'aversion que pouvait avoir un honnête Bordelais pour toute forme d'ostentation, y compris architecturale : « *le château de M. le Président de Lavie [...] s'y fait remarquer de loin* »²⁷.

S'il existe un domaine particulier dans lequel se note une très nette évolution des formes architecturales données par les Laclotte aux édifices qu'ils construisent entre les années 1760 et celles qui précèdent la Révolution, il s'agit bien de celui de ces maisons

21. *Maisons de campagne en Bordelais (XVI^e-XX^e)*..., p. 13-15.

22. On lira sur ces maisons les plus somptueuses sinon somptuaires : Véronique, LANGLOIS, Gilles-Antoine WILLEMIN. *Les 7 folies capitales...*

23. FUSTIER-DAUTIER, Nerte. *Les Bastides provençales...*

24. GLOTON, Jean-Jacques. *Le Château méditerranéen à l'époque classique...*, p. 303-320.

25. MOUILLESEAU, Jean-Pierre. *L'Époque néo-classique. 1750-1790...*, p. 333-338.

26. A. D. Gironde, 3 E 13273, 21 janvier 1788.

27. BAUREIN, abbé Jacques. *Variétés bordelaises...* Nouvelle édition..., vol. II, p. 148.

de campagne. Le travail des architectes ne se limite pas à la construction ou reconstruction de la demeure qui n'en est que l'un des éléments constitutifs ; les abords jardiniers de cette demeure et leurs ornements, les bâtiments agricoles relèvent aussi de leur activité.

La demeure de Pique-Caillou, édifiée en 1757 et 1758, peut passer pour représenter un archétype de ce qu'il est convenu en Bordelais de désigner sous le nom de « chartreuse ». Ces constructions très répandues dans la campagne, associées à la formule de la cour en U dont elles constituent le fond et groupant tous les bâtiments du domaine, ne sont autre chose qu'une forme élaborée, parfois luxueuse pour certaines, du logis de ferme. On admet qu'elles sont de plan rectangulaire allongé, en rez-de-chaussée ou en rez-de-chaussée surélevé, couvertes d'une toiture à croupes de tuile creuse. Pique-Caillou correspond effectivement à ce cas de figure. Son organisation est on ne peut plus simple : le sous-sol partiellement enterré, de plan semi-double, abritant la cuisine, des dépenses et celliers, et le rez-de-chaussée de plan simple où se trouve l'appartement, communiquent entre eux par des escaliers extérieurs. Les chais, cuvier et logements de domestique forment bien avec la maison une cour en U.

Cette forme « aboutie » de maison de campagne traditionnelle n'est pas abandonnée au Burck. Pour cette demeure à étage, plus importante et de très peu postérieure à Pique-Caillou, la solution du plan simple en profondeur a été reprise pour les pièces de réception situées bien sûr au rez-de-chaussée, seul un salon est divisé pour permettre l'établissement de l'étroit escalier dans-œuvre qui conduit au couloir de l'étage, de plan semi-double où sont les chambres. Le Burck se donne pourtant des allures de château avec son comble qu'éclairent de grandes lucarnes sous une haute toiture d'ardoise dans laquelle sont marqués les avant-corps latéraux. Environ dix ans plus tard est reprise exactement la même solution à Talence pour la maison de Cholet, du moins quant à son plan. Sa toiture a été remplacée depuis une vingtaine d'années.

La maison de campagne des frères Labottière, bâtie à Saint-Seurin en 1773 marque une nette rupture avec les demeures de plan oblong, qu'elles soient de plan simple ou double en profondeur, qu'ont l'habitude de construire les Laclotte. Elle est de plan massé et même centré puisque au rez-de-chaussée comme à l'étage ses pièces s'organisent autour d'un volume central en croix dont l'escalier occupe l'une des branches [171]. Certains historiens n'hésitent pas à rapprocher cette forme de plan, surtout bien sûr en ce qui concerne les maisons de campagne, de celle des villas de Palladio. On peut douter qu'elle ait été introduite à Bordeaux au XVIII^e siècle par la connaissance de l'œuvre du grand architecte vicentin. En France, depuis le XVII^e siècle, puis dans la première moitié du XVIII^e siècle, nombre de châteaux sont bâtis sur un plan massé. Cette pratique n'est plus rare à la fin de cette dernière période ; Jörg Garms a souligné l'importance que put avoir le Trianon en matière d'exemplarité²⁸. Beaucoup d'hôtels des nouveaux quartiers parisiens, plus haut évoqués, sont construits sur ce type de plan ; des architectes comme Ledoux et Bellanger pour ne citer que les plus connus, sont attachés aux effets qu'il permet de produire. Les Labottière ne pouvaient pas ignorer ces recherches, leur métier de libraires et marchands de gravures leur faisait une obligation de les diffuser. Il paraît fort probable que ce sont eux qui imposèrent la forme de leur maison aux Laclotte. Elle semble être la première de ce type construite à Bordeaux.

Après 1775 les Laclotte ne construisent plus que des maisons de campagne de plan massé, les façades principale et postérieure comportant la première un avant-corps central au rez-de-chaussée duquel s'ouvre l'entrée et la seconde, sur le jardin, un avant-corps

central à pans ou en arc de cercle, ce dernier correspond en plan à un vaste salon au rez-de-chaussée et à la chambre du maître à l'étage. Chênevert à Mérignac peu avant 1780, et sans doute Margaut qui doit être à peu près contemporain ne se présentent pas autrement. Au contraire de Labottière cependant leur escalier se trouve placé tout à côté du vestibule d'entrée et prend le jour du côté de l'élévation principale.

Au contraire des grands châteaux dont les dimensions ne permettent pas de consacrer les niveaux à une destination unique, la division entre niveau de réception et niveau d'appartements privés était très nette dans les maisons de campagne. Au Burck, à Cholet, Labottière, Chênevert, Maucamp, Margaut, au château de La Tour, autant de demeures à un étage carré, les pièces de réception se trouvent toutes au rez-de-chaussée et les chambres à l'étage. Les pièces de Pique-Caillou, qui est un édifice plus ancien ne devaient pas être spécialisées, à l'exception de la salle à manger qui comporte des encoignures aux quatre angles. La fréquentation d'une maison de campagne, fut-elle aussi proche de Bordeaux, n'est de toute façon qu'épisodique et la destination des salles, lorsqu'elles se trouvent en nombre aussi réduit qu'à Pique-Caillou, peut être adaptée aux besoins du moment. Dans toutes les autres maisons, ces pièces de réception sont des salons, que jouxte une salle à manger.

Comme dans les maisons de ville, les parties communes telles que les vestibules, ou « vulgaires » comme les cuisines et leurs annexes sont carrelées ou dallées. Malgré leur situation en rez-de-chaussée, les pièces de réception sont pour la plupart parquetées, les chambres systématiquement aussi, sauf celles qui se trouvent dans les combles, qui sont carrelées. L'escalier qui relie les niveaux est toujours suspendu, tournant et à jour mais selon qu'il se trouve dans une maison de plan simple comme le Burck ou Cholet ou double comme Chênevert, il s'inscrit dans une cage de plan rectangulaire et étroite ou de plan carré. Cheminées et lambris qui, pour les pièces les moins prestigieuses, ou les moins « bien habitées » ne dépassent pas le niveau d'appui, constituent les éléments indispensables de confort dans ces maisons isolées et peu occupées.

À Pique-Caillou le système classique des ailes abritant les bâtiments agricoles et formant avec la demeure une cour en U se perpétue, il est conservé pour Le Burck, Margaut où les ailes se raccordent maladroitement au corps massé de la demeure, ainsi qu'à Maucamp. Bientôt apparaît une seconde solution qui consiste à isoler la maison et la séparer de la cour des communs. Elle est en germe à Cholet où une seconde cour groupant les constructions utilitaires jouxte la cour d'honneur, elle est consacrée à Labottière où la cour de service est rejetée sur le côté de la demeure avec laquelle elle n'a aucun lien, laissant ses quatre façades libres ; cependant Labottière n'est pas une exploitation viticole. Pour l'une d'entre elles au moins, Chênevert, la séparation est encore plus nette : la maison est cernée par son jardin et les communs organisés indépendamment en cour carrée restent éloignés de plusieurs dizaines de pas de cet ensemble.

Dans tous les cas où l'on peut encore le vérifier, Maucamp, Cholet, Le Mayne d'Anice, Chênevert, tous ces bâtiments agricoles présentent une silhouette très caractéristique. Ils sont rectangulaires, étroits et très allongés, construits presque tous en *moilons* et couverts de toitures à croupes de tuiles creuses. Les remises et cuiviers ouvrent par de larges baies en anse de panier, situées à leur extrémité. La majorité des autres ouvertures donnent sur la cour. Les élévations qui lui sont opposées restent pratiquement aveugles, excepté celles des logements des paysans que percent de rares baies. Quant à celles des chais elles consistent en d'étroits jours permettant d'aérer les salles où est conservé le vin dans les « vaisseaux vinaires », à l'abri de la lumière et des variations de température qui lui nuisent.

28. GARMS, Jörg. *La première moitié du XVIII^e siècle*... p. 321-332.

Que les maisons de campagne n'aient pas été conçues sans jardin paraît constituer une évidence. Les Laclotte avaient avancé en 1778 la création des jardins en terrasses de Laroque à Saint-Germain-de-la-Rivière avant d'entreprendre la reconstruction du château lui-même. Quelle était la nature des jardins que composaient ces architectes ? Le seul de ces ouvrages clairement connu par un dessin est celui de la maison Labottière, il semblerait indiquer que leur goût inclinait en faveur des jardins réguliers. On retrouve là mis en œuvre avec une certaine complication les modèles des parterres, broderies, boulingrins et vertugadins, mais aussi les bosquets et autres labyrinthes que l'on pouvait copier dans des ouvrages d'architecture tels que celui de Charles d'Aviler, et encore dans les traités plus spécialisés comme la « *Théorie et pratique du jardinage* » de Dezallier paru au milieu du siècle. Gérard Mabilie signale la fidélité de ces ouvrages à la tradition du jardin à la française et souligne que celui-ci se perpétue sans véritable renouvellement durant tout le siècle partout dans le Royaume²⁹. Les documents concernant le jardin de Virazeil, les portraits de celui de Chênevert confirment ce sentiment, même si dans le premier apparaît un timide goût pour le naturel, cependant très maîtrisé et qui ne relève pas encore du pittoresque, dans la charmille et la mise en scène organisée autour d'une « source artificielle » en rocaille.

À Labottière, dont on peut estimer que la complexité du plan du jardin correspond mal aux habitudes des Laclotte, mais peut-être ailleurs aussi, quelle part de liberté les commanditaires laissent-ils aux architectes ? Devant son château du Burck, Jean-Baptiste-Alexandre Clock a fait aménager un « *parterre* ». Sans doute s'intéresse-t-il au jardinage, dans sa bibliothèque de campagne figurent, outre l'inévitable « *Maison rustique* », « *Les agréments de la campagne* » et la « *Théorie* » de Dezallier d'Argenville. Est-ce lui-même ou les Laclotte qui ont orné ce parterre des allégories en marbre des quatre saisons juchées sur des piédestaux ? Trouvant ce décor sans doute insuffisant, le secrétaire du Roi avait acquis, quelques jours avant sa mort, quatre autres statues de marbre figurant les quatre éléments. Elles restent encore entreposées dans la chapelle lorsque l'inventaire du château est dressé. Le vendeur de ces objets n'était autre qu'un proche des Laclotte, le négociant Jean-Philippe Weltner. On ne peut néanmoins soupçonner les Laclotte d'avoir été eux-mêmes insensibles à la statuaire de jardin : dans celui de leur hôtel du Jardin Public étaient également disposées trois sculptures. ■

29. MABILIE, Gérard. - *Le jardin classique à partir de Le Nôtre...*, 1986, p. 295-303.

CHAPITRE IV

L'ORNEMENT ET LE DÉCOR D'ARCHITECTURE

L'INFLUENCE LIMITÉE DES ARCHITECTES DES INTENDANTS – LES ANNÉES D'ASSOCIATION À TROIS : DES TÂTONNEMENTS – LA PARCIMONIEUSE UTILISATION DES ORDRES – LA MAISON LABOTTIÈRE : UNE SYNTHÈSE DE LA « MANIÈRE » LACLOTTE VERS 1775 – LE GOÛT À LA GRECQUE – LA TENTATION DU NÉO-CLASSICISME – LE DÉCOR INTÉRIEUR

L'influence limitée des architectes des intendants

À l'urbanisme imposé par les intendants est associé un décor d'architecture emprunté aux réalisations de l'équipe de Gabriel. Il affirme clairement le caractère importé de ce style officiel que le professeur Rabreau définit comme « *royal* », en ce sens qu'il dérive directement du grand goût initié par les architectes du Roi, et qui s'impose alors dans tout le Royaume¹. Bien qu'il semble marquer toute la ville, ce style ne lui est-il pas complètement étranger et les constructions qui en sont parées, quais uniformes et places à programme voulues par les administrateurs et édiles, n'ont-elles pas pour simple fonction de masquer la réalité ?

La façade des quais, désirée par le premier architecte du Roi, prolongeant la mise en scène monumentale de la place Royale, illustre avec évidence cette ambiguïté. Longue succession d'étroites maisons à deux étages couvertes d'un toit à brisis d'ardoise, aux fenêtres ornées d'agrafes sculptées, semblant reposer sur un soubassement à refends scandé par de hautes embrasures en plein-cintre à mascarons dans lesquelles s'ouvrent les baies du rez-de-chaussée et de l'entresol, elle dissimule des bâtisses malcommodes. On aperçoit parfois un plancher qui barre une fenêtre, les étages ne correspondent pas nécessairement aux niveaux de l'élévation ! De cette façade des quais vont procéder la plupart de celles des lotissements officiels qui s'élèvent uniquement à la périphérie de la cité sous la conduite de Portier, le plus fidèle suiveur de Jacques-Ange Gabriel². François-Georges Pariset, qui consacre plusieurs pages à l'analyse des maisons qui sont bâties justement en-dehors des ensembles concertés, constate que l'influence du style « officiel » de ces derniers reste pratiquement nulle sur les premières³. Tout juste peut-il noter

1. RABREAU, Daniel. *Le « style »...*, p. 84-85.

2. PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 554-581 ; TAILLARD, Christian. *Bordeaux classique...*, p. 67-125.

3. PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 581-587.

que s'imposent au rez-de-chaussée de ces édifices les baies en plein-cintre ou en anse de panier ouvertes dans un mur à refends, les mascarons et agrafes sculptées et que tendent à disparaître les très grosses moulures qui séparaient les niveaux⁴. S'agit-il pourtant bien là de nouveautés ? En l'absence d'études de synthèse sur l'architecture à Bordeaux dans la deuxième moitié du XVII^e siècle et dans la partie du XVIII^e siècle qui précède les embellissements, il est bien difficile de répondre à cette question. Ces éléments de décor sont pourtant présents sur les façades des maisons uniformes élevées à partir de 1712 par l'ingénieur Goyer de La Rochette sur les fossés de Bourgogne, ils l'étaient également sur la façade de la maison du négociant Viaud, bâtie en 1695 par les maîtres maçons Jean et René Roumilhac, de la parentèle de Jean Laclotte père et des Dardan. Ne faudrait-il voir que des exceptions dans ces constructions citées par Paul Roudié ?⁵

Jean Laclotte père qui travaille à l'époque de ces embellissements ne semble, pas plus que les autres maîtres bordelais, assimiler la leçon du style royal. Convient-il d'ailleurs à ses clients ? Les premiers travaux de ses fils, en sa compagnie ou seuls, ne se démarquent pas des siens. Le décor de leurs constructions reste extrêmement simple, limité pour l'essentiel à des effets architectoniques. Sur les façades des maisons qu'ils bâtissent sur un même modèle, rue des Remparts entre 1760 et 1772, on retrouve bien ces éléments observables partout dans la ville et souvent jugés à la fois retardataires et provinciaux. Ce sont des chaînes d'angle à bossages encadrant l'élévation, le parement du rez-de-chaussée à refends horizontaux et les baies en plein-cintre ou en anse de panier, selon leur importance, le fort bandeau qui sépare ce rez-de-chaussée des étages qu'éclairaient des fenêtres encore couvertes en arc segmentaire, à chambranle saillant parfois mouluré | 11 | 139 |.

Les solutions adoptées pour les maisons de campagne sont alors très proches. À Pique-Caillou comme au Burck, des chaînes à bossages marquent les angles des corps de bâtiment, ces chaînes sont encore utilisées pour privilégier la travée centrale des longues façades de Pique-Caillou ou les travées latérales de celles du Burck. De fortes lignes horizontales répondent à ces divisions verticales : dans la première de ces demeures, un gros tore sépare le sous-sol du rez-de-chaussée et dans la deuxième un bandeau plat le rez-de-chaussée de l'étage. La corniche de Pique-Caillou semble avoir été doublée d'une génoise à l'origine, celle du Burck surmonte une frise nue. Dans le détail la décoration des baies, couvertes ici encore en arc segmentaire, se réduit à un large chambranle saillant, à un appui mouluré ; en guise d'agrafe la clé des arcs forme une légère saillie | 157 | 158 | 161 | 163 |. Cet appareil décoratif limité doit vraisemblablement satisfaire la clientèle des Laclotte. Il participe d'une esthétique sans doute un peu rustique mais qui correspond à un goût.

Les années d'association à trois : des tâtonnements

Alors même qu'ils continuent à construire des maisons au décor directement inspiré de la tradition locale, et très vite après la disparition de leur père, les trois frères Laclotte associés se montrent capables de s'affranchir de cette tradition. Certes ils n'ont toujours recours qu'aux chaînes d'angle à bossages pour conférer quelque animation aux étroites et plates façades qu'ils élèvent en ville, pourtant lorsqu'ils le peuvent, comme dans le faubourg Saint-Seurin, et surtout pour les maisons qu'ils bâtissent pour leur propre

compte, ils les dotent d'un avant-corps central qui rompt la monotonie de la composition. Ainsi procèdent-ils pour la propre demeure d'Étienne et pour l'hôtel d'Augeard, datant respectivement de 1768 et 1769 | 14 | 94 |. Pour la maison voisine de ce dernier édifice, au numéro 24 de la rue Fondaudège, élevée en 1767, ils utilisent un procédé plus original. Cette maison compte cinq travées, les trois travées centrales sont précédées au premier étage d'un balcon, elles sont surtout isolées des travées latérales par des trumeaux plus larges que ceux qui les séparent entre elles. La combinaison de ces éléments donne l'illusion de l'existence d'un avant-corps central | 93 |.

Les Laclotte utilisent jusqu'assez tard des baies couvertes en arc segmentaire, on en retrouve dans leurs maisons de la rue Fondaudège qui font face à la rue Laclotte | 15 | et dans les maisons les plus anciennes du lotissement Duplessy, toutes construites vers 1770. Pourtant dès 1763 ils semblent leur préférer l'usage des fenêtres rectangulaires, les étages des maisons qu'ils construisent à cette date pour Madame Béchade rue du Puits-Descazaux, pour les avocats Fourcade et Perreau rue du Parlement, pour le sellier Chamblan en 1766, pour le négociant Ducos rue de la Rousselle en 1769 prennent le jour par de telles ouvertures | 12 | 137 | 138 | 139 |. Ils conservent cependant, au rez-de-chaussée de ces édifices, des portes et baies en plein-cintre ou en anse de panier, selon qu'elles correspondent à une porte ou à une ouverture de boutique. Ce principe vaut donc surtout pour les constructions comportant des locaux commerciaux en rez-de-chaussée. Il est retenu systématiquement pour les maisons du Pavé des Chartrons, dont le modèle est donné en 1769, où toutes les ouvertures de ce niveau sont en plein-cintre, également pour les maisons du courtier Ferrière ou du négociant Barreyre, bâties en 1765 et 1770 sur le quai des Chartrons | 67 | 150 | 152 |. Après 1766, peut-être en réaction contre le style officiel, ce n'est plus dans un appareil à bossages continus que sont percées ces baies mais dans un appareil simple, comme dans la maison Barreyre ou celles du Pavé des Chartrons. Cette remarque ne vaut cependant pas pour les deux constructions édifiées en 1769 pour Jean-Étienne Ducos.

Au rez-de-chaussée des maisons strictement d'habitation s'ouvrent plutôt des baies rectangulaires ; les meilleurs exemples en sont de nouveau le propre domicile d'Étienne Laclotte, l'hôtel d'Augeard et la maison qui le jouxte. Il faut cependant noter que la porte d'entrée de ces deux dernières maisons est en plein-cintre et qu'un gros tore orne son chambranle | 14 | 94 |. Ce type de baie va rencontrer un succès certain, les Laclotte l'utilisent encore en 1787 pour la porte de la maison Rozat cours de Tourny | 73 |. Les baies rectangulaires en rez-de-chaussée s'ouvrent le plus fréquemment dans un appareil à larges refends horizontaux, des refends de même largeur soulignent presque systématiquement les claveaux de chaque plate-bande couvrant ces baies. Cela est le cas à nouveau pour les deux maisons mitoyennes rue Fondaudège. Parmi celles-ci l'hôtel d'Augeard constitue une exception dans l'œuvre des Laclotte, alors que dans tous leurs édifices comportant un entresol les baies du rez-de-chaussée et de l'entresol s'ouvrent dans une embrasure en plein-cintre, celles de cet hôtel s'ouvrent dans une embrasure rectangulaire.

Plus encore que dans leur forme, c'est dans le décor désormais utilisé pour ces baies que les Laclotte rompent avec leurs habitudes entre 1760 et 1770. Aux chambranles à agrafes saillantes succèdent des chambranles à crossettes, toutes les demeures dont il a été jusqu'à la question en sont pourvues : les maisons Ducos, Béchade et Fourcade, celles du Pavé et du quai des Chartrons, l'hôtel d'Augeard et la maison qui lui est mitoyenne. Il faut ajouter à cette liste la maison de Pierre Laclotte des allées de Saint-Seurin, bâtie en 1770 | 43 |. Seules font exception les maisons d'Étienne Laclotte et de Jean Chamblan, chacune des baies des

4. L'importance de ces moulures si choquantes s'explique par le fait qu'elles servaient d'appui à l'avent qui longeait toute la façade. Quelques-unes conservent encore des ardoises, vestiges de ces auvents qui formaient égout destiné à protéger de l'eau, mais aussi du soleil.

5. BOUTRUCHE, Robert (sous la direction de). *Bordeaux de 1453 à 1715...*, 444-445, 447.

Bordeaux :

214 | 70 quai des Chartrons, maison Ferrière, façade, détail.

215 | 26 rue Fondaudège, hôtel d'Augeard, façade, détail.

216 | 70 quai des Chartrons, maison Ferrière, façade, détail.

217 | 24 rue Fondaudège, façade, détail.

218 | 70 quai des Chartrons, maison Ferrière, façade, détail.

219 | 26 rue Fondaudège, hôtel d'Augeard, façade, détail.

220 | 49 cours Xavier-Arnoz, maison de Christophe Gernon, façade, détail.

221 | 26 rue Fondaudège, hôtel d'Augeard, façade, détail.

222 | 81 quai des Chartrons, maison Barreyre, façade, détail.

étages présente un chambranle à fascas, celles de la maison de l'architecte s'inscrivent dans de larges ressauts |14 |138|. Les agrafes ne disparaissent pas totalement, elles affectent la forme d'un gros modillon à glyphes sur les baies des étages des maisons Béchade et sur celles du deuxième étage de la maison voisine de l'hôtel d'Augeard. Aux fenêtres du troisième étage de l'habitation de Pierre Ferrière, l'agrafe consiste en une épaisse volute dans l'enroulement de laquelle semble prise une couronne de laurier |214|. De semblables volutes d'où émergent des chutes de guirlande ornent le centre de la plate-bande des fenêtres de la partie en avant-corps du deuxième étage de l'hôtel d'Augeard |215|.

Aux simples appuis moulurés et allèges saillantes qui pouvaient occuper les pleins-de-travée dans les premières constructions des frères Laclotte succèdent des ornements plus complexes. Des tables qui peuvent être saillantes, fouillées ou affleurées, ornées essentiellement de guirlandes ou de rinceaux, surmontent les baies des étages. Les guirlandes peuvent être de feuilles mais aussi de roses et semblent accrochées à des pitons de tapissier. On trouve de ces guirlandes de roses au premier étage de la maison Ferrière et du numéro 24 de la rue Fondaudège |216 |217|, des guirlandes de feuilles aux deuxième étage de cette même maison Ferrière, au premier étage de l'hôtel d'Augeard, au premier étage encore des maisons du Pavé des Chartrons |218 |219 |220|. Quant aux rinceaux, leur partie centrale, qui voudrait évoquer un anthémion, ressemble plutôt à une coquille de part et d'autre de laquelle se déploie une composition végétale en accolade, comme au-dessus des fenêtres du premier étage des travées latérales de l'hôtel d'Augeard, ou en double volute, comme au-dessus de celles du deuxième étage de la maison Barreyre |221 |222|. Guirlandes et rinceaux ne sont cependant pas les seuls ornements utilisés par les Laclotte pour ces tables surmontant les baies. Des tables à regulæ somment les fenêtres du deuxième étage de la maison Fourcade et au même niveau celles de la maison Domenge de Pic de Blays. Au même étage du 24 de la rue Fondaudège se trouvent des tores de feuilles de laurier imbriquées liées par un ruban, au premier étage de la maison Barreyre, aux premier et deuxième étages de la maison de Pierre Laclotte sur les allées de Saint-Seurin ce sont des entrelacs ou des chaînettes qui décorent les tables, les uns à œillets ornés d'une rosette, les autres d'une étoile. Au-dessus des fenêtres des étages de la maison Ducos portant le numéro 72 de la rue de la Rousselle règnent des tables à entrelacs composés de grands et petits cercles alternés au premier étage, de cercles de même diamètre au deuxième étage |223|.

Nombre de tables sont surmontées d'une corniche sur laquelle paraît reposer l'appui saillant de la baie qui se situe au-dessus d'elle. Les baies des deux premiers étages de la maison Ferrière et du 24 rue Fondaudège, celles du premier étage de l'hôtel d'Augeard, de la maison Barreyre, des maisons du Pavé des Chartrons, celles du deuxième étage de la maison de Pierre Laclotte, de la maison Domenge comportent de telles corniches |150 |93 |94 |152 |68 |43 |151|. Parfois des consoles ou gros modillons les soutiennent, entre lesquels s'inscrivent les tables dont il vient d'être parlé, comme celles des maisons du Pavé des Chartrons ou du 24 rue Fondaudège. Les premières consistent en volutes ornées sur leur face de deux glyphes que surmontent deux besans et les deuxièmes en supports de même volume mais d'un dessin schématisé, eux aussi à glyphes et besants et pourvus à leur base de trois gouttes.

C'est bien une partie du répertoire ornemental et certains éléments architecturaux de ce qu'Allan Braham nomme le « *goût officiel des années 1750* »⁶ qu'emploient les Laclotte entre 1760 et 1770 : baies à chambranle à crossettes ou à fascas, parfois surmontées d'une

6. BRAHAM, Allan. *L'Architecture des Lumières...*, p. 37.



214



215



216



217



218



219



220



221



222



223 | 74 rue de la Rousselle, maison Ducos, façade.

François-Georges Pariset et le professeur Rabreau⁷, on peut douter que l'influence de cet artiste considéré comme l'un des « inventeurs » du goût à la grecque se soit exercée jusque sur le milieu des maîtres maçons bordelais. Les Laclotte possèdent-ils ou connaissent-ils les écrits et recueils des théoriciens, ornemanistes et architectes qui recommandent de s'inspirer des modèles de l'Antiquité ou les diffusent, tels Cochin, Winckelmann, Soufflot ou Leroy ? Cela est tout aussi improbable. Sans doute en revanche ont-ils à leur disposition des traités plus répandus, et même anciens comme celui de Charles d'Aviler, d'où ne sont pas absents les ornements classiques, ceux-là même que Jacques-François Blondel recommande d'utiliser plutôt que ceux issus des outrances décoratives qui s'étaient imposées après la mort de Louis XIV. Dans leur entourage ils peuvent consulter ces traités : Jean-Baptiste-Alexandre Clock en possède plusieurs dans sa bibliothèque en 1770, inventoriés sous les titres « *Architecture moderne* », « *Architecture de Blondel* », « *Traité de la construction* ». Leurs amis et clients Labottière ne peuvent pas manquer, comme il a déjà été signalé, de recevoir et diffuser des ouvrages d'architecture et des gravures. Il n'est pas impossible qu'ils aient également connaissance des recueils de Neufforgues ou Delafosse. Certains ornements qu'ils utilisent dès les années 1760, tels que les tables à regulæ ou les entrelacs, sembleraient l'indiquer. Leur emploi à cette époque n'a d'ailleurs rien d'anachronique, on retrouve en 1773 sur l'attique de l'hôtel Benoist de Sainte-Paule construit à Paris par Lenoir les entrelacs à grands et petits cercles alternés, chers à Delafosse ou à Legeay, semblables à ceux des tables surmontant les fenêtres du premier étage de la maison Ducos bâtie en 1769⁸.

« *Le balcon reste une exception avant 1770* »⁹. Si la date avancée par François-Georges Pariset semble un peu tardive, il est vrai que ces ouvrages en surplomb n'apparaissent pas très tôt à Bordeaux. Les Laclotte n'en réalisent qu'à partir de 1763. Ceux des maisons Béchade peuvent sans doute être considérés comme une tentative singulière en ce sens qu'ils sont soutenus par des supports de fer [224]. Ils préfigurent cependant les deux types de grands balcons occupant toujours, et seulement au premier étage, toute la largeur des maisons que bâtissent ces architectes. Ils vont devenir une constante dans leur production. Les plus spectaculaires de ces balcons reposent sur une trompe en demi-berceau, aux an-

gles adoucis, comme ceux des maisons Ferrière et Chamblan ou de toutes les maisons du Pavé des Chartrons [150 | 138 | 68]. Ils peuvent être de plan ondé comme celui de la maison Gernon sur cette dernière voie [66]. Ces balcons sur trompe rencontraient un vif succès à Bordeaux. François-Georges Pariset y voyait l'influence sur les maîtres maçons bordelais des poutres stéréotomiques déployées par les ingénieurs des fortifications, et en particulier celle de Pierre Michel-Duplessy.

Les architectes bordelais appréciaient-ils à ce point l'architecture militaire ? Leurs balcons certes virtuoses mais totalement passés de mode ne voulaient-ils pas plutôt, à la demande des maîtres d'ouvrage, qui sont tous des négociants, évoquer ceux des maisons construites pour les grands négociants nantais jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, c'est-à-dire à l'époque où le commerce et le prestige de ce port surpassaient largement ceux de Bordeaux ? Cette hypothèse n'est toutefois pas entièrement satisfaisante. On remarque que si les balcons sur trompe bordelais se situent toujours au premier étage, leurs prédécesseurs nantais peuvent se trouver au deuxième, voire au troisième étage¹⁰. On remarque également que la rencontre des deux demi-berceaux qui forment les extrémités de la trompe soutenant ces balcons nantais engendre une arête vive alors qu'elle est adoucie à Bordeaux. Plus près de Bordeaux en aval sur la rive droite du fleuve, la Saintonge offrait également des exemples de ces ouvrages si particuliers, ceux-là aux angles adoucis et donc plus proches par leur forme de ceux que construisent les Laclotte. On le sait, les architectes bordelais fréquentaient la Saintonge où ils trouvaient à se procurer les plus belles pierres qui leur étaient nécessaires. Les Laclotte comme leurs confrères ont vraisemblablement connu les balcons sur trompe qui ornaient les façades des belles maisons de cette province, une partie de leur famille, les Dardan, l'ont fréquentée assidûment tout au long du XVIII^e siècle. L'antériorité de ces balcons par rapport aux spécimens bordelais ne fait pas de doute, il s'en trouve en particulier à Saintes¹¹, ville qui était un passage obligé pour se rendre vers les carrières de Taillebourg dont les Bordelais appréciaient tant les pierres.

Quant ils ne sont pas sur trompe, les balcons construits par les Laclotte reposent sur des consoles, cela est le cas de ceux des demeures de Nicolas Barreyre, d'Étienne et de Pierre Laclotte, de l'hôtel d'Augeard et de la maison qui lui est mitoyenne. Ces consoles peuvent prendre différentes formes ; celles du balcon de la maison d'Étienne Laclotte sont ornées d'une rose dans leur partie supérieure, de glyphes rudentés sur leur face, et à la base d'une pomme de pin, celles de l'hôtel d'Augeard de glyphes et de gouttes, celles de la maison voisine de feuilles d'acanthé et de besants.

Que ces balcons soient sur trompe ou sur consoles, leur garde-corps est toujours constitué d'une grille de fer divisée en longs panneaux rectangulaires. La plupart de ces grilles sont chantournées, c'est-à-dire formées de volutes, courbes et contre-courbes s'organisant en réseau tout autour d'un élément central, qui peut être un cœur comme au balcon de l'hôtel d'Augeard et de la maison de Nicolas Barreyre, ou bien un cartouche



224 | 12 rue du Puits-Descazaux, façades des maisons de Madame Béchade, détail.

7. PARISET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle*..., p. 579-580 ; RABREAU, Daniel. *Le « style »*..., p. 87-88.

8. GALLET, Michel. *Demeures parisiennes. L'époque de Louis XVI*..., p. 64.

9. PARISET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle*..., p. 582-583.

10. BIENVENU, Gilles, LELIEVRE, Françoise. *L'île Feydeau*..., p. 32.

11. MOULIN, Monique. *L'Architecture civile et militaire au XVIII^e siècle en Aunis et Saintonge*..., p. 112-113, illustration 65, 66, pl. XXXII, XXXIII.



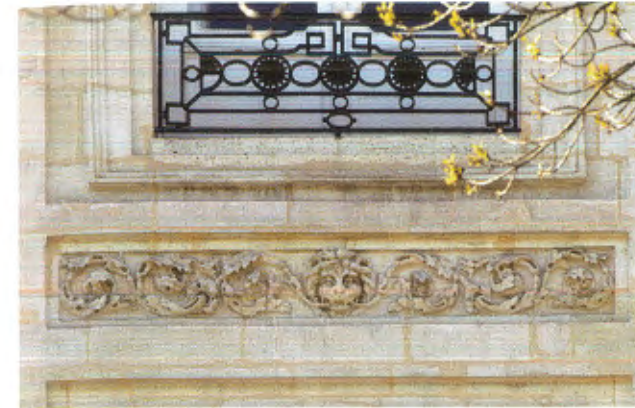
225 | 26 rue Fondaudège, hôtel d'Augeard, façade, détail.

circulaire ou ovale au centre duquel figure le monogramme du propriétaire de la maison. Cette disposition se rencontre au centre de la grille des balcons des maisons d'Étienne et Pierre Laclotte, de Pierre Gernon, de Jean Chamblan [30]. Bien que les dessins de ces grilles paraissent quelque peu tourmentés et évoquent les ouvrages de serrurerie à la mode sous le règne de Louis XV, ils en évitent toujours les excès, les effets d'asymétrie en sont proscrits. Pour les balcons de certaines maisons du Pavé des Chartrons, pour celle également du 24 de la rue Fondaudège, les architectes ont préféré des grilles au dessin moins virtuose mais

mieux accordé à la sobre esthétique des édifices qui les portent. Des formes géométriques apparaissent, cercles, ovales et rectangles. Ils s'organisent en une succession d'étroits éléments verticaux que vient animer la présence de motifs végétaux en tôle relevée en bosse. La disparition presque totale de ces ornements de tôle fausse d'ailleurs notre lecture des grilles, qu'elles soient des garde-corps de balcons ou de fenêtres. Pour ces dernières, banquettes et demi-banquettes des baies des étages, sont repris les mêmes motifs que ceux du balcon du premier étage, traités sur une échelle plus réduite. Alors que les balcons et fenêtres à garde-corps de balustres en pierre sont en usage à la même époque à Paris, peut-être pour les hôtels plus que pour les simples maisons¹², leur emploi reste pratiquement inconnu à Bordeaux. Les Laclotte ne les ignorent pourtant pas, dans la maison du 24 de la rue Fondaudège des balustres forment une partie du garde-corps des fenêtres latérales du premier étage.

L'apparition d'entablements est significative d'une rupture dans l'architecture traditionnelle bordelaise. Les architectes préféraient auparavant coiffer les élévations de grosses corniches et de génoises. Les Laclotte conservent encore en 1763 une génoise au-dessus de l'entablement composé simplement d'une frise et d'une corniche de la maison Fourcade [137]. La génoise après cette date disparaît, ce sont des entablements à frise et corniche, la première étant matérialisée par un simple réglot ou un cordon qui surmontent les élévations des maisons Barreyre et Ferrière et celle du numéro 24 rue Fondaudège [152 | 150 | 93]. Un corps de moulures peu développé est censé représenter sans doute l'architrave aux entablements des maisons de Jean Chamblan, du Pavé des Chartrons, de Pierre et d'Étienne Laclotte [138 | 43 | 14], une frise toujours nue le surmonte, puis une corniche, à denticules dans le cas des maisons du Pavé des Chartrons. Plus rarement, au-dessus de l'entablement une balustrade peut masquer la toiture, toutes les maisons du Pavé en comportaient, ainsi que la maison Ferrière sur le quai des Chartrons, les dés qui l'interrompent sont très étroits mais correspondent bien à la faible largeur des trumeaux qu'ils surmontent. La présence d'une architrave symbolique et d'une frise toujours nue ne suffit pas à évoquer les entablements canoniques. Le complexe et atypique entablement de l'hôtel d'Augeard, à architrave à fascies, large frise ornée de modillons à glyphes surmontée d'un disque et corniche [225] renvoie de

12. GALLET, Michel. *Demeures parisiennes...*, p. 105, illustration 1, 2, p. 107, illustration 5, 6, p. 114, illustration 19. Les exemples d'édifices antérieurs à 1770 publiés par cet auteur, les hôtels de Saint-Florentin et de la Vaupalière, comportent des garde-corps à balustres, ceux de l'immeuble Choppin d'Arnouville sont en fer. Cela signifierait-il que les garde-corps de pierre restaient réservés aux plus « nobles » constructions ?



226 | 23 cours de Verdun, maison Rocaute de Bussac, façade, détail.

227 | Place de la Comédie, maison Bonnaffé, détails.

nouveau à un édifice saintongeais. Il n'est pas en effet sans rappeler l'entablement de la très célèbre façade sur la rue du Palais de la Bourse de La Rochelle, bâtie par l'ingénieur des Ponts et Chaussées Hue entre 1760 et 1765¹³. Ici cependant, de petites baies éclairant le comble s'ouvrent dans la frise, cette solution banale dans l'architecture des palais italiens depuis le XVI^e siècle est rare en France ; en 1780 Louis-Pierre Lemonnier va l'utiliser pour un immeuble de la rue de Tournon à Paris¹⁴.

L'habitude a été prise de considérer que ce sont à partir de 1770 les chantiers de la nouvelle salle de spectacle et du palais archiépiscopal entrepris par Victor Louis et par l'ingénieur Étienne, auquel succéda Richard-François Bonfin, ainsi dans une moindre mesure que les premiers travaux de François Lhôte arrivé à Bordeaux en 1768, qui imposent en architecture une ornementation qui rompt avec celle utilisée jusque-là, héritée en principe du style imposé par Gabriel et Portier¹⁵. Force est pourtant de constater que les Laclotte ont introduit des éléments de ce « nouveau » décor avant même 1765. Leurs guirlandes ornant les dessus-de-fenêtres fleurissent bien avant l'apparition de celles du palais archiépiscopal, les tables à regulæ de la maison Fourcade précèdent de plus de dix ans celle du vestibule du Grand Théâtre, les consoles à glyphes et gouttes qui soutiennent les balcons de leurs constructions, sont établies avant que François Lhôte n'use et abuse de leur emploi dans nombre de ses réalisations¹⁶.

À l'évidence les Laclotte ne sont pas les « inventeurs » de tous les motifs décoratifs qu'ils mettent en œuvre. La manière particulière dont ils les accommodent trahit des hésitations, sinon des maladresses. La nature même de certaines façades aux pleins-de-travée réduits les condamne à n'utiliser que des tables de faible hauteur paraissant de ce fait d'autant plus allongées. Elles sont ornées essentiellement d'entrelacs et de rinceaux. Ces tables à rinceaux méritent une attention particulière. Elles semblent très spécifiques du style des Laclotte et ils vont continuer à les utiliser pendant une longue partie de leur

13. HAUTECOEUR, Louis. *Histoire de l'architecture classique en France...*, t. 4, p. 173-174, fig. 77 ; MOULIN, Monique. *L'architecture civile et militaire au XVIII^e siècle en Anjou et Saintonge...*, p. 64-66, illustration 34, pl. XVIII ; BRAHAM, Allan. *L'Architecture des Lumières...*, p. 69-70, illustration 86.

14. GALLET, Michel. *Demeures parisiennes...*, p. 145, illustration 76.

15. PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 591, 635-636 ; MAFFRE, Philippe, BERIAC, Jean-Pierre. *Le Bordelais néoclassique...*, p. 23 et suiv. ; TAILLARD, Christian. *Bordeaux à l'âge classique...*, p. 66. Il faut cependant souligner que Louis Hauteceur et Daniel Rabreau ne mettent pas directement en relation l'évolution du décor d'architecture à Bordeaux et l'arrivée de Victor Louis dans la ville : HAUTECOEUR, Louis. *Histoire de l'architecture classique en France*, t. 3. *Première moitié du XVIII^e siècle. Le style Louis XV...*, p. 146-149 ; RABREAU, Daniel. *Le « style »...*, p. 86-87.

16. Voir entre autres exemples les maisons édifiées par Lhôte rue Huguerie et près de la rue Judaïque : TAILLARD, Christian. *Bordeaux à l'âge classique...*, p. 186-189 ; MAFFRE, Philippe. *Le lotissement Dufrêne...*, p. 210-214.



228 | 49 cours Xavier-Arnoz, maison de Christophe Gernon, façade, détail.

carrière : au-dessus des baies de la maison Rocaute de Bussac par exemple vers 1775 | 83 | 226 |, de l'hôtel de Rolly en 1779, et aussi de la maison de François Bonnaffé en 1782 | 227 |. Dans ces derniers édifices, à l'anthémion central autour duquel se déployaient les rinceaux eux-mêmes, a succédé un mufle de lion. Caractéristiques du décor de la Renaissance, ces tables peuvent paraître anachroniques. Leur réapparition participe-t-elle de ce retour au classicisme alors dans l'air du temps et prôné par Jacques-François Blondel ? Deux monuments bordelais des XVI^e et XVII^e siècles, le jubé de la cathédrale Saint-André et le tombeau de Monseigneur du Sault dans la chapelle Notre-Dame-de-la-Rose de la collégiale Saint-

Seurin, montraient des exemples de ces tables à rinceaux ; dans le cloître du chapitre étaient déposés de nombreux sarcophages antiques également décorés de rinceaux¹⁷. Ceux dessinés par les Laclotte sont très semblables à ces ornements qu'ils ne pouvaient méconnaître puisque l'entretien des monuments qu'ils agrémentaient leur incombait comme architectes des deux chapitres. Les tables à rinceaux connaissent un succès certain à Bordeaux, Victor Louis en place au-dessus des baies du deuxième étage de l'hôtel de Rolly, à moins que ce ne soit les Laclotte, et François Lhôte en dispose au-dessus de celles de l'étage noble des maisons de son lotissement de la rue Huguerie¹⁸.

Lorsque la répartition entre les pleins et les vides s'équilibre et qu'ils pourraient donner à la façade une composition plus aérée, les Laclotte densifient sa décoration. Ils procèdent comme s'ils tenaient à orner la totalité des pleins-de-travée, mettant en place des tables que cernent le chambranle des baies qu'elles surmontent et les corniches qui se trouvent au-dessus d'elle. Les interminables guirlandes qui s'étalent au-dessus des baies des étages de l'hôtel d'Augeard ou de la maison Ferrière illustrent bien ce manque de maîtrise dans l'utilisation des ornements | 214 | 219 |. Le traitement des guirlandes des baies du bel étage de cette dernière demeure représente un essai original : entre les angles rentrants du chambranle règne la guirlande qui passe sous la moulure de ce chambranle et s'accroche sur des pitons au-dessus des écoinçons.

Le défaut d'extrême allongement des tables à guirlandes est résolu dans les maisons du Pavé des Chartrons et dans la maison du 24 rue Fondaudège par l'apparition des modillons à glyphes qui les encadrent | 228 |. Elles paraissent d'autant plus hautes qu'elles sont moins développées en largeur et l'on retrouve là des proportions de tables et des formes de guirlandes plus conformes aux modèles parisiens déjà évoqués, plus proches par exemple de celles créées par Soufflot pour la frise de l'église Sainte-Geneviève.

Plus que la seule utilisation de nouveaux ornements architecturaux, qu'ils éprouvent parfois des difficultés à combiner harmonieusement, c'est sa concomitance avec celle de solutions passéistes qui fonde en partie l'originalité des constructions élevées jusqu'en 1770 par les Laclotte. Leurs tâtonnements sont-ils conséquents des exigences d'une

clientèle qui leur demande d'avoir recours aux archaïsmes qu'elle apprécie particulièrement, tels les balcons sur trompe ou encore les garde-corps en fer chantournés ? Il faut le croire puisque dès cette époque, ils sont capables de donner des édifices plus sobres, aux ornements se rapprochant de modèles d'un goût qui va s'imposer définitivement dans les années suivant 1770 à Bordeaux. La maison d'Étienne Laclotte, ainsi que dans une moindre mesure la maison Chamblan, l'hôtel d'Augeard et le 24 de la rue Fondaudège en apportent le témoignage | 14 | 138 | 94 | 93 |.

La parcimonieuse utilisation des ordres

Le souvenir des exactions du pouvoir royal perpétrées au XVII^e siècle était-il à ce point vivace que les Bordelais répugnaient encore, cent ans après la dernière remise au pas dont ils avaient été victimes, à élever des édifices qui pouvaient irriter la susceptibilité du monarque ? Il est vrai que celui-ci avait fait détruire en 1675 le célèbre « temple » antique des Piliers de Tutelle. Après la disparition de ce monument, célèbre dans toute l'Europe et objet de la légitime fierté de la cité, il fallut attendre pour y voir de nouveau se dresser des colonnes la construction des palais des Fermes et de la Bourse sur la place Royale, celle également des portiques du Jardin Public. Il faut souligner que ces édifices relevaient de l'initiative du représentant du Roi, qu'ils avaient été conduits par son Premier architecte et enfin qu'ils restaient à distance respectueuse de ce symbole de l'autorité que constituait la colossale forteresse du Château Trompette. À part ces colonnes de la place Royale et du Jardin alors également Royal, il faudra de nouveau attendre jusqu'à la Révolution pour voir des architectes bordelais en élever aux alentours du terrible château. Celles érigées pour le porche du Grand Théâtre le sont avec la bénédiction de l'État, François-Armand Saige obtient la permission d'en plaquer contre la façade de son hôtel sur le cours du Chapeau-Rouge pour soutenir un grand balcon, mais ces colonnes sont dressées par Victor Louis, un architecte parisien¹⁹.

L'absence de colonnes dans l'architecture bordelaise, que l'on n'oserait qualifier de « stylophobie », n'est pas simplement anecdotique, elle reflète le rejet généralisé des ordres qui la caractérise. Les Laclotte ne dérogent pas à cet usage et la liste des constructions dans lesquelles ils utilisent des éléments extraits ou inspirés d'une grammaire ornementale canonique est vite dressée. Apparues après 1770, leur emploi n'est pas limité à une période précise de leur activité. Ils sont « dispersés » et mis en œuvre simultanément avec d'autres motifs ornementaux, ne marquant donc aucune de leurs constructions en particulier, il faut cependant noter qu'ils restent le plus souvent réservés à des édifices d'une certaine ampleur ou particulièrement soignés.

S'il est clairement fait référence à l'ordre dorique à propos des pilastres de la tribune d'orgue de la collégiale Saint-Seurin édifée en 1771, il faut reconnaître que ces supports, malgré la présence de cannelures n'ont rien de très significativement dorique, non plus d'ailleurs que l'entablement qu'ils soutiennent | 28 |. Le dessin de l'entablements dorique des maisons des négociants Rocaute de Bussac et Langouran, bâties trois à quatre ans plus tard, s'il ne correspond pas exactement aux modèles antiques paraît pourtant autrement plus correct | 83 |. Faut-il considérer comme corinthien l'entablement de la maison des frères Labottière avec sa corniche à modillons cannelés entre lesquels se trouvent des disques | 229 | ?

17. A. D^{ns} Bordeaux, Mémorial des Curés..., p. 20. Ce jubé de la cathédrale Saint-André a été démonté au début du XIX^e siècle par l'architecte Louis Combes qui en a réutilisé des éléments lors de la construction de la tribune d'orgue et du banc d'œuvre. Le Mémorial, ouvrage manuscrit illustré retraçant l'histoire de la cathédrale, du Concordat jusqu'au milieu du XIX^e siècle, conserve une représentation du jubé, on y distingue très bien les tables à rinceaux formant son entablement.

Le tombeau de l'évêque de Dax L.-H. du Sault se trouve toujours dans la basilique Saint-Seurin, il a été déplacé de la chapelle Notre-Dame jusqu'à la chapelle Saint-Jean au XIX^e siècle lorsque cette dernière a été transformée en bras nord du faux transept par la suppression du mur qui la séparait du chœur, mur auquel était vraisemblablement adossé le tombeau.

18. TAILLARD, Christian. *Bordeaux classique...*, p. 194.

19. Il faudrait rajouter à cet inventaire de colonnes celles des hôtels Lessance et Saint-Marc tous deux antérieurs à la Révolution, édifés dans le quartier de l'Archevêché et à proximité immédiate d'une autre forteresse royale, le Fort du Hâ. Ils ne sont vraisemblablement pas non plus l'œuvre d'un architecte bordelais.



229 | Maison Labottière, détail : entablement.

230 | Maison Labottière, élévation principale, détail : porche et loggia.



Les colonnes, il faut y revenir, restent extrêmement rares dans l'œuvre des Laclotte. Ils en disposent quatre qui soutiennent le porche et la loggia de la maison Labottière bâtie en 1774 | 230 |. À Laroque chez le conseiller Dumas ce sont six colonnes baguées qui portent l'entablement du belvédère ouvrant sur le paysage de la vallée de la Dordogne, construit vers 1778 | 185 |. Si le modèle des colonnes toscanes de Labottière paraît canonique, il a pu être pris dans n'importe quel Vitruve ou autre traité des ordres, celui des colonnes ioniques de l'étage est beaucoup moins correct. Le fût est dépourvu de cannelures, les dimensions du chapiteau sont trop importantes. On retrouve là, à la présence près des pendeloques des chapiteaux, les défauts des colonnes des palais des Fermes et de la Bourse de Gabriel sur la place Royale, antérieures de plus de trente ans. Les colonnes du belvédère de Laroque rappellent quant à elles les propositions de d'Aviler pour les ouvrages « rustiques » inspirés des ouvrages italiens connus en France depuis le XVI^e siècle ²⁰.

En 1774 les Laclotte couvrent de frontons les avant-corps des élévations postérieure et latérales du château de Virazeil, ainsi que l'avant-corps de l'élévation principale de la maison Labottière | 231 |. Les premiers peuvent être considérés comme se rapprochant de l'ordre toscan | 172 | 173 |, le dernier avec ses modillons fait clairement référence à l'ordre corinthien, à la différence de ceux de Virazeil il est historié. À Chênevert en 1779, ce sont de nouveau des frontons toscans, ceux-là aussi historiés, qui sont établis au-dessus des avant-corps des façades principale et postérieure | 177 | 178 |. En 1785 l'avant-corps de la façade de l'hôtel du baron de Castelnau d'Auros est couvert d'un fronton corinthien mais soutenu par des pilastres à chapiteau ionique | 115 |.

20. Sur ce sujet voir : DAMS, Bernd-H., ZEGA, Andrew. *La folie de bâtir. Pavillons d'agrément et folies sous l'Ancien Régime*.



231 | Maison Labottière, élévation principale, détail : fronton.

La maison Labottière : une synthèse de la « manière » Laclotte vers 1775

La maison des frères Labottière se singularisait, en ce qui concerne les maisons de campagne bâties par les Laclotte, par le recours à une nouvelle forme de plan. Dans le domaine du décor d'architecture, elle constitue un véritable catalogue ornemental. Ses quatre élévations présentent des solutions que les architectes utilisent déjà depuis plusieurs années pour certaines, d'autres s'y ajoutent qu'ils vont maintenir à leur « catalogue » jusque dans les années 1780.

On retrouve ici la manière d'encadrer les angles des façades et les avant-corps par des chaînes à profonds refends ; sur les élévations latérales, ces refends s'étendent à toute la surface du parement du rez-de-chaussée, formant des bossages en tables, sur l'élévation principale, tout l'avant-corps est ainsi traité | 166 à 169 |. Des refends singularisaient déjà les avant-corps des longues façades de Cholet en 1771 ou 1772, un même décor sera repris en 1779 pour ceux de Chênevert | 186 | 187 | 178 | 179 |. Pour la première fois à Labottière se rencontrent du côté de l'élévation postérieure, sur les trumeaux séparant les travées latérales au rez-de-chaussée comme à l'étage, de grands panneaux à encadrement à crossettes | 167 |. Les Laclotte n'abusent pas de ce motif, qui n'est pas sans évoquer un décor de la première moitié du siècle, on n'en trouve guère ailleurs dans leurs constructions sinon ceux qui ornent l'avant-corps de l'élévation postérieure de Chênevert, de dimensions beaucoup plus réduites et présentant des angles rentrants | 179 |.

L'une des grandes nouveautés de Labottière réside, on l'a vu, dans la présence d'un avant-corps de plan en arc de cercle au centre de son élévation sur le jardin, qui sera repris à Chênevert mais aussi à Margaut et au Taillan. Cet agencement n'avait en réalité rien de nouveau, sinon à Bordeaux ; Bullet et Boffrand entre autres exemples avaient bien avant usé de ce type d'avant-corps pour animer les façades de certaines de leurs réalisations. Résolument archaïque semble en 1774 l'esprit rocaille de l'ensemble de la décoration du rez-de-chaussée et du balcon de cet avant-corps. Au-dessus de chacune des trois baies en plein-cintre qui éclairent ce rez-de-chaussée, règne une guirlande de roses très naturaliste qui jaillit de l'enroulement d'une énorme agrafe en volute que l'on pourrait croire sortie de l'imagination d'un Oppenord si n'était sa composition rigoureusement symétrique | 232 |. Encadrant la partie supérieure de chaque baie, les paires de consoles qui soutiennent le balcon à garde-corps de fer au dessin chantourné sont de la même veine décorative, leur partie supérieure consiste en un parallélépipède qu'orne sur sa face une rose et sur ses côtés de grandes marguerites, une longue feuille d'acanthé couvre



232 | Maison Labottière, élévation postérieure, détail : agrafe et guirlande au rez-de-chaussée de l'avant-corps.

233 | Maison Labottière, élévation postérieure, détail : rez-de-chaussée et balcon de l'avant-corps.



la volute formant sa partie inférieure que prolongent de petits choux frisés | 233 |. Faut-il encore imputer la responsabilité de la réalisation d'un tel décor aux architectes plutôt qu'aux maîtres d'ouvrages ? Si la réponse est claire en ce qui concerne les garde-corps des balcons, on sait le goût qui persistait pour ces ouvrages, elle l'est moins en ce qui intéresse les agrafes, guirlandes et consoles. En 1772 ce sont des guirlandes et mascarons d'une semblable fantaisie qui ornaient les baies de la propre maison de Jean Laclotte à la croix de Saint-Martin | 13 |, les agrafes qu'il fait sculpter la même année 1772 pour la maison des Ordinants formant l'angle de la place Dauphine sont bien de même inspiration | 35 |, comme les gros modillons agrémentés d'une guirlande, portant la corniche qui surmonte chaque porte-fenêtre de l'étage noble de la maison de Jacques de Bethmann sur le quai des Chartrons | 153 |.

Plus étonnants et plus « modernes » dans le principe apparaissent, toujours à la maison Labottière, le porche et la loggia de la façade principale | 230 |. Le porche dans-œuvre qu'utilisent fréquemment des architectes parisiens comme Soufflot ou Ledoux est un morceau d'architecture totalement étranger à Bordeaux. La superposition porche et loggia, tous deux ouvrant par une large baie libre à colonnes latérales se rapproche de certaines compositions de Neufforge, mais aussi de réalisations bien

concrètes, on peut penser en particulier à la maison construite par Soufflot pour le marquis de Marigny. Ici cependant l'invention est desservie par la pauvreté de la composition, les Laclotte reproduisent à l'étage une baie semblable à celle du rez-de-chaussée. Les détails du décor ne concourent pas à donner de cohérence à l'ensemble. Il a déjà été souligné l'incorrection des colonnes de la loggia, et le recours pour cette même loggia au sempiternel garde-corps de fer chantourné crée une rupture dans la lecture de la façade au niveau des pleins-de-travée, la mise en place d'une balustrade entre les deux colonnes aurait remédié à ce défaut | 234 |. Enfin, au moment où surtout dans le domaine de l'architecture privée, la tendance est à l'abandon des frontons couvrant un avant-corps, les Laclotte en établissent justement un sur cette travée centrale de Labottière, qui plus est historié et interrompant la balustrade couronnant l'entablement de l'édifice.

La formule du porche surmonté d'une loggia ne connaît pas d'avenir dans l'œuvre des Laclotte non plus que celle des frontons associés à une balustrade. Ceux de Virazeil comme de Chênevert, qui datent respectivement de 1774 et 1779 se détachent sur la toiture à croupes d'ardoise de ces deux constructions | 177 | 174 | 175 |. Alors qu'à Labottière un attique interrompant la balustrade couronne l'avant-corps en arc de cercle sur le jardin, principe qui est repris au Taillan, à Chênevert les Laclotte n'hésitent pas à coiffer l'avant

corps également en arc de cercle et toujours du côté du jardin d'un fronton cintré de même plan. C'est là un type de fronton qu'avait utilisé Giral par exemple pour le pavillon du salon de musique de La Mosson ou Germain Boffrand pour son propre château de Thuilleries en Champagne, mais dans le premier quart du XVIII^e siècle²¹⁻²².

Les balustrades masquant les toitures n'étaient pas inconnues des Laclotte avant 1770 puisqu'ils en avaient couronné l'élévation de la maison Ferrière et celle des maisons du Pavé des Chartrons. C'est pourtant à l'époque de l'édification de Labottière qu'ils usent le plus fréquemment de cet élément, les trois maisons construites en 1776 et 1777 dans l'îlot Louis en sont pourvues, ainsi qu'un peu plus tard les maisons de Jean Dumaine rue du Palais-Gallien et de Jacques de Bethmann qui datent de 1778 | 52 | 53 | 54 | 155 | 153 |. Plus tard ce type de couronnement n'est pas abandonné, on le retrouve sur les élévations de la vaste maison Bonnaffé édifiée en 1782 | 58 |. Le fait que ces constructions soient isolées pour l'une et en bordure de larges rues pour les autres peut en partie expliquer la présence de la balustrade. Elle cache la toiture exclue de la composition de ces façades. La tendance à la dissimulation des couvertures n'a cependant rien de systématique. Ainsi les hautes toitures d'ardoise à égout retroussé d'édifices « isolés » comme Virazeil ou Chênevert font bien quant à elles partie intégrante de la composition des élévations | 172 | 177 |.

La balustrade de Labottière s'interrompt classiquement de dés au-dessus des trumeaux et aux angles des façades, mais également d'attiques au-dessus des avant-corps de ces mêmes façades. Au-devant de l'attique de l'élévation principale se détache le fronton | 231 |, ceux des élévations postérieure et latérales s'ornent respectivement de grandes tables à rinceaux et à regulæ | 167 |. Les tables à regulæ de Labottière ne diffèrent en rien, sinon par leurs dimensions, de celles déjà rencontrées sur les façades édifiées par les Laclotte avant 1770. Ils semblent affectionner particulièrement cet ornement : une autre de ces tables surmonte la porte-fenêtre ouvrant sur la loggia | 234 |, on en retrouve au-dessus de baies de Virazeil et du Taillan, sur les façades des maisons Caduc rue de Pont-Long, Le Tellier rue du Parlement, et jusqu'en 1785 sur celles des maisons Sabourin et Cochon rue Duplessy.

La table fouillée à rinceaux sur l'attique de l'avant-corps de l'élévation postérieure à Labottière se distingue en revanche de celles qu'ils utilisent habituellement pour orner les dessus-de-fenêtres de leurs constructions. Elle figure un culot et une feuille d'acanthé d'où partent deux rinceaux avec bractées, volutes et fleurs ; ils s'inscrivent dans un cadre à moulure en quart-de-rond | 235 |. Il faut rapprocher cette table de celle, fouillée également et à cadre mouluré en cavet renversé, qui surmonte la porte de l'élévation latérale droite de Chênevert. D'inspiration plus « archéologique » encore, elle représente la partie supérieure d'un thyrses qu'encadrent deux rinceaux d'acanthé, à bractée d'où émergent des rameaux d'olivier et à fleurs dans lesquelles est prise une guirlande de roses surmontée d'un ruban bouillonné en forme de couronne | 236 |.



234 | Maison Labottière, élévation principale, détail : loggia.

21. WILLEMIN, Véronique, LANGLOIS, Gilles-Antoine. *Les 7 folies capitales...*, p. 101.

22. GALLET, Michel, GARMS, Jörg (sous la direction de) Germain Boffrand. 1667-1754..., p. 25.

235 | Maison Labottière,
élévation postérieure,
détail : décor de l'attique.



236 | Mérignac, Chênevert,
élévation latérale droite,
table en dessus-de-porte.



237 | Maison Labottière,
élévation postérieure,
détail : partie haute d'une
porte-fenêtre à l'étage de
l'avant-corps.



238 | Maison Labottière,
élévation latérale droite,
détail : guirlande au-dessus
d'une fenêtre de l'étage.



L'essentiel du décor se concentre à Labottière, comme dans toutes les constructions, sur les baies. Pour les fenêtres le principe des chambranles à crossettes est ici abandonné : toutes sont rectangulaires, celles du rez-de-chaussée à chambranle simplement mouluré, celles de l'étage à chambranle aux angles supérieurs rentrants. Un tel encadrement permet la mise en place entre ces angles de guirlandes de roses accrochées à des pitons, auquel cas de gros boutons de rose ornent les écoinçons | **237** |, ou bien de guirlandes de feuilles de laurier nouée qui semblent pénétrer dans le mur et dont les retombées surgissent dans ces mêmes écoinçons | **238** |. Le premier cas est réservé aux fenêtres des élévations principale et postérieure, le deuxième aux fenêtres des élévations latérales. Les Laclotte avaient déjà essayé en 1765 pour les baies du premier étage de la maison Ferrière de disposer des guirlandes passant sous la moulure de chambranles aux angles rentrants, elles s'accrochaient à des pitons et la retombée trouvait place dans les écoinçons, de taille trop réduite. À Labottière, les guirlandes de laurier pénètrent dans des cavités cylindriques et ressortent dans les écoinçons d'où sont ici absents les pitons. Cet effet de pénétration de l'élément « végétal » dans le mur n'est pas dénué d'inspiration piranésienne. Il peut rappeler celui utilisé par Victor Louis dans le vestibule du Grand Théâtre de Bordeaux : une guirlande sourd des perforations cylindriques pratiquées à la base de la grande table à regulæ située au-dessus de l'entrée de la salle²³, d'autres se rétrécissent pour passer dans les trous au centre de la base de la voûte en arc de cloître couvrant ce vestibule. François Lhôte use également d'un motif à guirlande très proche de celui de Labottière au-dessus des baies de l'étage de l'élévation sur la cour de Castel d'Andorte, la maison de campagne qu'il construit pour le chanoine Laborde au Bouscat dans la paroisse Saint-Seurin²⁴. Aucun de ces ornements n'a pu

²³. TAILLARD, Christian. *Le Grand Théâtre de Bordeaux. Miroir d'une société...*, p. 29.

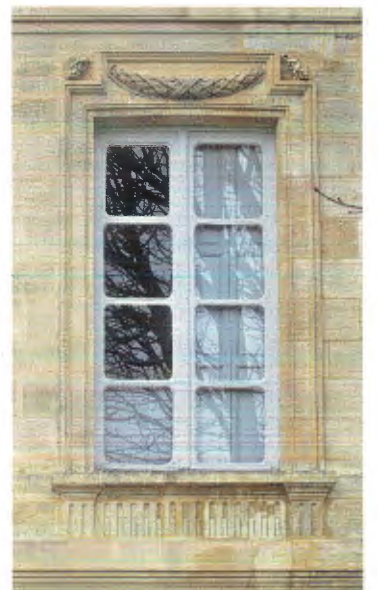
²⁴. TAILLARD, Christian. *Le Bourdieu du chanoine : Castel d'Andorte...*, p. 118.



239 | Maison Labottière,
élévation principale,
détail : fenêtres à l'étage
des travées latérales à
droite.

servir de modèle aux Laclotte, lorsqu'ils achèvent Labottière. Le chantier du théâtre débute à peine ; quant à la maison du Bouscat elle n'est bâtie qu'en 1786. Ils reprennent une variante de ce motif à Margaut et pour les maisons Langouran et Rocaut de Bussac, là les guirlandes rentrent dans le cœur d'une marguerite, ressortent dans l'angle des écoinçons et retombent le long de la moulure du chambranle | **83** |.

Si les guirlandes de laurier des élévations latérales de Labottière sont toutes identiques, celles de roses des élévations principale et postérieure présentent des différences : les fleurs, boutons et feuillages occupent selon les guirlandes des emplacements variés | **239** |. Ce sont réunis là tous les modèles des guirlandes de roses dont les Laclotte parent les dessus de fenêtre. Les différences entre les fenêtres de l'étage ne s'arrêtent pas à ces détails, il faut encore remarquer que si les allèges de celles de l'élévation postérieure sont nues et simplement encadrées de modillons à glyphes et besants, celles de l'élévation principale portent une table affleurée qu'encadrent des modillons à glyphes surmontés d'un disque. Les modillons encadrant les allèges des fenêtres de l'étage des élévations latérales sont quant à eux toujours marqués de glyphes et très peu saillants, ils cernent des tables à cannelures sur l'élévation latérale droite et à cannelures rudentées sur l'élévation opposée | **240** | **241** |. Ces cannelures rudentées ou non semblent apparaître à Labottière pour la première fois dans la production des Laclotte, elles sont omniprésentes dans l'œuvre



240 | Maison Labottière,
élévation latérale droite,
détail : fenêtre à l'étage
avec table à cannelures.

241 | Maison Labottière,
élévation latérale gauche,
détail : fenêtre à l'étage
avec table à cannelures
rudentées.

gravée de Delafosse qui aurait été membre de l'Académie de Bordeaux²⁵, raison supplémentaire de penser qu'elle y pouvait être diffusée. Cet ornement va être par la suite de nouveau employé pour orner les tables des façades des maisons Tastet, Rocaute de Bussac et Moquart | 51 | 83 | 84 |, de l'hôtel de Rolly, de certaines maisons de la rue Victoire-Américaine et près de là du 13 de la rue Hustin, ainsi qu'à l'angle des rues Fondaudège et Saint-Laurent.

À l'exception de la porte de son élévation latérale droite, rectangulaire, toutes les portes et portes-fenêtres de Labottière sont en plein-cintre à archivolt à fascies. Sauf celles de l'avant-corps de l'élévation postérieure, elles s'inscrivent dans une embrasure rectangulaire ouverte dans un appareil à profonds refends et couverte d'une plate-bande dont les claveaux sont également soulignés par des refends. Apparue sans doute à Cholet | 186 | 187 |, dont la construction doit être légèrement antérieure à celle de Labottière, cette combinaison est ici systématisée. Elle se retrouve pour les portes ou portes-fenêtres d'autres maisons de campagne, en particulier à Chênevert et Margaut | 186 | 187 | 189 | ; pour la porte cochère de l'hôtel de Lalande, la formule est légèrement modifiée, le couvrement est un arc en anse de panier dépourvu d'archivolte | 45 |.

Le goût à la grecque

Le goût grec, ou plus précisément à la grecque comme a été prise l'habitude de le nommer depuis quelques années, est formellement identifié mais jamais nommé par François-Georges Pariset, qui décrit la présence permanente de 1770 jusqu'à la Révolution sur les façades des maisons bordelaises « *des feuilles d'acanthé, des grecques, des motifs Louis XVI, et même [...] des médaillons* »²⁶. Le professeur Rabreau qui évoque sa genèse et ses théoriciens note également qu'il sévit dans la ville tardivement et sans outrances, mais durablement²⁷. L'apparition du goût à la grecque à Bordeaux est postérieure de plus de vingt ans à sa naissance en France dans le cercle des architectes et ornemanistes Soufflot, Moreau-Desproux, Delafosse, Neufforge. Le goût à la grecque se réduit pour l'essentiel à l'utilisation d'ornements spécifiques qui participent à l'ordonnance de la façade mais restent sans rapport direct avec l'agencement de l'édifice. Dans ces ornements se distinguent deux types de modèles, l'un « *inspiré de la géométrisation des lignes et des volumes : les grecques et guillochis, les postes, les glyphes, les gouttes, les patères...* », l'autre « *issu d'une démarche naturaliste* » qui conduit à la mise en œuvre « *de guirlandes de feuillage, de branches de laurier, d'olivier, de pommes de pin, de rosaces, d'entrelacs...* »²⁸.

Il est probable, comme il a été dit plus haut, que les frères Laclotte connaissaient les publications de Neufforge, peut-être de Delafosse, et qu'ils s'en inspiraient depuis les années 1760. Toutefois ils n'en extrayaient prudemment que les ornements leur paraissant convenir à une clientèle plutôt conservatrice en matière d'architecture, les mêlant à d'autres éléments de décor plus traditionnels, tels que les agrafes et mascarons.

À partir de 1777-1778 l'option est définitivement choisie par les Laclotte d'abandonner les ornements les plus archaïques qu'ils utilisaient encore par exemple à Labottière. Cependant ils ne sacrifient point aveuglément à ce goût à la grecque qui s'impose alors dans la ville. Les autres ornements qu'ils employaient précédemment ne sont pas abandonnés. Même dans l'îlot Louis où, comme le souligne le professeur Taillard se situent

pourtant les édifices les plus inspirés de l'art de Victor Louis²⁹, se retrouvent sur les façades des maisons Moquart, Douat et Lafite les tables à entrelacs et à cannelures apparues vers 1770 dans le répertoire ornemental des Laclotte.

Cette période coïncide avec le recours de plus en plus fréquent à des compositions de façade à trois travées et trois, voire quatre niveaux. Dès 1768 la maison d'Étienne Laclotte, dont la façade était bâtie sur ce schéma reprenait des propositions neufforgiennes avec son balcon reposant sur des consoles à glyphes et pommes de pin et surtout ses trois travées inscrites chacune dans un ressaut montant du premier étage jusqu'à la hauteur de l'entablement. Bien sûr les références étaient timides et aux puissantes consoles dont l'ornemaniste donne des modèles étaient substitués des supports plus discrets quoique d'un dessin très proche | 14 |. Le principe des travées en ressaut aux étages est repris avec plus de fermeté pour la travée centrale de la maison Douat cours du Chapeau-Rouge et pour toutes celles de la maison Rocaute de Bussac | 52 | 83 |. L'entablement dorique de cette dernière reprend lui aussi un élément dans le goût à la grecque mais, si chez Neufforge toujours il est volontiers associé à une balustrade complétant l'élévation, elle est ici absente.

Les modèles publiés dans les recueils peuvent inspirer les Laclotte qui modifient quelque peu la forme de leurs balcons : les consoles se font plus puissantes, leurs joues s'agrémentent de méandres, la partie supérieure de leur face est ornée de disques ou encore de pointes de diamant, elles comportent toujours des glyphes que prolongent désormais des gouttes. C'est le cas pour les maisons de Jean Dumaine ou de Guillaume Rozat | 242 | 73 |. Ils s'obstinent pourtant encore à n'utiliser que des garde-corps de fer. Le dessin de ces garde-corps évolue, la verticalisation des motifs se généralise, rectangles étirés aux angles rentrants ou adoucis pour les maisons Rocaute ou Rozat proches de certains modèles de Neufforge pour ses « *appuis de balcons pour les fenêtres* » | 83 | 73 |. Le dessin des banquettes et demi-banquettes est naturellement de la même veine.

L'hôtel du conseiller Raymond de Lalande, malgré sa silhouette évoquant une construction du XVIII^e siècle comporte un décor d'architecture homogène dans le goût à la grecque. Aux grosses consoles ornées de feuilles d'acanthé qui soutiennent l'entablement de la porte cochère du côté de la rue répondent les puissants modillons très allongés, à glyphes et gouttes, qui remplissent la même fonction du côté de la cour | 45 | 46 |. Si n'était d'ailleurs la présence de la porte couverte en anse de panier, cet ouvrage vu depuis cette cour ne manquerait pas lui aussi d'évoquer les modèles de Neufforge de « *niches, portes de jardin et buffet d'eau* ». Sur le corps de logis de l'édifice lui-même on retrouve, couvrant les portes et fenêtres des avant-corps au rez-de-chaussée, des frontons triangulaires à denticules, que soutiennent de longs modillons entre lesquels se détachent des guirlandes de chêne | 49 |.

Ce sont désormais des guirlandes de ce type qu'affectionnent plutôt les Laclotte, elles règnent au-dessus des fenêtres des maisons Dumaine et Rozat | 155 | 73 |. Au-dessus de la baie centrale de l'étage noble de la maison Lafite cours du Chapeau-Rouge, c'est un tore également de feuilles de chêne qui forme la frise de l'entablement portant là



242 | 72 rue du Palais-Gallien, maison Dumaine, façade, détail : balcon.

25. The Age of Neo-Classicism..., p. 699.

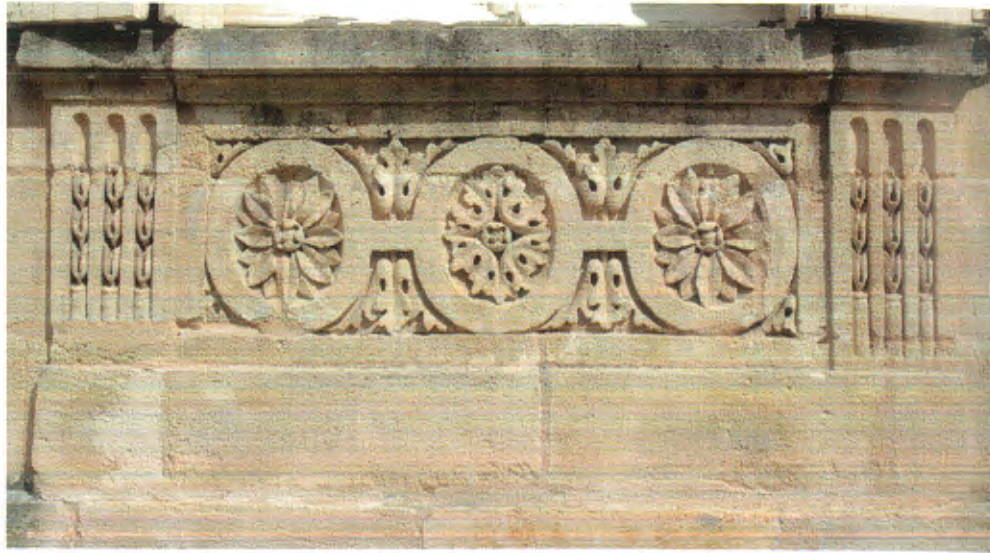
26. PARISSET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 638.

27. RABREAU, Daniel. *Le « style »...*, p. 85-88.

28. PICHARDIE, Thierry. *Le goût « à la grecque » à Bordeaux. Étude stylistique de l'architecture privée dans le dernier tiers du XVIII^e siècle...*

29. TAILLARD, Christian. *Bordeaux classique...*, p. 171.

243 | Mérignac, Chênevert, élévation postérieure, fenêtre du rez-de-chaussée, détail : allège ornée de rosaces.



un fronton à denticules |53|. Ces frontons, qui peuvent être soutenus par des modillons ornés les uns de glyphes et pointes de diamant, les autres de piastres, sont encore présents au-dessus des baies situées au même niveau de la maison Douat mitoyenne de celle de Lafite et de Guillaume Rozat, des trois édifices bâtis rue de la Taupe pour Madame de Lachapelle |52| 73 |156|. De tels éléments pouvaient être observés sur les façades des constructions bordelaises de Victor Louis, en particulier sur l'hôtel Saige où alternent à l'étage noble les frontons triangulaires et cintrés. Ce sont des frontons de ce dernier type qui couvrent les baies latérales du premier étage de la maison du négociant Sabourin rue Duplessy, et au même niveau l'ouverture centrale des maisons des Laclotte de la rue des Bahutiers ainsi que celle de la rue Porte-Dijeaux |97| 141 |146|.

L'hôtel de Lalande comporte une grande nouveauté dans la production des Laclotte : les baies sont dépourvues de garde-corps métallique. Pour la première fois ils placent des balustres sous les appuis des fenêtres de l'étage |49|. Ils en disposent la même année à Chênevert, toujours aux fenêtres de l'étage, ainsi qu'à Margaut au même niveau à peu près à la même époque |172| 173 |189| 190|. D'autres ornements, plus résolument « grecs » fleurissent timidement sur les façades. Postes et médaillon sont présents sous forme de ferronnerie sur le balcon de la maison de Jean Dumaine rue du Palais-Gallien en 1779. Un médaillon auquel semblent accrochées deux guirlandes de feuilles de laurier, curieusement inclus dans un cuir découpé et portant le monogramme du serrurier, occupe le centre de cette composition. L'ensemble du garde-corps repose sur une ligne de postes de tôle ajourée |242|. Les balcons des maisons des Laclotte rue des Bahutiers ou de Guillaume Rozat cours de Tourny comportent également de ces lignes de postes, mais en fer carré et disposées dans la partie supérieure du garde-corps |141| 73|.

Il pourrait être tentant de penser que ces éléments de décoration sont l'invention de Jean Dumaine. Les thèmes du médaillon, celui-là orné d'un profil, et des postes disposées sur une table au-dessus d'une fenêtre, apparaissent pourtant dès 1777 sur la façade de la maison Lafite dans l'îlot Louis |53|. Autour de 1785, sur la maison de Jean Laclotte à entablement d'inspiration ionique, courent à hauteur des plates-bandes des fenêtres des étages des lignes de postes affrontées. Entre les pilastres de l'avant-corps de l'hôtel de Castelnau d'Auros, des lignes de postes règnent encore entre les baies de l'étage noble et du deuxième étage |146| 116|.

Parfois la référence aux recueils d'ornemanistes est plus claire encore. À Chênevert, mais le cas semble exceptionnel, ce sont des rosaces encadrées de modillons à cannelures rudentées qui se trouvent sous l'appui des fenêtres du rez-de-chaussée |243|. À Margaut, du côté de l'élévation sur le jardin, les guirlandes courant au-dessus des baies de l'étage de l'avant-corps s'accrochent à des têtes de béliers. À l'étage des maisons Langouran et Rocaute de Bussac des guirlandes retombent le long du chambranle des fenêtres, à l'étage noble de cette dernière demeure deux personnages vêtus à l'antique encadrent un cartouche et sont disposés à la manière des sculptures dans un fronton |83|. Deux larges et hautes tables fouillées surmontent à l'étage les baies latérales de la maison de Jean Despase.

La tentation du néo-classicisme

De la même manière qu'il est nécessaire de citer des édifices bâtis très tardivement pour illustrer les propos concernant les ornements employés par les Laclotte dès les années 1770, il faut revenir sur des maisons bâties avant même 1780 pour évoquer la sévérité des constructions que semblent affectionner les Laclotte dans les dernières années de leur carrière, sévérité qui les apparente au néo-classicisme. L'approche par ces architectes d'un style alors émergent n'a toutefois rien de radical et n'exclut pas le recours à des solutions décoratives désormais plus « traditionnelles ». Leur coexistence semble former l'un des caractères originaux de l'architecture bordelaise de cette fin de l'Ancien Régime si l'on en croit l'analyse de François-Georges Pariset : « *Ce style néo-classique ne dérive pas du style Louis XVI comme le fruit prospère de la fleur. Il prospère en même temps que lui dans une originalité complète. Il est passionnant de noter parfois côte à côte des façades Louis XVI ou néo-classiques dont la pureté enchante le regard ; elles semblent sortir de recueils de modèles, elles sont élaborées par des maîtres qui possèdent leur art et vont jusqu'au bout de leur système sans déviation [...]. Il peut être encore plus passionnant de voir comment les façades mêlent les formes avec un goût moins sûr, mais une vie plus pittoresque, et cette aimable fantaisie est un des secrets du charme de Bordeaux. Des façades présentent des survivances du style Louis XV, comme des agrafes et des mascarons, ou bien les styles Louis XVI et néo-classique s'allient sans dissonance* »³⁰.

La première manifestation de simplification des éléments de décoration dans la production des Laclotte est pratiquement contemporaine de l'époque à laquelle se généralise l'usage des ornements dans le goût à la grecque, puisqu'elle date de 1776. Sur la modeste façade de la maison qu'ils bâtissent cette année-là pour le plâtrier Jacques Abadie rue Saint-Fort, dont le rez-de-chaussée est marqué de profonds refends, ils adoptent le système de la différenciation des ouvertures par leur forme : baies en plein-cintre pour les portes et rectangulaires pour les fenêtres |154|. Cette distinction est de nouveau appliquée en 1778 pour les ouvertures des maisons de la rue Judaïque où les portes et entrées de boutique sont en plein-cintre, tandis que les fenêtres et portes-fenêtres des étages sont rectangulaires. Elle est également reprise pour les maisons Boutet, Rozat et sa voisine du 86 de l'actuel cours de Verdun qui datent de 1781 et 1787 |154| 73 |76|. Pour les portes en plein-cintre des maisons Sabourin et Queva en 1785 et 1787, un parti plus original est adopté, elles s'inscrivent dans un ébrasement concave |97| 98|. Sur le côté occidental de la rue Victoire-Américaine, le principe est transgressé : les portes sont bien en plein-cintre mais les fenêtres du rez-de-chaussée également, inscrites dans des embrasures de même forme.

30. PARISET, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle...*, p. 628.

La tendance à une plus grande sévérité du décor se fait nettement sentir sur les façades des maisons uniformes de la rue Judaïque. Paradoxalement elle semble le fait de Jean, celui des deux frères qui inclinait le plus volontiers jusque-là vers un usage excessif des ornements. C'est à son initiative que les deux architectes entreprennent la construction de ces édifices qui s'élèvent en avant du séminaire de la Mission. Pour la première fois ils ont ici recours au balcon continu courant au-devant de plusieurs façades, soutenu par de fortes consoles à enroulement reposant sur un corbeau à glyphes et gouttes. Au delà de la simple présence du balcon continu et des ouvertures en plein-cintre du rez-de-chaussée, les maisons de la rue Judaïque présentent d'autres nouveautés. L'habitude avait été prise par les Laclotte de doter les baies des étages de leurs édifices de chambranles à crossettes ou à angles supérieurs rentrants. Ici les chambranles à fascies s'inscrivent dans de simples ressauts. Aux tables ornées et aux corniches moulurées qui parfois surmontaient ces baies se substituent des tables nues affleurées, chacune sommée d'un segment de bandeau très saillant [103 | 104]. De semblables éléments peuvent être observés sur la façade de la maison de Tanaÿs Boutet rue Camille-Sauvageau [142].

Cette sobriété du décor de façade va se radicaliser dans toute la série des grandes maisons que construisent les Laclotte autour de la place de la Comédie entre 1782 et 1785. Curieusement elle coïncide avec le recours quasi systématique à une solution architecturale très traditionnelle que les Laclotte avaient jusque-là répugné à utiliser, sinon pour les hôtels de Lavaissière et d'Augeard ainsi que pour les maisons de l'îlot Louis, il s'agit de la présence d'un entresol³¹. Rez-de-chaussée et entresol prennent alors le jour en façade par des baies inscrites dans de hautes embrasures en plein-cintre, plus rarement rectangulaires, ouvertes dans un appareil à refends. Ce type de baies combiné au procédé du balcon continu reposant sur les mêmes consoles que celles soutenant les balcons de la rue Judaïque est repris pour les maisons du comte de Rolly et de François Bonnaffé place de la Comédie, pour celles de François Bonnaffé rues Saint-Remi, du Pont-de-La-Mousque et Sainte-Catherine [56 | 58 | 147 | 148 | 149].

Il faut sans doute voir là l'influence de Victor Louis et de ses travaux dans l'îlot qui porte son nom ; dans presque toutes ses productions sont présents ces « soubassements » à refends, hérités du grand style français que réintroduit dans la ville l'architecte de la Comédie comme l'avait fait avant lui Gabriel. En ce qui concerne les balcons continus, Victor Louis pourrait être leur inventeur à Bordeaux, s'il est bien l'auteur du dessin d'élévation des maisons de la place Richelieu. L'idée n'en était cependant pas nouvelle, Allan Braham a publié l'élévation de la demeure de Servandoni place Saint-Sulpice à Paris, pour laquelle a été mise en pratique cette solution plus de vingt ans avant la construction de la place Richelieu³². Comme sur cette place Richelieu, alternaient au rez-de-chaussée de la maison de Servandoni les embrasures en plein-cintre et les baies rectangulaires. Ce principe d'alternance est connu depuis le XVI^e siècle, on pourrait le faire remonter en France aux maisons de la place Dauphine à Paris. Au moment où il est repris à Bordeaux, Jacques-Denis Antoine vient juste de le réutiliser dans la grande cour d'honneur d'un édifice fort célèbre et très commenté : l'hôtel de la Monnaie de Paris. Pierre Desmaisons le reprend alors à Paris pour l'immeuble Chopin d'Arnouville que d'aucuns datent de 1769³³ et d'autres de 1773³⁴.

31. La présence de l'entresol de l'hôtel de Lavaissière était imposée par sa situation dans l'ensemble concerté de la place Dauphine, celle des entresols des maisons de l'îlot Louis pourrait également avoir été obligatoire, pas une demeure n'en est dépourvue.

32. BRAHAM, Allan. *L'Architecture des Lumières. De Soufflot à Ledoux...*, p. 24.

33. GALLET, Michel. *Demeures parisiennes...*, p. 181, illustration 19.

34. CABESTAN, Jean-François. *La naissance de l'immeuble d'appartements à Paris sous le règne de Louis XV...*, p. 169, illustration 151.

Est-ce encore l'exemple donné par Victor Louis qui incite les Laclotte à placer moins parcimonieusement qu'à jusque-là des balustres sous les appuis des fenêtres ? Ils en disposent aux fenêtres des deuxième et troisième étages des maisons de François Bonnaffé rue Saint-Remi, rue du Pont-de-La-Mousque, et place de la Comédie au propre domicile du négociant. Les fenêtres du premier étage des maisons de la rue Victoire-Américaine en sont également pourvues [147 | 148 | 58]. À la même époque ils prévoient d'en placer sous l'appui des baies des étages de l'hôtel du baron de Castelnau, celui-ci sans doute leur préférant des garde-corps de fer [116]. Ce n'est pas uniquement à Bordeaux que persiste le goût pour le fer forgé chez les maîtres d'ouvrage, la même substitution de balustres par des garde-corps métalliques est imposée en 1782 à Girardin pour l'immeuble Giambone à Paris³⁵.

Si les fenêtres des étages des édifices de la place de la Comédie et celles des maisons de rapport bâties rue Sainte-Catherine pour François Bonnaffé possèdent encore comme les maisons de la rue Judaïque des chambranles moulurés, toutes les baies des constructions postérieures à 1782 sont dépourvues de quelque encadrement que ce soit. Les portes-fenêtres ouvrant sur les balcons et les fenêtres des étages supérieurs des maisons des rues du Pont-de-La-Mousque, Saint-Remi, Victoire-Américaine s'inscrivent dans un simple ressaut [147 | 148 | 91]. La présence de ces ressauts donne un élan vertical à ces élévations sur lesquelles les trumeaux paraissent très étroits. Un large entablement à fascies, frise nue et corniche proéminente à denticules dissimule la toiture de toutes ces grandes maisons de rapport, dans cette toiture peuvent s'ouvrir des lucarnes éclairant le comble.

Réaction contre ce décor en voie de dépouillement ou éclectisme, l'hôtel de Castelnau d'Auros mêle en 1785 des tendances diverses. Sa base à embrasures en plein-cintre et son avant-corps coiffé d'un fronton soutenu par des pilastres colossaux à chapiteaux ioniques auxquels ne manquent pas même leurs pendeloques fait assurément référence au grand style de Gabriel. Pourtant là encore, les ouvertures sont dépourvues de chambranle, des tables fouillées sur lesquelles se déploient des rameaux de chêne ornent ses pleins-de-travée, remplacées au niveau de ceux de l'avant-corps par des postes [115].

Dès 1782 avec leurs maisons de la rue des Bahutiers, les Laclotte avaient inauguré un type de façade à trois travées sur laquelle le décor était pratiquement réservé à la travée centrale [141]. Cette solution est reconduite cours de Tourny dans le lotissement Mitchell, pour la maison de Guillaume Rozat bâtie en 1787 et la maison voisine, au numéro 66 qui doit être à peu près contemporaine. Les deux comportent trois travées et s'élèvent de quatre niveaux, un fronton couvre la baie centrale de l'étage noble et une corniche la baie centrale du deuxième étage. De discrets rappels du goût à la grecque subsistent sur ces façades : fronton à denticules, guirlande, modillons à glyphes et gouttes. Ils concernent surtout la façade de la maison Rozat, celle du numéro 86 étonne par son dépouillement [73 | 76]. Ses fenêtres sans chambranle, à appui saillant reposant sur de minces modillons parallélépipédiques, annoncent les dernières constructions que l'on peut qualifier de résolument néo-classiques réalisées par les deux frères à la veille de la Révolution.

Bien que n'ayant ni par leur taille ni par leur destination aucun rapport avec les édifices qu'élèvent à la même époque des architectes comme Ledoux, Rousseau ou encore Brongniart, toute une série de très modestes constructions due aux Laclotte entre 1788 et 1789 s'en rapproche par certains caractères. Un déséquilibre entre les pleins et les vides au détriment de ces derniers est obtenu par la réalisation de baies étroites et de larges trumeaux. Le décor se réduit souvent à la présence de minces refends soulignant

35. GALLET, Michel. *Demeures parisiennes...*, illustrations 74-75.

les lits de pierre et les hauts claveaux des plates-bandes des baies, comme c'est le cas pour les façades des maisons du chanoine Desbief ou de certaines maisons de la rue Saint-Étienne. L'emploi des appuis saillants à modillons plats de forme parallélépipédique est systématisé, on en trouve sous les fenêtres des maisons de la rue Saint-Étienne. Il est recouru à la formule de l'étage en entresol pour la maison du chanoine Desbief de la place Saint-André, à celle de l'étage d'attique au-dessus d'un entablement rue Saint-Étienne encore | 26 | 119 | 120 | Parfois le seul décor, outre le bandeau séparant le rez-de-chaussée de l'étage, consiste en une banquette de fer au dessin extrêmement simple | 121 |.

Deux constructions de la même époque dues aux Laclotte, plus importantes par leur taille, comportent des éléments de décor très proches de ceux de ces petites maisons. La façade de la demeure du sculpteur André Queva, rue Saint-Laurent, s'agrémentait cependant de tables fouillées ornées de griffons affrontés, thème à l'antique dont abusent les architectes représentant le courant néo-classique | 99 |. Les élévations du petit château de la comtesse de Calvimont à Cérons présentent elles aussi un appareil à minces refends, de petites modillons sous les appuis saillants des fenêtres de l'étage. Au rez-de-chaussée de la façade sur le jardin, une baie sur deux est surmontée d'une mince corniche que soutiennent des modillons à mouvement en volute à peine suggéré, sous l'appui des fenêtres sont creusées des tables fouillées | 182 |. Plus étrange peut paraître l'association de cette ornementation très sobre avec la toiture à brisis d'ardoise qui rappelle l'architecture officielle du milieu du siècle. Les Laclotte l'avaient utilisée en 1787 pour couvrir les maisons formant le côté nord de la place du Pradeau | 123 |.

Plus sévères encore paraissent les façades du Théâtre Molière de la rue du Mirail et de la verrerie de la rue Chantecrit. Les baies en plein-cintre du rez-de-chaussée du premier de ces édifices contrastent avec celles rectangulaires des étages, l'effet est inversé pour la verrerie, ce sont des baies rectangulaires qui se trouvent au rez-de-chaussée tandis que celles de l'étage sont en plein-cintre. Le décor est réduit au minimum : corniches au-dessus des portes-fenêtres du théâtre ouvrant sur un large balcon, archivolt ornée de bossages pour les arcs des grandes baies de la verrerie, grosse corniche à modillons pour les deux constructions | 22 | 23 |.

Le décor intérieur

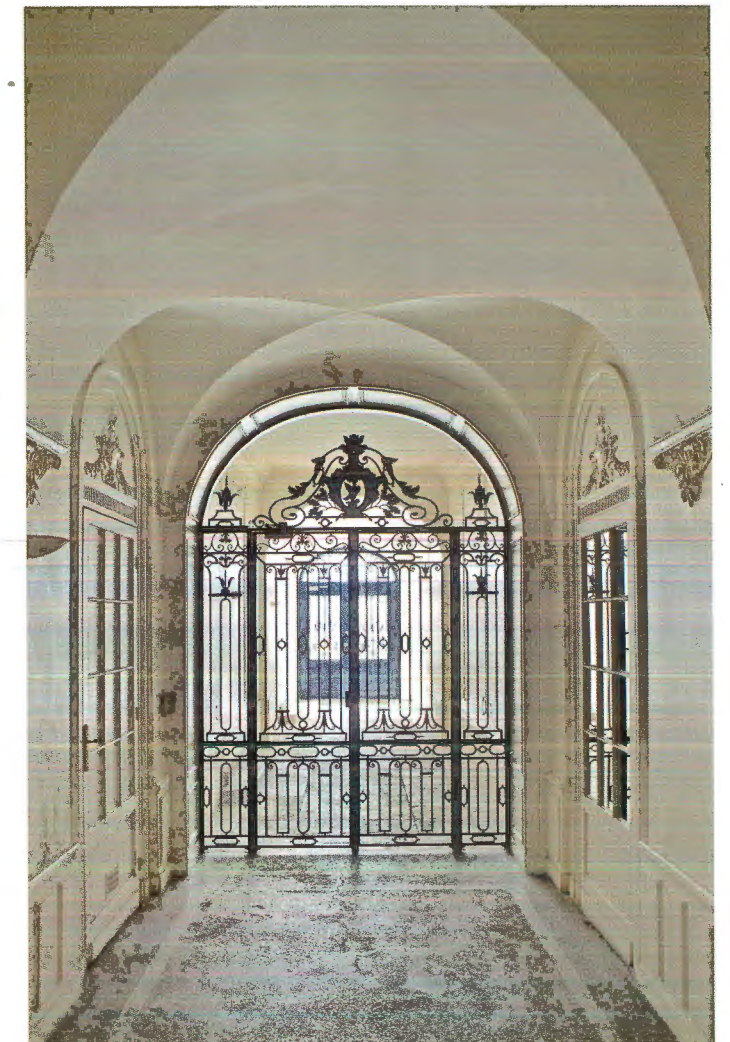
On serait tenté de passer sous silence ce qui peut passer pour constituer le « décor » intérieur des maisons les plus modestes construites par les Laclotte, c'est-à-dire les échoppes et chambres. Leur sol consistait en carreaux de terre cuite rouge d'un pied carré, les murs étaient badigeonnés d'un enduit blanc à la chaux et à la colle tout comme les « *planchers* », c'est-à-dire les plafonds à solives. Les plafonds et murs des petites maisons de Guillaume Barbot et Jean Lufflade dans le lotissement Duplessy et rue Paulin étaient également enduits de blanc. Cet usage de blanchir ainsi les murs et plafonds ne semble pas avoir été réservé aux seules constructions modestes, tous ceux des maisons élevées pour Pierre Laclotte rue des Remparts et pour le marchand Laloubie rue du Mû l'étaient également. Les plus soignés de ces plafonds possédaient des solives à arêtes ornées d'un quart-de-rond.

Il serait tentant de penser que ces dernières habitations étant bâties dans les premières années d'activité des Laclotte ils se contentaient de reprendre là une tradition un peu fruste. On pourrait également estimer que s'agissant de maisons locatives leurs propriétaires n'accordaient qu'un relatif intérêt à leur agrément intérieur. Pourtant tous les murs du château de Madame de Calvimont à Cérons, construit en 1789 étaient eux aussi blanchis. Dans les maisons bâties en 1775 pour Daniel Duprat sur le Pavé des Chartrons et en 1784 pour

l'écuyer Cellier-Soissons rue Victoire-Américaine, destinées à les loger, les murs à l'exception de ceux des pièces en façade du bel étage revêtus de lambris, étaient également blancs. En 1779 les Laclotte s'engageaient à blanchir les murs de la maison des frères Delaroze rue Sainte-Catherine et en 1782 ceux de l'étage du petit hôtel de Jean Ravezies ainsi que ses plafonds à solives. De semblables plafonds, dans l'un des corps de bâtiment de la grande maison des frères Le Tellier rue de la Devise recevaient en 1783 le même traitement.

Les plafonds de plâtre sont de plus en plus fréquents à partir de 1775, les Laclotte en posent à tous les étages de la maison Faurie, dans celle des frères Delaroze, chez Jean Ravezies et Jean Despasse dans les pièces du rez-de-chaussée, ainsi que dans les pièces de l'un des corps de bâtiment de la maison des frères Le Tellier, dans toute la maison Cellier-Soissons y compris dans les écuries. Rien n'indique qu'ils devaient être peints. Les mentions de couleurs appliquées sur des plafonds ne concernent que ceux à solives de maisons relativement anciennes. En 1761 les plafonds des maisons d'Antoine Ladugie devaient être peints en « *petit gris* ». Ceux des maisons de Clément Cousseilhat et Pierre Laclotte bâties en 1771 et 1772 devaient l'être en « *gris de perle* », tout comme en 1775 les plafonds des chambres de l'étage de la maison de Daniel Duprat aux Chartrons.

L'habitude d'enduire les murs et plafonds de blanc permettait sans doute de réfléchir sinon d'augmenter le peu de clarté dont les faibles moyens d'éclairage, qu'ils soient diurnes ou nocturnes, permettaient de disposer alors. Dans les parties mal éclairées des maisons il fait peu de doute qu'elle était utile, ainsi dans les longs vestibules des maisons de négociants qui ne prenaient le jour que par la cage d'escalier et la rue, si la porte d'entrée restait ouverte, ce qui se pouvait grâce à la présence d'une deuxième porte consistant en une grille qui interdisait l'accès aux appartements | 244 |. Dans les appartements, le problème de l'éclairage sans doute moins crucial n'en existait pas moins. L'usage d'un revêtement blanc ne pouvait que favoriser la diffusion de la lumière. La mise en place de miroirs l'améliorait également et les Laclotte ne l'ignoraient pas, aux portes-fenêtres des salons de l'hôtel Bonnaffé faisaient face de ces grands miroirs³⁶. En 1776 et en 1779, l'hôtel Mac Carthy était vendu puis revendu avec ses « *glaces et trumeaux repandus dans les différents appartements* » représentant une valeur de près de trois mille livres. Les glaces faisaient-elles face aux fenêtres comme dans la demeure des Bonnaffé ? Cela est vraisemblable dans le grand salon donnant sur le jardin où elles étaient au nombre de trois



244 | Cours Xavier Arnozan, vestibule d'entrée d'une maison.

36. MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice. *Impressions d'une Allemande à Bordeaux en 1785...*, p. 266 : « Face aux fenêtres, des portes ornées de glaces simulent des croisées. »

« dans toute leur hauteur ». Il s'en trouvait encore dans deux chambres de l'étage. L'utilité des « trumeaux » est quant à elle sans ambiguïté, le terme désigne ici un miroir plus large que haut et une toile peinte le surmontant, réunis dans un seul cadre. Posé sur une cheminée ou une console, il réfléchissait et donc amplifiait la lumière des chandeliers que l'on plaçait au-devant de lui. Dans l'hôtel Mac Carthy, de ces trumeaux étaient disposés sur les cheminées de la principale chambre à coucher, sur celle du cabinet de toilette attenant, dans la deuxième antichambre, sur celles encore de deux autres chambres à coucher et d'un cabinet de toilette³⁷. Dans une maison plus modeste, celle du négociant Caduc rue de Pont-Long, le peintre qui achève la décoration fournit un de ces trumeaux qu'il désigne sous le nom de « *glace tableau [à] bordure dorée* », dans la salle de compagnie de l'appartement de l'étage de la demeure de Jean Despase cours de Tourny ce sont les Laclotte eux-mêmes qui se chargent d'intégrer des trumeaux dans le lambris de hauteur qu'ils doivent poser [211].

L'intérieur des maisons bâties par les Laclotte n'était pourtant pas uniformément blanc. Le gris, qui a été évoqué pour les plafonds de certaines maisons semblait être une couleur très usitée. Les portes des appartements et les volets des maisons d'Antoine Ladugie étaient peintes en petit gris, ceux des maisons de Pierre Laclotte et de Clément Cousseilhac rue des Remparts en gris de perle, ceux de la demeure de Jean Despase en gris clair ainsi que tous ses lambris d'appui et de hauteur. Les portes et lambris de la maison Le Tellier, ceux du château de La Tour à Cérons, et plus généralement les huisseries de toutes ces constructions étaient encore peints en gris. La grande salle à « *encoignures* » de Pique-Caillou est peinte également en gris en 1773, soit quinze ans après la construction de la demeure. S'agissait-il de la repeindre dans sa couleur d'origine ou de la modifier ?

D'autres couleurs que le gris devaient être appliquées mais elles ne font pas l'objet de mention précise dans les contrats. Les lambris du salon de compagnie et de la salle à manger de Daniel Duprat sont « *peints, rechampis et vernis* », ceux de l'hôtel de Jean Ravezies peints de « *la couleur que mondit Sieur jugera à propos et rechampis, ainsy que les volets des croisées des salles* ». Dans la maison du négociant Caduc, on trouvait encore beaucoup de gris, sur les plafonds et les portes, dans l'escalier également, mais aussi d'autres couleurs moins neutres. Les contrevents, il doit en réalité s'agir de volets, étaient verts, les murs en « *chipolin* » bleu rechampi en jaune et verni³⁸. Les deux frères Dejardin qui réalisèrent les peintures de cette maison reconstruite par les Laclotte avaient-ils l'habitude de travailler pour eux ou à leur suite ? Cela n'est pas improbable, des relations existaient entre eux. François Lullé-Dejardin achète un emplacement rue Mondenard en 1786, qu'il s'engage à payer partiellement en travaux de peinture à exécuter pour les Laclotte³⁹. Jean-Antoine Théliol, peintre qui travaille également pour les Laclotte et repeint la salle à manger de Pique-Caillou est un artisan habile, il sous-traite avec le peintre Taconnet la dorure des colonnes du Grand Théâtre et la peinture des fausses tentures de ses loges, pour un particulier il décore une salle en « *verdeaux rechampi lacqué en deux teinte* »⁴⁰. Rien n'interdit de penser que les Laclotte lui commandent de tels travaux pour leurs clients. Il faut noter qu'ils ne semblent pas apprécier les dorures, Madame de La Roche s'étonne mais apprécie qu'ils n'en aient point usé pour la décoration des salons de l'hôtel de François Bonnaffé⁴¹.

37. A. D. Gironde, 3 E 13262, 7 juin 1776 ; 3 E 15480, 13 décembre 1779.

38. Ce « *chipolin* » doit consister en une peinture en faux marbre imitant les veinures du marbre cipolin.

39. A. D. Gironde, 3 E 21599, 5 février 1786.

40. A. D. Gironde, 2 E 2708.

41. MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice. *Impressions d'une Allemande à Bordeaux en 1785...*, p. 266.



245 | Escalier d'une maison du quartier de la collégiale Saint-Seurin.

246 | Grille du vestibule d'une maison du quartier de la collégiale Saint-Seurin.

Les papiers peints se vulgarisent à Bordeaux dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, plusieurs revendeurs et au moins un fabricant d'origine irlandaise proposaient une production inspirée des modèles anglais et chinois dont on sait qu'ils étaient souvent de couleurs vives⁴². Les Laclotte ne peuvent ignorer leur emploi ; les murs de l'une au moins des pièces de l'étage de leur hôtel du Jardin Public étaient revêtus d'une « *tapisserie qui est en papier* »⁴³. Les coupes de la maison Despase montrent qu'à l'évidence ils ont fait poser des papiers, vraisemblablement de Duras dans au moins deux pièces [211]. Ils ne négligent pas non plus la possibilité de tendre des tissus sur les murs, ceux de la pièce « *chinoise* » de la maison voisine de l'hôtel d'Augeard, échue en partage à Michel Laclotte en 1772, étaient couverts d'une moire dont la couleur n'est pas précisée.

Pour en terminer avec les couleurs dont usaient les Laclotte, il faut aborder le problème des ouvrages de ferronnerie qui se pouvaient rencontrer dans les édifices construits par leurs soins. Ils consistaient essentiellement en rampes d'escalier et grilles clôturant les vestibules. Deux contrats seulement indiquent qu'elles étaient peintes en noir. Doit-on considérer qu'il s'agit là de la règle la plus commune ? Quelle que soit la couleur dont elles étaient peintes on ne saurait dire de ces grilles et rampes autre chose que ce qui l'a déjà été à propos des balcons, banquettes et demi-banquettes. Leur esthétique varie en fonction de leur date de fabrication, du goût du maître d'ouvrage. Les garde-corps d'escalier sont le plus souvent chantournés, composés de grands panneaux rectangulaires à motif rampant que séparent des panneaux plus étroits. On rencontre de ces rampes à toutes les époques de la carrière des Laclotte. Il serait fastidieux de multiplier les exemples, citons simplement les escaliers des châteaux du Burck et de Virazeil dont les dessins des rampes, d'inspiration très proche datent respectivement de 1760 environ et de

42. Sur ce sujet lire : BLANC-SUBES, Jacques, BLANC-SUBES, Françoise. *Le marché du papier peint à Bordeaux à la fin du XVIII^e siècle...*

43. A. D. Gironde, 3 E 15480, 13 décembre 1779.



247 | Cheminée de la cuisine d'une maison de campagne.



248 | Cheminée à termes dans une maison du quartier de la rue Fondaudège.



249 | Cheminée à piédroits cannelés dans une maison du quartier de la collégiale Saint-Seurin.

1774 | 164 | 176 |. La rampe de l'escalier de l'une des maisons de Jean Dumaine, sans doute de son invention, mêle la tradition des S étirés et le goût à la grecque, c'est une ligne de postes qui supporte la main courante | 245 |. Certains garde-corps présentent un dessin beaucoup plus sobre, ils apparaissent dans les dernières années d'activité des Laclotte. Celui de l'escalier de l'hôtel de Castelnau d'Auros est constitué d'une suite de « S » étirés et surmontés d'une ligne de postes | 112 |, celui du château de La Tour à Cérons est formé également de « S » mais plus larges | 183 |. Dans certaines rampes, les deux tendances sont mêlées. Rue Porte-Dijaux dans la maison de Jean Laclotte, rue Saint-Remi dans les maisons de François Bonnaffé, la rampe se compose de « S » étirés dans les parties droites des escaliers et de panneaux chantournés dans leurs parties tournantes. La rampe du grand escalier de l'hôtel de Lalande en 1778 prouve que les Laclotte pouvaient faire exécuter des ouvrages d'un autre genre : elle consiste en balustres reliés par une guirlande | 47 |. On critique souvent ce beau travail de ferronnerie car il se rapproche de modèles du XVIII^e siècle, ce que nul ne reproche à la rampe de l'escalier de l'hôtel de Saint-Florentin bâti dix ans plus tôt par Chalgrin à Paris près de la place Louis-XV, d'un dessin très voisin quoique plus complexe⁴⁴. Admettons simplement qu'il est d'inspiration classique.

Les portes de fer des vestibules, défendant l'accès aux escaliers des grandes demeures des négociants Lafite, Douat et Moquart dans l'îlot Louis ou Jacques de Bethmann sur le quai des Chartrons, ne peuvent par leur nature s'accommoder de dessins chantournés, leur verticalité l'interdit. La grille de vestibule de la maison Bethmann consiste en de simples « halberdes », le dessin de celle de l'une des maisons de Jean Dumaine à Saint-Seurin, vers 1780, paraît autrement plus complexe mais s'organise en composition également verticale | 246 |.

La nature, les formes et dimensions des dalles, dallotes, pavés et carreaux qui formaient les sols des parties les plus fréquentées des édifices construits par les Laclotte ont été déjà évoqués. Si l'on en croit les contrats, ils ne recouraient qu'à des matériaux

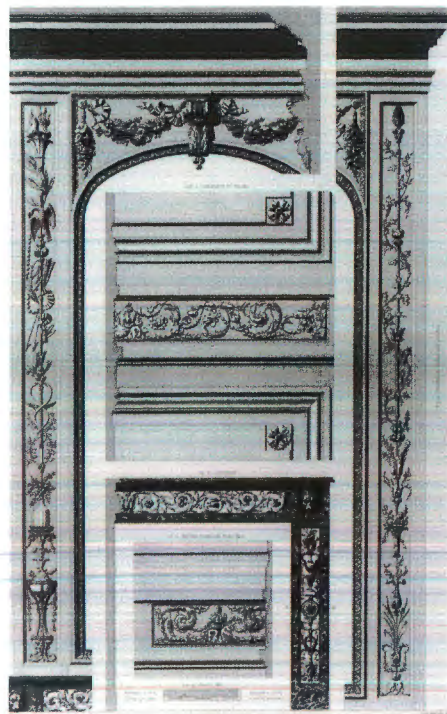
locaux, il faut cependant signaler qu'ils étaient capables d'en mettre en œuvre provenant d'autres régions.

Dans les pièces où il s'en trouvait, les parquets, étaient pour la plupart à l'anglaise, c'est-à-dire faits de lames parallèles désignées dans tous les contrats sous le nom de planches. Ces planches ne sont pourtant pas la seule forme de parquet que connaissent les Laclotte, ils s'engagent en 1783 à « parquetter » la salle de compagnie de la maison Le Tellier. Le terme peut aussi bien désigner un parquet à point de Hongrie comme il en existe à Pique-Cailhou ou aux étages des maisons de la rue Judaïque. Il peut aussi signifier qu'il s'agissait là d'un parquet à compartiments ou Versailles, les salles de réception des plus importantes demeures construites par les Laclotte en possèdent, comme les hôtels d'Augeard, Mac Carthy, de Lalande, Bonnaffé, le château de La Tour, le sol des salons de l'hôtel Ravezies aujourd'hui disparu était également de ce type avec des inclusions d'acajou | 144 |. L'étage noble de l'hôtel de Castelnau conserve un bel exemple de ces parquets | 113 |.

La lecture des contrats pour la construction des échoppes et maisons les plus modestes peut laisser penser que l'unique ou les deux cheminées dont elles étaient équipées ressemblaient à ces grandes cheminées de cuisine dont la forme n'a pas varié tout au long du siècle, à piédroits en forme de corbeau, aux arêtes « carderonnées » pour les plus soignées, à manteau surmonté d'une tablette adoucie d'un tore et hotte décorée d'un « cadre d'architecture » | 247 |. Les cheminées peuvent être « à la moderne », « garnies d'architecture », à hotte ornée de « cadre », « attique et corniche », « trophées d'architecture ». Certaines sont d'un marbre dont l'origine comme la couleur restent inconnues, c'est le cas dans les maisons Duprat, Le Tellier, Cellier-Soissons ou dans le château de La Tour, voire en pierre peinte en faux-marbre comme dans les maisons Ladugie. Faut-il assimiler ces ouvrages aux rares cheminées encore en place dans les hôtels Mac Carthy, d'Augeard, de Lalande, ou encore à Cholet ? Toutes présentent des piédroits galbés et moulurés dont la partie supérieure s'orne de volutes, des manteaux en arbalète à grosse coquille centrale d'où divergent des ornements végétaux. Sur la hotte, des cadres aux angles adoucis, sur lesquels s'enroulent de fins motifs végétaux comme à Cholet, ou en plein-cintre à cadre formé d'un faisceau de baguettes enrubannée comme dans l'hôtel de Lalande, semblent destinés à recevoir une glace, un deuxième cadre les surmonte, c'est lui qui semble être appelé « attique ». Il peut être chantourné comme à Cholet ou dans l'hôtel de Lavaissière, ou simplement à angles adoucis. Il est toutefois vraisemblable que dans les maisons les plus récentes, bâties à partir des années 1775, ce modèle de cheminée est abandonné. Le nom de cheminée en « terme », utilisé pour décrire celles de la maison de Jacques Abadie, signifie sans doute que leurs piédroits avaient la forme de troncs d'obélisque inversés, comme des gaines de termes. L'une au moins de ces cheminées très simples est conservée au deuxième étage d'une maison du lotissement Duplessy | 248 |.

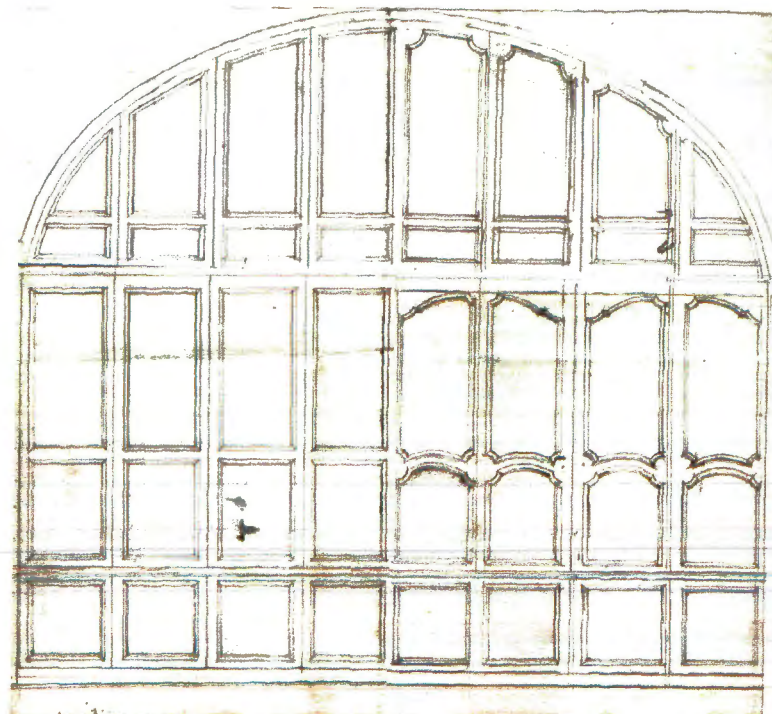
Ces cheminées à « termes », dont le seul nom traduit une inspiration antiquisante, annoncent toute une série d'ouvrages dans le goût à la grecque. Dans les plus simples, comme l'une des cheminées de Virazeil ou encore une cheminée du deuxième étage de l'hôtel Bonnaffé, des cannelures rudement ornent les piédroits et voire le linteau. Un simple encadrement rectangulaire dont une corniche moulurée forme la traverse supérieure décore la hotte | 249 |. L'ornementation de certaines de ces cheminées peut être autrement plus élaborée. Dans le grand salon du château de Virazeil, celui de l'hôtel Ravezies ou encore dans une maison de Jean Dumaine où elles sont en marbre blanc, piédroits et manteaux se couvrent de cassolettes, guirlandes, vases pompéiens, tables cannelées, carquois et flèches, torches, rubans, feuilles d'acanthé, corbeilles de fruits, rinceaux, mufles de lion, patères, oiseaux, thyrses. Un

44. BRAHAM, Allan. *L'Architecture des Lumières. De Soufflot à Ledoux...*, p. 131.



250 | Rue Saint-Charles, hôtel Ravezies, détail : cheminée du salon.

251 | Jean Laclotte père, deux propositions d'élévation pour les armoires de la garde-note.



miroir est fixé sur la hotte à cadre rectangulaire ou en anse de panier dans sa partie supérieure, surmonté d'un cadre plus étroit, il peut aussi l'être d'une guirlande prise dans une volute, comme cela était le cas pour la cheminée du salon de l'hôtel Ravezies | 250 |.

Le décor de la cheminée du salon du château de La Tour laisse présumer que dans le domaine de la décoration intérieure comme dans celui des façades, les Laclotte s'orientent vers un style néo-classique dépouillé. L'aigle sculpté sur le linteau pourrait faire penser aux décors « romains » de la période révolutionnaire si n'était la présence de rosaces aux extrémités de ce même linteau. Cependant ce modèle est isolé et il serait difficile de conclure que ce type de décor se généralise à la fin de l'Ancien Régime, qu'il est homogène dans toutes les parties de la maison et qu'il s'accorde avec le décor des façades. Comme cela semble le cas à toutes les époques de leur carrière, les différentes tendances décoratives que développent les Laclotte peuvent cohabiter. En 1779 à Chênevert, comme dans l'hôtel de Lalande dont les élévations présentent des ornements dans le goût à la grecque, certaines cheminées sont encore à piédroits galbés et linteau en arbalète. Dans ce dernier édifice, celle du grand salon mêle les styles, c'est un miroir à cadre en plein-cintre fait d'un faisceau de baguettes enrubannées qui surmonte ce genre de cheminée. Dans l'hôtel de Lalande encore et dans celui de Lavaissière, les mêmes cheminées, mais aussi des modèles à piédroits et linteau droits sont présentes.

Plus encore que les cheminées, dont on a pu au XIX^e siècle se contenter de réduire l'ouverture du foyer plutôt que de les remplacer, les lambris ont souffert de disparition. Armand Bardié, qui s'élevait dès 1910 avec véhémence contre les exportations de lambris bordelais vers les États-Unis par des antiquaires qu'il jugeait indécents n'a malheureusement pas réussi à enrayer ce mouvement de vente des plus beaux spécimens de décor, parmi lesquels il signalait la présence d'œuvres des Laclotte⁴⁵. Les spéculations des marchands sans doute,

45. BARDIE, Armand. *Notes sur les boiseries du XVIII^e siècle à Bordeaux...*, p. 11-15.



252 | Salon lambrissé d'une maison de campagne.

mais aussi leur fragilité, leur inadaptation au confort moderne qui a compromis leurs conditions de conservation, leur esthétique même qui pouvait les faire paraître démodées⁴⁶, ont condamné à la destruction un très grand nombre de « boisures ». Leurs qualités décoratives étaient à ce point appréciées que sur les parois de certaines pièces dépourvues de lambris on en peignait des faux : à Chênevert des « architectures feintes » décorent le vestibule, dans une chambre de la maison Caduc les peintres Dejardin peignent soixante « faux panneaux ».

Au contraire de sa cheminée remplacée par un ouvrage du XIX^e siècle, le grand salon de Pique-Caillou a heureusement conservé ses lambris | 159 |. On retrouve là les grands panneaux de hauteur à cadres rectangulaires animés dans leur partie supérieure de courbes et contre-courbes que proposait à la même époque Jean Laclotte père pour les grandes armoires de la garde-note. Ils témoignent là encore d'un goût pour des formes archaïques qui devait séduire ses clients. Le dessin de ces menuiseries de la garde-note s'assortissait en effet d'une deuxième proposition qui tend à prouver que Jean Laclotte n'ignorait pas des formes plus simples : panneaux d'appui comme de hauteur étaient strictement rectangulaires⁴⁷ | 251 |. Les modèles de lambris de Pique-Caillou ne sont pas abandonnés immédiatement après la mort de Jean Laclotte, ses fils les reprennent au château du Burck vers 1760 et plus de dix ans après à Cholet ; ils sont toujours surmontés d'une épaisse corniche moulurée en plâtre. Fréquemment ce sont des encoignures ou encore des présentoirs qui s'inté-



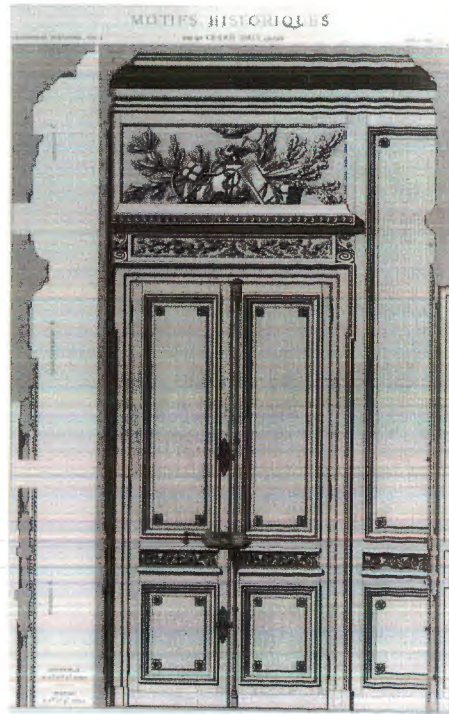
253 | Cours du Chapeau-Rouge, hôtel Bonnaffé : corniche du petit salon.

46. Le cas de la maison Labottière est à cet égard caractéristique. D'anciens propriétaires avaient remplacé en partie les lambris d'origine par des ouvrages plus adaptés à leur goût. Un propriétaire a pu retrouver des lambris du XVIII^e siècle. Ceux de l'entrée proviennent d'une maison proche du Jardin Public, ils y avaient été placés au XIX^e siècle et provenaient eux-mêmes de l'une des maisons du comte de Rolly, construite par les Laclotte place de la Comédie.

47. A. D. Gironde, 6 E 82.



254 | Salon de l'hôtel
Ravezies, détail : rosace.



255 | Salon de l'hôtel
Ravezies, détail : porte.

graient aux lambris de la salle à manger | 252 |, cette habitude n'est pas perdue vingt ans plus tard à Chênevert en 1779 où sont aussi placées des encoignures aux angles de la pièce consacrée au même usage. Dans les salons de l'hôtel MacCarthy, des lambris très proches encore par leur composition sont agrémentés de huit « *attiques en tableaux* »⁴⁸, c'est-à-dire de dessus de porte ornés d'une toile peinte. Ces peintures furent-elles commandées par les Laclotte de manière à s'intégrer harmonieusement à l'ensemble de la décoration ? On peut le penser si l'on considère l'exemple caricatural de la chambre « *chinoise* » de la maison du 24 de la rue Fondaudège réalisée en 1767. Tout y était chinois : les attiques, les tentures, le trumeau de la cheminée, les baguettes formant le cadre des panneaux de moire et enfin la lanterne.

Après cet épisode extrême-oriental qui resta apparemment sans suite, les Laclotte, autour de 1775 et après cette date se tournent vers des formes de lambris et de décoration beaucoup plus sages. Au château de Virazeil, dans les salons de l'hôtel de Lalande, les lambris sont simplement compartimentés en panneaux d'appui et de hauteur rectangulaires à cadres moulurés séparés par une fine cimaise. Si dans ces édifices de grosses corniches surmontent encore ces lambris, le goût à la grecque apparaît pourtant. Dans l'hôtel de Lalande précisément, où subsistent sur les portes des corniches de grandes dimensions, celles-ci forment la partie supérieure d'un véritable entablement à frise ornée de rinceaux. Les dessus de porte peuvent être de simples cadres nus mais dans les maisons les plus soignées ils sont décorés. Ceux du salon de l'hôtel de Lalande toujours, ne cachent pas leur inspiration, ils représentent en grisaille des scènes mêlant des enfants et des putti traités de profil à la manière de bas-reliefs antiques. Leur sujet pourrait être une combinaison des enfances de Bacchus et de Jupiter | 50 |.

48. A. D. Gironde, 3 E 13262, 7 juin 1776.

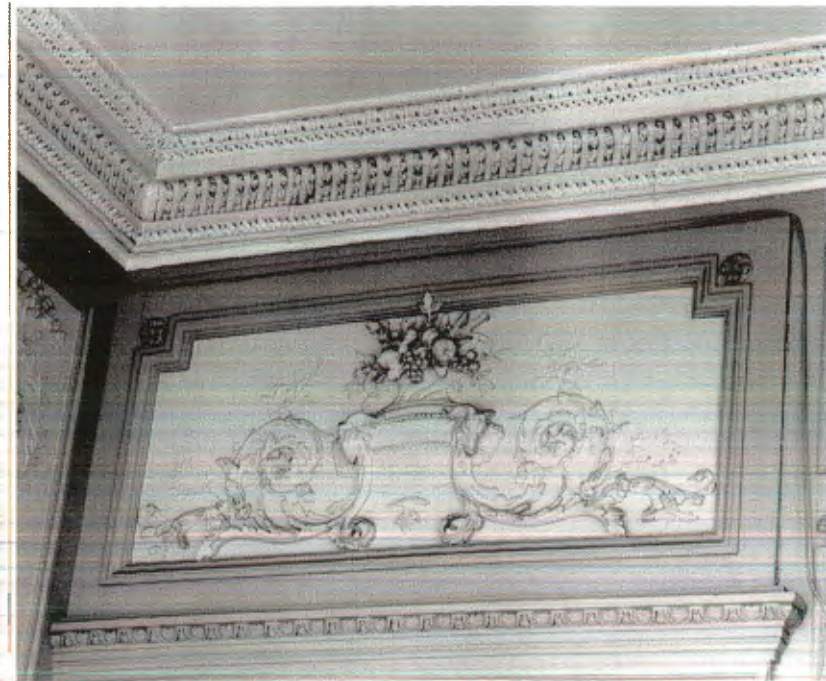


256 | Lambris et dessus de
porte peints dans une
maison du quartier de la
collégiale Saint-Seurin.

Autour de 1780, les corniches de plafond s'amincissent et des denticules les soulignent. Dans les salons des maisons de la rue Judaïque et de celles de François Bonnaffé rue Saint-Remi, les lambris, toujours à cadres rectangulaires peuvent dissimuler des placards. On les devine pour certains en raison de l'existence des paumelles, le système est amélioré pour ceux de la rue Saint-Remi où à ces paumelles sont substituées des pivots et charnières perdues en laiton qui rendent leur présence pratiquement insoupçonnable. Dans plusieurs demeures de moyenne importance, rue Victoire-Américaine en particulier, ces placards constituent avec les portes et la cheminée l'essentiel du décor de la pièce. Ainsi, de part et d'autre des cheminées des chambres et de la salle à manger des maisons Cellier-Soissons et Morin sont établis de ces rangements qui ressemblent à des lambris⁴⁹. Ces habitations ne sont pas cependant les plus modestes construites par les Laclotte, toutes leurs pièces sont « *plafonnées* » en plâtre et ornées de corniches, cela est également le cas des maisons Faurie, Delaroze, Le Tellier. La présence de placards ne leur est pas réservée, on en trouve dans la grande demeure de Jean Despase, ils voisinent avec des lambris dans la salle de compagnie et le cabinet qui la jouxte, tous deux décorés de pilastres.

Dans les rares demeures les plus importantes dont le décor est conservé, le goût à la grecque devient omniprésent. Au-dessus des portes et lambris, les corniches mêlent les moulures qui lui sont empruntées. Dans l'unique salon encore à peu près en état de l'hôtel Bonnaffé, perles, cannelures et chapelets se superposent, dans l'hôtel Ravezies au-dessus d'une ligne de perles se trouve une frise nue que surmontent des denticules puis des rais de cœur | 253 |. Une rosace circulaire de plâtre occupe le centre du plafond du salon de l'hôtel Ravezies : autour d'une rose se développent des canaux rudentés,

49. A. D. Gironde, 3 E 7481, 26 juin 1776 ; MOUILLESEAU, Jean-Pierre, *Recherches sur l'activité du bâtiment au XVIII^e siècle à Bordeaux*, t. 2..., p. 8-19.



257 | Cours du Chapeau-Rouge, hôtel Bonnaffé, détail : dessus-de-porte du petit salon.

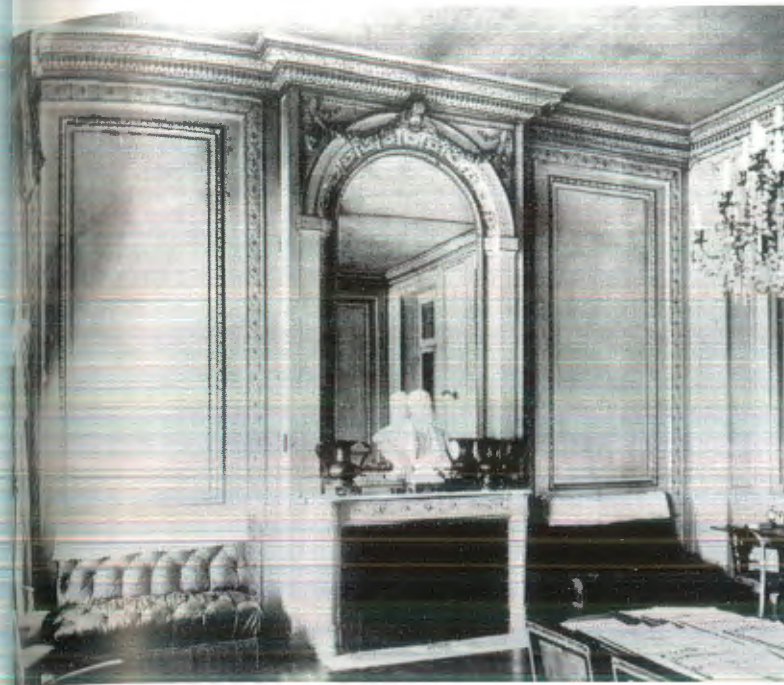
feuilles, boutons et fleurs encadrent des ailerons tandis que des piastres ornent la face de la corniche elle-même⁵¹ | 257 |. Pour les dessus de porte, François Bonnaffé fait figurer en bas-relief dans les cadres moulurés aux angles supérieurs rentrants qui en tiennent lieu des coupes de fruits. Pourtant, les peintures ne sont pas définitivement abandonnées, de belles grisailles ornent les dessus de porte du grand salon d'une maison du faubourg Saint-Seurin | 256 |. Jean Ravezies affiche son nom et les attributs de sa profession : contre le cartouche qui porte son monogramme s'appuient une barrique, un boucaud, un livre de compte qu'entourent un caducée, des rameaux de chêne et de laurier et que coiffent un aigle et un pétase.

Dans le grand salon de l'hôtel Bonnaffé, connu par deux photographies le représentant vers 1887 et publiées par Edmond Bonnaffé, ce sont de grands panneaux à double cadre qui étaient disposés de part et d'autre de la porte conduisant vers le petit salon et à l'opposé de semblables panneaux qui encadraient la cheminée. Le trumeau de cette cheminée était intégré dans un arc en plein-cintre à archivolt à fascies et intrados à caissons. De sa clé en forme de volute partaient des guirlandes accrochées par un nœud dans les écoinçons. Face à la cheminée, la porte à deux vantaux sculptés était elle aussi couverte d'un arc en plein-cintre orné de même manière et de guirlandes semblablement disposées. Un médaillon occupait le centre du tympan, encadré de deux grandes cornes d'abondance renversées | 258 | 259 |.

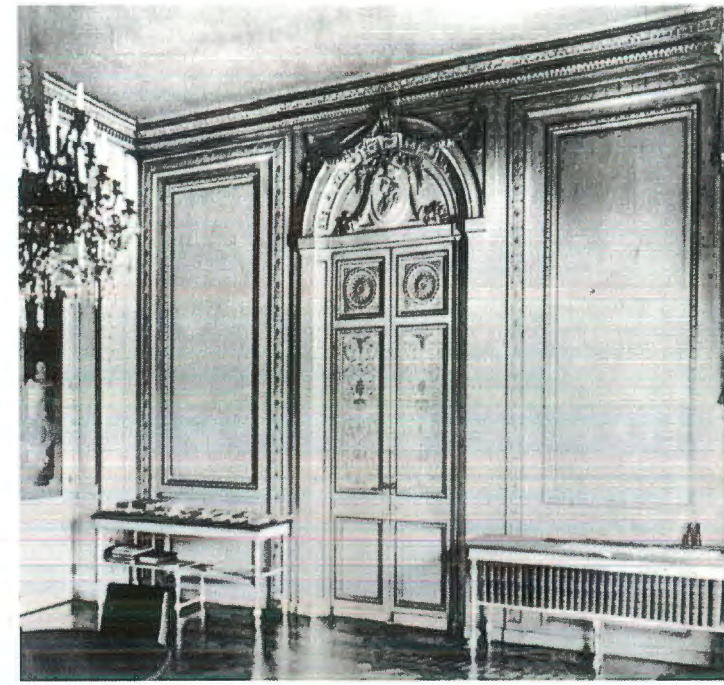
Les Laclotte dessinaient-ils des meubles en harmonie avec la décoration des salons qui leur étaient commandés par leurs clients ? Aucun document contractuel ne le précise. Cependant cet usage n'était pas étranger aux architectes bordelais⁵² et certains indices

puis un chapelet, un tore de laurier, un cordon, des entrelacs, des rais de cœur et des perles l'entourent successivement⁵⁰ | 254 |. Deux autres rosaces que les Laclotte désignent sous le nom de « *rozettes* » décoraient les plafonds des salon et salle à manger du château de la comtesse de Calvimont à Cérons.

Dans les hôtels Ravezies et Bonnaffé les cadres des portes comme des lambris sont rectangulaires à angles rentrants, dans les salons de ces demeures des cimaises respectivement à entrelacs, moulurées et à cannelures séparent les lambris d'appui des lambris de hauteur | 255 |. D'étroits panneaux dans lesquels s'inscrivent des thyrses encadrent la grande glace du salon et celle de la cheminée de la même pièce de l'hôtel Ravezies. Si les portes du petit salon de l'hôtel Bonnaffé ne sont sommées que d'une mince corniche que soulignent des oves, un véritable entablement surmonte celles du salon de l'hôtel Ravezies : une table à rinceaux de



pourraient laisser penser que les Laclotte y sacrifièrent. En 1779, lorsque se vend l'hôtel Mac Carthy, il est précisé que les grandes glaces du salon ainsi que « *deux pieds dorés et deux tables de marbre blanc* », ce qui ressemble fort à des consoles, font partie des biens immeubles, par destination dirait-on aujourd'hui⁵³. Lorsque Madame de La Roche est reçue dans le grand salon des Bonnaffé, elle remarque, disposées entre les fenêtres les « *tables de marbre blanc* » semblant faire partie de l'ensemble de la décoration de la pièce⁵⁴. Sur la planche du recueil d'ornement de César Daly représentant le salon de l'hôtel Ravezies, se note la présence d'une console entre les fenêtres et d'une table adossée lui faisant face⁵⁵ | 144 |. Leurs dimensions appropriées à l'emplacement qu'elles occupent là, leur facture homogène adaptée à l'esthétique d'ensemble du salon pourraient signifier qu'elles ont été faites à l'effet d'occuper la place qui leur est réservée dans cette pièce. Toutes deux présentent une étroite ceinture ornée d'entrelacs et reposent sur des pieds fuselés et cannelés, autour desquels et entre lesquels s'accrochent et pendent des guirlandes de roses et de feuilles de laurier. ■



258 | 259 | Bordeaux, cours du Chapeau-Rouge, hôtel Bonnaffé : le grand salon en 1887.

50. DALY, César. *Motifs historiques d'architecture et de sculpture d'ornement...*, pl. 8.

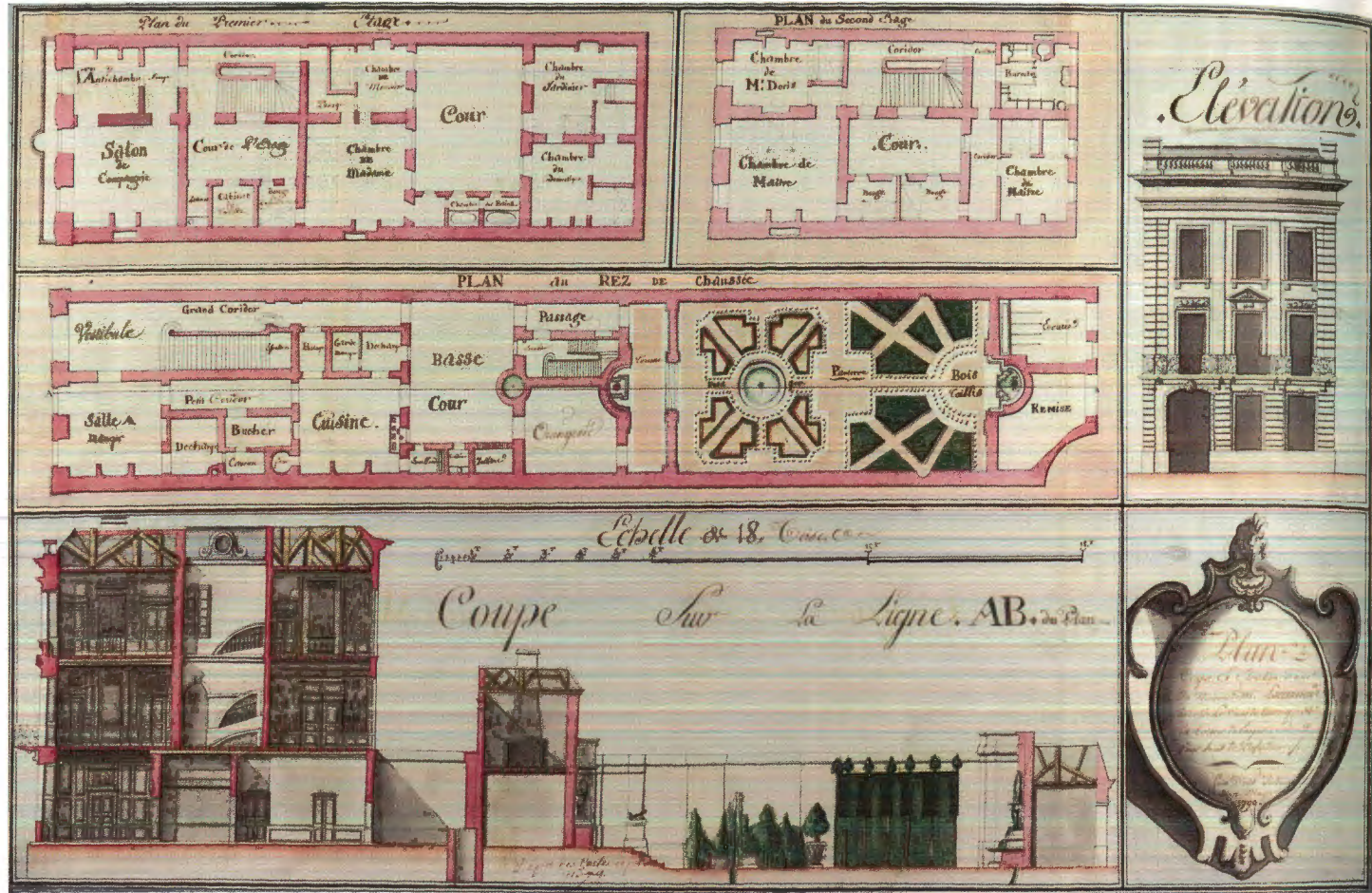
51. DALY, César. *Motifs historiques d'architecture et de sculpture d'ornement...*, pl. 7.

52. MAFFRE, Philippe. *Meubles d'architectes à la fin de l'Ancien Régime et sous la Révolution...*

53. A. D. Gironde, 3 E 15480, 13 décembre 1779.

54. MEAUDRE DE LA POUYADE, Maurice. *Impressions d'une Allemande à Bordeaux en 1785...*, p. 266.

55. DALY, César. *Motifs historiques d'architecture et de sculpture d'ornement...*, pl. 6.



260 | Plans, coupe et élévation de la maison Despase (33 cours de Verdun), Archives nationales.

À l'incontestable succès qu'ont rencontré les frères Laclotte en leur temps, au caractère exemplaire qu'ont présenté jusqu'au ^{xx}e siècle les constructions les plus représentatives de leur œuvre, s'oppose le peu de considération que leur ont accordé les historiens et historiens de l'art dans le domaine de l'architecture régionale. Des activités des Laclotte on ne retient essentiellement, et on la leur reproche, que celle de spéculateurs. Leurs contemporains architectes et maîtres maçons, Bordelais ou étrangers à la ville, à Bordeaux ou ailleurs dans le Royaume, agissaient-ils très différemment ? Plus étonnante encore peut sembler la manière dont l'un d'entre eux au moins, il s'agit d'Étienne, est entré dans la « petite histoire », dépeint comme un personnage pour le moins rustique. Leur malheur vient sans doute du fait qu'ils ont été les contemporains de Victor Louis et qu'ils sont jugés les uns comme l'autre hors du contexte bordelais ? Tout comme l'était restée au milieu du siècle l'influence de Gabriel et de Portier, celle de Louis ne fut-elle pas plus discrète que ce que l'on veut croire ? Leurs talents d'hommes d'affaires ne sont bien sûr pas étrangers à la réussite des Laclotte mais peuvent-ils seuls l'expliquer ? L'adéquation de leur savoir-faire à « leur » ville même, aux besoins et goûts des clients potentiels, qu'ils soient président au Parlement, négociant ou simple rouleur sur le port, paraît être plus certainement la clé de cette réussite.

Le spectre honteux de la spéculation

« On peut aussi reprendre l'exemple des Laclotte qui sont des architectes purement spéculateurs »¹. Cette affirmation n'est fondée que sur la tenace réputation attachée aux Laclotte, qui leur tient lieu de péché originel.

Y a-t-il lieu d'accuser les Laclotte de spéculation ? Le terme signifie qu'ils auraient acquis des terrains dans l'unique but de les geler un certain temps afin de les revendre plus cher qu'ils ne les avaient achetés. En ce qui concerne les plus grands lotissements auxquels leur nom est associé et qui leur ont valu l'opprobre posthume, à savoir ceux du Pavé des Chartrons et du cours de Tourny, de ce même cours et de la rue Hustin, Étienne, Michel et Jean Laclotte n'engagent aucunement leurs propres capitaux mais se contentent de donner le plan général des lots, ils se chargent de leur commercialisation et éventuellement d'élever des maisons sur ces terrains si les clients le leur demandent, ce qu'ils

1. Architecture et art urbain. Brongniart (1739-1813). Hittorff (1792-1867)... p. 89.

espèrent bien sûr. Ce sont bien plutôt le conseiller Dumas de Laroque, les industriels Mitchell et Hustin qui gagnent là de l'argent sans peine et non leurs architectes. Dans chacun de ces lotissements les Laclotte acquièrent un terrain sur lequel ils construisent un édifice qu'ils vont revendre par la suite, le jeu de paume et l'hôtel Mac Carthy ; peut-on considérer qu'il s'agit là d'un acte purement spéculatif ? Ils n'agissent pas différemment rue Judaïque et aux environs de la collégiale Saint-Seurin lorsqu'ils mettent en valeur les terrains des prêtres de la Mission et des chanoines. Ce sont bien ici encore les religieux qui retirent l'essentiel des bénéfices de ces opérations immobilières.

Les propres entreprises foncières des Laclotte se réduisent à la vente des terrains qu'ils achètent dans le lotissement entrepris par des tiers sur la propriété Duplessy, de ceux dont ils font l'acquisition autour du chemin Paulin pour les exploiter en un premier temps en sablières et enfin de ceux qui bordent la rue de la Trésorerie. Dans tous les cas ils revendent ces terrains souvent avec un bénéfice minime ou avec la maison qu'ils ont construite dessus, dont rien ne justifie qu'ils la donnent à leur acquéreur, à moins qu'il ne soit un artisan auquel ils sont redevables de travaux, ce qui se produit là à plusieurs reprises.

L'essentiel de l'activité des Laclotte consiste donc à vendre du mieux possible les constructions qu'ils élèvent. Sans doute pourrait-on leur reprocher d'avoir joué de leurs relations privilégiées avec le chapitre de Saint-Seurin pour favoriser, en urbanisant les abords de la collégiale, la liaison entre leurs lotissements des rues Paulin et de la Trésorerie et le quartier de la rue Judaïque. À Bordeaux, des architectes comme Lhôte et Bonfin sont-ils beaucoup plus intègres que les Laclotte lorsqu'ils achètent des terrains et, profitant de leurs fonctions auprès de la ville ou du Bureau des finances tracent une rue qui passe justement au centre de ces terrains sur lesquels ils se disposent à bâtir des maisons² ? Est-ce par altruisme qu'ils essaient d'étendre leur autorité en matière de voirie sur le territoire de la sauverie de Saint-Seurin et de contrarier les projets des Laclotte dont la maîtrise leur échappe ? Est-ce leur célébrité qui protège du « délit » de spéculation la réputation d'architectes opérant à Paris tels que Claude Mollet au début du XVIII^e siècle ou Alexandre-Théodore Brongniart dans le troisième tiers de ce même siècle ? Ils n'oublient pas, lorsqu'ils participent aux opérations d'urbanisation des quartiers du Roule et de la Chaussée d'Antin de créer à leur profit des réserves foncières ou locatives³. Songe-t-on à parler de spéculation éhontée lorsque Jacques-Germain Soufflot en personne achète à Lyon pour cinquante mille livres de terrain dans le quartier Saint-Clair que la ville le charge officiellement d'urbaniser au milieu du XVIII^e siècle⁴ ? Mathurin Crucy oublie-t-il jamais de faire coïncider ses propres intérêts et ceux de sa famille avec ceux de la ville de Nantes dont il est l'architecte voyer dans le dernier quart du XVIII^e siècle⁵ ?

Du succès au mépris : le malentendu

Les Laclotte ont été reconnus par leurs contemporains pour de bons architectes. Les témoignages de cette reconnaissance, bien que rares, sont dénués d'ambiguïté. Dès l'époque de leur première société, leurs constructions paraissent avoir été appréciées du public. Bien que ce soit pour mieux l'attaquer, dans une sommation datée de 1775, Claude-Ange Domenge de Pic de Blais parle à propos d'Étienne Laclotte d'un « architecte

2. MAFFRE, Philippe. *Le Lotissement Dufrène*.

3. *Architecture et art urbain*. Brongniart (1739-1813). Hittorff (1792-1867)..., p. 36-48, 50.

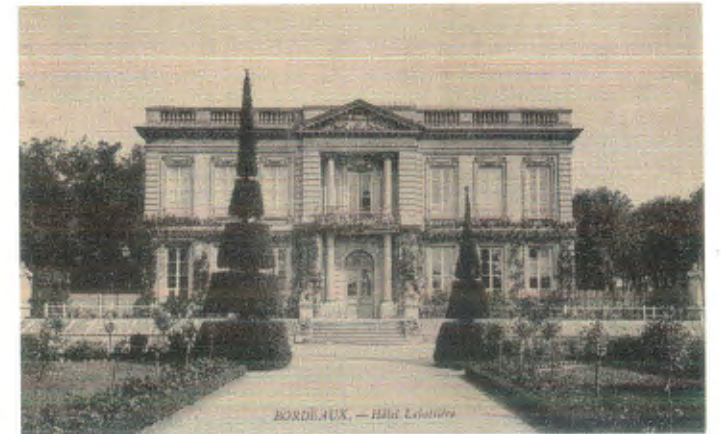
4. *L'Œuvre de Soufflot à Lyon. Etudes et documents*. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1982, p. 21-26.

5. COSNEAU, Claude. *Mathurin Crucy. 1749 - 1826. Architecte nantais néo-classique*. Catalogue d'exposition, Musée Dobrée-Nantes, mai-août 1986, Musées départementaux de Loire-Atlantique, 1986, p. 88.

qui s'est acquis quelque réputation dans son art ». Fin connaisseur des arts en général, l'inspecteur des Manufactures de Guyenne, François-de-Paule Latapie, loue les fabriques érigées dans les jardins du château de Laroque à Saint-Germain-de-la-Rivière et prévoit que le château que se propose d'élever le conseiller Dumas « sera très beau » s'il s'accorde à ces premiers ouvrages. Paul Pallandre publie en 1785 le premier guide consacré sans doute à Bordeaux, il y fait preuve d'attention à l'égard de toutes les formes d'art et tient Étienne Laclotte pour un « célèbre architecte qui a produit des chefs-d'œuvre à Bordeaux ». À propos de l'hôtel de Lalande il estime qu'il « se présente avec la plus grande noblesse, son entrée belle, sa cour, l'édifice, l'escalier, sa distribution et son jardin, tout est ingénieux ».

⁶. Ce sont encore des compliments sur le talent d'Étienne Laclotte que fait la même année Madame de La Roche lorsqu'elle visite la maison Labottière, ainsi que celle de François Bonnaffé où « tout est marqué au coin du bon goût et respire la noblesse »⁷. En 1788, Étienne encore est désigné dans la presse comme un « architecte de grand renom ». Pierre Bernadau n'écrit quant à lui qu'en 1844, il a pu cependant connaître Étienne Laclotte et en tout cas certaines de ses réalisations, il parle de « MM Laclotte frères et fils, architectes renommés à Bordeaux dans le dernier siècle » comme les auteurs de « plusieurs beaux hôtels »⁸.

Plus que les auteurs, ce sont les architectes bordelais qui rendent eux-mêmes un hommage appuyé aux Laclotte. Un « retour » au XVIII^e siècle, orchestré selon François-Georges Pariset par Charles Burguet, est amorcé après la chute du second Empire⁹. Edifices officiels et habitations privées font référence aux heures glorieuses de la cité. D'innombrables maisons sont construites, ou du moins décorées dans l'esprit du XVIII^e siècle. Elles se trouvent dans les nouvelles percées urbaines, comme les cours Pasteur et d'Alsace-Lorraine, autour du Jardin Public, dans les quartiers situés entre « les cours »¹⁰ et les boulevards, et même au-delà de ces derniers pour les plus récentes puisque les modèles du siècle d'or bordelais restent à l'honneur jusque dans les années de l'Entre-deux-guerres. L'exemple en matière de décor d'architecture « Louis XV » est à n'en pas douter l'œuvre bordelaise de Jacques-Ange Gabriel. En ce qui concerne le décor inspiré des réalisations datant du règne de Louis XVI, ce ne sont point tant les constructions semi-officielles, archevêché et Grand Théâtre, qui fournissent les modèles, mais bien l'architecture privée. Que les emprunts à l'art de Victor Louis existent semble évident, mais ils sont moins nombreux que ceux faits au « style » des Laclotte. Le catalogue reste à dresser des édifices sur lesquels se rencontrent des consoles à glyphes et gouttes soutenant un balcon, des tables ornées de guirlandes de roses ou de feuilles, des tables à regulæ, à entrelacs surmontant une baie, des agrafes à glyphes elles aussi, des pilastres ioniques bien proches de ceux de l'hôtel de Castelnau d'Auros, des lignes de postes ou d'entrelacs se développant sur des façades, et plus généralement tout le répertoire du



261 | Maison Labottière, élévation principale vers 1900.

6. PALLANDRE, Paul. *Description Historique...*, p. 129.

7. MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice. *Impressions d'une Allemande à Bordeaux en 1785...*, p. 266.

8. BERNADAU, Pierre. *Le viographe bordelais...*, p. 131.

9. DESGRAVES, Louis, DUPEUX, Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XIX^e siècle...*, p. 529-537.

10. On entend à Bordeaux par « les cours » la ceinture constituée par les avenues qui suivent le tracé de la dernière enceinte.



262 | Angle des rues de Caudéran et des Deux-Ormeaux, maison construite par Cyprien Alfred-Duprat.

goût à la grecque. Tous ces éléments ne sont pas empruntés aux recueils des ornementistes du XVIII^e siècle, mais bien pour la plupart directement copiés sur les maisons édifiées en leur temps par les Laclotte.

Le phénomène est caricatural dans le lotissement qui doit se créer au lendemain de la Grande Guerre sur une large partie de l'emplacement qu'occupaient jusque-là les jardins de la maison Labottière | 261 |. Il n'est pas une des maisons cossues qui se trouvent là qui n'emprunte à celle des Labottière quelque, ou plusieurs dans beaucoup de cas, détail de son ornementation, servilement reproduit. Un architecte aussi renommé et original, quand ses clients le souhaitent, que Cyprien Alfred-Duprat, n'hésite pas à construire à l'angle des rues de Caudéran et des Deux-Ormeaux une demeure dont le décor est directement inspiré par les Laclotte : les baies du rez-de-chaussée s'ouvrent dans un parement à

refends horizontaux, un large bandeau plat sépare les deux niveaux, dans l'angle, un balcon à garde-corps de fer chantourné repose sur de grosses consoles à glyphes et gouttes, la porte-fenêtre en plein-cintre ouvrant sur ce balcon, à archivolté à fascies, s'inscrit dans une embrasure rectangulaire ; les deux baies qui l'encadrent sont surmontées successivement d'une table à regulæ saillante sur laquelle se déploie une guirlande, d'une corniche et d'une seconde table, fouillée et nue celle-ci. Des tables également ornées de guirlandes dominant toutes les autres fenêtres de l'étage, à garde-corps de fer en forme de banquette. Le fronton placé dans l'angle de la construction, proche de celui de Chênevert, la balustrade qui couronne les élévations de part et d'autre de ce fronton, comme à Labottière complètent le catalogue des emprunts faits ici aux Laclotte | 262 |.

À la fin du XIX^e siècle, le fait a déjà été rapporté, c'est la municipalité de Bordeaux elle-même qui rend un hommage aux Laclotte, involontaire sans doute, en publiant les élévations et plans de deux édifices qui lui semblent caractéristiques de l'architecture bordelaise sous le règne de Louis XVI, il s'agit de ceux d'une maison à entrepôts du Pavé des Chartrons et de la grande maison du négociant Lafite sur le cours du Chapeau-Rouge. Ce ne sont pas uniquement les édifices urbains qu'inspirent les constructions des Laclotte ; dans un article sur les maisons de campagne de Gradignan, Paul Roudié signalait l'évidente influence de la maison Labottière, une fois encore, sur l'architecte inconnu qui éleva sans doute autour de 1900 le château Carthon-Ferrière. L'élévation principale de cet édifice à étage compte cinq travées de baies rectangulaires à chambranle à crossettes. La travée centrale, plus large, forme avant-corps. Comme à Labottière elle comporte au rez-de-chaussée un porche dans œuvre à colonnes toscanes juchées sur des socles cubiques, à l'étage se retrouve une loggia à colonnes à chapiteau ionique. Au garde-corps de fer est ici substituée une balustrade. Entre le porche et la loggia règne un entablement dorique. Un fronton triangulaire somme cet avant-corps¹¹.

Bien loin de Bordeaux c'est au début du XX^e siècle un hommage exotique que rend le grand architecte américain Horace Trumbauer au talent d'Étienne et Jean Laclotte. Pour le magnat du tabac James Duke il construit à l'angle de la 5^e avenue et de la 78^e rue une demeure dont la façade principale reprend le modèle de celle de Labottière. Cet

11. ROUDIE, Paul. « Les maisons de campagne de Gradignan ». In : *Maisons de campagne en Bordelais (XVI^e-XX^e)*. Bordeaux : C.E.R.C.A.M., 1994, p. 37 et ill. 12.

édifice dont même les détracteurs des Laclotte s'enorgueillissent de penser qu'un morceau d'art français décore une autre des « plus belle avenue du monde » est aujourd'hui le siège du New York Institute of Fine Arts. | 263 |

Pourquoi des architectes qui ont travaillé à l'entière satisfaction de leurs contemporains et qui ont vécu en bonne intelligence avec eux, puis qui ont si durablement exercé leur influence dans la ville en matière d'ornementation, peuvent-ils avoir été présentés comme de frustes personnages et traités comme quantité négligeable par d'éminents historiens ? Sur le premier point il est bien difficile de répondre. Aucune source ne permet d'affirmer que l'un ou l'autre des frères Laclotte ait été spécialement borné. Seul le témoignage de Sophie de La Roche livre quelque information sur la personne d'Étienne Laclotte, c'est donc à celui-ci qu'il faut s'en rapporter une fois encore. Que ressort-il du récit qu'elle fait de sa rencontre avec l'architecte et des moments qu'elle passe en sa compagnie ? Cette rencontre est fortuite : séduits sans doute réciproquement, ces deux protagonistes décident de se retrouver. Étienne Laclotte qui n'est apparemment pas dénué de courtoisie propose à Sophie de La Roche de la guider dans sa visite de la cité et y consacre une journée. Étienne Laclotte fait preuve d'un certain humour, entre les visites de la cathédrale Saint-André et de la collégiale Saint-Seurin, qu'il connaît parfaitement, il raconte le tour qu'il a joué à une servante du doyen de Montesquieu et en sa compagnie, pour la punir de voler l'ecclésiastique. La visite de deux édifices médiévaux semble indiquer que l'homme de l'art peut s'intéresser à l'architecture du passé. Par coquetterie, nous dit Maurice Méaudre de Lapouyade, ce qui ne ressort pas du texte original de Sophie de La Roche, il la conduit chez ses amis Labottière, absents, mais où il a libre accès, preuve sans doute qu'on ne craint de sa part aucune indelicatess. Il goûte sans cacher son plaisir les compliments que lui adresse la visiteuse sur cette maison et ses jardins. Flatté de l'intérêt qu'elle porte à ses talents d'architecte, Étienne Laclotte la mène ensuite visiter la raffinerie de sucre qu'il est en train de construire près de la rue Fondaudège, qui sera la plus grande de Bordeaux.

Quel rapport existe-t-il entre cet Étienne Laclotte qui cultive l'urbanité et se montre ravi d'accompagner dans la ville une personne tout aussi brillante par son esprit que par sa position dans le monde, et le maître maçon décrit par Edmond Bonnaffé dans son témoignage apocryphe, parlant gascon et dont la seule philosophie est de surpasser Victor Louis en bâtissant une construction plus grosse que le Grand Théâtre ? Tout le malentendu semble bien pourtant venir de ce récit de l'esthète et collectionneur. Victime des préjugés de son temps et de son milieu il oppose naïvement, au-delà du seul cas d'Étienne Laclotte, l'architecture « empirique » des maîtres maçons locaux à celle « savante » des architectes formés au grand goût de l'Académie.

Sur le distinguo entre architectes et maîtres maçons, qui semble si important à certains auteurs, il faut noter qu'il n'apparaît à Bordeaux que dans les années 1770. On peut d'ailleurs se demander si c'est à bon escient que les académiciens locaux déniaient aux maîtres maçons le droit de se dénommer architecte. Le mot grec est sans ambiguïté et désigne bien celui qui dirige les ouvriers. La querelle sémantique aurait pu tourner à l'avantage des maîtres, qui étaient en droit d'interdire aux architectes sans chantier



263 | New York, angle des 5^e avenue et 78^e rue, New York Institute of Fine Arts.

d'utiliser un nom qu'ils étaient seuls autorisés à porter et que leurs adversaires tentaient abusivement de transformer en titre. Les autorités municipales et royales ne soutinrent d'ailleurs jamais Bonfin et Lhôte sur ce terrain, elles les désignaient sous le nom d'ingénieur. Au-delà de ce différend anecdotique, il faut convenir du fait que les historiens ont pris fait et cause pour les « *architectes-artistes* » comme ils se dénomment eux-mêmes, reléguant les maîtres à l'état de simples exécutants. Victor Louis qui n'intervint en rien dans cette querelle, devient leur champion. Sacralisé par les études dénuées d'esprit critique qui lui sont consacrées au XIX^e siècle, il représente l'académisme parisien, ironie de l'histoire pour un architecte qui n'a jamais appartenu à la noble institution. Relativement mal apprécié par les Bordelais en son temps, l'architecte du Grand Théâtre se voit paré de toutes les qualités du génie. Étienne Laclotte, rustique maçon affairiste, devient son faire-valoir en « négatif ». Il ne sera plus revenu sur cet axiome, qui réapparaît régulièrement dans la majorité des ouvrages traitant de l'architecture à Bordeaux au XVIII^e siècle comme une affaire entendue, ceci jusqu'à une époque très récente. On en arrive même au paradoxe, si quelque ouvrage des Laclotte semble mieux correspondre aux critères du « bon » goût, à l'attribuer à Lhôte, un architecte formé à l'Académie ou, suprême et involontaire hommage, au grand Louis en personne.

Opposer les Laclotte à Louis n'a pas grand sens. François Lhôte et Richard-François Bonfin, forts de leurs fonctions officielles, se posent effectivement dans les domaines de l'architecture publique et de l'urbanisme en rivaux de l'architecte de la Comédie imposé par son patron le maréchal de Richelieu. Lhôte propose un projet de théâtre rival de ceux de Louis ; en compagnie de Bonfin il tente de faire prévaloir ses vues dans l'aménagement du quartier du Grand Théâtre. Architectes strictement libéraux et dépourvus de la protection des autorités, les Laclotte ne se préoccupent que de leurs chantiers de nature privée, limitant leurs contacts avec ces autorités aux seules demandes d'alignements et autorisations de construire. Le domaine de l'architecture privée est le seul dans lequel ils se retrouvent sur le même terrain que l'architecte parisien : tous s'adressent à la même clientèle. En quoi Victor Louis peut-il gêner l'activité des Laclotte ? En une douzaine d'années il compte en tout et pour tout sept clients : deux négociants, quatre parlementaires et un maître de forge. Il donne pour eux les plans de cinq maisons et trois hôtels, deux des premières et deux des derniers sont vraisemblablement construits par les Laclotte. Dans le même temps ceux-ci bâtissent des dizaines de maisons de toutes tailles et plusieurs hôtels dans la ville. Les chiffres sont éloquentes et montrent bien qu'en aucun cas Louis ne nuit aux entreprises des Laclotte. Il y a plutôt là matière à se demander si son art a réellement séduit les Bordelais plutôt que de s'interroger sur la portée de l'ombre que ce « génie » a pu faire aux maîtres locaux et s'il a eu une véritable influence sur l'architecture à Bordeaux.

Une alternative à l'architecture académique

La France est présentée à partir du XIX^e siècle, essentiellement par Michelet et ses émules qui s'appuient sur le concept de Nation cher aux Jacobins, comme une entité qui aurait des frontières naturelles, qui serait peuplée d'habitants parlant une langue unique et partageant une histoire commune, considérée comme destin. Du grand corps de l'état-nation Paris est la tête, où sont naturellement concentrés les pouvoirs. Cette nation aurait développé une expression artistique particulière. L'architecture participe de cette expression. L'exemple est donné à Paris et en Île-de-France, la qualité de l'architecture « provinciale » se juge en fonction de sa sujétion aux modèles de la capitale. Nombre d'historiens et historiens de l'art se sont longtemps soumis à cet entendement simpliste.

Ceux-là même qui ne songeraient pas à nier l'existence de multiples centres artistiques en Italie, ou qui admettent volontiers celle de particularismes dans l'architecture irlandaise comme écossaise pourtant dans un « Royaume-Uni à forte tradition centralisatrice, considèrent l'architecture française comme un tout indivisible. Toute latitude prise par les architectes ou maîtres maçons provinciaux par rapport aux exemples parisiens ne constitue pas une originalité mais une corruption du goût. C'est ignorer pour l'époque moderne que l'architecture officielle royale est à ce point étrangère à certaines provinces qu'elle n'est imposée que par volonté politique, comme le souligne le professeur Rabreau. C'est aussi refuser d'admettre que la topographie, les matériaux, les climats, les besoins et moyens des maîtres d'ouvrage diffèrent selon les villes. Soufflot ne bâtit pas de la même manière à Lyon, à Besançon et à Paris. Ne note-t-on pas de nettes différences entre les édifices polonais, parisiens, bordelais et bisontins de Victor Louis ? La consultation de monographies concernant des architectes provinciaux, fussent-ils investis de fonctions officielles, comme Joseph Brousseau¹², Jean-Baptiste Kléber¹³ ou Claude-François-Marie Attiret¹⁴, montre bien que les canons parisiens ne sont pas aisément transposables aux constructions provinciales, dans ces cas précis limousines, alsaciennes et auvergnates, même si des éléments de décor sont empruntés au répertoire en vigueur dans la capitale comme ailleurs en Europe.

Le déterminisme sinon le génie du lieu existe sûrement. Pourquoi les architectes locaux n'en seraient-ils pas les interprètes ? Soufflot, Attiret et les Laclotte traitent dans un intervalle d'une vingtaine d'années le thème du porche dans œuvre surmonté d'une loggia. Les solutions décoratives adoptées sont très différentes les unes des autres. Sur quels critères juger du primat de l'une sur les autres ? Les libertés prises avec les ordres par les architectes provinciaux, leur manière de disposer le garde-corps de la loggia ne correspondent pas en effet aux canons académiques. Sont-elles plus incongrues et plus mal adaptées pour le maître d'ouvrage que l'introduction à Paris d'un morceau d'architecture plus particulièrement conçu pour un climat méditerranéen ?

La thèse de l'apparemment inéluctable influence de l'architecture officielle s'appuie sur l'étude des édifices majeurs ou sur les ensembles concertés dont l'analyse est souvent réduite au seul décor d'architecture. Pour ces constructions l'autorité n'a aucun mal à imposer ses vues esthétiques. Ce type d'étude ne peut prétendre refléter l'état de l'architecture dans une ville. Sur les cent quatorze pages consacrées à l'architecture de Bordeaux au XVIII^e siècle dans la monumentale *Histoire de Bordeaux*, une dizaine traite de l'architecture « locale », qui concerne pourtant la très grande majorité des constructions élevées pendant cette période, encore doit-on se féliciter qu'elle soit prise en compte.

Les uniformes ensembles « écrans » de Gabriel et de Portier, sans préjuger de leurs qualités esthétiques, sont inadaptés à Bordeaux. Les habitants des maisons de la façade des quais suppriment certains entresols, agrandissent des ouvertures, ne respectent pas les niveaux qu'aurait dû imposer le dessin de façade. D'autres constructions de la place d'Aquitaine, de celles des Capucins et Dauphine subissent le même sort. Dès leur création les belles ordonnances sont défigurées par la mise en place quasi-systématique des traditionnels auvents de tuile ou d'ardoise qui masquent partiellement l'embrasement en plein-cintre de la base des édifices et qui ne disparaîtront qu'au XIX^e siècle¹⁵. On retrouve là le

12. TAILLARD, Christian. - *Joseph Brousseau, Architecte limousin au temps des lumières*. Bordeaux : Presses universitaires de Bordeaux, 1992.

13. MARTIN, Étienne. J.B. Kléber architecte 1794-1792. Catalogue d'exposition, Musée d'Unterlinden-Colmar, octobre - décembre 1986. Colmar : Musée d'Unterlinden-Colmar, 1986.

14. PIERA, Pascal. *Claude-François-Marie Attiret, 1750-1823. Architecte de Riom*. [Paris] : Inventaire général ; Clermont-Ferrand : EPA, 1990.

15. On retrouve la trace de ces auvents sur les façades où subsistent les traces des cavités dans lesquelles étaient engagés les aisseliers qui les portaient. On observera la forme que pouvaient avoir ces ouvrages dans les nombreuses représentations de la ville aux XVIII^e et XIX^e siècles.

même cas de figure, près de deux cents ans plus tôt, que celui de l'affaire du lotissement Frugès de Pessac, mais à l'échelle d'une ville : un maître d'ouvrage impose les choix esthétiques et les plans d'un architecte, sans que ni l'un ni l'autre ne songent à prendre en compte les légitimes désirs des futurs usagers des constructions. Fatalement ces usagers transforment ces dernières à leur convenance. Tout un chacun convient aujourd'hui, sur fond d'analyse sociologique, que les maisons souhaitées par Henry Frugès et pensées par Le Corbusier étaient totalement inadaptées pour les ouvriers de l'industriel : on en conclut donc que ce n'est point à un saccage de ces constructions que se sont livrés leurs habitants mais à leur logique adaptation à leurs goûts et besoins. La même analyse ne serait-elle pas applicable aux constructions de Gabriel ? L'Intendant choisit l'architecte du Roi, qui dessine des maisons ne présentant aucun intérêt quant à leur forme pour les négociants auxquels on espère les vendre, ne serait-ce que pour la simple questions du stockage des marchandises.

Lorsque les Laclotte commencent à travailler autour de 1760, coexistent le style officiel qui a du mal à s'implanter dans la ville et des formules architecturales et décoratives plus traditionnelles. En matière d'architecture ces formules tiennent compte des exigences des maîtres d'ouvrage, dans le domaine du décor sont encore utilisées des solutions plus ou moins passéistes dont ces mêmes maîtres d'ouvrage s'accommodent, à moins qu'ils ne soient eux-mêmes à l'origine de leur mise en œuvre. Il est vrai que subsistent par exemple les baies couvertes en arc segmentaire, en revanche le rez-de-chaussée à refends existe depuis la fin du XVIII^e siècle. L'époque des premiers succès des Laclotte coïncide avec une période charnière, à l'issue de la guerre de Sept Ans et sous l'administration de l'intendant Boutin qui manifeste sa volonté de rompre avec l'esthétique imposée par Boucher et les Tourny.

Les Laclotte n'ignorent pas le style de Gabriel et de Portier mais n'en retiennent que les rares éléments qui leur semblent adaptables aux constructions traditionnelles de la cité. Les édifices les plus nombreux et dans l'édification desquels ils se montrent le plus à l'aise sont les maisons de négociants ou de marchands et artisans. Ils rejettent la solution des entresols, lui préférant celle des hauts rez-de-chaussées prolongés lorsque le parcellaire le permet, ce qui est souvent le cas, par des entrepôts qui permettent d'emmagasiner les marchandises horizontalement. La stricte ordonnance des façades est rarement adoptée ; ils ne l'appliquent qu'aux étages, conservant au rez-de-chaussée les grandes et pratiques ouvertures en plein-cintre ou en anse de panier destinées à permettre la circulation des marchandises de la manière la plus aisée possible. Lorsque l'ampleur des constructions le permet, ou bien lorsque leur rez-de-chaussée n'abrite pas de local commercial, hors de la vieille ville le plus souvent, sur le quai des Chartrons ou dans les quartiers qui avoisinent le Jardin Public, ils sacrifient pourtant volontiers à ce principe d'ordonnance. Dès les années 1760 ils adoptent les baies rectangulaires aux étages mais remplacent les mascarons par de simples agrafes. Aux solutions trop archaïques, à celles inspirées par les travaux de Portier, ils proposent des alternatives plus « contemporaines ». En ville ils substituent les balcons, sur trompe ou sur consoles selon les goûts du maître d'ouvrage, aux inesthétiques auvents. Leur présence ne peut remplacer totalement ces derniers mais interdit au moins leur mise en place.

Étienne, Michel et Jean Laclotte sont alors plus jeunes que des maîtres déjà vieillissants comme Jean Richefort ou Gabriel Chalifour, pour ne citer que les plus actifs ; ils sont aussi plus âgés que certains de leurs confrères qui feront preuve d'originalité, tels Georges Sabarot ou Nicolas Papon, mais qui ne sont pas alors formés. Richard-François Bonfin n'est pas encore actif et François Lhôte n'est pas installé à Bordeaux. On peut raisonnablement estimer qu'ils sont, autour de 1765, les introducteurs à Bordeaux de ce

que François-Georges Pariset définissait comme le « style Louis XVI ». Ils empruntent aux ornemanistes, au premier rang desquels il faut placer Jean-François de Neufforge, un répertoire décoratif nouveau dans la ville, qu'ils plaquent sur des édifices construits de la manière traditionnelle qu'ils affectionnent car elle convient à leur clientèle. Plus de cinq ans avant Lhôte et dix ans avant Victor Louis, ils usent donc sans ambiguïté d'éléments de décor que l'on a pris l'habitude de désigner aujourd'hui sous le nom de goût à la grecque. Ils peuvent donc être considérés comme novateurs tout comme ils le seront dix ans plus tard en imposant pour les maisons de campagne le plan massé qui rompt avec la forme traditionnelle des chartreuses.

Le débat sur l'introduction du goût à la grecque, qui s'inspire en réalité surtout du décor de l'architecture romaine de l'époque des Julio-claudiens, reste par ailleurs assez vain. Ce goût manifeste la volonté de se tourner vers les modèles de l'Antiquité que recommandent les théoriciens, volonté qui n'est pas spécifiquement française mais se généralise à partir du milieu du XVIII^e siècle dans l'Europe entière. Pourquoi n'aurait-elle pas atteint Bordeaux avant 1773 ou 1774, grâce en particulier aux recueils d'ornemanistes, qui étaient diffusés dans toutes les grandes villes du temps, et Bordeaux peut être classée parmi celles-ci. Les Bordelais étaient en outre fortement sensibilisés à ce goût pour l'Antiquité : depuis le XVI^e siècle leur intérêt pour les nombreux vestiges archéologiques découverts dans la cité ne s'était jamais démenti. Les maçons en exhumaient régulièrement lorsqu'ils fouillaient pour creuser caves et fondations. Lors des marchés passés pour l'agrandissement du couvent des Feuillants, ces religieux exigent que les entrepreneurs leur remettent les « médailles » qui seraient exhumées de leur fonds ; entre 1781 et 1786, lorsqu'il creuse les caves des demeures du comte de Gombaud et de François Bonnaffé, puis celles des maisons de rapport du négociant à l'entrée de la rue Sainte-Catherine, Étienne Laclotte trouve des monnaies, plusieurs statuettes ainsi que les bases d'un podium et de piliers antiques, le chanoine Desbiey tirera de cette dernière découverte une communication présentée en 1786 à l'Académie de Bordeaux.

De ce goût à la grecque les Laclotte usent donc avant et en même temps que Victor Louis que l'on pose trop souvent comme l'introducteur de cette nouvelle grammaire décorative à Bordeaux, mais sans doute avec moins de virtuosité, nul ne songerait à le nier. Sa mise en œuvre est laborieuse sur les façades des maisons de l'îlot Louis, dont l'ampleur convient mal à leur talent, ils restent incontestablement plus aptes à composer des élévations aux proportions moins ambitieuses. Si influence de Louis sur les Laclotte il y a, elle ne se manifeste que dans la forme des constructions qu'ils élèvent autour du Grand Théâtre. Pour les maisons des îlots Louis et Bonnaffé, pour les maisons Rolly et Gombaud, pour celles édifiées pour François Bonnaffé dans les rues Sainte-Catherine, Saint-Remi et des Piliers-de-Tutelle, ils adoptent la solution de l'entresol, qui ne s'imposera jamais dans les autres quartiers de la ville où ils préfèrent s'en tenir aux modèles accoutumés.

Un « bureau » aux talents multiples, parfaitement organisé et au service d'une large clientèle

On ne reviendra pas ici sur la variété des édifices qu'ont été appelés à construire les Laclotte mais sans doute n'est-il pas inutile de s'interroger sur l'évolution du décor d'architecture qu'ils utilisent et qui vient d'être évoqué. Les premières années, durant lesquelles ils élaborent le style qui leur reste attaché et dont les façades du Pavé des Chartrons portent la marque, les trois frères travaillent conjointement. Bien qu'Étienne semble la personnalité dominante du trio, il est impossible de savoir lequel de ce dernier ou de Michel et Jean est à l'origine de ces créations. L'arrivée de Blaise Despujols dans

la société Laclotte en 1771 ne paraît pas avoir une influence déterminante. Dans le manifeste que constitue la maison Labottière se retrouvent les motifs ornementaux qui étaient déjà présents dans leurs œuvres antérieures, ici tous réunis.

Au contraire c'est après 1776 et l'association avec le jeune maître Jean Martin qu'apparaît une inclination à abandonner cette ornementation et à tendre vers plus de dépouillement. Le changement n'a toutefois rien de brutal et le décor à la grecque se maintient sur certaines constructions. Des clients vont l'apprécier jusqu'à la Révolution, comme Madame de Lachapelle pour ses maisons de la rue Lafaurie-de-Monbadon. Cette simultanéité de la présence dans leur production de décors différents indiquerait-elle que les Laclotte sont capables de proposer des solutions variées en raison des multiples personnalités qui composent ce qu'ils nomment eux-mêmes leur « bureau » ? Cette hypothèse n'est pas à rejeter. On peut en effet s'étonner du fait que des maisons aussi différentes que celles de la suite uniforme de la rue Judaïque et celle de Jacques de Bethmann soient contemporaines. Leur dessin peut-il être d'une même main ? Étienne Laclotte ne perpétue-t-il pas sur le quai des Chartrons les solutions mises en œuvre par les trois frères autour de 1770 ? Jean, qui est à l'origine du lotissement de la rue Judaïque et qui a pris un associé pour le suppléer en raison de ses infirmités n'a-t-il pas laissé là quelque latitude à ce dernier ? Cela semble d'autant plus plausible que ses goûts le portaient naturellement vers l'utilisation d'un décor d'architecture relativement abondant. Au milieu des années 1780 la tendance vers le dépouillement se radicalise, on peut parler à propos de certains édifices des environs de la basilique Saint-Seurin d'un véritable décor néo-classique, même s'il reste discret et ne concerne que des maisons particulièrement modestes. Étienne Laclotte n'a-t-il pas confié ces humbles entreprises à son fils Michel, qui rentre de Paris et travaille avec lui en 1785. Plus que l'enseignement de son maître Mique, l'observation d'œuvres telles que les barrières de Ledoux, mais aussi le contact avec ses camarades d'études Vaudoyer, Sobre, Percier, Fontaine, ont pu le convertir à ce décor d'architecture si sévère. Il l'emploie en tout cas, de même que son confrère Rochefort, avant Guy-Louis Combes qui attendra pour ce faire l'époque de la Révolution.

À cette diversité de talents les Laclotte ajoutent d'autres atouts qui leur permettent de tenir le premier rang de leur profession dans la ville. Leur puissance financière leur permet d'autofinancer la plupart de leurs projets immobiliers. L'organisation verticale de leur entreprise leur permet de contrôler toute la « chaîne » de la construction, directement comme c'est le cas pour les matériaux de gros-œuvre ou le verre, indirectement par le système du clientélisme qui leur attache des artisans de toutes les professions du bâtiment. Ce même système les lie à des institutions et personnages influents, dont les moindres ne sont pas les chanoines, les grands négociants et les parlementaires. Leur capacité à s'adapter aux besoins des clients les plus modestes qui se contentent d'une échoppe, comme encore aux besoins mais aussi aux goûts des plus importants qui leur commandent un hôtel ou un château fonde leur succès. Les maisons de négociants, de forme immuable, s'agrémentent du décor qui plaît à leur commanditaire, il est généralement discret, proche de celui des maisons voisines de manière à s'en distinguer le moins possible. Dans le milieu des négociants il est rare que l'on aime à se faire remarquer. Sans doute est-ce pour ce type de constructions que les Laclotte ont pu s'exprimer le plus librement ; leurs propriétaires les désirent vastes et commodes, d'aspect austère mais raffinées dans le détail. Dans ce même milieu du négoce, une semblable mesure peut être observée pour les demeures de campagne. Chênevert n'a rien d'une folie ; protégée par son vignoble, isolée de celui-ci par son jardin, cette confortable maison de plan massé s'agrémente d'un décor d'architecture dans le goût à la grecque, utilisé avec la juste modération qui sied à

la demeure d'un grand négociant de province. Les choses paraissent faites ici en grand, Raymond Viard en a les moyens, il opère sur une place financière et commerciale de dimension internationale, mais sans ostentation.

D'autres clients des Laclotte possèdent à l'évidence en matière d'architecture des idées qui leur sont propres ou qu'ils se forgent à la lecture des traités. Il a été signalé que Jean-Baptiste Clock possédait des ouvrages d'architecture dans sa bibliothèque. Cela n'a rien d'étonnant, un manuel de bibliographie aussi répandu que la « *Bibliothèque d'un homme de goût* » en conseillait l'acquisition. « *L'Art de former les Jardins modernes* » de Whately en ce qui concerne le jardinage et le « *Cours d'architecture* » de Blondel en ce qui concerne les constructions sont les plus chaudement recommandés, tout comme le « *Vitruve* » de Perrault et les ouvrages de Palladio, Scamozzi et Serlio. Le commentaire de Vignole par Charles Daviler, ainsi que Jombert, Sébastien Le Clerc et Le Pautre ne sont pas oubliés. Comment ne pas imaginer que les frères Labottière n'imposèrent pas pour leur maison de campagne de Saint-Seurin des modèles puisés dans les ouvrages d'architecture qu'ils ne manquaient pas de posséder dans leur fonds de librairie. Tant en ce qui regarde son architecture que ses jardins, on peut s'étonner de la complexité des solutions décoratives utilisées pour cet édifice par des architectes dont la sobriété n'est pas la plus négligeable des qualités. À l'opposé l'hôtel du conseiller de Lalande semble dans sa forme générale inspiré par un modèle de Charles Daviler. La stricte symétrie de la composition, même obtenue au prix d'artifices, l'emploi très modéré de décorations par ailleurs très soigneusement exécutées, l'apparente absence de porte d'entrée au logis, la présence du « jardin clos » évoquent la rigueur, la sobriété et la discrétion qui conviennent au magistrat et seigneur foncier qui l'habite. En réalité Pierre de Raymond de Lalande est un « *haut et puissant seigneur* » de fraîche date, le fait que sa maison paraisse quelque peu archaïque n'indique-t-il pas qu'il a commandé aux Laclotte la construction de l'hôtel qu'il n'a pas hérité de sa famille, au contraire de la majorité de ses confrères les plus prestigieux du Parlement ?

L'absence d'études sur des architectes comparables aux Laclotte et travaillant dans une ville comparable à Bordeaux pendant une période où la conjoncture économique est particulièrement favorable ne permet pas de juger si le cas de ces personnages reste exceptionnel. Des architectes et maîtres maçons actifs à Paris sous le règne de Louis XVI étudiés par Michel Gallet, les uns se remarquent par leur talent, les autres par leur habileté à entreprendre des opérations immobilières, sinon les deux à la fois, cependant aucun ne semble occuper de position hégémonique dans le milieu de la construction comme les Laclotte à Bordeaux. Les noms d'architectes tels que Soufflot et Crucy restent attachés à ceux de Lyon et de Nantes mais ce sont là des architectes non entrepreneurs et pourvus de fonctions officielles. Ces artistes académiques ont-ils côtoyé dans leur ville des maîtres maçons attachés comme les Laclotte aux traditions, auxquelles tenaient tout autant leurs clients ? Ces maîtres locaux étaient-ils comme les Laclotte au fait des « modes » ? Comme les Laclotte n'en retenaient-ils que ce qui leur paraissait acceptable et convenable pour les maîtres d'ouvrage d'une cité qu'ils connaissaient parfaitement ? N'était-ce pas là réaliser un syncrétisme raisonnable plutôt que faire preuve d'archaïsme et de provincialisme ? ■

Laclotte

ANNEXES

ANNEXE I PIECES JUSTIFICATIVES

Pièce justificative I

Bordeaux, 28 mars 1756

Contrat de mariage d'Étienne Laclotte et Denise Michel

[A. D. Gironde, 3 E 17566]

Au nom de Dieu soit aujourd'hui vingt huit du mois de Mars Mil sept cens cinquante six après midi par devant les conseillers du Roy Notaires à Bordeaux soussignés furent presens Sieur Étienne Laclotte architecte habitant du faux bourg et paroisse Saint Seurin Rue Notre Dame fils legitime de Sieur Jean Laclotte maitre architecte et de Marie Jaubert procedant comme majeur et du consentement de ses pere et mere icy presents d'une part. Et Denise Michel habitante du même faux bourg Saint Seurin grande rue Fondaudege, fille legitime de Sieur Elie Michel marchand thonnellier, et de Marie Batailley procedant du consentement de ses pere et mere icy presens assistée de Pierre Michel son oncle de Michel Arnaud son grand oncle et autres ses parents icy presens et soussignés d'autre part.

Entre les quelles parties ont eté fait et arreté les pactes et conventions du mariage proposé entre lesdits Étienne Laclotte et Denise Michel ainsy qu'il sensuit. Promettent se prendre l'un l'autre pour mary et femme légitimes et entre eux solemniser le saint sacrement de mariage en face de notre Sainte Eglisz Catholique apostolique Romaine a la premiere Requisition que l'une des parties en fera à l'autre à peine de tous depens damages et interêts.

En faveur duquel mariage et pour aider a en suporter les charges lesdits Michel et Batailley pere et mere de ladite future Epouse, constituent En dot conjointement et par moitié en avancement d'hoirie a ladite Denise Michel leur fille et future Epouse la somme de mille livres en argent et un ameublement et effets et ustancilles de menage jusqu'à la concurrence de la somme de huit cens livres que lesdits Michel et Batailley promettent de remettre et delivrer audit futur Epoux avant l'impartition nuptialle lors de laquelle remise il en sera fait etat, laquelle somme de mille livres lesdits Michele et Batailley ont payée et Réellement delivrée par ces presentes audit Sieur Laclotte pere dudit futur Epoux qui l'a prise et rectie a la vue desdits notaires en Louis dor de vingt quatre livres, Ecus de six livres piece et monnoye le tout du cours faisant la somme de laquelle il tient quitte lesdits Michel et Batailley et s'en charge au profit de ladite future Epouse a laquelle il reconnoit et assigne ladite somme de mille livres sur tous ses biens présens et avenir. Etant convenu que ledit sieur Laclotte pere ne sera tenu de payer aucun interêt de ladite somme de mille livres

qu'il vient de recevoir tout autant qu'elle sera dans ses mains et jusqu'à la remise qu'il en fera audit futur Epoux son filds. Sera ladite constitution qui s'elève a la somme de dix huit cens livres en argent et meubles censée et réputée nature d'immeuble propre et reversible a ladite future Epouse et aux siens de son coté et lignée pour n'en pouvoir disposer que conformément a la Coutume de Bordeaux.

En outre lesdits Michel et Batailley promettent de ne faire aucun don ny preciput a Elisabeth et Michel Michel leurs deux autres enfans au prejudice de ladite future Epouse leur fille a laquelle ils entendent faire dès a present don d'une portion egalle a celluy de leurs deux autres enfans quy se trouvera le plus avantgé dans tous les biens qu'ils laisseront au dernier des survivans des deux, leur intention etant que le partage en soit fait par egalles portions Entre leurs trois enfans, En parlant ladite future Epouse rapportant a la masse ou precomptant la constitution qui vient de lui etre faite.

Et en même faveur dudit mariage lesdits Laclotte et Jaubert pere et mere dudit futur Epoux font don et donation part moitié audit Étienne Laclotte leur fils de la somme de quinze cens livres dont le payement ne pourra etre exigé par ledit futur Epoux qu'après le decès du survivant desdits donateurs et sans interêts jusqu'alors. Ladite somme de quinze cens livres ainsy donnée par lesdits Laclotte et Jaubert par preciput et avantage a leurs autres enfans en consequence ils promettent de ne faire en faveur de leurs trois autres enfans aucun autre preciput ny avantage au prejudice dudit futur Epoux leur fils auquel ils font dès a present don d'une portion egalle dans le restant des biens qu'ile laisseront en mourrant, leur intention etant que le partage en soit fait Egallement Entre tous leurs quatre enfans ou ceux qui se trouveront vivans lors de leur decès, ledit preciput de quinze cens livres prelevé et distrait sur la masse hereditaire au profit dudit futur Epoux leur fils. Au surplus promettent lesdits Laclotte et Jaubert de faire recevoir a leurs fraix et depens ledit futur Epoux leur fils maitre architecte de la presente ville, et ce avant la celebration de son mariage, les fraix de laquelle reception dans ladite maitrise ne pourront point luy etre imputés sur la portion hereditaire. A l'effet de quoy lesdits Laclotte et Jaubert entendent pareillement faire au futur epoux leur fils don par preciput des fraix de ladite reception qui forment un objet de

cinq cens livres ou environ pour le recompenser des services qu'ils ont reçu de luy et des travaux qu'il a fait a leur profit. Etant convenu et arreté que soudain le mariage accompli ledit futur Epoux sera et demeurera associé et intéressé comme ledit Laclotte pere l'associe avec luy dans tous les travaux d'architecture et autres qu'ils feront ensemble pendant le tems des six années prochaines et consecutives a commencer du jour des noces. A l'effet de quoy ils travailleront de concert et d'intelligence et sur toutes les entreprises et autres ouvrages relatifs a leur art et profession et si Dieu benit leurs travaux les profits seront partagés et il apartiendra une moitié audit S. Laclotte pere et l'autre audit futur epoux, pour raison de quoy ils feront un reglement a la fin de chaque année.

Et en particulier lesdits futurs Epoux seront pareillement associés par moitié en tous les acquets que Dieu leur fera la grâce de faire pendant leur mariage, la propriété desquels acquets apartiendra par entier aux enfans qui en proviendront, sauf aux futurs Epoux de pouvoir avantager chacun de sa moitié ce luy ou ceux de leurs enfans que bon leur semblera, l'usufruit et jouissance de la totalité desdits acquets demeurant au réservé au survivant desdits Epoux pendant sa vie qu'il y ait des

enfans ou nondernier. Gagnera le survivant desdits futurs Epoux sur les biens du premier decédé la somme de cent livres de laquelle ils se font Reciproquement et le premier decédé au survivant don et donation par forme d'agencement reversible aux enfans du mariage s'il y en a

Les bagues et bijoux qui seront donnés par lesdits futurs Epoux a ladite future Epouse seront a elle propres pour en faire et disposer a ses volontés.

Et aux fins d'entière execution des presentes lesdits futurs Epoux et leurs peres et meres obligent et affectent et hipotequent chacun en ce qui les concerne pour l'effet de leurs promesses tous leurs biens meubles et immeubles presens et avenir qu'ils ont soumis a Justice.

Fait et passé audit fauxbourg Saint Seurin dans la demeure dudit sieur Michel pere de la future Epouse le jour que dessus. Ladite future Epouse ensemble la mere dudit futur Epoux ont déclaré ne scavoir signer de ce faire interpellées

Étienne Laclotte fils, Laclotte pere, Ellie Michel pere, Marie Batailley maire, Michel Arnaud, Pierre Michel, Brun, Perrens

Pièce justificative II

Bordeaux, 28 avril 1761

Testament dicté par Jean Laclotte la veille de sa mort à maître Guy son notaire, en présence de Mathieu Briol, Jean-Joseph Mirail, Jean Claverie, Jean Lambert, Pierre-François-Hercule d'Arvor et Mathieu Valance

[A. D. Gironde, 3 E 13246]

Au nom de Dieu soit fait le présent testament, par devant nous conseiller du Roi notaire a Bordeaux soussigné, et en presence des témoins cy après nommés, fut présent Sieur Jean Laclotte, maître architecte et entrepreneur de batimens de cette ville y demeurant au faubourg Saint Seurin les Bordeaux, rue Notre Dame, lequel etant dans un lit malade de certaine maladie corporelle, toutes fois dans ses bons sens, memoire et entendement, considérant néanmoins la certitude de la mort dont l'heure nous est inconnue, voulant n'en etre surpris sans avoir réglé les affaires de sa famille, a fait son testament et disposition de dernière volonté comme suit.

Recommande son ame a Dieu le père tout puissant, le suppliant de luy pardonner ses pechés et a son decès recevoir son ame dans le séjour des bienheureux. Veut que son corps soit ensevely dans l'église de Saint Seurin, sa paroisse, le plus simplement qu'il se pourra, veut aussy qu'il luy soit dit et célébré d'abord et après son decès pour le salut de son ame le nombre de cent messes dans le couvent des Minimes de cette

ville, a l'effet de quoy il leur donne et legue la somme de cinquante livres, une fois payée, au surplus de ses obsèques et prix il s'en rapporte a la volonté de Marie Jaubert, son épouse avec laquelle il declare etre joint en mariage, duquel mariage il y a quatre enfans nommés Étienne, Michel, Jean et Pierre Laclotte, que ledit Étienne Laclotte son fils aîné est marié avec Denise Michel, et par son contrat de mariage ledit testateur luy a fait un preciput de sept cent cinquante livres qu'il veut avoir son effet. Donne et legue ledit testateur a ladite Jaubert son epouse la jouissance pendant son vivant de tous ses biens meubles et immeubles, meme de ceux qu'il a eus de la succession de son père et qu'y sont substitués a ses enfans, lesquels ne pourront point la troubler n'y inquieter dans ladite jouissance sous peine d'être réduits a la legitime ainsy qu'il sera cy après expliqué.

Et comme ledit testateur a associé ledit Étienne Laclotte son fils aîné dans son contrat de mariage pour la moitié des profits qu'ils feraient ensemble dans leur mettier d'architecte et

qu'il y a actuellement une batisse commencée pour le compte de ladite société sur l'emplacement que ledit testateur a acquis de M. Clock, situé sur les allées de Tourny sur les fossés de ville, ledit testateur veut que ledit Étienne Laclotte son fils aîné continue ladite batisse avec les matériaux qui sont en commun et qu'il fournisse ceux qui sont nécessaires jusques a ce quelle soit en etat d'être louée et que sadite epouse aye également la jouissance sa vie durant de ladite maison. Mais ledit testateur veut que son fils soit payé de la moitié qui luy appartient dans les matériaux deja employés ou qui seront employés dans ladite construction suivant l'etat qu'il en fournira, soit sur ce qui est du a ladite société, ou sur ce qui peut etre du audit testateur en particulier, sans que sadite epouse soit tenue de rendre aucun compte de ladite jouissance a sesdits enfans parcequ'ils sont tous en etat de gagner leur vie, sauf mondit Pierre Laclotte plus jeune, lequel ledit testateur veut etre mis en apprentissage chez un marchand de bois ou autre vocation qu'il voudra choisir, et que sadite epouse paye le prix dudit apprentissage sur ses revenus.

Donnant pouvoir a sadite epouse de recevoir soit separement soit conjointement avec son dit fils pour ce qui concerne leur société toutes les sommes qui luy sont dues par quelles personnes et pour quelles causes que ce soit ou puisse etre sans etre tenue d'y faire employ ny fonds, donner caution ny autre sureté que ses simples quittances qui vaudront comme si ledit testateur les donnait luy meme. Veut et entend aussy ledit testateur que ses trois premiers enfans s'associent ensemble pour six années a compter du jour de son decès dans leur art et mettier d'architecte par portions egalles a part et profit et qu'ils entretiennent regulierement et de bonne foy ladite société dont il sera passé acte entre eux a fins qu'il n'y ait aucune discution, les exortant de vivre en paix et union et d'honorer et respecter leurdite mere. Et comme il y a une fille naturelle provenue des œuvres de son fils aîné actuellement agée de neuf ans, ledit testateur veut que sadite epouse aye soin d'elle et qu'elle la nourrisse et entretienne et eleve jusques a ce qu'elle soit en etat d'être colloquée en mariage. Fait nomme et institue ledit testateur pour ses heritiers generaux et universels sesdits quatre enfans par egalles parts et portions entre eux, ledit preciput de sept cent cinquante livres distrait en faveur de son fils aîné ainsy qu'il est exposé par son contrat de mariage.

Mais ledit testateur declare quyl réduit a la simple legitime, telle que de droit, celui ou ceux de se enfans qui [non lu : troublerait ?] de quelle maniere que ce soit leur dite mere dans la jouissance qui luy a été cy dessus donnée de tous ses biens, soit sous pretexte qu'il y a une partie de substituée ou

autrement, a laquelle legitime ledit testateur institue pour son heritier particulier celui qui contreviendrait a sa presente disposition.

Et comme ce qui est du audit testateur pourrait n'être pas suffisant pour payer ce qu'il doit, ou qu'il pourrait se faire que quelqu'un de ses trois derniers enfans trouveraient a s'établir, il veut que pour parvenir a ces objets, meme pour faire recevoir maitre ses deux enfans qui se destinent a l'art de l'architecture, il puisse etre vendue la maison ou habite actuellement ledit testateur, rue Notre Dame, pour le prix de ce qu'il en faudra etre employé aux usages cy dessus expliqués, sans que sadite epouse puisse y porter obstacle sous pretexte de sa jouissance qui sera d'autant diminuée. Et au cas que les comptes de la société qui est etablie entre ledit testateur et son fils aîné ne soient pas réglés avant le decès dudit testateur, il veut qu'ils se reglent amiablement entre son epouse et son fils aîné, mais s'il y survenait quelque contestation entre eux ledit testateur veut que lesdits comptes soient réglés par les nommés Briolle et Burguet, charpentiers de haute fustaye amis communs, et que sadite epouse et sondit fils s'en raportent a leur reglement sans en appeler.

Casse ledit testateur tous les autres testamens, codicilles donations et autres dispositions a cause de mort qu'il pourrait avoir cy devant fait, voulant que le présent seul vaille, que s'il ne peut valloir comme est, que ce soit comme codicille, donation ou autre disposition a cause de mort en la meilleure forme qu'il se pourra selon le droit et coutume.

De quoy il nous a requis ains que luy avons octroyé ; Fait et passé audit Saint Seurin dans une chambre haute sur le derriere de la maison ou ledit testateur est alité, l'an mil sept cens soixante un, le vingt huit avril, en présence de Mathieu Briol maitre charpentier de haute fustaye, Sieur Jean Joseph Mirail architecte, Jean Claverie [un mot non lu], Jean Lambert maitre menuisier de cette ville, Sieur Pierre Francois Hercule Antoine Darvor bourgeois de Bordeaux, Sieur Mathieu Valance aussy maitre architecte, tous demeurant audit faubourg Sain Seurin, sauf ledit Lambert qui demeure au lieu du Chartrons, paroisse Saint Remy, temoins a ce requis en présence desquels ledit testateur a dit et prononcé intelligiblement les dispositions a mesure qu'elles ont été écrites par ledit notaire qui luy en ayant ensuite fait lecture il a déclaré y persister et a signé aussy lesdits temoins et ledit notaire.

Laclotte Testateur, D'arvor, Valance, Burguet, Mirail, Claverie, Briol, Lambert, Guy

Pièce justificative III

Bordeaux, 28 avril 1761

Constitution d'une société entre Étienne, Jean et Michel Laclotte, pour exercer en commun le métier d'architecte

[A. D. Gironde, 3 E 13246]

Par devant les conseillers du Roy notaires a Bordeaux sous-signés furent presents Sieur Étienne Laclotte maitre architecte de cette ville, Sieurs Michel et Jean Laclotte aussy architectes aspirans a la maitrise, freres demeurans au faubourg et paroisse Saint Seurin les Bordeaux, rue Notre Dame chez le Sieur Jean Laclotte, aussy maitre architecte, leur père ; lesquels a la recommandation, en la presence et sous l'agrement et consentement dudit sieur leur père, ont convenu du traité suivant :

C'est a savoir qu'ils s'associent par ces presentes pour six années entières et consecutives, qui commenceront a courir du jour du décès dudit sieur leur père seulement et non plustot, dans tous les ouvrages et entreprises qu'ils fairoient concernant l'art et mettier d'architecture et autres ouvrages generalement quelconques qui y auront du raport. Sans qu'aucun d'eux puisse rien entreprendre ny rien faire en son particulier, tout devant etre en commun entreux durant le cours de ladite société dans laquelle ils n'aportent aucun capital, mais seulement leur art et les connaissances qu'ils ont dans iceluy. Ils pourvoiroient a leur nourriture et entretien ainsy qu'ils le trouveront a propos, les profits et pertes qui surviendront dans ladite société seront partagés et suportés par et portions egalles, a l'effet de quoy il sera tenu un livre, meme plusieurs s'il le faut, pour constater lesdits profits et pertes, achapt et employ de materiaux.

Ledit Laclotte ainé fera la recette et tiendra la caisse ainsy que les livres, et il est convenu qu'il rendra compte a ses freres, et la balance de leurs affaires se fera tous les six mois auquel temps les partages se fairoient de ce qui sera en caisse, afin qu'ils puissent scavoir et connaitre l'état de ladite société, laquelle ils regiront et exerceront avec toute la sincerité et bonne foy possible et l'union et la concorde qui doit regner entre freres. Et s'il arrive, qu'a Dieu ne plaise quelques contestations entr'eux ils promettent et seront meme tenus de s'en rapporter a la decision de deux autres architectes pour regler les differents et contestations qui pourraient naitre, donnant meme pouvoir auxdits arbitres de prendre un tiers surarbitre s'ils n'étaient pas d'accord entr'eux.

Promettent lesdits Sieurs Laclotte freres d'exécuter et accomplir la presente société sous l'obligation respective de tous leurs biens presens et a venir qu'ils ont soumis a justice, fait et passé a Saint Seurin dans la demeure dudit Laclotte père l'an mil sept cens soixante un le vingt huit avril apres midy et sous-signé :

*Laclotte pere, Laclotte ainé, Laclotte Cadet, Jean Laclotte,
Fatin, Guy*

Pièce justificative IV

Bordeaux, 15 avril 1771

Devis d'Étienne, Jean et Michel Laclotte, approuvé par Clément Cousseilhac, maître Cordonnier, pour la construction de sa maison rue des Remparts

[A. D. Gironde, 3 E 20575]

Article premier : sera faite la fouille et vidange des terres massives des caves de la longueur et largeur de l'emplacement et de la profondeur de neuf a dix pieds, et encore la fouille de la cave des latrines en contrebas, desd. caves de la longueur et largeur de la cour, et de la profondeur de six pieds, ainsy que les rigôlles de tous les murs de face, de reffend & autres, d'un pied de profondeur en contrebas de laire des caves, et des largeurs convenables pour avoir les epaisseurs et empattemens necessaires des murs qui seront cy apres expliqués. Toutes les terres qui en proviendront seront jettées dans les doües, il sera mis au bas desd. fondemens un grillage de bonne pierre de figuier garny de moilon et mortier, composé d'un tiers chau deux tiers sable de graves et recoupé de pierre. Au dessus sera etably des chenettes même

pierre espacées de cinq pieds des unes aux autres de bonne maçonnerie, et seront élevées a la hauteur du rez de chaussée.

2° : Toutes les voutes, ainsy que celle des latrines seront faites en berceau pierre de figuier, les reins seront garnis de bonne maçonnerie. Il sera observé les ouvertures des portes de communication des caves, abajours et dessentes a vin marquées sur le plan.

3° : La façade de la rue sera contruite de quinze pouces d'épaisseur, en bonne pierre dure jusqu'au dessous du premier cordon et le restant en bonnes demy pierres de Bourg et sera élevée a la hauteur de quarante pieds au dessus des fondemens. Il sera observé les ouvertures des portes et croisées ainsy qu'elles sont marquées sur le plan et sera decorée avec chambranles, plinte et corniche d'architecture conformement a celle de Monsieur

Brun. Les murs mitoyens seront de vingt un pouces d'épaisseur avec des chenettes espacées de huit pieds de distance des unes aux autres, garnies de bonne maçonnerie, et seront élevés a la hauteur de quarante un pieds reduits au dessus des fondemens.

4° : La façade du derriere sera construite en parpin de pierre de Bourg de onze pouces d'épaisseur, et sera élevée de quarante trois pieds.

5° : Les murs qui font la separation des appartemens seront construits ainsy que le noyau de l'escalier en demy parpin pierre de bourg six pouces d'épaisseur, et seront élevés a la hauteur de quarante un pieds au dessus des fondement et le noyau de l'escalier a la hauteur de trente quatre pieds.

6° : Le demy parpin du corridor sera construit comme il vient d'etre dit, et sera élevé a la hauteur de premier etage.

7° : La façade de l'escalier sera aussy construite comme il vient d'etre dit et sera élevée a la hauteur convenable pour recevoir la charpente

8° : Le corridor et la cour seront pavés en pavé de Barsac posé sur un bain de mortier, il y sera aussy mis une dalle en pierre dans le corridor pour evacuer les eaux de la cour a la rue.

9° : Les boutiques, cuisine & galetas seront carrelés en carreau quarré, et le second etage en carreau a six pans, le tout pozé sur un bon bain de mortier.

10° : Il sera fait sept cheminées a la moderne, dont une dans la boutique, les jambages de celle de la cuisine seront en pierre dure et les cadre et corniche en pierre fine de Roquede-teau, et les jambages et mantaux des autres cheminées en pierre fine de Bouchet et les cadres et corniches en platre. Les souches et tuyaux seront en pierre et en brique, et seront élevés deux pieds au dessus du faitage de la charpente. Les atres seront plafonnés en pierre et carrelés par dessus.

11° : Sera aussy fait quatre etages d'escalier y compris celuy de la cave, les marches et plafonds seront de bonne pierre dure des carrières de Cerons ou Cadillac, proprement taillées, avec un boudin par devant, delardées par dessous et posées sur un bon bain de mortier.

12° : Il sera pareillement fait un evier & un fourneau a deux rechauds.

13° : Tous les murs seront enduits et passés au bouclier et blanchis d'un lait de chau a la colle a deux couches.

14° : Il sera aussy recrepy le mur de ville dans toute la hauteur et largeur de ladite maison.

15° : Il sera pareillement fait les cloizons marquées sur le plan en brique de champ, revetues de platre fin.

16° : La charpente sera construite en pieces passantes et chevrons de bois de rach de montagne, espacés de dix huit pouces de distance des uns aux autres, au dessus sera mis des planches refendues de pin, clouées avec des bons cloux sur chaque chevron, et couverte en tuille creuse.

17° : Tous les planchers seront en solivaux passants bois d'Hollande, proprement blanchis a la galere, de cinq pouces de largeur sur six de hauteur, avec un quart de rond sur les aretes, et seront espacés de huit a neuf pouces des uns aux autres.

18° : Toutes les planches des planchers aparents seront bois de Nerva, et les autres bois du Nord, proprement blanchies, languetées et bouvetées, clouées avec des bons cloux sur chaque soliveau.

19° : Il sera fait six croisées sur la façade du devant et quatre sur le derriere a petit bois de chene, celles du devant seront

avec volets brisés, et les autres avec contrevents bois de sapin, les chassis dormant auront trois pouces de largeur sur deux pouces & demy d'épaisseur. Les chassis a verre vingt une ligne, et les petits bois dix huit lignes, assemblés a pointe de diamant. Celles avec volets seront ferrées chacune avec six fiches a broche, six fiches a vase & six fiches de brisure, une espagnolette avec ses agraphes et panetons. Et celles avec contrevents seront ferrées avec six fiches a broche, une espagnolette avec les agraphes et panetons et pattes necessaires.

20° : Il sera fait aussy une demi croisée dans la boutique donnant sur la cour de meme bois et construction et sera ferrée de la ferrure necessaire.

21° : Les contrevents seront en bois de sapin, emboîtés dans le haut et barre a queue dans le bas en bois de chene. Et seront ferrés avec quatre bandes, quatre gonds a repos, deux loquetaux et crochets pour les tenir ouverts et fermés, et les bandes seront arretées avec des cloux a tete ronde, et ceux des galetas avec verrou a ressort.

22° : Il sera fait quatre portes a demy placard a un vantreau en bois de sapin avec double chambranle et embrasement et seront ferrées chacune avec trois fiches a vase, une serrure a tour et demy avec son bouton et sa rozette et pattes necessaires.

23° : Il sera aussy fait quatre portes a panneaux et deux portes emboîtées de meme bois et seront ferrées de leur ferrure necessaire.

24° : La porte d'entrée sera a un vantreau en bois de sapin fermant sous une imposte bois de chene ornée d'architecture, avec son chassis a petit bois au dessus et un grillage en fer au devant emboîtée par le haut et barrée a queue dans le bas en bois de chene. Et sera ferrée avec deux bandes et deux gonds a repos, une serrure a deux tours et un marteau a olive, et les bandes seront arretées avec des cloux a tete ronde.

25° : Il sera fait des contrevents brisés pour la fermeture de la boutique en bois de sapin du Nord, emboîtés dans le haut et barre a queue dans le bas, et clefs dans les joints. Et seront ferrées de toute leur ferrure necessaire.

26° : Il sera aussy fait une porte pour la descente a vin, en bois de chene, et sera aussy ferrée de la ferrure necessaire.

27° : Il sera pareillement fait deux banquettes d'un fer chantourné pour les croisées du premier etage de la façade de la rue.

28° : Toutes les croisées seront vitrées a grand carreau a double feu, bien mastiqué, et lesdites croisées seront peintes ainsy que les portes, contrevents & planchers en gris de perle a l'huile a deux couches.

29° : Tous les ouvrages mentionnés dans le present devis seront bien et duement faits, conformement au present devis. Lesdits Sieurs Laclotte fairoient faire les demolitions et se serviroient de celles qui se trouveront bonnes a l'usage de la batisse, et encore de tous les materiaux generalement quelconques des conditions et qualités requises par le present devis, et toutes les peines et façons d'ouvriers pour mettre lesdits ouvrages dans leur entière perfection, ils enverront tous les decombres et autres immondices hors ville pour rendre la place nette et les lieux prêts a habiter et ce dans six mois prochains a compter du jour que la somme cy après cedée auxd. architectes aura été par eux reçue, le tout pour le prix et somme de huit mil six cens livres.

Cousseilhac, Dulorier, Laclotte, Barberet

Pièce justificative V

Bordeaux, 25 avril 1775

Devis d'Étienne Laclotte, approuvé par Daniel Duprat, négociant, pour la construction de sa maison Pavé des chartrons

[A. D. Gironde, 3 E 23421]

Devis des ouvrages de maçonnerie, charpente, couverture, menuiserie, serrurerie, vitrage

et peinture qui seront faits sur un emplacement scittué aux Chartrons, ayant une façade sur le glacis du Chateau Trompette et l'autre sur le Jardin Public, appartenant ledit emplacement à Monsieur Daniel Duprat, comme l'ayant acquis de Sieur François Patrice Mitchell, par contrat du premier juillet mil sept cens soixante treize, dûment contrôlé.

Premierement les fossés ou creux necessaires pour asseoir les fondements des murs seront creuzés d'une longueur et largeur suffisante pour pouvoir former, sur le terrain solide les empattements relatifs auxdits murs et les terres qui en proviendront seront rependues et egalizées sur les lieux.

Secondement les murs des façades seront assis sur un grillage composé de bon bois de chene, longraines et racinaux assemblés a queue d'irondelle, arrêtés avec de bonnes chevilles de fer, au dessus duquel grillage en sera mis un autre de bonne pierre de figuier ainsy qu'a tous les autres fondements en carreaux et boutisses, garnies de moilon et de mortier, ledit mortier compozé d'un tiers de chaux et de deux tiers de sable.

Troisiemement au dessus desdits fondements et jusques au rais de chaussée, sera etably des chenettes de même pierre de figuier, espacées de cinq pieds de distance les unes des autres, et les entrevoux seront garnis de bonne maçonnerie.

Quatriemement la façade du coté du glacis du chateau sera construite de deux pieds d'épaisseur. Le premier etage sera en bonne pierre dure, formant un balcon à tombeau, et le restant du parement extérieur sera en tuffeau de Saumur, garni dans le parement intérieur de bonne maçonnerie.

Cinquiemement la façade du coté du Jardin Public sera construite de meme epaisseur avec quatre assises de pierre dure dans le bas, et le restant du parement extérieur en bonne pierre de Bourg, garni dans le parement intérieur comme celui cy dessus, et seront lesdites façades elevées et decorées conformement a celle de Monsieur Gernon.

Sixiemement le mur mitoyen du coté du couchant qui sera élevé d'une hauteur convenable pour recevoir la charpente, sera construit de vingt un pouces d'épaisseur, avec des chenetes de pierre de Tau, espacées de huit pieds les unes des autres, et les entrevoux seront garnis de bonne maçonnerie.

Septiemement le surhaussement necessaire sur le mur mitoyen de Monsieur Jauge sera construit comme celui cy dessus designé pour recevoir la charpente.

Huitiemement les deux façades des cours seront construites de deux pieds d'épaisseur avec quatre assises de

pierre dure dans le bas et le restant en bonne pierre de Bourg et de Teau, garnies dans le parement interieur comme il a été dit cy devant.

Neufviemement les deux murs de refends qui seront etablis au dessus des arcs doubleaux, seront construits, dans le bas, de quatre assises de pierre dure et le restant en parpin de pierre de teau de six pouces d'épaisseur.

Dixiemement le parpin de l'escalier qui sera construit sur trois assises de pierre dure sera fait en pierre de Bourg de onze pouces d'épaisseur.

Onziemement les ouvertures des portes et croisées seront observées a tous les murs, ainsy qu'elles sont marquées sur le plan.

Douziemement il sera fait deux voutes d'arete dans la partie dudit escalier qui donnera sur la cour, le dessus desdites voutes, ainsy que le corridor seront pavés en dalotte ; les aretiers seront en bonne pierre de Bourg, les vouloirs en bonne pierre de figuier et les reins garnis en bonne maçonnerie.

Treiziemement le salon a manger de l'appartement du coté du Jardin Public, et tout le second etage seront carrelés en carreaux a six pans, taillés et passés au grès et la cuisine et gale-tas en carreaux sans etre taillés ny passés, le tout posé sur un bon bain de mortier.

Quatorziemement il sera fait une cave de latrines en pierre de figuier, et les contremurs seront en brique et ciment.

Quinziemement il sera fait une dalle en pierre dure dans le corridor pour evacuer les eaux de la cour.

Seiziemement il sera egallement fait dans ledit corridor un parpin de pierre de Teau pour le separer d'avec le chay.

Dixseptiemement il sera fait un puits élevé au dessus de la cour, creuzé jusqu'a la source vive, construit en bonne pierre de figuier et les margelles pierre dure.

Dixhuitiemement il sera fait deux etages d'escalier suspendus, les marches et plafons seront de pierre des carrieres de Serons ou de Cadillac, proprement taillées avec boudin, filet et congé par devant, portant leur limon en tête et delardées par dessous a la règle.

Dixneufviemement il sera fait douze cheminées a la moderne, les jambages et manteaux de celle du salon de compagnie seront en marbre, celle du salon a manger en pierre de Perigord, celle de la cuisine en pierre dure, et le cadre et corniche en pierre fine de Teau, et celles des autres chambres en pierre de Taillebourg, cadres et corniches en platre, et les souches et tuyaux seront élevés trois pieds au dessus de la charpente, en pierre, dont trois desdites cheminées seront ornées de trophées de sculpture.

Vingtiemement il sera fait un evier et un fourneau a trois rechauts.

Vingtuniemement tous les murs seront enduits et passés au bouclier et blanchis d'un lait de chaux a deux couches.

Vingtdeuxiemement il sera fait des cloisons pour faire la separation des appartements telles qu'elles sont marquées sur le plan, et elles seront construites avec poteaux et doubles listeaux revetues de platre fin passé au tamis de soye.

Charpente et couverture

Premierement la charpente sera construite en piesses passantes et noues necessaires, garnies de leur assemblage et chevrons de bon bois de Rach de montagne, espacées de dix huit pouces de distance les unes des autres, au dessus de laquelle sera mis des planches refendues de bois du Nord, clouées avec de bons cloux sur chaque chevrons, et couverts de tuilles creuse ; il sera en outre fait des entablements a la pârisienne a la façade du Jardin Public et celle cy ainsy que celle du glacis bordées de dalles en plomb.

Secondement tous les planchers seront construits en soliveaux passants, d'une grosseur et epaisseur suffisante, et espacés de neuf pouces de distance les uns des autres. Les planchers apparents seront en bois de Nerva et les autres en bois du Nord, le tout proprement blanchy, langueté, bouveté et cloué de bons cloux sur chaque soliveaux.

Menuiserie, serrurerie, vitrage et peinture

Premierement il sera fait vingt deux croisées a petit bois de chene, avec des volets brisés bois de sapin, ferrés a espagnolette de tout leur necessaire, et six petites croisées a la francoise en bois de chene pour les galetas aussy garnies de leur ferrure necessaire.

Secondement il sera fait dix huit portes a placard a un vanta, avec double chambranle, quatre porte aussy a placard a deux vantaux, six portes a panneaux avec chambranle, la porte d'entrée en bois de chene a deux vantaux, le portail du magasin, quatre paires de contrevents en bois de sapin et quatre portes

emboîtées, le tout garny de sa ferrure necessaire. Il sera pareillement fait neuf portes a placard a un vanta et seront ferrées avec serrure a tour et demy et autres ferrures necessaires.

Troisiemement le salon de compagnie et le salon a manger seront boisés dans toute leur hauteur et seront peints, rechampis et vernis.

Quatriemement Il sera fait un balcon, la rampe de l'escalier et six banquettes d'un fer chantourné suivant dessein qui sera agréé par ledit Sieur Duprat.

Cinquiemement enfin toutes les croisées seront vitrées a grand carreau de verre a double feu, bien mastiqué, et seront lesdites croisées peintes, ainsy que les planchers apparents, portes et contrevents en gris de perle a l'huile a deux couches.

Entre lesquelles parties a été convenu et arrêté, scavoir que ledit Sieur Laclotte promet et s'oblige d'edifier et construire audit Sieur Duprat une maison relativement au devis des autres parts et entierement conforme au plan qu'il en a presentement remis de luy signé nevarietur audit Sieur Duprat qui le reconnoit. Pour raison de quoy ledit Sieur Laclotte sera tenu de fournir tous les materiaux generalement quelconques et main d'œuvres des differens ouvriers et de faire et parfaire ladite maison, suivant les regles de l'art, sous telle garantie d'usage ; la debayer et rendre place nette, et d'en remettre la clef a la main audit Sieur Duprat dans un an de ce jour au plus tard. Pour recompense de quoy celui cy s'oblige de payer audit Sieur Laclotte la somme de trente six mille livres au fur et mesure que les ouvrages s'avanceront, de façon qu'il n'y ait que six mille livres a payer lorsque ledit ouvrage sera parachevé, et que la clef en sera remise audit Sieur Duprat ; a quoy celui cy se soumet expressement a peine de tous dépens, dommages et interêts.

Car ainsy le tout a été convenu entre lesdites parties prov ; oblig. chacune a son egard, renonceans. Fait et passé en l'étude de Rideau vieux, l'un desdits notaires, le vingt cinq avril mil sept sent soixante quinze, après midy, et ont signé

Daniel Duprat, Laclotte ainé, Baron, Rideau

Pièce justificative VI

Bordeaux, 25 février 1783

Devis d'Étienne Laclotte, approuvé par Jean Despase, seigneur de Bernones, pour les réparations et l'agrandissement de sa maison du cours de Tourny

[A. D. Gironde, 3 E 35899]

Devis des ouvrages de maçonnerie et autres que Monsieur Despase desire faire faire pour divers changements a faire, ecurie et remise, murs de cloture a une maison a luy appartenant scituée sur le cours des Chartrons, scavoir

Au rez de chaussée : La porte d'entré sera peinte à l'huile à deux couches et sera fait un plancher sur terre dans la salle a manger.

Il sera pris une partie du cavot pour faire un office, ledit sera séparé par un parpin de pierre de Teau et carelé en careaux carés.

Il sera fait une porte de communication pour ledit office dans un panneau de boisure, ladite porte sera ferrée de sa ferrure necessaire.

Il sera fait un jour vitré et grillé au dessus de la cour pour éclairer ledit office.

La partie qui restera du cavot sera divisée en plusieurs loges pour mettre le vin en bouteilles.

La dalle en pierre du coridor sera couverte en planches.

Premier étage : Il sera lambrissé la salle de compagnie de toute la hauteur et sera fait une armoire dans le renfoncement de la cheminée. Ledit lambris sera construit en bon bois du Nord, décoré de pilastres et trumeaux, le tout peint d'un gris clair à l'huile à plusieurs couches et verny. Ladite armoire sera ferrée de sa ferrure nécessaire.

Le cabinet à coté de la salle de compagnie sera boisé à hauteur dapuy et sera fait une armoire dans le renfoncement à coté de la cheminée. Il sera pareillement boisé, à hauteur dapuy, l'appartement du coté de la cour et tout le second etage. Le tout en bois du Nord décoré et peint comme il a été dit et le tout enduit en plâtre sur les murs.

La porte d'entrée de la salle de compagnie sera transportée et en sera fait une autre du coté opposé pour communiquer de ladite salle au cabinet, et lesdites seront garnies de leur chambranle et embrasement décorées et peintes comme la boiserie et ferrées de leurs ferrures nécessaires.

La porte de l'antichambre sera transportée au milieu, sera aussy demoly la cloison de l'alcove du cabinet et fait une cloison en travers pour séparer l'antichambre d'avec ledit cabinet, sera pareillement fait une porte au milieu de laditte cloison.

Il sera fait l'ouverture d'une porte dans la chambre pour communiquer au cabinet de toilette quy donne sur la cour. Sera demoly et transporté la cloison quy est audit cabinet pour ménager a coté dudit une chambre de bains et sera fait des cloisons en plâtre dans ladite chambre pour former une grande alcove.

Il sera fait un surhaussement sur les murs de la souillarde, latrines et voliere de la cour pour faire un grand cabinet a la chambre a coucher. Ledit cabinet sera élevé douze pies plus haut qu'il n'est. Il y sera fait un plancher, un plafon en plâtre, refait la charpente et couverture, deux croisées et une porte a placard a un vantreau, le tout vitré, peint et ferré de ses ferrures nécessaires.

La cheminée de la chambre a coucher du second etage sur le devant sera mise en marbre, et il y sera mis un contrefeu ainsy que toutes les autres ou il en manque.

Le dernier mur de la cour sera surhaussé de quatre pies de hauteur, ainsy que le mur mitoyen et sera fait en dehors un an-gard sur poteaux de bois de chesne.

Il sera surhaussé dans l'arrière cour une partie du mur de cloture quy est restée basse et sera élevée de la meme hauteur que le restant.

Il sera fait dans le fond de l'emplacement, sur la façade du cul de sac du coté du couchant des écurie et remise, lesquelles auront vingt sept pies de profondeur en œuvre et seront élevées a la meme hauteur que le chay joignant du coté du midy. Il sera fait un plancher dans toute l'étendue pour y avoir des greniers a foin. Ledit sera construit en poutres et soliveaux de grosseur et espace nécessaire relativement a leur portée, planchéyé en planches de bois du Nord.

La charpente sera construite en fermes, garnie de ses assemblages, de ses pannes, sablières et chevrons, lattée en planches de pein refendues et couverte en tuille creuse, et sera mis une dalle en pierre sur le mur pour recevoir les eaux de la couverture et les porter sur le cul de sac.

Il sera fait une cloison en planches pour separer l'écurie et remise, sera pareillement fait une creche et un ratelier, et le tout pavé en pavé de Blaye.

Il sera fait un portail et deux portes a deux vantaux, et trois paires de contrevents, le tout peint et ferré de ses ferrures nécessaires.

Il sera fait un mur de cloture a partir du mur de la remise jusques a la jonction du mur de cloture du voisin, pour finir d'enclorre le local. Ledit mur sera construit de la meme epaisseur et hauteur que celui deja fait.

Touts les ouvrages cy enoncés seront bien et duement faits, suivant les regles de l'art et des qualittés requises. L'entrepreneur fournira de touts les matériaux nécessaires, de toutes les peynes et façons d'ouvriers, rendra place nette.

Moyenent le prix et somme de dix mille livres, fait a Bordeaux le vingt cinq février mille sept cens quatre vingt trois.

J. Despase, Laclotte aîné

Pièce justificative VII

Bordeaux, 1^{er} décembre 1784

Devis d'Étienne et Jean Laclotte, approuvé par Monsieur Cellier-Soissons, écuyer, pour la construction de sa maison rue Victoire-Americaine

[A. D. Gironde, 3 E 21596]

1° les caves seront fouillées et creusées durant toute la longueur dud. emplacement et de profondeur suffisante, pour qu'elles aient huit pieds d'hauteur sous clef.

2° les rigoles de tous les fondements seront creusées un pied en contrebas du sol des caves.

3° tous les murs des fondements seront construits avec des chenettes de pierre de Tau espacées de quatre à cinq pieds de distance les unes des autres : les entrevous seront garnis en moë-

lon et mortier, d'epaisseur suffisante, pour qu'il se trouve six pouces d'empatement à l'établissement de tous les murs dont sera ci-après parlé.

4° celui de la façade sur la rue sera de pierre de Bourg, sauf trois assises au rez-de-chaussée, qui seront de pierre dure, ainsy que les deux piles et l'arceau du portail de la remise : cette façade sera élevée de quarante neuf pieds, au dessus du niveau du pavé de la rue ; et il y sera pratiqué au niveau du premier

étage de ladite maison un balcon saillant de pierre dure durant toute la largeur d'icelle maison, et dans le même goût que les balcons que lesdits Sieurs Laclotte ont fait aux maisons qu'ils ont bâti sur la rue Judaïque à Saint Seurin.

5° Le mur qui separera les appartements de devant d'avec ceux de derrière sera construit en parpin de pierre de Bourg jusqu'à la hauteur des galetas et fini de monter de pierre de Tau jusqu'à la hauteur nécessaire pour donner aux eaux pluviales deux pentes, l'une devers la rue, l'autre devers la cour.

6° Le mur de derrière de ladite maison, devers la cour, sera construit de pierre de Bourg, jusqu'à la hauteur du premier étage, et fini de monter de pierre de Tau ; il aura vingt-un pouces d'epaisseur et sera monté à la même hauteur que celui de devant.

7° Ensuite de ce corps de logis, il sera laissé une petite cour, après laquelle il sera pratiqué un petit corps de bâtiment pour servir d'écurie et de grenier à foin, dont le mur de façade devers la cour sera construit en parpin de pierre de Bourg, ainsy que celui de l'escalier du côté devers la cour ; ils seront élevés, savoir ceux de l'escalier de quarante quatre pieds et le surplus de celui du petit bâtiment de vingt pieds.

8° il sera pratiqué dans la cour, du côté opposé à l'escalier, des cabinets, élevés à la même hauteur dudit petit bâtiment, dont le mur, ainsy que celui de l'allée ou coridor sera en demi parpin de pierre de Bourg.

9° tous les murs mitoyens seront construits en moëlon et chenettes de pierre de Tau, de vingt-un pouces d'epaisseur, sauf ceux de la cour, qui seront en parpin de pierre de Tau, élevés à la hauteur suffisante pour recevoir la charpente, conformément aux dimensions ci-dessus ; observant que le mur de l'esalier devers le voisin sera aussi bâti en moëlon et chenettes de vingt-un pouces d'epaisseur.

10° Les voutes des caves seront faites en berceau, de pierre de Tau : celle des latrines sera sous la cour, doublée de contre-murs en brique et ciment : il sera pratiqué trois sièges, deux au rez-de-chaussée et l'autre au haut de l'escalier.

11° Le mortier pour la formation de tous ces murs sera composé d'un tiers de chaux et deux tiers de bon sable de graves, selon l'usage et les reglements ; ils seront tous enduits et blanchis du lait de chaux, à deux couches.

12° L'allée ou coridor et la cour seront pavés en dallotte ; et à côté de l'allée ou coridor il y sera pratiqué une dalle de pierre dure pour évacuer les eaux de la cour, en observant la pente convenable.

13° La remise qui sera pratiquée sur le devant, ainsy que l'écurie, seront pavées en pavé de bloquetage.

14° La cuisine, le grenier à foin et les greniers ou galetas, seront carrelés en carraux communs.

15° Les deux appartements du second et du troisième etage ainsy que le salon a manger du premier etage et les cabinets au dessus des souillardes, seront carrelés en carraux de six pans taillés et passés.

16° tous les appartements, coridor, cage de l'escalier, remise, écurie et cuisine seront plafonnés en plâtre et ornés de corniches relatives aux pièces. Dans la cuisine il y sera pratiqué un four à pâtisserie garni de ses grillages a étuve et d'une porte de tolle.

17° à chacun des deux appartements du second et du troisième etages il y sera pratiqué des divisions telles qu'elles sont marquées sur le plan, elles seront construites avec de poteaux, lattées des deux côtés et plâtrées.

18° il sera fait neuf cheminées dont les jambage et manteaux de celle du salon de compagnie seront de marbre, propre et convenable à l'appartement ; ceux de celle de la cuisine de pierre dure ; et tous les autres, partie en pierre grise de Fumel et l'autre partie en pierre de Taillebourg, avec les cadres relatifs de plâtre fin.

19° dans la cour, il y sera fait et bâti un puits, creusé jusqu'à la source vive, il sera construit de pierre de Tau, sauf de la dernière assise qui sera de pierre dure.

20° il sera fait un escalier suspendu pour les trois etages dont les marches et plafond seront de bonne pierre dure, proprement taillées, avec un boudin par devant et délardée en dessous, à la regle. L'escalier de descente dans la cave sera aussi de bonne pierre dure.

21° La charpente sera construite en pièces passantes et chevrons de bois de Radeau, le latiss en planches de pin refendues, couverte de bonnes tuiles creuses, avec entablement : et sur le devant il y sera mis une dale, avec un tuyau de descente, le tout en plomb, pour évacuer les eaux de la façade sur la rue.

22° Le salon de compagnie au premier étage sera planchéyé en planches de bois de Nerva, ceux des autres appartements pour soutenir les carrelages seront en planches de bois du nord, et tous construits en poutrelles de sept à huit pouces de hauteur, espacées de neuf à dix pouces, le tout bien joint, languetté et bouveté, et les planches bien clouées de deux clous, sur chaque poutrelle ou solive.

23° La porte d'entrée sera à deux vantaux de bois de sapin, ferment sous une imposte de bois de chêne, elle sera ferrée avec quatre bandes et quatre gonds à repos, une forte serrure de maître à deux tours, deux verroux à ressort, deux fortes targettes, un frapoir, ou martinet, un grillage en fer chantourné au dessus de l'imposte, et un chassis à vitre.

24° Le portail de la remise sera aussi de bois de sapin, à deux vantaux, ferré avec quatre bandes et quatre gonds à repos, un arc boutant avec son cadenas, et deux fortes targettes.

25° il sera fait quinze croisées de bois de chêne, à petit bois, avec des volets brisés de sapin : elles seront ferrées chacune de six fiches à broche, six fiches à vase, six fiches de brisure, une espagnolette, et les pates nécessaires pour arreter les dorments ; dans le nombre desquelles croisées, il en sera fait trois à balcon, avec des panaux recouverts dans le bas pour le principal appartement, elles seront ferrées de quatre fiches à broche, plus que les autres et d'espagnolettes à verroux.

26° il sera fait une fenettre au grenier à foin, fermée d'un contrevent de bois de sapin bien ferré.

27° il sera fait deux portes à placards à deux vantaux, de bois de sapin, avec double chambranle et embrasement d'assemblage au premier etage ; elles seront ferrées chacune de six fiches à broche, une serrure de maître à tour et demi, verroux à ressort, fermant haut et bas, deux targettes, et les pates ou ecroux nécessaires pour arreter les chambranles.

28° il sera fait treize portes à placard à un vantau, de sapin, avec double chambranle et embrasement d'assemblage ; elles seront ferrées chacune de trois fiches à broche, une serrure de maître, à tour et demi, une targette et les pates ou ecroux nécessaires pour arreter les chambranles.

29° il sera fait treize portes pleines pour les caves, latrines, greniers et ecurie ; elles seront ferrées de leur ferrure nécessaires ; avec des serrures à celles qui en auront besoin.

30° il sera fait deux demi croisées aux cabinets au dessus de la souillarde ; elles seront de bois de chêne, à un vantau, avec un volet de bois de sapin, ferrées chacune de quatre fiches, deux targettes et les pates nécessaires.

31° il sera fait un balcon au premier etage sur toute la façade de ladite maison semblable à celui des maisons desdits Sieurs Laclotte rue Judaïque, et une rampe à l'escalier, le tout de fer chantourné.

32° dans toutes les chambres à coucher devant et derrière, il sera fait à côté des cheminées, dans les renfonce-

ments, une armoire garnie de ses etages et tablettes, ferrée d'une serrure de maître et de ses autres ferrures nécessaires. Comme aussi de chaque côté de la cheminée du salon à manger il sera fait durant toute la largeur de ladite pièce des placards avec leurs etages et tablettes, ferrés de leurs ferrures nécessaires.

33° toutes les croisées seront vitrées de grands carraux de verre de Rouen à double feu, sauf de celle du balcon qui seront en grands carraux à glace de verre de Bohème, et peintes à l'huile à deux couches, ainsi que toutes les portes, portail, armoires et placard.

34° dans l'ecurie il sera fait un ratelier, garni de ses anaux pour attacher les chevaux.

Et enfin ladite maison sera faite, parfaite et complètement finie, lorsque lesdits Sieurs Laclotte freres, remettront audit Sieur Soissons les clefs d'icelle, ce qui sera au plus tard dans un an à compter de jour, et le tout sera fait selon les regles de l'art, a peine de tous depens, dommages et intérêts.

ANNEXE II

MÉTROLOGIE

La toise égale six pieds, le pied de Roi égale douze pouces, le pouce égale douze lignes, la ligne égale dix parties.

- partie : 0, 023 cm.
- ligne : 0, 23 cm.
- pouce : 2, 7 cm.
- pied de Roi : 32, 5 cm.
- toise : 194, 9 cm.
- toise superficielle : 3, 779 m².

Certaines mesures et valeurs peuvent être exprimées en unités particulières au Bordelais.

- pied de Bordeaux : 32, 57 cm.
- latte de Bordeaux : 249, 7 cm.
- brasse de maçonnerie : 5 pieds de Roi, ou 1, 625 m.
- journal de Bordeaux : 3, 193 hectares.
- franc bordelais : 15 sols ou trois quarts de livre tournois.

ANNEXE III

GLOSSAIRE

- abajour : jour de cave
- accouyeaux : coyaux (pièces de charpente ajoutées pour adoucir la pente d'un versant de toit)
- acouplemens de pilastres : pilastres jumelés
- agrafe ou agraphie : anneaux vissés dans le châssis de l'un des vantaux.
- allée : peut désigner un corridor
- angard : abri sous appentis
- appartement : peut signifier corps de bâtiment
- arc-boutant : pièce de serrurerie : grands et forts crochets fixés au mur d'ébrasement de la porte et s'engageant dans un anneau fixé lui-même à la porte pour en interdire la manœuvre
- arceau ou arseau : baie couverte d'un arc
- aretier ou arretier : peut désigner une lunette ; peut également désigner un vousoir arétier
- armoire : placard mural ; placard de renforcement
- arrasure : arasement
- arreter : fixer
- atique ou attique : panneau à cadre ornant la partie supérieure de la hotte d'une cheminée ; peut aussi désigner un dessus-de-porte
- bajoyer : murs des culées d'un pont
- balcon : peut désigner le garde-corps du balcon
- balcon a consoles : ouvrage en surplomb au-devant de plusieurs baies, soutenu par des consoles
- balcon à tombeau : balcon sur trompe
- balcon saillant : ouvrage en surplomb au-devant de plusieurs baies
- balustrade : peut désigner l'ensemble de l'entablement et de la génôise
- bande : penture
- bande à charniere : penture de volet pliant
- banquette : forme de garde-corps de fenêtre
- banquette : peut être pris pour demi-banquette, voir ce mot.
- barré a queue : se dit d'un assemblage de planches opéré par des traverses
- baton : en serrurerie, béquille
- blanchi : peut signifier aussi bien peint au lait de chaux qu'enduit d'un mortier de chaux et sable
- bois : de montagne, de rach (souche) ou rach de montagne, de radeau ou raz d'eau, (arbres recépés des Pyrénées) ; de nerva, du nord, de Hollande, de Riga, de Dantzic, voir en troisième partie le paragraphe sur le bois
- boiser : lambrisser
- boisure : lambris
- borne : peut désigner un chasse-roue
- boucaud : mesure d'origine italienne, équivalente à quatre livres, elle servait de référence pour le commerce du café
- bouclier : taloché
- boudin : astragale d'une marche d'escalier
- bourdieu : domaine viticole
- bourre : fibres végétales ou animales mélangées au plâtre afin de l'armer
- bouton : poignée de serrure
- brique de cham ou de chan : brique mise en œuvre de champ
- bry : brisis
- buffet : placard

- cabinet : peut désigner des lieux d'aisance
- cadre de cheminée : partie frontale de la hotte ornée d'un cadre mouluré
- cage : peut désigner des lieux d'aisance
- canal : aqueduc
- carderoné : pour une solive, ornée aux angles d'un quart de rond
- carreau ou carrau : verre à vitre, à double feu, de Bohème, de Rouen, voir en troisième partie le chapitre sur les fournitures ; voir aussi glace et verre.
- carreau ou carrau : carreau de terre cuite, de Cérons, de Gironde, de Preignac, de Virelade, voir en troisième partie le chapitre sur les fournitures
- cartiers : pierres taillées.
- cave : peut désigner la fosse de latrines
- cavot : cellier
- chai ou chay : doit être entendu dans le sens d'entrepôt
- chambranle : peut désigner le dormant de l'huissierie d'une baie ; pour une cheminée désigne les piédroits et le linteau
- chambre : dans le sens d'édifice, échoppe
- chambre basse : salle dont le niveau du sol est légèrement en dessous de celui de la rue
- chassis : châssis de tympan
- chassis à la française : châssis de tympan vitré
- chassis a verre : vantail vitré
- chassis dormant : peut désigner le dormant de l'huissierie d'une baie
- chassis vitré en éventail : châssis de tympan en éventail
- cheminée en tablette saillante : cheminée engagée
- cheminée en terme : cheminée dont les piédroits ont la forme de gaines de termes
- chenettes : chaînes ou jambes de maçonnerie
- chesne dhollande : voir bois de Hollande
- chiffre : échiffre
- cimaise superieure : peut signifier entablement
- cloison sourde : cloison sans ouverture
- colidor : corridor
- colonne : peut désigner un pilier
- congé : peut désigner l'astragale d'une marche d'escalier
- console de clef : agrafe
- contre jambage : piédroit de cheminée
- contrefeu de cheminée : briques du foyer
- contremur ou contre-mur : mur de brique doublant un mur de pierre ; peut aussi désigner les murs soutenant une voute
- contrevent brisé : contrevent pliant
- cordon : bandeau plat ; peut aussi désigner une corniche
- corniche : nom désignant le plus fréquemment les corps de moulures qui couronnent les murs d'une pièce ou la hotte des cheminées
- corps de logis : corps de bâtiment
- corps de logis double : corps de bâtiment de plan double en profondeur
- corps de logis simple : corps de bâtiment de plan simple en profondeur
- coupe de pierre : poudre de pierre
- courroir : couloir
- crépi : enduit de mortier.
- creux : peut désigner les tranchées des fondations.

croisée : fenêtre dans le sens de baie ; peut également désigner le dormant et les vantaux de la fenêtre.

croisée à balcon : porte-fenêtre.

croisée a coulisse : fenêtre a guillotine.

croisée a la françoise : lucarne dans le brisis de la toiture.

croisée feinte : fausse fenêtre.

dalle : caniveau ; désigne aussi un chèneau ; peut être également entendu comme une pierre de sol.

dallotte : pavé ou dalle de petites dimensions, voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux.

déceintrer : enlever les cintres de bois utilisés pour la construction des voûtes.

degré : peut désigner un véritable escalier.

demi-banquette : forme de garde-corps de fenêtre.

demi-croisée : fenêtre à un seul vantail.

demi-parpin : bloc de pierre de dimensions réglementaires, voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux ; peut aussi désigner un mur en demi-parpins.

demi-pierre : bloc de pierre de dimensions réglementaires, voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux.

descente ou dessente a vin : ouverture dont la largeur égale trois pieds et demi, soit quelques pouces de plus que la hauteur d'une barrique bordelaise dont elle permet le passage ; voir en troisième partie le chapitre sur les édifices.

doubleau : voûte.

doubleron : bloc de pierre de dimensions réglementaires, voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux.

doublin : demi-pierre mise en œuvre dans un parement ; voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux.

doûes : doutes.

ébousiner : enlever le bousin d'une pierre.

échelle à main ou de munier : échelle meunière.

échope ou échoppe : large de dix-huit à vingt pieds, de plan à peu près carré et toujours avec jardin en plus ; voir chambre et en troisième partie le chapitre sur les édifices.

écroux ou écrouies : fixations métalliques du dormant de la fenêtre ou porte-fenêtre dans le mur ; voir aussi pate.

égout : peut signifier dalle ; peut aussi désigner un pan de toit.

embrasement : embrasure.

empattement : largeur d'un mur de fondation.

encoignure : chaîne d'angle.

endronne : on trouve le mot endronne orthographié de diverses manières, celle choisie ici est utilisée à Bordeaux dans les textes officiels de la Jurade comme du Bureau des finances et du Parlement. Dans ces mêmes textes ce mot est de genre féminin.

enrazer : emblaver.

entablement : génoise.

entablement à la parisienne : brisis.

entrepies : allège.

entrevous : maçonnerie comprise entre les chaînes et jambes.

épaussure : épaufrure.

éprouver : pour une pierre, l'exposer en hiver à la pluie et au gel pour vérifier qu'elle n'est pas gélive.

escalier en noyau reposé : escalier à rampe sur rampe.

estey : mot gascon signifiant cours d'eau.

étage de mansarde : étage en surcroît éclairé par des lucarnes.

étage ou tablette de placard : étagère.

eurinal : urinoir.

face : élévation.

façon de marbre : faux marbre.

fauyé : foyer ou âtre.

fiche : à broche, à vase, à ou de brisure, à gond ; paumelles, voir en troisième partie le chapitre sur les fournitures.

filet : défaut dans la pierre.

filie ou file : désigne un gabarit de bois de charpente.

fondements : fondations.

fossés : peut désigner les tranchées des fondations.

fourneau : four potager.

frapoir : heurtoir ou martinet.

futage : faitage.

galerie : peut signifier garde-corps.

galetas : peut désigner aussi bien le comble en surcroît que la chambre de domestique.

gerçure : défaut dans un revêtement de plâtre.

glace : verre à vitre de meilleure qualité que le carreau.

glacis : chambranle de la descente de cave.

gond à repos : gonds fichés dans le piédroit de la baie ; voir en troisième partie le chapitre sur les fournitures.

grenier : comble.

grillage : caillebotis de bois, en général de chêne, garni de moellon ; peut également désigner le mur en maçonnerie conforté par des jambes harpées ; peut également signifier un mur dans lequel les pierres sont assemblées en carreaux et boutisses.

grillage : en matière de serrurerie, grille d'imposte

hallebardes : éléments verticaux d'une grille en fer surmontés d'une pointe

imposte : traverse d'imposte.

jalle : nom désignant un petit affluent de la Gironde ou de la Garonne dans son cours inférieur, en aval de Bordeaux.

jambages : piédroits de cheminée.

lambris : peut désigner le voligeage ; peut également signifier plafond lambrissé.

latis : voligeage.

latte-feuille : voligeage.

latter : poser des voliges.

lanterne : ouvrage en charpente au-dessus d'un escalier.

libage : bloc de pierre employé en fondation.

listeaux : liteaux.

locaterie perpétuelle : bail à fief nouveau d'un bien de mainmorte concédé pour une durée illimitée. Ce procédé est utilisé pour aliéner ce bien sans avoir à demander les lettres patentes autorisant sa cession.

loge : peut désigner les lieux d'aisance.

loges : compartiments à bouteille dans un cellier.

longraine : longrine.

loquetau : loquet.

lorica : corselet de la cuirasse.

mansarde : peut désigner l'étage de comble, peut signifier également une pièce dans le comble en surcroît.

manteau de cheminée : linteau.

marteau : à gibecière, à olive, heurtoir ou « frapoir » ou « martinet » ; voir en troisième partie le chapitre sur les fournitures.

martinet : heurtoir.

moilon : bloc de pierre non calibré, voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux.

montant : peut signifier hotte de cheminée.

montée : rampe.

moulure : peut désigner la corniche dans une pièce.

moye : défaut dans la pierre.

mur d'épaisseur : mur de façade.

mur de milieu : mur de refend.

mur en mansarde : mur du brisis au dessus de l'entablement.

mur en parapet : mur à hauteur d'appui.

niveau du pavé : niveau de la rue.

noyau : mur noyau d'escalier.

œil de bœuf : bulle dans un carreau de vitre.

ordre d'architecture : désigne n'importe quel décor d'architecture.

ouverture : feu de fourneau.

palier : peut signifier repos.

palu : mot signifiant littéralement en gascon marais, utilisé pour désigner les zones inondables situées en bordure de la Garonne, de la Dordogne, de la Gironde.

panetons ou penettons : petits ailerons de fer plat soudés sur la barre de l'espagnolette ; voir en troisième partie le chapitre sur les fournitures.

panneau : peut signifier vantail vitré.

parement intérieur : maçonnerie doublant le mur de façade.

parpin : bloc de pierre de dimensions réglementaires, voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux ; peut désigner un mur non porteur ; peut également désigner le parement du mur de façade ; peut aussi désigner un mur noyau d'escalier.

parquet : peut signifier panneau inférieur d'une porte en parquetage à compartiments.

passer au grais ou au grès : polir.

patte ou pate : fixation métallique, voir en troisième partie le chapitre sur les fournitures.

pavé : de Barsac, Beguey, Blaye, Cadillac, Cérons, Rauzan, voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux.

pavé de bloquetage : pavé de blocage posé sur sable.

pavillon : peut désigner une maison.

perron : peut désigner un degré.

pierre : bloc de pierre de dimensions réglementaires, voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux.

pierre : de Barsac, de Beguey, de Bouchet, de Bourg, de Cadillac, de Cérons, de Preignac, de Rosan ou Rausan, de Figuier, de Fumel ou pierre grise, de Mesché, de Saint-Germain, de Saint-Laurent, Taillebourg, de Tau ou de Roc de Teau ou de Roque de Teau, de Tauriac, voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux.

pilastres : peut désigner des piliers.

pile : également orthographié pille, peut signifier piédroit, désigne aussi un pilier.

piliers : peut désigner le trumeau entre deux baies élevées sur deux niveaux.

plaffons : dessous des marches.

plafonné : pavé pour l'âtre de la cheminée.

plafonner ou plaphonner : plâtrer un plafond.

planchayer sur terre : poser un parquet sur lambourdes au dessus du sol.

planche : lame de parquet.

plancher : parquet ou plafond, selon la position d'où il est considéré, composé de deux épaisseurs de planches croisées ; peut signifier voligeage.

plancher simple : parquet composé d'une seule épaisseur de planches.

plantier : à l'origine ténement que l'engagiste s'obligeait à planter en vignes et qui lui était baillé à part de vendange.

plate-forme : palier, peut aussi signifier terrasse en terre-plein.

plinthe ou plainte : peut signifier bandeau plat.

pointe de diamant : assemblage à onglets de chassis des fenêtres.

porte à demi-placard : porte de communication à un vantail.

porte à double parement : porte à vantail ou vantaux ornés des deux côtés.

porte à panaud ou à panneau : porte à cadres moulurés.

porte à placard ou à grand placard : porte de communication à deux vantaux, par analogie avec celle des placards.

porte de rue : porte d'entrée.

porte pleine ou emboîtée : porte de planches sans assemblages à panneaux.

pot de terre : tuyau en terre cuite, voir en troisième partie le chapitre sur les fournitures.

queue d'ironde ou queue d'irondelle : assemblage à queue d'aronde.

rampe ou rempe : peut signifier garde-corps et main-courante d'un escalier, peut-être aussi le garde-corps d'une tribune, employé aussi pour volée d'escalier.

reçaper : reprendre un mur en sous œuvre pour le consolider.

rechaut : feu de four potager, voir aussi trou.

regrayer ou regréer : ragréer.

renforcement de cheminée : espace compris de chaque côté d'une cheminée entre le droit de celle-ci et le mur contre lequel elle est adossée, souvent aménagé en placard.

rigole ou rigolle : tranchée de fondation.

romaine : balustrade au-dessus d'un entablement.

rozette : rosace de plafond, peut également désigner une entrée de serrure en forme de rosace.

sable de graves : sable des terres graveleuses ; voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux.

sapin de cristian : voir bois du nord.

serrure : à bascule ou bassecullement, à clainche, à double tour, à passepartout, à pène, à tour et demi, benarde, voir en troisième partie le chapitre sur les fournitures.

socle : premières assises en pierre dure d'une façade, voir aussi soubassement.

solivau : peut signifier lambourde.

solive carderonée : solive dont les arêtes sont moulurées en quart-de-rond.

soubassement : premières assises en pierre dure des façades, voir aussi socle.

souillarde : pièce voisine et distincte de la cuisine, dans laquelle se trouve l'évier.

soute : pièce en sous-sol couverte d'un plancher contrairement à la cave qui est voûtée.

tablette de balustrade : appui.

tablette : étagère.

terrasse : peut signifier terrassement.

tette : mascaron sur une agrafe de baie.

trophées de sculpture : quelque décoration sculptée ou moulée au dessus des portes ou sur les hottes de cheminées, peut aussi désigner la rosace de plafond.

trou : feu de four potager, voir aussi rechaut.

trumeau de lambris : cadre mouluré.

tuile de la soye ou de la Says : produits fabriqués dans la vallée de la Saye ; voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux.

tuile mouillée : utilisées en maçonnerie, voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux.

tuille crus : tuile creuse.

tuyau de descente : peut désigner une dalle.

verre de Lion : de provenance lyonnaise, voir en troisième partie le chapitre sur les matériaux.

verre de Rouen : voir carreaux de Rouen.

verrou à ressort : serrures primitives dont un taquet à ressort bloque le pène pourvu à cet effet d'une encoche ; voir en troisième partie le chapitre sur les fournitures.

vin en sole : vin qui n'est pas encore tiré des cuves.

volet brisé : volet pliant.

voulsoir : canton d'une voûte.

ANNEXE IV
VIOGRAPHIE

Cette liste a été établie en consultant les plans dits de Lattré¹ et de Pierrugues, le cadastre de 1850 ainsi que plusieurs ouvrages consacrés partiellement ou en totalité aux rues de Bordeaux et à leurs appellations².

Albret (rue d') : Frères-Bonnie (rue des)
Aquitaine (place d') : Victoire (place de la)
Abadie (rue), puis Laclotte : Goya (rue)
Bel-Air ou Belair (rue de) : Naujac (rue)
Bouchet (rue) : Franchise (rue de la)
Bourgogne (quai de) : Richelieu (quai)
Campaure (fossés de) : Intendance (fossés puis cours de l')
Canon (rue du) : Vieille-Tour (rue de la)
Comédie (rue de la) : Louis (rue)
Concorde (place de la) : Lucien-Victor-Meunier (place)
Corderie (rue de la) : Condillac (rue)
Dauphine (place) : Gambetta (place)
Dauphine (rue) : Docteur-Nancel-Penard (rue du)
Diagonale (rue) : Saint-Laurent (rue)
Dumas (rue) : Professeur-Demons (rue du)
Champ-de-Mars (rue du) : Professeur-Demons (rue du)
Église-Saint-Seurin (rue de l') : Georges-Mandel (rue)
Fau (rue du) : Course (rue de la)
Fausse-braie (chemin de la) : Xavier-Arnozan (cours)
Ferdinand (rue) : Hustin (rue)
Feuillants (rue des) : Paul-Bert (rue)
Figueyrau (rue) : Francis-Martin (rue)
Jardin des Plantes (rue du) : Francis-Martin (rue)
Gan (rue de) : Gants (rue des)
Gourgue (rue de) : Pierre-de-Coubertin (rue)
Grand Chemin du Roi : Balguerie-Stuttenberg (cours)
Grille (rue de la) : Jardin-Public (rue du)
Incurables (rue des) : Élie-Gintrac (rue)
Intendance (petite rue de l') : Saige (rue)
Jardin-Royal (cours du) : Verdun (cours de)
Judaïque-en-ville (rue) : Castillon et de Cheverus (rues)
Judaïque-Saint-Seurin (rue) : Judaïque (rue)
Laclotte (rue) : Goya (rue)
Lauriers (rue des) : Château-d'eau (rue du)
Marboutin (rue) : Duhamel (rue)
Marché Royal (place du) : Parlement (place du)
Mitchell (rue) : Henri-Rödel (rue)
Montfort (rue) : Tourat (rue)
Neuve des Enfants Trouvés (rue) : d'Alembert
Notre-Dame-Saint-Seurin (rue) : Delurbe (rue)
Paty (rue de) : Saint-Étienne (rue)
Pavé des Chartrons (cours du) : Xavier-Arnozan (cours)
Petite Prévôté (rue de la) : Concorde (rue de la)
Petites Carmélites (rue des) : Bergeret (rue)

Plants (rue des) : Prévôté (rue de la)
Rousseau (rue) : Concorde (rue de la)
Pont-Long (petite rue de) : Charles-Marionneau (rue)
Pont-Long (rue de) : Georges-Bonnac (rue)
Putoye (rue) : Saint-Fort (rue)
Religieuses (rue des) : Thiac (rue)
Réservoir (rue du) : Albert-de-Mun (rue)
Richelieu (place) : Jean-Jaurès (place)
Rouleau (rue) : Bonnaffé (rue)
Royale (rue) : Fernand-Philippart (rue)
Saint-André (cours) : Verdun (cours de)
Saint-Charles (rue) : Jules-Guesde (rue)
Saint-Étienne (rue) : Ruat (rue de)
Saint-François (rue) : Ernest-Godard (rue)
Saint-Jean (Grande rue) : Marne (cours de la)
Saint-Jean (rue) : Duranteau (rue)
Saint-Joseph (rue) : Darnal (rue)
Saint-Paul (rue) : Ruat (rue de)
Saint-Seurin (Grande rue) : Palais-Gallien (rue du)
Saint-Seurin (allées de) : Clemenceau (cours)
Sainte-Croix (rue) : Camille-Sauvageau (rue)
Sainte-Eulalie (rue) : Paul-Louis-Lande (rue)
Sainte-Gemme (rue) : Guérin (rue)
Soulac (chemin de) : Ulysse-Gayon (rue)
Médoc (chemin du) : Fondaudège (rue)
Tanneries (cul de sac des) : Tanneries (impasse des)
Tanneurs (fossés des) : Pasteur (cours)
Taupe (rue de la petite) : Huguerie (rue)
Taupe (rue de la) : Lafaurie-de-Monbadon (rue)
Tourny (cours de) : Georges-Clemenceau (cours)
Tourny (cours extérieur de) : Clemenceau (cours, côté paroisse Saint-Seurin)
Tourny (cours de) : Verdun (cours de)
Trésorerie (rue de la) : Albert-Barraud (rue)
Tronqueyre (rue) : Rodrigues-Perreire (rue)

1. « PLAN DE LA VILLE / DE BORDEAUX / telle qu'elle étoit en l'Année 1733. / & dans lequel on a observé, / ses différents accroissements, / DEDIE ET PRESENTE / A M. DE TOURNY / Conseiller d'État, / Par son très humble et très / Obéissant Serviteur / J. Lattré. »
2. Almanach général civil, militaire, commercial et maritime de la Sénatorerie de Bordeaux, pour l'année commune 1811... ; BERNADAU, P. Le viographe bordelais... ; DESGRAVES, Louis. Évocation du vieux Bordeaux... ; État de concordance entre l'ancien et le nouveau numérotage... ; VALETTE, Jean (sous la direction de). Archives départementales de la Gironde. Répertoire numérique de la sous-série 3 Q... le sommier des biens immeubles par nom de rues 3 Q 672 à 3 Q 947 contient certains noms anciens de rue et leur nouvelle dénomination.

ANNEXE V
CATALOGUE DES MAISONS SUPPLÉMENTAIRES,
SITUÉES DANS LES ANCIENNES PAROISSES DE BORDEAUX,
ATTRIBUABLES AUX LACLOTTE

Toutes les rues de Bordeaux situées à l'intérieur des « cours » ont été parcourues, ainsi que les parties du faubourg Saint-Seurin qui étaient urbanisées à la fin du XVIII^e siècle, y compris le quartier des Chartrons. Seules ont été sélectionnées les maisons présentant encore à peu près en l'état leur aspect d'origine. Certaines demeures ont été écartées de cette liste car aucune documentation n'a pu être trouvée à leur sujet et leur importance en mériterait un minimum pour risquer une attribution.

Rue Albert-Barraud, 57
Rue Albert-de-Mun, 2, 4
Rue des Allamandiers, 28
Rue des Argentiers, 4, 28, 30
Rue Arnaud-Miqueu, 43
Rue des Augustins, 16, 25, 27, 29
Rue Ausone, 5 à 11
Rue Ausone, 29
Quai de Bacalan, 13
Rue des Bahutiers, 25
Rue Barreyre, 34, 36 et 38
Rue Bergeret, 15
Rue Bouquière, 10, 44
Rue Camille-Sauvageau, 107, 109
Rue Canilhac, 3, 5, 7, 9
Rue des Capérans, 3
Rue Carpenteyre, 47
Rue du Chai-des-Farines, 27, 30
Quai des Chartrons, 34, 47, 66, 88, 125, 126, 127, 128
Rue du Couvent, 5, 11, 24, 26
Rue des Faures, 74
Rue des Faussets 11 à 15
Rue Fondaudège, 18, 20
Rue de La Fusterie, 18
Place Gambetta, 33, 34
Rue Guérin, 1, 3
Rue du Hâ, 4

Rue Henri-Rödel, 5
Rue Leyteire, 22
Rue du Loup, 34
Rue Mégnac, 3
Rue du Mirail, 28
Rue Mondenard, 43, 51
Rue du Moulin, 1, 3
Rue Neuve, 4, 37
Rue Notre-Dame, 52
Place du Palais, 3, 5, 16, 26
Rue du Palais-Gallien, 124
Rue du Parlement-Sainte-Catherine, 18
Cours Pasteur, 15, 29
Rue Paulin, 19, 44
Rue Paul-Louis-Lande, 40
Rue Permentade, 41, 43
Place Pey-Berland, 28
Rue Pilet, 3
Rue du Portail, 19, 21
Rue Poyenne, 46, 50, 52, 54
Rue de la Rousselle, 1, 3, 23, 29, 33, 41
Rue Sainte-Catherine, 49, 71, 163, 194, 209, 211, 213, 215
Rue Saint-James, 22
Rue Saint-Rémi, 27, 31, 32
Cours de Verdun, 86
Cours Victor-Hugo, 131
Cours Xavier-Arnozan, du 29 au 47, du 53 au 63.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

ARCHIVES NATIONALES

Arch. nat. F 13 / 1400 AB.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA GIRONDE

Administration et comptabilité départementale : 4 N 75.

Amirauté de Guyenne : 6 B 157.

Archives hospitalières : Hôpital de la Manufacture, E 22 ; Hôpital des Incurables, E 3.

Arrêts du Parlement : 1 B 1342, 1599.

Clergé régulier : H 807, 808, 1114, H Carmélites 19, H Feuillants 30.

Clergé séculier : G 305, 436, 998, 1005 à 1022, 1206, 1482 à 1519, 1534, 2943, 3316 à 3335, 3364.

Confréries et corporations : 6 E 82.

Dons et acquisitions : 4 J 570, 599, 602 ; 5 J 106.

Enregistrement et contrôle des actes : 2 C 183, 187, 188 à 199, 203, 214, 423, 451, 452, 474, 475, 477, 478, 479, 482, 566.

Enregistrement et hypothèques : 3 Q 2, 1347, 3 Q 4511 ; Hypothèques, bureau de Bordeaux, transcriptions, vol. 300, 672, 1615.

État-civil : 4 E 669 à 682, 4 E 786, 4 E 940.

Fonds de la garde-note : 3 E 5444 à 5632, minutes Pierre Duprat : 3 E 5896 à 5930, minutes Farnuël ; 3 E 7421 à 7502, minutes Lacoste ; 3 E 12729 à 12736, minutes Rideau jeune ; 3 E 13050 à 13073, minutes Cheyron ; 3 E 13075 à 13093, minutes Roumegous ; 3 E 13139 à 13183, minutes Bouan ; 3 E 13240 à 13264, minutes Jacques Guy ; 3 E 13266 à 13272, minutes Monier ; 3 E 13273 à 13292, minutes Trimoulet ; 3 E 13576 à 13588, minutes Destang ; 3 E 13589 à 13609, minutes Fatin ; 3 E 15011 à 15016, minutes Chardevoine ; 3 E 15018 à 15046, minutes Baron ; 3 E 15361 à 15440, minutes Dugarry ; 3 E 17550 à 17591, minutes Perrens père ; 3 E 17592 à 17599, minutes Perrens fils ; 3 E 17840 à 17849, minutes Brignet ; 3 E 17851 à 17902, minutes Hazera ; 3 E 19180 à 19234, minutes Delaville ; 3 E 19326 à 19353, minutes Séjourné jeune ; 3 E 20304 à 20353, minutes Gatellet ; 3 E 20354 à 20363, minutes Groux ; 3 E 20364 à 20367, minutes Voisin ; 3 E 20368 à 20440, minutes Gatellet jeune ; 3 E 20445 à 20530, minutes Gabriel Duprat ; 3 E 20535 à 20539, minutes Pierre Duprat ; 3 E 20548 à 20629, minutes Barberet ; 3 E 20645 à 20678, minutes Laville ; 3 E 21393 à 21405, minutes Séjourné jeune ; 3 E 21532 à 21581, minutes Barbarie ; 3 E 21582 à 21613, minutes Nauville ; 3 E 21654 à 21775, minutes Rauzan ; 3 E 23053 à 23087, minutes Pierre Brun aîné ; 3 E 23088 à 23123, minutes Brun ; 3 E 23125 à 23167, minutes Dufaut ; 3 E 23250 à 23271, minutes Ancèze ; 3 E 23402 à 23448, minutes Rideau ; 3 E 23451 à 23465, minutes Verdelet ; 3 E 24053 à 24095, minutes Séjourné jeune ; 3 E 24240 à 24274, minutes Lavau ; 3 E 24275 à 24328, minutes Collignan ; 3 E 24373 à 24440, minutes Faugas fils ; 3 E 24442 à 24479, minutes Troupenat ; 3 E 24702 à 24786, minutes Darrieux ; 3 E 24871 à 24917, minutes Despiet ; 3 E 24976 à 25031,

SOURCES MANUSCRITES

minutes Jean Brun jeune ; 3 E 26570 à 26626, minutes Banchereau ; 3 E 31330 à 31435, minutes Maillères ; 3 E 35887 à 35937, minutes Joseph Guy ; 3 E 45607 à 45666, minutes Hazera ; 3 E 48542 à 48544, minutes Doriole ; 3 E 48545 à 48607, minutes Chalu.

Fonds de l'Intendance et du Bureau des finances : C 310, 998, 1214, 1342, 1596, 1597, 1757, 1796, 2485, 4217 à 4237, 4792.

Juridiction consulaire : 7 B 20, 94 à 129, 1199, 1574 à 1582, U Négociants 10.

Juridiction de Saint-Seurin : 13 B 245.

Juridiction des Jurats de Bordeaux : 12 B 199, 212, 329, 346.

Monuments historiques, Beaux-Arts, musées, théâtres : 167 T 4.

Plans et documents figurés : 2 Fi 66, 69, 78, 130, 147, 1005, 1516.

Tribunaux de districts : 5 L 201 ; 6 L 39, 53.

Tribunal civil du département : 12 L 13.

Universités et collèges : D 9.

Titres de familles : 2 E 64, 65, 512, 1606, 2610, 2708.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU LOT-ET-GARONNE

Dons et acquisitions : 5 J 629, répertoire Mausacré, 25 juin 1774.

ARCHIVES MUNICIPALES DE BORDEAUX

Délibérations de la Jurade : BB 1355.

Propriétés communales : DD 13 b, 14 a, 16 a, 16 b, 17 a, 23, 24, 25, 31.

État-civil : GG 476 à 490, 740 à 778.

Commerce, industrie : HH 134.

Fonds divers : II-116.

Fonds Guillot de Suduiraut : DY-10.

Iconographie, documents figurés : XXI-I/1, XXII-A/16, XXII-D/11, XXV-I/2, Recueil Jaudoin, Recueil 86.

ARCHIVES DE LA SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX,

Album Bordes. Fonds des dessins d'architecture.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE, Fonds Destailleurs, A 32 124 F. L. 260.

ARCHIVES DIOCÉSAINES DE BORDEAUX

Ms. *Mémorial des Curés de la Paroisse St André Église primatiale de Bordeaux.*

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE DE BORDEAUX

Fonds Delpit, LXIII, f° 40.

SOURCES IMPRIMÉES

Almanach de commerce, d'arts et métiers pour la ville de Bordeaux et de la province, pour l'année bissextile mil sept cent quatre-vingt-quatre. Bordeaux : Bergeret, 1783.

Almanach de commerce, d'arts et métiers pour la ville de Bordeaux, précédé de l'état actuel des Corps administratifs, Judiciaires, &c. pour l'année 1791. Bordeaux : Bergeret, 1790.

Almanach général civil, militaire, commercial et maritime de la Sénatorerie de Bordeaux, pour l'année commune 1811. Bordeaux : Foulquier, 1810.

Anciens et Nouveaux Statuts de la Ville et Cité de Bourdeaux. Esquels sont contenues les Ordonnances requises pour la police de ladicte ville, & de tous les estats & maîtrises d'icelle. Bordeaux : S. Millanges, 1612.

Anciens et Nouveaux Statuts de la Ville et Cité de Bordeaux, reveus, corrigez et augmentez de tous les arrêts du Conseil & du Parlement, des Ordonnances et Reglemens qui ont été rendus sur iceux depuis l'Édition de 1612 de Simon Millanges jusques à présent. Bordeaux : Simon Boé, 1701. *Annonces, affiches et avis divers.* 1^{er} août 1758 - 30 juillet 1784.

Appointement de MM. les Maire, Lieutenant-de-Maire & Jurats, Gouverneurs de Bordeaux, Juges Criminels & de Police du 10 avril 1771.

Archives municipales de Bordeaux. Tome sixième. Inventaire sommaire des registres de la Jurade. 1520 à 1783. Publié et annoté par Dast Le Vacher de Boisville. Bordeaux : G. Gounouilhau, 1896.

Arrêt de la cour de Parlement du 9 juin 1714, servant de Règlement pour la pierre qui doit être portée sur le Port et Havre de Bordeaux, qui en défend les emparolements, & en fixe la mesure & les proportions, conformément aux statuts & Réglemens.

Arrêt de la cour de Parlement du 5 may 1724, qui fixe le prix de la pierre et celui de la tuile et de la chaux.

Arrêt de la cour de Parlement du 12 août 1724, qui fixe le prix des pierres de Barsac appellées dallotes, celui du pavé dudit lieu, & la longueur & l'épaisseur des doublerons de Roque-de-Tau.

Arrêts de la Cour de Parlement des 28 juin et 23 décembre 1743, qui défendent les assemblées aux Compagnons Maçons.

Arrêt de la Cour de Parlement du 30 mai 1753, qui supprime les Endronnes entre les maisons de la Ville & Fauxbourgs, & fait un règlement sur les mitoyennetés, &c.

Arrêt de la cour de Parlement du 29 août 1760, Concernant la grande & petite Voyrie, & la Police Municipale.

Arrêt de la Cour de Parlement du 20 juin 1766, qui défend aux Compagnons de nommer entr'eux un Syndic & des Répartiteurs pour la rédaction du Rôle de leur Capitation et Industrie.

Arrêt de la Cour de Parlement du 9 avril 1771, Concernant les Maîtres Maçons & Architectes, portant des nouveaux Réglemens sur les Bâtisses.

BAUREIN, abbé Jacques.— *Variétés bordelaises ou Essai historique et critique sur la topographie ancienne & moderne du diocèse de Bordeaux.* Bordeaux : Labottière, 1784.

BLONDEL, Jacques-François.— *Architecture française ou recueil des Plans, élévations, coupes et profils des églises, maisons royales, palais, hôtels et édifices les plus considérables de Paris, ainsi que des Châteaux et maisons de plaisance, situés aux environs de cette ville, ou dans d'autres endroits de la France, bâtis par les plus célèbres architectes et mesurés exactement sur les lieux.* Paris : Jombert, 1752-1756.

BLONDEL, Jacques-François.— *Cours d'architecture, ou Traité de la décoration, distribution et construction des bâtiments, contenant les leçons données en 1750 et les années suivantes.* Paris : Desaint, 1771-1777.

BRISEUX, Charles-Étienne.— *L'Art de bâtir les maisons de campagne où l'on traite de leur distribution, de leur construction et de leur décoration.* Paris : Praulx, 1758.

BRUZEN DE LA MARTINIÈRE, Géographe de Sa Majesté Catholique Philippe V. Roi des Espagnes et des Indes.— *Le Grand Dictionnaire géographique, historique et critique.* Paris : Compagnie des libraires associés, 1768.

COSME, Léon.— « Notice de la généralité de Bordeaux. Ouvrage envoyé au Conseil du commerce en 1785. Par François-de-Paule Latapie, inspecteur des manufactures ». *Archives historiques du département de la Gironde*, 1899, t. 34, p. 251-288.

COSME, Léon.— « L'Industrie et le commerce en Guienne sous le règne de Louis XVI. Journal de tournée de François-de-Paule Latapie, inspecteur des manufactures, en 1778 ». *Archives historiques du département de la Gironde*, 1903, t. 38, p. 321-509.

CÓVENS, Johannes, MORTIER, Cornelis.— *Dictionnaire de marine, contenant les termes de la navigation et de l'architecture navale.* Édition française, traduction par Aubin. Paris : Rollin et Fils, 1747.

DAVILER, Charles.— *L'Architecture de Vignole avec les commentaires du S^r Daviler.* Paris : Langlois, 1691.

DELAFOSSÉ, Jean-Charles.— *Nouvelle iconologie historique ou attributs hiéroglyphiques qui ont pour objet les quatre éléments, les quatre saisons, les quatre parties du monde et les différentes complexions de l'homme.* Paris : chez l'auteur, 1768.

DESGROUAIIS.— *Les Gasconismes corrigés.* Toulouse : J.-F. Crosat, 1768.

DEZALLIER d' ARGENVILLE, Antoine-Joseph.— *La Théorie et la pratique du jardinage.* Paris : Mariette, 1709.

Dictionnaire universel françois et latin, vulgairement appelé dictionnaire de Trévoux. Nouvelle édition corrigée et considérablement augmentée. Paris : Compagnie des libraires associés, 1752.

Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers. Par une société de gens de lettres. Mis en ordre & publié par M. Diderot ; & quant à la partie mathématique, par M. d'Alembert. Genève : Pellet, 1778.

État de concordance entre l'ancien et le nouveau numérotage, avec l'indication des changements des noms de voies. Bordeaux : Mairie de Bordeaux, 1843.

Journal de Guienne. 1^{er} septembre 1784-23 juillet 1790. *Journal patriotique et de commerce.* 17 septembre 1790-8 février 1792.

JOURDAN, DECRUSY, ISAMBERT.— *Recueil général des anciennes lois françaises depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution.* Paris : Plon frères, s. d. [1822].

LEGEAY, Jean-Laurent.— *Collection de divers sujets de vases, tombeaux, ruines et fontaines. Utile aux artistes.* Paris : Mondhare, 1770.

LE MUET, Pierre.— *Manière de bien bastir pour toutes sortes de personnes.* Paris : Jollain, 1681.

LEROY, Julien-David.— *Les Ruines des plus beaux monuments de la Grèce.* Paris : Guérin et Delatour, 1758.

LOUIS, Victor.— *Salle de spectacle de Bordeaux, par M. Louis.* Paris : aux dépens de l'auteur, 1782.

MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice.— « Impressions d'une Allemande à Bordeaux en 1785 ». *Rev. hist. Bordeaux*, 1911, t. 4, p. 167-190, 253-270.

MORERI, Louis.— *Le Grand Dictionnaire historique ou le mélange curieux de l'histoire sacrée et profane. Nouvelle édition, dans laquelle on a re-fondu les Supplémens de M. l'Abbé Goujet.* Paris : Compagnie des libraires associés, 1759.

NEUFFORGE, Jean-François de.— *Recueil élémentaire d'architecture.* Paris : chez l'auteur, 1757-1772

Nouvelle bibliothèque d'un homme de goût. Paris : Au grand Comeille, 1777.

Ordonnance de MM. les Maire, Sous-Maire & Jurats, Gouverneurs de Bordeaux, Juges Criminels & de Police du 9 juin 1747.

Ordonnance de MM. les Maire, Sous-Maire & Jurats, Gouverneurs de Bordeaux, Juges Criminels & de Police du 7 mars 1756, sur les moyens de prévenir les risques d'incendie.

Ordonnance de MM. les Maire, Sous-Maire & Jurats, Gouverneurs de Bordeaux, Juges Criminels & de Police du 15 janvier 1771, portant Règlement pour la construction des Maisons dans la Ville & Fauxbourgs de Bordeaux.

Ordonnance des Chevaliers Présidens Trésoriers de France Généraux des Finances Juges du Domaine du Roi & Grands Voyers en la Généralité de Bordeaux du 16 juin 1704.

Ordonnance des Chevaliers Présidens Trésoriers de France Généraux des Finances Juges du Domaine du Roi & Grands Voyers en la Généralité de Guienne du 14 février 1707.

Ordonnance des Chevaliers Présidens Trésoriers de France Généraux des Finances Juges du Domaine du Roi & Grands Voyers en la Généralité de Guienne du 31 mai 1727.

Ordonnance des Chevaliers Présidens Trésoriers de France Généraux des Finances Juges du Domaine du Roi & Grands Voyers en Guienne du 23 mars 1750.

Ordonnance des Chevaliers Présidens Trésoriers de France Généraux des Finances Juges du Domaine du Roi & Grands Voyers en Guienne du 10 août 1750.

Ordonnance des Chevaliers Présidens Trésoriers de France Généraux des Finances Juges du Domaine du Roi & Grands Voyers en la Généralité de Guienne du 27 novembre 1750.

Ordonnance des Chevaliers Présidens Trésoriers de France Généraux des Finances Juges du Domaine du Roi & Grands Voyers en Guienne, du 31 janvier 1752.

Ordonnance des Chevaliers Présidens Trésoriers de France Généraux des Finances Juges du Domaine du Roi & Grands Voyers en la Généralité de Guienne du 16 juin 1754.

Ordonnance des Chevaliers Présidens Trésoriers de France Généraux des Finances Juges du Domaine du Roi & Grands Voyers en la Généralité de Guienne du 10 juillet 1754.

Ordonnance des Chevaliers Présidens Trésoriers de France Généraux des Finances Juges du Domaine du Roi & Grands Voyers en la Généralité de Guienne du 31 juillet 1773.

PALLANDRE, Paul.— *Description historique de Bordeaux.* Bordeaux : Pallandre, 1785.

PIERRUGUES, M.— *Mémoire explicatif des projets d'alignement et d'embellissement proposés pour la ville de Bordeaux.* Bordeaux : Racle, 1815.

Répertoire universel et raisonné de jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale. Ouvrage de plusieurs jurisconsultes : mis en ordre & publié par M. Guyot, écuyer, ancien magistrat. Paris : Panckoucke, 1786.

Statuts des Maitres Maçons et Architectes de la Ville et Fauxbourgs de Bordeaux. Bordeaux : Albespy, 1787.

Tableau des anciennes mesures du département de la Gironde comparées aux nouvelles mesures. Bordeaux : Imprimerie d'A. Levieux, an X.

WINCKELMAN, Johan-Joachim.— *L'Histoire de l'art de l'Antiquité.* Leipzig : Winckelmann et Breikopf, 1781.

YOUNG, Arthur.— *Voyages en France. 1787 1788 1789. Traduction, introduction et notes de Henri Sée. I - Journal de voyages.* Paris : Armand Colin, 1979.

INSTRUMENTS DE RECHERCHE

BETGE-BREZETZ, André (sous la direction de).— *Archives départementales de la Gironde. Dons et acquisitions. Répertoire de la série J. Fonds principaux*. Bordeaux : Imprimerie Delmas, 1955.

BETGE-BREZETZ, André (sous la direction de).— *Archives départementales de la Gironde. Répertoire numérique du fonds des négociants (7 B 1001 à 3154)*. Bordeaux : Imprimerie Delmas, 1960.

BETGE-BREZETZ, André.— *Guide des Archives de la Gironde*. Bordeaux : Delmas, 1973.

BRUTAILS, Jean-Auguste.— *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Gironde. Archives civiles. Série C (nos 4250 à 4439). Inventaire du fonds de la Chambre de commerce de Guienne*. Bordeaux : Imprimerie G. Gounouilhou, 1893.

BRUTAILS, Jean-Auguste.— *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Gironde. Archives ecclésiastiques. Série G, T. II (nos 921 à 3156). (Clergé séculier)*. Bordeaux : Imprimerie G. Gounouilhou, 1901.

BRUTAILS, Jean-Auguste.— *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Gironde. Série H, T. premier (nos 1 à 1335)*. Bordeaux : Imprimerie Gounouilhou, 1914.

BRUTAILS, Jean-Auguste, LOIRETTE, Gabriel.— *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Gironde. Archives civiles. Série C, T. IV (nos 4250 à 4439). Inventaire du supplément des fonds de l'Intendance et du Bureau des finances de Guyenne. Inventaire du fonds de l'Élection de Bordeaux. Table alphabétique générale de la série C*. Bordeaux : Imprimeries Delmas, Chapon, Gounouilhou, 1932.

GAUTHIER, M.— *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Rhône. Archives civiles. Série A à E. T. I^{er}*. Paris : Imprimerie et librairie administratives de Paul Dupont, 1864.

GRAS, Jean-Baptiste, GOUGET, Alexandre.— *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Gironde. Archives civiles. Série C (nos 1 à 3132). T. I, fascicule I, articles C 1 à C 1559*. Paris : Imprimerie administrative de Paul Dupont, 1877.

GRAS, Jean-Baptiste, GOUGET, Alexandre.— *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Gironde. Archives civiles. Série C (nos 1 à 3132). T. I, fascicule II, articles C 1560 à C 3132*. Paris : Imprimerie administrative de Paul Dupont, 1877.

GOUGET, Alexandre, DUCAUNNES-DUVAL, Pierre-Aristide, ALLAIN, chanoine.— *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Gironde. Archives ecclésiastiques. Série G - T. I. Inventaire des*

fonds de l'archevêché et du chapitre métropolitain de Bordeaux. Bordeaux : Imprimerie G. Gounouilhou, 1892.

GOUGET, Alexandre, BRUTAILS, Jean-Auguste.— *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Gironde. Archives civiles. Série C, T. II (nos 3133 à 4249)*. Bordeaux : Imprimerie G. Gounouilhou, 1893.

HERVIEU, Henri.— *Inventaire sommaire des archives hospitalières antérieures à 1790. Bordeaux*. Paris : Imprimerie et librairie administratives de Paul Dupont, 1885.

LOIRETTE, Gabriel.— *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790. Gironde. Archives ecclésiastiques. Séries G et H. Table alphabétique générale de volumes d'inventaire de la série G (nos 1 à 3156) et de la série H (nos 1 à 1335)*. Bordeaux : Imprimerie Delmas, 1941.

VALETTE, Jean (sous la direction de).— *Archives départementales de la Gironde. Répertoire numérique de la sous-série 2 C. Contrôle des actes. 1693-1791*. Bordeaux : Département de la Gironde, 1989.

VALETTE, Jean (sous la direction de).— *Archives départementales de la Gironde. Répertoire numérique de la sous-série 3 Q. Enregistrement. 1791-1940*. Bordeaux : Département de la Gironde, 1995.

BIBLIOGRAPHIE

ANGLADE, Alain d'.— « Devis des travaux exécutés au Château La Tour, à Cérons (Gironde), par Laclotte aîné, pour la comtesse de Calvimont-Saint-Martial, née de Raffin, en 1789 ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1969-1970, t. 66, p. 177-181.

Architecture et art urbain. Brongniart (1739-1813). Hittorff (1792-1867). Cahiers du Centre de recherches et d'études sur Paris et l'Île-de-France ; 18. Paris : Ville de Paris ; Université de Paris-Sorbonne ; Région Ile-de-France, 1987.

Association pour l'Étude de l'Urbanisme et de l'Architecture, Académie d'Architecture.— *Bordeaux et l'Aquitaine. 1920-1940. Urbanisme et architecture*. Paris : Technique & Architecture, 1988.

Atlas de la Gironde. Bordeaux : Association Géographie active, 1993.

AVISSEAU, Jean-Paul, POUSSOU, Jean-Pierre.— *Illustration du vieux Bordeaux*. Avignon : Aubanel, 1990.

BARBICHE, Bernard, CHATENET, Monique (sous la direction de).— *L'Édition des textes anciens. XVI^e-XVIII^e siècle*. Paris : Inventaire général, 1993.

BARDIE, Armand.— *Notes sur les boiseries du XVIII^e siècle à Bordeaux*. Auch : Léonce Cocheraux, 1910.

BAUREIN, abbé Jacques.— *Variétés bordelaises ou Essai historique et critique sur la topographie ancienne & moderne du diocèse de Bordeaux*. Nouvelle édition. Bordeaux : Féret & fils, 1876.

BEAUDOUIN, François.— *Bateaux des fleuves de France*. Douarnenez : Éditions de l'Estran, 1985.

BERCHON, Ernest.— « L'Abbaye de L'Isle en Médoc ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1890, t. 15, p. 1-36.

BERIAC, Jean-Pierre.— « ... Avec l'usage d'un beau jardin ». *Maisons de campagne en Bordelais (XVI^e-XIX^e s.)*. Bordeaux : C.E.R.C.A.M., 1994.

BERNADAU, Pierre.— *Annales politiques, littéraires et statistiques de Bordeaux*. Bordeaux : s. n., an IX (1803).

BERNADAU, Pierre.— *Le Viographe bordelais*. Bordeaux : Gazay et Cie, 1844.

BERTRAND, Louis.— *Histoire des séminaires de Bordeaux et de Bazas. t. 1. Séminaires de Bordeaux avant la Révolution*. Bordeaux : Féret frères, 1894.

BIENVENU, Gilles, LELIEVRE, Françoise.— *L'Île Feydeau*. [Paris] : Inventaire général ; Nantes : Association pour le développement de l'Inventaire général des Pays de la Loire, 1992.

BLANC-SUBES, Jacques et Françoise.— « Le marché du papier peint à Bordeaux à la fin du XVIII^e siècle ». *Le Port des Lumières. Le décor de la vie. Bordeaux 1781-1790*. Bordeaux : Musée des arts décoratifs, 1989, p. 13-18.

BONNAFFÉ, Edmond.— *Bordeaux il y a cent ans. Un armateur bordelais, sa famille et son entourage. 1740-1809*. Paris : J. Rouam, 1887.

Bordeaux - Album.— Bordeaux : Municipalité de Bordeaux, 1892.

BOUDON, Philippe.— *Pessac de Le Corbusier. Étude socio-architecturale*. Paris : Dunod, 1969.

BOUTRUCHE, Robert (sous la direction de).— « Bordeaux de 1453 à 1715 ». *Histoire de Bordeaux*, sous la direction de Charles-Marie Higounet. Bordeaux : Fédération historique du Sud-Ouest, 1966, t. 4.

BOYSSON, Bernadette de.— « Claude-Joseph Vernet à Bordeaux ». *Le Port des Lumières. La peinture à Bordeaux 1750-1800*. Bordeaux : Musée des Beaux-Arts ; William Blake & Co., 1989, p. 29-49.

BRAHAM, Allan.— *L'Architecture des Lumières. De Soufflot à Ledoux*. Paris : Berger-Levrault, 1982.

BRAQUEHAYE, Charles.— « La Sculpture décorative à Bordeaux au XVIII^e siècle ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1875, t. 2, p. 51-55.

BROUILLARD, Roger.— « Les logis de Lacombe à Bordeaux ». *Rev. hist. Bordeaux*, 1909, t. 2, p. 120-127.

BRUN, Madeleine.— « Les Théâtres à Bordeaux de 1800 à 1830 ». *Rev. hist. Bordeaux*, 1929, t. 22, p. 145-158.

BRUTAILS, Jean-Auguste.— *Les Vieilles Églises de la Gironde*. Bordeaux : Féret & fils, 1912.

CABESTAN, Jean-François.— « La naissance de l'immeuble d'appartements à Paris sous le règne de Louis XV ». *Paris, capitale des arts sous Louis XV*. Annales du Centre Ledoux, 1997, t. 1, p. 167-195.

CABILLET, Eugène.— *Album des édifices et maisons remarquables de Bordeaux et de quelques projets dessinés et gravés sur une même échelle par E. Cabillet, architecte*. Bordeaux : Fillastre et Neveu ; Paris : Bance et Guéry, [s. d.] [vers 1820].

CALVIGNAC, Marie-Hélène.— *Recherches sur les sculpteurs orfèvres et ébénistes Quéva (1754-1844) et Bonino (1767-1852)*. Travail d'étude et de recherche pour la Maîtrise en Histoire de l'art : Bordeaux, Université de Bordeaux III : 1986.

CASTEL, Marguerite.— « La formation topographique du quartier Saint-Seurin ». *Rev. hist. Bordeaux*, 1919, t. 12, p. 189-191 ; 1922, t. 15, p. 107-117, 170-188, 234-249, 302-310.

CAVIGNAC, Jean.— « Carrières et carriers du Bourgeois au XVIII^e siècle ». *Carrières, mines et métallurgie de 1610 à nos jours*. Actes du Congrès National des Sociétés Savantes (98 ; Saint-Étienne : 1973 ; Section d'histoire moderne et contemporaine, t.1). Paris : Bibliothèque nationale, 1975, p. 205-226.

CAVIGNAC, Jean.— « Martin Lataste, marchand pierrier et propriétaire à Bayon (v. 1700-1778) ». *Cahiers du Vitrezaïs*, 1979, p. 2-20.

CELESTE, Raymond.— *Les Théâtres de Bordeaux sous le Directoire (1795-1799)*. Bordeaux : Gounouilhou, 1899.

CHAUVREAU, Paule.— « La formation topographique du quartier des Chartrons ». *Rev. hist. Bordeaux*, 1929, t. 22, p. 110-122, 173-190, 222-233.

Châteaux Bordeaux. Paris : Centre de Création Industrielle, Centre Georges-Pompidou, 1989.

CHURRUCA de CAMPO-REY, M., MAFFRE, Philippe.— *Consulado general de España. Burdeos*. Madrid : Ministerio de Asuntos Exteriores, 1989.

Commission régionale d'inventaire d'Aquitaine.— *Cadillac, aspects connus et inconnus d'un canton*.— Bordeaux : Association pour la sauvegarde du château des ducs d'Épernon, 1977.

COSNEAU, Claude.— *Mathurin Crucy. 1749-1826. Architecte nantais néo-classique*. Catalogue d'exposition, Musée Dobrée-Nantes, mai-août 1986. Nantes : Musées départementaux de Loire-Atlantique, 1986.

COUDROY DE LILLE, Pierre.— « Documents sur un hôtel particulier bordelais ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1980, t. 71, p. 131-134.

COUDROY DE LILLE, Pierre.— « Élévation et plan d'un château dessinés par l'architecte Étienne Laclotte ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1983, t. 74, p. 151-154.

COURTEAULT, Paul.— *Mademoiselle Clairon et Le Kain à Bordeaux*. Bordeaux : Gounouilhou, 1914.

COURTEAULT, Paul.— *État des découvertes archéologiques faites à Bordeaux de 1440 à 1812*. Bordeaux : Y. Cadoret, 1921.

COURTEAULT, Paul.— « Notes de viographie bordelaise. La rue et l'impasse Victoire-Américaine ». *Rev. hist. Bordeaux*, 1927, t. 20, p. 279-280.

COURTEAULT, Paul.— *Bordeaux cité classique*. Paris : Firmin-Didot et C^{ie}, 1932.

COURTEAULT, Paul.— *Le Vieil Hôpital Saint-André de Bordeaux*. Bordeaux : Raymond Picquot, 1944.

COUSTET, Robert.— « L'activité de Victor Louis à Bordeaux : trois immeubles inédits ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1982, t. 73, p. 101-113.

COUSTET, Robert.— « D'une architecture du vin ». *De l'esprit des vins*. Bordeaux. Paris : Adam Biro, 1988, p. 65-76.

COUSTET, Robert.— « Histoire de l'architecture viticole ». *Châteaux Bordeaux*. Paris : Centre de Création Industrielle, Centre Georges Pompidou, 1989, p. 63-80.

COUSTET, Robert, FONQUERNIE, Bernard.— « Mort et résurrection de la Maison Carrée d'Arlac ». *Maisons de campagne en Bordelais (XVI^e-XIX^e)*. Bordeaux : C.E.R.C.A.M., 1994, p. 177-185.

COUTUREAU, Éric.— « Le Pavé des Chartrons œuvre d'Étienne Laclotte ». *Rev. hist. Bordeaux*, 1981, t. 28, p. 93-108.

DALY, César.— *Motifs historiques d'architecture et de sculpture d'ornement (deuxième série). Décorations intérieures empruntées à des édifices français. Du commencement de la Renaissance à la fin de Louis XVI*. Paris : Ducher et C^{ie}, 1880.

DAMAS, Pierre.— *La Façade de Tourny*. Bordeaux : Raymond Picquot, [s. d.]

DAMS, Bernd-H., ZEGA, Andrew.— *La Folie de bâtir. Pavillons d'agrément et folies sous l'Ancien Régime*. Paris : Flammarion, 1995.

De l'esprit des vins. Bordeaux. Paris : Adam Biro, 1988.

DESGRAVES, Louis.— *Évocation du vieux Bordeaux*. Paris : Éditions de Minuit, 1960.

DESGRAVES, Louis, DUPEUX, Georges (sous la direction de).— « Bordeaux au XIX^e siècle ». *Histoire de Bordeaux*, sous la direction de Charles-Marie Higounet. Bordeaux : Fédération historique du Sud-Ouest, 1969, t. 6.

DESHAIRS, Léon.— *Bordeaux. Architecture et décoration au dix-huitième siècle*. Paris : Librairie des Arts Décoratifs, 1914.

DETCHÉVERRY, Amaud.— *Histoire des théâtres de Bordeaux depuis leur origine dans cette ville jusqu'à nos jours*. Bordeaux : Delmas, 1860.

DUCAUNNES-DUVAL, Gaston.— « La formation de la place Dauphine ». *Rev. hist. Bordeaux*, 1924, t. 17, p. 5-14.

DUCAUNNES-DUVAL, Gaston.— « Une maison construite par l'architecte Lhote ». *Rev. hist. Bordeaux*, 1927, t. 20, p. 278-279.

DUCAUNNES-DUVAL, Gaston.— « Le couvent des Grandes Carmélites à Bordeaux ». *Actes de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux*, sixième série, 1939-1943, t. 12, p. 12-27.

DUHAMEL DU MONCEAU, Henri-Louis.— « Art du serrurier, 1767 ». *Les Arts de la serrurerie*. Genève : Slatkine Reprints, 1984.

DURAND, Charles.— *La Corporation des maîtres maçons et architectes de Bordeaux. La Société des architectes de Bordeaux. 1594-1790*. Bordeaux : Société des architectes de Bordeaux, 1878.

ERDOCIO, Cécile.— *La Place du Parlement. Étude historique et approche d'inventaire architectural*. Travail d'étude et de recherche pour la Maîtrise en Histoire de l'art : Bordeaux, Université de Bordeaux III 1993.

ÉROUART, Gilbert.— *L'Architecte au pinceau. Jean-Laurent Legeay. Un Piranéien Français dans l'Europe des Lumières*. Paris : Electa Moniteur, 1982.

ESPAGNE, Michel.— *Bordeaux Baltique. La présence culturelle allemande à Bordeaux aux XVIII^e et XIX^e siècles*. Bordeaux : Éditions du CNRS, 1991.

ÉTIENNE, Robert (sous la direction de).— *Histoire de Bordeaux*. Toulouse : Privat, 1990.

FERET, Édouard.— *Statistique générale topographique, scientifique, administrative, industrielle, commerciale, agricole, historique, archéologique et biographique du département de la Gironde*. 1. *Partie topographique, scientifique, agricole, industrielle, commerciale et administrative*. Bordeaux : Féret et fils ; Paris : G. Masson et Émile Lechevalier : Guillaumin et Cie, 1878.

FERET, Édouard.— *Statistique générale topographique, scientifique, administrative, industrielle, commerciale, agricole, historique, archéologique et biographique du département de la Gironde*. 2. *Première partie. Biographie*. Bordeaux : Féret et fils ; Paris : G. Masson et Émile Lechevalier, 1889.

FREGNAC, Claude.— *L'Aquitaine des châteaux*. Paris : Hachette, 1977.

FUSTIER-DAUTIER, Nerte.— *Les Bastides provençales et leurs jardins*. [s. l.] : SERG, 1977.

GALLET, Michel.— *Demeures parisiennes. L'époque de Louis XVI*. Paris : Le Temps, 1964.

GALLET, Michel, GARMS, Jörg (sous la direction de).— *Germain Boffrand. 1667-1754. L'aventure d'un architecte indépendant*. Paris : Délégation à l'action artistique de la ville de Paris, 1986.

GALLINATO, Bernard.— *Les Corporations à Bordeaux à la fin de l'Ancien Régime. Vie et mort d'un mode d'organisation du travail*. Bordeaux : Presses Universitaires de Bordeaux, 1992.

GARDELLES, Jacques.— *La Cathédrale Saint-André de Bordeaux. Sa place dans l'évolution de l'architecture et de la sculpture*. Bordeaux : Delmas, 1963.

GARMS, Jörg.— « La première moitié du XVIII^e siècle ». *Le Château en France*, sous la direction de Jean-Pierre Babelon. Paris : Berger-Levrault ; Caisse nationale des Monuments historiques et des Sites, 1986, p. 321-332.

GASTON, Jean.— *La Communauté des notaires de Bordeaux*. Bordeaux : Imprimerie de l'Université, 1913.

GLOTON, Jean-Jacques.— « Le château méditerranéen à l'époque classique ». *Le Château en France*, sous la direction de Jean-Pierre Babelon. Paris : Berger-Levrault ; Caisse nationale des Monuments historiques et des Sites, 1986, p. 303-320.

GAULLIEUR, Ernest.— *Histoire du Collège de Guyenne*. Paris : Sandoz et Fischbacher, 1874.

GUITARD, Eugène-Humbert.— « Un grand atelier de charité sous Louis XIV. L'hôpital de la Manufacture de Bordeaux ». *Mémoires et documents pour servir à l'histoire du commerce et de l'industrie en France*, publiés sous la direction de Julien Hayem. Paris : Librairie Hachette et Cie, 1916, p. 85-152.

HAROUËL, Jean-Louis.— *L'Embellissement des villes. L'urbanisme français au XVIII^e siècle*. Paris : Picard, 1993.

HAUTECOEUR, Louis.— *Histoire de l'architecture classique en France*. t. 2. *Le règne de Louis XIV*. Paris : A. & J. Picard & Cie, 1948.

HAUTECOEUR, Louis.— *Histoire de l'architecture classique en France*. t. 3. *Première moitié du XVIII^e siècle. Le style Louis XV*. Paris : A. & J. Picard & Cie, 1950.

HAUTECOEUR, Louis.— *Histoire de l'architecture classique en France*. t. 4. *Seconde moitié du XVIII^e siècle. Le style Louis XVI. 1750-1792*. Paris : A. & J. Picard & Cie, 1952.

HENNINGER, Wolfgang.— *Johan-Jacob von Bethmann. 1717-1792. Kaufman Reeder und Kaiserlicher Konsul in Bordeaux*. Bochum : Universität Dr. N. Brockmeyer, 1993.

HIERET, Jean-Pierre.— *L'Outillage traditionnel de la vigne et du vin en Bordelais*. Bordeaux : Presses universitaires de Bordeaux, 1986.

JULLIAN, Camille.— *Histoire de Bordeaux depuis les origines jusqu'en 1895*. Bordeaux : Féret et fils, 1895.

LABADIE, Ernest.— « Origines de la presse bordelaise ». *Rev. hist. Bordeaux*, 1908, t. 1, p. 32-48, 117-133.

LABADIE, Ernest.— *La Topographie de Bordeaux à travers les siècles. Catalogue historique et descriptif des vues et plans généraux de la ville de Bordeaux des origines à la fin du XIX^e siècle*. Bordeaux : Gounouilhou, 1910.

LACQUE-LABARTHE, Marie-Françoise.— *Fer forgé en Pays Bordelais de Louis XIV à la Révolution*. Bordeaux : Société Archéologique de Bordeaux, 1993.

LACOUR, Pierre.— *Explication du plan du Château Trompette, avec les augmentations et les changements faits par Vauban. Bulletin polymathique du Muséum d'instruction publique de Bordeaux*, 1819, t. 17, p. 142-149.

LA CURNE DE SAINTE-PALAYE.— *Dictionnaire historique de l'ancien langage françois ou glossaire de la langue française*. Niort : L. Favre, 1875-1882.

LAGRAVE, Henri, MAZOUER, Charles, REGALDO, Marc.— *La Vie théâtrale à Bordeaux des origines à nos jours*. t. 1. *Des origines à 1799*. Paris : Éditions du CNRS, 1985.

La Maison de ville à la Renaissance. Recherches sur l'habitat urbain en Europe aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles. Actes du colloque tenu à Tours du 10 au 14 mai 1977. Paris : Université de Tours ; Direction de l'Architecture ; Picard, 1983.

LAROZA, M^{re} Olivier.— *Guide touristique, historique et archéologique de la Gironde*. Bordeaux : Féret et fils, 1975.

LECOQ, Raymond.— *Serrurerie ancienne. Techniques et œuvres*. Paris : Librairie Elbé, [s. d.]

LEGRAND, Françoise-Claire, COUSTET, Robert.— « Portails classiques et néo-classiques du Bordelais ». *Rev. hist. Bordeaux*, 1975, t. 24, p. 117-128.

LELIEVRE, Pierre.— *Nantes au ^{xviii}^e. Urbanisme et architecture*. Paris : Picard, 1988.

L'Œuvre de Soufflot à Lyon. Études et documents. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1982.

Le Port des Lumières. Architecture et art urbain. Bordeaux 1780-1815. Bordeaux : C.E.R.C.A.M. ; S.R.I.A. ; William Blake & Co., 1989.

Le Port des Lumières. La peinture à Bordeaux 1750-1800. Bordeaux : Musée des Beaux-Arts ; William Blake & Co., 1989.

Le Port des Lumières. Le décor de la vie. Bordeaux 1781-1790. Bordeaux : Musée des arts décoratifs, 1989.

LEROUX, Alfred.— *La Colonie germanique de Bordeaux. Étude historique, juridique, statistique, économique*. Bordeaux : E. Féret, 1918.

LOUPES, Philippe.— *Chapitres et chanoines de Guyenne aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles*. Paris : École des Hautes Études en Sciences sociales ; Bordeaux : Fédédération historique du Sud-Ouest, 1985.

LUZE, Albert de.— *La Magnifique histoire du jeu de paume*. Bordeaux : Delmas ; Paris : Bossard, 1933.

MABILLE, Gérard.— « Le jardin classique à partir de Le Nôtre ». *Le Château en France*, sous la direction de Jean-Pierre Babelon. Paris : Berger-Levrault ; Caisse nationale des Monuments historiques et des Sites, 1986, p. 295-303.

MAC LEOD, Jane.— *A social study of printers and booksellers in Bordeaux from 1745 to 1801* : Thèse pour le Doctorat en Philosophie : Toronto, York University, Toronto, Ontario, Programme in History : 1986.

MAFFEI, Gian-Luigi.— *La Casa fiorentina nella storia della città*. Venise : Marsilio, 1990.

MAFFRE, Philippe.— « Meubles d'architectes à la fin de l'Ancien Régime et sous la Révolution ». *Le Port des Lumières. Le décor de la vie. Bordeaux 1781-1790*. Bordeaux : Musée des arts décoratifs, 1989, p. 22-24.

MAFFRE, Philippe.— « Le lotissement Dufrêne ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1992, t. 83, p. 207-214.

MAFFRE, Philippe, BERIAC, Jean-Pierre.— *Le Bordelais néoclassique*. Bordeaux : I.A.C.A., 1983.

Maisons de campagne en Bordelais (^{xvi}^e-^{xix}^e). Bordeaux : C.E.R.C.A.M., 1994.

MANES, Guillaume.— « Statistique des carrières du département de la Gironde ». *Actes de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux*, 1848, dixième année, p. 173-183.

MANES, Guillaume.— « Notes sur les divers emplois de la pierre calcaire dans le département de la Gironde ». *Actes de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux*, 1850, douzième année, p. 77-103.

MARION, Marcel, BENZACAR, Joseph, CAUDRILLIER.— *Département de la Gironde. Documents relatifs à la vente des Biens Nationaux*. t. 1. Districts de Bordeaux et de Bourg. Bordeaux : Cadoret, 1911.

MARTIN, Étienne.— *J.B. Kléber architecte 1784-1792*. Catalogue d'exposition, Musée d'Unterlinden-Colmar, octobre-décembre 1986. Colmar : Musée d'Unterlinden-Colmar, 1986.

MAUFRAS, Emile.— *Histoire de la ville de Bourg-sur-Gironde*. Bordeaux : Féret et fils, 1904.

MEALLET, André.— *Promenade dans le Bordeaux du ^{xviii}^e siècle*. Bordeaux : Archives départementales de la Gironde, 1979.

MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice.— *Essai d'histoire des faïenceries de Bordeaux du ^{xviii}^e siècle à nos jours*. Mâcon : Imprimerie Protat, 1926.

MEAUDRE DE LAPOUYADE, Maurice.— « Perronneau à Bordeaux ». *Le Port des Lumières. La peinture à Bordeaux 1750-1800*. Bordeaux : Musée des Beaux-Arts ; William Blake & Co., 1989, p. 51-129.

MELLER, Pierre.— « L'état-civil des familles bordelaises avant la Révolution d'après les registres paroissiaux ». *Rev. hist. Bordeaux*, 1909, t. 2, p. 18-29, 103-118.

MESURET, Robert.— *La Serrurerie du ^{xiv}^e au ^{xviii}^e siècle*. Catalogue d'exposition, Toulouse, Musée Paul Dupuy, 1966. Toulouse : Musée Paul Dupuy, 1966.

MOUILLESEAU, Jean-Pierre.— *Recherches sur l'activité du bâtiment au ^{xviii}^e siècle à Bordeaux. Maîtres-maçons, entrepreneurs et tailleurs de pierre (1769-1790)*. Travail d'étude et de recherche pour la Maîtrise en Lettres : Bordeaux, Université de Bordeaux III : 1969.

MOUILLESEAU, Jean-Pierre.— *Les Architectes bordelais et le néo-classicisme 1770 - 1850*. Catalogue d'exposition, Archives municipales de Bordeaux, 1970. Bordeaux : Archives municipales de Bordeaux, 1970.

MOUILLESEAU, Jean-Pierre.— « Georges Sabarot (1744 - 1794). Architecte Bordelais ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1970-1973, t. 68, p. 259-266.

MOUILLESEAU, Jean-Pierre.— *La Maison au ^{xviii}^e siècle. Architecture et construction*. Catalogue d'exposition, C.R.D.P. d'Aquitaine, 1973. Bordeaux : Centre régional de documentation pédagogique, 1973.

MOUILLESEAU, Jean-Pierre.— « L'époque néo-classique. 1750-1790 ». *Le Château en France*, sous la direction de Jean-Pierre Babelon. Paris : Berger-Levrault ; Caisse nationale des Monuments historiques et des Sites, 1986, p. 333-346.

MOULIN, Monique.— *L'Architecture civile et militaire au ^{xviii}^e siècle en Aunis et Saintonge*. La Rochelle : Quartier Latin, 1972.

OSLET, Gustave.— « Traité de serrurerie, quincaillerie et petite charpenterie en fer ». *Encyclopédie théorique et pratique des connaissances civiles et militaires*, sous la direction de Gustave Oslet. Paris : Georges Fanchon, [s. d.] [vers 1900].

OSLET, Gustave, JEANNIN, Jules.— « Traité de menuiserie ». *Encyclopédie théorique et pratique des connaissances civiles et militaires*, sous la direction de Gustave Oslet. Paris : Georges Fanchon, [s. d.] [vers 1900].

PARISET, François-Georges.— « L'église de Cantenac ». *Rev. hist. Bordeaux*, 1963, t. 4, p. 190-210.

PARISET, François-Georges (sous la direction de).— « Bordeaux au ^{xviii}^e siècle ». *Histoire de Bordeaux*, sous la direction de Charles-Marie Higounet. Bordeaux : Fédération historique du Sud-Ouest, 1968, t. 5.

PARISET, François-Georges.— « Hanssen de Liliendhal, consul de Danemark à Bordeaux, son portrait par Perronneau et sa bibliothèque ». *Actes de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux*, 1976, t. 1, p. 57-66.

PERREAU, Jean.— *Trente demeures bordelaises et leur secret*. Bordeaux : PPC Éditions, [s. d.] [1980].

PERREAU, Jean.— *Ces vieilles demeures nous parlent*. Bordeaux : [s. t.], [s. n.], 1987.

PEROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie.— *Principes d'analyse scientifique. Architecture. Méthode et vocabulaire*. Paris : Imprimerie nationale, 1972.

PEROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie.— *L'Architecture à la française*. Paris : Picard, 1982.

PEROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie.— *Les Prix de Rome. Concours de l'Académie royale d'architecture au ^{xviii}^e siècle*. Paris : Berger-Levrault ; École nationale supérieure des Beaux-Arts, 1984.

PEROUSE DE MONTCLOS, Jean-Marie.— *Histoire de l'architecture française. De la Renaissance à la Révolution*. Paris : Mengès ; Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, 1989.

PERRIN, Joël.— « Le couvent des Grandes Carmélites de Bordeaux ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1985, t. 81, p. 105-116.

PICHARDIE, Thierry.— *Le Goût « à la grecque » à Bordeaux. Étude stylistique de l'architecture privée dans le dernier tiers du ^{xviii}^e siècle*. Travail d'étude et de recherche pour la Maîtrise en Histoire de l'art : Bordeaux, Université de Bordeaux III : 1987.

PICON, Antoine.— *Architectes et ingénieurs au siècle des Lumières*. Marseille : Parenthèses, 1988.

PIERA, Pascal.— *Claude-François-Marie Attiret. 1750-1823. Architecte de Riom*. [Paris] : Inventaire général ; Clermont-Ferrand : EPA, 1990.

PIJASSOU, René.— « La viticulture bordelaise dans la deuxième moitié du ^{xviii}^e siècle ». *Vignobles et vins d'Aquitaine. Histoire. Économie. Art*. Actes du Congrès d'études régionales (20 ; Bordeaux : 1967). Bordeaux : Fédération historique du Sud-Ouest, 1970, p. 237-260.

POUSSOU, Jean-Pierre.— « Les structures foncières et sociales des vignobles de Caudéran et du Bouscat en 1771 ». *Vignobles et vins d'Aquitaine. Histoire. Économie. Art*. Actes du Congrès d'études régionales (20 ; Bordeaux : 1967). Bordeaux : Fédération historique du Sud-Ouest, 1970, p. 209-235.

POUSSOU, Jean-Pierre.— *Bordeaux et le Sud-Ouest au ^{xviii}^e siècle : croissance économique et attraction urbaine*. Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1983.

POUSSOU, Jean-Pierre, BUTEL, Paul.— « La fierté d'une capitale provinciale ». *Histoire de Bordeaux*, sous la direction de Robert Étienne. Toulouse : Privat, 1990, p. 177-212.

POUSSOU, Jean-Pierre, BUTEL, Paul.— « Une ville digne de sa fortune ». *Histoire de Bordeaux*, sous la direction de Robert Étienne. Toulouse : Privat, 1990, p. 213-254.

POUX, Ludovic.— *La Construction des palais universitaires de Bordeaux au ^{xix}^e siècle*. Travail d'étude et de recherche pour la Maîtrise en Histoire : Bordeaux, Université de Bordeaux III : 1993.

RABANIS, François-Joseph.— *Ancien collège de Guyenne*. In : *Compte-rendu des travaux de la Commission des Monuments et Documents Historiques et des Bâtiments Civils du département de la Gironde pendant l'année 1849-1850*. Paris : Victor Didron, 1851, p. 28-42.

RABREAU, Daniel.— « Le "style" ». *Le Port des Lumières. Architecture et art urbain. Bordeaux 1780 - 1815*. Bordeaux : C.E.R.C.A.M. ; S.R.I.A. ; William Blake & Co., 1989, p. 82-88.

RECHE, Albert.— *Naissance et vie des quartiers de Bordeaux*. Paris : Seghers, 1979.

RECHE, Albert.— *Dix siècles de vie quotidienne à Bordeaux*. Paris : Seghers, 1983.

REGALDO, Pierre, FESCIA-BORDELAIS, Sylvie, HANUSSE, Claire.— *Recueil de textes sur l'artisanat céramique à Sadirac et dans l'Entre-deux-Mers*. Bordeaux : Association des gens et amis de la poterie, 1979.

RENUARD, Yves (sous la direction de).— « Bordeaux sous les rois d'Angleterre ». *Histoire de Bordeaux*, sous la direction de Charles-Marie Higounet. Bordeaux : Fédération historique du Sud-Ouest, 1965, t. 3.

ROUDIE, Paul.— « La Jurade et les métiers bordelais au ^{xvi}^e siècle ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1965, t. 63, p. 162-190.

ROUDIE, Paul.— « Le couvent des Feuillants de Bordeaux au ^{xviii}^e siècle ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1963-1969, t. 65, p. 209-232.

ROUDIE, Paul.— *L'Activité artistique à Bordeaux, en Bordelais et en Bazadais de 1453 à 1550*. Bordeaux : SOBODI, 1975.

ROUDIE, Paul.— « Les avatars des maisons de campagne de la banlieue de Bordeaux ». *Le Château près de la ville*. Actes du Colloque de Castellologie de Flaran (2 ; Flaran : 1985). Flaran : Centre de Castellologie, 1987.

ROUDIE, Paul.— « Les maisons de campagne de Gradignan ». *Maisons de campagne en Bordelais (xvi^e-xix^e)*. Bordeaux : C.E.R.C.A.M., 1994, p. 30-41.

ROUSSELOT, M.— « Documents concernant la famille et la faïencerie de Jacques Hustin ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1903, t. 24, p. 51- 59.

ROUSSELOT, M.— « Documents relatifs aux embellissements de Bordeaux au ^{xviii}^e siècle ». *Archives historiques du département de la Gironde*, 1906, t. 41, p. 302-380.

ROUSSELOT, M.— « Les Embellissements de Bordeaux au ^{xviii}^e siècle. Quartier du Jardin Public ». *Archives historiques du département de la Gironde*, 1907, t. 42, p. 484-489.

SARTHOULET-MASSAT, Madeleine.— « Pierre Michel, sieur Duplessy - Ingénieur et architecte ordinaire du Roy-1633 ?-1693 ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1983, t. 74, p. 127-137.

SGARD, Jean (sous la direction de).— *Dictionnaire des journaux. 1600-1789*. Paris : Universitas, 1991.

Société archéologique de Bordeaux.— *Exposition du centenaire. MDCCCLXXIII-MCMLXXIII*. Catalogue d'exposition, Musée d'Aquitaine, Archives municipales de Bordeaux, 1973. Bordeaux : Société archéologique de Bordeaux, 1973.

SOURNIA, Bernard, VAYSETTES, Jean-Louis.— *Montpellier : la demeure classique*. Paris : Imprimerie nationale ; Inventaire général, 1994.

TAILLARD, Christian.— « Une création de Victor Louis à Bordeaux : l'hôtel Nairac ». *Soc. archéol. Bordeaux*, 1984, t. 75, p. 133-140.

TAILLARD, Christian.— *Bordeaux classique*. Toulouse : Eché, 1987.

TAILLARD, Christian.— « Un lotissement de prestige à Bordeaux au ^{xviii}^e siècle ». *Architecture et art urbain. Brongniart (1739-1813). Hittorff (1792-1867)*. Cahiers du Centre de recherches et d'études sur Paris et l'Ile-de-France ; 18. Paris : Ville de Paris ; Université de Paris-Sorbonne ; Région Ile-de-France, 1987.

TAILLARD, Christian.— *Victor Louis. 1731-1800*. Thèse pour le Doctorat d'État en Lettres : Paris, Université de Paris IV-Sorbonne, Institut d'Art et d'Archéologie : 1991.

TAILLARD, Christian.— *Joseph Brousseau. Architecte limousin au temps des lumières*. Bordeaux : Presses universitaires de Bordeaux, 1992.

TAILLARD, Christian.— « Théorie et pratique de l'architecture selon l'Académie des Arts de Bordeaux 1768-1793 ». *Actes du Colloque international d'Histoire de l'Art* (Bordeaux-Toulouse : 22-26 mai 1989). Bordeaux C.E.R.C.A.M., 1992, p. 137-150.

TAILLARD, Christian.— *Le Grand Théâtre de Bordeaux. Miroir d'une société*. Paris : Éditions du CNRS ; Caisse nationale des Monuments historiques et des Sites, 1993.

TAILLARD, Christian.— « Le bourdieu du chanoine : Castel d'Andorte ». *Maisons de campagne en Bordelais (xvi^e-xix^e)*. Bordeaux : C.E.R.C.A.M., 1994, p. 117-121.

TAILLARD, Christian.— *Bordeaux à l'âge classique*. Bordeaux : Mollat, 1997.

The Age of Neo-Classicism. Catalogue d'exposition. The royal academy and The Victoria and Albert Museum, 1972. London : The Arts Council of Great Britain, 1972.

TRIBALAT, Jacques.— *L'Échoppe bordelaise*. Bordeaux : A éditions, 1997.

VEDERE, Xavier.— *Les Allées de Tourny*. Bordeaux : Imprimerie J. Bière, 1929.

WILLEMIN, Véronique, LANGLOIS, Gilles-Antoine.— *Les 7 folies capitales*. Paris : Alternatives, 1986.

WILSON, Samuel Jr.— *The Architecture of Colonial Louisiana*. Lafayette : The Center for Louisiana Studies ; University of Southwestern Louisiana, 1987.

INDEX

Les noms de lieux et d'édifices sont écrits en italique.

Abadie (Géraud), boulanger, 217, 224

Abadie (Jacques), plâtrier, 51, 71, 79, 252, 253, 323, 324, 325, 327, 328, 332, 377, 385

Abiges (François), marchand, 217

Agen, 91

Ahrenberg négociant, 94

Alary (Jean), 16, 17, 30

Allain, 21, 22

Allemagne, 313

Alphonse (marquise d'), 95

Amanieu (Arnaud), rouleur au Bureau de la Douane, 214

Amsterdam, Provinces-Unies, 313

Anclam, Allemagne, 313

Anglade (Alain d'), 22, 276

Angleterre, 14, 20

Anglure de Bourlemont (Louis d'), archevêque de Bordeaux, 118

Antilles, 13, 17, 19, 20

Antoine (Jacques-Denis), architecte, 378

Antraigues (abbé d'), chanoine de Saint-André, 105

Arche (abbé d'), chanoine de Saint-André, 42, 43, 77, 103, 105, 106

Arnaud (Jean), charpentier de marine, 222

Arnuche (Charles), 189

Artau-Lacroix, maître traiteur, 52, 325

Arvengas (Joseph), courtier, 174

Arvor (Pierre-François-Hercule d'), 36

Asque, Cubzaguais, 97

Audebert (Jean), apprenti maçon, 58

Audibert de Lussan (Mgr d'), archevêque de Bordeaux, 18

Audubert (Jean), tailleur de pierre, 70, 215

Audureau (Pierre), "démolisseur de vieilles maisons", 70

Augé (Pierre), couvreur, 70, 215

Augeard (de Virazeil), président au Parlement, 43, 71, 76, 82, 93, 181, 256, 266

Aviler (Charles d'), architecte, 356, 362, 368, voir sources imprimées

Bacalan (François-Hilaire de), 188, 191

Baillif (Jean), faïencier, 219

Balquerie, négociant, 156, 157

Baour (François), charpentier, 70, 228

Baour (Jean-Louis), négociant, 93, 138

Bara, compagnon maçon, 69

Barberet (Michel), notaire, 47, 79, 98, 152, 186, 244

Barbot (Guillaume), vigneron, 189, 309, 311, 323, 324, 325, 328, 332, 380

Barbut, faïencier, 220, 221, 222, 223, 224

Bardié (Armand), historien, 241, 386

Bardineau, maître traiteur, 184

Baron (Jacques), notaire, 156

Barreau (Jean), maître boulanger, 187, 189

Barreau de Chefdeville (François), architecte, 16, 66, 362

Barreyre (Nicolas), négociant, 74, 94, 234, 248, 250, 251, 299, 359, 360, 363, 364

Barsac, 298, 302, 307, 308, 328

Barthez (François), architecte, 60

Barthez (Jean), architecte, 59

Barthez (Pierre), négociant, 80, 215, 224

Basse (Arnaud-Roger), négociant, 93

Basset (Pierre), sculpteur, 51, 71, 175

Batanchon (abbé), chanoine de Saint-Seurin, 208

Batcave (abbé), chanoine de Saint-Seurin, 222

Baudric (Guillaume), marchand, 206

Bayard, faïencier, 48

Bayle (Étienne), architecte, 76, 83, 92

Bayon, Bourgeois, 71, 302

Bayonne, 334

Bazas, 319

Beaurech, Entre-deux-Mers, 305, 308

Béchade, 35, 47, 74

Bègles, 112, 114

Béguey, Entre-deux-Mers, 71, 302, 307

Bella (Jean), maçon et entrepreneur, 64

Bellanger, architecte, 354

Belle (Marc), appareilleur, 226

Belleville, entrepreneur de spectacles, 92

Beraud (Arnaud), appareilleur, 221, 229

Beraud (Étienne), architecte, 58, 229

Beraud (François), maçon, 69

Beraud (Jean-Baptiste), architecte, 58, 86, 229

Beraud (Jean-Baptiste), négociant, 40

Beraud (Nicolas), architecte, 40, 57-58, 62, 229

Bergerac (Gabriel), entrepreneur de ponts et chaussées, 68, 227, 228, 230, 231

Bergerac (Jean-Baptiste), architecte, 58, 68, 211, 228, 230, 231

Bergerac, paveur, 120

Bergeron (Jacques de), conseiller au Parlement, 141, 143

Bergeron (Jean), tailleur de pierre, 227

Berinzago (Giovanni-Antonio), peintre, 18

Bernard (François), négociant, 222, 246, 247, 286

Bernard (Léon), orfèvre, 40, 44, 86

Bernard de Saint-Cyprien, prieur du couvent des Feuillants, 111

Bernard de Sainte-Anne, syndic du couvent des Feuillants, 111

Bersier, suisse du théâtre, 84

Berthés (Pierre), tailleur de pierre, 225, 226

Bertrand (abbé), 119

Bertranon, voir *Sainte-Croix-du-Mont*, 281

Besou, compagnon maçon, 69

Bethmann (Jean-Jacob dit Jacques), négociant, 44, 79, 251, 252, 256, 294, 341

Beyès et Compagnie, négociants et verriers, 96

Beziat (Catherine), 42

Bigot (Charles de), verrier, 318

Bigot (Jacques), serrurier, 70, 98, 123, 126, 137, 165, 189, 200, 202, 215, 248, 263, 309, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 332

Bigot (Joseph de), conseiller au Parlement, 235

Bigot, fondateur de l'hospice des Incurables, 117

Black (Jean), négociant, 248

Blanquefort, Médoc, 38, 76

Blaquière (Alphonse), architecte, 269

Blayais, compagnon maçon, 69

Blondel (Jean-François), architecte, 366, 403, voir sources imprimées

Boffrand (Germain), architecte, 16, 347, 369, 371

Bois-Pertuis, voir *Saint-Christophe-de-Barde*, 371

Boissière (Jean Valeton de), négociant, 183, 184, 185, 189, 190, 192

Bonfin (Richard-François), architecte, 18, 20, 43, 65, 66, 89, 105, 110, 134, 135, 139, 166, 190, 192, 325, 365, 394, 397, 398, 400

Bongrand (Denis), 216

Bonnaffé (Edmond), historien, 22, 23, 390, 397, voir bibliographie

Bonnaffé (François), négociant, 22, 80, 83, 88, 94, 141, 142, 143, 144, 151, 233, 243, 244, 245, 246, 292, 293, 308, 325, 334, 338, 340, 366, 371, 378, 379, 381, 382, 384, 385, 389, 390, 391, 395, 401

Bonnaffé (Marc), négociant, 143

Bonnain (Jean), charpentier, 70

Bordes (Auguste), architecte, 117, 119, voir bibliographie

BORDEAUX

- *abbaye Sainte-Croix*, 42, 112, 115, abbé, 238, *église abbatiale*, 22, 77, 112
- *allées* : d'Albret, 92, *Damour*, 195, 197, 207, *des Noyers*, 193, *de Saint-Seurin*, 128, *grandes allées de Saint-Seurin*, 30, 127, *de Tourny*, 16, 29, 89, 122, 140, 146, 149, 152, 162, 179, 183, 191, 259, 300, *grandes allées de Tourny*, 135
- *amphithéâtre Saint-Côme*, 16
- *Bacalan*, partie septentrionale du quartier des Chartrons, 20, 47, 81, 97, 150, 153, 154, 318
- *cathédrale Saint-André*, 21, 28, 30, 75, 104, 366, *tour Pey-Berland*, 105
- *chapelles* : *Saint-Benoît*, 114, 322, *Saint-Jacques*, 129
- *châteaux* : *de Puy-Paulin*, 349, *Trompette*, 13, 14, 17, 18, 19, 20, 75, 77, 82, 88, 92, 134, 135, 147, 149, 151, 152, 154, 162, 164, 247, 309, 328, 367, *glacis*, 75, 77, 92, *travaux*, 82

- *chemins* : de Capdeville, 110, 196, 206, 208, 212, 220, 223, 227, de Caudéran, 213, 214, 215, de Figueyrau, 148, de la Fausse-Braie, 147, de Médoc, 162, 179, 183, 213, 214, 217, 261, Paulin, 78, 95, 207, 212, 213, 214, 219, 394, de Pessac, 91, 212, de Pradets, 183, du Roi, 95, de Saint-Genès, 212, de Saint-Jean, 213, 214, 219, 220, de Soulac, 162, 213, de Terre-Nègre, 214, 216
- *cimetières* : de Saint-Seurin, 36, 180, 195, 196
- *collèges* : de Guyenne, 129
- *cours* : d'Albret, 18, 79, 83, 91, 105, 133, 346, d'Alsace-Lorraine, 236, 246, 395, Balguerie-Stuttenberg, 95, du Chapeau-Rouge, 14, 22, 40, 52, 71, 88, 90, 93, 134, 135, 136, 137, 139, 141, 142, 143, 145, 146, 245, 259, 293, 314, 322, 324, 340, 342, 346, 367, 375, 387, 390, 391, 396, Clemenceau, 27, 30, 74, 127, 128, 191, 348, de l'Intendance, 74, 88, 114, 126, 127, 141, 191, 245, Saint-André, 148, 151, 153, 154, 157, 162, 248, 349, Saint-Jean, 42, de Tourny, 41, 71, 75, 82, 89, 90, 98, 99, 127, 128, 144, 155, 156, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 167, 168, 170, 172, 174, 229, 234, 271, 324, 327, 334, 337, 338, 340, 341, 343, 344, 345, 346, 348, 376, 379, 382, 393, du XXX-Juillet, 146, de Verdun, 148, 160, 161, 165, 169, 170, 339, 345, 350, 365, 377, 392
- *couvents* : des Capucins, 80, des Carmes, 56, des Chartreux, des Cordeliers, 31, des Dames de la Foi, 16, 163, des Feuillants, 111, 112, 307, 308, 324, 325, 327, 401, des profès de la Compagnie de Jésus, 129
- *croix* : de l'Épine, 195, Marron, 47, de Saint-Martin, 195, 196, 242, 340, 370, de Seguey, 162, 213
- *églises* : Saint-Jacques, 77, 84, 85, 86, 100, 129, Saint-Michel, 35, Saint-Projet, 104, collégiale Saint-Seurin, 22, 27, 32, 33, 70, 83, 108, 109, 195, 206, 208, 227, 309, 324, 325, 366, 383, chapelle Notre-Dame-de-la-Rose et cloître capitulaire, 227, 366
- *esteys* : de Bègles, 112, Majou, 112
- *faculté de Médecine et de Pharmacie*, 118
- *faïencerie* Hustin, 84, 90, 148, 163, 172, 183, 292,
- *faubourg Saint-Seurin*, 14, 19, 20, 27, 50, 57, 58, 68, 93, 107, 116, 124, 127, 128, 179, 196, 212, 213, 215, 232, 247, 252, 329, 331, 332, 334, 340, 344, 390
- *forts* : du Hâ, 14, Louis, 13, 42
- *fossés* : de l'Hôtel-de-Ville, 129, 233, des Tanneurs, 77, 111, 233, 335
- *garde-note*, 387
- *Grand Théâtre*, 18, 23, 24, 100, 122, 146, 258, 273, 365, 367, 372, 382, 395, 397, 398, 401
- *hôpitaux* : des Incurables, 74, 117, 118, de la Manufacture, 42, 44, 74, 112, 115, 116, 129, 252, 285, Saint-André, 42, 74, 91, 116, 252, Saint-Jacques, 99, Saint-Louis, 42, 74
- *hôtels* : d'Alon, 81, 82, 238, d'Augéard, 180, 181, 182, 293, 340, 342, 348, 350, 359, 360, 363, 364,

- 366, 367, 378, 383, 385, Bonnaffé, 141, 142, 143, 144, 145, 381, 385, 387, 389, 390, 391, de la Bourse, 134, de Carayon-Latour, 321, de Castelnau d'Auros, 202, 203, 204, 205, 348, 368, 376, 379, 384, 395, Dublan cours du Chapeau-Rouge, 324, 325, 348, 349, Dublan cours de Tourny, 348, des Fermes, 122, du Gouvernement, 114, Hustin, 163, Labottière, 262, de Lalande, 129, 130, 131, 132, 133, 266, 309, 347, 349, 350, 351, 352, 374, 375, 376, 384, 385, 386, 388, 395, 403, de Lavaissière de Verdizan, 74, 124, 125, 283, 348, 349, 378, 385, 386, Le Berthon, 347, Le Comte, 347, Leblanc-Nougués, 172, 174, Lessance, 345, 346, 349, Mac Carthy, 22, 23, 79, 165, 166, 167, 169, 347, 349, 350, 351, 381, 382, 385, 388, 391, 394, de la Marine, 163, 177, de Ragueneau, 347, de Rolly, 366, 374, Ravezies, 306, 314, 324, 325, 327, 346, 348, 349, 381, 382, 385, 386, 389, 390, 391, Saige, 233, 348, 349, 367, 376, Saint-Marc, 346, 367, de Talleyrand-Périgord ou Pichon-Longueville, 245
- *îlots* : Bonnaffé, 23, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 401, Louis, 16, 18, 69, 79, 89, 135, 337, 340, 341, 342, 371, 374, 376, 378, 384, 401
- *impasses* : Guestier, 158, 338, Hustin, 95, 165, 167, 168, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 292, 348, Marboutin, 50, Turenne, 293, Victoire, 168, 174, 343, Victoire-Américaine, 103, 173
- *jardins* : des Plantes, 183, 184, 192, 194, Royal puis Public, 14, 17, 19, 22, 23, 38, 45, 71, 75, 77, 79, 108, 148, 152, 153, 156, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 169, 179, 181, 183, 184, 190, 191, 192, 346, 348, 350, 356, 383, 387, 395, 400
- *jeu de paume*, 75, 77, 98, 99, 153, 154, 156, 157, 160, 340, 394
- *lotissements* : Castelnau d'Auros, 82, 199, 202, Duplessy, 79, 80, 81, 85, 179, 181, 183, 186, 187, 188, 190, 191, 192, 214, 292, 310, 328, 359, 380, 385, Hustin, 75, 79, 84, 162, 163, 164, 167, 168, 173, 214, 337, 340, 344, Mitchell, 75, 77, 79, 90, 147, 157, 158, 159, 337, 338, 340, 344, 379, des Ordinaires, 80, 197, 340
- *maisons* : Abadie, 51, 71, 79, 253, 323, 324, 325, 327, 328, 332, 377, 385, Arvengas, 174, Balguerie, 156, Bardineau, 190, 191, Barreyre, 359, 360, 363, Béchade, 299, 340, 359, 360, 362, 363, Belleville, 92, Bethmann, 251, 252, 341, 370, 371, 402, Bigot, 309, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 332, Bonnaffé rue du Pont-de-La-Mousque, 378, 379, Bonnaffé rue Saint-Rémi, 378, 379, 384, 389, 401, Bonnaffé rue Sainte-Catherine, 378, 379, 401, Boutet, 340, 341, 377, Boyer-Fonfrède, 134, 135, Caduc, 200, 341, 317, 322, 335, 340, 371, 382, 387, Cellier-Soissons, 174, 177, 178, 298, 314, 323, 325, 327, 328, 342, 344, 346, 381, 385, 389, Chamblan, 359, 363, 364, 367, Chatry, 340, 341, Cochon, 191, 371, Cousseilhac, 308, 323, 327, 328, 335, 344, Daleau, 76, 180, Dangas, 229, Delaroze, 314, 324, 325, 327, 328, 335, 344, 381, 389, Despase,

- 324, 325, 327, 339, 340, 341, 343, 344, 345, 346, 349, 350, 377, 381, 382, 383, 389, 392, Domenge de Pic de Blays, 338, 339, 340, 360, 394, Douat, 79, 135, 136, 138, 337, 346, Drouillard, 74, 125, Dublan, 144, 145, Ducos, 236, 237, 295, 335, 340, 360, 362, Duffour, 123, Dumaine, 125, 253, 293, 310, 341, 342, 371, 375, Duplessy, 183, 184, 185, 186, 190, 371, Duprat, 309, 314, 315, 316, 324, 325, 326, 327, 342, 344, 346, 380, 381, 385, Faurie, 297, 302, 306, 307, 308, 313, 314, 324, 325, 326, 328, 337, 342, 344, 381, 389, Ferrière, 340, 359, 360, 363, 364, 366, 371, 372, Fourcade, 359, 360, 364, 365, Gautier, 143, 144, Gernon, 360, 363, 364, 366, Gobineau, 20, 135, Gombault, 140, 146, Labottière, 22, 23, 24, 194, 261, 263, 264, 265, 271, 281, 283, 284, 352, 354, 355, 356, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, Ladugie, 34, 301, 309, 314, 316, 323, 324, 328, 381, 382, 385, Lafite, 137, 135, 136, 137, 138, 337, 342, 346, 375, 376, 384, 396, d'Étienne Laclotte, 293, 335, 340, 341, 343, 359, 364, 367, 375, de Pierre Laclotte cours de Tourny, 323, 328, 359, 360, 363, 364, 382, Laloubie, 323, 324, 325, 327, 344, 380, Lamolère, 134, Langouran, 169, 170, 340, 367, 373, 377, Le Tellier, 302, 314, 316, 324, 327, 328, 341, 342, 343, 344, 346, 371, 381, 382, 385, 389, Lufflade, 309, 323, 324, 325, 327, 328, 329, 333, 380, Lur-Saluces, 193, Masson, 177, 178, 336, 341, 344, Métivier, 335, 340, Monadey, 118, Moquart, 293, 314, 322, 337, 374, 375, 384, Morin, 177, 178, 323, 343, 346, 389, Pechet, 210, 332, Petit, 241, Queva, 193, 341, 377, 380, Rocaute de Bussac, 169, 170, 171, 341, 344, 345, 365, 366, 367, 373, 374, 375, 377, Rozat, 314, 324, 325, 327, 337, 340, 341, 342, 344, 359, 375, 376, 377, 379, Sabourin, 191, 192, 376, 377, Tastet, 133, 144, 341, 374
- *manège d'équitation*, 160
- *marchés* : des Capucins, 42, 239, Grand Marché, 233
- *musée d'Art ancien, puis des Arts décoratifs*, 131, 241
- *noviciat des Jésuites*, 77
- *palais* : de la Bourse, 365, 367, des Fermes, 367, 368,
- *Palais Gallien*, 95, 179, 182, 183, 214, 216, 220, 252, 331
- *Palais Rohan*, 18
- *Parc Bordelais*, 281
- *paroisses* : Saint-Christoly, 48, 88, 295, Saint-Éloi, 233, Saint-Michel, 27, 31, 46, 52, 112, 233, 295, 311, Saint-Nicolas-des-Graves, 57, Saint-Pierre, 233, 270, 295, Saint-Rémi, 233, 248, 295, Saint-Seurin, 18, 59, 185, 261, 310, 323, Sainte-Croix, 22, 50, 81, 112, 239, Sainte-Eulalie, 57, 58, 130, 233, 295
- *passage des Sablières*, 311
- *Piliers de Tutelle*, 367
- *Pavé des Chartrons*, 22, 23, 82, 96, 98, 147, 149, 150, 151, 154, 158, 159, 161, 271, 280, 293, 309,

- 315, 316, 324, 327, 328, 336, 338, 340, 341, 343, 344, 345, 359, 360, 363, 364, 366, 371, 380, 393, 396, 401
- *places* : d'Aquitaine, 74, 117, 246, 399, Bardineau, 184, 188, 190, du Champ-de-Mars, 163, Charles-Gruet, 37, de la Comédie, 140, 141, 142, 144, 146, 245, 247, 365, 378, 379, 387, Dauphine, 16, 18, 19, 30, 37, 52, 54, 74, 77, 83, 85, 90, 93, 119, 120, 122, 124, 125, 126, 127, 150, 161, 179, 195, 197, 198, 200, 283, 292, 314, 348, 362, 370, 378, 399, Fondaudège, 37, 48, 54, 92, 180, 181, 182, 232, 286, 348, du Grand-Marché, 293, de Longchamps, 184, Louis-XVI, 20, Lucien-Victor-Meunier, 208, du Marché-Royal, 77, 123, des Martyrs-de-la-Résistance, 36, 110, 195, 206, Mitchell, 148, 154, 155, 156, Pey-Berland, 30, du Pradeau, 83, 110, 111, 195, 206, 207, 208, 210, 211, 309, 332, 380, Richelieu, 89, 134, 135, 146, 325, 328, 337, 344, 345, 378, Royale, 16, 27, 88, 123, 357, 367, 368, Saint-André, 43, 105, 106, 107, 380, Saint-Projet, 247, Tourny, 27, 128, 162, 163, 180
- *plantiers* : de Naujac, 213, 214, 215, 216, 216, de Saint-Genès, 28, de Terre-Nègre et Fosse-Guimbaut, 77, 213, 214, 219, 311
- *pont du Guît*, 71, 81, 82, 93, 113, 322, 324, 326, 327
- *portes* : d'Albret, 92, d'Aquitaine, 57, 59, 64, de Bourgogne, 50, 123, Cailhau, 34, des Capucins, 57, 239, Dauphine, 126, 314, Dijaux, 123, 126, de la Grave, 123, de Médoc, 162, 179, de la Monnaie, 16, Royale, 163, 181, Saint-Germain, 27, 127, 162, Sainte-Eulalie, 92
- *prieuré Saint-James ou Saint-Jacques*, 99, 129
- *quai des Chartrons*, 27, 29, 42, 46, 74, 79, 88, 89, 95, 248, 249, 250, 251, 252, 294, 299, 300, 338, 339, 340, 341, 359, 360, 364, 370, 384, 400, 402
- *quartiers* : des Chartrons, 18, 20, 92, 93, 147, 148, 150, 154, 162, 183, 232, 233, 247, 248, 249, du Grand-Marché, 233, 293, de l'Hôtel-de-Ville, 133, de Paludate, 41, 115, 150, de la Rousselle, 233, de la Trésorerie, 69, 83
- *routes* : de Bayonne, 212, 274, 281, 282, de Toulouse, 212
- *rues* : Abadie, 222, 226, Albert-Barraud, 231, d'Albret, 105, 106, Arnaud-Miqueu, 233, des Ayres, 76, 111, 112, 248, des Bahutiers, 81, 237, 238, 335, 341, 376, 379, Bardineau, 48, Barreyre, 248, 251, de Bel-Air, 213, 215, 216, 217, 218, 219, Borie, 49, 74, 93, 248, 249, 250, 339, Bouchet, 213, 215, 216, 219, Bouffard, 129, 130, 131, 133, 266, 292, 320, Boulan, 129, Bouquière, 233, Caguemule, 105, 106, Camille-Sauvageau, 35, 238, du Cancéra, 233, du Canon, 77, Capdeville, 75, 78, 208, 210, 221, 223, 227, des Capérans, 47, 48, 74, 234, 235, 335, des Capucins, 76, 85, des Carmélites, 91, de Castelmoron, 129, Castelnau-d'Auros, 82, 93, 200, 201, 231, 293, 296, 324, 326, 328, 332, du Chai-des-Farines, 233, Chantecrit, 86, 95, 96, 97, 155, 249, 380, de

- Cheverus, 235, 236, de la Comédie, 134, de la Concorde, 83, 111, 207, 208, 210, Constantin, 153, 154, 155, 156, 161, Corbin, 88, de la Corde-rie, 127, Costignan, 123, Courbin, 243, de la Course, 153, Croix-de-Seguey, 48, 82, 91, 311, Dauphine, 16, Denise, 150, de la Devise, 80, 242, 302, 337, 340, 341, Dumas, 163, 164, 165, 172, 174, 175, 181, Duplessy, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 190, 191, 192, 371, 376, Duranteau, 83, des Écuries, 123, de l'Église-Saint-Seurin, 211, Émile-Fourcand, 213, 216, Émile-Zola, 191, Ernest-Renan, 216, Esprit-des-Lois, 134, du Fau, 36, des Faures, 76, 91, Ferdinand, 164, des Feuillants, 111, Fondaudège, 36, 37, 38, 39, 47, 53, 54, 69, 75, 76, 78, 79, 82, 84, 85, 144, 162, 163, 172, 173, 176, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 212, 214, 266, 296, 310, 337, 338, 340, 341, 342, 348, 359, 360, 364, 366, 367, 374, 388, 397, de la Franchise, 213, 217, 219, Francis-Martin, 183, de la Fusterie, 74, 233, de Gasc, 133, Georges-Bonnac, 201, du Grand-Cancera, 296, de la Grille, 153, du Hâ, 150, Huguerie, 179, Hustin, 22, 85, 90, 103, 163, 164, 165, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 293, 374, 393, des Incurables, 117, 118, de l'Intendance, 245, du Jardin-des-Plantes, 183, 186, 192, 193, Judaique-en-ville, 106, 235, Judaique-Saint-Seurin, 36, 53, 75, 76, 82, 84, 118, 119, 120, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 202, 203, 204, 242, 248, 335, Laclotte, 186, 189, 190, 222, 223, 224, 226, 359, Lafaurie-de-Monbadon, 71, 116, des Lauriers, 84, 123, 196, Leyteire, 31, 117, du Loup, 74, 94, 235, 236, 300, 312, 325, 347, Lufflade, 70, 82, 213, 217, 218, 333, de la Maison-Daurade, 141, 142, 143, 144, 145, 243, 244, des Menuts, 49, 233, 237, 300, 340, de la Merci, 233, Mercière, 64, du Mirail, 23, 78, 84, 100, 129, 319, 380, Mitchell, 154, 156, 343, Monde-nard, 83, 84, 85, 111, 207, 213, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 292, 324, 325, 331, 382, des Motes, 106, 332, du Mû, 246, Naujac, 70, 82, 213, 216, 217, 292, Nérigeau, 238, Neuve, 76, 91, Notre-Dame aux Chartrons, 36, 47, 73, 109, 147, 149, 156, 179, 187, 296, 338, Notre-Dame-Saint-Seurin, 27, 46, de l'Observance, 150, du Palais-Gallien, 27, 37, 48, 52, 75, 80, 109, 118, 119, 120, 121, 161, 179, 182, 195, 196, 197, 208, 212, 252, 253, 293, 340, 341, 342, 371, 375, 376, du Parlement, 47, 74, 80, 123, 234, 235, 242, 316, 324, 328, 335, 359, 371, du Parlement-Saint-Pierre, 47, Paulin, 70, 80, 82, 85, 212, 214, 215, 216, 217, 218, 220, 221, 222, 223, 224, 227, 228, 230, 311, 323, 327, 328, 329, 331, 332, 333, de la Petite-Prévôté, 208, de la Petite-Taupe, 74, 115, 179, des Petites-Carmélites, 31, Pierre-Charron, 36, des Piliers-de-Tutelle, 88, 141, 143, 145, 401, Planterose, 64, du Poisson-Salé, 246, du Pont-de-la-Mousque, 244, 245, 246, de Pont-Long, 88, 124, 195, 196, 199, 200, 201, 317, 322, 335, 340, du Pont-

- Saint-Jean, 293, des Portanets, 93, Porte-Basse, 235, 236, 300, Porte-Dijaux, 59, 81, 83, 91, 114, 126, 229, 242, 243, 292, 336, 376, 384, Pouden-san, 82, 218, Poyenne, 251, Pradelle, 93, de la Prévôté, 208, du Professeur-Demons, 163, du Puits-Descaux, 35, 47, 74, 116, 163, 299, 340, 359, 363, Putoye, 116, Raze, 27, 76, 92, des Reli-gieuses, 36, 196, 208, des Remparts, 30, 31, 34, 35, 41, 51, 73, 74, 75, 94, 126, 292, 300, 308, 316, 323, 326, 327, 328, 335, 339, 341, 342, 358, 380, 382, du Réservoir, 82, 85, 98, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 292, 332, Roulleau, 85, de la Rousselle, 74, 80, 233, 236, 237, 295, 335, 340, 359, 360, 362, Royale, 123, Saint-Antoine, 111, 300, Saint-Charles, 42, 239, 240, 241, Saint-Étienne, 41, 83, 85, 110, 111, 206, 207, 208, 209, 210, 230, 292, 312, 319, 332, 380, Saint-Fort, 51, 71, 74, 79, 116, 179, 228, 253, 299, 323, 328, 377, Saint-François, 154, Saint-Jean, 85, 207, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, Saint-Laurent, 188, 189, 191, Saint-Rémi, 123, 232, 233, 243, 244, 245, 340, Saint-Sernin, 133, 196, Sainte-Catherine, 22, 80, 141, 142, 143, 144, 145, 233, 245, 246, 247, 292, 293, 324, 325, 327, 328, 335, 378, 379, 401 Sainte-Croix, 35, 48, 74, 81, 233, 238, 239, 295, Sainte-Luce, 83, 207, 213, 221, 222, 223, 224, 225, 227, 228, Ségur, 335, de la Taupe, 71, 74, 82, 115, 116, 128, 179, 180, 254, 299, 376, du Temple, 88, de Terre-Nègre, 219, Tourat, 148, 153, 156, de la Trésorerie, 37, 68, 69, 82, 83, 85, 86, 93, 111, 184, 207, 208, 212, 213, 214, 215, 216, 219, 220, 221, 222, 225, 226, 227, 228, 230, 231, 323, 329, 331, 332, du Tribunal, 85, des Trois-Canards, 74, 235, 236, des Trois-Chandeliers, 237, 238, des Trois-Conils, 106, Tronqueyre, 38, 70, 85, 109, 110, 196, 206, 207, 208, 209, 210, 227, 228, Ulysse-Gayon, 213, de la Verrerie, 153, 154, 338, de Verteuil

Bourgade (Pierre-Joseph), procureur général du Parlement, 242
 Bouscatier (Anne), 50
 Bousignon (François), architecte du Bureau des finances, 65, 111, 112
Boussac, paroisse de la juridiction de Fumel, 315
 Boutet (Tanaÿs), raffineur, 237, 238
 Boutetie (Jean), cloutier, 221
 Boutin (Charles-Robert), intendant de Guyenne, 16
 Boyd, négociant irlandais, 88
 Boyé (Guillaume), carreleur, 70, 215
 Boyer (abbé), chanoine de Saint-Seurin, 103, 108, 185
 Boyer (Joseph), négociant, 39
 Briol, charpentier, 32
 Briseux (Charles-Étienne), architecte, 352, voir sources imprimées
 Broc (Jean), rouleur au Bureau de la Douane, 215, 218
 Brochard (René), comédien, 100
 Brongniart (Alexandre-Théodore), architecte, 379
 Brothier (Martin), architecte, 57, 58, 109
 Brousse (Marc-Antoine-Chrysostome), supérieur de la Mission, 197
 Brugeille (Léger), marchand, 224
Bruges, 39, 85
 Brun (Charles), 42, 239
 Brun (Pierre-Simon), contrôleur des Guerres, 183, 185, 186, 187
 Bryas (marquis de), 54, 285
 Bullet (Pierre), architecte, 351, 369
 Bullotte (Joseph), maître de pension, 80, 187, 190, 191
Burck, voir *Mérignac*
 Burdon (Jean dit Lapiere), appareilleur, 187
 Burguet (Bernard), architecte, 58, 60
 Burguet, charpentier, 32, 110
 Byrne, négociant, 155

Cadillac, Entre-deux-Mers, 302, 306, 307, 327
 Cadret ou Cadrey (Pierre et Jean-Baptiste), tailleurs de pierre, 70, 218, 225
 Caduc, négociant, 88, 200, 201, 317, 322, 335, 382
 Cadusseau (Martial), officier de marine, 175
Caen, 302, 309
 Calendrin, chanoine de Saint-André, 28
 Calvimont, voir Raffin
 Camardon (Étienne), tailleur d'habits, 180
Camarsac, Entre-deux-Mers, 48
Cambes, Entre-deux-Mers, 305
Cambrai, 18
 Camescasse, négociant, 52, 90
 Camirieux (Joseph), maçon, 69
 Cannaud, maçon aspirant à la maîtrise, 60
 Canteloup (Amaud), 335
 Canteloup (Louis), 30, 34
Cantenac, Médoc, 104
 Carabin, compagnon maçon, 69
 Carton (Jean de), président trésorier de France, 181
 Cassaigne (Jean), architecte, 60
 Castaing, négociant, 94
Castel d'Andorte, voir *Le Bouscat*
 Castelnau (Jacquette de), 200

Castelnau (Pierre de), baron d'Auros et capitaine au régiment de Saluces, 82, 195, 199, 200, 201, 202, 203, 202, 293, 348, 349, 350
 Castilhon, compagnon maçon, 69
Caudéran, 108, 196, *bourdieu de Grand-Lebrun*, 281
 Cazalet (Pierre de), écuyer, avocat au Parlement, 183, 185, 186
 Cazaux (Jean), tailleur de pierre, 70, 218
 Cazaux (Marguerite), 214
 Cazaux (Marie-Thérèse), 95, 214, 215, 220
 Cazeau, compagnon maçon, 69
 Céleste (Raymond), 100
 Cellier-Soissons (Jean-Baptiste-Thomas), 125, 174, 177, 178
Cérons, château de La Tour, 22, 82, 276, 277, 278, 280, 302, 309, 320, 326
 Cessy (Jean-Baptiste), sculpteur, 16, 249
 Chalgrin (Jean-François), architecte, 384
 Chalifour (Jean, père et fils), architectes, 57, 58, 76, 83, 116
 Chamblan (Jean), maître sellier, 74, 94, 235, 300, 325, 359, 364
 Champion de Cicé (Mgr Jérôme-Marie), archevêque de Bordeaux, 18, 104
 Chartier (Pierre), officier de marine, 175
 Chatry, courtier, 326
 Chazot (Jeanne-Marie-Françoise de), 183
Chênevert, voir *Mérignac*
 Chevey (Pierre), architecte, 50
 Choiseul (Étienne-François de), ministre, 149, 164
 Cholet (Guy), consul de la Bourse, 282, 283
Cholet, voir *Talence*
 Clau (Guiraud et Jeanne), 220, 224, 323, 329, 330
 Claude (Pierre), plâtrier, 70
 Clavet (Laurent), marchand pierrier de Béguey, 71
 Clemenceau (François), domestique de Mme Hustin, 223
 Clochar, 58, 60
 Clock (Jean-Baptiste-Alexandre), trésorier, secrétaire du Roi, 29, 30, 89, 94, 127, 235, 259, 260, 281, 353, 356, 403, 362, 403
 Cluzan (Bernard), marchand, 36, 182
 Cochin (Charles-Nicolas), 362
 Cochon (Jacques et Gabriel-Nicolas), négociants, 191
Coimères, château de La Roque, 351
 Collignan, notaire, 155
 Combes (Guy-Louis), 20, 60, 112
Compey en Poitou, 69
 Conchon (Pierre), puisatier, 71
Condat, 315
 Corcelles (Amaud), architecte, 60, 159
Cours-en-Bourgeais, 97
 Courtois (Jean), maître pâtissier-rôtisseur, 197, 198
 Courtonne (Jean), architecte, 347
 Cousseilhac (Clément), maître cordonnier, 51, 74, 126, 308, 323, 327, 328, 329, 335, 381, 382
 Coustou (Antoine), musicien, 222
 Coutaud (Pierre), charpentier, 188
 Croizet (Fulcran), architecte, 60
Cubzac, 302
Cubzaguais, 311
 Cursol (François-Eymeric et Elisabeth de), 183

Daleau, négociant, 76, 180
 Damoy (Jean), serrurier, 70, 226
 Dangas (Antoine), vitrier, 70, 229, 221
Dantzig, Pologne, 313
 Dardan (Étienne), architecte, 27, 29, 33, 34, 36, 75
 Dardan (François), 36
 Dardan (Joseph), 27, 62
 Dardan (Marie), 36, 38, 46
 Darqué (Louis), charpentier de haute futaie, 211
 Darrieux (Bernard), notaire, 91, 106,
 Dast Le Vacher de Boisville, archiviste, 21
 Deborde ou Desbordes (Léonard), appareilleur, 69
 Dechambert (abbé), chanoine de Saint-André, 105
 Dejardin ou Lullé-Dejardin, peintres, 223, 317, 318, 382, 387
 Delafosse (Jean-Charles), architecte, 362, 374, voir sources imprimées
 Delamaire (René-Alexis), architecte, 347
 Delaroze (Gabriel-Simon, Augustin, Jacques-Philippe et Guillaume), planteurs, négociants et officiers de marine, 80, 246, 324, 325, 335
 Delbalat (Jean et Pierre), tailleurs de pierre, 70, 217, 219
 Delhoste, gentilhomme verrier, 96
 Delpy (François), menuisier, 70, 221
 Depleurs (Michel), menuisier, 216
 Desaidès (François), 216
 Desbiey (abbé Louis-Mathieu), chanoine de Saint-André, 106, 107, 230, 232
 Desclaux (Pierre), négociant, 46, 82, 154, 156, 157, 159, 306
 Deséans (Noël), marchand de fourrage, 71
 Desgranges (Louis), chirurgien de marine, 224
 Deshayes (Jacques), confiseur, 215
 Despase de Bernones (Jean), 89, 157
 Despujols (Antoine), 68, 173, 174
 Despujols (Blaise), 21, 48, 59, 68, 77, 78, 80, 81, 84, 85, 97, 106, 141, 173, 174, 175, 216, 297, 401
 Despujols (Catherine), 233
 Despujols, 51, 69, 79, 86, 174
 Dessans (Marie), 36, 41, 49, 84, 85, 86, 219
 Dézallier d'Argenville (Antoine-Joseph), 356, voir sources imprimées
 Dierx (Jacques), négociant, 248
 Dierx de Ras (Abraham), négociant, 27, 248
 Dieudavou (Antoine), tailleur de pierre, 69, 93
Dignac, Médoc, 29
 Doazan (Pierre-Éloi), receveur des Fermes, 183, 185
 Domenge de Pic de Blays (Claude-Ange), conseiller au Parlement, 49, 249, 250
Dordogne, rivière, 97, 279, 280, 301, 302, 306, 310
 Dorimond (dames), 244
 Douat (Joseph), charpentier de marine, 79, 82, 249, 261
 Douat, négociant, 79, 135
Douelle, Quercy, 319
 Doussous (Anne, Anne-Mimi, Anne-Poulette, Anne-Nanette et Marie-Anne-Finette), 214
 Drouillard, 74
 Dubédar (Jean), apothicaire, 174
 Dubergier (Alexis), avocat au Parlement, 183

Dubergier (Marthe), 41
 Dubergier, administrateur de l'hôpital de La Manufacture, 115
 Dubernet (Mathieu), 216
 Dublan (Louis-Gabriel-Auguste), 143
 Dublan (Pierre), directeur du domaine, 88, 143, 324
 Dubois (Pierre), tonnelier, 217
 Dubourdieu (Jean), négociant, 163, 165
 Ducaunnés-Duval (Gaston), 21, 90
 Duclou (Jean), maçon, 70, 218, 226
 Ducoing (Guillaume), tonnelier, 52
 Ducos (Jean-Étienne), négociant, 74, 80, 100, 236
 Dudon (abbé), chanoine de Saint-André, 106, 335
 Dudon (Pierre-Jules), procureur général au Parlement, 51
 Duffour, financier, 346
 Duffourg, négociant, 68, 220, 221, 223, 248
 Dumaine (Jean), serrurier, 38, 52, 77, 80, 83, 90, 129, 137, 150, 157, 158, 161, 166, 185, 190, 237, 253, 310, 340, 341, 342, 375, 376, 384, 385
 Dumas de Laroque (Pierre-Henri), conseiller au Parlement, 42, 75, 148, 149, 158, 279, 394,
 Dumeau (Nicolas-Jean), bourgeois et négociant, 174
 Dumoulin (Étienne-Théodore), conseiller au parlement de Bretagne, 99
 Duneau (Élie), 282
 Duplessy-Michel, famille, 163
 Duprat (Daniel), négociant, 151, 154, 157, 158, 309, 315, 326, 327, 328, 344, 345, 346, 380, 381, 382
 Duprat (François-Xavier), négociant, 248, 316, 342
 Duprat (Jean), vigneron, 216, 219
 Duprat (Pierre), notaire, 69, 187, 221
 Dupré de Saint-Maur (Nicolas), intendant de Guyenne, 18
 Dupuy (Jean-Patrice), 90, 165, 167
 Dupuy (baronne de Poissac), 167
 Dupuy, maître menuisier, 88
 Durand (abbé), chanoine de Saint-André, 28
 Durand (Charles), architecte, 58, 59, 60, 78
 Durand (Gabriel), architecte, 61, 67, 69, 127, 205, 286
 Durand (Gabriel-Joseph), architecte, 285
 Duranthon (Martial), prêtre, 226
 Durieux (François), architecte, 61
 Duroy ou du Roy de Suduiraut, président de la cour des Aydes, 88
 Duru (Raymond), architecte des Bâtiments de France, 261
 Dutemple (Antoine), directeur de la Monnaie, 143
 Dutems (abbé Jean-François-Hugues), chanoine de Saint-André, 106
 Duval (abbé), 106
 Duvergier (Guillaume), avocat au Parlement, 183, 185
 Duvergier, famille, 85

Edam, Provinces-Unies, 313
 Emeric (Léonard), couvreur, 70, 93
Enkhuisse, Provinces-Unies, 313
Ennery, Île-de-France, château, 351
Entre-deux-Mers, 306, 307, 316
 Ernest (frère), dessinateur, 274

Esmangart, intendant de Guyenne, 17, 18, 96
États-Unis, 39
 Eu (maréchal d'), gouverneur de Guyenne, 16
Expert, village de la paroisse de Cérons, 280
 Eynaud (Marie-Magdeleine-Victoire), 172
 Eygnac (d'), directeur des fortifications de Guyenne, 164
 Fairau (Jean), menuisier, 70, 216, 219
 Fargès (François de), intendant de Guyenne, 17
 Fauchey (Pierre), cordonnier, 188
 Fauconey (Jean), tourneur, 226
 Faurie (André), courtier, 77, 89, 134, 297, 302, 305, 309, 325, 326, 337, 344
 Fegère (Pierre), négociant, 222
 Ferret (Pierre), architecte, 265
 Ferrière (Jean), courtier, 74, 193, 359
 Ferrière (Pierre), courtier, 42, 193, 249, 340, 359, 360
 Ferussac, 76
Finlande, golfe, 314
 Fissou (Catherine), marchande, 221
Florence, Toscane, 334
 Fonade, négociant en bois, 312
 Forestier (Jean), maçon, 70, 225
Fort Boyard, Saintonge, 61
 Foubert (Balthazar), gentilhomme verrier, 318
 Foucaud (Pierre), maître boulanger, 188, 189
 Foucault de Beauregard (Charles-Marie), trésorier de France, 216
 Fouquet (Pierre), 216
 Fourcade, avocat, 74, 335
 Francin (Clovis-Claude), sculpteur, 31
 Francœur, compagnon maçon, 69
Fribourg, Allemagne, 313
Fronsac, Fronsadais, 306, 310
 Fumel (Joseph de), 45
Fumel, 315

Gabriel (Jacques-Ange), architecte, 66, 122, 123, 362, 365, 368, 378, 379, 393, 395, 399, 400
 Gadailh, 299
Gaillot, voir *Tauriac*
 Galtier (Laurent), 98
 Galton (Anne), comédienne, 100
Garonne, fleuve, 13, 88, 97, 112, 247, 266, 276, 277, 301, 302, 307, 308, 310, 311, 315
 Gastambide (Jacques), architecte, 60
 Gaudin (Louis), maçon entrepreneur, 64
Gauriac, Bourgeais, 302
 Gautier (Alcide), notaire, 85
 Gautier (Jean-Élie), négociant, 141, 143
 Gautier-Laplante, tailleur, 88
 Gemard, 156
 Germain (Léonard), tonnelier, 223
 Gernon (Christophe), négociant, 75, 151, 152, 153, 155, 157, 158, 161, 340, 360, 366
 Gernon (Richard), négociant, 150
 Gilain (Philippe-Charles), peintre, 70, 225
 Giral, architecte, 371
 Girard (François), architecte, 57, 83

Girard (Jean), maçon, 70, 225
 Giraud (Jean), cordonnier, propriétaire de carrière à Asque, 97
Gironde, fleuve, 97, 99, 136, 224
Gironde-sur-Dropt, Réolais, 311
 Godefroy, architecte, 60
 Gombaud, fondatrice de l'hospice des Incurables, 117
 Gombault, 140
 Gonzales (Antoine), peintre, 273
 Goro, vitrier, 120
 Gosse (Jean), maître paumier, 98, 160,
 Goudenat (Joseph), maçon, 70
 Gouget, 21
 Gourgues (Marc-Antoine et Jacques), 114
 Gradis (David), négociant, 19
 Grand-Gascon, compagnon maçon, 69
Grand-Lebrun, voir *Caudéran*
 Granger (Narcisse), comédien, 100
 Granon (Jacques), menuisier, 222
 Grasset (Antoine), architecte, 65
 Grassi, médecin et physicien, 93
Graves, 310, 233
 Grégoire de Saint-Sauveur (Jean-Baptiste-Amédée de), évêque de Bazas, 115
 Grenaille (Marguerite), 175
 Grenet, maître limonadier, 127
 Grenier (Joseph), courtier, 175
Grézillac, Entre-deux-Mers, carrière de Bouchet, 315
 Grillon (Antoine), apprenti maçon, 58
 Grillon (Marie), 215
 Gué, sculpteur, 71
 Gueu (Edme), négociant, 82, 156, 157, 160, 170, 340, 341, 343
 Gueytron (Pierre), marchand, 98
 Guichenay-Labarthe (Jean), procureur au Parlement, 222, 225
 Guilhem (Jean), gentilhomme verrier, 218
 Guillé, couvreur, 120
 Guillon, négociant, 245
Gustrow, Allemagne, 313
 Guy (Joseph), notaire, 152, 155, 156

Hambourg, Allemagne, 313
 Hanssen de Liliendalh (Frédéric), négociant, consul de Danemark, 22, 29, 41, 127
 Hardouin-Mansart (Jules), architecte, 347
 Haute (Antoine-Joseph), musicien du Grand Théâtre, 222
 Heberard, puisatier, 125
 Héliès (Marie), 228
 Henri IV, 55
 Heusler (Jean-Jacques), négociant, 187, 190
 Heuste (François), architecte, 211
 Hicky (Jeanne), veuve de Pierre Mitchell, 148, 155
Hoom, Provinces-Unies, 313
 Hosten, 156
 Hue, ingénieur des Ponts et chaussées, 365
 Hustin (Denis-Jacques-Ferdinand), faïencier, 51, 75, 163, 164, 165, 167, 168, 172
 Hustin (Joseph-Nicolas-Ferdinand), 173
 Hustin de Lugajac (Jean-Baptiste-Marie), 173

Issy, *Île-de-France*, château, 351
Itzehœ, *Allemagne*, 313
Izard (Jean-Baptiste), officier de marine, 41

Jarrige (Jean), 216
Jatz (Jean), menuisier, 188
Jau, Médoc, 29
Jaubert (Marie), 28, 39, 57
Jauge (Étienne et Théodore), négociants, 151, 154, 156
Jean-Lamat, voir *Sainte-Croix-du-Mont*
Jeanneau (Jean), architecte, 60
Johnston (David), négociant, industriel, maire de Bordeaux, 159
Jolicœur, compagnon maçon, 69
Jotevat (Alexandre), imprimeur, 28
Jouannet (Louis), paveur, 228
Jourdain, architecte, 16

Kirwan (Marc), négociant, 183

L'Averdy, contrôleur général, 57, 62, 63
L'Espérance, compagnon maçon, 69
La Liberté, compagnon maçon, 69
La Lustre, voir *Tauriac*
La Mosson, Languedoc, château, 371
La Réjouissance d'Orléans, compagnon maçon, 64
La Réole, 91
La Roche (Sophie de), 33, 44, 141, 142, 143, 159, 161, 162, 306, 382, 391, 395, 396, 397, voir bibliographie : Méaudre de Lapouyade
La Rochelle, bourse, façade sur la rue du Palais, 365
La Roque, voir *Coimères*
La Saye, rivière, 311
La Tour, voir *Cérons*
La Tresne, Entre-deux-Mers, 308
Laborde (abbé), chanoine de Saint-Seurin, 372
Laborde (Rose), 226
Labottière (Étienne), négociant, 192, 193, 194
Labottière (Jacques et Antoine), imprimeurs et libraires, 16, 22, 44, 194, 261, 271, 281, 352, 354, 403
Labottière, famille, 261
Laboyrie (Pierre-Joseph de), conseiller au Parlement, 243, 244
Labroille (Jean-Baptiste), menuisier, 70, 221
Lacassaigne (Eymond), menuisier, 216, 217
Lachapelle, 82, 254, 280
Lachaume (Pierre), maçon, 186
Lacombe (Bernard), officier de dragons, 174, 175, 177
Lacoste, serrurier, 82, 233, 296
Lacour (Pierre), peintre, 14, 20, 21
Ladouceur, compagnon maçon, 69
Ladugie (Antoine), négociant, 34, 46, 47, 123, 301, 316, 323, 324, 328
Lafaye, charpentier, 120
Laffargue (Pierre), négociant, 88
Laffitte (Jean), 81
Laffitte, chirurgien, 47
Laffon (Girard), tonnelier, 215
Lafite, négociant, 79, 135
Lafiteau, 64

Lafon (Gérard), tonnelier, 223
Lafon (Pierre), maître vitrier, 251
Lafon, négociant, 154, 156
Lafore (Jean), courtier, 270
Laforêt, compagnon maçon, 69
Lafosse (Marguerite), 27
Lageroflée, compagnon maçon, 69
Lajeunesse, compagnon maçon, 69
Lalande (Pierre de Raymond de), conseiller au Parlement, 42, 44, 129
Lalanne (Laurent), avocat au Parlement, 183
Lalanne, président au Parlement, 166, 167
Lalle (Pierre), cordonnier-négociant-armateur-cabaretier, 94
Laloubie, marchand, 323, 324
Lamery (Pierre), comédien, 100
Lamolère, conseiller au Parlement, 134
Lamothe (Jean), officier de marine, 221, 223
Lamothe (Simon-Antoine-Delphin et Alexis de), avocats au Parlement, 183, 185, 189
Langoiran, Entre-deux-Mers, 302
Langon, 302, 306, 307, 319
Langouran (Jean), secrétaire du Roi en la chancellerie du parlement de Navarre, 165
Languedoc, 78
Lanoix, négociant, 135
Lapensée, compagnon maçon, 69
Larché (Bernard dit Beaulieu), maître menuisier, 197, 198
Laroque (Guillaume), négociant, 222
Laroque (Isaac), négociant, 150, 159
Laroque (Paul), négociant, 88
Laroque, voir *Saint-Germain*
Laroze, compagnon maçon, 69
Larré (Thérèse-Pauline), 222, 223
Larré (Nicolas), courtier, 175
Lartigue (François), architecte, 57, 66
Lasmolle (Jean), architecte, 60
Lasserre (Jean), menuisier, 70, 175, 221
Lasserre (Thomas), apprenti maçon, 58
Lasseveno (Bertrand), tailleur de pierre, 215
Latapie (François-de-Paule), inspecteur des Manufactures de Guyenne, 279, 306, 315, 319
Latapy, verrier, 319
Lataste (Martin), marchand de pierre, 305
Latomberie (Jean), bourgeois de Bordeaux, 225
Lavaissière de Verduzan (Gabriel-Barthélemy), conseiller au Parlement, 124, 125, 283, 348
Lavau, Poitou, 69
Lavie (Paul-Marie de), président au Parlement, 42, 43, 285
Laville, 35, 74
Lawton (Abraham), courtier, 150, 157
Le Berthon d'Aiguille (André-Jacques-Hyacinthe), premier président au Parlement, 31, 115
Le Bouscat, 108, 212, *bourdieu de Castel d'Andorte*, 372, *domaine de Lübeck*, 256
Le Burck, voir *Mérignac*
Le Camus de Neville (François-Claude-Michel-Benoît), intendant de Guyenne, 20
Le Kain, comédien, 17

Le Mercier, architecte, 115
Le Muet (Pierre), architecte, 333
Le Pautre (Antoine), architecte, 348
Le Pavillon, voir *Sainte-Croix-du-Mont*
Le Taillan, paroisse et seigneurie, 285-286, *château*, 186, 352, *village de l'Allemagne*, 282, 285
Le Tellier (frères), négociants, 241
Leblanc-Nougués (Dominique-François), secrétaire du Roi en la chancellerie du Parlement, 165, 172, 174
Lecomte, sculpteur, 94
Ledoux (Claude-Nicolas), architecte, 370, 378, 379, 384, 402
Legeay ou Le Geay (Jean-Laurent), architecte, 362
Legendre (Marie), 174
Legros, compagnon maçon, 69
Lemonnier (Louis-Pierre), architecte, 365
Lenoir (Samson-Nicolas), architecte, 362
Lerbet (Jean), apprenti maçon, 59
Leroy (Julien-David), architecte, 362, voir sources imprimées
Lescat (Jean), tonnelier, 214
Leveillé (Bernard), marchand d'oublies, 218
Lhoste (Laurent-Bruno), directeur de la Monnaie de Bordeaux, 93
Lhôte (François), architecte, 18, 20, 23, 43, 52, 65, 66, 110, 125, 139, 144, 145
Libourmais, 311
Libourne, 29, 306
Lignac (André), gentilhomme verrier, 79, 95, 96, 97, 155, 319
Limonas (Antoine), négociant, 243, 244
Lisleferme (Pierre-Nicolas de), 183, 184, 185, 188, 189, 190, 191, 192
Lodève, compagnon maçon, 69
Loirac, Médoc, 29
Lonsing (François-Louis), peintre, 20
Lormont, château, 305, 308
Louis (Victor), 20, 23, 24, 61, 66, 67, 90, 122, 134, 135, 138, 139, 141, 146, 167, 169, 244, 326, 347, 349, 365, 366, 367, 372, 376, 378, 379, 393, 395, 397, 398, 399, 401
Louis XIV, 55, 115, 347, 351, 362
Louis XV, 15, 284, 364, 365, 377, 378, 395
Louis XVI, 347, 351, 362, 374, 377, 395, 396, 400, 403
Lübeck, Allemagne, 44, 313
Lübeck, voir *Le Bouscat*
Lufflade (Jean), serrurier, 82, 218
Lullé-Dejardin, voir Dejardin
Lynch (Jean-Baptiste), maire de Bordeaux, 99, 100
Lyon, 62
Lyonnais, 319

Mac Carthy (Denis), conseiller au Parlement, 79, 165, 167, 169, 210, 237
Mailhol (Jeanne), 220
Maillères (Pierre), notaire, 85
Majance de Camiran (abbé de), chanoine de Saint-André, 43
Majance de Camiran (Léonard de), conseiller au Parlement, 168

Malecot (Pierre), 250, 299
Malleret (Président de), 299
Marchais-Langagnerie (Jean), officier de marine, 182
Marchand (Bernard), négociant et consul de la Bourse, 175
Marcou (Claude), 39
Mares (Jean), maître perruquier, 221
Margaut, voir *Talence*
Marginier (Philippe-Louis), chanoine de Saint-André, syndic du chapitre, 106
Marie (Alexis), marchand pierrier de Cérons, 71
Marie-Louise, « négresse libre », 188, 189
Marmande, 266
Marmande-Caumont-Beauville, famille de, 266
Marmiesse (Jean), tailleur, 225
Maroucle, décrotteur, 50
Marsan (Antoine), maître tapissier, 197, 198
Marsan (Pierre), marchand tapissier, 206
Martin (Jean), architecte, 57, 68, 69, 85, 86, 159, 189
Martin (Joseph), 274
Martin, négociant, 74
Masson (Emery), négociant, 174, 177
Mathieu-sur-Mer, Normandie, 61
Maucamp, voir *Talence*
Mauamelat (Nicolas), tailleur de pierre, 70, 218
Maupéou (René-Nicolas), chancelier, 17, 64
Mayne d'Anice, voir *Podensac*
Mazeau (Bertrand), arrimeur, 215
Médoc, 310
Meinicken (Georges-Daniel), négociant, 156, 158, 159
Meller (Pierre), négociant, 318
Menot (Jean-Nicolas), appareilleur puis architecte, 59, 70, 223
Mérignac, château du Burck, 35, 255, 259, 260, 271, 272, 273, 274, 281, 353, 354, 355, 356, 358, 383, 387, *château de Chênevert*, 22, 80, 270, 271, 273, 274, 283, 284, 309, 353, 355, 356, 368, 369, 370, 371, 372, 374, 376, 377, 386, 387, 388, 396, 402, *château de Pique-Caillou*, 30, 35, 39, 40, 53, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 271, 274, 312, 354, 355, 358, 382, 385, 387, *baronnie de Veyrines*, 270, 271, 353
Merlet (Marie-Flore), 95
Mesché, Saintonge, 309
Metayer (Michel), négociant, 39
Métivier, chirurgien, 172, 174
Métivier, jurat, 77, 233, 335
Meyraud, 156
Meyrieux, éditeur de cartes postales à Cérons, 276
Miaille (Jeanne et Marie), 221, 252, 324, 329, 330
Michel (Denise), 33, 38, 40
Michel-Duplessy, voir Duplessy-Michel
Minoy (Philippe), maître arrimeur, 51
Minvielle (Jean), couvreur, 248
Minvielle, conseiller au Parlement, 236, 295
Mique (Richard), architecte, 40, 66
Mirail (Joseph), architecte, 33
Mirieu de Labarre (Isaac), négociant, 192
Mission-Haut-Brion, voir *Pessac*

Mitchell (François-Patrice et Patrice de Larmandie), 75, 90, 98, 147, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 158, 271, 319, 394
Mitchell (Pierre), gentilhomme verrier, 148, 149, 155, 156, 157
Mitchell (William), verrier, 77, 96
Mitchell, famille, 48, 148, 149,
Mocquart ou Moquart (Mathurin), négociant, 79, 136
Moka-Neuf, voir *Saint-Domingue*
Momelat, compagnon maçon, 69
Monaix (Bertrand), médecin, 238
Mondenard (Arnaud de), 220, 221, 226
Mondin (Pierre), apprenti maçon, 58
Monginoux (Achille), architecte, 269
Monnel de Mondésir (François), 127
Monpontet (René), architecte, 104
Montégut, architecte, 29
Montesquieu (abbé de), doyen du chapitre de Saint-Seurin, 34
Montesquieu (Charles de Secondat de), président au Parlement, 33
Montferriand, lieu-dit « Entre-deux-estey », 28
Montmain (Martin), graveur, 93
Montpellier, 334
Moreau de l'Isle (Jérôme), 274
Moreau, négociant, 84, 100
Moreau-Desproux (Pierre-Louis), architecte, 374
Morin (Jean-Baptiste-François de), 174
Moulinet (Mathieu), vigneron, 50, 215
Mouret (Jean), 60

Nairac (Paul), négociant, consul de la Bourse, 90, 169
Nantes, 309, 334, *île Feydeau*, 334
Narbonne-Pelet (Sylvestre-Auguste de), 243
Narva, Estonie, 314, 317
Nau-Ducros (Jean-Baptiste), lieutenant général en la Table de Marbre du Palais, 164
Nauville (Gérard), notaire, 91, 174
Neufforge (Jean-François de), 362, 374, 375, 400
Noailles (Jeanne), 175
Nouvelle-Orléans, Louisiane, 13, 39
Nowlan (Jacques), syndic du séminaire de la Mission, 197
Nuñes (David), négociant, 38

Océan Indien, 19
Oppenord (Gilles-Marie), architecte, 369
Ordonnac, Médoc, abbaye Saint-Pierre de l'Isle, 115
Ornon, comté d', 353

Pagès (Jean et Pierre), boulangers canauliers, 186, 189, 191
Pallandre (Paul), imprimeur et libraire, 21, 129
Pannetier (Pierre-Auguste), négociant, 41, 86
Papein, notaire de la ville, 125
Papon (Nicolas), architecte, 57, 58, 59, 60
PARIS, 33, 34, 60, 64, 65, 66, 378, 379, 384, 386, 394, 398, 399, 402, 403
• *église Sainte-Geneviève*, 366
• *hôtels : Benoist de Sainte-Paule*, 362, *d'Argenton*, 347, *de Beauvais*, 348, *de Breteuil*, 346; *de Mari-*

gny, 346, *de Matignon*, 347, *de la Monnaie, de Montsaugé*, 346, *de Saint-Florentin*, 384, *de Sainte-Foix*, 346, *de Soubise*, 347, *de Vauvray*, 351
• *places : Louis-XV*, 384, *Saint-Sulpice*, 378
• *rue de Tourmon*, 365

Parisien, menuisier, 120
Pasquet (Pierre), courtier, 174
Payen (Antoine), serrurier, 215
Péchade, architecte, 60
Pechet (Henry), commis négociant, 210, 332
Peixotto (Samuel, puis Charles), banquier, 255
Pellegrue-Foix-Caumont, famille de, 266
Pénicaud (Hyacinthe), doyen des avocats au Parlement, 227
Penne (Pierre), négociant, 150, 154, 158, 161
Périgord, 312
Périgord, compagnon maçon, 69
Perron (Michell), maçon, 219
Perronneau (Jean-Baptiste), peintre, 17
Pessac, bourdieu de la Mission-Haut-Brion, 118, 282
Petit (frères), écuvers et négociants, 80, 241, 242
Peychaud, propriétaire de carrière, 97
Peyraguey (Bernard), vigneron, 217
Peyrelade (René), plâtrier, 219
Peyronnet (Jean-Louis), trésorier de France, 165, 167
Pichon de Longueville, famille, 89
Pichon de Trémondrie (Anne-Louis-Frédéric), négociant, 155, 158
Pick (Guillaume), négociant, 187
Pick (Léonard), écuyer, seigneur de Preignac, 83, 90, 95, 167, 220, 226
Pierrugues, ingénieur des Ponts et Chaussées, 14, 42, 96, 163, 208, 214, 217, 295
Piffon (Pierre et Pierre), maîtres vitriers, 70, 215, 313, 320, 323, 329, 332,
Pinasseau (Jeanne), 215
Pinaud, menuisier, 98
Pique Caillou, voir *Mérignac*
Pistolle, compagnon maçon, 69
Plaine du Nord, voir *Saint-Domingue*
Planche (François), tailleur de pierre, 215
Podensac, 82, 279, 280, 310, *bourdieu du Mayne d'Anice*, 355
Poirié, maréchal-ferrant, 71
Poirier (Léonard-René), architecte, 60
Poivert (Guillaume), tailleur de pierre, 182
Pologne, 313
Pompidou (François), tailleur de pierre, 70, 225, 227
Pompignac, Entre-deux-Mers, 104
Poncin (Jean-François), procureur du séminaire de la Mission, 118
Portier (André), architecte, 16, 29, 122, 123, 124, 126, 357, 365, 393, 399, 400
Pouchard (Jeanne), 50
Poudensan (sœurs), 217, 218
Poupain (Marguerite), 208, 210
Pouzet, marchand de fourrage, 71
Preignac, prévôté royale de Barsac, 302, 307, 312
Pudeffer, 147
Puynormand, Libourmais, 29
Pyrénées, 310

Queva (André), sculpteur, 71, 193, 194

Raffin de Calvimont, 22, 82, 276, 278, 298, 327, 380, 390

Ragueneau, 296, 347

Ramonat (Pierre-Géraud), 127

Ramondon (Pierre), 42

Rauzan (Martin), notaire, 92, 155, 156, 306, 307, 328

Ravezies (Jean), maître cordier et négociant, 42, 80, 150, 161, 239, 240, 241, 327, 328, 346, 348, 350, 381, 382, 390

Raymond (Arnaud), cordonnier, 215

Reignault de Charancé (Hugues), gentilhomme verrier, 318

Reval, *Estonie*, 313

Richefort (Jean), architecte, 52, 61, 83, 90, 92, 125, 305, 400

Richelieu (Louis-François-Armand du Plessis de), gouverneur de Guyenne, 16, 18

Riga, Livonie, 313

Ripousseau (Pierre), tonnelier, 216

Robert (Arnaud), charpentier, 70, 188, 226

Robert (Jean), menuisier, 70, 221, 222

Rocaute de Bussac (Simon-Pierre), négociant et armateur, 167

Rodez, *Rouergue*, 27

Rogeat (Jean), architecte, 48

Rohan (Mgr Ferdinand-Maximilien de), archevêque de Bordeaux, 18, 56, 104, 122, 130, 349

Rolly (Jean de Sacriste de), 139, 140, 146

Roque-de-Tau, Bourgeais, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 327, 329, 330, 344

Roquepique, ingénieur des fortifications, 164

Rostock, Allemagne, 313

Roudey (Pierre), 175

Rouergue, 27

Roulle (Jean), négociant, 64

Roumegoux (Jean), maître d'équipage, 226

Roumilhac ou Roumillac (François), Roumilhac (René), architecte, 27, maçon, 69

Rousseau (Jean), maçon, 70, 120, 225

Routey (Pierre), commis de la poste aux lettres, 227

Roux (François), architecte du Domaine, 56, 57, 58, 76, 83, 111, 112

Roux (Jacques), 57

Royé (Antoine), maître boulanger, 30, 31, 34, 73, 94, 335

Rozat (Guillaume), maître couvreur puis négociant, 82, 157, 159, 160, 161

Sabarot (Georges), architecte, 44, 58, 64

Sabourin (Jean-Baptiste), négociant, 191

Saige (François-Armand), avocat-général, 51

Saige (Madame), négociant, 74, 248, 296

Saint-André, paroisse, aujourd'hui *Saint-André-de-Cubzac*, 279, 302

Saint-Christophe-de-Barde, domaine de Bois-Pertuis, 38

Saint-Cybard d'Escombes, aujourd'hui *Saint-Cibard-des-Combes*, 29

Saint-Domingue, 20, 39, *paroisse de la Plaine du Nord*, 202, *quartier du Moka-Neuf*, 246

Saint-Germain, paroisse, aujourd'hui *Saint-Germain-la-Rivière*, 279, 356, *château de Laroque*, 279, 395

Saint-Laurent, Bourgeais, 302

Saint-Macaire, 302, 307, 318

Saint-Martin-Château, Poitou, 69

Saint-Pierre de L'Isle, voir *Ordonnac*

Saint-Pierre de la Martinique, 270

Saint-Seurin-de-Cadourne, Médoc, 98

Sainte-Croix-du-Mont, domaine de Bertranon, 281, *domaine de Jean Lamat*, 281, *domaine du Pavillon*, 281

Saintes, Saintonge, 363

Saintonge, compagnon maçon, 69

Saintonge, 302, 306, 309, 315, 326, 328

Salmon (François), entrepreneur, 70, 218, 226

Salomon (Jean), architecte, 40, 59, 68, 83, 84, 114, 226

Samaran (Jeanne), 217

Sanfourche-Laroze (Michel), greffier en chef de la Jurisdiction consulaire, 175

Sansine (Barthélemy), appareilleur, 68, 69, 78, 79, 84, 135

Sardam, Provinces-Unies, 313

Sartres (Laurent de), gentilhomme verrier, 318

Saugue, entrepreneur, 48

Sault (Mgr du), évêque de Dax, 366

Saumur, 309, 328

Saussier (Pierre), carreleur, 187

Sauvage (Pierre), négociant, 74, 88, 248

Segonne (Antoine), charpentier de haute futaie, 209

Seguin (Pierre), marchand pierrier de Bayon, 71

Seignoret (Marie-Claire), 270

Semenaud (Jacques), plâtrier, 224

Sentout (Jacques de), seigneur de Jonqueyres, 48, 88

Serres (Joseph), menuisier, 120, 197, 198, 221

Sèze (Jean de), écuyer, avocat au Parlement, 41

Sibert (François), tailleur de pierre, 186, 190, 219

Soucy, charretier, 71

Soufflot (Jacques-Germain), architecte, 139, 366, 370, 374, 378, 384, 394, 399, 403

Sourdis (cardinal François de), archevêque de Bordeaux, 114, 115

Stettin, Pologne, 313

Stockholm, Suède, 313

Stralsund, Allemagne, 313

Taconnet, peintre et doreur, 382

Taillebourg, Saintonge, 309, 315, 316, 365

Talence, 274, 281, *domaine de Cholet*, 281, 282, 283, 354, 355, 369, 374, 385, 387, *château Margaut*, 281, 284, 285, 355, 373, 374, 376, 377, *bourdieu de Maucamp*, 274, 275, 353, 355, *maison Peixotto*, 352, *château Raba*, 352, *seigneurie de Thouars*, 274

Talleyrand, 88, 89

Tardy (Mathurin), architecte, 60

Tarquin (Laurent), « nègre libre », 223

Tarteyron (Isaac), négociant, 187, 189

Tastet (Raymond), chirurgien, 79, 106, 133

Tauriac, Bourgeais, 39, 50, 85, 97, *bourdieu de Gaillot*, 39, 85, 97, 303

Tauriac, village de La Lustre, 97

Teulère (Joseph), ingénieur des Ponts et Chaussées, 20

Théliol, peintre, 318, 382

Thiac (Joseph), architecte, 191

Thomas (Jean), maréchal-ferrand, 174

Thomas-Martin (Françoise), 187

Thomire, peintre, 71

Thouars, voir *Talence*

Thuillières, Champagne, château, 371

Toulouse (frères), charpentiers et vigneron, 223

Tour (Joseph du), officier cheval-léger, 198

Tournaire (Yves), 227

Tourmy (Claude-Louis Aubert de), intendant de Guyenne, 16

Tourmy (Louis-Urbain Aubert de), intendant de Guyenne, 29, 122, 124, 148

Toussaint (Marguerite), comédienne, 100

Tremblé (François), 226

Valance ou Valence (Mathieu), architecte, 33, 36, 65, 296

Van de Brande (Philippe), verrier et faïencier, 318

Van der Hem (Herman), dessinateur, 276

Vauzelle (André), maçon, 187

Verdelet (frères), maîtres menuisiers, 36

Vergnette (Jean), maître de carrière, 303

Vernet (Pierre), sculpteur, 180

Vernet (Claude-Joseph), peintre, 16, 19

Versailles, hôtel de Noailles, 347, *Petit Trianon*, 354

Verthamon d'Ambloy (marquis de), 244

Verthamon-Saint-Fort (Louis de), président à mortier au Parlement, 179

Vertheuil, Médoc, abbaye, 29, 104

Veyrines, voir *Mérignac*

Vialle, négociant, 89

Viard (François), négociant, 156

Viard (Jean), négociant et bourgeois de Bordeaux, 270

Viard (Raymond), négociant, 80, 156, 157, 158, 161, 270, 271, 273, 274

Vidal (Pierre), charpentier de haute futaie, 70, 222, Villard (Michel), négociant, 187

Vincent (André-François), peintre, 40

Virazeil, château, 266, 267, 268, 269, 351, 352, 356, 368, 370, 371, 383, 385, 388

Virazel, négociant, 236

Virelade, prévôté royale de Barsac, 312

Vitrac (Louis), chirurgien, 208

Voisin (Michel), architecte, 33

Weltner (Jean-Philippe), négociant, 44, 256, 353, 356

Wertmüller, peintre, 20

Westphalie, 313

Winckelmann (Johann-Joachim), 362, voir sources imprimées

Wismar, Allemagne, 313

Wleschman (François), serrurier, 197, 198

Wolsgast, Allemagne, 313

Zachau (Martin), négociant, 30, 39

TABLE DES ILLUSTRATIONS

En ce qui concerne les documents graphiques les titres en italique sont ceux portés sur les dessins ou au revers de ceux-ci, les dimensions sont données en centimètres.

Les illustrations 100 et 107 sont des extraits du plan dit de Brion. Ce document en une trentaine de feuilles, pratiquement toutes de format différent, est le brouillard d'un plan d'alignement pour toute la ville qui n'a jamais été achevé, il est conservé aux Archives municipales de Bordeaux. Les relevés sur le terrain ont été réalisés entre 1780 et la Révolution. L'échelle utilisée diffère selon les feuilles.

Le plan dit de Pierrugues, gravé en 1819 sous la direction de l'ingénieur des Ponts et Chaussées dont il porte le nom, mesure 104 x 82 cm il a été publié à l'échelle du 1/5000°. Pour les illustrations 63, 77, 118, 126 qui sont des extraits de ce plan, l'échelle a été réduite.

Les documents graphiques déjà publiés font l'objet d'un simple renvoi à l'ouvrage de cette publication.

1 | Cours Xavier-Arnoz, lotissements Mitchell et Dumas.

2 | Plan de Bordeaux et de ses environs, par Hippolyte Matis, (1716-1717), A.D. Yvelines A 323.

3 | *Vue de la Porte et de la Place de Bourgogne sur le Port de la Ville de Bordeaux*, 1755. Gravure. Chevalier de Bassemon. 51 x 70.

4 | *Plan géométral de la ville de Bordeaux et des parties de ses faubourgs*. Gravure. 1755. Jean Lattré. 107 x 138.

5 | *Vue de la Ville de Bordeaux et de ses promenades du côté du Château Trompette*. Gravure. 1755. Chevalier de Bassemon. 51 x 70.

6 | *Cette vue est prise du Château-Trompette, d'où l'on voit une partie de ce château, la Bourse, la Place Royale et la statue équestre du Roi, l'Hôtel des Fermes, les Salinières et partie des chantiers*. 1759. Peinture sur toile. Joseph Vernet. 165 x 263. Paris, musée de la Marine.

7 | *Le Juge et les Consuls de la Bourse de Bordeaux*. 1789 ? Peinture sur toile. Pierre Lacour. 220 x 308. Bordeaux, musée des Beaux-Arts.

8 | 70, quai des Chartrons, maison Ferrière.

9 | Intérieur de la primatiale Saint-André à la fin du 18^e siècle. Sans date. Encre noire sur papier. Sans nom d'auteur. 13 x 20. Archives diocésaines de Bordeaux.

10 | *Louis François Aubert. Seigneur de Tourny*. 1808. Gravure. Pierre Lacour. 13 x 19,5.

11 | Maisons d'Antoine Royé rue des Remparts.

12 | 12 rue du Puits-Desciaux, façades des maisons de Madame Béchade.

13 | 16 place des Martyrs-de-la-Résistance, maison de Jean Laclotte.

14 | 54 rue Fondaudège, maison d'Étienne Laclotte.

15 | 90 rue Fondaudège, maison de Michel Laclotte.

16 | Mérignac, domaine de Pique-Caillou. Sans date. Dessin à la mine de plomb. Sans nom d'auteur. 32, 5 x 21, 5 cm. B. M. Bordeaux, fonds Delpit, LXIII, f° 40.

17 | Angle des rues du Parlement-Saint-Pierre et des Capérans.

18 | 54 rue Fondaudège, maison d'Étienne Laclotte, détail.

19 | 11 rue Judaïque, dernier domicile de Jean Laclotte.

20 | Liste des maîtres maçons de Bordeaux.

21 | Armoiries de la corporation des maîtres maçons architectes de la ville de Bordeaux

22 | Verrerie de Bacalan. voir CABILLET, Eugène.— *Album des édifices et maisons remarquables de Bordeaux...*

23 | Théâtre Molière. voir CABILLET, Eugène.— *Album des édifices et maisons remarquables de Bordeaux...*

24 | Angle de la rue Hustin et impasse Victoire-Américaine.

25 | *Plan au rez-de-chaussée et élévation principale d'une maison à bâtir pour Monsieur Desbiey rue des Mottes*. 17 juillet 1787. Échelle de 10 toises. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur. 29 x 42. A. D. Gironde, 3 E 24716.

26 | *Élévation principale de la maison à bâtir pour Monsieur Desbiey place Saint-André*. 25 octobre 1789. Échelle de 6 toises. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur. 26 x 23. A. D. Gironde, 3 E 24722..

27 | *Plan des caves, du rez-de-chaussée, de l'entresol et de l'étage de la maison à bâtir pour Monsieur Desbiey place Saint-André*. 25 octobre 1789. Sans échelle. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur. 23 x 33. A. D. Gironde, 3 E 24722.

28 | Église Saint-Seurin, tribune de l'orgue.

29 | Église Saint-Seurin, bénitier.

30 | Plan du couvent des Feuillants de Bordeaux avec le projet de son agrandissement. Avril 1763. Sans échelle. Dessin à la plume, encre et lavis. Étienne Laclotte. 100 x 62. A. D. Gironde, 2 Fi 67.

31 | *Pont du Guît*. Sans date. Photographie d'un dessin de Jaudoin. 14,5 x 16,5. A. M. Bordeaux, Recueil Jaudoin, planche 29.

32 | Hôpital des Incurables, élévation sur la rue des Incurables. Vers 1840. Dessin à la plume, encre et lavis. Auguste Bordes 25 x 16. Société archéologique de Bordeaux, Album Bordes.

33 | 15 rue Judaïque, passage vers le séminaire de la Mission.

34 | Séminaire de la Mission, élévation sur le jardin. Vers 1840. Dessin à la plume, encre et lavis. Auguste Bordes 25 x 16. Société archéologique de Bordeaux, Album Bordes.

35 | Maison du séminaire de la Mission formant l'angle nord-ouest de la place Gambetta.

36 | Rue Judaïque, façades des maisons construites par les Laclotte.

37 | 16 place du Parlement façade de la maison Duffour.

38 | Plans du rez-de-chaussée et de l'entresol de l'hôtel de Lavaissière de Verduzan, voir : COUDROY DE LILLE, Pierre.— *Documents sur un hôtel particulier bordelais...*

39 | Place Gambetta, escalier de l'hôtel de Lavaissière de Verduzan.

40 | Rue des Remparts, ensemble des maisons uniformes sur le côté occidental de la rue.

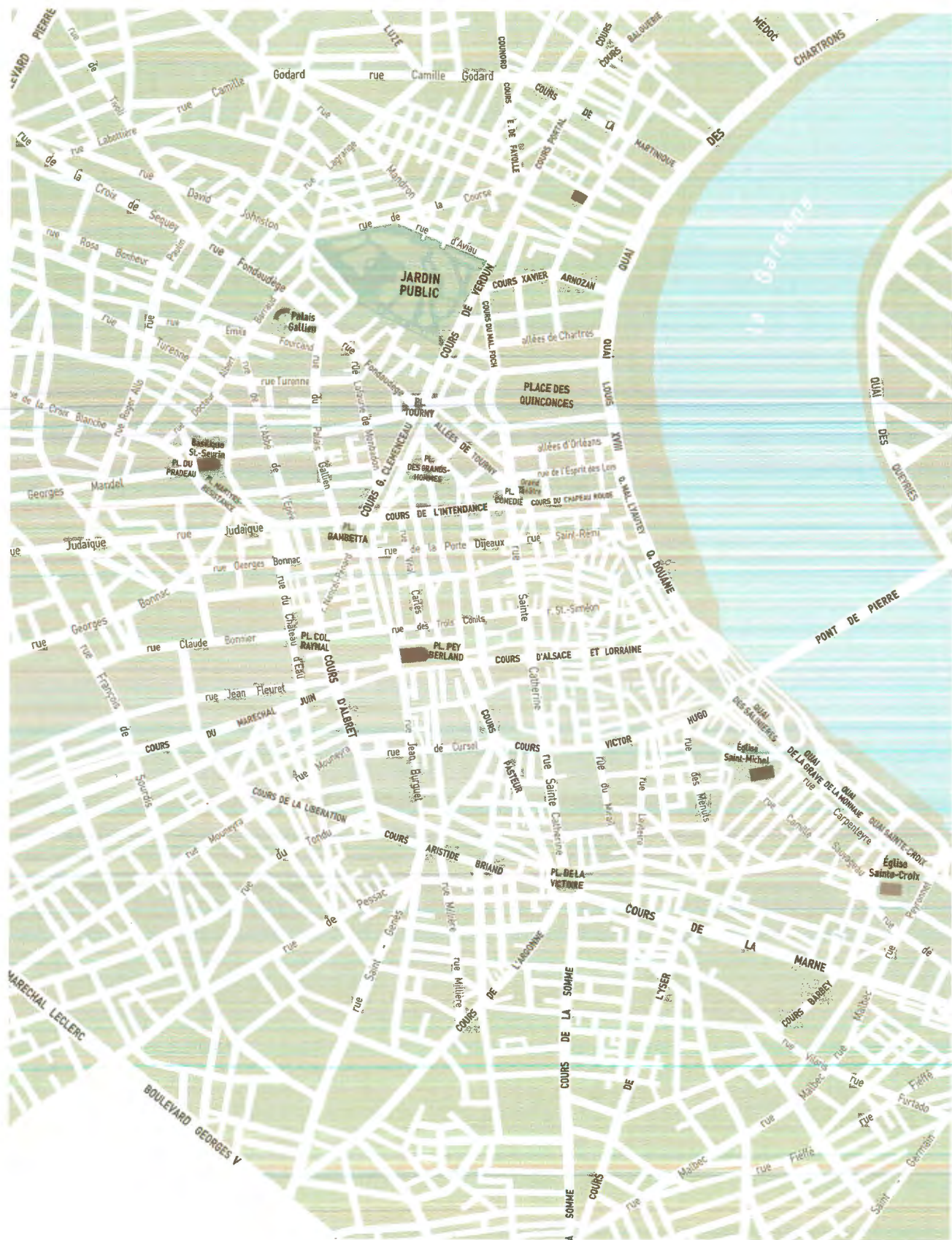
- 41 | Cours de l'Intendance, maison de Madame Boulin formant l'angle de la rue de la Vieille-Tour.
- 42 | 57 cours Clemenceau, façade de la maison de Pierre Laclotte, détail : garde-corps du balcon.
- 43 | 57 cours Clemenceau, façade de la maison de Pierre Laclotte.
- 44 | *Projet de lotissement des terrains de l'église Saint-Jacques rue du Mirail*. Sans date [1774]. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur [Étienne Laclotte]. 57 x 42. A. M. Bordeaux, II-116.
- 45 | 39 rue Bouffard, hôtel de Lalande, demi-lune et porte cochère.
- 46 | 39 rue Bouffard, hôtel de Lalande, corps de passage depuis l'intérieur de la cour.
- 47 | 39 rue Bouffard, hôtel de Lalande, escalier d'honneur.
- 48 | Plan au rez-de-chaussée de l'hôtel de Lalande Sans date [vers 1980]. Sans échelle. Document imprimé par le Musée des Arts décoratifs. Sans nom d'auteur. 43 x 22 cm.
- 49 | 39 rue Bouffard, hôtel de Lalande, élévation principale.
- 50 | 39 rue Bouffard, hôtel de Lalande, grand salon.
- 51 | 63 cours d'Albret, maison de Madame Tastet, façade.
- 52 | 19 cours du Chapeau-Rouge, façade de la maison Douat.
- 53 | 17 cours du Chapeau-Rouge, façade de la maison Lafite.
- 54 | 7 cours du Chapeau-Rouge, façade de la maison Moquart.
- 55 | 9 cours du Chapeau-Rouge, façade de la maison Baour.
- 56 | Place de la Comédie, maisons Rolly et Gombault.
- 57 | *François Bonnaffé et sa famille en 1781*. 1887. Gravure. D'après Simon-Bernard Lenoir. 19 x 26.
- 58 | Cours du Chapeau-Rouge, îlot Bonnaffé : maison Bonnaffé, façade sur la rue Sainte-Catherine.
- 59 | Cours du Chapeau-Rouge, îlot Bonnaffé, détail du traitement de l'angle de l'hôtel Bonnaffé à l'intersection des rues Sainte-Catherine et de la Maison-Daurade.
- 60 | *Dublan 15 juin 1788 / croisées sur la place / de la Comédie*. 1788. Dessin à la plume, encre. Sans nom d'auteur [François Lhôte]. 15,5 x 13. A. M. Bordeaux, XXI-1/1..
- 61 | Cours du Chapeau-Rouge, îlot Bonnaffé, détail du traitement de l'angle de la maison située à l'intersection du cours et de la rue des Piliers-de-Tutelle..
- 62 | Cours du Chapeau-Rouge, îlot Bonnaffé.
- 63 | Plan du quartier de la Faïencerie et de la place Mitchell extrait du plan de Pierrugues.
- 64 | *Le Conseiller Dumas de Laroque*. 1768. Peinture sur toile. Jean-Baptiste Perronneau. 65 x 54. Collection particulière.
- 65 | Plan de distribution des terrains de Pierre-Henri Dumas de Laroque situés à l'angle du pavé des Chartrons et de la rue Notre-Dame, voir COUTUREAU, Éric. – *Le Pavé des Chartrons...*
- 66 | 49 cours Xavier-Amozan, façade de la maison de Christophe Gernon, détail : balcon.
- 67 | 49 cours Xavier-Amozan, façade de la maison de Christophe Gernon.
- 68 | 49, cours Xavier-Amozan, maison Gernon.
- 69 | *PLAN / DE LA MAISON ET DOMAINE / DE MONSIEUR MICHEL / fait au Mois Doctobre 1772*, voir COUTUREAU, Éric. – *Le Pavé des Chartrons...*

- 70 | *Plan des terrains Mitchell situés dans les fiefs de la mouvance des Quinze curés de Bordeaux, des bénéficiers de Saint-Projet et de l'œuvre de Saint-Rémy*. 1771. Échelle de 80 toises. Dessin à la plume, encre, lavis et gouache. Sans nom d'auteur. 49 x 38. A. D. Gironde, G 2943, pce 11.
- 71 | *Plan / des Territoires de Mr Michel / Contigus au Jardin public du / Cotté du Nord*. 28 mai 1785. Échelle de 20 toises. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur. 82 x 53. A. D. Gironde, 2 Fi 1811.
- 72 | Cours Xavier-Amozan, vue d'ensemble de quatre façades de maisons du lotissement Dumas.
- 73 | 76 cours de Verdun, élévation sur le cours de la maison Rozat.
- 74 | 29 cours de Verdun, élévation sur le cours du jeu de paume construit par les Laclotte.
- 75 | *Plan / Coupe et Elevation d'une / des Maisons de Mr Lacaussade / Située Sur Le Cours de tourny de / Six Toises de largeur ; sur / Vingt huit de Profondeur / fecit Doris Bordeaux / ce 7 May / 1790*. Dessin à la plume, encre et lavis. 80 x 120. Arch. nat. F 13 / 1400 AB.
- 76 | 86, cours de Verdun, élévation sur le cours.
- 77 | Alentours de la place Tourny, extrait du plan de Pierrugues.
- 78 | *Chemin de Soulac / vis a vis la Porte St / Germain ou de Tourny*. 1752. Sans échelle. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur. 57 x 86. A. D. Gironde, 2 Fi 1516, 6eme carte..
- 79 | *Dessin de la Grille et treillage au devant de la Maison des sieurs Laclotte freres, pour être executées ainsi que les corbeilles conformément au Plan et audit Dessin fait double en Jurade*. 12 mars 1772. Échelles de 5 toises et 8 toises. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur. 41 x 33. A. M. Bordeaux, XXII-D/11.
- 80 | Cours de Verdun, cour de l'hôtel Mac Carthy.
- 81 | Plan des terrains Hustin situés à l'angle de la rue Hustin et de l'impasse Victoire. 1776. Échelle de 12 toises. Dessin à la plume, encre. Sans nom d'auteur. 27 x 22. A. D. Gironde, 3 E 21704, 17 février 1776.
- 82 | 21 et 23 cours de Verdun, façades des maisons Langouran et Rocaute de Bussac.
- 83 | 21 et 23 cours de Verdun, façades des maisons Langouran et Rocaute de Bussac, détail : premier et deuxième étages.
- 84 | *Plan des rez-de-chaussée et premier étage de la maison à construire pour Monsieur Rocaute de Bussac*. 21 avril 1773. Échelle de 90 pieds. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur [Étienne ou Jean Laclotte]. 28 x 53. A. D. Gironde, 3 E 21698 (2), 21 avril 1773.
- 85 | Rue Hustin, maison à l'angle de l'impasse Hustin.
- 86 | Rue Victoire-Américaine.
- 87 | *Plan figuratif et Géométrique de Toutes les appartenances et dependances du Terrain / et bâtiment appartenant à Madame la Veuve Hustin avec Ces environs fait par nous / Michel Laclotte Cadet architecte Bordeaux Le 20 Avril 1784*. voir ROUSSELOT, M. – Documents concernant la famille et la faïencerie de Jacques Hustin...
- 88 | Rue Victoire-Américaine, vue d'ensemble de maisons depuis la rue Hustin.
- 89 | Rue Victoire-Américaine, vue d'ensemble des maisons depuis la rue Hustin.
- 90 | Rue Victoire-Américaine, vue d'ensemble des maisons depuis la rue Fondaudège.

- 91 | *Élévation de la maison à construire pour M. Masson rue Victoire-Américaine*. Sans date [1786]. Sans échelle. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur [Étienne ou Jean Laclotte, Blaise Despujols ?]. 20 x 39. A. D. Gironde, 4 J 570, pce 57.
- 92 | *Coupe de Cotté de la maison a Batir rue Victoire-Américaine/ de Mr Masson au nord*. Sans date [1786] Sans échelle. Dessin à la plume encre et lavis. [Étienne ou Jean Laclotte, Blaise Despujols ?]. 39 x 35. A. D. Gironde, 4 J 570, pce 58.
- 93 | 24, rue Fondaudège, façade de la maison.
- 94 | 26 rue Fondaudège, façade de l'hôtel d'Augeard.
- 95 | 90 rue Fondaudège, façade de la maison de Michel Laclotte, détail.
- 96 | Plan géométral du quartier de la Maison Duplessy et du Jardin des Plantes, voir ROUSSELOT, M. – Documents relatifs aux embellissements de Bordeaux au XVIII^e siècle...
- 97 | 3 rue Duplessy, façade de la maison Sabourin.
- 98 | *Plan pour servir au partage / du Jardin des plantes*. 1788. Échelle de 25 toises. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur. 30 x 44. A. D. Gironde, 3 E 17875, 31 juillet 1788.
- 99 | 21 et 23 rue Saint-Laurent, façade de la maison d'André Queva.
- 100 | Faubourg Saint-Seurin, plan de Brion, le quartier de la collégiale dans les années 1780.
- 101 | 16 place des Martyrs-de-la-Résistance, façade de la maison de Jean Laclotte, détail.
- 102 | 17 rue Judaïque, escalier.
- 103 | Rue Judaïque, ensemble du lotissement.
- 104 | Rue Judaïque, ensemble du lotissement.
- 105 | 17 rue Judaïque, lambris.
- 106 | Rue Georges-Bonnac, élévations principale et latérale de la maison Caduc, à l'angle de la rue Castelnau-d'Auros.
- 107 | Rues Judaïque et Castelnau-d'Auros, détail du plan de Brion.
- 108 | Rue Judaïque, maisons du baron de Castelnau à l'angle de la rue de Castelnau.
- 109 | *Plan et coupe d'une maison à construire pour le maître serrurier Jacques Bigot rue Castelnau d'Auros*. 3 avril 1786. Échelle de 4 toises. Dessin à la plume, encre. Jean Laclotte. 42 x 33. A. D. Gironde, 5 L 201.
- 110 | *Plan au rez-de-chaussée de l'hôtel de Pierre de Castelnau, baron d'Auros, à l'angle des rues Judaïque et Castelnau d'Auros*. Sans date [1785]. Échelle de 15 toises. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur [Étienne ou Jean Laclotte]. 52 x 70. A. D. Gironde, 5 J 95.
- 111 | *Plan à l'entresol de l'hôtel de Pierre de Castelnau, baron d'Auros, à l'angle des rues Judaïque et Castelnau d'Auros*. Sans date [1785]. Échelle de 15 toises. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur [Étienne ou Jean Laclotte]. 52 x 70. A. D. Gironde, 5 J 95.
- 112 | 20 rue Judaïque, escalier de l'hôtel de Castelnau d'Auros.
- 113 | 20 rue Judaïque, parquet au premier étage de l'hôtel de Castelnau d'Auros.
- 114 | 20 rue Judaïque, façade de l'hôtel de Castelnau d'Auros.
- 115 | *Élévation principale de l'hôtel du baron de Castelnau d'Auros à l'angle des rues Judaïque et Castelnau d'Auros*. Sans date [1786]. Échelle

- de 15 toises. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur [Étienne ou Jean Laclotte]. 51 x 35. A. D. Gironde, 5 J 95.
- 116 | 20 rue Judaïque, façade de l'hôtel de Castelnau d'Auros, détail : une baie du second étage.
- 117 | *Plan d'une partie du faubourg St Seurin. Le Plan Lavé en gris / marque les Batiments dans leur État actuel. Le Plan Lavé en Jaune / indique le Projet de la Ville. Et celui lavé en Rouge indique Les intentions de MM du chapitre de St Seurin*. Sans date [1781]. Échelle de 100 toises. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur. 29 x 50. A. D. Gironde, G 1432, pce 9.
- 118 | Environs de la collégiale Saint-Seurin, extrait du plan de Pierrugues.
- 119 | 8 et 10 rue Saint-Étienne, façades.
- 120 | 8 et 10 rue Saint-Étienne, détail.
- 121 | 1 rue Saint-Étienne, détail.
- 122 | Angle des rues Saint-Étienne et Rodrigue-Perreire.
- 123 | Place du Pradeau, maisons sur le côté nord.
- 124 | *PLAN du Faubourg de S Surin et de Ses 7 Environs Lévé Geométriquement par le Sr / Giraud Geographe*. Sans date [1753]. Dessin à la plume, encre et lavis. Giraud, géographe. 123 x 96. A. D. Gironde, C 1230.
- 125 | Plan du plantier de Terre-Nègre.
- 126 | Quartier de la rue Paulin et la rue de la Trésorerie, extrait du plan de Pierrugues.
- 127 | *Ruines du Palais Gallien*. Vers 1835 ? Lithographie. Bernard Chauve. 21 x 30.
- 128 | Angle des rues Goya et Duranteau, maison du chirurgien de marine Louis Desgranges.
- 129 | *PLAN de Distribution du terrain appartenant aux Srs Laclotte*. Sans date [1785]. Échelles de 40 toises et 30 lattes. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur. 46 x 59. A. D. Gironde, 2 Fi 75.
- 130 | *Vue de l'église de Saint-Seurin à Bordeaux*. Lithographie. Vers 1830. Godefroy Engelmann. 25 x 29.
- 131 | 43 rue Mondenard, maison du vitrier Dangas.
- 132 | 51 rue Mondenard, maison de l'appareilleur Arnaud Beraud.
- 133 | Angle des rues Mondenard et Paulin, maison de Jean-Baptiste Bergerac.
- 134 | 54 rue Albert-Barraud, façade.
- 135 | Angle des rues Turenne et Albert-Barraud, maisons de Jean-Baptiste Bergerac.
- 136 | Angle du cours Pasteur et de la rue de Cursol, maison Métivier.
- 137 | Angle des rues du Parlement et des Capérans, maison Fourcade.
- 138 | Angle des rues du Loup et de Cheverus, maison Chamblan, façade.
- 139 | 72 et 74 rue de la Rousselle, maisons Ducos, façades.
- 140 | 11 rue des Menuts, maison Chatry, façade.
- 141 | 29 et 31 rue des Bahutiers, maisons Laclotte, façades.
- 142 | Angle des rues Camille-Sauvageau et Nérigeau, maison Boutet.
- 143 | *Plan de l'étage de l'hôtel de Jean Ravezies rue Saint-Charles*. 1782. Échelle de 7 toises. Dessin à la plume, encre et lavis. Sans nom d'auteur [Étienne ou Jean Laclotte]. 51 x 35. A. D. Gironde, 3 E 20597, 21 janvier 1782.

- 144 | Vue générale du salon de l'hôtel Ravezies, voir DALY, César.— *Motifs historiques d'architecture et de sculpture d'ornement...*
- 145 | Rues de la Devisse et du Parlement, maison Le Tellier, façade sur la rue du Parlement.
- 146 | 89 rue Porte-Dijéaux, maison de Jean Laclotte, façade.
- 147 | Rue Saint-Rémi, maisons locatives de François Bonnaffé, façades.
- 148 | Rue du Pont-de-la-Mousque, maisons locatives de François Bonnaffé, façades.
- 149 | Rue Sainte-Catherine, maisons locatives de François Bonnaffé, façades.
- 150 | 70 quai des Chartrons, maison Ferrière, façade.
- 151 | 74 quai des Chartrons, maison Domenge de Pic de Blays, façade.
- 152 | 81 quai des Chartrons, maison Barreyre, façade.
- 153 | 105 quai des Chartrons, maison Bethmann, façade.
- 154 | 22 rue Saint-Fort, maison Abadie, façade.
- 155 | 72 rue du Palais-Gallien, maison Dumaine, façade.
- 156 | 51 rue Lafaurie-de-Monbadon, maisons de Madame de Lachapelle, façades.
- 157 | Mérignac, château de Pique-Caillou, élévation sur cour.
- 158 | Mérignac, château de Pique-Caillou, élévation sur jardin.
- 159 | Mérignac, château de Pique-Caillou, lunette au rez-de-chaussée.
- 160 | Mérignac, château de Pique-Caillou, salle centrale.
- 161 | Mérignac, château du Burck, élévation principale.
- 162 | Mérignac, château du Burck, élévation postérieure.
- 163 | Mérignac, château du Burck, élévation d'une aile basse.
- 164 | Mérignac, château du Burck, escalier.
- 165 | *Plan Général / Du Bien De Campagne / De Labottière / Près Bordeaux.* Vers 1800. Dessin à la plume, encre et lavis. Jean-Baptiste Dufart. 62 x 63. Musée d'Aquitaine.
- 166 | Maison Labottière, élévation principale.
- 167 | Maison Labottière, élévations postérieure et latérale droite.
- 168 | Maison Labottière, élévation latérale gauche.
- 169 | Maison Labottière, élévation latérale droite.
- 170 | *Plan Général / Du Bien De Campagne / De Labottière / Près Bordeaux.* Vers 1800. Dessin à la plume, encre et lavis. Jean-Baptiste Dufart. 62 x 63. Musée d'Aquitaine. Détail : Élévation de la maison du côté de la principale entrée.
- 171 | Plan au rez-de-chaussée de la maison Labottière. Sans date [vers 1960]. Échelle 1/200e. Photographie d'un calque. Sans nom d'auteur. [Michel Mastorakis ?]. 24 x 18. Archives du Service régional des Monuments historiques d'Aquitaine.
- 172 | Virazeil, château de Virazeil, élévation sur le jardin.
- 173 | Virazeil, château de Virazeil, élévation sur la cour.
- 174 | Virazeil, château de Virazeil, élévation sur le jardin photographiée en 1964.
- 175 | Virazeil, château de Virazeil, élévation latérale.
- 176 | Virazeil, château de Virazeil, grand escalier photographié en 1964.
- 177 | Mérignac, vue de l'élévation principale de Chênevert, voir *Maisons de campagne en Bordelais (xvi^e-xix^e)...*
- 178 | Mérignac, Chênevert, élévations postérieure et latérale droite.
- 179 | Mérignac, vue de l'élévation sur le jardin de Chênevert, voir *Maisons de campagne en Bordelais (xvi^e-xix^e)...*
- 180 | Mérignac, vue du Vivier de Chênevert, voir *Maisons de campagne en Bordelais (xvi^e-xix^e)...*
- 181 | Talence, Maucamp, la demi-lune et les pavillons d'entrée.
- 182 | Cérons, château de La Tour, élévation sur la Garonne.
- 183 | Cérons, château de La Tour, escalier.
- 184 | Cérons, château de La Tour, porte du jardin.
- 185 | Saint-Germain-de-la-Rivière, château de Laroque, belvédère.
- 186 | Talence, Cholet, élévation principale.
- 187 | Talence, Cholet, élévation postérieure.
- 188 | Talence, Cholet, escalier.
- 189 | Talence, Margaut, élévation principale.
- 190 | Talence, Margaut, élévation postérieure.
- 191 | Le Taillan, château du Taillan ou de la Dame-Blanche, élévation postérieure.
- 192 | Maison Labottière, élévation principale, travée centrale.
- 193 | Bourg sur Gironde, site des carrières de La Lustre.
- 194 | *Marchepied* en pierre de Barsac dans un vestibule de maison du cours Xavier-Arnozan.
- 195 | *Dallote* en pierre de Barsac dans un vestibule de maison du cours Xavier-Arnozan.
- 196 | Dallage en marbre dans le vestibule d'une maison du quartier de la collégiale Saint-Seurin.
- 197 | Dallage en marbre dans le vestibule d'une maison du quartier de la rue Fondaudège.
- 198 | Dallage en marbre dans un vestibule de maison du cours Xavier-Arnozan.
- 199 | Carreaux de terre cuite à l'étage d'une maison rue Saint-Étienne.
- 200 | Fenêtres à grands carreaux de verre soufflé dans une maison rue Saint-Étienne.
- 201 | Fenêtres à grands carreaux de verre soufflé dans l'hôtel Montaigne rue du Mirail.
- 202 | Système blocage de porte dit *arboutan*.
- 203 | 39 rue Bouffard, hôtel de Lalande, marteau en gibecière.
- 204 | *Banquette*.
- 205 | *Demy-banquette*.
- 206 | *Chambre ou échoppe* dans le lotissement Mondenard.
- 207 | *Habitation d'un négociant en vins / Cours du Pavé des Chartrons / Deuxième moitié du xviii^e siècle*, voir *Bordeaux - Album...*
- 208 | Escalier central à cage carrée dans une maison du quartier de la rue Fondaudège.
- 209 | 31 et 33 cours de Verdun, maisons Gueu et Despase, façades.
- 210 | *Habitation d'un grand armateur / à la fin du xviii^e siècle / Quartier du Chapeau Rouge* [Maison Lafite], voir *Bordeaux - Album...*
- 211 | *Plan / Coupe et Élévation d'une / des Maisons de Mr Lacaussade / Située Sur Le Cours deourny de / Six Toises de largeur ; sur / Vingt huit de Profondeur / fecit Doris Bordeaux / ce 7 May / 1790.* Dessin à la plume, encre et lavis. 80 x 120. Arch. nat. F 13 / 1400 AB.
- 212 | *Plan / Coupe et Élévation d'une / des Maisons de Mr Lacaussade / Située Sur Le Cours deourny de / Six Toises de largeur ; sur / Vingt huit de Profondeur / fecit Doris Bordeaux / ce 7 May / 1790.* Dessin à la plume, encre et lavis. 80 x 120. Arch. nat. F 13 / 1400 AB.
- 213 | Coimères, projet d'élévation sur le jardin du château de Coimères, voir COUDROY DE LILLE, Pierre.— *Élévations et plans d'un château...*
- 214 | 70 quai des Chartrons, maison Ferrière, détail.
- 215 | 26 rue Fondaudège, façade de l'hôtel d'Augeard, détail.
- 216 | 70 quai des Chartrons, maison Ferrière, façade, détail.
- 217 | 24 rue Fondaudège, façade, détail.
- 218 | 70 quai des Chartrons, maison Ferrière, façade, détail.
- 219 | 26 rue Fondaudège, façade de l'hôtel d'Augeard, détail.
- 220 | 49 cours Xavier-Arnozan, façade de la maison de Christophe Gernon, détail.
- 221 | 26 rue Fondaudège, façade de l'hôtel d'Augeard, détail.
- 222 | 81 quai des Chartrons, maison Barreyre, façade, détail.
- 223 | 74 rue de la Rousselle, maison Ducos, façade.
- 224 | 12 rue du Puits-Descaux, façades des maisons de Madame Béchade, détail.
- 225 | 26 rue Fondaudège, façade de l'hôtel d'Augeard, détail.
- 226 | 23 cours de Verdun, façade de la maison Rocaute de Bussac, détail.
- 227 | Place de la Comédie, façade de la maison Bonnaffé, détail.
- 228 | 49 cours Xavier-Arnozan, façade de la maison de Christophe Gernon, détail.
- 229 | Maison Labottière, détail : entablement.
- 230 | Maison Labottière, élévation principale, détail : porche et loggia.
- 231 | Maison Labottière, élévation principale, détail : fronton.
- 232 | Maison Labottière, élévation postérieure, détail : agrafe et guirlande au rez-de-chaussée de l'avant-corps.
- 233 | Maison Labottière, élévation postérieure, détail : rez-de-chaussée et balcon de l'avant-corps.
- 234 | Maison Labottière, élévation principale, détail : loggia.
- 235 | Maison Labottière, élévation postérieure, détail : décor de l'attique.
- 236 | Mérignac, Chênevert, élévation latérale droite, table en dessus-de-porte.
- 237 | Maison Labottière, élévation postérieure, détail : partie haute d'une porte-fenêtre à l'étage de l'avant-corps.
- 238 | Maison Labottière, élévation latérale droite, détail : guirlande au-dessus d'une fenêtre de l'étage.
- 239 | Maison Labottière, élévation principale, détail : fenêtres à l'étage des travées latérales à droite.
- 240 | Maison Labottière, élévation latérale droite, détail : fenêtre à l'étage avec table à cannelures.
- 241 | Maison Labottière, élévation latérale gauche, détail : fenêtre à l'étage avec table à cannelures rudementées.
- 242 | 72 rue du Palais-Gallien, maison Dumaine, façade, détail : balcon.
- 243 | Mérignac, Chênevert, élévation postérieure, fenêtre du rez-de-chaussée, détail : allège ornée de rosaces.
- 244 | Cours Xavier-Arnozan, vestibule d'entrée d'une maison.
- 245 | Escalier d'une maison du quartier de la collégiale Saint-Seurin.
- 246 | Grille du vestibule d'une maison du quartier de la collégiale Saint-Seurin.
- 247 | Cheminée de la cuisine d'une maison de campagne.
- 248 | Cheminée à termes dans une maison du quartier de la rue Fondaudège.
- 249 | Cheminée à piédroits cannelés dans une maison du quartier de la collégiale Saint-Seurin.
- 250 | Rue Saint-Charles, hôtel Ravezies, détail : cheminée du salon, voir *Motifs historiques d'architecture et de sculpture d'ornement...*
- 251 | Deux propositions d'élévation pour les armoires de la garde-note. Sans date [1759]. Dessin à la plume, encre. Sans nom d'auteur [Jean Laclotte père]. 42 x 48. A. D Gironde, 6 E 82.
- 252 | Salon lambrissé dans une maison de campagne.
- 253 | Cours du Chapeau-Rouge, hôtel Bonnaffé : corniche du petit salon.
- 254 | Salon de l'hôtel Ravezies, détail : rosace, voir *Motifs historiques d'architecture et de sculpture d'ornement...*
- 255 | Salon de l'hôtel Ravezies, détail : porte, voir *Motifs historiques d'architecture et de sculpture d'ornement...*
- 256 | Lambris et dessus de porte peints dans une maison du quartier de la collégiale Saint-Seurin.
- 257 | Cours du Chapeau-Rouge, hôtel Bonnaffé, détail : dessus-de-porte du petit salon.
- 258 | Grand salon de l'hôtel Bonnaffé en 1887, voir BONNAFFE, Edmond.— *Bordeaux il y a cent ans...*
- 259 | Grand salon de l'hôtel Bonnaffé en 1887, voir BONNAFFE, Edmond.— *Bordeaux il y a cent ans...*
- 260 | *Plan / Coupe et Élévation d'une / des Maisons de Mr Lacaussade / Située Sur Le Cours deourny de / Six Toises de largeur ; sur / Vingt huit de Profondeur / fecit Doris Bordeaux / ce 7 May / 1790.* Dessin à la plume, encre et lavis. 80 x 120. Arch. nat. F 13 / 1400 AB.
- 261 | *BORDEAUX.— Hôtel Labottière.* Carte postale. Vers 1900. 14 x 9. Phototypie. Ch. Chambon. Bordeaux.
- 262 | Angle des rues de Caudéran et des Deux-Ormeaux, maison construite par Cyprien Alfred-Duprat.
- 263 | New York, angle des 5^e avenue et 78^e rue, New York Institute of Fine Arts.

444


Périodes	Voirie	Construction avérée	Construction attribuée
1759 -1764			
1765 -1769			
1770 -1774			
1775 -1779			
1780 -1784			
1785 -1792			



0 200 400 m

Périodes	Voirie	Construction avérée	Construction attribuée
1759 - 1764			
1765 - 1769			
1770 - 1774			
1775 - 1779			
1780 - 1784			
1785 - 1792			

Crédits photographiques

(les numéros renvoient à ceux des illustrations)

Toutes les photographies sont dues au photographe
Antoine Guilhem-Ducléon
à l'exception de :

Archives départementales de la Gironde : 25, 26, 27, 30, 70, 71, 78, 84, 91,
92, 98, 109, 114, 129

Archives départementales des Yvelines : 2

Archives nationales : 75, 260

Bernard Chabot / Michel Dubau, Service régional de l'Inventaire général
d'Aquitaine : 16, 19, 22, 23, 31, 38, 39, 44, 47, 48, 60, 65, 69, 73, 74,
79, 81, 83, 87, 96, 100, 103, 107, 110, 124, 125, 131, 132, 134, 135,
141, 143, 144, 146, 147, 153, 156, 160, 162, 163, 164, 174, 175, 176,
180, 181, 182, 183, 184, 188, 189, 190, 207, 210, 213, 236, 250, 253,
254, 255, 257, 258, 259

Frédéric Deval, Mairie de Bordeaux : 7

Joëlle Deyres, CRMH : 185

Lysiane Gauthier, Mairie de Bordeaux : 165, 170

Hugo Maertens : 4

Philippe Maffre : 193

Vincent Monthiers : 50, 59, 72, 86

Musée de la Marine, Paris : 6

DR : 64, 262

**UNIV. BORDEAUX
MONTAIGNE**

Société archéologique de Bordeaux

Hôtel des Sociétés savantes

1 place Bardineau, 33000 Bordeaux

soc.archeo.bordeaux@free.fr

www.societe-archeologique-bordeaux.fr

Conception graphique, mise en page : Véronique Schiltz

Impression : Laplante, Mérignac

Imprimé avec des encres à base végétale

sur du papier issu de bois de forêts gérées durablement



Dépôt légal : novembre 2013

Étudier, faire connaître et protéger le patrimoine archéologique, historique et artistique de la ville de Bordeaux et du département de la Gironde, tels sont les buts de la **Société archéologique de Bordeaux**, association fondée en 1873 et reconnue d'utilité publique en 1915.

Elle organise :

- trois séances par mois de communications ou de présentations de documents inédits ;
- chaque année, un cycle original de cours publics gratuits sur un thème lié à l'actualité archéologique et historique ;
- des voyages d'études et des visites guidées d'expositions, musées, fouilles archéologiques, monuments ou édifices peu accessibles, etc.

La *Revue archéologique de Bordeaux* publie chaque année les communications retenues sur proposition du comité de lecture ; avec une centaine de volumes, c'est une documentation irremplaçable sur le patrimoine girondin.

La Société édite aussi des ouvrages consacrés à des thèmes ponctuels dans sa collection

« **Mémoires** », ainsi dernièrement :

- M.-F. LACQUE-LABARTHE, *L'Art du fer forgé en Bordelais, de Louis XIV à la Révolution*, réédition 2003, 368 p., ISBN 2-908175-07-X, 39,50 €
- P. ROUDIÉ, *Bordeaux baroque*, 2003, 192 p., ISBN 2-908175-07-X, 15 €
- *La Grotte de Pair-non-Pair*, M. LENOIR (dir.), 2006, 120 p., ISBN 2-908175-08-8, 30 €
- J.-J. MICHAUD, *Bordeaux, le vitrail civil, 1840-1940*, 2011, 174 p., ISBN 2-908175-12-6, 46 €

La Société a contribué à la sauvegarde de nombreux documents ; ses collections sont déposées, par convention avec la Ville de Bordeaux, au musée d'Aquitaine et aux Archives municipales, ainsi qu'aux Archives départementales de la Gironde.

Le siège de la Société archéologique de Bordeaux est situé dans l'Hôtel des Sociétés savantes
1 place Bardineau, 33000 Bordeaux
Tél. (répondeur) : 07 86 40 43 26
soc.archeo.bordeaux@free.fr
www.societe-archeologique-bordeaux.fr

PHILIPPE MAFFRE

CONSTRUIRE BORDEAUX AU XVIII^e SIÈCLE

LES FRÈRES LACLOTTE, ARCHITECTES EN SOCIÉTÉ (1756-1793)

La saga de la famille Laclotte – ses péripéties, ses chantiers et ses réalisations – est la preuve qu'on n'a pas encore tout dit sur le Bordeaux du XVIII^e siècle.

Étienne, Michel et Jean Laclotte appartiennent à une famille qui occupe au milieu du XVIII^e siècle une place dominante dans la corporation des maîtres maçons de Bordeaux. À partir de 1761 ils exercent en société les professions d'architecte et entrepreneur.

Héritiers de leurs charges d'architectes des chapitres de la cathédrale et de la collégiale Saint-Seurin, ils travaillent pour la plupart des institutions charitables et d'enseignement de la ville, ainsi que pour nombre des parlementaires et grands négociants qui administrent ces institutions. Pour ces personnages ils édifient des hôtels, des maisons en ville et à la campagne ; ils les aident à valoriser leurs fonds urbains en menant à bien la réalisation de plusieurs lotissements, essentiellement dans le faubourg Saint-Seurin. Des amitiés leur permettent également de travailler pour le milieu protestant du négoce. Pour leur propre compte ils conduisent de multiples opérations immobilières.

Trop souvent présentés comme des spéculateurs et comme les simples suiveurs malhabiles des architectes parisiens, ils sont en réalité les introducteurs dès les années 1760 de solutions décoratives nouvelles qu'ils associent à l'architecture traditionnelle des maisons de la ville qui convient aux besoins et aux goûts de leur clientèle.

Fidèle aux buts qu'elle s'est donnés depuis l'origine, la Société archéologique de Bordeaux est heureuse de publier l'adaptation d'un travail de recherche important contribuant à une meilleure connaissance du Bordeaux architectural familier à notre regard, qui fait l'objet du septième volume de sa collection « Mémoires ».



39 €



CONSTRUIRE BORDEAUX AU XVIII^e SIÈCLE
LES FRÈRES LACLOTTE, ARCHITECTES EN SOCIÉTÉ

720.944 714 MAFF C

PHILIPPE MAFFRE